

Documents

Articles de presse de 2012

JANVIER

FÉVRIER

MARS

AVRIL

MAI

JUIN

JUILLET

AOUT

SEPTEMBRE

OCTOBRE

NOVEMBRE

DÉCEMBRE

Document

Articles de presse de janvier 2012

Table des matières

France

Politique

- L'équation syndicale de Hollande. (09.01)
- Scandale à la police des polices: Le préfet de Paris interrogé comme témoin assisté. (12.01)
- Le juge antiterroriste Marc Trévidic dit subir des pressions de sa hiérarchie. (15.01)

Social

- L'écart se creuse entre les patrons du CAC 40 et les salariés. (12.01)
- Chômage partiel : les partenaires sociaux s'accordent avant le sommet social. (14.01)
- Copropriétés dégradées: quand le mythe du "tous propriétaires" s'effondre. (19.01)
- Guerre de classe du capital. Ses intentions, ses objectifs. (19.01)
- Angoisse au camping: une loi menace les résidents à l'année. (24.01)
- Dans l'Aveyron, 30.000 habitants se retrouveront sans ophtalmo le 1er avril. (31.01)
- Les dirigeants syndicaux acceptent de "négocier le chantage patronal emploi contre salaire. (31.01)

Economie

- La banque Rothschild vous souhaite ses meilleurs voeux... de surendettement. (15.01)
- Les défaillances d'entreprise sont reparties à la hausse fin 2011. (18.01)

International

Politique

- Libye: le siège du CNT à Benghazi attaqué par des manifestants. (22.01)

Social

- La retraite à 67 ans refait surface dans le débat politique allemand. (09.01)
- En Roumanie, manifestations contre l'austérité, les privatisations et le gouvernement. (18.01)
- Tunisie : Université, front social, rien ne va plus. (22.01)
- Partenariats publics privés : les hôpitaux britanniques n'arrivent pas à payer la facture. (24.01)
- L'Espagne en crise franchit la barre historique des 5 millions de chômeurs. (28.01)

Economie

- Avec la crise, la mafia devient la première banque d'Italie. (12.01)
- Madrid donne son feu vert au commerce non-stop . (12.01)
- Le malheur des banques européennes fait le bonheur des américaines. (20.01)
- Pourquoi l'iPhone n'est pas produit aux Etats-Unis. (25.01)
- Le problème des Européens selon la Banque mondiale: ils travaillent trop peu. (25.01)

Un article du monde.fr du 7 janvier

La retraite à 67 ans refait surface dans le débat politique allemand. (09.01)

Décidé en 2007, le report progressif de l'âge de départ à la retraite entre peu à peu en application en Allemagne. Depuis le 1er janvier, avoir atteint l'âge de 65 ans ne suffit plus pour bénéficier de tous ses droits à la retraite. Il faut désormais avoir 65 ans et un mois. Progressivement, ce seuil va être relevé : en 2029, il faudra avoir 67 ans pour profiter de la retraite. Cesser de travailler plus tôt reste possible mais la pension versée est alors réduite.

Croire que le problème est politiquement réglé serait cependant une erreur. Depuis quelques jours, tant les sociaux-démocrates du SPD qu'une partie de la coalition au pouvoir semblent remettre cette réforme en question.

Paradoxalement, c'est Horst Seehofer, le président de la CSU, l'aile bavaroise de la CDU (chrétiens-démocrates), qui a relancé le débat. Sans remettre explicitement en cause la retraite à 67 ans, M. Seehofer estime qu'il faut "*impérativement*" améliorer le taux d'emploi des salariés les plus âgés, sinon cela revient à diminuer artificiellement le montant des retraites versées.

Immédiatement, la ministre du travail, Ursula von der Leyen (CDU), a défendu la réforme et rappelé que les seules options possibles étaient d'augmenter les cotisations ou de réduire les pensions. Ce qui n'a pas empêché Christian Bäumler, un des responsables de l'aile sociale de la CDU, de suggérer que les salariés qui ont travaillé quarante-cinq ans puissent prendre leur retraite avant 67 ans.

Mais c'est au sein du SPD que le débat a pris le plus d'ampleur. Mise en place par la grande coalition CDU-SPD qui a dirigé le pays de 2005 à 2009 et notamment par deux ministres sociaux-démocrates - Franz Müntefering (travail) et Peer Steinbrück (finances) -, cette réforme reste contestée par les syndicats et par une partie du SPD. Selon de nombreux observateurs, elle est d'ailleurs la principale raison de la sévère défaite de la gauche aux élections de 2009.

Suspendre la réforme

Mercredi 4 janvier, la secrétaire générale du SPD, Andrea Nahles, a annoncé que le groupe parlementaire du parti déposerait prochainement une proposition de loi pour suspendre la réforme jusqu'à ce que la moitié au moins des assurés sociaux âgés de 60 à 64 ans aient un emploi. Actuellement, ce taux est de 26 %. Il n'était que de 18 % en 2007. M. Müntefering et M. Steinbrück sont rapidement intervenus pour dire tout le mal qu'ils pensaient de cette initiative.

M. Steinbrück, candidat possible du SPD à la chancellerie en 2013, juge qu'il faut maintenir la réforme mais aussi former les salariés à partir de 50 ans pour qu'ils puissent occuper un emploi correspondant à leurs capacités. L'autre solution serait, selon lui, "*une flexibilisation totale de l'âge de départ à la retraite avec une augmentation du temps moyen passé au travail*".

Pour M. Müntefering, les conditions de la mise en place de la retraite à 67 ans sont remplies car le nombre de salariés âgés augmente. De fait, chez les 55-64 ans, le taux d'activité est désormais de 60 %, une augmentation de 20 points en une dizaine d'années. Mais une bonne partie de ces salariés n'ont qu'un "*mini-job*" peu rémunéré et qui ne donne que des droits très restreints à la retraite. En 2010, l'âge moyen de départ à la retraite était de 63,8 ans et 45 % des personnes qui prennent leur retraite le font à 65 ans, ce qui n'était le cas que de 33 % en 2000.

De son côté, Ottmar Schreiner, un des experts du SPD pour les questions sociales, plaide pour imposer aux entreprises un quota de salariés de plus de 60 ans. Une proposition rejetée par les autres partis, notamment les écologistes, mais approuvée par le président de la branche senior de la CDU.

Ce n'est pas la première fois que la réforme est remise en cause par une partie du SPD. En 2010, le parti avait tenté de reporter son application à 2015, à condition que les conditions d'emplois soient favorables, mais il n'avait pas été suivi.

Un article du monde.fr du 7 janvier

L'équation syndicale de Hollande. (09.01)

Un contre-sommet social ? C'est ainsi que, dans un premier temps, la CFDT a perçu l'initiative de François Hollande de recevoir, lundi 9 janvier, avant le rendez-vous du 18 janvier fixé par Nicolas Sarkozy aux partenaires sociaux, les syndicats. Soucieux d'éviter toute "*instrumentalisation*" tant de la part du président sortant que du candidat socialiste, François Chérèque n'a pas caché ses réticences avant que Claude Bartolone, chargé des relations extérieures de M. Hollande, lève les ambiguïtés. L'ancien premier secrétaire du PS veut recevoir, une à une, les organisations syndicales, pour échanger sur leurs propositions et ses orientations économiques et sociales avant de présenter son propre projet le 22 janvier.

Du coup, M. Hollande va faire carton plein. Le 9 janvier, il recevra Jean-Claude Mailly (FO), Philippe Louis (CFTC), Bernard Van Craeynest (CFE-CGC), Luc Bérille (UNSA) et Annick Coupé (Solidaires). Le 12 janvier, ce sera au tour de Bernard Thibault (CGT), puis de la délégation de la CFDT, conduite par M. Chérèque. La FSU sera reçue après, avec les autres syndicats de l'éducation nationale. Quant au "*bloc patronal*" - Medef, CGPME, Union professionnelle artisanale (UPA) -, M. Hollande, qui a déjà rencontré Laurence Parisot au moment de la primaire, sera convié dans un second temps.

Cet épisode est révélateur de la complexité de l'équation syndicale de M. Hollande dans un pays qui ne fonctionne pas sur le modèle social-démocrate, fondé sur un axe étroit entre le Parti socialiste et le syndicalisme, et où les syndicats tiennent farouchement à leur indépendance. En 1981, le schéma était plus simple. La CFDT avait appelé à voter pour François Mitterrand et la CGT pour Georges Marchais. Force ouvrière avait campé sur sa traditionnelle neutralité, mais son leader, André Bergeron, avait jugé que François Mitterrand était un meilleur candidat pour le PS que Michel Rocard.

Aujourd'hui, tous les syndicats s'abstiennent d'appeler à voter pour un candidat. La CFDT a adopté cette attitude dès 1988. Et la CGT, où M. Thibault est le premier secrétaire général depuis 1947 à ne pas appartenir à la direction du Parti communiste, a fini par suivre. Si Solidaires ne fera pas mystère de sa volonté de faire battre M. Sarkozy, aucune centrale ne dérogera à cette règle. Mais toutes les organisations observent au sein de leurs bases un fort rejet du président sortant. Le constat est dressé tant à la CGT qu'à la CFDT. Mais même à la CFTC, dont l'électorat vote plutôt au centre et à droite, son ancien président, Jacques Voisin, se disait frappé, au moment de la réforme des retraites en 2010, par "*la montée de l'antisarkozysme*".

En 2007, en arrivant à l'Elysée, M. Sarkozy avait une vision très floue du syndicalisme au point de voir toujours dans la CGT, qui avait coupé définitivement le cordon avec le PCF en 2001, un "*syndicat communiste*". Mais il s'est efforcé au départ de faire mentir son image d'adepte du passage en force en pratiquant la concertation. Son audacieuse réforme de la représentativité syndicale, en 2008, a satisfait la CGT et la CFDT, mais a mécontenté FO, la CFTC et la CFE-CGC, qui y ont vu une menace pour leur survie. La réforme des retraites, menée tambour battant sans négociation, a consacré la rupture entre M. Sarkozy et les syndicats.

Dans ce contexte, M. Hollande, qui veut inscrire la place de la négociation dans la Constitution et promouvoir la démocratie sociale, joue sur du velours. Il s'est adjoint les conseils de Jacky Bontems, ancien numéro deux de la CFDT jusqu'en 2009, qui construit des réseaux dans le monde syndical et patronal et se veut un "*facilitateur de rencontres, travaillant dans l'ombre*". Le 19 septembre 2011 à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), M. Bontems a organisé une rencontre entre M. Hollande et 240 syndicalistes venus surtout de la CFDT et de l'UNSA mais aussi de la CGT et de FO. M. Van Craeynest était présent. "*Il y a eu une forte mobilisation syndicale, toutes organisations confondues, au moment de la primaire*", observe M. Bontems.

Sans sortir de leur neutralité - complexe équation -, les syndicats tentent de se placer dans l'hypothèse où M. Hollande serait élu le 6 mai. Entre la CGT et la CFDT, l'enjeu est de savoir qui sera l'interlocuteur privilégié du nouveau président. Quand il était premier secrétaire, M. Hollande avait noué une relation préférentielle avec M. Thibault. L'appui de M. Chérèque à la réforme des retraites de 2003 avait provoqué une brouille avec la CFDT. En 2012, M. Thibault ne mettra pas en veilleuse son hostilité à la politique de M. Sarkozy mais il ne donnera aucun chèque en blanc au candidat socialiste. Une partie de ses opposants militent pour Jean-Luc Mélenchon. Et la CGT organisera un meeting, le 31 janvier, pour défendre le retour de la retraite à 60 ans. Sans en faire un casus belli.

M. Chérèque, qui a une bonne relation avec M. Hollande, jouera les équilibristes : ne pas nourrir le procès que lui intente déjà M. Sarkozy de rouler pour le candidat socialiste et tenir compte d'une base qui aspire au changement. Mais la vision sociale de M. Hollande s'est beaucoup rapprochée de celle de la CFDT. Sans illusions sur une modification de la loi sur la représentativité, FO, la CFTC et la CFE-CGC veulent rester dans la cour des grands. Il en est de même pour l'UNSA, proche du PS. FO est soupçonnée d'avoir soutenu Martine Aubry lors de la primaire. A son congrès de Poitiers, en novembre 2011, la CFTC a été encouragée par Ségolène Royal à se battre pour sa représentativité. M. Hollande, qui parle d'effort et de redressement pour affronter la crise, devra aussi apprendre à faire rêver les syndicats. Complexe équation.

Commentaire.

Tous des laquais du Bonaparte de service, rien à ajouter. Si, le statut qu'il faut réserver à leurs propres larbins sur le terrain : des cancrelats ! Comment ne pas comprendre que tous ces gens-là sont complices (de longue date parfois), qu'ils combattent ensemble quotidiennement la classe ouvrière, et qu'il est matériellement impossible de concevoir un parti ouvrier et une politique indépendante conforme aux intérêts des travailleurs en conservant des liens et des relations avec ces représentants du capital ?

Un article de 20minutes.fr du 11 janvier

Scandale à la police des polices: Le préfet de Paris interrogé comme témoin assisté. (12.01)

L'affaire, datant de 2007, aurait été truquée par l'Inspection générale des services...

Scandale à la préfecture de police de Paris. Deux préfets, Michel Gaudin, préfet de police de Paris, et Pascal Mailhos, ancien patron des renseignements généraux, ont été interrogés comme témoins assistés le 15 décembre dernier dans le cadre d'une enquête sur l'Inspection générale des services (IGS), la «Vpolice des polices», qui aurait volontairement truqué l'affaire du trafic présumé de cartes de séjour en 2007, révèle Le Monde ce mercredi.

Les deux hommes avaient signé *«des arrêtés de suspension visant les fonctionnaires injustement accusés»* car proches de la gauche, explique le quotidien. A l'approche de l'élection présidentielle, Yannick Blanc, directeur de la police générale, son adjoint, Bruno Triquenaux, et Christian Massard, chargé de la sécurité de l'ex-ministre socialiste de l'Intérieur Daniel Vaillant, avaient été mis en cause avant d'être suspendus. *«Au total, quatre fonctionnaires ont été injustement mis en examen»*, précise Le Monde, tandis que Yannick Blanc avait été placé en garde à vue.

Les protagonistes blanchis en janvier 2011

Michel Gaudin et Pascal Mailhos se seraient *«appuyés sur des éléments judiciaires dont ils n'auraient pas dû avoir connaissance»* et auraient *«soutenu que des éléments concrets visant les agents des affaires réservées avaient été obtenus par l'IGS»*, ajoute le quotidien. Pourtant, selon Le Monde, *«plusieurs procès-verbaux ont été truqués, des retranscriptions d'écoutes téléphoniques caviardées, des déclarations déformées, sans parler des pressions sur des témoins...»*

Mais l'affaire, *«montée de toutes pièces»*, avait finir par être démantelée avec l'acquittement des protagonistes par la cour d'appel de Paris il y a un an. Depuis, *«quatre juges d'instruction parisiens mènent six enquêtes distinctes»* sur l'IGS, déjà marquée récemment par les affaires Neyret, du Carlton de Lille et des écoutes du Monde, souligne le quotidien.

Nicolas Sarkozy impliqué?

Elle pourrait également éblouir Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur à l'époque avant d'être élu à l'Elysée au même moment. Pour Yannick Blanc, *«seul le biais politique»* peut être envisagé pour expliquer que l'IGS se soit *«ingéniée, contre toute vraisemblance, à (l'impliquer) et à impliquer Daniel Vaillant, via son officier de sécurité, dans une affaire de corruption et de trafic d'influence parfaitement imaginaire»*, écrivait-il dans un courrier à la justice en mars 2010.

«En prononçant directement des non-lieux au bénéfice de tous les fonctionnaires mis en cause, la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris a ramené cette affaire à sa dimension réelle, celle d'un montage policier destiné à complaire au pouvoir politique dans le contexte de l'élection présidentielle de 2007», a estimé un an plus tard Daniel Vaillant dans une lettre adressée à l'ex-procureur général près la Cour de cassation, Jean-Louis Nadal.

Commentaire.

Le flic-président, à l'époque ministre de l'Intérieur, serait donc responsable de ce "montage policier", non ?

Un article du figaro.fr du 11 janvier

Avec la crise, la mafia devient la première banque d'Italie. (12.01)

Avec 65 milliards de liquidités, les mafias représentent parfois la seule possibilité de prêts pour les petits commerçants victimes de la crise. Une aubaine pour le crime organisé.

La mafia ne connaît pas la crise, au contraire, elle en profite. D'après le rapport annuel de l'association italienne SOS Impresa, la mafia a accéléré son développement et représente désormais la première banque du pays avec 65 milliards d'euros de liquidités.

Pour l'association, l'extorsion menée par des groupes criminels est même devenue une «urgence nationale». Profitant de la restriction du crédit par les banques, les organisations mafieuses ont en effet accentué leur pression sur les petits commerçants. Ces derniers cèdent pour contracter des prêts à des taux d'intérêts exorbitants.

«Alors que la crise a miné la confiance des banques, les mafias arrivent avec leurs liquidités, issues d'activités criminelles et sont les seules prêtes à prendre des risques, explique Eric Vernier, spécialiste du blanchiment de capitaux et chercheur associé à l'IRIS. Pour les commerçants et les artisans, elles représentent leur seule possibilité de prêts et l'unique moyen de sauver leur entreprise et les emplois.»

D'après le rapport, 200.000 personnes seraient ainsi victimes d'usuriers. Pour l'Italie, les conséquences sont désastreuses. Selon les estimations de SOS Impresa, les commerçants sont victimes de «1300 crimes chaque jour, soit quasiment 50 par heure, et donc presque un par minute». Sur le versant économique, «l'usure a provoqué la fermeture d'environ 1800 entreprises et la disparition de milliers d'emplois».

Chiffre d'affaires annuel de 140 milliards

Le profil des mafieux a changé, selon SOS Impresa. Fini les gangsters à l'ancienne, place aux banquiers, aux avocats et aux notaires. «C'est de l'extorsion en col blanc. Via leurs métiers, ils connaissent les mécanismes de marché du crédit légal et ils connaissent souvent parfaitement la situation financière de leurs victimes».

La mafia italienne, elle, se porte bien: le chiffre d'affaires annuel issu du crime organisé atteint 140 milliards d'euros, selon SOS Impresa et des profits supérieurs à 100 milliards d'euros. En 2007, les bénéfices étaient inférieurs de 10 milliards.

Pour Eric Vernier, les prêts extorqués ont pris leur essor dans les années 1980-1990, «lorsque que les mafias se sont de plus en plus insérées dans l'économie avec des activités plus financières». La perspective d'une reprise en Italie pourrait-elle inverser la tendance? «Lorsqu'une pratique s'installe, il est difficile d'en sortir, estime-t-il. Je crains que la crise n'ait installé une habitude.»

SOS Impresa appelle pour sa part les victimes à porter plainte. «L'année dernière, nous avons été contactés par plus de 3000 entreprises. Mais les rares entrepreneurs qui se plaignent sont parfois délaissés par la politique, les banques, et même par leurs amis et leur famille.»

Un article du point.fr du 9 janvier

Madrid donne son feu vert au commerce non-stop . (12.01)

Acheter un pantalon, une casserole ou du pain à trois heures du matin, ce sera bientôt possible à Madrid. La région de la capitale espagnole, gouvernée par la très libérale Esperanza Aguirre, prépare une loi pour *"dynamiser le commerce"*, qui devrait être votée début mai. Or le texte a déjà soulevé un vent de contestation parmi les petits commerçants. Après trois années de crise et une récession économique annoncée, ils assurent que cette nouvelle législation signera leur arrêt de mort.

La libéralisation totale permettra aux commerçants d'ouvrir 24 heures sur 24 et 365 jours à l'année. *"Avec cette mesure, l'emploi va être boosté. On prévoit la création de 20 500 nouveaux postes de travail"*, assure Eva Piera, conseillère des finances et de l'économie du gouvernement régional de Madrid. *"Faux"*, réplique la Confédération des entrepreneurs du petit commerce de la communauté de Madrid (Cecoma). *"On perdra 20 000 emplois, car, pour chaque poste créé dans une grande surface, c'est quatre autres qui disparaissent dans une boutique de proximité."* À cela s'ajoute la baisse chronique des ventes (- 7,1 % en 2011). Même inquiétude partagée au sein de la Fédération régionale des associations de quartier (FRAVM) : *"Les petits commerçants ne pourront pas tenir le coup, c'est la fin du commerce de proximité et cela annonce la destruction d'un tissu social dans les quartiers"*, fulmine Francisco Cano, le responsable.

À Madrid, on compte quelque 70 000 commerces de proximité. Juan Lopez, propriétaire d'une mercerie dans la rue San-Bernardo, au centre de la capitale, annonce la couleur : *"Cela fait plus de 35 ans que ma famille tient cette échoppe et je sais que d'ici quelques années on devra la fermer, car je ne peux pas lutter avec une telle concurrence."* Comme la grande majorité des petits commerçants, Juan Lopez refuse l'idée de travailler sept jours sur sept et tard dans la nuit. Ce père de famille ne peut pas non plus s'offrir le luxe d'engager des salariés, car les taxes sociales sont trop lourdes. Reste la possibilité d'embaucher au noir, mais les contrôles se sont accrus ces derniers mois pour lutter contre la fraude fiscale.

Autant de soucis que les grandes enseignes et les centres commerciaux ne partagent pas et ils peuvent, dès lors, répondre au besoin de flexibilité des horaires. *"Une grande partie de la société a besoin de pouvoir faire ses achats le dimanche, et les jours fériés, et même tard dans la nuit, et nous voulons que cette demande soit prise en compte"*, défend Javier Millan-Austrayle, sous-directeur des grandes entreprises de la distribution (Anged). L'actuelle norme, déjà une des plus permissives d'Espagne, permet que les commerces ouvrent 22 dimanches et jours fériés par an. Une pétition contre le projet de loi devrait être remise prochainement au pouvoir régional, mais, parmi les petits commerçants, on sait déjà que la bataille est perdue.

Un article de liberation.fr du 6 janvier

L'écart se creuse entre les patrons du CAC 40 et les salariés. (12.01)

Le décalage entre les grands patrons du CAC 40 et les salariés a continué de se creuser depuis cinq ans, avec une hausse de plus d'un tiers des rémunérations des dirigeants alors que les emplois précaires au sein des fleurons de l'économie ont progressé sur fond de chute de 30% des actions. Malgré une crise financière qui couve depuis 2008 et des discours catastrophiques du monde économique, les sociétés françaises et surtout leurs patrons, se portent bien, selon une étude, présentée jeudi par l'agence de communication Euro RSCG C&O, qui a analysé les données financières des sociétés du CAC 40 entre 2006 et 2011.

Ces grandes entreprises, qui représentent les fleurons de l'économie française, ont créé de la richesse sur les dernières années: les marges opérationnelles ont augmenté de 13%, les bénéfices nets de 10% et la création de richesse proprement dite mesurée par le "cashflow" (trésorerie d'exploitation, ndlr), a crû de 22%.

Dans le même temps, l'indice phare de la Bourse parisienne, le CAC 40, a chuté de 30%, les actionnaires ont perdu au passage 18% de leur mise. Pis, plus d'un tiers des emplois dans les entreprises du CAC 40 est devenu "précaire", note l'étude.

Cette création de richesse a permis aux entreprises de se désendetter afin d'être moins dépendantes des banques et a également profité aux dirigeants qui ont vu leur rémunération augmenter de 34% sur cette période. Cette hausse s'est réalisée malgré les nombreux contrôles et garde-fous récemment mis en place pour éviter des hausses de salaires disproportionnés par rapport à la réalité économique, soulignent les auteurs de l'étude.

L'employé et l'actionnaire ont été, en revanche, moins choyés. Les salaires ont progressé de 13% entre 2006 et 2011 et la précarité a augmenté.

L'étude note en effet que si les effectifs ont augmenté de 10%, essentiellement entre 2008 et 2010, c'est dû avant tout à la multiplication des emplois précaires. *"Plus d'un tiers des emplois du CAC 40 sont aujourd'hui dits "précaires" (CDD et stages, temps partiels subis, emplois en dessous du niveau de qualification)"*, soulignent les auteurs de l'étude.

Quant à l'actionnaire il a perdu 18% de sa mise en Bourse entre 2006 et 2011, dans le sillage de la chute de 30% des cours de Bourse. Pourtant, les entreprises ont choisi d'augmenter de 31% la part du "cashflow" alloué à leurs actionnaires en maintenant les dividendes. Mais elles ont aussi procédé à des rachats d'actions, qui ont pénalisé les actionnaires.

Autre bémol, cette création de richesse n'a pas vraiment participé au rayonnement international des fleurons français ces cinq dernières. Ainsi, les grandes opérations de croissance externe se sont nettement ralenties. Seules deux grandes entreprises ont mené des acquisitions importantes, fait remarquer Bénédicte Hautefort, spécialiste des relations investisseurs chez Euro RSCG C&O. Elle cite le groupe pharmaceutique Sanofi qui a racheté l'entreprise de biotechnologies Genzyme et GDF Suez qui a intégré le britannique International Power (IP).

L'étude montre également que l'impôt payé par ces grandes entreprises du CAC 40 a progressé de 21% signe, selon Euro RSCG C&O, que la délocalisation fiscale n'est pas une réalité.

L'agence souligne par ailleurs que les grandes entreprises paient au total moins d'impôt que les PME du fait d'activités majoritairement situées à l'international où se réalise l'essentiel de leur croissance.

Un article du monde.fr du 13 janvier

Chômage partiel : les partenaires sociaux s'accordent avant le sommet social. (14.01)

Un accord minimal, mais juste à temps pour le sommet social. Patronat et syndicats, à l'exception de la CGT, se sont entendus sur un projet de texte sur le chômage partiel, vendredi 13 janvier. Cetes, le texte acte uniquement une prolongation des accords de 2009, qui permettaient de prendre en compte les primes dans le calcul de l'indemnité et de maintenir les jours de congé, mais il permet aux partenaires sociaux d'afficher leur sens des responsabilités alors que le chômage augmente fortement.

Surtout, il renvoie la balle dans le camp de l'Etat, en dressant également une liste de réformes purement réglementaires qui permettraient de simplifier le recours au chômage partiel, unanimement jugé trop complexe. Les partenaires sociaux demandent ainsi que l'Etat réduise de vingt à dix jours les délais de réponse de l'inspection du travail pour donner son agrément, une promesse de longue date de Xavier Bertrand, ministre du travail, qui n'est toujours pas entrée en vigueur. L'accord préalable pourrait même être totalement supprimé en cas de " *dégradation forte et subite de l'activité de l'entreprise* ".

Les partenaires sociaux demandent également à l'Etat de " *raccourcir les délais de versement à l'entreprise des allocations spécifiques de chômage partiel* " . " *Il faut parfois deux à trois mois pour que l'Etat verse sa participation, ce qui peut entraîner la fermeture d'entreprises qui sont déjà en grande difficulté de trésorerie* ", plaide Laurent Berger de la CFDT. Les partenaires sociaux demandent que la formation soit favorisée pendant les périodes de chômage partiel, avec une indemnisation du salarié à 100 %, contre un peu plus de 90 % actuellement. " *Le patronat est prêt à faire un geste pour rehausser l'indemnisation* ", a confirmé Benoit Roger-Vasselin, négociateur pour le Medef. La question de l'offre de formation qui peut être faite à des salariés en chômage partiel reste toutefois ouverte.

Toutes ces revendications conjoncturelles seront présentées à Nicolas Sarkozy, mercredi 18 janvier, à l'occasion du sommet pour l'emploi organisé à l'Elysée. " *C'est un bon texte d'attente*", a défendu Stéphane Lardy de FO en renvoyant la responsabilité de plus amples progrès au gouvernement. " *Le chômage partiel est un ménage à trois, c'est désormais à l'Etat d'agir* ", dit-il. La CGT a expliqué son refus de signer le texte par l'absence de renforcement des contrôles de l'utilisation du chômage partiel. " *Dans certaines entreprises, des salariés sont en chômage partiel en début de mois et en heures sup à la fin du moi. C'est inacceptable* ", a expliqué Maurad Rabhi, secrétaire confédéral du syndicat.

La CGT regrette également que les réformes plus profondes, notamment l'éventuelle fusion des trois dispositifs, soit renvoyées à plus tard. Le texte évoque en effet, prudemment, " *une possible unification* " comme objectif des prochaines négociations qui doivent se tenir en février et mars. Cette mention constitue toutefois une évolution de la part du Medef, divisé jusqu'ici entre l'industrie, très consommatrice de chômage partiel, et les services, qui ne voulaient pas forcément mettre la main à la poche. " *Au vu de ce que dira le président de la République au sommet social, on ira vers une réforme plus structurelle du chômage partiel*", a affirmé M. Roger-Vasselin. Les partenaires sociaux estiment de toute façon, pour la plupart, que la fusion ne pourrait intervenir qu'après la présidentielle, en raison des réformes législatives nécessaires.

Un article du monde.fr du 14 janvier

Le juge antiterroriste Marc Trévidic dit subir des pressions de sa hiérarchie. (15.01)

Le juge d'instruction Marc Trévidic a bien failli demander sa mutation en septembre 2011. Sa hiérarchie lui livre *"une guerre larvée"* et multiplie les *"brimades vexatoires"*, comme le relate, samedi 14 janvier, l'hebdomadaire Marianne. Au point que le magistrat antiterroriste, de guerre lasse, a saisi en décembre 2011 l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire) pour pouvoir travailler en paix.

Marc Trévidic est vice-président chargé de l'instruction au pôle antiterroriste à Paris, instruit des dossiers sensibles (l'attentat de Karachi, le Rwanda, les moines de Tibéhirine), et n'a pas sa langue dans sa poche. Président de l'Association française des magistrats instructeurs (AFMI), il avait déclaré, le 7 février 2011 à France Info, après les accusations du chef de l'Etat lors de l'affaire de Pornic - le débat sur la récidive relancé après le meurtre d'une jeune femme, Laetitia Perrais -, qui ont provoqué une tempête chez les magistrats, que Nicolas Sarkozy était *"un multirécidiviste"* et qu'il était *"largement temps de lui appliquer la peine plancher"*.

Le premier président de la cour d'appel, Jacques Degrandi, avait assez peu apprécié. Lors de son installation, le 18 mai 2010, il avait insisté sur la nécessité de résister *"aux dérives qui consistent à instrumentaliser le procès au service d'une cause ou d'une idéologie"*. Le premier président est lui-même bien en cour et partage heureusement les choix du gouvernement : avant que le texte ne soit enterré, il s'était prononcé pour la suppression du juge d'instruction, *"à cinq conditions"*, dont les quatre premières étaient justement satisfaites par le projet gouvernemental.

Marc Trévidic s'inquiétait de ne plus recevoir de nouveaux dossiers depuis deux ans, mais c'est l'affaire du Niger qui lui a clairement fait comprendre qu'il n'était pas en odeur de sainteté. Le juge avait été invité à Niamey, avec Guillaume Portenseigne, un magistrat du parquet, pour former des juges antiterroristes locaux, du 20 au 23 juin 2010. La présidente du tribunal avait donné son feu vert, les magistrats et leurs gardes du corps avaient fait leurs vaccins, pris leurs billets, et M. Trévidic en avait avisé le premier président par courrier du 25 mai. Il a appris, à quatre jours du départ, qu'il ne partait plus : on lui a d'abord expliqué que c'était en raison de sa *"surcharge de travail"*, puis qu'on ne pouvait envoyer au Niger qu'un premier vice-président, c'est-à-dire Yves Jannier, le magistrat avec qui il instruit l'affaire Karachi, mais qui n'était pas volontaire. Guillaume Portenseigne est parti seul.

Nouvel épisode le 22 septembre 2011. Marc Trévidic avait été contacté par un petit magazine, L'Essentiel des relations internationales, pour parler du terrorisme. Le juge avait indiqué qu'il n'était pas possible de prendre des photos galerie Saint-Eloi, le couloir des magistrats antiterroristes, mais la photographe avait quand même sorti son appareil avant d'entrer dans le bureau. Alertés par les caméras de vidéosurveillance, le commandement militaire, le secrétaire général du tribunal et la première vice-présidente chargée du pénal ont aussitôt débarqué dans le bureau du juge.

Il a été rapidement vérifié qu'aucune photo n'avait été prise galerie Saint-Eloi, la photographe s'est excusée, Marc Trévidic a fait un petit rapport et pensé que l'affaire était classée. Mais un mois plus tard, le 22 novembre, il a été convoqué par Chantal Arens, la présidente du tribunal, qui lui a signifié qu'il avait mis en danger la sécurité du tribunal et qu'elle envisageait de faire une procédure de *"mise en garde"*, versée à son dossier. Le juge a exigé que dans ces conditions, sa réponse le soit aussi, la présidente a fini par laisser tomber.

Mais Marc Trévidic a senti cette fois qu'il y avait péril et saisi les syndicats. Christophe Régnard, le président de l'USM, et Corinne Goetzmann, pour l'AFMI, se sont inquiétés de *"cette procédure quasi disciplinaire"*, manifestement irrégulière, qui n'est *"prévue par aucun texte"*. Chantal Arens les a reçus le 29 novembre, s'est longuement expliquée sur le peu de nouveaux dossiers attribués à Trévidic, mais pour le Niger, a dit qu'elle n'y était pour rien. Le premier président les a reçus à son tour le 16 décembre, et a indiqué qu'il lui semblait inacceptable que des journalistes entrent galerie Saint-Eloi. Quant au Niger, il assure qu'il n'a jamais reçu le courrier du juge...

"On a voulu faire comprendre à la hiérarchie judiciaire que cela suffisait, a expliqué Christophe Régnard, ce genre de tracasseries n'est pas acceptable. J'ai la fâcheuse impression de revivre ce qui s'est passé avec la juge Isabelle Prévost-Desprez à Nanterre." Jacques Degrandi, dans un communiqué à l'AFP, a récusé *"toute*

intention d'empêcher" le juge Trévidic d'instruire "en toute indépendance", et se dit soucieux de préserver les juges "de toutes pressions". Il rappelle que chacun "doit exercer la plénitude de ses attributions dans le respect des règles éthiques et déontologiques", et considère que l'article de Marianne présente "des amalgames de faits, des contractions de propos épars" qui "nourrissent une présentation manichéenne et tendancieuse de la réalité".

Ce n'est évidemment pas le sentiment des collègues de M. Trévidic. *"Le premier président a dit que tous les juges d'instruction étaient des caractériels, dit Gilbert Thiel, le seul magistrat qui accepte d'être cité. C'est que les autres doivent être dépourvus de caractère et peut-être d'autres attributs."*

Un article de wikistrike.com du 11 janvier

La banque Rothschild vous souhaite ses meilleurs vœux... de surendettement. (15.01)

Georges Pompidou, Président de la République de 1969 à 1974 et surtout, associé extérieur de la Banque Rothschild, communiqua ses vœux télévisés pour la nouvelle année 1973.

Vous découvrirez dans cette vidéo (disponible sur le site www.wikistrike.com - ndlr) que notre banquier-président se réjouit du grand emprunt qui fera, sans nul doute, le succès économique de ses amis employeurs.

En fouillant dans les documents publics du Sénat, j'ai découvert que cet emprunt à 7% de 50 milliards de francs indexé sur l'or (cela ne s'invente pas...) s'est transformé en véritable cauchemar financier pour les finances publiques durant les 14 années suivantes !

En 1988, cette lumineuse idée provenant du cerveau d'un salarié-banquier (dont le métier est de créer de l'argent avec rien) et Président de la République en CDD (dont le métier est de ne rien créer avec de l'argent) a subi une hausse d'intérêts annuels multipliée par 7 entre 1974 et 1988.

Pour reprendre les termes des sénateurs français en poste en 1987 : *"Les intérêts versés sont passés de 455 millions de francs en 1974 à 3,58 milliards de francs en 1987."*

Alors que l'Etat n'a pas encore commencé à rembourser le capital, le coût cumulé de cet emprunt en intérêts s'élève déjà à 34,05 milliards de francs et, en janvier 1988, l'Etat devra honorer, une seule fois, une échéance de plus de 50 milliards de francs."

Un gouffre !

J'imagine ce que devaient se dire les sénateurs : *"Oups, je crois que tonton Pompon nous l'a bien mis dans l'os... Comment va-t-on pouvoir faire pour payer tout ça sans toucher aux avantages sociaux ou des hausses d'impôts ?"*

Nous apprécions également cette phrase :

"Comme l'ensemble des emprunts d'État arrivant à échéance, l'emprunt 7 p. 100 1973 devra être financé par des emprunts nouveaux".

Devinez comment le Ministère de l'Économie a choisi de financer le capital de ce grand emprunt toxique arrivant à échéance ?...

Réponse : En rachetant la dette par de nouvelles dettes, fastoche !

Comme quoi, les actifs toxiques ne datent pas d'hier mes chers lecteurs !

La dette publique a la particularité d'être une arme de destruction massive à retardement particulièrement efficace lorsqu'elle se fait refinancer par de nouvelles dettes. Le piège se pose facilement puisque tout le monde apprécie ses bienfaits immédiats, puis il se referme lentement année après année autour du coup des contribuables... jusqu'à étouffer leurs proies...

Mais, Monsieur le Juge, ça sent l'escroquerie à grande échelle si je lis cela sur Wikipédia ?

La cavalerie est un processus financier où de nouveaux emprunts servent sans cesse à rembourser les emprunts antérieurs. Le système s'écroule lorsque l'emprunteur n'obtient pas le Nième prêt : il sait alors qu'il ne pourra pas rembourser l'emprunt précédent. La cavalerie est une tentation pour des acteurs économiques au départ honnêtes mais confrontés à des difficultés qu'ils croient passagères. Si c'est bien le cas, ils pourront se tirer d'affaire et tout rembourser – et personne n'aura matière à se plaindre, ni même à s'en douter. Dans le cas contraire, la chute sera retardée mais n'en sera que plus brutale.

Remarquez en bas de la page de Wikipédia dans la rubrique "*Voir aussi*" : "*Chaîne de Ponzi*" et "*Dette Publique*"... Je trouve cela absolument énorme de faire ce rapprochement sur une encyclopédie !

En d'autres termes, notre pays use ouvertement de criminalité financière (cavalerie) depuis presque 40 ans en versant la majorité de nos impôts au profit des intérêts bancaires...

Si vous êtes avocat (avec un gilet pare-balles) et déterminé à faire cesser cette mascarade pour le bien public de nos enfants et petits-enfants, vous savez ce qu'il vous reste à faire...

Pour que Pompon le Président-Banquier vous présente ses voeux, remplacez le terme "1973" par le terme "2012" dans la vidéo...

En ce qui concerne son appartenance aux "*officines*" américaines, je vous laisse commenter...

Comment cela s'appelle-t-il, en toute légalité, il paraît que c'est cela la démocratie : vol, racket, pillage organisé des richesses produites au profit d'une poignée de prédateurs, les banquiers.

Raison de plus pour les exproprier et saisir tous leurs biens et avoirs et les envoyer gratter au bureau, au chantier ou à l'usine.

Un article du monde.fr du 17 janvier

En Roumanie, manifestations contre l'austérité, les privatisations et le gouvernement. (18.01)

Appels à la démission, demande d'élections anticipées, échauffourées nocturnes... depuis six jours, les esprits s'échauffent en Roumanie, mettant en difficulté son président, Traian Basescu. Quotidiennement, des rassemblements spontanés, sans affiliation politique visible, ont lieu à Bucarest et dans les grandes villes de province. Agitant les couleurs nationales, les manifestants réclament pêle-mêle le départ du président, l'arrêt des politiques d'austérité et de libéralisation et une moralisation de la vie publique.

Si le nombre des manifestants reste modeste – moins de 10 000 dans une quarantaine de villes, lundi 16 janvier – leur simple action constitue un choc, dans un pays où la société civile semblait frappée d'apathie. L'entrée en scène, ce week-end, de groupes de hooligans, casseurs et incendiaires nocturnes, en plein centre de Bucarest – qui ont fait au moins soixante-dix blessés, dont plusieurs gendarmes – a donné à la situation un tour plus dramatique et un écho médiatique accru.

L'élément déclencheur de ces événements a été la démission forcée, le 10 janvier, de Raed Arafat, sous-secrétaire d'Etat à la santé, après qu'il a été traité de "*menteur*" et de "*gauchiste*" par M. Basescu. Ce médecin d'origine palestinienne doit sa grande popularité au fait d'être le fondateur du Smurd, un efficace service de médecine d'urgence. Avant d'être démis de ses fonctions, M. Arafat avait critiqué le projet gouvernemental de réforme de la santé. Finalement, sous la pression populaire, Raed Arafat devrait être réintégré à son poste au ministère de la santé, a fait savoir mardi le premier ministre Emil Boc.

Suffisant pour faire retomber la contestation ? La santé publique est un sujet sensible en Roumanie, où le secteur hospitalier souffre d'une décrépitude notoire. Sous-payés, les personnels médicaux n'hésitent pas à demander des bakchichs aux patients pour accomplir des actes théoriquement couverts par l'assurance sociale d'Etat. Les professions de santé n'attirent plus : pour remplir leurs amphithéâtres, les facultés de médecine accueillent même les étudiants médiocres.

La réforme proposée par l'exécutif roumain vise à réduire le champ de la couverture médicale publique et à faire entrer un minimum de quatre assureurs complémentaires privés sur le marché, ce qui revient à partiellement privatiser le système.

PRIVATISATIONS DOUTEUSES ET MALVERSATIONS

Les privatisations ont mauvaise presse en Roumanie, depuis la période de "*transition*" qui a suivi la chute du régime communiste de Nicolae Ceausescu : censées redynamiser les entreprises nationales, elles ont surtout profité à une petite clique d'hommes d'affaires, les "*magnats*", équivalents locaux des oligarques russes. Certaines privatisations douteuses ont marqué les esprits : en 1998, Dinu Patriciu, ex-membre du PNL (Parti national libéral), accapare Rompetrol, l'ex-entreprise publique d'hydrocarbures, et devient milliardaire.

En 2002, trois hommes d'affaires proches du PSD (Parti social-démocrate) obtiennent d'immenses concessions dans le delta du Danube, une des plus grandes réserves écologiques d'Europe : l'opinion les baptise "*les seigneurs du delta*". Les petits partis ne sont pas épargnés : entre 2005 et 2006, les ministres Codrut Seres (PC, Parti conservateur) et Zsolt Nagy (UDMR, parti de la minorité magyare) se livrent à des malversations connues sous le nom de "scandale des privatisations stratégiques".

Les privatisations "*à la Roumaine*" nourrissent la corruption, mal endémique dans le pays. L'acquittement, le 15 décembre dernier, d'Adrian Nastase, ancien premier ministre socialiste (et ancien apparatchik du régime Ceausescu) soupçonné d'avoir détourné des millions d'euros, constitue un symbole fort de l'incapacité de l'Etat roumain à sanctionner les corrompus haut-placés. C'est sous son gouvernement qu'a été accordé, sans appel d'offres, le contrat de construction de l'autoroute A3 à la société américaine Bechtel. Cette affaire permet de comprendre le discrédit dans lequel l'opinion tient les entreprises sélectionnées par le pouvoir exécutif : en six ans, seuls cinquante-deux kilomètres de cette autoroute ont été réalisés, pour un coût d'1,2 milliard d'euros versés par l'Etat roumain.

SOUFFRANCE DES CLASSES POPULAIRES

La méfiance à l'égard des privatisations s'accompagne d'un sentiment généralisé de souffrance économique et sociale. Après les désastreuses années 1990, la Roumanie semblait avoir trouvé sa voie dans les années 2000 : en 2007, elle rejoignait l'Union européenne, tandis que l'économie croissait à un rythme soutenu (9,43 % de croissance du PIB en 2008). La crise mondiale fracasse ces rêves de prospérité, partiellement fondés sur la spéculation immobilière : en 2009, le PIB se contracte de 8,5 % et le gouvernement fait appel au Fonds monétaire international (FMI) pour payer ses dettes.

Alors dirigée par M. Strauss-Kahn, l'organisation de Washington impose une rigueur drastique à l'Etat roumain. Traian Basescu, président de centre-droit au style populiste et autoritaire, prend une série de mesures impopulaires : diminution de 25 % des salaires des fonctionnaires, de 15 % des pensions de retraite et hausse de la TVA de 19 % à 24 %.

Cette stratégie permet de rééquilibrer les comptes : la Roumanie semble avoir échappé à une longue crise de la dette. Mais le coût social de l'austérité payé par la population provoque une immense vague de mécontentement dans le pays. Avec un salaire minimum de 158 euros par mois, un salaire moyen ne dépassant pas 350 euros et des retraites faméliques, les classes moyennes et populaires ont le sentiment d'avoir payé l'essentiel du plan de rigueur. Les classes aisées, souvent considérés comme des profiteurs du système, n'ont finalement pas vu leurs impôts augmenter (l'impôt sur le revenu roumain est de 16 %, taux unique). EXAMEN DU PROJET DE LOI REPORTE

Alors que la crise et la rigueur semblaient avoir assommé la société roumaine, les manifestations de ces derniers jours indiquent que l'exaspération sociale a atteint un seuil critique. Le président Basescu, dont la cote de popularité est au plus bas, reste étrangement silencieux, laissant la parole médiatique à son premier ministre, Emil Boc, lequel condamne les violences, mais dit réaliser les souffrances que la cure d'austérité financière a imposées à la population.

L'examen du projet de loi de réforme de la santé a été reporté. L'opposition parlementaire, sous la forme du groupe USL (Union sociale-libérale, rassemblement provisoire et contre nature des sociaux-démocrates et des nationaux-libéraux) appelle à la démission du gouvernement et à la tenue d'élections législatives anticipées.

Mais il n'est pas certain que les protestataires soient favorables à l'opposition, même s'ils appellent à la chute de M. Basescu. M. Arafat, par qui tout a commencé, les appelle à résister à toute récupération politique. Comme en écho, ceux de Cluj, en Transylvanie, scandaient lundi : "*PDL [parti présidentiel], USL [opposition], même misère !*"

Un article des echos.fr du 17 janvier

Les défaillances d'entreprise sont reparties à la hausse fin 2011. (18.01)

Près de 60.000 redressements judiciaires, liquidations et procédures de sauvegarde ont été enregistrés en 2011, soit presque autant qu'en 2010, selon le bilan publié ce matin par Altares. Les faillites sont même reparties en légère hausse fin 2011.

Amorcé fin 2009 et amplifié courant 2010, le mouvement de reflux des défaillances d'entreprise aura très nettement ralenti en 2011, au point même de s'interrompre lors du quatrième trimestre. Sur l'ensemble de 2011, le nombre de redressements judiciaires, de liquidations et de procédures de sauvegarde a encore frôlé les 60.000 pour la deuxième année d'affilée, comptabilise Altares dans un bilan rendu public aujourd'hui. Avec 59.614 cas recensés précisément, la baisse n'aura été que de 0,5 % par rapport à 2010. *« Ce sont donc encore 10.000 entreprises de plus qu'avant la crise qui sont contraintes de déposer le bilan »*, commente la société spécialisée dans l'information sur les entreprises. Le dernier trimestre a viré au rouge, avec une très légère remontée des faillites (+ 0,5 % par rapport à la même période de 2010).

Comme en 2010, plus des deux tiers des jugements ont été des liquidations judiciaires directes. *« C'est la preuve que les entreprises continuent de se présenter exsangues devant les juges »*, analyse Thierry Millon, responsable des études d'Altares. Cela concerne bien sûr les très petites structures : 93 % des entreprises défaillantes sont des microentreprises sans effectif et des petites entreprises de moins de 10 salariés. Mais, *« si les TPE sont les plus nombreuses, les PME sont les plus fragiles »*, nuance Altares : en 2011, 409 sociétés de plus de 50 salariés ont déposé leur bilan, soit 10 % de plus qu'en 2010. Les grosses structures (d'au moins 100 salariés) sont particulièrement exposées, avec un bond de 14 % des faillites en 2011 et même de 35 % au quatrième trimestre. La hausse est encore plus forte en retenant le critère du chiffre d'affaires : 157 entreprises dépassant les 15 millions d'euros de chiffre d'affaires ont subi une procédure collective l'an dernier (+ 26 %).

Résultat, si le nombre de défaillances est resté quasi stable en 2011, les entreprises concernées ont représenté 247.000 emplois, soit 3 % de plus qu'en 2010. Parmi les cas les plus frappants, le numéro deux du transporteur routier Mory (3.600 salariés) ou le spécialiste de la réparation d'appareils électroniques Anovo (1.400 postes).

Entreprises à bout de souffle

Lors de la crise 2008-2009, un bond des faillites de grandes PME avait aussi été constaté. *« Mais, contrairement à cette époque, elles ne tombent pas aujourd'hui parce qu'elles font face à une chute brutale d'activité mais parce que la plupart étaient à bout de souffle et en difficulté depuis de nombreux mois, voire plusieurs années »*, poursuit Thierry Millon.

C'est d'ailleurs parce qu'il ne voit pas de *« crise côté clients »* qu'il estime que *« la situation n'est pas aussi critique que le quatrième trimestre pourrait le laisser penser »*. Pour 2012, Altares table sur un nombre de défaillances *« proche mais en dessous de 2011 »*. D'autant que la baisse des créations d'entreprise (hors autoentrepreneurs) atténuera mécaniquement le nombre de dépôts de bilan.

Un article du monde.fr du 17 janvier

Copropriétés dégradées: quand le mythe du "tous propriétaires" s'effondre. (19.01)

Des charges exorbitantes mal anticipées, des impayés qui s'accumulent: des centaines de milliers de copropriétaires se retrouvent dans l'incapacité de gérer leur patrimoine, qui se dégrade rapidement, victimes du mythe du "tous propriétaires".

Des tours immenses s'élevant vers le ciel, à quelques pas de la gare Transilien d'Argenteuil, dans un quartier pourvu d'équipements publics: les copropriétés du Val d'Argent, construites dans les années 1960 et 1970, ciblaient une population en quête de logements bon marché.

"C'était des appartements modernes, spacieux", qui ont séduit une "population qui ne parvenait pas à accéder au logement social", décrit la première adjointe au maire d'Argenteuil chargée de l'urbanisme, Chantal Colin.

Problème: "les gens n'ont vu que le prix d'achat, sans comptabiliser les charges". Chauffage, ascenseur, propreté... Face au coût de l'entretien et parfois à la "gestion indélicate des syndicats", certains copropriétaires ont baissé les bras, cessé de payer, et les immeubles se sont vite dégradés.

"Il y a des gens qui n'auraient jamais dû devenir propriétaires, qui n'avaient pas conscience de leurs devoirs", tranche Dominique Braye président de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) qui doit remettre jeudi au secrétaire d'Etat au Logement, Benoist Apparu les conclusions d'un rapport.

Un diagnostic réalisé en 2008 a révélé que sur les 32 copropriétés du quartier du Val d'Argent, "certaines étaient en extrême difficulté". Une dizaine bénéficie aujourd'hui d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat (Opah) ou de plans de sauvegarde (PLS).

Un cas qui se reproduit un peu partout en France. "Il y a entre 800.000 et 1.000.000 de logements dans des copropriétés fragiles et en difficultés", selon Benoist Apparu.

A Sevran, "environ 3.000 logements sont touchés: ça va nécessiter un effort financier que (les copropriétaires) ne peuvent pas payer", s'alarme Bernard Portal, adjoint au maire de cette commune de Seine-Saint-Denis chargé de l'habitat.

La résidence Marguerite accuse "286.000 euros de charges impayées", précise André Dan, copropriétaire et membre du conseil syndical. "On a de gros soucis, il faut payer chacun 1.600 euros par trimestre et nous ne sommes que 35 à payer, alors qu'il y a 70 copropriétaires", s'insurge-t-il.

Par manque d'entretien, les façades de cette résidence construite dans les années 1980 sont fissurées, laissant apparaître du fer à béton. Murs gris et décrépits, balcons encombrés d'antennes paraboliques ou de vélos: dans la commune voisine de Clichy-sous-Bois, d'immenses barres font triste mine. La résidence Stamu II "la plus dégradée" a ainsi été placée en PLS.

Boucher les vide-ordures, remettre aux normes les ascenseurs, sécuriser les lieux, les opérations menées en partenariat avec l'Etat et l'Anah ont amélioré le bâti et tenté de rappeler les propriétaires à leurs obligations.

Toutefois, pour Sylvaine Le Garrec, sociologue et urbaniste, spécialiste de la question, "avant les travaux, la priorité c'est de redresser les finances de la copropriété".

"Assainir la gestion", "développer les mesures de prévention" et "associer les copropriétaires à l'intervention publique": tels sont, à ses yeux les "priorités" pour éviter que l'engrenage ne recommence.

Confrontés à une impasse, certains copropriétaires pensent à vendre leur bien pour s'installer ailleurs, mais dans la plupart des cas celui-ci a perdu de sa valeur. "Mon appart je l'ai acheté 150.000 euros, si je le vends aujourd'hui, même avec un rabais, impossible d'avoir 60.000 euros", déplore Kheira Couvreur, copropriétaire de Sevran.

Commentaire.

Voilà des commentaires bien pourris qui ne tiennent pas compte du fait que les loyers sont prohibitifs depuis des décennies et que les travailleurs sont poussés à s'endetter et acheter leur logement, qu'ils n'ont pas le choix ou croient faire le bon choix parce qu'ils n'en peuvent plus du racket exercé par les propriétaires.

Non la "*priorité*" ce n'est pas "*redresser les finances de la copropriété*", mais les travaux qui doivent être pris en charge par l'Etat, les banques et les entreprises qui ont conçu et construit ces appartements. C'est quoi ça ? Le socialisme ! Qui plus est, un gouvernement ouvrier déciderait d'annuler la dette de l'ensemble des travailleurs...

Un article d'atlantico du 18 janvier

Guerre de classe du capital. Ses intentions, ses objectifs. (19.01)

(Titre du portail Atlantico : *10 propositions radicales pour le sommet social.*)

Le gouvernement convie ce mercredi à l'Élysée les grandes organisations syndicales et patronales pour un sommet social. Le think tank libéral de l'IFRAP soumet quelques propositions pour changer en profondeur le modèle social français.

Le sommet social est l'occasion de faire un point sur les réformes de fond qu'il conviendrait d'appliquer à notre modèle social, afin de rendre à nos entreprises de la compétitivité et de faire baisser nos dépenses sociales qui sont parmi les plus élevées d'Europe (34% du PIB en 2009).

Dans cette optique, trois grands volets devraient être au centre des discussions entre le gouvernement et les partenaires sociaux : flexibilité du droit du travail, compétitivité des entreprises et réduction des dépenses sociales. Dans le cadre de ce sommet social et de la reconquête du triple A français, la Fondation iFRAP (Fondation pour la Recherche sur les Administrations et les Politiques Publiques) formule 10 propositions :

Flexibiliser le droit du travail

1) Négocier le SMIC par branche professionnelle ou par entreprise avec les syndicats

L'emploi en France souffre incontestablement de ce salaire minimum, uniforme et unique, imposé par la loi, sans laisser les partenaires sociaux en décider au cas par cas, comme en Allemagne.

2) Négocier la durée du temps de travail par branche professionnelle ou par entreprise avec les syndicats

Revenir sur les 35 heures est une nécessité. Mais ce ne peut être que par une démarche à long terme, et qui ne pourra aboutir que par un accord entre les différents partenaires sociaux. On peut imaginer y parvenir très progressivement, en combinant sur la durée diminution des allègements de charges, diminution des congés de RTT (réduction du temps de travail), modération des salaires et du SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance) horaire.

3) Allonger de 50% la durée maximum des CDD

Soit passer à un CDD (contrat à durée déterminée) maximum de 24 mois, libérer le recours aux CDD et à l'intérim pour que l'entreprise puisse les utiliser pour s'essayer à de nouvelles activités. Autrement dit, pas seulement pour remplacer les malades et faire face aux variations saisonnières d'activité, mais bel et bien pour augmenter la durée maximale des CDD (comme les CDD publics).

4) Doubler les seuils sociaux des entreprises

De la sorte, les entreprises sur le point de franchir les seuils sociaux - en particulier les PME - seront encouragées à embaucher. Passer ainsi de 50 à 100 salariés pour l'obligation de créer un Comité d'entreprise par exemple.

Rendre de la compétitivité à nos entreprises

5) Transférer le financement des allocations familiales (33 milliards d'euros) et répartir équitablement les cotisations salariales et patronales

Pour transférer le financement des cotisations de la branche famille, on peut augmenter au plus de 2% la TVA, ainsi que la CSG (contribution sociale généralisée) et la CRDS (contribution au remboursement de la dette sociale) d'environ 1,5 à 2%, et le solde, à hauteur de 0,5 milliard maximum, sur l'impôt sur le revenu.

Il conviendrait aussi de répartir également entre cotisations patronales et salariales les cotisations familiales, maladie, vieillesse et chômage en y incluant la CSG et CRDS soit 26,55 % pour les cotisations employeurs et les cotisations salariales, contre 37,5% de cotisations patronales face à 13,1 % de cotisations salariales aujourd'hui.

Cela aboutirait à alléger d'environ 11% (allocations familiales comprises) les cotisations patronales, et à alourdir d'environ 5,5% les cotisations salariales. Cet alourdissement de 5,5% serait compensé par une augmentation des salaires bruts applicables aux contrats en cours. Pour les nouveaux contrats, les nouvelles grilles seraient négociées entre partenaires sociaux.

6) Changer l'assiette des impôts sur la production (taxe sur les salaires par exemple qui représente 11 milliards d'euros)

Les impôts sur la production sont très élevés en France (26 milliards d'euros en France contre 2 milliards d'euros en Allemagne). Il serait de bon augure de calquer ces derniers sur les « Gewerbesteuer » (taxe professionnelle) allemands, c'est-à-dire en les calculant non pas sur la production (avant excédent brut d'exploitation) mais sur les résultats.

7) Augmenter le seuil d'application du taux réduit de l'imposition sur les PME, lorsque les bénéfices sont conservés dans l'entreprise

Cette approche nous semble plus efficace que celle consistant à utiliser des fonds budgétaires - abondant des fonds de garantie - pour que les PME parviennent à emprunter les fonds propres qui leur manquent.

Réduire nos dépenses sociales

8) Réduction de la durée d'indemnisation au titre du chômage

Pour les moins de 50 ans, en faisant converger la durée d'indemnisation vers le modèle allemand. Nous proposons également une convergence progressive de la durée d'indemnisation sur 7 ans, qui passerait à 20 mois puis 18 mois, puis 15 mois, puis 12 pour les moins de 50 ans (7 milliards d'économies sur 5 ans).

9) Rendre imposable et plafonner les compléments de revenus (APL, RSA, Allocations familiales...)

La Fondation iFRAP propose de rendre imposables à l'imposition sur le revenu les « *compléments de revenus* », et de fixer un plafonnement global de ces prestations à un chiffre nettement inférieur au SMIC net (pour un foyer composé d'une personne seule). Enfin, de lier le RSA (revenu de solidarité active) à la recherche active d'emploi, en diminuant sur le modèle allemand (-30%, -60%, -100% à la troisième proposition d'emploi refusée) la prestation versée en cas de refus de propositions raisonnables d'emploi.

10) Un système de retraites universel

Ce dernier regrouperait tous les régimes de retraite, la CNAV (caisse nationale d'assurance vieillesse) et les retraites complémentaires (5 milliards d'euros d'économies sur 5 ans), ainsi que l'indexation des retraites publiques et privées sur la croissance, et non plus sur l'inflation (environ 10 milliards d'euros d'économies sur 5 ans).

Pour finir, un retour à l'âge de la retraite à 65 ans progressif entre 2017 et 2029, avec 45 années de cotisations comme en Allemagne.

Commentaire.

Je vous sens mal à l'aise, un tantinet perturbé à cette lecture, cela fait froid dans le dos, n'est-ce pas ?

Qui aurait encore le moindre doute sur leurs véritables intentions ? Qui oserait leur accorder le bénéfice du doute, même un soupçon ? Celui-ci ou celle-ci est mort politiquement !

Un article de l'AFP du 19 janvier

Le malheur des banques européennes fait le bonheur des américaines. (20.01)

Les malheurs des banques européennes, fragilisées par la crise de la dette et obligées de céder des actifs, font le bonheur de leurs rivales américaines, qui y gagnent des parts de marché.

JPMorgan Chase, Citigroup et Goldman Sachs ont toutes annoncé des résultats soit en demi-teinte soit franchement décevants pour le dernier trimestre et l'année 2011. Mais à quelque chose malheur est bon. Les banques européennes, sous pression des marchés et des régulateurs, sont contraintes de céder des actifs pour renforcer leurs capitaux propres, à l'instar des Françaises Crédit Agricole, Société Générale et BNP Paribas, ou de l'Espagnole Santander.

C'est l'occasion pour leurs concurrentes d'outre-Atlantique d'acquérir des actifs à bon prix.

Dans un rapport publié le mois dernier, le cabinet Deloitte notait que ces *"opérations de fusions et acquisitions par les banques américaines pourraient accélérer un peu dans le cadre de la crise de la zone euro"*.

"Les banques européennes vendent des positions et n'ont pas le luxe d'attendre un bon prix", remarque Jim Sinegal, analyste de la maison de recherche Morningstar, interrogé par l'AFP.

Jamie Dimon, PDG de JPMorgan, a admis que la première banque américaine en termes d'actifs était intéressée. *"Il n'y a pas de vague de ventes"* a-t-il toutefois noté lors d'une conférence d'analystes.

"Nous commençons à voir des actifs vendus par des organisations en difficulté" en Europe, a souligné mercredi le directeur financier de Goldman Sachs, David Viniar, lors d'une conférence téléphonique.

Alors que les banques européennes réduisent leur activité dans de nombreux domaines et que leur image pâtit des turbulences de la zone euro, leurs rivales de Wall Street peuvent espérer gagner facilement des parts de marché.

"Les banques européennes comptent 40.000 milliards de dollars d'actifs et sont en train de réduire leur périmètre" et les autres banques mondiales *"vont devoir se substituer à elles"*, remarque le directeur général de Citigroup, Vikram Pandit.

Citigroup ne se veut toutefois pas forcément *"acquéreur direct"* d'actifs, mais elle espère générer des revenus en conseillant ses clients qui, eux, se porteraient acquéreurs.

Alors que les banques européennes ont de plus en plus de mal à se procurer des liquidités, leurs homologues américaines bénéficient de rapatriements de fonds vers les Etats-Unis de la part d'investisseurs qui liquident leurs actifs en euros, échaudés par les incertitudes et les risques qui pèsent sur l'économie européenne.

D'après Jim Sinegal, les banques américaines croulent même sous des montagnes d'argent en provenance d'Europe, au point que *"la question, c'est de savoir qu'en faire, alors que la demande de prêts est insuffisante"* aux Etats-Unis.

Les problèmes des banques européennes *"sont une bonne chose en termes de croissance des dépôts pour les américaines, qui peuvent jouer le rôle de refuge"* pour les investisseurs ou les particuliers, remarque Erik Oja, analyste de l'agence de notation Standard and Poor's.

Un article de l'AFP du 21 janvier

Libye: le siège du CNT à Benghazi attaqué par des manifestants. (22.01)

Des manifestants en colère ont pris d'assaut samedi le siège du Conseil national de transition libyen à Benghazi (est), une attaque qui pourrait affaiblir de nouveaux dirigeants peinant à asseoir leur autorité après un conflit de plusieurs mois.

Cet incident, le plus grave à viser le CNT depuis qu'il a pris les rênes du pays suite à la chute de Mouammar Kadhafi, intervient après des semaines d'un sit-in réclamant aux nouvelles autorités plus de transparence et l'exclusion des personnes ayant collaboré avec l'ancien régime.

Signe de la colère qui monte contre le CNT, son vice-président, Abdelhafidh Ghoga, a été agressé jeudi par des étudiants à l'université de Benghazi.

Samedi, jusqu'à 1.500 personnes, dont d'anciens combattants rebelles blessés pendant la révolution, se sont rassemblées devant le siège du CNT. Plusieurs grenades artisanales ont été lancées sur le bâtiment avant que les protestataires ne l'envahissent et le saccagent.

"Ils ont mis le feu à la façade, brisé des fenêtres et cassé l'une des voitures blindées qui se trouvait là. Des manifestants nous ont aménagé un passage et nous avons pu sortir, personne n'a été blessé. Je suis sorti d'un côté et Moustapha Abdeljalil (le chef du CNT) de l'autre", a dit à l'AFP par téléphone Fathi Baja, le responsable des affaires politiques du Conseil, qui se trouvait sur place.

A l'intérieur des locaux, les manifestants criaient: *"Le peuple veut corriger le cours de la révolution", "On ne veut plus de Ghoga".*

Les protestataires, armés de pierres et de barres de fer, avaient investi les lieux puis saccagé les locaux, ont rapporté des témoins à l'AFP.

Auparavant, le chef du CNT était sorti pour tenter de les calmer mais des manifestants l'ont conspué et lui ont jeté des bouteilles en plastique, selon les mêmes sources.

Dans l'après-midi, des manifestants avaient jeté plusieurs *"jelatinas"*, des grenades artisanales à base de TNT, sur le siège du CNT sans faire de victimes, toujours selon des témoins.

Les protestataires réclament plus de transparence de la part du CNT, l'exclusion des *"opportunistes"* des postes à responsabilité et dénoncent *"la marginalisation des blessés"*.

Ces incidents interviennent à la veille de l'annonce, prévue dimanche, de la loi électorale élaborée par le CNT en prévision de l'élection en juin d'une assemblée constituante. La composition de la commission électorale doit également être annoncée.

Le secrétaire du CNT, Moustapha al-Manae, avait indiqué à l'AFP plus tôt dans la journée que M. Abdeljalil avait reçu un groupe de manifestants afin d'examiner leurs demandes.

"Il leur a ensuite envoyé trois ministres pour en discuter. Leurs demandes sont légitimes", a-t-il ajouté.

Selon des responsables locaux, une enquête est en cours pour identifier les auteurs de l'attaque.

Le CNT a récemment fait face à des critiques inédites depuis la chute de Mouammar Kadhafi. Un sit-in est en cours depuis plusieurs semaines à Benghazi, berceau de la rébellion, pour notamment réclamer davantage de transparence.

Jeudi, le vice-président du Conseil, Abdelhafidh Ghoga, accusé d'être *"un opportuniste"* et d'avoir fait partie de l'ancien régime, a été agressé par des étudiants en colère à l'université de Benghazi.

Le CNT avait alors haussé le ton, mettant en garde contre *"toute atteinte ou agression"* à son encontre et affirmant dans un communiqué qu'il était *"la plus haute autorité politique légitime"* jusqu'à l'élection de l'assemblée constituante.

Le CNT a aussi dénoncé des *"campagnes agressives et programmées pour porter atteinte à sa réputation"*, accusant des partisans de l'ancien régime d'être derrière ces campagnes en vue de *"faire échouer la révolution"*.

L'agression jeudi de M. Ghoga *"ne sort pas de ce contexte et fait partie d'un plan odieux"*, a ajouté le CNT.

Un article de www.donnetonavis.fr du 21 janvier

Tunisie : Université, front social, rien ne va plus. (22.01)

Les mouvements de protestation risquent de paralyser l'économie du pays et entraver le fonctionnement des services publics.

Cinq étudiantes ont entamé une grève de la faim hier mercredi à Tunis pour revendiquer le port du niqab durant les examens, faisant monter d'un cran la tension à l'université quand dans le même temps resurgit la contestation sociale en province.

La grève a été annoncée à la presse par Mohamed El Bakhti, porte-parole d'un groupe salafiste très actif à la Faculté des Lettres de la Manouba. Selon lui, les cinq étudiantes observeront une grève «illimitée» en dehors de la faculté, dans un «*lieu privé sous surveillance médicale*». Pendant ce temps, a-t-il ajouté, le groupe poursuivra son sit-in de protestation dans l'enceinte de l'établissement. Le doyen de cette faculté, Habib Kazdaghli, a indiqué mercredi à l'AFP qu'il allait demander l'évacuation du groupe de protestataires avant le démarrage des examens semestriels prévus le 24 janvier, soit avec trois semaines de retard.

Quatre cours ont été suspendus hier, des salafistes ayant voulu forcer l'entrée en salle de cours d'une étudiante en niqab, interdit par le conseil scientifique de la faculté. «*Les conditions d'examens ne seront pas bonnes tant que ce groupe agira impunément sur le campus, perturbant le déroulement des épreuves par leurs discours, chants et appels à la prière par haut-parleurs*», a noté le doyen. Ces partisans du niqab avaient occupé les locaux de la faculté, obligeant la direction de l'établissement à suspendre les cours du 6 décembre au 9 janvier.

Par ailleurs, la presse a fait état de violences à la faculté des Lettres de Sousse (140 km au sud-est de Tunis) entre des étudiants islamistes et leurs camarades de gauche, ces derniers observant un sit-in pour réclamer une bourse. A Jendouba (nord-ouest de Tunis), l'une des nombreuses régions touchées par le chômage, où la contestation s'amplifie, trois gendarmes ont été blessés et leur véhicule endommagé mercredi par des pierres lancées par habitants, lorsqu'ils ont tenté de dégager une route bloquée par des lycéens en colère. D'autre part, plusieurs villes tunisiennes connaissent ces derniers jours des mouvements de protestation d'ordre social qui se sont transformés parfois en actes de saccage.

A Siliana, dans le centre du pays, plusieurs localités sont paralysées par un mouvement de grève générale. Les protestataires ont bloqué les accès avec des pneus et des barricades. Dans la région minière de Gafsa, une grève générale a été observée au niveau des établissements scolaires, des administrations et des institutions financières et des services. Le président tunisien avait appelé à un contrat social définissant les droits et devoirs de chacun qualifiant les mouvements de grève de «*suicide collectif*» qui compromet l'économie tunisienne rappelant que plus de 120 entreprises étrangères ont fermé leurs portes au moment où les investissements étrangers et locaux enregistrent un recul.

Pour sa part, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) a mis en garde contre la transformation de ces mouvements de protestation en des actes de pillage qui risquent d'entraver le fonctionnement des services publics.

Un article du monde.fr du 23 janvier

Partenariats publics privés : les hôpitaux britanniques n'arrivent pas à payer la facture. (24.01)

C'était censé être la solution qui permettrait au secteur public de faire des investissements à moindre coût et au secteur privé de réaliser des affaires. Lancés pour la première fois en 1992, et accélérés par les gouvernements travaillistes de Tony Blair et Gordon Brown, les partenariats public-privé (PPP) sont très utilisés par les autorités britanniques. Plus de 700 sont en cours au Royaume-Uni, pour des écoles, des hôpitaux, des prisons, des routes...

Vingt ans après, pourtant, le bilan n'est guère brillant. Le remboursement de ces contrats coûte très cher, et leur rentabilité est discutable. En septembre, Andrew Lansley, le ministre de la santé, tirait la sonnette d'alarme : 60 hôpitaux risquaient la faillite financière à cause de remboursements de PFI (public finance initiative, une variante du PPP) trop lourds. Un rapport assassin du comité parlementaire au Trésor le mois précédant dressait les mêmes conclusions catastrophiques. *"Le coût moyen du capital d'un PFI est de 8 %, le double des emprunts de l'Etat"*, écrivait-il. En d'autres termes, le financement d'un projet par le secteur privé coûte deux fois plus cher que par le gouvernement.

Les entreprises qui réalisent les travaux amortissent leurs avances avec des factures très salées : le comité estime qu'il faut en moyenne 1,7 milliard d'euros d'argent public pour rembourser 1 milliard d'euros de PFI.

L'un des exemples les plus saisissants concerne l'hôpital Royal London. Depuis décembre 2011, cet établissement de l'est de Londres a commencé à déménager dans ses nouveaux locaux. Six ans après la signature du PFI, les nouveaux bâtiments en verre bleu ouvrent progressivement, apportant un vent de fraîcheur plus que nécessaire à la structure décrépie.

Quand le contrat a été signé en 2006, l'Etat n'a pratiquement pas mis un centime des 1,2 milliard de livres nécessaires (1,4 milliard d'euros, somme qui comprenait aussi un deuxième hôpital à Londres). L'argent est venu d'un consortium de trois entreprises privées, menées par Innisfree, un groupe spécialisé dans les PPP. Mais avec l'ouverture de l'établissement, l'hôpital doit commencer à rembourser, et il n'arrive pas à faire face.

Dans ces conditions, comment expliquer la multiplication des PPP depuis vingt ans ? Cela permet tout simplement au gouvernement de maquiller ses comptes, puisque les contrats public-privé n'apparaissent pas dans les dettes de l'Etat. *"Les PFI permettent d'obtenir quelque chose maintenant et de payer plus tard, accuse Andrew Tyrie, député conservateur et président du comité parlementaire au Trésor. On comprend pourquoi n'importe quel ministère en devient accro. Mais on ne peut pas continuer comme cela, en espérant que la prochaine génération de contribuables paiera l'addition."*

Conscient du problème, et pouvant politiquement renvoyer la responsabilité sur son prédécesseur, le gouvernement britannique a lancé en novembre une grande révision des contrats de PFI, pour tenter de trouver un modèle moins cher. Mais les caisses de l'Etat étant vides, il n'est pas question pour autant d'abandonner le concept. Le CBI (patronat) le soulignait dans un rapport en août : *"Le Royaume-Uni a sérieusement besoin d'améliorer ses infrastructures (...) et l'investissement devra venir de financements privés."* Les PPP ne sont pas prêts de disparaître au Royaume-Uni.

Un article de l'AFP du 23 janvier

Angoisse au camping: une loi menace les résidents à l'année. (24.01)

Audrey Dupuis (1), une retraitée de 74 ans à la situation précaire, vit depuis 13 ans au camping municipal Le Rupé, à Toulouse, mais depuis peu l'angoisse la ronge: elle craint de devoir quitter son mobil-home si est voté une proposition de loi visant à interdire la résidence au camping à l'année.

Droit au logement (DAL) et Habitants de logements éphémères ou mobiles (Halem) tirent la sonnette d'alarme, avançant que de 70 à 120.000 personnes en France (étudiants, chômeurs, travailleurs pauvres) ont comme résidence principale un emplacement de camping.

Le texte présenté par le député UMP de Charente-Maritime Jean-Louis Léonard, adopté mi-novembre à l'Assemblée nationale, obligera à fournir un justificatif de domicile principal pour les séjours au camping de plus de trois mois.

"C'est scandaleux. L'Etat attaque ceux qui n'ont pas d'autres recours que d'habiter dans ce type de logement", s'étrangle Clément David, un porte-parole d'Halem. Le camping "est soit l'ultime recours, dit-il, soit un choix provisoire. Une conséquence de la pression foncière".

La proposition de loi doit encore passer au Sénat, mais son examen n'a pas encore été programmé.

"Si je peux plus vivre au camping, je sais pas où aller. Je vais me retrouver sous les ponts. Comment je vais faire avec ma retraite de 595 euros ?", s'interroge Audrey Dupuis, une ancienne monitrice d'auto-école, qui était arrivée dans le camping en pensant n'y séjourner que quelques semaines.

"Je veux rester ici. Cette loi, c'est une catastrophe, on a toute notre vie ici", confie cette dame coquette, qui habite un grand mobil-home avec terrasse, jardinet et chambre d'amis, où elle peut accueillir enfants ou petits-enfants.

Tous les jours, elle prend le café avec sa fidèle voisine et amie, Christine Malois (1), 69 ans. Elle-aussi est inquiète. *"Ici, je suis heureuse, je ne suis pas à la rue. Si on me met à la porte, on me retrouvera morte huit jours plus tard",* redoute cette Marseillaise qui vit avec 700 euros, dont 325 versés chaque mois au camping.

Une trentaine de personnes, essentiellement des retraités, vivent à l'année dans ce camping situé près du Canal du Midi, d'un parc, d'une zone industrielle et d'un camp de roms. C'est un camping modeste avec une atmosphère de village. Les pensionnaires se connaissent, s'entraident et ont pris goût à ce style de vie. *"C'est comme une famille",* disent en chœur les deux retraitées.

Contacté par l'AFP, le député UMP Jean-Louis Léonard affirme que l'objectif de sa proposition de loi est d'éviter qu'apparaissent des bidonvilles, et diverses dérives, comme les *"marchands de sommeil"*. *"Les campings n'ont pas été conçus pour l'habitat permanent",* relève le député, tout en assurant que l'objectif du texte *"n'est pas d'empêcher les gens d'habiter au camping"*.

Face aux critiques, M. Léonard envisage de reformuler l'amendement incriminé par les associations de défense des mal logés.

"Le camping, note Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole du DAL, ce n'est pas la bonne solution, c'est sûr, mais c'est une solution pour beaucoup. (La loi Léonard) est une disposition brutale au niveau social, qui traduit l'état d'esprit de ceux qui nous gouvernent. Ils n'ont pas d'égard pour les plus vulnérables".

Dans son vieux mobil-home défraîchi, mais bien chauffé, équipé d'un téléviseur dernier cri et d'un ordinateur portable connecté au réseau Wi-Fi du camping, Jacques Susset, pilier du Rupé depuis 12 ans, *"ne partirait pour rien au monde"*.

"Moi, si vous me mettez dans un studio, dans un HLM, je meurs", dit en sirotant un vieux whisky ce Parisien de 65 ans, commercial à la retraite, un des mieux lotis du Rupé avec plus de 1.000 euros par mois. Lui vit

par choix au camping et si la loi Léonard passe, il *"trichera"*. *"Qu'on ne me mette pas au 5e étage d'une cage à lapin. Vivre en appartement, affirme-t-il, c'est la dépression nerveuse assurée"*.

(1) Les noms des deux retraitées, attachées à leur anonymat, ont été modifiés à leur demande.

C'est plus fort qu'eux à l'UMP, il faut qu'ils fassent chier les pauvres, nos vieux travailleurs ! Ils préfèrent sans doute le camping sauvage avec tous les risques que cela comporte ou la clochardisation. Ils ne sont pas encore morts, hélas ! Travailler toute une vie et atteindre un âge avancé, ne pas crever plus tôt, ce n'est pas normal, avec une journée de travail plus longue sur une durée toujours plus longue, il serait possible de remédier à ce problème de société... dans sa version barbare.

Un article d'Atlantico.fr du 24 janvier

Pourquoi l'iPhone n'est pas produit aux Etats-Unis. (25.01)

Apple est la plus célèbre société américaine mais quasiment aucun des ses produits n'est fabriqué aux Etats-Unis, ce qui n'était pas le cas il y a 10 ans.

Avec Steve Jobs à la barre, Apple est sans doute devenue la plus célèbre société américaine mais, paradoxalement, quasiment aucun des ses produits n'est fabriqué aux États-Unis. Alors que jusqu'en 2002, la majorité d'entre eux était *"made in America"*

L'année dernière, l'entreprise a gagné 400 000 dollars par employé, plus que Goldman Sachs, Exxon Mobil ou Google. Mais Apple n'emploie que 43 000 personnes aux Etats-Unis et 20 000 à l'étranger. Ses sous-traitants, eux, emploient 700 000 personnes pour fabriquer et assembler iPad, iPhone et autres produits Apple. Aucun d'entre eux n'est implanté en Amérique du Nord.

Ceci alors même qu'en 2002, l'usine qui fabriquait les ordinateurs iMac, était à Elk Grove (Californie), à deux heures de route du siège social d'Apple à Palo Alto. En 2004, la majorité de la production était partie à l'étranger.

Un détail qui n'a pas échappé à Barack Obama. Lors d'un dîner avec les grands patrons de la Silicon Valley, en février 2011, chacun d'entre eux put poser une question au président. Mais alors que Jobs parlait, Obama l'interrompt : *"Pourquoi ne pas fabriquer les iPhones aux Etats-Unis?"*

La réponse de Steve Jobs fut claire et nette : *"Impossible de relocaliser ces emplois"*. Les dirigeants d'Apple n'ont aucun doute à ce sujet. D'après le New York Times, *"non seulement les salaires des employés sont moins chers en Chine qu'aux États-Unis, mais surtout le chapelet d'usines disponibles outre-mer avec la flexibilité, la rapidité et les compétences industrielles des ouvriers étrangers dépassent largement leurs équivalents américains, au point que le Made In America n'est plus une option envisageable pour la majorité des produits Apple"*.

La flexibilité a un coût social. Apple demande à ses fournisseurs de ne pas faire travailler leur employés plus de 60 heures par semaine, avec au moins un jour de repos. Mais selon l' Apple Supplier Responsibility 2011 Progress Report, sur 127 sous-traitants audités en 2010, 76 faisaient travailler leurs employés plus de 60 heures par semaine, plus de 50% de l'année.

"A une époque, les entreprises se sentaient obligées de soutenir les travailleurs américains même si ce n'était pas le meilleur choix financièrement parlant. C'est fini. Le profit et l'efficacité ont remplacé la générosité" remarque Betsey Stevenson, chief economist au ministère du Travail.

On trouve d'ailleurs une page Facebook (très peu fréquentée) soulignant *"Apple n'est pas fabriqué aux USA, c'est fait en Chine"* .

Certains observateurs soulignent pourtant que le coût de la main d'œuvre est marginal dans un iPhone : s'il était assemblé aux États-Unis, l'iPhone ne coûterait que 65 dollars de plus. Mais Apple estime qu'il n'y a pas assez de main d'œuvre disponible aux USA pour le faire.

Exemple avec les ingénieurs. Il en fallait 8 700 pour surveiller et guider les 200 000 employés concernés par la fabrication des iPhones. Apple estimait qu'il faudrait 9 mois pour trouver une telle quantité d'ingénieurs aux USA, alors qu'en Chine il a suffi de 15 jours.

Bref, Apple n'est pas prêt de coller l'étiquette Made in America sur ses produits.

Un article de l'AFP du 24 janvier

Le problème des Européens selon la Banque mondiale: ils travaillent trop peu. (25.01)

La Banque mondiale a publié mardi une longue étude indiquant que l'un des principaux problèmes économiques des Européens était qu'ils travaillaient trop peu, ce qui leur pose des problèmes de compétitivité.

"Le modèle du travail de l'Europe est marqué par une sécurité sans équivalent pour ceux qui ont un emploi, des prestations relativement généreuses pour ceux qui n'en ont pas, et la facilité à obtenir une retraite", a affirmé l'institution de Washington dans cette étude.

"Ce modèle rend l'Europe non compétitive. Pour le régler le problème, la plupart des pays en Europe doivent augmenter le taux d'activité et rendre plus facile pour les jeunes d'obtenir un emploi", a-t-elle ajouté, dans cette étude intitulée "Restaurer le lustre du modèle économique européen".

"Dans les années 1970, les Français avaient les plus longues heures de travail des pays développés. En 2000, ils travaillaient environ 300 heures de moins par an (un mois et demi) que les Américains", ont avancé les auteurs.

Selon eux, "la vitesse à laquelle ont baissé les heures travaillées en France, en Italie et en Espagne depuis 1995 suscite des inquiétudes quand on la juxtapose aux gains modestes de productivité du facteur travail ces deux dernières décennies".

Les chiffres montrent que les Européens ont eu notamment tendance à entrer sur le marché du travail de plus en plus tard et surtout prendre leur retraite de plus en plus tôt. La Banque mondiale a aussi critiqué la réforme des 35 heures en France, inefficace selon elle pour abaisser le chômage et sources de complications juridiques depuis qu'elle a été amendée.

"L'Europe doit rendre sa population active plus productive et attirer des travailleurs plus productifs de l'étranger" au moment où elle "est en train de vieillir et sa population active de diminuer".

Or aujourd'hui *"les immigrants en Europe sont pour la plupart non qualifiés"*: la moitié environ de ceux de l'Union européenne ne sont allés qu'à l'école primaire.

Un article de l'AFP du 27 janvier

L'Espagne en crise franchit la barre historique des 5 millions de chômeurs. (28.01)

Le nombre de chômeurs en Espagne dépasse désormais la barre historique des 5 millions, soit un taux de 22,85%, un record en près de 17 ans, alors que le pays, au bord de la récession, multiplie les mesures de rigueur pour assainir ses comptes.

La progression est dramatique chez les moins de 25 ans, dont plus d'un sur deux (51,4%) est sans travail, tandis que plus d'un million et demi de foyers ont tous leurs membres au chômage.

Sur les trois derniers mois de 2011, ce sont près de 300.000 personnes qui ont rejoint les rangs des sans-emploi, qui sont 5.273.600.

La situation s'aggrave: au troisième trimestre, le nombre de nouveaux chômeurs était inférieur de moitié (148.000), et au deuxième le chômage avait même légèrement reculé.

Cette fois, le taux, déjà le plus élevé du monde industrialisé, atteint son plus haut depuis le 1er trimestre 1995.

Entre-temps, l'Espagne a vécu son miracle économique grâce au boom de la construction, avant de retomber de manière abrupte quand la bulle a éclaté en 2008, au moment même où démarrait la crise mondiale.

En seulement quatre ans, le pays a multiplié par trois son taux de chômage, depuis son plancher historique de 7,95% en 2007.

La plupart des 17 régions espagnoles, très endettées depuis l'éclatement de la bulle immobilière, ont lancé ces derniers mois de vastes plans de rigueur pour assainir leurs finances, ce qui a suscité une grogne sociale qui ne cesse de s'amplifier.

Et le gouvernement central, dirigé depuis peu par le conservateur Mariano Rajoy, a lui aussi mis le cap sur l'austérité: il ne veut désormais remplacer aucun départ de fonctionnaire et seul un sur dix dans la santé et l'éducation, dans le cadre de coupes budgétaires pour 8,9 milliards d'euros.

S'il veut parvenir comme il l'a promis à un déficit de 4,4% du PIB en 2012, après environ 8% en 2011, ce sont plus de 40 milliards qu'il devra économiser, dans un contexte de récession, la Banque d'Espagne tablant sur une chute du PIB de 1,5% cette année.

Signe que sa priorité est d'abord de redresser les comptes, le Conseil des ministres a approuvé vendredi son projet de loi de stabilité budgétaire, qui interdit à partir de 2020 tout déficit à l'ensemble des administrations espagnoles, en premier lieu les régions.

Avec cette réforme, *"l'Espagne devient une pionnière"* dans l'Union européenne, a souligné la porte-parole du gouvernement Soraya Saenz de Santamaría.

Il s'agit de *"retrouver une image de solidité face à nos investisseurs"*, a renchéri son homologue du Budget Cristóbal Montoro, en posant *"les conditions premières pour revenir à la croissance et à la création d'emploi"*.

Tout en saluant ces efforts de discipline, la Banque d'Espagne, l'UE et le FMI se sont inquiétés ces derniers jours du chômage galopant et ont pressé l'Espagne de réformer au plus vite son marché du travail, jugé trop rigide.

"La première mesure à prendre est de réduire les coûts du travail, qui sont excessifs, en limitant les indemnités de licenciement, et la deuxième est de se débarrasser des contrats temporaires pour établir un"

seul contrat à durée indéterminée", estime Javier Diaz-Gimenez, économiste à l'IESE Business School de Madrid, regrettant que la réforme du travail n'ait pas été approuvée dès ce vendredi.

"La situation est presque insoutenable", reconnaît Javier Velazquez, car le pays *"dépense actuellement entre 3 et 4% de son PIB"* pour indemniser et encadrer ses chômeurs.

Mais selon lui *"c'est une erreur"* d'essayer de répéter le miracle des années 1990 en baissant uniquement les coûts salariaux, car le pays doit aussi chercher *"plus de productivité"*. (AFP)

Un article de l'AFP du 29 janvier

Dans l'Aveyron, 30.000 habitants se retrouveront sans ophtalmo le 1er avril. (31.01)

La fermeture prochaine du dernier cabinet d'ophtalmologie de l'ancienne cité minière de Decazeville (Aveyron) va plonger un bassin de population de 30.000 personnes dans une pénurie symptomatique de la désertification médicale qui frappe de nombreuses régions isolées.

Malgré l'annonce de leur prochain départ en retraite, le 31 mars, les docteurs Gérard Le Joncour et Michèle Buessinger, qui exercent à Decazeville depuis 1980, n'ont pas trouvé de repreneurs pour leur cabinet. Cette fermeture s'ajoute à l'absence d'ophtalmologiste au Centre hospitalier de Decazeville.

Le maire PS de Decazeville, Jean Reuilles, se dit impuissant. Pour lui, l'urgence est d'assurer une permanence des soins à l'hôpital pour les 6.000 habitants de la ville et ceux des communes alentour.

L'Agence régionale de santé (ARS) s'est fixé comme priorité d'attirer à l'hôpital un ophtalmologiste, ou d'établir un système de gardes en alternance, pour que les 30.000 habitants du bassin de vie de Decazeville puissent être examinés *"dans les 35 minutes"* en cas d'urgence.

Mais, pour Jean Reuilles, cette solution *"ne serait qu'un pis-aller"*.

Le Dr Michel Boussaton, président du Conseil régional de l'ordre des médecins de Midi-Pyrénées, y voit *"l'aboutissement d'un long processus que l'on dénonce depuis longtemps"*.

"Quand on parle de désert médical, ça en fait sourire certains parce que jusqu'ici, on ne voyait pas concrètement ce que c'était. Eh bien, les gens vont maintenant le voir. C'est regrettable, dit-il, mais c'était tout à fait prévisible sur la région, qui souffre fortement de cette désertification médicale."

Patrick Romestaing, responsable de la démographie au Conseil national de l'ordre des médecins, s'est refusé à parler de désert médical, concédant cependant que, *"même dans une région globalement bien dotée comme Midi-Pyrénées, il existe des territoires et des départements qui sont confrontés à de grandes difficultés sur certaines spécialités"*.

Si l'ophtalmologie est la spécialité médicale la plus durement touchée par la pénurie de médecins au niveau national (une quarantaine des 2.200 bassins de vie français en sont dépourvus), le problème est plus global pour le bassin de Decazeville, selon Jean-Paul Boyer, porte-parole du collectif *"Tous Ensemble"*.

"Sur notre bassin de vie, il y a 30.000 habitants, et nous souffrons de carences sur de nombreuses spécialités: en pneumologie, en urologie, en psychiatrie, et donc en ophtalmologie", précise-t-il.

Le numerus clausus *"n'a pas été fait de manière assez prospective"*, regrette Michel Boussaton. *"Cela fait 20 ans qu'on organise la pénurie de médecins. C'est trop facile, aujourd'hui, de demander aux organisations professionnelles et aux politiques locaux de trouver une solution"*, juge-t-il.

Réévalué chaque année, le numerus clausus limite le nombre d'étudiants en médecine reçus au concours d'entrée en seconde année.

Selon les chiffres du Conseil régional de l'ordre des médecins, 37% des médecins des Hautes-Pyrénées ont plus de 60 ans, tout comme un tiers des praticiens du Gers, de l'Aveyron. *"Le problème sera donc aigu dans 4 ou 5 ans, lorsque ces médecins partiront à la retraite, et que nous n'aurons pas la possibilité de les remplacer"*, explique Michel Boussaton.

Les Decazeillois devront donc se déplacer jusqu'à Figeac (à 27 km), Villefranche-de-Rouergue (39 km) ou Rodez (40 km) pour voir un ophtalmologiste.

Pour Patrick Romestaing, les Français doivent s'adapter: *"On n'aura plus de médecins sur le pas de la porte, il faudra faire plus de kilomètres. La population doit accepter qu'on va plus se déplacer qu'avant pour voir un médecin."*

Commentaire

Réflexion normale de la part d'un représentant de l'ordre des médecins créé sous le régime de Vichy. La régression sociale est une fatalité !

Un article de liberation.fr du 30 janvier

Les dirigeants syndicaux acceptent de "négocier le chantage patronal emploi contre salaire. (31.01)

(Titre de l'article de Libération : *Mailly : les accords compétitivité-emploi sont «bougrement dangereux»*)

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, a estimé lundi que les accords compétitivité-emploi font «sauter le verrou» de l'accord individuel du salarié et reviennent à «glisser» vers un modèle de négociation «à l'anglo-saxonne, entreprise par entreprise».

Nicolas Sarkozy a demandé dimanche aux partenaires sociaux d'entamer des négociations pour aboutir à des accords compétitivité-emploi «dans les deux mois» afin de permettre aux entreprises de négocier le temps de travail des salariés en fonction de l'activité du moment.

Le président souhaite légiférer pour que ces accords puissent être imposés collectivement après vote majoritaire des syndicats représentatifs alors que jusqu'ici les entreprises faisaient signer à chaque salarié un avenant.

Jusqu'à présent, «il faut que le salarié donne son accord individuel parce que c'est une modification substantielle de son contrat de travail», a rappelé le leader de Force ouvrière sur France Info. «Aujourd'hui s'il refuse et que l'entreprise veut s'en séparer, elle est obligée de faire un licenciement économique c'est-à-dire de le justifier et si il y en a plus de dix, ça devient un plan social», a-t-il ajouté.

«Modèle à l'anglo-saxonne»

«Demain avec ce dispositif, c'est quasiment du licenciement pour faute, c'est ça le verrou qu'ils veulent faire sauter», s'est indigné M. Mailly pour qui la négociation à venir «sera très dure». (Donc il accepte de négocier sur ce terrain pourri. Attendons de voir si le numéro d'*Informations ouvrières* qui paraîtra demain reproduira ce passage. Vous aurez noté au passage la méthode, la même employée par l'UMP, le PS et le FN : il critique les méfaits d'une mesure qu'il juge «bougrement dangereux»... pour finalement faire avec au lieu de la rejeter et accepter de discuter des modalités de son application future, ce qui revient à la légitimer. A nos camarades du POI : comment pouvez-vous accepter que vos dirigeants continuent de voter les résolutions de la direction confédérale de FO et soutiennent ainsi Mailly ? Ce ne sont plus des "couleuvres" (réflexion d'un militant du POI) que vous avalez mais des anacondas, attention, il y en a qui sont morts politiquement pour moins que cela ! - ndr)

Faire «qu'au niveau d'une entreprise quelle qu'elle soit, on puisse déroger à la loi», c'est «la fin du modèle de négociation lié à la République». «On glisse vers un modèle à l'anglo-saxonne, entreprise par entreprise et ça c'est bougrement dangereux», estime-t-il.

«Si l'entreprise a des difficultés, il y a un autre dispositif qui existe, le chômage partiel». Faciliter à la fois le recours au chômage partiel et la flexibilité du coût du travail avec les accords compétitivité-emploi est «contradictoire», selon M. Mailly.

Négociations sans précipitation pour la CFDT

La CFDT demande lundi au gouvernement de laisser le temps aux syndicats et patronat de «négocier» les accords compétitivité emplois «sans précipitation», prévenant qu'il est «hors de question» de remettre en cause les 35 heures.

La CFDT «prend acte que le président saisit les partenaires sociaux sur les accords compétitivité emploi» et «demande que syndicats et patronat aient le temps de négocier sans précipitation», indique la commission exécutive de la CFDT dans un communiqué. (Avec les jaunes, c'est plus direct et plus clair, ils sont d'accord pour "négocier" à condition qu'on leur donne un peu de temps ! - ndr)

«La compétitivité ne peut se réduire à une approche uniquement du temps et du coût du travail, sans protection pour les salariés. Il est hors de question, pour la CFDT, de remettre en cause les 35 heures comme durée légale du travail», ajoute le communiqué.

Le secrétaire national de la CFDT Laurent Berger a précisé que la centrale *«ne négociera pas sous la double pression du temps et de conclusions déjà écrites»*. *«Il y a des questions lourdes»* qui relèvent aussi de *«l'association des partenaires sociaux dans la stratégie des entreprises à partir d'un diagnostic partagé»*, ajoute-t-il en laissant entendre que le délai de deux mois évoqué par Nicolas Sarkozy sera insuffisant.

La CFDT réitère que les mesures annoncées par le chef de l'Etat, *«censées favoriser l'emploi et la compétitivité sont inefficaces, précipitées et injustes»*. Elle réaffirme son opposition à l'augmentation de la TVA *«qui aura pour conséquence une détérioration du pouvoir d'achat des salariés les plus modestes et des classes moyennes»*.

Quant à la baisse des charges patronales *«c'est un cadeau de 13 milliards pour les entreprises payé par tous les consommateurs»* et *«sans garantie que les entreprises l'utilisent pour diminuer leurs prix de production ou augmenter les salaires»*, estime la centrale.

Pour booster l'alternance, il serait *«illusoire de croire»*, selon la CFDT, qu'*«une taxation supplémentaire»* des grandes entreprises ou le relèvement de l'objectif de 4 à 5% suffira. *«Les 4% sont déjà loin d'être atteints, notamment dans les fonctions publiques pour lesquelles la CFDT réclame un engagement dans le développement de l'alternance.»*

Complément de publicsenat.fr

« Il faut qu'on soit encore plus flexible. Flexible sur le temps de travail, flexible sur le salaire, flexible sur tout ! Et les patrons, ils sont flexibles sur quoi eux ? » demande Jean-Pierre Mercier, délégué CGT du site de PSA d'Aulnay-Sous-Bois.

« L'entreprise prend l'assurance de conserver leurs salariés malgré la baisse des carnets de commandes (...) Le salariés à la sécurité de l'emploi, mais il faut plus de flexibilité sur son temps de travail et donc son salaire », explique Jérôme Dubus, délégué général du Medef Ile-de-France.

Complément de l'AFP

François Fillon a annoncé lundi qu'il avait écrit aux partenaires sociaux pour leur demander d'aboutir à un accord d'ici *"deux mois"* sur la flexibilité du travail, faute de quoi le gouvernement élaborera un projet de loi qui ne sera toutefois pas examiné avant la présidentielle, en raison du calendrier serré. (donc cela signifie que l'application de cette mesure antisociale est suspendue à la volonté des dirigeants syndicaux. - ndlr)

Si les partenaires sociaux ne parviennent pas à un accord, *"nous prendrons nos responsabilités en déposant un projet de loi"*, a prévenu le Premier ministre lors d'une conférence de presse à Matignon, avant de concéder ensuite que cette éventualité se heurterait inévitablement à des contraintes de calendrier politique.

"Je viens de signer à l'instant un courrier aux partenaires sociaux leur demandant d'engager sans attendre cette négociation de façon à aboutir dans les deux mois", a déclaré le Premier ministre.

"Je connais le sens des responsabilités des partenaires sociaux, je souhaite qu'ils puissent aboutir à des solutions innovantes au service de l'intérêt général et de l'emploi", a expliqué M. Fillon. (derrière *"l'intérêt général"* on aura reconnu celui des patrons qu'il fallait faire disparaître par un tour de passe-passe sémantique (en jouant sur les mots), d'autant plus que les rémunérations exorbitantes des grands patrons et les dividendes perçues par les actionnaires n'ont pas vraiment grand chose à voir avec l'intérêt général. - ndlr)

S'il reconnaît que les accords de compétitivité constituent un moyen *"d'aller encore plus loin"* dans *"l'assouplissement"* des 35 heures, le Premier ministre a néanmoins réaffirmé que *"naturellement, la durée légale du travail est maintenue"*. (ah les bienfaits de la dialectique, il arrive un moment où la quantité se transforme en qualité, où *"l'assouplissement"* des 35 heures a pris une telle ampleur que rares sont ceux qui travaillent encore 35 heures ou alors ils y sont forcés avec à la clé une baisse de leur rémunération, c'est cela le miracle des accords compétitivité-emploi passés en Allemagne entre le patronat et les syndicats. - ndlr)

Document

Articles de presse de février 2012

Table des matières

France

Politique

- Poursuites disciplinaires contre un juge instruisant des affaires sensibles. (01.02)
- «*Les désillusions sont à la mesure des espérances*». (07.02)
- La France ouvre des négociations avec la Syrie pour récupérer ses 18 agents. (27.02)

Social

- Les bénéficiaires des prestations familiales étaient 7 millions fin 2010. (04.02)
- Flexibilité du temps de travail: début des négociations le 17 février. (04.02)
- Temps de travail: la CGT, la CFDT et FO dénoncent une atteinte à la négociation sociale. (10.02)
- Le chômage a gagné du terrain à tous les étages, même chez les cadres. (10.02)
- En 2008, davantage de Français vivent seuls dans leur logement qu'en 1990. (14.02)
- 100.000 nouveaux retraités en moins l'an dernier. (23.02)
- Mystification. Allègement de charges contre Prime pour l'emploi. (24.02)
- La baisse de l'intérim, mauvais augure pour l'emploi. (29.02)
- Non, les millionnaires ne paieront pas 75% d'impôts. (29.02)

Economie

- Les taxes pour les uns, les d'exemptions pour les autres. (07.02)
- Les grands patrons ont gagné 34% de plus en moyenne en 2010. (15.02)

International

Politique

- Iran: face aux sanction occidentales, Téhéran se tourne vers l'Asie. (05.02)
- Un officier américain accuse le Pentagone d'enjoliver la situation. (08.02)
- Egypte: la justice accuse des ONG d'activités "*politiques*" illégale. (09.02)
- Grèce : "*La classe politique grecque, une oligarchie pillant la société*". (14.02)
- Grèce. «*Je crains des réactions de plus en plus violentes*». (14.02)
- Vingt ans après "*Mains propres*", la corruption fleurit en Italie. (18.02)
- Londres passe à l'heure de la "*police totale*". (29.02)

Social

- Comment Gerhard Schröder a restauré la compétitivité allemande. (07.02)
- Indonésie: fronde ouvrière dans le "*nouvel atelier du monde*". (09.02)
- Face à un chômage galopant, l'Espagne veut assouplir son marché du travail. (11.02)

Economie

- Les Cinq Cavaliers de l'Apocalypse bancaire. (05.02)
- Face à la crise internationale, l'Argentine prend des mesures de rigueur. (19.02)
- La Chine pèse de plus en plus lourd sur les marchés agricoles. (19.02)
- La pollution finira-t-elle par étouffer la croissance chinoise ? (20.02)
- Mécanisme Européen de Stabilité (MES) : Ratification le 21/02/2012. (22.02)
- L'Afrique du Sud annonce un plan de 320 milliards d'euros pour ses infrastructures. (23.02)
- Production mondiale de céréales à un niveau record en 2011/2012. (25.02)

- La Chine doit changer de modèle, selon la Banque mondiale. (28.02)

Un article de l'AFP du 31 janvier

Poursuites disciplinaires contre un juge instruisant des affaires sensibles. (01.02)

Le ministre de la Justice poursuit devant le Conseil supérieur de la magistrature le juge d'instruction Patrick Ramaël, rompu aux enquêtes politiquement sensibles, une procédure dénoncée par l'avocat du magistrat comme une *"tentative de déstabilisation"* par l'exécutif.

Le juge Ramaël, qui enquête sur la disparition en Côte d'Ivoire du journaliste franco-canadien Guy-André Kieffer, se voit reproché des *"insuffisances professionnelles"*, selon la lettre de saisine du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) signée par le garde des Sceaux Michel Mercier et que l'AFP a consultée.

Cette procédure disciplinaire intervient après celle devant le CSM contre le juge d'instruction financier Renaud Van Ruymbeke, qui enquête sur l'affaire Karachi, et des tentatives de pressions sur le juge antiterroriste Marc Trevidic.

A l'égard du juge Ramaël, le ministre formule trois griefs: deux portant sur le *"délai anormalement long"* dans le traitement de deux affaires et le troisième pour son *"comportement inadapté à l'égard de sa hiérarchie"*.

La première affaire dont le traitement est qualifié d'*"anormalement long"* est un différend entre une sénatrice et son assistante parlementaire à propos de l'achat de matériel informatique pour laquelle le juge a, selon M. Mercier, fait preuve d'un *"comportement inadapté"* envers la partie civile. L'autre affaire concernait une plainte contre deux policiers.

Le ministre reproche aussi au juge ses relations difficiles avec sa hiérarchie, en particulier avec l'ex-président du TGI de Paris Jacques Degrandi, devenu premier président de la cour d'appel de Paris.

"En répondant sur un ton lapidaire et polémique à la demande légitime du président du tribunal de grande instance portant sur des données d'analyse statistique (...), M. Ramaël a manqué à ses devoirs de loyauté et de délicatesse à l'égard de sa hiérarchie", estime M. Mercier.

Le ministre reconnaît toutefois que le juge est qualifié, selon une évaluation professionnelle en 2009, *"de magistrat pénaliste expérimenté et consciencieux qui s'implique totalement dans l'exercice de ses fonctions"*.

L'avocat de M. Ramaël, Me Alexis Gublin, a dénoncé une *"tentative de déstabilisation inacceptable"*.

"En décidant de poursuivre Patrick Ramaël devant le CSM, le pouvoir politique démontre une nouvelle fois sa volonté d'exercer des pressions sur les magistrats du siège chargés des dossiers sensibles et d'entraver l'indépendance de leurs enquêtes", a-t-il dit l'AFP.

Dans l'enquête sur la disparition en 2004 de Guy-André Kieffer, les investigations se sont orientées vers des cercles proches de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo. En juillet 2008, M. Ramaël s'était saisi d'un dossier à l'Elysée.

Il enquête également sur la disparition en 1965 à Paris de l'opposant marocain Mehdi Ben Barka, le conduisant à perquisitionner en 2010 à la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

L'association française des magistrats instructeurs (Afmi) s'est dite *"consternée"*, voyant dans ces griefs *"des prétextes pour tenter de sanctionner un magistrat de grande qualité, qui a sans doute commis +l'erreur+ de lancer quatre mandats d'arrêt internationaux en octobre 2007, dans l'affaire Ben Barka, visant de hautes dignitaires marocains"*.

"Après Marc Trevidic et Renaud Van Ruymbeke c'est aujourd'hui au tour de Patrick Ramaël d'être la victime de ce harcèlement", a renchéri Me Gublin.

Le juge Trevidic, travaillant sur l'attentat de Karachi ou les moines de Tibéhirine, a été l'objet de "*tentatives de pression*", selon des syndicats de magistrats. Son collègue Van Ruymbeke est visé depuis 2007 par une procédure disciplinaire devant le CSM pour son action en marge de l'affaire Clearstream.

Un article du monde.fr du 3 février

Les bénéficiaires des prestations familiales étaient 7 millions fin 2010. (04.02)

Fin 2010, 7 millions de familles bénéficiaient en France des prestations familiales, dont l'effet redistributif profite le plus aux familles nombreuses et aux parents isolés. C'est ce qu'indique une étude de la Drees (statistiques des ministères sociaux), publiée vendredi 3 janvier.

73 % de ces prestations sont attribuées sans condition de ressources, rappelle la Drees. Il s'agit principalement des allocations familiales, du complément de libre choix d'activité (le congé parental), du complément de libre choix du mode de garde (pour l'emploi d'une assistante maternelle ou d'une salariée à domicile) et de l'allocation de soutien familial.

Par ailleurs, en 2010, 6,3 millions de familles ont reçu des aides au logement, soit un peu moins qu'en 2009 (-0,6 %), selon la Drees. Elles s'élèvent en moyenne à 211 euros par famille bénéficiaire.

FAMILLES NOMBREUSES ET PARENTS ISOLÉS PRIVILÉGIÉS Selon l'étude, ce sont les couples avec trois enfants ou plus et les parents isolés qui bénéficient le plus fortement de l'effet redistributif des aides à la famille. Ainsi, grâce aux prestations familiales, le niveau de vie des parents isolés d'au moins deux enfants augmente de 31 % par rapport au niveau de vie après impôts directs, souligne la Drees. Il augmente de 23 % pour les couples avec trois enfants ou plus. A titre de comparaison, la hausse n'est que de 6 % pour les couples vivant avec un seul enfant.

De même, les minima sociaux et les aides au logement, qui ne concernent pourtant pas uniquement les personnes avec enfant, voient leurs effets redistributifs augmenter avec le nombre d'enfants à charge. Ils sont également plus forts pour les parents isolés, selon la Drees.

Dans son "portrait social" publié en novembre, l'Insee soulignait que les prestations sociales contribuent aujourd'hui un peu moins qu'il y a vingt ans à réduire les écarts de niveau de vie en France, même si elles restent le premier vecteur de diminution des inégalités.

Un article de l'AFP du 3 février

Flexibilité du temps de travail: début des négociations le 17 février. (04.02)

Les négociations sur les accords dits de compétitivité-emploi, voulus par Nicolas Sarkozy pour accroître la flexibilité du temps de travail et des salaires, débuteront le 17 février, a-t-on appris vendredi auprès de plusieurs syndicats.

Le chef de l'Etat a appelé dimanche soir les syndicats et le patronat à négocier d'ici à deux mois un accord national interprofessionnel fixant les conditions dans lesquelles les entreprises pourraient faire évoluer le temps de travail et les rémunérations en fonction de l'activité du moment, en échange d'une garantie de maintien des emplois.

Compte tenu des clivages durs sur ce dossier et du calendrier parlementaire serré avant la présidentielle, un accord a très peu de chance de voir le jour avant la fin du quinquennat.

Dès avant le sommet social du 18 janvier, FO et la CGT ont fait connaître leur hostilité de principe à ces accords de flexibilité salués par le Medef comme une *"opportunité"* dans *"le contexte économique actuel"* dégradé.

Des accords de ce type ont déjà été conclus dans quelques entreprises mais ils restent limités car assujettis à l'accord individuel de chaque salarié. La nouveauté serait qu'ils s'imposent collectivement.

Pour Bernard Thibault (CGT), ils ouvriraient la vanne de la *"déréglementation du temps de travail"* tandis que pour Jean-Claude Mailly (FO), il s'agit d'un *"chantage à l'emploi"*.

La CFDT et la CFTC acceptent de débattre mais posent leurs conditions. La CFTC souhaite ainsi *"sécuriser"* les salariés en *"sanctionnant"* les entreprises qui ne respecteraient pas leur engagement et réfléchit aux moyens de garantir le salaire. La CFDT refuse de réduire la négociation au temps de travail et veut aborder les questions de *"gouvernance d'entreprise"* et de *"partage des richesses"*.

Le Premier ministre François Fillon n'a pas spécialement borné le champ des négociations, au contraire. Celles-ci concerneront donc aussi les petites entreprises qui n'ont pas de représentation syndicale.

Dans un premier temps, le ministre du Travail Xavier Bertrand avait évoqué des accords pour des périodes de crise, mais Nicolas Sarkozy a introduit la possibilité d'une flexibilité également en phase de croissance, écornant un peu plus les 35 heures.

Les négociations démarreront le 17 février à 15H30 au siège du Medef. Elles réuniront les cinq confédérations représentatives (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) et les trois organisations patronales (Medef, UPA et CGPME).

Un article de liesi du 3 février

Les Cinq Cavaliers de l'Apocalypse bancaire. (05.02)

Cinq banques américaines détiendraient 97% du marché des Crédit Default Swaps, les fameux CDS. Ces CDS sont tout simplement des contrats d'assurance. De tels contrats ont été créés pour couvrir toutes sortes de transactions, l'assurance permettant à l'un des partis de se prémunir d'un défaut de paiement de son partenaire contractuel. En décembre 2010, d'après les statistiques de la B.R.I., les montants notionnels des contrats CDS s'élevaient à 29,9 Trillions de \$. En juillet dernier, trois banques américaines, JPM, Bank of America et Citibank, couvriraient des risques de défaut qui s'élevaient à 15.227 milliards de \$, soit quasiment le P.I.B des Etats Unis.

Mais ces Banques Américaines, qui ont émis des contrats d'assurance ne sont pas très pressées de dédommager leurs clients, pour la bonne raison qu'elles n'en ont pas les moyens. Jim Sinclair, dans une interview (lundi 30 janvier) décrivait clairement la situation actuelle. Si la Grèce était déclarée en défaut, les 5 plus grosses banques américaines seraient immédiatement déclarées en faillite. Le cas échéant, la totalité du système bancaire, par le jeu du shadow banking, imploserait. Pour avoir une idée des risques, Barclays et RBS avait en 2009 des engagements s'élevant à 2.400 livres. La seule nationalisation du groupe Lloyds Banking aurait fait passer la dette publique anglaise de 45% à 300% du PIB.

Les règles de ces CDS n'ont pas été clairement établies. Le marché est très opaque, les dérivés sont traités "over the counter", ils font partie du "hors bilan". Il semble même impossible au CFTC de donner une définition légale du mot "Swap".. "On" les en empêche depuis le mois d'août. La définition même du mot "défaut" est floue. Ce sont deux organismes, l'I.S.D.A. (l'International Swap & Derivatives Association) et le GFMA (Global Financial Market Association) qui vont définir au cas par cas s'il y a ou non "défaut".

Le plus gros courtier des Etats Unis, MF Global, a fait faillite parce qu'il avait joué le défaut de la Grèce. Mais l'I.S.D.A. a donné son verdict, la Grèce n'acceptant de rembourser que 50% de ses dettes, ne sera pas considérée par l'I.S.D.A comme étant en défaut, mais comme ayant trouvé un accord à l'amiable pour le réaménagement de la dette. MF Global s'est fait volé comme dans un bois. Corzine avait joué une fortune qu'il n'avait pas, et cette fortune n'était que le dépôt de garantie, probablement 15%. Quand on lui a demandé de régler les 85% restant, cela a déclenché la dixième plus grosse faillite de l'histoire des Etats Unis.

Vous ne devinerez jamais qui règne en maître sur ces institutions...

GFMA Le Président Timothy Ryan est un ancien vice-président de JPM.

ISDA Le président, Conrad Voldstad, a été le chef du département des dérivés chez JPM en 1984.

Le Directeur général opérationnel Georges Handjinicolaou, était vice-président de Bank of America.

Aujourd'hui, Blythe Masters, éminence grise de JPM, qui est nommée vice-présidente de l'ISDA en remplacement de Michele Faissola.

L'ISDA va protéger JPM, Bank of America et Citibank, refusant de déclarer un défaut de la Grèce, même si une négociation est trouvée pour ramener la dette à 30%. Les créanciers de la Grèce vont perdre 70% de leur créance + les primes d'assurance payées à JPM & Co. Quant à ceux qui ont joué sur les marchés des CDS en spéculant sur la volatilité de ce marché, ils risquent d'avoir perdu beaucoup plus que leurs mises, ayant souvent joué avec levier en ne versant que le dépôt de garantie.

Divergence d'intérêts.

Souvenez-vous des déclarations d'Edward Parker directeur de Fitch Ratings, le 18 janvier dernier:

"Le pays le plus endetté de la zone Euro est probablement incapable d'honorer ses obligations de 14,5 Milliards d'Euros qui arrivent à échéance le 20 Mars", a t'il déclaré lors d'une interview à Stockholm, aujourd'hui. Les efforts pour aménager un accord avec le secteur privé sur la manière de gérer les

obligations de la Grèce constitueront néanmoins un défaut de paiement pour Fitch. *Les engagements dits du secteur privé compteront comme un défaut, c'est clairement un défaut dans nos livres.*"

Le Président de Fitch est un des leaders du Groupe Bilderberg. Y a t'il une opposition directe entre JPM, Bank of America & Citybank et les oligarques du Bilderberg ? Ces derniers veulent ils faire tomber les plus grosses banques américaines ?

Un article de l'AFP du 4 février

Iran: face aux sanction occidentales, Téhéran se tourne vers l'Asie. (05.02)

Soumis à un blocus de plus en plus sévère imposé par les Etats-Unis et l'Europe depuis 18 mois, l'Iran a réorienté ses échanges commerciaux vers l'Asie, et en particulier la Chine qui est désormais son premier partenaire économique.

"Nos échanges avec l'Europe, qui constituaient à une époque 90% de notre commerce, ne représentent que 23 à 24 milliards de dollars sur les 200 milliards de nos échanges extérieurs", a souligné le président Mahmoud Ahmadinejad après le renforcement des sanctions financières et pétrolières par l'Union européenne en janvier.

Ces sanctions, qui visent depuis l'été 2010 à accroître la pression contre le programme nucléaire controversé de l'Iran, "n'ont pas rétréci le monde pour nous" contrairement à ce que disent les Occidentaux, a-t-il insisté.

L'Iran devrait exporter, durant l'année iranienne 2011-2012 s'achevant en mars, quelque 100 milliards de dollars de pétrole et 45 milliards de dollars d'autres produits, notamment pétrochimiques et agricoles, pour 55 milliards d'importations, selon les estimations officielles.

"Les sanctions, comme celles appliquées par le passé, vont nous permettre de couper tous les liens économiques avec l'Occident", a estimé fin janvier le général Hossein Salami, numéro deux des Gardiens de la révolution, la garde prétorienne du régime qui est l'une des cibles des sanctions occidentales.

Alors que l'UE n'achète plus que 20% du brut iranien contre 35% en 2005, les exportations européennes vers l'Iran ont baissé de 11% au premier semestre 2011.

L'Iran de son côté exporte désormais plus de 70% de son pétrole vers les pays d'Asie, en particulier la Chine, l'Inde, Le Japon, la Corée du Sud mais aussi la Turquie. La Chine et l'Inde, les deux géants asiatiques qui achètent à eux seuls près de 40% du brut iranien, refusent de se joindre aux sanctions occidentales contre Téhéran, et ont rejeté notamment l'embargo pétrolier décidé en janvier.

Bien au contraire, les échanges commerciaux avec la Chine sont passés de 29 milliards de dollars en 2010 à 45 milliards en 2011, un bond de plus de 50%, et les deux pays prévoient de les faire passer à 100 milliards d'ici 2015.

De même, les échanges avec la Corée du Sud ont augmenté de 61% en 2011 pour atteindre 18,5 milliards de dollars, tandis que le commerce avec la Turquie, qui refuse aussi d'appliquer les sanctions occidentales, a connu une progression identique en passant de 10 à 16 milliards.

En revanche, les échanges avec les Emirats arabes unis, longtemps principal point d'entrée des produits européens, américains ou asiatiques vers l'Iran, se sont tassés après que ce pays ait pris lui aussi des sanctions bancaires contre Téhéran. Les produits en provenance des Emirats ne représentent désormais plus qu'un tiers des importations iraniennes.

Si les sanctions bancaires américaines et européennes rendent de plus en plus difficiles les importations en euros ou en dollars ainsi que le transfert des pétrodollars vers l'Iran, elles favorisent en revanche le commerce avec les acheteurs asiatiques du pétrole iranien.

"Les lettres de crédits sont ouvertes désormais en yuans chinois, en roubles russes ou en livres turques, ce qui oblige les importateurs à acheter leurs produits dans ces pays", relève un homme d'affaire iranien ayant requis l'anonymat. "Les restrictions financières occidentales vont renforcer nos liens commerciaux avec les pays d'Asie, la Russie et la Turquie", ajoute-t-il.

"En 1995, lorsque les Américains ont imposé des sanctions unilatérales contre l'Iran, ils ont favorisé le commerce entre l'Iran et l'Europe. Aujourd'hui, avec les sanctions européennes, nous allons favoriser les entreprises asiatiques", relevait, il y a quelques mois, un diplomate européen à Téhéran.

Un article de liberation.fr du 6 février

«Les désillusions sont à la mesure des espérances». (07.02)

Nonna Mayer est politologue, spécialiste de la sociologie électorale au Centre d'études européennes de Sciences-Po.

Qui sont les classes populaires ?

On pense d'abord aux ouvriers, le groupe le plus emblématique, le plus exposé à la précarité, au chômage, où les niveaux de revenus et de diplômes sont les plus bas. Et, si les ouvriers ne sont plus qu'un petit quart des actifs, il ne faut pas oublier que plus de 55% de la population électorale française a encore au moins une «attache» avec ce milieu, si l'on tient compte des conjoints et des enfants d'ouvriers, plus encore chez les employés. Mais, dans la société «postindustrielle», la ligne de clivage passe au-delà des ouvriers, entre les travailleurs non qualifiés - employés ou ouvriers -, environ 5 millions d'actifs, et les autres. Le chômage dépasse 20% chez les ouvriers non qualifiés, majoritairement des hommes, et la précarité est très forte chez les employés non qualifiés, essentiellement des femmes (caissières, femmes de ménage, aides familiales).

Les candidats à la présidentielle parlent-ils à la classe ouvrière ?

Ils s'adressent d'abord aux ouvriers tels qu'ils sont figés dans l'imaginaire collectif. C'est-à-dire des travailleurs manuels vêtus d'un bleu dans une grande entreprise industrielle. Ce profil est pourtant minoritaire, 40% des ouvriers travaillent dans le secteur des services comme manutentionnaires, magasiniers ou chauffeurs, dans des conditions d'isolement qui n'ont plus rien à voir avec celles qui, hier, créaient un sentiment d'appartenance collective, une «conscience de classe». Pour parler aux ouvriers, les candidats ne devraient pas se contenter de faire les sorties d'usines !

En 2007, Nicolas Sarkozy avait séduit les électeurs populaires. Où en sont-ils ?

«Séduit» est un peu fort. Nicolas Sarkozy au premier tour du scrutin de 2007 obtenait 26% des suffrages chez les ouvriers (autant que Ségolène Royal) et un tiers chez les employés. Mais son discours sur la valeur du travail, «gagner plus», sa reconnaissance de «la France qui se lève tôt» portait, y compris chez des électeurs du FN. Les désillusions sont à la mesure des espérances qu'il a fait naître. Ça ne fonctionne plus et, dans les intentions de vote pour 2012, François Hollande arrive largement en tête.

Dire que les ouvriers votent Marine Le Pen, c'est donc exagéré...

Tous les sondages montrent que Marine Le Pen progresse dans l'électorat ouvrier, avec des scores potentiels supérieurs de 10 points à sa moyenne nationale. Ce n'est pas nouveau. En 1995 déjà, son père arrivait en tête de tous les candidats au premier tour chez les ouvriers. Mais elle le surpasse, dans un contexte de crise économique et de défiance politique. Elle trouve les mots, souvent empruntés à la gauche, pour stigmatiser le système financier, défendre un Etat fort et protecteur, proclamer sa volonté de défendre les petits, les oubliés. Et, à la différence de la gauche, pour désigner un bouc émissaire, l'immigré, l'étranger, le musulman. Un discours simple qui séduit, au-delà des ouvriers, en priorité les moins diplômés. Mais les ouvriers sont aussi le groupe où la tentation du retrait (non-inscription, abstention) est la plus forte, ces intentions ne se convertiront pas nécessairement en vote.

Jean-Luc Mélenchon recueille peu de suffrages chez les ouvriers...

Sa rhétorique trop intellectuelle ne convainc pas. Et, pour de nombreux électeurs des classes populaires, il porte le péché originel d'avoir été longtemps au PS, un parti de classes moyennes.

Un article de Reuters du 6 février

Les taxes pour les uns, les d'exemptions pour les autres. (07.02)

(Titre de Reuters : *Des exemptions sur la taxe sur l'achat d'actions d'entreprises ?*)

La taxe sur les achats d'actions d'entreprises françaises épargnera celles dont la capitalisation boursière est inférieure à un milliard d'euros, selon un document publié lundi par BFM Business.

Le montant de la taxe s'élèvera à 0,1% de la valeur d'acquisition des titres. Elle doit entrer en vigueur en août.

Sont concernées les grandes entreprises cotées dont le siège social est en France, "*quel que soit le lieu de réalisation de la transaction*". Le montant d'une autre taxe, qui portera cette fois sur les achats de credit default swaps (CDS) souverains "*à nu*", s'élèvera à 0,01% du montant notionnel du contrat.

Le texte prévoit aussi de taxer les opérations de trading à haute fréquence.

Pour ces dernières, la taxe s'élèvera à 0,01% du montant des ordres annulés ou modifiés au delà d'un seuil qui sera fixé par décret. Ce seuil "*ne peut pas être inférieur à deux tiers des ordres adressés et peut être modulé selon la taille de bilan des opérateurs concernés*", lit-on dans le texte.

Pour ne pas pénaliser le financement des entreprises et des Etats, les obligations ne sont pas concernées par ces nouvelles taxes.

Le gouvernement espère que ces mesures rapporteront un milliard d'euros en année pleine.

PLUSIEURS EXEMPTIONS

Le document publié est décrit par BFM Business comme étant le projet d'article qui doit figurer dans le projet de budget rectificatif présenté mercredi prochain en conseil des ministres.

Sans se prononcer directement sur ce document, une source à Bercy a précisé que le projet de loi avait été transmis au Conseil d'Etat et qu'il n'était pas définitif.

Le document précise que la taxe sur les achats d'actions est exigible le premier jour du mois suivant l'acquisition.

Pour 2012, la taxe devra être payée avant le 30 novembre pour les achats effectués entre le 1er août et le 31 octobre.

Plusieurs exemptions sont prévues, en particulier pour les activités de tenue de marché, les achats réalisés dans le cadre d'une émission d'actions, les opérations réalisées par une chambre de compensation ou les acquisitions de titres entre sociétés membres du même groupe.

La taxe sur les CDS souverains à nu "*s'applique à tout achat par une entreprise exploitée en France*", lit on dans le texte.

Cette taxe ne sera pas due si le redevable détient une position longue sur la dette de cet Etat, est-il précisé.

Là encore, les opérations de tenue de marché ne sont pas concernées.

Quant à la taxe sur le trading à haute fréquence, il est précisé qu'elle ne touchera pas les systèmes utilisés pour optimiser les conditions d'exécution d'ordre ou pour acheminer des ordres vers une ou plusieurs plateformes de négociation ou confirmer ces ordres.

Un article de slate.fr du 7 février

Comment Gerhard Schröder a restauré la compétitivité allemande. (07.02)

La scène se passe à l'automne 1997. Les socialistes français avec Lionel Jospin ont gagné, voilà quelques mois, les élections législatives provoquées par la décision de Jacques Chirac de dissoudre l'Assemblée nationale. Gerhard Schröder, ministre-président de Basse-Saxe, pas encore candidat à la chancellerie mais qui compte bien l'emporter sur son rival Oskar Lafontaine, sort de chez Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances: *«J'espère que la France décidera de passer à la semaine de 35 heures à salaire constant. Ce sera très bon pour l'industrie allemande»*, nous déclare dans une boutade mi-amusée, mi-cynique, ce social-démocrate qui regarde plus vers la troisième voie de Tony Blair que vers le colbertisme français.

Essor de l'industrie et de la pauvreté

Six ans plus tard, il entame son deuxième mandat à la chancellerie fédérale après avoir gagné les élections générales de 1998 et de 2002. Il présente au Bundestag, le 14 mars 2003, un programme de réformes connu sous le nom *«d'agenda 2010»* visant à restaurer la compétitivité de l'économie allemande grâce à une libéralisation du marché du travail, une baisse des prestations sociales et une réforme des retraites. Pas étonnant que ce *«socialiste allemand»*, reconverti en commis voyageur de Gazprom et de Vladimir Poutine, soit maintenant cité en exemple par Nicolas Sarkozy.

L'agenda 2010 a provoqué une levée de boucliers dans la gauche social-démocrate et dans les syndicats allemands, qui ont obtenu quelques assouplissements, sans pour autant empêcher la mise en œuvre des principales mesures. Les économistes attribuent, en partie, à l'agenda 2010 le renouveau de l'industrie allemande et ses succès à l'exportation. Les conséquences sociales, en revanche, se lisent dans les statistiques de la pauvreté qui ont explosé en Allemagne au cours des dix dernières années.

L'agenda 2010 comprend essentiellement deux grandes catégories de mesures: les lois dites Hartz sur le marché du travail et une réforme des prestations sociales. Gerhard Schröder a confié la présidence de la commission chargée de préparer la remise en cause ou la modernisation, selon les points de vue, du *«capitalisme rhénan»* à son ami Peter Hartz, directeur des relations sociales de Volkswagen, qu'il a connu quand lui-même était ministre-président de Basse-Saxe (Ce Land qui abrite à Wolfsburg le siège social du constructeur automobile est un de ses actionnaires).

Peter Hartz donnera son nom à quatre lois. La première oblige les chômeurs à accepter un emploi, y compris si le salaire est inférieur à l'indemnité-chômage. La deuxième crée les *«mini-jobs»* à moins de 400 € mensuels, avec exonération des charges et facilite les *«Ich-AG»*, c'est-à-dire la création d'entreprises individuelles par les chômeurs. La troisième limite à un an le versement des allocations chômage pour les travailleurs âgés et durcit les conditions d'attribution (un emploi d'un an au cours des deux dernières années). Elle prévoit également la fusion de l'agence pour l'emploi et du service des allocations-chômage dans le but de mieux accompagner les demandeurs d'emploi dans leur recherche d'une place. La quatrième, celle qui donnera lieu aux critiques les plus nombreuses, fusionne les allocations-chômage de longue durée avec l'aide sociale, pour un montant de 345 € par mois, au lieu de l'indemnité qui représentait 57% du dernier salaire. A cela s'ajoutent les aides au logement mais l'allocation peut être réduite si le conjoint travaille ou si le ménage dispose d'un patrimoine supérieur à 13 000 €. Un complément de moins de 3 € par jour est prévu par enfant à charge.

La loi «Hartz IV» a été contestée par le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe. L'obligation faite au gouvernement de réévaluer le complément enfant a donné lieu à un vif débat au sein de la démocratie-chrétienne entre les modernes, prêts à revaloriser les aides, et les conservateurs, partisans d'offrir des prestations en nature (sport, musique, etc...) afin, disaient ces derniers, que les familles pauvres ne soient pas tentées de gaspiller les allocations.

L'autre volet de l'agenda 2010 a trait à la réforme des retraites. Les cotisations ont été augmentées, ainsi que l'âge minimal pour la liquidation de la retraite des chômeurs. L'âge légal est passé de 63 à 65 ans et sera prolongé jusqu'à 67 en 2017. Les avantages fiscaux dont bénéficiaient les retraités ont été progressivement réduits. Déjà en 2000, le gouvernement composé de social-démocrates et de Verts avait

institué une retraite complémentaire par capitalisation, dite «*retraite Riester*», du nom du ministre du travail de l'époque, un ancien dirigeant syndical.

Enfin, l'agenda 2010 prévoyait une augmentation des cotisations de l'assurance-maladie, une baisse des prestations et l'instauration pour les assurés sociaux d'une taxe fixe de 10 € par trimestre, qui devait être augmentée par la coalition entre Angela Merkel et les libéraux en 2009.

Au cours de la campagne électorale de 2005, les social-démocrates s'étaient opposés à une hausse de la TVA défendue par les chrétiens-démocrates. Après la formation de la grande coalition, sous la direction d'Angela Merkel, la TVA a été augmentée de 3 points (de 16% à 19%), deux tiers des recettes supplémentaires étant destinés à réduire le déficit public et un tiers à compenser une baisse des charges sociales, tant patronales que salariales.

Cette profonde refonte du système social allemand s'est accompagnée, du temps du chancelier Schröder, d'une baisse des impôts sur le revenu, par abaissement des taux. Elle a été remise en cause sous la grande coalition qui a donné la priorité à la réduction du déficit, comme l'actuel gouvernement Merkel, alors que les libéraux militaient pour de nouvelles réductions fiscales.

Un article du monde.fr du 7 février

Un officier américain accuse le Pentagone d'enjoliver la situation. (08.02)

L'armée américaine dresse un tableau peu réaliste des progrès effectués par la coalition internationale en Afghanistan et dissimule les carences du gouvernement afghan, a accusé un officier américain à l'issue d'un séjour d'un an dans le pays. Le lieutenant-colonel Daniel Davis a rompu les rangs avec la ligne officielle dans un article publié dans *Armed Forces Journal*, le journal des forces armées américaines, intitulé *"Vérité, mensonges et Afghanistan : comment les chefs militaires nous ont déçus"*.

"Ce que j'ai vu ne ressemblait en rien à la situation favorable sur le terrain décrite dans les communications officielles des chefs militaires américains", dénonce-t-il. *"J'ai au contraire constaté l'absence de succès à pratiquement tous les niveaux."* Selon lui, les responsables locaux du gouvernement afghan ne remplissent pas leur mission auprès de la population et les forces afghanes rechignent à combattre l'insurrection, voire agissent en collusion avec les talibans. Ses commentaires et anecdotes se retrouvent fréquemment dans les frustrations exprimées par les soldats de la coalition vis-à-vis de l'armée et de la police afghane.

"Combien de personnes doivent encore mourir pour une mission qui n'est pas une réussite et qui est masquée par les communiqués optimistes", s'interroge-t-il. Le lieutenant-colonel Davis a fait part de son pessimisme à des membres du Congrès et rédigé une version classifiée de son article pour le Pentagone, selon le New York Times.

En rompant ainsi les rangs, l'officier s'attend à faire l'objet de représailles et à voir sa carrière compromise, selon le quotidien à qui il a confié qu'il allait *"être atomisé"*. Interrogé par les journalistes, le porte-parole du Pentagone George Little ne s'est pas exprimé sur d'éventuelles sanctions, affirmant que le lieutenant-colonel Davis avait *"manifestement le droit d'avoir son opinion"*. Les évaluations du Pentagone sur la situation en Afghanistan font l'objet d'une *"analyse rigoureuse"* fondée sur des sources multiples et ne s'appuient pas sur l'opinion d'un seul homme, a soutenu M. Little.

Un article de l'AFP du 8 février

Egypte: la justice accuse des ONG d'activités "politiques" illégale.(09.02)

La justice égyptienne a accusé mercredi des organisations non-gouvernementales, notamment américaines, d'ingérence "*politique*" illégale, relançant ses accusations dans une affaire qui provoque de vives tensions entre Le Caire et Washington.

Ces organisations spécialisées dans le soutien à la société civile ont fait l'objet de perquisitions fin décembre en Egypte sous des accusations d'absence d'autorisation et de financement étranger illégal.

Les cas d'une quarantaine de leurs employés égyptiens et étrangers, dont 19 Américains, ont été transmis début février à la justice et ils pourraient être jugés à une date encore indéterminée.

Deux magistrats chargés de l'enquête ont accusé mercredi devant la presse ces ONG de mener illégalement des activités "*politiques*", assurant qu'elles auraient intensifié leur action après la chute du président Hosni Moubarak il y a un an.

Ces associations sont accusées d'avoir agi "*sans autorisation*" pour mener des "*activités purement politiques sans rapport avec un travail auprès de la société civile*", a affirmé l'un des magistrats, Sameh Abou Zeid.

Selon lui, ces activités "*ont pris une autre dimension après la révolution du 25-Janvier*" et "*sont devenues politiques, avec de la formation dispensée à des partis politiques et des tentatives de mobiliser des gens*".

Les peines en cas de condamnation peuvent atteindre cinq ans de prison, a indiqué un autre juge, Achraf Achmawi.

Les militants hostiles au pouvoir militaire égyptien mettent depuis des mois en cause une campagne pour les réduire au silence sous couvert notamment de lutte contre des "*complots*" venus de l'étranger.

La législation égyptienne très restrictive pour les activités des ONG est héritée de l'époque de M. Moubarak, hostile à toute tentative de promouvoir depuis l'extérieur la démocratie et la bonne gouvernance dans son pays.

Outre le ministère de la Justice, le dossier est suivi de près par Fayza Aboul Naga, ministre chargée de la Coopération internationale et elle-même ancienne de l'administration Moubarak.

Cette affaire a tendu les relations entre l'Egypte et les Etats-Unis, qui apportent chaque année une aide de 1,3 milliard de dollars à l'armée égyptienne, au pouvoir depuis la chute de M. Moubarak.

Trois sénateurs américains -les républicains John McCain et Kelly Ayotte ainsi que leur collègue indépendant Joe Lieberman- ont mis en garde l'Egypte mardi sur ce sujet, estimant que le risque d'une rupture "*catastrophique*" entre les deux pays avait rarement été aussi grand.

Un autre sénateur républicain, Lindsey Graham, avait averti que l'aide militaire américaine à l'Egypte était "*en jeu*".

Au département d'Etat, la porte-parole Victoria Nuland a assuré mardi que les organisations non gouvernementales "*qui soutiennent la démocratie en Egypte jouent un rôle important dans le processus de transition et n'ont rien fait de mal*", faisant part de la "*profonde inquiétude*" de Washington.

Ces tensions font suite à des perquisitions dans 17 locaux d'ONG égyptiennes et internationales le 29 décembre dernier.

Parmi elles figurent les organisations américaines National Democratic Institute (NDI), International Republican Institute (IRI) et Freedom House.

L'affaire, qui touche également la fondation allemande Konrad Adenauer et deux de ses employés de nationalité allemande, pourrait également affecter les relations avec les Européens.

Un article de lexpress.fr du 8 février

Indonésie: fronde ouvrière dans le "*nouvel atelier du monde*". (09.02)

Honda, Nike ou autres Samsung se sont rués ces dernières années à Bekasi, cœur industriel de la capitale indonésienne, pour profiter des salaires encore plus avantageux qu'en Chine ou en Inde.

Les ouvriers indonésiens multiplient les actions spectaculaires pour améliorer un salaire souvent limité à une centaine d'euros par mois, inquiétant des employeurs qui rêvent de faire de leur pays le nouvel "*atelier du monde*", avec une main-d'œuvre encore meilleur marché qu'en Chine.

Les quelque 20.000 ouvriers travaillant à Bekasi, dans la banlieue de la capitale indonésienne, ont ainsi déposé leurs outils pour bloquer une autoroute à péage. "*On n'avait pas le choix*", s'excuse Sarjo Suragil, 37 ans, qui fabrique des emballages pour McDonald's et KFC. "*On ne peut pas s'en sortir avec des salaires comme ceux-là*".

Des salaires plus bas qu'en Chine ou en Inde

L'action spectaculaire, dans un pays où les mouvements sociaux sont rares, a été décidée après qu'un tribunal a annulé une augmentation du salaire minimum local de 13%, pour le faire passer à 1,49 million de roupies indonésiennes par mois (127 euros). Le jugement avait suivi une plainte de l'Association des employeurs indonésiens, l'organisation patronale du pays, qui avait argué qu'une telle hausse allait faire fuir les investisseurs étrangers.

Les Honda, Nike ou autres Samsung se sont rués ces dernières années à Bekasi, cœur industriel de la capitale, pour profiter des salaires encore plus avantageux qu'en Chine ou en Inde. Le salaire minimum, qui varie en fonction des provinces, évolue entre 75 et 150 euros par mois en Indonésie, contre une moyenne de 230 euros en Chine et 205 en Inde, selon une étude de la Japan External Trade Organisation. Le coup de force des ouvriers de Bekasi a payé: le gouverneur local a réinstauré la hausse du salaire minimum.

Bekasi est la huitième province indonésienne à obtenir une augmentation. Voyant l'efficacité des actions spectaculaires, les ouvriers de plusieurs districts promettent de suivre l'exemple. Tout récemment, des employés mécontents ont ainsi averti qu'ils allaient bloquer l'autoroute à péage menant à l'aéroport de Jakarta. La seule menace a suffi à régler le différend, qui portait également sur le salaire minimum.

L'exemple Freeport

Les ouvriers se sont de plus sentis pousser des ailes après le succès d'une grève dure dans la mine d'or et de cuivre Grasberg, en Papouasie, l'une des plus grandes au monde. Après un arrêt de travail de quatre mois, les employés ont obtenu une hausse de salaire de 37% de la part de l'exploitant de la mine, la multinationale américaine Freeport.

"Après Freeport, les ouvriers de Jakarta et de sa région ont commencé à se dire que, peut-être, ils pourraient eux aussi obtenir une bonne augmentation", explique Chris Manning, expert à l'Australian National University.

"On va faire fermer la Bourse de Jakarta si c'est ce qu'on doit faire", avertit Timbul Siregar, président de l'Association des travailleurs indonésiens, disant puiser son inspiration du mouvement "Occupy Wall Street".

"Nous allons continuer à perturber l'activité économique jusqu'à ce que le fossé entre les riches et les pauvres se réduise", prévient-il.

Le seul pays d'Asie du Sud-Est à ne pas réduire la pauvreté

Tandis que le pays connaît une croissance annuelle supérieure à 6% depuis 2005, le nombre d'Indonésiens vivant sous le seuil de pauvreté a augmenté de près de trois millions en trois ans, pour atteindre 43,1 millions en 2010, soit près de 20% de la population, selon la Banque asiatique de développement (BAD). L'archipel est ainsi le seul pays d'Asie du Sud-Est à ne pas réduire la pauvreté.

"Si les salaires montent trop rapidement, les investisseurs étrangers pourraient commencer à regarder ailleurs", assure Franky Sibarani, secrétaire général de l'Association des employeurs indonésiens. Pas sûr, répond Kazutoshi Chatani, économiste à l'Organisation internationale du travail (OIT). "Des salaires en hausse vont améliorer le pouvoir d'achat des ménages, ce qui est sans aucun doute important pour l'économie indonésienne. Après tout, la consommation intérieure a représenté 56,6% du Produit intérieur brut en 2010".

Un article de <http://social.blog.lemonde.fr> du 9 février

Temps de travail: la CGT, la CFDT et FO dénoncent une atteinte à la négociation sociale. (10.02)

Après Force ouvrière, la CGT et la CFDT sont montées au créneau, mercredi 8 février, pour s'insurger contre le vote par l'Assemblée nationale d'une proposition de loi, présentée par Jean-Luc Warsmann, président de la commission des lois, député UMP des Ardennes. Ce texte, adopté par les députés le 31 janvier, en deuxième lecture, porte sur la modulation du temps de travail qui est justement au coeur de la négociation des *"accords compétitivité-emploi"* que les partenaires sociaux doivent engager à partir du 17 février. Dans son intervention télévisée du 29 janvier, Nicolas Sarkozy avait donné deux mois aux syndicats et au patronat pour aboutir - un délai confirmé par François Fillon - mais la négociation est très mal partie. Les confédérations de salariés sont hostiles au principe de ces accords qui priveraient le salarié de donner son accord individuel à une modification de son contrat de travail sur son temps de travail dès lors qu'il relèverait d'un accord collectif signé par une majorité de syndicats.

Mercredi 8 février, la CGT a appelé les syndicats, alors qu'une intersyndicale est prévue jeudi 9 février, à élaborer une position commune *"pour s'opposer à ce déni de démocratie sociale"*. *"Alors que le président de la République, affirme-t-elle, dit donner deux mois à une négociations employeurs-syndicats sur les accords dits de "compétitivité", la majorité parlementaire tente le coup de force en modifiant dès maintenant l'architecture du droit du travail"*. Dans une lettre au premier ministre, mercredi, François Chérèque lui demande d'*"intervenir pour que soit interrompu le vote au Parlement de l'article 40 de la loi dite "Warsmann", portant sur la modulation du temps de travail"*. *"Il serait contradictoire, souligne le secrétaire général de la CFDT, que le Parlement légifère sur un élément de la négociation qui doit s'ouvrir, sauf à réduire l'utilité de cette négociation"*.

Dans une lettre adressée, lundi 6 février, à Bernard Accoyer, président de l'Assemblée nationale, Jean-Claude Mailly avait déjà fait part de son *"irritation"* sur cette proposition de loi relative à simplification du droit et l'allégement des démarches administratives, votée deux jours après les déclarations de M. Sarkozy. Il met en cause l'article 40 qui dispose *"que la mise en place d'une répartition des horaires sur une période supérieure à la semaine et au plus égale à l'année ne constitue pas une modification du contrat de travail"*. Pour M. Mailly, cet article *"devance donc les négociations qui vont démarrer entre interlocuteurs sociaux et constitue pour nous un réel danger"*. Il fait part de son *"incompréhension face à ce tour de passe passe"* qui *"est un premier pas dans la volonté première du gouvernement de permettre à l'employeur d'abaisser à la fois le temps de travail et la rémunération sans l'accord explicite du salarié"*.

Pour le secrétaire général de Force ouvrière, *"la liberté de négociation s'accommode mal de la contrainte qui, par définition, la remet en cause avec ce que l'on peut considérer comme une épée de Damoclès. Au-delà du procédé quelque peu contestable voire teinté d'hypocrisie, c'est la question du respect du dialogue social et des interlocuteurs sociaux qui se trouve ainsi posée et qui nécessiterait que le Parlement ne vote pas cet article"*. Lors des débats à l'Assemblée nationale, Alain Vidalies, député PS des Landes, a mis en rapport cet article 40 avec l'aspiration du président de la République à instaurer des *"accords compétitivité-emploi"*, en lançant à propos des partenaires sociaux: *"Ne les enfermez pas du moins dans une discussion dont ils ne pourront pas sortir"*. A défaut de retirer cet article, avait ajouté ce spécialiste du droit du travail, *"votre démarche serait marquée du sceau de la suspicion"*. Il s'agirait d'*"une bêtise politique majeure"*.

L'argumentation de Force ouvrière et du Parti socialiste - relayés par André Chassaigne, député communiste du Puy-de-Dôme, et L'Humanité - se fonde sur la jurisprudence de la chambre sociale de la Cour de Cassation et notamment sur un arrêt du 28 septembre 2010 qui dispose que *"l'accord collectif s'applique au contrat de travail, sauf disposition plus favorable du contrat de travail"* et donc qu'*"un accord collectif ne peut pas modifier un contrat de travail, sauf accord du salarié"*. Pour FO, cet article 40 vise à *"imposer encore plus de flexibilité aux salariés, portant ainsi atteinte à leur vie familiale et personnelle"*. *"Ce salarié, assure le syndicat, se verrait licencier pour motif disciplinaire (et non plus économique), autrement dit, sanctionner s'il ne peut pas, eu égard à sa vie familiale et personnelle, faire face aux aménagements du temps de travail soudainement mis en place dans l'entreprise"*. *"L'accord collectif, a renchéri M. Vidalies, peut être bon, favorable aux salariés, mais incompatible pour tel ou tel d'entre eux avec ses obligations familiales. De telles situations individuelles justifient la jurisprudence de la Cour de cassation"*.

Au cours des débats, le rapporteur, Etienne Blanc, député UMP de l'Ain, a nié que l'article 40 puisse constituer *"une régression pour les droits des salariés"*, jugeant que la jurisprudence *"est à nos yeux"*

contraire à la loi". "Nous pensons, a-t-il souligné, qu'il appartient au Parlement de dire la loi, puis à la Cour de cassation d'appliquer ensuite cette loi". M. Blanc a aussi récusé l'idée de *"laisser les partenaires sociaux se réunir pour aborder cette question"*, le gouvernement ayant déclenché une procédure d'urgence sur ce texte. Quant à Frédéric Lefebvre, secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation (le plus long titre du gouvernement!), il a estimé que vouloir supprimer ce fameux article 40 *"revient à présenter aux salariés un miroir aux alouettes en leur faisant croire que cette suppression leur serait favorable alors que vous savez parfaitement que ce serait le contraire"*. Pour M. Lefebvre, il s'agit d'une législation plus protectrice pour les salariés qui relève du *"même esprit"* que le projet du chef de l'Etat. Il reste encore au Sénat à voter cet article 20 - ce qui est, avec une majorité de gauche, peu probable - avant son adoption définitive. Mais les *"accords compétitivité-emploi"* ont encore un peu plus de plomb dans l'aile.

Commentaire.

- L'UMP a commis un horrible crime de lèse-majesté envers les bureaucrates pourris des syndicats qui crient au scandale, pas sur le fond mais sur la forme, pour faire oublier leur capitulation en rase campagne devant le gouvernement et le Medef : s'il vous plaît messieurs, à nous l'honneur, que dis-je, l'insigne privilège de rendre taillable et corvéable à merci les travailleurs...

Et le député PS, Alain Vidalies, qui semble-t-il connaît bien la musique d'expliquer à ses petits camarades de UMP de quelle manière il faut s'y prendre pour ne pas froisser ces fossoyeurs du syndicalisme et parvenir tranquillement à leurs fins, leur rappelant qu'ils devaient leur donner la possibilité d'affronter leurs bases et d'en garder le contrôle. Mieux encore, il est préférable voire indispensable d'associer les syndicats à ce processus, afin qu'ils participent dans la joie et la bonne humeur à la mise en place de ces *"accords compétitivité-emploi"* dans les entreprises où ils sont présents, interdisant ainsi aux salariés et syndiqués de se mobiliser contre.

On voudrait nous faire croire que *"les confédérations de salariés sont hostiles au principe de ces accords"*, alors qu'elles se précipitent pour en discuter le contenu avec le gouvernement et le patronat, pour la raison évoquée au paragraphe précédent. Chacun sait parfaitement que lors de ces *"négociations"* dans le cadre du *"dialogue sociale"*, à l'arrivée chaque fois nos droits sociaux sont davantage rognés ou purement et simplement liquidés, c'est ce cadre dont monsieur Mailly réclame le respect, qu'il revendique.

Le gouvernement a agi de la sorte pour soulager la bonne conscience des dirigeants syndicaux qui pourront affirmer ensuite qu'ils n'y étaient pour rien, et qu'étant placés dorénavant devant le fait accompli, il n'y avait plus qu'à créer un *"rapport de force"* favorable aux travailleurs pour revenir sur cette disposition, sachant que ce n'est pas demain la veille qu'il verra le jour car faisant tout pour qu'il en soit ainsi et la boucle est bouclée. Cela les arrange bien, cela les soulage d'un poids énorme par rapport à leurs bases, ils devraient dire : merci à l'UMP d'avoir eu cette lumineuse idée, à charge de revanche, notre sens des *"responsabilités"* que le Président et le Premier ministre ont si souvent salué servant de garantie. Craignaient-ils que cela ne passe pas dans leurs syndicats respectifs ? C'est possible, peu importe en réalité, seul le résultat compte.

A ce propos, ce qui émeut ces grands humanistes, ce sont les conséquences négatives possibles sur la vie de famille des travailleurs, mais pas l'augmentation de la productivité, de l'exploitation associée à l'augmentation de la compétitivité des entreprises.

Ce n'est pas un hasard s'ils mettent en avant un argument qui ne concernera pas tous les travailleurs de la même manière, au lieu de mettre l'accent sur l'augmentation intolérable de l'exploitation qui les touchera tous indistinctement, ils favorisent ainsi un facteur de division supplémentaire parmi les travailleurs... pour le plus grand bonheur des patrons. Normal, puisqu'ils n'entendent pas combattre le capitalisme, encore moins le renverser, quelle horreur !

Un article de l'AFP du 9 février

Le chômage a gagné du terrain à tous les étages, même chez les cadres. (10.02)

Le chômage est passé de 7,4% de la population active en 2008 à 9,4% fin 2010 et a beaucoup progressé chez les cadres et les plus qualifiés, *"catégories jusqu'alors les plus préservées"*, remarque l'Insee dans une étude publiée vendredi.

En pleine crise financière, le chômage des cadres a augmenté de 36% entre 2008 et 2010, soit nettement plus que chez les ouvriers (+27%) ou les employés (+28%).

La progression du chômage chez les plus de 50 ans a été également particulièrement rapide (+36%), ce qui en fait la *"classe d'âge la plus durement touchée sur cette période"*, souligne l'Insee dans sa *"photographie du marché du travail en 2010"*.

Au total, la France a compté en moyenne 2,7 millions de chômeurs au sens du BIT en 2010, les moins qualifiés, les ouvriers et les employés restant les plus touchés en volume.

En effet, plus de 850.000 ouvriers étaient au chômage en 2010, 781.000 employés et plus d'un million de personnes n'ayant pas de diplôme ou seulement le brevet, contre seulement 177.000 cadres.

La détérioration du marché du travail s'est aussi *"traduite par une augmentation du poids de chômeurs de longue durée: 40% en 2010 contre 37% en 2008,"* poursuit l'Insee.

Par ailleurs, les situations subies de sous-emploi se sont également banalisées puisque 6% des travailleurs en 2010 auraient souhaité travailler davantage. Ce phénomène a concerné 1,5 million de personnes en 2010, contre 1,2 million en 2008.

Le chômage technique ou partiel a d'ailleurs *"plus que doublé "* entre 2008 (82.000 personnes) et 2010 (196.000 personnes).

En 2010, il y avait 28,3 millions actifs en France. Près de 90% d'entre eux sont des salariés. Par catégories socioprofessionnelles, on comptait 21% d'ouvriers, 28% d'employés, 23% de professions intermédiaires et 15% de cadres.

Un article de l'AFP du 10 février

Face à un chômage galopant, l'Espagne veut assouplir son marché du travail. (11.02)

L'Espagne a adopté vendredi une nouvelle réforme du marché du travail, incluant la baisse des indemnités de licenciement et des mesures pour stimuler l'emploi des jeunes, alors que le pays souffre d'un taux de chômage record dans le monde industrialisé.

"L'objectif est d'arrêter l'hémorragie du chômage", a expliqué la ministre de l'Emploi Fatima Banez à l'issue du Conseil des ministres.

"C'est la troisième réforme structurelle importante du gouvernement et c'est une réforme que l'on peut considérer comme historique", a-t-elle souligné.

Après la réforme budgétaire, pour parvenir à un déficit zéro en 2020, après celle du secteur bancaire, pour le nettoyer de ses mauvais actifs immobiliers, le gouvernement conservateur, qui a pris ses fonctions fin décembre, s'attaque à l'autre point faible de l'économie espagnole: le chômage, qui touchait 22,85% de la population active fin 2011.

Un taux trois fois plus élevé qu'en 2007, quand il avait chuté à son plancher historique de 7,95%, grâce à la bulle immobilière.

La précédente équipe socialiste avait adopté, en juillet 2010, une première réforme du travail, introduisant déjà une réduction des indemnités de licenciement, qui passaient à 33 jours de salaire par année travaillée, voire 20 en cas de licenciement économique.

Mais ce nouveau type de contrat avait été peu utilisé et le contrat traditionnel, incluant 45 jours d'indemnité, restait la norme. Il est cette fois supprimé dans la nouvelle réforme, qui s'appliquera à tous les salariés.

L'objectif est *"que soient embauchés de nouveaux travailleurs dans notre pays, avec une attention spéciale envers les jeunes et les chômeurs de longue durée"*, a précisé la porte-parole du gouvernement, Soraya Saenz de Santamaria, alors que 48,6% des moins de 25 ans sont sans emploi.

Les entreprises bénéficieront ainsi d'une déduction fiscale de 3.000 euros pour leur première embauche d'un jeune de moins de 30 ans, tandis que le chômeur trouvant un travail pourra combiner 25% de sa prestation chômage avec son salaire pendant un an.

Les entreprises de travail temporaire serviront quant à elle d'agences privées pour l'emploi et la formation des travailleurs au sein même de leur entreprise sera facilitée.

La Banque d'Espagne, l'UE et le FMI, qui s'inquiètent de ce chômage galopant, pressaient ces derniers temps l'Espagne de réformer au plus vite son marché du travail, jugé trop rigide.

En réalité, estime Rafael Domenech, analyste à l'institut BBVA Research, *"ce que nous devons corriger c'est la très forte dualité du marché, avec une partie très rigide"*, les employés en contrat fixe, qui ont une négociation collective difficile à modifier et des indemnités de licenciement élevées, *"et une autre partie très flexible, à 180 degrés de la première"*, les employés temporaires, très peu protégés, donc en situation précaire.

Il faut *"rendre plus flexible la négociation collective et essayer de rapprocher le coût de licenciement entre les travailleurs permanents et temporaires"*, renchérit Raul Ramos, professeur à l'université de Barcelone.

En amont, syndicats et patronat ont déjà noué un accord de modération salariale pour 2012-2014, limitant la hausse à 0,5% en 2012, puis 0,6% en 2013 et 2014.

"Cette réforme va me coûter une grève générale", confiait récemment le chef du gouvernement Mariano Rajoy, surpris par un micro à Bruxelles.

Les syndicats, en effet, sont déjà remontés: face à une vague de rigueur sans précédent dans l'ensemble des régions espagnoles, la grogne sociale ne cesse de s'amplifier, avec une grande manifestation presque chaque semaine.

Des dizaines de milliers de fonctionnaires ont encore défilé mardi à Madrid, et un nouveau rassemblement est convoqué vendredi soir.

Le gouvernement a prévu de présenter la réforme aux syndicats lundi.

Complément avec un autre article de l'AFP du même jour

"Nous avons détruit une grande quantité d'emplois très rapidement, en partant d'une situation de quasi-plein emploi entre 2007 et 2008, et en arrivant très vite à des taux de chômage très élevés", commente Javier Velazquez, professeur d'économie à l'université Complutense de Madrid.

"Nous sommes revenus presque vingt ans en arrière", ajoute-t-il, *"et nous devrions avoir du mal à revenir sous les 10% avant une décennie".*

Pour les experts, l'éclatement de la bulle en 2008 n'est pas la seule explication à ce retournement de situation: *"le marché du travail espagnol est défaillant",* tranche Javier Diaz-Giménez, économiste à l'IESE Business School.

"La première raison pour laquelle c'est compliqué de créer des emplois en Espagne, c'est parce que cela coûte trop cher de licencier", estime-t-il.

En réalité, estime Rafael Domenech, analyste à l'institut BBVA Research, *"ce que nous devons corriger c'est la très forte dualité du marché, avec une partie très rigide",* les employés en contrat fixe, qui ont une négociation collective difficile à modifier et des indemnités de licenciement élevées, *"et une autre partie très flexible, à 180 degrés de la première",* les employés temporaires, très peu protégés, donc en situation précaire.

Il faut *"rendre plus flexible la négociation collective et essayer de rapprocher le coût de licenciement entre les travailleurs permanents et temporaires",* renchérit Raul Ramos, professeur à l'université de Barcelone.

Le ministre de l'Economie Luis de Guindos a donné jeudi quelques indices sur la réforme, surpris par un micro à Bruxelles en train de dire au commissaire européen Olli Rehn: *"demain nous allons approuver la réforme du travail et vous allez voir qu'elle sera extrêmement agressive, avec beaucoup de flexibilité dans la négociation collective et une réduction des indemnités de licenciement",* déjà abaissées dans une première réforme en 2010.

Il s'agit aussi de limiter le nombre de contrats temporaires et de favoriser la formation et la flexibilité au sein de l'entreprise, avait indiqué mardi la ministre de l'Emploi Fatima Banez.

Commentaire.

Mariano Rajoy n'a pas trop à s'en faire et il le sait, puisque *"syndicats et patronat ont déjà noué un accord de modération salariale",* les dirigeants pourris des syndicats ont choisi leur camp et ils se rendront à son invitation lundi. Reste à savoir pendant combien de temps encore les travailleurs supporteront-ils un tel traitement, comme en Grèce et au Portugal...

L'évolution de la situation sociale et politique dans ces pays aboutit au fait pour les travailleurs, qu'ils ne pourront plus vivre comme avant et sans espoir que leur situation s'améliore dans le futur. Ce qui signifie qu'ils ont le choix entre accepter ces conditions et se résigner ou les refuser et les combattre, mais comment, dans quelle perspective politique?

Il ressort de la situation, que pour se prévaloir d'une certaine légitimité, la survie du capitalisme serait impossible sans le soutien du cadre juridique que lui fournisse les institutions, l'Etat. Le capitalisme et les institutions qui lui sont dévouées constituant les principaux obstacles au règlement de toutes les

revendications sociales en suspens, la question qui est à l'ordre du jour est de les liquider ensemble, simultanément, ce que seul pourrait réaliser un gouvernement ouvrier révolutionnaire combattant pour l'établissement du socialisme à l'échelle mondiale.

Un gouvernement ouvrier révolutionnaire ne pouvant pas être le produit d'une génération spontanée, il faut combattre toutes les mesures antisociales prises par le gouvernement, non pas en espérant aboutir à leur retrait ou le faire croire aux travailleurs ce qui serait criminel, mais dans la perspective du renversement du régime, objectif dont peuvent se saisir immédiatement les éléments les plus avancés parmi les travailleurs, ce qui permet de poser la question de la construction des moyens pour atteindre cet objectif, dont le parti...

Ceux qui ne sont jamais parvenus à construire le parti en 70 ans, ont démontré qu'ils étaient incapables de lier ou subordonner le combat pour des revendications sociales à la perspective politique de la chute du régime en place, à croire qu'ils avaient abandonné cet objectif ou qu'ils l'ont gravement négligé. Et ce n'est pas un hasard si aucun n'est en mesure de le faire aujourd'hui autrement que dans des déclarations sans lendemain.

Un article de l'AFP du 13 février

En 2008, davantage de Français vivent seuls dans leur logement qu'en 1990. (14.02)

Entre 1990 et 2008, la part de Français vivant seuls dans leur logement a augmenté, un accroissement particulièrement marqué pour les hommes entre 30 et 59 ans, souligne une étude de l'Insee publiée mardi.

En 2008, 16 millions de personnes vivaient en couple avec leurs enfants ou beaux-enfants, un million de moins qu'en 1990, indique cette étude de l'Institut national de la statistique.

Parallèlement, beaucoup plus de personnes vivent en couple sans enfants (+4 millions), seules dans leur logement (+3 millions), ou à la tête d'une famille monoparentale (+1 million).

C'est le vieillissement démographique qui explique une partie des évolutions, souligne l'Insee. Ainsi, les couples sans enfant dans leur logement sont plus nombreux car il y a plus de couples âgés.

Les 9 millions de personnes résidant seules sont pour près de la moitié âgées de 60 ans ou plus (44%).

Mais le nombre de personnes seules augmente surtout avant 60 ans (+2 millions de personnes) du fait de l'évolution des comportements, relève l'Insee. Ainsi en 2008, entre 20 et 29 ans, 18% des jeunes habitent seuls car ils s'installent moins rapidement en couple après avoir quitté le domicile parental qu'en 1990.

"Surtout, résider seul devient plus fréquent entre 30 et 59 ans, en particulier pour les hommes", souligne l'Institut. En effet, ces derniers se mettent en couple plus tardivement et ont moins souvent la garde des enfants lors d'une séparation. En revanche, après 60 ans, les personnes seules sont majoritairement des femmes (les trois quarts), notamment car elles vivent en moyenne plus longtemps.

Parmi les hommes actifs, ceux qui habitent le plus souvent seuls sont les employés et les ouvriers. Les agriculteurs sont les hommes qui résident le moins souvent seuls, en 1990 comme en 2008. Mais ce ne sont pas eux qui habitent le plus souvent en couple: ils partagent fréquemment leur logement avec au moins un de leurs deux parents, souligne l'Insee.

Les hommes habitant le plus souvent avec une conjointe sont les artisans et les cadres.

La situation est différente pour les femmes: avant 40 ans, les femmes cadres résident davantage en couple qu'en 1990 et ce sont désormais les ouvrières qui vivent le moins souvent en couple, notamment parce qu'elles sont plus fréquemment qu'avant mères de famille monoparentale, souligne l'Insee.

Mais après 40 ans, ce sont les femmes cadres qui habitent le moins souvent en couple.

Un article du point.fr du 13 février

Grèce : "La classe politique grecque, une oligarchie pillant la société". (14.02)

Le politologue grec Georges Contorgeorgi explique au Point.fr pourquoi les manifestants ont sombré dans la violence.

De véritables scènes de guérilla urbaine. À l'annonce de l'adoption par le Parlement du troisième plan d'austérité, ce sont 100 000 Grecs qui se sont précipités dans les rues du pays pour en découdre avec les forces de l'ordre. Le bilan est lourd : plus de 120 blessés et 45 bâtiments endommagés à Athènes. Professeur de sciences politiques à l'université Panteïon d'Athènes, Georges Contorgeorgi explique au Point.fr pourquoi la Grèce ne risque pas de sortir de l'impasse.

Le Point.fr : Que traduisent les violences sans précédent qui ont été observées dimanche soir ?

Georges Contorgeorgi : Les manifestants ont le sentiment qu'on leur impose un plan d'austérité totalement antidémocratique. En effet, la Constitution est violée. D'ailleurs, la troïka au pouvoir déclare expressément qu'elle n'est pas intéressée par ce qui est prévu par la Constitution. Ce que l'Europe ne comprend pas, c'est que la crise grecque n'est pas uniquement due à une crise des marchés européens. Bien au contraire, l'économie grecque n'a été que peu exposée à la crise. Au fond, c'est la crise de l'État grec, qui ne correspond pas à ce qu'est la société.

Que voulez-vous dire par là ?

Depuis le début de la crise, on met la société grecque face à un dilemme : la faillite ou les plans d'austérité. Mais ce n'est pas la bonne question. Tout d'abord, parce que la société grecque est déjà en faillite, vous n'avez qu'à demander aux 50 % de jeunes au chômage. D'autre part, parce que cette violente redistribution des ressources profite aux mêmes personnes.

Qui visez-vous ?

La classe politique grecque, qui se comporte comme une véritable oligarchie pillant la société. La fraude fiscale est encore plus présente qu'auparavant. Le problème, ce n'est pas que les politiques ne peuvent pas, mais plutôt qu'ils ne veulent pas réduire les dépenses de l'État. Lorsque la société au chômage demande à la classe politique de réduire les ressources qu'elle reçoit de l'État, elle refuse en invoquant une "*mesure populiste*".

Le gouvernement grec a pourtant été remanié...

Ce n'est pas une question de gouvernement, mais de système. Quiconque arrive au pouvoir ne peut agir différemment, sous peine d'être mis à la porte. L'État a réussi à démanteler la collectivité sociale : on peut parler d'État d'occupation.

Le plan d'aide européen de 130 milliards d'euros n'est-il pas accueilli favorablement ?

Le problème pour la société grecque n'est pas le Fonds monétaire international, ni l'Union européenne. C'est la classe politique grecque qui est visée. Il s'agit pour la population de montrer que l'argent prêté à la Grèce ne bénéficiera pas à la prospérité de la société. Rien n'a été fait contre la fraude fiscale. C'est donc une nouvelle fois la société qui va payer pour le mauvais fonctionnement de l'État. La vraie question n'est donc pas de savoir si le pays va sortir de la crise, mais qui doit payer.

Le plan d'austérité est-il, selon vous, voué à l'échec ?

Cela va sans dire, car on n'a pas touché aux trois raisons principales de la crise : le comportement mafieux ainsi que les structures de la classe politique, l'administration, et la loi. Tant que celles-ci ne seront pas changées, le pays ne pourra pas sortir de l'impasse, peu importe les plans d'austérité ou les baisses de salaires.

D'autres violences sont-elles à prévoir ?

Il est à craindre que la violence augmente, car la population souffre d'un sentiment profond d'injustice, qui n'est apaisé par aucune porte de sortie. On pourrait d'ailleurs assister à une recrudescence des incidents lorsque le gouvernement commencera à appliquer le plan d'austérité.

Comment interprétez-vous l'annonce d'élections législatives anticipées pour avril ?

Il semble clair que le gouvernement tente de calmer le jeu, mais on ne peut en espérer grand-chose. L'alternance au pouvoir n'apportera aucun changement. Aucun parti en Grèce, de la gauche radicale à l'extrême droite, ne touchera aux véritables causes de la crise grecque.

Que préconisez-vous ?

Il serait relativement facile d'arrêter tous les auteurs de fraudes sociales, par l'intermédiaire de leurs comptes bancaires. Mais le gouvernement n'en fera rien, l'ensemble de la classe politique grecque étant concernée. Il en va de même pour l'administration publique. Aujourd'hui, il est impossible d'obtenir ne serait-ce qu'un simple certificat, si vous ne payez pas. Si rien n'est fait contre ces fléaux, la Grèce ne sortira pas de la crise.

Un article de liberation.fr du 13 février

Grèce. «Je crains des réactions de plus en plus violentes». (14.02)

Interview. Pour le sociologue Constantin Tsoukalas, les remèdes préconisés risquent d'entraîner une explosion sociale.

Professeur émérite à l'Université d'Athènes, Constantin Tsoukalas, qui a étudié puis travaillé en France où il était réfugié pendant la dictature des colonels, est considéré aujourd'hui comme l'un des plus importants sociologues grecs. Dernier ouvrage paru : *L'invention de l'altérité* (éd. Kastaniotis, non traduit).

Le seuil de ce que peuvent supporter les Grecs a-t-il été atteint ?

Ce n'est pas un seuil objectif : il évolue en fonction des perspectives réelles ou imaginaires d'une population qui a vu son niveau de vie dégringoler de plus de 50% en deux ans et qui risque de se voir imposer de nouvelles mesures dans quelques mois. C'est précisément le manque de perspective d'une sortie de crise qui rend le sauvetage d'une société grecque en déshérence totalement invraisemblable. Si le gouvernement actuel a réussi dans le court terme à éviter l'explosion sociale, il est aujourd'hui touché à son tour par le manque de crédibilité qui caractérise l'ensemble du monde politique. Je crains que les réactions de la population soient de plus en plus violentes, illégales et incontrôlables. Il ne faut pas oublier que, dans une situation certes différente, mais comparable, les crises des années 20 et 30 ont conduit aux phénomènes fasciste et nazi. Nous n'en sommes pas là, et il est très improbable que l'histoire se répète de la même manière. Néanmoins, on n'est pas obligé de croire que les crises déboucheront sur des solutions plus humaines, plus égalitaires et plus démocratiques. La peur de l'anarchie pourrait conduire à la naissance de régimes plus autoritaires, plus musclés et plus obéissants aux exigences d'un capitalisme désormais mondialisé.

Pourquoi les Grecs ont-ils souvent le sentiment que «la faute», c'est toujours celle de l'«autre» : l'Etat, le système politique ou l'étranger ?

Il n'y a pas «faute» mais des causes et leurs conséquences dans une évolution historique. Il est indéniable qu'après la Seconde Guerre mondiale la Grèce a élaboré une société dont l'une des particularités est le très grand nombre de personnes autoemployées qui, avec les agriculteurs et les fonctionnaires, représentent 75% de la population active. Dans d'autres pays, ce pourcentage est constitué par les salariés du secteur privé. On dit que les Grecs fraudent le fisc, mais la même chose se produit ailleurs, la différence est qu'ici le nombre de ceux qui peuvent le faire est plus grand. Les rapports avec l'Etat sont donc contradictoires. D'une part, on attend beaucoup de lui et, d'autre part, on s'en méfie. Quant au rejet de responsabilités sur les pays étrangers, c'est un phénomène qu'on trouve dans les «petits» pays. Dans la conscience collective des Grecs, il y a le sentiment que leur histoire a été influencée par des forces extérieures et que les décisions ne sont pas entre leurs mains.

Les Grecs sont-ils encore persuadés qu'il n'y a pas d'autre voie que l'Europe ?

Oui, car si l'on revenait à la drachme, ce serait bien pire. Quand on a déjà été un peu riche on n'accepte pas facilement de retomber dans la misère totale. Comme il semble très difficile de faire redémarrer la production nationale avant plusieurs années, toute velléité d'autarcie et de repli sur soi conduirait à une «albanisation» du pays. L'abandon de l'euro et la sortie de l'Europe seraient une solution encore plus terrible que celle préconisée actuellement. Aujourd'hui, on demande aux Grecs de changer. Comment ?

La demande de changement émanant des pouvoirs n'est pas nouvelle. Elle date des années 90 avec la politique de «modernisation». Comme le disait plus récemment Georges Papandréou [Premier ministre socialiste jusqu'en novembre, ndlr], il fallait «changer ou sombrer». Cela veut dire en réalité que l'Union européenne a élaboré une construction basée sur la convergence des structures juridiques et financières mais pas des moyens de subsistance et des stratégies de vie des gens. Quand on disait aux Grecs qu'il fallait devenir «européens» alors qu'il n'y avait pas de travail salarié dans le secteur privé, ils étaient obligés de se tourner vers le secteur public par la pratique du clientélisme, de rester au village ou de tenter de créer une toute petite entreprise. Leur «convergence» économique et idéologique est donc objectivement impossible. Et cela ne peut changer que de manière violente par quelqu'un intervenant d'en haut pour les priver des moyens de survivre autrement. Si on détruit toutes les petites entreprises et celles qui ne sont pas

extrêmement productives, si on renvoie tous les fonctionnaires, il y aura 40% de chômeurs et la Grèce se sera adaptée au modèle du capitalisme européen.

Et que serait cette Grèce-là ?

Elle sera bien pire. Car il faut bien voir que cette Grèce qu'on dit irrationnelle, corrompue, fraudeuse, tricheuse, guignolesque - souvent avec raison d'ailleurs -, c'était aussi, dans une large mesure, une Grèce dont les habitants avaient une joie de vivre et une certaine insouciance. Il y avait les taux les plus bas de maladies mentales, de suicides, de toxicomanie de toute l'Europe et des familles plus stables. La hausse de la consommation n'avait pas détruit la cohésion, l'homogénéité et la sérénité intérieure d'une société qui a résisté peut-être davantage que d'autres à l'individualisme en raison du rôle que joue encore la famille. Une sorte de meilleur des deux mondes qui risque de devenir le pire de tous. Certains pourraient dire que c'est un passage à la maturité, ou bien la vengeance de la malicieuse Histoire, entre catharsis et Némésis.

Quels enseignements la gauche doit-elle tirer de la crise actuelle ?

C'est un point douloureux. Il y a en Grèce une gauche communiste, stalinienne, et une autre gauche. Toutes deux sont prises dans un étau : d'une part, l'effondrement du modèle soviétique et, de l'autre, l'absolue insolvabilité du modèle social-démocrate. Cela explique qu'au cours des dix dernières années dans aucun pays européen la gauche n'a pu revendiquer le pouvoir. Si je pouvais, moi, définir quel devrait être le discours d'une nouvelle gauche dynamique je le ferais, mais nous sommes devant une contradiction supplémentaire : alors que la droite, les conservateurs ont des liens avec un système mondialisé et y puisent leurs forces, la gauche se voit cantonnée dans un cadre national. Elle tente d'organiser une défense de manière ponctuelle, aujourd'hui en Grèce, demain en Italie, après-demain en France. On n'a pas réussi jusqu'à présent à constituer une gauche paneuropéenne ou mondiale pour s'opposer aux forces du néolibéralisme omniprésent et opaque, dont les mille têtes repoussent comme celles de l'Hydre de Lerne.

Commentaire.

Face à la faillite historique ou à la trahison de la "*gauche stalinienne*" et de la "*gauche social-démocrate*", il reste la véritable opposition de gauche qui les combat au même titre que les partis officiels de la réaction, qui pour se démarquer de cette "gauche" réactionnaire appartenant au passé, pourrait s'intituler la gauche socialiste révolutionnaire, la racaille stalinienne, néo stalinienne et social-libéral ne pouvant pas se revendiquer à la fois du socialisme et de la révolution.

Un article de liberation.fr et lefigaro.fr du 14 février

Les grands patrons ont gagné 34% de plus en moyenne en 2010. (15.02)

La rémunération moyenne des dirigeants des grandes entreprises de l'indice boursier français CAC40 a fait un bond de 34% en 2010, à 4,11 millions d'euros, après trois années consécutives de baisse, a indiqué mardi le cabinet Proxinvest. Cette rémunération --actions et obligations comprises-- ne revient néanmoins pas à son niveau d'avant crise: la moyenne observée était de 5,7 millions en 2006, précise l'agence d'analyse de gouvernance.

La rémunération totale moyenne des présidents du CAC 40 avait baissé de 17% en 2007 puis de 25% en 2008 avant de perdre 14% l'année suivante.

Onze dirigeants français dépassent pour 2010 le plafond de Proxinvest de 240 Smics par an, soit actuellement 4,6 millions d'euros, avec en tête Jean-Paul Agon de L'Oréal (10,7 millions d'euros), le patron de LVMH Bernard Arnault (9,7 millions d'euros) et Carlos Ghosn (Renault: 9,7 millions d'euros).

Les suivants sont Bernard Charlès (Dassault Systèmes: 9,5 millions), Franck Riboud (Danone: 7,7 millions), Maurice Levy (Publicis: 6,2 millions), Christopher Viehbacher (Sanofi-Aventis: 6,1 millions).

Arnaud Lagardère, de Lagardère SCA, a une rémunération totale de 4,9 millions d'euros, tout comme Henri de Castries d'AXA. Lars Olofsson, patron de Carrefour, affiche 4,8 millions d'euros.

Ces rémunérations valorisent les stocks options et actions gratuites (30% de la rémunération totale) à la date d'attribution et ne tiennent donc pas compte de la chute des cours enregistrée depuis. Elles ne prennent pas en compte les régimes de retraite supplémentaire.

«La transparence des grandes sociétés françaises et la lisibilité des performances est inférieure à celle observée dans les pays où les dirigeants sont responsables de leur politique de rémunération devant l'assemblée générale des actionnaires», note Proxinvest. «Le patronat, qui entend définir seul les règles françaises de bonne gouvernance, s'oppose encore à la légitimation de la rémunération devant l'assemblée des actionnaires», remarque Proxinvest, qui appelle à un vote annuel sur la rémunération.

Hors CAC 40, les présidents exécutifs des 80 autres sociétés de l'indice SBF 120, qui comprend le CAC 40 et les 80 valeurs les plus liquides du premier marché, ont vu leur rémunération totale atteindre 2,08 millions d'euros, en hausse de 31% en 2010.

Complément du Figaro.fr

Passant au crible les différents éléments qui entrent dans la rémunération totale (fixe, bonus, options, actions de performance), Proxinvest constate que le million d'euros devient la norme comme salaire de base dans le CAC 40. La société de conseil regrette la hausse (6,3%) en 2010 des rémunérations fixes des 120 premiers dirigeants français.

Ses experts déplorent également le manque de transparence. Les entreprises ne publient pas le coût réel des retraites-chapeau dont bénéficient 73 dirigeants des 120 premières entreprises françaises cotées. Contrairement aux groupes européens, elles ne précisent pas les modes de calcul des bonus annuels qui ont progressé de 34% en 2010 par rapport à 2009 pour les dirigeants du CAC 40 et représentent en moyenne 138% du fixe. «Les actions de performance sont malheureusement dans de trop nombreux cas acquises après un délai très court de deux ans»,

analyse Loïc Dessaint. Certaines entreprises et les banques mettent en place des bonus pluriannuels pour échapper au contrôle des actionnaires.

Un article de Reuters du 17 février

Vingt ans après "*Mains propres*", la corruption fleurit en Italie. (18.02)

Vingt ans après l'opération "*Mains propres*" qui a balayé les vieilles structures politiques italiennes et conduit des centaines de personnes derrière les barreaux, la corruption n'a jamais été aussi répandue dans la troisième économie de la zone euro, touchant tous les secteurs de la société.

"Illégalité et corruption (...) sont toujours profondément présentes dans le pays", déplore Luigi Giampaolino, président de la Cour des comptes italienne.

Les autorités estiment que la corruption coûte chaque année 60 milliards d'euros à la collectivité, l'équivalent du déficit budgétaire italien et la moitié environ du coût total de la corruption dans l'Union européenne.

"La corruption s'étend toujours plus loin et plus en profondeur dans la société", constate le procureur adjoint de Milan, Alfredo Robledo, qui dirige une cellule de magistrats anti-corruption, héritière des équipes qui ont mené dans les années 1990 les enquêtes contre le "*tangentopoli*", le système de concussion et de financement illicite des partis politiques.

La grande opération "*Mani pulite*" ("*Mains propres*") conduite à l'époque a mené à l'incarcération de centaines de personnes et au suicide de dizaines d'autres. Pour échapper à la justice, l'ancien président du Conseil socialiste Bettino Craxi avait dû s'exiler en Tunisie, où il est mort.

Le parti démocrate chrétien, qui dominait la vie politique depuis la fin de la guerre, s'était désintégré, ouvrant la voie à de nouvelles forces comme celle de Silvio Berlusconi.

Mais les espoirs de voir le pays débarrassé de la corruption n'ont guère duré. Pour certains analystes, le zèle exagéré de juges très marqués à gauche a, par contrecoup, abouti au démantèlement partiel de la législation anti-corruption.

"JE NE CROIS PLUS EN LA JUSTICE"

Alfredo Robledo ne cache pas sa rancœur. *"Je continue à faire mon travail de mon mieux, par sens du devoir. Mais je ne crois plus en la justice"*, dit-il.

"Nous avons diagnostiqué une maladie mais c'est à nous qu'on s'en est pris, pas à la maladie", explique Antonio Di Pietro, le fameux juge de l'opération "*Mani pulite*", qui dirige aujourd'hui un parti d'opposition.

La corruption, qui servait avant tout autrefois à financer les partis politiques, s'est étendue à toute la société et le pot-de-vin est devenu pratique courante.

"C'est comme si on avait cassé un vase rempli de sable, et ce sable s'est répandu partout", dit Alfredo Robledo, interviewé dans son bureau austère du palais de justice de la capitale lombarde.

Il raconte l'histoire de Giovanni Calabrese, un employé municipal de 54 ans arrêté il y a quelques semaines pour avoir extorqué de l'argent -des sommes dérisoires, pour un total de 100 euros- à des commerçants de sa ville en les menaçant de poursuites sous de faux prétextes. *"Sa seule explication, c'est qu'il n'arrivait pas à boucler les fins de mois"*.

"Dans le passé, quelqu'un comme lui aurait travaillé au noir, ou quelque chose comme ça. Mais là, pour 100 euros, il joue son emploi, son salaire et risque de finir à la rue."

Edoardo Austoni, ancien chef du service d'urologie de l'hôpital San Giuseppe de Milan, a été condamné en 2009 pour avoir demandé entre 1.500 et 2.500 euros à des patients atteints d'un cancer de la prostate et qui devaient payer s'ils voulaient être opérés en priorité. Il a fait appel de sa condamnation à six ans et demi de prison.

UNE LÉGISLATION VIDÉE DE SA SUBSTANCE

La corruption dans le milieu politique est, elle aussi, plus présente que jamais.

Filippo Penati, ancien président de centre gauche de la province de Milan, fait l'objet d'une enquête sur des malversations à propos d'un projet d'investissement dans une ancienne aciérie de la banlieue de la ville.

L'ancien président du Conseil Silvio Berlusconi lui-même doit actuellement répondre aux questions de la justice dans deux procès pour délits financiers et corruption.

Selon l'organisation Transparency International, l'Italie se classe 69e sur 182 en matière de corruption.

Economiste et spécialiste de la lutte anti-corruption, Marco Arnone reconnaît que *"Mani Pulite"* a amélioré pendant quelques temps l'image de l'Italie mais que les vieux démons n'ont pas tardé à ressurgir. *"Depuis 2001, la situation ne cesse de se dégrader"*, dit-il.

La législation anti-corruption, depuis quinze ans, a peu à peu été assouplie. Le délai de prescription pour ce genre d'affaires est ainsi passé de 15 ans à sept ans et demi.

"C'est une vraie tragédie. Comment voulez-vous que l'Italie soit crédible auprès des investisseurs étrangers qui voient que les fraudeurs ne sont pas punis?", demande Alfredo Robledo.

"Si on ne laboure pas un champ, la mauvaise herbe repousse. C'est avant tout aux hommes politiques de s'en charger, plus qu'aux magistrats", souligne Antonio Di Pietro.

Un article de l'AFP du 18 février

Face à la crise internationale, l'Argentine prend des mesures de rigueur. (19.02)

La présidente argentine Cristina Kirchner multiplie depuis des semaines les mesures de rigueur, réduisant les subventions aux services publics et contrôlant les importations pour faire face à la crise internationale.

Réélue en octobre dans un raz-de-marée (53,9%), Mme Kirchner a rapidement supprimé 852 millions d'euros de subventions, une mesure qui se traduit par des augmentations des tarifs dans divers domaines.

Elle a appelé cela "*la sintonia fina*" ("*le réglage en finesse*") de l'activité économique, un euphémisme pour éviter le mot "*rigueur*".

"*La volte-face dans la politique fiscale et de revenus est éloquente si on la compare avec l'année électorale*", dit à l'AFP l'économiste Marina Dal Poggetto du cabinet Bein & Associés.

En 2011, l'année de la campagne, les subventions avaient atteint un record de 12 milliards d'euros, soit 50% de plus qu'en 2010, selon les chiffres de l'Association argentine du budget.

Les Argentins vont devoir désormais remplir un formulaire s'ils estiment qu'ils ont besoin d'une subvention pour leurs factures d'eau, d'électricité ou de gaz. Les premiers touchés ont été les services financiers, les casinos, les aéroports, les compagnies pétrolières et de téléphone.

Dans la capitale, l'Etat a cédé le métro à la ville pour n'avoir plus à le subventionner : le prix du billet a aussitôt augmenté de 127%.

Pour Marina Dal Poggetto, après avoir enregistré 8% de croissance en moyenne depuis 2003 (8,8% en 2011), l'Argentine "*sait qu'elle ne pourra garder ce rythme*".

Cette économiste prévoit une croissance de 3,5% en 2012, en dessous des prévisions officielles (5,1%).

Le pays sait aussi que son défaut de paiement record (76 milliards d'euros) a fait de lui de 2001 un paria des marchés internationaux, auxquels il n'a toujours pas accès.

L'Argentine est donc contrainte de faire des économies et d'avoir une balance commerciale excédentaire, afin de préserver ses réserves monétaires qui ont diminué de 4,5 mds d'euros en 2011, passant de 39,5 à 35 mds d'euros.

Le gouvernement a mis en place, dès le lendemain de l'élection d'octobre, une série de contrôles draconiens sur l'achat de devises étrangères, afin de tenter de limiter la fuite de capitaux.

La nécessité d'une balance commerciale positive, est devenue "*une question d'Etat*", selon la Fondation des recherches pour le développement (FIDE).

L'Argentine, deuxième exportateur mondial de maïs, principal fournisseur international d'huile et de farine de soja, troisième en graine de soja, bénéficie depuis des années de la hausse du prix de ces matières premières.

En 2011, le pays a eu un excédent commercial de 7,8 mds d'euros, de 11% inférieur à 2010.

Cette année, le gouvernement prévoit une augmentation de 8,8% des exportations (69 mds d'euros) et de 8,1% des importations (62,5 mds d'euros), soit un excédent de 6,5 mds d'euros.

Pour y parvenir, il a décidé de contraindre les importateurs à remplir des déclarations détaillées de leurs achats en se réservant un délai pouvant aller jusqu'à dix jours avant de donner son feu vert.

Ces mesures protectionnistes ont été très critiquées par ses partenaires du Mercosur (Paraguay, Brésil et Uruguay), qui représentent 25% des exportations et 31% des importations argentines.

"La solution trouvée par le gouvernement a été de contrôler les importations", dit à l'AFP l'économiste Orlando Ferreres.

"Ce n'est pas une vraie solution, mais c'est assez logique", estime-t-il. *"C'est du court terme, ajoute-t-il, car le manque de pièces détachées importées freine la production industrielle"*.

L'inflation, qui a atteint 25% en 2011 selon les économistes indépendants, demeure la grande faiblesse du modèle argentin.

Le gouvernement tente pour la première fois de limiter les hausses salariales, au prix d'un conflit potentiel avec les syndicats.

Commentaire.

Ah le miracle de l'effacement de la dette de l'Argentine ! C'est comme le miracle du *"modèle social"* des pays scandinaves, ou encore le *"miracle"* allemand, encore des mystifications...Ou encore l'autogestion...

Un article de l'AFP du 18 février

La Chine pèse de plus en plus lourd sur les marchés agricoles. (19.02)

La Chine, qui est déjà un acteur majeur des échanges mondiaux de soja et de coton, était encore jusqu'à peu autosuffisante en céréales mais la situation change et bouleverse les équilibres des marchés agricoles, selon les experts.

"La Chine est un pays majeur dont la moindre intervention sur la scène internationale fait bouger les cours et cela devrait encore se renforcer dans les années à venir", estime Benoît Labouille, analyste pour Offre et Demande Agricole (ODA), société française de conseil aux professionnels du secteur.

L'ex-empire du Milieu a déjà renversé le marché du soja avec des importations qui ont triplé depuis 2004 pour atteindre aujourd'hui 60% des échanges mondiaux.

Jusqu'ici, la Chine a tout mis en oeuvre pour ne pas devenir importateur net en céréales. Mais *"elle arrive au bout d'un modèle et nous assistons aujourd'hui à une cassure comme le montre clairement le récent accord conclu avec l'Argentine"*, constate Joséphine Hicter, analyste matières premières chez Oaks Fields Partners.

Mercredi, Pékin et Buenos Aires ont signé un accord pour l'exportation de maïs argentin. Une première puisque la Chine, deuxième producteur mondial derrière les Etats-Unis, n'importait jusqu'à l'an dernier quasiment pas de maïs.

Tout a changé avec la hausse de la consommation de viande des Chinois. *"Comme il faut sept protéines végétales pour produire une protéine animale, la multiplication des troupeaux entraîne mécaniquement une envolée de la consommation de maïs notamment"*, explique Mme Hicter.

Pour tous les experts, cette arrivée de la Chine dans les échanges mondiaux de maïs est "irréversible".

"Pour l'instant, les volumes que la Chine importe", évalués pour 2011-12 à 4 millions de tonnes, *"restent minimes au regard des échanges mondiaux (92 millions de tonnes) mais c'est plutôt leur progression qui nous met en alerte d'autant plus que la situation mondiale en maïs est extrêmement tendue"*, explique Hélène Morin de la société Agritel.

La situation en blé est moins inquiétante puisque le pays disposerait de 60 millions de tonnes de réserves stratégiques, un chiffre qui équivaut à la moitié de sa production annuelle et surtout à 30% des réserves mondiales.

Toutefois, certains analystes estiment qu'après le maïs, c'est l'approvisionnement en blé qui pourrait devenir problématique.

Avec plus de 1,3 milliard d'habitants et une consommation alimentaire qui évolue, la Chine se heurte à un problème de plafonnement de sa production agricole.

Le pays a déjà nettement amélioré ses rendements notamment grâce à une importante consommation d'engrais mais Pékin est confronté à un problème de raréfaction des terres agricoles disponibles.

En effet, la pollution des sols et l'érosion liée à la déforestation rend une partie des terres impropres à la production agricole et le pays se heurte à un problème de gestion de l'eau.

Seule solution pour le pays: aller chercher des terres arables hors de Chine, d'où une course aux terres en Afrique, en Nouvelle-Zélande et aux Philippines.

Dans ce contexte, le pays a encore dû concéder l'an dernier une brèche dans sa politique d'autosuffisance en important du blé fourrager d'Australie, de nouveau pour l'alimentation animale.

Un article d'Atlantico du 19 février

La pollution finira-t-elle par étouffer la croissance chinoise ?. (20.02)

La pollution a coûté, en 2009, l'équivalent de 170 milliards d'euros à la Chine. C'est ce qu'indique un récent rapport de l'Académie Chinoise de Protection de l'Environnement.

Atlantico: La Chine est confrontée à une situation de plus en plus difficile concernant les ressources en eau, car l'industrialisation et l'urbanisation du pays poussent la demande en eau à la hausse, a indiqué jeudi Hu Siyi, vice-ministre chinois des Ressources en eaux. La pénurie d'eau, la pollution des rivières et la détérioration de l'écologie aquatique sont "*particulièrement importantes*" et pourraient menacer le développement durable du pays. Avec une population de 1,3 milliard de personnes, la Chine consomme actuellement plus de 600 milliards de mètres cubes d'eau chaque année, soit trois quarts de ses ressources d'eau exploitables, a indiqué M. Hu. Pensez-vous que ce responsable chinois exagère ?

Alain Wang: Non... La disponibilité d'eau par habitant est aujourd'hui proche du tiers de la moyenne mondiale. Mais il faut tenir compte de sa répartition sur le territoire. Le seuil de rareté de 500 m³ par personne et par an est atteint dans certaines zones au nord du pays, à Pékin ou Tianjin par exemple. Le sud, grâce aux pluies de moussons abondantes est généralement plus arrosé. Néanmoins, le changement climatique a provoqué, en 2010 et en 2011, les plus graves sécheresses depuis un demi-siècle. Elles ont touché des dizaines de millions de personnes, des millions d'hectares de terres agricoles et des millions de têtes de bétails. Trois quarts de l'eau utilisée est impropre à la consommation, la qualité de l'eau des nappes phréatiques est très basse dans de nombreuses villes. Les conséquences d'industrialisation et l'urbanisation débridées amplifient cette dégradation. Sans traitement primaire, un tiers des rejets industriels et deux tiers des eaux usées domestiques sont directement versés dans les cours d'eau. Deux cent quarante-trois lacs d'une surface de plus 1 km² ont disparu en cinq décennies.

En dehors de la question de l'eau, auriez-vous d'autres exemples de pollution catastrophique en Chine ?

En dehors de l'eau, la pollution la plus grave est celle de l'air. Les grands centres urbains comme Pékin, Shanghai, Canton et Hongkong ont vu leur parc automobile gonfler jusqu'à la saturation. Selon un rapport officiel publié en début d'année, trois cinquième des plus petites particules dans l'air proviennent des gaz d'échappement, de fumées industrielles et de la consommation de charbon. Les centrales thermiques au charbon représentent en production presque trois quarts du mix énergétique chinois. Soixante-six "*villes modèles environnementales*" sur soixante-dix-sept ont été déclassées en 2011. L'OMS estime que cette pollution de l'air cause plus de 300 000 décès prématurés par an. L'asthme, les cancers pulmonaires et les maladies cardiovasculaires augmentent anormalement.

Quel est le coût de cette pollution sur la croissance?

Selon les données de l'OCDE, la pollution aurait un coût de 64 milliards de dollars par an. La Banque mondiale donne une fourchette entre 20 et 75 milliards de dollars. Ce qui correspond à environ 1 à 1,5 point de son PIB. Cela pèsera de plus en plus avec le ralentissement de la croissance l'économie chinoise qui s'amorce. Mais, au-delà, le danger n'est-il pas d'assister à un déséquilibre écologique tel, dans certaines régions, qu'il aura des conséquences humaines incalculables ? L'impact de la dégradation environnemental a un coût : un million d'enfants chinois naissent aujourd'hui avec une anomalie physique ou mentale soit 7% des naissances, trois fois plus que dans les pays développés.

Alain Wang est sinologue et enseignant.

Ancien rédacteur en chef d'Asia Magazine, il est co-auteur de *La Chine nouvelle : être riche est glorieux* (Larousse, 2007 - édition actualisée prévue pour mars 2012).

Un article d'Agoravox du 20 février

Mécanisme Européen de Stabilité (MES) : Ratification le 21/02/2012. (22.02)

Le 11 juillet 2011, les ministres des Finances de la zone euro ont signé le traité établissant le Mécanisme européen de stabilité (MES, ESM en Anglais), attendu depuis mai 2010. Une nouvelle version a été signée le 2 février 2012.

Le but est de permettre la création d'un mécanisme permettant de sauvegarder la stabilité de la zone euro de manière permanente. Le traité est maintenant en cours de ratification par les différents Etats membres et devrait entrer en vigueur en Juillet 2012. C'est le 21 février 2012 que les Parlementaires Français devront se prononcer sur ce traité.

Comment en est-on arrivé là ?

Retour au 9 mai 2010 : la Commission confie au Conseil Ecofin une proposition de règlement permettant d'établir le Mécanisme européen de stabilisation financière (MESF).

Les 9 et 10 mai 2010, les ministres des finances des 27 états vont approuver la création du MESF et du Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF). Le premier est un organisme communautaire adossé au budget de l'Union Européenne et n'est garanti "*que*" à hauteur de 60 milliards d'euros (auxquels s'ajoutent 30 milliards d'euros de garanties du FMI). Le second est un organisme inter-gouvernemental doté de 440 milliards d'euros de capital garanti (le FMI garantissant 220 milliards d'euros de plus, le capital garanti s'élève à 660 milliards d'euros).

Aussi, afin de "*pérenniser*" un mécanisme européen de stabilité, les dirigeants européens doivent modifier le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE). Validée par le Parlement Européen, la modification de l'article 136 du TFUE est entérinée par le Conseil le 23 mars 2011. Elle devra, dans le même temps que le Traité MES, être ratifiée par les Parlements nationaux.

Le 2 février 2012, une deuxième version du traité a été signée afin d'y intégrer des nouveautés dans plusieurs domaines.

2. MANQUE DE TRANSPARENCE ET SUSPICIONS

Des citoyens méfiants s'inquiètent

Le texte n'est disponible officiellement qu'en Anglais bien qu'une société privée ait récemment décidé de le traduire. Ses grandes lignes étaient connues depuis le Conseil Européen des 24 et 25 mars 2011.

Depuis juillet 2011, date de sa signature, la suspicion règne sur le net vis-à-vis de ce traité, alimentant la peur d'une "*dictature financière*". Certains se demandent aussi si sa ratification s'est faite légalement.

Pourtant très attendue, sa signature n'a pas été commentée dans les grands médias. Seuls les sites officiels ainsi que certains médias spécialisés ont rapporté l'information.

3. LE MES TEL QUE DECRIT PAR LE TRAITE

Structure et But du futur organisme Le MES sera une institution internationale composée :

- d'un Conseil d'Administration présidé par un Directeur Général et dont le travail sera de gérer les affaires courantes et techniques ;
- d'un Conseil des Gouverneurs chargé de prendre les décisions importantes. Ce dernier, regroupant les ministres des finances des États membres, élira son président pour un mandat de 2 ans renouvelable, et nommera aussi le Directeur Général du Conseil d'Administration pour un mandat de 5 ans renouvelable une fois.

Le but de cet organisme sera de prendre la suite du FESF en finançant sous conditions un état membre si sa situation menace la stabilité de la zone euro. Ce mécanisme pourra lever des fonds via des instruments financiers (par des émissions d'obligations notamment), mais aussi via des accords de coopérations avec des états non-membres ou des institutions tiers telles que le FMI.

4. LA POMME DE LA DISCORDE

Les sommes en jeu, les pouvoirs et les privilèges accordés

Objet du scandale n°1 : Le capital

Tout comme ses prédécesseurs, le MES ne prêtera pas son propre argent aux États en difficulté. Il se base sur un capital garanti par les états membres pour pouvoir emprunter sur les marchés. Le capital s'élevant au total à 700 milliards d'euros dont 11% seulement (80 milliards d'euros) seront réellement versés durant les 5 années suivant la ratification du traité.

Deux types de capital :

D'une part, le MES disposera de fonds mobilisables qu'on appelle capital libéré (c'est l'argent que les états auront vraiment donné au MES), d'un montant initial de 80 milliards d'euros, d'autre part un capital non libéré (il est sujet à appel mais n'est pas versé tant qu'on n'en a pas besoin) d'un montant initial de 620 milliards d'euros. La modification du capital par le Conseil des Gouverneurs :

Ce qui pose problème à certains commentateurs, c'est le fait que le Conseil des Gouverneurs pourra décider de modifier ces montants. Il pourra donc, d'un commun accord (unanimité des votants, l'abstention n'étant pas comptée), augmenter le montant du capital libéré ou non libéré.

Le Conseil des Gouverneurs aura par ailleurs la possibilité de faire appel à du capital non libéré des États membres. Dans les cas extrêmes où le MES se verrait dans l'incapacité potentielle d'honorer ses créanciers, le Directeur Général pourra faire appel au capital non libéré : les États s'engageront alors inconditionnellement et irrévocablement à procéder au paiement dans les 7 jours suivant l'appel.

Enfin, le Conseil d'Administration pourra, à la majorité simple, faire appel au capital non libéré pour maintenir le niveau de capital libéré : Si, à cause de pertes, le montant du capital libéré descend à 75 milliards, il pourra alors demander aux États de libérer 5 milliards d'euros pour revenir au montant prévu de 80 milliards d'euros de capital libéré.

Objet du scandale n°2 : immunité, privilèges et manque de transparence

Le MES "*aura pleine personnalité juridique et aura pleine capacité juridique*". Il pourra aller en justice, acquérir et aliéner des biens immobiliers et mobiliers ou passer des contrats.

Tous ses biens, fonds et avoirs jouiront de l'immunité de toute forme de procédure judiciaire et seront exempts de restrictions, réglementations, contrôles et moratoires. Sa propriété, son financement et ses actifs seront exempts de perquisition, réquisition, confiscation ou saisie, d'où qu'elles émanent. Ses archives et documents, ainsi que ses locaux seront inviolables.

Les employés seront à l'abri de toute poursuite à l'égard d'actes accomplis en leur qualité officielle, seront soumis au secret professionnel, paieront un impôt interne décidé par le Conseil d'Administration (les salaires et émoluments étant exempts de l'impôt sur le revenu national).

Notons que le Conseil des Gouverneurs aura le pouvoir de lever certaines immunités quand il le jugera opportun.

Objet du scandale n°3 : Le TSCG

Le traité établissant le MES fait explicitement mention du Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance, signé par 25 Etats de l'Union Européenne le 30 janvier 2012, et qui a pour but de renforcer la discipline budgétaire des Etats signataires.

En effet, une des conditions d'accès à l'assistance du MES sera d'avoir au préalable ratifié le TSCG et d'avoir créé un mécanisme de correction budgétaire (la "*Règle d'Or*").

C'est à cause de cette mention faite du TSCG que les Parlementaires Socialistes sont appelés à s'abstenir.

5. CONCLUSION

Pour résumer !

Le MES aura un immense pouvoir au sein de la zone euro et prendra la place du FESF au courant de l'année 2013. Le capital pourra être modifié à l'unanimité des Gouverneurs, offrant donc une flexibilité potentielle tout en gardant la possibilité pour un membre d'user de son droit de veto.

La France y est engagée à hauteur de 142,7 milliards d'euros, dont 16,3 milliards d'euros de capital à libérer dans les 5 ans suivant 2013, soit environ 3,26 milliards d'euros par an. Bien sur, si la décision d'augmenter le capital était prise, la France et les autres membres devraient augmenter leurs transferts vers le MES.

Dans les cas extrêmes, les pays signataires s'engagent à verser du capital non libéré au MES dans les 7 jours suivant l'appel du Directeur Général.

Facteur à ne pas négliger non plus : aucun acteur de ce système n'est élu ni responsable devant les peuples européens.

Dernières infos du 21 février

L'Assemblée nationale a ratifié mardi le Mécanisme européen de stabilité (MES), destiné à devenir le pare-feu de la zone euro contre les crises de la dette, contre lequel ont voté Front de gauche et Verts, alors que les socialistes se sont abstenus sous les huées de la droite.

Le premier texte, qui modifie un article du traité de l'Union européenne, autorise la création d'un tel mécanisme, tandis que le second traité fixe ses modalités de fonctionnement. Le Sénat va maintenant devoir aussi se prononcer, mais en cas de désaccord l'Assemblée aura le dernier mot. (Reuters 21.02)

Commentaire d'internautes

1- Il faut garder à l'esprit que le MES est une institution inter-gouvernementale sous la forme juridique d'une Organisation Internationale Financière de droit luxembourgeois (comme le FESF, SA de droit luxembourgeois) et adhérant à la BIS (Bank of International Settlements : Banque Centrale des banques centrales au fonctionnement totalement opaque).

Il ne s'agit pas du tout d'une Institution Européenne, même si pour un litige elle ne reconnaît que la compétence de la Cour de Justice de l'Union Européenne, ce qui semble contradictoire. Cependant, le Conseil Européen, la Commission avec l'aide des lobbies financiers ont largement contribué à la création du MES

"Pour y parvenir, les gouvernements Britannique, Allemand et Français ont demandé à Van Rompuy Président du Conseil Européen) de "*torturer*" les traités européens pour fournir un cadre juridique présentable à ce MES (les mots sont de petits êtres fragiles, si on les torturent, ils disent tout ce que vous voulez). Ainsi :

Afin de résoudre le problème du fondement juridique, le gouvernement allemand indiqua qu'un amendement au traité serait nécessaire. Cependant, après la ratification difficile du traité de Lisbonne, certains États et hommes d'État se sont opposés à une modification du traité, notamment le gouvernement britannique qui

s'opposait à des changements affectant le Royaume-Uni. C'est finalement avec le soutien du président français que l'Allemagne obtint l'aval du Conseil européen d'octobre 2010.

La proposition allemande demandait une modification minimale visant à renforcer les sanctions et à créer un mécanisme permanent de sauvetage. Cette modification minimale ne répondant toutefois pas à l'exigence allemande de sanctionner les manquements des États par la suspension du droit de vote. En effet, une telle exigence nécessiterait une modification plus importante du traité.

Le 16 décembre 2010, le Conseil européen trouva un accord pour un amendement de deux lignes au traité, ce qui permet d'éviter la tenue de référendums. En effet, le Président du Conseil européen Herman Van Rompuy a prévu d'examiner les changements à travers la procédure de révision simplifiée (article 48 TFUE). La modification change simplement le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne pour permettre l'instauration d'un mécanisme permanent." (Wikipédia)

Avant de ratifier le Traité MES, nos parlementaires vont devoir se prononcer sur une modification "*mineure*" de l'article 136 du TUE concernant le MES, Modification qui, associée à celle de l'article 48 du TFUE, permettra de s'exonérer de l'obligation de la tenue de référendums, désormais.

Ainsi on nous vend un parck (MES+Pacte Budgétaire Européen) qui établit une dictature financière européenne qui aura la haute main sur les politiques budgétaires, économiques, sociales (dans un premier temps) des pays de l'Eurozone qui sont contraints d'adhérer au MES sans aucune possibilité de sortie.

Il faut souhaiter qu'un député pose une QPC (Question Prioritaire de Constitutionnalité) sur le Traité MES et sa légalité, malgré les réponses gouvernementales.

Par principe, il ne faut pas faire confiance aux déclarations des politiques. Quand un Cambadélis, soutien de Strauss-Kahn et socialiste libéral, annonce que les députés PS s'abstiendront, cela fait revenir l'arrière goût amer d'un certain vote. Il s'agit de ne pas apeurer nos partenaires européens et surtout les électeurs de la classe moyenne supérieure, de l'art du double langage sur fonds de langue de bois.

En conclusion, j'ai bien bien peur que nous irons en 2012 : Voter pour rien

2- On peut ajouter que le M.E.S. permettra à Bruxelles de se servir directement dans la caisse des Etats qu'ils désigneront arbitrairement- agissant comme les cautions solidaires, et ceci en toute légalité et impunité

En ce qui concerne le langage du PS sur leur positionnement au vote du MES, ils ont différents éléments de langage pour noyer le poisson - ex : Benoit Hamon quand la question lui est posée, répond que le PS "*n'approuvera pas*" ! - ceux qui attendent du PS un vote "*contre*" seront déçus !

Et pour cette élection 2012, il faut être conscient que voter c'est cautionner.

Un article de l'AFP du 22 février

L'Afrique du Sud annonce un plan de 320 milliards d'euros pour ses infrastructures. (23.02)

Le gouvernement sud-africain a annoncé mercredi qu'il consacrerait 3.200 milliards de rands (320 milliards d'euros) sur neuf ans pour améliorer les infrastructures du pays, afin de stimuler la croissance et l'emploi.

Le ministre des Finances Pravin Gordhan a déclaré que ce programme d'investissements consentis d'ici 2020 dans l'énergie, le logement, les transports, l'éducation et l'eau était *"ambitieux mais pas ingérable"*.

"Nous entrons dans une nouvelle phase passionnante de l'économie sud-africaine. (...) Nous prenons un chemin tiré par l'investissement", a-t-il déclaré à des journalistes avant de présenter son budget 2012/13 au Parlement.

La majeure partie des 43 projets sont encore en cours d'évaluation, et un quart d'entre eux sont déjà en cours d'exécution, notamment le programme de construction de nouvelles centrales électriques.

Le pays entend déjà dépenser 845 milliards de rands (84 milliards d'euros) sur les trois prochaines années, dont 300 milliards dans l'énergie et 262 milliards dans les transports.

"Ces investissements feront sauter des goulets d'étranglement critiques et permettront à l'économie et à l'emploi de croître à un rythme plus rapide", ajoute un document du ministère du Budget publié mercredi.

Le gouvernement sud-africain veut notamment améliorer les capacités de transport pour mieux écouler les exportations de minerais et renforcer un réseau électrique défaillant, afin de stimuler la croissance et de créer les millions d'emplois dont le pays a désespérément besoin.

Parmi les autres projets à plus long terme, il cite un TGV entre Johannesburg et Durban.

Pravin Gordhan a précisé que les investissements prévus seraient cofinancés par des institutions publiques de développement et le secteur privé, *"sans compter sur des financements extérieurs coûteux ou de complexes arrangements structurés"*.

"L'Afrique du Sud a des marchés de capitaux profonds et liquides, à travers lesquels des fonds peuvent être levés à long terme à des tarifs compétitifs par le gouvernement, les entreprises d'Etat et le secteur privé", a-t-il assuré.

"Nos institutions financières de développement sont capables d'élever les investissements en capital et de co-financement des entités du secteur privé l'État et les municipalités."

Parmi les mesures accompagnant son budget de 1.060 milliards de rands (106 milliards d'euros), le ministre a annoncé pêle-mêle une hausse des taxes sur l'essence, un feu vert aux péages --controversés-- sur les autoroutes de Johannesburg et une possible hausse de la TVA pour financer la sécurité sociale.

M. Gordhan a estimé que l'économie sud-africaine était *"en bonne santé"*, quand bien même la croissance devrait ralentir à 2,7% en 2012.

Le déficit budgétaire devrait atteindre 4,6% du produit intérieur brut (PIB) sur l'exercice 2012/13, en baisse de 0,2 point sur l'année précédente, l'objectif étant de le limiter à 3% en 2014/15.

La dette publique devrait continuer à progresser à 36% du PIB cette année, pour atteindre un pic de 38,5% en 2014/15.

Un article du figaro.fr du 22 février

100.000 nouveaux retraités en moins l'an dernier. (23.02)

Cette baisse s'explique essentiellement par les premiers effets du report de l'âge légal, inscrit dans la réforme Woerth.

Le nombre de nouveaux retraités du régime général (salariés du privé) a plongé de 15% l'an dernier, à 630.379, selon une publication mise en ligne mercredi par la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (Cnav). Cela représente un recul de 108.000 personnes. Le plongeon s'explique essentiellement par les premiers effets du report de l'âge légal, inscrit dans la réforme Woerth: les salariés nés au second semestre 1951 n'ont pu demander une pension qu'à partir de 60 ans et 4 mois, au lieu de 60 ans tout rond - âge légal en vigueur depuis 1983. Les réformes précédentes continuent elles aussi à jouer, notamment la réforme Fillon de 2003, qui fixe le principe d'un allongement de la durée de cotisation pour une pension à taux plein, proportionnel à l'allongement de l'espérance de vie (41 ans pour la génération 1952). L'âge moyen de départ grimpe ainsi de six mois par rapport à 2010, pour frôler 61 ans et 11 mois.

Cette moyenne inclut 43.500 départs avant l'âge légal, la plupart au titre du dispositif «carrières longues» (instauré par la réforme Fillon), mais aussi de l'amiante ou de la pénibilité du travail (un millier de personnes ont bénéficié en six mois de cette nouveauté de la loi Woerth). La mesure «de justice» promise par François Hollande, avant une remise à plat éventuelle de tout le système de retraites, et qui reviendrait à étendre le dispositif «carrières longues» aux salariés ayant commencé à travailler à 19 ans, profiterait à 150.000 personnes par an, selon l'entourage du candidat socialiste.

Le nombre total de retraités du régime général a atteint 13,1 millions fin 2011 (+217.000). La pension moyenne de droit direct (c'est-à-dire hors réversion) franchit les 1000 euros: 1015 euros exactement pour une carrière complète, hors régimes complémentaires.

Un article de l'AFP du 23 février

Mystification. Allègement de charges contre Prime pour l'emploi. (24.02)

Nicolas Sarkozy veut donner un coup de pouce aux bas salaires en remplaçant la Prime pour l'emploi par une réduction de charges sociales mais cette mesure risque de faire des "perdants" parmi les salariés modestes, affirment des experts et certains candidats concurrents.

Le projet du candidat UMP, qui se veut une réponse aux critiques faites à la TVA sociale d'amputer le pouvoir d'achat, est ciblé sur les salariés gagnant *"entre 1 et 1,2 smic"*.

Nicolas Sarkozy affirme que la suppression de 4 milliards d'euros de charges salariales permettrait à 7 millions de personnes d'augmenter leur feuille de paie jusqu'à 1.000 euros par an.

En réalité, pour ceux qui perdront le bénéfice de la Prime pour l'emploi (PPE), le gain sera rogné de la valeur de la prime.

Ce que François Hollande n'a pas manqué de souligner, dénonçant un *"tour de passe-passe"* et une *"mystification"*. Les salariés auront *"trois euros par mois en plus"*, calcule le candidat socialiste.

Cette réforme *"constituerait un transfert entre salariés rémunérés à un niveau proche du smic et "il pourrait y avoir des perdants"*, prévient le Syndicat national unifié des impôts (Snui, majoritaire).

Ainsi, selon les calculs du syndicat, une famille de deux adultes (l'un déclarant 12.000 euros de salaires, l'autre au chômage et au RSA) et trois enfants qui percevait une prime pour l'emploi de 1.115 euros subirait *"une perte de revenu d'au moins 115 euros"* malgré l'allègement de 1.000 euros.

Ce projet revient *"à prendre aux pauvres pour donner aux pauvres"*, a résumé le candidat du Modem François Bayrou.

"Une mesure à fort effet de seuil"

Les autres perdants seront *"ceux qui gagnent actuellement entre 1,2 et 1,4 smic"*, souligne Yannick Lhorty, professeur à Paris Est, spécialiste des bas salaires. Ils ne bénéficieront plus de la PPE, réservée aux personnes touchant entre 0,3 et 1,4 fois le smic, et ne verront pas pour autant remonter leur salaire net.

Supprimer la PPE, qui bénéficie actuellement à 6 millions de personnes (prime moyenne de 450 euros), pour *"la remplacer par une mesure à fort effet de seuil pose des difficultés, il y a un risque de trappe à bas salaire"*, estime-t-il.

Cet expert estime néanmoins que la suppression de la PPE *"va dans la bonne direction"*. Lancée en 2001 sous le gouvernement Jospin pour inciter les chômeurs à reprendre une activité, même partielle, sans risquer de perdre des revenus, la PPE n'a jamais rempli son objectif.

La Cour des comptes l'a épinglée plusieurs fois: trop *"complexe"* et *"faiblement incitative"*. La mise en oeuvre du RSA (Revenu de solidarité active) avait encore brouillé les choses.

Son manque d'équité est souvent relevé, le revenu plancher excluant 2,8 millions de personnes en emplois précaires.

Combien de salariés pourraient profiter d'allègements? D'après Yannick Lhorty, *"seuls 3,7 millions de salariés du secteur marchand gagnent entre 1 et 1,2 smic"*, pas 7 millions comme l'énonce Nicolas Sarkozy.

Et selon cet expert, 4 milliards d'euros permettraient de supprimer les cotisations vieillesse et maladie de 3,7 millions de personnes, pas plus.

Le scénario du président se fonderait sur un allègement des seules cotisations vieillesse, indique-t-on dans son équipe de campagne.

"Je ne veux pas naturellement dégrader le déficit de la France, on n'a pas les moyens", a dit le président-candidat qui prévoit d'utiliser les 2,5 milliards de la PPE et un nouveau prélèvement d'1,5 milliard sur les revenus financiers.

Pour le PS, cette taxe sur les dividendes, qui représente *"à peine plus de 10% du produit de la TVA sociale"*, ne compensera pas les effets d'une augmentation des prix pour les plus modestes.

Un article de l'AFP du 24 février

Production mondiale de céréales à un niveau record en 2011/2012. (25.02)

La production mondiale de céréales est attendue à un niveau record en 2011/2012, grâce à de meilleures récoltes dans les deux hémisphères, mais les stocks, bien que revus en légère hausse, devraient rester tendus, a indiqué vendredi le Conseil international des céréales.

La production mondiale devrait atteindre 1.841 millions de tonnes (Mt), en hausse de 11 Mt par rapport aux projections de janvier, selon le CIC, une organisation basée à Londres et regroupant grands pays producteurs et importateurs.

Cette progression s'explique par le relèvement des attentes de productions en Australie, au Kazakhstan, en Ukraine, en Inde et au Brésil. Ce dernier pays envisage de réaliser de nouvelles cultures de maïs pour compenser les pertes occasionnées lors de la sécheresse de l'automne et de l'hiver dernier.

La consommation mondiale est ajustée à la hausse (+5 Mt) à 1.836 Mt, contre 1.785 Mt estimé en 2010/2011. La part destinée à l'alimentation animale est relevée de 4 Mt à 775 Mt, soit une hausse de 4% par rapport à 2010/2011.

En revanche, le CIC anticipe un ralentissement de la consommation industrielle, qui ne devrait croître que de 2% cette année, avec un recul de l'utilisation de maïs pour fabriquer de l'éthanol, utilisé dans les biocarburants, après le pic enregistré en 2011.

Les stocks mondiaux de céréales sont attendus en légère progression, à 378 Mt contre 373 Mt en 2010/2011 et 404 Mt en 2009/2010.

En blé, la production mondiale est projetée à 695 millions de tonnes (Mt), soit une hausse de 5 Mt par rapport aux prévisions du mois de janvier. En 2010/2011, la production mondiale avait été estimée à 653 Mt.

Cet accroissement de la production devrait s'accompagner d'une augmentation des stocks de fin de campagne à 211 Mt (+7 Mt), contre 196 Mt en 2010/2011, éclipsant le dernier record établi en 1990/2000, note le CIC.

En maïs, la production mondiale s'établirait à 864 Mt (+3 Mt), malgré les chutes de production en Amérique latine --Argentine et Paraguay en première ligne-- en raison de la sécheresse.

Les stocks mondiaux de maïs restent faibles, même s'ils sont revus en légère hausse (+1 Mt) à 126 Mt. Ces derniers pourraient encore s'amoinrir dans les mois à venir, prédit le CIC, du fait d'une demande soutenue de la part des pays importateurs. Les exportations atteindraient un plus haut depuis quatre ans à 95 Mt.

La production mondiale de graines de soja reste en recul de 8% à 246,5 Mt par rapport à l'an passé, en raison de productions plus faibles que prévu dans les principaux pays producteurs.

Sous l'effet d'une demande intense de la Chine particulièrement, le niveau des exportations est estimé à 91,7 Mt en 2011/2012.

Enfin, les exportations de tourteaux de soja, produits dérivés issus de la trituration, devraient atteindre un niveau record de 58,4 Mt, en hausse de 3% par rapport à l'an passé, portées par une demande accrue de la part des pays asiatiques.

Un article du Réseau Voltaire du 26 février

La France ouvre des négociations avec la Syrie pour récupérer ses 18 agents. (27.02)

Le 13 février 2012, Thierry Meyssan révélait sur la première chaîne de télévision russe que la Syrie avait fait prisonniers une douzaine de militaires français. Le Réseau Voltaire est en mesure de confirmer qu'au 26 février, le nombre de prisonniers français s'élève à 18 (dix-huit).

Si Paris admet qu'ils ont agi en mission, ils bénéficieront du statut des prisonniers de guerre et seront protégés par la Convention de Genève, mais si Paris dénie les avoir envoyés, ils seront considérés comme des civils étrangers, ils seront jugés en Syrie pour leurs crimes et encourrent la peine de mort.

La France a ouvert trois canaux de négociation via la Fédération de Russie, les Émirats arabes unis et le Sultanat d'Oman. L'ambassadeur de France, Éric Chevallier, est reparti le 23 février d'urgence à Damas. Kofi Annan a été appelé comme médiateur par l'ONU et la Ligue arabe.

Conscient de l'usage qu'il peut faire de ces prises en période électorale française, Damas a demandé aux médias publics syriens de ne pas aborder cette affaire pour le moment. Il se réserve ainsi la possibilité de la traiter en secret si cette option est plus avantageuse. Tout en admettant le caractère exceptionnel de cette situation, les journalistes syriens, qui se sont rapidement habitués à la liberté d'expression garantie par la nouvelle loi sur la presse, déplorent que des limites soient à nouveau posées pour des motifs de sécurité nationale.

Si les négociations restent secrètes, la France devra payer en sous-main des indemnités de guerre particulièrement lourdes, soit en numéraire, soit sous forme de privilèges économiques. Si elles deviennent publiques, la France peut espérer des indemnités moins onéreuses, mais Nicolas Sarkozy et Alain Juppé devront s'expliquer devant leurs concitoyens. Leur camp hypothéquerait alors ses chances de gagner l'élection présidentielle, le président risquant même d'être traduit devant la Haute Cour (articles 35 et 68 de la Constitution).

Dans l'affaire du Rainbow Warrior (1985), où il y avait eu un bateau coulé et une personne tuée, la France avait présenté des excuses officielles, puis avait payé des indemnités de 7 millions de dollars à la Nouvelle-Zélande et de 8,16 millions de dollars à Greenpeace. Surtout, Paris avait dû autoriser l'importation d'ovins néo-zélandais détruisant en partie sa propre filière ovine. En échange, les deux agents français prisonniers avaient été libérés. Ironie de l'Histoire, Laurent Fabius, le Premier ministre dont le gouvernement avait ordonné l'attaque du Rainbow Warrior est pressenti comme ministre des Affaires étrangères de François Hollande, en cas d'élection du candidat socialiste à la présidence de la République. Ce dernier est l'ex-beau-frère du lieutenant-colonel Gérard Royal, le commandant de cette opération.

Dans la guerre secrète contre la Syrie, la France et ses alliés sont responsables d'un conflit ayant entraîné la mort d'au moins 3 000 soldats syriens et 1 500 civils, auxquelles s'ajoutent des pertes économiques et des sabotages d'infrastructures estimés à au moins 3 milliards de dollars.

Un article de lexpansion.com du 27 février

La Chine doit changer de modèle, selon la Banque mondiale. (28.02)

Après la croissance, l'heure des réformes. Au cours des 30 dernières années, la Chine a connu en moyenne 10% de croissance annuelle, mais aujourd'hui la deuxième économie mondiale doit changer de modèle de croissance, axé jusque là sur l'investissement et les exportations, a affirmé le président de la Banque mondiale Robert Zoellick, lors de la présentation de cette étude "*Chine: 2030*". "*La nécessité de réformes est indiscutable parce que la Chine est désormais à un tournant de son développement*", a dit M. Zoellick lors d'une conférence de presse à Pékin. "*Le modèle de croissance actuelle du pays n'est pas soutenable. Ce n'est pas le moment de se débrouiller comme on peut, c'est le moment d'anticiper et de s'adapter aux grands changements sur la scène internationale et dans les économies mondiale et nationales*", a dit M. Zoellick. Liu Shijin, vice-ministre du Centre de recherche sur le développement du gouvernement, qui a préparé le rapport avec la Banque mondiale, a également souligné la nécessité des réformes pour l'économie chinoise, qui croît encore à environ 9% annuellement, mais va voir sa croissance ralentir aux alentours de 5 ou 6% dans les 20 prochaines années.

Le document a reçu le soutien du vice-président Xi Jinping et du vice-Premier ministre Li Keqiang, qui devraient, sauf coup de théâtre, succéder au président Hu Jintao et au Premier ministre Wen Jiabao lorsque le processus de succession politique sera achevé en mars 2013 en Chine. Mais les conclusions du document vont probablement buter sur une forte résistance de la part de ceux qui tirent profit du modèle actuel, a averti M. Zoellick. "*Les réformes ne sont pas faciles, souvent elles provoquent des rejets*", a dit le président de l'institution internationale. La résistance pourrait notamment venir des entreprises d'Etat, dont le rapport veut réduire les privilèges et le poids économique. Plus de 10 ans après l'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du Commerce, ces dernières profitent toujours des restrictions sur la part de l'investissement étranger dans des secteurs stratégiques comme l'automobile, l'énergie, la finance et les télécommunications. Elles profitent aussi de financements avantageux, tandis que leurs concurrents étrangers se plaignent d'un manque de transparence dans l'accès au marché chinois.

Le rapport préconise aussi un meilleur accès au crédit pour les PME, veut que le système bancaire chinois soit gouverné par des règles de marché et appelle à une libéralisation des taux d'intérêt afin que la deuxième économie mondiale "*achève sa transition vers une économie de marché*". Parmi les autres recommandations, le document appelle à renforcer l'innovation, à améliorer la protection sociale et les incitations pour protéger l'environnement, ainsi qu'à une meilleure garantie des droits sur la terre des paysans. De telles "mesures concrètes" sont nécessaires alors que la Chine veut fonder sa croissance économique sur la "*stabilité*", a souligné Li Wei, le ministre en charge du Centre de recherches sur le développement. Malgré la crise de la dette en Europe et les faiblesses persistantes de l'économie américaine, M. Zoellick a minimisé le risque d'une catastrophe économique en Chine. Il entrevoit des "*points de tension qui vont se renforcer avec le temps plutôt qu'une crise*" pour l'économie chinoise.

Un article de lemonde.fr du 28 février

Londres passe à l'heure de la "police totale". (29.02)

Tout se déroule en quelques secondes. Quand le jeune homme franchit le portillon du métro, le chien renifleur, tenu en laisse à proximité par une policière, se précipite, repérant l'odeur de drogue. Deux officiers en civil, méconnaissables au milieu de la foule, avec leurs jeans et pulls, interviennent immédiatement, attrapant l'individu par les bras. Quelques instants plus tard, celui-ci est envoyé vers le fourgon de police, tellement surpris qu'il n'oppose aucune résistance.

Toute la soirée du vendredi 24 février, à la sortie des métros autour de Shoreditch, dans l'est de Londres, un quartier réputé pour ses bars et boîtes de nuit, de jeunes britanniques sont tombés dans le piège de la même manière. Vers minuit, 110 personnes avaient été interpellées, et 11 arrêtées, essentiellement pour possession de drogue de "classe A" (héroïne, cocaïne, LSD...).

L'opération "Fallon" était en marche, fer de lance des méthodes policières de Bernard Hogan-Howe. Le nouveau patron de Scotland Yard a pris ses fonctions en septembre et multiplie les opérations coup-de-poing. Sa doctrine : "la police totale", une idée proche de la tolérance zéro inventée à New York par le superfluc américain Bill Bratton, lui-même conseiller du gouvernement britannique depuis l'été 2011.

Suivant cette logique, une à deux fois par mois, la police de Londres met toutes ses forces dans la lutte contre un crime spécifique, mobilisant jusqu'à 5 000 hommes en même temps. Selon M. Hogan-Howe, au physique aussi sec et dur que sa doctrine, mieux vaut intervenir de façon spectaculaire plutôt que de diluer l'effort : cela marque les esprits et a un effet dissuasif.

C'est ainsi qu'il s'en est pris aux bars et boîtes de nuit qui vendent de l'alcool sans licence, aux voitures sans assurance, et a mené une "purge" contre les cambrioleurs juste avant Noël. Le tout avec un goût prononcé pour les interventions spectaculaires. "Cela doit être très visible : nous faisons autant de publicité que possible", explique le commandant Stephen Watson, chargé de ces grandes opérations.

L'opération Fallon, vendredi soir, ne dérogeait pas à la règle. Les personnes interpellées n'étaient pas conduites au commissariat mais dans une immense tente de 25 mètres de long, installée pour la nuit dans une rue à proximité des bars. A l'intérieur, elles passaient chacune dans une cellule à l'abri des regards, pour une fouille corporelle complète.

En même temps, dans une rue voisine, une autre patrouille, gyrophare allumé et radar repérant les plaques d'immatriculation, détecte les voitures listées sur des fichiers de suspects. Quand deux voitures de sport flambant neuves, moteurs rugissants, sont arrêtées, cinq jeunes en descendent : non assurés, ils rentrent à pied... Dans ces opérations coup-de-poing, Scotland Yard vise à chaque fois un problème plus général.

"Dans 80 % des cas, les voitures sans assurance sont conduites par des gens qui ont un casier judiciaire", explique M. Watson. De même, la drogue est souvent liée à d'autres délits - pour les dealers - tandis que les consommateurs sont plus souvent victimes de vols et d'agressions. Est-ce efficace ? A très court terme, les chiffres sont éloquentes, avec une réduction de moitié des crimes pendant la nuit de l'intervention. Mais à long terme, ce n'est pour l'instant pas prouvé.

M. Hogan-Howe met en avant son succès à Liverpool, où il a dirigé la police de 2005 à 2009, et où les statistiques des crimes et délits ont fortement baissé. Mais Londres est une ville beaucoup plus grande et il est difficile de s'y concentrer quartier par quartier, comme il l'avait fait dans le nord de l'Angleterre. Le superfluc de la capitale britannique doit encore faire ses preuves.

Un article de l'expansion.fr du 28 février

La baisse de l'intérim, mauvais augure pour l'emploi. (29.02)

Le marché intérimaire est en recul de près de 4% pour le mois de janvier. Tous les secteurs sont touchés, notamment l'industrie et le BTP. Un chiffre qui ne présage rien de bon sur le front de l'emploi pour les prochains mois.

C'est bien connu, une mauvaise nouvelle n'arrive jamais seule. Alors que l'on débute l'année avec une nouvelle hausse du nombre de demandeurs d'emploi pour janvier, +0,5% pour atteindre 2.861.700 demandeurs d'emploi, le marché intérimaire s'est aussi replié sur la même période. Il baisse de 3,9% pour le mois de janvier, mais ce recul est moindre que celui enregistré en décembre (-8,3%). Des chiffres indiqués mardi le baromètre Prisme emploi, la fédération professionnelle regroupant les entreprises de travail temporaire.

Un chiffre de mauvais augure pour le chômage

Ce recul est un signe inquiétant car le marché intérimaire constitue un indicateur avancé de l'évolution du marché du travail. Et depuis le mois d'octobre, les effectifs intérimaires décroissent. Parmi les secteurs les plus touchés : le commerce, les services ou encore les transports. Pour le mois de janvier, le nombre d'intérimaires a reculé respectivement de 7,3%, 4,8% et 5%.

Autre secteur touché par cette baisse: l'industrie et le BTP (bâtiment et travaux publics). Ce secteur qui représente à lui seul plus de la moitié des effectifs de l'intérim voit ses intérimaires baisser de 3,4%. Ce repli rompt avec une tendance à la hausse qui s'est déclenchée après la première crise économique, il y a près de deux ans, et qui depuis ne s'est jamais démentie.

Les baisses d'intérimaires variables

Le marché intérimaire varie tout d'abord en fonction des régions. Exemple en Franche comté, le nombre d'intérimaires a baissé de 11%. Et pour cause, cette région habite l'usine de PSA Peugeot-Citroën, actuellement en difficulté. En revanche, en Midi-Pyrénées, région spécialisée dans l'aéronautique, les effectifs de travailleurs temporaires sont en hausse de 13%. Un rebond probablement dû aux carnets de commande bien remplis du constructeur européen Airbus, situé dans la région toulousaine. Même chose pour la région Midi-Pyrénées. Elle tire son épingle du jeu avec une hausse de l'intérim de 13,2%. La Picardie, le Limousin ou la France-Comté voient en revanche leurs effectifs intérimaires plonger de plus de 10% (-15,6% pour le Limousin).

En outre, l'emploi intérimaire varie selon les qualifications. Les ouvriers non qualifiés, qui représentent plus de 40% des effectifs, restent dans le rouge (-8,5%), de même que celui des employés (-10,2%). En revanche, après un léger recul en décembre, l'intérim des cadres et professions intermédiaires progresse de 5,3% tandis que celui des ouvriers qualifiés se stabilise.

Des perspectives d'emploi sombres pour 2012

Dans les prochains mois, les destructions de postes risquent de se multiplier a annoncé dans ses prévisions l'Insee. L'Insee table sur 61 000 postes en moins sur les six premiers mois de 2012. Et le taux de chômage devrait continuer de grimper. Aujourd'hui à 9,3 %, il atteindrait alors 9,6 % en juin prochain, c'est-à-dire 10 % en comptant l'Outre-mer, toujours selon l'Insee. Des perspectives partagées par l'OCDE, l'Organisation de Coopération et de Développement Economique a récemment indiqué que le chômage en France devrait atteindre les 10,4% à la fin 2012. Une hypothèse balayée du revers de la main par le ministre du Travail et de l'Emploi. A quatre mois de l'élection présidentielle, il est vrai, une telle perspective fait désordre...

Un article de liberation.fr du 28 février

Non, les millionnaires ne paieront pas 75% d'impôts. (29.02)

François Hollande a créé la surprise, lundi soir, en proposant d'imposer lourdement «les revenus au-delà d'un million d'euro». Surprise à gauche, pour ceux qui ont appris en direct l'idée du socialiste ; tapage à droite, où l'on dénonce une «confiscation fiscale» (Alain Juppé) qui «peut décourager beaucoup» (Gérard Longuet). Explication. Prendra-t-on 75% de leur revenu aux millionnaires?

«Au dessus d'un million d'euros par an, le taux d'imposition devrait être de 75%», a déclaré lundi soir François Hollande dans l'émission «Paroles de Français» sur TF1. Si l'on est peu familier du fonctionnement – fort complexe – de l'impôt sur le revenu, on peut comprendre que les contribuables les plus fortunés se verraient prélever les trois quarts de leur revenu. Il n'en est rien : seule la somme au-delà du million serait imposée à 75%. En dessous de ce seuil, les taux appliqués sont inférieurs, et suivent le barème en rigueur.

Alors comment ça marche ?

Actuellement, le barème de l'impôt sur le revenu est composé des cinq tranches suivantes :

Jusqu'à 5 963 euros : 0%

De 5 963 à 11 896 : 5,5%

De 11 896 à 26 420 euros : 14%

De 26 420 à 70 830 euros: 30%

Plus de 70 830 euros : 41%

Cela signifie-t-il qu'un célibataire déclarant 20 000 euros de revenus par an est imposé à hauteur de 14% de cette somme ? Non : ce revenu est saucissonné et imposé selon les tranches du barème.

Dans notre exemple, le célibataire couvre les deux premières tranches, et dépasse de 8104 euros le seuil de la troisième. Il payera donc 0% sur les 5 963 premiers euros, 5,5% sur les 5 933 suivants, et 14% sur les 8104 derniers. Soit un taux d'imposition global moins haut que celui de la dernière tranche.

Concrètement, la proposition de François Hollande équivaut donc à créer une tranche supplémentaire au-delà d'un million d'euro, avec un taux de 75%. Le candidat socialiste avait déjà promis un palier à 45% au-delà de 150 000 euros. Lui président, le barème compterait donc deux nouveaux étages. Combien de personnes seraient concernées ?

Fort peu. Le directeur de campagne de François Hollande, Pierre Moscovici, a lui-même reconnu que la mesure ne toucherait que de «7 à 30 000 personnes», heureux membres du club des ultra-riches.

Selon l'Insee, seuls 1% des salariés du privé gagnent plus de 215 600 euros, soit environ 133 000 personnes. Ils sont évidemment bien moins à dépasser le million d'euro de revenus annuels. D'après un rapport du Comité des prélèvements obligatoires (CPO) de la Cour des comptes, seuls 3523 foyers, soit les 0,01% les plus riches, déclaraient plus de 1,221 million d'euros de revenus en 2009.

Le même rapport démontre au passage que l'impôt sur le revenu cesse d'être progressif pour les très haut revenu, puisque le taux global d'imposition diminue: il est de 20,5% pour les 0,1% les plus riches des foyers, mais seulement de 15% pour les 0,001% les plus riches. De multiples moyens permettent en effet d'«optimiser» les revenus déclarables pour en soustraire une partie du calcul de l'impôt.

Combien cela rapporterait-t-il à l'Etat ?

Difficile à dire. En se basant sur le rapport du CPO et les recettes de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus, Vincent Drezet, secrétaire national du Syndicat national unifié des impôts, avance le chiffre de 200 millions d'euros, *«avec une grande marge d'imprécision»*. Rien de décisif pour les finances nationales, même si *«cela pourrait rapporter beaucoup plus en intégrant les revenus du patrimoine dans le calcul, qui composent l'essentiel des revenus des plus riches»*.

François Hollande, de son côté, semble assumer le caractère symbolique de la mesure, dont il fait *«un message de cohésion sociale»* et *«un acte de patriotisme»*.

Document

Articles de presse de mars 2012

Table des matières

France

Politique

- L'UNESCO exclut l'ONG affiliée à la CIA "Reporters Sans Frontières". (14.03)
- Affaire Merah: réflexions et questions... (23.03)
- Drame de Clichy-sous-Bois : un super flic rapporte des pressions. (28.03)
- Affaire Merah, enquêtes illégales, opacité... l'étrange bilan de la DCRI (29.03)

Social

- "Dans une rupture conventionnelle, salarié et patron ne sont pas égaux". (07.03)
- Le travail prend le pas sur la vie de couple (07.03)
- Les allocations familiales au 1er avril, touchées par la rigueur. (09.03)
- Le chômage partiel, un dispositif particulièrement prisé par l'industrie. (11.03)
- Le taux d'effort pour se loger continue d'augmenter pour les ménages modestes. (16.03)
- Face aux déserts médicaux, Médecins du monde prêt à investir les campagnes. (22.03)
- Environ 2 millions de bénéficiaires du RSA fin 2011. (22.03)
- La France compte de plus en plus de pauvres et de précaires. (30.03)

Economie

- Arrêtons de croire béatement aux chiffres de l'INSEE ! L'inflation est à 10 % en France. (15.03)
- La liquidité devient "rare et chère", dit la Société Générale
- Le taux d'épargne au plus haut depuis trente ans. (29.03)

International

Politique

- L'Arabie saoudite armerait les rebelles syriens. (19.03)

Social

- Les Italiens se serrent la ceinture. (16.03)
- La flambée des salaires en Asie change-t-elle la donne?. (22.03)

Economie

- Grèce : l'Europe au secours des spéculateurs. (01.03)
- A quoi servent les 1000 milliards d'euros de la BCE? (01.03)
- Les milliardaires n'ont jamais été aussi nombreux dans le monde. (08.03)
- Un cadre de Goldman Sachs dénonce la culture "toxique" de la banque. (15.03)
- Etats-Unis: déficit des comptes courants au plus haut depuis fin 2008. (15.03)
- La Grèce est peut-être sauvée provisoirement, mais pas les Grecs... (17.03)
- L'achat de terres agricoles étrangères, un marché en pleine expansion. (26.03)
- En sommet à New Delhi, les cinq pays du groupe des "Brics" veulent une nouvelle banque. (30.03)

Un article du point.fr du 29 février

Grèce : l'Europe au secours des spéculateurs. (01.03)

Après avoir tout fait pour éviter l'activation des CDS, les Européens retournent leur veste. Au risque de récompenser la spéculation.

Les CDS (credit default swaps, en français : contrats d'échange sur le risque de défaut) sur la dette grecque vont-ils finalement être activés ? C'est à un petit cercle d'initiés regroupant des acteurs majeurs des marchés financiers des dérivés, l'ISDA (International Swaps and Derivatives Association, Inc), qu'il appartient de trancher cette question qui a longtemps hanté la zone euro. Son comité européen devrait mettre fin au suspense jeudi à 12 heures en disant si, oui ou non, la perte infligée par la Grèce aux investisseurs privés à l'occasion de la restructuration de sa dette constitue un "événement de crédit". Et, par voie de conséquence, si les acteurs financiers qui ont acheté ces titres d'assurances sur la dette grecque vont pouvoir se faire dédommager en cas de participation au plan d'échange d'obligations proposé par Athènes à ses créanciers privés.

Depuis des mois, les Européens disent vouloir éviter une telle issue au motif que cela récompenserait les spéculateurs et que cela aurait des conséquences inconnues sur le système financier européen. Et pour cause : nul ne semblait capable de déterminer qui profite et qui pâtit de l'activation des CDS. Banques, hedge funds, beaucoup d'acteurs se sont laissés tenter par le pot de miel, sans qu'il soit possible de savoir qui étaient les assureurs et qui étaient les assurés !

Pousse-au-crime

La spéculation sur ce marché de gré à gré opaque est d'autant plus facile qu'il n'y a pas besoin d'être détenteur de dette d'un État pour se porter acquéreur de CDS souverain. Le profit paraît facile. Plus le risque de défaut augmente comme en Grèce, plus la valeur du CDS grimpe. Il suffit alors de le revendre pour empocher une plus-value. Un mécanisme qui a la particularité de pousser au crime. C'est comme si on permettait à un particulier de s'assurer contre le risque-incendie de la maison du voisin... Une bonne raison de contribuer à y mettre le feu ! Le jeu est d'autant plus pervers que les CDS, utilisés comme un thermomètre du risque de la dette souveraine des États, contribuent à créer la panique lorsque leur prix grimpe.

Pire, en cas de défaut, les émetteurs de CDS, qui se sont improvisés assureurs de dette souveraine pour profiter d'une manne facile, sont pris au piège. Ils se retrouvent obligés de payer une indemnisation qu'ils ne sont en fait pas toujours en mesure d'assumer tant les montants sont importants. Le risque est alors celui d'une faillite pure et simple susceptible de contaminer l'ensemble du système financier.

La France et la Banque centrale européenne ont donc scrupuleusement veillé à ce que la restructuration de la dette grecque reste "volontaire", seule façon d'empêcher que l'ISDA ne décrète l'activation des CDS. Du coup, seuls les banques et les fonds de bonne volonté pourraient prendre leur perte sur la dette grecque. C'est ce qui explique que la négociation avec les créanciers privés détenteurs de dette grecque ait duré plusieurs mois et ait connu de multiples rebondissements.

Retournement de veste

Pourtant, à quelques heures de la décision de l'ISDA, le discours des Européens s'infléchit. Ils ont, semble-t-il, enfin pu démêler l'écheveau des engagements réciproques entre tous les acteurs financiers. Et ne semblent plus aussi effrayés par les conséquences potentielles de l'activation des assurances. "Les CDS sont souvent impopulaires dans la presse française, à tort. Les investisseurs doivent pouvoir s'assurer qu'ils peuvent être dédommagés en cas de défaut", explique une partie prenante du dossier grec. "On aurait plus à perdre à ne pas voir les CDS déclenchés que l'inverse." La raison invoquée ? "La dette portugaise (autre pays en difficulté et sous assistance de l'UE, NDLR) est difficile à faire financer, car les acteurs financiers ne savent pas si elle est assurable."

Une façon d'avouer que les Européens croisent maintenant les doigts pour que l'ISDA décide... d'activer les CDS ! Sauf que la restructuration grecque étant officiellement volontaire, cela pourrait ne pas être le cas.

D'autant que, ironie du sort, cette association professionnelle, dont le comité européen regroupe de nombreuses banques (1), n'y a pas forcément intérêt. Certains de ses membres, qui ont vendu des CDS aux investisseurs, seraient en effet obligés de les dédommager...

L'espoir des Européens tient donc en trois lettres : CAC (pour clause d'action collective). La Grèce a décidé au dernier moment d'introduire ces dispositions juridiques dans sa législation pour contraindre tous les investisseurs, qu'ils le veuillent ou non, à participer à la restructuration de sa dette. Ce qui pourrait finalement contraindre l'ISDA à décréter l'événement de crédit finalement espéré.

(1) (Bank of America / Merrill Lynch, Barclays, BNP Paribas, Credit Suisse, Deutsche Bank, Goldman Sachs, JPMorgan Chase Bank, Morgan Stanley, Société générale et UBS) et des fonds (BlueMountain Capital, Citadel LLC, D.E. Shaw Group, Elliott Management Corporation, Pacific Investment Management Co., LLC).

Un article de l'expansion.com du 29 février

A quoi servent les 1000 milliards d'euros de la BCE? (01.03)

En trois mois, la Banque centrale européenne a mis sur la table 1000 milliards d'euros pour donner de l'air au système financier. Mais que font les banques européennes de cette manne exceptionnelle? Explications.

Le guichet est une nouvelle fois grand ouvert. La BCE a annoncé mercredi avoir alloué 529,53 milliards d'euros à 800 banques de la zone euro. C'est la deuxième opération de ce type en moins de trois mois. La première opération, baptisée LTRO (Long Term Refinancing Operation) s'était déroulée en décembre. Elle avait mis 489 milliards d'euros à la disposition de 523 établissements financiers. Au total, la BCE a donc mis sur la table 1000 milliards d'euros pour donner de l'air au système financier. Même si les flux nets injectés dans le système financier sont moindres (environ 500 milliards selon la BCE), l'effort reste considérable.

Pourquoi un tel activisme?

"En décembre dernier, nous avons frôlé l'arrêt cardiaque du système financier", rappelle Fabrice Cousté, DG de CMC Markets France, plateforme mondiale de trading en ligne. Les marchés financiers se fermaient, notamment pour l'Espagne et l'Italie, deux poids lourds de la zone euro. Ces deux pays étaient obligés de payer des taux d'intérêt trop élevés (environ 7%) pour se financer sur les marchés obligataires. Résultat : leur dette risquait de devenir incontrôlable. Parallèlement, les banques - qui détiennent des obligations publiques - voyaient leurs cours dévisser en bourse. Il fallait donc intervenir. En lançant son opération LTRO, la BCE a fait d'une pierre deux coups. Elle a redonné de l'oxygène aux banques et réduit le stress financier. Ses achats de titres publics sur les marchés secondaires ont aussi contribué à calmer la situation.

Concrètement, comment les banques utilisent-elles les liquidités de la BCE?

Le LTRO est une opération de prêt avec collatéral. Les banques fournissent des titres à la BCE. En échange, celle-ci met à disposition des liquidités pour 3 ans à un taux d'intérêt défiant toute concurrence : 1%. Pour rappel, il y a trois mois, les banques françaises jugées de bonne qualité (BNP, Société générale) se refinançaient sur le marché obligataire à 4,5/5% pour 3 ans, rappelle Arnaud Raimon, Président de la société d'asset management Aliénor Capital. Les conditions se sont donc nettement améliorées. Une fois leurs liquidités en poche, les banques ont plusieurs options. Les plus frileuses replacent ces liquidités aux guichets de la BCE à un taux peu attractif plutôt que de prendre le risque de financer des entreprises, des ménages ou d'autres banques. Cependant d'autres banques se livrent à des opérations de *"carry trade"* beaucoup plus juteuses. Elles empruntent à 1 % auprès de la BCE et prêtent ensuite aux gouvernements à des taux plus élevés. A ce jeu les banques espagnoles sont les plus actives : elles ont acheté 32 milliards d'euros d'actifs publics en janvier et 22 milliards en décembre. Ce *"carry trade"* pourrait paraître honteux ; il a pourtant un effet positif, note Arnaud Raimon. En effet, il contribue à faire baisser les taux d'intérêt à long terme dans les pays d'Europe du Sud.

Les banques utilisent-elles aussi l'argent de la BCE pour financer l'économie?

Il est encore trop tôt pour le dire. Les flux de prêts au secteur privé ont baissé en novembre et décembre (-16 et -72 milliards d'euros respectivement). On peut toutefois constater que les flux de crédit ont rebondi en janvier (+37 milliards) et que le timide dégel du marché interbancaire présage un desserrement des standards de prêts, estime Bruno Cavalier, économiste d'Oddo Securities. Grâce au LTRO, les banques peuvent enfin avoir une offre de crédit pour les particuliers et les entreprises, constate Arnaud Raimon. Cependant, il ne faut pas oublier que de la demande de crédit reste en berne. En France, par exemple, la consommation baisse à un rythme de 2% l'an.

Difficile dans ces conditions, d'obtenir un rebond du crédit, même si les banques sont mieux disposées. Le président de l'institution de Francfort Mario Draghi a exhorté dimanche les banques à soutenir la croissance économique en prêtant aux ménages et aux entreprises les liquidités empruntées. L'agence de notation Fitch estime toutefois qu'il est peu probable que ces fonds débouchent sur une forte croissance du crédit, *"étant donné l'absence de toute demande notable"* en Europe. L'injection de liquidités a ses limites.

Un article de lexxpress.fr du 6 mars

"Dans une rupture conventionnelle, salarié et patron ne sont pas égaux". (07.03)

Depuis 2008, le succès des ruptures "à l'amiable" ne se dément pas. Mais pour Anaïs Ferrer et Maurad Rabhi, chargés du dossier à la CGT, sa philosophie est un leurre: les salariés subissent des pressions et ignorent souvent leurs droits.

Contournement du licenciement économique, mise en préretraite des seniors, pression sur les salariés au départ de l'entreprise, faux CDD... Les ruptures conventionnelles ont ouvert un champ des possibles pour les employeurs, qu'il ne leur restait plus qu'à explorer.

Les dernières données de la Dares confirment que leur succès ne se dément pas. Elles représentent 12,9% des ruptures de CDI, devançant allègrement les 6% de licenciements pour motif économique. En tout, ce sont près de 770.000 ruptures qui ont été homologuées depuis leur création en 2008, venant légaliser les dispositions d'un accord national interprofessionnel signé par tous les syndicats excepté la CGT.

Un mode de gestion des emplois

Nous constatons que les plus de 55 ans sont plus enclins que les autres à signer ces ruptures. Certaines entreprises les considèrent même comme un vrai mode de gestion des emplois et des compétences, proposant à leurs salariés seniors une rupture avec trois ans de salaire, trois ans de chômage et un départ à la retraite au final. On fait donc payer une partie de la réforme des retraites à l'assurance chômage.

Ce mode de rupture est également un moyen pratique d'échapper aux règles des licenciements collectifs. Il est en effet légal de conclure des ruptures conventionnelles pour motif économique. Or, les plans de sauvegarde de l'emploi (ex-plans sociaux) ne sont obligatoires qu'à partir du licenciement économique simultané d'au moins 10 salariés. Les juges ont tout de même considéré qu'il fallait prendre en compte les ruptures conventionnelles pour calculer ce seuil des 10 licenciements. Mais comment prouver qu'une rupture conventionnelle a un motif économique, puisque les parties ne sont pas tenues de donner de motif?

Harcèlement, discrimination... C'est l'employeur qui contraint

Si l'on regarde attentivement les réels motifs des ruptures, on s'aperçoit que le salarié est parfois formellement à l'initiative d'une rupture, mais qu'en réalité c'est l'employeur qui l'y contraint: harcèlement, dégradation des conditions de travail, discrimination, mutation abusive, auparavant le salarié ne démissionnait pas, par peur de se retrouver sans revenu. Aujourd'hui, il est plus facile de céder à la pression, puisque les salariés auront droit aux allocations chômage, même si ce n'est que pour quelques mois.

Les trois quart des ruptures sont conclues dans les petites entreprises, où les syndicats y sont peu présents et les salariés plus précaires et vulnérables. Le postulat de base de ce type de rupture est un leurre: les salariés subordonnés juridiquement à leur employeur ne négocient pas sur un pied d'égalité, ils subissent des pressions et ne connaissent souvent même pas leurs droits les plus basiques. Et en l'état actuel de la jurisprudence, il est très difficile de contester en justice une rupture conventionnelle.

Encadrer pour éviter les dérives

Pour toutes ces raisons, nous réaffirmons qu'il est urgent de mieux encadrer ce dispositif afin d'éviter les dérives. Pour éviter aux entreprises de contourner les procédures collectives de licenciements, il est nécessaire que les représentants du personnel puissent avoir un état des ruptures conventionnelles mois par mois, et de limiter le nombre de ruptures conventionnelles au même niveau que le déclenchement d'une procédure collective, soit 9 salariés.

Nous avons aussi besoin de mieux engager la responsabilité sociale de l'entreprise lorsque le salarié se retrouve au chômage. On pourrait arrêter une série de mesures obligatoires pour l'entreprise afin d'aider le salarié licencié à se reconvertir, ou alors exiger de l'entreprise qu'elle verse une contribution de reconversion au service public à l'emploi, en plus de l'indemnité de rupture.

La dernière proposition serait de rendre beaucoup plus coûteux le licenciement des salariés seniors. En tout état de cause, ne rien faire contribue à aggraver fortement la situation du chômage, d'autant plus que la rupture conventionnelle avait été initiée pour favoriser la mobilité des salariés.

Anaïs Ferrer (conseillère confédérale CGT) et Maurad Rabhi (membre de la direction confédérale CGT)

Commentaire.

La mission d'un syndicat est-elle de lutter contre tout licenciement ou d'établir à partir de quel niveau un licenciement serait "*plus coûteux*" pour un patron, pour ainsi dire acceptable ?

Question que ces "*représentants du personnel*" ne se poseront pas dès lors que leur combat ne se situe pas dans la perspective de mettre un terme à la subordination des travailleurs aux rapports sociaux de production capitalistes, ils ne leur restent plus qu'à constater impuissants que "*les salariés subordonnés juridiquement à leur employeur ne (puissent pas négocier) sur un pied d'égalité*", comment pourrait-il en être autrement dans le cadre de rapports de classe entre dominant et dominé ?

Un article de libération.fr du 6 mars

Le travail prend le pas sur la vie de couple (07.03)

Longs trajets, horaires nocturnes, intrusion des smartphones dans la sphère privée : le travail grignote de plus en plus le quotidien des salariés français, qui aspirent pourtant à privilégier leur vie de famille, révèle mardi une étude du cabinet Technologia.

C'est le principal constat de cette enquête, menée via des questionnaires et des entretiens individuels, en partenariat avec la mutuelle UMC : pour 50% des salariés interrogés, le travail occupe la place la plus importante dans leur quotidien. Et pourtant, la quasi-totalité (96%) souhaiterait faire d'autres choix de vie.

La majorité des salariés vivent donc «un déchirement» entre l'importance qu'ils accordent à leur travail et celle qu'ils peinent à donner à leur vie privée, familiale essentiellement, retient donc l'étude.

Cette «réalité» diffère toutefois selon les catégories socioprofessionnelles. Chez les cadres et professions intellectuelles supérieures, 61% déclarent que le travail occupe une place prépondérante. C'est le cas pour 54% des professions intermédiaires, 34% des employés mais seulement 27% des ouvriers.

La plus grande flexibilité des horaires des cadres semble être la première explication de cet écart, souligne l'étude, relevant qu'ouvriers et employés peuvent aussi connaître des horaires atypiques mais que ceux-ci demeurent fixes, le plus souvent.

Le travail de nuit des cadres, s'il n'est pas nouveau, apparaît «massif», souligne notamment l'étude. Il toucherait ainsi 47,4% des cadres et professions intellectuelles supérieures et se manifesterait surtout sous la forme d'un travail effectué sur le temps personnel au domicile.

Or 76,6% des cadres concernés déclarent ne pas avoir assez de temps en famille, en couple ou entre amis.

Outre la fatigue, le travail diurne empiète aussi sur la sexualité des salariés concernés. Ainsi, les trois quarts des personnes interrogées reconnaissent que la fatigue les empêche de faire l'amour le soir.

Les longs trajets, les déplacements fréquents et la mobilité professionnelle compliquent aussi, lorsqu'ils sont subis, la conciliation entre vie familiale et professionnelle.

De même que l'usage des portables, tablettes et autres smartphones, qui s'immiscent de plus en plus dans la sphère privée, notamment chez les cadres, peut empiéter sur la vie de couple. «Depuis deux ans, mon mari a un employeur qui pense qu'il doit être disponible 24 heures sur 24», témoigne une épouse. «Je lui ai dit que je voulais faire chambre à part s'il ne coupait pas son téléphone quand il est au lit.»

Pour mener de front vie professionnelle et vie familiale, les parents de plus de trois enfants semblent davantage organisés que d'autres salariés, relève l'enquête. «Quand j'ai eu mes enfants, j'ai mûri au travail et j'ai appris à faire autant de travail en moins de temps», souligne une femme interrogée.

Le travail peut par ailleurs jouer le rôle d'une «béquille» quand la vie personnelle chancelle, note l'étude, mais «dans certaines limites».

Certaines évolutions actuelles de l'environnement du travail peuvent d'ailleurs conduire à des «déceptions», susceptibles de rejaillir sur la sphère personnelle.

Mais la peur du chômage est peut-être encore pire pour la vie privée, souligne encore l'étude. Nombreux sont en effet ceux qui se sentent obligés d'accepter des situations de travail inconfortables par crainte du chômage.

Si le chômage est vécu comme «une dévalorisation de soi avec une perte d'identité sociale, il est en outre susceptible de fragiliser la vie familiale», la précarité et la perte du statut augmentant le risque de divorce.

Un article de Reuters du 7 mars

Les milliardaires n'ont jamais été aussi nombreux dans le monde. (08.03)

Les milliardaires n'ont jamais été aussi nombreux dans le monde: ils sont cette année 1.226 à figurer dans le classement du magazine américain Forbes, dominé pour la troisième année consécutive par le roi mexicain des télécoms, Carlos Slim.

Avec une fortune estimée à 69 milliards de dollars, en légère baisse par rapport à l'an dernier (- 5 milliards), Carlos Slim devance l'Américain Bill Gates, co-fondateur de Microsoft (61 milliards) et l'homme d'affaires et philanthrope américain Warren Buffett (44 milliards).

Le Français Bernard Arnault, propriétaire du groupe de luxe LVMH, est 4e, avec une fortune estimée à 41 milliards de dollars, suivi de l'Espagnol Amancio Ortega, créateur de la marque de vêtements Zara (37,5 milliards).

Les milliardaires étaient 140 il y a 25 ans, lorsque Forbes avait publié sa première liste, avec une fortune cumulée de 295 milliards.

Cette année, ils sont 1.226, un record absolu depuis que le classement existe, 16 de plus que l'an dernier quand le chiffre de 1.210 avait déjà été présenté comme un record, a précisé Forbes en publiant sa liste annuelle mercredi (www.forbes.com/billionaires).

Tous ensemble, ces personnalités richissimes --dont 104 femmes-- pèsent 4.600 milliards de dollars.

Les Etats-Unis restent le pays qui en compte le plus, avec 425 milliardaires. Parmi eux le maire de New York Michael Bloomberg, fondateur de la société d'information financière du même nom, qui, avec une fortune de 22 milliards, en progression de 3,9 milliards par rapport à 2011, est passé de la 30e à la 20e place.

La Russie vient cette année en deuxième place, avec 96 milliardaires, devant la Chine (95).

Les villes hébergeant les plus riches sont Moscou (78 milliardaires) suivie de New York (58) et Londres (39).

Parmi ceux qui ont vu leur fortune s'accroître substantiellement, on compte, outre M. Bloomberg, Mark Zuckerberg, créateur de Facebook, le deuxième plus jeune de la liste. A 27 ans, il est assis sur une fortune de 17,5 milliards de dollars (+ 4 milliards).

Le plus grand perdant par rapport à 2011 est l'homme d'affaires indien Lakshmi Mittal, président d'ArcelorMittal, qui pour la première fois depuis 2004 n'est plus dans les dix premiers, après avoir vu sa fortune fondre de 10,4 milliards en un an.

Au total, ces milliardaires viennent de 58 pays.

La France en compte 16, dont deux femmes, Liliane Bettencourt (24 milliards, 15e) et Elisabeth Badinter (1,1).

Le Maroc notamment y fait son entrée, avec trois milliardaires, Miloud Chaabi (2,9 milliards), Othman Benjelloun (2,3) et Anas Sefrioui (1,6).

La première femme de ce classement est l'Américaine Christy Walton, héritière de la chaîne d'hyper-marchés WalMart, qui figure à la 11e place, avec une fortune de 25,3 milliards. Cela fait sept ans qu'elle est la femme la plus riche du monde.

Un article de Reuters du 8 mars

Les allocations familiales au 1er avril, touchées par la rigueur. (09.03)

La Caisse Nationale d'Allocations familiales (Cnaf) a publié jeudi les nouveaux montants mensuels des prestations familiales qui seront versées à compter du 1er avril, des montants légèrement minorés en raison des mesures de rigueur prises en 2011.

Ainsi pour 3 enfants, les foyers toucheront 289,82 euros, soit 3 euros de plus par mois au lieu de 6 euros, avait indiqué Matignon l'an dernier.

Selon le tableau publié par la Cnaf les montants de base sont les suivants:

-2 enfants à charge: 127,05 euros (après déduction de la Contribution au remboursement de la dette sociale, CRDS)

-3 enfants: 289,82 euros

-4 enfants: 452,59 euros

Au delà de 4 enfants, le foyer familial touchera 162,78 euros par enfant supplémentaire.

Des majorations s'ajoutent en fonction de l'âge des enfants. Si ces derniers ont de 11 à 16 ans et s'ils sont nés avant le 1er mai 1997, la majoration sera de 35,74 euros pour chaque enfant.

Pour les enfants âgés de plus de 16 ans, elle s'élèvera à 63,53 euros, de même que pour les enfants âgés de plus de 14 ans mais nés à compter du 1er mai 1997.

Auparavant les prestations familiales étaient revalorisées au 1er janvier. Mais l'an dernier le gouvernement avait repoussé cette revalorisation au 1er avril, faisant ainsi 130 millions d'économies.

De plus, dans le cadre des mesures de rigueur, il avait été décidé que les prestations familiales ne seraient pas revalorisées en fonction de l'inflation mais de la croissance. Les économies escomptées sont de 400 millions pour 2012 et 500 millions pour 2013.

Le Premier ministre François Fillon avait précisé que cette mesure serait limitée à une seule année.

En 2010 les caisses d'allocations familiales (Caf) ont versé à 4,7 millions de foyers (métropole et Dom) pour 11,8 milliards d'euros d'allocations familiales proprement dites.

La Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje), a été versée à 2,3 millions de ménages pour près de 12 milliards d'euros.

Au total, les Caisses d'allocations familiales ont versé, en 2010, près de 60 milliards d'allocations diverses avec notamment les aides au logement et le RSA (revenu de solidarité activité).

Un article du monde.fr du 9 mars

Le chômage partiel, un dispositif particulièrement prisé par l'industrie. (11.03)

Pas une semaine ne se passe sans qu'on y recoure. Que ce soit les salariés de l'usine PSA Peugeot Citroën de Mulhouse (Haut-Rhin), ceux de l'aciérie ArcelorMittal de Florange (Moselle) ou encore ceux de l'usine Lejaby d'Yssingeaux (Haute-Loire), les mesures de chômage partiel – ou technique – fleurissent à mesure que les usines en difficulté traversent la crise.

Selon un rapport de la Dares (Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques) du ministère du travail et de l'emploi publié en janvier, 130 millions d'heures de chômage partiel ont été consommées entre 2007 et 2010, touchant en moyenne 90 000 salariés par mois, avec une réduction mensuelle moyenne d'activité de 30 heures.

Sans surprise, le pic de chômage partiel a été enregistré au plus fort de la crise, entre le 4^e trimestre 2008 et le 3^e trimestre 2009, au cours duquel 260 000 salariés ont été touchés en moyenne chaque mois. L'industrie est de très loin le secteur qui recourt le plus à ce dispositif (84 % du total des heures), loin devant celui des services (13 %). L'automobile s'y taille la part du lion (27 %), devant la fabrication d'équipements et de machines (12 %), la métallurgie (7 %) et le textile-habillement-cuir (4 %).

"Le secteur industriel est beaucoup plus exposé aux cycles économiques mondiaux que celui des services, explique Mathieu Plane, économiste à l'OFCE. Par conséquent, les retournements conjoncturels impactent beaucoup plus rapidement et brutalement l'industrie, notamment via les carnets de commandes étrangers, car le secteur est très dépendant de la situation économique des partenaires commerciaux."

Mais pas seulement : 180 salariés de l'usine PSA Peugeot Citroën de Vesoul (Haute-Saône) sont au chômage technique au mois de mars, à la suite d'un ralentissement d'activité attribué, selon les syndicats, aux sanctions économiques de l'Union européenne contre l'Iran. L'atelier envoie en effet dans le pays des pièces détachées et des sous-ensembles de voitures qui sont assemblés sur place.

Ces aléas de la conjoncture, auxquels sont soumis les entreprises, pèsent sur la production et, par conséquent, sur l'emploi – même si l'annualisation du temps de travail permet pour partie de réagir à ces variations. *"Quand l'activité ralentit, voire diminue, et qu'une entreprise se retrouve en surcapacité de production, soit elle réduit le temps de travail, soit elle détruit des emplois – précaires en premier : CDD, intérimaires –, avant de procéder à des licenciements économiques"*, détaille M. Plane.

L'industrie automobile doit en outre composer avec des difficultés nouvelles. *"Pendant un temps, les systèmes de primes à la casse ont soutenu l'activité dans le secteur. Mais aujourd'hui, les indicateurs conjoncturels sont très mauvais, particulièrement depuis la mise en place des politiques d'austérité en Europe – qui pèse sur la croissance et le pouvoir d'achat des ménages – et la hausse des prix du pétrole"*, indique M. Plane.

En outre, la question de la surcapacité est revenue au cœur des problématiques économiques des grands groupes. *"Il y a des surcapacités en Europe, et chaque constructeur doit traiter cette question"*, a admis le patron de PSA juste après l'annonce de l'alliance avec Général Motors, mercredi 29 février. Confronté à un surplus de production estimé à 20 %, le français veut s'inspirer de l'américain pour régler le problème d'ici 18 à 24 mois. Corrolaire de cette surproduction *"dans l'industrie en général"*, *"il y a un développement du sous-emploi au-delà des destructions nettes"*, souligne Mathieu Plane.

Le chômage partiel a légèrement diminué en 2011...

Alors que la tendance sur l'année 2011 était à la hausse (avec un point d'orgue à 126 000 personnes au troisième trimestre), le nombre de personnes en situation de chômage partiel a considérablement diminué au dernier trimestre, à 55 000. Un chiffre étonnant dans un contexte de contraction de l'emploi, avec notamment une perte inquiétante de 21 000 emplois (- 3,6 %) dans l'intérim au quatrième trimestre 2011 – considéré généralement comme un indicateur avancé de l'emploi.

Pour Frédéric Tallet, responsable synthèse et conjoncture de l'emploi à l'Insee, ces chiffres s'inscrivent dans "une tendance à la baisse du chômage partiel entre 2009 et 2011, les derniers chiffres retrouvant les niveaux les plus bas enregistrés depuis fin 2008".

Mathieu Plane, au contraire, se dit *"très surpris"* par cette évolution, *"car on était sur un schéma d'accélération du chômage partiel au troisième trimestre 2011. Le dernier trimestre n'a pas été bon dans le secteur de l'industrie. Quant à la croissance, si elle a été légèrement meilleure que prévu, elle est cependant restée très faible (+ 0,2 %) au quatrième trimestre 2011."*

"C'est peut-être dû au fait que certains employeurs ont voulu attendre le sommet social du 18 janvier et l'annonce des nouvelles mesures de chômage partiel, avant de les mettre en place au sein de leur établissement", avance M. Plane.

Autre hypothèse : le manque de marge des entreprises. *"Durant la première partie de la crise, les taux de marge des entreprises se sont beaucoup dégradés, jusqu'à arriver à des niveaux historiquement bas dans l'industrie. Pendant un an et demi, elles ont donc pris sur leurs marges pour limiter les licenciements, en partie en ayant recours au chômage partiel. Peut-être qu'aujourd'hui, elles n'ont plus les moyens d'amortir le choc de la même manière"*, argumente Marion Cochard, économiste à l'OFCE et spécialiste du marché du travail.

... mais il devrait repartir à la hausse en 2012

Loin d'être une tendance, cette baisse du chômage partiel est un répit de courte durée, estime M. Plane, qui prévoit une augmentation du chômage partiel en 2012, étant donné la baisse de la demande, la hausse du chômage et les mauvaises perspectives de l'emploi : l'Insee prévoit 61 000 destructions d'emplois au premier trimestre.

"En 2009, le chômage partiel a explosé en même temps que le chômage global, les deux étant généralement très corrélés, insiste également Marion Cochard. On sait qu'il faut 1 % de croissance pour créer de l'emploi, et 1, 5 % pour faire baisser le taux de chômage. Or, nous prévoyons 0,2 % de croissance en 2012."

Dans ce contexte, le chômage partiel peut-il permettre aux entreprises de mieux traverser la crise ? Pour Mathieu Plane, *"c'est une mesure relativement efficace d'un point de vue conjoncturel, c'est-à-dire si le choc n'est pas permanent et qu'il y a une baisse momentanée de la demande. Il évite le licenciement économique, coûteux aussi bien financièrement que socialement. D'ailleurs, l'Allemagne le sait bien, puisqu'au plus fort de la crise, mi-2009, 1,5 million d'Allemands ont été mis au chômage partiel, contre 270 000 en France."* Reste à savoir maintenant si le choc va être ponctuel.

Un article de mondialisation.ca du 12 mars

L'UNESCO exclut l'ONG affiliée à la CIA "Reporters Sans Frontières". (14.03)

L'ONG française Reporters Sans Frontières (RSF), subventionnée par des agences du Département d'État nord-américain et dont les liens avec le renseignement nord-américain ont été démontrés, vient d'être exclue de la liste d'Organisations Non Gouvernementales associées à l'UNESCO.

C'est la deuxième fois en exactement quatre ans que RSF est sanctionnée par l'UNESCO pour son manque d'éthique.

L'institution prestigieuse des Nations Unies lui a déjà retiré le mercredi 12 mars 2008 le co-parrainage de la Journée pour la liberté d'Internet pour cause de « *tentatives visant à disqualifier un certain nombre de pays* ».

Le Conseil Exécutif de l'organisme international a validé ce 8 mars la décision du Comité sur les Associés Non Gouvernementaux qui a retiré à RSF son statut d'organisation associée.

Le Comité sur les Associés Non Gouvernementaux, un organe affilié au Conseil Exécutif de l'UNESCO, s'est réuni le 28 février dernier, pour étudier le reclassement des ONG qui collaborent avec l'UNESCO.

Au cours des débats de l'UNESCO, quelques pays ont dénoncé les méthodes controversées de travail employées par l'ONG « *qui ne sont pas compatibles avec les valeurs de l'UNESCO dans le domaine du journalisme* » et a décidé de l'exclure de la catégorie d'association.

La créature de Robert Ménard

En 2008, quelques mois après une décision similaire, le fondateur de RSF, Robert Ménard, a renoncé à son poste de chef de l'ONG, qu'il détenait apparemment à vie, pour accepter un contrat millionnaire de l'Émirat du Qatar où il devait supposément créer un organisme en faveur des droits de la presse.

Il est aujourd'hui de retour en France où il est associé au parti d'extrême-droite, le Front National, des Le Pen.

Lorsqu'il était à la tête de RSF, Ménard a dû publiquement reconnaître que son groupe recevait des subventions généreuses de l'Agence de Développement International (USAID), une façade du renseignement nord-américain, à travers le Center for a Free Cuba, une créature de Freedom House, dirigée par l'agent de la CIA Frank Calzón.

Ménard a eu pendant des années accès aux fonds de l'agence nord-américaine pour l'ingérence, USAID, qui disposait l'année de sa "*retraite*" précipitée d'environ 45 millions de dollars pour mener son travail de propagande et d'espionnage contre Cuba, à travers un réseau de soi-disant ONG. Le bras droit de Calzón, Felipe Sixto, a avoué à la fin de l'année passée avoir volé un million et demi de dollars du budget du "Center".

L'affiliation avec l'USAID et d'autres appuis occultes des EU explique l'ardeur de RSF à attaquer constamment les pays progressistes de l'Amérique Latine, parmi lesquels les pays de l'ALBA, contre qui il déclenche à intervalles régulières des campagnes de diffamation aux côtés d'autres organismes de presse connus pour leur collaboration avec le Département d'État.

En février passé, RSF est intervenu dans le débat qui se développe en Équateur sur les droits de la presse pour appuyer le quotidien El Universo, condamné pour injures et mensonges grossiers contre le président Rafael Correa.

RSF a qualifié de « *désastre* » la décision de la Cour Nationale de Justice (CNJ) de l'Équateur qui a ratifié une sentence par « *une injure calomnieuse* » contre le porte-parole du quotidien de l'extrême-droite et de l'oligarchie.

De même, RSF attaque la Bolivie et en Venezuela, les pays dont la « *grande presse* » a été traditionnellement monopolisée par l'oligarchie nationale.

Désormais, RSF ne disposera pas d'un droit d'intervention et devra se limiter à « *des consultations* ».

Plus de 60 ONG collaborent avec l'UNESCO en tant qu'organisations associées.

Jean-Guy ALLARD - Rebelión, 11 mars 2012.

Article original en espagnol (11.03.2012) : <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=146110>

Un article de lexpansion.com avec AFP du 14 mars

Un cadre de Goldman Sachs dénonce la culture "toxique" de la banque. (15.03)

Selon un ancien directeur exécutif et responsable des produits dérivés, la banque pense surtout à gagner de l'argent. L'intérêt des clients passe au second plan.

Un cadre supérieur de Goldman Sachs, claquant la porte au bout de 12 ans, a dénoncé mercredi dans une tribune au New York Times la culture d'entreprise "toxique" de la grande banque d'affaires, qui privilégierait systématiquement ses profits au détriment de ceux de ses clients.

Greg Smith, qui indique démissionner mercredi de son poste de directeur exécutif et responsable des produits dérivés américains en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient, affirme que *"les intérêts des clients continuent à passer au second plan dans la façon dont la banque fonctionne et pense à gagner de l'argent"*.

"Quand les livres d'histoire seront écrits sur Goldman Sachs, ils pourraient bien montrer que le PDG actuel, Lloyd Blankfein, et le président, Gary Cohn, ont laissé tomber la culture de la firme quand ils en tenaient les rênes. Je crois réellement que ce déclin de la fibre morale de la firme représente la menace la plus sérieuse pour sa survie à long terme", écrit M. Smith.

Selon lui, c'est arrivé au point que *"celui qui gagne assez d'argent pour la banque, à condition qu'il ne soit pas un assassin, sera promu à un poste influent"* de Goldman Sachs. Goldman Sachs a rejeté les accusations de cette lettre ouverte assassine pour son image de grande banque d'affaires. *"Nous sommes en désaccord avec l'opinion exprimée qui, selon nous, n'illustre pas notre façon de gérer nos affaires"*, a indiqué un porte-parole de la banque. *"A notre avis, nous ne pourrions réussir que si nos clients réussissent. Cette vérité fondamentale est au coeur de notre comportement"*.

Mais M. Smith, ancien membre de l'équipe de recrutement de la banque, chargé de repérer dans les universités les étudiants les plus prometteurs pour les convaincre de la rejoindre, cite plusieurs anecdotes à l'appui de ses accusations. *"Ca me rend malade de voir comment les gens parlent de façon ignoble d'arnaquer leurs clients"*, écrit-il. *"Depuis 12 mois j'ai vu cinq différents directeurs généraux parler de leurs propres clients comme de +pantins+, quelque fois dans des courriels internes"*, ajoute-t-il, alors même que ce genre de comportements a été abondamment dénoncé ces dernières années dans des enquêtes judiciaires et parlementaires, comme l'affaire de *"Fabulous Fab"*, alias Fabrice Tourre. M. Tourre est un cadre français de la banque poursuivi pour avoir trompé des investisseurs en leur vendant des produits financiers complexes et très risqués adossés au marché immobilier américain.

"Je n'ai connaissance d'aucun comportement illégal", écrit encore M. Smith. *"Mais est-ce que les gens (de Goldman) poussent leurs clients à acheter des produits lucratifs et compliqués, même s'ils ne sont pas les plus simples ou s'ils ne correspondent pas à leurs besoins? Absolument. Tous les jours, en fait"*. *"J'espère que ceci sera un signal d'alarme pour le conseil d'administration"*, conclut-il. *"Remplacez le client au centre de vos activités. Sans clients, vous ne gagnerez pas d'argent, en fait vous n'existerez pas. Éliminez les gens qui n'ont pas de morale, sans considération de l'argent qu'ils font gagner à la banque. Et rétablissez la culture d'entreprise pour que les gens veuillent travailler ici pour les bonnes raisons"*. L'action Goldman Sachs gagnait 0,17% dans les échanges électroniques avant l'ouverture de la Bourse à New York.

Un article de l'AFP du 14 mars

Etats-Unis: déficit des comptes courants au plus haut depuis fin 2008. (15.03)

Le déficit des comptes courants des Etats-Unis a grimpé au quatrième trimestre à son plus haut niveau depuis trois ans, creusé par le pétrole cher et la baisse des revenus financiers des Américains à l'étranger, selon des chiffres publiés mercredi par le département du Commerce.

Le déficit a atteint 124,1 milliards de dollars, le plus élevé depuis le quatrième trimestre 2008, soit nettement plus que ne prévoyaient les analystes (113,8 milliards).

Le gros de ce déficit provient traditionnellement de la balance commerciale, qui a pesé lors du trimestre à hauteur de 141,1 milliards de dollars. L'augmentation du prix du pétrole en fin d'année a encore plus déséquilibré le commerce extérieur des Etats-Unis, premiers consommateurs mondiaux de brut.

L'excédent dans les transferts internationaux de revenus a diminué, pour atteindre 50,3 milliards de dollars, tandis que les flux nets de transferts courants unilatéraux (qui regroupent principalement l'aide internationale et les envois de fonds des immigrés) étaient quasi stables, à -33,3 milliards.

Sur l'ensemble de l'année 2011, le déficit des comptes courants a atteint 473,4 milliards de dollars, soit 3,1% du produit intérieur brut. Il était en 2010 de 470,9 milliards, soit 3,2% du PIB.

Les Etats-Unis sont de très loin les plus grands emprunteurs au monde, finançant l'énorme trou de leur commerce extérieur par l'afflux permanent de capitaux dans leur système financier, le plus sophistiqué de la planète.

Un article d'Atlantico.fr du 14 mars

Arrêtons de croire béatement aux chiffres de l'INSEE ! L'inflation est à 10 % en France. (15.03)

L'Insee a annoncé ce mardi une variation des prix à la consommation de +2.3% sur un an. Mais dans les faits il semblerait que l'inflation soit bien plus importante...

Les journalistes de France 2 ont enquêté sur les prix alimentaires en grande surface en comparant les étiquettes sur un an : la hausse des prix s'établit à 9 % pour les grandes marques, 11 % pour les marques distributeurs (cf journal de 8h du 13 mars à partir de 4'). Les dépenses de consommation ne concernent pas que l'alimentation bien sûr, mais un autre poste important comme l'énergie (essence, électricité, gaz) augmente au même rythme, chacun peut le constater. Le logement ? Les prix se calment, mais ils ont fortement augmenté ces dernières années. Des postes sont stables, c'est vrai, comme le textile.

Alors, comment l'Insee arrive à nous sortir une inflation annuelle à 2 % ?

1) Déjà l'immobilier ne figure pas dans l'indice, mais seulement les loyers (qui sont contrôlés par l'Etat, donc augmentent moins vite que la valeur des biens). En effet, un bien immobilier est considéré comme un investissement, alors que l'office statistique calcule un indice des prix à la consommation. Une belle entourloupe car l'acquisition d'un logement fait partie d'un « parcours de vie » normal, et que s'il s'agit d'un investissement, c'est aussi par essence un bien de consommation, et il pourrait tout à fait figurer dans l'indice.

2) Le « new iPad » coûte le même prix que l'ancien mais – attention – comme il est plus puissant que le modèle précédent, l'Insee considère que « vous en avez plus pour votre argent » et inscrit dans sa base un prix en baisse. C'est l'effet progrès technique. Une pure arnaque que personne ne dénonce. Ainsi les biens technologiques (téléphone, Internet, télé, etc) tirent vers le bas l'indice des prix.

3) L'effet pondération : vous aimez le poisson, vous en mangez deux fois par semaine. Le prix augmente, vous n'en prenez plus qu'une fois par semaine. Tout le monde fait de même, contraint par ce renchérissement. Résultat, l'Insee constate une baisse de la consommation de poisson et donc diminue sa part dans le calcul de l'indice. La hausse du prix du poisson s'en trouve d'autant diluée. Magique.

Et il y a certainement d'autres magouilles...

Cette hausse des prix est malheureusement « normale » : la monétisation des banques centrales (Europe, Etat-Unis, Japon) fait monter le prix des actifs réels (matières premières, énergie). Le producteur de pétrole, de cuivre, ou de blé, qui vend sa production en dollars, lorsqu'il voit la banque centrale américaine faire tourner la planche à billets, veut garder son pouvoir d'achat, et donc augmente ses prix. Ces hausses se retrouvent finalement dans le panier de la ménagère. C'est ce qu'on appelle « l'inflation de second tour », qui passe par le détour des matières premières.

Serait-ce trop demander à ceux qui nous gouvernent, ou le prétendent, d'arrêter de croire aveuglément aux sirènes de l'Insee et d'affronter ce qui va devenir un problème de plus en plus pressant : le retour de l'inflation ?

Philippe Herlin est chercheur en finance, chargé de cours au CNAM.

Commentaire.

Je retiendrai les 9 % ou 11 % d'augmentation des prix constatés par les journalistes de France 2. En gros, l'inflation monétaire ne reste pas monétaire...

Un article de Reuters du 14 mars

La liquidité devient "*rare et chère*", dit la Société Générale

La liquidité est devenue pour les banques une ressource rare et chère et le marché interbancaire ne repartira pas massivement tant que les nouvelles normes bancaires du comité de Bâle ne seront pas modifiées, a déclaré mercredi Frédéric Oudéa, le PDG de la Société générale.

En raison des inquiétudes sur la solidité du système bancaire européen dans le contexte de crise de la dette dans la zone euro et de normes prudentielles plus contraignantes, les banques européennes éprouvent des difficultés à se refinancer.

Les tensions sur la liquidité bancaire ont été telles que la Banque centrale européenne (BCE) a dû intervenir à deux reprises, en décembre et fin février, pour injecter plus de 1.000 milliards d'euros de prêts à trois ans (LTRO) pour aider les banques européennes et éviter un tarissement du crédit.

"Le monde a considérablement changé et peut-être encore plus sur la liquidité que sur le capital (.) La grande leçon de la crise, c'est que la liquidité est désormais chère et beaucoup plus rare" , a expliqué Frédéric Oudéa lors d'une conférence à l'European American Press Club à Paris.

"Le marché interbancaire, les prêts directs se raréfient", a-t-il ajouté.

En Europe, d'autres dirigeants bancaires soulignent que le marché interbancaire n'a pas retrouvé un fonctionnement normal en dépit des interventions exceptionnelles de la BCE.

"La liquidité n'est toujours pas abondante malgré les fonds injectés par la BCE", a ainsi dit Federico Ghizzoni, le directeur général de la banque italienne Unicredit lors d'une conférence à Rome. *"Il est difficile de trouver des financements à moyen et long terme."*

"Le LTRO (de la BCE, NDLR), c'est un filet de sécurité (...) qui nous permet de prêter là où il faut prêter sans avoir peur du lendemain", a pour sa part commenté le patron de la SocGen.

Interrogé sur l'échange de dette grecque et le déclenchement des CDS, ces contrats qui protègent un investisseur contre les risque de défaut, Frédéric Oudéa, qui est aussi le président de la Fédération bancaire française (FBF) a estimé que les 'credit-default swaps' ne représentaient pas un "*enjeu significatif*" pour les banques.

"Le problème du défaut, de l'organisation du défaut, ce n'est pas tant les CDS (credit default swaps, NDLR) qui, d'après tous les chiffres qui circulent, ne représentent pas un enjeu significatif pour une quelconque banque et le système financier (...) que le problème du financement du système grec", a fait savoir le directeur général de la SocGen.

"Tous ces chiffres ont été communiqués par les banques dans le cadre de l'exercice des stress tests (tests de résistance) de l'EBA (Autorité bancaire européenne, NDLR)", a-t-il ajouté.

L'International Swaps and Derivatives Association, l'organisation qui regroupe les grands intervenants sur les marchés dérivés, a décidé vendredi qu'en activant une mesure obligeant les créanciers privés à passer des pertes sur leurs titres de dette souveraine, la Grèce avait déclenché le versement des CDS.

L'organisme a toutefois jugé que le paiement de ces CDS, estimé à quelque 3 milliards de dollars, n'aurait pas d'impact important sur les marchés.

Un article d'AFP du 15 mars

Le taux d'effort pour se loger continue d'augmenter pour les ménages modestes. (16.03)

Le taux d'effort pour se loger, c'est à dire le pourcentage des dépenses dans ce secteur par rapport aux revenus, continue d'augmenter pour les ménages les plus modestes et pour les locataires du parc privé, selon une étude de l'Insee publiée vendredi.

De 1996 à 2010, l'augmentation la plus sensible de ce taux d'effort concerne les ménages les plus modestes (+2,8 points entre 1996 et 2006 et +0,6 point entre 2008 et 2010) et les locataires du secteur privé (+3,1 points de 1996 à 2006 et +1,0 point de 2008 à 2010), selon l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Ainsi un locataire du parc privé sur cinq dépense plus de 40% de ses revenus pour se loger.

Par contre les loyers maîtrisés du parc HLM et les aides personnelles au logement ont limité l'évolution du taux d'effort des locataires du secteur social (+1,0 point de 1996 à 2006 puis -0,3 point de 2008 à 2010), selon cette étude intitulée "la part du logement dans le budget des ménages en 2010".

De plus, en 15 ans, le profil des locataires s'est modifié: cette catégorie s'est progressivement vidée des ménages aux ressources suffisantes pour accéder à la propriété, les deux tiers des locataires étant désormais des ménages modestes.

Dans le même temps, la part des locataires au sein des ménages aisés a régulièrement diminuée, chutant de 28% en 1996 à 19% en 2010.

Premier poste de dépenses

Le logement reste le premier poste des ménages devant l'alimentation et les transports. En 2010, en métropole, un ménage sur deux consacrait au moins 18,5% de ses revenus pour se loger.

Ces dépenses concernent, pour les propriétaires, les remboursements d'emprunt, les gros travaux, la taxe foncière, et les charges de copropriété. Pour les locataires, elles comprennent les loyers et les charges. Pour tous viennent s'ajouter la taxe d'habitation, les dépenses d'eau et d'énergie mais les aides personnelles au logement viennent en déduction.

Entre 2005 et 2010, les dépenses des ménages dans ce secteur ont, avant déduction des aides éventuelles, augmenté de 17%, soit 4 points de plus que le niveau de vie moyen. La progression est bien plus marquée pour les accédants à la propriété (+26%) dans un contexte d'envolée des prix de vente de l'immobilier.

Les conditions de logement continuent de s'améliorer, presque tous les ménages disposant désormais du confort sanitaire de base, mais cette tendance est moins marquée pour les ménages modestes, indique l'Insee dans une autre étude consacrée à ce sujet.

En 2010, seulement 1,4% des logements ne disposait pas d'un des trois éléments suivants: eau chaude courante, baignoire ou douche, wc intérieur contre 2,1% en 2005 et 15,7% en 1984.

La quasi-totalité (95%) possédait, en métropole, un système de chauffage central ou électrique. Les 5% de logements restants, dont la moitié sont antérieurs à 1949, avaient des appareils de chauffage indépendants (poêles de chauffage, cuisinière chauffante, cheminée) ou pas de chauffage du tout.

La surface moyenne par personne était de 41m² en 2010, celle-ci ayant peu progressé par rapport aux 20 années ayant précédé 2005. Mais les personnes seules ont en moyenne deux fois plus d'espace que celles qui cohabitent (73 m² contre 36m²). Le surpeuplement recule sauf pour les ménages modestes.

A Paris toutefois il concerne 16% des ménages et même 44% pour le plus faible quartile de niveau de vie.

Un article du point.fr du 15 mars

Les Italiens se serrent la ceinture. (16.03)

Les Italiens se serrent la ceinture. Sur les douze derniers mois, chacun d'entre eux a dépensé pour se nourrir 2 400 euros, soit une baisse de 1,5 % par rapport à l'année précédente et la même somme en valeur constante qu'en... 1981. Un saut en arrière de 30 ans qui les ramène à l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison-Blanche, à la guerre entre l'Iran et l'Irak, au mariage du prince Charles avec Diana et à la musique disco.

Au-delà de la nostalgie, de tels chiffres traduisent des évolutions diverses. Dans le panier de la ménagère, les statisticiens englobent en effet les achats de nourriture et de boissons, mais aussi ceux de tabac. Or, la diminution du tabagisme a positivement influencé à la baisse la dépense des familles. En outre, les habitudes alimentaires des Italiens ont changé. Ils sont désormais de plus en plus nombreux à déjeuner sur leur lieu de travail. Or, l'addition au comptoir des "tavola calda" n'est pas prise en compte dans les achats de nourriture. Enfin, comme en France, les priorités ne sont plus les mêmes qu'il y a trente ans : dans les années 80, les ménages transalpins ne consacraient que 0,7 % de leur budget aux télécommunications alors que, aujourd'hui, portable et Internet engloutissent 8 % de leurs dépenses.

Mais la crise économique influence également la table des Italiens. Le pays connaîtra en 2012 une récession de 2 % du PIB. L'inflation et le chômage (9 %) augmentent. Avec une imposition de 45 % du PIB, la pression fiscale est une des plus élevées au monde. En 1980, les dépenses "obligatoires" - factures de gaz et d'électricité, assurances, emprunt ou loyer, dépenses de santé - représentaient 25 % des feuilles de paie. Aujourd'hui, elles atteignent 40 %. Véritable pauvreté ou peur de l'avenir : le moral des familles est dans les chaussettes et six ménagères sur dix avouent désormais économiser sur le contenu de leur frigo. Ainsi, en 2011, la consommation de viande a chuté de 0,9 %, celle de fruits et légumes de 1 % et celle de lait frais de 2,2 %. Pourtant, deux secteurs alimentaires ne connaissent pas la crise : les produits bon marché vendus dans les hard discounts et les produits biologiques ou de luxe commercialisés dans les épiceries fines.

Un paradoxe qui reflète une autre réalité : si la crise a appauvri l'ensemble de la population, les catégories les plus aisées ont souvent vu leurs revenus croître. Davantage de pâtes bon marché pour les uns et plus de caviar pour les autres : c'est l'image de la fracture sociale qui s'installe dans la Péninsule.

Un article d'Atlantico.fr du 16 mars

La Grèce est peut-être sauvée provisoirement, mais pas les Grecs... (17.03)

Un rapport de Médecins sans Frontières indique que la Grèce se trouve dans une situation comparable à celle des pays du tiers-monde. Seuls les liens familiaux permettent aux habitants de survivre.

Le CAC 40 et les banques respirent, la Grèce est (provisoirement ?) « sauvée »... mais les Grecs ? On nous l'a assez dit, ils ont péché, il faut les punir. Trichant avec les impôts et la TVA, travaillant au noir, empruntant et sur-empruntant depuis quelques années en profitant de la hausse des revenus et des multiples cartes offertes par les banques, consommant, fumant en champions, partant en vacances, achetant des 4x4... ils ignoraient même l'impôt foncier et la CSG (Contribution Sociale Généralisée) !

Mais les plans de « sauvetage » sont passés par là : l'impôt foncier, ordinaire et extraordinaire, est arrivé, la CSG aussi, les taux de TVA ont fortement augmenté, comme les tarifs des services publics et de l'énergie (en février 2011 et février 2012, chiffres officiels, +25% sur le fuel, +23% sur le gaz naturel, 30% sur l'électricité), les taxes sur le carburant (l'essence dépense parfois les prix français), le tabac ou les alcools.

En même temps, on baisse les salaires jusqu'à parfois 40% pour arriver à un smic à 456 € nets pour les plus de 25 ans(1) (il était de 751 € avant mai 2010), on baisse les retraites, on réduit les effectifs du public (remplacement d'un départ à la retraite sur 10), les crédits de l'enseignement et des hôpitaux (- 40%), fermeture de classes et de 50 des 133 hôpitaux du pays... La récession -déjà entamée en 2008- s'emballe : on achète de moins en moins, on renégocie son loyer à la baisse avec un propriétaire résigné, on se déplace moins, les commerces ferment, les notaires et enseignants du privé ont de moins en moins de travail... Résultat : baisse du PIB de 7,5% au 3e trimestre 2011 (sur un an).

Quelques chiffres pour illustrer ces affirmations : en février 2012, 1 025 877 chômeurs pour moins de 11 millions d'habitants (20,7% des actifs, + 44% en un an), 40% de chômeurs chez les moins de 30 ans ; en 2011, la production industrielle a baissé de 5%, les ventes de voitures individuelles de 17%, l'activité du bâtiment de 26%, plus de 4 000 entreprises ont disparu... et, malgré une baisse sur certains postes, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,9% en 2011. Car le mythe d'une Grèce aux prix bas date des années 1960, le pays a changé et, en dehors des produits alimentaires locaux, les prix grecs étaient en 2010 tout à fait comparables aux prix « européens », nettement supérieurs sur les produits importés.

Bien sûr, il existe encore des Grecs que la crise ne touche guère, des riches aux solides réserves, des retraités ruraux qui vivent d'autoconsommation et ont conservé leurs habitudes de pauvreté d'il y a un demi-siècle. Ailleurs, au fur et à mesure que les économies s'épuisent[2], les signes de paupérisation se multiplient.

Dans un désordre à la Prévert : MSF, installé à Athènes en 1995 pour prendre soin des immigrés et Médecins du Monde qui le suivit, constatent qu'aujourd'hui les Grecs forment 40% de leurs malades, des retraités, chômeurs ou commerçants ruinés qui n'ont plus d'accès à l'IKA (la sécurité sociale grecque mais conditionnée à un minimum de cotisations annuelles) tandis que l'hôpital gratuit (consultation, soins et médicaments en 2010) exige aujourd'hui 5 euros/consultation et 20 à 25% du prix des médicaments, les loyers ont baissé de 20 à 30%, les logements à vendre restent invendus, les prêts immobiliers ne sont plus remboursés, les immeubles n'ont pas mis en route les chauffages collectifs (il fait froid en février, même à Athènes !), certains mettent leur voiture à la campagne et rendent leurs plaques d'immatriculation à la police pour ne plus payer la vignette, les manuels scolaires (jusque-là payés par l'État) ne sont pas encore parvenus dans toutes les écoles aujourd'hui faute d'argent, les transports scolaires que les communes ne payent plus, s'arrêtent, les soupes populaires (de l'église) se multiplient...

Finalement, c'est un retour à la Grèce des années 1950 avec, en plus, le désespoir, les suicides qui ont fortement augmenté (40% en un an), les demandes d'émigration (de diplômés) qui se multiplient, certains immigrés qui pensent à repartir, tandis que les jeunes lycéens renoncent aux diplômes universitaires qui ne « payent plus » et veulent effectuer leur service militaire dès l'obtention du bac.

Si la Grèce tient encore, c'est que la famille assume encore son rôle protecteur et que des solidarités nouvelles se mettent en place : des communes créent des distributions de repas gratuites ou à bas prix (2,5

euros), des ménagères cuisinent de grands plats et les distribuent devant leur immeuble, et surtout, un large mouvement visant à lier agriculteurs/consommateurs sans intermédiaire se développe. Une souscription internet et hop, Salonique, Katerini, Lamia, Pallini, et bien d'autres villes voient des camions apporter des tonnes de pommes de terre (0,28 € le kg), de riz, de haricots, de fèves, d'oranges à un prix qui avantage à la fois le cultivateur et le client, un mouvement analogue s'organise en vue de l'agneau pascal... Un peu d'humanité dans ce nouveau monde de brutes ?

(1) Un professeur de collège de 40 ans, est passé ainsi de 1200 € mensuel à 880/900 euros selon les cas.

(2) Les boutiques qui rachètent l'or ouvrent en nombre même dans les plus petites villes.

Un article du monde.fr du 18 mars

L'Arabie saoudite armerait les rebelles syriens. (19.03)

L'Arabie saoudite achemine, via la Jordanie, du matériel militaire pour équiper l'opposition. *"Dans une initiative de l'Arabie saoudite destinée à mettre fin aux massacres en Syrie, du matériel militaire saoudien est acheminé vers la Jordanie pour équiper l'ASL"*, a déclaré un diplomate sous couvert d'anonymat. *"Les détails de cette opération seront annoncés ultérieurement"*, a ajouté le diplomate qui s'est refusé à fournir la moindre précision sur la nature des cargaisons envoyées à la rébellion.

A Amman, le porte-parole du gouvernement et ministre de l'information, Rakan Majali, a *"catégoriquement démenti cette information"*, qualifiée de *"complètement infondé"*. *"La Jordanie n'a ni discuté ni évoqué la question avec une quelconque partie"*, a-t-il insisté, sans plus de détails, ajoutant qu'une déclaration officielle serait publiée plus tard.

L'Arabie saoudite, poids lourd du monde arabe, est très critique du régime du président syrien Bachar Al-Assad pour sa répression de la révolte populaire. Mercredi, elle a annoncé la fermeture de son ambassade à Damas et le rapatriement de ses diplomates en poste en Syrie, après avoir rappelé son ambassadeur en août. Le roi Abdallah II de Jordanie a fait lundi une visite à Ryad, où il a discuté de la crise syrienne avec le roi Abdallah d'Arabie saoudite, un proche allié régional.

Le 4 mars, le ministre saoudien des affaires étrangères, Saoud Al-Fayçal, avait estimé à Ryad que l'opposition syrienne avait le *"droit"* de s'armer *"pour se défendre"* face aux armes de guerre *"utilisées pour viser les maisons"*. Plusieurs pays, en particulier le Qatar, ont déjà annoncé qu'ils étaient prêts à fournir des armes aux rebelles syriens. L'ASL, formée au départ de milliers de militaires dissidents, comprend également des civils qui ont rejoint la lutte armée, mais ne dispose que d'armes légères face à l'artillerie lourde de l'armée régulière.

Lundi, le ministre syrien de l'information, Adnane Mahmoud, avait accusé l'Arabie saoudite et le Qatar d'être *"complices"* des *"gangs terroristes"* à l'origine selon Damas des troubles en Syrie, et estimé que les deux pays étaient ainsi responsables de l'effusion de sang dans le pays.

La vague de violences a fait selon des militants plus de 9 000 morts en un an. Elle s'est poursuivie samedi avec deux attaques, attribuées par les autorités à des *"terroristes"* et qui ont fait au moins 27 morts et 140 blessés samedi à Damas. *"L'Arabie saoudite nous envoie des terroristes!"*, a commenté l'un des témoins interrogés par la télévision d'Etat syrienne.

Un article de l'AFP du 21 mars

Face aux déserts médicaux, Médecins du monde prêt à investir les campagnes. (22.03)

Médecins du Monde, dont des bénévoles ont interpellé mercredi les passants à Marseille sur le danger couru par le système de santé solidaire français, s'apprête à ouvrir des centres de soins en milieu rural pour pallier les déserts médicaux, a annoncé à l'AFP son président.

"Nous allons probablement ouvrir cette année nos programmes d'accès aux soins en zones rurales, en Auvergne et dans des zones reculées d'Alsace", pour faire face aux déserts médicaux, a expliqué à l'AFP le Dr Olivier Bernard, président de Médecins du Monde (MdM).

Le Dr Bernard, qui a précisé que cette démarche était *"nouvelle pour MdM"* et *"en cours de réflexion"*, a ajouté qu'elle répondait à *"des besoins et des interrogations des médecins de terrain"* dans les campagnes françaises.

Début mars, l'association a commencé une campagne de sensibilisation en France, passant par plusieurs villes et qui se terminera en juin, afin d'interpeller les candidats à l'élection présidentielle, puis aux législatives, sur la remise en cause d'un accès équitable aux soins.

Le 21 février, pour présenter cette campagne, MdM avait affirmé dans un communiqué que *"le système de santé français, longtemps présenté comme +le meilleur au monde+, (était) malade"* et que c'étaient *"les personnes précaires qui en (souffraient) le plus"*.

Parmi les personnes reçues par MdM, *"un patient sur quatre vient se soigner trop tardivement, deux tiers des enfants de moins de 7 ans ne sont pas à jour dans leurs vaccinations, 68% des femmes enceintes n'ont pas accès aux soins prénataux et 85% des patients n'ont aucune couverture maladie"*, avait déclaré le Dr Bernard.

Chaque année, quelque 40.000 consultations médicales et sociales, gratuites et sans rendez-vous, sont pratiquées dans les 22 centres d'accueil et de soins de MdM en métropole et dans les départements et territoires d'outre-mer.

Avec 216.145 médecins actifs, la France est parmi les pays les mieux dotés: on recense en moyenne 306,7 praticiens pour 100.000 habitants, selon le Conseil national de l'Ordre des médecins.

Mais cette densité cache de fortes disparités, par exemple entre la Picardie (239 médecins pour 100.000 habitants) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (370), et plus encore entre les départements ou les bassins de vie.

Un article de l'AFP du 20 mars

Environ 2 millions de bénéficiaires du RSA fin 2011. (22.03)

Environ 2 millions de foyers étaient allocataires du Revenu de solidarité active (RSA) en France fin 2011, selon les données publiées mardi par la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf), qui fait état d'une certaine stabilité par rapport à 2010.

Fin décembre 2011, le RSA était versé par les caisses d'Allocations familiales (Caf) à environ 2,03 millions de foyers, dont environ 1,84 million en France métropolitaine (+3%), poursuivant ainsi *"son ralentissement au cours de l'année 2011"*, lié *"notamment à l'amélioration relative du marché de l'emploi observée depuis 2010"*, ajoute la Cnaf dans sa lettre d'information.

Dans le détail, en France métropolitaine, 445.000 foyers touchaient uniquement le RSA *"activité"*, versé en complément d'un petit salaire (contre 446.000 fin 2010) et 1,39 million (contre 1,35 fin 2010) percevait le RSA *"socle"*, qui a remplacé le RMI.

La Cnaf ne donne pas les comparaisons avec 2010 pour la France entière.

Enfin, 209.000 personnes (contre 198.000) touchaient à la fois du RSA *"socle"* et du RSA *"activité"* en raison d'un très petit nombre d'heures travaillées.

En raison d'un turn-over important (beaucoup d'allocataires entrent et sortent du dispositif chaque mois), le nombre de foyers ayant touché au moins une fois le RSA en 2011 est plus élevé (3,01 millions).

Au total, *"plus d'un tiers"* (36%) des personnes couvertes par le RSA (allocataire et conjoint vivant dans le même foyer) exercent une activité professionnelle, note encore la Cnaf.

Un article de l'expansion.com du 21 mars

La flambée des salaires en Asie change-t-elle la donne?. (22.03)

Les salaires s'emballent sur le continent asiatique. Dans certaines provinces chinoises, le SMIC est au même niveau qu'en Roumanie. Mais la Chine devient-elle vraiment moins compétitive?

La compétitivité de l'Asie est-elle en chute libre? Les journaux anglo-saxons et français lancent le débat, chiffres étonnants à l'appui. Selon le Wall Street Journal, les rémunérations s'enflamment sur tout le Continent asiatique. En Thaïlande, le salaire minimum devrait faire un bond de 40% début avril. En Indonésie, il a déjà augmenté de 20% dans plusieurs secteurs ces derniers mois. En Chine, les salaires ont fait un bond de 181% depuis 2004. Dans plusieurs régions chinoises, le salaire minimum est désormais au même niveau qu'en Bulgarie et en Roumanie, précise le journal Les Echos.

Cette flambée des rémunérations, à peine ralenti par la crise, signe-t-il la fin du "low cost" en Asie? C'est encore trop tôt pour l'affirmer. Certes, si on en croit les manuels d'économie, la Chine et ses voisins vont perdre, avec la hausse des salaires, leur avantage concurrentiel dans les secteurs intensifs en main d'oeuvre, comme le textile ou l'électronique. Un phénomène qui devrait conduire dans un second temps, à une montée en gamme des pays asiatiques.

Sauf que, sur le terrain, ce n'est pas vraiment ce qu'on observe, note Françoise Lemoine, économiste spécialiste de la Chine au Cepii. Ces derniers mois, les exportations chinoises, par exemple, ont ralenti moins vite que le commerce international. En d'autres termes, le poids de l'Empire du milieu dans les échanges s'est plutôt renforcé sur la période récente, même si l'annonce d'un déficit commercial record a refroidi les marchés !

Par ailleurs, la Chine dispose toujours d'un avantage structurel en matière de compétitivité. Les salaires ne constituent qu'une partie de l'histoire. Il faut aussi regarder la productivité, explique Françoise Lemoine. Celle-ci augmente de 10% par an. Et les entreprises étrangères implantées en Chine veillent à ne pas laisser ce chiffre diminuer grâce à des investissements. De fait, même si les salaires progressent vite, notamment dans les régions de l'Est qui assuraient encore en 2009 près de 90% des exportations, leur croissance ne dépasse pas franchement celle de la productivité. Au final, la compétitivité de la Chine est encore largement préservée.

D'autant que l'Empire du milieu a un autre atout : son réservoir de main d'oeuvre. La Chine continue de délocaliser une partie de sa production dans les provinces intérieures, où les salaires sont plus faibles. Bien sûr, Pékin a amorcé il y a dix ans une politique de rééquilibrage, qui doit se traduire à terme par un poids renforcé de la consommation au détriment des exportations. Mais il ne faut pas mal interpréter cette politique : la Chine n'a pas renoncé à être une nation exportatrice, commente Françoise Lemoine.

En fait, compte tenu de ses atouts, la Chine peut très bien rester très compétitive pendant une dizaine d'année. Cependant, sa marge de progression sur les marchés est aujourd'hui largement inférieure à celle d'il y a dix ans, en raison des hausses de salaires bien sûr, mais aussi en raison de la multiplication des mesures protectionnistes, comme par exemple sur le segment des panneaux solaires. Une statistique résume bien la situation chinoise. Sa part dans les exportations mondiales de produits manufacturés atteint 16%. Or dans le passé, ce niveau a toujours constitué un pic pour les grands pays exportateurs, qu'il s'agisse des Etats-Unis, de l'Allemagne ou du Japon.

Un rattrapage ultra rapide

Cette année, le salaire mensuel en Chine pourrait atteindre 4268 yuans, soit environ 513 euros, selon les données recueillies par FERI. Depuis 2004, les rémunérations ont fait un bond de 181%. Bien sûr, de fortes divergences persistent entre les régions de l'Est de la Chine, où les rémunérations sont les plus élevées, et les régions intérieures, plus éloignées du poumon économique du pays.

Commentaire.

Si je fais un parallèle avec ce que je constate en Inde et les articles que j'ai pu lire sur le même sujet, j'en déduis que les journalistes tendent à généraliser une situation qui ne concerne qu'un nombre très limité de travailleurs dans certains secteurs déterminés. Certes les salaires ont augmenté dans tous les secteurs d'activité mais pas dans les mêmes proportions.

Dans mon entourage et ceux de ma famille, on n'a jamais rencontré un salarié qui percevait un salaire équivalent à celui pratiqué par Mahindra Motor à Mumbai (ex-Bombay) ou chez Ford proche de Chennai (ex-Madras).

Cet article aborde un facteur clé de la production, la compétitivité, il en oublie un autre tout aussi déterminant la productivité. Si les Coréens du Sud sont parmi ceux qui travaillent le plus dans le monde, en revanche leur taux de productivité est parmi l'un des plus bas.

Les salaires peuvent être très bas, mais les conditions de travail, la formation du personnel et leur niveau de culture, de connaissances générales ou de conscience en général peuvent être si médiocres qu'elles renchérissent le coup du travail.

C'est une chose de faire trimer un ouvrier entre 48 et 60 heures par semaine comme un robot, c'en est une autre de lui inculquer la faculté d'exécuter une tâche en prenant soin qu'elle soit exécutée correctement ou que son exécution ne fasse pas l'objet de problèmes collatéraux et donc ne nécessite pas en permanence de multiplier les contrôles qui mobilisent d'autres salariés, donc à l'arrivée renchérit le coût de notre ouvrier.

J'ai fait réviser ma moto, la première fois en cinq ans, le reste du temps c'est moi qui m'en suis chargé et pour cause, quand j'ai récupéré ma moto, elle avait été entièrement nettoyée et paraissait presque comme neuve, par contre j'ai rencontré immédiatement quatre problèmes dont la vis de vidange du moteur qui était desserrée au point de me retrouver avec une flaque d'huile sous la moto le lendemain matin.

J'ai payé 2 700 roupies, un peu plus de l'équivalent de la moitié du salaire minimum, mieux j'ai payé de ma poche un litre d'huile supplémentaire (200 roupies). Comme je ne disposais pas de la clé indispensable pour resserrer cette vis, le mécanicien est venu chez moi avec une clé à pipe de 17", elle n'était pas accessible avec une clé plate. Son patron a perdu plus d'heure de travail sur cet employé. Je n'ai pas été chiant, je lui ai dit que je réglerai moi-même les autres petits problèmes que j'avais constatés et qui au total nécessitaient environ une heure de travail. Ce cas n'a rien d'exceptionnel, c'est la règle ici, dans tous les domaines.

Quand un informaticien venait chez moi pour régler un problème, à tous les coups quand il était parti je m'apercevais que j'avais un ou plusieurs nouveaux problèmes. Pratiquement systématiquement quand je faisais faire des travaux dans la maison où j'habitais précédemment, soit le travail avait été mal fait soit ils avaient cassé quelque chose. 19 jours après le cyclone, un employé de l'électricité est venu reconnecter les quatre fils qui relient le poteau électrique au compteur, quand ils ont remis le courant, il n'y avait que deux des trois phases qui fonctionnaient, il avait tout simplement oublié de reconnecter un des quatre fils.

Vous achetez des vêtements, soit il faut les faire recoudre après un ou deux usages, soit peu de temps plus tard ils s'avèrent défectueux (trou, démaillage) parce que lors de la fabrication une erreur avait été commise, et si vous ne prenez pas garde à les osculer minutieusement au moment de l'achat ou à les essayer, vous vous retrouvez avec des vêtements immettables ou qui présentent de gros défauts qu'il faut faire réparer. Disons entre 5 ou 7 fois sur 10, les vêtements qui sont proposés à la vente présentent des défauts de conception qu'il est impossible de corriger par la suite, soit vous les portez tels quels et tant pis pour le désagrément que cela procure, soit vous vous en débarrassez. Sur 10 shorts achetés, et non parmi les moins chers, j'ai dû en faire recoudre... 10, cela ne s'invente pas !

Le principe est à peu près celui-là : en principe un couteau sert à couper des aliments, vous voulez acheter un couteau, on vous vend un couteau, il ne coupe pas, le vendeur n'y peut rien, ce n'était pas marqué dessus qu'il ne coupait pas, portez-le à aiguiser et votre problème sera résolu, c'est vous qui paierez évidemment, et s'il s'avère qu'il ne coupe plus après un bref usage, c'est qu'il était franchement de mauvaise qualité, là non plus ce n'était pas écrit dessus, le vendeur ne pouvait pas le soupçonner et il n'y est pour rien.

Vous pourriez penser que je me suis écarté de notre sujet, pas vraiment car la productivité et la compétitivité d'une entreprise à un rapport avec la qualité du produit qu'elle commercialise ou du service qu'elle propose à

la clientèle, de ce dernier critère dépendra en grande partie son image de marque ou sa réputation sur le marché, donc avec ses résultats à long terme.

Pour revenir à cet article.

Il n'y a pas que le coût de la main d'oeuvre à prendre en considération dans la compétitivité des entreprises, mais aussi leurs charges fixes, la fiscalité, le taux d'imposition des bénéfices, les exonérations dont elles profitent, les aides ou les facilités que l'Etat peut leur accorder gracieusement en échange de la création d'emplois, le coût des matières premières et d'installation d'une usine, les taux de change entre les monnaies, etc.

Au final, on ne peut pas comparer les salaires d'un ouvrier chinois et français sans comparer leur niveau de vie qui fournit une indication précieuse ou plus précise sur le niveau de développement économique de chaque pays et leur évolution.

Un article de Résistance71 publié par mondialisation.ca du 22 mars

Affaire Merah: réflexions et questions... (23.03)

Récapitulons ce que nous savons:

Dans un premier temps, un jeune homme de 23 ans (Mohamed Merah), se réclamant d'Al Qaïda, ayant séjourné à la frontière de l'Afghanistan et du Pakistan, fiché, connu et suivi par la DCRI depuis lors, vole un scooter, abat à l'arme de guerre 3 militaires français et en blesse grièvement un autre à quatre jours d'intervalle (à Montauban et Toulouse); puis attaque une école juive de Toulouse où il abat un rabbin professeur et trois enfants. Traqué, il se retranche dans un appartement où il est assiégé par la police.

Dans un second temps, à Paris, une bombe artisanale explose devant l'ambassade d'Indonésie (pays musulman) suffisamment tôt le matin pour ne causer (fort heureusement) que des dégâts matériels. Cet attentat, bien que mentionné dans les médias, est complètement sorti du radar médiatique dû à l'importance du siège de l'appartement du suspect des fusillades de Montauban et de Toulouse. Il a pourtant bel et bien eu lieu.

La France n'a pas connu d'attentats à grande échelle depuis la vague d'attentats de 1995 (entre Juillet et Octobre), revendiqués par le Groupe Islamiste Armé (GIA) algérien. Près de 17 ans sans attentats majeurs et tout d'un coup, à moins d'un mois du premier tour d'une élection présidentielle très délicate, la France est victime de quatre attentats en l'espace de 10 jours.

Il y a là de quoi se poser certaines questions sur le timing, l'opportunisme sécuritaire que de tels événements pourraient avoir sur l'issue d'une campagne électorale plus grand cirque barnum que jamais.

Le terroriste de Toulouse se revendique d'Al Qaïda à la police qui l'assiège. Effet boeuf garanti. Mais qu'en penser lorsque l'on sait qu'Al Qaïda a été créé en Afghanistan à la fin des années 1970 par Zbigniew Brzezinski (alors conseiller à la sécurité, NSA ou National Security Advisor, du président américain Jimmy Carter et qui fut conseiller en politique étrangère du futur président Obama) et par Robert Gates, alors exécutif de la CIA, qui fut ministre de la défense du second gouvernement Bush en remplacement du sulfureux Donald Rumsfeld, démissionnaire, le même Robert Gates qui fut reconduit dans ses fonctions après l'investiture d'Obama et ce pour plusieurs années.

Le recrutement des moudjahidines islamistes luttant contre les soviétiques, contrôlés par la CIA et le MI6 britannique au départ qui avait plus de connexions dans ces contrées ayant appartenu à l'empire britannique et financés par des fonds saoudiens (comme aujourd'hui les oppositions armées en Libye et en Syrie le sont par l'Arabie Saoudite et le Qatar) dont un certain Ossama Bin Laden était le contrôleur financier d'origine.

Les soviétiques battus, les islamistes d'Al Qaïda toujours contrôlés (pas la bases, mais les hautes instances de la nébuleuse) par les services de renseignement occidentaux, CIA en tête (il est prouvé et documenté que Bin Laden hospitalisé pour problème rénaux à l'hôpital américain de Dubaï en Juillet 2001, a été alors visité par le chef d'antenne de la CIA pour la région, alors qu'il était déjà sur la liste des terroristes les plus recherchés au monde. La CIA a toujours su où il était même après le 11 Septembre...), ont été recyclés en Tchétchénie, puis à la fin des années 90 dans les Balkans, notamment au Kosovo.

Al Qaïda est connue pour être la "*légion arabe*" de la CIA dont les membres sont employés (à leur insu en ce qui concerne les opérateurs de terrain, comme peut-être l'est Mohammed Merah) pour plusieurs missions, l'essentielle étant d'entretenir la peur afin de continuer la "*guerre contre le terrorisme*", création des services occidentaux afin de justifier des mesures liberticides prises dans les états occidentaux pour museler les citoyens et la dissidence aux dogmes et bien sûr de justifier des guerres impérialistes d'ingérence au quatre coins de la planète ainsi qu'imposer la doctrine des "*guerres humanitaires*", qui ne sont que des écrans de fumée pour masquer le néo-colonialisme impérialiste d'un occident décadent et condamner à la guerre perpétuelle pour survivre.

Des groupes islamistes "*membres*" d'Al Qaïda ont combattu contre Kadhafi et aidé à détruire la Libye au profit des multinationales occidentales. Il a été documenté que certains de ces individus ont combattu en Irak et ont tué des soldats américains et de la coalition "*des volontaires*". Que certains, comme le sinistre Belhaj

du groupe islamiste armé libyen, ont été depuis envoyé par l'OTAN en Syrie pour organiser la lutte armée contre le régime syrien et créer peur, terreur et chaos dans le pays afin de tenter de diviser la population selon les lignes de partage confessionnelles et fomenter une guerre civile justifiant d'une intervention "humanitaire" des missiles de l'OTAN; ce qui pour l'heure échoue en Syrie et avait réussi en Libye où la société est plus clanique que la société syrienne.

Nous atteignons ici le paradoxe ultime d'un occident en guerre perpétuelle contre le terrorisme et qui emploie ces mêmes terroristes qu'il est censé combattre, pour réaliser ses basses besognes de déstabilisation de nations souveraines (quoi qu'on puisse penser des régimes en place...) et de terroriser les populations locales afin de les faire basculer dans une violence confessionnelle induite.

Des cadres des armées française, britannique et américaine ont encadré ces terroristes en Libye et le font en Syrie (surtout depuis les pays limitrophes de la Turquie, du Liban et de la Jordanie); certains sont toujours détenus en Syrie d'après certaines sources. L'occident par le truchement de ses services de renseignement est impliqué jusqu'au cou dans le financement, l'encadrement et l'utilisation des groupes terroristes divers et islamistes en particulier (ceux-ci répondant parfaitement au critère de justification d'une des théories néo-conservatrices du "*choc des civilisations*" mise en scène par Samuel Huntington), soit qu'ils utilisent pour les basses besognes, soit auxquels ils font porter le chapeau dans le cadre d'opérations bien spécifiques comme les attentats des années 1980 en Europe (attentat de la gare de Bologne, enlèvement et assassinat d'Aldo Moro, etc...) perpétrés ou commandités par le réseau de l'armée secrète de l'OTAN, connu sous le nom "*d'opération Gladio*" et qui couvrait toute l'Europe à partir de la création de l'OTAN en 1949. Ces opérations avaient pour but de discréditer les partis communistes européens jugés trop politiquement puissants, notamment le PCI, par une stratégie dite de la tension.

A ce sujet nous référons nos lecteurs à l'excellent livre enquête de l'historien suisse, professeur à l'université de Bâle, Daniele Ganser, qui publia en 2007: "*Les armées secrètes de l'OTAN*" aux éditions Demi-Lune et dont nous mettons ici le lien concernant le chapitre 7 consacré à "*La guerre secrète en France*".

Dans le même registre revenons le plus brièvement possible sur les attentats de 1995 en France, revendiqués par le GIA afin de voir à quel point la manipulation est à l'œuvre et qu'on ne peut jamais juger une affaire sur ses apparences et encore moins sur la "*version officielle*" qui est donnée et jettée en pâture aux médias et au public.

Tout est dit (ou presque, nous y reviendrons...) dans cet excellent documentaire enquête de Jean Baptiste Rivoire effectué en 2003 pour l'émission "*90 minutes*" de Canal +: "Les Attentats de Paris, enquête sur les commanditaires" que nous encourageons nos lecteurs à visionner, c'est passionnant et montre comment les services de renseignement contrôlent et développent les réseaux terroristes à des fins politiques spécifiques.

Pour résumer, les attentats de Paris entre Juillet et Octobre 1995, revendiqués par le GIA ont commencé le 11 Juillet avec l'assassinat de l'imam Sahraoui par des hommes armés qui n'ont jamais été retrouvé. On apprend dans le reportage que cet imam est sur la liste des gens à exécuter des généraux de l'armée algérienne alors au pouvoir en Algérie alors que le vote populaire avait massivement élu les candidats du FIS ou Front Islamique du Salut en 1992. Des troubles sociaux s'en étaient suivis, l'armée ne voulant pas céder le pouvoir et réprimant les manifestations dans le sang. Afin de discréditer les islamistes (ce qui arrangeait pas mal de monde du reste, y compris en France), les généraux au pouvoir utilisèrent les services du renseignement militaire algérien, la DRS, qui créa le GIA pour semer la terreur, discréditer les islamistes et élimier physiquement leur opposition. Le GIA a été un cas classique d'opération fausse bannière, organisée de A à Z par les services de la DRS (avec le soutien et l'approbation de qui ?), qui ont même recruté (c'est expliqué dans le documentaire) le futur chef du GIA: Zitouni, qui fut recruté par chantage et encadré par les agents de la DRS jusqu'à en faire un cadre puis le chef du GIA.

Ce que le reportage ne dit pas, la question qu'il ne pose pas est: qui a mis l'armée algérienne au pouvoir ?... Quels étaient les intérêts ? Il y est fait mention de "*certaines factions*" en France dont l'intérêt pour les ventes d'armes et autres affaires était évident pour qu'elles soutiennent les généraux. Il semble évident également que les Américains alors sous l'administration Clinton, étaient déjà dans la logique de la théorie néo-conservatrice du "*choc des civilisations*" de Samuel Huntington, dont Clinton fut un ardent promoteur. A ce titre, comme tout régime dictatorial militaire ultra-conservateur soutenu par les Etats-Unis, le maintien des

généraux au pouvoir en Algérie faisait partie d'une vision géopolitique globale et régionale. Les Etats-Unis soutenaient les généraux algériens.

Tout cela pour dire qu'il y a de nombreux précédents quant à la manipulation voire même la création pure et simple de réseaux terroristes ou radicaux par les services de renseignement de tout poil. A ce titre certaines questions dans l'affaire courante valent la peine d'être posées:

- Mohamed Merah est-il manipulé à son insu ?
- Quid de l'attentat à la bombe artisanale contre l'ambassade d'Indonésie à Paris dans le même temps du dénouement de l'affaire des tueries de Montauban et de Toulouse ?
- A qui tout cela profite t'il ou profitera t'il ? Qui a intérêt à faire monter de plusieurs crans la perception d'insécurité en France à ce moment très précis ?
- Sommes-nous en présence des résultats d'une stratégie de la tension si chère au Gladio et au GIA manipulé du milieu des années 1990 ?
- Comme pour les attentats de 1995, qui sont les commanditaires ?
- Doit-on rappeler qui est Nicolas Sarkozy ?
- Doit-on, peut-on ignorer qu'il est par alliance de côté de sa mère, le beau-petit-fils de Franck Wisner Sr, grand ponte de la CIA et fondateur du Gladio mentionné plus haut ? (légende dernière photo en bas de l'article, filiation expliqué ici)

Autant de questions qui se doivent d'être posées avec la volonté d'y trouver de véritables réponses.

Dans le monde propagandiste dans lequel nous vivons et plus tristement dans lequel nous sommes habitués à vivre sans nous poser les questions qui se doivent de l'être, il est de notre devoir de douter de tout. De poser sans cesse les questions du pourquoi ? et d'à qui le crime profite t'il ? Pourquoi la société fabrique t'elle des Merah, des Breivik (le tueur d'Oslo) ? Ils ne sont que des créations monstrueuses, conscientes ou non, de l'ingénierie sociale contre-nature.

L'histoire récente et moins récente nous montrent qu'il n'y a aucun hasard dans le cheminement des événements et que ce qui paraît parfois simple à analyser est en fait bien plus complexe dès qu'on y regarde de plus près.

Ces événements sont-ils des événements inopinés de l'histoire, des événements à ranger au rayon des faits divers ? Nous ne le pensons pas. Nous pensons qu'il y a des intérêts sous-jacents à ces événements et que l'oligarchie et ses chiens de garde sont prêts à bien des choses pour conserver la main, comme cela s'est vu à maintes reprises dans le passé.

Bien sûr nous ne pouvons pas terminer sans une pensée émue et sincère pour les familles des victimes de ces tueries insensées. Rien ne vaut une vie humaine et il est déplorable que tant de vies soient gâchées à Montauban, Toulouse et ailleurs au nom d'idéologies politiques et religieuses aussi futiles qu'obsolettes.

Puisse la vérité, toute la vérité, être établie, la société le doit aux victimes et à leurs familles.

Un article de l'AFP du 25 mars

L'achat de terres agricoles étrangères, un marché en pleine expansion. (26.03)

Investissement rémunérateur ou retour au colonialisme? L'achat de terres agricoles à l'étranger est un marché en pleine expansion depuis quelques années, qui comporte des risques pour l'environnement et génèrent des tensions géopolitiques, selon des experts.

Premiers intéressés, les Chinois, Indiens, Coréens du Sud et les économies pétrolières du Golfe sont à la recherche de terres étrangères pour répondre à leurs besoins alimentaires croissants. Les pays occidentaux, quant à eux, se sont mis en quête de trouver des surfaces agricoles pour leurs biocarburants.

Selon le Land Matrix Project, une initiative internationale de surveillance des acquisitions importantes de terres étrangères, un total de 203 millions d'hectares (huit fois la taille de la Grande-Bretagne) sont passés sous contrôle d'étrangers entre 2000 et 2010, par des ventes ou locations de longue durée.

Plus de la moitié (66%) des transferts concernaient l'Afrique, en particulier l'Éthiopie, le Libéria, le Mozambique et le Soudan. L'Asie comptait pour 14%, mais les experts ont souligné l'opacité de ce marché.

Paul Mathieu, expert auprès de la FAO (Organisation mondiale de l'agriculture et de l'alimentation) a observé une envolée des transactions en 2008-2009, à la suite de la crise alimentaire mondiale. Depuis, les ventes ont un peu reculé, selon lui.

Cependant, à long terme, la hausse attendue de la population (9,1 milliards d'humains prévus en 2050) et les besoins accrus en nourriture, ajoutés à la flambée des prix des carburants fossiles, contribueront à maintenir la demande de terres agricoles à un niveau élevé.

"C'est une bombe qui peut exploser si on ne s'en occupe pas", prévient M. Mathieu.

En théorie, les transactions de terres agricoles peuvent constituer une chance pour un pays pauvre avec une faible densité de population d'acquérir des nouvelles technologies, des formations et des capitaux.

Toutefois, de nombreuses enquêtes, quoique incomplètes, indiquent que ces investissements n'arrivent que très rarement. En revanche le marché des terres est souvent entaché de corruption et entraîne des dégâts environnementaux.

La Banque mondiale a ainsi révélé en 2010 que sur 14 pays ayant vendu des terres à des étrangers, l'exploitation agricole n'avait effectivement démarré que dans 21% d'entre eux.

Le 4e rapport mondial de l'Onu sur l'eau, publié mi-mars, a averti que les régions en proie à la sécheresse en Afrique occidentale risquaient d'être victimes de l'engouement des pays industrialisés pour les agro-carburants avec *"des conséquences particulièrement dévastatrices"*. Pour produire un litre d'éthanol à partir de canne à sucre il faut 18,4 l d'eau.

A ce rythme, les acquisitions de terres agricoles non surveillées conduiront les pays développés à tout simplement exporter *"leur empreinte eau"* pour produire des céréales et aliments à bas prix, avec des conséquences désastreuses pour les pays pauvres, a souligné l'expert suédois Anders Jaegerskog du Stockholm International Water Institute.

Et pour la ministre sud-africaine de l'Agriculture, Tina Joemat-Pettersson, ce nouveau marché *"n'est qu'une nouvelle forme de colonisation"*, citant le Sud-Soudan dont 40% des terres ont été vendues à des investisseurs étrangers.

"Les acquisitions controversées de terres ont largement contribué à l'éclatement des guerres civiles au Soudan, Libéria et Sierra Leone et il y a toutes les raisons de s'inquiéter parce que les conditions sont mûres pour de nouveaux conflits dans de nombreuses autres régions", selon Jeffrey Hatcher de la coalition d'ONG américaines Rights and Resources Initiative.

Commentaire.

On nous dit que "*l'exploitation agricole n'avait effectivement démarré que dans 21% d'entre eux*", il y a là au moins deux raisons possibles pour l'expliquer qui ne figurent pas dans cet article.

La première est que ces pays ou ces multinationales acquièrent des terres que leurs concurrents ne pourront pas se saisir, il s'agit d'être les premiers ou les meilleurs sur ce marché.

La seconde, c'est qu'ils pourront éventuellement les revendre à des acheteurs potentiels en réalisant une énorme plus-value, à moins que les Etats ne les rachètent plus tard dans les mêmes conditions que pour un acquéreur privé, dans les deux cas l'affaire sera juteuse.

Un article de liberation.fr et l'AFP du 27 mars

Drame de Clichy-sous-Bois : un super flic rapporte des pressions. (28.03)

Dans un livre à paraître ces jours-ci, l'ex patron de la police des police raconte des relations tendues avec Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, aux prémices des émeutes de 2005.

L'ex-patron de l'Inspection générale des services (IGS, «police des polices») expose, dans un livre à paraître ces jours-ci, sa vision de l'enquête sur la mort de deux adolescents à Clichy-sous-Bois, à l'origine des émeutes de 2005, évoquant des pressions de sa hiérarchie.

Eric Meillan, dans *«Confessions d'un sale flic»* (Editions La boîte à pandore), présenté à la presse ce mardi, consacre tout un chapitre sur cette enquête dans laquelle les policiers impliqués ont été poursuivis.

Eric Meillan rappelle la version des avocats des deux jeunes, électrocutés dans un transformateur, qui avaient accusé la police d'avoir menti sur ces faits où il y avait eu une poursuite.

Il affirme avoir été convoqué par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, qui lui a demandé de lui *«transmettre la procédure judiciaire»*, ce qu'il a refusé, selon lui, au nom du *«respect du code de procédure pénale»*.

Il fait part d'une *«fureur»* de Nicolas Sarkozy à cet instant qui, d'autre part, lui a *«donné ordre»* d'organiser une conférence de presse sur les faits, auquel il a obtempéré avec sa hiérarchie.

Devant la presse - prévenue au dernier moment de l'endroit de la rencontre par *«peur des fuites»* - l'ex-patron a détaillé ce qu'il écrit.

Selon lui, l'affaire de Clichy *«révèle deux fractures»*. *«La première, dont je suis victime, se situe entre la haute administration et les policiers de terrain (...) la seconde sépare la population et les représentants de l'Etat»* et est *«le ferment d'explosions sociales»*.

L'ancien et controversé directeur de l'IGS a affirmé par ailleurs avoir été l'objet de *«fadettes»*, ces factures détaillées de téléphones, pour lesquelles son ancien service a été récemment mis en cause dans l'affaire de la recherche des sources de journalistes travaillant sur l'affaire Bettencourt.

Cela sur ordre d'un *«haut responsable»*, a dit Eric Meillan, qu'il n'a pas cité.

Le 27 avril 2011, la cour d'appel de Paris a prononcé un non-lieu en faveur des deux policiers initialement renvoyés devant un tribunal dans l'enquête sur la mort de deux adolescents à Clichy-sous-Bois.

On oublie parfois que le Bonaparte de service et chef des armées est aussi le chef des barbouzes !

Un article de Slate.fr du 28 mars

Affaire Merah, enquêtes illégales, opacité... l'étrange bilan de la DCRI (29.03)

Quels liens exacts entretenait Mohamed Merah avec la DCRI? Comment ce service, dirigé d'une main de fer par Bernard Squarcini, a-t-il *«traité»* le tueur présumé? Pouvait-il être un de ses informateurs, comme l'a sous-entendu un ancien ponte du renseignement français?

L'enquête en est encore à ses prémices, mais pas une journée ne passe sans qu'un responsable politique ne s'interroge sur les *«failles»* de la DCRI. *«Dans n'importe quel autre pays démocratique, M. Squarcini et M. Péchenard n'oseraient plus se montrer»*, a même lancé Eva Joly, exhortant les deux policiers à démissionner.

Le même Squarcini qui claironnait depuis des mois avoir réussi à déjouer tous les attentats sur le territoire depuis la création de la DCRI. *«Si nous intervenons après le drame, cela veut dire que nous avons échoué dans la détection de la menace»*, déclarait-il à *«au Figaro»* à l'été 2010. Dont acte.

Evidemment, le débat soulevé par l'affaire Merah revêt un caractère d'autant plus sensible qu'il intervient en pleine campagne électorale. *«Je crois que la DCRI doit répondre de ce qui apparaît comme une défaillance»*, a ainsi déploré le sénateur socialiste François Rebsamen, un des successeurs potentiels de Claude Guéant à l'Intérieur en cas de victoire de la gauche. Une déclaration éminemment politique, à remettre dans un contexte de défiance beaucoup plus large. Manifestation inédite

Hasard troublant du calendrier: vendredi 16 mars, alors que Mohamed Merah s'apprête à commettre d'autres meurtres, une manifestation inédite se tient au siège de la DCRI. Ce matin-là, plusieurs dizaines de policiers expriment leur *«ras-le-bol»* dans le hall du bâtiment, à Levallois-Perret. Une mini-révolution tant les contre-espions, soumis au secret défense, sont théoriquement tenus à une discrétion absolue.

Officiellement, il s'agit simplement de protester contre une nomination controversée, qui a ravivé de vieilles querelles maison entre officiers et commissaires. *«Simple conflit interne»*, relativiseront les syndicats. Le rassemblement n'avait d'ailleurs pas vocation à être ébruité.

C'est le député socialiste du Finistère, Jean-Jacques Urvoas, qui s'en est le premier fait l'écho sur son compte Twitter, deux jours plus tôt. *«Il ne faut pas s'étonner qu'en pleine campagne électorale ce type de manifestations donnent lieu à des interprétations politiques»*, nous expliquait alors Urvoas, qui milite depuis longtemps pour une réforme des services de renseignement. C'était quelques jours seulement avant le drame de Toulouse.

Pour comprendre les tensions autour de la DCRI, il faut remonter à sa création en 2008. A l'époque, le principe d'une fusion des Renseignements généraux (RG) et de la Direction de surveillance du territoire (DST) ne soulève pas d'objection majeure.

En rassemblant tous les agents dédiés à la surveillance du territoire dans une même maison, il s'agit d'en finir avec les doublons et de s'adapter aux nouvelles menaces, comme l'espionnage économique ou la cybercriminalité.

Un FBI à la française pour une République irréprochable

Pour Nicolas Sarkozy, l'objectif est aussi de tirer un trait sur la réputation barbouzarde des RG et les manœuvres supposées de la DST, soupçonnée d'avoir trempé dans l'affaire Clearstream. Doté d'un budget colossal et protégée par le secret défense, ce *«FBI à la française»* est alors censé incarner la République irréprochable chère au nouveau Président.

Quatre ans plus tard, le bilan est plus que mitigé. Outre des dysfonctionnements éventuels dans l'affaire Merah, les critiques reprochent d'abord à la DCRI l'opacité qui a présidé à sa mise en œuvre. *«On a créé le service de renseignement le plus puissant sans qu'à aucun moment l'Assemblée nationale n'ait été consultée»*, déplore Jean-Jacques Urvoas. Paradoxalement, le secret absolu qui entoure les activités de la DCRI pèse désormais comme une chape de plomb sur le service.

Une enquête publiée en janvier dernier, L'Espion du Président (Robert Laffont), a cependant levé un bout de voile sur le fonctionnement du contre-espionnage et le rôle trouble joué par son patron, Bernard Squarcini:

«J'ai réussi à mettre en commun la rigueur des ST et le bordel des RG, y confesse le "Squale". J'ai récupéré deux mémères, j'en ai fait une belle blonde. Que beaucoup, dans le monde, voudraient avoir dans leur plumard.»

La métaphore pourrait prêter à sourire si elle ne concernait pas un service de plus en plus controversé. Dans leur ouvrage, les journalistes Olivia Recasens, Christophe Labbé et Didier Hassoux évoquent les moyens démesurés et souvent illégaux dont dispose aujourd'hui le contre-espionnage. Pour mener ses investigations, la DCRI peut notamment s'appuyer sur un «groupe des opérations spéciales».

Au sein de cette équipe, certains techniciens sont spécifiquement chargés des «sonorisations». D'autres ont pour mission de «casser» des ordinateurs et de siphonner des disques durs. On découvre également l'existence d'une plateforme d'écoutes secrètes, basée dans l'Essonne, où des particuliers sont branchés en toute illégalité.

Si le recours à ce type de méthodes semble indispensable au travail d'un service secret, l'absence totale de contrôle suscite un certain malaise. Notamment lorsque les moyens de l'antiterrorisme sont utilisés dans des dossiers à coloration politique, comme l'affaire de Tarnac.

La crédibilité de Squarcini en cause

Désormais montré du doigt dans l'affaire Merah, Bernard Squarcini défend haut et fort le travail de ses services. Mais après quatre ans de coups plus ou moins tordus, le patron de la DCRI est-il encore crédible? Rien n'est moins sûr.

«A partir du moment où Bernard Squarcini a mis en avant sa proximité et son lien quasi-familial avec Sarkozy, il ne faut pas s'étonner de recevoir aujourd'hui des bourrasques», analyse Urvoas. Ancien numéro 2 des RG, fin connaisseur de la Corse, Squarcini est notamment à l'origine de l'arrestation d'Yvan Colonna, en 2003. Depuis, Nicolas Sarkozy lui accorde une confiance sans faille.

Le «Squale» a d'ailleurs la réputation de ne rien pouvoir refuser au président. En mars 2010, c'est lui qui supervise l'enquête sur les rumeurs autour de sa vie privée. A l'époque, l'affaire fait grand bruit. Pour éteindre l'incendie, Carla Bruni est contrainte de venir s'expliquer au micro d'Europe 1. *«Il n'y a aucune enquête de police, c'est inimaginable, relativise-t-elle. On ne fait pas une enquête sur des commérages.»*

Mais à peine trois heures plus tard, la Première dame est démentie par Bernard Squarcini en personne, qui admet avoir bien été chargé d'enquêter sur l'origine des rumeurs d'infidélité. Un cafouillage révélateur. D'autant que le patron de la DCRI va récidiver trois mois plus tard, à l'été 2010.

Cette fois, il s'agit d'identifier la source d'un journaliste du Monde, Gérard Davet, qui vient de publier des extraits d'un procès verbal explosif dans l'affaire Woerth-Bettencourt. En épluchant les fadettes de l'enquêteur, les limiers de la DCRI n'auront aucun mal à identifier un conseiller de MAM, écarté sur le champ.

En attendant le 6 mai

Des méthodes exceptionnelles? Pas vraiment si l'on en croit le témoignage le plus troublant recueilli par les auteurs de L'Espion du président. Ancien patron des Renseignements généraux aujourd'hui préfet de l'Orne, Joël Bouchité a pourtant la réputation d'être proche de Nicolas Sarkozy.

Selon lui, Bernard Squarcini a recréé à la DCRI une «petite cellule presse», comme au bon vieux temps des RG:

«Des mecs chargés de se rencarder sur ce qui se passe dans les journaux, les affaires qui vont sortir, la personnalité des journalistes. Pour cela, comme pour d'autres choses, ils usent de moyens parfaitement illégaux. Leur grand truc, c'est de voler des adresses IP, la carte d'identité des ordinateurs. Ils épient les

échanges de mails, les consultations de sites. Ils sont alors au parfum de tout. Si nécessaire, ils doublent en faisant les fadettes.»

Depuis, Joël Bouchité a démenti avoir tenu de tels propos. Mais le malaise est difficile à dissiper. Après des mois de flottement, le patron de la DCRI a finalement été mis en examen dans l'affaire des fadettes. Une décision sans précédent qui a jeté l'opprobre sur toute la maison. Reste désormais à savoir quelles seront les conséquences de la prochaine présidentielle sur la DCRI.

Au Parti socialiste, on insiste avant tout sur la nécessité de mettre en place un véritable contrôle parlementaire, aujourd'hui quasi-inexistant. Certains regrettent également que le renseignement de proximité, longtemps assuré par les RG, ait quasiment disparu. En cas de victoire de la gauche, le 6 mai prochain, une proposition de loi est déjà prête. Quant à Bernard Squarcini, on l'imagine mal survivre à une alternance. Le «*Squale*» a d'ailleurs déjà prévenu:

«Si on trouve meilleur que moi, je cède volontiers ma place.»

Un article de liberation.fr du 28 mars

Le taux d'épargne au plus haut depuis trente ans. (29.03)

C'est l'un des principaux enseignements de la dernière note de conjoncture de l'Insee : en 2011, le bas de laine des ménages français a atteint des proportions jamais vues depuis le début des années 1980. Le point sur un phénomène ambivalent. Où en est le taux d'épargne ?

En 2011, il a atteint 16,8% du revenu disponible brut des ménages, soit quelque 220 milliards d'euros. La barre des 17% a même été franchie au cours de l'année. C'est le niveau d'épargne le plus élevé depuis 1983, bien qu'inférieur aux maxima d'après-guerre - plus de 20% vers 1975, par exemple.

Contrairement à une idée reçue, cette situation n'est pas une exception française. L'Hexagone figure, certes, dans le peloton de tête. Mais la Belgique fait mieux, avec ses 17,2%. L'Allemagne, à 16,6%, n'est pas loin. L'Espagne et l'Italie n'ont décroché que récemment du peloton de tête, les effets de la crise forçant les ménages à puiser dans leur épargne pour consommer.

Pourquoi tant de prudence ?

Chômage en hausse continue, faibles perspectives de croissance, incertitude sur les revenus et crédits plus difficiles à obtenir : le futur économique de beaucoup de ménages reste incertain. Dans ce contexte, les particuliers reportent à plus tard une partie de leur consommation, au profit d'un bas de laine de sécurité. En 2011, la collecte du livret A a été la deuxième meilleure de son histoire, après 2008.

Ces données agrégées masquent des comportements individuels distincts : *«Les 20% les moins aisés de la population n'épargnent pratiquement pas, car la consommation absorbe la quasi-totalité de leur revenu, explique Mathieu Plane, économiste à l'OFCE. Alors que les 10% les plus riches ont un taux d'épargne de 35%.»*

Est-ce bon pour l'économie ?

A long terme, un taux d'épargne élevé est plutôt positif. Il est un élément de stabilité économique et garantit la bonne alimentation du crédit aux entreprises. A court terme, les conséquences sont plus contrastées. Epargner équivaut à repousser sa consommation à plus tard. Or, c'est traditionnellement celle-ci qui tire la croissance française. *«Une baisse de deux points du taux d'épargne suffirait à provoquer un choc significatif sur l'activité»,* estime Mathieu Plane.

De plus, la structure de l'épargne n'est pas neutre. *«Les placements en action, qui financent les entreprises, ont beaucoup baissé, remarque Didier Davydoff, directeur de l'Observatoire de l'épargne européenne. Dans le domaine de l'assurance-vie, de nouvelles réglementations dissuadent également les compagnies d'acheter des actions.»*

Et ensuite ?

Les facteurs encourageant une épargne élevée devraient continuer à jouer en 2012. L'Insee anticipe toutefois une baisse légère, en raison de nouveaux prélèvements fiscaux qui *«affecteraient, pour partie, des revenus qui sont en général épargnés»*.

Un article de l'AFP et Lexpansion.com du 29 mars

La France compte de plus en plus de pauvres et de précaires. (30.03)

La France compte de plus en plus de pauvres et précaires depuis le milieu des années 2000 et travailler ne suffit plus à se prémunir de l'exclusion, une tendance accentuée par la crise économique et qui devrait perdurer faute de mesures spécifiques, selon un rapport publié jeudi.

"L'observation des tendances de la pauvreté et de l'exclusion sociale depuis une dizaine d'années pointe d'abord des évolutions préoccupantes", souligne l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) dans son rapport 2011-2012, qui a compilé et commenté une vingtaine d'indicateurs.

Même si la France avait d'abord *"plutôt bien résisté"* à la crise 2008-2009, ses conséquences sont aujourd'hui *"lourdes, multiples et échelonnées dans le temps"*, poursuit l'instance officielle.

Ainsi, en 2009 (dernier chiffre disponible), le taux de pauvreté retrouvait son niveau de 2000, à 13,5% de la population, après un *"point bas à 12,6%"* en 2004, rappelle le rapport, publié à moins d'un mois du premier tour de l'élection présidentielle.

Nicolas Sarkozy avait promis en 2007 de réduire d'un tiers la pauvreté pendant son quinquennat. En raison du décalage des statistiques, on ne saura qu'en 2014 quel est le taux de pauvreté de 2012.

Ainsi, 8,2 millions de personnes vivaient en 2009 avec moins de 60% du niveau de vie médian (954 euros).

Si l'on prend en compte les indicateurs de la Commission européenne, ce sont 11,2 millions de Français qui étaient en 2009 touchés soit par la pauvreté monétaire, soit pas des *"privations matérielles sévères"*, soit par une *"très faible intensité de travail"*.

700.000 personnes cumulaient les trois critères.

L'Onpes s'inquiète particulièrement de la *"montée indéniable de la grande pauvreté"*, a souligné en conférence de presse Jérôme Vignon, à la tête de l'Observatoire.

Près de deux millions de personnes vivaient en 2009 avec moins de 640 euros mensuels (40% du niveau de vie médian), soit 3,3% de la population, un taux *"en nette progression"* (2,7% en 2000), selon le rapport.

Les personnes en grande pauvreté se trouvent dans une sorte de *"halo du chômage"*, dont les chances de sortir *"sont très faibles"*, en raison du cumul de handicaps lourds, notamment en matière de santé, d'éducation et de logement".

Ce "cercle vicieux de la pauvreté (...) constitue un noyau dur de l'exclusion dans notre pays: des femmes chefs de famille monoparentale et leurs enfants, des hommes isolés et dépourvus de qualifications professionnelles, des femmes seules et âgées".

Sans compter les personnes touchées par des *"privations matérielles sévères de biens et de services"* ou une *"très faible intensité de travail"*. Ce qui représente au total plus de 11 millions de personnes. En tout, 700.000 personnes cumulent ces trois indicateurs.

Quant à ceux qui travaillent, l'Onpes s'inquiète des personnes aux *"qualifications insuffisantes"*, que *"le fonctionnement sélectif du marché du travail, privent quasiment de toutes chances d'accéder à un emploi durable et de qualité"*, comme l'attestent les statistiques du chômage de longue durée.

Enfin, on peut gagner sa vie, avoir un travail et vivre en dessous du seuil de 954 euros par mois. C'est un phénomène qui s'accroît, il touche aujourd'hui 7% de la population. C'est particulièrement le cas pour les femmes seules avec enfant. De plus en plus de professions ne vous permettent pas de franchir le seuil de pauvreté, c'est notamment le cas dans le secteur du service à la personne, dans la restauration, l'agriculture.

On observe qu'il y a eu un tournant dans les années 2000. Pourtant, c'était avant la crise, mais depuis dix ans le travail est de plus en plus précarisant, grisant. Certains sont exclus du marché du travail et la crise a accentué ces phénomènes déjà présents. Elle n'a pas tout fait, mais elle les a rendus de plus en plus aigus. Sur le marché du travail, le CDI (contrat à durée indéterminée) a laissé place à des contrats courts, des temps partiels.

"Il vaut mieux avoir un emploi pour éviter la pauvreté mais il n'en prémunit plus autant qu'avant", a résumé Jérôme Vignon.

A défaut d'un soutien spécifique aux travailleurs pauvres, *"il faut s'attendre en 2012 à une augmentation sensible du nombre de personnes en situation de pauvreté"*, a-t-il prévenu.

La pauvreté s'accroît chez les familles monoparentales, soit deux à trois fois plus que l'ensemble de la population, chez les enfants où le taux est de 18% et chez les jeunes de 18 à 24 ans. Et la pauvreté est encore plus présente en zones urbaines sensibles (ZUS), où le taux de pauvreté s'établit à 32%. Et près d'un jeune sur deux de moins de 25 ans habitant en zone urbaine sensible est pauvre. Deuxièmement, on ne parle pas assez de la pauvreté en milieu rural. Moins de personnes sont touchées qu'en zone sensible, mais le taux de pauvreté est supérieur qu'en zone urbaine. En 2008, il était de 14,4%. Il s'agit principalement de néo-ruraux et de paysans paupérisés.

Malgré ce sombre tableau, l'Onpes note que les prestations sociales permettent de *"réduire de huit points la part des personnes sous le seuil de pauvreté"*.

"Nous livrons un message d'alarme mais aussi de confiance car la France a su grâce à un système complet et sophistiqué" de protection sociale, limiter les effets de la crise, a ajouté M. Vignon.

L'Onpes relativise également les chiffres de l'emploi en Allemagne, meilleurs qu'en France mais qui s'accompagnent de *"réduction de salaires"*, *"d'une sensible précarisation de l'emploi"* et d'une hausse de la pauvreté (12,2% en 2005 contre 15,6% en 2010).

L'Onpes prône notamment une revalorisation des minima sociaux.

Aujourd'hui, sans aides sociales, le taux de pauvres serait de 20%. L'effet a été net sur la réduction du taux de pauvreté, reste le niveau des minima sociaux. Par exemple, le RSA (revenu de solidarité active) se situe aux alentours de 450 euros par mois, en dessous du seuil de pauvreté. Or le pouvoir d'achat s'est dégradé depuis les années 2000. Les minima sociaux sont n'étaient que peu revalorisés ces dernières années. Le conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion prône une revalorisation de ces minima sociaux de 25%.

Un article de liberation.fr et l'AFP du 29 mars

En sommet à New Delhi, les cinq pays du groupe des "Brics" veulent une nouvelle banque. (30.03)

Les cinq grands pays émergents du bloc des "Brics", ont plaidé jeudi pour la création d'une nouvelle banque de développement et ont exprimé leur inquiétude concernant les excès de liquidités dans le système financier mondial provoqués par les politiques des pays riches.

La présidente du Brésil Dilma Rousseff, le Russe Dmitri Medvedev, le Chinois Hu Jintao et le Sud-Africain Jacob Zuma, ainsi que le Premier ministre indien, Manmohan Singh, se sont rencontrés pour le quatrième sommet des "Brics" (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du sud), à New Delhi.

"Les liquidités excessives émanant de la politique agressive prise par les banques centrales pour stabiliser leurs économies sont en train de se répandre dans les économies des marchés émergents", a relevé dans sa déclaration finale le bloc, qui totalise près de 20% de la croissance mondiale.

Pour stimuler une croissance atone, les banques centrales des économies développées ont réduit leurs principaux taux d'intérêt et injecté des milliards de dollars dans le système bancaire.

"Nous pensons qu'il est essentiel que les économies développées adoptent des politiques macroéconomiques et financières responsables, qu'elles évitent de créer des liquidités mondiales excessives et entreprennent des réformes structurelles pour aider la croissance, créatrice d'emplois", ont-ils ajouté.

"Nous attirons l'attention sur les risques d'un important et volatile flux de capitaux auquel font face les économies émergentes", a insisté le bloc.

Les marchés émergents craignent que les nouvelles liquidités injectées dans le système bancaire des pays riches servent à acheter des actifs dans les pays en développement, risquant de créer une bulle et d'entraîner de la volatilité dans les taux de change.

Les cinq pays membres des Brics, dont le nom est né en 2001 sous la plume d'un économiste de la banque d'investissement Goldman Sachs pour désigner des pays connaissant une forte croissance, ont vu leurs échanges commerciaux bondir l'an dernier de 28% pour atteindre 230 milliards de dollars.

Ils ont aussi plaidé pour la création d'une banque visant à financer des projets d'infrastructure et de développement, les bases d'une telle institution envisagée comme contrepoin à la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement restant toutefois encore floues. Selon la déclaration, les ministres des Finances vont examiner *"la faisabilité et la viabilité"* d'une telle proposition.

Cette idée avait déjà été débattue sous le nom de *"South-South Bank"* ou *"Brics Bank"*.

Le président sud-africain, Jacob Zuma, a affirmé que cette banque était une idée saluée par d'autres dirigeants africains, qui y voient une nouvelle source de financement pour des projets d'infrastructures clé. *"Une telle banque a un fort potentiel pour nous aider à créer de bons emplois", a-t-il estimé.*

Le ministre brésilien du Commerce, Fernando Pimentel, avait pour sa part estimé mercredi que la banque *"serait un outil financier très puissant pour améliorer les possibilités commerciales et peut-être une étape majeure pour soutenir l'Union européenne dans ses efforts pour surmonter la crise financière"*.

Les Brics, qui veulent aussi asseoir leur influence diplomatique, ont par ailleurs unanimement estimé que seul le dialogue pouvait résoudre la violence en Syrie et la crise avec l'Iran sur son programme nucléaire controversé.

"Nous sommes d'accord sur le fait qu'une solution en Syrie et en Iran peut seulement être trouvée via le dialogue", a annoncé le Premier ministre indien Manmohan Singh.

Document

Articles de presse d'avril 2012

Table des matières

France

Politique

- Parisot fustige Mélenchon, "héritier d'une forme de Terreur" (02.04)
- Parisot salue la conception du dialogue social de Hollande (06.04)
- Mise à feu de l'arsenal antiterroriste de Sarkozy. (12.04)
- Le "Financial Times" vole au secours de François Hollande. (13.04)
- Hollande cultive discrètement ses relations avec le patronat. (19.04)
- Des grands patrons publient leur «manifeste» libéral. (21.04)
- Karachi: Balladur et Bazire mis en cause par l'ex-trésorier de campagne. (29.04)

Social

- Pouvoir d'achat: 86% des Français se disent préoccupés. (03.04)
- Huit Français sur dix se disent "attachés" à leur modèle social. (03.04)
- Education: les actions se multiplient contre les suppressions de postes. (06.04)
- 40% des entreprises affectées par des problèmes de logement des salariés. (13.04)
- Les plans sociaux : l'épée de Damoclès du futur Président. (13.04)
- Chômage partiel dans plusieurs usines automobiles. (17.04)
- 1er mai: les syndicats dénoncent une "provocation" de Sarkozy et appellent à la mobilisation. (25.04)
- Coût du travail: les chiffres qui relancent le débat en France. (26.04)
- Un jeune sur deux au chômage lors des trois premières années de vie active. (27.04)

International

Politique

- La « malédiction syrienne » hante l'Europe. (06.04)
- Tunis: répression brutale d'une manifestation. (10.04)
- Espagne: le gouvernement veut redéfinir les dépenses des régions. (10.04)
- Grèce: élections anticipées le 6 mai dans un pays plus divisé que jamais. (12.04)
- La police de Catalogne appelle à la délation, la secrétaire locale de la CGT emprisonnée. (26.04)
- Du 6 février 1934 au 25 avril 2012. (26.04)

Social

- Hausse des droits de scolarité: toutes générations confondues dans les rues de Montréal. (16.04)
- Les propositions controversées de Bruxelles sur l'emploi. (17.04)
- L'Espagne va couper dans la santé et l'éducation. (21.04)
- Le coût du travail augmente moins en Allemagne qu'ailleurs en UE. (25.04)
- L'industrie allemande en grève pour réclamer une hausse des salaires. (28.04)

Economie

- Les bulles immobilières resurgissent. (03.04)
- Le Brésil, locomotive de l'économie mondiale. (11.04)
- En Grèce, un millier d'entreprises disparaissent chaque semaine. (21.04)

Un article de l'AFP du 1er avril

Parisot fustige Mélenchon, "*héritier d'une forme de Terreur*" (02.04)

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a fustigé le programme économique de Jean-Luc Mélenchon, estimant que le candidat du Front de gauche était plus "*l'héritier d'une forme de Terreur*" que celui "*des plus belles valeurs de la Révolution*".

"*Le programme de Jean-Luc Mélenchon installerait une modalité de contrôle de l'économie comme on n'en a jamais vue*", s'est inquiétée Mme Parisot au Grand-Rendez-vous Europe 1/1>Télé/Le Parisien-Aujourd'hui en France.

"*Jean-Luc Mélenchon aime laisser entendre qu'il est un vrai révolutionnaire. On aime bien la révolution, il y a des choses sympathiques dans celles de mai 1968 ou de 1789, mais il y a aussi des phases qui sont terribles et je trouve que Mélenchon est beaucoup plus l'héritier d'une forme de Terreur que l'héritier des plus belles valeurs de la Révolution*", s'est-elle exclamé.

Mme Parisot a stigmatisé les "ressorts" utilisés selon elle par le candidat: "*à longueur de discours, M. Mélenchon adore opposer les uns aux autres*", lui a-t-elle reproché. "*La démagogie flatte des choses détestables et les choses deviennent ensuite non contrôlables*", a-t-elle mis en garde.

"*Au rassemblement qu'il a organisé à la Bastille, il y avait des gens qui avaient des piques et des visages dessus*", a poursuivi la patronne du Medef, évoquant le récent meeting du candidat du Front de gauche à la Bastille. "*Est ce que ça veut dire qu'on aura des ministres communistes si François Hollande était élu ?*", s'est interrogée la patronne du Medef, estimant que ce serait "*incroyablement ringard*" de retomber dans la "*nostalgie du début des années 80*".

"*La crise nous a montré qu'il fallait faire évoluer le capitalisme. Avec le Medef, on s'investit à l'échelle internationale pour qu'il y ait une vraie régulation, qui n'existe pas aujourd'hui, ça c'est une approche moderne*", a défendu Mme Parisot.

Commentaire.

Tremble, après plus de deux siècles de "*terreur*", l'heure approche où le peuple opprimé va se soulever et liquider ses bourreaux, madame Parisot a raison d'en trembler d'effroi.

La peur va changer de camp. Nous vengerons tous les travailleurs et leurs familles que le capitalisme a sacrifié sur l'autel du profit, le prolétariat que vous laissez tant va régler ses comptes à sa manière à la hauteur des mille souffrances que vous lui avez fait subir, vous avez raison de ne pas en douter.

Effectivement, lors d'une révolution, lorsque le peuple révolutionnaire se lance à l'assaut du pouvoir il devient "*incontrôlable*", il laisse libre court à son instinct qui le pousse à employer une forme de barbarie, salutaire, pour conquérir sa liberté et terrasser ses maîtres qui l'avaient en esclavage.

Pour en finir avec le joug de l'exploitation et de l'oppression, nous devons réduire à néant la capacité de nuisance des capitalistes les plus puissants et leurs représentants, par tous les moyens à notre disposition, y compris en les réprimant, féroceement s'ils résistent. Nous n'aurons pas plus de pitié envers un patron qu'il en a quand il jette à la rue un ouvrier.

La seule façon de sauver leur peau serait de céder la place au socialisme, sans résister, mais comme les capitalistes s'y refuseront, ils auront finalement le sort qu'ils méritent.

Vous savez madame Parisot, quand l'ouvrier que vous avez conduit au bord du désespoir va se déchaîner, ce sera littéralement comme une bête féroce enragée, assoiffée de vengeance, que rien ne pourra contenir ou arrêter, pas même la crainte de mourir, car à ce stade il préférera encore mourir que de revenir à l'état de chose antérieur, il n'agira pas aveuglément pour autant, instinctivement il saura reconnaître son ennemi de toujours et le jugera pour tous ses crimes qu'il a commis et qui sont restés impunis, son verdict sera juste et

légitime parce qu'il incarnera le combat que mène tous les peuples pour en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Vous ne voulez pas déposer les armes, soit, elles se retourneront contre vous, voilà tout, ce sera un juste retour des choses.

Un article du figaron.fr du 2 avril

Les bulles immobilières resurgissent. (03.04)

Les prix immobiliers s'envolent dans certains pays en raison de politiques monétaires trop accommodantes.

À Berlin, les prix immobiliers ont augmenté de près de 10 % en un an. À Toronto, où il se construit deux fois plus de gratte-ciel qu'à New York, les prix sont en hausse de 30 % depuis 2006. En Australie, ils ont augmenté de 15,5 % depuis 2007. Malgré la crise - ou à cause d'elle! - les bulles immobilières resurgissent.

Au Canada, les autorités s'en inquiètent. Les prix nationaux seraient surévalués de 75 % par rapport aux loyers. En Australie, la bulle reste alimentée par l'immigration et la hausse des prix des matières premières, mais personne ne s'en soucie. *«Cela fait pourtant penser à l'Espagne des années 2006-2007!»* remarque l'économiste Patrick Artus.

En Europe, où les dernières bulles n'ont pas fini d'éclater en Espagne, en Irlande, ou au Royaume-Uni, c'est le cas allemand qui intrigue le plus. En un an, les prix de l'immobilier ont grimpé de plus de 5 % outre-Rhin. Dans le centre de Munich ou d'Hambourg, les prix s'envolent, alimentés par des acheteurs étrangers.

Le phénomène est si nouveau, en Allemagne, qu'il mobilise l'attention des médias. Le président de la Bundesbank, Jens Weidmann, s'en est ému dans une note officielle. Il tire argument de la hausse des prix immobiliers allemands pour demander à la Banque centrale européenne (BCE) de replier ses mesures d'assouplissement monétaire, qui ont abouti à injecter quelque 1000 milliards d'euros de liquidités dans le circuit du crédit depuis le mois de décembre.

Le bulle allemande a beau être modeste, comparée au reste du monde, le président de la «Buba» n'a pas tardé à trouver le coupable: cet argent frais injecté par milliards par les banques centrales depuis le début de la crise, en sus des taux d'intérêt maintenus à des taux historiquement bas, entre 0,25 % et 1 % de part et d'autre de l'Atlantique.

La politique monétaire de la Fed, la Banque centrale américaine - sur laquelle se calque la Banque centrale du Canada - et la thérapie de choc de la BCE écrasent les taux d'intérêt à court et long terme, notamment les rendements des obligations d'État à 10 ans, à partir desquels sont calculés les taux d'emprunt immobiliers des ménages qui s'endettent à taux fixe.

Les banques centrales doublement responsables

Profitant de l'aubaine, les ménages des pays les moins touchés par la crise financière de 2010 - Allemagne, Pays-Bas - s'endettent, parfois jusqu'à l'excès, comme au Canada, et font grimper les prix. Les spéculateurs, comme toujours, se joignent à la partie, moins à Berlin qu'à Vancouver, où les prix au mètre carré, comparés aux revenus disponibles, sont les plus élevés du monde anglo-saxon.

Les banques centrales sont doublement responsables. Non seulement elles baissent les taux, mais, en imprimant des billets, elles alimentent les craintes d'inflation et l'appétit pour les valeurs sûres, dont la pierre fait partie.

En Europe, la crise de la dette a propulsé l'immobilier au sommet des valeurs refuge, notamment en Allemagne. Alors qu'ils privilégiaient les dettes d'État italiennes ou espagnoles jusqu'en 2010, les investisseurs institutionnels allemands placent désormais leurs excédents d'épargne dans l'immobilier commercial. Les ménages qui ont de l'épargne à placer font le même raisonnement.

Un article de l'AFP du 2 avril

Pouvoir d'achat: 86% des Français se disent préoccupés. (03.04)

Près de neuf Français sur dix (86%) sont préoccupés par le pouvoir d'achat dans les prochains mois, ce qui devrait inciter plus de la moitié d'entre eux à restreindre certaines dépenses (loisirs, habillement, produits culturels) pour l'année à venir.

Ils sont même 37% à se dire *"très préoccupés"*, selon un sondage Harris Interactive pour Panorabank publié lundi et réalisé auprès de 1.866 personnes interrogées du 16 au 19 mars par internet.

68% des Français s'attendent à une dégradation de leur pouvoir d'achat, se montrant plus optimiste pour eux-mêmes que pour l'ensemble de la population: 75% anticipent une dégradation du pouvoir d'achat des foyers dans les douze mois. Seuls 12% ont indiqué ne pas être préoccupés par ce sujet.

L'inquiétude est particulièrement marquée dans les foyers aux revenus nets mensuels inférieurs à 1.200 euros et pour ceux compris entre 1.200 et 2.300 euros, où 90% des personnes concernées sont préoccupées dans ces deux segments. Les foyers ayant des revenus mensuels supérieurs à 5.000 euros sont 64% à être préoccupés.

"Dans ce contexte, plus de la moitié des Français envisagent de restreindre leurs dépenses en matière de loisirs, d'équipement de la maison, de produits culturels ou encore d'habillement, mais ils ne semblent pas avoir l'intention de renoncer à leurs petits plaisirs alimentaires", a relevé Harris Interactive.

En ce qui concerne le transport et l'énergie, 42% des personnes interrogées ont l'intention de réduire leurs dépenses, tandis que respectivement 47% et 48% ont déclaré ne pas avoir l'intention de le faire.

Et ils sont majoritaires à compter maintenir leur budget de communication (58%), d'alimentation (63%) et de santé (73%).

"Les Français semblent attachés à leurs petits plaisirs alimentaires que peuvent constituer le café, le chocolat, l'épicerie fine ou encore le vin: 43% des personnes interrogées indiquent qu'elles ne voudraient pas s'en passer, même si elles devaient réduire leur budget", a noté l'institut de sondage.

Pour faire des économies, les Français disposent d'une *"marge de manoeuvre limitée"* et une majorité affirme déjà effectuer *"bon nombre d'efforts dans leur comportement d'achat et dans leur consommation d'électricité et d'eau"*.

Près de neuf Français sur dix (88%) estiment que la crise économique devrait être l'occasion de changer de mode de vie et de consommation, mais seul un sur trois est prêt à redémarrer de zéro, selon le baromètre 2012 de la consommation responsable du cabinet conseil Ethicity.

La volonté de changement reste modérée pour plus de la moitié des Français (57%) qui ne souhaitent pas changer les fondements du système de la société actuelle mais juste en revoir certains aspects. Pour 33% la crise a toutefois montré que ce système n'est plus viable et qu'il faudrait repartir de zéro. Seuls 8% pensent qu'il faut préserver nos modes de vie actuels.

"Les gens prennent conscience qu'il faut se serrer la ceinture, mais il y a quand même une volonté de vivre mieux", a expliqué à l'AFP le directeur associé d'Ethicity, Gilles Degroote. Cette volonté se traduit par des gestes quotidiens, selon les chiffres, pour gaspiller moins et consommer de manière plus responsable.

Un article de l'AFP du 2 avril

Huit Français sur dix se disent "*attachés*" à leur modèle social. (03.04)

Plus de huit Français sur dix (82%) sont "*attachés au modèle social français*" et 90% voient comme une "*chance de disposer d'une protection sociale plus forte que dans les autres pays*", selon un sondage Harris Interactive pour Liaisons sociales Magazine publié lundi.

Pour 86% des personnes interrogées, ce modèle est une "*composante importante de l'identité nationale*".

Invités à classer selon leur importance les éléments constitutifs du modèle social français, les personnes interrogées citent en premier l'assurance maladie (96%), le Smic (92%), le code du travail (91%) et l'assurance chômage (90%).

Viennent ensuite le système de retraite par répartition (89%), les allocations familiales (83%), les services publics (82%), les minima sociaux (74%). Les 35 heures arrivent en fin de classement (52%).

Près d'un quart (22%) des Français considèrent que "*la protection sociale offre trop de garanties*", 25% jugeant que celles-ci ne sont pas assez importantes.

Une forte majorité des personnes interrogées (72%) estime qu'en contrepartie du versement des indemnités chômage, il faut augmenter le "*contrôle pour vérifier que la personne recherche activement un emploi*".

Par ailleurs, ce modèle social est considéré comme un "*frein à la compétitivité économique de la France*" par 35% des personnes interrogées.

Parmi les candidats à la présidentielle, François Hollande fait figure de "*meilleur garant du modèle social français*" (28%), devant Nicolas Sarkozy (24%) et Jean-Luc Mélenchon (14%).

Ce sondage a été réalisé en ligne du 13 au 16 mars 2012.

Un article de l'AFP du 5 avril

Education: les actions se multiplient contre les suppressions de postes. (06.04)

Ecoles occupées, lycées bloqués, grèves: les actions locales se multiplient en Ile-de-France et les enseignants de l'académie de Créteil devaient manifester jeudi devant le rectorat contre des suppressions de postes qui, selon eux, touchent surtout les plus défavorisés.

Les syndicats FSU, Fnec-FP-FO, SE-Unsa, SUD Education, Sgen-CFDT appellent à un rassemblement à 15H00, après s'être opposés unanimement le 26 mars aux réductions d'effectifs.

Enseignants, conseillers principaux d'éducation, conseillers d'orientation psychologues, administratifs, infirmiers, assistants sociaux: ce sont 460 postes qui doivent être coupés sur l'académie, qui regroupe la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne, malgré un nombre d'élèves stable.

"On ne peut pas assurer la rentrée. C'est une catastrophe, on va avoir des classes très chargées", tempête Martine Damien, secrétaire académique de FO à Créteil.

Plusieurs milliers d'enseignants avaient défilé le 31 janvier à Paris contre les 14.000 suppressions de postes prévues en France à la rentrée 2012 (6.550 dans le secondaire et 5.700 dans le primaire).

Entre 2007 et 2012, quelque 80.000 postes auront disparu en France.

Depuis, les actions se multiplient localement, menées par les professeurs, les parents, souvent avec les élus locaux. Samedi dernier, ils étaient une centaine de personnes dans les rues de Sevran, environ 150 devant la mairie de Colombes (Hauts-de-Seine), 400 à Massy (Essonne).

Jeudi, les parents de Sevran (Seine-Saint-Denis) n'ont pas envoyé leurs enfants au collège, comme l'avaient fait ceux de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) le 3 avril.

Le maire de Sevran, des professeurs et des parents ont écrit une lettre ouverte aux candidats à la présidentielle *"pour demander à chacun de prendre position sur le sort des collèges"* de la commune.

Dans le secondaire, le mouvement touche surtout les lycées professionnels, où la réforme du bac se traduit par un raccourcissement du cursus de quatre à trois ans, mais aussi des suppressions ou regroupements de filières, dénoncent les syndicats.

A Evry, les lycées professionnels Baudelaire et Perret sont occupés en alternance tous les soirs jusqu'à 23H00 depuis plus d'un mois par une trentaine d'enseignants et parents, selon Frédéric Moreau, de la CGT Educ'action. Dans ces établissements en zones sensibles, une quinzaine de postes vont disparaître.

Toujours dans l'Essonne, à Massy, les enseignants du lycée professionnel Eiffel sont en grève reconductible depuis le retour des vacances d'hiver.

"On prend là où on avait mis plus de moyens. Ce sont les zones défavorisées qui sont les plus touchées, parce qu'on avait déjà coupé ailleurs", estime Frédéric Moreau.

"On a des classes à 34, les collègues sont sur les rotules", ajoute-t-il.

Du côté des écoles primaires, on s'inquiète des disparitions de postes spécialisés dans l'encadrement et le soutien des élèves en difficulté, notamment les Rased.

Enseignants et parents ont organisé une *"soirée des écoles à Paris"* vendredi dernier, après une *"nuit des écoles"* la semaine précédente dans trois établissements de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne).

Pour autant, un syndicaliste a fait part de la *"difficulté à mobiliser"*, avant le week-end de Pâques et surtout à l'approche de l'élection présidentielle: *"tout le monde sait que le gouvernement va changer dans quelques semaines, donc c'est une période difficile pour nous"*, a-t-il dit à l'AFP, sous couvert d'anonymat.

La fédération de parents d'élèves FCPE a appelé à une nouvelle manifestation le 11 avril devant le rectorat de l'académie de Versailles (Yvelines, Hauts-de-Seine, Essonne et Val-d'Oise). Un rassemblement d'enseignants et parents est prévu le même jour à Melun.

Un article du Réseau Voltaire du 2 avril

La « *malédiction syrienne* » hante l'Europe. (06.04)

Extrait. L'interdiction de l'entrée sur le territoire français, par Nicolas Sarkozy, du prédicateur extrémiste égypto-qatari Youssef Qardaoui, et la poursuite des efforts pour le démantèlement des cellules terroristes takfiristes sur le sol français, sont un signe que la France est frappée par ce qui est appelée «*la malédiction syrienne* », surtout que Paris était le fer de lance de l'agression contre la Syrie, menée par les Frères musulmans et consorts.

Depuis le début du printemps arabe, les pays occidentaux se vantent d'héberger les mouvements terroristes qu'ils avaient déjà instrumentalisés pour mobiliser les jeunes arabes dans la guerre afghane contre l'Union soviétique.

La réutilisation de ces mouvements a provoqué un climat politique et médiatique plein de tensions et d'appels à l'extrémisme et au meurtre, et a créé un cycle infernal qu'il est difficile de briser sans procéder à une révision totale de la position vis-à-vis de la Syrie et de la grille de lecture pour l'ajuster afin qu'elle serve les intérêts de la stabilité en Europe.

Un an est passé et les différents pays occidentaux rivalisent pour réserver le meilleur accueil aux Frères musulmans, sur les flancs duquel poussent des groupes plus extrémistes les uns que les autres, qui ont provoqué des bains de sang et attiré comme un aimant Al-Qaïda et consorts.

Une fois de plus, l'Occident paye de sa propre sécurité le prix de ce partenariat, de cette malédiction. L'Arabie saoudite et le Qatar, les deux « *alliés intimes* » de Nicolas Sarkozy, accordent abri et soutien au commandement des Frères musulmans, qui jouissent de l'appui de l'institution religieuse.

Il y a 20 ans, des voix sages sont apparues en Europe, appelant à faire la distinction entre les mouvements islamistes nationaux qui résistent à Israël et les groupes terroristes et takfiristes, basés sur le principe de l'élimination de l'autre en l'assassinant. Toutefois, les élites dirigeantes européennes, soumises à l'hégémonie américaine, ont fait taire ces voix et leur ont tourné le dos sous la pression des lobbys sionistes. Ces mouvements de résistance anti-israéliens ont été encerclés, traqués, interdits en Europe, leurs associations dissoutes, leurs sympathisants harcelés.

En contrepartie, le commandement des Frères musulmans et d'autres groupes extrémistes ont trouvé les portes des capitales européennes grandes ouvertes et ont pu endoctriner et recruter dans les rangs des communautés musulmanes du Vieux continent.

L'année dernière, les gouvernements européens ont considérablement augmenté les facilités accordées à ces mouvements sous couvert dudit printemps arabe, et grâce aux « *services* » offerts par ces mouvements pour l'occupation et le pillage de la Libye, pour protéger Camp David et pour normaliser les relations entre la Tunisie et l'État hébreu. Le soutien européen en général, franco-britannique en particulier, s'est concentré à tous ces groupes extrémistes et sanglants qui ont mis la Syrie à feu et à sang pour tenter de démanteler l'État national laïque syrien.

Les Européens autorisent la diffusion dans leurs pays de chaînes satellitaires prônant la haine, le racisme, l'exclusion religieuse, les appels au meurtre et les incitation aux massacres à caractère sectaire, comme la chaîne Al-Wissal, qui héberge le cheikh extrémiste Adnane Arour, qui a appelé au meurtre du tiers des Syriens. En revanche, les chaînes Al-Manar du Hezbollah, Al-Aqsa du Hamas et d'autres télévisions appartenant à des mouvements anti-israéliens, sont interdites, car elles prônent la résistance, comme le faisait Charles de Gaulle via Radio Londres, en 1942.

La « *malédiction syrienne* » va hanter tous les gouvernements européens qui ont choisi de se compromettre avec les extrémistes au prix de torrents de sang versé en Syrie.

● [L'article complet + revue de presse , 16 pages.](#)

Un article de l'AFP du 5 avril

Parisot salue la conception du dialogue social de Hollande (06.04)

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a salué jeudi l'importance donnée par François Hollande au dialogue social et jugé "étrange" la menace de Nicolas Sarkozy de passer en force.

Le candidat socialiste, favori des sondages en vue de la présidentielle, prévoit une grande négociation sociale s'il est élu le 6 mai, alors que Nicolas Sarkozy menace les partenaires sociaux de légiférer d'autorité sur les questions sociales.

"L'approche de François Hollande sur le paritarisme, sur la place et l'autonomie du dialogue social est une approche que nous trouvons tout à fait intéressante", a dit la présidente de l'organisation patronale sur France 2.

"Ce regard, cette capacité à considérer qu'il peut y avoir une autonomie, une responsabilisation accrue du dialogue social, ça me semble être tout à fait sain", a-t-elle ajouté.

Au journaliste qui l'interrogeait sur les attaques de Nicolas Sarkozy contre les corps intermédiaires, elle a répondu: *"C'est assez étrange parce que finalement il y a des succès issus de ce travail entre syndicats et patronat qui ont été ratifiés, approuvés et même encouragés par le gouvernement."*

François Hollande a récemment critiqué Laurence Parisot, qui avait jugé "extraordinaire" le bilan de Nicolas Sarkozy, déplorant que la présidente du Medef ait "choisi son camp".

"C'est le camp, comme souvent, comme toujours d'ailleurs, de la conservation des privilèges, des avantages pour les plus fortunés", a-t-il dit.

Des analystes interrogés par Reuters estiment que le divorce avec les syndicats affiché par Nicolas Sarkozy est conjoncturel et qu'il serait contraint de renouer le dialogue s'il était réélu.

Commentaire.

Madame Parisot est rassurée, elle sait que Hollande a "choisi son camp", précisons, naturel et qu'il n'en changera pas. Parisot comme Chirac votera Hollande, parce qu'ils savent qu'il aura besoin ou qu'il est préférable qu'il obtienne le soutien des dirigeants syndicaux pour mener à bien sa politique favorable au capital.

Avec ou sans leur soutien, quelle est la différence ? Uniquement une question de rythme ou de délai pour mettre en oeuvre leur politique, car au bout du compte ils parviennent toujours à leurs fins. C'est cette distinction qui fournit le prétexte aux différents partis ouvriers pour soutenir le ou les appareils syndicaux dont ils sont les plus proches...

Un article de l'AFP du 9 avril

Tunis: répression brutale d'une manifestation. (10.04)

La commémoration de la "*journée des martyrs*" en Tunisie a dégénéré lundi avec la répression brutale d'une manifestation interdite, "une violence inacceptable" selon le président tunisien Moncef Marzouki qui a toutefois renvoyé dos à dos policiers et manifestants.

Les incidents entre policiers chassant sous une pluie de lacrymogènes des manifestants qui voulaient défiler sur la symbolique avenue Bourguiba, interdite aux rassemblements, ont duré plusieurs heures. Ils ont fait au moins 15 blessés côté manifestants, selon des sources hospitalières, et 8 dans les rangs des policiers, selon le ministère de l'Intérieur.

Dans la soirée, le président Marzouki a dénoncé "*un degré de violence inacceptable*", déplorant "*le bras de fer inacceptable entre l'Etat qui a interdit les manifestations sur l'avenue Bourguiba et ceux qui délibérément enfreignent cette interdiction*".

Quelques heures auparavant, des Tunisiens incrédules avaient contemplé des scènes inédites depuis plusieurs mois dans la capitale: fumée de lacrymogènes, charges à moto ou en camion de policiers casqués et armés de matraques, manifestants interpellés brutalement, voire frappés.

Tout a commencé vers 10H00 sur l'emblématique avenue Bourguiba, interdite depuis le 28 mars aux rassemblements sur décision du ministère de l'Intérieur.

Répondant aux appels lancés sur les réseaux sociaux, des centaines de personnes, hommes, femmes, vieux et jeunes, se sont rassemblées pour commémorer "*la journée des martyrs*", en souvenir de la répression sanglante par les troupes françaises d'une manifestation à Tunis le 9 avril 1938, et réclamer la réouverture de l'avenue.

Dans une ambiance tendue, les manifestants, enroulés dans des drapeaux tunisiens et criant: "*ni peur, ni terreur, l'avenue appartient au peuple*", ont remonté l'avenue au pas de course.

"*C'est nous qui avons libéré la Tunisie, ils n'ont pas le droit d'interdire des marches pacifiques*", a déclaré à l'AFP Mohsen Ben Henda, un septuagénaire, avant que ne commencent les tirs nourris de lacrymogènes.

"*Dégage! Dégage!*"

Les gens se sont enfuis dans les rues avoisinantes ou se sont réfugiés dans les cafés de l'avenue, mais des groupes se sont rapidement reconstitués, notamment sur l'avenue Mohamed V, perpendiculaire à l'avenue Bourguiba.

Les gens criaient: "*Dégage! Dégage!*", reprenant le slogan de la révolution qui a renversé l'an dernier le président Zine El Abidine Ben Ali.

"*C'est affreux ce qui se passe aujourd'hui*", disait, au bord des larmes, une avocate, Yamina. "*Nous sommes pacifiques, et ils nous interdisent l'avenue Bourguiba alors qu'ils l'ont livrée aux salafistes*", criait-elle.

L'avenue est interdite aux rassemblements depuis des incidents lors d'une manifestation d'islamistes qui s'en étaient pris à des artistes.

Samedi déjà, une manifestation de diplômés chômeurs qui tentaient d'accéder à l'avenue avait été violemment dispersée.

"*Je suis consterné. Les gens que la révolution a amenés au pouvoir sont aujourd'hui ceux qui nous empêchent de manifester*", a déclaré à l'AFP l'ancien président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme Mokhtar Trifi.

"C'est une journée vraiment triste", a-t-il ajouté.

"Regardez, c'est ça la Tunisie de la liberté, la Tunisie d'Ennahda", le parti islamiste au pouvoir depuis les élections d'octobre dernier, lâchait un autre manifestant.

Deux journalistes, la correspondante de l'hebdomadaire français Le Point et la rédactrice en chef du site tunisien Kapitalis, ont été molestées par des policiers.

Selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur Khaled Tarrouche, en tirant des gaz lacrymogènes, les forces de l'ordre "*voulaient éviter de pires affrontements*". Les manifestants ont jeté des projectiles et une bouteille incendiaire a détruit un car de police, a-t-il souligné.

Lors d'une cérémonie tenue hors du centre dans une atmosphère de kermesse, le leader d'Ennahda, Rached Ghannouchi, a appelé les Tunisiens à "*donner sa chance*" au gouvernement. Il n'a pas fait la moindre allusion aux incidents.

Le parti de gauche Ettakatol, allié aux islamistes, a de son côté demandé l'ouverture d'une enquête et "*exigé l'identification des civils douteux qui ont participé à la répression des manifestants*".

Plusieurs personnalités ont mis en cause des "milices" d'Ennahda, ce qu'a démenti le parti islamiste.

Un article de l'AFP du 9 avril

Espagne: le gouvernement veut redéfinir les dépenses des régions. (10.04)

Le gouvernement espagnol, qui a présenté pour 2012 un budget d'une rigueur historique pour réduire le déficit public, a annoncé lundi qu'il prévoyait d'économiser dix milliards d'euros supplémentaires dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Ces économies seront supportées *"à la fois par les régions autonomes et par le gouvernement central"*, a expliqué un porte-parole gouvernemental après une réunion à ce sujet entre le chef du gouvernement de droite, Mariano Rajoy, et les ministres de l'Education et de la Santé.

"L'Etat prévoit que les économies qui peuvent être faites dans les secteurs de l'éducation et de la santé représenteront dix milliards d'euros mais cela devra se faire aussi avec la participation des régions. Si elles ne s'impliquent pas, on ne pourra pas réaliser ces économies", a ajouté le porte-parole.

Le gouvernement espère ainsi rendre plus *"efficace le fonctionnement"* des grands services publics, notamment en *"éliminant les doublons"* qui alourdissent les secteurs de l'Education et de la Santé, dont les budgets sont gérés par les régions, a expliqué le gouvernement dans un communiqué.

Ces nouvelles mesures, qui n'ont pas été détaillées, doivent être mises au point lors d'une réunion début mai entre représentants de l'Etat central et des régions, majoritairement dirigées par la droite.

"Il est nécessaire d'avoir un pays plus fiable face à nos créanciers et nos partenaires européens", a affirmé lundi le ministre du Budget, Cristobal Montoro, dans un entretien au journal El Mundo.

"Nous allons définir avec les communautés autonomes quels services publics elles doivent offrir, en matière de santé, d'éducation et de prestations" sociales, a-t-il déclaré.

Les régions doivent *"renoncer à dépenser une grande part de ce qu'elles dépensent aujourd'hui"*, a-t-il ajouté.

"Les communautés autonomes sont responsables des dépenses sanitaires et d'éducation. Mais il faut aussi prendre en considération que, par exemple, dans les cas des dépenses sanitaires, nous avons accumulé une dette de 15 milliards d'euros et ça ne peut se reproduire," a renchéri le ministre de l'Economie, Luis de Guindos, sur la radio Cadena Ser.

"C'est pour cela que la réforme est indispensable. Il faut éliminer les dépenses improductives. Il faut rationaliser les domaines qui ne fonctionnent pas bien pour sauver le système", a-t-il ajouté.

Le gouvernement espagnol a présenté fin mars un budget 2012 d'une austérité sans précédent, prévoyant 27,3 milliards d'euros d'économies, afin de ramener le déficit public du pays de 8,51% du PIB fin 2011 à 5,3% cette année.

Dans le cadre de cette politique de rigueur, le gouvernement a imposé un effort accru aux 17 régions autonomes d'Espagne, dont les dérives financières ont pesé très lourd ces dernières années dans le déficit public du pays.

Pour 2012, Madrid a ainsi demandé aux régions de ramener leur déficit à 1,5% du PIB de l'Espagne, alors qu'il avait atteint 2,94% en 2011, dépassant largement l'objectif initial de 1,3%.

Un article de l'expansion.fr du 10 avril

Le Brésil, locomotive de l'économie mondiale. (11.04)

Les échanges du Brésil devraient croître deux fois plus que le commerce mondial au cours des 15 prochaines années

L'économie brésilienne est en pleine expansion : selon HSBC Trade connections, Trade Forecast (fév. 2012), l'activité commerciale brésilienne connaîtra dans les quinze prochaines années une croissance de 163%, soit le double de celle des échanges mondiaux (86%). Sur cette période, le pays devrait arriver en sixième position mondiale pour la croissance de ses échanges commerciaux. Cette année, la croissance de son économie devrait se maintenir à +3% (comme en 2011) et accélérer au dessus de +3,5% en 2013, selon les prévisions du groupe Euler Hermès. L'organisation de la Coupe du monde de football en 2014 et des Jeux Olympiques à Rio en 2016 constituent des opportunités à court terme.

Le grand défi pour ce pays immense, riche en matières premières : construire des infrastructures (routes, voies ferrées, lignes électriques) pour désenclaver l'intérieur du pays, où se trouvent les matières premières, et le relier aux grandes villes en pleine croissance, telles Rio de Janeiro, Sao Paulo et Belo Horizonte.

Autre priorité du gouvernement : développer la production industrielle. Le pays se positionne clairement pour devenir leader de la production d'éthanol à partir de la canne à sucre. L'émergence d'une classe moyenne avide de consommer constitue aussi une belle opportunité pour les investisseurs.

Les opportunités sont réelles pour les entreprises... à condition d'être conscient des contraintes : système d'imposition complexe, taxes élevées et bureaucratie puissante.

Ces obstacles ne découragent pas les pays émergents comme le Vietnam et l'Indonésie mais surtout la Chine, dont les échanges avec le Brésil devraient fortement augmenter dans les prochaines années. Pour preuve : l'ouverture, cette année du gigantesque complexe portuaire Superporto do Açu, l'un des plus grands du monde, et déjà surnommé " l'autoroute vers la Chine ".

Un article de l'AFP du 11 avril 2012

Grèce: élections anticipées le 6 mai dans un pays plus divisé que jamais. (12.04)

Des élections législatives anticipées se tiendront le 6 mai en Grèce où la crise de la dette qui sévit depuis deux ans a entraîné un éclatement inédit du paysage politique tout en renforçant la droite, favorite pour ce scrutin.

Sans cesse reportée depuis plusieurs semaines, l'annonce de la date des élections, le 6 mai comme attendu, a finalement été rendue publique mercredi par le Premier ministre Lucas Papademos lors d'une réunion du conseil des ministres avant d'aller soumettre cette proposition au chef de l'Etat Carolos Papoulias.

"Les choix que nous allons faire (lors de ces élections) vont définir l'avenir du pays pour les prochaines décennies", a indiqué M. Papademos dans un message télévisé adressé à la nation mercredi soir.

A la tête depuis novembre 2011 d'un gouvernement de coalition auquel participent les deux grands partis du pays, Pasok (socialiste) et Nouvelle-Démocratie (ND, droite), M. Papademos a souhaité que les Grecs "choisissent la voie qui assure sa position dans l'Union européenne et la zone euro, la voie de l'assainissement de l'économie du pays et des réformes structurelles".

Après deux ans d'austérité pour faire face à la crise, la Grèce devrait connaître en 2012 sa cinquième année de récession consécutive alors que le taux de chômage dépasse les 21%.

Le compte à rebours pour la tenue d'élections anticipées avait commencé en mars après l'effacement de 105 milliards d'euros de la dette détenue par les créanciers privés de la Grèce et l'approbation d'un deuxième prêt international accordé au pays.

M. Papademos, 64 ans, ancien vice-président de la Banque centrale européenne, a joué un rôle-clé dans ces négociations délicates.

"Les grands objectifs de ce gouvernement ont été atteints (...), nous avons évité le risque imminent de la faillite et nous avons créé les meilleures conditions pour la poursuite de cet effort", a jugé M. Papademos mercredi.

"Le nouveau gouvernement doit continuer cet effort pour la reconstruction de l'économie", a-t-il ajouté.

L'organisation des législatives, qui devaient normalement avoir lieu en 2013, était réclamée par le leader de la Nouvelle Démocratie Antonis Samaras depuis la démission en novembre 2011 de l'ancien Premier ministre socialiste Georges Papandréou après son projet avorté de référendum sur la rigueur imposée au pays pour répondre aux exigences des créanciers UE et FMI.

Fervent opposant, jusqu'en novembre, des mesures de rigueur, la ND a su capitaliser sur la perte de popularité du Pasok, large vainqueur des législatives d'octobre 2009.

Toutefois, sa participation au gouvernement de M. Papademos et son approbation d'un nouveau plan de rigueur voté le 12 février a freiné sa montée.

S'ils arrivent toujours en tête des sondages, les conservateurs ne rassemblent, selon les enquêtes, qu'entre 13% à 20% des intentions de vote, ce qui ne leur permettrait pas de constituer seuls la majorité gouvernementale et leur imposerait de s'allier au Pasok, crédité de 10% à 15%, voire à d'autres petits partis.

"Par rapport aux élections de 2009, les deux principaux partis, Pasok et ND, ont perdu environ 35% de leur électorat --25% et 10% respectivement-- au profit des partis de gauche et les petits partis rassemblant les dissidents de la droite", a indiqué à l'AFP Thomas Gérakis, dirigeant de l'institut de sondage Marc.

Les trois partis de gauche -les communistes du KKE, la gauche radicale Syriza, et la gauche démocratique (Dimar)- affichent chacun entre 8 et 10% des intentions de vote. Un score que pourrait atteindre, selon les sondages, le tout nouveau parti "Grecs indépendants", opposé aux plans de rigueur, créé par un dissident de la ND.

Quatre petits partis, dont deux d'extrême droite, sont donnés autour des 3%, seuil pour entrer au parlement.

Cette dispersion des forces, divisées entre celles qui sont favorables au plan UE-FMI de rigueur et les opposants à l'austérité, illustre *"l'éclatement du paysage politique traditionnel, dominé pendant quarante ans par l'alternance entre la ND et le Pasok"*, souligne M. Gerakis.

Cette situation politique instable inquiète les dirigeants internationaux alors que la Grèce est loin d'être sortie de l'ornière.

Pour M. Géarakis, *"ces élections sont difficiles et cruciales pour l'avenir et inaugurent une nouvelle période, la plus importante depuis 1974"*, année du retour de la démocratie après sept ans de dictature.

Un article de liberation.fr du 11 avril

Mise à feu de l'arsenal antiterroriste de Sarkozy. (12.04)

Le Conseil des ministres a examiné mercredi le projet de loi incluant les mesures destinées à renforcer la prévention et la répression du terrorisme annoncées par Nicolas Sarkozy dans la foulée des tueries de Toulouse et Montauban, a rapporté Valérie Pécresse.

Ce texte sanctionne désormais la «provocation aux actes de terrorisme et d'apologie de ces actes» comme un délit «qui ne figurera plus dans la loi de 1881 sur la liberté de la presse, mais dans le code pénal», a détaillé la porte-parole du gouvernement en rendant compte des travaux du Conseil.

Le projet de loi crée également un nouveau délit *«puisque toute personne qui consultera de manière habituelle, et sans motif légitime, des sites internet qui provoquent au terrorisme ou en font l'apologie et qui comportent à cette fin des images d'actes de terrorisme portant atteinte à la vie, sera désormais punie»*, a ajouté Mme Pécresse devant la presse.

Il prévoit par ailleurs que *«toute personne française ou résidant habituellement sur le territoire français qui se rend à l'étranger pour y suivre des travaux d'endoctrinement à des idéologies conduisant au terrorisme, en participant notamment à des camps d'entraînement, puisse être poursuivie et condamnée pénalement dès son retour en France»*, a-t-elle poursuivi.

«C'est un changement majeur puisque je vous rappelle qu'auparavant, pour être poursuivie, une personne devait avoir commis une infraction de nature terroriste sur le territoire français», a souligné la ministre du Budget.

Le projet de loi bientôt devant le Parlement

Enfin, le projet de loi transpose en droit national une «décision cadre» européenne qui stipule que *«le chantage peut constituer un acte de terrorisme lorsqu'il est en relation avec une entreprise terroriste»*, selon Mme Pécresse, et crée ainsi *«une nouvelle infraction réprimant celui qui essaie, par des promesses ou des pressions, de recruter une personne dans un réseau terroriste, même si la personne ne donne pas suite à cette proposition»*.

La porte-parole du gouvernement a confirmé que ce projet de loi serait déposé rapidement devant le Parlement, dont les travaux sont actuellement suspendus pour cause de campagne présidentielle.

La gauche a fait savoir qu'elle ne voterait pas ces mesures, présentées selon elle dans la précipitation, empêchant de fait une réunion du Parlement pour les faire adopter avant le scrutin des 22 avril et 6 mai.

«L'opposition a jugé qu'il n'y avait pas urgence à adapter notre arsenal de mesures antiterroristes. Nous le regrettons», a déclaré Valérie Pécresse mercredi, *«nous aurions souhaité un consensus droite-gauche sur la lutte contre le terrorisme»*.

«Le président de la République s'est engagé, s'il est réélu, à ce que ces mesures soient les premières qui soient adoptées lors de la nouvelle législature», a rappelé la ministre du Budget.

Commentaire.

Le législateur pourra entendre par "terrorisme" ce qui l'arrangera selon les circonstances, il s'agit donc bien de mesures arbitraires, antidémocratiques, liberticides, autoritaires. Appelez à préparer le renversement de l'Etat pourra ainsi être interprété comme un acte terroriste puisqu'il portera atteinte à l'intégrité de l'Etat tel qu'il existe, tel qu'ils l'ont conçu pour maintenir l'ordre en place.

La dérive policière est flagrante quand le législateur met l'accent non pas sur des faits établis ou en cours de réalisation, mais sur l'intention manifestée de commettre des actes illégaux sans qu'il puisse être prouvé que cette entreprise serait sérieuse ou pourrait être menée à son terme, le ministère se réservant le privilège d'en juger ; autrement dit, sur la base de critères purement subjectifs laissés à l'appréciation du parquet, la

culpabilité d'un personne pourrait être établie uniquement au regard de ces mesures iniques et dignes d'une dictature.

Un article de l'AFP du 12 avril

40% des entreprises affectées par des problèmes de logement des salariés. (13.04)

La hausse des prix de l'immobilier a un impact direct sur les entreprises, 40% d'entre elles se disant affectées par les difficultés de logement que connaissent leurs salariés, selon une étude du Crédoc réalisée pour le Medef.

Selon l'enquête publiée cette semaine, quatre établissements sur dix sont affectés d'une manière ou d'une autre par ces problèmes de logement, 23% des entreprises estimant qu'ils compliquent le recrutement, la mobilité interne (19%), ou encore nuisent à la productivité (18%).

En outre, plus d'une entreprise sur quatre (27%) estime que les salariés habitent trop loin de leur lieu de travail, note le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.

Les grands établissements et les entreprises situées en région parisienne et en Paca, où les prix de l'immobilier sont particulièrement tendus, sont les plus touchés.

Parmi les entreprises qui évoquent des problèmes de logement pour leurs employés, 69% considèrent que ces difficultés ont empiré ces dernières années, relève le Crédoc, qui note que, *"depuis 1995, l'évolution des revenus des ménages ne suit plus le rythme de la hausse des prix de l'immobilier"*.

Même si 97% des établissements disent ainsi n'avoir jamais envisagé de changer de localisation pour faciliter le logement de leurs employés, le Crédoc affirme que les entreprises *"commencent à prendre en compte ces difficultés"*.

Dans les faits, 25% des groupes recourent aux dispositifs proposés par Action logement (ex 1% logement) et 35% indiquent mettre en place des actions spécifiques.

Parmi ces actions, 21% d'entreprises se contentent de mettre à la disposition du personnel des documents d'information, 10% disent fournir des aides financières et 6% proposent des logements dont l'entreprise est propriétaire.

Dans les entreprises de plus de 200 salariés, la situation est nettement plus favorable que dans les petites structures, 82% des dirigeants disant par exemple recourir à Action logement, contre 20% dans les très petites entreprises (TPE), de moins de dix salariés.

L'enquête a été réalisée par téléphone en décembre 2011 auprès d'un échantillon représentatif de 1.516 responsables d'entreprises.

Un article de Publicsenat.fr du 12 avril

Les plans sociaux : l'épée de Damoclès du futur Président. (13.04)

PSA, Carrefour, Nestlé, Air France ? Retardés, démentis ou prêts à être dégainés, les plans sociaux risquent de se multiplier après la présidentielle. De nombreux secteurs sont touchés. Le gouvernement freine des quatre fers pour éviter de nouveaux chômeurs avant l'élection. Après...

L'après présidentielle risque d'être violent sur le front de l'emploi. Les plans sociaux vont tomber. Jusqu'ici, le gouvernement s'active pour sauver les entreprises en difficultés ou repousser les plans. Du moins jusqu'à l'élection. Après...

« Reporter à plus tard » les licenciements

Ce matin, les ouvriers du site PSA d'Aulnay-sous-Bois ont été reçus par le Président-candidat Sarkozy. L'inquiétude est forte à l'usine Peugeot-Citroën depuis la divulgation en juin dernier de documents de travail internes du constructeur. Ils émettent l'hypothèse d'une fermeture de l'usine. Plus de 3.300 salariés sont concernés. Les salariés ont obtenu une réunion avec le ministre de l'Industrie Eric Besson et la direction de PSA. Un premier pas insuffisant pour les syndicats, qui craignent que PSA cherche à gagner du temps. « Une fois que les élections seront passées, plus personne ne s'en souviendra, mais nous, nous aurons en face de nous le plan de fermeture de l'usine », lance Jean-Pierre Mercier, délégué CGT du site d'Aulnay, par ailleurs membre de Lutte ouvrière (voir la vidéo).

Dès la mi-février, le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, tirait la sonnette d'alarme sur Public Senat. « Certains chef d'entreprises et DRH me disent que toutes les semaines le ministre du Travail leur téléphone pour leur demander leur intention vis-à-vis de l'emploi et leur dire que s'ils avaient l'intention de licencier, qu'ils les reportent à plus tard. Plusieurs me l'ont dit. C'est une réalité », affirmait dans l'émission Preuves par 3 le leader syndical. Xavier Bertrand avait plus ou moins démenti. Sans dissiper les craintes.

20 à 30.000 suppressions dans la grande distribution et l'alimentaire ?

Dans un secteur comme la grande distribution et l'alimentaire, les mois à venir s'annoncent tendus. « On sait qu'au niveau de la COOP d'Alsace, qui est sous enseigne Leclerc, et pour d'autres entrepôts, des plans sociaux existent. Ils sont bien ficelés. Ils pourraient sortir après la présidentielle », affirme à publicsenat.fr Dejan Terglav, secrétaire fédéral FO en charge du secteur. Il continue : « On sait qu'à Carrefour des plans existent aussi, avec des suppressions d'emplois importantes. Là aussi, ils sont pour le moment bloqués ». Pour compléter ce sombre tableau, « l'agro-alimentaire pourrait faire la même chose. Tous les grands groupes sont concernés : Danone, Nestlé, Coca-Cola. Des plans sont prêts. Est-ce qu'ils vont l'appliquer ? A quel degré ? Personne ne sait encore », selon Dejan Terglav. Sur les 640.000 emplois en France du secteur grande distribution et alimentaire, « il pourrait y avoir 20 à 30.000 suppressions d'emplois selon un scénario noir », affirme le délégué FO. « Et encore je suis modeste ».

Tous les secteurs sont touchés. La banque est concernée. Des plans de départs volontaires, comme à la Société générale, avec 800 personnes, ont déjà été annoncés. L'assurance aussi. Selon La Tribune, Groupama « ne pourra échapper au plan social ». Des « craintes » existent aussi dans des secteurs comme « les services à la personne, ou le secteur associatif », relève Laurent Berger, secrétaire national CFDT en charge de l'emploi.

L'Etat met la pression

La Fnac, quant à elle, a déjà annoncé un plan social. 310 emplois seront supprimés en France. Selon le magazine Challenges, Xavier Bertrand – là encore – aurait demandé de ne pas aller plus loin d'ici l'élection. « On n'a eu ni démenti, ni confirmation. Ils ne donneront pas d'autres informations. Du moins jusqu'à la présidentielle », croit André Chapuis, délégué CGT à la Fnac.

Le gouvernement freine des quatre fers. Quand l'AFP annonce en novembre dernier 1.000 à 1.200 suppressions d'emplois chez le géant du nucléaire Areva, le PDG Luc Oursel est aussitôt convoqué à Bercy et François Baroin dément tout plan social. Impossible à accepter pour l'Etat actionnaire, à 87%.

A la Sernam, c'est 1.400 personnes qui sont menacées de perdre leur emploi. Seul repreneur possible : Geodis, filiale de l'entreprise publique SNCF. La Sernam appartenait à la SNCF, avant d'être privatisé en 2005, par injonction de Bruxelles. Le Plan de Géodis prévoit 826 voire juste 622 sauvegardes d'emplois. Le tribunal de commerce de Nanterre donnera demain sa décision sur cette offre.

« *Craintes* » chez Air France

Chez Air France, après une première phase de réduction des coûts annoncée par le nouveau PDG Alexandre de Juniac, le plat de résistance, avec des réformes structurelles, est prévu... pour juin. Soit après le second tour. L'ex-directeur de Cabinet de Christine Lagarde marche sur des œufs, avec un Etat actionnaire à hauteur de 16%. Le gouvernement aurait là aussi interdit toute annonce de licenciement avant le scrutin. Après, l'incertitude est de mise.

« *Chez les salariés, il y a pas mal d'interrogations et de craintes sur ce qui va se passer* », raconte un cadre du groupe. « *Tout le monde attend ce qui sera annoncé en juin. Forcément, pleins d'hypothèses circulent : plan de départs volontaires, non-remplacement de départs à la retraite, aménagement du temps de travail, plan de licenciement pur et dur...* » Béatrice Lestic, secrétaire générale de la CFDT Air France, confirme ce sentiment : « *On a des craintes qu'il y ait un plan social après la présidentielle. Est-ce que ce sera une version douce : un plan de départ volontaire ? Ou une version plus brutale ? Tout le projet visant à augmenter la productivité va générer des sureffectifs. C'est le traitement de ce sureffectif qui est en question. La direction nous fait savoir qu'elle fera tout éviter un plan social dur* ». Une chose est sûre : le gel des embauches et les non-remplacements, déjà décidés depuis quelques mois, ne pourra que continuer. C'est déjà une manière moins brutale de réduire la masse salariale. Il n'y a pas que le plan social, pour dégraisser.

« *Pas de période de grâce* »

C'est tout ? Non. La compagnie maritime SNCM, qui opère notamment des liaisons avec la Corse, menace d'appliquer un plan social de 800 emplois.

Avec des prévisions de croissance faibles, la conjoncture s'annonce toujours tendue pour le pays. Le gouvernement prévoit 0,7% de croissance en 2012. Une prévision supérieure à celles du FMI (0,2%), de l'OCDE (0,3%), de la Commission européenne (0,4%)... « *Les CDD qui arrivent à terme et ne sont pas renouvelés. Cela a permis jusqu'ici de limiter ou retarder les plans sociaux. Maintenant, on arrive à l'os* », souligne Laurent Berger, de la CFDT. Il ajoute : « *Quelque soit le candidat élu, la situation de l'emploi sera compliquée. Il n'y aura pas de période de grâce* ».

Commentaire.

Tenez, comme c'est marrant, cet article se termine exactement comme le précédent (Les économistes étrangers ne prédisent pas le chaos avec Hollande à l'Elysée), à croire que nous sommes face à une situation indépassable, en présence d'une terrible fatalité avec laquelle il faudrait faire avec.

Ne serait-ce pas par hasard l'idée que la classe dominante a réussi à incruster dans la tête de la majorité des masses et de leurs représentants ou ceux qui parlent en leur nom, pour mettre en oeuvre sa politique de regression sociale généralisée ?

Un article du Point.fr du 12 avril

Le "*Financial Times*" vole au secours de François Hollande. (13.04)

Voilà qui ne devrait pas manquer d'être utilisé par l'équipe de François Hollande en cette fin de campagne. Le *Financial Times* (FT), très lu dans les salles de marchés, a salué dans un éditorial, lundi 9 avril (accès payant), la prise de position du candidat socialiste en faveur de l'adoption d'une stratégie de croissance en Europe.

Moqué par l'UMP pour avoir affiché sa volonté de renégocier le pacte budgétaire impulsé par Angela Merkel, qui met uniquement l'accent sur la réduction des déficits publics, François Hollande pourra compter sur "*un nombre croissant de politiciens*", favorable à ce véritable renversement de stratégie, se félicite le célèbre quotidien britannique.

Échec de l'austérité

C'est que l'austérité généralisée comme seul programme se révèle être une impasse, constate-t-il : "*La baisse de la croissance fait baisser les rentrées fiscales*" et empêche "*les pays de la périphérie*" d'"atteindre leurs objectifs de réduction des déficits, malgré un serrage de ceinture sévère". Pire, le ressentiment qu'elle génère parmi la population retient les gouvernements italien et espagnol de se lancer dans des réformes structurelles (marché du travail, dérégulation des professions réglementées...) plus ambitieuses.

Les marchés, eux, perdent patience. Les taux réclamés pour financer la dette espagnole remontent à vive allure, malgré les 1 000 milliards d'euros déversés sur les banques européennes, espagnoles notamment, pour leur permettre de réinvestir sur la dette de leur État, preuve que les investisseurs ne croient pas dans les promesses sans cesse renouvelées du gouvernement Rajoy de rogner sur les dépenses, quitte à tailler dans l'éducation et la santé pour 10 milliards d'euros supplémentaires.

Augmenter la taxation du travail en Allemagne

Le *Financial Times* appelle donc les Européens à augmenter les investissements, dans une logique proprement keynésienne de relance par la demande. Les pays qui en ont les moyens, comme l'Allemagne, devraient même accroître le volume de leurs investissements publics, tout comme la Commission européenne devrait favoriser des dépenses d'infrastructures à l'échelle de l'Union européenne. Certains à la Commission, comme Michel Barnier, se sont prononcés plusieurs fois en faveur d'une "*initiative de croissance européenne*", fondée sur l'émission commune d'obligations destinées à financer des projets communs. En vain, pour l'instant.

L'Allemagne, notamment, fait de la résistance. Elle n'est pas non plus prête à participer à la réduction des déséquilibres entre pays excédentaires et pays déficitaires, une autre solution évoquée par FT pour relancer la machine européenne. Selon le journal, si Rome et Madrid doivent transférer une partie de la fiscalité qui pèse sur le travail vers la consommation pour regagner en compétitivité vis-à-vis de leurs partenaires, Berlin serait bien inspiré de faire l'inverse, ce qui reviendrait à relancer la consommation et à réévaluer le prix des produits allemands par rapport à ceux des pays voisins.

La réticence allemande

Dans sa tribune publiée dans l'édition du 11 avril, le célèbre éditorialiste Martin Wolf revient longuement sur ce point, pour défendre, lui aussi, un effort partagé entre pays en déficit et pays excédentaires partagés, fustigeant l'intransigeance allemande incarnée par Jens Weidmann.

Le président de la Bundesbank, banque centrale allemande, estime que l'ajustement doit être exclusivement à la charge des pays en déficit commercial. "*Les pays en déficit doivent s'ajuster. Ils doivent s'attaquer à leurs problèmes structurels. Ils doivent réduire leur demande intérieure. Ils doivent devenir plus compétitifs et augmenter leurs exportations. (...) Il est parfois suggéré que le rééquilibrage doit être obtenu (...) en rendant les pays excédentaires moins compétitifs. Cela implique que le poids de l'ajustement doit être partagé entre les pays excédentaires et les pays déficitaires. La question que nous devons nous poser est où est-ce que*

cela va nous mener ? (...) Pour réussir, l'Europe entière doit devenir plus compétitive, plus inventive et plus productive."

Discrètement, le gouvernement allemand assouplit pourtant sa position. Berlin a assumé une augmentation de 6,3 % des salaires de la fonction publique sur 2 ans, ce qui ne devrait pas manquer d'aider à la relance de la consommation des 80 millions d'Allemands. Reste à savoir si un François Hollande président saura les convaincre d'aller plus loin. C'est loin d'être gagné.

Commentaire.

C'est joué finement, mais pas vraiment nouveau. A l'aide de syndicats corrompus, se mettre les fonctionnaires dans la poche pour mieux diviser la classe ouvrière et assurer la stabilité politique du régime, apparemment cela fonctionne assez bien. De plus, ce ne sont pas les fonctionnaires qui produisent la plus-value qui tombent dans l'escarcelle des capitalistes, mais les travailleurs du secteur privé, qui eux vont se faire matraquer pendant ce temps-là.

Un article de l'AFP du 15 avril 2012

Hausse des droits de scolarité: toutes générations confondues dans les rues de Montréal. (16.04)

Plusieurs milliers de personnes, arborant du rouge dans les cheveux, aux oreilles, sur les sacs ou en épinglette, ont une nouvelle fois manifesté dans les rues de Montréal samedi pour protester contre l'augmentation des droits de scolarité au Québec mais aussi pour montrer leur mécontentement envers le gouvernement qui, selon eux, s'entête.

Parents, enfants, retraités, professeurs, membres d'organisations et étudiants se sont retrouvés sous le thème *"Pour un printemps québécois"*, a constaté une journaliste de l'AFP.

Carole Gélinas, mère d'une étudiante de 20 ans, brandit un panneau rouge écrit *"Parents en tabarnak"* (tabernacle). Elle est venue exprimer sa colère contre la hausse des droits de scolarité que veut imposer le gouvernement québécois, mais aussi contre ce gouvernement *"qui méprise nos enfants en refusant de dialoguer avec eux"*.

Les écriteaux *"Profs contre la hausse"*, *"L'éducation n'est pas une marchandise ni du luxe"*, côtoyaient ceux portant l'inscription *"Beauchamp (la ministre de l'Éducation) dans le champ"*, *"Citoyens à vos balais, faisons le ménage du gouvernement Charest (du nom du Premier ministre)"*.

Pour de nombreux manifestants, cette lutte devient une lutte de société, *"c'est la même dans le fond"*, indique Carole Gélinas, *"pour une société plus juste, plus équitable"*.

Même discours pour Jean-Sébastien Pilon, professeur de cégep, venu avec sa femme et ses deux enfants. Dans son dos, son bébé et l'inscription: *"Papa, à partir de quel âge nous écoute-t-on?"*.

"Mes enfants vont grandir dans une société où l'éducation va être d'avantage accessible à une élite", explique-t-il. Pour lui, *"il y a une indignation qui grandit de plus en plus chez les professeurs car on ne comprend pas l'endettement du gouvernement"*.

"On a été étudiant, on a profité de l'accessibilité aux études grâce à des bas taux de scolarité donc je pense qu'il faut donner au suivant maintenant", indique pour sa part Guillaume Couture, lui aussi professeur, muni de sa pancarte *"Charest, Titanic, même anniversaire, même destin"*, ce samedi étant le 9e anniversaire de l'élection du Parti Libéral du Québec (au pouvoir), mais aussi le centenaire du naufrage du Titanic.

Comme Sabrina, les étudiants se montrent de *"plus en plus énervés du non retour du gouvernement. C'est un manque de respect"*.

Depuis la mi-février, le mouvement de grève étudiant cherche à faire revenir le gouvernement québécois de Jean Charest sur sa décision d'augmenter les droits de scolarité de 325 dollars par an pendant cinq ans à compter de l'automne, soit une hausse totale de 1.625 dollars (1.245 euros), ou 65 % par rapport aux droits actuels.

Sabrina pense pouvoir finir d'ici deux ans son doctorat en psychologie mais *"s'il (lui) restait plus d'années à faire, ça serait impossible"*.

Un article de Reuters du 16 avril

Chômage partiel dans plusieurs usines automobiles. (17.04)

Des mesures de chômage partiel ont été prises dans plusieurs usines automobiles françaises pour les mois d'avril et mai afin de tenir les objectifs de réduction de stocks que les constructeurs se sont fixés face à la baisse de la demande.

Un porte-parole de PSA Peugeot Citroën a indiqué lundi, confirmant une information du site d'information La Tribune, que la production des Peugeot 508 et Citroën C5 et C6 avait été suspendue la semaine dernière dans l'usine de Rennes (Ille-et-Vilaine), qu'elle était suspendue cette semaine sur le site de Mulhouse (Haut-Rhin) - qui produit des Peugeot 206+ et 308, ainsi que des Citroën C4 et DS4 - et qu'elle le serait la semaine prochaine à Sochaux (Doubs) sur la ligne produisant les Peugeot 3008 et 5008 et la Citroën DS5. Sur ce site, la production de la 308 n'est pas concernée.

"Compte tenu de l'évolution des marchés en Europe, il est nécessaire d'ajuster la production pour piloter au plus près les stocks", a déclaré le porte-parole de PSA.

L'usine de Poissy (Yvelines) - où la production de la nouvelle Peugeot 208 vient de démarrer - et le site d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) - dont l'avenir à moyen terme est incertain mais où vient d'être regroupée la production de la Citroën C3 - ne sont pas concernés.

Hors de France, la coentreprise en République tchèque entre PSA et Toyota dans les petites citadines a déjà annoncé en février une réduction d'environ 20% de sa production cette année, mesure qui entrera en vigueur en mai, pour faire face à la faiblesse de la demande en Europe.

Si les commandes de voitures neuves en France semblent vouloir se stabiliser, elles ont cependant encore fléchi de 1% en mars.(voir) PSA doit donc réduire la production s'il veut tenir son objectif de ramener ses stocks à 61 jours de vente à la fin de l'année, contre 69 fin 2011.

Côté Renault, un modèle en particulier souffre actuellement d'un *"niveau de stock très élevé"* : c'est le Kangoo, produit à Maubeuge (Nord) dans ses versions utilitaire et tourisme. Comme le groupe aimerait maintenir cette année ses stocks entre 50 et 60 jours au total, il a donc annoncé cinq journées non travaillées sur le site la première semaine de mai.

Le constructeur va également réduire la voilure de cette usine pendant six mois, en faisant passer une équipe à mi-cadence. De mi-mai à mi-novembre, le site tournera alors avec l'équivalent d'une équipe et demie, contre deux équipes jusqu'ici, alors que Renault vient d'ajouter à la famille Kangoo une version 7 places et que l'usine de Maubeuge va aussi produire, sur l'architecture Kangoo, la fourgonnette Mercedes Citan dont le lancement est programmé pour la rentrée.

Un article de l'AFP du 12 avril

Les propositions controversées de Bruxelles sur l'emploi. (17.04)

La Commission européenne veut rouvrir le débat délicat sur les salaires minimums et sur la libre circulation des travailleurs en Europe.

En pleine crise de la dette, et alors que les taux de chômage ont grimpé partout en Europe, la Commission européenne entend bien lancer un débat sur tout le continent pour relancer l'emploi. Un domaine pour lequel ses compétences sont très restreintes, face aux gouvernements nationaux. Elle prévoit un cocktail de propositions incluant des salaires minimums "*décent*s" mais aussi leur "*différenciation*" par branches, de nature à susciter la controverse en France notamment en pleine campagne présidentielle. Le commissaire à l'emploi Laszlo Andor, qui doit dévoiler ce document non contraignant mercredi, marche sur des oeufs.

"L'idée est de proposer une coordination des politiques de l'emploi un peu sur le modèle de ce qui se passe pour les politiques budgétaires" afin d'encourager les gouvernements nationaux à prendre en compte le marché de l'emploi de l'Union dans son ensemble et plus seulement dans le cadre de leurs frontières respectives, a indiqué lundi à l'AFP une source européenne proche du dossier. La Commission rouvre en particulier le débat délicat sur les salaires minimums. Elle voit d'un bon oeil la mise en place de salaires minimums "*qui ne soient pas trop bas*", indique cette source européenne.

Baisse des charges et levée des restrictions pour les Roumains et les Bulgares

Selon un diplomate européen proche du dossier, cela marque une évolution du discours de la Commission. Alors qu'il était surtout libéral jusqu'ici sur ce point en jugeant que les salaires minimums constituaient un frein à l'embauche, *"la Commission considère qu'à un niveau approprié ils peuvent être un moyen d'éviter les trappes à pauvreté"*, dit-il. Si cet aspect peut séduire les partis de gauche et les syndicats en Europe, il n'en va pas forcément de même pour d'autres volets du document de la Commission.

La dernière mouture du texte indique ainsi *"que des salaires minimum différenciés, tels qu'appliqués dans certains Etats membres (de l'UE), peuvent constituer un moyen efficace"* de soutenir le marché de l'emploi. Cet élément a été révélé lundi par les quotidiens Le Figaro et Süddeutsche Zeitung, L'Allemagne dispose d'un tel système où le salaire minimum est négocié secteur par secteur. *"C'est fait pour mieux cibler les secteurs porteurs"*, souligne une source européenne.

Autre suggestion sensible: la Commission propose de transformer une partie des allocations versées aujourd'hui aux chômeurs en aides actives à la création d'emploi pour eux, système à ses yeux plus efficace que *"l'assistance"*. Et elle plaide à nouveau en faveur d'une baisse des charges salariales. Enfin, Bruxelles jette un dernier pavé dans la mare en demandant de lever sans délai les dernières restrictions à l'arrivée des Roumains et Bulgares sur les marchés du travail de plusieurs pays rétifs, dont la France. Ces restrictions doivent en principe rester jusqu'à fin 2013.

Un article de Reuters du 18 avril

Hollande cultive discrètement ses relations avec le patronat. (19.04)

"Il ne faut pas rêver, il y a plus de patrons de droite que de patrons de gauche", concède un chef d'entreprise français, proche du Parti socialiste.

Dans la course aux soutiens patronaux, François Hollande refait son handicap face à Nicolas Sarkozy. Discret sur ses relations avec le monde des affaires, le candidat socialiste cultive ses relais et a conquis une audience auprès des patrons, à l'image des banquiers maintenant ouverts à une discussion sur son projet de séparer les dépôts des activités spéculatives.

"En 2007, il y avait dans le patronat français une vraie dynamique pour Nicolas Sarkozy", souligne, sous le couvert de l'anonymat, un dirigeant d'entreprise sympathisant socialiste et fin connaisseur du milieu patronal.

"Au sein du CAC 40, je crois qu'il n'y a eu en 2007 qu'un seul patron qui a voté à gauche. Aujourd'hui, je dirais qu'on est dans un rapport un tiers pour la gauche, deux tiers pour la droite", ajoute-t-il.

Même si la présidente du Medef, l'organisation patronale qui regroupe les grands groupes du pays, a officiellement pris position en faveur de Nicolas Sarkozy.

"Le Medef est trop clairement une organisation qui soutient Nicolas Sarkozy, et vous ne pouvez donc pas passer par le Medef pour avoir des débats de fond avec les socialistes", explique un responsable financier. *"Les entreprises nouent des relations directes avec les socialistes. C'est un fait nouveau."*

JOUYET ET MACRON, DEUX HOMMES-CLÉS

"Je n'ai jamais vu autant de chefs d'entreprise et de banquiers, même quand j'étais ministre de l'Economie et des Finances, que depuis trois mois", déclarait de son côté Michel Sapin, chargé du projet présidentiel de François Hollande, lors d'un entretien accordé à Reuters la semaine dernière.

Les déçus du "sarkozysme" prêtent désormais une oreille attentive au député de Corrèze, d'autant qu'il s'est engagé à combattre les déficits publics s'il accède à l'Elysée.

"Les patrons ont d'abord respecté Nicolas Sarkozy pour son énergie", relève un patron. *"Mais ils ont été déçus quand ils ont réalisé que, derrière cette énergie, se cachaient un manque de cohérence dans la stratégie mais aussi des processus de décision imprévisibles, très éloignés des règles de gouvernance élémentaires dans les grandes entreprises."*

"A l'exception des plus sarkozystes, les patrons des grandes entreprises ne sont plus effrayés par le retour des socialistes", renchérit un observateur du milieu patronal.

"Je trouve qu'il y a chez François Hollande beaucoup de choses bien dites et réalistes, je crains cependant qu'il ait encore une connaissance insuffisante du monde de l'entreprise et de ses mécanismes", tempère toutefois un ancien patron.

Dans l'équipe de campagne socialiste, c'est André Martinez, un ancien dirigeant d'Accor, qui conseille le candidat sur les relations avec les entreprises.

DES HOMMES-CLÉS

Dans son entourage, François Hollande peut aussi s'appuyer sur deux hommes-clés : Jean-Pierre Jouyet, le président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) et son *"ami de 30 ans"*, et Emmanuel Macron, associé-gérant à la banque Rothschild.

S'y ajoute Jean-Jacques Augier, ancien patron des taxis G7, chargé du financement de la campagne.

"Jean-Pierre Jouyet a la confiance totale de François Hollande", explique un chef d'entreprise, soutien du candidat socialiste. "Il l'aide à comprendre les enjeux économiques et financiers et à entrer en contact avec des grands patrons."

François Hollande peut compter sur une kyrielle d'appuis sérieux et de relais dans le monde des affaires, notamment les partisans de l'ancien directeur général du FMI Dominique Strauss-Kahn, qui a dû renoncer à briguer la présidentielle après l'affaire du Sofitel de New York.

Il devrait aussi disposer de relais importants dans plusieurs secteurs clés de l'économie. Des affinités de gauche sont prêtées à toute une série de personnalités qui dirigent ou ont dirigé de grands groupes, comme l'ex-patronne d'Areva Anne Lauvergeon, Paul Hermelin, prochain PDG de Capgemini, Jean-Cyril Spinetta, PDG d'Air France-KLM, Gérard Mestrallet, PDG de GDF Suez ou encore François Villeroy de Galhau, directeur général délégué de BNP Paribas.

A ce jeu des devinettes reviennent aussi régulièrement les noms de Stéphane Fouks, coprésident d'EuroSCG Worldwide, Stéphane Boujnah, patron de la banque Santander pour la France et le Benelux, Matthieu Pigasse, directeur-général délégué de la banque Lazard en France et copropriétaire du journal Le Monde, et Pierre Bergé, autre copropriétaire du Monde.

DES AMITIÉS

Reste le cas plus énigmatique de Xavier Niel, le PDG d'Iliad, maison mère de l'opérateur de téléphonie mobile Free.

"Oui, il joue un rôle, même s'il n'est pas exactement de gauche. C'est plus complexe que cela. C'est un libéral libertaire", confie un proche du PS à son propos.

On prête aussi à François Hollande des relations d'amitié avec des dirigeants comme Christophe de Margerie, PDG de Total, Henri de Castries, président d'Axa ou encore Jean-Bernard Lévy, PDG de Vivendi.

"La caractéristique de François Hollande est de fonctionner en étoile. Personne ne sait, sauf lui, qui le soutient. Il fait beaucoup de rencontres bilatérales et peu de consultations collectives", souligne un patron français. *"C'est quelqu'un de méfiant, il ne donne pas sa confiance facilement."*

Ses partisans rappellent que s'il s'en est pris directement à la *"finance sans visage"* pendant la campagne et a promis de taxer à 75% les revenus au-delà d'un million d'euros, il s'est gardé de stigmatiser les patrons.

"François Hollande essaie d'éviter la facilité de la démagogie 'anti-patron'", dit l'un de ses soutiens dans le milieu patronal.

"A la différence de Nicolas Sarkozy, François Hollande n'est pas fasciné par les grands patrons. Il les respecte mais ne les fantasme pas", souligne un autre dirigeant d'entreprise. *"Il est parfaitement conscient que ce sont des acteurs importants pour la croissance économique du pays. Ni plus, ni moins."*

Complément : Parole de patrons que Hollande aime tant. Extrait d'un autre article de Reuters du même jour.

Lancées à la conquête de l'Asie, dont les rythmes de croissance échevelés agissent comme une drogue dure dont il est difficile de décrocher, la France ressemble aujourd'hui à un confetti parmi d'autres dans l'empire des sociétés du CAC 40, majoritairement détenues par des investisseurs étrangers.

L'installation, l'été dernier à Hong Kong, du président du directoire de Schneider Electric a de ce point de vue frappé les esprits. La France ne représente aujourd'hui que 10% de l'activité du leader mondial des équipements électriques basse et moyenne tension et Jean-Pascal Tricoire passe désormais la moitié de son temps en Asie.

"Quelle est la vision du monde des politiques ? C'est celle de la responsabilité qu'ils ont vis-à-vis de leurs électeurs, c'est donc une dimension nationale, voire locale", observe Philippe Camus, président du groupe de télécommunications Alcatel-Lucent

"L'espace pour eux est la circonscription ou la nation alors que pour les chefs d'entreprise, même des petites, la dimension pertinente c'est le marché, la compétition, donc un niveau très international", déclare-t-il à Reuters pour expliquer ce divorce.

Dans son ouvrage *"La France doit choisir"*, paru au début de l'année, l'ancien PDG du groupe Saint-Gobain Jean-Louis Beffa souligne également les effets de la mondialisation sur la relation entre de grandes entreprises françaises et l'Etat.

La rupture est selon lui consommée avec les groupes *"multirégionaux"*, qui ont pour principale caractéristique de produire localement sur leurs marchés internationaux - en Chine pour le marché chinois, au Brésil pour le marché brésilien - bref, de ne pas contribuer à rééquilibrer la balance commerciale française.

Du point de vue des politiques, l'entreprise multirégionale n'apporte ainsi ni emploi, ni croissance à partir de France et, du point de vue de cette entreprise, la France ne représente qu'une partie minime de son activité, ce qui est le cas, outre Schneider Electric, d'autres grands groupes comme Air liquide, Saint-Gobain ou Lafarge, par exemple.

"La raison du divorce entre les hommes politiques et les chefs d'entreprise n'est pas d'ordre idéologique ou politique. Ce sont des raisons mécaniques découlant de l'influence de la mondialisation à la fois sur le pays et sur l'entreprise", déclarait récemment Jean-Louis Beffa lors d'un entretien à Reuters.

Selon lui, la première action du futur président en matière de politique industrielle devrait être ainsi de recréer un dialogue avec les *"champions multirégionaux"* pour qu'ils se réintéressent à la France.

Ce message semble avoir été entendu par François Hollande, qui a récemment invité les patrons du CAC 40, s'il est élu, à une réunion pour travailler avec eux au redressement de la France. Même si, notait lucidement le candidat socialiste, *"beaucoup de leurs dirigeants n'auront pas voté pour moi"*.

Quel que soit le vainqueur de l'élection, *"il faudrait des incitations fiscales, des aides à la Recherche & Développement, pour que ces entreprises acceptent comme le fait l'industrie allemande de développer de nouveaux métiers exportateurs à partir du sol français, même si ce n'est pas leur tendance naturelle"*, estime Jean-Louis Beffa.

Au-delà de ces divergences *"mécaniques"*, l'indifférence croissante de ces grands patrons vis-à-vis de la classe politique, qui confine parfois à une forme de condescendance, voire de mépris, a été récemment alimentée par les nombreuses attaques dont on fait l'objet les PDG sur leur rémunération.

Souvent encensé pour sa réussite chez Publicis, Maurice Lévy en a fait récemment les frais à l'occasion de la publication de sa rémunération de 16 millions d'euros perçue au titre des neuf dernières années à la tête du géant mondial de la publicité.

"Le temps de l'entreprise n'est pas celui de la politique. Aujourd'hui on condamne, on vilipende, mais on ne cherche pas à analyser ou à comprendre", s'est défendu le PDG du géant mondial de la publicité, y voyant un signe de la méconnaissance du monde de l'entreprise par les hommes politiques.

"Les patrons reprochent aux politiques de ne pas prendre en compte la réalité du monde dans lequel ils vivent et d'encourager la démagogie plutôt que l'effort", observe de son côté un fin connaisseur des milieux patronaux, qui a requis l'anonymat.

Beaucoup de chefs d'entreprise refusent également de recevoir des leçons de la part d'hommes politiques incapables de contrôler les déficits publics et, selon eux, de prendre de la hauteur pour porter un projet économique sur le long terme. Ils supportent également difficilement de voir le président de la République,

quel qu'il soit, tirer la couverture à lui lors de la signature à l'étranger de contrats qu'ils ont durement négociés.

"Parfois, on a l'impression d'être à une assemblée de copropriétaires ! Les politiques nous font de la gestion fiscale et sociale, sans stratégie ni vision pour le futur. C'est comme si nous pilotions nos entreprises uniquement avec nos directeurs financiers et des ressources humaines", s'insurge Pierre Gattaz, président du groupe Radiall et du Groupe des fédérations industrielles (GFI).

Autre facteur, et non des moindres, les meilleurs hauts fonctionnaires succombent souvent aux sirènes de l'entreprise où les perspectives de carrière et de rémunération sont plus attractives, asséchant ainsi le réservoir de talents de l'administration.

Dans son livre *"Non aux 30 douloureuses"*, l'ancien directeur de la Caisse des dépôts Augustin de Romanet estime que l'Etat est un bien mauvais *"manager"*, et qu'une revalorisation de la haute fonction publique est indispensable pour inspirer le respect et pour que l'action publique retrouve sa légitimité face aux entreprises et aux citoyens.

"L'Etat le plus performant au monde dans le management est celui de Singapour qui rémunère ses ministres comme des associés du cabinet de consultants McKinsey. Résultat : il y a des ministres de la qualité des associés de McKinsey", confiait récemment Augustin de Romanet à Reuters.

Un article de lexpansion.com du 20 avril

En Grèce, un millier d'entreprises disparaissent chaque semaine. (21.04)

Jusqu'à un millier d'entreprises individuelles auront mis la clé sous la porte chaque semaine en Grèce au premier semestre 2012 en raison de la grave crise dans laquelle s'enfonce le pays, a estimé vendredi la Commission européenne, qui tente d'enrayer le problème.

"La Grèce fait face à une crise économique et sociale sans précédent qui se reflète dans la situation des petites et moyennes entreprises: six entreprises sur dix ont vu leurs revenus baisser en 2011 et 150.000 emplois ont été perdus", a indiqué la Commission dans un communiqué en marge de la visite à Athènes vendredi du commissaire européen à l'Industrie, Antonio Tajani. *"On estime que pendant le premier semestre 2012, jusqu'à 1.000 petites entreprises auront fermé chaque semaine",* ajoute le communiqué, qui ne fournit pas d'estimations sur le nombre d'entreprises parallèlement créées.

La Commission plaide en conséquence en faveur d'une aide accrue à ces sociétés, auto-entrepreneurs et entreprises familiales, qui forment l'essentiel du tissu économique grec. Depuis septembre dernier, l'Union européenne via sa Task force pour la Grèce tente notamment de trouver les moyens de remédier à l'assèchement du crédit dont souffrent les PME, les banques, déficitaires, coupées des marchés et dépendantes de la BCE, ayant suspendu les prêts. En mars, un fonds spécial de garantie, doté de 500 millions d'euros, a été créé par l'UE pour favoriser par le biais de la Banque Européenne d'Investissement l'octroi de prêts aux PME à hauteur d'un milliard d'euros.

Selon la Commission, en 2010, la Grèce comptait 742.600 très petites entreprises, employant au total 2,512 millions de salariés, soit plus de 85% de l'emploi total du pays, un niveau record dans l'UE. Ces structures produisent 35,3% de la valeur ajoutée du pays contre 21,8% en moyenne dans l'UE. Avec 14% des salariés en moyenne en Grèce, contre 33% dans le reste de l'Union, les grandes entreprises créent elles 28% de la valeur ajoutée, ce qui souligne la faible productivité des petites entreprises en Grèce, ajoute la Commission.

Un article de lexpansion.com du 20 avril 2012

L'Espagne va couper dans la santé et l'éducation. (21.04)

Le gouvernement conservateur espagnol, engagé dans une course à la réduction du déficit, adopte vendredi un plan d'économies visant les secteurs très sensibles de la santé et de l'éducation, espérant générer ainsi 10 milliards d'euros d'économies par an. Mesure-phare de la réforme sanitaire, qui vise à économiser 7 milliards, et sans doute promise à la plus grande impopularité: les retraités paieront désormais pour leurs médicaments. Une annonce à contre-courant de la campagne électorale du chef du gouvernement Mariano Rajoy, qui promettait cet automne de maintenir malgré la crise le pouvoir d'achat des retraités. Mais *"il s'agit de demander un effort"* aux habitants, *"car il n'y a pas d'argent pour payer les services publics"*, a reconnu M. Rajoy jeudi. Et *"l'Espagne est le deuxième consommateur mondial de médicaments"*, a justifié la ministre de la Santé Ana Mato.

L'an dernier, 3.700 tonnes de médicaments, périmés ou non-utilisés, y ont été détruits. Traditionnellement, les Espagnols ne paient pas pour aller chez le médecin et ne déboursent qu'une partie du prix des médicaments, sauf les retraités qui eux ne paient rien. Désormais ces derniers, qui représentent les trois quarts de la dépense pharmaceutique nationale (11 milliards d'euros, 1,1% du PIB), devront régler 10% de la facture en pharmacies, jusqu'à un plafond de 8 à 18 euros par mois en fonction de leurs revenus. Les actifs, qui jusque là payaient 40% du prix des médicaments, régleront jusqu'à 60%, selon leur situation financière. Des réformes très impopulaires

En matière d'éducation, le gouvernement espère récupérer 3 milliards d'euros: il va autoriser les régions à faire grimper les frais d'inscription à l'université de 50%, qui passeraient de 1.000 à 1.500 euros en moyenne, et à augmenter de 20% le nombre d'étudiants par classe. Les 17 communautés autonomes espagnoles sont en effet les premières concernées par ce plan d'économies: elles englobent 50% de la dépense publique en Espagne. Les trois quarts de leurs budgets passent dans la santé, l'éducation et l'aide aux personnes dépendantes. Ces derniers mois, nombre d'entre elles ont eu du mal à régler leurs fournisseurs, provoquant la grogne des pharmaciens et des coupures de chauffage ou d'électricité dans des collèges et lycées.

Mais en touchant à des secteurs sensibles, le gouvernement s'est attiré les foudres, notamment du parti socialiste, qui a manifesté son *"rejet frontal"* de ce nouveau plan de rigueur. Dans la santé cela représente *"un changement de modèle du système national, pour le détériorer progressivement et chercher à démanteler le système sanitaire public"*, a dit Trinidad Jimenez, chargée de la santé au PSOE. *"Le gouvernement prépare le terrain d'une santé pour riches et une autre pour les pauvres"*, a renchéri l'association de consommateurs Facua. Quant aux mesures concernant l'éducation, *"aucun pays n'a jamais surmonté une crise économique en réduisant l'égalité des chances de ses jeunes"* dans ce domaine, a réagi le secrétaire général du PSOE, Alfredo Perez Rubalcaba.

Les deux réformes visent à permettre aux régions d'économiser 10 milliards d'euros par an à partir de 2013. Selon une source gouvernementale, *"cela aide aussi à partager les coûts politiques entre l'Etat et les régions"*. Car ces dernières, qui ont déjà lancé des mesures de rigueur ces derniers mois, ont toutes affronté de larges manifestations populaires. Scrutées de près par le gouvernement, elles doivent lui présenter d'ici mai des plans d'assainissement budgétaire pour ramener leur déficit public de 2,94% du PIB en 2011 à 1,5% en 2012. Celles qui ne respecteront pas la trajectoire fixée verront leur budget pris en main par l'Etat central. Le pays dans son ensemble a douze mois pour réduire de plus de trois points son déficit, de 8,51% à 5,3% du PIB, et a déjà annoncé un budget, le plus austère de son histoire, pour récupérer 27,3 milliards d'euros.

Un article de 20 minutes.fr du 20 avril

Des grands patrons publient leur «manifeste» libéral. (21.04)

A deux jours du premier tour de la présidentielle, 25 grands patrons ont publié vendredi sous l'égide de l'Institut de l'entreprise un «manifeste», plaidoyer à tonalité libérale pour la réduction des dépenses publiques, la compétitivité et la refonte du «pacte social».

Restaurer la confiance des entrepreneurs

Prônant une «concentration de l'Etat sur son coeur de missions», les signataires appellent à une série de «mesures immédiates» comme l'indexation des retraites et prestations sociales «sur l'inflation diminuée d'un point» ou le gel des mesures générales d'augmentation des salaires dans la fonction publique.

Pour «restaurer la confiance des entrepreneurs», ils réclament une TVA sociale élargie à la CSG et à la fiscalité écologique, un «moratoire de 5 ans sur les règles sociales et fiscales des entreprises» ou un investissement «massif» dans la qualification des salariés.

BPCE, GDF Suez et d'autres signataires

La refondation du pacte social, troisième volet de ce «manifeste» publié sur le site internet de l'Institut de l'entreprise, «think tank» proche du patronat, viserait à faire du dialogue social un «levier de compétitivité». Cette refondation passerait selon eux par l'inscription de l'autonomie des partenaires sociaux dans la Constitution, une négociation annuelle sur la flexibilité ou l'assouplissement des conditions d'exécution du contrat de travail en période de crise.

Pour Xavier Huillard, président de l'Institut de l'entreprise et PDG de Vinci, «bien-être, bien vivre, emplois, protection et cohésion sociales sont plus que jamais indissociables de la performance» des entreprises. C'est «l'enjeu du prochain mandat présidentiel», assure-t-il.

Parmi les signataires figurent d'autres grands noms du patronat et du CAC40 parmi lesquels François Pérol (BPCE), Denis Kessler (Scor), Philippe Houze (Galeries Lafayette) et Gérard Mestrallet (GDF Suez).

● [Manifeste de l'Institut de l'entreprise. \(21.04.12\)](#)

Un article de l'AFP du 24 avril 2012

1er mai: les syndicats dénoncent une "provocation" de Sarkozy et appellent à la mobilisation. (25.04)

L'annonce par Nicolas Sarkozy d'un "grand rassemblement" au Champ-de-Mars le 1er mai pour fêter le "vrai travail" a suscité l'ire des syndicats qui y voient une "provocation" et comptent riposter en étoffant leurs cortèges à cinq jours du second tour de la présidentielle.

La CGT a dénoncé mardi "une provocation du président de la République" qui "vise à détourner et à récupérer le 1er mai par l'annonce d'un rassemblement de ses partisans, à Paris, ce jour-là, sur le thème fallacieux du +vrai travail+".

Pour elle, "cette opération n'a d'autre objectif que de diviser les salariés et stigmatiser leurs organisations syndicales".

La CGT a qualifié mardi de «provocation» l'annonce par le président-candidat Nicolas Sarkozy d'un rassemblement autour du «vrai travail» le 1er mai, l'accusant de vouloir «détourner et récupérer» cette journée, cinq jours avant le second tour de la présidentielle.

«La CGT dénonce la provocation du président de la République qui vise à détourner et à récupérer le 1er mai par l'annonce d'un rassemblement de ses partisans, à Paris, ce jour-là, sur le thème fallacieux du vrai travail», affirme la commission exécutive de la centrale, dans un communiqué.

«Cette opération n'a d'autre objectif que de diviser les salariés et stigmatiser leurs organisations syndicales», ajoute la CGT. La centrale de Montreuil «appelle, dans ce contexte, l'ensemble des salariés, retraités et privés d'emploi à relever le défi qui est lancé en participant massivement aux manifestations syndicales unitaires du 1er mai». Il s'agit, selon la CGT, de «conforter la place que les réponses aux revendications sociales doivent prendre dans les politiques à venir».

La mobilisation vise aussi à «réaffirmer que la lutte pour le progrès social appelle à la solidarité de l'ensemble des travailleurs, quelles que soient leurs origines, leurs nationalités ou leurs croyances» et à «exiger que le progrès social soit placé au coeur des politiques européennes», souligne le communiqué.

La veille, la CFDT avait également jugé "inquiétant d'entendre des responsables politiques s'auto-désigner uniques représentants des travailleurs en voulant détourner l'objet du 1er mai".

Annick Coupé déléguée générale de Solidaires n'y va pas par quatre chemins pour en expliquer le sens: "Il s'agit clairement d'une entreprise de drague des voix du Front national pour le 2e tour de la présidentielle dans lequel Nicolas Sarkozy est en difficulté", affirme-t-elle à l'AFP.

"Il veut opposer ceux qui travaillent aux +assistés+: c'est la rhétorique du Front national", argue la numéro un de Solidaires. "Mais on refuse de laisser dénaturer le 1er mai par Sarkozy et par Marine Le Pen", ajoute-t-elle.

Dans le camp de Nicolas Sarkozy, on persiste: "Ni la gauche, ni l'extrême gauche ne nous imposeront un couvre-feu pour nous empêcher de nous mobiliser pour la +valeur travail+ le 1er mai", a lancé le ministre du Travail Xavier Bertrand.

"Mais le 1er mai appartient au monde du travail, aux salariés et aux organisations sociales", relève auprès de l'AFP Nadine Prigent, secrétaire confédérale de la CGT. Elle trouve "choquant" qu'"un président en mauvaise posture électorale vienne nous parler du travail, alors qu'il l'a ignoré pendant cinq ans".

"Le 1er mai c'est la Fête des travailleurs et pas la fête du travail qui est une notion pétainiste", renchérit Mme Coupé.

Un fait historique que rappelle aussi Jean-Claude Mailly leader de Force ouvrière: "Le 1er mai, ce n'est pas la fête du travail, c'est Pétain qui a inventé ça, le 1er mai c'est une journée internationale de solidarité et de revendications", souligne-t-il en dénonçant une "récupération politique".

Pour contrecarrer l'initiative de Nicolas Sarkozy, la CGT, la CFDT, la FSU, Solidaires et l'Unsa, qui appellent ensemble à des mobilisations unitaires dans tout le pays le 1er mai, demandent aux salariés de *"relever le défi"* en *"participant massivement"* aux manifestations.

A Paris, la marche est prévue entre la Place Denfert-Rochereau et la Bastille.

La capitale sera ce jour-là bien encombrée pour un 1er mai qui s'annonce particulièrement politisé: outre le rassemblement UMP autour de Nicolas Sarkozy au Champ-de-Mars, les partisans de Marine Le Pen se retrouveront pour leur défilé traditionnel honorant Jeanne d'Arc, occasion pour leur championne d'annoncer sa position pour le second tour. A gauche, Jean-Luc Mélenchon appelle à un *"1er mai stupéfiant d'unité et de puissance"* derrière les syndicats.

Malgré leurs divergences - la CGT appelle clairement à *"battre"* Nicolas Sarkozy le 6 mai tandis que la CFDT reste non partisane- les deux grands syndicats entendent contenir la journée dans le cadre des revendications sociales.

La CFDT *"souhaite que les partis politiques respectent l'autonomie des organisations syndicales"* et qu'il *"n'y ait aucune confusion"*, souligne auprès de l'AFP Marcel Grignard, dirigeant cégétiste. *"Il n'y pas de volonté des syndicats de politiser le 1er mai"*, assure Mme Prigent.

Le secrétaire général de Force Ouvrière (FO), Jean-Claude Mailly, interrogé sur la volonté de Nicolas Sarkozy d'organiser une fête du *"vrai travail"* le 1er mai, a qualifié cette initiative de *"marketing politique"* et dénoncé une *"récupération"* de la part des deux candidats.

"On est en plein marketing politique du côté des deux candidats et des partis politiques", a déclaré M. Mailly sur France Info.

"Le 1er mai, ce n'est pas la fête du travail, c'est Pétain qui a inventé ça, le 1er mai c'est une journée internationale de solidarité et de revendications en France et dans tous les pays du monde", a souligné le responsable de Force ouvrière.

"On est dans la récupération politique: certains disent +il faut aller derrière certaines organisations qui manifestent+, les autres faisant leur propre rassemblement", a-t-il poursuivi.

"Globalement, c'est un aveu de faiblesse des responsables politiques", a jugé Jean-Claude Mailly en les appelant à *"rester sur les débats qu'attendent les citoyens"*.

"Plutôt que de faire du marketing politique ou du storytelling comme on dit maintenant, ils feraient bien de répondre aux vrais problèmes d'emploi, de pouvoir d'achat, de mondialisation", a avancé le responsable syndical.

"Dans une démocratie, les syndicats ont un rôle différent des partis" et *"taper sur les corps intermédiaires ou les organisations syndicales, c'est un problème démocratique"*, a-t-il affirmé.

Pour le leader de FO, *"on ne peut pas dire à la fois +nous allons discuter et négocier avec vous+ et laisser entendre +si vous n'êtes pas d'accord, on fera un référendum pour vous court-circuiter"*.

Jean-Claude Mailly a rappelé que Force ouvrière organiserait, comme c'est généralement le cas, ses propres rassemblements le 1er mai, sans se joindre aux autres syndicats.

Un article de Reuters du 24 avril

Le coût du travail augmente moins en Allemagne qu'ailleurs en UE. (25.04)

Les coûts du travail ont progressé en Allemagne au rythme le plus faible de toute l'Union européenne au cours des dix dernières années, a annoncé mardi l'Office fédéral de la statistique, soulignant l'effet positif de la modération des salaires.

Le coût d'une heure de travail dans le secteur privé a progressé de 19,4% entre 2001 et 2011 en Allemagne, soit moitié moins qu'en France, où ce coût a bondi de 39,2% sur la même période, bien au-delà de la moyenne européenne à 36,1%.

La croissance modérée des salaires, qui partaient d'une base élevée, a aidé l'Allemagne à se maintenir parmi les premières économies exportatrices au monde et à rester compétitive.

"La croissance modérée des salaires ces dernières années a rendu possible une évolution positive (...). Beaucoup de nouveaux emplois ont été créés et les emplois existants ont été protégés, ce qui soutient la consommation", a déclaré le directeur de la Chambre du commerce, Martin Wansleben.

En 2011, les employeurs allemands ont versé en moyenne 30,10 euros pour chaque heure complète de travail dans le secteur privé, bien au-dessus de la moyenne de l'Union européenne à 22,80 euros.

La Belgique affiche le coût du travail le plus élevé de la région à 39,30 euros par heure tandis que la Bulgarie possède le plus faible, à 3,50 euros.

Un article de l'expansion.com et Reuters du 25 avril 2012

Coût du travail: les chiffres qui relancent le débat en France. (26.04)

La hausse du coût du travail, en elle-même, n'est pas problématique. Mais elle n'est pas compensée, comme en Allemagne, par une montée en gamme, une bonne spécialisation et une externalisation de la production.

La question du coût du travail en France est à nouveau posée par Eurostat. Dans une étude publiée mardi, l'Institut européen de statistiques place l'hexagone parmi les pays les plus chers du Vieux continent. Une heure de travail en France en 2011 - tous secteurs confondus- coûte 34,20 euros charges sociales comprises, contre 20,1 euros au Royaume-Uni, 10,1 euros au Portugal ou encore 7,6 euros en Hongrie. Autre tendance confirmée, l'écart avec l'Allemagne se creuse. En 2008, l'heure de travail en France coûtait 3,4 euros de plus qu'en Allemagne. Désormais, cet écart est de 4,1 euros puisque l'heure de travail coûte 30,1 euros outre Rhin. Faut-il voir dans ces chiffres un effritement de la compétitivité française?

Ce n'est pas si simple. La notion de coût du travail est très variable selon les définitions statistiques utilisées. Plusieurs instituts le mesurent : l'Insee, Eurostat, l'OCDE et même le BLS, le bureau du travail américain. Et à chaque fois, les résultats diffèrent. Pour l'Insee, par exemple, la France et l'Allemagne étaient à égalité en 2008 en matière de coût du travail (à 21 centimes d'euros près). Pour Eurostat, en revanche, l'écart était de plus de 3 euros à la même période.

Le BLS, lui aussi, a ses propres estimations. Selon ses calculs, le coût du travail dans l'industrie - le secteur qui subit de plein fouet la concurrence internationale - n'a augmenté que de 2,4% en France depuis 2002. Une hausse plutôt faible.

Enfin, pour l'OCDE, le coût du travail des Français évolue en phase avec celui de l'ensemble des pays industrialisés. Et ces dernières années, il progresse moins vite qu'au Royaume Uni, qu'en l'Italie, qu'en Espagne, qu'au Canada ou qu'en République tchèque.

Il est difficile, au final, d'interpréter les chiffres sur le coût du travail. Cependant, même si les statistiques manquent parfois de clarté, la France a bien un problème de compétitivité, comme le montre l'ampleur de son déficit extérieur. Et il y a bien vis-à-vis de l'Allemagne, un écart de performance considérable.

En effet, contrairement l'Allemagne - qui subit elle aussi une pression à la hausse sur les rémunérations - la France n'a pas compensé son coût du travail élevé par une montée en gamme ou par une hausse suffisante de la productivité, notent les économistes. Résultat : nous sommes beaucoup plus gênés que l'Allemagne par le niveau élevé du coût du travail. Angela Merkel ne s'en cache pas : grâce à la qualité de ses produits, mais aussi à sa spécialisation dans certaines niches indispensables à l'industrie mondiale (découpe au laser, pompes à béton...), l'Allemagne peut supporter un niveau élevé des salaires et de l'euro, explique-t-elle régulièrement. Mais ce qu'elle oublie de dire, c'est que l'Allemagne externalise aussi une bonne partie de sa production dans les pays d'Europe de l'Est, ce qui lui donne un avantage de compétitivité considérable.

En fait, le coût du travail pertinent pour l'Allemagne n'est pas celui calculé par l'OCDE ou Eurostat mais une moyenne des coûts allemands et des coûts pratiqués en Europe de l'Est, confirment les experts de Natixis. Si on recalcule les coûts de production en intégrant le facteur externalisation, l'Allemagne gagne au moins 20% de compétitivité. Elle devient alors plus compétitive que l'Espagne!

Un article de l'AFP du 25 avril 2012

La police de Catalogne appelle à la délation, la secrétaire locale de la CGT emprisonnée. (26.04)

(Titre de l'AFP : *Catalogne: la police lance un site web pour dénoncer les auteurs de violences urbaines.*)

La police de Catalogne a lancé mercredi un site web montrant les photos de 68 personnes soupçonnées d'avoir participé fin mars à des violences urbaines à Barcelone, et demandant aux citoyens de l'aider à les identifier.

Des violences avaient éclaté le 29 mars à Barcelone, en marge d'une manifestation syndicale organisée le jour d'une grève générale en Espagne contre la réforme du travail. Des groupes de jeunes avaient affronté la police qui les avait dispersés en faisant usage de balles en caoutchouc.

En réponse à ces violences, les Mossos d'Esquadra, la police régionale, a lancé ce site baptisé "*Collaboration citoyenne contre la violence urbaine*", accompagné de photos de 68 personnes clairement reconnaissables.

La police "*demande la collaboration des citoyens pour qu'ils apportent les informations qui permettront l'identification des personnes*" responsables présumées "d'actes délictueux ou de vandalisme", indique le texte qui accompagne ces photos.

La police, qui présente cette page comme un "*outil de prévention*", assure "*garantir l'entière confidentialité*" sur l'identité des personnes qui fourniront des informations.

Des violences ont éclaté à plusieurs reprises depuis l'an dernier à Barcelone, où des groupes anti-système sont très actifs, en marge de manifestations contre la politique d'austérité du gouvernement espagnol et les coupes budgétaires décidées par le gouvernement régional.

Mercredi, la secrétaire locale de la CGT, un syndicat anarcho-syndicaliste minoritaire, a été arrêtée à Barcelone et placée en détention provisoire, dans le cadre de l'enquête sur les violences du 29 mars.

Le syndicat a immédiatement protesté, en réclamant dans un communiqué la "*libération immédiate*" de sa responsable, dénonçant des "*pressions politiques*" destinées à dissuader de futures manifestations.

En prévision d'une réunion le 3 mai de la Banque centrale européenne (BCE) dans la capitale catalane, l'Espagne a décidé de rétablir les contrôles à sa frontière avec la France et dans certains aéroports, pour éviter l'entrée de groupes violents.

"*Les forces de sécurité ont détecté la possibilité que des organisations anti-système arrivent pour cette réunion*", avait indiqué une responsable du ministère de l'Intérieur, précisant qu'elles "*pourraient venir de Grèce ou d'Italie*".

Environ 2.000 agents de police et de la Garde civile pourraient venir renforcer les effectifs de la police catalane, selon le ministère espagnol de l'Intérieur.

En tout, les médias espagnols estiment qu'environ 6.000 agents seront déployés dans la région à cette occasion.

Un article de l'expansion.com et Reuters du 25 avril 2012

Du 6 février 1934 au 25 avril 2012. (26.04)

(Titre de l'AFP : *Coup de sang des policiers contre la mise en examen d'un collègue pour homicide*)

Plusieurs centaines de policiers ont manifesté mercredi soir de façon spontanée et spectaculaire à Bobigny puis sur les Champs-Élysées à Paris contre la mise en examen pour homicide volontaire d'un de leurs collègues poursuivi pour avoir tué un homme recherché.

La version de la légitime défense invoquée par le fonctionnaire de 33 ans, qui a été placé sous contrôle judiciaire, avec notamment l'interdiction d'exercer, a été mise à mal par l'autopsie et un témoignage, selon lesquels la victime a été tuée d'une balle dans le dos.

L'affaire remonte à samedi soir: des policiers de Noisy-le-Sec sont prévenus par un appel anonyme qu'un homme recherché pour des vols à main armée se trouve dans le centre-ville, selon le parquet de Bobigny.

Quatre policiers partent à la recherche de cet homme de 28 ans, visé par un mandat d'arrêt et qui n'avait pas regagné la prison de Châteaudun (Eure-et-Loir) après une permission de sortie en juin 2010. Son casier judiciaire portait mention de *"onze condamnations, notamment criminelles pour des faits de vols avec arme"*.

Trois des policiers sont à pied, un quatrième en voiture. Ce dernier a affirmé aux enquêteurs s'être retrouvé face au fuyard, qui *"l'aurait alors visé en tendant son bras armé vers lui"*. Le policier a tiré à quatre reprises contre le jeune homme, décédé peu après.

Mais l'autopsie et un témoignage vont à l'encontre de la version de la légitime défense. *"Les conclusions de l'autopsie établissent que (la victime) a été mortellement touchée par une balle entrée à l'horizontal dans son dos"*, écrit le parquet, qui souligne *"la contradiction"* avec les déclarations du policier.

Un témoin qui était en voiture a relaté *"avoir assisté à une scène de course poursuite (...) au cours de laquelle un homme faisait feu en direction d'un fuyard"*, rapporte le parquet.

Et si l'homme en fuite était armé d'un revolver approvisionné, il n'en a pas fait usage. La grenade qu'il a lancée *"s'est révélée a posteriori inoffensive"*, indique le parquet.

Le parquet avait ouvert une information judiciaire pour *"violences volontaires avec arme par une personne dépositaire de l'autorité publique ayant entraîné la mort sans intention de la donner"*. En mettant l'agent en examen pour *"homicide volontaire"*, le juge d'instruction a donc été plus loin dans les éléments retenus contre le policier.

Plusieurs centaines de policiers se sont réunis mercredi soir devant la Direction territoriale de la sécurité de proximité (DTSP) à Bobigny pour exprimer leur *"colère"* après cette mise en examen.

"Les policiers sont très remontés", a déclaré Nicolas Comte, secrétaire général du syndicat SGP-FO Unité. *"Nous ne nions pas le fait que la justice doit faire son travail. Mais la qualification d'homicide volontaire retenue par la juge est incompréhensible, tout comme l'interdiction d'exercer la profession de policier, qui va le priver de son salaire"*, a-t-il ajouté.

Un peu plus tard, il a reconnu implicitement avoir été débordé *"par la base"* qui *"a manifesté un gros ras-le-bol des conditions de travail en Seine-Saint-Denis"*.

Déterminés à se rendre devant le ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, les manifestants ont été cantonnés par des barrages de police sur les Champs-Élysées, où un cortège d'une centaine de véhicules banalisés ou siglés *"police"* a fait irruption toutes sirènes hurlantes en milieu de soirée, selon un journaliste de l'AFP.

Le ministère de l'Intérieur a affirmé qu'au plus fort le cortège comprenait une cinquantaine de voitures.

Une délégation des trois syndicats de gardiens de la paix devait être reçue dans la soirée au ministère de l'Intérieur.

Commentaire.

C'est très grave ce qui s'est passé hier. La flicaille ragaillardit par les quelques 46% de Sarkozy et Le Pen, elle estime apparemment qu'elle peut agir en toute impunité...

J'ai lu dans un article de *Libération* que la semaine dernière des policiers qui avaient participé à l'assassinat de M. Merah s'étaient vus remettre les insignes de chevalier de la Légion d'honneur par le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant. L'AFP précisant : "*aucun des six policiers décorés n'avait atteint les vingt ans de service pour pouvoir être nommés chevaliers de la Légion d'honneur et ils l'ont donc été à «titre exceptionnel»*".

Un article de l'AFP du 26 avril 2012

Un jeune sur deux au chômage lors des trois premières années de vie active. (27.04)

Un jeune sur deux (52%) a été au moins une fois au chômage au cours de ses trois premières années de vie active et un tiers l'a été six mois ou plus, selon une enquête du Centre d'étude et de recherche sur les qualifications (Cereq) publiée cette semaine.

Pour cette enquête "Génération" trisannuelle, le Cereq a interrogé au printemps 2010 un échantillon représentatif de 25.000 jeunes sortis du système éducatif en 2007. Après de premiers résultats divulgués en 2011, il approfondit une série de thématiques.

Parmi les 739.000 jeunes sortis de formation initiale en 2007, une majorité (62%) a commencé sa vie active par une période de chômage.

Au bout de trois ans, la trajectoire dominante parmi huit "*trajectoires types*" identifiées est celle d'un accès rapide et durable à l'emploi (58%). Au bout de six mois, 80% des jeunes ont au moins une fois décroché un emploi (même très temporaire).

L'analyse des trajectoires montre cependant que 12% ont connu un accès "*différé*", 10% sont en "*décrochage*" et 9% connaissent un chômage persistant ou récurrent. Ainsi, parmi ceux ayant connu un chômage précoce, 20% n'ont jamais réussi à décrocher un poste dans les trois ans.

La durée de l'épisode de chômage dépend du niveau de diplôme: pour 56% des non-diplômés (18% de la génération) elle a été de plus d'un an, pour 27% des diplômés du secondaire et 9% des diplômés du supérieur (42% de l'échantillon).

Les non-diplômés ont de plus de plus de mal à trouver une place sur le marché du travail. Quand 72% des jeunes en général travaillent au bout de trois ans, ils ne sont que 48% en emploi en 2010 contre 59% en 2001 et leur taux de chômage atteint 41% (30% en 2001).

"*L'emploi précaire est devenu la norme pour les premiers emplois occupés*", souligne également le Cereq, avec 31% des premières embauches réalisées sur des emplois à durée indéterminée.

Même pour les diplômés du supérieur, le CDI n'est plus garanti. Seuls les sortants d'écoles d'ingénieurs restent très majoritairement (75%) recrutés d'emblée en CDI. La proportion tombe à 52% pour les écoles de commerce.

L'emploi précaire perdure pour un nombre significatif de jeunes. Au bout de trois ans, un tiers sont intérimaires, vacataires, en contrat aidé ou en CDD. Et la proportion employée à temps partiel ne baisse pas (18%).

Cette enquête, qui permet d'évaluer l'impact de la crise de 2008 sur l'emploi des jeunes, met aussi en évidence "*des phénomènes structurels*", comme le fait qu'une majorité de jeunes se stabilise dans un emploi qui ne correspond pas à sa formation.

De fait, "*chercher à ajuster de plus en plus précisément les contenus des formations à leurs débouchés supposés est en partie vain*", estime le Cereq.

Elle montre aussi que la précarité des premiers emplois "*agit comme un frein à l'autonomie résidentielle*": trois ans après, 55% des jeunes hommes et 36% des jeunes femmes habitent toujours chez leurs parents.

Depuis 1992, ce centre d'études, qui dépend des ministères de l'Emploi et de l'Education, réalise tous les trois ans ce type d'enquête, en interrogeant une même tranche d'âge après trois, cinq, sept, puis dix ans de vie active.

Un article de lexpansion.com du 27 avril

L'industrie allemande en grève pour réclamer une hausse des salaires. (28.04)

Voilà près de dix ans que les salariés allemands se serrent la ceinture, notamment dans l'industrie. Et bien c'est désormais fini. Ils sont désormais bien décidés à profiter de la croissance robuste du pays. Quitte à faire grève. Le puissant syndicat allemand IG Metall a ainsi annoncé vendredi une vague de débrayages à partir de samedi minuit (22H00 GMT) dans l'industrie à travers tout le pays, pour obtenir les hausses de salaire réclamées.

"Les salariés de différentes entreprises vont se mettre en grève pour protester contre les offres insuffisantes du patronat", a annoncé IG Metall dans un communiqué. Les premiers débrayages prévus toucheront notamment de grands groupes, comme MAN à Augsburg (sud), Siemens via sa filiale Osram à Berlin, ThyssenKrupp à Andernach (ouest), Continental à Gifhorn (nord) ou encore Bosch à Salzgitter (nord).

IG Metall et le patronat en sont au troisième round de négociations à propos de la convention collective de l'énorme secteur de la métallurgie, qui comprend les machines-outils, la mécanique, l'automobile, l'électroménager ou encore les semi-conducteurs et emploie plus de 3,5 millions de salariés dans le pays. Le syndicat a rejeté mi-avril une proposition patronale d'une hausse des salaires de 3% sur 14 mois, alors qu'il réclame 6,5%.

Ces négociations salariales, menées en parallèle dans plusieurs Länder, sont un temps fort de l'actualité sociale allemande et ont valeur de test pour nombre d'autres secteurs de l'économie allemande. Début avril, au terme de plusieurs semaines de négociations ponctuées de grèves dans tout le pays, les deux millions de salariés de la fonction publique allemande avaient obtenu des hausses de salaires de 6,3% sur deux ans. L'accord avait été critiqué par les employeurs du secteur de la métallurgie qui y voient un mauvais exemple pour leurs propres négociations.

L'Allemagne a connu entre 2001 et 2011 la plus faible progression des salaires de toute l'UE, avec une hausse de 19,4% alors que le coût du travail horaire en France a grimpé de 39,2%, plus du double, sur la même période, selon une étude publiée cette semaine par l'institut allemand des statistiques Destatis.

La modération salariale allemande est un des facteurs clés de la compétitivité du pays, et notamment de son industrie. Le revers de la médaille, souvent pointé du doigt par les syndicats, sont des salaires faibles, en l'absence de salaire minimum généralisé, et une précarisation croissante, avec un recours accru dans certains secteurs de l'industrie au travail temporaire et intérimaire. (Lexpansion.com 27.04)

Un article de l'AFP du 28 avril 2012

Karachi: Balladur et Bazire mis en cause par l'ex-trésorier de campagne. (29.04)

L'ex-trésorier de campagne d'Edouard Balladur pour la présidentielle de 1995 a accusé l'ancien Premier ministre et son ex-directeur de campagne Nicolas Bazire d'avoir ordonné le dépôt en banque de 7 millions de francs en espèces et d'en avoir caché l'origine, dans le dossier Karachi.

Chargés du volet financier de l'affaire, les juges Roger Le Loire et Renaud van Ruymbeke s'interrogent sur un éventuel détournement de commissions sur des contrats d'armement avec l'Arabie Saoudite (Sawari II) et le Pakistan (Agosta) au profit de la campagne d'Edouard Balladur. Ils recherchent notamment l'origine des 10,2 millions de francs déposés le 26 avril à la banque, trois jours après la défaite du candidat.

Ce jour là, *"j'ai procédé au dépôt d'environ 3 millions de francs"* sur le compte de campagne, a dit l'ex-trésorier René Galy-Dejean, ancien député-maire UMP du XVème arrondissement de Paris, lors d'une confrontation avec Nicolas Bazire, selon le PV d'audition consulté par l'AFP.

"Je n'ai pas déposé les 7 millions (...) Cela a été déposé à mon insu". "Je pense qu'on a demandé à Mme (Evelyne) Raulhac", chargée de la cellule trésorerie et ex-collaboratrice de Pierre Mongin, chef de cabinet de M. Balladur à Matignon, a-t-il dit.

Cette dernière a dit aux juges qu'elle s'était contentée d'accompagner M. Galy-Dejean, et ne sait rien du montant déposé.

"Il n'y avait que deux personnes qui pouvaient le lui demander, M. Balladur ou M. Bazire", a déclaré l'ex-trésorier, en précisant qu'il aurait *"refusé de faire ce dépôt"* et de *"croire que cela venait des recettes des meetings"*.

Interrogé à son tour pour savoir s'il avait déposé ou fait déposer cette somme, M. Bazire a répondu *"catégoriquement non"* aux deux questions.

Pour M. Galy-Dejean, le dépôt total des espèces, 15 millions de francs officiellement, a obéi à *"un double circuit"*, plusieurs personnes étant venues selon lui faire des dépôts dans deux établissements parisiens de la même banque.

"Avec le recul, je comprends pourquoi j'ai été écarté de la signature des comptes, du dépôt au Conseil constitutionnel et de l'audition par les rapporteurs du Conseil constitutionnel", a poursuivi M. Galy-Dejean.

"Dois-je comprendre que vous avez été écarté par M. Balladur et par M. Bazire pour masquer l'origine de ces 7 millions?", l'interroge M. van Ruymbeke.

"Effectivement, j'aurais dit la même chose qu'aujourd'hui", répond l'ex-trésorier.

En fin de campagne, Francis Lamy, conseiller juridique de M. Balladur, avait été chargé de présenter les comptes à la place du trésorier. Il avait affirmé que les recettes en espèces provenaient de la vente de t-shirts, de gadgets et de quêtes.

L'explication avait peu convaincu les rapporteurs du Conseil qui s'étaient étonnés du versement de *"77% des recettes"* en espèces *"en une seule fois et sans justificatif"*.

"C'est M. Bazire qui m'a donné ces explications", avait dit M. Lamy. Lors d'une confrontation avec M. Bazire, le 2 février, M. Lamy est revenu sur ses déclarations n'ayant *"plus de souvenir précis"* sur ce sujet.

Pierre Mongin a toujours écarté l'hypothèse évoquée par certains témoins, d'un recours aux fonds secrets de Matignon pour financer la campagne.

Devant les juges, M. Bazire a rappelé, qu'à l'époque, les dons anonymes étaient encore légaux et qu'il était "*tout à fait possible*" que "*certaines chefs d'entreprise*" y aient eu recours pour soutenir "*à titre personnel*" M. Balladur, contournant le plafond légal fixé à 1.000 francs par personne.

En 1995, les rapporteurs du Conseil constitutionnel s'étaient également interrogés sur de nombreuses dépenses faites au profit de M. Balladur et non comptabilisées sur ses comptes de campagne. Ils avaient préconisé leur rejet mais les Sages de la rue Montpensier avaient choisi de les valider.

Document

Articles de presse de mai 2012

Table des matières

France

Politique

- Le président Hollande veut une Europe fédérale : le piège du « pacte de croissance ». (16.05)

Social

- Faute de moyens, les étudiants n'ont jamais été aussi nombreux à renoncer à des soins de santé. (23.05)
- Les entreprises suppriment des postes, mais licencient moins

International

Politique

- Grèce: Antonis Samaras renonce à former un gouvernement de coalition. (08.05)
- En Europe, la malédiction des pouvoirs sortants. (09.05)
- Crise politique en Grèce (suite). (10.05)
- Grèce: Antonis Samaras renonce à former un gouvernement de coalition. (08.05)
- Poursuite lundi des négociations en Grèce. (14.05)
- Allemagne: débâcle pour le camp Merkel dans un scrutin régional important. (14.05)
- La Grèce de nouveau aux urnes en juin. (16.05)
- Un juge va diriger la Grèce jusqu'aux élections du 17 juin. (17.05)
- Sommet européen: Merkel et Hollande, "pas de psychodrame", selon un expert. (25.05)
- Syrie : que dit le Conseil de sécurité ? (29.05)

Social

- La Bolivie nationalise le réseau électrique géré par l'espagnol REE. (02.05)
- Le chômage bat un nouveau record dans la zone euro. (03.05)
- Au Portugal, un système de santé anesthésié par l'austérité. (16.05)

Economie

- Le peuple un détail gênant. (03.05)
- Les retraits des banques ne touchent pas que la Grèce. (18.05)
- La Chine délocalise des entreprises en Ethiopie pour réduire ses coûts. (21.05)
- Et si Athènes renouait avec la drachme: mode d'emploi pour divorcer de l'euro. (21.05)
- Croissance : le malentendu franco-allemand. (22.05)
- Pourquoi l'action Facebook s'effondre. (23.05)
- Quand les investisseurs payent pour prêter à l'Allemagne. (25.05)
- Des eurobonds aux réformes structurelles, les idées sur la table de l'UE. (25.05)

Un article de l'AFP du 1er mai 2012

La Bolivie nationalise le réseau électrique géré par l'espagnol REE. (02.05)

Le président bolivien, Evo Morales, confronté à des revendications sociales croissantes, a nationalisé mardi l'entreprise à capitaux espagnols gestionnaire des deux-tiers du réseau électrique du pays, deux semaines après que l'Argentine a exproprié Repsol de sa filiale YPF.

Evo Morales, premier président amérindien de Bolivie et membre de la gauche radicale latino-américaine, a signé mardi un décret pour prendre le contrôle des 99,94% de Transportadora de Electricidad (TDE) détenus par Red Eléctrica Internacional, filiale du groupe espagnol Red Eléctrica Corporación (REE), gestionnaire du réseau de transport d'électricité espagnol.

"Ce décret suprême a pour objet de nationaliser en faveur de l'Entreprise nationale d'électricité (ENDE, publique), au nom de l'Etat, le paquet d'actions que possède l'entreprise Red Eléctrica Internacional (REI) dans l'entreprise Transportadora de Electricidad", a déclaré M. Morales lors d'une cérémonie publique au palais présidentiel à La Paz.

Le président a également ordonné aux forces armées de *"prendre le contrôle de la direction et de l'administration"* de TDE dont les locaux se trouvent à Cochabamba, à 400 km à l'est de La Paz, ce qui a été aussitôt fait.

M. Morales a expliqué que sa décision était due *"aux faibles investissements"* de l'entreprise, qui depuis sa privatisation aurait investi *"en moyenne environ cinq millions de dollars par an"*.

TDE, dont les actifs brut s'élevaient à 225 millions de dollars en 2005, selon les derniers chiffres disponibles sur le site internet de l'entreprise, gère 73% des lignes électriques de la Bolivie (<http://www.tde.com.bo>).

L'entreprise a été privatisée en 2007, sous le gouvernement ultra-libéral de Gonzalo Sanchez de Lozada, et adjugée à l'espagnole Union Fenosa, qui a cédé ses parts en 2002 à Red Eléctrica Internacional.

Selon des médias espagnols, Red Eléctrica s'est dit *"surprise"* et a déclaré espérer *"parvenir à un accord avec le gouvernement bolivien sur une compensation adéquate"*.

A Madrid, des sources gouvernementales ont indiqué à l'AFP que les autorités espagnoles étaient en train de *"recueillir des informations"* après la décision du président Morales.

Elles estimaient toutefois que celle-ci était *"un cas distinct"* de l'expropriation il y a 15 jours de 51% de la compagnie pétrolière YPF, filiale argentine de Repsol, par les autorités argentines.

Mi-avril, la présidente argentine Cristina Kirchner avait annoncé que 51% d'YPF, contrôlée à 57% par l'espagnol Repsol, passeraient sous giron public, provoquant la colère de Madrid et de nombreuses réactions hostiles, de Washington à l'Union européenne. Repsol a estimé sa filiale à 10 milliards de dollars.

Le décret présidentiel bolivien stipule que l'évaluation des actifs de TDE serait menée dans les 180 jours, afin de procéder à leur paiement.

Le président Morales, au pouvoir depuis 2006 et qui a déjà profité des célébrations du 1er mai pour annoncer la nationalisation de filiales de multinationales dans les secteurs des hydrocarbures (Repsol, 2006 ou AirBP, 2009), de l'électricité, des télécommunications (TELECOM, 2008) ou des mines (Glencore, 2010), est confronté depuis des semaines à une grogne sociale croissante, notamment de la part de sa base électorale populaire, ouvrière et indigène.

Mardi, à quelques blocs de la place d'Armes, où le président a fait son annonce, des ouvriers mécontents faisaient exploser des pétards et des charges de dynamite, assurant que cette nationalisation ne freinerait pas leurs revendications salariales.

Un article de lexpansion.com du 2 mai 2012

Le chômage bat un nouveau record dans la zone euro. (03.05)

Le taux de chômage a atteint 10,9% en mars, soit son plus haut niveau dans la zone euro depuis la création de l'Union monétaire. Selon Eurostat, la France se maintient à 10%.

Le taux de chômage atteint 10,9% de la population active de la zone euro. Du jamais vu.

Selon des données publiées mercredi par l'office européen des statistiques Eurostat, 17,36 millions de personnes étaient au chômage en mars dans la zone euro, soit 169.000 de plus que le mois précédent. Ce niveau, qui égale celui établi en avril 1997 mais n'a jamais été atteint depuis la création de la zone euro, est conforme aux prévisions des analystes interrogés par l'agence Dow Jones Newswires. Il s'agit du onzième mois consécutif au cours duquel le chômage a atteint ou dépassé le seuil de 10% dans la zone euro.

En un an, 1,73 million de personnes se sont retrouvées au chômage dans la zone euro. *"Compte tenu des enquêtes sur les intentions d'embauche, tout semble indiquer que le chômage va continuer de grimper dans les mois prochains et il ne devrait pas attendre longtemps avant de dépasser les 11%", indique Martin Van Vliet, économiste pour la banque ING, qui n'exclut pas un pic à 11,5%. "Les entreprises sont bien souvent sous pression (...) afin de limiter les coûts face à une demande limitée, des marges réduites, une concurrence accrue et des perspectives économiques incertaines", résume Howard Archer, économiste pour IHS Global Insight, qui craint lui aussi un pic à 11,5% dans la zone euro.*

Les disparités sont toutefois importantes parmi les États membres. Les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés en mars en Autriche (4%), aux Pays-Bas (5%), au Luxembourg (5,2%) et en Allemagne (5,6%), tandis que l'Espagne reste de loin le mauvais élève de la zone euro. Madrid a vu son chômage grimper à 24,1% en mars, un record. La France se trouve dans une position médiane avec un taux de chômage estimé de 10%.

En Grèce, le chômage s'est inscrit à 21,7% selon les dernières données disponibles pour ce pays, qui datent de janvier. *"Les taux de chômage exceptionnellement élevés dans l'Europe du Sud sont en partie liés à des facteurs structurels, mais ils illustrent aussi les sacrifices infligés à court terme par les plans de rigueur",* développe l'analyste d'ING. Les jeunes paient un lourd tribut puisqu'en mars, ils étaient 3,34 millions sans emploi dans la zone euro. Les taux les plus élevés de jeunes sans emploi sont en Grèce (51,2% en janvier 2012) et en Espagne (51,1%). Seule bonne nouvelle: ces mauvais chiffres *"vont encourager les discussions sur la nécessité de définir une stratégie pour la croissance en zone euro"*, estime Martin Van Vliet, alors que le sujet monte en Europe.

Les données *"illustrent les disparités économiques entre la zone euro et les Etats-Unis, où le chômage recule. L'écart entre les taux de chômage dans l'Union monétaire et aux Etats-Unis n'a jamais été aussi important depuis fin 2007"*, poursuit-il. Le taux de chômage aux Etats-Unis a repris sa baisse en mars, refluant à 8,2%, soit le taux le plus faible depuis trois ans.

Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage est lui resté stable à 10,2% en mars. Il s'agit d'un record absolu, a indiqué Eurostat.

Un article de Frankfurter Rundschau du 24 avril 2012

Le peuple un détail gênant. (03.05)

Un spectre plane sur les marchés financiers : que se passerait-il si la cohorte des victimes de la crise n'approuvait plus la politique des puissants ? C'est la raison pour laquelle les responsables politiques, comme les grands patrons, préfèrent ne pas se risquer à trop de démocratie.

Stephan Kaufmann

La crise de l'euro est en standby, les milliers de milliards de crédits alloués par la Banque centrale européenne ont calmé le jeu. Mais sur les marchés financiers, une nouvelle menace se dessine : la démocratie. *“Les élections françaises [le second tour de la présidentielle le 6 mai sera suivi d'élections législatives en juin] et grecques [le 6 mai], ainsi que le référendum irlandais [le 31 mai], font naître des inquiétudes chez les investisseurs, les entreprises et les consommateurs”*, explique Elga Bartsch, de la banque d'investissement américaine Morgan Stanley.

Les pays européens exigent de leur population de lourds sacrifices. Afin de conforter la confiance des marchés financiers dans leur solvabilité, ils suppriment des centaines de milliers de postes de fonctionnaires, augmentent les impôts, sabrent dans les dépenses publiques, abaissent les retraites.

Et pour relancer leur compétitivité internationale, ils revoient les salaires à la baisse, édulcorent la protection contre le licenciement, affaiblissent les syndicats. Pendant ce temps, les pertes d'emplois vont bon train. Dans des pays comme la Grèce et l'Espagne, la moitié des jeunes actifs est aujourd'hui au chômage.

Coup d'état permanent

“A l'heure qu'il est, le plus gros risque pour l'Europe”, analyse Patrick Artus, économiste à la banque française Natixis, *“est moins une hausse des taux sur les emprunts obligataires, qu'une crise politique et sociale dans un contexte de hausse spectaculaire du chômage”*.

A intervalles réguliers, selon les règles du jeu démocratique, les victimes de la crise peuvent donner leur avis par la voie des urnes sur les mesures engagées – et les rejeter si elles le souhaitent. Cette possibilité génère de l'incertitude sur les marchés. C'est la raison pour laquelle la classe politique a tout fait, ces derniers mois, pour neutraliser le libre arbitre des électeurs. En Grèce, l'idée d'un référendum sur les mesures d'austérité a ainsi été abandonnée en novembre – les dirigeants politiques allemands et français ont ouvertement menacé d'exclure la Grèce de la zone euro si les Grecs votaient l'abandon de ces mesures.

En Grèce et en Italie, la crise a poussé vers la sortie les chefs de gouvernement élus. Ils ont été remplacés par des *“technocrates”* qui, eux, n'ont pas été élus et ne dépendent donc pas de la volonté des électeurs.

“La politique en période de crise s'apparente à un coup d'Etat permanent”, dénonce Joseph Vogel, professeur de littérature. De plus en plus souvent, ce sont des négociations informelles réunissant banquiers, responsables politiques et banquiers centraux qui orientent la politique. Le pouvoir de décision est aujourd'hui aux mains des *“soviets de la finance”*, déplore l'enseignant.

Certes, le peuple est tout de même appelé à voter. Par exemple, en Irlande. Fin mai, l'île votera ou non l'adhésion au pacte budgétaire. Mais la marge de manœuvre des Irlandais n'en est pas moins étroite : le pays dépend des aides du fonds de sauvetage européen – lesquelles ne seront versées que si l'Irlande adhère au pacte budgétaire.

“La fin de la souveraineté”

Début mai, les Grecs éliront un nouveau parlement. Afin de mettre le plan de rigueur à l'abri du libre arbitre des électeurs, les vainqueurs pressentis du scrutin – le PASOK [socialiste] et Nouvelle Démocratie [droite] – ont d'ores et déjà été contraints de s'engager à poursuivre la politique de réformes. Reste le problème de la montée des petits partis d'opposition, qui génère de l'incertitude chez des investisseurs que les dissensions politiques effarouchent.

Enfin, il y a l'élection présidentielle française. Le socialiste François Hollande mène le jeu devant Nicolas Sarkozy, le président en place. Hollande veut taxer davantage les riches, mettre un frein à la politique de rigueur et renégocier le pacte budgétaire. Réaction des marchés : en avril, la France a vu une nouvelle fois ses taux s'orienter à la hausse lors d'une adjudication obligataire.

De son côté, Nicolas Sarkozy pousse les Français sur la voie de la réforme. Ce qui implique naturellement des sacrifices pour la population. Mais sans réformes, la France risque de connaître *"le sort de la Grèce ou de l'Espagne"*, met en garde Sarkozy. Il n'existe tout simplement pas d'autre option. En clair : les Français peuvent aller voter. Mais ils n'ont pas le choix.

Dire aux gens qu'ils n'ont pas le choix revient à leur interdire de s'exprimer et de penser", dénonce Ulrich Thielemann, spécialiste allemand de l'éthique des affaires. *"Si l'on ne peut plus évoquer les alternatives possibles, c'est la fin de la démocratie"*. Techniquement, certes, on continuera d'aller voter. *"Mais les gens n'ont plus le droit de choisir, ils n'ont pas d'autre choix que de dire amen à une politique irrévocable – la démocratie ne sert plus dès lors qu'à entériner"*.

L'électorat est aujourd'hui dépossédé de son pouvoir par les marchés, qui accordent ou refusent les crédits nécessaires. *"C'est la fin de la souveraineté"*, assure Ulrich Thielemann. A ses yeux, la politique s'assujettit à la loi des marchés comme s'il s'agissait d'un phénomène naturel. *"Elle aurait aussi pu tout simplement saisir par l'impôt les capitaux qu'elle quémande aujourd'hui"*.

Pour Ulrich Thielemann, la liberté des marchés s'oppose à la liberté de la démocratie. *"Quand l'Etat n'a plus pour seul objectif que de doper la compétitivité, il nous interdit de nous poser cette question qui est au centre de la démocratie : comment voulons-nous vivre ?"*

Traduction : Jean-Baptiste Bor

Un article de l'AFP et Reuters du 7 mai 2012

Grèce: Antonis Samaras renonce à former un gouvernement de coalition. (08.05)

Le leader des conservateurs grecs Antonis Samaras du parti de la Nouvelle Démocratie a déclaré forfait lundi soir après avoir échoué à former un gouvernement de coalition, au lendemain d'une défaite historique des deux piliers du système politique grec dont les conséquences inquiètent l'Europe et les marchés.

Lundi, le chef de l'Etat Karolos Papoulias a confié à M. Samaras la tâche de constituer un gouvernement, en vertu de la Constitution qui réserve cette responsabilité au parti arrivé en tête du scrutin législatif de dimanche.

Premier parti avec 18,85% des voix seulement dans un parlement émietté comme jamais, la Nouvelle-Démocratie devait tenter de trouver une majorité pro-austérité et pro-Europe.

Le patron de la droite pro-austérité n'avait que trois jours pour trouver l'improbable formule magique, son équipe gouvernementale ne pouvant voir le jour qu'avec la coopération d'au moins deux autres partis, dont l'un serait forcément hostile à la cure de rigueur mise en oeuvre depuis deux ans pour juguler la crise de la dette.

Il a donc entamé lundi des discussions avec les leaders des formations ayant franchi le seuil des 3% nécessaires pour entrer au parlement, sauf avec le parti néonazi.

Sa proposition d'alliance a d'emblée reçu une fin de non-recevoir d'Alexis Tsipras, dirigeant du désormais premier parti d'opposition, le Syriza (gauche radicale), arrivé à la deuxième place aux législatives, selon lequel *"il ne peut y avoir de gouvernement de salut national avec la droite qui a signé des mesures de rigueur (...), que le peuple a rejetées"*. Le Syriza regroupe différents petits partis de gauche et d'anciens communistes, comme M. Tsipras lui-même.

"Mme Merkel doit comprendre que la politique d'austérité vient de subir une immense défaite", a-t-il dit.

"Par leur vote, les électeurs grecs ont donné un mandat pour une nouvelle aube pour notre pays, où la solidarité et la justice remplacerait les mesures barbares des plans de renflouement", a-t-il poursuivi.

Souvent critiqué par les socialistes pour encourager les émeutes violentes qui ont secoué le pays depuis plusieurs mois, il a su attirer des déçus du Pasok en combattant les mesures d'austérité tout en affichant son souhait de conserver la monnaie unique européenne, sans y voir de contradiction.

"Nous voulons former un gouvernement qui mette fin à cette austérité dévastatrice et à cette profonde récession (...)", déclarait-il à Reuters quelques jours avant le scrutin.

Il s'est dit favorable au gel des remboursements aux créanciers et à la renégociation du plan d'aide.

Dans la soirée, il a essuyé un deuxième refus, celui du chef de la Gauche démocratique (Dimar) Fotis Kouvelis, un nouveau petit parti de gauche pro-européen, plus modéré que le Syriza, qui a obtenu 6,10% des suffrages et a fait son entrée pour la première fois au Parlement.

A l'issue de sa rencontre avec M. Samaras, M. Kouvélis a refusé *"de participer à un gouvernement de coalition droite-Pasok déguisé qui n'est pas compatible avec la volonté du peuple grec"*.

Quant au Parti communiste et au parti des Grecs indépendants, ils n'ont même pas accepté de le rencontrer. Le KKE (8,4%) n'améliore que d'un point son score de 2009, tandis que la Gauche démocratique (6 %) est loin du score que lui prédisaient les sondages.

Or, avec les seuls socialistes du Pasok, ex-partenaire au gouvernement depuis novembre, la ND ne parvient pas à la majorité. Le parti de l'ancien ministre des Finances Evangelos Venizelos obtient le pire score de son histoire avec 13,18% des voix, soit 41 sièges.

Le recours indispensable à un troisième parti est loin d'être évident, car cinq des sept formations du nouveau parlement sont opposées au memorandum d'accord de la Grèce avec ses bailleurs de fonds, qui impose au pays des mesures d'austérité drastique et des réformes structurelles de fonds en échange de leur perfusion financière. Ce bloc anti-rigueur détient la majorité arithmétique du parlement, soit 151 sièges.

Un gouvernement de coalition aurait donc un caractère très fragile. Or le Premier ministre grec sortant Lucas Papademos a rappelé lundi que la Grèce a besoin de "*stabilité*" afin de "*mener à leur terme ses efforts*" pour sortir de la crise.

M. Samaras a donc informé le président Carolos Papoulias de son échec et lui a restitué son mandat. "*J'ai fait ce que j'ai pu pour obtenir un résultat, mais c'était impossible*", a déclaré M. Samaras.

Ce "*mandat exploratoire*" sera remis dès demain à 11h GMT au dirigeant du deuxième parti, M. Tsipras qui de son côté voudrait tenter un gouvernement résolument de gauche qui veut une renégociation avec les partenaires européens de la Grèce sur les mesures d'austérité et demande qu'une partie de la dette grecque soit annulée.

Son score qui lui permet de décrocher 52 sièges au parlement a créé la surprise et traduit une forte poussée de la gauche anti austérité en Grèce.

Si lui aussi devait échouer, le mandat exploratoire sera ensuite confié au troisième parti, le Pasok socialiste. Et en cas de troisième échec, le chef de l'Etat convoquera les leaders des partis parlementaires pour une réunion de la dernière chance, qui peut durer plusieurs jours.

Lundi, le journal Ta Néa (centre-gauche) titrait sur un "*cauchemar: l'impossibilité de former un gouvernement*", en soulignant que de nouvelles élections anticipées ne sont pas exclues.

Certains médias grecs ont déjà évoqué lundi la date du 17 juin pour un nouveau scrutin, nourrissant l'inquiétude perceptible sur les marchés financiers au sujet de la Grèce, à l'aube de ces dix jours cruciaux pour le pays et la zone euro.

La Bourse d'Athènes a dégringolé de 6,6 pour cent lundi.

A Berlin, la chancelière allemande a insisté sur "*la mise en oeuvre des réformes*", qui revêt une "*importance essentielle*". Berlin continue de considérer le plan d'aide européen comme "*la meilleure voie*" pour une sortie de crise. Bruxelles a également appelé le pays à "*respecter ses engagements*".

Pour sortir de l'impasse, les responsables politiques grecs pro-austérité ont timidement esquissé la possibilité d'amender la feuille de route des ajustements exigés par les créanciers du pays.

Un article du monde.fr du 8 mai 2012

En Europe, la malédiction des pouvoirs sortants. (09.05)

L'austérité n'est pas le meilleur programme électoral en Europe. Depuis le déclenchement de la crise financière, puis économique, à l'automne 2008, nombre de gouvernements confrontés aux électeurs en ont fait l'expérience : ils ont été battus.

Cela a été le cas des exécutifs des pays placés sous assistance internationale ou menacés de l'être. Ont été chassés du pouvoir Brian Cowen (Fianna Fail) en Irlande, Georges Papandréou en Grèce, José Socrates au Portugal et José Luis Rodriguez Zapatero en Espagne. A noter que les trois derniers étaient socialistes. Avant eux, les travaillistes britanniques avaient bu la tasse face aux conservateurs de David Cameron.

D'autres gouvernements ont dû céder leur place même en l'absence d'élection. En Italie, la pression européenne a eu raison de Silvio Berlusconi, lâché par sa majorité au profit de Mario Monti. En Roumanie, placée sous surveillance européenne, le gouvernement de centre-droit de Mihai Razvan Ungureanu est tombé, le 27 avril, après le vote d'une motion de censure de l'opposition, au profit du chef de l'opposition de gauche, Victor Ponta.

La sanction des exécutifs sortants n'est cependant pas systématique. Les exceptions concernent toutes des chefs de gouvernement conservateurs. C'est le cas d'Angela Merkel en Allemagne, reconduite en septembre 2009, de Fredrik Reinfeldt, vainqueur des élections en Suède en septembre 2010, et des dirigeants estonien et letton, pourtant à l'origine de politiques d'austérité drastiques.

Commentaire.

C'est en Allemagne et en Suède que la collaboration de classes est la plus avancée, ceci explique cela.

Un article de l'AFP et 20minutes.fr du 9 mai 2012

Crise politique en Grèce (suite). (10.05)

Après sa rencontre avec M. Vénizélos, M. Tsipras s'est entretenu mercredi soir avec M. Samaras, chef du parti conservateur Antonis Samaras qui avait tenté lundi de mener à bien cette tâche délicate car son parti est arrivé en tête du scrutin mais sans majorité. Mais il a finalement jeté l'éponge lundi.

"M. Tsipras veut dénoncer l'accord signé avec nos partenaires européens, ce qui va isoler le pays et le conduit à la sortie de l'euro et à la faillite", a lancé M. Samaras à l'issue de sa rencontre avec le chef de Syriza.

Alexis Tsipras, chef de file de la Coalition de la gauche radicale Syriza, hostile aux conditions de l'aide internationale à la Grèce, a renoncé mercredi à former un gouvernement.

«Notre proposition a obtenu un large soutien dans la société mais pas au Parlement. Nous ne serons pas en mesure de réaliser notre rêve de former un gouvernement de gauche. Demain matin, je remettrai mon mandat», a-t-il déclaré, s'adressant aux députés de son mouvement, arrivé en deuxième position derrière les conservateurs aux législatives de dimanche.

L'entourage de Tsipras a indiqué mercredi qu'il enverrait une lettre aux dirigeants de l'UE pour leur signifier que le plan d'austérité était désormais caduc au vu des résultats de dimanche.

"Il va écrire que l'engagement de Samaras et Venizelos (au plan d'aide) représente seulement 32% des votants et que les Grecs ne sont donc plus liés à ce plan", a dit à Reuters Nikos Papas, responsable du bureau politique du parti. Il a précisé que la lettre serait envoyée au président de la Banque centrale européenne Mario Draghi, au président de la Commission européenne José Manuel Barroso et au président du Conseil européen Herman Van Rompuy.

Selon la Constitution, c'est ensuite au troisième parti, les socialistes du Pasok, que revient la responsabilité d'un ultime tour de table en vue d'une coalition.

Si M. Vénizélos échoue, le président Carolos Papoulias doit convoquer tous les partis pour une ultime tentative de former un gouvernement *"d'unité nationale"*.

Evangélos Vénizélos, le dirigeant du parti socialiste (Pasok), a affirmé mercredi qu'il allait être chargé par le chef de l'Etat Carolos Papoulias de former un gouvernement de coalition, anticipant ainsi l'échec du leader de la gauche radicale Alexis Tsipras.

"Je vais recevoir le mandat (pour former un gouvernement) et continuer l'effort national", a indiqué M. Vénizélos à l'issue d'une rencontre infructueuse avec M. Tsipras, qui est actuellement le deuxième chef de parti politique à essayer de nouer des alliances en vue d'une coalition gouvernementale après les élections de dimanche.

"Il s'est avéré après notre discussion avec M. Tsipras qu'on ne peut pas actuellement arriver à une solution précise et donc, avec le mandat que je recevrai demain (jeudi), je vais continuer les efforts pour former un gouvernement d'espoir, de sécurité et de perspective", a ajouté M. Vénizélos.

Les cinq autres partis représentés au Parlement sont tous opposés aux programmes d'assainissement des finances publiques obtenus en contrepartie de leur aide par la "troïka" des bailleurs de fonds de la Grèce.

Un accord avec le Pasok et un engagement de Nouvelle Démocratie à s'abstenir lors du vote d'investiture pourraient néanmoins faire émerger un gouvernement, qui serait cependant très fragile. Samaras a du reste indiqué qu'il était prêt à tolérer un gouvernement minoritaire qui garantirait le maintien de la Grèce dans la zone euro, mais a jugé que Tsipras n'offrait pas cette garantie.

Hormis la convocation de nouvelles élections dans un délai de trois à quatre semaines, la seule façon de sortir de l'impasse serait de renégocier les termes du renflouement. Mais cette solution est pour l'heure fermement rejetée par les bailleurs de fonds et certains pays d'Europe du Nord.

Le pays se dirige la tête la première vers une catastrophe", écrivait lundi l'éditorialiste du quotidien Kathimerini.

"Si un gouvernement de salut national n'est pas formé dans les prochains jours, l'organisation de nouvelles élections deviendra inévitable."

Un article de l'AFP et Reuters du 7 mai 2012

Grèce: Antonis Samaras renonce à former un gouvernement de coalition. (08.05)

Le leader des conservateurs grecs Antonis Samaras du parti de la Nouvelle Démocratie a déclaré forfait lundi soir après avoir échoué à former un gouvernement de coalition, au lendemain d'une défaite historique des deux piliers du système politique grec dont les conséquences inquiètent l'Europe et les marchés.

Lundi, le chef de l'Etat Karolos Papoulias a confié à M. Samaras la tâche de constituer un gouvernement, en vertu de la Constitution qui réserve cette responsabilité au parti arrivé en tête du scrutin législatif de dimanche.

Premier parti avec 18,85% des voix seulement dans un parlement émietté comme jamais, la Nouvelle-Démocratie devait tenter de trouver une majorité pro-austérité et pro-Europe.

Le patron de la droite pro-austérité n'avait que trois jours pour trouver l'improbable formule magique, son équipe gouvernementale ne pouvant voir le jour qu'avec la coopération d'au moins deux autres partis, dont l'un serait forcément hostile à la cure de rigueur mise en oeuvre depuis deux ans pour juguler la crise de la dette.

Il a donc entamé lundi des discussions avec les leaders des formations ayant franchi le seuil des 3% nécessaires pour entrer au parlement, sauf avec le parti néonazi.

Sa proposition d'alliance a d'emblée reçu une fin de non-recevoir d'Alexis Tsipras, dirigeant du désormais premier parti d'opposition, le Syriza (gauche radicale), arrivé à la deuxième place aux législatives, selon lequel *"il ne peut y avoir de gouvernement de salut national avec la droite qui a signé des mesures de rigueur (...), que le peuple a rejetées"*. Le Syriza regroupe différents petits partis de gauche et d'anciens communistes, comme M. Tsipras lui-même.

"Mme Merkel doit comprendre que la politique d'austérité vient de subir une immense défaite", a-t-il dit.

"Par leur vote, les électeurs grecs ont donné un mandat pour une nouvelle aube pour notre pays, où la solidarité et la justice remplacerait les mesures barbares des plans de renflouement", a-t-il poursuivi.

Souvent critiqué par les socialistes pour encourager les émeutes violentes qui ont secoué le pays depuis plusieurs mois, il a su attirer des déçus du Pasok en combattant les mesures d'austérité tout en affichant son souhait de conserver la monnaie unique européenne, sans y voir de contradiction.

"Nous voulons former un gouvernement qui mette fin à cette austérité dévastatrice et à cette profonde récession (...)", déclarait-il à Reuters quelques jours avant le scrutin.

Il s'est dit favorable au gel des remboursements aux créanciers et à la renégociation du plan d'aide.

Dans la soirée, il a essuyé un deuxième refus, celui du chef de la Gauche démocratique (Dimar) Fotis Kouvelis, un nouveau petit parti de gauche pro-européen, plus modéré que le Syriza, qui a obtenu 6,10% des suffrages et a fait son entrée pour la première fois au Parlement.

A l'issue de sa rencontre avec M. Samaras, M. Kouvélis a refusé *"de participer à un gouvernement de coalition droite-Pasok déguisé qui n'est pas compatible avec la volonté du peuple grec"*.

Quant au Parti communiste et au parti des Grecs indépendants, ils n'ont même pas accepté de le rencontrer. Le KKE (8,4%) n'améliore que d'un point son score de 2009, tandis que la Gauche démocratique (6 %) est loin du score que lui prédisaient les sondages.

Or, avec les seuls socialistes du Pasok, ex-partenaire au gouvernement depuis novembre, la ND ne parvient pas à la majorité. Le parti de l'ancien ministre des Finances Evangelós Venizélos obtient le pire score de son histoire avec 13,18% des voix, soit 41 sièges.

Le recours indispensable à un troisième parti est loin d'être évident, car cinq des sept formations du nouveau parlement sont opposées au memorandum d'accord de la Grèce avec ses bailleurs de fonds, qui impose au pays des mesures d'austérité drastique et des réformes structurelles de fonds en échange de leur perfusion financière. Ce bloc anti-rigueur détient la majorité arithmétique du parlement, soit 151 sièges.

Un gouvernement de coalition aurait donc un caractère très fragile. Or le Premier ministre grec sortant Lucas Papademos a rappelé lundi que la Grèce a besoin de "*stabilité*" afin de "*mener à leur terme ses efforts*" pour sortir de la crise.

M. Samaras a donc informé le président Carolos Papoulias de son échec et lui a restitué son mandat. "*J'ai fait ce que j'ai pu pour obtenir un résultat, mais c'était impossible*", a déclaré M. Samaras.

Ce "*mandat exploratoire*" sera remis dès demain à 11h GMT au dirigeant du deuxième parti, M. Tsipras qui de son côté voudrait tenter un gouvernement résolument de gauche qui veut une renégociation avec les partenaires européens de la Grèce sur les mesures d'austérité et demande qu'une partie de la dette grecque soit annulée.

Son score qui lui permet de décrocher 52 sièges au parlement a créé la surprise et traduit une forte poussée de la gauche anti austérité en Grèce.

Si lui aussi devait échouer, le mandat exploratoire sera ensuite confié au troisième parti, le Pasok socialiste. Et en cas de troisième échec, le chef de l'Etat convoquera les leaders des partis parlementaires pour une réunion de la dernière chance, qui peut durer plusieurs jours.

Lundi, le journal Ta Néa (centre-gauche) titrait sur un "*cauchemar: l'impossibilité de former un gouvernement*", en soulignant que de nouvelles élections anticipées ne sont pas exclues.

Certains médias grecs ont déjà évoqué lundi la date du 17 juin pour un nouveau scrutin, nourrissant l'inquiétude perceptible sur les marchés financiers au sujet de la Grèce, à l'aube de ces dix jours cruciaux pour le pays et la zone euro.

La Bourse d'Athènes a dégringolé de 6,6 pour cent lundi.

A Berlin, la chancelière allemande a insisté sur "*la mise en oeuvre des réformes*", qui revêt une "*importance essentielle*". Berlin continue de considérer le plan d'aide européen comme "*la meilleure voie*" pour une sortie de crise. Bruxelles a également appelé le pays à "*respecter ses engagements*".

Pour sortir de l'impasse, les responsables politiques grecs pro-austérité ont timidement esquissé la possibilité d'amender la feuille de route des ajustements exigés par les créanciers du pays.

Un article de Reuters du 13 mai 2012

Poursuite lundi des négociations en Grèce. (14.05)

Le président grec Karolos Papoulias a prévu de rencontrer à nouveau lundi soir les dirigeants de quatre partis politiques pour poursuivre les négociations visant à former un gouvernement d'union nationale, indique une source présidentielle.

Le premier round des négociations avec les chefs de file des sept partis qui ont obtenu des représentants au parlement lors des élections législatives du 6 mai s'est soldé par un constat d'échec, dimanche.

La reprise du dialogue s'annonce compliquée puisque le chef de file de la Coalition de la gauche radicale (Syriza) a décidé de ne pas se rendre à la convocation présidentielle.

"Alexis Tsipras ne participera pas à la réunion de demain", a dit Nikos Pappas, responsable du parti.

Les trois grands partis grecs sont Nouvelle Démocratie (droite), le Pasok (socialiste) et la Coalition de la gauche radicale (Syriza).

Nouvelle Démocratie et le Pasok sont favorables à la mise en place du plan européen de sortie de la crise de la dette tandis que Syriza y est opposé.

"Les rencontres se poursuivront demain à 19h30 (16h30 GMT)", a dit un responsable. *"Il y aura une rencontre avec les dirigeants des trois grands partis et avec (le leader de la Gauche démocratique Fotis) Kouvelis"*, a dit ce responsable.

La Gauche démocratique a annoncé que Kouvelis participera à ce nouveau tour de table en dépit de l'absence de Syriza.

Kouvelis a affirmé à plusieurs reprises qu'il ne participera pas à un gouvernement dans lequel ne serait pas présent Tsipras.

Un article de l'AFP du 13 mai 2012

Allemagne: débâcle pour le camp Merkel dans un scrutin régional important. (14.05)

A 16 mois des législatives allemandes, les conservateurs d'Angela Merkel ont subi une débâcle au cours d'un scrutin régional test, alors que l'opposition fédérale sociale-démocrate, opposée à la politique d'austérité de la chancelière, a bénéficié d'un sérieux coup de pouce.

Selon les résultats provisoires à 18H00 GMT, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel a perdu environ 8 points par rapport à 2010 à 26,3% aux élections en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le Land le plus peuplé d'Allemagne avec 18 millions d'habitants.

Cette débâcle des conservateurs sonne comme un avertissement pour la chancelière au pouvoir depuis 2005 et réélue en 2009, même si cette région dominée par les villes de Düsseldorf et Cologne est un bastion historique de la gauche.

Une semaine après que les électeurs en Grèce et en France ont montré qu'ils ne voulaient plus de politique d'austérité, les Allemands de Rhénanie-du-Nord-Westphalie ont opté pour le SPD, critique de la politique rigoriste de Mme Merkel.

Le Parti social-démocrate (SPD) emmené par la dirigeante sortante de la région Hannelore Kraft, qui jouit d'une forte cote de popularité, a obtenu 39% des suffrages, soit 4,5 points de plus qu'en 2010, selon ces résultats partiels.

"Quelle belle soirée!", a lancé Mme Kraft.

"C'est une défaite cinglante pour Angela Merkel et la CDU", a commenté la secrétaire générale du SPD, Andrea Nahles, tandis que son président Sigmar Gabriel y voyait "*un bon début*" avant les législatives de 2013.

De son côté le chef de file de la CDU dans cette région, le ministre fédéral de l'Environnement Norbert Röttgen, a résumé: "*Cette défaite est amère, nette et elle fait très mal*".

"C'est la défaite de la CDU et avant tout ma défaite", a-t-il ajouté, en annonçant sa démission de la direction régionale du parti.

"Ce résultat dépasse de loin nos craintes", a également reconnu l'un des hauts responsables du parti, Peter Altmeier.

Le SPD devrait former une coalition avec les Verts, stables avec 11,5% des voix.

L'allié libéral de la CDU au niveau fédéral, le FDP, un "*faucon*" en matière d'austérité, s'en sort mieux que prévu après une descente aux enfers depuis plus d'un an. Il recueille 8,4% des voix dans cet Etat industriel.

Le Parti des Pirates, le jeune mouvement contestataire qui a le vent en poupe, fait son entrée dans le Parlement régional, le quatrième à son actif, avec 7,7% des suffrages. Die Linke (extrême gauche) en sort.

Avant la tenue du vote, les analystes estimaient toutefois que l'impact serait limité pour la chancelière, qui jouit toujours d'une grande popularité personnelle.

Les Allemands lui savent gré de promouvoir l'austérité budgétaire pour améliorer la situation de la zone euro mal en point. Selon un sondage réalisé pour l'hebdomadaire Stern, 59% d'entre eux refusent des mesures pour soutenir la croissance qui se traduiraient par de nouvelles dettes.

Elle devrait s'exprimer sur ces résultats lundi à 11h00 GMT.

Pourtant, estimait la presse, les conséquences au niveau européen pourraient s'avérer plus importantes que prévu pour Mme Merkel, qui recevra mardi François Hollande, investi président français le matin même.

"Si en Europe l'impression se propage que Merkel est une chancelière en perte de vitesse, son influence et son pouvoir devraient diminuer", juge le Hamburger Abendblatt. Pour le Financial Times Deutschland (FTD), "Merkel doit composer avec un SPD qui prend clairement ses distances" de la politique d'austérité. "L'adoption du pacte européen budgétaire, qui nécessite les deux tiers des voix (des députés) sera une lourde tâche".

La Rhénanie-du-Nord-Westphalie pèse lourd dans la vie politique fédérale: en 2005, après avoir essuyé une défaite électorale dans ce Land, le chancelier Gerhard Schröder avait convoqué des élections législatives anticipées et permis l'arrivée d'Angela Merkel au pouvoir.

Un article du monde.fr du 15 mai 2012

Au Portugal, un système de santé anesthésié par l'austérité. (16.05)

C'est un service de pointe, dans lequel s'investit une équipe enthousiaste, mais un service coupé en deux. A l'hôpital São João de Porto, l'un des principaux hôpitaux publics du Portugal, 240 lits accueillent les patients en médecine interne, un service pluridisciplinaire qui permet de traiter des pathologies complexes, au carrefour de plusieurs spécialités.

D'un côté, le service offre toutes les prestations d'un hôpital ultramoderne : une infirmerie accessible derrière de larges baies vitrées, des chambres d'un à trois lits, avec salle de bain privée, des salles de repos pour accueillir les familles. Mais une autre aile, non rénovée, offre une autre vision : des dortoirs de quatre à huit lits, sans séparation de rideau et sans placards pour les effets personnels, avec sanitaires communs dans le couloir. Les équipes médicales mettent le même enthousiasme à soigner les patients des deux ailes, mais ce service hospitalier à l'ambiance parfois schizophrénique est à l'image du système de santé portugais : en avance dans de nombreux domaines, mais aux fondements menacés.

Un glissement sémantique symbolise les changements en cours dans le domaine de la santé au Portugal. De "*doentes*" ("malades"), les patients du service public de santé sont progressivement devenus des "*clientes*" ("clients"). Antonio Ferreira, directeur de l'hôpital São João, utilise tour à tour les deux vocables dans les entretiens qu'il accorde. Parmi les médecins généralistes (appelés "médecins de famille" au Portugal), le terme de "*clients*" s'est répandu et fait débat sur les blogs dédiés à la santé. En prenant ses fonctions il y a un an, le bâtonnier de l'Ordre des médecins, José Manuel Silva, dénonçait au Correio da Manhã ce changement lexical. Pour lui, quelque chose s'est brisé dans le Service national de santé (SNS) portugais.

Le SNS est une fierté, un acquis de la "*révolution des œillets*" de 1974, à la suite de laquelle le droit à la protection de la santé gratuite pour tous a été inscrit dans la Constitution. Inspiré par le National Health Service britannique, le SNS a permis au Portugal de s'élever au rang des nations en pointe sur les questions de santé, selon les classements de l'OCDE. Le Portugal est ainsi le premier pays en termes de réduction de la mortalité infantile et parmi les pays qui ont une espérance de vie en plus forte progression.

Mais les restrictions budgétaires ont fait naître des doutes : le principe constitutionnel d'une santé de qualité et gratuite pour tous est-il encore garanti ? "*Nous sommes en train de revenir trente ans en arrière, déplore Cristina Costa, présidente du Sindicato da saúde, un syndicat de Porto des personnels de santé. Nous avons actuellement le meilleur système de santé que notre pays ait connu, mais l'Etat est en train de le torpiller*", résume-t-elle.

L'une des principales difficultés pour les Portugais est l'accès aux centres hospitaliers. Dans le préfabriqué qui accueille les consultations ambulatoires de São João ("*le préfabriqué est une solution provisoire*", expliquent les services administratifs de l'hôpital, "*mais qui dure depuis une vingtaine d'années*"), Elisabete Ferreira, une Portuane de 39 ans opérée en mars d'une hernie discale, attend son rendez-vous de suivi. "*Mon hernie a été détectée en août. J'ai obtenu un rendez-vous au bout de quatre mois avec une neurochirurgienne, puis celle-ci m'a mise sur liste d'attente pour une opération.*" En mars, Mme Ferreira a reçu un appel la prévenant d'un désistement : elle serait opérée le lendemain matin. "*J'ai eu de la chance car je n'ai attendu que sept mois. Mais quand on a des douleurs, sept moi, cela peut paraître très long.*" La neurochirurgienne d'Elisabete Ferreira l'a également envoyée faire une consultation en rhumatologie. Mais avec une liste d'attente de six mois, Elisabete aura finalement été opérée avant d'avoir son rendez-vous.

Un peu plus loin, Clarinda Marques patiente depuis plus de trois heures dans le service de pneumologie. Opérée il y a vingt-six ans d'une tumeur au poumon, Mme Marques, petite femme frêle de 56 ans, est suivie une fois par an à l'hôpital. "*Mes rendez-vous, je les prends d'une année sur l'autre, souligne-t-elle. Une fois opérée, j'étais dans le système et le suivi était facile. Ma seule réclamation, c'est que les horaires des rendez-vous soient respectés. Quand on vient consulter, il faut prendre une journée de congé car on ne sait jamais à quelle heure on va passer.*"

Pour les situations moins urgentes, l'attente est parfois décourageante. Elisabete Portela avait obtenu en juin 2011 une lettre de recommandation de son médecin traitant - sésame indispensable pour un rendez-vous en hôpital - afin de consulter un dermatologue pour un grain de beauté sur la poitrine. "*Je viens tout*

juste d'être convoquée pour un rendez-vous le 23 mai. Je pensais que ma demande de consultation avait été refusée." Pour sa myopie et son astigmatisme, cette professeure d'anglais de 26 ans a en revanche renoncé à se faire suivre dans le public et consulte un ophtalmologue en clinique.

Le directeur de São João a conscience des difficultés de nombreux patients à obtenir des rendez-vous et de la fuite de certains vers le privé. L'objectif au niveau national est que les délais ne dépassent jamais onze mois. A São João, ils étaient en moyenne de 3,2 mois en 2011, un temps d'attente divisé par deux par rapport à 2009, et dont le président se dit fier, même s'il ne reflète pas les disparités selon les spécialités.

Antonio Ferreira dirige son hôpital comme une entreprise, en bon gestionnaire. *"Pour moi, il est indispensable que l'hôpital soit autosuffisant en matière financière. C'est la seule façon de garantir notre premier devoir : accueillir les malades dans un établissement modernisé."* Son cheval de bataille : la chasse aux heures supplémentaires, très coûteuses pour l'administration, réduites de moitié en six ans dans son établissement (elles représentaient 6,5 % des dépenses en ressources humaines en 2011).

Son autre combat porte sur l'acquisition de matériel et de médicaments pour lequel il s'est associé à d'autres hôpitaux de la région. L'objectif est d'acheter groupé et de négocier les prix au plus serré. *"Je suis convaincu qu'il est possible de maintenir le Service national de santé, mais il faut en réduire les coûts et rationaliser le système"*, justifie M. Ferreira. Son regret : que l'austérité ne vise pas davantage le système privé qui, selon lui, sort gagnant des coupes budgétaires, notamment car les fonctionnaires bénéficient d'avantageuses conditions de remboursement pour consulter en clinique.

La santé est l'objectif prioritaire des coupes définies par la troïka (Fonds monétaire international, Banque centrale européenne et Union européenne), qui a imposé en 2011 une cure d'austérité au Portugal, en échange d'une aide de 78 milliards d'euros étalée jusqu'en juin 2014. Le gouvernement de Pedro Passos Coelho, élu en juin, s'est appliqué avec zèle à suivre l'ordonnance établie par les créanciers, réduisant le budget de la santé de 9 % en 2011, en économisant 710 millions d'euros. Les mesures de réduction des coûts doivent s'intensifier en 2012, puisque l'Etat entend alléger d'encore 800 millions d'euros les dépenses de santé, en rationalisant et regroupant des services, en réduisant ses remboursements et en augmentant les forfaits modérateurs.

L'Etat a d'abord drastiquement réduit les remboursements de médicaments, faisant grimper la facture de pharmacie des citoyens de 3 % en 2011. Au 1er janvier, les tickets modérateurs ont par ailleurs doublé pour tous les services de santé : une consultation en centre de santé coûte désormais 5 euros - non remboursés - au patient, contre 2,25 euros auparavant ; un passage dans un service d'urgences hospitalières est facturé 20 euros, contre 9,60 euros jusqu'en 2011. Ces tarifs font bondir Manuel Vilas Boas, porte-parole du Mouvement des usagers du service public pour la région Nord : *"A 20 euros le passage aux urgences, le ticket modérateur a perdu de sa fonction modératrice !"*

Les services hospitaliers justifient ce doublement du ticket par le besoin de rationaliser le recours aux urgences. Le directeur de São João estime que le problème est *"culturel"* : trop de Portugais vont aux urgences pour des problèmes que leur médecin traitant pourrait soigner, avance Antonio Ferreira. *"Au Portugal, nous avons un nombre d'urgences plus élevé que dans le reste de l'Europe, confirme João Sá, chef du service des urgences de São João : 700 urgences pour 1 000 habitants par an, contre 400 en moyenne pour 1 000 habitants dans le reste de l'Europe."* En parallèle, les Portugais consultent moins leurs médecins : 4,1 consultations par an en moyenne en 2010, selon l'OCDE, contre 6,9 consultations par Français, par exemple. Les tickets modérateurs ont alors pour objectif d'encourager les Portugais à se tourner davantage vers leur centre de santé - contrairement à la France, où les médecins traitants exercent majoritairement en libéral, les médecins de famille portugais sont regroupés en centres gérés par le ministère de la santé.

Les chiffres semblent parler en faveur de l'administration hospitalière. Depuis l'annonce du doublement du prix du ticket modérateur, à l'été 2011, le nombre d'urgences bénignes a diminué à São João, tandis que celui des urgences graves est resté stable, explique João Sá. L'effet dissuasif du ticket modérateur s'appliquerait donc surtout aux complications mineures.

Encore faut-il que les centres de santé soient accessibles. La région de Porto est bien pourvue en infrastructures médicales, mais les zones rurales pâtiennent d'un cruel manque de médecins et, bien que les estimations soient invérifiables, de nombreux Portugais n'ont pas de médecin traitant. Pour y remédier, les

autorités portugaises ont commencé à nettoyer la liste des inscrits : depuis janvier, dans la région de Lisbonne, toute personne ne s'étant pas rendue dans un centre de santé depuis trois ans en est radiée. La mesure doit mettre fin aux double inscriptions : les bases de données recensaient en effet 12 millions d'inscrits au SNS, alors que le Portugal ne compte que 10,5 millions d'habitants !

Dans un numéro spécial consacré aux questions de santé, le Jornal de Negocios mettait en garde le 26 avril contre la "bombe à retardement" que pourrait représenter la santé en 2012. Selon le quotidien économique, la troïka continue de considérer la santé comme un domaine "*à haut risque*" pour les finances publiques. Les Portugais se préparent donc à ce que l'austérité s'intensifie, mais jusqu'à quel point ? Les leaders historiques de la "*révolution des œillets*" - qui ont boycotté les commémorations cette année - ont averti des limites de l'austérité. A l'automne, l'ancien président Mario Soares, chef historique du Parti socialiste, avait fait grand bruit en publiant un livre (*Um politico assume-se*) dans lequel il considérait que les mesures d'austérité mettaient en péril la démocratie portugaise. "*Le Service national de santé, les retraites sociales, la dignité au travail, la gratuité de l'enseignement... tout ceci risque d'être perdu, écrivait-il. Mais c'est aussi la démocratie elle-même qui peut être remise en cause à cause des exigences des marchés spéculatifs.*" Dans les salles d'attente des hôpitaux, les Portugais redoutent eux aussi une bombe, sociale et humaine.

Un article de l'AFP du 15 mai 2012

La Grèce de nouveau aux urnes en juin. (16.05)

La Grèce va devoir retourner aux urnes d'ici fin juin après l'échec de la formation d'un gouvernement de coalition.

La Grèce traverse une période de vide politique après l'échec d'une réunion de dernière chance mardi des dirigeants des partis sous l'égide du président de la République Carolos Papoulias pour la constitution d'un gouvernement de coalition.

"Nous allons hélas de nouveau vers des élections, dans quelques jours, dans de très mauvaises conditions", a affirmé le dirigeant des socialistes Pasok et ex-ministre des Finances Evangélos Vénizélos, faisant allusion à la situation grave des finances du pays et au risque d'une sortie de la zone euro.

Lors des législatives du 6 mai en Grèce, au cours desquelles aucune majorité ne s'est dégagée, les deux piliers du système politique du pays, la Nouvelle-Démocratie (droite) et le Pasok (socialiste), ont été sanctionnés pour l'austérité imposée et dictée par les créanciers en échange des prêts internationaux pour éviter au pays la faillite.

L'échec des tractations pour trouver un gouvernement de coalition depuis dix jours a ravivé les inquiétudes sur une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro.

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde a évoqué mardi à Paris la possibilité d'une *"sortie ordonnée"* de la Grèce de la zone euro, dans un entretien accordé à la chaîne de télévision France 24.

"Si les engagements budgétaires de ce pays n'étaient pas tenus, il y a des révisions appropriées à faire et cela veut dire soit des financements supplémentaires et du temps supplémentaire soit des mécanismes de sortie qui devrait être une sortie ordonnée dans ce cas", a-t-elle déclaré.

Selon les médias grecs, la date la plus probable du nouveau scrutin est le 17 juin, soit un mois après la proclamation officielle des législatives.

La date devrait a priori être connue lors d'une réunion des chefs de partis mercredi à 10H00 GMT sous l'égide du président de la République Carolos Papoulias, destinée à former un gouvernement dit *"de service"*, uniquement chargé d'expédier les affaires courantes et d'organiser le scrutin.

Antonis Samaras, chef de la Nouvelle-Démocratie, arrivé en tête du scrutin du 6 mai mais sans majorité, a mis en garde contre *"le populisme aventuriste"* de la gauche en dénonçant, comme M. Vénizélos, le refus d'Alexis Tsipras, chef de la Gauche radicale Syriza, de participer à un gouvernement de coalition.

De même, Fotis Kouvelis, le chef de la petite formation de gauche modérée Dimar qui a refusé d'apporter ses 19 députés en renfort d'une alliance conservateurs-socialistes, a imputé le naufrage à M. Tsipras.

Rejetant ces critiques, M. Tsipras, dont la formation a créé la surprise le 6 mai en devenant le deuxième parti de Grèce avec 16,7% des voix et 52 députés, a rétorqué que *"les partis du mémorandum (droite et socialistes) avaient refusé d'adopter ses propositions"* en mettant la gauche *"devant le dilemme: mémorandum (plan d'austérité ou élections)"*, ce qui équivaut pour lui à une sorte de *"chantage"*.

"J'ai fait tous les efforts possibles pour un gouvernement progressiste qui respecterait le vote du peuple. Notre principal axe est l'annulation des coupes dans les salaires et les retraites", a ajouté M. Tsipras, qui a axé sa campagne électorale sur le rejet de la rigueur.

Le maintien de la Grèce dans la zone euro sera *"le dilemme"* posé par *"les prochaines élections"*, a estimé mardi soir le ministre socialiste grec sortant des Finances, Philippos Sahinidis à la télévision grecque Mega.

"La Grèce se trouve à un point crucial (...) le dilemme est le maintien du pays dans l'euro, non parce que certains vont tenter de nous faire sortir, mais parce que nous ne serons pas capables de répondre à nos engagements qui nous garantissent notre maintien dans l'euro", a dit M. Sahinidis, qui avait participé lundi soir à une réunion des ministres des Finances de la zone euro à Bruxelles.

Un article de mondialisation.ca du 15 mai 2012

Le président Hollande veut une Europe fédérale : le piège du « pacte de croissance ». (16.05)

« *Le changement c'était maintenant* ». Dans une démonstration quasi-hystérique de joie, les Français présents à la Bastille ont cru que c'était la fin de l'austérité et le début d'une croissance économique pour la France. Ils se sont fait avoir.

Dans son programme, le candidat Hollande avait inscrit qu'il allait proposer à ses partenaires européens un « *mémorandum détaillé proposant un Pacte de responsabilité, de croissance et de gouvernance pour modifier et compléter le Traité de stabilité et réorienter la construction européenne vers la croissance* ». Les mots qu'il faut retenir ici sont « *modifier* » et « *compléter* ». Il n'y a aucune annulation de ce traité de mesures d'austérité de prévu, on ne demandera que d'ajouter un « *volet croissance* » afin de le « *compléter* ».

Donc, la question à se poser est : quelle est la nature de ce « *Pacte de responsabilité, de croissance et de gouvernance* ». La réponse n'est pas venue du nouveau Président Hollande lui-même, mais plutôt de Pascal Lamy (Directeur de l'Organisation mondiale du commerce) et de Jacques Attali (ancien président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement).

Dans un article publié dans le Monde, signé par Attali et Lamy et intitulé « *Construisons une Europe de la relance !* », les auteurs plaident pour une fédéralisation de l'Europe : c'est-à-dire de faire de l'Europe une entité politique et économique supranationale au détriment de la souveraineté nationale de la France. Les propositions pour « *rétablir la croissance* » sont celles-ci : créer un Trésor européen et créer des euro-obligations financées par un impôt européen qui prendrait la forme d'une taxe carbone payée par tous les Européens et d'une taxe sur les transactions financières.

Si on lit le programme de François Hollande, c'est exactement ce qu'on y trouve : « *Je renégocierai le traité européen issu de l'accord du 9 décembre 2011 en privilégiant la croissance et l'emploi, et en réorientant le rôle de la Banque centrale européenne dans cette direction. Je proposerai de créer des euro-obligations.* » Donc, il ne fait aucun doute que le « *Pacte de responsabilité, de croissance et de gouvernance* » est en fait le Pacte Attali-Lamy.

Il faut noter qu'au niveau européen Nicholas Sarkozy avait exactement le même programme et il aurait lui aussi, sans l'ombre d'un doute, suivi les conseils de Lamy et Attali.

Le piège de la taxe carbone et de la taxe sur les transactions financières

La légitimité de la taxe carbone ne repose que sur le prétexte que l'activité humaine est responsable d'un réchauffement climatique planétaire à travers ses émissions de CO₂. Que l'on croit ou non à la véracité scientifique de ce prétexte, il est fort peu probable qu'une taxe carbone changerait quoi que ce soit aux températures enregistrées sur la Terre. Cette taxe, qui serait appliquée à toutes les facettes de la vie humaine (car le carbone est une base de la vie sur Terre), ne serait payée que par le contribuable européen. Il ne s'agit en fait que d'une taxe parmi tant d'autres, mais qui est justifiée par un prétexte environnemental pour faire vibrer la corde sensible de tous ceux qui veulent préserver l'environnement. En somme, le discours social répandu est : si tu es contre la taxe carbone, tu es un destructeur de l'environnement. Ce qui est un faux discours qui n'a aucune véracité. Il faut aussi rappeler que la taxe carbone n'est pas une initiative populaire, mais plutôt une initiative inventée par des banquiers comme ceux du Fond monétaire international. Il va de soi qu'une taxe carbone appliquée à l'échelle européenne (voire mondiale) viendrait diminuer davantage le pouvoir d'achat des habitants de tous les pays d'Europe et augmenterait leur fardeau fiscal qui est déjà très lourd. Il est aussi à noter que Lamy et Attali ne mentionnent pas que cette taxe servira à baisser la température globale de la Terre, mais servira plutôt à renflouer les coffres de l'Union européenne. Quant à la taxe sur les transactions financières, elle plait bien sûr à tous ceux qui voudraient se venger des banques qui sont responsables de la crise économique actuelle. « *Aux banques de payer !* », crient les défenseurs de cette taxe. Encore là, il s'agit d'un piège. Premièrement, les banques internationales telles que le FMI, la Banque mondiale ou la Banque des règlements internationaux ne seront pas touchées par cette taxe. En fait, ce ne sont que les plus petites institutions financières au niveau national qui auront à payer cette taxe. De plus, il est fort probable que le paiement de cette taxe sera transmise à monsieur et madame tout le monde. Si l'on en croit les dires du Directeur du Département des finances publiques du

FMI, Carlo Cottarelli : « *Une taxe sur les transactions financières ne vise pas à réduire le risque systémique et ne permet pas de taxer efficacement les rentes du secteur financier — la charge risque fort d'être répercutée sur le consommateur ordinaire.* » Vous aurez été avertis.

Selon ce qu'on peut lire dans les journaux en France, Jacques Attali (ainsi que Pascal Lamy) serait « *proche de François Hollande* ». En effet, dans une chronique publiée dans l'Express, Attali raconte que François Hollande « *débarqua dans mon bureau en octobre 1980, avec sa compagne Ségolène Royal, et me proposa ses services pour travailler à la campagne de François Mitterrand* ». Attali profite de cette chronique pour encenser le nouveau président élu, faisant une liste de toutes ses qualités et aucun de ses défauts. Il révèle également le véritable objectif, la priorité des priorités de Hollande comme président : la création d'une Europe fédérale. Il écrit : « *A l'école de François Mitterrand, il a appris que rien n'est plus important que la justice sociale et l'Europe. Mais que, s'il faut choisir entre les deux objectifs, il faut privilégier l'Europe* ». On ne peut être plus clair que ça ! La justice sociale passe en deuxième !

La création d'une entité politique supranationale que serait les Etats-Unis d'Europe est une étape vers la création d'un autre : le gouvernement mondial. Jacques Attali est probablement le plus grand promoteur de ce gouvernement mondial, il est un des seuls à en faire la demande sur toutes les tribunes qu'on lui offre. Dans son livre « *Demain, qui gouvernera le monde ?* », Attali défend ce point de vue et ose même dire que ce « *gouvernement existera un jour. Après un désastre, ou à sa place* ». Des mots qui font présager le pire...

Il n'y a donc plus de doutes sur les véritables objectifs du gouvernement de François Hollande. D'abord, accentuer l'intégration politique et économique de l'Europe, voire créer le super-gouvernement des Etats-Unis d'Europe. Puis, à plus long terme, travailler à l'avènement d'un gouvernement mondial, ou comme Nicolas Sarkozy aimait le dire pendant sa dernière campagne électorale : aller vers un Nouvel ordre mondial.

La majorité des Français qui ont cru, en passant simplement de l'UMP au Parti socialiste, que la France était sauvée, ces derniers seront amèrement déçus dans les prochaines années. Dire que certains vous avaient avertis et vous ne les avez pas écouté.

Un article de Reuters du 16 mai 2012

Un juge va diriger la Grèce jusqu'aux élections du 17 juin. (17.05)

La Grèce a chargé mercredi le président du Conseil d'Etat de mener un gouvernement provisoire jusqu'aux nouvelles élections législatives prévues le 17 juin, après l'échec des tractations en vue de former un gouvernement de coalition.

Après avoir rencontré le président Karolos Papoulias, les dirigeants de plusieurs partis représentés au parlement ont nommé comme chef provisoire du gouvernement Panagiotis Pikrammenos, qui préside le Conseil d'Etat grec.

Les législatives du 6 mai n'ont pas permis de faire émerger une majorité stable et le chef de l'Etat, dont les pouvoirs sont limités, a été contraint d'en appeler à de nouvelles élections.

Le principal parti de droite, Nouvelle Démocratie (ND), avait obtenu 108 des 300 sièges à pourvoir à la Vouli, le Parlement grec, devant la Coalition de la gauche radicale (Syriza), 52 élus, et le Pasok (socialiste), 41 députés.

Selon un sondage, la gauche radicale consoliderait sa percée et pourrait même devenir le plus important groupe parlementaire à la faveur des élections de juin. L'enquête de l'institut VPRC entre le 10 et le 14 mai montre que Syriza passerait de près de 17% lors des élections du 6 mai à plus de 20% des suffrages.

Cette nouvelle poussée se traduit par un net repli de ND, chutant de 19% à 14% des intentions de vote, et du Pasok qui passerait de 13% à moins de 11%.

Les deux partis ont exprimé leur soutien au plan de sauvetage européen de la Grèce en échange d'une nouvelle série de mesures de rigueur. En revanche, Syriza a affiché son opposition aux demandes d'austérité formulées par l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

Le parti dit être en mesure de faire annuler le plan de sauvetage tout en maintenant le pays dans la zone euro, mais plusieurs dirigeants européens ont prévenu qu'une transgression des accords conclus avec la Grèce la conduirait à la faillite et à un retrait de la zone euro.

"Il est important que le peuple grec prenne maintenant une décision en étant pleinement informé des conséquences de celle-ci", a déclaré mercredi le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

L'Allemagne a de son côté affirmé qu'elle souhaitait que la Grèce se stabilise et demeure au sein de la zone euro. *"C'est le but de notre politique depuis le début"*, a dit Steffen Seibert, porte-parole de la chancelière Angela Merkel.

Au Royaume-Uni, le Premier ministre, David Cameron, a estimé que la zone euro devait agir vite pour éviter une éventuelle dissolution. *"Elle doit prendre des mesures pour sécuriser les membres les plus faibles"*, a-t-il déclaré au Parlement britannique. *"Soit elle se réconcilie, soit elle va vers une possible désagrégation. C'est le choix qu'elle doit faire et c'est un choix qui ne peut être différé longtemps."*

Depuis le début de la semaine, les Grecs ont procédé à des retraits massifs face à l'hypothèse de plus en plus ouvertement évoquée d'un retrait de la zone euro et de la dévaluation rapide d'une nouvelle drachme.

D'après la transcription de discussions que le président Karolos Papoulias a eues mardi avec les chefs de file des partis politiques grecs, 700 millions d'euros ont été retirés aux guichets pour la seule journée précédente, lundi.

"M. (George) Provopoulos (gouverneur de la banque centrale grecque-NDLR) m'a dit qu'il ne s'agissait pas de panique, mais d'une grande peur qui pourrait évoluer en panique", a dit le président grec à ses interlocuteurs.

Les retraits se sont poursuivis au même rythme mardi, et ont dans l'ensemble confirmé les estimations données par le président, selon des sources provenant de deux banques grecques.

Un cadre du secteur bancaire a cependant précisé qu'il n'y a pas eu de signes d'une panique équivalente à celle qui avait éclaté en avril 2010. Huit milliards d'euros avaient été retirés, juste avant le premier plan de sauvetage de la Grèce.

Selon des chiffres de la banque centrale, les dépôts des entreprises et des ménages grecs atteignaient 165 milliards d'euros fin mars.

Depuis janvier 2010, un tiers des dépôts bancaires, soit 72 milliards d'euros, ont été retirés, ce que les analystes expliquent par une fuite des capitaux et par le fait que les Grecs confrontés à la crise ont dû entamer leurs économies.

Un article de Reuters du 17 mai 2012

Les retraits des banques ne touchent pas que la Grèce. (18.05)

Les épargnants grecs pourraient être saisis par *"une grande peur susceptible de se transformer en panique"* selon les mots du président Karolos Papoulias, mais beaucoup de Grecs ont depuis bien longtemps transféré leur argent dans des endroits jugés plus sûrs comme le Royaume-Uni, la Suisse, l'Allemagne et les pays d'Europe du Nord.

Les craintes d'une ruée dans les banques grecques ont ébranlé Athènes cette semaine, après que les épargnants ont retiré au moins 700 millions d'euros sur la seule journée de lundi, selon les commentaires de Karolos Papoulias aux responsables politiques publiés sur le site de la présidence.

Ce ne sont pas seulement les Grecs qui sont inquiets à propos de leurs économies. Les statistiques montrent que les épargnants en Belgique, en France et en Italie ont aussi retiré de l'argent des banques.

Jeudi, le gouvernement espagnol a dû démentir l'existence d'un mouvement de retraits paniques de sommes déposées à la banque en difficulté Bankia.

Les Grecs redoutent d'être frappés par une dévaluation brutale de leur monnaie si le pays devait sortir de la zone euro. Les épargnants espagnols se sont, quant à eux, affolés après la nationalisation de Bankia la semaine dernière et s'inquiètent du coût grandissant du plan de sauvetage gouvernemental du secteur bancaire.

En Grèce, des sources au sein de deux banques ont dit à Reuters que les retraits effectués mardi avaient à peu près atteint le même montant que la veille.

"Le système bancaire grec en entier est en danger : les banques font désormais face au pire, le retrait massif d'argent", a déclaré Arnaud Poutier, directeur général d'IG Markets France.

UN MOUVEMENT À L'OEUVRE DEPUIS DEUX ANS

Ces retraits ont commencé il y a au moins deux ans, alors que la crise de la dette s'approfondissait.

Les banques helléniques ont perdu 72 milliards d'euros de dépôts depuis le début 2010, soit environ 30% du total de cette époque, selon des données compilées par Thomson Reuters.

Les cinq plus grandes banques grecques ont enregistré pour 37 milliards d'euros de sortie de dépôts l'an dernier, dont 12 milliards pour EFG Eurobank et entre 8 et 9 milliards pour chacun des établissements National Bank of Greece, Piraeus et Alpha Bank.

En février, le ministre des Finances de l'époque, Evangelos Venizelos, avait dit que seulement 16 milliards d'euros avaient été transférés à l'étranger, dont un tiers au Royaume-Uni.

Les épargnants ont transféré le reste dans l'immobilier, l'or et dans d'autres établissements, ou bien ont caché leur argent chez eux.

En Grèce, ces retraits progressifs de dépôts n'ont pas causé de panique. Mais cela pourrait changer rapidement s'il devait y avoir une perte soudaine de confiance dans les banques.

En septembre 2008, les clients de la banque britannique Northern Rock s'étaient ainsi affolés du jour au lendemain pour leurs économies. Au point de faire la queue pendant des heures afin de retirer leur argent, ce malgré une garantie sécurisant la majorité des dépôts. Le gouvernement britannique avait fini par nationaliser la banque.

TRANSFERTS D'ARGENT

Les mouvements de dépôts en Europe ont été très importants l'année dernière, montrent l'analyse des données de plus de 120 banques cotées européennes.

Plus de 120 milliards d'euros ont été sortis de deux banques en Belgique, surtout au sein de la banque Dexia qui a dû être renflouée et restructurée. KBC a aussi fait face à des retraits importants.

Les banques françaises, très exposées à la Grèce, ont enregistré des retraits de dépôts de 90 millions d'euros, dont 30 millions pour chacune des banques BNP Paribas et Crédit Agricole.

Les craintes d'un éclatement de la zone euro ont également provoqué des retraits de 30 milliards d'euros des banques italiennes.

Ces retraits d'argent en Europe se sont faits au profit des banques britanniques. Plus de 140 milliards d'euros ont été déposés dans seulement quatre grands établissements financiers au Royaume-Uni. Le pays bénéficie de sa position hors de la zone euro et de l'exposition importante de ses banques en Asie, à l'image de HSBC et de Standard Chartered.

D'autres banques ont aussi connu d'importantes entrées d'argent. C'est le cas de Barclays, de Deutsche Bank, de Credit Suisse, d'UBS et des banques russes Sberbank et VTB.

Commentaire.

Il y a environ 4 mois, je vous avais donné cette info provenant du portail Liesi.

Un article de l'AFP du 20 mai 2012

La Chine délocalise des entreprises en Ethiopie pour réduire ses coûts. (21.05)

Dans le ronronnement continu des machines, une centaine d'ouvriers éthiopiens découpent sans relâche du cuir, enfilent des lacets et collent des semelles, sous la supervision de contremaîtres chinois.

Avec cette usine, des entrepreneurs chinois entendent bénéficier du faible coût de la main d'oeuvre africaine et de la matière première, le cuir, pour fabriquer des chaussures qui seront vendues en Europe et aux Etats-Unis.

L'usine de Huajian est installée à Dukem, à 30 km au sud d'Addis Abeba, dans une zone industrielle en plein développement, la première construite en Ethiopie par des capitaux chinois.

Après s'être concentrée sur la construction d'infrastructures et l'exploitation des matières premières, notamment le pétrole, en Afrique, la Chine commence à y chercher des coûts salariaux avantageux pour son industrie.

Quant à l'Ethiopie, elle y gagne une diversification bienvenue pour son économie largement agricole.

Un marché gagnant-gagnant, donc, selon Qian Guoqing, vice-directeur de la East Industry Zone: *"les deux parties ont un engagement réciproque, elles disent +tu devrais avoir quelque chose, je devrais obtenir quelque chose"*.

Une fois achevée en 2014, pour un coût de 250 millions de dollars, la zone industrielle, dont la construction a commencé en 2009, doit regrouper plus de 80 usines et créer 20.000 emplois.

Pour l'heure, elle compte plusieurs rangées de bâtiments de trois étages abritant six usines à capitaux chinois, dont, outre celle de Huajian, une chaîne de montage automobile et une fabrique de plastique.

Huajian, un des plus importants fabricants chinois de chaussures, prévoit d'investir jusqu'à 2 milliards de dollars en Ethiopie pour fabriquer des souliers destinés à l'exportation vers l'Europe et l'Amérique du Nord.

Afin d'attirer les investisseurs étrangers dans le cadre d'un *"plan de croissance"* destiné à faire de leur nation un pays à revenu intermédiaire d'ici 2025, les autorités éthiopiennes offrent quatre ans d'exonérations fiscales, des terrains bons marchés et l'électricité gratuite aux occupants de la zone industrielle.

Main d'oeuvre peu chère.

Mais investir en Ethiopie *"n'est pas une stratégie sans risque"*, prévient Stefan Dercon, économiste spécialisé dans le développement à l'Université britannique d'Oxford.

L'Ethiopie va devoir maintenir des taux de croissance élevés afin de rembourser les investissements de départ. *"Si cela ne fonctionne pas, les espoirs vont s'évanouir très rapidement, les deux ou trois prochaines années sont donc cruciales pour le processus dans son ensemble"*, selon lui.

"Nous devons avancer rapidement, notre ennemi est la pauvreté", rétorque le ministre d'Etat éthiopien à l'Industrie, Tadesse Haile, *"quiconque nous demande de ralentir accepte la pauvreté"*.

Avec un PIB par habitant estimé à 325 dollars par l'ONU, l'Ethiopie figure toujours parmi les plus pays africains les plus pauvres, en dépit d'une croissance parmi les plus dynamiques du continent (+11% au cours de chacune des six dernières années selon la Banque mondiale).

Les investissements étrangers *"génèrent de la croissance, de l'emploi (...) cela nous permet aussi de fabriquer des produits pouvant être exportés, ce qui amène des devises et des transferts de technologie"*, soutient M. Tedesse.

Mais de nombreux problèmes subsistent: réseaux de télécommunications déplorables, bureaucratie pesante et absence de port dans ce pays enclavé, sans accès à la mer.

Paul Lu, directeur des ressources humaines de Huajian, recense, lui, les différences culturelles, la barrière de la langue et le manque de conscience professionnelle d'une bonne partie du personnel local. Mais ces obstacles sont compensés par l'abondance de matière première et de main d'oeuvre, peu chère alors que les salaires augmentent en Chine.

"Nous sommes venus fabriquer des chaussures et (...) l'Ethiopie produit beaucoup de cuir", poursuit-il devant l'entrée de l'usine où une vingtaine de personnes attendent pour un entretien d'embauche.

Dans l'usine, Teju Edek, 22 ans, contrôleur qualité, payé 30 dollars par mois, se plaint que *"le salaire est trop bas"*. Il dit travailler ici surtout pour *"développer ses connaissances technologiques"* et ajoute que, s'il pourrait gagner plus dans des usines éthiopiennes, il n'y apprendrait pas autant.

Pour Tafere Getie, gestionnaire d'une des usines de la zone, le vrai bénéfice de ces investissements se verra à long terme: *"J'espère que les Ethiopiens qui travaillent dans les usines étrangères aujourd'hui posséderont leur propre industrie d'ici 20 ans"*.

Un article de Reuters du 16 mai 2012

Et si Athènes renouait avec la drachme: mode d'emploi pour divorcer de l'euro. (21.05)

Le scénario n'a plus rien de tabou pour les économistes européens: si la Grèce quitte l'euro, il lui faudra réimprimer des drachmes tout en jugulant la panique des habitants, avant de miser, pour sa relance, sur les exportations et le tourisme.

Renouer avec ses anciennes amours est risqué: à peine réintroduite, la drachme, considérée comme monnaie la plus faible de la région, verrait son cours fondre sous la pression des marchés.

De quoi effrayer les Grecs, dont l'épargne perdrait 50% de sa valeur selon plusieurs études.

Les retraits d'argent dans les banques du pays ont d'ailleurs atteint lundi 700 millions d'euros. Un chiffre qui s'ajoute aux quelque 16 milliards d'euros qui auraient été déposés à l'étranger depuis 2009.

"Le mouvement de panique a déjà commencé", remarque Pedro Videla, professeur à l'IESE Business School de Madrid, qui juge "très probable" un retour à la drachme: *"comme le pays est déjà en train de se désintégrer socialement et politiquement, je parierais qu'il va sortir de l'euro très bientôt".*

La solution, selon lui? *"Agir d'un coup, pendant un week-end, en fermant les banques, en empêchant les retraits d'argent".*

Il faudrait que la Grèce puisse *"éviter la fugue des capitaux en prenant des mesures draconiennes"* comme le blocage des comptes, car le pays "est en quelque sorte dans une économie de guerre", renchérit Giuliano Noci, professeur à l'université Politecnico de Milan.

L'autre stratégie, d'un retour à la drachme annoncé à l'avance, risque au contraire d'aggraver la panique.

L'institut allemand Ifo penche pour une troisième voie: les comptes bancaires resteraient libellés en euros (pour éviter la fuite de capitaux) et l'euro continuerait à avoir cours.

Les salaires des fonctionnaires seraient eux versés en drachmes, ce qui serait aussi la monnaie pour les transactions avec l'Etat, de quoi représenter une masse critique de 60% des échanges et rendre la drachme indispensable au quotidien.

Opinion similaire chez Erik Nielsen, d'Unicredit, qui prône de garder l'euro comme monnaie d'échange jusqu'à ce que *"les arrangements formels de sortie de la zone euro et de l'UE commencent"*.

Mais où trouver, aussi vite, tant de drachmes, alors que les vieilles devises ont toutes été détruites?

Une idée serait que *"tous les billets d'euros dans les banques grecques soient marqués d'un tampon +ceci est une drachme, pas un euro+, ou leur enlever un coin"* pour les différencier, avance Pedro Videla.

Car *"il y a très peu d'entreprises dans le monde qui produisent des billets et monnaies officielles"*, note Federico Steinberg, de l'institut espagnol Elcano. Même si la fabrique nationale grecque s'en chargeait, délaissant les billets de 10 et 20 euros qu'elle produit, *"cela prendrait plusieurs mois"*.

Entre-temps, *"la transition serait assez chaotique et il pourrait apparaître des monnaies informelles alternatives ou un retour partiel au troc": "ce serait comme revenir à la préhistoire financière, mais c'est ce qui s'est passé en Argentine en 2001, et après quelques mois la situation s'est rétablie"*.

Place ensuite aux quelques avantages du retour à la drachme: avec une devise faible, le pays deviendrait très bon marché, de quoi attirer les touristes et devenir un exportateur compétitif, afin de retrouver le chemin de la croissance.

Mais *"la dette extérieure en pourcentage du PIB exploserait, car elle serait libellée en devises, et l'inflation exploserait aussi"*, prévient Paula Gonçalves Carvalho, économiste à la banque portugaise BPI, qui note qu'en Grèce, *"il n'y a pas d'auto-suffisance en ce qui concerne la plupart des biens essentiels"*.

Il faudrait donc s'assurer que le gain de compétitivité n'est pas annulé par l'inflation, tandis que le plus logique est que l'Etat *"arrête de payer"* sa dette, selon Pedro Videla, même si *"cela signifie que la Grèce sera hors du système financier international pour des années"*.

Au final *"je ne pense pas que la sortie de la Grèce de l'euro serait un désastre"*, estime Giuliano Noci. *"Les exemples de défaut de paiement et de dévaluations énormes des monnaies en Argentine, en Indonésie, en Corée du Sud ou en Russie démontrent clairement que ce type de processus, s'il est bien géré, n'est pas un désastre"*.

Un article de liberation.fr du 21 mai 2012

Croissance : le malentendu franco-allemand. (22.05)

Tous les dirigeants européens s'accordent sur la nécessité d'une politique de croissance, mais tous n'en donnent pas la même définition.

Après avoir fait campagne sur la nécessité d'une politique de croissance en Europe, François Hollande s'est félicité que le sujet ait été au cœur du G8 tenu ce week-end aux Etats-Unis. Après avoir pratiqué une sévère austérité, les homologues du nouveau président français conviennent désormais que la sortie de crise est illusoire sans rebond de la production de richesses. Mais, si l'objectif est partagé, les moyens de l'atteindre ne font pas encore consensus.

Le projet de croissance de François Hollande, exposé dans un mémorandum adressé à ses collègues européens, repose sur la dépense publique (augmentation des financements de la Banque européenne d'investissements, mobilisation des fonds structurels européens inutilisés, grands travaux financés par des obligations européennes) et la création d'une taxe sur les transactions financières.

Réformes libérales

L'Allemagne, elle, estime que la croissance passe avant tout par des «*réformes structurelles*», c'est-à-dire des changements profonds dans des systèmes sociaux jugés trop dépensiers et inefficaces. Sont particulièrement visés le marché du travail, à «*flexibiliser*», et le système éducatif, à adapter au marché de l'emploi.

Cette vision est soutenue par la Banque centrale européenne, dont un représentant, l'Allemand Jörg Asmussen, a estimé ce lundi que les réformes pourraient s'inspirer de la politique menée en 1998 et 2005 par le chancelier Gerhard Schröder, qui visait à diminuer le coût du travail et augmenter la «*flexibilité*» du marché de l'emploi. Le FMI et l'OCDE soutiennent également des réformes libérales.

Feu rouge aux eurobonds

Dans ces conditions, l'accord sur les mesures de croissance, s'il est atteint, pourrait être minimal. Les premières dispositions devraient être annoncées à l'issue d'un Conseil européen prévu mercredi.

«L'Allemagne fera certainement des concessions sur la mobilisation des fonds structurels, estime l'économiste Alexandre Delaigue. Ils seront sans doute utilisés dans le domaine des transports, des énergies renouvelables... Avec beaucoup d'affichage et peu d'effets.» Le recours à des fonds publics européens est aussi soutenu par le Premier ministre italien Mario Monti, favorable à une politique d'investissement pour modérer les effets de la rigueur dans son pays.

En revanche, la création d'obligations communes européennes devrait rester dans les cartons. Ces «*eurobonds*», qui reviendraient à mutualiser la dette européenne, représentent encore une ligne rouge pour Berlin, Angela Merkel estimant que cela dissuaderait les pays en difficultés de faire les efforts budgétaires requis. Ombre grecque

En contrepartie, la France acceptera-t-elle d'appliquer certaines des réformes structurelles prônées par l'Allemagne ? *«Les exigences en la matière seront limitées, juge Alexandre Delaigue. Paris devra s'engager à respecter strictement son redressement budgétaire, et sans doute arrêter de clamer que l'austérité, c'est le mal.»* Il est fort improbable que François Hollande, qui a rechigné à s'engager sur le thème du coût du travail pendant la campagne présidentielle, prenne des engagements à ce sujet.

Ces décisions, si elles s'en tiennent là, ne suffiront pas à assurer le salut d'une zone euro plus menacée que jamais par la situation en Grèce et en Espagne. Une dégradation supplémentaire de celle-ci pourrait appeler des mesures d'une tout autre ampleur.

Un article de 20minutes.fr du 21 mai 2012

Pourquoi l'action Facebook s'effondre. (23.05)

Les investisseurs attendaient de l'argent facile, il n'en est pour l'heure rien avec une action en chute de plus de 11%. Loin des 42 dollars des premiers instants...

Cela arrive peu souvent au géant des réseaux sociaux pour être noté: Facebook a planté. Mais en Bourse. Y a-t-il eu une erreur de calcul et un responsable? N'est-il pas trop tôt pour juger ?

Un deuxième jour, ce lundi, catastrophique alors que les marchés attendaient un éventuel rebond après une introduction ratée vendredi dernier et un cours de l'action Facebook sauvée par Morgan Stanley dans les derniers instants du cours pour éviter un plongeon sous les 38 dollars en première séance (chute de 11% alors que le Nasdaq a réalisé ce lundi son meilleur jour de l'année). Morgan Stanley justement, héros ou coupable d'erreur de jugement.

Morgan Stanley seule responsable d'un prix d'action trop élevé?

La banque s'étant occupée de l'entrée en Bourse du réseau social, les doigts sont pointés en direction du prix d'introduction. Morgan Stanley a placé, à l'image du Nasdaq, trop d'attente dans cette entrée en Bourse, pensant avoir l'affaire du siècle entre les mains. Un journaliste américain explique même que ce sont les machineries du Nasdaq (les ordinateurs qui placent les actions) ont trahi le marché, n'arrivant pas à réunir parfaitement offres et demandes comme cela aurait dû se passer, d'où le retard constaté de plus d'une demie-heure d'entrée en Bourse vendredi dernier

En définitive, le prix était trop élevé et les acheteurs ne répondent pas présents. Le prix a pourtant été longtemps au cœur de discussions et un tarif plus bas, autour des 30 dollars, ou même de la partie basse de la tranche 35-38 dollars, avait un temps été considéré. Peut-être aurait-il évité à Facebook un tel début dans le rouge. Les derniers conseils reçus par Morgan Stanley étaient pourtant de baisser le prix d'introduction en Bourse.

Facebook va faire jurisprudence pour les prochaines entrées en Bourse en particulier celles liées à des entreprises technologiques et web. Certains observateurs parlent même d'un éclatement de la bulle des start-up web.

Morgan Stanley a également conduit les introductions de LinkedIn, Groupon et Zynga, les autres étoiles web cotées. Ces boîtes avaient vu leurs cours s'envoler les premiers jours avant de se stabiliser bien en dessous de leurs cours initial. Pour Facebook, il n'y aura donc même pas eu cet état de grâce premier.

Des leçons et des solutions à tirer de cet échec?

Facebook a de plus un réel problème des revenus actuellement et doit monétiser son utilisation mobile pour prendre de la valeur auprès des acheteurs d'actions et dynamiser sa capitalisation boursière. L'entrée en Bourse a notamment souffert du retrait la semaine passée de General Motors de la liste des annonceurs sur le réseau. Mais Facebook est encore une jeune entreprise qui dispose tout de même de près d'1 milliard d'utilisateurs exposables à la publicité.

Du côté des leçons à tirer, Marc Fiorentino, banquier d'affaires spécialiste des marchés, évoque pour sa part «l'arnaque Facebook». Il explique que «ce n'est pas un échec pour tout le monde. C'est un énorme succès pour les fondateurs et actionnaires qui ont vendu à un prix surévalué à la dernière minute d'introduction, un énorme succès pour les banques qui ont procédé à l'introduction». Il tient un discours sans équivoque sur les autres porteurs décrivant Facebook comme : «un échec pour les pigeons de service qui se sont rués sur l'action en pensant gagner 30% le premier jour. Mais ils recommenceront à la prochaine introduction...» Les petits porteurs n'ont pas encore tout perdu, il ne s'agit que du deuxième jour de cotation.

Cet échec sera tout de même une leçon que les investisseurs essaieront de se rappeler à la prochaine. En attendant, jusqu'où le cours de l'action Facebook peut-il chuter? L'exemple de l'entrée en Bourse d'Amazon en 1997, rappelé par le quotidien New York Times, ayant coulé sous son prix initial de 18 dollars avant de

quadrupler son cours un an après pour attendre aujourd'hui 218 dollars pièce, entretient l'espoir et la patience pour Facebook. *«L'action du réseau social doit être un investissement de long terme car cette entreprise va encore évoluer»*, explique les analystes.

L'erreur aura été de se voir trop beau trop vite de la part de la direction de Facebook et de vouloir à tous prix atteindre la barre du milliard de dollars de valorisation boursière et de placer à 38 dollars l'action de base.

Epilogue de l'AFP.

Le titre du champion des réseaux sociaux Facebook plongeait encore mardi, au troisième jour de sa cotation, perdant 6,67% à 31,74 dollars moins d'une demi-heure après l'ouverture de la Bourse à New York.

Ainsi en moins de quatre jours, la valorisation du site aux 900 millions d'utilisateurs a déjà baissé de 17 milliards de dollars.

Facebook a mis vendredi sur le marché 421 millions d'actions, pour une opération à 16,02 milliards de dollars, la plus grosse pour une valeur internet, la deuxième plus importante pour une valeur américaine tous secteurs confondus.

Commentaire.

Ils sont terribles ces journalistes, on a beau leur expliquer qu'il s'agit d'une arnaque et non d'une erreur, celui de 20minutes termine son article en voulant nous faire avaler la version de l'erreur ! Il a dû recevoir des ordres ou pas besoin, il est soumis.

Un article de 20minutes.fr du 21 mai 2012

Faute de moyens, les étudiants n'ont jamais été aussi nombreux à renoncer à des soins de santé. (23.05)

La sonnette d'alarme est tirée. En 2011, 34% des étudiants ont renoncé à des soins médicaux, contre 24% en 2008, selon la dernière enquête menée auprès de 8.500 personnes par la LMDE en partenariat avec la Mutualité française. Et ce principalement pour des raisons financières. Autre chiffre révélateur de l'étude publiée ce mardi, 19% des étudiants ne sont pas couverts par une complémentaire santé, contre 6% pour l'ensemble de la population française.

L'état de santé d'un étudiant sur cinq s'est dégradé

Dans ce contexte, 20% des étudiants estiment que leur état de santé s'est dégradé par rapport à l'année précédente. Pas de surprise, ce sont ceux qui sont le moins bien pris en charge par l'assurance-maladie obligatoire qui sont concernés. Ainsi, 7% des étudiants ont renoncé à des traitements dentaires comme les couronnes et 5% à des soins ophtalmologiques ou pour les étudiantes à des examens gynécologiques. Mais de plus en plus font également une croix sur la visite d'un généraliste. En l'absence de mutuelle et de médecin traitant, une consultation chez le généraliste à 23 euros ne sera remboursée qu'à hauteur de 5,90 euros par la Sécu.

Franchises médicales, participations forfaitaires, baisse de remboursement des médicaments... Pour 80% de la population, c'est moins d'un euro sur deux qui est pris en charge par la Sécu. Le recours à une mutuelle devient incontournable. Alors qu'un étudiant sur quatre a des difficultés à joindre les deux bouts avant la fin du mois (23% déclarent rencontrer de réelles difficultés à subvenir à leurs besoins), le dilemme est le suivant: se soigner ou payer son loyer, résume Gabriel Szeftel, président de la Mutuelle des étudiants (LMDE).

L'automédication a le vent en poupe

En conséquence, les étudiants sont plus que jamais tentés par l'automédication. Au cours de la dernière année, 92% se sont soignés seuls sans aller voir un médecin. Pas étonnant que les étudiants aient plus que jamais une mauvaise perception du système de santé. Plus d'un sur deux ne croit pas que chaque personne a la possibilité, en France, d'être soigné quelles que soient ses ressources financières. *«La génération des baby-boomers a vécu à crédit. Si rien n'est fait, les jeunes devront régler pour leurs aînés des charges considérables liés à la santé, sans peut-être avoir droit eux-mêmes aux garanties dont bénéficiaient leurs parents. Ils ont des raisons objectives d'être inquiets»*, estime Etienne Caniard, président de la Mutualité française. Une inquiétude qui se traduit par le pourcentage d'étudiants concernés par un symptôme de trouble dépressif: 19%.

Halte aux idées reçues

Plus globalement, cette étude intitulée *«Santé et conditions de vie des étudiants»* est l'occasion aussi de tordre le cou à certaines idées reçues sur cette catégorie de la population. Ces étudiants ne sont pas tous des adeptes du fast-food, souligne Gabriel Szeftel. Loin de là. 63% déclarent que leur alimentation est équilibrée. Ainsi, 9% sont en surpoids, un pourcentage en ligne avec le reste de la population. Idem du côté de la consommation d'alcool. L'idée d'une jeunesse massivement alcoolisée, tristement propagée par des informations comme la mort par noyade de cinq jeunes à Bordeaux depuis 2011, ne tient pas la route. *«La consommation est un fait social chez les étudiants comme dans le reste de la population»*, explique Gabriel Szeftel. 71% des étudiants ne boivent qu'une fois par semaine ou moins et 15% plusieurs fois par semaine. Quant à la sexualité, près de quatre étudiants sur cinq utilisent systématiquement un préservatif lors de chaque rapport avec un nouveau partenaire. 82% ont le sentiment d'être bien informés sur le sida. Des efforts doivent cependant être accomplis pour les autres infections sexuellement transmissibles, sur le recours au dépistage et sur la contraception.

Un article de liberation.fr du 24 mai 2012

Quand les investisseurs payent pour prêter à l'Allemagne. (25.05)

En ces temps de crise, voilà qui semble relever du surréalisme économique : mercredi, l'Allemagne a emprunté gratuitement 4,5 milliards d'euros sur les marchés. Les investisseurs se sont rués sur des obligations à deux ans, rémunérées à 0%. Plus tard dans la journée, les taux allemands à dix ans ont atteint un minimum historique de 1,77%. Sur la même durée, la prime de risque française est à 3,5%, l'italienne à 5,7%, l'espagnole à 6,2%.

Cette bizarrerie n'est pas une première. En janvier, Berlin avait même émis des titres à court terme à des taux négatifs (-0,01%). Autrement dit, les investisseurs étaient prêts à payer pour détenir des obligations allemandes, en récupérant moins d'argent qu'ils n'en ont prêté. C'est aussi le cas, d'ailleurs, pour les titres à taux zéro, car l'inflation (2,1% en Allemagne en avril) fait baisser la valeur de l'argent sur la durée du prêt.

L'explication est simple, et inquiétante : le contexte économique est tellement incertain que les investisseurs s'arrachent les rares valeurs sûres à long terme, même si elles sont peu ou pas rentables. Et en premier lieu, les obligations allemandes. *«On assiste à une fuite vers la qualité, commente Patrick Jacq, analyste obligataire chez BNP Paribas. La sécurité est l'unique facteur de décision des investisseurs.»* Les obligations françaises à deux ans, encore considérées comme des actifs sûrs, sont elles aussi à leur plus bas historique, à moins de 50 centimes.

Réglementation

A cette aversion au risque s'ajoutent des contraintes réglementaires. Les investisseurs privés ne peuvent pas laisser dormir leur argent : ils doivent l'investir dans des actifs. Or, *«les institutions officielles comme les banques centrales sont obligées d'avoir dans leur portefeuille des titres à court terme les mieux notés possible, poursuit Patrick Jacq. Idem pour les banques commerciales, que les nouvelles réglementations dites Bâle III contraignent aussi à détenir des titres de la meilleure qualité.»* Et dans le club très sélect des pays notés triple A, Berlin fait figure de tête de gondole.

Du coup, les obligations allemandes sont aussi les plus faciles à revendre sur le marché secondaire, éventuellement avec des bénéfices : une motivation supplémentaire pour certains acheteurs.

Cette anomalie économique révèle l'extrême pessimisme des marchés vis-à-vis de la situation de l'Europe. Elle éclaire également le scepticisme de l'Allemagne à l'égard des eurobonds réclamés par la France, qui pourraient renchérir le coût de sa dette.

Complément de l'AFP *"La dette allemande est le seul marché qui a une taille suffisante pour accueillir les flux recherchant une sécurité maximale"*, estime Axel Botte, stratéliste obligataire chez Natixis AM.

"On est dans une période où il y a tellement de craintes sur de plus en plus d'emprunteurs que la sécurité est l'unique facteur de décision des investisseurs", renchérit Patrick Jacq chez BNP Paribas.

L'Allemagne rassurent pleinement les investisseurs grâce à ses déficits maîtrisés et sa dette contenue.

Sa dette est d'ailleurs la plus liquide en Europe, c'est-à-dire très présente dans les portefeuilles des investisseurs, ce qui assure à chacun la possibilité d'en acheter et d'en vendre facilement.

En outre, *"dans certains cas, les investisseurs peuvent se servir des obligations allemandes pour couvrir une position sur les actions"*, les deux actifs évoluant en sens inverse, rappelle M. Botte.

Un article de l'AFP du 24 mai 2012

Des eurobonds aux réformes structurelles, les idées sur la table de l'UE. (25.05)

Des réformes structurelles aux euro-obligations, de multiples pistes sont sur la table de l'Union européenne pour relancer la croissance et perfectionner la zone euro en vue du sommet décisif des 28 et 29 juin.

Les dirigeants des Vingt-Sept ont chargé mercredi soir le président de l'UE Herman Van Rompuy de présenter en juin un rapport définissant un calendrier et une méthode en vue d'un "*approfondissement*" de l'Union monétaire.

DOPER LES INVESTISSEMENTS EUROPEENS

C'est le sujet le plus avancé, qui devrait aboutir à un consensus fin juin sur divers instruments pour encourager les investissements:

- Le renforcement du capital de la Banque européenne d'investissement (BEI), bras financier de l'UE, qui peut notamment venir en aide aux PME. La Commission européenne propose de l'augmenter de dix milliards d'euros.

- Une meilleure "*mobilisation*" des fonds structurels, qui restent souvent en souffrance car ils ne peuvent être débloqués qu'en cas de cofinancement par les Etats. L'idée serait de limiter ce cofinancement et de les réorienter dans les domaines les plus porteurs.

- Des "*project bonds*": il s'agit d'emprunts pour financer des grands chantiers, d'infrastructures ou dans les énergies nouvelles. Une phase pilote devrait être lancée pour un montant global espéré de 4,5 milliards d'euros.

Souvent cités comme des embryons d'euro-obligations, ils s'apparentent davantage à un montage financier visant à lever des fonds grâce à des garanties de la BEI et des partenariats public-privé.

LA TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIERES

La France défend cette taxe, et souhaite notamment utiliser ses recettes pour doper l'investissement. La Commission et d'autres pays, dont l'Allemagne, prônent aussi sa création, mais les avis divergent sur son utilisation (réduction des déficits, budget européen, aide au développement...). Bruxelles estime qu'elle rapporterait, au niveau de toute l'UE, plus de 50 milliards d'euros par an.

Le problème, c'est que certains pays n'en veulent pas, Royaume-Uni en tête. Paris plaide pour sa mise en place rapide par un groupe plus restreint, mais certains redoutent une fuite des capitaux.

LES EURO-OBLIGATIONS

Il s'agit du principal point de friction entre la France, qui prône leur instauration, et l'Allemagne, qui s'y oppose. Chacune compte des alliés: la Commission et l'Italie entre autres pour François Hollande, les Pays-Bas et la Finlande pour Angela Merkel. Selon Rome, une "*majorité de pays*" sont désormais favorables aux "*eurobonds*".

Le principe, c'est d'émettre des emprunts communs, au niveau de la zone euro, pour mutualiser les risques et protéger les pays fragiles des attaques spéculatives. Cela permettrait aux Etats qui payent très cher pour emprunter, comme l'Italie ou l'Espagne, de bénéficier en partie des taux d'intérêt faibles versés par l'Allemagne ou la France.

Pour le président français, il s'agit de mutualiser la dette nouvelle.

Cela nécessiterait de réviser les traités de l'UE. Même s'ils sont retenus in fine au sommet de juin, ce sera dans une "*perspective de long terme*", a prévenu Herman Van Rompuy.

LES REFORMES STRUCTURELLES

Angela Merkel et le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi en font le principal vecteur d'un retour de la croissance. Elles visent notamment à baisser le coût de la protection sociale ou à libéraliser le marché du travail, mais sont vues d'un mauvais oeil par les syndicats.

Bruxelles doit faire des recommandations à chaque Etat membre le 30 mai.

MARCHE INTERIEUR

Berlin et la Commission défendent un approfondissement du marché intérieur commun, notamment pour améliorer la mobilité de l'emploi.

REFORMES BANCAIRES

Paris et Rome prônent une ébauche de fédéralisme bancaire, avec une supervision "*intégrée*" et un "*schéma commun de garanties des dépôts*".

François Hollande estime aussi que le fonds de secours de la zone euro, le Mécanisme européen de stabilité (MES), doit être autorisé à recapitaliser les banques fragiles "en lien avec la BCE".

Un article de Reuters du 16 mai 2012

Sommet européen: Merkel et Hollande, "pas de psychodrame", selon un expert. (25.05)

Le sommet européen de mercredi à Bruxelles marque "*un bon début*" pour le couple Hollande/Merkel, selon le politologue Stefan Seidendorf, expert à l'institut franco-allemand de Ludwigsburg (sud-ouest de l'Allemagne), pour qui il "*n'y a pas eu de psychodrame*".

Question: Comment jugez-vous les premiers pas du nouveau duo François Hollande/Angela Merkel sur la scène européenne?

Réponse: "*Je trouve qu'ils s'en tirent mieux que ce que l'on a pu voir par le passé. Il n'y a pas de psychodrame, les deux restent très sobres. Ils disent tous les deux que personne ne doit se sentir sous pression, qu'il n'y a pas de tabous, mais chacun présente sa position, met ses idées sur la table, et on doit maintenant chercher un compromis. Pour le moment ça se passe bien mieux que Merkel et Sarkozy au début, ou que Chirac et Schröder qui ne pouvaient pas se voir pendant deux ans. Hollande et Merkel vont bien ensemble*".

Question: Pour le moment les divergences semblent pourtant l'emporter sur les convergences, faut-il s'en inquiéter?

Réponse: "*Il est de toute façon rare que la France et l'Allemagne aient la même opinion dès le départ. La règle, c'est plutôt qu'ils aient des positions divergentes, mais l'important c'est de l'accepter et de se doter des outils pour trouver un compromis. Le sommet d'hier a été un bon début. Il y a évidemment de grandes divergences sur les propositions concernant le pacte de croissance. Mais c'est une bonne chose que la France et l'Allemagne mènent les deux principales lignes opposées, car s'ils arrivent à se mettre d'accord, les autres membres de l'UE devraient suivre et accepter le compromis, ce qui est devenu plus compliqué à 27*".

Question: Certains observateurs parlent d'une remise en cause de la domination allemande sur l'Europe. Pensez-vous que ce soit le cas?

Réponse: "*Ce qui est justement positif avec (Hollande et Merkel) c'est qu'ils ne prêtent plus autant attention aux jeux psychologiques. Merkel ne se sent pas obligée de parler cinq minutes de plus que Hollande pour donner l'impression de l'avoir emporté hier soir. C'est très différent de la façon dont cela fonctionnait avec Sarkozy. (Par ailleurs, François Hollande) ne pourra vraiment prendre position qu'après les élections du 17 juin en Grèce et en France, puisqu'on se laisse jusqu'au 28 juin pour prendre des décisions. Après les élections, Hollande se montrera plus conciliant, parce que structurellement, la position de l'Allemagne et d'Angela Merkel, n'a pas changé*".

Commentaire.

On a compris que les mesures qu'ils entendent au nom de la croissance correspondent à des dépenses que les Etats devront prendre en charge. Or ils sont endettés jusqu'au cou. Qui va les financer alors, devinez ? En taillant à la hache dans les budgets sociaux des Etats d'une part, d'autre part par la dette qu'ils font payer aux travailleurs par le biais des Etats, les taxes et impôts que nous payons.

Comment faire pour continuer de s'endetter sans que la dette n'augmente ? Fastoche, il suffit qu'au fur et à mesure que l'Etat rembourse sa dette, il s'endette auprès des marchés pour une somme équivalente, et ni connu je t'embrouille, le tour est joué. Pour un peu, il peut emprunter une somme légèrement inférieure et proclamer que la dette de l'Etat diminue !

Dit autrement, la dette de l'Etat peut stagner ou diminuer légèrement alors que l'on continue d'engraisser l'aristocratie financière à un niveau similaire.

Au final, on paie plus mais cela se voit moins ! Pratique pour bernier les ignorants, qui parmi la population y comprend quelque chose? Personne ou presque, formidable, non ?

Un article du Réseau Voltaire du 28 mai 2012

Syrie : que dit le Conseil de sécurité ? (29.05)

C'est un artifice classique de propagande de présenter une opinion particulière comme une vérité consensuelle, de sorte que ceux qui la contestent ont l'impression de se marginaliser. Appliquant ce mécanisme à la Syrie, la presse occidentale et du Golfe attribue mensongèrement à l'ONU toutes sortes de positions qui ne sont pas les siennes. En réponse à des courriels de lecteurs, Thierry Meyssan pointe quelques manipulations de vocabulaire.

Les médias occidentaux et du Golfe ont, depuis longtemps, pris l'habitude d'employer l'expression « *communauté internationale* » pour désigner le groupe d'États conduits par les États-Unis, au mépris de tous les autres. On lit ainsi que, à propos de la Syrie : « *La Russie et la Chine s'opposent à la communauté internationale* » (sic).

Une étape suivante dans la désinformation a été d'inclure un refrain dans toutes les dépêches d'agence : « *La répression a fait plus de 10 000 morts selon l'ONU* ». Or, jamais l'ONU, n'a avancé de tels chiffres. Ceux-ci proviennent de certains experts qu'elle emploie : ceux du Haut Commissariat aux Droits de l'homme et du Conseil des Droits de l'homme pour être précis. Si l'ONU avait validé leurs rapports, le Conseil de sécurité aurait autorisé une intervention internationale. Seule l'Assemblée générale et subsidiairement le Conseil de sécurité sont habilités à parler au nom de l'ONU :

Voici que maintenant les médias occidentaux et du Golfe déforment la position de la Russie en l'accusant de se contredire. Selon eux, Moscou a mis en cause l'opposition syrienne pour le massacre de Houla alors qu'il a adopté hier une déclaration du président du Conseil de sécurité reconnaissant la responsabilité de l'État syrien.

Ceci mérite une explication de texte.

Le fait de condamner le massacre de Houla ne signifie pas que l'on accuse le gouvernement syrien d'en être coupable. En ce qui le concerne, le gouvernement de Damas a été le premier à condamner ces atrocités qu'il impute à son opposition armée. Une manifestation contre les crimes des groupes armés a immédiatement été organisée dans la capitale par des pro-Assad. Pour le moment, tous les protagonistes ont condamné le massacre, aucun ne l'a revendiqué.

Le fait d'affirmer que le gouvernement syrien est responsable du massacre ne signifie pas qu'on l'accuse d'être coupable. En vertu du principe d'indépendance et de souveraineté, un gouvernement est responsable de tout ce qui se passe sur son territoire. L'affirmation de cette responsabilité est une reconnaissance de ses prérogatives pour répondre à l'événement. Le propos du Conseil de sécurité signifie exactement l'inverse de ce que feignent de croire les médias : il affirme que le gouvernement syrien a le devoir d'intervenir pour protéger sa propre population, que l'usage de la force est légitime.

Sommer le gouvernement syrien de ne pas faire usage d'armes lourdes dans les zones peuplées en vertu des résolutions 2042 et 2043 ne signifie ni qu'on le rend responsable des massacres commis dans ces zones, ni qu'on lui interdit de réprimer les crimes de l'opposition armée, mais qu'on lui demande d'user de la force de manière proportionnée. Le Conseil de sécurité appréhende les troubles à l'ordre public en Syrie comme des problèmes de police et non comme une guerre civile. Dès lors, il attend des autorités syriennes qu'elles rétablissent l'ordre sans faire usage de l'artillerie —laquelle fait inévitablement des victimes collatérales—, même si les rebelles disposent aussi d'armes lourdes.

Les déclarations du Conseil de sécurité sont le fruit d'un consensus entre grandes puissances. Le vocabulaire utilisé doit être compris dans son sens le plus strict. Toute autre interprétation est abusive. Le Conseil n'a pas validé les imputations de la Haut-commissaire des Droits de l'homme accusant le gouvernement d'avoir tué plus de 10 000 manifestants pacifiques en un an. Le Conseil n'a pas attribué la culpabilité du massacre de Houla au gouvernement syrien. La Russie n'a pas varié dans ses positions.

Un article de l'AFP du 29 mai 2012

Les entreprises suppriment des postes, mais licencient moins

L'annonce de plans sociaux fait régulièrement la Une des journaux mais les entreprises qui compressent leurs effectifs ont de moins en moins recours à des licenciements économiques.

Le nombre de plans sociaux (PSE, plan de sauvegarde de l'emploi) *"est moins pertinent qu'avant"*, leur niveau étant *"au plus bas depuis 10 ans, alors que la conjoncture est assez dégradée"*, note Pierre Ferracci, président d'Alpha, cabinet d'expertise et de conseil en relations sociales.

"Cela veut bien dire que d'autres méthodes sont utilisées", souligne l'expert.

En janvier 1996, il y a ainsi eu 47.000 licenciements économiques contre seulement 11.600 en mars 2012.

Un plan de sauvegarde de l'emploi est obligatoire dès lors que plus de 10 licenciements économiques sont notifiés sur une période 30 jours.

Et l'employeur doit tout faire, notamment proposer des reclassements internes, pour éviter un licenciement de ce type.

La procédure de consultation des personnels prend du temps et peut encore parfois être allongée par des recours juridiques.

D'où des stratégies alternatives aux licenciements.

Selon Jean-Emmanuel Ray, spécialiste en droit du travail, *"les entreprises se sont adaptées à la nouvelle donne judiciaire"* et ont adopté une doctrine *"TSPSE, Tout sauf PSE"*.

Yasmine Tarasewicz, avocate chez Proskauer, estime que 80% des entreprises qui procèdent à des réductions d'effectifs engagent des plans de départs volontaires, moins traumatisants pour les salariés, même s'ils peuvent être inclus dans un PSE.

Avec les départs non remplacés, ce mode de suppressions de postes a la faveur des grands groupes, comme dans l'automobile, les banques, la distribution ou l'industrie pharmaceutique.

Même Air France qui a subi plusieurs plans de restructurations depuis 20 ans l'a toujours fait par des départs volontaires et le sureffectif actuel de la compagnie - en cours de chiffrage - devrait encore être résorbé par ce biais.

Parfois, lorsque qu'un plan de départs volontaires est proposé, les salariés *"se carapotent"*, avides de partir, avance Jean-Emmanuel Ray, en raison de conditions alléchantes.

La Société générale, où 880 postes doivent être supprimés dans la banque d'investissement, ne semble avoir aucun mal à trouver des volontaires. Hewlett-Packard avait aussi en 2009 eu trop de candidats au départ.

Outre les départs volontaires, les entreprises peuvent aussi depuis une loi de 2008 rompre le contrat de travail à l'amiable avec des salariés via des ruptures conventionnelles.

En progression constante, elles sont surtout utilisées par les entreprises de moins de 50 salariés et ont concerné près de 290.000 personnes en 2011.

Selon le ministère du Travail (Dares), les ruptures conventionnelles représentent désormais 12% des sorties d'emploi en contrat à durée indéterminée, contre 6% pour les licenciements économiques. Le reste comprend les licenciements non économiques (19%) et les démissions (63%).

S'il a introduit une réelle souplesse lorsqu'une entreprise et un salarié veulent mettre fin à leur collaboration, le dispositif est parfois dévoyé, la rupture résultant d'une pression de l'employeur.

Dans seulement 11% des cas le salarié est accompagné par un délégué du personnel, relève Pierre Ferracci, qui estime qu'au moins 50% des ruptures conventionnelles ont un motif économique.

"Dans plus de 60% des cas, après une rupture conventionnelle, il y a une inscription à Pôle emploi, donc ça veut dire que ce sont des ruptures subies", ajoute-t-il.

Dès 2009, le ministère du travail avait demandé à l'inspection du travail de veiller à ce que les ruptures conventionnelles ne servent pas à *"contourner les garanties en matière de licenciement économiques"*.

Commentaire.

On nous présente les négociations entre les dirigeants syndicaux et le gouvernement ainsi que le patronat comme une avancée sociale, un passage recommandé, obligé, alors qu'en réalité elles sont du même tonneau que le dialogue social qui a la vertu de légitimer la politique antisocial du gouvernement.

On nous dit encore que c'est pour éviter le pire, que ce serait mieux que rien, alors qu'en réalité quelque temps plus tard on se rend compte que le pire s'est produit quand même, la faute à pas de chance sans doute, au hasard.

La conception de la lutte de classe des opportunistes, des ramasses miettes, des lâches, consiste à éviter des sacrifices aux travailleurs (ou à eux plutôt !), à faire en sorte qu'ils supportent le mieux possible l'existence du capitalisme, bref, il serait possible de vaincre sans consentir des sacrifices. Comme les guerres *"propres"* qui ne devraient faire aucune victime parmi les militaires. Ainsi ils désarment politiquement les travailleurs, qui ensuite se font matraquer sans pouvoir réagir évidemment. Le comble, c'est qu'ils s'en étonnent par la suite !

Si vous pensez que nous avons une chance de nous en sortir en continuant dans cette voie-là, vous vous faites de graves illusions.

Document

Articles de presse de juin 2012

Table des matières

France

Politique

- Ventes d'armes et corruption, mode d'emploi. (13.06)
- Jean-Marc Ayrault prépare l'opinion aux "efforts" à venir. (15.06)
- Crise de la zone euro: «Hollande a tort», clame le «Wall Street Journal». (26.06)

Social

- Les ménages pauvres accèdent à la propriété au prix d'un fort endettement. (01.06)
- Les millionnaires français ont résisté à la crise. (01.06)
- Expulsables, en galère de logement, ils interpellent le nouveau gouvernement. (10.06)
- L'emploi dans la fonction publique recule nettement en 2011. (13.06)
- 11% des Français souffrent de la solitude. (26.06)

Economie

- Le marché du luxe reste un roc dans la tempête, mais confronté à des défis. (06.06)
- Dix chiffres à connaître sur les salaires en France. (27.06)
- Les entreprises du CAC 40 ne valent plus que leurs fonds propres. (27.06)

International

Politique

- Etats-Unis: les secrets des cyber-attaques d'Obama contre l'Iran (06.06)
- L'Asie veut jouer un plus grand rôle en Afghanistan, dit Pékin. (08.06)
- Le régime islamo-conservateur turc se radicalise . (10.06)
- L'OTAN prépare une vaste opération d'intoxication. (14.06)
- Washington a tissé un réseau de bases aériennes secrètes en Afrique. (15.06)
- Coup d'Etat militaire en Egypte (titre du site). (15.06)
- Le parlement allemand va se prononcer sur le pacte budgétaire le 29 juin. (15.06)
- Espagne: Rajoy promet plus de réformes après l'appel du FMI. (17.06)
- Google dénonce une hausse alarmante de la censure politique sur le web. (19.06)
- Ce qu'il faut retenir du G20 de Los Cabos. (20.06)
- Rio+20 s'achève sur une série de promesses et sous les critiques. (23.06)
- L'Union européenne progresse vers le fédéralisme à petits pas et sans le dire. (23.06)
- Italie: le parlement adopte la réforme du travail, juste avant le sommet UE. (28.06)
- Allemagne: le Parlement dit oui au pacte budgétaire et au mécanisme de sauvetage. (30.06)

Social

- La Grèce confrontée à une pénurie de médicaments. (09.06)
- En Europe, les "boîtes à bébés" se multiplient. (12.06)
- Près d'un Américain sur sept ne dispose pas de couverture maladie. (20.06)
- Espagne: un conflit minier s'enlise dans le nord, la grève tourne à l'émeute. (20.06)
- Etats-Unis: une ville de 300.000 habitants en cessation de paiement. (28.06)

Economie

- La Grèce pourrait vivre avec deux monnaies, selon Edrim. (06.06)
- Colombie: le trafic de drogues profite aux banques occidentales. (09.06)
- Le Parlement européen ouvre la voie aux euro-obligations. (14.06)
- Jusqu'à quand l'Europe tolérera-t-elle la quasi guerre économique que lui mène l'Allemagne ? (18.06)
- Mécanisme européen: un imbroglio juridique retarde la ratification allemande. (22.06)
- L'Allemagne a non seulement bénéficié de la crise mais en a été aussi largement à l'origine. (26.06)
- Quatre usines automobiles sur dix en surcapacité en Europe. (27.06)

Un article de l'AFP du 31 mai 2012

Les ménages pauvres accèdent à la propriété au prix d'un fort endettement. (01.06)

Malgré la crise, les ménages pauvres et modestes sont nombreux à devenir propriétaires, au prix, notamment, d'un fort endettement, indique jeudi une étude de l'Observatoire national de la pauvreté et l'exclusion sociale (ONPS).

Selon cette étude de Michel Mouillart, professeur d'économie à l'université Paris-Ouest, après avoir nettement diminué entre 2000 et 2004, le nombre d'accédants pauvres et modestes à la propriété s'est redressé en 2005 avec l'ouverture du prêt à taux zéro à l'habitat ancien sans travaux.

En 2008, ils représentaient environ 20% du total des personnes accédant à la propriété et ce taux est resté identique en 2010, souligne l'étude.

Ce phénomène, "*a priori contre-intuitif*", s'explique par un endettement proportionnellement plus élevé que celui des ménages les plus aisés, poursuit l'étude.

En 2010, le taux d'apport personnel était de 19% pour les ménages pauvres et modestes, contre 23% pour les autres. Et sur la période 2000-2010, l'apport personnel des accédants pauvres était d'environ 29.300 euros en moyenne, contre 53.900 euros pour les ménages moyens et aisés.

Pour accéder à la propriété, les ménages pauvres et modestes supportent donc des taux d'effort (le rapport entre la dépense en logement d'un ménage et son revenu) très élevés: 37% en moyenne en 2010 (41,4% pour les ménages pauvres) contre 31% pour les autres catégories.

Le coût relatif des opérations réalisées reste aussi plus élevé pour les ménages pauvres et modestes: en 2010, il représentait 6,9 années de revenus des ménages modestes (7,9 années pour les ménages pauvres), contre 5,2 années pour les ménages moyens et aisés.

En outre, le choix du lieu où ces ménages peuvent acheter dépend fortement de leurs contraintes budgétaires, souligne l'étude. Ainsi, en 2010, seuls 0,2% des ménages pauvres ou modestes ont acheté à Paris, contre 3,6% des ménages moyens et aisés.

A l'inverse, ces derniers accèdent plus fréquemment à la propriété dans des communes de moins de 20.000 habitants et dans des communes rurales, souligne l'étude.

Un article du figaro.fr du 31 mai 2012

Les millionnaires français ont résisté à la crise. (01.06)

La richesse mondiale a été rattrapée par la crise l'an dernier. Le patrimoine financier (hors immobilier) des ménages à travers le monde a augmenté de «seulement» 1,9% en 2011, selon le rapport annuel du Boston Consulting Group (BCG) publié jeudi. Une progression très éloignée de celle enregistrée au cours des deux années précédentes (+9,6% en 2009 et +6,8% en 2010). Du coup, le club des millionnaires en dollars est resté quasiment stable par rapport à 2010 (+0,9%): à la fin de l'année, le monde comptait 12,6 millions de foyers détenant plus de 1 million de dollars (soit près de 804.000 euros) d'actifs financiers, dont 200.000 en France. Au final, la richesse mondiale a en tout atteint 122.800 milliards de dollars!

«Le ralentissement économique constaté dans de nombreux pays et la chute des marchés financiers ont pesé sur la richesse mondiale», explique Éric Brat, directeur associé senior au Boston Consulting Group. Mais ces turbulences n'ont pas affecté de la même façon toutes les régions de la planète. Loin s'en faut. Elles ont surtout pesé sur les patrimoines financiers des ménages de «l'ancien monde» (les pays les plus industrialisés) qui ont légèrement fondu, alors que, dans le même temps, les ménages des pays émergents ont continué à fortement s'enrichir.

Patrimoine moyen de 174.00 dollars en France

En Amérique du Nord (États-Unis et Canada), qui reste la région la plus riche de la planète, la fortune des ménages, fortement investie en actions, a diminué de 0,9% en 2011 (à 38.000 milliards de dollars). Les plus riches, à la tête de plus 100 millions de dollars, ont été encore plus durement pénalisés par la tempête boursière: leur patrimoine a ainsi diminué de 2,4%. Résultat, une fois n'est pas coutume, le nombre de millionnaires américains a fortement diminué l'an dernier (129.000 millionnaires en moins aux États-Unis). Mais avec près d'un tiers de la fortune mondiale, les États-Unis comptent toujours le plus de millionnaires au monde (5,1 millions).

Vient ensuite le Japon (1,58 million), frappé de plein fouet en 2011 par un tsunami et la catastrophe nucléaire de Fukushima. Dans ce contexte difficile, la richesse des Japonais a diminué de 2% (17.800 milliards de dollars) et le nombre de millionnaires a fondu (53.000 personnes en moins). Le Vieux Continent, deuxième région la plus riche du monde (avec un patrimoine financier de 33.500 milliards de dollars), a, lui, fait les frais de la crise des dettes souveraines. Le patrimoine des foyers européens a baissé de 0,4% en moyenne.

En revanche, la prudence des épargnants français, qui préfèrent l'assurance-vie en euros et les livrets aux investissements en actions, a été récompensée. Leur patrimoine financier a progressé de 1,5% l'an dernier! Une prouesse en Europe. «En France, le patrimoine financier moyen des ménages atteignait fin 2011 174.000 dollars. Il est en hausse de 1%», précise Éric Brat. Du coup, le nombre de millionnaires en dollars est resté stable. Tout comme le nombre de foyers détenant plus de 100 millions de dollars (470).

En Chine, les millionnaires prospèrent

Dans les pays émergents, la chute des Bourses a été largement compensée par le boom de la croissance économique. «Au Brésil, en Russie, en Inde et en Chine, qui ont enregistré une croissance de 15,5% en moyenne, la fortune des ménages a gonflé de 18,5%», précise le rapport du BCG.

La région Asie-Pacifique (23.700 milliards de dollars), troisième région la plus riche du monde, s'est une fois de plus singularisée. La part des ménages détenant plus de 1 million de dollars a bondi de 48%. En Chine, le nombre de millionnaires est passé en un an de 1,24 million à 1,43 million! En Inde aussi, la population s'est enrichie rapidement (162.000 millionnaires, soit une hausse de 25% en un an). Mais, c'est Singapour qui détient la palme mondiale de la plus forte concentration de riches: plus de 17% des foyers ont un patrimoine financier supérieur à 1 million de dollars! Elle est suivie par le Qatar (14,3%, le Koweït 11,8% et la Suisse 9,5%).

Les plus riches de la planète (plus de 100 millions de dollars d'actifs financiers) ont, eux, continué à prospérer l'an dernier. Leur richesse a progressé de 3,6%. Ils détenaient 7100 milliards de dollars, soit 5,8%

du patrimoine financier mondial. «*Les tendances constatées l'an dernier devraient perdurer. Le cru 2012 s'annonce modéré*», conclut Éric Brat.

Complément de l'AFP : La fortune des plus riches va encore augmenter dans les prochaines années

Comparé au nombre d'habitants, Singapour, le Qatar et le Koweït affichent le nombre le plus important de millionnaires. La Suisse, Singapour et l'Autriche hébergent quant à eux le plus grand nombre de fortunes supérieures à 100 millions de dollars, comparé à la population.

Cette tendance n'est pas près de s'arrêter, puisque les avoirs des plus riches doivent croître annuellement de 4% à 5% sur les cinq prochaines années pour atteindre 150.000 milliards de dollars d'ici à la fin 2016.

L'accroissement de la richesse continue de soutenir la demande en centres financiers "offshore" (argent placé hors du pays de résidence), malgré la pression internationale pour mettre un terme à cette pratique.

Malgré les pressions internationales, la fortune offshore a augmenté de 2,7% à 7.800 milliards de dollars. "Cette hausse a été provoquée en partie par des investisseurs de pays politiquement instables en quête de lieux sûrs", ont souligné les spécialistes du Boston Consulting Group.

La Suisse, malgré les attaques de la communauté internationale, demeure le premier centre offshore au niveau mondial, avec 2.100 milliards de dollars d'avoirs étrangers domiciliés dans les banques helvétiques, un montant stable par rapport à l'année dernière.

Profitant de la pression sur les centres offshore traditionnels, Hong Kong et Singapour ont enregistré une hausse des avoirs étrangers qui ont atteint l'année dernière 1.000 milliards de dollars.

Grâce à leur proximité avec les Etats-Unis, les centres offshore des Caraïbes et de Panama ont attiré pour 1.000 milliards de dollars d'avoirs, principalement en provenance de l'Amérique du Nord, tandis que le Royaume-Uni, pourtant en guerre contre l'évasion fiscale, a vu ses avoirs progresser à 900 milliards, surtout en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique.

Selon le Boston Consulting Group, la Suisse va encore demeurer pendant plusieurs années la plus importante place financière offshore au monde, profitant des afflux en provenance des pays émergents. Mais Hong Kong et Singapour pourraient bien dépasser la Confédération d'ici 15 à 20 ans.

Commentaire.

Euphémisme. Il faut entendre paradis fiscal par place financière offshore.

Un article de lexpress.fr du 5 juin 2012

Etats-Unis: les secrets des cyber-attaques d'Obama contre l'Iran (06.06)

Un livre révèle l'ampleur des attaques informatiques de Washington contre le programme nucléaire de Téhéran, sujet qui relève en principe du secret d'Etat. Un scoop qui tombe à pic pour la Maison-Blanche.

A quelques mois d'une élection présidentielle à l'issue incertaine, l'administration Obama n'hésite pas à communiquer, semble-t-il, sur des sujets qui relèvent en principe du secret d'Etat. La Maison-Blanche ne le fait pas ouvertement, bien sûr, mais la publication du livre-enquête de David E. Sanger, le 5 juin, ne saurait être l'effet du hasard (1). Fruit de dix-huit mois d'entretiens avec des officiels et des experts, le journaliste du *New York Times* y décrit, avec un luxe de détails surprenant, le programme américain de cyber-attaques contre l'Iran.

Le livre-enquête de David E. Sanger confirme le partenariat entre Washington et les services de renseignement militaires israéliens.

Manifestement bien informé, Sanger confirme le partenariat entre Washington et les services de renseignement militaires israéliens, dont l'unité 8 200 est spécialisée dans le cyberespace. Né de leur coopération, le ver informatique Stuxnet a provoqué, en 2010, l'autodestruction d'un cinquième des centrifugeuses iraniennes, destinées à enrichir l'uranium. Au fil des pages, le journaliste dévoile la genèse de cette arme redoutable au sein d'un programme d'attaques informatiques, "*Olympic Games*" (Jeux olympiques), initié en 2006 par George W. Bush et intensifié ensuite par Barack Obama. Entre autres révélations, Sanger explique comment Stuxnet a été introduit dans l'installation nucléaire de Natanz grâce à une simple clef USB, confiée à un Iranien imprudent: "*Il y a toujours un idiot qui oublie de se méfier du gadget électronique qu'il a dans la main*", indique un officiel américain.

"Les Israéliens sont allés trop loin"

Pas de chance: à l'été 2010, le virus se répand dans l'ordinateur d'un ingénieur de Natanz, puis sur Internet, où il se réplique. Ainsi exposé, le code est disséqué par les experts informatiques du monde entier, qui lui trouvent une parade. Qui est à l'origine de cet accident de parcours ? "*Ça ne peut être que les Israéliens, aurait dit Joe Biden, le vice-président, en apprenant la nouvelle. Ils sont allés trop loin.*" Depuis lors, d'autres virus ont été mis au point, semble-t-il, et les offensives ont repris de plus belle.

Inédit dans l'histoire des Etats-Unis, le programme de cyberattaques inquiéterait Barack Obama: le président craint que des hackers, des terroristes ou d'autres Etats tirent parti de son existence pour justifier des actions semblables menées contre les systèmes informatiques aux Etats-Unis. Ses préoccupations n'ont pas empêché la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, de reconnaître pour la première fois, le 23 mai, que ses services altèrent le contenu des sites Web gérés par des proches d'Al-Qaeda. A l'avenir, selon Sanger, l'administration envisage d'utiliser ces techniques contre la Corée du Nord, voire la Chine.

Les journalistes normalement constitués se réjouiront d'une telle avalanche de révélations, dont ils feront leur miel. Reste à comprendre pourquoi, à Washington, les plus hauts représentants de l'Etat semblent avoir approuvé le principe de "*fuites*". Qu'elles soient dans l'intérêt des Etats-Unis paraît douteux. En revanche, elles servent l'image de Barack Obama, candidat à sa propre succession. C'était sans doute une condition nécessaire à la diffusion de ces informations. Etait-elle suffisante?

(1) Confront and Conceal. Obama's Secret Wars and Surprising Use of American Power (Confronter et cacher. Les guerres secrètes d'Obama et l'utilisation surprenante de la puissance américaine, non traduit en français, édité par Crown Publishing Group).

Commentaire.

Ah ben alors, c'était vrai, ce n'était pas un fantasme issu du cerveau déjanté des propagateurs de la théorie du complot !

Un article de Reuters du 5 juin 2012

La Grèce pourrait vivre avec deux monnaies, selon Edrim. (06.06)

La résolution de la crise grecque au lendemain du scrutin législatif du 17 juin devrait passer par un rejet du plan de sauvetage de la Troïka (Fonds monétaire international, Union européenne et Banque centrale européenne) et une situation de quasi-faillite pour Athènes, a estimé mardi le responsable de la gestion taux et crédit chez Edmond de Rothschild Investment Managers (Edrim).

Pour payer ses fournisseurs, la Grèce pourrait, à l'instar de la Californie tombée en faillite en 2009, avoir recours à un autre type de dette, des "I.O.U.", qui fonctionnerait comme une *"monnaie parallèle"* à l'euro, a expliqué Etienne Gorgeon lors d'un point de presse.

Ces I.O.U. émis en loi locale pourraient subir une restructuration et une dévaluation en cas de sortie ultérieure de l'euro.

La Grèce aurait alors une dette externe financée par l'Europe elle-même, via le compte sous séquestre déjà mis en place par ses bailleurs de fonds, et une dette domestique par émission d'I.O.U.

"Ce serait une solution raisonnable. Une sortie brutale de l'euro serait une catastrophe pour un pays qui a connu quatre années de récession", a-t-il dit.

"La Troïka comme les partis politiques grecs savent que le plan de sauvetage n'est pas applicable", a-t-il ajouté.

Outre la sortie brutale, Etienne Gorgeon écarte un scénario selon lequel, après les élections, un gouvernement grec viable serait formé et mettrait en oeuvre les mesures drastiques exigées par la Troïka pour verser les aides.

"Ce scénario semble peu réaliste compte tenu du contexte et de la faible légitimité dont devrait bénéficier ce futur gouvernement", a-t-il dit.

Dans le scénario qu'il retient (faillite préparée) et qui pourrait aboutir à une sortie de l'euro, il a dit ignorer les conséquences que cela pourrait avoir pour le reste de la zone euro.

Reste la question de la contagion, notamment à l'Espagne, qui souffre des conséquences de la crise immobilière sur ses banques.

Les besoins de recapitalisation sont évalués entre 50 et 70 milliards d'euros, ce qui pèserait sur la ratio dette/PIB de l'Espagne.

"La BCE a ainsi cherché ces derniers jours à contenir le risque bancaire espagnol dans un contexte où l'Espagne enregistre en 2012 100 milliards d'euros de sorties nettes de capitaux", a poursuivi Etienne Gorgeon.

COMPTE À REBOURS

Comme d'autres analystes, il relève que la BCE est à la manoeuvre et sert de garde-fou à une crise bancaire.

Mais, la même BCE pousse les gouvernements de la zone vers une intégration plus profonde. Elle préconise une union bancaire, qui, à l'instar de la FDIC américaine, garantirait les dépôts à l'échelle de la zone euro, et une forme d'union budgétaire.

"Une union monétaire n'est viable qu'avec une union politique", a souligné le gérant en ajoutant que, compte-tenu des calendriers électoraux, les dirigeants européens ont désormais quatre ou cinq ans pour trouver une solution viable.

"Le compte à rebours a commencé", a-t-il dit.

Dans un contexte, marqué en outre par une croissance très faible aux Etats-Unis et une récession en zone euro alimentée par le lent processus de désendettement des Etats, les actifs obligataires ont un avantage sur les autres.

Edrim prévoit en 2012 une récession de 0,5% en zone euro, la même chose en France, -2% en Espagne, -1,5% en Italie et une croissance zéro en Allemagne.

"Notre thématique c'est la japonisation des rendements", a indiqué Etienne Gorgeon qui note que le rendement du Bund allemand à 10 ans tombé à 1,2% se rapproche de celui du Japon (0,86%), un pays en déflation depuis les années 1990.

Les taux réels allemands sont négatifs et pour une partie de la courbe, les taux réels français aussi.

"La BCE veut des taux réels négatifs. Elle va maintenir ses taux directeurs très bas pendant une longue période", a-t-il dit et table sur une baisse de 25 points de base, à 0,75%, du principal taux, le refi, et si, nécessaire, de nouvelles mesures d'assouplissement non conventionnelles de la politique monétaire.

Sur la dette souveraine, il est neutre sur les Bunds allemands compte tenu de la volatilité du marché, reste à surpondérer sur la France, sous-pondérer sur l'Espagne.

"Nous rentrons dans une zone d'opportunité en Italie où on a plus de visibilité", a-t-il dit en rappelant les atouts de l'économie italienne, la troisième de la zone euro.

"Si l'Italie n'est pas viable à l'intérieur de la zone euro alors la zone euro elle-même n'est pas viable".

Edrim surpondère surtout les obligations d'entreprises et parmi elles donnent une préférence aux bonnes signatures de la catégorie spéculative plutôt qu'aux signatures de la catégorie investissement dont les rendements sont trop bas et avoisinent ceux des souverains.

Un article de l'AFP du 5 juin 2012

Le marché du luxe reste un roc dans la tempête, mais confronté à des défis. (06.06)

Le marché mondial du luxe continue de croître vite et pèsera bientôt au sens large 1.200 milliards d'euros, une chance pour l'Europe qui l'approvisionne largement, même si les fleurons du secteur vont devoir s'adapter à certains changements.

Louis Vuitton, Hermès, Gucci, Prada, Burberry... Tirés par les clientèles émergentes comme les Chinois et les Brésiliens, les grands noms du luxe ont affiché depuis deux ans des croissances à deux chiffres, loin de la morosité d'autres secteurs de l'économie mondiale.

Les griffes européennes, qui exportent l'essentiel de leur production, représentent 70% du marché du luxe, qui selon plusieurs études publiées ces jours-ci restera un très bon filon ces prochaines années.

Et ce, même si la vigueur du marché en 2012-2014 sera moindre que les croissances supérieures à 10% en 2010-2011.

Selon une étude du Boston Consulting Group (BCG) parue mardi, le marché des biens personnels de luxe (vêtements, accessoires, bijoux...) progressera d'ici 2014 de 3 à 7%. Le cabinet Bain&Company prédit lui 6-7% de mieux en 2012.

Quant aux services de luxe (voyages, restaurants, spas...), ils vont gagner 12% d'ici 2014, selon BCG.

Voitures incluses, le marché mondial du luxe pèse déjà selon BCG 1.400 milliards de dollars (1.130 milliards d'euros) et devrait avoisiner les 1.500 milliards de dollars d'ici 2014 (1.200 milliards d'euros).

Les clients émergents

Malgré sa bonne santé, il est aussi confronté à de nouveaux défis.

D'abord, si l'essentiel des ventes du secteur ont encore lieu sur les marchés matures (Europe, Etats-Unis, Japon), la clientèle change. Elle est de plus en plus issue des pays émergents et achète toujours plus lors de voyages, modifiant d'autant les habitudes de consommation.

"Ce qui surprend, c'est la puissance des consommateurs émergents à travers leurs voyages. Ce sont eux qui génèrent les ventes partout dans le monde. Il y a deux Chines, celle de l'intérieur et la Chine des Chinois qui voyagent. La deuxième consomme autant que la première, voire plus", relève Olivier Abtan, directeur associé au BCG à Paris.

Par ailleurs, plutôt que l'achat de produits, les consommateurs recherchent de plus en plus l'expérience du luxe (un voyage extraordinaire, un restaurant étoilé, un hôtel ou un spa exclusif, un événement hors norme...), *"même dans la Chine obsédée par les marques"*. La crise a favorisé ce phénomène, selon BCG.

L'un des enjeux réside aujourd'hui sur le marché des services de luxe, qui croît 50% plus vite que celui des biens personnels (sacs Vuitton, robes Chanel et autres montres Chaumet...) et dont les ventes atteignent aujourd'hui 770 milliards de dollars, selon BCG.

Certains grands acteurs dans le secteur des produits de luxe ont amorcé leur virage pour en profiter. Exemple: LVMH, qui possède une soixantaine de marques d'habillement, accessoires, bijoux, montres, vins... s'est ainsi lancé dans l'hôtellerie de luxe sous la marque Cheval Blanc.

Pour Olivier Abtan, les géants du luxe doivent aussi relever la barre en matière de qualité, *"c'est une nécessité"* pour justifier des prix élevés. Mais aussi *"pour que le label luxe reste exclusif"*, estime le PDG de Dior Couture, Sidney Toledano.

"Pour ajouter de la valeur", il faut aussi "augmenter l'expérience d'achat autour du produit", raconter l'histoire de Coco Chanel à une cliente chinoise venue acheter dans une boutique à Paris, juge M. Abtan.

Seule certitude, le secteur européen du luxe, qui génère 3% du PIB et représente 1,5 million d'emplois directs et indirects en Europe, ne peut pas s'endormir sur ses lauriers. Car d'ici peu, des champions mondiaux seront issus des pays émergents, pronostiquent BCG et le cabinet Precepta, qui y voit une menace latente pour les fleurons européens.

Un article de Reuters du 6 juin 2012

L'Asie veut jouer un plus grand rôle en Afghanistan, dit Pékin. (08.06)

Les pays de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), réunis au sommet à Pékin en présence de Vladimir Poutine, veulent jouer un rôle accru en Afghanistan, déclare le président chinois, Hu Jintao, dans une interview parue mercredi.

L'avenir de l'Afghanistan, dont la majeure partie des forces étrangères comptent se retirer d'ici la fin 2014, doit être le sujet principal au menu de ce sommet de 48 heures, les pays de l'OCS craignant que l'instabilité ne gagne l'Asie centrale à mesure que le retrait des troupes occidentales interviendra.

"Nous continuerons de gérer nous-mêmes les affaires régionales, en nous préservant des chocs liés aux turbulences extérieures à la région, et nous jouerons un rôle accru dans la reconstruction pacifique de l'Afghanistan", déclare Hu dans l'interview au *"Quotidien du peuple"*, organe central du Parti communiste chinois (PCC).

"Nous renforcerons la communication, la coordination et la coopération, en nous occupant des problèmes internationaux et régionaux", a-t-il ajouté.

L'OCS, fondée en 2001, regroupe la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. L'Iran, l'Inde, le Pakistan et d'autres pays assistent aux sommets de l'organisation, mais pas en qualité de membres à part entière. Tous sont concernés de près ou de loin par l'avenir de l'Afghanistan.

Le président afghan, Hamid Karzaï, est présent au sommet de Pékin en qualité d'invité et son pays doit se voir accorder le statut d'observateur, ce qui signifie qu'il pourra participer aux réunions mais ne pourra pas prendre part aux votes.

Dimanche, des responsables afghans ont indiqué à Reuters que Pékin et Kaboul rendraient public prochainement un projet de rapprochement, signe de la volonté de la Chine de jouer un rôle en Afghanistan allant au-delà d'un partenariat économique.

Hamid Karzaï a déclaré à Pékin que les gouvernements chinois et afghan préparaient la signature d'un accord préliminaire d'ici vendredi, relatif à la *"création d'un partenariat stratégique"*.

DOCUMENT SUR LA SÉCURITÉ RÉGIONALE

Karzaï a déclaré devant des étudiants chinois que la Chine, qui a une petite frontière commune avec l'Afghanistan, pourrait *"jouer un rôle très important pour favoriser la coopération entre Kaboul et le Pakistan en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme"*.

Le Pakistan, proche allié de la Chine qui entretient des relations difficiles avec Kaboul, joue un rôle crucial pour la stabilité de l'Afghanistan.

La Chine va accroître sa coopération avec l'Afghanistan dans les domaines du développement des ressources, des infrastructures, de l'énergie et de la formation, dit Pékin.

"Les événements d'Afghanistan nous préoccupent grandement, eu égard à la sécurité et à la stabilité de l'Asie centrale", a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Liu Weimin, lors de son point de presse régulier.

La Chine devrait néanmoins conserver une attitude prudente vis-à-vis de l'Afghanistan. Elle n'accroîtra sa présence que lentement, afin d'éviter de se laisser entraîner dans les problèmes militaires afghans, estiment des experts chinois.

"Je ne pense pas que le retrait américain signifiera aussi un retrait de la Chine", dit pour sa part Zhang Li, professeur au département d'Asie du Sud à l'université du Sichuan. "Mais notamment en ce qui concerne les questions militaires en Afghanistan, la Chine restera discrète et prudente".

La Chine a investi dans plusieurs secteurs en Afghanistan, comme dans les mines, et ses entreprises chercheront à investir davantage si les conditions de sécurité le permettent, ajoute Zhang.

Hu Jintao ne précise pas dans l'interview de quelle manière l'OCS pourrait accroître son rôle en Afghanistan. Le sommet rendra probablement public un document sur la sécurité régionale, *"avec en toile de fond le printemps arabe et les incertitudes touchant à l'Afghanistan après 2014"*, déclare Zhao Huasheng, directeur du Centre d'études russes et centre-asiatiques à l'université Fudan de Shanghai.

Un article de Slates.fr du 8 juin 2012

Colombie: le trafic de drogues profite aux banques occidentales. (09.06)

A qui profite le trafic de drogues en Colombie? Contre toute attente, et selon une étude de 2011 de l'université des Andes à Bogota, reprise par le *Guardian* le 2 juin 2012, lors de la publication de la version anglaise, le négoce de la cocaïne colombienne enrichit principalement les banques des Etats-Unis et d'Europe. Le journal britannique indique que c'est «*la recherche la plus détaillée jamais réalisée sur l'économie de la drogue*».

Seulement 2,6% des profits restent en Colombie

D'après les économistes Daniel Mejía et Alejandro Gaviria, seulement 2,6% de tout l'argent généré par la production et le trafic de cocaïne reste en Colombie. Alors que 97,4% des profits de la drogue sont partagés entre les narcotrafiquants et les banques européennes et états-uniennes.

L'étude *Políticas antidroga en Colombia: éxitos, fracasos y extravíos* (Ediciones Uniandes, 2011) (Politiques antidrogue en Colombie: Succès, échecs et les mauvais virages), se fonde notamment sur l'année 2008, où les économistes ont découvert que sur 300 milliards de dollars provenant de la production de cocaïne, seulement 7,8 milliards sont restés en Colombie.

«*Si des pays comme la Colombie pouvaient bénéficier économiquement du commerce de la drogue, il y aurait un certain sens dans tout cela, déclare Alejandro Gaviria. Au lieu de cela, nous payons le prix fort pour le profit de quelqu'un d'autre.*»

L'hypocrisie des pays occidentaux

Selon les chercheurs, cette situation serait due à l'hypocrisie des pays «*consommateurs*» (Etats-Unis, Royaume-Uni et l'Espagne) qui sont plus déterminés à obtenir des résultats dans la lutte contre la drogue que de s'attaquer au blanchiment d'argent. «*Ils se limitent à chasser les petits poissons, ou les maillons faibles de la chaîne, mais ils ne s'en prennent jamais aux systèmes financiers*», affirme Daniel Mejía au *Guardian*.

«*Cela serait aussi la conséquence du fonctionnement du système bancaire colombien. En Colombie, pour déposer 2.000 dollars, il faut une énorme quantité de paperasse, alors que dans les banques américaines, il y a la loi sur la confidentialité*», indiquent les économistes.

«*Nous savons que les autorités américaines ou britanniques en savent beaucoup plus qu'elles ne disent*», explique Gaviria. «*Mais c'est un sujet tabou de poursuivre les grandes banques*», souligne Mejía.

Les mécanismes du blanchiment d'argent provenant de la drogue avaient déjà été mis en évidence par *The Observer* le 3 avril 2011. Notamment après une enquête montrant comment la banque américaine Wachovia (maintenant Wells Fargo) a permis de blanchir 376 millions de dollars provenant de la drogue mexicaine. Mais selon le *Guardian*, personne n'est allé en prison, et la banque ne risque plus rien aujourd'hui.

Un article du figaro.fr du 8 juin 2012

La Grèce confrontée à une pénurie de médicaments. (09.06)

Conséquence de la crise financière, quelque 170 pharmacies ont dû baisser le rideau.

Depuis le comptoir de sa pharmacie du centre d'Athènes, Ypakoï Ptinosi désespère de voir un client. Dans les larges tiroirs blancs, elle étale les boîtes de médicaments pour combler les rangées vides pendant que sa collègue disperse les produits parapharmaceutiques dans le reste de la boutique. Comme les jours précédents, cette jeune pharmacienne craint de ne voir que deux ou trois touristes venir acheter un tube de crème solaire, mais aucun habitué des lieux.

Depuis janvier, les pharmaciens refusent de délivrer les médicaments sur ordonnance s'ils ne sont pas payés comptant. La Sécurité sociale nationale, qui couvre neuf millions de Grecs, soit 90 % de la population, prend intégralement en charge la plupart des médicaments. Or sa dette envers les pharmacies bat des records depuis le début de la crise et dépasse les 350 millions d'euros. La plaie touche tant les distributeurs que les consommateurs. *«C'est horrible de devoir refuser des médicaments à un client qui me connaît depuis l'époque où j'étais encore en stage»* lance Ypakoï. *«Avec l'austérité, les retraités n'ont plus les moyens de payer leurs antidouleur. Et nous n'arrivons plus à nous approvisionner. Je crains qu'il faille bientôt mettre la clé sous la porte»*, s'inquiète-t-elle.

Plus de 170 pharmacies ont déjà fermé à Athènes et Thessalonique. *«D'un côté, les pharmacies attendent d'être remboursées par l'État. Mais les retards de paiements peuvent dépasser les 14 mois. Avec le taux de chômage frôlant les 22 % et les cotisations sociales amoindries, il faudra encore plus attendre. Or ils ne peuvent continuer à accorder des crédits, explique Takis Bratsos, économiste. De l'autre, il y a la pénurie. La plupart des hôpitaux et pharmacies sont surendettés, et forcément les laboratoires pharmaceutiques ne s'intéressent plus à la Grèce. D'autant que le prix des médicaments est très bas.»*

Baisse des médicaments de 20 %

Depuis 2010, le gouvernement a baissé le prix des médicaments de 20 %. Immédiatement, les fournisseurs ont commencé à exporter leurs produits vers d'autres pays européens pour en obtenir un meilleur prix. Aujourd'hui, la pénurie de médicaments est donc réelle. Et les perspectives d'amélioration sont d'autant plus négatives que les créanciers publics du pays (Union européenne et FMI) imposent une réduction d'un milliard d'euros dans un budget de la santé déficitaire de plus de 4 milliards d'euros.

Pour Ypakoï Ptinosi, jamais l'urgence d'un retour à la stabilité politique n'a été aussi criante. Comme nombre de pharmaciens, elle s'inquiète du scrutin du 17 juin prochain. Le parti de gauche radicale Syriza est donné vainqueur et les pressions pour sortir de la zone euro se multiplient. *«Si nous revenons à la drachme, les fournisseurs nous abandonneront totalement et on comptera très vite le nombre de décès»*, affirme-t-elle, tandis que le gouvernement affirme mettre en place un dispositif visant à fournir les traitements des patients les plus fragiles.

Commentaire.

Un gouvernement ouvrier révolutionnaire exproprieraient les trusts pharmaceutiques et mettraient les médicaments à la disposition de la population qui en a besoin. Au cas où certains médicaments ne seraient pas disponibles dans le pays, le ministère de la Santé les achèterait en euro aux compagnies étrangères afin de pouvoir satisfaire les besoins des patients. L'accès aux soins serait gratuit jusqu'à un certain revenu, sauf pour les nantis évidemment. Ces derniers n'auraient le droit à aucune allocation, aucune indemnité, aucun avantage social. C'est cela le socialisme !

Un article de l'AFP du 5 juin 2012

Le régime islamo-conservateur turc se radicalise . (10.06)

Erdogan vient d'annoncer la construction sur une colline d'Istanbul d'une "mosquée géante, visible de tous les points" de la ville, faisant froncer les sourcils dans les ambassades occidentales.

L'Union européenne s'inquiète d'atteintes aux libertés en Turquie et, à mots couverts, des diplomates notent une radicalisation du régime islamo-conservateur du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan. *"Une série d'orientations récentes montre que la tendance conservatrice tient la corde, et n'a pas d'opposition"*, note Marc Pierini, ancien chef de la délégation de l'Union européenne à Ankara. Jeudi, à Istanbul, le commissaire responsable de l'élargissement de l'UE, Stefan Füle, a appelé la Turquie, candidate à l'adhésion, à poursuivre les réformes. Et, a-t-il ajouté, *"j'ai profité de cette réunion pour exprimer nos inquiétudes concernant les mises en détention croissantes de députés, d'universitaires et d'étudiants et à propos de la liberté de la presse et des journalistes"*.

Une centaine de journalistes sont en détention, selon les défenseurs des droits de l'homme, de même que des dizaines de militaires accusés de complot. Jean-Maurice Ripert, qui a succédé il y a cinq mois à Marc Pierini, a adressé une critique remarquée à Recep Tayyip Erdogan pour ses déclarations sur l'avortement. *"Certains hommes politiques ont fait des comparaisons qui ne sont pas appropriées"*, a-t-il reproché fin mai. *"Chaque avortement est un Uludere"*, avait lancé le dirigeant turc, allusion à la mort en décembre de 34 villageois d'Uludere (sud-est), bombardés par erreur par l'aviation turque qui les avait pris pour des rebelles kurdes.

Opposition impuissante

Le gouvernement veut faire voter un projet de loi réduisant la période de grossesse pendant laquelle l'avortement est autorisé de dix à six ou quatre semaines. Des milliers de femmes ont manifesté contre ce texte, dans un pays où l'avortement est autorisé depuis 1965. Les signes d'une évolution du régime s'accumulent, notent des diplomates européens. Ainsi la nouvelle loi sur l'école, applicable à la rentrée et que dénonce le camp laïque. Elle introduit des cours facultatifs sur le Coran dans les écoles publiques et dispose que les enfants pourront accéder dès la fin du primaire, et non plus au lycée, aux écoles religieuses, les Imam Hatip, qui forment principalement des prédicateurs.

Deux autres projets inquiètent les défenseurs des valeurs laïques de la République fondée par Atatürk. L'un est le lancement d'une chaîne de télévision religieuse par la télévision nationale TRT et la direction des Affaires religieuses (Dianet), l'autre est un projet du ministère de l'Équipement imposant des salles de prière dans les nouvelles crèches, les nouveaux théâtres ou opéras. *"La société civile existe, mais elle est peu audible. Les médias sont pour la plupart contrôlés directement ou indirectement par l'AKP (le parti au pouvoir depuis 2002, et l'opposition est impuissante)"*, note un diplomate à Ankara.

"Génération religieuse"

Le pianiste turc de renommée mondiale Fazil Say sera jugé en octobre pour atteinte aux valeurs religieuses, sur Twitter. Il risque un an et demi de prison. *"Ce n'est pas seulement le fait qu'il soit jugé, mais aussi ce qu'en dit le journal pro-gouvernemental Sabah, qui fait un héros du type qui l'a dénoncé"*, note un diplomate européen à Istanbul. Sabah a publié un portrait du délateur, de même que le journal islamiste Yeni Akit sous le titre *"L'homme qui ne laisse pas de répit aux ennemis de l'islam"*.

Recep Tayyip Erdogan vient d'annoncer la construction sur une colline d'Istanbul d'une "mosquée géante, visible de tous les points" de la ville, faisant froncer les sourcils dans les ambassades occidentales. Le Premier ministre a alimenté le sentiment qu'il a un "agenda caché d'islamisation" du pays, *"par exemple lorsqu'il a dit que son parti et lui-même souhaitaient "l'émergence d'une génération religieuse"*, note l'éditorialiste Semih Idiz du journal Milliyet. *"Tous ces éléments montrent qu'il y a un projet de société, un projet nationalo-islamiste"*, affirme le diplomate basé à Istanbul. *"Et, ajoute-t-il, Erdogan a trois atouts : l'obsession des États-Unis de faire de la Turquie un phare de l'islam moderne, le vide sidéral du monde politique arabe avec la disparition d'interlocuteurs tels l'Égypte ou l'Irak et la faiblesse d'une Europe en crise."*

Un article de l'AFP du 9 juin 2012

Expulsables, en galère de logement, ils interpellent le nouveau gouvernement. (10.06)

Ils sont expulsables, habitent chez des amis, demandent un logement social depuis des années: en désespoir de cause, ils font la grève de la faim ou rédigent un cahier de doléances au moment où le nouveau gouvernement entend faire du logement une priorité.

Cécile Lagarde, qui sera bientôt expulsée de son 25m² à Paris, a été reçue vendredi pendant trois-quarts d'heure par un conseiller de la nouvelle ministre du Logement Cécile Duflot, qui a promis cette semaine de bloquer les loyers à la relocation et veut intensifier la construction de logements sociaux.

"Dans l'esprit des gens, l'expulsé, c'est un pauvre qui a abusé", constatait cette semaine avec amertume Cécile Lagarde, assise derrière une petite table devant la mairie du 17^{ème} arrondissement où elle a tenu un *"cahier de doléances"* pour recueillir une dizaine de témoignages d'autres galériens du logement.

Cette femme de 41 ans sera bientôt expulsée malgré ses efforts pour épurer ses dettes. *"Je voulais payer mon loyer mais je n'ai pas pu",* dit-elle. Tombée en dépression après la perte de son frère, elle s'est retrouvée au RSA avec seulement 418 euros par mois alors qu'elle doit 570 euros de loyer, et a très rapidement été frappée d'interdit bancaire.

Au désespoir de trouver un logement social après trois ans de demandes, Nadia Oudjani, 52 ans, est elle en grève de la faim depuis le 29 mai. Séparée du père de ses enfants depuis 2010, cette ancienne employée de bureau en chimiothérapie habite chez des amis.

Bien qu'un tribunal administratif l'ait reconnue prioritaire Dalo (droit au logement) depuis octobre 2011, elle *"attend toujours"*, explique-t-elle, assise des journées entières sans manger devant les grilles du bailleur social Paris Habitat (5^e arrondissement), sur une petite chaise de camping.

Nadia a cependant refusé un appartement de 70 m² à Saint-Ouen, car il est *"situé dans un quartier chaud"* et elle craint pour son fils de 14 ans.

Akima Madi, 64 ans, fait elle aussi le siège de Paris Habitat à qui elle réclame depuis 2005 un logement en rez-de-chaussée: cardiaque et invalide à 80% après un AVC, cette ancienne salariée de La Samaritaine peine à grimper les sept étages menant à son appartement actuel.

Paris Habitat reconnaît leurs *"situations de détresse"* mais rappelle que *"130.000 personnes sont en attente de logement sociaux à Paris, dont 80.000 jugés prioritaires"* dans des *"détresses tout aussi grandes"*.

Selon la Fondation Abbé Pierre, 700.000 personnes ne disposaient pas en France d'un logement personnel en 2011 et 411.000 vivaient chez des tiers. Plus d'un million de ménages attendent un logement social.

Sur le répondeur de Jérôme Vigliani, le ton est donné: *"Bonjour je serai expulsé dans quelques jours, je n'ai plus de courant, plus d'internet, de téléphone fixe (...) vous pouvez uniquement me joindre sur ce portable"*.

Malgré plusieurs demandes d'aides, cet animateur-radio de 46 ans, en invalidité partielle après une dépression chronique, dispose de 461 euros par mois, insuffisant pour payer les 1.000 euros que coûte son 45m². *"Même quand j'étais en CDI, j'ai toujours galéré pour avoir un appartement car je n'ai pas de garants. J'ai connu les foyers Sonacotra, dormi dans ma voiture, en foyer pour SDF",* dit-il.

Désespéré, il a noirci avec l'histoire de sa vie des affiches placardées sur la façade de son rez-de-chaussée dans le 9^e arrondissement. En 2010, 11.670 ménages ont été expulsés par la police. Chaque année, quelque 40.000 ménages quittent d'eux-mêmes leur logement après avoir reçu leur avis d'expulsion, selon la Fondation Abbé Pierre.

Commentaire.

Pour ces millions de travailleurs et leurs familles que valent les mesures annoncées par la ministre du Logement ? Absolument rien. Donc ce gouvernement ne peut pas être "*leur*" gouvernement.

Que ferait un véritable gouvernement socialiste ?

Par décret applicable sur le champ, il annulerait les dettes des travailleurs pour loyers impayés, il bloquerait le prix des loyers, mieux, il les diviserait par deux ou par trois selon les cas, il exproprierait les propriétaires détenteurs de plusieurs habitations, il exproprierait (sans leur verser un centime) toutes les grandes entreprises du bâtiment et de l'immobilier, il logerait tous les SDF dans les appartements ou maisons vacantes, les immeubles de bureaux si nécessaire, pas un seul travailleur ne demeurerait un jour de plus à la rue, il augmenterait les allocations logements, une fois mis la main sur les banques il reverrait tous les emprunts passés antérieurement en supprimant notamment les intérêts, les travailleurs qui auraient déjà réglé l'équivalent du prix d'achat de leur habitation hors intérêts en deviendraient immédiatement et définitivement propriétaire sans avoir à payer le solde de leur emprunt, etc.

C'est cela le socialisme ! Utopie ? Quoi, nos besoins seraient utopiques ?

Un article lemonde.fr du 11 juin 2012

En Europe, les "*boîtes à bébés*" se multiplient. (12.06)

On les trouve à l'entrée des hôpitaux, sur le parvis des mairies, à proximité des églises ou dans des rues très fréquentées. De loin, elles ressemblent à de larges coffre-forts vitrés, souvent peints en jaune vif. A l'intérieur, un lit autochauffant, une caméra, et un signal d'alarme relié au centre de soins le plus proche. Sur la porte, un mode d'emploi rudimentaire indique comment ouvrir le coffre, y déposer son bébé, puis le refermer.

Au Moyen-Age, on les appelait les "*tours d'abandon*". Aujourd'hui, les "*boîtes à bébé*". Destinées aux parents en détresse qui veulent abandonner leur nouveau-né dans l'anonymat absolu, ces boîtes se multiplient en Europe, à tel point que les Nations unies tirent la sonnette d'alarme.

ONZE PAYS EUROPÉENS CONCERNÉS

Le système avait pourtant disparu depuis plus d'un siècle en Europe. Mais la médiatisation de faits divers glaçants, comme l'abandon de nouveaux-nés dans des poubelles, a remis au goût du jour cette pratique qui semblait d'un autre temps. L'Allemagne a été la première à réintroduire le mécanisme en avril 2000. Depuis, dix autres pays européens l'ont adopté, comme l'Italie, la Suisse ou encore la Pologne. Aujourd'hui, plusieurs centaines de "*boîtes à bébé*" sont installées sur le Vieux continent.

Le fonctionnement est simple. Dans la plupart des pays qui utilisent ce système, le parent qui abandonne anonymement son enfant dans une des ces "*boîtes*" a huit semaines pour revenir sur sa décision. Les services hospitaliers vérifient son identité grâce aux empreintes digitales prélevées sur le nouveau-né au moment où il est récupéré. Passé ce délai, une procédure d'adoption classique est enclenchée, tandis que l'Etat devient légalement responsable de l'enfant.

VIOLATION DU DROIT D'UN ENFANT DE CONNAÎTRE SES PARENTS S'il semble progressivement être entré dans les mœurs, un tel système n'en est pas moins controversé, tant au point de vue éthique que légal. Les défenseurs de cette pratique sont souvent les mêmes qui militent contre l'avortement. Différents groupes religieux ou partis politique de droite affirment ainsi que le dispositif "*protège le droit d'un enfant à la vie*" et sauve "*des centaines de nourrissons*". Depuis 2000, près de 400 enfants auraient été ainsi abandonnés.

Mais les Nations unies ont exprimé à plusieurs reprises leur inquiétude grandissante sur le système, car il viole le droit fondamental d'un enfant de connaître ses parents. Le comité chargé de contrôler l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant estime en effet que ces "*boîtes à bébés*" vont "*à l'encontre du droit de l'enfant à ce que son ou ses parents le connaissent et s'occupent de lui*".

La Convention relative aux droits de l'enfant précise en effet que tout enfant a "*dans la mesure du possible, le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux*." En outre, elle stipule que "*si un enfant est illégalement privé des éléments constitutifs de son identité ou de certains d'entre eux, les Etats parties doivent lui accorder une assistance et une protection appropriées, pour que son identité soit rétablie aussi rapidement que possible*." Or les bébés récupérés grâce à ces "*boîtes*" ne peuvent avoir accès, une fois adultes, à l'identité de leurs parents.

Dans les faits, le système soulève également de nombreuses interrogations. Un chercheur de l'université de Nottingham, Kevin Browne, a étudié pendant deux ans le phénomène. Cité par Le Guardian, il affirme que "*ce sont fréquemment des hommes ou des proches qui abandonnent l'enfant, ce qui pose des questions sur la situation de la mère, et sur son consentement à cet abandon*." Le caractère anonyme de l'abandon empêche également le déclenchement de tout accompagnement du parent, et annihile toute "*chance pour l'enfant d'être élevé par d'autres membres de sa famille*".

LÉGISLATIONS DIVERSES

Dans la plupart des pays européens qui les ont mises en place, les "*boîtes à bébé*" viennent pallier une absence ou un flou de la législation sur le droit d'abandonner un enfant, voire même sur le droit à

l'avortement. Presque toujours illégal, l'abandon d'enfant n'en est pas moins une réalité avec laquelle les Etats doivent composer.

En France, la question ne se pose pas. Une femme a en effet le droit "*d'accoucher sous X*", ce qui lui permet d'abandonner son bébé juste après l'accouchement. L'enfant ainsi né, lorsqu'il atteint "*l'âge de discernement*" et avec "*l'accord de ses représentants légaux*", peut avoir accès aux informations laissées par ses parents à la naissance. Mais le système ne fait pas non plus l'unanimité, et nombreux sont ceux qui réclament sa suppression.

No comment !

Un article de lexpress.fr du 12 juin 2012

Ventes d'armes et corruption, mode d'emploi. (13.06)

La justice française enquête sur d'éventuels pots-de-vin versés en marge de la vente de trois sous-marins à la Malaisie en 2002. Un document découvert par les enquêteurs explique comment contourner la législation qui interdit depuis 2000 la corruption de fonctionnaires étrangers. Edifiant.

Des pots-de-vin ont-ils été versés en marge de la vente à la Malaisie de trois sous-marins par l'ex-Direction des constructions navales, associée à la société d'armement Thalès, en 2002? C'est la question à laquelle vont s'efforcer de répondre les juges d'instruction Roger Le Loire et Serge Tournaire auxquels le parquet de Paris a confié, en mars dernier, une information judiciaire pour des faits de corruption active et passive et d'abus de biens sociaux.

Dans le collimateur des magistrats: les sociétés malaisiennes Perimekar et Terasasi, liées toutes les deux à Abdul Razak Baginda, alors très proche de Najib Razak, ancien ministre de la Défense de Malaisie et actuel Premier ministre. Perimekar a touché 115 millions d'euros pour la *"fourniture de prestations associées de soutien logistique"*. Quant à Terasasi, elle a été mandatée par Thalès pour jouer les intermédiaires avec le gouvernement de Kuala Lumpur. Prix de ses bons et loyaux services: 36 millions d'euros.

Les procès verbaux de l'enquête préliminaire, dont L'Express a eu connaissance, révèlent quelques éléments intéressants. A commencer par un rapport confidentiel *"non daté et non signé"*, réalisé par le cabinet anglais Anderson Mayhill Ltd pour la DCNI, le bras de la Direction des constructions navales à l'étranger. Son auteur anonyme a - involontairement - rendu un immense service aux policiers et aux juges en décryptant l'historique du contrat malais, le montage administratif auquel il a donné lieu et son financement. Sans oublier l'arrière-plan des négociations: *"Les contrats de défense majeurs en Malaisie comme dans d'autres pays, écrit-il, requièrent des transferts de monnaie substantiels vers des individus et/ou des organisations politiques. (...) Les consultants (agents ou sociétés) sont souvent utilisés comme un réseau politique pour faciliter ces transferts et recevoir des commissions de leur mandant."*

"Graves suspicions de corruption"

Mais voilà: les dessous-de-table destinés aux agents publics étrangers sont interdits en France depuis que Paris a adopté, en 2000, la convention de lutte contre la corruption de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Qu'à cela ne tienne. L'auteur du rapport fournit la solution: *"Une alternative est la création de fournisseurs de services. Les sociétés qui rendent des services à leur mandant peuvent facturer une contrepartie (...) Les majorations de ces factures remplacent efficacement les habituelles importantes commissions. Ces fournisseurs de services peuvent être des entreprises locales existantes ou des 'sociétés taxis'."* Et d'expliquer, quelques pages plus loin, que les dirigeants de Thalès ont choisi Abdul Razak Baginda comme *"réfèrent pour le réseau politique (...) Deux sociétés sont au coeur de ce réseau: Perimekar et Terasasi."*

Interrogé par les policiers, dans le cadre de l'enquête préliminaire, sur ce document, Gérard-Philippe Menayas, ancien directeur administratif et financier de DCNI, a reconnu que *"ce rapport mettait en exergue de graves suspicions de corruption."* Sur les prestations de Perimekar, il se montre lapidaire: *"Rien ne justifie une telle rémunération (NDLR: 115 millions d'euros). Il ne s'agissait finalement que d'une 'agence de voyages' (...) Cette société servait à créer un enrichissement sans cause pour ses actionnaires."*

Thalès, par la voix de son avocat Me Olivier Metzner, a toujours réfuté les allégations de corruption.

Un article de L'Expansion.com du 12 juin 2012

L'emploi dans la fonction publique recule nettement en 2011. (13.06)

Pour la première fois, selon Les Echos, les suppressions de postes dans la fonction publique n'ont pas été compensées par des créations à l'hôpital ou dans les collectivités.

D'après le quotidien Les Echos, le nombre d'emplois dans la fonction publique a fortement chuté en 2011. Les 32 000 postes supprimés dans la fonction publique d'Etat n'ont pas été compensés par des créations d'emplois dans la fonction publique hospitalière ou territoriale.

En 2009 par exemple, alors que 30 000 postes de fonctionnaires étaient supprimés, 5900 postes étaient créés, et 35 000 dans les collectivités territoriales (+2%). Mais, en 2011, comme l'indique la Cour des comptes, si la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite a été respectée, conduisant à la suppression de 32 000 postes, les fonctions publiques hospitalière et territoriale n'ont que très peu progressé, respectivement +0,4 et +0,3%.

C'est la première fois depuis l'an 2000 que les effectifs à l'hôpital progressent aussi peu. Les 1200 hôpitaux publics comptaient 1,1 million d'emplois en 2011, soit 4000 de plus que l'année précédente.

L'année dernière, les effectifs dans les collectivités territoriales ont également peu progressé: +0,3%, soit six fois moins qu'en 2010 (+1,8%), selon les chiffres de l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss). Pour la première fois depuis une décennie, l'emploi dans les communes a même chuté de 0,4% en un an, atteignant 1,305 million d'emplois.

En revanche, les effectifs ont progressé dans les départements et les régions (+0,7%). Idem pour ce qui est des autres structures, par exemple l'intercommunalité (+2,5%). Les Echos précise que " ces évolutions sont liées au gel répété des dotations publiques de l'Etat aux collectivités locales ".

Un article de L'Expansion.com avec AFP du 13 juin 2012

Le Parlement européen ouvre la voie aux euro-obligations. (14.06)

Le Parlement européen s'est prononcé mercredi en faveur d'un mécanisme afin de mutualiser la dette. Affirmant ainsi sa position dans le débat sur les euros-obligations, le Parlement a indiqué que ce système irait de pair avec une surveillance renforcée de la dette des Etats de la zone euro.

Le Parlement européen adopte sa position en faveur des euro-obligations. Il n'a pas hésité à affirmer que le mécanisme de mutualisation de la dette des Etats de la zone euro se ferait en plus d'un contrôle accru de la dette.

Ainsi, les eurodéputés ont adopté à une large majorité deux rapports baptisés "*two pack*" qui proposent de renforcer les pouvoirs de la Commission européenne dans l'examen des budgets des États membres, mais également de créer un fonds européen d'amortissement pour les dettes dépassant 60% du PIB du pays. Le premier rapport a été adopté par 471 voix (97 contre et 78 abstentions) et le second qui comportait les propositions allant vers une mutualisation de la dette par 501 voix (138 contre et 36 abstentions). Un vote final du Parlement est encore attendu sur ce sujet, mais les négociations avec les Etats membres vont déjà pouvoir débiter. Ce nouveau paquet législatif sur la gouvernance économique vient en complément du "*six pack*", qui a instauré un mécanisme renforcé de sanctions lorsque les pays affichent un déficit public supérieur à 3%. Le "*two pack*" va lui renforcer les pouvoirs de la Commission dans l'examen des budgets des États membres.

Il a été sérieusement remanié par les eurodéputés afin d'ajouter une dimension de croissance. "*La discipline budgétaire ne peut pas être l'alpha et l'oméga de notre stratégie. Nous avons besoin de rééquilibrer nos objectifs à court terme pour relancer la croissance et lutter contre le cercle vicieux de la hausse des taux*" sur le marché de la dette, a expliqué la rapporteuse socialiste Elisa Ferreira.

Ce vote du Parlement survient avant un sommet les 28 et 29 juin où les Européens vont tenter de se mettre d'accord sur les moyens de relancer la croissance. La question des euro-obligations risque notamment d'occuper les débats.

Un article du Réseau Voltaire du 10 juin 2012

L'OTAN prépare une vaste opération d'intoxication. (14.06)

Par Thierry Meyssan

Des États membres de l'OTAN et du CCG préparent un coup d'État et un génocide sectaire en Syrie. Si vous voulez vous opposer à ces crimes, agissez dès maintenant : faites circuler cet article sur le Net et alertez vos élus.

Dans quelques jours, peut-être dès vendredi 15 juin à midi, les Syriens qui voudront regarder les chaînes nationales verront celles-ci remplacées sur leurs écrans par des télévisions créées par la CIA. Des images réalisées en studio montreront des massacres imputés au gouvernement, des manifestations populaires, des ministres et des généraux donnant leur démission, le président el-Assad prenant la fuite, les rebelles se rassemblant au cœur des grandes villes, et un nouveau gouvernement s'installant au palais présidentiel.

Cette opération, directement pilotée depuis Washington par Ben Rhodes, conseiller adjoint de sécurité nationale des États-Unis, vise à démoraliser les Syriens et à permettre un coup d'État. L'OTAN, qui se heurte au double veto de la Russie et de la Chine, parviendrait ainsi à conquérir la Syrie sans avoir à l'attaquer illégalement. Quel que soit le jugement que l'on porte sur les événements actuels en Syrie, un coup d'État mettrait fin à tout espoir de démocratisation.

Très officiellement, la Ligue arabe a demandé aux opérateurs satellitaires Arabsat et Nilesat de cesser la retransmission des médias syriens, publics et privés (Syria TV, Al-Ekbariya, Ad-Dounia, Cham TV etc.). Il existe un précédent, puisque la Ligue avait déjà œuvré à la censure de la télévision libyenne pour empêcher les dirigeants de la Jamahiriya de communiquer avec leur peuple. Il n'y a pas de réseau hertzien en Syrie où les télévisions sont exclusivement captées par satellite. Mais cette coupure ne laissera pas les écrans noirs.

En effet, cette décision publique n'est que la partie émergée de l'iceberg. Selon nos informations plusieurs réunions internationales ont été organisées cette semaine pour coordonner l'opération d'intoxication. Les deux premières, d'ordre technique, se sont tenues à Doha (Qatar), la troisième, politique, s'est tenue à Riyad (Arabie saoudite).

Une première réunion a rassemblé les officiers de guerre psychologique « *embedded* » dans quelques chaînes satellitaires, dont Al-Arabiya, Al-Jazeera, BBC, CNN, Fox, France 24, Future TV, MTV — On sait que depuis 1998 des officiers de l'United States Army's Psychological Operations Unit (PSYOP) ont été incorporés dans la rédaction de CNN ; depuis, cette pratique a été étendue par l'OTAN à d'autres stations stratégiques—. Ils ont rédigé à l'avance de fausses informations, selon un « *storytelling* » élaboré par l'équipe de Ben Rhodes à la Maison-Blanche. Une procédure de validation réciproque a été mise au point, chaque média devant citer les mensonges des autres pour les rendre crédibles aux yeux des téléspectateurs. Les participants ont également décidé de ne pas uniquement réquisitionner les chaînes de la CIA pour la Syrie et le Liban (Barada, Future TV, MTV, Orient News, Syria Chaab, Syria Alghad), mais aussi une quarantaine de chaînes religieuses wahhabites qui appelleront au massacre confessionnel au cri de « *Les chrétiens à Beyrouth, les alaouites au tombeau !* »

Le second meeting réunissait des ingénieurs et des réalisateurs pour planifier la fabrication d'images de fiction, mêlant une partie en studio à ciel ouvert et une partie d'images de synthèse. Des studios ont été aménagés durant les dernières semaines en Arabie saoudite pour reconstituer les deux palais présidentiels syriens et les principales places de Damas, Alep et Homs. Il existait déjà des studios de ce type à Doha, mais ils étaient insuffisants.

La troisième réunion regroupait le général James B. Smith, ambassadeur des États-Unis, un représentant du Royaume-Uni, et le prince Bandar Bin Sultan (que le président George Bush père désignait comme son fils adoptif, au point que la presse états-unienne l'a surnommé « *Bandar Bush* »). Il s'agissait de coordonner l'action des médias et celle de « *l'Armée syrienne libre* » dont les mercenaires du prince Bandar forment le gros des effectifs.

L'opération qui était en gestation depuis des mois a été précipitée par le Conseil de sécurité nationale des États-Unis après que le président Poutine ait notifié à la Maison-Blanche que la Russie s'opposerait par la force à toute intervention militaire illégale de l'OTAN en Syrie.

Cette opération comprend deux volets simultanés : d'une part déverser de fausses informations et d'autre part censurer toute possibilité d'y répondre.

Le fait d'interdire des TV satellitaires pour conduire une guerre n'est pas nouveau. Ainsi, sous la pression d'Israël, les États-Unis et l'Union européenne ont successivement interdit des chaînes libanaise, palestiniennes, irakiennes, libyennes, et iraniennes. Aucune censure n'a été effectuée envers des chaînes satellitaires provenant d'autres régions du monde.

- La diffusion de fausses nouvelles, n'est pas non plus une première. Cependant, quatre pas significatifs ont été franchis dans l'art de la propagande au cours de la dernière décennie.

- En 1994, une station de musique pop, la Radio libre des Mille Collines (RTML) a donné le signal du génocide rwandais en appelant à « *Tuer les cafards !* ».

- En 2001, l'OTAN a utilisé des médias pour imposer une interprétation des attentats du 11-Septembre et justifier les attaques de l'Afghanistan et de l'Irak. À l'époque déjà, c'est Ben Rhodes qui avait été chargé par l'administration Bush de rédiger le rapport de la Commission Kean/Hamilton sur les attentats.

- En 2002, la CIA a utilisé cinq chaînes, Televen, Globovision, Meridiano, ValeTV et CMT, pour faire accroire que des manifestations monstres avaient contraint le président élu du Venezuela, Hugo Chavez, à démissionner, alors qu'il venait d'être victime d'un coup d'État militaire.

- En 2011, France 24 faisait de facto office de ministère de l'Information du Conseil national libyen, avec qui il était lié par contrat. Lors de la bataille de Tripoli, l'OTAN a fait réaliser en studio et diffuser par Al-Jazeera et Al-Arabiya des images des rebelles libyens entrant sur la place centrale de la capitale, alors qu'ils étaient encore loin de la ville, de sorte que les habitants, persuadés que la guerre était perdue, cessèrent toute résistance.

Désormais, des médias ne se contentent plus de soutenir la guerre, ils la font.

Ce dispositif viole des principes de base du droit international, à commencer par l'article 19 de la Déclaration universelle des Droits de l'homme relatif au fait « *de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit* ». Surtout, il viole les résolutions de l'Assemblée générale des Nations-Unies, adoptées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour prévenir les guerres. Les résolutions 110, 381 et 819 interdisent « *les obstacles au libre-échange des informations et des idées* » (en l'occurrence la coupures des chaînes syriennes) et « *la propagande de nature à provoquer ou encourager toute menace à la paix, rupture de la paix, ou tout acte d'agression* ». En droit, la propagande de guerre est un crime contre la paix, le plus grave des crimes, puisqu'il rend possible les crimes de guerre et les génocides.

Commentaire.

La limite pour Meyssan, c'est l'ONU, une impasse, il n'en a pas conscience apparemment, il ne faut pas trop lui en demander, il n'est pas marxiste.

Washington a tissé un réseau de bases aériennes secrètes en Afrique. (15.06)

L'armée américaine a développé depuis 2007 un réseau de bases aériennes en Afrique pour surveiller secrètement Al-Qaida ou d'autres groupuscules terroristes ou rebelles, rapporte jeudi 14 juin le *Washington Post*. Les groupes ciblés sont espionnés par de petits avions à turbopropulseur 'camouflés en avions privés' et équipés de technologies de pointe, qui parcourent des milliers de kilomètres sur le continent entre ces bases secrètes, selon le quotidien américain, qui cite des documents et des personnes impliquées dans le projet.

Ce programme remontant à 2007 illustre l'importance croissante prise au cours des dernières années par les forces spéciales américaines et la militarisation constante des opérations de renseignement dans la guerre contre le terrorisme, souligne le Post. Selon le journal, les Etats-Unis opèrent à partir d'une dizaine de bases établies sur le continent, entre autres au Burkina Faso et en Mauritanie, pour surveiller Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), ou en Ouganda, pour suivre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) de Joseph Kony.

En Afrique de l'Est, les Etats-Unis surveillent en Somalie les insurgés islamistes chebab, récemment intégrés à Al-Qaida, depuis Djibouti, l'Ethiopie, le Kenya et les Seychelles, poursuit le quotidien.

L'une de ces bases secrètes s'organise à Ouagadougou, au Burkina Faso, autour d'un hangar retiré, depuis que les autorités du pays ont craint que les avions américains, qui décollaient jusque-là de l'aéroport situé au coeur de la ville, n'attirent l'attention. Interrogé par le *Washington Post*, le ministre des affaires étrangères burkinabé évoque une coopération de son pays avec les Etats-Unis '*très utile*' pour éviter que le Burkina Faso ne soit '*infiltré*' par Al-Qaida, mais qui doit rester '*très discrète*'.

Commentaire.

Si cette information avait été fournie par des journalistes indépendants ou une source non accréditée par les médias aux ordres, Le Monde aurait hurlé à la théorie du complot. Simple constat.

Un article de l'AFP du 14 juin 2012

Coup d'Etat militaire en Egypte (titre du site). (15.06)

(Titre de l'AFP : *Egypte: la justice maintient la candidature de Chafiq à la présidentielle.*)

La Haute cour constitutionnelle égyptienne a invalidé jeudi une loi interdisant aux anciens piliers du régime de Hosni Moubarak de se présenter aux élections, maintenant ainsi la candidature d'Ahmad Chafiq au second tour de la présidentielle samedi et dimanche.

"La cour suprême a déclaré anticonstitutionnelle la loi sur les piliers du régime", a rapporté l'agence officielle officielle Mena. Cette loi, adoptée par le nouveau Parlement, privait tous les responsables de l'ancien régime de leurs droits civiques pour 10 ans.

Ahmad Chafiq, dernier Premier ministre de Hosni Moubarak, doit affronter le Frère musulman Mohammed Morsi les 16 et 17 juin pour le second tour de la présidentielle.

La cour a aussi déclaré que la loi régissant les récentes élections législatives, marquées par une large victoire des islamistes, était invalide pour le tiers des sièges attribué au scrutin uninominal. Les autres sièges ont été attribués à la proportionnelle suivant un scrutin de listes.

Les élections législatives qui se sont étalées de novembre à février, ont vu l'élection d'un Parlement où les Frères musulmans disposent de près de la moitié des sièges et les salafistes de près d'un quart.

Mahmoud al-Khodeiri, un avocat élu au Parlement avec le soutien des Frères musulmans n'a pas exclu, dans une déclaration à l'AFP, qu'un nouveau scrutin soit organisé pour pourvoir les sièges désormais vacants.

Les deux décisions de la cour ont été accueillies par des cris hostiles à l'armée, qui dirige de fait le pays depuis la chute de M. Moubarak en février 2011, et des manifestants ont levé leurs chaussures face à la police pour maquer leur indignation.

"La révolution est terminée", s'est écrié un vieil homme près du tribunal, selon une journaliste de l'AFP.

La loi invalidée dite "*d'isolement politique*" interdit "*à tout président de la République, vice-président, Premier ministre, président du Parti national démocrate (PND, parti de M. Moubarak) maintenant dissous, secrétaire général ou membre de son bureau politique*" d'exercer des droits civiques pendant 10 ans.

Elle concerne les personnes ayant occupé un de ces postes pendant les dix années précédant la chute de M. Moubarak.

Ce texte avait été adopté en avril par le Parlement dominé par les islamistes et ratifié par le Conseil militaire au pouvoir.

Ancien commandant de l'armée de l'air puis ministre de l'Aviation civile sous M. Moubarak, M. Chafiq avait été nommé à la tête du gouvernement juste avant la chute de l'ancien président.

Sa défense, citée par la Mena, a stigmatisé cette loi "*sélective et vengeresse*", la qualifiant de "*précédent dangereux*".

L'annonce de ces décisions intervient dans un contexte tendu.

Le 31 mai, l'armée a levé l'état d'urgence, qui était en vigueur depuis l'assassinat de président Anouar al-Sadate en 1981 et donnait des pouvoirs élargis aux forces de l'ordre en matière d'arrestations et de détention.

Mais le ministre de la Justice, Adel Abdelhamid, a rendu mercredi à la police militaire et aux officiers de renseignements de l'armée le pouvoir d'arrêter des civils, une décision qui risque de raviver la colère des militants et des manifestants qui accusent l'armée de trahir la révolution.

Un comlément du monde.fr

La Haute Cour constitutionnelle égyptienne a décidé, jeudi 14 juin, d'invalider un tiers des sièges de l'Assemblée du peuple, ce qui entraînera la dissolution de la chambre basse du Parlement, a déclaré jeudi le président de la Cour.

'Le jugement concernant le Parlement inclut la dissolution de la chambre basse du Parlement dans sa totalité, car la loi qui a gouverné le déroulement des élections est contraire aux règles de la Constitution', a déclaré Farouk Soltan, joint par téléphone. Ce sera à l'exécutif, a-t-il ajouté, de convoquer un nouveau scrutin.

Selon des sources militaires, l'armée qui dirige de fait le pays depuis la chute de Hosni Moubarak en février 2011, se trouvait dans l'après-midi en réunion extraordinaire et pourrait annoncer qu'elle va reprendre le pouvoir législatif jusqu'à l'élection d'une nouvelle Assemblée du peuple (chambre des députés).

Commentaire.

J'ai supprimé le sous-titre suivant qui figurait dans cet article car il pouvait induire gravement en erreur les lecteurs *"L'armée pourrait reprendre le pouvoir*, ces mesures suffisent à prouver qu'elle n'a jamais réellement cessé de le détenir. Rappelons au passage que le parti de Moubarak était la section de l'Internationale jaune à laquelle appartient le PS.

Un article de l'AFP du 14 juin 2012

Le parlement allemand va se prononcer sur le pacte budgétaire le 29 juin. (15.06)

La chancelière Angela Merkel et les sociaux démocrates ont annoncé jeudi un accord pour faire ratifier par Berlin le pacte budgétaire européen le 29 juin, après des semaines de blocage de la gauche allemande, qui s'est rangée aux côtés des socialistes français.

Mme Merkel a besoin des voix d'une partie de l'opposition pour faire avaliser à la majorité des deux tiers par les deux chambres du parlement le pacte qui engage l'Allemagne, et 24 de ses partenaires de l'Union européenne, à plus de discipline dans la gestion des deniers publics.

Enhardis par l'élection du socialiste François Hollande comme président français, le parti social-démocrate SPD et les Verts avaient posé des conditions pour voter le texte: un engagement en faveur de mesures de croissance et la mise sur les rails d'une taxe sur les transactions financières.

Les négociations avec le gouvernement ne sont pas encore bouclées. Mais le choix d'une date -le 29 juin au Bundestag puis au Bundesrat, en même temps que le vote sur le mécanisme permanent de stabilité MES- implique que d'un côté et de l'autre, on mise sur un accord. Il laisse aussi le temps à Mme Merkel de revenir ce même 29 juin d'un sommet européen très attendu à Bruxelles et d'en présenter les conclusions aux députés avant le vote.

"Nous avons fait un grand pas", a jugé le chef de file des députés conservateurs Volker Kauder. "Le calendrier sur lequel nous nous sommes mis d'accord garantit que le MES et le pacte budgétaire entrent en vigueur à temps", a-t-il ajouté, alors qu'un grand nombre d'autres pays dont la France n'ont pas encore ratifié le texte.

"Aujourd'hui nous avons jeté les bases pour que l'Allemagne puisse assumer sa responsabilité en Europe", a poursuivi M. Kauder, ne doutant pas de l'issue favorable du vote allemand.

Rattrapés par la Realpolitik Pourtant, mercredi encore, le chef du SPD, Sigmar Gabriel, déplorait l'absence de "propositions concrètes" sur la croissance.

L'autre revendication principale de la gauche, la taxe sur les transactions financières, était moins difficile à satisfaire: Berlin en est l'un des plus ardents défenseurs en Europe depuis plusieurs années.

Le SPD et les Verts vont vraisemblablement obtenir du gouvernement qu'il s'engage à lui faire voir le jour dans le cadre de la "coopération renforcée" qui nécessite la participation de seulement neuf des 27 Etats de l'UE.

Berlin pourrait lâcher du lest sur une autre demande qui tient particulièrement à coeur aux Verts, la mise en place d'un fonds d'amortissement de la dette, tel que le Parlement européen l'a présenté mercredi.

Au bout du compte pourtant l'impression demeure que les partis d'opposition ont cédé aux impératifs de la Realpolitik. "Il va se passer ce qui n'a jamais vraiment fait de doute: le SPD et les Verts vont soutenir le diktat d'austérité du pacte budgétaire", commentait désabusé le quotidien berlinois Taz (gauche radicale) jeudi.

Mais le SPD était pris en tenaille entre sa volonté de manifester son ancrage à gauche -- d'où le rapprochement ostentatoire avec Paris -- et sa fidélité à une chancelière aux idéaux européens finalement pas très éloignés des siens, et très estimée par ses compatriotes pour sa gestion de la crise.

Le parti ne pouvait pas courir le risque d'apparaître comme mettant en péril les intérêts de l'Allemagne pour des raisons de tactique politique.

Un voyage-éclair du triumvirat des dirigeants du SPD à Paris mercredi n'avait d'ailleurs pas suscité que des commentaires amènes, même au sein du parti.

Pourquoi les sociaux-démocrates allemands se jettent-ils "*dans les bras de ceux (...) qui voient le salut de l'économie mondiale dans des programmes de conjoncture financés à crédit et une mutualisation des montagnes de dettes?*", s'interrogeait ainsi le quotidien de centre-gauche Tagesspiegel.

Commentaire.

Ils n'ont décidément pas de bol au POI ! Eux qui étaient à l'affût de la moindre déclaration d'un dirigeant social-libéral en Europe dénonçant le TSCG et le MES comme si cela pourrait suffir à influencer l'orientation politique des partis de l'Internationale jaune, c'était comme ignorer leur véritable nature et entretenir des illusions dans la tête des militants dans des partis passés à l'ennemi. Ils n'ont semble-t-il toujours pas compris que l'Internationale jaune n'a cessé de reproduire le 3 août 1914 depuis 98 ans. C'est désolant.

Généralement dans ce cas de figure, les sociaux-libéraux sont encore plus royalistes que le roi, ils en rajoutent une couche pour témoigner de leur fidélité indéfectible à l'idéologie dominante.

Bien entendu l'adoption de "*l'économie de marché*" ne va pas sans contradictions dans un parti qui se dit socialiste, nous en tenons compte, mais pas du tout à la manière des opportunistes qui y voit la garantie d'une évolution possible de leur orientation politique qui pourrait aller jusqu'à remettre en cause leurs liens organiques avec le capital, autrement dit, porter gravement atteinte à la stabilité du régime en place. Or, ils n'ont cessé de démontrer à une multitude de reprises au cours du XXe siècle qu'ils en étaient totalement incapables.

A l'opposé, nous appelons les militants et les travailleurs à ouvrir leurs yeux et leurs oreilles, nous leur expliquons que cette posture soudaine de certains dirigeants de l'Internationale jaune est le pendant démagogique de leur accommodation à toutes les politiques antisociales et réactionnaires auxquelles ils ont participé ou qu'ils ont couvertes pendant de nombreuses années ou parfois des décennies, pour se faire passer pour autre chose que ce qu'ils sont et qu'il n'y a rien à en attendre.

Il faut bien comprendre que dans ces partis qui ont adopté le capitalisme, il est absolument impossible qu'un militant combattant sincèrement pour le socialisme parvienne à leurs directions, il est marginalisé ou éliminé avant, il n'y a pas sa place tout simplement.

Les dirigeants d'un tel parti ont intégré l'intégralité de l'histoire de leur parti, partant de là, ils passent leur temps à la reproduire en y ajoutant de nouveaux chapitres tout aussi peu glorieux, n'accordant pas plus de valeur à leurs déclarations qu'à leur première chemise, finalement seul compte à leurs yeux la stabilité du régime qu'ils servent et les nourrit. Ils sont fidèles à l'idéologie qu'ils ont adoptée, n'espérez pas qu'ils le soient ailleurs, vous tomberiez de haut.

En conclusion, s'appuyer unilatéralement sur leurs déclarations sans que réciproquement ils engagent le combat à vos côtés, c'est leur servir la soupe, c'est cautionner la politique de ces partis.

Un article Le Monde du 14 juin 2012

Jean-Marc Ayrault prépare l'opinion aux "efforts" à venir. (15.06)

Préparer les esprits aux temps difficiles sans les désespérer. Annoncer aux Français des lendemains douloureux sans les décourager. Parce qu'il reste une campagne électorale à achever, les deux têtes de l'exécutif rechignent à endosser les habits de Cassandre. Mais, par petites touches, à coups de déclarations soigneusement calibrées, ils le reconnaissent : *"Il va falloir faire un effort, c'est certain"*, avait dit François Hollande sur le plateau du 20 heures de France 2, le 29 mai. *"Tout le monde doit faire un effort"*, a confirmé Jean-Marc Ayrault, mercredi 13 juin, dans l'émission "Questions d'info", diffusée sur LCP et France Info, en partenariat avec Le Monde et l'AFP.

L'"effort" en question découle d'un constat qui n'étonnera personne et que le premier ministre a résumé ainsi : *"La situation est difficile."* Plus difficile que prévu, lui a-t-on demandé ? *"Je ne sais pas"*, a-t-il répondu. Dans son entourage, la parole est plus libre. *"Oui, ce sera plus dur que prévu, reconnaît-on à Matignon. Le rapport de la Cour des comptes, qui sera rendu public fin juin, devrait faire apparaître un héritage dégradé. Il faudra faire des efforts."*

VOLET FISCAL IMPORTANT

Peu à peu se dessine un agenda, celui, précisément, des efforts que le gouvernement s'apprête à demander aux Français au lendemain du second tour des élections législatives. Tout partira donc du fameux rapport sur l'état des comptes publics que les magistrats de la rue Cambon publieront dans la semaine du 24 juin. Cet audit servira de toile de fond au discours de politique générale que prononcera M. Ayrault devant les nouveaux députés la semaine suivante, vraisemblablement le mardi 3 juillet.

Il restera alors un mois, que le premier ministre veut *"utile"*, au cours duquel le Parlement siégera en session extraordinaire. C'est au cours de ce mois qu'aura lieu le débat d'orientation des finances publiques après la présentation du projet de loi de finance rectificative - le *"collectif budgétaire"* - lors du dernier conseil des ministres de juin ou du premier de juillet.

Ce collectif budgétaire comportera un volet fiscal important. Compte tenu de la croissance, qui est très faible, l'impôt est le seul levier sur lequel le gouvernement peut s'appuyer pour espérer tenir ses engagements en matière de réduction des déficits - 4,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 2012 et 3 % en 2013.

"Il y aura un effort fiscal", a admis M. Ayrault à "Questions d'info". Mais *"au mois de juillet, ce n'est pas les classes moyennes et les classes populaires"* qui seront touchées, a-t-il précisé. Qui alors ? *"Les grandes entreprises et un certain nombre de cadeaux qui ont été faits aux ménages les plus élevés"*, a-t-il répondu, en évoquant l'alourdissement du barème de l'impôt sur la fortune promis par François Hollande durant la campagne, autrement dit l'annulation de la réforme de 2011 qui avait permis à 300 000 contribuables de cesser de s'y voir assujettis.

L'URGENCE AVANT LE FOND

C'est à l'automne, en revanche, que sera discutée la création d'une tranche d'impôt à 75 % pour les revenus supérieurs à 1 million d'euros par an, a indiqué M. Ayrault. Interrogé sur un éventuel emprunt obligatoire, comme celui mis en œuvre par Jacques Delors, alors ministre de l'économie et des finances, en 1983, le chef du gouvernement est resté prudent. *"Rien n'est exclu"*, a-t-il dit, précisant que *"pour l'instant, cette question n'a absolument pas été abordée et tranchée"*.

Dans la scansion du travail gouvernemental, l'été est considéré comme le temps des *"mesures d'urgence"*. Pour les *"réformes de fond"*, il faudra attendre l'automne, a prévenu Jean-Marc Ayrault. Le gouvernement, qui avait originellement prévu de resserrer le calendrier, préfère attendre la publication, mi-août, des estimations de croissance de l'Insee pour le deuxième trimestre avant d'ajuster le projet de loi de finances pour 2013 et la loi de programmation des finances publiques. On devrait alors en savoir plus la façon dont l'exécutif entend maîtriser les finances publiques - sujet sur lequel il est resté jusque-là particulièrement silencieux.

Commentaire.

Scansion signifie : Action, manière de scander une idée du présent ou du passé, synonyme de déclamer un texte.

On le connaît par avance le contenu du rapport de la Cour des comptes : il s'inspire pour ne pas dire qu'il va reprendre à la lettre les recommandations de l'OCDE, de la Banque mondiale, du FMI, de l'UE et de Washington que tout le monde connaît déjà, non ?

La méthode pour appliquer sa politique réactionnaire, on la connaît aussi, en associant pas à pas les syndicats et le PS avec ses satellites, soit en profitant de la neutralité ou du soutien "*critique*" du parti de l'ordre, des médias et des institutions.

Il est vrai qu'il nous manque les détails pour ce qui est des mesures à venir, mais le gouvernement a déjà annoncé quelle serait l'orientation de sa politique qui s'inscrit dans la continuité de celle de Sarkozy, cela aussi tout le monde est censé le savoir, alors à quoi cela rime de faire semblant de l'ignorer, pour faciliter l'élection à l'Assemblée nationale d'une majorité de députés du PS, pour qu'il obtienne la majorité absolue, dans quel but, pour la dénoncer ensuite en espérant peser dessus, pour récupérer des transfuges du PS, mais c'est un vulgaire calcul d'appareil qui n'a rien à voir avec la conception marxiste de la lutte de classe. Ce n'est pas nouveau, vous comprenez pourquoi nous en sommes toujours au même point depuis 70 ans ?

Une crise institutionnelle suffirait-elle à faire vaciller ou tomber un régime ? Là n'est pas l'essentiel si les masses n'y ont pas été préparées, si le niveau de conscience politique des travailleurs n'est pas à la hauteur des tâches que requerrait une telle situation politique, dans des conditions défavorables, elle permettrait au contraire à la réaction de reprendre la main et de frapper, de réaliser justement ce qu'elle n'a pas pu mettre en oeuvre précédemment en instituant un régime d'exception, en muselant ou disloquant le mouvement ouvrier déjà mal en point ou affaibli du fait de son incapacité à se doter d'une perspective politique rompant avec le capitalisme et les institutions.

Une fois le gouvernement discrédité pour avoir suivi la même politique que ses prédécesseurs, le parti de l'ordre peut décider du moment le plus opportun pour passer à l'offensive afin de précipiter sa chute, comme dans tous les cas de figure dans la configuration actuelle ce n'est pas le prolétariat qui prendrait une telle initiative, il en est incapable sur le plan politique, l'avantage reviendrait à son ennemi mortel.

On peut aussi observer ce qui se passe dans les pays où la crise est plus avancée, au Portugal, en Italie, en Espagne ou en Grèce, qui confirme en partie ce qui vient d'être dit. Mais aussi en Tunisie ou en Egypte ou pourquoi pas en Lybie et en Syrie, où finalement il n'existe pas d'issue politique en dehors des régimes en place, je veux dire par là que les conditions ne sont pas réunies pour envisager une révolution sociale et politique qui pourrait vaincre, cela demeure notre objectif et notre axe de combat, c'est peut-être dur à avaler, mais il faut être lucide en toute circonstance si l'on veut être à la hauteur de nos responsabilités et aller de l'avant malgré tout, on n'a pas le choix.

Le travail de sape en profondeur du capitalisme et des institutions de la Ve République dans toutes les couches de la société n'a pas encore commencé à produire ses effets, a-t-il seulement vraiment été entrepris avec le sérieux indispensable pour être crédible auprès des masses exploitées, on a le droit de se poser cette question. Qui défend aujourd'hui les grandes lignes du marxisme qui devraient en être à la fois la toile de fond et la perspective, qui popularise le socialisme ? Je vous laisse répondre à cette question.

Un article de l'AFP du 16 juin 2012

Espagne: Rajoy promet plus de réformes après l'appel du FMI. (17.06)

Le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a promis samedi plus de réformes pour rendre l'économie *"plus flexible et plus compétitive"*, sans toutefois préciser lesquelles, au lendemain de l'appel du Fonds monétaire international (FMI) à de nouveaux efforts.

"Il faut faire des réformes qui rendent notre économie plus flexible et plus compétitive". "C'est pour cela que nous allons continuer à faire des réformes pendant toute la législature. Nous devons préparer le pays pour l'avenir", a affirmé Mariano Rajoy devant des élus de son parti (Parti populaire, droite) à Saint-Sébastien (Pays Basque).

Il a rappelé la série de réformes déjà mises en oeuvre en matière budgétaire, bancaire et dans le secteur de l'électricité, reconnaissant que les problèmes les plus importants du pays restaient la dette extérieure, le déficit budgétaire et *"le manque de crédit"*.

Selon plusieurs médias, M. Rajoy a affirmé à des journalites, à l'issue de la réunion, qu'il n'entendait pas, pour l'heure, appliquer les recommandations du FMI.

Depuis l'annonce du plan de sauvetage européen aux banques espagnoles samedi dernier, Madrid affirme qu'il n'est assorti d'aucune condition autre que la réforme du secteur bancaire.

Mais le FMI, qui a obtenu un rôle de supervision du plan d'aide européen de jusqu'à 100 milliards d'euros, a formulé vendredi ses premières instructions, en prônant notamment une hausse immédiate de la TVA et la baisse des salaires des fonctionnaires.

Pour s'en sortir, le pays doit notamment *"poursuivre les privatisations de manière agressive"*, identifier *"les banques non viables"*, ce qui implique de les laisser faire faillite, et *"mettre en garde immédiatement certaines régions et intervenir rapidement"* si elles ne rééquilibrent pas leurs comptes, a affirmé le FMI, dans un rapport présenté vendredi.

Il estime que l'objectif de l'Espagne de réduire son déficit à 5,3% du PIB contre 8,9% en 2011, sera *"probablement raté"*.

L'Espagne doit faire à des taux d'emprunt quasi insoutenables pour se financer sur le marché: le taux des obligations espagnoles à dix ans a grimpé jeudi à un niveau jamais vu depuis la création de la zone euro, à 6,967%.

Un article d'atlantico.fr du 17 juin 2012

Jusqu'à quand l'Europe tolérera-t-elle la quasi guerre économique que lui mène l'Allemagne ? (18.06)

L'Allemagne a pratiqué depuis la création de l'euro une politique de déflation salariale dans les emplois manufacturiers ce qui l'a conduit à une politique export agressive à l'égard de ses partenaires de la zone euro qui ne pouvaient plus dévaluer et qui s'ils avaient suivi cette politique déflationniste aurait immédiatement plongés l'Europe en récession

L'Allemagne a presque doublé son PIB à l'export, en 10 ans, depuis son appartenance à la zone euro. Elle fait désormais 50% de son PIB à l'export, 85% de ses excédents commerciaux en Europe, plus de 60% dans la zone euro.

Elle est parvenue à ce niveau d'exportation en mettant ses salaires sous la productivité dans l'industrie au cours des années socialistes, de 2000 en 2005, en diminuant donc son marché intérieur. Elle a pratiqué une politique de déflation salariale dans les emplois manufacturiers, ce qui l'a conduit à une politique mercantiliste plus particulièrement par rapport à ses partenaires de la zone euro qui ne pouvaient plus dévaluer. Cependant, si la zone euro avait suivi cette politique déflationniste, elle serait immédiatement rentrée en récession ; l'Allemagne n'aurait pu gagner aucune part de marché à l'extérieur tout en perdant son marché intérieur, elle serait également rentrée en récession. Les gains de la politique allemande n'ont été profitables à ce pays qu'en tant que passager clandestin du train européen et plus particulièrement en tant que passager clandestin du wagon de la zone euro.

Certes les salaires augmentaient nettement au-delà de la productivité en Espagne ou en Grèce ou même en France mais comme un peu partout, moins en France qu'en Grande Bretagne. En accentuant ses excédents, l'Allemagne augmentait donc les déficits des autres pays européens car elle restait et reste toujours – elle qui se veut un grand compétiteur mondial - déficitaire par rapport à tous les pays émergents et son excédent par rapport aux Etats-Unis est de 50% inférieur à celui qu'elle a vis-à-vis de la France (27 milliards d'excédents face à la France contre 14 milliards aux EU en 2010).

La France a subi cette politique. Elle avait un commerce extérieur en équilibre à la veille de son entrée dans l'euro ; elle a désormais le principal déficit commercial de la zone euro en montant, son second déficit commercial étant avec l'Allemagne après la Chine. La France a pu certes tirer la croissance de la zone euro, par sa demande, mais le principal bénéficiaire extérieur en fut d'abord le commerce allemand ! En face de la demande, en France, il faudra donc remettre plus d'offre ; il n'est pas possible, en effet, de maintenir la demande sans offre sauf à creuser les déficits. Cette politique n'est pas durable ni pour le pays qui fait des excédents, ni pour celui qui fait des déficits. La France ne tire pas gloire de ses déficits, l'Allemagne ne peut tirer gloire de ses excédents !

Si le salaire moyen par tête augmente moins fortement que la productivité du travail par tête, le coût salarial unitaire diminue. Inversement si le salaire moyen par tête augmente plus fortement que la productivité par tête, le coût salarial unitaire augmente. Dans l'industrie allemande, le coût du salaire diminue sous la base 100. Pour tous les salaires, il se maintient en Allemagne jusqu'en 2007, puis monte à 110 en 2012 pour 120 aux États-Unis... L'Allemagne reste systématiquement en-dessous de ses partenaires commerciaux.

Par ailleurs, la France (sous le Président Sarkozy) a subi également le refus allemand de faire du MES une banque pouvant se fournir directement à la BCE. Le MES – version française - aurait pu prêter aux Etats sans être sous la contrainte des marchés; il eût pu prêter au même taux que la BCE prête actuellement aux banques donc avec un intérêt de la dette inférieur à l'inflation pour arrêter ainsi la spirale de l'endettement. Le MES eût pu également renflouer les banques en difficulté en capital en prenant ainsi, par ce moyen, le contrôle du système bancaire européen via les Etats qui sont les actionnaires du MES. Nous ne serions plus à accuser la finance ; nous en aurions pris le contrôle, du moins nous pourrions agir avec responsabilité ou irresponsabilité sans accuser l'ennemi invisible...

Ce refus allemand a entraîné la BCE dans cette politique absurde qui consista à prêter aux banques plus de 1000 milliards en espérant qu'elles reprêtent – en renvoyant pour ainsi dire l'ascenseur - aux Etats ou mieux à l'économie réelle. Les faits sont là : moins de 10% de ces montants sont allés à l'économie réelle ; le reste est allé au trou sans fond du manque de liquidité des banques car elles n'ont plus confiance entre elles en raison de l'incapacité qu'ont les Etats de garantir, quoi qu'il advienne, la solvabilité des banques et des

Etats. A cause de l'Allemagne et son refus du MES français, les Etats doivent aussi s'endetter pour sauver les banques en capital, ce qui entraîne un risque supplémentaire sur les Etats qui vont au secours de leurs banques, risque subi en contrecoup par les banques qui ont de la dette publique nationale. Cercle vicieux dont on ne peut sortir qu'en abandonnant le concept devenu absurde d'une Banque Centrale uniquement au service des banques contre les Etats et contre l'économie des besoins humains. La BCE doit être au service du Bien commun économique européen même s'il faut sacrifier pour cela le rentier et plus particulièrement le rentier allemand, électeur de Madame Merkel.

L'Angleterre a une balance commerciale en plus mauvais état que celle de l'Espagne et un endettement public équivalent à celui de l'Espagne mais avec le pragmatisme anglo-saxon sur l'indépendance de sa Banque centrale, elle connaît des taux très faibles sur sa dette en raison, justement, de l'intervention de la Banque centrale qui achète les bonds du Trésor. Elle recapitalise ses banques sans s'endetter par création monétaire...

Cette conception rigide sur la Banque centrale est rejetée par tous les peuples. Elle fait gronder la révolution dans toute l'Europe en raison d'une fausse appréhension germanique de l'inflation – maîtrisée uniquement par la monnaie de base – conceptions erronée dans l'actuel contexte de guerre monétaire et contredite par les faits aussi bien aux Etats-Unis, qu'au Japon, qu'en Grande Bretagne. D'ailleurs un peu d'inflation, comme nous en avons connu dans les trente glorieuses, n'est-il pas préférable à la mort de l'économie ? Madame Merkel veut préserver le rentier, son rentier allemand ! Elle perdra la rente et donc son rentier car elle aura tué l'économie européenne et sans économie, plus de rente.

Selon le titre d'un grand quotidien Angela Merkel se fâche contre la France, nous n'obéissons pas assez au leader économique européen, donneur de bonnes leçons.

Mais la France n'est pas seule. Le Président conduit, à juste titre, une concertation avec les pays du Sud, plus particulièrement avec l'Italie de monsieur Monti qui sait ce que la rigueur veut dire, pour contrer cette politique qui a assez duré nous ayant conduits tous dans l'impasse, essentiellement à cause de l'entêtement germain. L'Allemagne rage mais rappelons lui les propos de Madame Lagarde, qui n'ayant rien d'un ministre anti-allemand, rappelait à ce pays, que les excédents font les déficits, on ne peut avoir les uns sans accepter les autres. L'Allemagne veut bien ses excédents mais elle ne veut pas contribuer solidairement pour les déficits des autres dont elle est pourtant le principal bénéficiaire.

Irait-on jusqu'à dire comme l'écrivait Gustave Le Bon, en 1918, dans Hier et Demain « *L'Allemand moderne est plus dangereux encore par ses idées que par ses canons. Le dernier des Teutons reste convaincu de la supériorité de sa race et du devoir, qu'en raison de cette supériorité, il a d'imposer sa domination au monde. Cette conception donne évidemment à un peuple une grande force. Il faudra peut-être une nouvelle série de croisades pour la détruire* ». ».

Ce propos est osé. Tiré de son contexte d'après- guerre, il peut devenir impertinent ; surtout il pourrait être dit, au cours de l'histoire de l'humanité, à des moments divers, sans doute de tout peuple. Cependant la France est bien obligée de mener ce combat contre les idées allemandes avec les pays du Sud européen et les autres pays de bonne volonté si elle veut maintenir l'économie européenne faite d'offres et de demandes, d'excédents et de déficits, qui restent équilibrés pourtant au sein de la zone euro.

Nous voulons faire comprendre à l'Allemagne – certes dans un rapport de forces auquel elle nous oblige - que son intérêt à court, moyen et long terme reste malgré tout l'Europe dont elle ne peut tirer profit sans être aussi solidaire ; cette Europe qui est un bien pour tous et non une propriété allemande.

(cet article figure dans la rubrique *Economie* avec deux graphiques très intéressants, format pdf - Acrobat Reader)

Un article de l'expansion.com et AFP du 18 juin 2012

Google dénonce une hausse alarmante de la censure politique sur le web. (19.06)

Les demandes émanant de gouvernements pour censurer des contenus présents sur Google et YouTube ont doublé en six mois. Le moteur accepte dans un peu plus de la moitié des cas.

Les messages politiques constituent l'essentiel des contenus que les gouvernements demandent à Google de supprimer de ses pages, a révélé dimanche soir le groupe internet. *"C'est inquiétant non seulement parce que la liberté d'expression est remise en cause, mais parce que certaines de ces demandes émanent de pays qu'on ne soupçonnerait pas - des démocraties occidentales qu'on n'a pas l'habitude d'associer à la censure"*, a indiqué une analyste de Google, Dorothy Chou, à l'occasion du cinquième rapport semestriel de Google sur la transparence.

Le nombre de demandes a doublé au deuxième semestre 2011 selon cette liste, qui mentionne pour la première fois l'Ukraine, la Jordanie et la Bolivie.

Au total entre juillet et décembre, Google a accédé à environ 65% des 467 demandes judiciaires de suppressions de contenus, notamment sur les pages de son moteur de recherche ou de son site YouTube, et à 46% des 561 demandes non appuyées par une autorité judiciaire.

"Nous avons remarqué que des organismes gouvernementaux de divers pays nous demandaient quelquefois de retirer des messages politiques mis en ligne par nos utilisateurs", a noté Mme Chou.

Le Brésil a la censure facile

Par exemple les autorités espagnoles ont demandé à Google de retirer 270 résultats de recherche renvoyant sur des blogs ou articles qui mentionnaient certaines personnalités publiques, comme des maires ou des procureurs. En Pologne, une institution publique a demandé à Google de supprimer un lien vers un site qui la critiquait. Selon Mme Chou, Google ne s'est pas plié à ces demandes des autorités espagnoles et polonaises.

Mais au Brésil, une cour électorale a conduit Google à supprimer quatre profils d'utilisateurs de son réseau social Orkut en raison de leur contenus politiques. Dans ce pays, la législation sur la diffamation permet d'obtenir le retrait d'informations même si elles sont vérifiées, explique Google. Il est en outre interdit de montrer des parodies de candidats en période électorale, ce qui conduit par exemple à supprimer des extraits de spectacles comiques.

Au Canada, Google s'est refusé à supprimer de YouTube une vidéo où un citoyen canadien urinait sur son passeport avant de le faire disparaître dans les toilettes, comme le demandaient des responsables canadiens.

En France, les autorités ont mis en cause 58 liens, messages ou vidéos. Google a accepté pour 67% des demandes appuyées par la justice, et 47% des autres.

Bond des demandes de censure en Inde

En Inde, les demandes ont bondi de 49% entre le premier et le deuxième semestre.

Au Pakistan, le ministère de l'information a demandé le retrait de six vidéos se moquant des militaires et des responsables politiques, mais Google n'a pas obéi. En revanche le groupe internet a fermé cinq comptes YouTube à la demande de l'association britannique des officiers de police, qui estimaient qu'on y trouvait l'apologie du terrorisme.

En Thaïlande le ministère de l'information, des communications et des technologies a demandé le retrait de 149 vidéos considérées insultantes pour la monarchie. Google a restreint le visionnage de 70% de ces vidéos.

Les demandes officielles de la Turquie concernaient essentiellement des vidéos sur Mustafa Kemal Atatürk, et Google a rendu certains clips inaccessibles dans le pays.

"Nous nous rendons compte que les chiffres que nous communiquons ne fournissent qu'un petit éclairage sur ce qui se passe dans le web en général", a déclaré Mme Chou, "mais nous espérons qu'en cultivant la transparence sur ces données, nous pouvons contribuer au débat public sur la façon dont le comportement des gouvernements façonne internet".

Un article de lexpansion.com du 19 juin 2012

Près d'un Américain sur sept ne dispose pas de couverture maladie. (20.06)

15% de la population aux Etats-Unis ne disposaient pas d'une couverture maladie en 2011. Sont surtout touchés les personnes pauvres, les Hispaniques, les non-diplômés et les chômeurs.

Près d'un Américain sur sept (15,1% de la population des Etats-Unis) était dépourvu de couverture maladie en 2011, selon une étude des services de santé américains publiée mardi.

Quelque 46,3 millions de personnes (15,1%) n'étaient pas assurées au moment où elles étaient interrogées, 58,7 millions (19,2%) n'avaient pas été assurées à un moment de l'année précédant l'entretien et 34,2 millions (11,2%) n'étaient pas assurées depuis plus d'un an, selon cette enquête des Centres de contrôle des maladies (CDC).

L'étude est publiée alors que les Etats-Unis attendent une décision de la Cour Suprême, la plus haute juridiction du pays, sur une réforme emblématique du président Barack Obama qui rend obligatoire la couverture maladie. Quelque 7% des enfants de moins de 18 ans n'étaient pas assurés au moment de l'entretien, comme 27,9% des 19-25 ans, soit 8,4 millions de personnes, détaille l'étude.

Le nombre de personnes non assurées baisse dans toutes les tranches d'âge par rapport à l'année précédente, remarque l'étude, qui montre que sont surtout touchés les personnes pauvres (40% sont sans assurance), les Hispaniques, les non-diplômés et les chômeurs. Les chiffres publiés sont des projections nationales se basant sur des entretiens réalisés dans 32 des 50 Etats américains.

Un article de l'AFP du 19 juin 2012

Espagne: un conflit minier s'enlise dans le nord, la grève tourne à l'émeute. (20.06)

Des lance-pétards aux allures de lance-roquettes, des barricades enflammées: les rues du village minier de Cinera, dans le nord de l'Espagne, se sont transformées mardi en scène d'émeutes d'une violence rarement vue depuis le début du conflit des mineurs il y a un mois.

"Attention, ils arrivent!", crient quelque 200 mineurs qui viennent de mettre le feu à des barricades, certains tapant sur les rails de sécurité pour prévenir de l'arrivée des policiers anti-émeute, venus lever les barrages enflammés qui coupent la route et la voie ferrée.

Tout ce village de 1.000 habitants, la plupart mineurs ou leurs familles, depuis plusieurs générations, se mobilise.

Ce n'est pas la première fois que les mineurs coupent le trafic routier et ferroviaire entre Gijon et Leon depuis que les syndicats ont décidé la grève illimitée, le 31 mai.

Mais aujourd'hui, ils sont encore plus déterminés, persuadés que le gouvernement ne reviendra pas sur sa décision de réduire les aides de 63% au secteur du charbon s'ils ne se font pas plus violents.

A la clé, selon eux, la survie de 30.000 emplois directs ou indirects, menacés par la fin programmée des aides publiques au charbon.

"On ne va pas s'arrêter, ils se fatigueront avant nous. Pour nous c'est la guerre", assurent en chœur plusieurs mineurs.

Alors qu'au loin on entend le claquement des premiers fumigènes tirés par la police, les manifestants, tous encagoulés, le visage sous des foulards, se préparent, s'armant de bouteilles, de cailloux, de frondes. Certains prennent position avec des lance-pétards aux allures de lance-roquettes.

Commence alors une bataille rangée entre policiers et manifestants. Les mineurs lancent tout ce qu'ils peuvent, bouteilles, cailloux, pierres, à la main ou à l'aide de frondes.

Les policiers, casqués, protégés par d'épais gilets pare-balles et par des boucliers, répondent par des tirs de balles en caoutchouc et de fumigènes. Certains visent le ciel mais d'autres tirent vers les manifestants.

"Bande de fils de p..., ils nous tirent dessus", hurlent les mineurs. Les balles en caoutchouc fument, certaines brisant des vitres. Des voitures de police garées sont aussi touchées par des jets de bouteilles et de pierres.

Les policiers se retirent

Après une demi-heure d'affrontements, les policiers se regroupent et se retirent du village, harcelés par les manifestants.

"Le gouvernement doit comprendre qu'ici, c'est Belfast. En 1991, le conflit a duré cinq mois. Ça ne nous fait pas peur. On est prêt à aller jusqu'au bout", affirme Ramon, un mineur retraité de 52 ans qui préfère comme les autres conserver l'anonymat.

Le maire de la localité, Francisco Castanon confirme: "C'est l'affrontement le plus dur que j'ai vu depuis le début du conflit".

"La question qu'on se pose tous ici, c'est: où est passé l'argent, toute l'aide européenne ? Elle s'est perdue en chemin. Les régions ont dilapidé cet argent et la reconversion de la zone n'a pas eu lieu", dénonce Ruben Dario, responsable du syndicat CCOO pour la zone.

Face à ce "*scandale*", pas question de désarmer. Les syndicats CCOO et UGT ont annoncé mardi une "*marche noire*" de 500 kilomètres jusqu'à Madrid.

Les mineurs partiront vendredi en trois colonnes, de 60 marcheurs chacune, des régions de Castille-et-Leon, des Asturies et d'Aragon, dans le nord de l'Espagne. L'arrivée est prévue à Madrid le 11 juillet.

Lundi, des dizaines de milliers de mineurs et leur familles avaient défilé dans les régions minières et plusieurs villes étaient restées mortes, à l'occasion d'une journée de grève générale à l'appel des syndicats.

Un article de lexpress.fr du 19 juin 2012

Ce qu'il faut retenir du G20 de Los Cabos. (20.06)

Bisbilles entre dirigeants européens, enterrement de la taxe sur les transactions financières, pressions sur la zone euro: il y a eu peu d'avancées lors de cette réunion des grands dirigeants de la planète. Le FMI, qui a vu sa capacité de prêt renforcée, est le grand gagnant.

La lutte contre les paradis fiscaux avance... sur le papier: sur ce terrain, une petite avancée est à noter. 13 pays dit "non coopératifs" ont été montrés du doigt. De surcroît, le sujet de l'évasion fiscale des grandes multinationales, via des systèmes de transfert entre filiales de grands groupes installées dans des paradis fiscaux, a été inscrit à l'agenda des discussions. Une nouveauté. La cagnotte du FMI mieux dotée: le fond monétaire international a vu ses moyens nettement renforcés. Ils grimpent à 456 milliards d'euros. Une quarantaine de pays vont apporter leur contribution pour permettre à l'institution dirigée par Christine Lagarde d'endiguer la contagion de la crise de la zone euro. Optimiste? Le FMI est, en tout cas, le grand gagnant de cette édition du G20.

La taxe sur les transactions financières enterrée: elle ne devrait pas voir le jour de sitôt. Ce projet, si cher à Nicolas Sarkozy, ne devrait même pas figurer dans la déclaration finale du G20. Une nette victoire des Etats-Unis et de la Chine, farouchement opposés à cette mesure. Refusant tout défaitisme, François Hollande s'est voulu pragmatique: *"Ne recherchons pas l'unanimité sur ce sujet. Ce serait un vœu pieux"*. Reste une autre solution, plus limitée: mettre en place une "coopération renforcée" sur le sujet entre pays européens ou réfléchir à un *"instrument commun"* à plusieurs pays.

De la Grèce à l'Espagne, l'Europe au coeur des discussions: le sommet international avait, cette fois encore, les yeux rivés sur l'Europe. Il a été question de la situation en Grèce, bien sûr, mais la victoire dimanche soir d'une coalition favorable au maintien dans la zone euro a été accueillie avec soulagement par les gouvernants. En revanche, nombre d'entre eux se sont montrés préoccupés par la situation en Espagne, où les banques traversent une crise sans précédent.

La prudence de François Hollande face à la Chine: le président français s'est entretenu avec le chef d'Etat chinois Hu Jintao. Hollande a-t-il exigé la convertibilité du yuan, comme il s'y était engagé pendant la campagne? *"Pas expressément"*, a confié un ministre français. En revanche, il a été question des échanges commerciaux entre les deux pays et de quelques dossiers brûlants comme l'Iran. François Hollande se rendra dans les prochains mois dans l'Empire du milieu.

La pression de Barack Obama sur l'Union européenne: lundi soir, une rencontre entre le chef d'Etat américain et ses homologues européens a été reportée. *"Il était tard, notamment pour les Européens"*, veut croire François Hollande pour expliquer cette décision. Les Américains semblaient plutôt attendre que les Européens clarifient leurs positions sur plusieurs dossiers chauds, comme l'Espagne. Un membre de la délégation française positive: *"Quand on parle aux autres, on est obligé de se mettre d'accord entre nous, cela crée des cristallisations"*.

La provocation anti-Hollande de David Cameron: le premier ministre britannique n'y est pas allé de main morte. Il s'est dit prêt à *"dérouler le tapis rouge"* pour les entreprises fuyant la future tranche d'imposition marginale de 75% promise par François Hollande pendant la campagne, lors d'une rencontre avec des dirigeants d'entreprise lundi 18 juin, en marge du G20. Et il a moqué la fiscalité française. Le socialiste n'a pas apprécié: *"Je ne me dissiperai pas des objectifs que je me suis fixé"*, a-t-il indiqué. Avant d'assurer qu'il n'entrerait pas dans cette polémique, préférant prendre de la hauteur et faire preuve de *"noblesse d'âme"*. Sous-entendu: pas comme David Cameron. Et d'ajouter: *"Sur la politique fiscale, nous ferons la comparaison"*.

Un article de l'AFP du 21 juin 2012

Mécanisme européen: un imbroglio juridique retarde la ratification allemande. (22.06)

Angela Merkel a obtenu jeudi le ralliement de l'opposition allemande au pacte budgétaire européen et du fonds de secours MES, mais un imbroglio juridique vient compliquer la mise en oeuvre à l'échelle européenne du mécanisme d'aide.

Ce contre-temps est une mauvaise nouvelle pour la chancelière allemande, à la veille d'un mini-sommet des quatre principales économies de la zone euro (Allemagne, France, Italie, Espagne) à Rome.

Après plusieurs jours de négociation, elle avait réussi à lever le dernier obstacle qui semblait pouvoir s'opposer à une ratification du texte combinant pacte budgétaire et MES à la date prévue, en ralliant les sociaux-démocrates et les Verts afin de réunir la majorité requise des deux tiers au Parlement allemand.

Mais c'était compter sans la Cour constitutionnelle de Karlsruhe (ouest) qui, ces derniers temps, n'a cessé de se rappeler au bon souvenir du gouvernement fédéral, à coup de décisions renforçant les prérogatives du Parlement face à l'exécutif.

A la grande surprise de Berlin -- le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, s'étonnant par exemple que "*deux organes constitutionnels communiquent ainsi publiquement*" --, la plus haute juridiction du pays a demandé au président allemand Joachim Gauck de surseoir à la signature de ce texte de loi incluant le Pacte budgétaire et le mécanisme de sauvetage MES.

Lequel a fait savoir qu'il répondrait favorablement à cette demande.

La Cour avait présenté cette requête pour pouvoir examiner un éventuel recours contre le texte de la gauche radicale Die Linke, seul parti à ne pas s'être rallié au gouvernement.

Le vote du Parlement allemand est prévu le 29 juin mais sans la signature du président, le texte n'a aucune portée juridique.

Un retard de deux à trois semaines

Cette signature ne pourra intervenir que lorsque le recours annoncé par Die Linke aura pu être examiné par la Cour constitutionnelle, ce qui devrait prendre entre deux et trois semaines, a indiqué un porte-parole de la Cour à l'AFP.

Le MES devait initialement entrer en vigueur en juillet, une année avant la date initialement prévue, et a une capacité de 500 milliards d'euros, 80 milliards d'euros de capital et le reste sous forme de garanties.

Le fonds ne peut démarrer qu'une fois ratifié par des Etats pesant 90% du capital. Impossible donc de se passer de l'Allemagne, première contributrice qui en verse à elle seule plus d'un quart.

Une mise en oeuvre rapide de ce mécanisme était d'autant plus attendue qu'il pourrait par exemple être mis à contribution très vite pour soutenir le secteur bancaire espagnol.

Jusqu'à la demande de la Cour et la réponse du président, la journée de jeudi avait pourtant été une réussite pour la chancelière qui, en lâchant quelques concessions marginales en matière de croissance et de taxation des marchés, avait réussi à convaincre le SPD et les Verts de soutenir le texte.

Angela Merkel fait quelques concessions

Mme Merkel s'est engagée à soutenir plus vigoureusement en Europe l'introduction d'une taxe sur les transactions financières, ainsi que le financement de grands chantiers.

En échange, l'opposition qui avait entrepris de monnayer ses voix plus durement après les victoires électorales des socialistes français, a promis de voter dans le sens du gouvernement, comme elle l'a toujours fait depuis le début de la crise.

Mme Merkel avait insisté pour ratifier simultanément le pacte budgétaire et le MES, une façon symbolique selon elle de lier rigueur et aide aux pays en détresse, là où de nombreux pays ont au contraire opté pour des procédures séparées.

Le retard lié au report de signature du président n'a suscité qu'une très brève réaction du gouvernement fédéral, le porte-parole de la chancellerie, Steffen Seibert, se contentant d'indiquer qu'il n'y avait *"jamais"* eu de contact entre Mme Merkel et M. Gauck, *"à propos de la question de la loi sur le MES et le Pacte budgétaire, et de son calendrier"*.

"Toute autre affirmation n'est pas conforme à la réalité", a-t-il ajouté, alors que des informations de presse faisaient état de pressions de la chancellerie pour que le président signe très vite le texte de loi.

Complément à partir d'un autre article de l'AFP du même jour

"C'est dans l'ensemble un bon résultat que je pourrai défendre avec une certaine confiance devant (les députés sociaux-démocrates du SPD) pour promouvoir la ratification du pacte" budgétaire, a estimé lors d'un point-presse Frank-Walter Steinmeier, qui emmène le groupe parlementaire social-démocrate.

Depuis le début de la crise en zone euro, les sociaux-démocrates allemands ont toujours soutenu le gouvernement Merkel au moment des votes décisifs. Ils se sont fait davantage prier cette fois, encouragés en particulier par les victoires électorales des socialistes français.

Le chef de file des écologistes Cem Özdemir a également constaté que le gouvernement *"avait fait un pas"* vers les Verts.

La gauche radicale Die Linke persiste elle dans son refus et, faute de poids suffisant au Parlement, entend bloquer le processus devant la Cour constitutionnelle.

Les juges appelés à trancher

Cette dernière a demandé jeudi au président fédéral Joachim Gauck de retarder sa signature du texte sur le MES et le pacte, de manière à examiner une plainte potentielle.

Mme Merkel tient à faire ratifier de manière simultanée les deux instruments, bien que le pacte budgétaire lui-même n'entre en vigueur qu'à partir du 1er janvier 2013. Elle a pour cela besoin des voix de l'opposition, afin de réunir la majorité requise des deux tiers au Parlement allemand.

Le vote doit être bouclé le 29 juin, juste à temps pour la mise en oeuvre prévue le 1er juillet du MES, qui pourrait être mis à contribution pour les banques espagnoles. L'intervention de la Cour constitutionnelle risque toutefois de bouleverser ce calendrier.

Jusqu'ici le pacte budgétaire cher à Mme Merkel, qui est censé durcir le contrôle des finances nationales en Europe, n'a été ratifié que par une poignée de pays.

L'accord trouvé entre les deux camps a pour *"élément essentiel une mise à contribution du secteur financier"* sous la forme d'une taxe sur les transactions internationales, selon un communiqué du gouvernement.

La chancellerie conservatrice a accepté de défendre avec plus de vigueur cette idée, qu'elle soutenait jusqu'ici à condition que la taxe soit introduite par tous les pays de l'Union européenne ou au moins de la zone euro, une hypothèse peu réaliste.

Désormais, Berlin souhaite une introduction de cet instrument avant la fin de l'année et avec la *"participation active d'au moins neuf Etats"*.

Pour le reste, M. Özdemir a assuré que Mme Merkel "*avait renoncé à une stratégie de la seule rigueur*", au vu des quelques concessions faites en matière de croissance.

Un article de l'AFP du 22 juin 2012

Rio+20 s'achève sur une série de promesses et sous les critiques. (23.06)

Le sommet Rio+20 devait s'engager vendredi dans un texte à promouvoir une "économie verte" épargnant les ressources naturelles de la planète et éradiquant la pauvreté, pendant que les critiques fusaient sur son absence d'objectifs contraignants et de financement.

Vingt ans après le Sommet de la Terre qui avait imposé l'environnement sur l'agenda mondial, le sommet sur le développement durable, précédé par des mois de discussions et de négociations, devait s'achever vendredi à Rio sur la ratification d'un compromis à minima mis au point par le Brésil, pays hôte.

Quelque 190 pays de l'ONU devaient signer ce texte, intitulé *"Le monde dont nous voulons"*.

Celui-ci a été salué par le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon comme étant un *"très bon document, une vision sur laquelle nous pourrions bâtir nos rêves"*.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton s'est elle aussi félicité du résultat: *"nous nous sommes ligüés autour d'une déclaration finale qui marque une avancée réelle pour le développement durable"*.

La tonalité était très différente au sein de la société civile, très en colère. Des milliers de militants ont clamé leur déception pendant les trois jours du sommet, dénonçant l'*"échec"* et le manque d'ambition de Rio+20.

Pour Kumi Naidoo, directeur général de Greenpeace International, *"on remet en ordre les fauteuils sur le pont du Titanic alors qu'il est en train de sombrer"*.

"Les attentes étaient très faibles mais le résultat est encore plus maigre... Ce fut une occasion manquée", a estimé Manish Bapna du centre de réflexion américain World Resources Institute (WRI)

Hanté par l'échec de la conférence de Copenhague en 2009 qui s'était achevée sur un fiasco retentissant, pays riches et pauvres se sont accordés sur une série de promesses pour guérir les plaies de la planète.

La longue liste de maux inclut la faim, la pauvreté, et aussi la désertification, l'appauvrissement des océans, la pollution et la déforestation, le risque d'extinction de milliers d'espèces...

"Nous chefs d'Etat et de gouvernement (...) renouvelons notre engagement envers le développement durable et envers un avenir économiquement, socialement et écologiquement durables pour notre planète et pour les générations présentes et futures", commence le projet de déclaration.

Le principal acquis est la décision de lancer des *"Objectifs du développement durable"* (ODD) sur le modèle de ceux du Millénaire adoptés en 2000 par l'ONU. Leur définition est toutefois laissée à un groupe de travail qui devra faire ses propositions en 2013, pour une mise en place à partir de 2015.

Ces objectifs devront être *"en nombre limité, concis et tournés vers l'action"*, selon la déclaration.

Rio+20 prône une *"économie verte"*, modèle de développement moins destructeur pour la planète dont la population devrait passer de sept milliards aujourd'hui à 9,5 milliards en 2050.

Mais en raison des craintes des pays pauvres que ce concept ne cache un protectionnisme déguisé des pays riches, la déclaration souligne que *"les politiques d'économie verte"* doivent *"respecter la souveraineté nationale de chaque pays"* et ne pas constituer *"une restriction déguisée au commerce international"*.

Le financement est resté en suspens : en temps de crise, et avec des budgets à sec, les pays riches n'ont plus les moyens de mettre la main à la poche. La proposition des pays en développement d'un fonds de 30 milliards de dollars, est restée sans suite.

Rio+20 encourage ainsi de nouvelles sources de financement - entreprises, partenariats, etc.- ainsi que des "financements innovants", sans les détailler.

"Il est facile de dire que le document est sans ambition. Mais personne n'a mis de ressources supplémentaires sur la table. J'ai vu les pays en développement prendre des engagements mais aucun pays riche ajouter des ressources", a dénoncé la ministre brésilienne de l'Environnement Izabella Teixeira.

Un article de l'AFP du 22 juin 2012

L'Union européenne progresse vers le fédéralisme à petits pas et sans le dire. (23.06)

Désamorcer la crise de la dette impose aux pays de l'UE une plus grande solidarité, mais les abandons de souveraineté qu'elle suppose ne peuvent se discuter qu'à mots couverts pour ne pas réveiller la suspicion des anti-fédéralistes.

"Nous devons aller vers davantage d'intégration financière, budgétaire et économique. Nous aurons une union économique pour la fin de l'année", a affirmé le président de l'UE, Herman Van Rompuy lors du sommet du G20 au Mexique.

Chargé de préparer un rapport pour le sommet européen des 28 et 29 juin, M. Van Rompuy *"est très ambitieux, avec des idées concrètes"*, a confié à l'AFP un responsable européen.

"Il fonde cette intégration sur une union économique, une union bancaire, une union budgétaire et une union politique", a-t-il souligné.

"La crise a montré la nécessité d'accélérer l'intégration européenne", a affirmé vendredi le chef de la diplomatie allemande Guido Westerwelle. Il s'agit de *"renforcer l'Europe pour la rendre plus efficace et capable d'agir"*, a-t-il plaidé.

Le chef du gouvernement italien Mario Monti, de sensibilité fédéraliste, soutient également cette démarche. *"Pour sortir dans de bonnes conditions de cette crise de la zone euro et de l'économie européenne, davantage d'intégration est nécessaire"*, a-t-il déclaré dans un entretien publié vendredi par plusieurs journaux, dont le Guardian.

"Avec une Europe fédérale, nous n'aurons plus cette discontinuité dans les processus décisionnels", soutient son ministre en charge des Affaires européennes Enzo Moavero.

Mais le fédéralisme est *"un concept très sensible dans certains pays"*, car il signifie céder des pans de souveraineté nationale à des instances supérieures européennes, avertit un responsable européen.

Le Royaume-Uni ne veut pas en entendre parler. La France est pour sa part très réticente à toute perte de sa souveraineté. Les décisions doivent revenir aux chefs d'Etat et de gouvernement européens, soutient Paris.

"En Europe, il y a toujours beaucoup d'enthousiasme à mutualiser les fardeaux mais beaucoup de réserves quand il s'agit de céder de la souveraineté à l'échelle européenne", raille l'entourage de la chancelière Angela Merkel.

Ces réserves sont prises en compte. *"Le mot fédéralisme n'est pas utilisé dans le document que présentera Herman Van Rompuy, car il ne faut pas réveiller les vieux démons"*, a expliqué un responsable européen.

"Le président François Hollande ne veut pas raviver" les plaies ouvertes en France après l'échec du référendum sur la constitution européenne en 2005, a-t-il ajouté.

Aux Pays-Bas, où les électeurs avaient également rejeté le projet de constitution européenne, des élections législatives anticipées sont prévues le 12 septembre *"et il ne faut pas braquer les débats"* sur l'avenir institutionnel de l'UE, a insisté ce responsable européen.

"La construction européenne est une suite de compromis", rappelle-t-il. Elle comporte déjà des éléments de fédéralisme, comme la BCE et la Cour européenne de Justice (CEJ), a-t-il souligné.

Le président français François Hollande préconise en effet d'avancer *"étape par étape"*.

Dans un mémoire adressé à Herman Van Rompuy, le président français a recommandé *"d'établir une feuille de route pour 10 ans afin de permettre d'examiner les conditions d'intégration, notamment budgétaire, et le cadre institutionnel et politique permettant de parvenir à ces objectifs en assurant la nature démocratique des décisions"*.

Cette politique des étapes va s'appliquer aux euro-obligations réclamées par Paris. *"Une communautarisation des dettes exige nécessairement une plus forte intégration politique, et nécessitera certainement plusieurs années"*, a expliqué le Premier ministre français Jean-Marc Ayrault à l'hebdomadaire allemand Die Zeit.

Un article de lexpress.fr du 25 juin 2012

11% des Français souffrent de la solitude. (26.06)

4,8 millions de personnes souffrent de la solitude

Si près d'un Français sur cinq déclare "se sentir seul", 4,8 millions de personnes -soit 11% de la population - sont réellement isolées, d'après le rapport de 2012 de la Fondation de France. *"On considère qu'une personne est isolée à partir du moment où elle a moins de quatre relations amicales ou familiales par mois"*, précise Martine Gruère, responsable solidarité à la Fondation de France. Et de préciser que la plupart de ces personnes dans cette situation n'entretiennent des liens sociaux que d'un seul type: ils fréquentent soit leur famille, soit leurs amis, soit leurs collègues.

La solitude, un "cercle vicieux"

Pour la Fondation, la solitude se traduit principalement par l'impression de ne compter pour personne. C'est un sentiment d'abandon, d'inutilité et d'exclusion. Les trois quarts des cas découlent d'un éloignement familial ou amical, de l'absence d'emploi, d'un déménagement ou d'un problème de santé. Il est très difficile de s'en sortir car la solitude est *"un cercle vicieux"*, estime Martine Gruère. D'autant que *"lorsque les gens seuls ont un contact ils peuvent vite devenir envahissants, ce qui crée une situation de recul de la part des autres et ne résout en rien leur isolement"*, constate-t-elle.

Les trentenaires de plus en plus touchés

Si les personnes âgées - notamment les plus démunies - restent les plus isolées (21% d'entre eux en souffrent), ce dénuement n'épargne personne. L'âge moyen des personnes isolées est de 54 ans, selon la Fondation. Les séparations conjugales, la perte de l'emploi et le départ des enfants du foyer en sont les principales causes. Les plus jeunes ne sont pas non plus épargnés. Ainsi, 9% des trentenaires vivent dans la solitude, soit trois fois plus qu'en 2010, selon les chiffres de la Fondation. *"C'est l'âge auquel on se détache de sa famille. Cette période s'accompagne de la précarité de l'emploi et du logement qui favorise la solitude"*, assure Martine Gruère. *"Et la crise économique est certainement liée. Le manque d'argent limite les sorties et donc les occasions de rencontres"*, ajoute-t-elle.

Le travail a perdu son rôle d'insertion sociale

Pour environ un tiers de Français, le travail n'est plus un facteur de convivialité. Les hommes, qui traditionnellement avaient plus de relations avec leurs collègues que leurs homologues féminines, sont plus touchés: ils souffrent d'avantage de cette rupture du lien social dans le milieu professionnel.

Les travailleurs indépendants (agriculteurs, micro-entrepreneurs) ne sont pas les seuls à souffrir de cette solitude, les salariés occupant des emplois précaires (CDD, intérim), qui ne permettent pas d'entretenir des relations sur le long terme, sont également touchés. Les temps partiels et les horaires décalés rendent eux aussi ces liens difficiles. La pression ressentie par les travailleurs est également un facteur d'isolement. *"Les employés s'autorisent de moins en moins à prendre des pauses, moment conviviaux, pendant leur travail"*, estime Martine Gruère. *"Personne n'a la volonté de créer la solitude et pourtant nos modes de vie actuels en sont les principaux facteurs"*, conclue-t-elle.

Comment en venir à bout?

Pour la Fondation, il faut réintégrer l'individu dans un groupe, l'associer à un projet commun par l'intermédiaire d'associations spécialisées. Mais toute la difficulté réside dans la rencontre entre les personnes isolées et ces organisations. Leur mise en relation se fait souvent par l'intermédiaire des travailleurs sociaux et des municipalités qui sont les principaux interlocuteurs de ces personnes. Mais selon Martine Gruère, il ne faut pas se *"cantonner à l'assistanat"* et créer un véritable échange à l'initiative de toutes les parties prenantes. *"Pour pouvoir se guérir de la solitude il faut créer une réciprocité dans ses rapports avec les personnes"*, déclare-t-elle.

De même, pour vaincre la solitude il ne faut attendre du quotidien des moments exceptionnels, comme l'explique le rapport. Au contraire il faut accepter et apprécier les liens faits de proximité et de routine.

Un article d'atlantico.fr du 25 juin 2012

L'Allemagne a non seulement bénéficié de la crise mais en a été aussi largement à l'origine. (26.06)

L'économiste Richard Koo estime que la crise en Europe a commencé avec un plan de sauvetage de l'Allemagne par la Banque centrale européenne, ce qui a notamment permis au pays d'exporter plus facilement ses produits au reste des Etats européens qui s'endettaient pour les acheter.

Et si l'Allemagne était responsable de la crise actuelle de la zone euro ? Pure folie ? Pas selon Richard Koo, économiste au Nomura Research Institute. D'après lui, c'est en fait en partie de la faute de l'Allemagne si l'Espagne, la Grèce, l'Italie, l'Irlande ou encore le Portugal ont des problèmes aujourd'hui. Il explique en effet dans une note publiée en juin que les difficultés de l'Allemagne après la réunification dans les années 1990 et celles suivant l'introduction de la monnaie unique ont créé le climat pour les "booms" qui ont fini par paralyser les économies des pays de la zone euro.

Après l'euphorie de la réunification et à l'aube des bulles technologiques et des télécoms, qui ont particulièrement touché l'Allemagne, les Allemands se sont retrouvés avec des factures considérables et une stagnation de leur économie. Le gouvernement allemand ne pouvait pas fournir une stimulation suffisante ; la limitation à 3% des déficits fixée par le traité de Maastricht l'en interdisait en effet. La Banque centrale européenne s'est alors servie de mesures monétaires particulièrement lâches pour stimuler l'économie, en maintenant notamment des taux d'intérêt très bas.

Richard Koo déclare ainsi : *"En 2005, j'ai dit à un haut fonctionnaire de la BCE qu'il était injuste, pour sauver l'Allemagne, d'obliger d'autres pays à renforcer leurs économies avec une politique monétaire lâche, sans pour autant demander à l'Allemagne, qui avait finalement exagéré avec la bulle (technologique), un programme de relance budgétaire. L'employé avait alors répondu que c'est ce que signifiait avoir une monnaie unique : Comme on ne pouvait pas accorder à l'Allemagne une exception sur la relance budgétaire, la seule option restait de relever toute la région avec cette politique monétaire".*

Problème : Cette politique de la BCE – garder des taux d'intérêts très bas – a entraîné un boom des investissements mais aussi une bulle immobilière. Les pays périphériques ont alors enregistré des déficits commerciaux importants, comblés par les exportations allemandes, ce qui a d'ailleurs permis à l'Allemagne de se relever du marasme dans lequel elle était.

Richard Koo précise que *"les pays du sud de l'Europe, qui n'avaient pas participé à la bulle, pouvaient se vanter d'économies fortes et d'un secteur privé robuste. La politique des taux à 2% de la BCE a donc conduit à une forte croissance de la masse monétaire, qui a à son tour alimenté la croissance économique et les bulles immobilières. Les salaires et les prix ont alors augmenté... laissant ces pays moins compétitifs en comparaison de l'Allemagne. En résumé, La politique de taux très faibles de la BCE a eu peu d'impact en Allemagne, mais elle n'était pas non plus suffisante pour d'autres pays de la zone euro. Et cela a entraîné des taux très différents d'inflation.*

Tandis que l'Allemagne devenait très concurrentielle en comparaison des économies de l'Europe du sud, les exportations ont beaucoup augmenté et ont même permis à l'Allemagne de sortir de récession. L'excédent commercial allemand a alors dépassé rapidement celui du Japon et de la Chine pour devenir le premier au monde, la majorité de cette croissance étant stimulée par les exportations vers le marché européen".

Richard Koo soutient donc que l'Allemagne serait à l'origine de la crise actuelle de la zone euro – par l'intermédiaire de la BCE – et même qu'elle aurait bénéficié de cette crise. Il ajoute aussi que le coût salarial unitaire en Allemagne n'a pas augmenté aussi vite que celui d'autres pays de la zone euro (voir graphique sur les coûts du travail dans plusieurs pays de la zone euro) car une politique de faible taux comme celle pratiquée la BCE après l'éclatement de la bulle technologique ne fonctionne pas très bien en récession de bilan, situation que vivait alors l'Allemagne.

Donc l'idée que l'Allemagne a été très disciplinée quant aux salaires de ses citoyens, contrairement au reste des pays de la zone euro, est un mythe. Mais maintenant, l'Allemagne va devoir affronter le fait qu'elle n'est plus un miracle économique qui peut prospérer uniquement sur la productivité de ses travailleurs et une discipline gouvernementale. Merkel aurait donc tort d'imaginer que si l'austérité a fonctionné pour l'Allemagne, ça marchera aussi pour la Grèce. En effet, si l'Allemagne a pu prospérer ces dernières années,

c'est aussi parce que d'autres pays de la zone euro se sont endettés pour acheter des produits allemands, plus intéressants comme l'explique Richard Koo. Angela Merkel n'avait alors aucune raison de vouloir changer les choses, puisqu'elles fonctionnaient si bien pour l'Allemagne. Mais maintenant que le miracle économique allemand pourrait toucher à sa fin, la chancelière va être obligée de modifier sa politique. Le ralentissement que connaît l'Allemagne actuellement pourrait donc être la meilleure chose qui soit arrivée depuis longtemps.

Crise de la zone euro: «Hollande a tort», clame le «Wall Street Journal». (26.06)

TRIBUNE - A la suite du mini-sommet de Rome, le journal américain considère qu'une décision n'a jamais été aussi loin d'être prise pour une sortie de crise. Pire encore, il n'y a aucune chance qu'une solution soit trouvée au sommet européen des 28 et 29 juin prochain, en grande partie à cause de la France, selon le quotidien...

C'est un véritable «J'accuse» financier et idéologique qui fait l'effet d'une bombe chez les observateurs. Le Wall Street Journal, quotidien américain de référence en matière économique, s'attaque, dans une tribune publiée ce lundi, au président français François Hollande, l'accusant de bloquer toute issue à la crise de la zone euro, au sortir du mini-sommet de Rome.

Tout le débat, selon le quotidien, repose sur la question de savoir si oui ou non l'Allemagne va faire des chèques en blanc, notamment pour les banques espagnoles. Et de ce point de vue, le WSJ dénonce un dialogue de sourds entre un François Hollande qui estime qu'*«il ne peut pas y avoir de transfert de souveraineté s'il n'y a pas d'amélioration de la solidarité»* et une Angela Merkel qui rétorque qu'*«il ne peut pas y avoir de garanties sans contrôles.»*

La France opposée au transfert de souveraineté

Les solutions à apporter à la crise sont pourtant simples dans l'immédiat: le rachat de bonds par la BCE, la recapitalisation des banques par les fonds de sauvetage et la création d'euro-bonds. *«Mais rien de tout ça ne sera mis en place, répète le WSJ, durant le sommet de cette semaine»*. Ce qui ne signifie rien de bon dans les signaux envoyés aux marchés.

«La pensée commune s'en prend à l'Allemagne pour cette impasse car elle est accusée de vouloir éviter la prochaine crise plus que de régler celle en cours», constate le WSJ qui soutient la chancelière en expliquant qu'une mutualisation de la dette sans union politique est dangereuse. Et à ce titre, un pays s'oppose systématiquement au transfert de souveraineté: la France, pointe du doigt le journal. *«C'est pour cela que la zone euro a grandement été dessinée à l'image d'un club d'Etats souverains»*.

«Hollande a tort»

«François Hollande a tort car le débat sur la souveraineté n'est pas un problème périphérique. Il est justement placé au cœur du débat sur la solidarité. Et la France est le plus gros obstacle à cette construction», poursuit le quotidien. Et de conclure: *«Il faut offrir aux marchés un mécanisme solide, de solvabilité de long terme. Ceux qui appellent à une action immédiate n'ont pas foncièrement tort, mais rien ne doit être décidé furtivement.»*

Une façon d'annoncer, aussi, que l'acte IV entre Angela Merkel et François Hollande cette semaine, risque d'être un nouveau coup d'épée dans l'eau pour la zone euro.

Un article de Reuters du 26 juin 2012

Quatre usines automobiles sur dix en surcapacité en Europe. (27.06)

Quatre usines automobiles européennes sur dix souffrent actuellement de surcapacités, notamment en Italie et en France, selon une étude du cabinet de conseil Alix Partners publiée mardi.

Ces quarante sites de production, sur la centaine qu'héberge le continent, opèrent en deçà de leur point mort en utilisant moins de 75-80% de leurs capacités de production, taux jugé optimum pour le secteur.

"L'équivalent de ces 40 usines sous-chargées représente plus de 1,4 million d'unités de production annuelle", a déclaré Nicolas Beaugrand, directeur chez Alix Partners en charge du secteur automobile à Paris. "C'est une surcapacité considérable qui ne peut pas dans la durée rester ainsi."

Pour pallier cette sous-utilisation imputable à la concurrence croissante de véhicules fabriqués hors d'Europe et à une baisse du marché européen attendue cette année de l'ordre de 5%, les constructeurs enchaînent les remises, mais si cette stratégie permet de soutenir en partie les volumes, elle pèse sur la rentabilité.

"C'est une spirale vers le bas, et tant qu'il n'y a pas un changement plus structurel dans le redémarrage du marché ou dans la baisse des capacités, cette course accroît non stop la pression sur les constructeurs et sur leur santé financière", a ajouté Nicolas Beaugrand.

Face à ce problème chronique de surcapacités, l'Europe est coupée en deux. Selon Alix Partners, le taux d'utilisation des usines allemandes est estimé à 89% en 2012, soutenu par la demande pour le haut de gamme germanique en Europe et à l'export tandis qu'en Grande-Bretagne, il est estimé à 92% grâce à l'actuel mouvement de relocalisation d'activités de production sur le sol britannique.

Par contraste, le taux d'utilisation des capacités devrait tomber à 60% cette année dans les usines françaises, et à 54% dans les sites d'assemblage italiens.

Le salut ne viendra pas du marché, puisqu'Alix Partners estime que les ventes en Europe devraient continuer de se dégrader en 2013, et les constructeurs les plus exposés -souvent des généralistes- ne pourront selon le cabinet faire l'économie de restructurations.

L'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) semble aujourd'hui la plus menacée, le groupe sochalien refusant d'évoquer un modèle pour prendre la relève de la Citroën C3 après 2014. Mais chez le compatriote Renault, si l'ensemble des sites français ont été pérennisés dans le dernier plan stratégique horizon 2016, l'usine de Maubeuge (Nord) a récemment réduit la voilure pour s'adapter à un fléchissement de la demande pour le Kangoo.

Alix Partners a rappelé que la dernière fermeture d'usine en France remonte à 1992, et que depuis 2007 seuls trois sites d'assemblage ont fermé leurs portes en Europe de l'Ouest alors que dans l'intervalle, huit nouvelles usines étaient inaugurées en Europe de l'Est.

Par contraste, les constructeurs américains ont fermé 18 usines, avec à la clé une réduction drastique de leurs effectifs mais aussi une remontée spectaculaire de leurs taux d'utilisation à 89% attendu en 2012, contre 63% en 2009, au plus fort de la crise violente qui a frappé le secteur après la faillite de Lehman.

Un article de leexpress.fr du 26 juin 2012

Dix chiffres à connaître sur les salaires en France. (27.06)

L'Insee a publié ce mardi une étude sur les salaires des Français en 2010. Combien gagnent les cadres, les femmes, les ouvriers, quel est le salaire médian ou quelle est la part des heures supplémentaires...

Le salaire net moyen en France s'établit à 2082 euros

Le salaire moyen en France dans le privé ou en entreprise publique s'est établi en 2010 à 2082 euros net par mois, selon une étude de l'Insee rendue publique ce mardi (pour 2764 euros brut). Il a progressé de 2% en euros courants, c'est-à-dire avant correction par la hausse des prix, et de 0,5% en tenant compte de l'inflation. Mais tout le monde n'a pas bénéficié de cette amélioration.

50% des salariés gagnent moins de 1675 euros

Le salaire médian, qui partage les salariés en deux groupes égaux, progresse de 0,3%, à 1675 euros, mais il demeure nettement inférieur, de près de 20%, au salaire net moyen en France. 90% des salariés gagnent moins de 3317 euros par mois. Les 1% les mieux payés gagnent plus de 7654 euros.

Les bas salaires ont baissé de 01% en 2010

En 2010, les 10% des salariés les moins bien payés, qui touchent moins de 1142 euros net par mois, ont vu leur salaire baisser de 0,1% C'est le seul décile dont le salaire diminue en 2010. " *Cette évolution s'explique par la baisse des salaires pour les moins bien rémunérés des ouvriers et des employés, qui constituent 93 % des salariés du 1er décile* ", estime l'Insee.

Les ouvriers payés en moyenne 1583 euros

Les trois quarts des embauches en intérim concernent des emplois ouvriers. Problème : "*Ces embauches de personnes aux salaires globalement plus faibles entraînent mécaniquement une baisse du salaire moyen des ouvriers*". Ainsi, le salaire net moyen des ouvriers diminue de 0,2% à 1583 euros net en 2010. Celui des ouvriers intérimaires accuse lui une baisse de 1,9%. L'emploi ouvrier représente 32,3% du total des effectifs salariés.

Le salaire des cadres à 3950 euros

Après deux années de baisse consécutives (0,5% en 2008 puis 1,6% en 2009), le salaire net moyen des cadres a progressé de 1% en 2010, à 3950 euros par mois. L'étude de l'Insee relève que "*c'est dans le secteur des activités financières, secteur qui emploie beaucoup de cadres (38%) et où la part de primes est particulièrement forte, que les salaires ont augmenté le plus en 2010 (+ 2,1 %) après deux années de forte baisse (- 5,2 % en 2009 et - 4,1 % en 2008)*". Dans la finance, le salaire moyen des cadres augmente, tout comme les effectifs, et l'institut veut y voir un signe d'une "*réelle amélioration*".

Une femme gagne 20% de moins qu'un homme... en moyenne

En 2010, une femme gagne en moyenne 19,7% de moins que son homologue masculin. Et plus elle peut prétendre à un salaire élevé, plus la différence avec les hommes s'accroît : elle passe ainsi de -8,5 % dans la tranche des 10% de salaires les plus faibles à 23,2% dans celle des 10% les plus élevés et même 36% chez le dernier pourcent des salariés les mieux payés. En corrigeant les effets de structure, l'écart de salaire entre hommes et femmes est encore de 10,7%. Cet écart se réduit d'année en année, mais à un rythme très lent : il était, en 2001 proche de 21,5%.

Les salariés à temps partiel moins bien payés de 17%

En moyenne, le salaire horaire net des postes à temps partiel est plus faible que celui des postes à temps complet: soit 15,24 euros de l'heure contre 18,41 euros. Cet écart de 17 % s'explique à la fois par une moindre part de personnel " très qualifié " et par des salaires horaires inférieurs à ceux des personnes à temps complet pour une même qualification. En 2010, le salaire horaire des temps non complets augmente légèrement plus que celui des temps complets.

Les heures sup' représentent 8,4% du salaire

La rémunération des heures supplémentaires représente en moyenne 8,4% du salaire net pour les 38 % de salariés qui en font. Cette proportion atteint 9% pour les cadres et les ouvriers. Malgré le fort recours à ce dispositif en 2010, les heures supplémentaires ne représentent que 2,4% du volume horaire total de travail. Tous secteurs confondus, les femmes sont moins concernées par les heures supplémentaires : elles sont environ deux fois moins nombreuses à en effectuer pour un volume d'heures représentant un tiers de celui des hommes.

58% des salariés ont été augmentés en 2010

L'inflation ayant été plus forte en 2010 qu'en 2009, la proportion de permanents ayant eu une augmentation de salaire supérieure à l'inflation diminue: 58 % en 2010 contre 68 % en 2009. En 2010, la proportion de personnes en place dont le salaire a progressé plus vite que l'inflation est la plus importante dans la restauration, plus précisément dans la restauration traditionnelle et les cafétérias. Comme les autres années, c'est également pour les moins de 30 ans que les progressions salariales sont les plus fortes, mais sur des salaires plus faibles en début de carrière.

Les salaires des jeunes progressent le plus

C'est chez les moins de trente ans que les progressions salariales sont les plus fortes, "*comme pour les autres années*", ajoute l'Insee, et ce parce que les salaires de début de carrières sont généralement bas. La progression a été, en 2010, identique chez les hommes et les femmes, et du même ordre qu'il s'agisse des jeunes salariés à temps plein ou à temps partiel.

Un article de l'AFP du 26 juin 2012

Les entreprises du CAC 40 ne valent plus que leurs fonds propres. (27.06)

La valorisation boursière des entreprises du CAC 40 a reculé au point qu'elle équivaut désormais au montant de leurs fonds propres, un *"phénomène rare"* découlant de l'inquiétude des investisseurs face aux incertitudes macro-économiques, selon une étude publiée mardi.

Le Profil financier du CAC 40, réalisé pour la 6e année consécutive par le cabinet Ricol Lasteyrie avec les chiffres à fin 2011, a révélé *"un véritable décalage entre l'activité et les résultats des sociétés du CAC 40 et leur niveau d'investissement, d'une part, et les valorisations de marché, d'autre part"*.

"Jamais" depuis la création de cette étude, *"les entreprises n'étaient apparues aussi mal valorisées par rapport à leurs fondamentaux, signe d'une inquiétude certaine face aux incertitudes macro-économiques"*, a relevé le cabinet dans un communiqué.

Ainsi, le ratio *"price to book"* --valorisation boursière sur fonds propres-- ressort désormais à 1, *"un phénomène rare"* marqué par une situation variable selon les secteurs. Au plus fort de la crise en 2008, la capitalisation boursière dépassait de 20% le montant cumulé des fonds propres.

Fin 2011, quinze sociétés de l'indice avaient une valorisation boursière inférieure à leurs fonds propres contre neuf un an plus tôt. Essilor est la seule société ayant un ratio p/b supérieur à 3, contre 13 en 2006.

Le secteur banque/assurance est le plus mal valorisé du fait de la crise des dettes souveraines, avec un ratio moyen de 0,5 contre 1,5 en 2006, d'autant que cette crise *"glisse progressivement vers une crise du secteur bancaire"*.

Des aléas réglementaires pèsent sur le ratio des industries régulées comme EDF (1,1), GDF Suez (0,7), Veolia (0,6), Bouygues (0,9), France Télécom (1,2) ou encore Vivendi (1).

Le secteur industrie et BTP affiche un ratio moyen de 1,4 mais avec des *"situations contrastées"* puisqu'Essilor a un p/b de 3,4 et Air Liquide de 2,7 --les deux meilleurs du CAC 40-- tandis que Renault (0,3) et Peugeot (0,2) ont les plus faibles.

Enfin, le secteur biens et services aux consommateurs affiche le ratio moyen le plus élevé du CAC 40 à 1,9 grâce à l'internationalisation des entreprises, en particulier leur développement dans les pays émergents (L'Oreal, LVMH, Danone, Pernod Ricard...).

Ces écarts *"s'expliquent en grande partie par la capacité des entreprises industrielles à profiter, ou non, de la croissance mondiale. Les entreprises trop centrées sur le marché européen souffrent davantage"*, relève le communiqué.

Depuis 2006, la part du chiffre d'affaires du CAC 40 réalisée hors d'Europe est passée de 27% à 38% en 2011.

L'étude a mis en exergue la meilleure situation des membres du CAC 40 dont le chiffre d'affaires cumulé a gagné 4% en 2011 à 1.322 milliards d'euros, accompagné d'une amélioration de la marge opérationnelle et une progression des investissements (+11%).

En revanche, leur résultat net a reculé de 10%, pâtissant de dépréciations d'actifs (10,3 milliards) et de l'absence de plus-values exceptionnelles contrairement à l'année précédente.

Autre constatation du cabinet: la baisse de 9,6% des dividendes versés au titre de l'exercice 2011 tandis que la moisson de l'impôt sur les sociétés a grimpé de 17,4% sur un an et les charges de personnel ont progressé de 1,3%.

Un article de l'AFP du 27 juin 2012

Etats-Unis: une ville de 300.000 habitants en cessation de paiement. (28.06)

Stockton, une ville californienne de près de 300.000 habitants, s'est déclarée en cessation de paiement après une longue crise budgétaire, devenant la plus grosse municipalité américaine à faire faillite, a-t-on appris mercredi auprès des autorités de la ville.

Le conseil municipal de Stockton, un port fluvial situé à une centaine de kilomètres à l'est de San Francisco, a entériné mardi soir la faillite de la ville, après l'échec de négociations avec ses créanciers. Un plan d'urgence a été adopté, prévoyant de lancer le processus de restructuration de la dette dans le cadre du code américain des faillites.

"La ville enclenchera (la procédure) d'ici à vendredi", a précisé mercredi à l'AFP Connie Cochran, porte-parole de la mairie.

Les fonds généraux, qui financent les services publics -- police, pompiers, bibliothèques... -- sont en déficit de 26 millions de dollars, sur un budget annuel total de 155 millions, précise un communiqué de la municipalité.

Le budget total de Stockton s'élève à 521 millions de dollars, dont 366 millions sont sécurisés et ne peuvent servir à éponger le déficit.

Sur les trois dernières années, la ville a dû faire 90 millions de dollars d'économies pour colmater son budget, "en réduisant les salaires et retraites de ses employés", précise le communiqué.

"La ville est déjà insolvable pour ses dépenses courantes et continuer à réduire les dépenses finirait pas porter atteinte à la santé et à la sécurité des citoyens", explique la municipalité.

"C'est la décision la plus difficile et la plus déchirante que nous ayons été amenés à prendre", a déclaré le maire, Ann Johnston.

Le plan d'urgence, en vigueur pendant le processus de restructuration, prévoit l'arrêt du remboursement des dettes, de nouvelles baisses de salaires pour les fonctionnaires et l'abandon de la contribution financière de la ville aux assurances maladies des retraités.

Stockton, comme beaucoup de villes américaines, a subi de plein fouet la crise immobilière. Après avoir beaucoup construit, elle est aujourd'hui la deuxième ville des Etats-Unis en termes de taux de saisies.

C'est aussi la deuxième ville la plus violente de Californie après Oakland, dans la banlieue de San Francisco.

Un article de l'AFP du 27 juin 2012

Italie: le parlement adopte la réforme du travail, juste avant le sommet UE. (28.06)

Pressés par Mario Monti, les députés italiens ont entériné mercredi la réforme du marché du travail pour permettre au chef du gouvernement de se rendre jeudi au sommet de Bruxelles avec cette mesure-phare en poche et rassurer ainsi ses partenaires européens.

Le texte a été adopté définitivement vers 16H45 GMT avec une majorité écrasante de 393 voix tandis que 74 députés ont voté contre et 46 se sont abstenus. Avant cela, le gouvernement avait remporté successivement quatre votes de confiance sur chacun des articles de la réforme.

Après un premier feu vert au Sénat le 31 mai, M. Monti avait demandé la semaine dernière au Parlement "d'accélérer" l'examen de la réforme afin que les dirigeants européens puissent "prendre acte" de *"l'adoption de cette importante réforme structurelle"*.

L'Italie se retrouve sous pression des marchés comme l'a encore prouvé le bond de ses taux d'emprunt lors d'une émission obligataire à court terme mercredi.

"La réforme n'est pas exactement celle que nous aurions voulue" mais *"nous attendons du sommet européen des résultats et c'est pour cela que nous voulons permettre à Monti d'aller"* à Bruxelles *"avec la réforme adoptée"*, a souligné le leader du PDL (droite, parti de Silvio Berlusconi) Angelino Alfano.

Afin d'arracher l'adoption de sa réforme, l'ancien commissaire européen a donc dû passer un marché avec sa *"majorité étrange"*, comme elle est surnommée dans la péninsule, en promettant de résoudre rapidement certains *"problèmes"* soulevés par les partis qui le soutiennent.

Alors que droite et gauche ont déjà imposé des modifications au Sénat, certains aspects de la réforme devront donc subir d'autres corrections, juste après son adoption par les députés.

Le PDL réclame plus de flexibilité pour embaucher à temps déterminé tandis que le PD (principale force de gauche) exige des modifications sur l'assurance chômage et exige en outre une solution pour les milliers de personnes qui vont se retrouver sans indemnités de chômage ni pension à cause de la réforme des retraites de décembre dernier.

Priorité de M. Monti depuis son arrivée au pouvoir en novembre, cette réforme, inspirée du modèle de *"flexi-sécurité"* à la danoise, vise à rendre le marché du travail plus flexible en facilitant les licenciements économiques, à travers la réforme de l'article 18 du Statut des travailleurs, à réduire la précarité et à favoriser l'embauche des jeunes à travers l'apprentissage.

Le manque de flexibilité et la *"dualité"* du marché du travail entre salariés trop protégés et précaires sont considérés par les économistes comme l'une des raisons de la faible productivité et de la croissance atone qui minent le pays depuis de nombreuses années.

Cette réforme remet en outre à plat l'assurance chômage en créant à partir de 2017 un seul système pour tous les salariés, alors que nombre d'entre eux en sont privés actuellement.

Présentée en mars au Parlement, après une négociation serrée avec les partenaires sociaux, elle se heurte toujours à la vive opposition du principal syndicat italien, la CGIL, tandis que le patronat juge qu'elle ne facilite pas suffisamment les licenciements.

Malgré les *"compromis"* qui ont empêché le gouvernement d'aller aussi loin qu'il le souhaitait notamment sur les licenciements, cette réforme est *"très importante"*, *"un pas en avant"* alors que *"personne ne s'y était attaqué depuis dix ans"*, analyse Chiara Corsa, économiste de la banque UniCredit.

Maurizio Del Conte, professeur de droit du travail à l'Université Bocconi de Milan, juge en revanche qu'elle n'amène *"aucune nouveauté substantielle"* et qu'elle *"ne sera pas en mesure de relancer l'emploi"* alors que le chômage est à un niveau record, au-dessus de la barre symbolique des 10%.

Un article de l'AFP du 29 juin 2012

Allemagne: le Parlement dit oui au pacte budgétaire et au mécanisme de sauvetage. (30.06)

Le Parlement allemand a approuvé vendredi soir le pacte budgétaire européen et le MES, offrant une large majorité à la chancelière Angela Merkel pour qui ce scrutin "*montre au monde*" que l'Allemagne s'engage pour la monnaie unique.

Une majorité des deux-tiers était requise dans les deux chambres parlementaire, Bundestag et Bundesrat, pour avaliser les deux piliers mis en place par les Européens pour sortir la zone euro de la crise. Elle a été largement atteinte grâce au soutien de deux des trois partis d'opposition, soutien que la chancelière avait activement négocié ces dernières semaines.

A eux seuls, pacte budgétaire et mécanisme de sauvetage ne suffiront pas "*à parachever l'union économique et monétaire*", a reconnu Mme Merkel dans un discours au Bundestag avant le scrutin, mais ils sont "*un pas important qui montre au monde que nous nous engageons pour l'euro*".

Dans son allocution, la chancelière conservatrice a aussi rendu compte aux élus des résultats d'un sommet-marathon des dirigeants européens qui s'était achevé dans la matinée à Bruxelles, et où elle a cédé du terrain sur un certain nombre de points.

Elle a défendu le fruit des négociations comme "*une décision bonne et raisonnable*".

Mme Merkel a levé son veto à l'utilisation des fonds européens pour recapitaliser directement des banques et accepté d'assouplir les conditions du rachat de dette de pays en difficultés par ces mêmes fonds. Le président du principal parti d'opposition SPD (sociaux-démocrates), Sigmar Gabriel, l'a félicitée pour ce geste.

Le MES déjà dépassé par la réalité

Mais le MES tout juste adopté se retrouve ainsi doté de nouvelles attributions avant même son entrée en vigueur. Comme plusieurs fois par le passé les députés allemands, dont plusieurs ont laissé libre cours à leur grogne vendredi, devaient se prononcer sur quelque chose de facto déjà dépassé par la réalité.

"*Nous savons déjà que ce texte sera bientôt obsolète*", a argué la députée d'extrême-gauche (Die Linke) Dagmar Enkelmann, fustigeant "*un enc... du Parlement*".

Mme Merkel a assuré les députés que toute nouvelle compétence du MES, ou changement dans sa nature, serait soumise à leur approbation.

L'aval du SPD et des Verts au pacte budgétaire avait été obtenu au prix d'un engagement de la chancelière à un "*pacte de croissance*" pour l'Europe -que lui réclamaient de toute façon ses partenaires européens et qui a été adopté vendredi par les dirigeants de l'UE.

Mme Merkel a également dû promettre des compensations financières aux Etats régionaux (Länder) pour obtenir la majorité des deux-tiers au Bundesrat. Pacte budgétaire et MES ont obtenu 65 voix sur les 69 représentées à la chambre basse où siègent les Länder.

Le pacte budgétaire, engagement à plus de discipline largement inspiré d'idées allemandes, n'a été ratifié que par une poignée de pays à ce jour. Le président français François Hollande a promis vendredi de le soumettre rapidement au Parlement français.

Le MES pour sa part devait initialement entrer en vigueur au 1er juillet. Il n'en sera rien, certains grands pays comme l'Italie et l'Espagne ne l'ayant toujours pas ratifié. D'autre part, la ratification définitive par l'Allemagne va tarder un peu: le président Joachim Gauck, qui doit apposer sa signature, a annoncé qu'il attendrait quelques semaines, le temps que la Cour constitutionnelle examine une plainte déjà annoncée par Die Linke.

Le Bundestag sera vraisemblablement appelé à se réunir à nouveau dans les semaines à venir pour voter l'aide à l'Espagne puis Chypre. "*Ne partez pas trop loin et ayez votre valise à portée de main*", a lancé son président Norbert Lammert aux députés à la fin de la séance, censée clore l'année parlementaire.

Commentaire.

Ce qui chagrine Die Linke, c'est que le MES sera bientôt "*obsolète*". Rassurez-vous, ils en rajouteront une grosse louche en euro et vous n'aurez plus à vous en plaindre.

Document

Articles de presse de juillet 2012

Table des matières

France

Politique

- François Hollande face au casse-tête de la règle d'or. (05.07)
- Washington sur Seine ? Ces ministres de François Hollande qui ont été formés par les Américains. (08.07)
- La feuille de route sociale du gouvernement Ayrault. (11.07)
- Traité budgétaire européen: le Conseil constitutionnel saisi. (14.07)

Social

- Un tiers des Français sont bénévoles. (04.07)
- Les pauvres fauchés par la crise. (06.07)
- RSA: près de la moitié des bénéficiaires potentiels ne le demande pas. (07.07)
- Air France: les syndicats vont signer le plan de départs volontaires. (07.07)
- Coût du travail : CSG contre TVA sociale, quelles différences ? (11.07)
- Après PSA, la casse sociale continue. (14.07)
- Le séisme PSA Peugeot Citroën plonge les sous-traitants dans l'incertitude. (14.07)
- Retourner au smic ou quitter la France : ils doivent choisir. (18.07)
- Emploi: le taux d'activité des seniors fait un bond en 2011. (25.07)
- Les retraités retournent au travail. (27.07)
- Centres d'appels: difficile de résister aux tarifs de l'étranger. (28.07)

International

Politique

- Un ex-président américain accuse Obama d'être un assassin. (03.07)
- Accord européen : quand François Hollande vote pour le pillage de la France par les banques. (08.07)
- L'ex-directeur du programme US de "Guerre des étoiles" dit que Dick Cheney est le principal suspect pour les attentats du 11/9. (08.07)
- Sur la situation en Espagne (deux articles). (15.07)
- La bataille de Damas a commencé. (20.07)
- L'Union européenne va approuver une importante accélération de la coopération avec Israël. (24.07)
- Italie : mafia et politique, le pacte scélérat. (26.07)

Social

- Scandale en Belgique : un crime qui ne dit pas son nom . (03.07)
- Inde: des heurts dans une usine Maruti font un mort et de nombreux blessés. (20.07)
- Espagne: une marée humaine crie "Non!" à la rigueur à Madrid. (20.07)
- Pourquoi les Espagnols se rebiffent. (21.07)
- La police grecque met fin à la grève d'une usine sidérurgique. (21.07)
- La Chine, "usine du monde" face au défi de la hausse des salaires. (30.07)

Economie

- A Londres, tout est à vendre, même les lieux publics. (03.07)
- Ce qu'il faut retenir du palmarès des plus grandes entreprises mondiales. (11.07)
- Athènes prépare un plan d'économies de 11,5 milliards d'euros. (14.07)

- G4S : le scandale qui enflamme l'Angleterre avant les Jeux. (18.07)
- Sécheresse: avec la flambée des céréales, le spectre d'une crise alimentaire refait surface. (21.07)
- Clash à la tête du FMI attaquée pour son "incompétence". (21.07)
- Le plan d'aide à l'Espagne ne suffira pas. (21.07)
- Automobile: aux Etats-Unis, le sauvetage s'est fait dans la douleur. (22.07)
- Le FESF reste la bouée de sauvetage de la zone euro, si la BCE tarde à agir. (28.07)

Un article de Mondialisation.ca du 29 juin 2012

Un ex-président américain accuse Obama d'être un assassin. (03.07)

par Bill Van Auken

La rubrique écrite par Jimmy Carter, le 39ème président des Etats-Unis, et publiée lundi dans le *New York Times*, constitue une condamnation exceptionnelle du gouvernement Obama, de sa pratique de l'assassinat, de ses violations criminelles du droit international et de la constitution américaine.

Dans sa rubrique intitulée « *Un bilan cruel et inhabituel* » Carter écrit : « *Les révélations selon lesquelles des responsables de haut niveau ciblent des gens pour être assassinés à l'étranger, dont des citoyens américains, ne sont que la plus récente et inquiétante preuve de l'ampleur donnée à la violation des droits de l'Homme par notre pays.* »

Faisant allusion aux dispositions tristement fameuses de la Loi d'autorisation de la Défense nationale (National Defense Authorization Act, NDAA), promulguée le 31 décembre de l'année dernière par Obama, Carter écrit : « *Une récente loi a rendu légal le droit du président de détenir indéfiniment une personne parce qu'elle est soupçonnée d'affiliation à des organisations terroristes ou à 'des forces associées', un vaste et vague pouvoir qui peut donner lieu à des abus sans contrôle significatif des tribunaux ou du Congrès.* » Il poursuit faisant référence à « *des violations sans précédent de nos droits* » au moyen d'écoutes téléphoniques et d'exploitation de données électroniques sans mandat.

Elaborant sur les frappes de drones américains, l'ancien président ajoute, « *En dépit d'une règle arbitraire que tout homme tué par des drones est déclaré être un ennemi terroriste, la mort de femmes et d'enfants innocents se trouvant à proximité est considérée comme inévitable... Nous ne savons pas combien de centaines de civils innocents ont été tués dans ces attaques, chacune d'entre elles approuvées par les plus hautes autorités à Washington. Ceci aurait été impensable dans le passé.* »

La rubrique de Carter est apparue le jour même où l'ambassadeur du Pakistan auprès des Nations unies témoignait devant la Commission des Droits de l'homme de l'ONU, pour dénoncer les attaques de drones américains sur son pays et lors desquelles « *des centaines d'innocentes personnes, dont des femmes et des enfants ont été assassinées.* » Il a dit que rien qu'en 2010, 957 Pakistanais avaient été tués.

Carter continue en dénonçant le gouvernement pour la poursuite des activités du camp de détention de la Baie de Guantánamo à Cuba où, souligne-t-il, sur 169 prisonniers « *la moitié ont été déclarés libérables, et pourtant ils ont peu de chance de jamais obtenir leur liberté,* » et d'autres « *n'ont aucune perspective d'être jamais ni inculpés ou jugés.* »

Dans les rares cas où des prisonniers ont comparu devant des cours martiales, remarque-t-il, les prévenus « *ont été torturés plus de 100 fois par le « waterboarding » (simulation de noyade, n.d.t) ou ont été intimidés à l'aide d'armes semi-automatiques, de perceuses électriques ou on les a menacés d'abus sexuels à l'encontre de leurs mères.* » Il poursuit : « *Chose étonnante, ces faits ne peuvent pas servir pour la défense de l'accusé parce que le gouvernement prétend qu'ils se sont produits sous le couvert de la 'sécurité nationale'.* »

Mises à part les objections morales, et il n'y a aucune raison de douter qu'elles jouent un rôle important dans le cas de Carter, l'ancien président exprime de profondes inquiétudes comme quoi la criminalité flagrante des actions menées par le gouvernement américain mine la politique étrangère américaine. Non seulement ses méthodes attisent l'hostilité populaire dans le monde entier, elles privent encore Washington de la capacité de draper sa politique du prétexte des droits de l'Homme et de la défense de la démocratie, une méthode employée de manière significative par l'impérialisme américain depuis son avènement à la fin du 19ème siècle.

Carter, lui-même, avait joué de manière évidente la carte des « *droits humains* » durant son mandat présidentiel, alors même que son gouvernement tentait de soutenir le régime de torture du Shah en Iran, avait initié l'insurrection islamiste en Afghanistan appuyée par la CIA et affirmé le droit – dans la doctrine

Carter – de l'Amérique d'utiliser la force militaire pour asseoir sa domination sur les réserves pétrolières dans le Golfe Persique.

On avait fait entrer Carter, ancien officier supérieur de la marine et spécialiste des sous-marins, à la Maison Blanche en 1977 pour restaurer la crédibilité et la renommée de la présidence américaine suite à la débâcle subie par l'impérialisme américain au Vietnam et à la criminalité révélée par le scandale du Watergate.

Et pourtant, près de quatre décennies plus tard, les méthodes extraconstitutionnelles et la criminalité à la Maison Blanche dépassent de loin tout ce qui avait été fait sous Richard Nixon.

Il n'y a aucun doute que Carter a soigneusement pesé chaque mot de sa rubrique en évitant toute exagération. En effet, le nom d'Obama n'apparaît pas. Avec les premiers mots de l'article, il a toutefois inséré un lien vers un article assez long paru le 1er juin dans le New York Times et qui documente comment Obama a personnellement dirigé la préparation de la « *liste des personnes à tuer*, » choisissant des victimes et apposant sa signature sur les frappes des drones alors qu'il est sûr que d'innocents civils seront tués.

Dans ce contexte, le recours de Carter au mot « *assassinat* » pour décrire les attaques de drones a une signification évidente. Le président des Etats-Unis, dit cet ancien président, est coupable de crimes de guerre et de meurtres.

A l'âge de 88 ans, Carter est un observateur impartial, plus préoccupé par son héritage que par un quelconque gain politique. Son témoignage est d'autant plus exceptionnel qu'il a occupé la même fonction qu'Obama, qu'il est du même parti et qu'il avait soutenu l'élection d'Obama.

Qu'est-ce qui l'a poussé à un peu plus de quatre mois des élections présidentielles, de lancer de telles accusations contre le candidat de son parti et le président en exercice ? Il doit croire que le système politique en Amérique est tombé tellement bas dans la criminalité et que la menace d'un Etat policier est tellement grande qu'il est essentiel pour lui de faire entendre sa voix.

Carter déclare que ces activités criminelles ont été commises avec le soutien « *bipartite du pouvoir exécutif et législatif* » et pratiquement « *de façon unanime* ». En effet, comme pour faire valoir son argument, ses propres commentaires dans la rubrique – qui ont une signification politique explosive – ont largement été ignorés par les médias de masse.

Douze ans après le vol des élections présidentielles en 2000, la principale leçon de cet épisode crucial de la vie politique américaine est démontrée de plus en plus fortement : il n'existe au sein de l'establishment patronal et politique américain aucune base pour la défense des droits démocratiques et des méthodes constitutionnelles.

Le gouffre sans précédent entre l'oligarchie financière dirigeante et les masses de travailleurs – qui s'est accru de manière continue durant cette période – est totalement incompatible avec de tels droits et de telles méthodes.

Les mots de Carter sont un avertissement. La menace d'un Etat policier américain et le recours aux méthodes meurtrières utilisées à l'étranger par l'impérialisme américain contre la classe ouvrière aux Etats-Unis mêmes, est réelle et grandissante. La classe ouvrière doit se préparer en conséquence en mobilisant son pouvoir politique indépendant contre le système de profit capitaliste duquel ces menaces découlent.

Article original, WSWS, paru le 27 juin 2012

Commentaire.

Et pendant ce temps-là, il y en a parmi nous qui pérorent sur la "*démocratie*" américaine, on croit rêver !

Un article du point.fr du 2 juillet 2012

Scandale en Belgique : un crime qui ne dit pas son nom . (03.07)

En Belgique, depuis le 1er juillet, les insuffisants respiratoires risquent de se voir couper l'oxygène. Lettre ouverte. Photo d'illustration.

MADAME LAURETTE ONKELINX, MINISTRE BELGE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE, RETIREZ LA NOUVELLE ET ABJECTE LOI SUR L'OXYGÉNOTHÉRAPIE !

L'eugénisme, dont l'une des pratiques médicales consiste à éliminer les personnes porteuses d'un grave handicap physique ou mental, n'est pas que l'abominable apanage des théories nazies les plus nauséabondes. Sans, certes, vouloir verser ici en un quelconque et injustifiable amalgame, et encore moins comparer l'incomparable, il est néanmoins en train de tracer également, toutes proportions gardées, son horrible mais efficace chemin, subrepticement, en pleine trêve estivale, aujourd'hui même, au cœur de notre Europe dite démocratique et moderne : à Bruxelles, sa capitale ; en Belgique, l'un de ses six pays fondateurs !

Car ce 1er juillet 2012 n'y était pas que le jour du départ de la première étape en ligne du Tour de France (Liège-Seraing). C'était là, surtout, la date d'entrée en vigueur, à travers une circulaire émise par l'Inami (Institut national d'assurance maladie invalidité, organisme placé sous la tutelle du ministère des Affaires sociales), d'une honteuse, dangereuse et indigne loi : la suppression du remboursement du coût de l'assistance respiratoire, c'est-à-dire des bombonnes d'oxygène, à tous ceux qui ne pourront pas dûment prouver, via une batterie de tests cliniques à faire peur aux plus valides d'entre nous, l'état particulièrement délabré de leur santé pulmonaire.

Angoisse

Oui, c'est là ce que prévoit désormais, en Belgique, la sécurité sociale : de très stricts critères d'admission, pour toutes les personnes souffrant de maladies respiratoires chroniques, à ce que l'on appelle, dans le jargon médical, "*l'oxygénothérapie à domicile*". Sinon, on vous coupe l'oxygène, comme on vient couper chez vous, lorsque vous n'avez pas l'argent pour payer vos factures, l'eau, l'électricité ou, sans vouloir faire ici de mauvais et indus jeux de mots, le gaz (et là, même pas de compteur à budget prévu pour pallier la difficulté économique supposée passagère) !

Ainsi pas moins de 20 000 personnes sont-elles aujourd'hui concernées, en Belgique, par cette toute récente trouvaille, afin de faire des "*économies*" (et, accessoirement, de pouvoir mieux renflouer ainsi les banques au bord de la faillite), du gouvernement. Pis : 8 000 d'entre elles ne rempliraient pas, d'ores et déjà, les nouvelles conditions requises pour ce genre d'assistanat : c'est dire si à cette terrible angoisse qui est celle de mourir étouffé - l'une des pires fins de vie qui soit - s'ajoute à présent, surtout pour les plus démunis sur le plan financier, un autre motif de stress, qui risquerait bien, celui-là, de les achever définitivement : celui de ne même plus pouvoir s'acheter cet air, pourtant censé être le bien de tous, leur permettant de respirer encore un peu et d'améliorer ainsi, à travers ce mince mais salutaire filet d'espoir, leur laborieuse et douloureuse existence !

Car il est un fait que ces personnes risquant aujourd'hui cette hypocrite et silencieuse mise à mort, cet eugénisme qui ne dit pas son nom (car, contrairement aux euthanasiés, on ne leur demande pas, à eux, leur avis, corroboré par trois médecins), sont aussi les plus faibles, à l'échelon social, et les plus précaires, au niveau économique : des personnes âgées, d'anciens mineurs de fond n'ayant que leur modeste pension pour survivre, de grands asthmatiques, des fumeurs invétérés, des patients atteints d'un incurable cancer des poumons.

Brassard noir

Mais le pire, en cette sordide et criminelle histoire, c'est que la ministre belge des Affaires sociales, qui est par ailleurs également vice-Premier ministre et ministre de la Santé publique (c'est une de ces fameux "*cumulards*"), est issue du Parti socialiste, pourtant censé protéger les milieux les plus défavorisés. Elle s'appelle, cette grande humaniste, Laurette Onkelinx, et est née, précisément, dans le berceau sidérurgique

de Seraing, commune située en province de Liège : terre de hauts-fourneaux et de métallos, de cheminées crachant jour et nuit leurs fumées mortellement toxiques, autrefois fief de l'anglais Cockerill et aujourd'hui empire de l'indien Mittal, mais surtout, comble du paradoxe, là même où vient de s'arrêter, en ce fatidique 1er juillet 2012, le Tour de France.

Bref : le maillot jaune pour certains ; le brassard noir, signe du deuil à venir, pour d'autres !

Ainsi donc, madame Laurette Onkelinx, ministre belge des Affaires sociales et de la Santé publique, retirez, de toute urgence, cette nouvelle et abjecte loi sur l'oxygénothérapie : elle est un crime qui ne dit pas son nom.

N'en soyez, si vous avez une conscience, ni la commanditaire, ni la théoricienne, ni la complice !

Il est des scandales, à vous couper le souffle, qu'on ne peut étouffer...

Par Daniel Salvatore Schiffer

Philosophe, auteur de l'essai *"Critique de la déraison pure - La faillite intellectuelle des 'nouveaux philosophes' et de leurs épigones"* (François Bourin Editeur), porte-parole, pour les pays francophones, du *"Comité International contre la Peine de Mort, la Lapidation et la Pendaison"* ("One Law For All"), dont le siège est à Londres.

Commentaire.

Le visage hideux du capitalisme.

Et la ministre de la Santé se trouve être membre de la section belge de l'Internationale jaune à laquelle appartient le PS. Raison de plus pour justifier notre discours et notre position par rapport à cette organisation criminelle, après avoir lu cet article, vous voudriez qu'on l'appelle comment, une organisation humaniste ?

Quand on sait que la plupart de leurs membres sont aussi franc-maçons, où va se nicher la bonne conscience n'est-ce pas ? Pardi, dans une église du saint capital, sans plaisanter, ils oeuvreraient pour le bien commun paraît-il, vous en avez ici une éclatante démonstration !

Trotsky disait qu'il fallait les brûler, on pourrait se contenter de les faire crever à petit feu en les enfermant dans un cachot privé d'air. Ces gens-là sont effrayants, diaboliques. Le plus fort, c'est qu'à force de les cotoyer et de supporter leur présence, on finit par ne même plus se rendre compte à quel point leurs idées sont monstrueuses, mieux on leur trouve des bons côtés, des circonstances atténuantes. Cela ne risque pas de nous arriver un jour.

Un article de lemonde.fr du 3 juillet 2012

A Londres, tout est à vendre, même les lieux publics. (03.07)

Divine surprise pour les organisateurs des Jeux olympiques : le nouveau téléphérique qui enjambe la Tamise à l'est de Londres a ouvert le 28 juin. Le projet avait été conçu sans relation avec les JO et il devait être inauguré peu de temps après la fin des épreuves. Finalement, il était prêt avant.

Il suffira désormais de cinq minutes pour relier Greenwich, où se dérouleront les épreuves d'équitation, au centre Excel, qui recevra la boxe et l'haltérophilie.

Le projet est curieux : ces "oeufs", qui rappellent ceux des stations de ski, surplombent les eaux à 90 mètres de hauteur, fournissant un raccourci là où un pont aurait été trop cher vu la largeur du fleuve. Mais le plus original n'est pas là : ce nouvel équipement atypique portera pour dix ans le nom d'Emirates Air Line, la compagnie aérienne du même nom ayant payé un peu plus de la moitié du projet, soit 45 millions d'euros.

Mieux encore, les cartes de l'Underground, connues dans le monde entier pour leur design caractéristique, inchangé depuis 1931, arboreront désormais une nouvelle station au nom de la compagnie de Dubaï : Emirates Greenwich Peninsula.

Le sponsoring est devenu une habitude pour les projets publics à Londres. L'Emirates Air Line rejoint au sud le O2, énorme salle de spectacle autrefois appelé Millennium Dome, et désormais baptisé du nom d'une entreprise de téléphonie mobile. L'immense nouvelle sculpture à côté du stade olympique, sorte de tour Eiffel tarabiscotée, se nomme ArcelorMittal Orbit, du nom du conglomérat de l'acier qui a financé l'essentiel du projet. Les vélos à louer de Londres, équivalents des Vélib'parisiens, s'appellent très officiellement Barclays Cycle Hire. Le logo de la banque britannique est imprimé sur le devant de chaque bicyclette et l'établissement a obtenu que les pistes cyclables soient peintes du bleu caractéristique de la marque. Quant à la grande roue au bord de la Tamise, elle est devenue EDF Energy London Eye en 2011, l'électricien français signant un accord de trois ans.

PRAGMATISME ANGLAIS

Tous ces sponsors suivent le modèle lancé en 2004 par l'équipe de football d'Arsenal. A court d'argent, et voulant construire un nouveau stade pour remplacer leur antique enceinte d'Highbury devenue trop exiguë, les Gunners ont décidé de mettre en vente le nom du futur lieu de leurs exploits. Et c'est ainsi que l'enceinte de 60 000 places située sur le site d'Ashburton Grove est devenue l'Emirates Stadium. Place au XXI^e siècle et à la publicité... Près d'une décennie plus tard, force est de constater que cela semble marcher. Après l'agacement des premiers temps, "*the Emirates*" est passé dans le langage courant à travers le monde entier.

Typique pragmatisme anglais, qui permet de financer des projets quand l'argent public manque, ou véritable "*bradage*" de l'esprit de la ville ? Outre-Manche, personne ne semble trouver grand-chose à y redire. Alors, à quand Trafalgar Square renommé "*Vinci Square*" avec parking en son centre ?

Commentaire. A vomir leur société complètement pourrie par le fric !

Un article du figaro.fr du 3 juillet 2012

Un tiers des Français sont bénévoles. (04.07)

Plus de 11 millions d'entre eux sont engagés au sein d'associations, selon l'étude annuelle de Recherches et Solidarités.

Plus d'un Français sur trois donnent du temps gratuitement pour les autres, au sein d'une association, d'une organisation du type église, école ou mairie ou tout simplement à un voisin âgé ou à un enfant en difficulté scolaire. C'est l'une des conclusions de la neuvième édition annuelle de Recherches et Solidarités qui vient d'être publié. L'étude a été réalisée en mars-avril 2012 auprès de 3131 bénévoles.

L'engagement au sein d'une association domine largement. Il concerne 11 à 12 millions de Français. Avec un problème évident: si le nombre de bénévoles n'a que faiblement évolué en dix ans (+7%), le nombre d'association lui a explosé avec une hausse de 20%. *«Avec 1,3 millions d'associations, les ressources se font rares, à tel point que 40% des responsables associatifs ne sont pas satisfaits du nombre de personnes disponibles»*, explique Jacques Malet, directeur de Recherches et Solidarités. Pour remédier à ce problème, de nouvelles formes d'engagement émergent: le bénévolat à distance ou la mission bénévole qui permet à un professionnel de s'investir sur une durée réduite et concentrée dans un projet bénévole.

Des jeunes en quête d'expérience

Brisant une idée reçue, les jeunes âgés entre 18 ans et 25 ans ne sont pas forcément les moins engagés. 18% d'entre eux s'investissent dans une association. Ils semblent notamment sensibles à des engagements ponctuels. Au total, un tiers des jeunes donnent du temps souvent de manière informelle. Principale motivation, l'implication dans une cause d'intérêt général, comme l'exclusion, la maladie... À cet égard, plus de la moitié d'entre eux estiment qu'une expérience de bénévolat sera utile devant un jury d'examen et plus de 60% pensent qu'elle fera la différence dans leur recherche d'emploi.

Chez les actifs, les motivations sont doubles: apporter un sens à sa vie (57% d'entre eux, et plus pour les femmes) ou apporter ses compétences professionnelles à une cause d'intérêt général (51% et plus pour les hommes). Plus de deux tiers d'entre eux réussissent à concilier vie professionnelle et activités bénévoles. Ils ne sont que 15% à dire qu'ils n'ont plus de temps pour eux. Quant à la conciliation avec la vie personnelle, ils sont 58% à estimer que cela se passe bien. Et 13% estime que cela se passe d'autant mieux que l'autre conjoint est bénévole.

Dans cette enquête, la surprise vient des retraités que l'on pensait déjà sursollicités. 10% d'entre eux voudraient donner plus de temps. Car ils sont plus de 78% à estimer avoir trouvé un bon équilibre personnel. Ce dernier illustre bien les évolutions récentes, tels que l'expriment les chercheurs Roger Sue et Jean Michel Peter dans leur dernier rapport: *«la nature du bénévolat semble avoir profondément changé en l'espace d'une génération. Du devoir, voire de la mission, sous couvert d'altruisme, on est passé à une forme privilégiée de la réalisation de soi avec l'avènement de "l'individualisme" relationnel où la notion de plaisir devient déterminante.»*

Un article du figaro.fr du 4 juillet 2012

François Hollande face au casse-tête de la règle d'or. (05.07)

Le président de la République, faute de majorité suffisante, aimerait pouvoir l'adopter sans redormir de la constitution.

Toujours le même débat. Que faire de la règle d'or? François Hollande est confronté à cette question puisqu'il juge que les conditions sont désormais réunies pour faire ratifier le traité de stabilité budgétaire négocié l'année dernière par Nicolas Sarkozy. Le nouveau président de la République a obtenu lors du dernier sommet européen le pacte de croissance et le processus d'union bancaire qu'il réclamait.

Le traité de stabilité budgétaire prévoit l'adoption par les États membres de l'Union européenne d'une règle de réduction des déficits. Le texte ne stipule pas de quelle manière elle doit être inscrite dans la loi des pays. Mais il insiste sur l'aspect contraignant... Crise oblige. À gauche, jusqu'à présent, on refuse d'envisager une modification de la Constitution qui lierait à jamais les mains des gouvernements et les priverait du plein usage de l'instrument budgétaire.

La semaine dernière, François Hollande s'est montré très ferme sur le sujet: *«Je me suis engagé pendant la campagne pour dire que nous ne mettrons pas dans la Constitution française une règle qui fixerait le rythme de réduction des déficits.»* Le chef de l'État tient à l'idée qu'il avait défendue: une loi de programmation budgétaire pour rétablir les finances publiques, *«peut-être de valeur organique»*.

En terme de politique menée, cela revient au même puisque François Hollande a fixé comme objectif le retour à l'équilibre de comptes en 2017.

Une loi organique sera-t-elle cependant suffisante? Le président botte en touche pour l'instant: *«Nous demanderons au Conseil constitutionnel ce qu'il y a lieu de faire.»*

Majorité des trois cinquièmes

François Hollande voudrait éviter d'avoir à toucher à la loi fondamentale, ce qui semble se profiler. Sauf à soumettre le texte à référendum (mais Hollande se souvient de la victoire du «non» au traité européen en 2005), il faudra réunir le Congrès (Assemblée plus Sénat). Mais le chef de l'État ne dispose pas de la majorité des trois cinquièmes nécessaire au Congrès pour modifier la Constitution. La gauche aura du mal à faire le plein des voix. Sans même parler des élus du Front de gauche, hostiles au principe du traité européen, au sein de l'aile la plus radicale du PS, on s'interroge aussi. *«C'est possible de ne pas voter le texte»*, explique un député du courant de Benoît Hamon car *«la philosophie du traité n'a pas changé»*. L'aile gauche du PS va demander des gages pour s'assurer que la France ne perd pas sa souveraineté budgétaire. Quand bien même François Hollande aurait le soutien de sa majorité, ce ne serait pas suffisant. Il lui faudrait donc des voix de l'UMP pour obtenir la ratification du texte. Possible, puisque la droite est favorable à la disposition, mais politiquement compliqué...

Aucune date n'a encore été avancée. Le chef de l'État veut présenter son paquet global: traité budgétaire, pacte de croissance, supervision bancaire et taxe sur les transactions financières. En espérant que chacun puisse y trouver son compte et matière à voter. Le chef de l'État a souhaité que le délai ne soit pas trop long. Mais cela *«suppose d'avoir tous les textes»*. L'Élysée a encore un peu de temps pour convaincre les parlementaires de la nécessité de voter.

Un article de Liberation.fr du 3 juillet 2012

Les pauvres fauchés par la crise. (06.07)

En 2009, la baisse du niveau de vie a surtout pesé sur les plus fragiles, accentuant les inégalités.

Injuste crise. La récession qui a touché la France en 2009, avec un recul de 3,1% du PIB, le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale, n'a pas touché tous les Français de la même manière. Loin de là. Selon l'Insee, qui rend publique aujourd'hui l'édition 2012 de son étude «Revenus et patrimoines des ménages», ce sont avant tout les plus modestes, et dans une moindre mesure, et pour des raisons de structure des revenus, les 10% les plus riches, qui ont connu un recul de leur niveau de vie entre 2008 et 2009. Davantage touchés, les plus pauvres concentrent aussi des caractéristiques sociologiques qui en font les amortisseurs de la crise au profit du reste de la population, divisant un peu plus la société entre précaires et protégés. Sur une période plus longue, enfin, l'Insee met en lumière une autre injustice : celle de l'accentuation des inégalités de patrimoine.

La situation des plus modestes s'aggrave

En 2009, le niveau de vie (1) médian des Français (qui partage la population en deux moitiés égales, l'une disposant de plus, l'autre de moins) s'établissait à 19 080 euros par an, soit 1 590 euros par mois. Ce montant n'a progressé que de 0,4% (hors inflation) par rapport à 2008, contre 1,4% par an en moyenne entre 1996 et 2008. Soit une quasi-stagnation. Mais au-delà de cette médiane, la crise a avant tout concerné les 40% les moins aisés, et surtout les 10% les plus pauvres (moins de 10 410 euros par an) qui ont subi une chute de 2,1% de leur niveau de vie en 2009 par rapport à 2008. Un recul *«lié en premier lieu à la dégradation du marché du travail, le taux de chômage étant passé de 7,4% en 2008 à 9,1% en 2009»*, note l'Insee. Et qui explique que le taux de pauvreté ait progressé de 0,5 point, passant de 13% à 13,5% de la population. A l'inverse, au-delà des 40% des plus modestes, le niveau de vie a crû, d'abord modérément, puis plus nettement, pour les 60% de Français les plus aisés. Parmi eux, seuls les 10% les plus riches (plus de 35 840 euros par an, ou 2 987 euros par mois), ont connu un recul de 1,2% de leur niveau de vie. Une baisse cependant moins importante que celle des 10% les plus pauvres et qui provient, selon l'Insee, *«d'un recul des revenus d'activité des indépendants et des revenus du patrimoine»*. Et avec des conséquences d'autant moins fortes que le niveau de vie de cette population *«avait progressé plus rapidement que celui des autres personnes, porté par la dynamique des très hauts revenus»* lors de la décennie précédente. Ce phénomène, qui a conduit la crise de 2009 à toucher avant tout les plus modestes, tranche avec le dernier ralentissement économique de 2002-2004, dont l'impact avait été plus équitablement réparti (voir graphique).

Jeunes et précaires dans la tourmente

L'Insee a également découpé la population en six ensembles. Le premier, qui regroupe le quart des Français les moins aisés, ne profite que de 11,5% de l'ensemble des revenus. Sans surprise, les jeunes y sont surreprésentés, mais aussi les familles monoparentales ou nombreuses. Ainsi que les chômeurs, les inactifs et les non-diplômés. Mais aussi les précaires (CDD, intérim, apprentis...), deux fois plus nombreux, en proportion, que dans le reste de la population. Les précaires, premières victimes de la crise ? L'Insee confirme ainsi ce qui s'est passé sur le marché du travail durant cette période : à savoir que les CDI ont été largement épargnés, alors que les précaires constituaient les plus gros bataillons d'inscriptions à Pôle Emploi. Une confirmation d'une société à deux vitesses, où la variable d'ajustement reste la partie la plus fragile.

Des inégalités de patrimoine accrues

L'Insee s'est également penché sur les inégalités de patrimoine et leur évolution sur une décennie. Début 2010, la moitié des ménages vivant en France déclaraient un patrimoine brut (avant remboursement des emprunts) supérieur à 150 200 euros. Ces 50% les *«mieux dotés»* accaparent ainsi 93% du patrimoine brut total en France. Les 10% les plus riches en concentrent même 48%. A l'autre bout de la chaîne, les 10% les plus pauvres possèdent moins de 0,1% du patrimoine total... Et ces disparités ne se sont pas vraiment rééquilibrées. Selon l'Insee, la masse de patrimoine détenue par les ménages français a été multipliée par 2,3 entre 1998 et 2010. Mais il ne s'agit que d'une moyenne. Car celle des 10% les mieux dotés a crû de

131% sur la même période, quand la masse des moins aisés n'a progressé que de 20%. Du travail en perspective pour Hollande...

(1) Niveau de vie par unité de consommation : ensemble des revenus d'un ménage (travail, capital, transferts sociaux...), net d'impôts, et divisés par le nombre d'unité de consommation (1 UC pour le 1er adulte, 0,5 pour le suivant, 0,3 pour les moins de 14 ans).

Un article de l'AFP du 6 juillet 2012

RSA: près de la moitié des bénéficiaires potentiels ne le demande pas. (07.07)

"Près de la moitié" des bénéficiaires potentiels du Revenu de solidarité active (RSA) ne le demande pas, souvent par méconnaissance du dispositif qui a remplacé il y a trois ans le Revenu minimum d'insertion (RMI), selon la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf).

Le RSA a deux volets: il constitue soit un revenu minimum pour les personnes sans ressources comme le faisait le RMI ("*RSA socle*"), soit il complète un petit salaire ("*RSA activité*").

Fin 2010, le taux de "*non-recours*" au "*RSA socle*" était de 35% en moyenne, relève cette étude publiée vendredi par la Cnaf, tandis que le taux de "*non-recours*" au "*RSA activité*" atteignait 68%, soit en tout "*près de la moitié*" des bénéficiaires potentiels du RSA.

"*La méconnaissance du RSA, ou sa mauvaise connaissance, explique pour l'essentiel le non-recours à la prestation. En revanche, les non-recourants n'évoquent que marginalement un faible intérêt financier de la prestation*", explique la Cnaf.

Près de 1,7 million de foyers éligibles au RSA n'en étaient donc pas bénéficiaires, "*induisant un montant non distribué de l'ordre de 432 millions d'euros*", ajoute la Caisse, qui a versé en 2010 environ 8 milliards d'euros de RSA, financé par les départements ("*RSA socle*") et par l'Etat ("*RSA activité*").

Environ 2 millions de foyers le touchent actuellement.

L'importance du "*non-recours*" avait déjà été pointé par le gouvernement lui-même en 2011, qui avait engagé des campagnes d'information à destination des plus modestes.

Parmi les foyers éligibles au RSA mais qui ne le touchent pas, 54% estiment pourtant "*connaître le RSA*", 35% disent l'avoir déjà touché par le passé et 11% ne le connaissent pas.

Au sein des 54% qui connaissaient le RSA sans le percevoir, 19% étaient "*sûrs de ne pas pouvoir en bénéficier*"; 28% ne pensaient pas pouvoir en bénéficier "*mais n'ont pas creusé la question*" tandis que 7% étaient paradoxalement "*sûrs de pouvoir bénéficier du RSA*".

A ces deux dernières catégories, on a demandé pourquoi elles n'avaient pas demandé le RSA: 68% ont invoqué des "*raisons reflétant un manque de connaissance*" (essentiellement, ils pensent que le RSA est réservé aux sans -emploi).

42% ont déclaré "*se débrouiller autrement financièrement*", 27% se sont abstenus "*par principe*" (ne pas vouloir "*dépendre de l'aide sociale*") tandis que 20% ont évoqué des "*démarches trop compliquées*".

Enfin, 11% n'ont "*pas eu le temps*" et 10% s'apprêtaient à "*changer de situation*".

Ce sont les couples plutôt que les personnes seules qui ont plus souvent tendance à ne pas demander le RSA, surtout s'ils sont sans enfant, car ils peuvent "*avoir le sentiment de mieux se débrouiller financièrement*", avance l'étude.

Les plus diplômés le demandent moins aussi, "*en raison de leur croyance plus forte dans le caractère transitoire de leur situation ou encore leur refus plus grand de dépendre de l'aide sociale compte tenu de leur diplôme*".

Sans surprise, le niveau de revenu (avant RSA) est aussi un facteur important: 48% des foyers éligibles pauvres n'ont pas demandé le RSA contre 70% des ménages éligibles au-dessus du seuil pauvreté.

Commentaire.

Cela confirme en partie le constat que j'ai dressé à plusieurs reprises sur la situation sociale des masses.

Je me souviens que mes parents avaient mis un certain temps à l'idée d'accepter la carte de réduction dans les transports en commun, nous étions trois enfants à la maison, mes deux soeurs cadettes et moi. Ils considéraient qu'ils n'étaient pas des mendiants, ils avaient leur dignité et y tenait.

Pourtant dès le 20 ou le 25 du mois, très souvent leur compte en banque était à zéro et il ne restait même plus 50 centimes (franc) dans le porte-monnaie de ma mère pour acheter une baguette ou mettre de l'essence de la voiture de mon père pour qu'il aille travailler ou encore acheter ma carte hebdomadaire à la SNCF pour que je continue d'aller à l'école. Il fallait donc emprunter quelques dizaines de francs à ma tante Madeleine habitant à cent mètres de chez nous.

C'était un sujet tabou. Ils évitaient d'en parler devant nous, ma mère retournait son porte-monnaie ouvert pour s'assurer qu'il était bien vide et mon père baissait la tête. Dans ces moments-là, valait mieux la fermer pour ne pas en prendre une.

C'est ma mère qui s'y collait, mon père avait honte de ne pas pouvoir nous nourrir avec son travail, il était menuisier en bâtiment. Le dimanche, c'est ma grand-mère qui apportait le ravitaillement pour quelques jours ou la semaine, elle était camelot sur les marchés, alors avant de se rendre chez mes parents pour le repas de famille dominical, elle faisait le marché à la place de ma mère.

A cette époque-là, il n'y avait pas de chômage ni aucune aide de l'Etat, en revanche les salaires des ouvriers du bâtiment étaient misérables, ils n'étaient pas les seuls dans ce cas-là.

Tout cela pour dire que je sais ce que veut dire la pauvreté, et j'ai du mal à comprendre que l'on ne profite pas des aides de l'Etat auxquelles on a le droit quand on prétend ne plus avoir de quoi se nourrir ou payer ses factures, je me dis que si on peut s'en passer, c'est que la situation n'est pas si catastrophique qu'on la présente.

Bref, quand on est vraiment dans la merde noire, je vous assure qu'on ravale sa dignité, que l'on conserve certes intact quelque part au chaud en nous, on laisse temporairement de côté des principes bien mal conçus qui ne servent qu'à nous culpabiliser injustement, on se résigne à tendre la main et on prend ce qu'on nous donne en disant merci parce que l'ouvrier est peut-être bête ou ignorant, mais en général il est poli et bien élevé. Les témoignages d'une bonne éducation chez l'ouvrier sont quelque chose de très importants parce qu'il y met sa dignité.

Si je combats l'ouvriérisme avec tant de vigueur, c'est parce que je considère qu'il constitue un manque de respect à notre égard, autant que la manifestation de l'ignorance de la psychologie de l'ouvrier. Croire que flatter la bêtise humaine serait rendre service à l'ouvrier est une grave erreur, c'est davantage rendre service à ceux qui le maintiennent dans un état de soumission aveugle pour mieux l'exploiter et l'opprimer.

Pour revenir au contenu de cet article dont je me suis écarté, le RSA devrait être versé automatiquement dès lors qu'on se retrouve au chômage sans indemnité spécifique ou sur la foi de la déclaration de revenu. La Cnaf ne le fait pas, ce sont donc des centaines de milliers de travailleurs et leurs familles qui en sont privés. Question : Qui gère la Cnaf, devinez ?

Un article de l'expansion.com du 6 juillet 2012

Air France: les syndicats vont signer le plan de départs volontaires. (07.07)

Les syndicats CFDT, CFE-CGC et FO de la compagnie vont signer vendredi le projet Transform 2015 qui prévoit 5122 suppressions de postes chez les personnels au sol, et une refonte des principaux accords d'entreprise. Chérèque salue le courage de son syndicat sur place.

Les syndicats CFDT, CFE-CGC et FO d'Air France vont signer vendredi le projet Transform 2015 pour les personnels au sol prévoyant 5122 suppressions de postes sans départs contraints et une refonte des principaux accords d'entreprise, a-t-on appris jeudi de sources syndicales.

La signature de ces trois syndicats assure la validation de l'accord, qui requiert plus de 30% des voix aux élections professionnelles. La CGT, principal syndicat parmi les quelque 32.000 salariés au sol, avait déjà indiqué qu'elle ne signerait pas le texte. L'Unsa n'a pas pu être joint jeudi pour connaître sa position.

Pour les personnels navigants (pilotes et hôtesses/stewards), des consultations sont toujours en cours et les syndicats ont jusqu'au 15 juillet pour se positionner. Pour le sol, les trois syndicats signataires ont tous salué *"la garantie de l'emploi"* jusqu'à fin 2014 pour les salariés souhaitant rester dans la compagnie.

Air France a annoncé fin juin vouloir réduire ses effectifs en supprimant plus de 5.000 postes via des départs volontaires et des mobilités internes dans le cadre d'un plan d'économies entamé en janvier, notamment avec des gels de salaires. Transform 2015 prévoit une restructuration du court et moyen courrier pour être plus compétitif sur ces secteurs et un repositionnement sur le haut de gamme.

Moins de RTT contre l'engagement de ne pas licencier

Pour Michel Salomon, responsable CFDT, *"c'est un accord défensif, mais le constat sur la situation difficile de l'entreprise n'est plus discutable aujourd'hui"*. Parmi les concessions acceptées, le syndicaliste signale notamment la perte de 11 à 12 jours non travaillés dans l'année (RTT, compensation jours fériés, etc.) et un système de calcul de l'ancienneté beaucoup moins favorable. Gérald Noirot, élu CFE-CGC, précise que l'ancienneté maximale (22,5% du salaire de base) sera acquise au bout de 40 ans contre trente actuellement.

Outre l'engagement à ne pas licencier jusqu'à fin 2014, la CFDT et la CFE-CGC sont satisfaites d'avoir obtenu *"une clause de retour à bonne fortune"*, ouvrant la voie à une révision de ces nouvelles dispositions en cas de rétablissement de la situation de la compagnie.

Philippe Chassonnery, responsable FO, a précisé que son syndicat assortirait sa signature d'une *"lettre de réserves"* et critique *"la pratique consistant à faire payer aux personnels seuls les erreurs stratégiques commises depuis plusieurs années"*. Chérèque salue le courage de son syndicat

Le secrétaire général de la CFDT François Chérèque a quant à lui salué le *"courage"* de son syndicat à Air France. Il a fallu *"beaucoup de courage aux équipes CFDT"*, a déclaré M. Chérèque sur BFMTV et RMC, expliquant que son syndicat a tenu compte du fait que la compagnie aérienne perdait *"500 millions d'euros par semestre"*. *"Si rien n'est fait c'est l'entreprise elle-même qui est en danger, on en est là à Air France"*, a-t-il ajouté.

Commentaire.

Des syndicalistes jaunes, quoi. Merci monsieur Chérèque pour ces précisions qui valent pour tous les syndicats qui ont signé cet accord scélérat. Que cet accord convienne aux intéressés ne nous surprendra pas, ils appartiennent à l'aristocratie ouvrière.

Un article d'atlantico.fr du 7 juillet 2012

Accord européen : quand François Hollande vote pour le pillage de la France par les banques. (08.07)

Un compromis a été trouvé au dernier sommet européen de Bruxelles. Les pays membres ont adopté le "pacte de croissance" voulu par François Hollande, tandis que la France acceptait enfin le « pacte budgétaire ». Le PS et le président de la République ont affiché un sentiment de victoire. Pourtant, en entérinant la recapitalisation des banques par le MES, les États ne font qu'alimenter un trou sans fond.

Nous avons expliqué que la défaite de Merkel était une victoire pour les kleptos ou plutôt pour le couple klepto-états. Le couple klepto-États étant cimenté par le fameux "*je te tiens, tu me tiens par la barbichette...*". Les kleptos financent les dépenses des États qui en échange les aident à tondre les citoyens, les épargnants, les nourrissons et tous ceux qui ne sont pas encore nés...

Angela Merkel, nulle en diplomatie selon la tradition allemande, nulle en dialectique comme tout membre d'un gouvernement, s'est faite manœuvrer par Mario Monti / Goldman Sachs et, le dos au mur, elle a accepté de signer l'accord infâme qui vend la peau des citoyens aux banques. Pour sa défense, elle a argué que c'était purement tactique, pour sauver le vote du Bundestag sur le Mécanisme européen de stabilité et l'intégration fiscale.

De reculades en reculades, elle a donc laissé s'ouvrir une brèche.

La brèche a été reconnue par les marchés qui se sont envolés et surtout par l'organe klepto phare, le *Financial Times* qui a écrit :

"*It's a very good agreement*" (excellent accord). Si le FT le dit, c'est que la cause est entendue. Il est évident que la France est responsable de cet accord infâme, dans la mesure où François Hollande a échangé son soutien au pacte fiscal contre le plat de lentilles d'un faux plan de soutien à la croissance de moins de 1% du PIB européen. Et qu'il a soutenu Mario Monti et Mariano Rajoy dans leur coup de chantage contre Angela Merkel.

La France a passé un marché de dupes, car c'est elle - avec l'Allemagne - le plus gros contributeur du MES, lequel va être pillé par les banques privées : Hollande a voté pour le pillage... de la France. Lui qui n'aime pas les riches, il les engraisse ! Sans aucun espoir de voir un jour la France en bénéficier, car si la elle venait à être classée "*pestiférée*", elle serait trop grosse pour être sauvée et donc trop grosse pour le MES et l'Allemagne. La France a voté contre ses véritables intérêts à long terme, lesquels étaient - et restent - de tenir le cap pour ne pas augmenter trop ses engagements. Il faut se souvenir que le MES ne fait au maximum des maximums que 500 milliards et qu'une fois que les banques l'auront pillé, il ne restera plus grand chose.

Comme le dit Munchau, la seule victoire d'Angela Merkel est d'avoir refusé l'augmentation de la masse des "*bail out funds*" (fonds de sauvetage) européens. Ce qui confirme que la France ne pourra pas en profiter et que ses engagements ne serviront qu'aux autres et ... à l'endetter encore plus. On rit des soi disant trous découverts dans le budget ces jours ci, de ces misérables petits milliards en regard du coup de crayon magique qui vient d'augmenter les risques du pays, dans la plus totale immoralité.

Le Bundestag est un ramassis de politiciens lâches, ils auraient dû voter contre la ratification du MES et du pacte fiscal, mais la fameuse discipline antidémocratique qui fait voter pour le pouvoir en place et contre les peuples a joué : le Bundestag a ratifié un accord marqué par le chantage. Un accord contre les intérêts du peuple allemand .

Nous sommes heureux de notre analyse, selon laquelle les kleptos avaient marqué une victoire et jubilaient. Garin Hewitt, european editor de BBC news, vient ce matin de rejoindre notre camp et soutenir notre analyse.

Sous le titre : Coup d'État, gouvernement des banques, par les banques, pour les banques on peut lire :

- Le "bail out fund" va prendre un intérêt dans les banques ;

- Le risque total se trouve accru pour tout le monde en Europe ;
- Les Trésors nationaux sont dégagés, mais c'est le public français et allemand qui se substitue ;
- 500 milliards, ce sera insuffisant, ce sera avalé rapidement ;
- Le trou des banques est sans fond et inconnu ;
- Le bail out fund est un cadeau aux banques privées , un *"welfare pour les riches"* ;
- Il n' y a pas de plafond fixé aux sommes qui vont devoir être engagées ;
- Il y a irresponsabilité totale des dirigeants, pas de contrôle, aucune possibilité de recours contre l'organisation intergouvernementale non élue qui va distribuer l'argent .

Quelques précisions à suivre et à valider

La Finlande a fait savoir qu'elle voterait contre le *"bail out"* (renflouement) des banques par le MES, elle a ajouté être soutenue par les Pays Bas. L'Espagne a répondu qu'il existait une dérogation de vote qui permettrait de passer outre à l'unanimité et qu'avec 85% des votes les *"bail out"* seraient accordés.

Reuters rapporte que le gouvernement finlandais a indiqué devant une commission parlementaire qu'il s'opposerait à ce que le MES, le fonds de secours permanent pour la zone euro, puisse acheter des obligations souveraines de pays de la zone euro sur le marché obligataire.

C'est une mauvaise nouvelle pour l'Europe : en effet, pour que l'accord permettant l'achat d'obligations d'État par le MES soit ratifié, il nécessite une décision unanime de tous les membres.

La Finlande n'est pas la seule à douter de cet accord, puisque les Pays Bas ont également fait connaître leurs réserves. Mais alors que les Finlandais rejettent globalement la possibilité de faire intervenir le MES, les Pays-Bas sollicitent que toute demande de rachat d'obligations par le MES soit préalablement évaluée sur une base individuelle. Le Premier ministre hollandais, Mark Rutte, a déclaré la semaine dernière qu'il n'était pas un *« grand fan des achats d'obligations avec les instruments existants »*, parce que c'était une solution coûteuse.

L'Espagne est "en train de négocier avec la Commission" européenne les conditions de l'aide pour ses banques, qui pourraient inclure dès le 9 juillet un premier montant chiffré pour les entités les plus fragiles, a indiqué mardi le ministre de l'Économie Luis de Guindos. L'Eurogroupe devrait alors confirmer le recours au FESF (fonds européen de stabilité financière), le fonds de secours encore doté de 200 milliards d'euros. La zone euro s'est en effet engagée le 9 juin à fournir une aide jusqu'à 100 milliards d'euros aux banques espagnoles.

L'option choisie par l'Espagne sera *"une injection au fur et mesure qu'apparaissent les besoins"*, et non un versement d'argent en une seule fois. *"Nous allons nous concentrer"* sur les banques déjà sous intervention publique espagnole : *"c'est une question de semaines pour déterminer"* de combien elles ont besoin, aussi *"il est possible que, quand on rédigera le protocole d'accord, il y figure une quantité déjà disponible pour elles"*. L'idée est que, pour ces banques les plus fragiles (Bankia, CatalunyaCaixa, NovaGalicia et Banco de Valencia), *"cela se fasse de manière très, très rapide, en quelques semaines"*, a insisté le ministre.

M. de Guindos a rappelé son souhait d'obtenir un prêt avec *"une durée très longue, une période de carence et des taux d'intérêt très bas"*. *"Le taux d'intérêt ne fera pas partie du mémorandum"* qui sera approuvé le 9 juillet car *"il fait partie des statuts du FESF et du MES"*, les fonds de secours européen, a-t-il précisé. *"Ce n'est pas une partie fondamentale de la discussion"*, a-t-il assuré. Le prêt inclura *"des conditions horizontales pour le secteur financier"* espagnol dans son ensemble et des conditions pour chaque entité recevant de l'argent européen, comme *"la cession d'actifs"* ou *"la réduction de capacité"*, par exemple en fermant des agences bancaires.

Et alors que les Pays-Bas et la Finlande se sont opposés à ce que le MES achète des obligations sur le marché secondaire (marché de l'achat et de la vente d'actifs financiers déjà existants), des mesures censées aider les pays fragiles comme l'Espagne et le Portugal, M. de Guindos s'est voulu confiant : *"il y a un point fondamental dans le MES, qui est que les décisions ne se prennent pas à l'unanimité mais à la majorité absolue"*, donc ces décisions *"ne pourraient pas être bloquées"* par une minorité de pays.

Le résultat majeur du sommet est que, si tout suit son cours, le MES pourra aider les banques directement à se recapitaliser : on nous dit qu'ainsi sera coupé le lien entre la faiblesse des banques et la faiblesse des Souverains: On argue les banques faibles affaiblissent les souverains donc il faut couper le lien.

Il est évident que cela est faux, voire mensonger : si les banques sont recapitalisées avec l'argent de le MES, elles vont pouvoir employer ce capital et le *"leverager"* (niveler), mettons avec un multiple de 9, ce qui est encore raisonnable par les temps qui courent.

À notre connaissance, rien ne va les empêcher de refaire ce qu'elles ont fait avec l'argent du LTRO (prêt pour un refinancement à long terme à bas taux), c'est à dire qu'elles vont souscrire aux emprunts de leurs souverains, comme le font depuis le début les banques espagnoles et italiennes.

À moins que les banques concernées aient interdiction de réaccumuler des obligations de leurs souverains, nous ne voyons pas en quoi le lien entre banques et souverains sera rompu.

Au contraire, la mécanique du refinancement indirect des souverains par la BCE va pouvoir s'enclencher de plus belle : telle banque espagnole va recevoir 10 milliards, la reconstitution de ses ratios va lui permettre de souscrire aux obligations émises par son souverain, de les porter en collatéral à la BCE pour obtenir des refinancements et ainsi faire tourner le tourniquet fatal. Car si le souverain faiblit à nouveau, ce qui est probable, sinon certain, le bilan réel de la banque va se détériorer, les marchés vont à nouveau se méfier, etc. Le tourniquet qui joue positivement dans le sens vertueux, peut évidemment s'inverser dans le sens vicieux avec une catastrophe beaucoup plus importante.

À notre connaissance rien n'a été annoncé dans les communiqués ou dans les commentaires qui empêche le tourniquet infernal entre les banques et leur govies (emprunts d'État). L'argument de couper le lien entre les banques et les souverains est fallacieux. En cas de hausse des engagements de banques sur leur souverain, avec un multiple des nouveaux fonds propres, le risque est non pas réduit mais magnifié.

Un article d'atlantico.fr du 22 mai 2012

Washington sur Seine ? Ces ministres de François Hollande qui ont été formés par les Américains. (08.07)

La French American Fondation est connue pour sa formation, les "Young Leaders", réservée à une dizaine de jeunes surdiplômés chaque année. Sur les huit socialistes sélectionnés comme Young Leaders depuis François Hollande en 1996, six rentrent dans son gouvernement cette semaine. Le plus "atlantiste" n'est pas toujours celui qu'on croit...

Exit Alain Juppé, Valérie Pécresse, Nathalie Kosciusko-Morizet, Laurent Wauquiez, Jeannette Bougrab... Place à François Hollande, Pierre Moscovici, Arnaud Montebourg, Marisol Touraine, Najat Vallaud-Belkacem, Aquilino Morelle (plume du Président), etc.

« *Enfin des têtes nouvelles !* » entend-t-on ici ou là. Nouvelles ? Tout est relatif, quand on sait décrypter la liste ci-dessus : en fait, tous ces « *Young Leaders* » de l'UMP ont laissé la place à des « *Young Leaders* » du Parti socialiste. Car François Hollande et Pierre Moscovici depuis 1996, Marisol Touraine et Aquilino Morelle depuis 1998, Arnaud Montebourg depuis 2000 et Najat Vallaud-Belkacem depuis 2006, sont tous des « *Young Leaders* ». Tous ont été minutieusement sélectionnés et « *formés* » par ce très élitiste réseau Franco-Américain, inconnu du grand public, sponsorisé entre autres par la banque Lazard. En d'autres termes, ils ont tous postulé et se sont fait parrainer pour être admis à suivre ce programme phare mis en place par la FAF, la French American Fondation. La FAF est elle-même un organisme à cheval sur Paris et New-York, créée en 1976 conjointement par les présidents Ford et Giscard d'Estaing. A noter qu'entre 1997 et 2001, John Negroponte présida la FAF, avant de devenir entre 2005 et 2007, sous Georges Bush, le premier directeur coordonnant tous les services secrets américains (DNI), dirigeant l'US States Intelligence Community (qui regroupe une quinzaine de membres, dont le FBI et la CIA).

Crée en 1981, ce programme Young Leaders permet de développer « *des liens durables entre des jeunes professionnels français et américains talentueux et pressentis pour occuper des postes clefs dans l'un ou l'autre pays* ». Pressentis par qui ? Par un très strict comité de sélection, composé majoritairement d'anciens Young Leaders, qui ne retient qu'une dizaine d'admis par an. Seuls 13 hommes ou femmes politiques ont été admis depuis 1995, soit moins d'un politique par an en moyenne. Ces heureux « *élus* » sont choisis comme d'habitude parmi l'élite française : seuls 4% des Young Leaders français ne sont pas diplômés de l'ENA ou pas titulaires d'au moins un diplôme Bac+5, les trois quarts sont des hommes, à 80 % Parisiens... Autant dire qu'on reste en famille avec ce gratin issu de nos grandes écoles. Une spécificité française, qui, comme le souligne un rapport de la FAF, assure « *une fonction de "reproduction sociale" de la "classe dominante" [...] dans un pays où la simple notion de leadership renvoie aux "diplômes" et non aux qualités intrinsèques de la personne comme c'est souvent le cas outre-Atlantique* ». Bref, notre nouveau président et ses nouveaux ministres cités ici sont de purs produits de nos grandes écoles, « *ces acteurs influents (qui) personnifient la "pensée dominante" depuis de nombreuses décennies* » selon la FAF.

Dès que l'on parle de réseaux d'influence, certains de leurs membres crient aux « *obsédés du complot* » et s'empressent généralement de préciser que le rôle de telles organisations est marginal et informel. Pour ce qui est de l'efficacité des « *Young Leaders* », les chiffres parlent plus que tous les longs discours : sur les 8 socialistes sélectionnés comme Young Leaders depuis François Hollande en 1996, 6 rentrent dans son gouvernement cette semaine. (Ne restent sur la touche, pour le moment, que Bruno Le Roux, qualifié par beaucoup de « *ministérable* », et Olivier Ferrand, l'ambitieux président du think-tank Terra Nova ayant permis l'élection de François Hollande aux élections primaires ; deux candidats impatients de rejoindre leurs camarades Young Leaders au gouvernement). Beau tir groupé, comme s'en enorgueillit à juste titre le site américain (« *The French-American Foundation is proud to have five Young Leader in the cabinet of President François Hollande, himself a Young Leader in 1996* »), tandis que le site français n'en dit pas un mot. Il est vrai que, depuis l'affaire DSK, chacun aura compris que les deux pays n'ont pas la même culture de la transparence...

En septembre 2006, lors de sa visite aux États-Unis, Nicolas Sarkozy avait prononcé un discours à la French American Foundation (FAF), rappelant la nécessité de « *rebâtir la relation transatlantique* », paraphrasant ainsi les statuts de la fondation dont l'objectif est de « *renforcer la relation franco-américaine considérée comme un élément essentiel du partenariat transatlantique* ». A ceux nombreux qui me demandent, à l'occasion de la visite de François Hollande à Barack Obama, « *pourquoi est-ce que les journalistes ne nous*

*parlent pas de ça, à propos de François Hollande, au lieu de nous parler de son séjour d'étudiant et de son goût des cheeseburgers dont on a rien à faire? ». Qu'ils demandent donc la réponse aux journalistes qui ont l'art de nous servir ces hamburgers, préparés par les communicants, en prenant leurs lecteurs pour des cornichons ! Qu'ils la demandent en particulier aux Young Leaders des médias, aujourd'hui actionnaires ou directeurs des principales rédactions, ces copains de promo de certains de nos nouveaux ministres pour certains d'entre eux : de Laurent Joffrin (Nouvel Observateur) à Denis Olivennes (Europe 1, Paris Match et du JDD), en passant par Matthieu Pigasse, Louis Dreyfus et Erik Izraelewicz (Le Monde)... Et la liste hommes de médias Young Leaders est longue, comme on peut la lire plus intégralement dans l'enquête « *Ils ont acheté la presse* ».*

A New-York, la venue de François Hollande et de sa nouvelle équipe était attendue sereinement. Vu de la FAF, « *Welcome à la Hollande team* » ; on reste en terrain connu, tout est sous contrôle, on est même fier d'avoir autant de ses poulains dans la place, nous l'avons vu. Que les angoissés se rassurent : « *le changement, ce n'est pas pour maintenant* », n'en déplaît à Jean-Luc Mélenchon, l'allié peu atlantiste du Président !

Commentaire.

Excusez-moi, je rectifie, à la première occasion Mélenchon s'en remet à l'ONU, alors pas "*atlantiste*" ? Et gardez en mémoire que la plupart de ceux qui vous ont appelés à voter Hollande savaient tout cela depuis longtemps.

Un article de mondialisation.ca du 2 juillet 2012

L'ex-directeur du programme US de "Guerre des étoiles" dit que Dick Cheney est le principal suspect pour les attentats du 11/9. (08.07)

L'ancien directeur du programme de missile de défense "Star Wars" sous les présidents Ford et Carter a déclaré publiquement que la version officielle du 11-Septembre était la théorie du complot et que le principal suspect pour la conception de ces attentats était le Vice-président Dick Cheney.

Le Docteur Robert Bowman, ex-lieutenant colonel de l'US Air Force, a conduit 101 missions de combat au Vietnam. Il a reçu la Médaille Eisenhower, le Prix George F. Kennan pour la Paix, la médaille présidentielle des vétérans pour la Paix, deux fois la médaille d'or de la Société des ingénieurs militaires, six médailles de l'air, plusieurs dizaines d'autres prix et distinctions honorifiques. Il est détenteur d'un PhD [doctorat - NdT] en aéronautique et en ingénierie nucléaire de l'université de Californie Caltech. Il a présidé huit importantes conférences internationales, et est l'un des experts les plus connus en matière de sécurité nationale.

Bowman a travaillé secrètement pour le gouvernement US dans le cadre du projet Star Wars et fut l'un de ses premiers instigateurs au travers d'un mémo secret en 1977. Lorsque Bowman réalisa que le projet était en réalité uniquement destiné à créer non pas un outil de défense, mais bien une arme d'agression, et faisait partie d'un plan pour initier une guerre nucléaire avec les Soviétiques, il quitta le programme et fit campagne contre.

Lors d'une interview faite le 4 avril 2006 dans le Alex Jones Show qui diffuse au niveau national sur le réseau radio GCN, Bowman avait déclaré que si Oussama Ben Laden et al-Qaïda étaient impliqués dans le 11-Septembre, alors au minimum, le gouvernement est resté sans réagir et a laissé les attentats se produire. Il était plausible, selon lui, que l'ensemble de la chaîne de commandement militaire n'ait pas eu connaissance de ce qui se passait et qu'elle ait été utilisée par ceux qui tiraient les ficelles lors des attentats.

Bowman a souligné la façon dont les exercices militaires en cours le matin du 11-Septembre qui simulaient des avions s'écrasant contre des bâtiments sur la côte est des États-Unis avaient été utilisés pour fourvoyer le personnel de la défense aérienne et l'empêcher de réagir à temps pour stopper les attentats.

« Les exercices qui avaient lieu ce matin-là simulaient exactement le type de choses qui s'est produit et a semé la confusion parmi les gens de la FAA et du NORAD... à tel point qu'ils ne savaient plus ce qui était réel et ce qui faisait partie d'un exercice, » a expliqué Bowman.

« Je pense que ceux qui ont planifié et conduit ces exercices devraient faire l'objet d'une enquête. » Lorsqu'on lui demanda de nommer un suspect numéro 1, qui serait l'architecte probable des attentats, Bowman a déclaré : *« Si je devais mentionner un seul nom, je pense que mon premier suspect serait Dick Cheney. »*

Bowman a indiqué qu'en privé, ses collègues pilotes de combat n'étaient pas en désaccord avec son opinion sur la véritable histoire du 11/9.

Bowman s'est dit conscient du danger de voir les USA glisser vers la dictature et a déclaré : *« Je pense que rien n'est plus proche du fascisme que ce que nous avons vu récemment de la part de ce gouvernement. »*

Bowman a dénoncé le PATRIOT ACT, affirmant que ce dernier *« avait davantage détruit les droits des Américains que tous nos ennemis réunis. »*

Bowman a remis la Commission sur le 11-9, la qualifiant de *« dissimulation motivée politiquement et criblée de conflits d'intérêts, »* et dénonçant le fait que *« la Commission sur le 11/9 avait omis tout élément, aussi petit soit-il, qui aurait pu mettre en doute ou simplement embarrassant pour la version officielle du complot, et a consisté en une vaste mise en scène. »*

« Il faut qu'il y ait une véritable enquête, pas le genre de fausse investigation que nous avons eu par la " 9/11 Omission " et toutes ces foutaises, » a lancé Bowman.

A la question de savoir si les auteurs du 11-septembre pourraient être en train de préparer un nouvel attentat sous fausse bannière pour revigorer leur agenda [politique], Bowman a déclaré : « *Je pense que c'est possible, et j'espère qu'ils ne passeront pas à l'acte, qu'on les stoppera avant, mais je sais pertinemment qu'ils aimeraient bien en avoir un autre.* »

L'un des principaux arguments contre [l'acteur] Charlie Sheen était qu'il n'avait pas de crédibilité sur le sujet du 11/9. Ces arguments sont ridiculisés par le fait que Sheen est vraiment un expert du 11/9, qu'il étudie méticuleusement plusieurs heures chaque jour, chose que ses détracteurs qui défendent la version officielle n'ont pas faite, pointant leurs accusations seulement au niveau de la vie personnelle de Sheen et refusant ses invitations à venir débattre avec lui sur les faits.

De plus, depuis le début, nous avons eu l'appui de personnalités éminentes et crédibles, qui ont pourtant été totalement ignorées par l'establishment médiatique. Des professeurs de physique, d'ex-conseillers de la Maison Blanche, des analystes de la CIA, le père de la Reaganomanie, le ministre allemand de la Défense, et le propre secrétaire au Trésor de Bush, tous ont fait des déclarations publiques au sujet du 11/9, mais ont été ignorés par la majorité des organes de presse.

Robert Bowman sera-t-il lui aussi laissé dans l'ombre, alors que les médias mainstream continuent de dépeindre le Mouvement pour la vérité sur le 11/9 comme le hobby d'une minorité marginale ? Robert Bowman est actuellement [en 2007 - NdT] en campagne pour le poste de représentant du 15e district de Floride au Congrès.

Article original en anglais : <http://www.disclose.tv/>

Traduction GV pour ReOpenNews

Commentaire.

Avez-vous eu cette information de premier choix dans le dernier numéro de votre journal préféré ? Evidemment non. La vérité est révolutionnaire, sauf chez les révolutionnaires ! Ils ne peuvent pas caractériser le régime américain comme démocratique et vous fournir une information qui démontre exactement le contraire. Tout est dans l'ordre des choses.

Un article de l'expansion.com du 10 juillet 2012

Ce qu'il faut retenir du palmarès des plus grandes entreprises mondiales. (11.07)

En dépit des crises financières et des catastrophes naturelles au Japon, les 500 plus grandes entreprises de la planète ont battu des records en matière de ventes et de bénéfices. Elles ont généré un chiffre d'affaires total de 29.500 milliards de dollars, soit 13,2% de plus qu'en 2010, selon le tout dernier classement annuel Fortune Global 500.

Le magazine américain remarque que les effectifs ont augmenté de 4,9% sur un an, alors que dans le même temps, le chiffre d'affaires par tête a progressé 2 fois plus vite. Il en conclut que les plus grandes entreprises mondiales exigent de plus en plus de productivité de leurs salariés.

Une nouvelle hiérarchie sur le podium

Au sommet du top 500 depuis 2 ans, Wal-Mart a été détrôné par la compagnie pétrolière anglo-néerlandaise Royal Dutch Shell. Celle-ci affiche plus de 484 milliards de dollars de chiffre d'affaires et des bénéfices en hausse de 53,6% sur un an, à 30,9 milliards. Sur la deuxième marche du podium, on trouve également une compagnie pétrolière, l'américaine Exxon Mobil qui a gagné un rang, avec près de 453 milliards de chiffre d'affaires. Et, sur la troisième marche du podium, le géant américain de la distribution Wal-Mart rétrograde de 2 places, avec un chiffre d'affaires à près de 447 milliards de dollars.

Le haut du tableau dominé par le secteur de l'énergie

Si les compagnies pétrolières dominent sans conteste le podium, c'est bien les entreprises énergétiques dans leur ensemble qui surpassent les autres activités en terme de chiffres d'affaires. Pas moins de 8 compagnies pétrolières, ou d'énergie se positionnent dans le top 10. Et elles sont 13 parmi les 20 premières. Après les 2 premiers champions, Royal Dutch Shell et Exxon Mobil, la britannique BP est 4ème à plus de 386 milliards de dollars. Viennent ensuite 3 chinoises: Sinopec Group, China National Petroleum, dans le pétrole et le gaz et State Grid, l'entreprise nationale d'électricité.

Les géants de l'automobile devant ceux de la finance

Après l'énergie, c'est l'automobile qui se distingue, avec le japonais Toyota, 10ème entreprise mondiale, à plus de 235 milliards de dollars, l'allemand Volkswagen, 12ème, à 221,5 milliards de dollars et l'américain General Motors (19ème à 150 milliards), juste devant Daimler (148 milliards). Vient ensuite le secteur financier dominé par Japan Post Holdings, entreprise de courrier et de services financiers, numéro 13, à 211 milliards, et le groupe financier néerlandais ING Group, 18ème à 150,5 milliards.

Les entreprises chinoises s'emparent de la deuxième place

Pour la première fois, la Chine est le 2ème pays le mieux représenté dans le Top 500, derrière les États-Unis. Alors que les américaines sont au nombre de 132, l'empire du Milieu place 73 entreprises dans le classement, et détrône le Japon qui en compte 68. La Chine affiche 12 représentantes de plus que l'an passé. Et dans le même temps, l'Europe recule avec 11 entreprises de moins qu'il y a un an, 161 au total.

La première entreprise française est 11ème

À l'image de la domination générale exercée par le secteur de l'énergie, la première entreprise tricolore est une pétrolière. Total s'arroge le 11ème rang avec un chiffre d'affaires de 231,5 milliards de dollars. La compagnie pétrolière est suivie par Axa, 25ème, à 142,7 milliards.

La progression fulgurante d'Apple

La firme à la pomme a bondi de 56 places en un an et se hisse à la 55ème position, alors qu'elle est bien la première capitalisation boursière du monde. Son chiffre d'affaires a connu une progression fulgurante de 66% pour s'élever à plus de 108 milliards de dollars. Et son bénéfice, à près de 26 milliards a fait un bond gigantesque de 85%. Apple reste toutefois loin derrière son concurrent dans les smartphones, le coréen

Samsung, 20ème, à 148,9 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel... même si l'américain a fait quasi jeu égal au premier trimestre 2012 avec des ventes de 40 milliards de dollars.

Un article lemonde.fr du 10 juillet 2012

Coût du travail : CSG contre TVA sociale, quelles différences ? (11.07)

La question du coût du travail revient dans le débat politique. Si le camp de François Hollande le réfutait jusqu'ici, plusieurs sources indiquent que la piste d'un transfert de charges des entreprises vers cette taxe serait bel et bien à l'étude.

François Hollande a évoqué la question lors de son discours d'ouverture de la conférence sociale, lundi 9 juillet, en affirmant : *"Faire peser sur le seul travail le coût de notre dépense sociale n'est pas un bon moyen de pérenniser le financement."* Une phrase qui pourrait sembler paradoxale, alors que le candidat Hollande refusait mordicus la TVA sociale que Nicolas Sarkozy a fait voter. Une mesure que le socialiste a promis d'abroger. Pour mieux comprendre ce débat qui peut sembler obscur, quelques éléments de compréhension.

1/ Quel est le débat sur le coût du travail ?

La question a été un des enjeux de la présidentielle : comment améliorer la compétitivité de la France, sa capacité à exporter ses productions ou à attirer des entreprises sur son sol ? Pour certains, la réponse réside notamment dans le coût du travail, jugé trop élevé en France. Si la pertinence de cette question de coût du travail et de son importance dans la compétitivité se discutent, un certain nombre d'économistes - dont par exemple le Cercle des économistes - sont convaincus qu'il faut le baisser pour relancer l'activité, et donc la croissance.

Selon ce raisonnement, plus le coût du travail est élevé, moins il devient intéressant de produire sur le sol national plutôt que de délocaliser. De même, ce coût tend également à diminuer les marges des entreprises, ce qui limite en principe leur capacité d'investissement, et donc leur croissance.

Plusieurs indicateurs servent à mesurer le coût du travail. Notamment le coût salarial horaire, qui agrège l'ensemble des dépenses liées à un salarié (salaire et charges) par heure. Ce graphique extrait d'une étude de l'Insee montre que le coût horaire dans l'industrie manufacturière ou dans les services marchands en France se situe à un niveau plutôt élevé, même s'il est très proche de celui l'Allemagne pour l'industrie, contrairement à une idée répandue.

Ces données peuvent parfois diverger d'autres études, comme celle de l'OCDE, qui marque une plus grande différence France-Allemagne, notamment car elle comptabilise les jours de congés.

Certains font valoir que le coût du travail n'est pas central dans le problème de compétitivité de la France, soulignant l'importance des positionnements industriels de chaque pays. L'Allemagne, qui exporte nombre de produits *"de pointe"* (machines-outils...) ou de niche, serait moins handicapée par un coût du travail élevé que la France, moins bien positionnée sur ces marchés.

Quoi qu'il en soit, pour les partisans d'une baisse du coût du travail, se pose ensuite la question des moyens pour y parvenir. Et de leurs conséquences.

2/ Que signifie "transférer les charges" ?

La solution la plus souvent évoquée pour faire baisser le coût horaire du travail est de retirer aux entreprises une partie des cotisations dont elles s'acquittent pour chaque salarié. Selon un rapport du Trésor, celles-ci représentent pour les entreprises environ 43,75 % du salaire brut en France, sans compter CSG et RDS, soit environ le double de l'Allemagne (21,03%).

Ces charges, payées par les entreprises et les salariés, financent l'essentiel de la protection sociale française : assurance-chômage, retraites, assurance-maladie, branche famille... Or, plusieurs facteurs (vieillesse de la population, hausse du chômage) font que le besoin de financement de la protection sociale tend à croître, alors même que la concurrence internationale oblige les entreprises à lutter pour rester compétitives.

Depuis plusieurs années se pose donc la question d'une modification de l'assiette du financement de la protection sociale, en mettant à contribution d'autres sources de revenus, comme la TVA ou le monde de la finance. C'est de cette réflexion qu'est née l'idée, votée en 2012 par la droite - mais que la gauche a promis de supprimer - d'une "*TVA sociale*", c'est-à-dire d'une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée, que chacun paye sur ce qu'il consomme, afin de baisser les cotisations sociales des entreprises.

3/ Qu'est-ce que la CSG et comment est-elle prélevée ?

Outre la "*TVA sociale*", l'autre piste sur la table est celle d'un mécanisme similaire, mais qui ciblerait cette fois la CSG. Créée en 1990 par Michel Rocard afin de contribuer au financement de la sécurité sociale, la contribution sociale généralisée ne frappe pas les employeurs, mais tous les autres types de revenus : salaires, mais aussi revenus du capital et dividendes, ou encore primes, indemnités et allocations.

La CSG est un impôt à assiette large, puisqu'il touche tous les revenus. Il est en outre prélevé à la source. Son taux, qui était de 1,1% en 1990, n'a eu de cesse d'augmenter depuis. Il est aujourd'hui de 7,5% des revenus d'activité, de 8,2% sur les revenus du capital, et de 6,6% sur les revenus des retraités et invalides, ou de 9,5% pour les revenus du jeu (une exonération est prévue pour les faibles revenus de remplacement comme le RSA).

Depuis la fin des années 1990, la CSG représente désormais une source de revenus plus importante que l'impôt sur le revenu, comme le montre ce graphique, extrait de l'ouvrage "*Pour une révolution fiscale*" (Seuil, janvier 2011), de Thomas Piketty, Camille Landais et Emmanuel Saez, qui préconisait une fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG dans un impôt unique et prélevé à la source, projet que François Hollande a longtemps porté, avant de renoncer à la mettre en oeuvre au début de son mandat.

La CSG rapportait, en 2011, 88,6 milliards d'euros, selon l'Insee, soit plus que l'impôt sur le revenu (50,6 milliards d'euros) et plus du double de l'impôt sur les sociétés (41,9 milliards), selon l'Insee. Le graphique ci-dessous, construit à partir de données de l'Insee, représente les principaux impôts acquittés en France. Comme on le voit, la CSG (en vert clair) est une part importante du total.

4/ Quelle différence entre la CSG et la TVA sociale ?

La mesure défendue par Nicolas Sarkozy portait sur une hausse de TVA destinée à compenser des baisses de charges patronales. Or, la TVA frappe la consommation, c'est-à-dire tout le monde, riches et pauvres, de la même manière (même s'il existe des taux différents de TVA, l'essentiel des produits est taxé au taux "*normal*" de 19,6%).

La CSG, elle, porte sur les revenus en général, et ne le fait pas exactement de la même manière selon les catégories (voir encadré). Un cas d'école souvent cité est celui des retraités, qui paient moins de CSG que les actifs. Un simple alignement des pensions sur le taux à 7,5% rapporterait 3 milliards d'euros par an, selon les économistes.

L'autre avantage de la CSG est d'être un impôt à assiette large : un point de CSG supplémentaire représente entre 10 et 13 milliards d'euros, soit le montant que Nicolas Sarkozy comptait transférer vers la TVA.

En revanche, la CSG touche les revenus, donc les personnes, et uniquement les Français, alors que la TVA frappe aussi les importations. L'argument est politique et a été utilisé par les partisans de la TVA sociale. A l'inverse, augmenter la CSG payée par les actifs se traduirait par une diminution du salaire net, immédiatement visible sur la fiche de paye. Une conséquence difficile à faire accepter politiquement.

L'autre différence majeure entre CSG et TVA est l'assiette touchée : la CSG frappe aussi les revenus du capital, tandis que la TVA touche la consommation. Néanmoins, ces revenus du capital ne pèsent que 12% du total du produit de la CSG, selon un rapport sénatorial. Se limiter à augmenter la TVA sur ces revenus serait a priori insuffisant pour financer un transfert de charges de nature à modifier durablement la compétitivité des entreprises françaises.

A ce stade, le gouvernement n'a pas arrêté de piste unique. Et tout reste ouvert : le transfert se fera-t-il uniquement sur les charges patronales, ou prendra-t-il aussi une part de cotisations salariales ? Autre question : le projet de fusion ou de rapprochement de l'impôt sur le revenu et de la CSG porté par François Hollande aura-t-il lieu ? Dans ce cas, la CSG deviendrait en principe progressive et plus proportionnelle qu'aujourd'hui.

Une autre possibilité existe aussi : créer une fiscalité carbone pour taxer les importations. Un projet envisagé au niveau européen, mais que François Hollande a également évoqué pour la France. Dans tous les cas, cette réflexion devrait se poursuivre jusqu'en 2014.

Six taux de CSG différents

- Un taux "*super majoré*" de 9,5% sur les revenus du jeu
- Un taux majoré de 8,2% sur les revenus de placement : revenus fonciers, revenus de locations meublées, de gains en capitaux, rentes viagères, mais aussi épargne salariale, obligations, bons du trésor, titres de créance, PEL, CSG...
- Un taux "*général*" à 7,5%, qui frappe les revenus d'activité : salaires, participation, intéressement, revenus non salariaux des professions indépendantes...
- Un taux "*allégé*" à 6,2% pour les revenus de remplacement : il frappe les allocations de chômage, et les indemnités maladie, maternité ou accident du travail.
- Un taux "*allégé*" à 6,6% qui touche d'autres revenus de remplacement : pensions de retraite ou d'invalidité, certaines allocations de préretraites (prises avant 2007).
- Un taux "*super réduit*" à 3,8% pour les plus petites pensions de retraite ou d'invalidité (moins de 61 € d'impôts sur le revenu).
- Une exonération totale pour les plus faibles revenus de remplacement (moins de 9 347 € de revenu fiscal par an) et pour certaines aides sociales : le RSA, le minimum vieillesse, la prime de rentrée scolaire, l'allocation parent isolé, les allocations de veuvage...

Un article de lexpansion.com du 10 juillet 2012

La feuille de route sociale du gouvernement Ayrault. (11.07)

La grande conférence sociale s'est achevée ce mardi 10 juillet, après deux jours de débats entre les syndicats, le patronat et le gouvernement, par un discours de Jean-Marc Ayrault dans l'hémicycle du palais d'Iéna. L'occasion pour le Premier ministre de dévoiler le calendrier des grandes réformes et négociations sociales du quinquennat de François Hollande. En voici la teneur:

Dialogue social et représentativité syndicale

Afin de perpétuer *"l'esprit qui a guidé ces travaux au sein d'une instance permanente"*, un lieu de dialogue et d'expertise, ouvert à l'ensemble des acteurs sociaux, un conseil ou un commissariat du dialogue social et de la prospective, va être créé. Jean-Marc Ayrault a également annoncé qu'un *"bilan"* de la loi sur la représentativité syndicale, votée en 2008, sera mené au second semestre 2013. Le patronat devra aussi se saisir de la question de sa propre représentativité. Des dispositions sur la transparence des financements des comités d'entreprises, dont un grand nombre ont fait scandale - Air France, SNCF, etc.- seront adoptées début 2013. La question de la présence des salariés dans les conseils d'administration doit également être abordée

Emploi

"Allons-nous laisser notre pays demeurer le théâtre de plans sociaux qui se multiplient, qui minent la confiance et le moral des salariés et de l'ensemble des acteurs de l'économie?", s'est interrogé le Premier ministre. Il a promis que le dispositif du chômage partiel serait *"amélioré"* dès la rentrée 2012. Il souhaite également que soient votées dans le projet de loi de finances pour 2013, c'est-à-dire cet automne, deux promesses de campagne de François Hollande: les emplois d'avenir pour les jeunes en difficultés et le contrat de génération qui vise à insérer les jeunes dans l'emploi tout en y maintenant les seniors. Charge aux partenaires sociaux de négocier cet été sur ces deux contrats.

Par ailleurs, la négociation *"compétitivité-emploi"* lancée par Nicolas Sarkozy pour permettre aux entreprises d'adapter le travail en cas de baisse d'activité n'est en revanche *"plus à l'ordre du jour"*, a indiqué Jean-Marc Ayrault qui propose d'ouvrir à la place une démarche pour *"sécuriser l'emploi"*. Le gouvernement transmettra en septembre 2012 un document d'orientation sur la base duquel les partenaires sociaux seront invités à négocier, d'ici à la fin du premier trimestre 2013. Il s'agira tout d'abord de lutter contre la précarité de l'emploi, en renchérissant le coût des cotisations chômage des CDD, temps partiel subi et intérim. Ensuite, le gouvernement souhaite encadrer les licenciements abusifs et en cas de fermeture de site rentable, obliger les entreprises à chercher un repreneur.

Formation professionnelle

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault souhaite qu'un plan d'urgence soit mis en oeuvre rapidement au niveau régional pour agir sur trois volets: diminuer le nombre de jeunes entrant sans qualifications sur le marché du travail, former les salariés menacés de licenciement et renforcer la formation des chômeurs.

Salaires

Une réforme du Smic (salaire minimum) sera présentée avant la fin de l'année, après une concertation entre un groupe de travail interministériel et les partenaires sociaux. *"Comme l'engagement en avait été pris par le président de la République, nous souhaitons permettre une évolution des règles de revalorisation du Smic visant à mieux intégrer la croissance"*, a précisé le Premier ministre. Des actions seront lancées dans les branches qui présentent aujourd'hui un minimum conventionnel inférieur au Smic. Par ailleurs, la prime dividende créée sous Nicolas Sarkozy, sera supprimée. Cette prime annoncée en avril 2011 sous l'appellation de *"prime à 1000 euros"* devait être versée par les entreprises de plus de 50 salariés ayant versé un dividende en progression par rapport à la moyenne des deux années antérieures. En septembre dernier, les premières primes sur le partage des profits qui devaient être négociées atteignaient des montants très variables allant de 100 à 600 euros, des niveaux en deçà des prévisions du gouvernement.

Enfin, le gouvernement présentera, avant la fin de l'année 2012, un projet de loi visant à encadrer les rémunérations "abusives" dans le privé.

Compétitivité des entreprises

Le Premier ministre français Jean-Marc Ayrault a confié mardi au commissaire général à l'investissement Louis Gallois *"une mission sur la compétitivité (des) entreprises"* françaises, avec l'objectif de "préparer la mise en œuvre d'actions concrètes d'ici la fin de l'année" pour améliorer leur "environnement". *"Nous devons veiller à ce que leur environnement réglementaire, administratif et fiscal soit propice à leur développement et les freins qui existent encore aujourd'hui doivent être levés"*, a-t-il ajouté. En outre, d'après le chef du gouvernement, *"au-delà des questions de financement, l'image de l'industrie doit être revalorisée auprès des jeunes et les métiers techniques confortés. La semaine de l'Industrie peut participer à cet objectif en devenant un rendez-vous annuel incontournable"*. *"Tous ces sujets sont essentiels et imposent des avancées rapides"*, a souligné Jean-Marc Ayrault.

Retraites et protection sociale

Le financement de la protection sociale fera l'objet d'une réforme législative en 2013, après avoir concerté les partenaires sociaux. *"S'agissant du financement de notre système de protection sociale, il nous faut en effet trouver rapidement des perspectives, tant pour assurer l'avenir de la protection sociale que pour améliorer la compétitivité de nos entreprises"*, a expliqué Jean-Marc Ayrault. Selon lui, *"plusieurs solutions sont sur la table, il faut les prendre en considération. La conférence a fait apparaître des différences d'appréciation, mais a permis de dégager un accord, sinon sur les solutions - ce n'était pas son rôle - du moins sur le calendrier de travail"*.

Ainsi, *"pour élargir et diversifier les sources de financement de notre système de protection sociale, le gouvernement saisira le Haut Conseil du financement de la protection sociale dès le mois de septembre 2012"*, a-t-il précisé. Ce dernier *"réalisera un diagnostic sur les modalités actuelles de financement de notre protection sociale, précisera le partage entre les besoins de protection sociale relevant d'une approche contributive et ceux qui relèvent d'une approche non-contributive"*. *"Il dessinera les évolutions possibles du système actuel, notamment en termes de diversification des recettes"*, a encore dit M. Ayrault sans toutefois faire allusion à une éventuelle hausse de la CSG, largement évoquée lors de cette conférence.

Le Premier ministre français a également annoncé qu'une "concertation" serait menée sur les retraites à partir du "printemps 2013". A partir des travaux du Conseil d'orientation des retraites, *"une commission ad hoc formulera au début de l'année 2013 différentes pistes de réforme"*, a précisé le Premier ministre, ajoutant que la concertation avec les partenaires sociaux débiterait ensuite, au "printemps 2013".

Fonctionnaires

"Je propose (...) une concertation, à l'automne, pour établir un diagnostic des politiques menées au cours des dernières années en matière d'évolution de carrière, de rémunération et de mobilité des fonctionnaires", a déclaré Jean-Marc Ayrault. *"Elle devra poser les bases d'une méthode de travail, autorisant, dans un contexte financier durablement contraint, une politique de rémunération garantissant les perspectives de carrière des agents"*, a-t-il ajouté. Le Premier ministre a également indiqué qu'il souhaitait mettre en place *"un nouvel espace de concertation"* pour débattre du bilan de la Révision générale des politiques publiques (RGPP), vaste programme de réforme qui s'est traduit notamment par le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux pendant le précédent quinquennat et auquel le gouvernement a décidé de mettre fin. Selon le Premier ministre, une négociation sera par ailleurs *"ouverte dès le quatrième trimestre 2012 sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, qui pourrait permettre de conclure le premier accord en la matière dans la fonction publique"*. Une concertation sur les moyens mis à disposition des syndicats sera également engagée en septembre 2012 et une autre sur la prise en compte de l'exercice des fonctions syndicales dans les parcours professionnels s'ouvrira dès le premier semestre 2013, a-t-il ajouté. Une autre concertation sera également ouverte, dès l'automne 2012, pour mieux répondre aux enjeux de la diversité, du handicap, de l'emploi des seniors et de l'accès des jeunes peu qualifiés à la fonction publique. Un accord-cadre sur la prévention des risques psycho-sociaux (stress, violences, etc.) sera également proposé à la négociation dès la rentrée 2012, a annoncé le Premier ministre.

Réaction

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a conclu la grande conférence sociale en tentant de n'oublier personne dans son discours de ce mardi. Qu'en ont pensé les partenaires sociaux? La plupart saluent *"un renouveau du dialogue social"*, mais beaucoup regrettent l'absence de *"dispositions pour faire face à l'urgence, aux plans de restructuration et aux fermetures de sites"*. Autre dossier attendu mais pas encore ouvert: l'emploi et les salaires dans la fonction publique. Réactions.

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO

"Il y a un gros travail qui nous attend mais le dialogue social est apaisé donc on est plutôt satisfait ce soir. On a le sentiment que le discours du Premier ministre n'était pas prêt il y a deux jours mais a été préparé compte tenu des débats dans les conférences et ça c'est un élément intéressant. On ne sera pas d'accord sur tout mais il y a des éléments positifs. J'obtiens la création d'un commissariat au dialogue social et à la prospective, c'est un élément important. Il y aura des tensions sur les sujets à venir (...) je pense à la fonction publique, aux retraites, au financement de la protection sociale".

François Chérèque, secrétaire général de la CFDT

"Je crois que la démarche telle qu'initiée correspond à ce qu'on attendait. Le résultat n'est pas obligatoirement satisfaisant sur tous les sujets. Cependant l'essentiel y est, c'est-à-dire des éléments soumis à la concertation sur l'emploi. Je pense en particulier aux emplois d'avenir, au chômage partiel mais aussi au problème de la compétitivité des entreprises et à une réflexion sur l'évolution de notre système de retraite. Inévitablement il y a des déceptions, autour de la fonction publique et des services publics. On sait très bien que les moyens sont limités dans ce domaine là. C'est un agenda chargé, on se demande même s'il faut prendre des vacances".

Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT

"On est sur un cap nouveau, une démarche tout à fait différente. Le fait que la place du dialogue social, des interlocuteurs sociaux soit confirmée, montre un volontarisme politique à l'égard des organisations de salariés sans comparaison avec ce que nous avons vécu ces cinq dernières années. Il y a de nouveaux points d'appui pour se faire entendre sur toute une série de sujets. Plusieurs des rendez-vous cités dans l'agenda du Premier ministre reprennent des demandes précises que nous avons formulées. Je pense au bilan sur les aides publiques des entreprises, à la convocation de la commission pour agir contre le travail illégal".

"Le loupé à ce stade, c'est qu'il n'y a aucune disposition pour faire face à l'urgence, aux plans de restructuration et aux fermetures de sites. Je regrette qu'il n'y ait pas de mesures rapides à ce propos".

Bernard Van Craeynest, président de la CFE-CGC

"Il y a des aspects positifs sur la méthode. Sur les orientations et les choix faits pour résoudre les problèmes de l'emploi nous souhaitons davantage de volontarisme et d'initiative. Le gouvernement est dans un exercice d'équilibriste compliqué qui consiste à démontrer qu'il agit quotidiennement pour résoudre les problèmes du pays et qu'il prend le temps de la concertation pour répondre aux enjeux du pays. Exemple avec le coût du travail et l'allègement des charges pour redynamiser notre économie: le Premier ministre renvoie cela à 2013 pour des décisions éventuellement en 2014. Nous espérons qu'il ne sera pas trop tard pour sauver notre économie et redynamiser l'emploi dans notre pays."

Philippe Louis, président de la CFTC

"Les salariés sont enfin pris en compte. Cela fait longtemps qu'on demande que des négociations soient enfin rouvertes sur la pénibilité, que nous disons que les CDD sont vraiment un fléau et là enfin on est entendu. On a l'impression d'arriver à un renouveau du dialogue social. Les partenaires sociaux et le pluralisme sont reconnus."

Luc Bérille, secrétaire général de l'Unsa

"De nouveaux rendez-vous nous sont fixés. C'est un défi qui nous est lancé pour savoir si nous serons en mesure de rentrer dans cette nouvelle ère de démocratie sociale à laquelle nous aspirons. Cette conférence augure bien de la suite. Nous ne sous-estimons pas les difficultés que nous avons, nous sommes prêts à relever le défi".

Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU

"Le dialogue social est renouvelé aujourd'hui. Un certain nombre de chantiers ont été ouverts, sur l'emploi, les retraites, la formation tout au long de la vie. Il y a beaucoup d'actes et de mesures qui sont attendus car le dialogue social doit répondre aux besoins de notre société. Il y a aussi des absences: nous aurions aimé l'ouverture rapide de discussions sur l'emploi public et sur les salaires des agents de la fonction publique. Nous continuerons de porter les dossiers qui n'ont pas été ouverts aujourd'hui concrètement par le Premier ministre."

Laurence Parisot, présidente du Medef :

"La méthode initiée par le président de la République, de concertation, d'échange, de respect à l'égard des partenaires sociaux est une bonne méthode et nous saluons le processus qui s'est déroulé pendant ces deux journées", a-t-elle déclaré à la presse.

"Nous sommes étonnés de constater que la feuille de route présentée par le Premier ministre (Jean-Marc Ayrault) ne tient pas compte du tout de ces réalités économiques que vivent les entreprises et singulièrement les petites et les moyennes entreprises", a poursuivi Laurence Parisot.

"Ce premier point est pour nous un problème et une déception", a-t-elle souligné. (Nouvelobs.com)

Jean Lardin, président de l'Union professionnelle artisanale (UPA)

"Le Premier ministre renforce l'idée d'une concertation préalable aux réformes. Un bilan sera fait sur la représentativité syndicale et tout le monde attend que dans le camp patronal, on se mette d'accord sur la méthode pour mesurer la représentativité. Inutile de dire que pour l'UPA, la règle sera une entreprise, une voix".

Jean-François Roubaud, président de la CGPME

"La feuille de route adressée par le Premier ministre est un point de départ pour l'ensemble des chantiers. Ont été mises en exergue les difficultés économiques de notre pays. Des commissions vont travailler en urgence pour les dossiers les plus pressés".

Un article de l'expansion.com du 13 juillet 2012

Athènes prépare un plan d'économies de 11,5 milliards d'euros. (14.07)

Ce tour de vis supplémentaire est réclamé par l'UE, la BCE et le FMI comme préalable à la poursuite de l'aide financière à la Grèce. Il devrait se traduire par des coupes dans les prestations sociales et la suppression d'ici 2015 de 150.000 postes dans la fonction publique.

Après l'Espagne et son plan d'austérité de 65 milliards d'euros, la Grèce planche à son tour sur les nouvelles mesures d'économies d'un montant de 11,5 milliards d'euros qui doivent convaincre l'Europe de débloquer une nouvelle aide financière. Les directeurs financiers des ministères étaient réunis vendredi pour détailler ce programme de mesures budgétaires sur deux ans, réclamé par la troïka des créanciers (Union Européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international). Il doit leur être présenté à partir du 24 juillet, quand cette délégation tripartite reprendra à Athènes sa mission d'audit des comptes grecs.

Selon l'accord initial, les économies de 11,5 milliards d'euros doivent pour l'essentiel provenir de coupes dans les prestations sociales et de l'allègement de taille du secteur public, avec la suppression d'ici 2015 de 150.000 postes et d'organismes étatiques. Après sa prise de contact avec ses homologues européens lundi et mardi à Bruxelles, le ministre grec des Finances, Yannis Stournaras, avait indiqué que pour 2012 le gouvernement entendait mettre en oeuvre quelque 3 milliards d'euros d'économies promises aux bailleurs de fonds et en souffrance depuis mars. Athènes s'est par ailleurs engagé à accélérer et élargir un vaste plan de privatisations, censé rapporter quelque 19 milliards d'euros d'ici 2015.

Le gouvernement entend parallèlement renégocier avec partenaires et prêteurs un sursis supplémentaire de deux ans, qui renverrait à fin 2016 le retour à l'équilibre budgétaire, a réitéré cette source. L'UE et le FMI n'ont ni fermé la porte à un tel assouplissement, ni fait des promesses aux Grecs. *"Nous avons toujours fait preuve de flexibilité et disposition à discuter, mais (...) nous ne pouvons rien changer sur les objectifs finaux"*, a réaffirmé le commissaire européen à la politique régionale, Johannes Hahn, lors d'une conférence de presse en visite à Athènes.

Les bailleurs de fonds ont conditionné leur aide financière au pays à la relance des efforts de redressement. Sans cette perfusion, le pays risquerait d'être en cessation de paiement. Le plan d'économies budgétaires en cours d'élaboration doit être soumis pour approbation mercredi aux trois partis membres de la coalition gouvernementale, qui réunit les conservateurs de M. Samaras, les socialistes (Pasok), emmenés par Evangélos Vénizélos, et la gauche modérée, dirigée par Fotis Kouvelis, a précisé la même source ministérielle.

Un article du Nouvel Observateur du 13 juillet 2012

Après PSA, la casse sociale continue. (14.07)

75.000 emplois sont sur la sellette, dans tous les secteurs. Revue des mauvaises nouvelles à venir.

Avec le "séisme" PSA, le principe de réalité s'est brusquement imposé au gouvernement et à l'opinion. Mais ce n'est pas une surprise. La CGT a remis en mai dernier au Premier ministre une "*liste noire*", fiche recensant 46 entreprises ou sites en France menacés par des licenciements. A l'époque, près de 45.000 emplois étaient sur la sellette, mais certaines sources réévaluent désormais ce chiffre à hauteur de 75.000. Dans tous les secteurs : industrie, services, grande distribution... Revue des mauvaises nouvelles.

Industrie

- Le 24 juillet, le tribunal de commerce de Rouen doit se prononcer sur le sort de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne. Il pourra soit retenir un projet de cession, soit prononcer l'arrêt de l'activité, soit encore proroger cette période. Deux dossiers de reprise sont finalisés, mais cinq autres seraient en cours de constitution et certains repreneurs potentiels ont demandé un délai. Arrêtée courant janvier après la faillite de sa maison mère suisse, la raffinerie qui emploie 550 salariés fonctionne à nouveau depuis le 14 juin pour honorer un contrat ponctuel conclu en février avec Shell. Sur les autres fronts, les nouvelles sont moins bonnes.

- Technicolor, entreprise spécialisée dans la production de décodeurs numériques, a confirmé la cessation de paiement de l'usine d'Angers (Maine-et-Loire), où 350 travailleurs pourraient perdre leur poste.

- A Florange (Moselle), deux haut-fourneaux employant 550 salariés à l'aciérie ArcelorMittal sont à l'arrêt. Aurélie Filipetti a promis pendant la campagne législative dans le département que le gouvernement "*tiendra ses engagements*" et "*trouvera des solutions*". 200 à 300 emplois sont menacés.

- Dans l'agro-alimentaire, le numéro un européen de la volaille Doux pourrait supprimer 3.400 emplois.

Industrie automobile

L'annonce de PSA Peugeot Citroën, qui prévoit 8.000 suppressions de postes en France, pourrait n'être qu'un début, la production de voitures neuves ayant chuté au 1er trimestre pour PSA (2,3%) et plus encore pour Renault (12,6%). Plusieurs périodes de jours non-travaillés ont été décrétées depuis le début de l'année par Renault à l'usine de Sandouville (Seine-Maritime). En cause : "*la baisse du marché européen*", selon le comité d'entreprise. Près de 2.000 travailleurs sont concernés. Une bonne nouvelle toutefois : le maintien de l'activité de l'usine General Motors Strasbourg, moyennant un gel des salaires pendant deux ans et l'abandon de certaines journées de RTT. Près de 1.000 employés y travaillent.

Transports

Frédéric Cuvillier, ministre délégué aux Transports et à l'Economie maritime, a lui aussi de quoi s'occuper :

- Une semaine après la présidentielle, le constructeur de camions de pompiers Camiva annonçait à ses 171 salariés la fermeture de son usine de Savoie.

- Le président d'Air France, Alexandre de Juniac, a annoncé le 21 juin un plan en trois ans qui prévoit 5.122 suppressions de postes d'ici à la fin 2013 : 1.712 viendront du non remplacement des personnes parties à la retraite et 2.056 de départs volontaires de salariés du sol. Le solde, soit 1.354 emplois, sera obtenu par la mise à temps partiel de navigants. Des dispositions justifiées par les pertes de la compagnie et la sortie prévue de 34 avions de la flotte moyen-courrier d'ici à 2014.

- Les voyagistes veulent eux aussi réduire leurs effectifs. Tui France (Nouvelles Frontières, Marmara...), comme Thomas Cook, ont affiché des pertes record l'an dernier et déjà annoncé 484 suppressions d'emploi. Fram réunit un nouveau comité d'entreprise extraordinaire vendredi 13 juillet avec à la clé 70 possibles suppressions d'emplois. Selon le Syndicat national des agents de voyage, 5.000 emplois ont déjà été

supprimé dans la profession depuis trois ans en raison de percée d'internet, des crises économiques et géopolitiques à répétition.

Banque

30.000 postes chez HSBC, 3.000 pour UBS, 7.000 pour la Commerzbank... De nombreuses banques européennes procèdent à des plans sociaux depuis le début de l'année. Certains établissements français envisagent également de réduire la voilure. 2.000 postes seraient touchés sur le territoire.

- La Société Générale a annoncé un plan de sauvegarde de l'emploi le 2 avril dernier. 880 salariés du pôle financement et investissement du groupe doivent quitter l'entreprise. Mais près de 2.000 ont déjà demandé à partir. Explication : la pression sur les résultats et... la possibilité de partir avec un bonus alléchant.

- Dans cette même branche, BNPParibas a également lancé un plan de départs volontaires. 373 postes sont concernés, mais pour l'instant, l'objectif n'a pas encore été atteint par la banque.

- Le Crédit Agricole, qui souhaite se délester de 550 postes, est dans la même situation.

Télécoms

- SFR, deuxième opérateur télécoms français, a lancé mardi 3 juillet sa réorganisation stratégique, visant à contrer l'arrivée fracassante de Free Mobile sur le marché. L'entreprise présentera en novembre un plan de départs volontaires.

- Du côté de Bouygues Telecom, la direction a présenté aux syndicats le 3 juillet un plan de départs volontaires visant 556 postes, dont l'objectif est, comme chez SFR, de "*sauvegarder sa compétitivité*" face aux dégâts provoqués par les bas tarifs de Free.

- Chez France Télécom-Orange, le directeur des ressources humaines Bruno Mettling a indiqué le 10 juillet que le volume des départs non remplacés au sein du groupe, qui emploie 100.000 personnes en France, sera fixé "*avant la fin de l'année*". A l'heure actuelle, quelque 2.000 salariés quittent le groupe chaque année, un nombre qui va monter en puissance pour atteindre quelque 6.000 départs annuels dans les années 2020.

Les laboratoires pharmaceutiques

- Sanofi pourrait annoncer prochainement la suppression de 2.500 emplois. Et c'est loin d'être le seul laboratoire à réduire ses effectifs en France. L'industrie pharmaceutique a annoncé 28 plans de sauvegarde de l'emploi pour la seule année 2011, indiquait en janvier le président du Leem, syndicat des fabricants de médicaments.

- Par ailleurs, la plupart des filiales des grands groupes pharmaceutiques étrangers ont réduit la voilure. Fin 2011, Pfizer et Novo Nordisk ont annoncé des baisses d'effectifs en France. En 2010, Merck et Lilly ont supprimé respectivement 800 et 250 postes. Confrontés au déclin des médicaments de marque, remplacés par des génériques, le nombre de visiteurs médicaux est passé de 23.800 fin 2004 à moins de 18.000 fin 2011. Il y en aura probablement moins de 12.000 en 2020, estiment "*les Echos*".

Grande distribution

Force ouvrière prévoit la suppression de 12.000 postes dans la grande distribution. La réduction des rayons non-alimentaires et la réorganisation du management dans la branche pourraient entraîner des milliers de licenciements.

- Premier concerné : Carrefour. Les syndicats ont été en partie rassurés par leur rencontre avec leur nouveau patron, Georges Plassat, début mai. Bruno Montry, délégué central CFDT adjoint, "*est tout de même resté sur sa faim*" concernant l'avenir des salariés. Fin avril, les organisations disaient redouter près de 3.000 licenciements dans le groupe.

- Le tableau est plus noir encore chez Auchan. Le Plan de transformation de l'entreprise (PTE) implique une suppression de 1.700 postes d'ici 2014. *"Auchan a été très fort dans sa communication en disant que l'entreprise ne supprimait pas de postes mais en créait grâce à des ouvertures prochaines de magasins"*, estime Pascal Saeyvoet, délégué syndical FO. De l'art de faire passer les salariés du bureau au rayon frais...

- Chez Leader Price (groupe Casino), le plan social fermant dix magasins a été annulé par la justice jeudi 24 mai, qui pointe l'absence de *"motif économique"* à cette restructuration. 87 emplois étaient concernés. Leader Price a fait appel de la décision.

- Conforama : la justice se prononcera le 26 juillet sur l'avenir du plan de sauvegarde de l'emploi prévoyant la suppression de 288 postes au service après-vente de Conforama, après que les élus du comité central d'entreprise (CCE) ont assigné la direction pour en demander la suspension.

Produits culturels

- La Fnac a lancé en janvier un plan de départs volontaires portant sur 510 postes, dont 310 en France.

- Virgin, enseigne contrôlée par Butler Capital Partners a déjà annoncé la fermeture de ses magasins de Metz et de Toulouse. A la clef, la disparition de 15 et 31 emplois. Au total, l'enseigne devrait supprimer, sans départs volontaires, 80 postes sur 1.200.

Et aussi

- L'avenir de Neo Security, branche opérationnelle de Néo Sécurité, qui emploie 5.100 personnes, n'est pas encore tranché. Les sociétés de services aux entreprises Fiducial et Sofinord ainsi que le fonds Caravelle étaient encore en lice jeudi 13 juillet pour la reprise de la société de gardiennage, en redressement judiciaire depuis le 18 juin.

- Le plan de réduction d'effectifs lancé par le géant américain de l'informatique Hewlett-Packard (HP) doit se traduire en France par la suppression d'environ 520 postes d'ici 2014 sans licenciements. La direction de HP a annoncé le 23 mai la suppression de 27.000 emplois dans le monde d'ici au 31 octobre 2014, dont 9.000 dès cette année.

Un article de l'AFP du 13 juillet 2012

Le séisme PSA Peugeot Citroën plonge les sous-traitants dans l'incertitude. (14.07)

60% des composants d'une voiture produite en France par PSA sont achetés dans l'Hexagone et, pour chaque ouvrier d'une usine automobile, il y a deux ou trois salariés sous traitants: c'est donc avec appréhension que le secteur accueille le plan de dégraissage du groupe.

"Si on prend une usine, on peut considérer que pour un emploi dans l'usine il y a 2 à 3 emplois induits", rappelle l'analyste Carlos Da Silva, de IHS Automotive, qui ajoute que le secteur fait déjà face à un "marché déprimé".

En France, la sous-traitance auto employait fin 2011 plus de 85.000 personnes, selon la Fédération des industries des équipements pour Véhicules (Fiev).

L'annonce de PSA Peugeot Citroën de supprimer 8.000 postes et fermer le site d'Aulnay, près de Paris, *"est une mauvaise nouvelle qui se rajoute à des mauvaises nouvelles"*, a réagi Michel Cognet, le PDG de Chomarat Textiles industries (CTI), fournisseur ardéchois de tissu industriel (680 personnes), et déjà soumis à un plan social, interrogé vendredi par l'AFP.

"Cela aura forcément un impact", a-t-il prévenu.

"Nous avons aujourd'hui sur la carte de France de nombreuses difficultés dans la sous-traitance de rang deux qui nous préoccupe", déclarait la semaine dernière à l'AFP le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg.

Dans l'Est, en Franche-Comté et en Alsace (332 entreprises et près de 70.000 emplois sur les deux régions), *"on est vigilant, sans être dans le catastrophisme, et on est prêt à accompagner la filière automobile à faire le dos rond"*, selon Gilles Cassotti,

Commissaire au redressement productif en Franche-Comté.

"Le but est d'éviter les fermetures en cascade", selon lui.

Mais tous ne sont pas logés à la même enseigne. Le gros groupe Faurecia, filiale de PSA, a par exemple estimé que la fermeture annoncée de l'usine d'Aulnay *"n'aura pas de conséquence significative"*.

"Les sous-traitants de rang 2 et 3 (qui ne travaillent pas directement avec le constructeur, ndlr) risquent d'être plus fragilisés", a déclaré à l'AFP Cyril Keller, délégué du syndicat CGT chez Faurecia.

"Nous les petits nous passerons inaperçus. Nous allons vers une descente catastrophique pour tous les salariés", pour Marie-Astrid Mladenovic, délégué CGT chez Trevest à Etupes à l'Est, sous-traitant de rang 2 de Faurecia.

L'anticipation sera-t-elle suffisante ?

Damien Baudry, le directeur de Cooper Standard, qui fabrique des joints en caoutchouc à Rennes (1.000 salariés), estime *"qu'il est difficile à ce stade de mesurer les conséquences"*.

"On avait pris des mesures en anticipation, mais on ne peut pas dire que ce sera suffisant", a-t-il ajouté, alors que le groupe *"représente 75% de son chiffre d'affaires"*.

"Depuis quelques mois, il y a eu une baisse importante des volumes à produire, notre chiffre d'affaires a baissé de 15% environ depuis avril", a-t-il souligné, ajoutant que des mesures de chômage partiel ont été prises.

En Bretagne (ouest), la filière automobile emploie 17.000 personnes, selon la chambre de commerce et d'industrie de Rennes.

En Seine-Saint-Denis (nord), le conseil général n'a *"pas encore de mesure fine"*.

"Il est encore trop tôt par rapport aux annonces qui viennent d'être faites. Il faudra voir dans les prochains mois quel sera l'impact en Bourgogne" (sud-est), selon Edgard Dauger, directeur général d'AutoBourgogne, association des sous-traitants locaux.

Avec 130 sociétés et 13.000 employés, la sous-traitance bourguignonne dégage un chiffre d'affaires de 2 milliards d'euros *"deux fois le chiffre d'affaires de la filière vins"*, selon M. Dauger.

D'autres acteurs, notamment dans les régions moins concernées, sont moins inquiets.

"L'impact des annonces de PSA sera limité sur les sous-traitants du Nord/Pas-de-Calais (nord) puisqu'ils travaillent à 90% pour le site de Sevelnord, où pour l'instant aucune suppression de poste n'a été annoncée", selon Jean-Pierre Delannoy, responsable régional du syndicat CGT de la métallurgie et de l'automobile.

Chez Continental Automotive France, qui fournit de l'électronique à PSA, les fermetures de site n'auront *"pas de conséquence directe"*, selon la direction.

Le groupe, qui dispose de trois unités de production dans la région toulousaine (sud-ouest), avait anticipé une baisse des commandes en 2012, mais *"la difficulté est largement supérieure à ce qu'on avait prévu"*.

Un article de l'AFP du 13 juillet 2012

Traité budgétaire européen: le Conseil constitutionnel saisi. (14.07)

Le Conseil constitutionnel dira d'ici un mois s'il faut ou non réviser la Constitution pour adopter le traité budgétaire européen et notamment sa règle d'or d'équilibre des finances publiques, une révision que le gouvernement préfèrerait éviter.

Faut-il réviser la Constitution ou peut-on simplement passer par une loi organique comme le voudrait le gouvernement?

François Hollande a saisi vendredi le Conseil en vertu de l'article 54 de la Constitution prévoyant que si le Conseil constitutionnel juge qu'un traité *"comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de ratifier ou d'approuver l'engagement international en cause ne peut intervenir qu'après révision de la Constitution"*.

Ce traité sur *"la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire"*, signé le 2 mars, vise à renforcer la discipline budgétaire dans la zone euro, avec l'adoption dans tous les pays de *"règles d'or"* sur l'équilibre des comptes publics.

Immédiatement après avoir obtenu, le 29 juin à Bruxelles, l'adoption par l'Union européenne d'un *"pacte de croissance"* de 120 milliards d'euros, François Hollande avait levé sa réserve sur le *"pacte budgétaire"*, négocié par son prédécesseur Nicolas Sarkozy et qu'il bloquait jusque-là.

La mesure la plus emblématique de ce pacte voulu par l'Allemagne est une *"règle d'équilibre budgétaire"*, dont les Etats devront se doter, sous peine de sanctions financières de la Cour de justice européenne.

Elle prévoit que les Etats s'engagent à avoir des *"budgets équilibrés"* ou *"en excédent"* sur un cycle économique, soit dans le détail un déficit structurel (hors éléments exceptionnels et service de la dette) d'un niveau maximal de 0,5% du produit intérieur brut.

Cette *"règle d'or"* doit prendre la forme de *"dispositions contraignantes et permanentes, de préférence constitutionnelles"* ou en tout cas dont *"le plein respect"* est *"garanti"*, selon le pacte budgétaire.

Le gouvernement voudrait bien éviter d'avoir à réunir le Parlement en Congrès, ce qui serait une option plus risquée pour lui. Il doit en effet y obtenir la majorité des 3/5e, et donc recourir au soutien de voix de l'opposition. Et ce alors même qu'il y a un an le PS refusait de voter une règle d'or adoptée à l'Assemblée et au Sénat.

Christian Jacob (UMP), de même que Gilles Carrez, président de la commission des Finances, veulent une loi constitutionnelle pour qu'il y ait véritablement une sanction le cas échéant.

"Je voterai en conscience cette règle d'or au-delà de toute considération politique", a déclaré Gilles Carrez dans un entretien à paraître samedi dans Le Figaro. Il y parle du *"reniement"* des socialistes.

Le groupe centriste à l'Assemblée (Union des démocrates et indépendants) a lui déposé un amendement au projet de loi de finances rectificative, qui vient lundi devant les députés, pour autoriser cette ratification.

Mais le gouvernement va devoir aussi d'ici la rentrée arrondir les angles dans son propre camp.

Le communiste André Chassaigne, président du groupe Gauche démocratique et républicaine (GDR) à l'Assemblée, a exigé l'organisation d'un référendum.

"Attentiste", ainsi résumait la position de son groupe, le coprésident du groupe écologiste François de Rugy récemment. *"Nous attendons aussi de voir s'il y a un vote sur tout le paquet ou sur chaque texte"*, expliquait-il.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault leur a promis de la "*concertation*" sur le sujet.

Quant au député PS Henri Emmanuelli, qui avait voté non au référendum de 2005, il a indiqué vendredi à l'AFP qu'il attendait de savoir quels textes seraient soumis au Parlement pour déterminer sa position.

Commentaire.

Pour Emmanuelli, il s'agit uniquement de tenter de sauver les apparences, le régime a besoin du PS autant que ceux qui vivent à ses crochets, facile à comprendre, non ?

Deux articles de l'AFP du 14 juillet 2012

Sur la situation en Espagne (deux articles). (15.07)

Espagne: 56 milliards d'euros attendus du plan de rigueur, future taxe sur l'énergie

Le nouveau plan de rigueur historique approuvé vendredi en Espagne devrait rapporter quelque 56 milliards d'euros, selon un document officiel publié samedi qui annonce de nouvelles mesures à venir comme *"une taxation sur l'environnement et l'énergie"*.

Mariano Rajoy a annoncé mercredi un nouveau tour de vis de 65 milliards d'euros d'ici à fin 2014, qui s'ajoute à un budget de rigueur exceptionnel de 27,3 mds déjà adopté en mars pour l'année 2012.

Le gouvernement a adopté vendredi un train de mesures dans le cadre de ce plan mais sans fournir de chiffres précis.

Au total, 56,44 milliards d'euros devraient être récupérés grâce à ce plan, selon un document publié en anglais sur le site du ministère de l'Economie. Mais les quelque 8,5 milliards manquants devraient provenir en partie d'une hausse des taxes sur l'énergie, dont l'électricité.

"L'impact de ces mesures est approximativement de 13,5 milliards d'euros jusqu'à fin 2012, de 22,9 mds en 2013 et de 20 mds d'euros en 2014", est-il écrit.

Mais *"ce calcul exclut l'évaluation de l'impact de mesures à venir, dont la taxation sur l'environnement et l'énergie, qui sera annoncée ultérieurement"*, ajoute le document.

La presse évoque depuis plusieurs jours une forte hausse des taxes sur l'électricité qui serait supportée à la fois par les entreprises du secteur et par les consommateurs.

29 milliards devraient venir de l'augmentation des taxes et de la réduction des dégrèvements fiscaux (34 milliards moins 4,98 milliards correspondant à une diminution des cotisations salariales pour baisser le coût du travail), tandis que 27 milliards d'économies sont attendues des coupes budgétaires.

Les *"indignés"* espagnols manifestent contre le plan de rigueur

Aux cris de *"démission" ou "honte"*, plusieurs milliers d'*"indignés"* ont manifesté vendredi soir à Madrid contre les coupes budgétaires de 65 milliards d'euros décidées par le gouvernement, défilant dans les rues de la ville où ont éclaté des heurts avec la police.

Criant *"ils s'en mettent plein les poches, ohé, ohé, ohé"*, les manifestants, dont beaucoup de jeunes, encadrés par une vingtaine de fourgons de police, s'étaient donné rendez-vous devant le siège du Parti populaire (PP) du chef du gouvernement Mariano Rajoy.

"Je suis venue parce que je ne vois pas d'avenir. Nous n'avons pas de travail, ils nous enlèvent le système de santé et l'éducation", lançait Maria Jimena, une jeune fille de 25 ans qui vient de terminer des études de journalisme. *"Et en plus, maintenant, ils s'en prennent même aux chômeurs"*.

Portant des pancartes avec des slogans habituels du mouvement, comme *"ils appellent cela démocratie, et ça ne l'est pas"*, ils ont ensuite pris la direction du siège du Parti socialiste, d'opposition, qu'ils accusent d'incompétence face à la crise, tout comme la droite.

Alors qu'ils tentaient d'approcher, les policiers anti-émeutes les ont repoussés, chargeant à coups de matraques, avant que les manifestants ne prennent la direction du Parlement, aux cris de *"Grève illimitée"*, *"Ce sont nos armes"*, levant les mains au ciel, *"Ils ne nous représentent pas"*, visant ainsi la classe politique.

"Avec ces coupes, ils nous mènent à la ruine", affirmait Pedro Lopez, un manifestant de 30 ans qui, après avoir étudié trois ans pour devenir fonctionnaire dans la justice, a dû renoncer, les concours de recrutement

ayant été suspendus depuis l'an dernier. *"Les gens n'ont pas d'argent, et vont en avoir encore moins"*, ajoutait-il en espérant que les manifestations allaient se poursuivre.

Pedro Hernandez, un retraité de 67 ans, expliquait lui être venu *"parce qu'on ne peut pas tolérer ce qu'ils font, toutes ces coupes: les fonctionnaires, les chômeurs, et attendons de voir si les retraités ne sont pas les suivants"*.

Après avoir adopté un budget 2012 d'une rigueur sans précédent, comprenant 27,3 milliards d'euros d'économies, le gouvernement vient d'annoncer une nouvelle cure d'austérité, avec 65 milliards d'euros d'économies prévues d'ici à la fin 2014, associant des rentrées supplémentaires via notamment une hausse de la TVA et des coupes visant les fonctionnaires et les chômeurs.

Depuis l'annonce mercredi, la colère monte contre ce plan qui atteindra directement le pouvoir d'achat des Espagnols et devrait aggraver la récession.

Les grands syndicats du pays, UGT et CCOO, ont appelé à une journée de manifestations le 19 juillet, tandis que les manifestations de fonctionnaires se multiplient dans tout le pays.

Un article du Monde du 16 juillet 2012

G4S : le scandale qui enflamme l'Angleterre avant les Jeux. (18.07)

G4S est la plus importante société de gardiennage privée au monde. Elle emploie 650 000 personnes dans 125 pays. Choisie par le comité international olympique pour assurer le recrutement et la formation d'une partie des agents de sécurité lors des Jeux olympiques de Londres, qui débute le 27 juillet, elle avait passé un contrat avec le Locog (London Organising Committee of the Olympic Games, ou Comité d'organisation des Jeux olympiques de Londres). D'un montant de plus de 360 millions d'euros, ce contrat prévoyait que G4S fournisse 10 400 gardes pour les Jeux olympiques de Londres sur les 23 500 nécessaires au total.

Le samedi 7 juillet, moins de trois semaines avant le début des Jeux, le gouvernement anglais a appris que G4S ne remplirait son contrat et ne fournirait qu'une petite partie des 10 400 gardiens attendus. Nick Buckles, le directeur général de G4S s'est excusé samedi 14 juillet sur la BBC : *"Nous reconnaissons que nous avons sous-estimé la tâche de fournir du personnel pour les JO. Nous le regrettons profondément."*

Le gouvernement anglais a annoncé le 11 juillet que 3 500 soldats seraient sollicités pour faire face à l'incapacité de G4S de fournir suffisamment d'agents de sécurité. Sur les 10 400 gardes prévus au départ, seuls 4 000 seraient aujourd'hui disponibles. Le Guardian annonce le 16 juillet que ce renfort serait insuffisant et que Londres devrait faire appel à des officiers de police anglais pour pallier le manque d'agents de sécurité.

La presse révèle que les quelques gardiens formés par G4S sont incompetents. Le Daily Mail révélait le 11 juillet que, parmi les agents formés par G4S, 3 300 sont des adolescents âgés de 18 à 19 ans. Dans le Times du 14 juillet (lien abonnés) on apprenait que tous les gardes embauchés par la société de gardiennage *"ne parlaient pas anglais"*.

Le président du CIO a pourtant assuré que la sécurité des Jeux n'était pas remise en cause par le scandale G4S. *"La sécurité est primordiale et importante pour tout le monde. Je pense que nous avons montré une bonne flexibilité avec le problème qui est survenu."* L'enjeu est de taille, et l'inquiétude d'autant plus grande que Londres conserve le souvenir de quatre attentats meurtriers survenus le 7 juillet 2005... 24 heures après l'annonce de l'attribution à Londres des Jeux olympiques de 2012.

Le premier ministre anglais, David Cameron, a affirmé : *"Si les groupes ne remplissent pas leurs contrats, ils pourront être poursuivis."* G4S pourrait devoir payer une amende de 10 à 20 millions de livres (13 à 25,5 millions d'euros) pour ne pas avoir rempli son contrat, et devra aussi couvrir le coût du déploiement des 3 500 soldats supplémentaires. En outre, l'entreprise pourrait perdre son principal client dans le pays, qui n'est autre que l'Etat.

Commentaire.

Après le scandale du Libor, de HSBC, celui du G4S, à croire qu'il y a vraiment quelque chose de pourrie au sein du régime britannique. Bon une amende de 10 à 20 millions d'euros sur un contrat de 360 millions d'euros, ce n'est pas la mer à boire, un cadeau pour ainsi dire. Quand on les traite de voyous, de gangsters, est-ce qu'on exagère ou est-ce qu'on est encore en dessous de la réalité ?

Un article du leparisen.fr du 17 juillet 2012

Retourner au smic ou quitter la France : ils doivent choisir. (18.07)

Une entreprise du Plessis-Pâté offre à ses salariés un choix qui n'en est pas un : accepter un poste à l'étranger ou partir en province pour le smic.

«*On se fiche de nous !* » Les salariés de l'entreprise Martek Power installée au Plessis-Pâté n'en reviennent toujours pas. Pour des raisons économiques, ce fabricant d'alimentation électronique et électrique vient de décider de réduire l'activité d'un de ses trois sites de production installés dans l'Hexagone.

Celui situé dans l'Essonne, qui ne représente qu'une goutte d'eau au regard des autres structures, est donc dans le viseur. Sur les vingt employés du Plessis-Pâté, huit se sont donc vu proposer un licenciement ou une solution de reclassement... inattendue : partir travailler à l'étranger ou sur les sites du Rhône et de Loir-et-Cher pour toucher le smic.

« *Nous avons tous plus de quinze ans d'ancienneté, avance une des salariés concernés. Certains d'entre nous pilotent des équipes. Et on nous propose un poste tout en bas de l'échelle, avec une perte de salaire de près de 800 €.* » En réaction, tous les employés de Martek Power ont fait une grève d'une heure la semaine dernière au Plessis-Pâté. Ils ont aussi reçu le soutien de Sylvain Tanguy, le maire (PS) de la commune.

En vain. « *Nous n'avons aucun poids par rapport aux 200 salariés des deux autres sites de production de France* », soupire l'un des meneurs de la fronde. Les syndicats négocient encore avec la direction. Mais les jeux semblent faits. De leur côté, les huit salariés visés ne souhaitent pas profiter du plan de reclassement «*offert* » par la direction. Ils n'ont donc pas répondu « *dans les six jours* » à ce courrier qui leur faisait état des propositions pour devenir ouvrier. Pêle-mêle : cadreur à Montrottier (Rhône) au smic mensuel, régleur décolletage pour le même salaire, mais à Nouan-le-Fuzelier (Loir-et-Cher). Sinon, plus exotique, les salariés pouvaient cocher au choix les pays dans lesquels ils acceptaient d'être reclassés à l'étranger, cette fois à salaire équivalent : Grèce, Portugal, Italie, Belgique, reste de l'Europe, reste du monde...

« *Ils veulent que l'on soit dehors, en Tunisie ou en Chine, pour début septembre, peste une employée. Nous avons une vie de famille. On ne peut pas accepter ces conditions. Et puis déménager, d'accord, mais pour que nos conjoints se retrouvent sans travail dans une autre région ou un autre pays, à quoi bon?* » De plus, un salarié a appris qu'une prochaine vague de licenciements pourrait toucher les autres sites de production français. « *Je ne vais pas partir à Lyon si dans un an ou deux ils ferment la boutique là-bas aussi* », souligne l'un des plus jeunes employés. « *Ce que l'on espère, c'est que l'entreprise nous considère un peu plus correctement et nous offre un peu mieux que le minimum en termes d'indemnités de licenciement* », soupire une quinquagénaire.

Un article de l'AFP du 19 juillet 2012

Inde: des heurts dans une usine Maruti font un mort et de nombreux blessés. (20.07)

Le directeur du personnel d'une usine indienne du constructeur automobile Maruti Suzuki a été brûlé vif et des dizaines de personnes ont été blessées lors de violents heurts entre des ouvriers et des responsables du site, dont la production a été suspendue.

Le corps calciné de ce responsable, Avnish Kumar Dev, a été identifié jeudi après avoir été retrouvé dans la salle de conférence de l'usine de Manesar, à environ 50 km de la capitale, à la suite des heurts qui se sont produits mercredi, a indiqué le groupe.

Dans un communiqué, Maruti Suzuki, détenu à majorité par le groupe japonais Suzuki, a décrit M. Dev comme un responsable *"profondément impliqué dans de cordiales relations industrielles"* et a dénoncé une violence extrême allant au-delà des conflits normaux entre ouvriers et direction.

Selon le groupe, les troubles ont démarré mercredi matin lorsqu'un salarié a violemment frappé un contremaître. Le groupe accuse le syndicat ouvrier d'avoir refusé que des sanctions soient prises et d'avoir empêché les cadres de sortir de l'usine.

Mais selon le syndicat, c'est le contremaître qui a *"maltraité"* un ouvrier qui se plaignait et qui a été remercié.

A l'automne 2011, des ouvriers de cette même usine avaient observé une longue grève après le renvoi d'employés accusés d'avoir saboté des voitures sur les lignes d'assemblage.

Selon Maruti, les ouvriers, munis de barres de fer, ont frappé des responsables *"à la tête, sur les jambes et le dos, provoquant des hémorragies et des pertes de conscience"*.

"La production a été totalement suspendue", a déclaré à l'AFP un responsable, précisant ne pas savoir quand le site, d'où sortent 550.000 véhicules par an, rouvrirait.

Selon l'un des responsables de Maruti, environ 90 contremaîtres ont été blessés et 50 d'entre eux ont été hospitalisés, notamment pour des fractures et des blessures à la tête. Certains ont été admis en soins intensifs.

Deux cadres japonais ont été blessés et admis dans un établissement privé, a déclaré à l'AFP un autre responsable, sous le couvert de l'anonymat.

"Tous les employés qualifiés ont dû fuir pour échapper à la foule en colère, certains ont sauté par dessus les murs de l'usine", a témoigné auprès de journalistes Virendra Prasad, un contremaître souffrant de blessures à la tête.

Selon la police, qui a déployé des centaines de membres des forces de l'ordre sur le site jeudi, où le calme était de retour, au moins 88 ouvriers ont été arrêtés pour des charges allant du meurtre au pillage.

Dans un communiqué, le constructeur a indiqué que les ouvriers avaient mis le feu à des bâtiments, saccagé des bureaux et endommagé les installations. L'usine de Manesar emploie 2.000 personnes. (AFP 19.07)

Voilà monsieur Varin et Peugeot de quelle manière on devrait vous traiter si vous persistez à jeter à la rue 8.000 ouvriers, trois ou quatre fois plus en ajoutant la sous-traitance.

Quand je vous dis que cela ne rigole pas en Inde, que l'on vit une tension permanente dans tous les rapports, que la violence larvée est omniprésente du fait des conditions de travail et d'existence, on en a là la démonstration.

Les ouvriers et leurs syndicats ont mon soutien inconditionnel. C'est trop loin de chez moi pour que je m'y rende, à 1.600 kms de Pondichéry ce qui nécessite de prendre l'avion, etc. et je n'ai personne pour s'occuper de ma maison et mon chien !

Un article de l'AFP du 19 juillet 2012

Espagne: une marée humaine crie "*Non!*" à la rigueur à Madrid. (20.07)

Dans une forêt de drapeaux multicolores, une énorme marée humaine a envahi jeudi soir le centre de Madrid, pour crier "*non*" au nouveau plan de rigueur du gouvernement espagnol, à la hausse de la TVA, aux coupes budgétaires qui frappent les fonctionnaires et les chômeurs.

"*Mains en l'air, c'est un hold-up*", hurlait la foule, immobile ou défilant lentement, s'asseyant parfois, mains levées, reprenant le slogan devenu le cri de ralliement des manifestations qui se multiplient depuis l'annonce, le 11 juillet, de ce plan destiné à économiser 65 milliards d'euros.

A Madrid, les manifestants étaient plusieurs centaines de milliers, selon des journalistes sur place. Les syndicats avaient appelé à manifester dans 80 villes, sous le mot d'ordre "*Ils veulent ruiner le pays. Il faut l'empêcher*".

Car le malaise des Espagnols, déjà soumis à de lourds sacrifices dans un pays en récession, étranglés par un chômage de près de 25%, est monté d'un cran face à ce nouveau tour de vis.

Depuis la semaine dernière, répondant aux mots d'ordre des syndicats ou des "*indignés*", ou spontanément, alertés par les réseaux sociaux, des Espagnols de tous horizons se rassemblent quotidiennement dans les rues, portant les t-shirts jaunes des fonctionnaires de la Justice, verts de l'Education ou les blouses blanches des infirmières.

Les architectes, sous une banderole "*Non à la précarité*", les chercheurs, avec une pancarte "*moins de science, plus de pauvreté*", le monde du spectacle, promenant un mannequin noir pendu avec l'inscription "*théâtre public exécuté*" étaient au rendez-vous jeudi.

Dans la foule encore, des policiers en chemises noires, des pompiers casqués.

"*Ils dévalorisent notre travail, qui est un travail dur. Nous devons descendre dans la rue. Pompiers, balayeurs, infirmiers, pour dire 'assez'*", lance, dans la foule de Madrid, Manuel Amaro, un pompier de 38 ans, venu manifester avec trois collègues.

Le syndicat de policiers CEP a lui aussi tiré le signal d'alarme, dans une lettre ouverte adressée mercredi à Mariano Rajoy, assurant que les policiers "*ont atteint leurs limites, déçus par un gouvernement qui a asséné un coup mortel à leur économie familiale*".

Commentaire.

Un tournant politique est en train de s'opérer en Espagne où les masses commencent à prendre confiance en la gigantesque force qu'elles représentent, à partir du constat que pas un travailleur ou jeune du pays n'est dorénavant épargné par la politique d'austérité du gouvernement. Elles n'en sont pas encore rendues au degré de maturité politique qui se traduirait par la remise en cause du régime, puisqu'elles ne disposent ni d'un niveau d'organisation ni d'une direction politique pour s'engager dans cette perspective.

Exaspérées, ses éléments les plus déterminés pourraient passer outre, ce qui aurait comme avantage de mettre en lumière les faiblesses de leur mobilisation, leur faible niveau d'organisation et l'absence d'une direction politique, comme inconvénient de déclencher une féroce répression qui refroidirait l'ardeur de bon nombre de travailleurs qui n'y sont pas préparés.

Au cours de ce processus qui pourrait déboucher sur l'ouverture d'une crise révolutionnaire, le prolétariat espagnol pourrait renouer avec sa tradition révolutionnaire et se donner les moyens de réaliser les tâches politiques qu'il n'est pas parvenu à accomplir jusqu'à présent à l'issue de 40 ans de chape de plomb sous le dictature de Franco, qui avait pour objectif notamment de briser sa résistance, de soumettre le mouvement ouvrier et empêcher l'émergence d'une avant-garde renouant avec le marxisme et le socialisme.

L'Etat, les institutions héritées du franquisme, symbolisant la dictature du capital à travers la politique d'austérité adoptée précédemment par le PSOE de Zapatero, puis par le Parti populaire de Roy, doivent être l'obstacle à abattre sur la voie d'un gouvernement ouvrier reposant sur la mobilisation révolutionnaire des masses posant les bases d'une nouvelle société contruite à partir de la réorganisation de la production conformément aux besoins et aspirations de la classe ouvrière et sa jeunesse.

Un article du Réseau Voltaire du 19 juillet 2012

La bataille de Damas a commencé. (20.07)

Damas. Par Thierry Meyssan

Les puissances occidentales et du Golfe ont lancé la plus importante opération de guerre secrète depuis celle des Contras au Nicaragua. La bataille de Damas ne vise pas à renverser le président Bachar el-Assad, mais à fracturer l'Armée syrienne pour mieux assurer la domination d'Israël et des États-Unis au Proche-Orient. Alors que la ville s'apprête à un nouvel assaut des mercenaires étrangers, Thierry Meyssan dresse le point de la situation.

Voici cinq jours que Washington et Paris ont lancé l'opération « *Volcan de Damas et séisme de la Syrie* ». Il ne s'agit pas d'une nouvelle campagne de bombardements aériens, mais d'une opération de guerre secrète, comparable à celle conduite à l'époque Reagan en Amérique centrale.

40 à 60 000 Contras, principalement libyens, sont entrés en quelques jours dans le pays, le plus souvent par la frontière jordanienne. La majorité d'entre eux sont rattachés à l'Armée « syrienne » libre, structure paravent des opérations secrète de l'OTAN, placée sous commandement turc. Certains sont affiliés à des groupes de fanatiques, dont Al-Qaida, placés sous commandement du Qatar ou d'une faction de la famille royale saoudienne, les Sudeiris. Au passage, ils ont pris quelques postes frontières, puis ont rejoint la capitale où ils ont semé la confusion en attaquant au hasard les cibles qu'ils trouvaient : groupes de policiers ou de militaires isolés.

Mercredi matin, une explosion a détruit le siège de la Sécurité nationale où se réunissaient quelques membres du Conseil de sécurité nationale. Elle aurait coûté la vie au général Daoud Rajha (ministre de la Défense), au général Assef Chawkat (ministre adjoint) et au général Hassan Turkmani (adjoint du vice-président de la République). Les modalités de l'opération restent incertaines : il pourrait s'agir aussi bien d'un attentat suicide que d'un tir de drone furtif.

Washington espérait que la décapitation partielle de l'appareil militaire conduirait quelques officiers supérieurs à faire défection avec leurs unités, voire à se retourner contre le gouvernement civil. Il n'en a rien été. Le président Bachar el-Assad a immédiatement signé les décrets nommant leurs successeurs et la continuité de l'État a été assurée sans faille.

À Paris, Berlin et Washington, les commanditaires de l'opération se sont livrés au jeu indigne consistant à condamner l'action terroriste tout en réaffirmant leur soutien politique et logistique militaire aux terroristes. Sans honte, ils ont conclu que la responsabilité de ces assassinats ne revenait pas aux coupables, mais aux victimes en ce qu'elles avaient refusé de démissionner sous leur pression et de livrer leur patrie aux appétits occidentaux.

Caracas et Téhéran ont adressé leur condoléances à la Syrie, soulignant que l'attaque a été commanditée et financée et par les puissances occidentales et du Golfe. Moscou a également adressé ses condoléances et affirmé que les sanctions requises au Conseil de sécurité contre la Syrie équivalaient à un soutien politique aux terroristes qui l'attaquent.

Les chaînes de télévision nationales se sont mises à diffuser des clips militaires et des chants patriotiques. Interrompant les programmes, le ministre de l'Information Omran al-Zou'bi a appelé à la mobilisation de tous : le moment n'est plus aux querelles politiques entre gouvernement et opposition, c'est la Nation qui est attaquée. Rappelant l'article de Komsomolskaïa Pravda dans lequel je décrivais l'opération médiatique de démoralisation préparée par les chaînes occidentales et du Golfe [1], il a alerté ses concitoyens sur son déclenchement imminent. Puis, il a démenti l'intox des chaînes du Golfe selon lesquelles une mutinerie aurait éclaté au sein de la 4ème division et des explosions auraient dévasté sa principale caserne.

Les chaînes nationales ont diffusé plusieurs fois par heure des bandes-annonces indiquant comment capter leurs programmes sur Atlantic Bird en cas d'interruption des satellites ArabSat et NileSat.

Au Liban, sayyed Hassan Nasrallah a rappelé la fraternité d'armes qui unit le Hezbollah à la Syrie face à l'expansionnisme sioniste, et a assuré l'Armée syrienne de son soutien.

L'attentat a été le signal de la seconde partie de l'opération. Les commandos infiltrés dans la capitale ont alors attaqué diverses cibles, plus ou moins choisies. Ainsi, un groupe d'une centaine de Contras a attaqué la maison qui jouxte mon appartement au cri d'Allah Akbar !. Un haut responsable militaire y réside. Dix heures de combat ininterrompu ont suivies.

Alors qu'au début de la nuit, l'Armée ripostait avec mesure, l'ordre parvenait un peu plus tard de faire usage de la force sans retenue. Il ne s'agissait plus de lutter contre des terroristes venus déstabiliser la Syrie, mais de faire face à une invasion étrangère qui ne dit pas son nom et de sauver la patrie en danger.

L'aviation est entrée en action pour anéantir les colonnes de mercenaires se dirigeant vers la capitale.

En fin de matinée, le calme revenait progressivement dans l'agglomération. Les Contras et leurs collaborateurs étaient partout obligés de se retirer. La circulation était rétablie sur les grands axes routiers, et des barrages filtrants étaient installés dans le centre ville. La vie reprenait. Cependant, on entend encore des tirs épars ici ou là. La plupart des commerces sont fermés, et il y a de longues files d'attente devant les boulangeries.

Chacun s'attend à ce que l'assaut final soit lancé dans la nuit de jeudi à vendredi et la journée de vendredi. Il ne fait guère de doute que l'Armée syrienne en sortira à nouveau victorieuse car le rapport de force est tout à son avantage, et que cette armée de conscription est soutenue par la population, y compris par l'opposition politique intérieure.

Comme prévu, ArabSat et NileSat ont déconnecté le signal de la télévision Ad-Dounia en milieu d'après-midi. Le compte Twitter d'Ad-Dounia a été piraté par la CIA pour diffuser de faux messages annonçant une retraite de l'Armée syrienne.

Les chaînes du Golfe ont annoncé un effondrement de la monnaie préluant la chute de l'État. Le gouverneur de la Banque centrale, Adib Mayaleh, est intervenu sur la télévision nationale pour démentir cette nouvelle intox et confirmer le taux de change de 68,30 livres syriennes pour un dollar US.

Des renforts ont été déployés aux alentours de la place des Omeyyades pour protéger les studios de la télévision publique qui sont considérés comme une cible prioritaire par tous les ennemis de la liberté. Des studios de remplacement ont été installés dans l'hôtel Rose de Damas où se prélassent les observateurs des Nations Unies. La présence de ceux-ci, qui ont laissé perpétrer l'attaque de la capitale sans interrompre leur farniente, sert de facto de protection pour les journalistes syriens qui tentent d'informer leurs concitoyens au péril de leur vie.

Au Conseil de sécurité, la Fédération de Russie et la Chine ont opposé pour la troisième fois leur veto à une proposition de résolution occidentale et du Golfe visant à rendre possible une intervention militaire internationale. Leurs représentants ont inlassablement dénoncé la propagande visant à faire passer l'attaque extérieure contre la Syrie comme une révolte réprimée dans le sang.

La bataille de Damas devrait reprendre cette nuit.

[1]« L'OTAN prépare une vaste opération d'intoxication », Réseau Voltaire, 10 juin 2012.

Un article de l'AFP du 20 juillet 2012

Sécheresse: avec la flambée des céréales, le spectre d'une crise alimentaire refait surface. (21.07)

Quand la sécheresse touche les Etats-Unis, c'est toute la planète qui tremble: en un mois, les prix du maïs, du blé et du soja se sont envolés de 30 ou 50%, atteignant ou dépassant leur niveau de 2007-08 et faisant resurgir le spectre d'une crise alimentaire et des émeutes de la faim.

"Alors qu'il y a quelques semaines nous étions optimistes, la situation s'est retournée d'un seul coup et nous sommes maintenant inquiets", reconnaît Abdolreza Abbassian, économiste pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Il y a encore peu, la récolte mondiale de blé était attendue en léger recul mais tous les experts pensaient que ce serait compensé par une production record de maïs. Las, la sécheresse américaine a balayé toutes ces prévisions optimistes.

Depuis le début du mois de juin, les grandes plaines agricoles américaines sont soumises à des températures extrêmes et un sévère manque d'eau, ce qui endommage les cultures notamment de maïs et de soja.

Et les Etats-Unis restent un acteur incontournable dans le monde agricole: ils représentent plus de la moitié des exportations de maïs dans le monde, un quart de celles de blé et un tiers de celles de soja.

"Les stocks mondiaux de céréales disponibles sur le marché sont à leur plus bas niveau historique. Le garde-manger n'est plus aussi rempli", a reconnu Marc Sadler, un expert de la Banque mondiale.

Conséquence: les prix flambent et atteignent des niveaux proches voire supérieurs dans certains cas à ceux de 2008, année où les pays importateurs les plus pauvres avaient été secoués par des émeutes de la faim.

"S'il est trop tôt pour s'inquiéter outre mesure, la Banque mondiale surveille la situation de près pour évaluer les impacts potentiels pour nos clients", a précisé M. Sadler.

Situation désastreuse en Afrique de l'Ouest

Déjà en alerte, les organisations internationales s'accrochent néanmoins à quelques signaux positifs et notamment la situation du riz. Cette céréale dont trois milliards d'humains dépendent devrait enregistrer une production record cette année et les prix ne suivent pas ceux du blé et du maïs.

"Nous allons avoir une saison difficile mais si cela ne se dégrade pas davantage nous devrions éviter la situation de 2008", estime M. Abbassian.

Toutefois, les nouvelles venues des Etats-Unis sont de plus en plus alarmantes: les experts estiment que la canicule pourrait perdurer tout l'été et même jusqu'en octobre, grignotant donc encore un peu le potentiel des cultures et poussant probablement les prix vers des niveaux jamais atteints.

En mars, la FAO estimait déjà que la facture en céréales des pays pauvres importateurs atteindrait un niveau record en 2012. Avec des cours qui explosent et un taux de change défavorable, l'addition risque de devenir réellement insupportable pour ces pays.

"La hausse actuelle des prix est une catastrophe pour les pays d'Afrique de l'Ouest déjà dans une situation désastreuse", explique Malek Triki, porte-parole du programme alimentaire mondial dans cette zone.

En juillet, les prix des céréales ont atteint leur plus haut niveau de l'année, mettant à mal les ménages dont les réserves ont été épuisées depuis longtemps, relate celui-ci.

"Alors que 18 millions de personnes souffrent déjà de la faim dans le Sahel, cette flambée est très alarmante", confirme Clara Jamart d'Oxfam France.

Pour l'ONG, malgré la prise de conscience en 2008 après les émeutes de la faim et les tentatives du G20, rien n'a été réglé. "La situation alimentaire est tellement tendue qu'il suffit de n'importe quel aléa dans un grand pays producteur pour que tout bascule et que tout s'emballe. Nous n'avons pas réglé le problème et, pour ne rien arranger, la spéculation est toujours là".

Un article de lexpansion.com du 20 juillet 2012

Clash à la tête du FMI attaquée pour son *"incompétence"*. (21.07)

Embarrassante démission au FMI. Peter Doyle, ancien membre du département européen du FMI chargé de la mise en oeuvre des plans d'aide en Grèce, en Irlande et au Portugal, vient de claquer la porte de l'institution. Dans un courrier daté du 18 juin dernier adressé aux dirigeants, cet économiste influent, qui a passé 20 ans au FMI, estime que l'organisation a trop tardé à avertir des dangers de la crise financière mondiale, et que la gestion actuelle continue de se détériorer.

Dans cette lettre, que CNN s'est procurée, il explique: *"j'ai honte d'avoir été associé au FMI"*. Et de dénoncer *"l'incompétence"* du FMI, qui avait identifié les causes de la crise de la zone euro *"de longue date"* et n'a pourtant pas été capable de la prévenir. D'après Peter Doyle, toutes les tentatives du FMI ont été des *"efforts désespérés"*, qui n'ont pas permis d'éviter les *"souffrances"* des peuples. Il regrette des failles dans la prévention du risque, l'analyse des effets de la crise et un manque de coordination avec les Européens.

Les directeurs de l'institution en prennent également pour leur grade. Ceux de *"la dernière décennie"* ont tous été *"désastreux"*. Christine Lagarde n'échappe pas à la règle: *"ni sa féminité, ni son élan, ni son intégrité n'ont effacé l'illégitimité fondamentale du processus de désignation"*. L'économiste semble regretter le fait que le directeur du FMI soit toujours un européen, laissant fermées les portes aux représentants des pays émergents.

Peter Doyle conclut, avec une pointe d'autosatisfaction : *"il y a ici des gens bien. L'un d'entre eux vous quitte. Vous devriez avoir à coeur de conserver les autres"*. Cette démission fracassante jette en tous cas le trouble sur la gestion, le rôle et la puissance du FMI, qui pour l'heure n'a pas encore fait de commentaires.

Commentaire d'internaute.

1- "Ce qu'il s'est passé en Tunisie n'est sûrement pas étranger à sa décision. Car l'assemblée constituante a limogé le patron de la banque centrale, M. Nabli (pro- FMI of course), qui était en faveur d'une banque centrale indépendante suivant les indications du FMI. Mais le peuple tunisien veut désormais récupérer son pouvoir de création monétaire. Cela ne s'est pas arrêté là, car ils ont invoqué le principe de *"dette odieuse"*, pour refuser de payer les dettes accumulées par les régimes précédents.

En somme, ils ont mis un gros coup de pied dans la fourmilière et fait un gros bras d'honneur au FMI. M. Doyle a dû être très sensible à cela, comme la plupart des dirigeants du monde entier. La Russie et la Chine ont dû jubiler. Le dessous des cartes commence à devenir bien trop visible, et certains commencent à comprendre que la situation sociale peut devenir ingérable en un rien de temps."

2- "Cela ressemble à un opportuniste qui sent le vent tourner et quitte le navire avant que ce dernier ne coule. Cela n'a jamais été un secret pour personne, le FMI est piloté par Washington, c'est donc de fait une institution qui défend les intérêts américains. Comme l'Europe a été créée par les Américains, invention géniale, le but est d'asseoir l'emprise américaine dans la région et en aucun cas de sauver les pays européen. La crise européenne remonter à 1973, c'est là que la dette a commencé, quand les banques ont obtenu le pouvoir de création monétaire. Un type de son niveau ne l'ignore sûrement pas. Il sait donc qu'imposer l'austérité avec une dette croissante, diminue le pouvoir d'achat et le budget des Etats. En un mot cela appauvrit.

Tout ceci est imposé par Bruxelles et la BCE dans un seul but, acquérir les entreprises et actifs publics à moindre coût, pour ne pas dire pour presque rien. La Grèce en est un exemple poignant. Alors si Doyle se réveille maintenant c'est inquiétant, surtout en tant que patron de la zone."

Un article de lexpansion.com du 20 juillet 2012

Pourquoi les Espagnols se rebiffent. (21.07)

Depuis une semaine, répondant aux mots d'ordre des syndicats ou des "indignés", ou alertés par les réseaux sociaux, des Espagnols de tous horizons se rassemblent quotidiennement dans les rues pour protester contre la politique d'austérité menée par le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy. Jeudi 19 juillet au soir, des marées humaines ont envahi les grandes villes espagnoles, à l'appel des syndicats sous le mot d'ordre *"Ils veulent ruiner le pays. Il faut l'empêcher"*. A Madrid, où plus de 100.000 personnes ont manifesté, il y a eu des heurts avec la police. Les raisons de leur colère.

Une cure de rigueur historique

Le gouvernement espagnol a adopté ce mois-ci un sévère plan de rigueur de 65 milliards d'euros. Ce nouveau tour de vis s'ajoute à un budget 2012 d'une rigueur déjà historique, prévoyant 27,3 milliards d'euros d'économies. Depuis 2010, c'est le quatrième plan de rigueur d'ampleur que subit le pays. Ces coupes dans les dépenses s'ajoutent à des réformes structurelles, comme celle visant à rendre plus flexible le marché du travail ou celle de l'administration visant à réduire les effectifs.

Satisfaire Bruxelles et les marchés

Le but de cette cure d'austérité est de réduire le déficit à 6,3% du PIB en 2012, contre 8,9% fin 2011, à 4,5% en 2013 et 3% en 2014. En contrepartie, la zone euro a donné son feu vert au plan d'aide aux banques espagnoles, qui prévoit une enveloppe pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros. Cette aide se fera via une recapitalisation directe par le Fonds de secours européen (FESF). Officiellement, l'Espagne évite donc un plan de sauvetage global de son économie, comme la Grèce ou le Portugal. Mais en réalité, ce sont la Commission européenne et le FMI, qui supervise le plan d'aide aux banques qui ont exigé ce nouveau tour de bis en contrepartie d'un délai supplémentaire d'un an pour réduire le déficit à 3%. Le Fonds avait d'ailleurs formulé ses premières instructions, dont une hausse immédiate de la TVA et la baisse des salaires des fonctionnaires. Malgré ses efforts, le pays reste sous la loupe des marchés: il a dû payer une nouvelle fois vendredi des taux de plus de 7% pour se financer à 10 ans, un seuil jugé insoutenable à long terme.

Les plus modestes frappés de plein fouet

Mariano Rajoy a obéi au FMI. Les fonctionnaires, qui ont déjà vu leur salaire réduit de 5% en 2010, puis gelé, perdent en 2012 leur prime de Noël, l'équivalent d'un mois de salaire. C'est pourquoi ils se mobilisent quotidiennement depuis le 11 juillet, date de l'annonce du plan: tous les midis, à l'heure de la pause-café, ils sortent dans la rue avec des pancartes portant le mot "NO", accompagné d'une paire de ciseaux dessinés, symbole des coupes budgétaires. Le gouvernement a également voté une réforme de l'administration publique qui prévoit une économie de 3,5 milliards d'euros et une réduction de 30% des conseillers locaux.

Les chômeurs, eux aussi, seront frappés, avec une réduction de l'allocation chômage, de 60% à 50% du salaire au bout de six mois. Or l'Espagne détient le triste record d'Europe du chômage le plus élevé: près d'un actif sur quatre est sans emploi. Et ce n'est pas tout. renonçant à ses promesses, Mariano Rajoy a décidé une hausse de la TVA de trois points (de 18 à 21%), qui devrait rapporter 22 milliards d'euros d'ici à 2014. La taxe sur le tabac va également augmenter. D'autres mesures devraient suivre sous peu, dont certainement une forte hausse du prix de l'électricité, à la charge des entreprises du secteur et des consommateurs. Au final, c'est tout le pays qui va trinquer, notamment les ménages qui peinent déjà à joindre les deux bouts.

Un coup de massue pour l'économie

Ce durcissement de l'austérité risque de freiner encore la consommation et aggraver la récession, alors que le gouvernement prévoit un recul du PIB de 1,5% cette année et de 0,5% en 2013. Des professionnels du tourisme aux vendeurs de voitures, en passant par les pêcheurs ou les associations de consommateurs, une avalanche de critiques a accueilli la hausse de la TVA, dans un pays où la consommation est déjà en berne. Ainsi le tourisme, un secteur-clé de l'économie espagnole, qui représente environ 10% du PIB, devrait être parmi les premiers touchés par la hausse du taux réduit de 8% à 10%. Deux associations de

consommateurs, OCU et CEACCOU, ont déjà calculé que la hausse de la TVA à taux plein de 18% à 21% allait induire une augmentation de 415 euros à 600 euros par an des dépenses familiales.

Avec ces mesures, *"il est plus probable que l'Espagne puisse remplir l'objectif de déficit mais ce n'est pas certain"*, affirme Edward Hugh, économiste basé à Barcelone. *"L'impact, c'est un creusement de la récession de l'Espagne cette année"* et probablement un nouveau recul du PIB en 2013. *"Et désormais, je n'écarte pas que cela se prolonge jusqu'en 2014"*, ajoute-t-il, prévoyant une récession de 2% cette année, de 1% en 2013 et de 0,3% en 2014. *"Cet ajustement budgétaire par une dévaluation interne, c'est-à-dire une baisse des salaires, va se révéler extrêmement coûteux en termes d'emplois et d'activité pour le pays"*, prévient Jesus Castillo, économiste chez Natixis. Il table pour sa part sur un recul du PIB de 2,1% cette année et de 1,6% en 2013.

Un article de l'AFP du 19 juillet 2012

Le plan d'aide à l'Espagne ne suffira pas. (21.07)

Depuis le sommet européen des 28 et 29 juin, la pression des marchés sur la zone euro s'était un peu relâchée. Cette accalmie aura été de courte durée. Vendredi 19 juillet, les Bourses européennes ont plongé: Paris a clôturé en baisse de 2,14%, Lisbonne aussi, Francfort de 1,90% et Londres de 1,09%. L'euro a glissé sous 1,2150 dollar, à 1,2173 dollar, son plus bas niveau depuis le 14 juin 2010.

La Bourse de Madrid a quant à elle chuté de 5,82%, tandis que le rendement de la dette espagnole à dix ans a atteint un record absolu, à 7,20%, et que la prime exigée par les investisseurs pour détenir de la dette espagnole plutôt que de la dette allemande a dépassé les 600 points de base pour la première fois depuis la création de l'euro.

Pourtant, Les ministres des finances de la zone euro ont entériné vendredi le principe d'une aide aux banques espagnoles pouvant aller jusqu'à 100 milliards d'euros, dont 30 milliards pourront être versés dès la fin juillet. Un feu vert salué par la directrice générale du FMI, Christine Lagarde. L'aide proviendra du Fonds de soutien de la zone euro (FESF) puis du Mécanisme de stabilité (MES), appelé à lui succéder rapidement. En contrepartie, les banques espagnoles devront notamment présenter des plans de restructuration et mettre à l'écart leurs actifs douteux dans une structure de défaillance, ou *"bad bank"*.

L'Union bancaire européenne passée sous silence

Ces principales caractéristique du plan d'aide étaient déjà connues. En revanche, le communiqué de l'Eurogroupe ne fait aucune mention à la supervision bancaire annoncée lors du sommet européen de juin, encore moins à une union bancaire, qui permettrait de renflouer les banques européennes sans passer par les Etats. Au contraire même, puisque l'Eurogroupe annonce que l'aide sera versée au Frob, le Fonds espagnol d'aide au secteur bancaire, un organisme public. Il souligne que *"le gouvernement espagnol assumera la totale responsabilité de l'assistance financière"*.

"Les réticences de l'Allemagne et de la Finlande sur l'union bancaire semblent avoir pris le dessus, relève avec dépit Jean-François Robin, stratège chez Natixis. A lieu d'aller vers plus de solidarité, la zone euro a renationalisé le problème espagnol. C'est un pas en arrière!" De fait, l'aide aux banques va non seulement alourdir la dette publique espagnole, mais aussi son déficit puisque c'est le gouvernement qui va devoir payer les taux d'intérêt des prêts. Selon Madrid, les coûts du financement de la dette espagnole devraient grimper de 9,1 milliards en 2013.

Le même jour, le ministre du Budget espagnol, Cristobal Montoro, a annoncé de nouvelles prévisions économiques très sombres, avec une poursuite de la récession en 2013 (recul du PIB de 0,5% après -1,5% en 2012) et un chômage pire que prévu cette année, à 24,6%. Cerise sur le gâteau: la région de Valence, la première du pays, a annoncé avoir demandé 18 milliards d'euros d'aide à l'Etat, via un nouveau fonds public dédié, admettant souffrir d'un manque de liquidités. La région ploie sous une dette publique de 20,5 milliards d'euros, soit 20% de son PIB, la proportion la plus élevée du pays.

L'Espagne pourrait exploser cet été

Les régions ibériques endettées suscitent de vives inquiétudes sur les marchés. Elles ont été responsables en 2011 des deux tiers du dérapage budgétaire de l'Espagne, qui a cumulé un déficit de 8,9% du PIB en 2011, contre 6% promis. Valence à elle-seule a accumulé en 2011 un déficit de 3,68% du PIB, alors que le gouvernement lui avait imposé de le réduire à 1,3%. Le gouvernement espagnol de droite s'est engagé auprès de Bruxelles à ramener son déficit à 6,3% du PIB cette année, 4,5% en 2013 et 2,8% en 2014.

Pour y parvenir, Madrid a adopté un sévère plan d'austérité de 65 milliards d'euros, associant nouvelles recettes et coupes budgétaires. Ce plan, qui ne fera qu'aggraver la récession puisqu'il rogne le pouvoir d'achat de tous les ménages espagnols, a déclenché un vent de contestation d'une ampleur sans précédent dans le pays depuis le début de la crise en 2008. *"L'Espagne est engluée dans la récession, le gouvernement n'a plus le soutien du peuple, les comptes publics dérapent: les marchés ont vite fait*

d'envisager un scénario à la grecque", explique Jean-François Robin. "Ils anticipent un plan d'aide globale au pays pour lui éviter la faillite".

Après l'Eurogroupe téléphonique de ce vendredi, les ministres des Finances ont prévu de se retrouver début septembre, pour se pencher sur l'aide à la Grèce et sur la situation de Chypre, qui a également sollicité l'aide financière de la zone euro. *"S'ils ne veulent pas que l'Espagne explose cet été, et après elle l'Italie, ils vont devoir annuler leurs vacances et décider rapidement de mesures de solidarité capables d'apaiser les marchés"*, ironise le stratège de Natixis. L'économie espagnole, la quatrième de la zone euro, pèse 12% du PIB européen. L'Europe n'a actuellement pas les moyens de lui venir en aide.

Commentaire d'un internaute.

1- "Et comme si ce malheur du bond record sans précédent des taux espagnols ne pouvait arriver seul, la BCE vient d'annoncer qu'elle refusait à titre provisoire que les banques déposent en garantie des titres de dette (obligations) émis par la Grèce. Cela veut tout simplement dire que la BCE reconnaît officiellement que la Grèce est insolvable ! Donc un membre de la zone euro. Une mesure comparable avait été prise l'an dernier pendant la mise en place du plan de sauvetage, mais il s'agissait d'un abandon "volontaire" sur les créances faites, pour ne pas déclarer le défaut de paiement. La vérité n'a pas tardé à venir.

Entre la démission de l'un des dirigeants du FMI de la zone Europe, les taux record d'emprunt de l'Espagne à 10 ans et l'insolvabilité reconnue de la Grèce par la BCE même, la situation peut désormais exploser à tout moment dans la zone euro ! Que va-t-il se passer dans les prochaines heures. Sûrement qu'un conseil extraordinaire sera tenu, mais l'explosion semble proche."

2- "C'est donc acté la Grèce va officiellement sortir de la zone euro avec ce défaut de paiement. Le tout est de savoir quand et comment. Cela se fera très probablement dans les prochains jours et l'annonce de la démission du M. Privatisation grecque n'est qu'en fait la conséquence de cette sortie de la zone euro.

Sur le comment il y a deux possibilités. Soit la Grèce sort de la zone euro et doit dans ce cas quitter l'UE par l'intermédiaire de l'article 50 du TFUE, soit une solution technique sera mise en place, pour éviter de reconnaître qu'il s'agit bel et bien d'une sortie effective de la zone euro. Cette solution technique serait de suspendre de manière "provisoire" (mais définitive en réalité) la Grèce du système Target 2. Cela signifierait qu'un euro grec apparaîtrait qui n'aurait pas la même valeur que celui des euros de la zone euro. Il s'agit bel et bien d'une sortie. Dans ce cas-là la Grèce serait toujours soumise à la BCE néanmoins, ce qui serait une solution bien pire encore pour le peuple grecque qui n'aura aucune chance de s'en sortir sans retrouver sa banque centrale et son pouvoir régalien de frapper la monnaie."

Un article de l'AFP du 19 juillet 2012

La police grecque met fin à la grève d'une usine sidérurgique. (21.07)

Un tribunal d'Athènes a ordonné la fin de la plus longue grève anti-rigueur, entamée dans le pays il y a neuf mois.

La police grecque a mis fin vendredi à une grève de neuf mois dans l'une des principales usines sidérurgiques du pays, procédant à l'arrestation de neuf personnes sur un piquet de grève, a annoncé l'agence de presse Ana. À la suite d'une décision de justice, la police est intervenue avant l'aube pour ouvrir les portes du site sidérurgique du groupe Hellenic Halyvourgia, situé à Aspropyrgos, à 50 kilomètres à l'ouest d'Athènes, et s'est opposée à des salariés en grève présents sur les lieux.

Le 6 juin, un tribunal d'Athènes a déclaré "*illégale*" la grève des ouvriers de ce groupe, la plus longue grève anti-rigueur dans le pays, entamée il y a neuf mois. Vendredi matin, des salariés désireux de mettre un terme à la grève voulaient entrer sur le site, tandis que des militants du syndicat communiste Pame s'y opposaient. Le blocage du site, accompagné d'échauffourées, a entraîné de gros embouteillages vendredi.

Le principal parti d'opposition grec Syriza (gauche radicale) a condamné l'intervention, de type "*militaire*" selon lui, de la police contre les salariés en grève. Le porte-parole du gouvernement, Simos Kedikoglou, a justifié l'intervention policière, décidée au nom du droit au travail, après une demande formulée par "*plus de 100 salariés qui ont demandé à la police à pouvoir bénéficier de ce droit*".

Le parti socialiste Pasok, membre de la coalition gouvernementale, a également publié un communiqué évoquant la protection du droit au travail et du tissu industriel du pays. Ce mouvement social contre des baisses de salaires et mesures de chômage technique, devenu au fil des mois un des symboles de la crise de la dette en Grèce, est soutenu par le syndicat communiste Pame et le parti communiste grec KKE, qui organisaient depuis novembre un mouvement de solidarité à base de repas collectifs, collectes de nourriture et de vêtements, et manifestations pour soutenir les familles des employés.

Dans une autre usine du même groupe à Volos, une ville à 350 kilomètres au nord de la capitale, les ouvriers ont voté, le 15 novembre 2011, contre la poursuite de la grève et ont accepté une réduction de leurs salaires afin de maintenir leurs emplois. Lors de ce vote, ils se sont prononcés en faveur d'un plan de chômage technique sévère prévoyant pour quatre mois un passage de huit à cinq heures de travail par jour et des baisses de salaires de 30 à 40 %. La faute à l'effondrement du secteur de la construction en Grèce qui pénalise l'activité de l'aciérie, selon la direction.

Un article de l'AFP du 21 juillet 2012

Automobile: aux Etats-Unis, le sauvetage s'est fait dans la douleur. (22.07)

Le sauvetage de l'industrie automobile américaine, qui a coûté 85 milliards de dollars de deniers publics et s'est traduit par des dizaines de milliers de licenciements, a traumatisé les Etats-Unis, mais les constructeurs ont aujourd'hui retrouvé leur compétitivité.

Fin 2008, les "Big Three" de Detroit, General Motors, Ford et Chrysler, sont à genoux: écrasés de dettes et plombés notamment par les retraits de leurs ex-employés, leurs voitures ont perdu en qualité face à leurs concurrentes asiatiques moins chères.

Ils ont manqué le virage des voitures économes et lorsque les prix du carburant flambent, la chute des ventes de voitures aux Etats-Unis se précipite, passant de quelque 17 millions par an en 2005 à 10,5 millions seulement en 2009.

Malgré des coupes claires dans leurs effectifs et des fermetures d'usines, à l'automne 2008, GM et Chrysler sont à court de liquidités avec des pertes vertigineuses: 31 milliards de dollars pour GM.

L'administration Bush sur le départ, déjà vertement critiquée pour avoir soutenu les banques à l'origine même de la crise financière, commence à injecter des milliards de dollars chez GM et Chrysler.

En vain car début 2009, aux premières heures de l'administration Obama, la situation a encore empiré.

"Dans des conditions normales il aurait pu y avoir une restructuration avec des capitaux privés. Mais c'était la crise financière, et il n'y avait plus de crédits privés", remarque David Cole, expert du secteur de l'automobile à l'Université du Michigan. *"Le risque, c'était l'effondrement de l'industrie automobile toute entière, qui aurait menacé plusieurs millions d'emplois"* dans l'ensemble du pays, estime-t-il.

Au terme de plusieurs semaines de tractations tendues avec les leaders du secteur, le président Barack Obama fraîchement installé donne son blanc-seing au *"plan de soutien industriel le plus important depuis la deuxième guerre mondiale"*, selon les termes de son ex-conseiller Steve Rattner. Les fonds sont puisés dans les 700 milliards du plan de sauvetage bancaire.

L'une des conditions sine qua non de l'aide de l'Etat, outre une baisse substantielle de la rémunération des employés, est le départ du patron de GM Rick Wagoner et de celui de Chrysler Bob Nardelli.

Chrysler et GM en arrivent ensuite à l'impensable pour ces ex-fleurons industriels américains: au printemps 2009, ils déposent le bilan.

GM se retrouve de facto nationalisé, gagnant le surnom de *"Government Motors"*. Le gouvernement fédéral monte à 61% du capital contre une aide de 60 milliards de dollars et un effacement d'une grande partie de la dette.

Chez Chrysler, le gouvernement prend 8% et le constructeur italien Fiat 20%, avec aux commandes son patron Sergio Marchionne.

Pour doper les ventes, l'administration Obama met également en place une prime à la casse à l'été 2009.

Ford, lui, échappe à la faillite, *"un peu parce qu'il s'est retrouvé à court d'argent plus tôt, quand il pouvait encore lever de l'argent sur les marchés"*, remarque David Cole. A son arrivée à la tête du numéro deux américain en septembre 2006, Alan Mulally avait en effet parié gros en négociant un prêt colossal de 23,6 milliards de dollars, hypothéquant tous les actifs du groupe, y compris son logo bleu et argent.

Depuis, les trois constructeurs ont licencié des dizaines de milliers de personnes (GM emploie 200.000 personnes aujourd'hui contre 327.000 en 2006), en fermant plus d'une dizaine d'usines aux Etats-Unis, et en éliminant de nombreuses marques: Mercury, Taurus, Hummer, Saturn...

Ils ont fortement automatisé leurs usines et investi dans des systèmes électroniques innovants à bord de leurs nouveaux modèles et dans les technologies "vertes". Ils ont aussi misé sur l'internationalisation, GM et Ford partant à l'assaut du marché chinois.

Ils ont renoué avec la rentabilité, mais leur talon d'Achille est aujourd'hui l'Europe, où ils accumulent les pertes.

Commentaire : Suivez le guide ou brisez leur modèle de régression sociale sans fin ?

Un article Le Monde du 23 juillet 2012

L'Union européenne va approuver une importante accélération de la coopération avec Israël. (24.07)

Quel rapport peut-il y avoir entre le 11e Conseil d'association Union européenne-Israël, qui se réunit à Bruxelles, mardi 24 juillet, et l'attentat-suicide anti-israélien qui s'est produit en Bulgarie le 18 juillet ? A priori aucun, mais les autorités israéliennes se sont cependant évertuées ces derniers jours à enjoindre les Européens à les soutenir au moment où l'Etat juif est frappé par le terrorisme... Comment ? En ne revenant pas sur leurs engagements de renforcer de façon significative les domaines de la coopération bilatérale, lesquels ont été pris le 2 mai, lors d'une réunion conjointe à Jérusalem.

En principe leur inquiétude n'est pas fondée : le Conseil d'association, qui se tiendra en marge du Conseil des ministres des affaires étrangères, va entériner une liste de 60 nouvelles "*activités concrètes dans plus de quinze domaines différents*", y compris des liens avec plusieurs agences européennes. Officiellement et juridiquement, cet important renforcement de la coopération avec Israël ne constitue pas ce fameux "*rehaussement*" des relations demandé depuis longtemps par l'Etat juif, mais une simple déclinaison des "*opportunités*" prévues par le Plan d'action entre l'UE et Israël, adopté en 2005.

IMPASSE DU PROCESSUS DE PAIX

En réalité, au-delà des mécanismes communautaires se dessine l'intention d'accroître la coopération politique et technique avec Israël, en dépit de l'absence totale de progrès du processus de paix avec les Palestiniens, interrompu depuis septembre 2010. Les Vingt-Sept vont insister dans leurs conclusions sur la nécessité de mettre en œuvre "*activement et rapidement*" ce catalogue de mesures, et rappeler qu'ils sont prêts à envisager un rehaussement des relations bilatérales lorsque les conditions seront réunies.

Cette démarche très politique avait été gelée après l'intervention militaire israélienne dans la bande de Gaza au cours de l'hiver 2008-2009. Le paradoxe est que les ministres européens des affaires étrangères vont souligner dans le même communiqué qu'il est impératif de maintenir la solution de deux Etats (l'un Israélien, l'autre palestinien), dénoncer l'accélération de la colonisation en Cisjordanie, les expulsions de familles palestiniennes, la démolition de maisons et d'infrastructures à Jérusalem-Est, l'aggravation des conditions de vie de la population palestinienne, et les graves limitations imposées à l'Autorité palestinienne pour favoriser le développement économique des territoires occupés, en particulier dans la zone C (sous contrôle total d'Israël).

La décision des Vingt-Sept est particulièrement significative, dans la mesure où elle intervient après les conclusions adoptées par les ministres européens des affaires étrangères, le 14 mai, qui avaient représentées un net durcissement de la position européenne : l'UE avait alors exprimé sa "*profonde préoccupation devant les développements sur le terrain, qui menacent de rendre la solution à deux Etats impossible*". Ce passage est repris dans le communiqué du 24 juillet, lequel renvoie à une annexe qui dresse la liste des 60 dispositions ayant fait l'objet d'un accord.

49 SECTEURS DE COOPÉRATION

Parmi les 49 secteurs de coopération énumérés, figurent notamment ceux-ci : douanes, marché intérieur, agriculture, mouvement des personnes et sécurité sociale, coopération statistique, tourisme, justice et affaires intérieures, transport (implication du secteur privé, chemin de fer, sécurité routière, etc.), énergie, société de l'information (communications électroniques, Internet et cyber- sécurité), environnement, science et technologie, santé publique, etc.

L'Union européenne et Israël vont, d'autre part, coopérer sur des "*questions horizontales*", c'est-à-dire engager une coopération via différentes agences et entités communautaires : l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, Eurojust (Unité de coopération judiciaire), Europol (Office européen de police), le Collège européen de police, l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA), l'Agence européenne pour la sécurité maritime (EMSA), l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), l'Agence spatiale européenne (ESA), le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC).

S'agissant de ces nouvelles avancées, les Vingt-Sept soulignent à plusieurs reprises qu'elles *"suivent la structure du Plan d'action"* UE-Israël. Un diplomate européen à Bruxelles très au fait de ce dossier, insiste sur ce point : *"Il ne s'agit que de l'approfondissement de la mise en œuvre du Plan d'action actuel. Politiquement, il y avait un accord, depuis l'année dernière, pour effectuer un travail technique et commencer à réfléchir à d'autres secteurs de coopération, mais ce n'est en aucun cas un rehaussement des relations bilatérales."*

Dont acte. Il serait cependant douteux que l'Autorité palestinienne, déjà fortement déçue de la pusillanimité européenne face à l'Etat juif, ait une lecture aussi bénigne de ce renforcement de l'association entre Israël et l'UE.

Commentaire d'internaute.

1- *"Il est inhabituel que l'Union Européenne conserve - et a fortiori développe - ses relations avec les États tiers qui ne respectent pas leurs obligations internationales ,voire violent délibérément les principes essentiels du droit international. On serait intéressé de connaître la position de la Commission et du Parlement européen sur ce point. Si ces deux institutions ne réagissent pas à cette décision "diplomatique" du Conseil, le précédent ainsi établi sera redoutable pour l'avenir."*

2- *"La spoliation des terres et des biens des Palestiniens par un État qui se veut démocratique est une abomination digne d'un pays totalitaire."*

Un article de l'AFP du 24 juillet 2012

Emploi: le taux d'activité des seniors fait un bond en 2011. (25.07)

Le taux d'activité des 55-64 ans a augmenté de plus de trois points en 2011 pour atteindre 44,4% en moyenne sur l'année, avec 41,5% des personnes en emploi et 2,9% au chômage, selon une étude du ministère du Travail (Dares) publiée mardi.

2011 a marqué une "*accélération*", notamment pour les 60-64 ans, avec une hausse de 3 points, contre 1 point les trois années précédentes. Sous l'effet de la réduction continue des dispositifs de pré-retraites, le taux des 55-59 ans progresse au même rythme que ces dernières années (3 points aussi).

Ce taux calculé selon les normes du Bureau international du travail sur la base des enquêtes emploi de l'Insee n'avait cessé de décroître au milieu des années 90. Il est reparti à la hausse depuis 2001.

L'effet des réformes des retraites

Les réformes successives des retraites (allongement de la durée de cotisation, libéralisation du cumul emploi-retraite, etc.) "ont contribué à favoriser cette progression", note la Dares, qui tient compte dans cette étude des effets démographiques des générations nombreuses d'après-guerre.

En 2011, les seniors hommes étaient toujours plus nombreux sur le marché du travail (47,2%) que les femmes (41,8%).

Si l'on exclut les chômeurs, le taux d'emploi des 55-64 ans progresse autant mais il reste moins élevé en moyenne en 2011 en France que dans l'Union européenne (41,5% contre 47,4% dans l'UE à 27).

Il est désormais légèrement supérieur à la moyenne européenne entre 55 et 59 ans (64% en France, 62,5 dans l'UE), mais encore largement inférieur entre 60 et 64 ans (18,9% en France, 31,4% dans l'UE).

Dans quelques métiers, la proportion de seniors au travail est supérieure à 20%: employés de maison, médecins, cadres de la fonction publique et dirigeants d'entreprises. A l'autre extrémité, la part des seniors dans l'armée ou la police n'excède pas 1%.

A des âges avancés, les taux d'emploi fondent, à 5,2% pour les 65-69 ans et 1,5% pour les 70-74 ans, l'écart se creusant avec la moyenne de l'UE (10,5% et 5,2%).

Le taux de chômage des seniors (nombre de chômeurs ramené à l'ensemble des actifs de la tranche d'âge) est resté stable sur un an, à 6,5% fin 2011, après avoir grimpé de 2,1 points depuis début 2008, comme pour l'ensemble de la population active (+2,2%).

Entre début 2008 et fin 2011, leur nombre a augmenté de 84%, contre 30% pour les chômeurs de moins de 55 ans. Le chômage dure pour les seniors, rappelle la Dares, avec 60% des chômeurs de 55 à 64 ans au chômage depuis plus d'un an.

Un article du point.fr du 25 juillet 2012

Italie : mafia et politique, le pacte scélérat. (26.07)

C'est un procès surréaliste qui se profile en Italie. Parmi les douze personnes dont le parquet de Palerme a demandé mardi l'inculpation figurent en effet Toto Riina, Bernardo Provenzano et Leoluca Bagarella - le gotha des parrains de Cosa Nostra incarcérés depuis les années 90 -, mais également deux anciens ministres, un général des carabinieri, et Marcello Dell'Utri, le plus proche collaborateur de Silvio Berlusconi. Jamais la connivence entre mafia et institutions n'avait été à ce point dénoncée dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Retour aux années 70. Un motus vivendi règne en Sicile. La mafia est protégée par le courant de la démocratie chrétienne qui répond à Giulio Andreotti, 23 fois ministre et 7 fois président du Conseil italien. Certes, un mafieux est parfois arrêté, mais les chefs sont impunis et l'honorable société amasse une fortune colossale. Jusqu'en 1990 où le maxi-procès instruit par le juge Giovanni Falcone décime Cosa Nostra. La mafia s'estime alors trahie et elle le fait savoir en assassinant en mars 1992 Salvo Lima, le plénipotentiaire d'Andreotti en Sicile. C'est à cette époque que - selon le parquet palermitain -, se sentant menacé, le ministre Calogero Mannino tente de négocier un accord avec Cosa Nostra par l'intermédiaire du maire de Palerme, Vito Ciancimino, lui-même homme d'honneur. Le parrain des parrains est alors le Corléonais Toto Riina. Ce dernier a des exigences précises : réforme des lois qui ont permis le maxi-procès et annulation du régime de haute sécurité pour les mafieux incarcérés. Mais Mannino ne peut lui garantir ces prétentions. Rustre et sanguinaire, Riina déclare alors la guerre à l'État italien.

Le 23 mai 1992, Falcone, son épouse et ses gardes du corps sont éliminés par une bombe. Un autre magistrat, Paolo Borsellino, comprend ce qui se trame et l'existence d'une tractation en cours. Il est assassiné à son tour avec son escorte le 19 juillet 1992. Et les attentats se succèdent à Rome, Florence et Milan, provoquant entre 1992 et 1993 la mort de 12 personnes. Un carnage est évité à Rome uniquement parce que le détonateur de la bombe placée un soir de match de foot dans le stade olympique est défectueux. Puis, en automne 1993, les attentats cessent soudainement. Quelques mois plus tard, le ministre de la Justice, Giovanni Conso, abolit le régime de haute sécurité pour 400 délinquants. La mafia a gagné sa sale guerre, l'État italien a capitulé devant les parrains.

Et comme après toutes les guerres, le vainqueur exige des dédommagements. Silvio Berlusconi vient d'être élu. Les magistrats palermitains estiment à 40 millions de fonds propres la somme versée à Cosa Nostra par le Cavaliere par l'intermédiaire de son principal collaborateur, Marcello Dell'Utri. Le prix de la "*pax mafiosa*".

Un article du point.fr du 26 juillet 2012

Les retraités retournent au travail. (27.07)

Estimés à 500 000, de plus en plus de seniors reprennent le chemin du travail, souvent par nécessité.

"Disponible et organisée", Nicole, 62 ans, voudrait rempiler comme secrétaire. Gilles, 55 ans, "courageux et ponctuel", recherche, lui, des heures de jardinage : les retraités, souvent par nécessité, sont de plus en plus nombreux à reprendre le chemin du travail, rapporte l'AFP. Estimé à 500 000 dans un rapport publié en juillet par l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), le nombre de ces "retraités actifs" a plus que doublé entre 2006 et 2011 pour le seul régime général, grimpa de 137 000 à quelque 308 000, révèle la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav).

Pour ces travailleurs qui jouent les prolongations, âgés de 65 ans en moyenne, il s'agit souvent de compléter une retraite insuffisante (1 015 euros par mois en moyenne pour une carrière complète au régime général) par une activité à temps partiel. Les salaires de ces "retraités actifs", encouragés en 2009 par un assouplissement des conditions de cumul emploi-retraite, atteignent ainsi entre un quart et un tiers de ce qu'ils touchaient dans la vie active. Quelques centaines d'euros, c'est ce qu'il manque à Monique Nicolas, 69 ans, pour boucler ses fins de mois. "Si je veux m'en sortir, il faut que je bosse", résume cette ex-cadre de la fonction publique.

Travail "au black"

"Avec 1 300 euros de retraite, je ne suis pas à plaindre. Mais j'ai perdu mon logement de fonction et, sans aucune aide, entre mes 538 euros de loyer, les charges et ma fille que je dois aider, je ne m'en sors pas", déplore cette grand-mère dynamique, installée dans l'Essonne. Aide à domicile, garde d'enfants, ménage de nuit dans les entreprises... Depuis sa retraite en 2003, Monique Nicolas n'a jamais cessé de travailler, touchant 300 à 600 euros par mois, notamment grâce au site Seniorsavotreservice, qui recense quelque 50 000 CV de retraités... deux fois plus qu'en 2011.

"Lancé à 2008 pour mettre en relation particuliers employeurs et retraités, le site a évolué, notamment vers les entreprises, à l'instar de Décathlon, qui recherchent désormais ces profils jugés rassurants pour des postes dans la grande distribution ou le téléconseil", explique Valérie Gruau, sa fondatrice. Parmi les annonces déposées par ces travailleurs sur le tard, beaucoup aboutiront néanmoins à une mission non déclarée, qui ne sera pas comptabilisée dans les chiffres officiels. Après une carrière éclectique, Henri, 67 ans, propose ses services de bricolage à Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis). Il estime ses gains à "1 500 à 2 000 euros par an, au black", se faisant "parfois payer en tomates".

Implication dans la vie sociale

"C'est toujours ça de pris", lance cet homme fantasque, qui dit travailler "certes pour compléter sa retraite de 1 100 euros, mais aussi pour faire des rencontres". "On observe deux tendances : d'un côté, des profils avec des aléas de carrière qui cherchent à retarder une baisse de revenus, de l'autre des retraités avec des niveaux de salaires antérieurs élevés qui ne veulent pas quitter le milieu professionnel", constate Vincent Poubelle, directeur Statistiques, prospective et recherche à la Cnav.

Michèle Sultana, 65 ans, relève de la deuxième catégorie. À la rentrée prochaine, cette ex-professeur agrégée de philosophie à Orsay (Essonne) officiera dans des organismes privés, "pour continuer à être impliquée dans la vie sociale et rester en phase avec la génération de (s)on fils", âgé de 23 ans. Que ce soit par plaisir ou par nécessité, les retraités français restent toutefois moins actifs que leurs voisins européens. En 2011, le taux d'emploi des 65-69 ans atteignait 5,2 %, contre 10 % en Allemagne et 10,5 % en moyenne en Europe.

Commentaire.

Abominable !

J'ai quitté la France la première fois avec l'intention de ne plus y revenir à l'âge de 35 ans (décembre 1990), j'estimais que j'avais déjà trop travaillé pour leur société pourrie que je haïs, une énième fois je m'étais retrouvé au chômage. J'ai raté mon coup, j'ai dû retourner en France au bout de deux ans et j'ai rempli pendant trois ans comme technicien SAV chez des distributeurs Canon. Puis je suis reparti (16 août 1996) m'installer en Inde fort des enseignements de ma première expérience, bien décidé à réussir mon coup cette fois-ci.

A 21 ans, j'ai trouvé seul la voie du marxisme et du combat pour le socialisme en réaction au sort que le capitalisme et leur société avaient réservé à mes parents et qu'ils m'avaient réservé par la même occasion, puisque j'étais apparemment destiné à suivre le même chemin. C'est contre ce sort épouvantable que je me suis révolté, en voyant mon père se crever au boulot pour un salaire de misère, il était menuisier sur les chantiers, voué à des privations permanentes, je n'envisageais pas de vivre ce cauchemar tout au long de ma vie, de le reproduire.

Mon père, il est déjà mort depuis déjà huit ans, à peine passé 70 ans, usé jusqu'à la corde, ils l'ont tué : bourreaux, assassins ! Au moins, ce n'est pas le capitalisme qui aura eu ma peau, ils auront eu le père, pas le fils ! On vengera un jour tous nos martyrs !

Un article de l'AFP du 27 juillet 2012

Centres d'appels: difficile de résister aux tarifs de l'étranger. (28.07)

Les centres d'appels, objets d'une polémique vendredi suite à la délocalisation d'une plateforme utilisée par l'Ile-de-France, emploient quelque 270.000 personnes dans l'Hexagone dans des conditions souvent précaires, là où la main d'oeuvre off-shore coûte environ moitié prix.

Selon Laurent Uberti, président du syndicat patronal SP2C qui représente 90% des centres d'appels externes, la filière réunit près de 70.000 salariés, auxquels s'ajoutent environ 200.000 salariés au sein des entreprises (télécoms, mais aussi banques, assurances, services publics, agences de voyages, etc.).

Plus de 50% de l'activité des centres d'appels externes (Teleperformance, Webhelp, Acticall, Teletech international, etc.) est dédiée aux seuls opérateurs (France Télécom-Orange, Bouygues, SFR et le nouveau venu Free).

Or, le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a demandé à ces derniers de rapatrier cette activité en France, une demande qui s'accorde mal avec la décision, rendue publique vendredi, de la région Ile-de-France d'attribuer un marché à un prestataire au Maroc.

Mais certains acteurs du secteur sont sceptiques quant à la faisabilité d'un tel retour, les délocalisations ayant connu une montée en puissance ces dernières années.

"Il y a dix ans, l'off-shore représentait zéro emploi. Aujourd'hui, c'est 45.000 emplois, répartis en grande majorité entre le Maroc et la Tunisie", a indiqué M. Uberti, précisant que "l'off-shore représente entre 20 et 25% de l'activité".

Des conditions de travail "assez démentes"

Pour Isabelle Lejeune-To (CFDT), ces délocalisations n'avaient pas d'impact sur l'emploi en France mais pour la première fois, il y a un risque qu'elles provoquent *"une destruction d'emplois"* dans l'Hexagone.

Selon M. Uberti, les difficultés des trois opérateurs historiques ont *"des conséquences immédiates sur les sous-traitants"*. Ces derniers pourraient perdre 5 à 7.000 emplois en 2013, parfois au profit de l'off-shore, où la main d'oeuvre -tout en étant qualifiée et relativement bien payée- coûte moitié moins cher, dit-il.

"Grosso modo, le prix de l'heure pour un salarié d'un centre d'appel est estimé entre 25 et 30 euros en France et entre 12 et 16 euros au Maghreb", explique Frédéric Madelin (SUD-PTT). En Afrique, objet d'une "deuxième vague" de délocalisation avec 5 à 7.000 emplois, essentiellement au Sénégal, il est même évalué entre 7 et 10 euros de l'heure, selon M. Madelin.

Pour M. Uberti, l'idée de rapatrier l'off-shore n'est *"pas rationnelle"*, notamment pour des raisons de politique internationale, mais aussi parce que cela coûterait "entre 850 millions et 1 milliard aux donneurs d'ordre" en surcoût de relation clients.

Pour maintenir l'emploi en France où 80% des coûts sont liés aux salaires, M. Uberti prône une remontée des prix tarifés aux donneurs d'ordres tandis que Frédéric Madelin plaide pour que l'Etat leur impose que deux-tiers des appels soient traités en France.

Pour M. Madelin, *"il serait démagogique de dire qu'on peut faire revenir 50.000 emplois en France comme ça. Parce que de toute façon, il n'y a pas la main d'oeuvre qualifiée et encore moins motivée par les conditions de travail et de salaires"*.

Les conditions de travail dans les centres d'appels sont de fait régulièrement montrées du doigt. Selon M. Madelin, la "durée de vie d'un salarié" sur un tel poste est évaluée à 3,2 années, un signe de conditions *"assez démentes"*.

Environ 90% des salariés des centres d'appels sont en outre payés au Smic, dit-il.

L'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) s'est intéressé en 2011 à ces salariés, pointant nombre de contraintes (horaires de travail, faible latitude décisionnelle, contrôles de type double-écoute...), ayant des conséquences sur leur santé: fatigue, stress, douleurs chroniques, etc.

Commentaire.

Les conditions de travail sont tellement épouvantables dans ces entreprises, que même des Indiens n'y restent pas plus de quelques mois, rarement au-delà d'un an.

J'en connais plusieurs qui ont travaillé quelques mois dans des "*call centers*" à Poona près de Mumbai (ex-Bombay), pour des entreprises belges et canadiennes, donc en français, ils étaient bien payés et disposaient d'avantages sociaux, mais ils craignaient "*de perdre la tête*" selon leur dire, à cause des cadences infernales, du bruit, etc., une fois économisé un peu d'argent, ils se sont enfuis en courant de ces entreprises de négriers.

Un article de l'AFP du 27 juillet 2012

Le FESF reste la bouée de sauvetage de la zone euro, si la BCE tarde à agir. (28.07)

La zone euro ne peut compter que sur le Fonds européen de stabilité financière (FESF), un outil anti-crise dont le potentiel n'a pas été entièrement exploité, si la Banque centrale européenne tarde à intervenir pour calmer la tempête sur les marchés.

Face à la flambée de ses taux d'emprunt, l'Espagne va probablement avoir besoin d'une aide financière, sous une forme ou une autre. Le pays doit encore emprunter 50 milliards d'euros d'ici la fin de l'année. Mais avec des taux autour de 7%, la situation n'est guère tenable.

La solution la plus évidente est que la BCE réactive son programme de rachat de dette mis en sommeil depuis la mi-mars.

Face à l'aggravation de la crise, l'institut monétaire s'est précisément engagé jeudi *"à prendre toutes les mesures pour préserver l'euro"*. *"Et croyez moi, ce sera suffisant"*, a promis son président, Mario Draghi.

Le signal est positif mais nul ne sait quand et comment la BCE va intervenir. En attendant, seul le FESF, le fonds de soutien de la zone euro, est disponible pour faire baisser la pression sur les marchés si la situation l'impose.

Avec une capacité de prêts d'un peu plus de 200 milliards d'euros, il n'est pas en mesure d'intervenir massivement en cas de contagion de la crise à l'Italie par exemple, mais il peut contribuer à apaiser les tensions et surtout donner des gages de bonnes volontés à l'institut monétaire de Francfort.

D'après le quotidien Le Monde daté de samedi, le FESF ou son successeur, le Mécanisme européen de stabilité (MES), pourrait acheter des titres de dette lors d'une émission sur le marché primaire, avant que la BCE prenne le relais et intervienne sur le marché secondaire où s'échangent les titres en circulation.

Le champ d'action du FESF

En théorie, le FESF peut aussi acheter de la dette d'Etats en difficulté sur le marché secondaire.

Mais, ces différents mécanismes n'ont jamais été utilisés, car demander l'activation du FESF suppose la signature d'un mémorandum et la mise en place de nouvelles réformes, ce que Madrid s'est encore officiellement refusé à faire vendredi.

Sur le plan pratique, les achats de dette du FESF sur le marché primaire concernent a priori les Etats qui bénéficient déjà d'un programme d'aide. Le Fonds peut alors acheter 50% des obligations mises sur le marché.

Pour l'achat de titres déjà en circulation, le FESF peut intervenir sur demande d'un Etat, et après une analyse de la situation par la BCE.

Une procédure accélérée de deux ou trois jours est toutefois prévue en cas *"de circonstances exceptionnelles"*: la BCE peut alors émettre une alerte auprès de la zone euro, sans attendre un appel à l'aide d'un Etat.

Autre potentialité du FESF: il peut accorder aux Etats des lignes de crédit préventives, comme le FMI, ou prêter de l'argent à des pays pour qu'ils recapitalisent leurs banques, ce qu'il a déjà fait avec la Grèce.

Le FESF a été créé en 2010 pour une durée de trois ans. Il doit cohabiter jusqu'à l'été 2013 avec le MES, appelé à lui succéder définitivement. Problème: l'entrée en vigueur du MES a pris du retard et cet instrument ne devrait pas être opérationnel au mieux avant fin septembre-début octobre.

Afin de multiplier la force de frappe de ce mécanisme, un membre du conseil des gouverneurs de la BCE a remis au goût du jour cette semaine l'idée d'accorder au MES une licence bancaire, ce qui lui permettrait d'emprunter directement auprès de la BCE.

Un article de l'AFP du 29 juillet 2012

La Chine, "usine du monde" face au défi de la hausse des salaires. (30.07)

La Chine est confrontée à une hausse rapide de ses coûts salariaux qui menace sa compétitivité, mais la productivité augmente rapidement dans "l'usine du monde", qui dispose aussi d'autres atouts pour continuer à attirer les investisseurs, selon les analystes.

Le coût de la main d'oeuvre en Chine sera au niveau de celui des Etats-Unis dans quatre ans, de la zone euro dans cinq ans et du Japon dans sept, a mis en garde la banque Natixis dans une étude parue en juin.

Cette évolution va inciter beaucoup d'entreprises du secteur manufacturier à délocaliser leur production vers d'autres pays d'Asie du Sud-Est et du Sud où la main d'oeuvre est beaucoup moins chère, prédit la banque française.

La tendance pourrait même bénéficier à des pays du pourtour méditerranéen comme l'Egypte ou le Maroc, voire à la Roumanie ou à la Bulgarie, d'après Natixis qui affirme que la Chine "ne sera bientôt plus un endroit compétitif pour produire avec la forte hausse des coûts de production".

"Autour de 2015, la fabrication de beaucoup de produits destinés aux consommateurs américains sera aussi bon marché dans certaines parties des Etats-Unis qu'en Chine", anticipaient de leur côté des chercheurs du Boston Consulting Group (BCG) dans une étude publiée en août 2011.

Déjà, la société Slek Audio a rapatrié depuis la Chine en Floride la fabrication de casques haut de gamme, et NCR a ramené de Chine la production de distributeurs de billets dans une usine qui emploiera 870 personnes à Columbus, dans l'Etat américain de Géorgie, à partir de 2014, selon BCG.

Adidas a annoncé la semaine dernière la fermeture de sa dernière usine détenue en propre en Chine, où il possède toutefois encore un réseau de 300 sous-traitants.

Les ouvriers chinois produisant des chaussures de sport sont payés au minimum 2.000 yuans (258 euros). Leurs collègues chez Adidas au Cambodge ne perçoivent eux que l'équivalent de 107 euros, a déclaré la semaine dernière le fabricant allemand.

Malgré le surcoût salarial, les craintes sur une perte de compétitivité de l'industrie en Chine dans son ensemble sont loin d'être partagées par tous les économistes.

"La plus grande part des augmentations de salaire a été compensée par une forte hausse de la productivité" des ouvriers chinois, a déclaré à l'AFP Louis Kuijs, directeur de projet au Fung Global Institute, un organisme de recherche spécialisé sur les économies asiatiques.

La productivité du travail a même augmenté plus vite que les salaires dans le delta de la Rivière des Perles (sud), au coeur de "l'usine du monde", d'après 200 entreprises interrogées au début de l'année par la banque Standard Chartered.

Les salaires des 167 millions d'ouvriers migrants, en général parmi les plus mal payés du pays, ont progressé de 14,9% pour atteindre en moyenne 2.200 yuans (282 euros), a annoncé mi-juillet le gouvernement chinois.

En 2010 et 2011, des hausses parfois très importantes avaient été obtenues suite à des grèves dans des entreprises à capitaux japonais comme Toyota et Honda ou après une vague de suicides chez le géant taïwanais de l'électronique Foxconn.

"Après plusieurs années d'augmentation rapide des salaires, du foncier et d'appréciation du (yuan), la part de la Chine dans les exportations mondiales de produits bas de gamme a commencé à chuter", constate Wang Qinwei, spécialiste de la Chine chez Capital Economics.

"Mais cela a été compensé par une part de marché plus élevée dans les produits haut de gamme", ajoute cet expert.

De plus, *"le Guangdong (sud) et les autres provinces côtières ont un énorme avantage par rapport à l'Asie du Sud-Est et à l'Asie du Sud en termes d'efficacité de leur réseau de fournisseurs, d'importance des économies d'échelle et de fiabilité de leur environnement d'affaires"*, a expliqué à l'AFP Alistair Thornton, économiste chez IHS Global Insight basé à Pékin.

Enfin, les investisseurs qui délaissent une Chine côtière devenue plus onéreuse peuvent se tourner vers l'intérieur du pays, *"où les terrains, les salaires et l'énergie sont moins chers"*, souligne M. Thornton.

Commentaire.

Cet article est très approximatif, trop pour en tirer des conclusions. Entre des salaires inférieurs à 300 euros par mois et des salaires aux alentours de 2.000 euros en France en incluant les cotisations sociales, il reste une marge énorme. J'ai pris 2.000 euros comme référence, c'est sans doute plus en ajoutant tout ce qui est assimilable à la plus-value produite par les travailleurs, par exemple le 1% pris sur le chiffre d'affaires pour le fonctionnement des CE...

Document

Articles de presse d'août 2012

Table des matières

France

Politique

- France-Bahreïn : quand François Hollande reçoit un dictateur. (09.08)
- Appel à faire cesser l'agression contre la Syrie et à refuser la participation de la France à celle-ci. (20.08)
- La France, victime de son allégeance aux USA. (22.08)
- Le traité budgétaire européen exige un vrai débat démocratique. (29.08)

Social

- Air France dénonce des accords d'entreprise des hôtesses et stewards. (09.08)
- La dégringolade de l'intérim, mauvais présage de plus pour l'emploi. (15.08)

International

Politique

- Le Venezuela étrenne son adhésion au Mercosur par un accord qui en augure d'autres. (01.08)
- Israël. Préparatif de guerre contre l'Iran. (13.08)
- Syrie : des vidéos montrent des rebelles jetant des corps d'un toit. (14.08)
- "*L'Arabie saoudite doit être décrite comme une dictature*". (14.08)
- Syrie: une chimère made in USA. (15.08)
- L'Equateur accorde l'asile politique à Julian Assange. (17.08)
- Al Jazeera, la défaite de l'information arabe. (19.08)
- Tunisie: le patron de la chaîne des Guignols locaux va en prison. (26.08)

Social

- Espagne : rébellion de médecins. (09.08)
- Des milliers d'épargnants espagnols ruinés par des produits toxiques. (09.08)
- Espagne: taxer les élèves apportant leur repas, une idée qui scandalise. (13.08)
- Portugal : récession et chômage record. (15.08)
- Opel va recourir au chômage partiel dans sa plus grosse usine (17.08)
- Esclavage moderne ? Les conditions de vie effroyables des équipages des navires de croisière. (20.08)
- En Afrique du Sud, la misère cerne les mines de platine. (24.08)
- Le président péruvien trébuche sur une mine d'or. (25.08)
- Unilever se prépare à un «*retour de la pauvreté*» en Europe. (28.08)
- Il faut renforcer la mobilité des travailleurs européens. (28.08)

Economie

- Madrid face à une fronde des régions qui menace sa crédibilité. (02.08)
- Italie. La plus grande usine sidérurgique d'Europe menacée de fermeture. (14.08)
- Quand les escrocs en col blanc gouvernent impitoyablement, sans foi ni loi. (27.08)
- Le scandale de l'Euribor – Complicités entre banquiers et gouvernements sur l'art de ruiner les citoyens. (27.08)

Un article de l'AFP du 31 juillet 2012

Le Venezuela étrenne son adhésion au Mercosur par un accord qui en augure d'autres. (01.08)

Après six ans d'attente, le Venezuela a célébré mardi au Brésil son entrée au sein du Mercosur en signant une promesse d'achat de 20 avions au Brésilien Embraer, révélant un fort potentiel d'échanges entre le pays pétrolier et le marché commun du cône sud-américain.

Le président vénézuélien Hugo Chavez s'est déclaré *"très intéressé"* par la perspective de *"sortir du modèle pétrolier"* qu'offre selon lui cette adhésion au sein du bloc créé en 1991 et qui comprend le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay (actuellement suspendu).

Peu auparavant, il avait signé avec le Brésil un accord portant sur l'achat de 20 avions commerciaux au constructeur brésilien Embraer, d'une valeur de 900 millions de dollars.

Le contrat prévoit la livraison d'ici à la fin de l'année de six premiers appareils de type E-190 pour un montant de 270 millions de dollars. Il inclut également 14 options d'achat pour des appareils du même modèle.

Cet accord, négocié depuis décembre 2011, est le premier de ce type signé entre les deux pays, après la vente avortée au Venezuela d'appareils militaires Supertucano, de fabrication brésilienne.

L'entrée dans le Mercosur de ce pays disposant des plus importantes réserves de pétrole au monde a été approuvée fin juin après la suspension du Paraguay, à la suite de la destitution de l'ex-président paraguayen Fernando Lugo le 22 juin dernier. Le Sénat du Paraguay bloquait l'intégration du Venezuela depuis 2006.

Lors de ce sommet extraordinaire à Brasilia, M. Chavez a reçu des témoignages de bienvenue de ses pairs brésilienne Dilma Rousseff, argentine Cristina Kirchner et uruguayen José Mujica.

Mme Rousseff a salué l'arrivée de ce nouveau membre devant la presse, estimant que désormais, après *"les quatre pays les plus riches du monde, les Etats-Unis, la Chine, l'Allemagne et le Japon, le Mercosur constituait la cinquième économie mondiale"*.

Selon elle, l'adhésion du Venezuela érige cette union douanière en *"puissance énergétique et alimentaire mondiale"*, alors que son homologue argentine a vu dans ce bloc renforcé un nouveau *"pôle de pouvoir"*.

De son côté, M. Chavez a salué une nouvelle opportunité de développer l'agriculture, l'industrie et le tourisme dans son pays.

"Le Mercosur représente sans aucun doute la plus grande locomotive existante pour préserver notre indépendance et accélérer notre développement global", a-t-il estimé.

Avec le Venezuela, le PIB du Mercosur va représenter 83,2% de la richesse produite sur le continent sud-américain et sa population 270 millions de personnes (soit 70% de la population continentale).

Le Venezuela, dont l'économie est largement étatisée, sera officiellement membre du Mercosur à partir du 12 août prochain, mais aura jusqu'en 2016 pour se mettre en conformité avec les règles commerciales du bloc, ont décidé les ministres des Affaires étrangères du marché commun lors d'une réunion lundi soir à Brasilia.

Le Brésil espère néanmoins que d'ici à 2013, le Venezuela aura intégré les règles générales de fonctionnement du Mercosur et abaissé ses barrières douanières, selon une source du ministère brésilien de Affaires étrangères.

La forte demande vénézuélienne en biens de consommation et alimentaires devrait bénéficier au Brésil et à l'Argentine, gros producteurs de denrées comestibles, et dans une moindre mesure à l'Uruguay.

Un article de l'AFP du 1er août 2012

Madrid face à une fronde des régions qui menace sa crédibilité. (02.08)

Furieuses de se voir imposer par Madrid un seuil d'endettement jugé intolérable, plusieurs régions espagnoles, dont la Catalogne et l'Andalousie, mènent une fronde qui menace la crédibilité du gouvernement, pourtant pressé de donner des gages à l'Europe.

"La Catalogne et l'Andalousie dynamitent la stratégie de Rajoy contre le déficit" du pays, résumait mercredi le journal de centre-droit El Mundo, alors que l'Espagne tente de convaincre ses alliés européens qu'elle va réduire sa dette et son déficit.

Le chef du gouvernement de droite, Mariano Rajoy, qui reçoit jeudi son homologue italien, Mario Monti, semble de plus en plus pris en tenailles: d'un côté les exigences de Bruxelles, qui pourrait devoir prêter plus à l'Espagne que les cent milliards d'euros déjà accordés aux banques, de l'autre, les régions étouffées par une cure d'austérité sans précédent.

Trop c'est trop, disent en chœur la Catalogne, qui compte pour environ 18% du PIB national, et l'Andalousie, la plus peuplée des 17 régions autonomes, qui pèse pour 13,5% du PIB de l'Espagne.

Ces deux poids lourds mènent la fronde contre les mesures gouvernementales annoncées mardi, visant à limiter la dette des régions à 15,1% de leur PIB cette année et à 16% en 2013.

La Catalogne, dirigée par la coalition nationaliste CiU, a boycotté la réunion avec le gouvernement et l'Andalousie, dirigée par la gauche, en a claqué la porte.

Deux régions plus petites, les Asturies et les Canaries, ont voté contre les mesures, dénonçant les efforts jugés trop lourds qui leur sont imposés.

"C'est l'application des normes européennes". "Nous exigeons des régions ce que l'Europe exige de nous", a souligné le ministre du Budget, Cristobal Montoro.

Car pour remettre de l'ordre dans ses finances publiques, l'Espagne devra obligatoirement imposer à ses régions, qui bénéficient d'un large degré d'autonomie, une stricte discipline budgétaire.

A elle seule, la Catalogne, au bord du gouffre financier et qui a annoncé mardi la suspension des subventions aux organismes sociaux, devrait accumuler plus du quart des 160,1 milliards d'euros de dette régionale prévus par le gouvernement en 2012.

Luttant farouchement pour préserver son statut d'autonomie, elle rechigne, malgré ses difficultés, à recourir au fonds d'aide de 18 milliards créé par Madrid et refuse le plafond de 22,81% de dette imposé pour cette année.

Même position du président socialiste d'Andalousie, José Antonio Grinan, qui a demandé à M. Rajoy de revoir l'objectif pour sa région de 12,07% d'endettement en 2012.

"C'est une demande disproportionnée dont l'unique objectif est de faire plier" les citoyens, a dénoncé la ministre andalouse de l'Economie, Carmen Martinez Aguayo, soulignant que pour sa région, le nouveau seuil supposerait de nouvelles coupes de trois milliards d'euros en 2013, dans les services de base que sont la santé et l'éducation.

"L'insoumission n'est pas possible", a réaffirmé mercredi la secrétaire d'Etat au Budget, Marta Fernandez Curras, brandissant la menace de sanctions.

Car *"le manque de cohésion interne est hautement préoccupant pour la crédibilité internationale de l'Espagne à un moment clef pour son économie et celle de la zone euro"*, relève le journal catalan La Vanguardia.

Cette fronde tombe au plus mauvais moment, car les alliés de l'Espagne plaident auprès de l'Allemagne pour qu'elle accepte de voir la Banque centrale européenne (BCE) relâcher les cordons de la bourse et acheter de la dette de l'Espagne et de l'Italie, au moment où ces deux pays ont du mal à se financer.

D'autant que, selon les analystes de Renta4, *"l'Allemagne serait disposée à aider l'Espagne en réduisant la pression des marchés sur la dette, mais en échange de plus d'économies, principalement dans l'éducation et la santé"*, deux secteurs qui relèvent des compétences régionales et ont déjà largement payé depuis l'an dernier.

Un article de lepoint.fr du 7 août 2012

Espagne : rébellion de médecins. (09.08)

À partir du 1er septembre, les sans-papiers ne pourront plus être soignés gratuitement. Les médecins se mobilisent contre ce décret.

Près de 900 médecins ont signé un manifeste où ils s'engagent à "*continuer à soigner*" leurs patients en situation irrégulière dans le service public, en dépit du décret qui limitera en Espagne à quelques cas l'assistance universelle aux sans-papiers à partir du 1er septembre. "*Ma loyauté envers les patients ne me permet pas de manquer à mon devoir éthique et professionnel et de commettre un abandon*", explique le texte que 870 médecins avaient déjà signé sur Internet mardi.

En le ratifiant, ils entrent dans un réseau d'"*objecteurs de conscience*" lancé en juillet par la Société espagnole de médecine de famille et communautaire (semFYC), qui compte 19 500 médecins membres. Ils réagissent ainsi à une mesure controversée du gouvernement conservateur, engagé dans un effort de rigueur sans précédent pour tenter de réduire son déficit public jusqu'à moins de 3 % du PIB en 2014.

Plus accès au système gratuit de santé publique

À partir du 1er septembre, les immigrés en situation irrégulière n'auront plus accès au système gratuit de santé publique. Parmi les sans-papiers, seuls les urgences, pour maladie ou accident, le suivi de grossesse, accouchement et post-partum et l'assistance sanitaire aux moins de 18 ans seront assurés gratuitement. Cette décision, ajoutée à une mesure visant à limiter "*le tourisme sanitaire*" des Européens non-résidents disposant d'une assurance privée ou couverts dans leurs pays d'origine, permettra d'économiser "*environ un milliard d'euros par an*", ajoutait-il.

Comme en réponse au malaise des médecins, le ministère de la Santé a indiqué mardi qu'il travaillait à la création de "*conventions*" payantes qui permettront notamment aux citoyens non-européens "*d'être reçus dans le système public*", sans donner le détail des montants envisagés. Ce communiqué fait suite à une information publiée mardi par le journal El País, qui avance que les moins de 65 ans devraient payer 710,40 euros par an. Une somme qui bondirait jusqu'à 1 864,80 euros par an pour les plus âgés.

Un article de l'AFP du 6 août 2012

Air France dénonce des accords d'entreprise des hôtesses et stewards. (09.08)

Air France a dénoncé des accords d'entreprises à durée indéterminée régissant l'activité de ses hôtesses et stewards après le rejet d'un projet de gain de productivité, a-t-on appris lundi auprès de la direction et de syndicats, une dénonciation qui n'aura pas d'effet immédiat.

Dans un courrier, daté du 27 juillet, envoyé aux organisations syndicales, la direction de la compagnie française indique *"poursuivre le processus de dénonciation suspendu le temps de la négociation"* sur l'organisation du travail et les rémunérations du personnel navigant commercial (PNC).

Dix textes régissant notamment des indemnités ou les conditions d'hébergement pendant les escales, ont été dénoncés. Ils fixent entre autres des modalités d'application de dispositions figurant dans un accord collectif à durée déterminée qui lui ne peut être dénoncé avant le 31 mars 2013.

Ces accords et conventions à durée indéterminée continuent légalement de s'appliquer pendant une durée maximale de 15 mois après la dénonciation, sauf si un nouvel accord intervient avant ce terme et s'y substituent, précise la direction.

Concrètement, la direction ne peut *"pas toucher au temps de vol, à la rémunération, la productivité ni à la carrière avant avril 2013"*, résume Franck Mikula, délégué du syndicat Unac.

Au printemps, Air France a tenté d'échafauder un nouveau projet collectif, ainsi qu'une refonte de deux protocoles d'accord (composition d'équipage et service à bord du moyen-courrier), avec en ligne de mire un gain de productivité de 20% pour sortir de ses difficultés financières.

La direction prévoyait notamment d'augmenter des heures de vol, sans hausse de la rémunération: 620 heures par an en moyen-courrier (contre 535 actuellement), 720 heures par an en long courrier (contre 680 actuellement).

L'Unac évoque une *"opération de nettoyage au lance-flamme du socle contractuel des PNC d'Air France"* et s'inquiète, en particulier, de la dénonciation de l'accord sur l'embauche de PNC étrangers à l'Union européenne (qui donnait l'obligation d'embaucher ces navigants en CDI et de les baser à Paris, rendant obligatoire le paiement des cotisations sociales en France).

"Nous voulons maintenir la politique contractuelle. Nous préférons arriver à des accords, même s'ils sont parfois inférieurs à ceux que nous avons avant, mais au moins nous créons des périodes de stabilité d'une certaine durée plutôt que des règlements qui peuvent changer à n'importe quel moment", dit M. Mikula

L'Unac et le SNPNC-FO demandent la réouverture de négociations, ce que la direction refuse pour le moment, estimant que les syndicats ont eu le temps de négocier au même titre que les personnels au sol et les pilotes.

En cas de refus persistant de la direction, *"on sera obligés de se lancer dans une épreuve de force"*, prévient M. Mikula, selon qui d'ici fin août, l'Unac pourrait déposer un préavis de grève.

Dans le cadre d'un plan de restructuration du groupe Air France-KLM dont l'objectif est d'économiser 2 milliards d'euros à l'horizon 2015, Air France a décidé de réorganiser le travail de ses personnels (filiales comprises) afin d'augmenter leur productivité pour retrouver de la compétitivité.

Un article de lepoint.fr du 6 août 2012

France-Bahreïn : quand François Hollande reçoit un dictateur . (09.08)

Le président de la République a accueilli en catimini le roi Hamed de Bahreïn, dont le régime étouffe dans le sang la révolte de sa population.

Le colonel Kadhafi, Bachar el-Assad..., le perron de l'Élysée croyait la page des dictateurs arabes invités en France tournée. Deux mois après son accession à la tête de l'État, François Hollande semble pourtant perpétuer la tradition présidentielle, en secret. C'est en catimini que le "*président normal*" a reçu le 23 juillet dernier le roi de Bahreïn, Hamed ben Issa Al Khalifa, à la tête d'une dynastie sunnite au pouvoir depuis deux cents ans. En effet, aucune mention sur l'agenda élyséen, aucune alerte à la presse ne sont venues annoncer cette visite de premier plan. "*Cette rencontre était à l'évidence une réception officielle*", signale au Point.fr Jean-Paul Burdy*, professeur d'histoire à l'Institut d'études politiques de Grenoble, qui relate l'affaire sur son site. Ce spécialiste de Bahreïn en veut pour preuve le fait que le roi a été accueilli à l'aéroport par la garde républicaine française.

Pourquoi un tel silence ? Il faut dire que Bahreïn n'est pas n'importe quel pays. Cela fait un an et demi que le royaume réprime dans le sang la révolte chiite : la communauté majoritaire de ce minuscule État de 1 230 000 habitants (dont 550 000 nationaux) exige du pouvoir sunnite des élections libres et la fin des discriminations à son égard. Selon Amnesty International, au moins 60 personnes ont été tuées depuis mars 2011, après que l'Arabie saoudite a dépêché sur place un millier de ses soldats pour réfréner toute velléité révolutionnaire.

Un tweet donne l'alerte

Ironie du sort, c'est justement par un tweet (relayé par le Figaro.fr) qu'une journaliste politique de l'Agence France-Presse, accréditée à l'Élysée, s'est chargée de donner l'alerte, le 23 juillet à 11 heures du matin. Évoquant une "*visite-surprise*", en tout cas "*pour les journalistes AFP*", elle joint à son texte une photo montrant François Hollande aux côtés du roi Hamed ben Issa Al Khalifa, sur le perron de l'Élysée. Quelques heures plus tard, la présidence de la République explique que l'entretien a porté sur la situation en Syrie ainsi que sur "*le risque de prolifération des armes de destruction massive*". Autrement dit sur le dossier nucléaire de l'Iran, pays que Manama accuse de fomenter les troubles à Bahreïn.

Le lendemain, c'est Laurent Fabius qui reçoit son homologue bahreïni Khalid ben Ahmed al-Khalifah. Celui-ci annonce que la France va aider Bahreïn à mettre en oeuvre des réformes judiciaires ainsi que des mesures en faveur de la liberté de la presse et des droits de l'homme, rapporte l'AFP. De son côté, le Quai d'Orsay indique que le chef de la diplomatie française a "*encouragé les autorités bahreïnies à poursuivre leurs efforts pour permettre un apaisement durable des tensions que connaît le royaume*".

Des tensions qui, pourtant, restent extrêmement vives. Durant tout le mois de juillet, les forces de sécurité ont arrêté plus de 240 personnes alors qu'une centaine d'autres ont été blessées dans des heurts avec la police, selon le principal groupe de l'opposition chiite, Al-Wefaq. Deux semaines avant la visite du roi en France, l'opposant emblématique Nabeel Rajab a été condamné à 3 mois d'emprisonnement pour avoir critiqué dans un tweet le Premier ministre bahreïni, et oncle du roi, Cheikh Khalifa. "*Des manifestations ont lieu en permanence dans les quartiers chiites périphériques de Manama*", indique pour sa part Jean-Paul Burdy, selon qui "*le régime n'est pas menacé, mais la situation pas normalisée non plus*". Le 1er août, l'ONG des Médecins pour les droits de l'homme (PHR) a ainsi condamné l'utilisation par le gouvernement bahreïni de grenades lacrymogènes dans un but létal. Dans un rapport, le directeur adjoint de PHR affirme que des tirs de grenades lacrymogènes visent "*directement des civils dans leur voiture, dans leur maison, ou dans d'autres espaces fermés où les effets toxiques sont exacerbés*".

Coopération sécuritaire ?

S'il demeure la principale cible des manifestants de la Perle (place centrale de Manama, NDLR), le roi Hamed, au pouvoir depuis dix ans, s'inscrit-il pour autant dans la lignée des Muammar Kadhafi et autres Bachar el-Assad ? "*Absolument pas*", insiste Jean-Paul Burdy. "*La répression est bien moins sanglante à Bahreïn et le roi n'en est sans doute pas l'acteur principal*." Conscient de l'impasse politique que traverse son pays, Hamed ben Issa Al Khalifa a bien tenté d'accorder des concessions à l'opposition. Il a notamment

mis sur pied en juin 2011 une commission d'enquête internationale indépendante sur les incidents qui ont frappé le pays trois mois plus tôt. Le rapport qui en a découlé dénonce un *"usage excessif et injustifié de la force"* du régime.

Problème : l'appareil sécuritaire reste entre les mains du puissant Premier ministre Cheikh Khalifa, véritable chef de l'État depuis près de cinquante ans. *"Ce qui est certain, c'est que le roi Hamed est aujourd'hui le dirigeant d'un régime répressif"*, souligne le spécialiste du royaume. Voilà qui expliquerait pourquoi l'Élysée s'est contenté d'un *"service minimum"* pour la venue du souverain. Pas de journalistes, pour ne pas s'attiser de foudre médiatique, mais aussi pour ne pas accorder au royaume une vitrine internationale, ce dont il a aujourd'hui grand besoin pour sa propagande intérieure. Si le *"silence radio"* français s'est révélé efficace, il a été trahi par la presse bahreïnie, qui a surexploité à l'excès la visite royale en capitale occidentale.

Le *"message"* de la France

Surtout, l'agence de presse officielle BNA a apporté ses propres précisions sur la future coopération entre les deux pays. À l'en croire, les opposants bahreïnis ont de quoi s'inquiéter : outre la presse, la collaboration concernerait *"les domaines politique, de la défense, de l'éducation, de la culture et de la technologie"*. Une perspective qui a suscité l'inquiétude de six associations de défense des droits de l'homme, dont Amnesty International, la Fédération internationale des droits de l'homme et Human Rights Watch. Dans une lettre commune rendue publique le 2 août, les ONG appellent François Hollande à *"indiquer clairement que la France déplore l'échec de Bahreïn dans la mise en oeuvre des recommandations les plus importantes de la commission d'enquête indépendante de Bahreïn, à savoir la libération des personnes emprisonnées pour l'unique exercice de leurs droits à la liberté d'expression et de rassemblement pacifique"*.

Contactée par le Point.fr, une source proche du dossier affirme que les deux pays ont simplement discuté de la possibilité de créer une haute autorité s'intéressant à l'ensemble des relations entre les deux pays. *"C'est seulement lorsque le comité sera mis en place que les domaines de coopération seront formalisés"*, ajoute-t-elle. Interrogée sur le bien-fondé d'un tel rapprochement, étant donné la répression en cours à Bahreïn, la source précise que ce genre de collaboration est un moyen pour Paris de faire passer à Manama le *"message selon lequel la France soutient le processus des réformes entreprises dans le pays"*.

Un article de lexpansion.com du 8 août 2012

Des milliers d'épargnants espagnols ruinés par des produits toxiques. (09.08)

Les Etats-Unis ont eu les subprimes. L'Espagne découvre les "*participations préférentielles*", des titres très complexes et très risqués qui ont siphonné l'épargne de 710 000 familles.

Les "*participations préférentielles*, c'est le scandale du siècle en Espagne": Inocencio Merino, ouvrier à la retraite, se dit victime, comme des centaines de milliers d'autres, de "*l'escroquerie*" de la vente des produits financiers à risques que le gouvernement va réformer.

Depuis l'annonce du sauvetage public de Bankia en avril, qui a précipité une aide européenne au secteur bancaire espagnol de cent milliards d'euros au maximum, les plaintes de petits épargnants s'accumulent, ruinés par des "*produits toxiques*". Parmi ces actifs aux noms rébarbatifs, vendus à tout va depuis la crise, les "*participations préférentielles*", titres très complexes et risqués, remportent la palme: 710.000 familles sont concernées sur environ un million de foyers touchés par les produits risqués, selon l'association des usagers des banques Adicae, qui a déjà reçu plus de 30.000 plaintes.

"Au total, 30 milliards de ces produits toxiques ont été vendus depuis 1999, dont quelque 26 milliards sont des participations préférentielles", explique Javier Contreras, un responsable de l'Adicae. Les banques y ont vu l'avantage de faire apparaître un bilan de fonds propres "*renforcé*". Le client s'est lui retrouvé avec "*son épargne totalement immobilisée dans un produit à vie, devenant un actionnaire sans droit de vote*". Et sans avoir été informé des risques comme l'exige la norme européenne Mifid, dénonce l'Adicae.

Une épargne volatilisée

Bankia, produit de la fusion d'anciennes caisses d'épargne, concentre, avec la CAM et Novagalicia, la grande majorité des plaintes en cours. Inocencio, ancien ouvrier métallurgiste de 68 ans, a placé ses économies, 12.000 euros, dans des participations préférentielles de CajaMadrid (Bankia) en septembre 2010, faisant confiance à sa banque de "*toda la vida*", de toujours. "*C'est un placement sûr qui rapporte 7% et vous pourrez récupérer votre argent en 2014, m'a dit ma banque*", raconte-t-il. "*Je ne savais même pas que j'avais acheté des participations préférentielles. Ils m'ont parlé d'actifs financiers*", se souvient-il, totalement abattu.

"Mes parents n'ont pas de bagage scolaire. Ma mère voulait un produit sans risque. On leur a dit qu'ils récupéreraient leur argent en 2014 mais c'était uniquement verbal", regrette sa fille, Magdalena, employée au chômage de 43 ans. "*Ils ne les ont même pas appelés!*" pour les prévenir que le versement des intérêts s'interrompait et qu'ils ne pouvaient pas récupérer leur argent pour l'instant à cause des problèmes de Bankia, s'insurge-t-elle. Comme pour les autres, "*la forme de commercialisation a été irrégulière pour manque d'information, abus de confiance*", affirme Javier Contreras.

Ce "*camouflage est particulièrement flagrant au vu du grand nombre d'épargnants d'âge très avancé (80-90 ans). Au point que l'autorité boursière espagnole a dû publier un note d'information en avril 2009*", rappelle l'Adicae. "*Il y a des produits de caractéristiques similaires dans d'autres pays européens, mais le problème qui se pose en Espagne c'est la vente massive à des personnes non qualifiées, avec des irrégularités dans la commercialisation*", renchérit l'association espagnole des actionnaires minoritaires des entreprises cotées (AEMEC).

Elle dénonce aussi "*le manque de supervision de la Banque d'Espagne*". Des épargnants ont obtenu leur remboursement total devant la justice tandis que les associations dénoncent les produits d'échange proposés par les banques mais souvent avec de fortes décotes. Face à ce scandale et sous pression de l'Union européenne, le ministre de l'Economie Luis de Guindos a annoncé pour fin août "*une nouvelle régulation de la commercialisation des produits complexes, comme les participations préférentielles*". Reste qu'Inocencio, comme des milliers d'autres petits épargnants, s'attend au pire: "*Ma femme pense qu'on a tout perdu*".

Un article du figaro.fr du 12 août 2012

Israël. Préparatif de guerre contre l'Iran. (13.08)

(Titre du figaro.fr : *Israël accélère ses préparatifs de défense.*)

Les dirigeants multiplient les déclarations martiales et l'armée redouble d'activité.

Une atmosphère de veille d'armes règne en Israël. La plupart des journaux font leur une sur une possible et imminente attaque contre des installations nucléaires iraniennes. L'armée distille des informations sur l'accélération des préparatifs de défense pour faire face aux représailles iraniennes qui ne manqueraient pas de suivre une offensive israélienne. Le gouverneur de la Banque d'Israël, Stanley Fischer, reconnaît l'existence d'un plan d'urgence pour l'économie en temps de guerre. Quant à Benyamin Nétanyahou, le chef du gouvernement, et Ehoud Barak, le ministre de la Défense, ils multiplient les déclarations martiales sur une «*option militaire*» à laquelle l'État hébreu pourrait recourir dès cet automne, sans le feu vert explicite des Américains.

Cette brusque montée de tension se reflète dans les sondages: 37 % des Israéliens estiment qu'un nouvel Holocauste est possible si l'Iran parvenait à se doter de l'arme nucléaire. Les médias relaient, il est vrai, des informations ayant de quoi sérieusement inquiéter la population. Un exemple: le quotidien Haaretza cité récemment des estimations de responsables du ministère de la Défense prévoyant qu'une attaque de missiles de l'Iran et du Hezbollah libanais, allié de Téhéran, provoquerait la mort de quelque 300 civils.

Construction d'installations souterraines

Les militaires sont sur le qui-vive. «Nous devons nous préparer à combattre sur plusieurs fronts à la fois», affirme le général Benny Gantz, le chef d'état-major. Détail important: le plus haut gradé est, selon tous les médias, hostile à une offensive israélienne contre l'Iran, de même que les dirigeants actuels du Mossad, et Shimon Pérès, le président.

Pour contrer ces oppositions, Benyamin Nétanyahou proclame haut et fort que «*dans une démocratie, c'est aux dirigeants politiques de décider et aux militaires d'exécuter*». Il a également rappelé qu'en 1981 Menahem Begin, premier ministre de l'époque, avait rejeté les objections des militaires et des services de renseignements et donné l'ordre de détruire une centrale nucléaire construite par la France près de Bagdad.

Sur le terrain, l'armée met effectivement les bouchées doubles. Les batteries de missiles antimissile disséminées sur le territoire israélien vont être équipées dans les prochaines semaines d'un nouveau système améliorant leurs capacités d'interception en vol. Par précaution, les militaires ont décidé de répartir les stocks de munitions dans un plus grand nombre de bases afin que les pertes soient limitées en cas d'attaques ciblées de missiles. L'armée a également emmagasiné dans des usines civiles des dizaines de milliers de rations alimentaires de combat et d'autres équipements.

Les militaires ont aussi amélioré le réseau de routes logistiques afin que les troupes sur le front, notamment le long de la frontière avec le Liban et la Syrie, puissent être ravitaillées à temps. Pour compléter le tout, le ministère de la Défense a donné son feu vert à la construction de trois installations souterraines qui abriteront des stocks d'armes, de munitions, de carburants et des pièces détachées. L'ensemble sera fortifié afin de résister à des explosions de missiles.

Complément lepoint.fr du 12 août : Israël teste une alerte SMS en cas d'attaque de missiles.

L'armée israélienne a annoncé le lancement dimanche d'un test à l'échelle du pays d'un système d'alerte par le biais de messages SMS destinés à prévenir la population civile en cas d'attaques de missiles.

Selon les médias, cet exercice est destiné à préparer la défense de la population civile à d'éventuels tirs de missiles ou de roquettes de la part de l'Iran ou du Hezbollah libanais, qui pourraient suivre une attaque israélienne contre les installations nucléaires iraniennes. Ce scénario continuait à faire dimanche les gros titres d'une partie de la presse israélienne.

Un article de l'AFP du 12 août 2012

Espagne: taxer les élèves apportant leur repas, une idée qui scandalise. (13.08)

L'idée fait sauter au plafond les parents d'élèves et l'opposition de gauche: certaines grandes régions d'Espagne comme Madrid, Valence et la Catalogne, en pleine chasse au déficit, veulent autoriser les élèves à apporter leur repas à l'école, mais en les faisant payer.

Ces régions affirment qu'il s'agit d'offrir pour la première fois aux enfants la possibilité de venir avec leur panier-repas. En échange, les familles verseraient une participation, qui pourrait atteindre jusqu'à trois euros, afin de couvrir les frais d'entretien et de surveillance du réfectoire.

"Ce qui va se faire, c'est permettre aux centres scolaires de donner leur feu vert à l'entrée des +tupperware+ à l'école", explique Ignacio Gago Fornells, porte-parole du ministère de l'Education de la région de Madrid.

"Jusqu'à aujourd'hui ce n'était pas permis en Espagne, sauf dans des cas exceptionnels" comme les allergies alimentaires, résume-t-il.

Dans la région de Madrid, environ 40% des 324.000 élèves des 791 écoles publiques sont rentrés déjeuner chez eux durant l'année 2011-2012.

L'idée, selon ces régions, est donc de permettre aux parents d'économiser en ces temps de grave crise et de chômage record qui touche un actif sur quatre.

"Inadmissible!", s'insurge Jesus Maria Sanchez, président de la Confédération espagnole des associations de pères et mères d'élèves (Ceapa).

Car pour lui, *"ce qui se cache derrière, c'est la volonté d'en finir avec les aides publiques fournies aux élèves qui en ont besoin"* et *"le démantèlement de l'école publique"*.

La région de Madrid reconnaît que ses bourses pour la cantine vont passer de 29 millions d'euros pour l'année 2011-2012, à 16 millions d'euros pour la prochaine année scolaire.

Le gouvernement de Catalogne a annoncé fin 2011 qu'il réduisait de 3,7 millions d'euros sa contribution aux aides à la restauration scolaire. Cette région, où le repas quotidien est l'un des plus chers (jusqu'à 6,20 euros), a annoncé la première qu'elle ferait payer jusqu'à 3 euros l'accès au réfectoire.

Valence jure, elle, que, malgré les coupes budgétaires, elle va maintenir cette aide qui *"est l'un des investissements les plus importants de la région, avec plus de 70 millions annuels et 80.000 élèves qui bénéficient d'une aide à 100%"*.

Il s'agit pour elle de soutenir les 50% d'élèves qui n'ont pas de bourse et dont les parents veulent faire des économies sur un repas qui coûte 4,25 euros par jour, la participation envisagée ne devant pas dépasser 1,45 euro.

Miquel Soler, un responsable socialiste de la région de Valence, comme la Ceapa, n'y croit pas du tout.

Pour lui, *"le gouvernement attaque les secteurs les plus défavorisés et ne protège absolument pas les principes de base comme garantir que personne n'abandonne les études pour des raisons économiques"*.

De plus, le panier-repas pose un double problème, relève Jesus Maria Sanchez: la conservation des aliments et l'obésité chez l'enfant. Une inquiétude partagée par des médecins.

"Je ne crois pas qu'il y ait la possibilité de conserver les aliments réfrigérés dont a besoin un enfant en pleine croissance", dit le Dr Maria Isabel Lopez Diaz-Ufano, de la Semergen, une organisation des médecins.

Redoutant le repas facile comme le sandwich, elle met en garde contre ce repas déséquilibré et dangereux, soulignant "*la prévalence en termes d'obésité juvénile*" en Espagne.

Selon une étude européenne publiée en mai par l'Université de Saragosse, 34% des enfants espagnols âgés de 10 à 12 ans sont en surpoids et parmi eux, 8 % sont obèses.

L'Espagne est ainsi au-dessus de la moyenne européenne en terme de surpoids (30%) et en deuxième position ex-aequo avec la Slovénie, derrière la Grèce (50% en surpoids et 20% d'obèses), qui détient le record européen.

Commentaire.

Qui va payer les 100 milliards d'euros versés aux banquiers ? La réponse est ici.

Un article de l'AFP du 13 août 2012

Italie. La plus grande usine sidérurgique d'Europe menacée de fermeture. (14.08)

(Titre de l'AFP : *Ilva: tous les recours envisagés contre une fermeture du site*)

La direction de l'usine Ilva de Tarente (sud), la plus grande aciérie d'Europe, et le gouvernement utiliseront "*tous les recours possibles*" pour éviter la fermeture du site alors que la justice locale a ordonné l'interruption de l'activité pour "*catastrophe environnementale*".

Une centaine d'ouvriers ont bloqué lundi matin pendant trois heures la route nationale 7, artère reliant la ville de la région des Pouilles au reste de l'Italie, en signe de protestation contre le risque de fermeture de l'usine, selon les médias.

Les ouvriers ont annoncé peu après la fin de cette manifestation la possibilité d'une nouvelle action collective mardi.

Au même moment, le patron d'Ilva, Bruno Ferrante, un ex-préfet chargé de gérer l'entreprise dans cette phase difficile, rencontrait les représentants des autorités territoriales et les syndicats "*pour faire le point sur la situation*".

"*Des recours seront déposés auprès de toutes les instances possibles contre la décision du juge*", a déclaré à l'issue de cette réunion Mimmo Panarelli, secrétaire général de Fim, syndicat des ouvriers de la sidérurgie.

Vendredi soir, la juge Patrizia Todisco a envoyé une notification à Ilva lui interdisant de continuer la production dans le secteur "*à chaud*" (hauts-fourneaux, cokerie), se basant sur des rapports ayant démontré une surmortalité anormale à Tarente liée au rejet de grandes quantités de polluants dont la dioxine.

Les dirigeants de la plus grande usine sidérurgique d'Europe, qui produit à elle seule 9 des 28 millions de tonnes d'acier fabriquées annuellement en Italie et emploie 11.500 salariés (auxquels s'ajoutent plus de 8.000 emplois induits), sont visés par une procédure judiciaire pour "*catastrophe environnementale*".

Lundi dans la matinée, le gouvernement italien a de son côté annoncé son intention de déposer un recours devant la Cour constitutionnelle pour éviter la fermeture de la plus grande aciérie d'Europe.

"*Nous demanderons à la Cour Constitutionnelle de vérifier qu'un de nos pouvoirs n'ait pas été violé : celui consistant à mener la politique industrielle*", a expliqué le Secrétaire à la présidence du Conseil, Antonio Catricalà dans une interview à Radio Uno.

Pour M. Catricalà, la décision d'un juge de Tarente de mettre sous séquestre les installations "*à chaud*" de la plus grande aciérie d'Europe dans le cadre d'une enquête pour catastrophe environnementale, est "*disproportionnée*".

L'interruption de la production de l'Ilva serait "*gravissime pour l'économie nationale*", s'est inquiété ce haut responsable, alors que le gouvernement a alloué récemment plus de 330 millions d'euros à la dépollution et la remise aux normes de l'usine de Tarente.

Mario Monti a décidé d'envoyer une mission ministérielle sur place le 17 août formée des ministres du Développement économique Corrado Passera, de l'Environnement Corrado Clini et de la Justice Paola Severino.

Le 2 août, des milliers de salariés soutenus par les trois grands syndicats italiens avaient manifesté à Tarente pour réclamer le maintien de leur emploi, préférant, comme l'avait déclaré l'un d'eux, "*mourir de cancer que de faim*".

Un article lepoint.fr et AFP du 13 août 2012

Syrie : des vidéos montrent des rebelles jetant des corps d'un toit. (14.08)

Trois vidéos de scènes horribles ont été publiées sur YouTube. Elles n'ont pas pu être authentifiées ni datées.

Des vidéos particulièrement horribles montrant des rebelles syriens jetant des corps du toit d'un bâtiment ou égorgeant sauvagement un homme ont circulé lundi sur Internet et suscité l'indignation des ONG des droits de l'homme et de militants. Ces trois vidéos postées sur YouTube, qui n'ont pas pu être authentifiées ni datées et qui semblent avoir été tournées dans la région septentrionale d'Alep, montrent aussi un homme assassiné froidement.

Régime et rebelles, qui s'opposent depuis 17 mois en Syrie, sont accusés de violations des droits de l'homme et de meurtres. Le chef de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) Rami Abdel Rahmane a indiqué que si ces vidéos étaient authentifiées, il condamnerait fermement ces *"atrocités"*. L'un des documents montre une foule hurlant *"Allah Akbar"* (Dieu est le plus grand) en se rassemblant autour de plusieurs corps gisant sur la chaussée avant que trois autres victimes ne soient jetées du toit d'un bâtiment.

"Ce sont les héros d'al-Bab qui sont dans le bâtiment de la poste", assure le vidéaste, et lorsque le premier corps est jeté, la foule crie *"c'est un chabbih"* (un milicien progouvernemental). Les faits se déroulent dans la ville d'al-Bab, au nord d'Alep, près de la frontière avec la Turquie, mais il n'a pas été possible d'obtenir la date de cette scène atroce. Dans une autre vidéo amateur, un homme, les yeux bandés et les mains liées dans le dos, essaie de résister alors qu'un groupe le force à s'allonger sur la chaussée. *"Je préfère qu'on le tue par balle"*

Les combattants lui crient *"Assieds-toi !" et l'un d'eux crie : "Je préfère qu'on le tue par balle"*, mais un autre lui rétorque : *"Non, tais-toi !" Alors que des gens crient aussi "Allah Akbar", un homme apparaît avec un petit couteau, l'égorge et son sang se répand sur la chaussée. "C'est le sort de tous les chabbihas et ceux qui soutiennent Bachar (al-Assad)", assure le cameraman. Ce dernier ajoute "Hamdoulillah" (louange à Dieu) et demande à l'égorgeur de s'arrêter, ce qu'il ne fait pas. "Bachar, c'est le sort de ton armée et de tes chabbihas", ajoute le caméraman.*

Dans le troisième clip, tourné à Azaz dans la province d'Alep, un homme portant une barbe est sorti d'une voiture avec les mains attachées derrière le dos et jeté à terre. Un homme tire sur lui avec un pistolet et un autre l'achève avec un fusil mitrailleur. Ils tirent sur lui à plusieurs reprises et la victime meurt face au sol. *"Si cette vidéo est authentifiée, ces atrocités portent atteinte à la révolution. Cela bénéficie au régime et aux ennemis de la révolution à l'intérieur et à l'extérieur"* de la Syrie, a souligné Abdel Rahmane.

Commentaire.

Voilà la pourriture immonde que Hollande, Cameron, Obama, soutiennent et arment via le Qatar, l'Arabie Saoudite, Israël et la Turquie. Ce sont eux qui les ont produits, voire la vidéo d'Hillary Clinton où elle avoue que ce sont les Américains qui ont créé Al-Qaïda notamment.

Les auteurs de ces massacres épouvantables ne méritent pas un procès, ils ne méritent pas non plus de vivre un jour de plus, je serais d'avis de les liquider sur le champ, à ce niveau de barbarie, il n'est plus question de droit ou de valeurs, ils sont irrécupérables, il faut en prendre acte et prendre la décision qui s'impose.

Commentaires d'internautes.

1- "Comme c'est bizarre !

Alors qu'on explique depuis des mois que ces rebelles sont des enfants de choeur qui défendent le petit peuple des griffes du méchant Bachar-al-Assad..."

2- "Voilà que les médias occidentaux semblent découvrir le vrai visage des pseudos révolutionnaires qui opèrent en Syrie. Ces membres d'Al Qaeda, ces mercenaires à la solde du Qatar et de l'Arabie Saoudite ! Ce sont les mêmes qui ont sévi en Libye ! Tout ça avec le soutien actif de l'occident soi-disant bien-pensante, défenseur des droits de l'homme, de la démocratie et du droit des peuples à disposer librement d'eux-même !

Il n'y a pas si longtemps, émettre un doute sur les "bonnes" intentions de ces renégats, valait à son auteur une bordée d'insultes voire d'injures. Mais il semble que le vent soit en train de tourner et on commence à ouvrir les parapluies... Sauf que la Syrie mettra du temps à se remettre de cette guerre de déstabilisation ; mais j'espère qu'elle se souviendra de la duplicité des occidentaux dans cette affaire."

3- "Ce n'est pas nouveau hélas ! Ces innombrables bandes de barbares envahisseurs et sanguinaires opèrent de cette façon depuis 18 mois en terrorisant et massacrant civils et forces de l'ordre !"

4- Le plus terrible, c'est que ce genre de pratiques systématiques et généralisées depuis bien des mois, avaient toujours été (avec l'aide des médias occidentaux) mises sur dos du régime..."

J'ajoute un mot, c'est plus fort que moi.

Il y en a même parmi les partis dits ouvriers qui les renvoient dos-à-dos, qui les placent sur le même plan, participant ainsi à la propagande d'intoxication des gouvernements impérialistes qui agissent en sous-main en Syrie. Honte à eux !

Un article lepoint.fr du 13 août 2012

"L'Arabie saoudite doit être décrite comme une dictature". (14.08)

Deux ministres suédois ont parlé de Riyad en termes particulièrement peu politiquement corrects, lundi.

La ministre suédoise de la Défense Karin Enström a affirmé lundi que l'Arabie saoudite pouvait être qualifiée de *"dictature"*, tandis que son collègue des Affaires étrangères Carl Bildt préférait parler de *"monarchie absolue"*. *"L'Arabie saoudite est un régime autoritaire et une monarchie absolue, où sont commises de graves atteintes aux droits de l'homme"*, a écrit la ministre de la Défense dans un courrier électronique à l'agence de presse TT, transmis à l'AFP. *"Le gouvernement (suédois, NDLR) ne classe pas les pays du monde en démocraties ou dictatures, mais s'il est seulement possible de décrire l'Arabie saoudite comme une démocratie ou une dictature, alors l'Arabie saoudite doit être décrite comme une dictature"*, a-t-elle poursuivi.

La ministre, membre comme le Premier ministre du parti conservateur, avait été très largement critiquée car elle refusait de qualifier le régime de Riyad de dictature, préférant parler, comme lundi matin à la radio publique SR, d'un *"régime très autoritaire"*. Pour sa part, le chef de la diplomatie suédoise Carl Bildt a indiqué lundi sur Twitter : *"J'ai l'habitude de décrire l'Arabie saoudite comme une monarchie absolue."*

Partenariat commercial

Le prédécesseur de Mme Enström avait démissionné fin mars après des semaines de controverses sur un contrat passé avec l'Arabie saoudite pour la construction d'une usine d'armement. Ce contrat, qui fait actuellement l'objet d'une enquête, *"repousse les frontières de ce qui est faisable par les autorités suédoises"*, car il s'agit d'une aide à un régime *"dictatorial"*, estime la radio SR, qui a révélé l'affaire. L'Arabie saoudite est depuis longtemps le partenaire commercial le plus important de la Suède en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Les exportations suédoises vers le pays se sont élevées à quelque 12 milliards de couronnes (1,48 milliard d'euros) en 2011, selon le ministère des Affaires étrangères. La Suède a exporté en 2011 des armes pour une valeur de 13,9 milliards de couronnes et l'Arabie saoudite a été son deuxième meilleur client.

Commentaire.

Ce qui n'empêche pas la Suède de leur vendre des armes, l'argent n'a pas d'odeur, sauf celle du pétrole, du gaz, etc., et éventuellement celle du sang de leurs victimes.

Ce sont tous les Etats ou micro-Etats du Golfe qu'il faut qualifier de dictatures, de régimes ploutocratiques, de monarchies dégénérés, barbares après avoir adopté la charia. Que dire des Emirats Arabes Unis et du Qatar qui sur la carte du monde ne sont pas plus grands qu'un confetti et devant lesquels Fabius et Hollande se prosternent ?

Un article de lexpress.fr du 14 août 2012

Syrie: une chimère made in USA. (15.08)

Deuxième journée de notre reporter en Syrie. Où l'on croise le chef autoproclamé d'une fantomatique "Armée de libération syrienne", quelque part dans la province d'Idleb...

Le voilà enfin. Il a surgi à la mi-journée d'un minibus blanc, au pied de cette colline aride et rocailleuse, non loin des vestiges romano-byzantins de Baouda. Sanglé dans un uniforme vert olive à la coupe castriste, vierge de toute breloque, mais coiffé de la casquette assortie. Ce sera d'ailleurs là l'unique concession à la sobriété de Haytham Qdemati, alias Abou Saïd. Car pour le reste, le fondateur de la fantomatique "*Armée de libération syrienne*" (ALS), tout juste débarqué des Etats-Unis, où il vit depuis 32 ans, en fait des tonnes. L'intéressé prétend notamment fédérer par la seule force de son verbe une rébellion terriblement fragmentée, mosaïque de factions rivales. La silhouette replète, la courte barbe grise taillée avec soin, le visage rosi par la chaleur et l'effort consenti pour atteindre la première tente, fraîchement dressée, du poste avancé de sa force virtuelle : tout chez ce jeune quinquagénaire, ancien ingénieur reconverti dans l'analyse du risque financier, tranche sur l'allure rugueuse des gaillards du comité d'accueil, teint mat et faciès anguleux.

L'échange qui s'engage ne dissipera en rien ce hiatus. Didactique, enjoué, l'Oncle d'Amérique gratifie l'embryon de l'ALS, un rien décontenancé, d'une conférence de géopolitique appliquée. Sourd aux murmures, l'orateur aggrave son cas lorsqu'il avance que la Syrie de l'après-Bachar vivra en paix avec tous ses voisins, y compris, "*et je ne crains pas de le nommer*", Israël. "*Très intéressant tout ça, objecte enfin un géant barbu. Mais ce que nous voulons savoir, c'est de quels armements tu nous doteras et quand. Si tu peux nous équiper, on sera avec toi. Sinon...*" Abou Saïd ne désarme pas -ce serait le comble- pour autant. Il argumente, élude, flatte, bombarde son auditoire de promesses. Sans pour autant désamorcer une perplexité polie, mais désormais palpable.

Dieu qu'elles paraissent incongrues à cet instant, les prophéties claironnées la veille par l'un de ses assistants. Lequel prédisait une pluie de dollars et un rassemblement de 3000 volontaires, prélude à un "*changement de cap stratégique*" pour l'insurrection syrienne. "*Demain, jurait-il, nous donnerons une semaine à Bachar al-Assad pour s'effacer*". Gageons que le rais honni en a tremblé d'effroi. A vrai dire, on a dénombré autour des quatre tentes de la caserne de toile de l'ALS, plantées à 20 minutes de marches d'ici, à peine 80 combattants. Pourvus il est vrai de drapeaux maison tout neufs, mais dont guère plus d'un bon tiers arboraient un fusil d'assaut d'âge respectable. La plupart d'entre eux, figurants d'un show où il n'y avait rien à voir, vaincus par le cagnard et les rigueurs du Ramadan, avaient d'ailleurs quitté les lieux avant même l'arrivée du bienfaiteur transatlantique. Si ce dernier a quelque peu tardé, c'est qu'il a peiné à pénétrer sur le sol natal: retenu un temps par les garde-frontières turcs, il sera ensuite refoulé au poste de Bab al-Hawa, avant de se résoudre à emprunter un passage clandestin... Deux mois auparavant, Abou Saïd avait essuyé un autre échec: flanqué d'un "*général américain à la retraite*", il avait vainement prié une demi-douzaine de dignitaires villageois d'héberger en leur royaume sa troupe de rêve, sur le site initialement choisi.

Qu'à cela ne tienne. Au gré d'un monologue torrentiel, et à coups de slogans made in USA, le natif d'Alep nous révèle la formation imminente d'un gouvernement transitoire dont nul n'a entendu parler depuis lors. Il revendique aussi sans sourciller 42000 à 45000 recrues - "*on arrivera à 60000 sous peu*"-, réparties sur tout le territoire. Parmi elles, paraît-il, des chrétiens, des Druzes et même une poignée de djihadistes en cure de désintoxication idéologique. L'Armée syrienne libre, tenue d'ordinaire pour la locomotive de la rébellion? "*Une coalition disparate et incohérente, sans structure ni planification*." L'assaut final? "*Une affaire de semaines. Je viens de nommer un chef d'état-major et un directoire politique*." L'argent? "*Je n'en ai pas beaucoup. Difficile d'en collecter aux Etats-Unis, où les autorités privilégient la nébuleuse des Frères musulmans. Mais plusieurs gouvernements européens m'ont promis leur concours dès lors que j'aurai uni la résistance et écarté tout risque d'anarchie ultérieure*." Lesquels On ne le saura jamais. Quant aux moudjahidine islamistes, Abou Saïd en fait son affaire, en toute modestie. "*Je suis assez doué pour rallier en douceur les plus radicaux. Nous les absorberons par la persuasion. Inutile d'aller au clash*." Qu'on se le dise: la Syrie nouvelle sera démocratique, pacifique, ouverte, civilisée. Un modèle d'Etat de droit, inspiré par les valeurs occidentales. D'ailleurs, chacun sait qu'il n'y a, entre la Constitution américaine et la loi islamique, que des "*divergences infimes*".

Etrange personnage que ce prêcheur, emprisonné et torturé à l'en croire dès l'âge de 18 ans par les séides d'Hafez al-Assad (le père de l'autre), cofondateur en 2005 "*à Washington DC*" d'un très confidentiel Conseil

national syrien, comme étonné de se retrouver "*au sommet de cette montagne désolée, au milieu de nulle part*", loin de la Caroline du Nord, son dernier domicile connu, et de ses cinq enfants. Au mieux, un utopiste. Au pire, un mégalomane et, grommelle un rebelle dépité, "*un escroc*". Expert en décryptage des risques, Abou Saïd a-t-il au moins estimé le coût de celui qu'il prend en suscitant ainsi des espoirs chimériques?

Un article de l'AFP du 14 août 2012

La dégringolade de l'intérim, mauvais présage de plus pour l'emploi. (15.08)

Avec près de 60.000 emplois rayés de la carte en un an, le secteur de l'intérim a atteint en juin son plus bas niveau depuis mai 2010, une dégringolade de mauvais augure pour un marché du travail déjà sinistré, qui traduit aussi une flexibilité et une précarisation accrues.

Le travail temporaire, auquel a notamment recours l'industrie (45% des effectifs), est réputé précurseur des évolutions du marché de l'emploi.

Selon Pôle emploi, le secteur accusait en juin un repli de 9% sur un an, recensant 605.200 emplois, soit 59.600 de moins qu'un an plus tôt. Et les chiffres provisoires de l'Insee publiés mardi parlent de près de 20.000 emplois détruits pour le seul 2e trimestre.

"L'intérim conserve une légère avance sur le cycle économique, mais cet effet s'est atténué. L'emploi est devenu plus flexible, les contrats plus temporaires et, de ce fait, il réagit beaucoup plus vite aux inflexions de l'activité", analyse Philippe Waechter, directeur de recherche chez Natixis Asset Management.

"L'ajustement se fait en premier lieu sur les emplois les plus précaires, intérim et CDD", renchérit Eric Heyer, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), qui souligne que *"les destructions d'emplois dans l'industrie tapent d'abord dans l'intérim"*.

Thèse accréditée par l'emblématique cas PSA Peugeot Citroën, où les intérimaires figurent au premier rang des salariés menacés par le plan social annoncé avec fracas en juillet.

Les syndicats redoutent ainsi la disparition de 1.500 postes à Poissy (Yvelines), alors que 300 intérimaires seront congédiés de l'usine de Sochaux (Doubs) en octobre, emboîtant le pas à 300 de leurs collègues remerciés en juin.

Après l'effondrement lié à la crise de 2008, l'emploi intérimaire avait connu un rebond, avant de se replier de façon quasi-continue depuis l'été 2011.

Entre mai 2011 et mai 2012, la baisse des effectifs serait, selon Le Prisme, qui regroupe 600 entreprises du secteur, de 11,7% dans le BTP, 11,5% dans l'industrie et 10,8% dans les services.

"L'absence de visibilité peut être un facteur déclencheur de l'intérim. Mais là, ce n'est pas le cas, il n'y a pas de visibilité et... pas de commandes. L'attentisme pré-élections se perpétue dans la période post-élections", déplore François Roux, délégué général du Prisme.

"Jusque dans les années 1990, il y avait peu d'intérimaires, dans les 200.000. Très vite, le volume est devenu très important, s'approchant des 700.000, faisant de l'intérim non plus un élément précurseur, mais bien un élément central du marché du travail", remarque Eric Heyer.

Pour l'économiste, cette évolution témoigne d'une *"flexibilisation et d'une précarisation"* concentrées sur une population, dessinant un marché du travail dual.

"Sur 20 millions d'embauches en 2011, deux tiers concernent des contrats de moins d'un mois", souligne ainsi M. Heyer.

"Ces trois dernières années, nous avons noté une progression très importante de nouveaux intérimaires, âgés de plus de 45 ans, en provenance d'entreprises ayant fermé, surtout de PME liquidées dans la construction navale, l'automobile, l'agro-alimentaire...", relate André Fadda, de l'Union syndicale de l'intérim CGT.

"La grande majorité ont des contrats à la semaine et les périodes de chômage entre deux missions, de plus en plus longues, ne font qu'aggraver la situation", raconte le syndicaliste.

Compte tenu du contexte économique difficile ces derniers mois, *"l'intérim n'a pu jouer pleinement son rôle de tremplin vers l'emploi durable"*, admet Le Prisme.

Bien au contraire, la part des intérimaires n'a fait qu'augmenter parmi les nouveaux inscrits chez Pôle emploi, progressant de 10,2% entre juin 2011 et juin 2012.

Un article lepoint.fr du 14 août 2012

Portugal : récession et chômage record. (15.08)

Le Portugal s'est enfoncé dans la récession au deuxième trimestre tandis que le chômage a atteint un taux record, une situation qui mine les efforts du gouvernement de centre droit pour redresser une économie sous perfusion internationale depuis plus d'un an. Selon une estimation de l'Institut national des statistiques (Ine), publiée mardi, l'économie s'est contractée au deuxième trimestre de 1,2 % par rapport au trimestre précédent et de 3,3 % sur un an, alors que le gouvernement a prévu un recul de 3 % sur l'ensemble de l'année. Dans le même temps, le chômage a continué de progresser, atteignant le taux record de 15 % après 14,9 % au trimestre précédent. Récession et chômage sont en grande partie les conséquences de la potion d'austérité imposée depuis mai 2011 au Portugal par ses bailleurs de fonds, l'Union européenne et le Fonds monétaire international en échange d'un plan de sauvetage de 78 milliards.

Réaction du gouvernement

Le gouvernement de centre droit a respecté les prescriptions de ses créanciers et procédé notamment à des diminutions de salaires des fonctionnaires et des hausses d'impôts tout en mettant de nombreux ministères, notamment ceux de la Santé et de la Culture, à la portion congrue. Les mauvais chiffres de l'économie portugaise interviennent alors que la "troïka" des bailleurs de fonds du Portugal (UE-FMI-BCE) doit procéder à la fin du mois d'août à sa cinquième évaluation des mesures de rigueur mises en oeuvre par le gouvernement du Premier ministre, Pedro Passos Coelho. Les précédentes se sont conclues sur des satisfecit, mais les créanciers du pays ont à chaque fois souligné que le pays restait confronté à de "sérieux défis". L'opposition de gauche a pressé M. Passos Coelho d'obtenir de la "troïka", soit une nouvelle aide, soit des délais supplémentaires, afin de respecter les objectifs qu'elle a fixés au pays, en particulier de ramener le déficit budgétaire à 4,5 % à la fin de l'année.

Mais le Premier ministre s'est révélé inflexible, affirmant qu'il ne demanderait ni l'un ni l'autre, soucieux avant tout que son pays soit considéré comme "le bon élève" de la zone euro. La crise qui perdure et frappe en particulier l'Espagne, principal partenaire économique du Portugal, risque toutefois d'avoir un impact négatif. L'Ine a ainsi expliqué que l'aggravation de la récession était due non seulement à une diminution de la demande intérieure, mais aussi à un affaiblissement du rythme de croissance des exportations que le gouvernement considère désormais comme le principal moteur de son économie. Les exportations, selon l'Ine, ont augmenté de 6,8 % au second trimestre, alors qu'elles s'étaient accrues de 11,5 % au trimestre précédent. "*Le comportement des exportations et l'effort des entreprises pour trouver de nouveaux marchés sont fondamentaux afin d'éviter une aggravation de la récession*", a estimé l'analyste Paula Gonçalves Carvalho dans une note envoyée à l'AFP.

Chômage

Outre la récession, le chômage, qui ne cesse de croître, est devenu la principale préoccupation du gouvernement, qui n'a toujours pas trouvé la parade et encourage parfois ses concitoyens à chercher fortune à l'étranger. Le gouvernement estime toutefois que la réforme du Code du travail, entrée en vigueur en août, devrait à terme porter ses fruits. Cette réforme vise à accroître la compétitivité du travail en assouplissant les horaires et les critères de licenciement tout en supprimant des congés et des jours fériés. Mais la persistance du chômage risque d'accroître le mécontentement social, même si jusqu'à présent il est très loin d'avoir atteint des niveaux semblables à ceux d'autres pays européens, Grèce et Espagne en particulier. Alors que 49 préavis de grève ont été déposés depuis juillet, des arrêts de travail ont commencé dans les principaux ports du pays et devraient, à partir de mercredi, toucher également les transports.

Un article de Reuters du 16 août 2012

L'Equateur accorde l'asile politique à Julian Assange. (17.08)

L'Equateur a accordé jeudi l'asile politique à Julian Assange au lendemain de la menace du gouvernement britannique de procéder à l'arrestation du fondateur du site WikiLeaks dans l'ambassade d'Equateur à Londres où il est retranché depuis deux mois.

L'annonce a été faite par le ministre équatorien des Affaires étrangères, Ricardo Patino. Selon lui, l'extradition de Julian Assange vers un pays tiers sans les garanties requises est probable et tout indique qu'il ne bénéficierait pas d'un procès équitable s'il était transféré aux Etats-Unis.

"C'est une décision souveraine conforme au droit international. Cela n'a aucun sens de présumer qu'elle entraînera une rupture des relations (avec le Royaume-Uni)", a ajouté Ricardo Patino lors d'une conférence de presse à Quito.

Dans un communiqué publié sur le réseau social Twitter, Julian Assange a qualifié cette décision de l'Equateur de *"victoire historique"*.

"Ce n'est pas la Grande-Bretagne ou mon pays natal, l'Australie, qui se sont levées pour me protéger de la persécution, mais un pays d'Amérique latine courageux et indépendant", a-t-il écrit.

Le ministère britannique des Affaires étrangères s'est dit *"déçu"* de la décision de l'Equateur, mais a promis d'extrader Julian Assange. *"En vertu de la loi, M. Assange ayant épuisé tous les recours, les autorités britanniques sont dans l'obligation de l'extrader vers la Suède. Nous allons nous conformer à cette obligation"*, a déclaré un porte-parole du Foreign Office.

"Le Royaume-Uni ne reconnaît pas le principe d'un asile diplomatique", a indiqué à la presse le ministre britannique des Affaires étrangères William Hague.

À Stockholm, le ministère suédois des Affaires étrangères a dit avoir convoqué l'ambassadeur d'Equateur. *"L'Equateur a interrompu de manière inacceptable la procédure judiciaire suédoise et a entravé la coopération judiciaire européenne"*, a déclaré Anders Jorle, porte parole du ministère.

Londres avait menacé mercredi de pénétrer de force dans la mission équatorienne, où des heurts ont éclaté entre forces de l'ordre et partisans d'Assange. Mais William Hague a assuré jeudi qu'il n'y avait aucun risque que l'ambassade soit prise d'assaut.

En revanche, le Royaume-Uni pourrait utiliser une loi peu connue de 1987, adoptée dans la foulée de l'agression d'un policier britannique devant l'ambassade libyenne à Londres, pour retirer à l'ambassade d'Equateur son statut diplomatique.

Cette menace de Londres a suscité les critiques d'un de ses anciens diplomates. *"Je crois que le Foreign Office va un peu au-delà de ses prérogatives"*, a déclaré à la BBC l'ancien ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou Tony Brenton.

"Si l'on permet à des gouvernements d'annuler arbitrairement l'immunité et de pénétrer dans les ambassades, alors la vie de nos diplomates et leur habilité à exercer normalement leurs activités dans des endroits comme Moscou, où j'étais en poste, ou la Corée du Nord, deviennent presque impossibles", a-t-il ajouté.

L'Equateur, qui se range dans le bloc de gauche latino-américain, a demandé une réunion des ministres des Affaires étrangères de la région ainsi que de l'Organisation des Etats américains (OEA) pour soutenir sa position.

Informés de la décision de Quito, des partisans de Julian Assange rassemblés devant l'ambassade ont laissé éclater leur joie. *"Le peuple uni ne sera jamais vaincu!"*, ont-ils scandé.

Selon la BBC, Julian Assange, après avoir appris que sa demande d'asile était accordée, a remercié le personnel de l'ambassade pour son soutien et ajouté : "*Les choses vont devenir plus stressantes à présent.*"

Un article de lexpansion.com du 16 août 2012

Opel va recourir au chômage partiel dans sa plus grosse usine (17.08)

La constructeur automobile allemand envisage de mettre les employés au chômage partiel dans sa plus grande usine qui se trouve dans l'ouest de l'Allemagne. En Europe au premier semestre, les ventes d'Opel ont baissé de 15% par rapport à 2011.

La crise du marché automobile pousse le constructeur allemand Opel (filiale de General Motors) à envisager le recours au chômage partiel dans certaines de ses usines, dont son plus grand site de production, situé à Rüsselsheim. *"En raison de la dégradation du marché européen, la direction d'Adam Opel AG négocie actuellement avec le comité d'entreprise et (le syndicat) IG Metall sur le thème du chômage partiel et de la réduction du temps de travail à Rüsselsheim"*, a déclaré jeudi le constructeur, confirmant des propos tenus au journal local Mainzer Allgemeine Zeitung. *"Le résultat des négociations est attendu d'ici peu"*, a précisé Opel. *"Rien n'est encore décidé"*, a souligné un porte-parole du groupe, contacté par l'AFP. Les salariés ont été informés mercredi de la nécessité du chômage partiel et de la réduction du temps de travail, a-t-il ajouté sans donner de détails sur les termes exacts des négociations.

Deux sites seraient concernés

Le site de Rüsselsheim, principale usine et siège social, qui produit les modèles Insignia et Astra, emploie 13 800 personnes, dont 3500 dans la fabrication et plus de 10 000 personnes dans l'administration, le design et le développement.

Interrogé sur l'usine de Kaiserslautern, qui selon le journal serait également concernée dans le futur par du chômage partiel, un porte-parole s'est refusé à tout commentaire. La production de l'usine de Kaiserslautern (composants et moteurs), qui emploie quelque 2700 personnes, est étroitement liée à celle de Rüsselsheim.

Les raisons d'une telle mesure

L'entreprise, en difficulté depuis des années, est confrontée comme les français PSA Peugeot Citroën et Renault, l'italien Fiat et l'américain Ford, à des problèmes de surcapacités. Ainsi qu'à la mauvaise forme du marché automobile européen. De nombreux constructeurs sont frappés par la baisse de leurs ventes sur le Vieux continent, en particulier dans le sud de l'Europe. Au cours des six premiers mois de l'année, les ventes d'Opel dans cette région ont reculé de 15% par rapport au premier semestre 2011.

Au-delà d'Opel et de ses problèmes spécifiques, d'autres industriels en Allemagne, à savoir Thyssenkrupp et la filiale dans le pays du français Alstom, ont annoncé récemment des mesures de chômage partiel.

Commentaire.

La *"nécessité du chômage partiel et de la réduction du temps de travail"* ne concerne que les actionnaires, la nécessité de la répartition du travail et de percevoir un salaire complet concerne les salariés de chez Opel ou ailleurs.

Tel devrait être le discours d'un syndicaliste ouvrier. Non négociable évidemment.

Un article de Slate.fr du 18 août 2012

Al Jazeera, la défaite de l'information arabe. (19.08)

Alors que la couverture de la révolution égyptienne par les chaînes d'informations Al Jazeera et Al Arabiya avaient été saluée pendant le printemps arabe, le traitement du conflit syrien par ces mêmes chaînes révèle des manquements aux standards journalistiques. (Un euphémisme presque risible ! - Note du site)

Sur le théâtre des opérations syrien, la guerre civile fait rage entre les loyalistes au régime et une myriade de factions rebelles, mais c'est une autre bataille qui se joue dans le monde des médias. Al Arabiya et Al Jazeera, les deux chaînes de télévision basées dans le Golfe et dominant le secteur des informations en langue arabe, cherchent désormais à contrer la propagande du régime de

Damas au risque, comme leur adversaire, de travestir la vérité.

En essayant de soutenir la cause des rebelles syriens, ces deux mastodontes ont abaissé leurs standards journalistiques, abandonné les vérifications factuelles les plus rudimentaires et délaissé leur sérieux au profit d'appels anonymes et de vidéos non authentifiées.

Al Jazeera et Al Arabiya ont été respectivement fondées par des membres des familles royales qatarienne et saoudienne, et leur manière de couvrir les événements en Syrie est un fidèle reflet des positions politiques de leurs bailleurs de fonds. Les deux chaînes charrient d'ailleurs énormément d'argent: Al Jazeera a été créée en 1996 grâce à une subvention de 150 millions de dollars émanant de l'émir du Qatar et, si on en croit Ipsos, les diverses chaînes de son réseau ont généré pas loin de 650 millions de dollars en 2010.

Pour Al Arabiya, l'histoire est comparable: la chaîne a été lancée en 2003 après un premier tour de table à 300 millions de dollars rassemblant des investisseurs du Golfe et du Liban autour de l'homme d'affaires saoudien Walid al-Ibrahim, beau-frère du feu roi Fahd.

Les véritables budgets annuels de ces deux chaînes ne sont pas connus, mais il est très probable qu'ils s'élèvent à plusieurs centaines de millions de dollars. A titre de comparaison, la bien plus modeste Alhurra, financée par le gouvernement américain, voit son coût de fonctionnement frôler annuellement les 90 millions de dollars.

Témoins oculaires et journalistes citoyens

Des ressources que ces chaînes ont largement entamé en couvrant le soulèvement syrien. Les publicités en prime-time ont été réduites, voire tout simplement supprimées, ce qui a de fait diminué leurs revenus. Au lieu de reportages soigneusement conçus, certains journaux télévisés reposent désormais quasi exclusivement sur les compte-rendus de «*témoins oculaires*», de «*journalistes citoyens*» et autres contenus audiovisuels récupérés sur YouTube.

Quand on ne parle pas l'arabe, regarder ces chaînes et leur manière de traiter des événements en Syrie fait penser au iReport de CNN – la demie-heure d'émission mensuelle et interactive sur le journalisme citoyen – sauf que cela dure plusieurs heures, plusieurs fois par jour. Il n'est pas rare de zapper sur l'une de ces deux chaînes et de tomber, pendant les vingt premières minutes d'un journal télévisé, sur des activistes syriens – certains ayant des antécédents assez suspects – basés soit à l'intérieur soit à l'extérieur de la Syrie et rapportant, via Skype, des événements censés s'être déroulés à plusieurs centaines, voire des milliers de kilomètres de là.

S'il arrive qu'Al Arabiya et Al Jazeera commentent directement ce qui se passe en Syrie, les chaînes ont tendance à minimiser les défauts des rebelles et à mettre en avant les lignes de faille religieuses du conflit. L'une des plus grandes maladroites des deux chaînes a peut-être été d'offrir une tribune à l'extrémiste sunnite Adnane al-Arour qui, en parlant de la minorité syrienne alaouite, avait un jour déclaré que les sunnites devaient «*les faire passer dans un hachoir à viande et transformer leur chair en pâtée pour chiens*» pour les punir de leur soutien au président Bashar el-Assad. Si Al Arabiya a présenté «*le cheikh*» comme

«un symbole de la révolution», Al Jazeera a vu en lui «le principal instigateur pacifique de l'opposition au régime syrien».

La fuite du général Tlass dans les médias saoudiens

Mais c'est quand les enjeux politiques du conflit ont été les plus élevés que ces deux chaînes arabophones ont été les pires. Début juillet, le Général de brigade Manaf Tlass, ami intime de la famille Assad et fils d'un ancien ministre de la défense syrien, s'est enfui pour la France. Quelques semaines plus tard, il est sorti de son silence dans les médias saoudiens et s'est embarqué dans un pèlerinage religieux dans le royaume, tout en se présentant comme la solution aux problèmes d'unification de l'opposition syrienne en exil.

On nage en plein délire si on croit que les Syriens – qui ont payé leur combat contre la dictature baasiste par le sang de plusieurs milliers des leurs – accepteront de laisser un ancien proche du régime succéder à Assad.

Et c'est visiblement un tel scénario qu'Al Jazeera et Al Arabiya prennent non seulement au sérieux, mais appellent de leurs vœux. Au départ, les deux chaînes ont largement traité de la défection de Tlass, mais quand ce dernier a choisi de donner l'exclusivité de son témoignage aux médias saoudiens – Al Arabiya et le journal Asharq al-Awsat, entre autres – Al Jazeera lui a tourné le dos.

Pour Al Arabiya, le départ de Tlass – qui n'avait pourtant aucun pouvoir au moment de sa fuite – était un «coup sévère» porté aux cercles militaires syriens. La chaîne a aussi largement insisté sur les nombreux membres de sa famille qui s'opposaient au clan Assad, en oubliant de mentionner que son oncle Talal était actuellement le ministre de la défense syrien.

Le travail difficile des journalistes en Syrie

Évidemment, en Syrie, le travail de la presse est devenu un exercice extrêmement périlleux. De fait, le pays est l'endroit du monde le plus dangereux pour les journalistes, selon le Comité pour la défense des journalistes. Depuis le début du conflit, le régime n'a pas cessé d'emprisonner des blogueurs et des journalistes, et au moins 18 journalistes ont perdu la vie dans le pays depuis novembre. De plus, les journalistes qui sont autorisés à travailler en Syrie sont systématiquement accompagnés par des membres du régime.

Mais les difficultés bien réelles du journalisme en Syrie servent d'excuse aux deux chaînes et leur permettent de ne pas traiter les sujets qui contredisent leurs récits préférés. Partout ailleurs, par exemple, on a vu des articles remettre en question la crédibilité du très souvent cité Observatoire syrien des Droits de l'Homme, un organisme de l'opposition basé à Londres – mais Al Jazeera comme Al Arabiya n'ont pas touché à cette histoire.

De même, les journaux du monde entier ont souligné la présence de groupes terroristes en Syrie, y compris d'Al Qaida, parmi les combattants opposés au régime – mais cette éventualité n'est que rarement, si ce n'est jamais, mentionnée sur les chaînes arabophones.

Un traitement différent en anglais et en arabe

Les deux chaînes souffrent aussi d'une dichotomie à la Yasser Arafat – faisant référence à l'habitude du feu leader palestinien de moduler son discours selon ses interlocuteurs. Leur rhétorique diffère grandement selon leur langue de diffusion. Par exemple, Al Jazeera English et le site anglophone d'Al Arabiya ont tous deux parlé des combattants d'Al Qaida en Syrie, même si le sujet est aux abonnés absents sur leurs homologues arabophones, beaucoup plus influents. Par contre, ces chaînes ont fréquemment donné la parole à des personnalités qui réfutent de telles «insinuations».

Al Jazeera et Al Arabiya ne sont pas les seules à avoir compromis leur déontologie journalistique avec la Syrie. Des médias occidentaux comme le Guardian ont aussi été dupés par un auteur qui prétendait être une lesbienne de Damas et qui s'est révélé être un Américain vivant en Écosse. Le rédacteur en chef de BBC World News a d'ailleurs été très sévère envers le sensationnalisme des premiers compte-rendus sur un

massacre dans la ville de Houla, écrivant qu'«il est plus que jamais nécessaire de parler de ce que nous ne savons pas et de ne pas nous contenter de ce que nous savons».

Il va sans dire que l'autre camp ne mérite pas non plus le Pulitzer. Les organes de propagande iraniens ont récemment intensifié leur défense de leur allié baasiste, en publiant une série d'articles accusant le Qatar de financer le terrorisme et d'être partie liée avec Israël. Ces attaques médiatiques iraniennes ont fréquemment ciblé le gouvernement saoudien, mais ses coups portés au Qatar, pays avec lequel l'Iran partage l'un des plus grands gisements gaziers du monde, sont un phénomène nouveau.

Russia Today, dans ses versions arabophone comme anglophone, a elle aussi copié le ton des médias officiels iraniens, en se référant constamment aux opposants au régime comme à des terroristes ou des militants, tout en passant sous silence les atrocités commises par le régime. Comme l'Iran, Russia Today s'en est aussi pris au Qatar, l'accusant d'«être sur la même longueur d'onde que Washington».

Le biais d'Al Jazeera en faveur des Frères musulmans Mais c'est Al Jazeera qui a le plus perdu dans l'histoire, cette chaîne qui avait été suivie par des dizaines de millions de téléspectateurs arabes l'an dernier, en pleine apogée du Printemps arabe, et qui n'est plus désormais que l'ombre d'elle-même. Le mois dernier, après que j'ai écrit sur les biais de la chaîne en faveur des Frères musulmans égyptiens, plus d'une douzaine d'employés d'Al Jazeera m'ont confirmé ce fait par mail.

C'est une stratégie similaire qu'utilise Al Jazeera dans son traitement de la branche syrienne des Frères musulmans, présents dans les mouvements d'opposition nationales. La chaîne arabophone d'Al Jazeera vient d'attribuer son bureau syrien à Ahmed Ibrahim, frère d'Anas al-Abdah, membre du Conseil national syrien (CNS), largement dominé par les Frères musulmans. Ibrahim utilise un autre nom de famille afin de ne pas être associé à son frère.

Ce qui a comme conséquence, comme l'ont confirmé plusieurs sources proches d'Al Jazeera, que des analystes favorables aux Frères musulmans soient souvent invités sur les plateaux de la chaîne. Par exemple, un membre du CNS, Mohamed Aloush, que l'ont voit souvent sur Al Jazeera, vient de publier une longue tribune sur le site de la chaîne pour expliquer que le nouveau traité rédigé par la branche syrienne des Frères musulmans apportait un «message d'assurance» au peuple syrien et que «rien de mieux n'avait été proposé».

Des raisons stratégiques de soutenir la chute d'Assad

Heureusement, les travers d'Al Jazeera et d'Al Arabiya sont de plus en plus critiqués. Fadi Salem, un spécialiste syrien des médias basé à Dubai a accusé les deux chaînes d'«offrir des sommes rondellettes aux anonymes les appelant avec des informations sur la Syrie» et de recycler des vidéos trouvées sur YouTube comme si elles avaient été tournées dans différentes parties du pays. «De nombreuses figures de l'opposition [actuellement en Syrie], mais qui ne regardent pas la politique étrangère de l'Arabie Saoudite ou du Qatar d'un œil favorable sont 'interdites d'antenne' sur les deux chaînes», m'a affirmé Salem.

Une partie importante du public d'Al Jazeera et d'Al Arabiya, horrifié par la violence du régime syrien, croit sans aucun doute qu'il s'agit réellement d'un combat du bien contre le mal. Mais pour les gouvernements saoudien et qatarien, le destin de la Syrie affecte directement leur avenir politique – ces pays ont des raisons personnelles ou stratégiques de vouloir voir la chute du régime d'Assad.

La fin probable de cette Syrie-là correspond à un nouveau chapitre dans l'histoire de la transformation structurelle de l'État arabe, une histoire qui a débuté avec la chute de Saddam Hussein en Irak et qui s'est continuée par celle d'Hosni Moubarak en Égypte. C'est une histoire tout simplement trop importante pour être laissée aux mains de groupes médiatiques qui n'ont que leurs petits intérêts en vue.

Sultan Al Qassemi (Sultan Al Qassemi est un commentateur politique basé aux Emirats arabes unis.)

Un article d'Atlantico.fr du 19 août 2012

Esclavage moderne ? Les conditions de vie effroyables des équipages des navires de croisière. (20.08)

Derrière les piscines, et les buffets à volonté des bateaux de croisière se cache le monde très dur des salariés qui travaillent plus de 65 heures par semaine pour seulement 600 euros par mois.

La croisière ne s'amuse plus. En fait, elle ne s'est même jamais vraiment amusée. Après le naufrage du Costa Concordia le 13 janvier dernier à proximité de l'île du Giglio en Italie, les questions de conditions de travail des marins des bateaux de croisière se sont de nouveau posées. Et les découvertes sont accablantes comme le révèle un article publié sur le site américain The Daily Beast.

Depuis les années 80, rien n'a donc vraiment changé. En 1987, une tribune publiait par le *New York Times* évoquait en effet déjà les conditions de travail extrêmement difficiles des membres d'équipage de bateaux de croisière.

Shannon J. Wall, président du syndicat travailliste National Maritime Union de 1973 à 1990, rappelait notamment que ces travailleurs étaient sous-payés pour une quantité de travail plus que conséquente. Les propriétaires de bateaux de croisières *"paient les membres d'équipage qui reçoivent des pourboires 50\$ par mois, et 150\$ ceux qui n'en reçoivent pas et qui travaillent pourtant 14 à 16 heures par jour, sans que ce soit considéré comme des heures supplémentaires"*, expliquait-il ainsi dans les colonnes du célèbre quotidien américain, ajoutant qu'*"un tiers des bateaux de croisières sous-payait et forçait les marins à travailler beaucoup plus que ce qui était permis"* mais aussi que ces bateaux *"échouaient au teste sanitaire du service de santé publique des Etats-Unis, exposant donc les passagers à de graves maladies"*.

Et tout le monde de s'indigner, sans pour autant que les choses ne changent vraiment.

Comme le rappelle le professeur en droit social à l'université de Nantes Patrick Chaumette interviewé par *L'Humanité* au début de l'année : *"si l'on veut accueillir un maximum de clients, il faut des prix défiant toute concurrence ; les coûts de fonctionnement de ces paquebots étant importants, il reste une seule variable d'ajustement : la masse salariale"*.

Et les patrons l'ont bien compris, puisqu'en 30 ans, si le transport maritime a augmenté de 400%, son coût social a diminué de près de 40%.

Si les compagnies maritimes peuvent se permettre de payer si peu leurs salariés, c'est qu'elles sont très souvent immatriculées dans des pays qui offrent des conditions très peu contraignantes, en matière de fiscalité, de sécurité du navire mais surtout de droit du travail auquel est soumis l'équipage. C'est ce qu'on appelle plus généralement les pavillons de complaisance. En 2001, plus de 60% de la flotte mondiale de marine marchande naviguait notamment sous pavillon de complaisance.

La majorité des membres d'équipages proviennent donc des pays parmi les plus pauvres du monde, et plus particulièrement des Philippines. Ils sont recrutés dans leurs pays d'origine, et travaillent généralement sur ces bateaux plus de six mois, 65 heures par semaine, sans aucun congé. S'il existe des minima internationaux, ils concernent les marins brevetés maritimes, et en aucun cas le personnel hôtelier du bateau. Ce dernier, pour des heures de travail qui dépassent l'entendement, toucherait en moyenne 600 euros par mois.

De l'esclavage ? C'est ce qu'assurent en tout cas d'anciens salariés qui témoignent dans divers articles. Les membres d'équipage ne peuvent en effet pas vraiment s'échapper de ce cauchemar car ils paient au départ parfois 2000 dollars pour l'obtenir. Mais pour trouver cette somme de départ – un pactole pour des Indiens, Indonésiens ou Philippines pauvres – ils font des prêts aux taux d'intérêt énormes qu'il faut rembourser.

Une autre raison qui les pousse à accepter de telles conditions de travail : ils gagnent plus d'argent que s'ils restaient dans leurs pays d'origine. Par ailleurs, leurs dépenses restent très basses puisqu'ils n'ont pas à se charger du logement – des cabines qui dépassent rarement les 5 mètres carrés et qui sont cachées sous les ponts –, de la nourriture, mais aussi des soins dentaires et médicaux.

D'ailleurs selon Daily Beast, malgré ces conditions que beaucoup considèrent comme de l'esclavagisme, 80% de l'équipage résignent pour travailler sur ces bateaux. L'épuisement ne leur fait pas peur. Mais il devrait en revanche inquiéter les passagers.

Des membres d'équipage au bord du rouleau ont en effet plus de chances de tomber malade. Et sur un bateau, les virus et autres bactéries sont vite propagés.

Encore en février dernier, un bateau de croisière faisait état de près de 700 passagers et 24 membres du personnel atteints d'une bactérie.

Les travailleurs sont par ailleurs très mal formés aux mesures de sécurité, et la multitude de langues parlées n'aide pas vraiment à la compréhension en cas de problème sur le bateau.

Les membres de l'équipage ne sont donc pas les seuls à devoir craindre les bateaux de croisière où tout n'est pas que piscine, toboggan, et buffet à volonté. Un article évoquait d'ailleurs le cas d'un couple de passagers laissés à quai parce que le mari était malade. Les sociétés n'ont en effet aucune obligation légale à soigner un passager blessé ou malade.

La croisière de l'amour est bel et bien un mythe.

Commentaire d'internaute.

1- *"Ce n'est que la partie visible de l'iceberg. Travaillant dans le monde maritime (transport pétrolier), je vois tous les jours des bateaux sous pavillon Maltais, Italiens, Anglais, Suédois ou autres qui sont armés par des pays d'Europe de l'Est pour les officiers et par des Philippins comme hommes d'équipage. Ils travaillent comme des fous, sont mal traités par leurs officiers et ont juste le droit de la boucler ou de débarquer si cela ne va pas."*

2- *"C'est la tendance ... l'ultra-libéralisme est là, partout, ennemi de l'homme... Les ultra-libéraux. On leur a laissé le pouvoir, ils rêvent de nous renvoyer à Germinal. Pourquoi? Pour pouvoir se payer une 6^{ème} Masserati... un 5^{ème} appart à Manhattan... Ou dans le 16^{ème}... Ils n'ont rien dans la tête que le fric et le veau d'or... A pleurer."*

Un appel du Comité Valmy 18 août 2012

Appel à faire cesser l'agression contre la Syrie et à refuser la participation de la France à celle-ci. (20.08)

À tous les Français

Nous sommes aujourd'hui l'objet d'une longue et importante campagne médiatique qui nous abreuve de mensonges à propos de la Syrie. Cet acharnement des médias de la pensée unique a pour but de nous faire accepter la participation de la France à une agression criminelle contre un pays souverain, qui fut longtemps un pays ami et que nous avons aussi, autrefois occupé sous mandat de la SdN. Cette agression que subissent déjà l'État-nation et le peuple syrien, viole les lois internationales, les traités signés par notre pays, notre constitution et nos lois.

Ainsi :

Comment qualifierait-on, en France, l'appui que donneraient l'Allemagne, la Suisse ou l'Espagne par exemple, par la mise à la disposition de bases, d'armements, d'argent, de munitions, de matériel de communication, de service de propagande sans nuance, à des groupes armés et fanatisés, ces groupes attaquant notre gendarmerie, notre police, détruisant à l'explosif les trains, les aéroports, les lignes électriques, assassinant fonctionnaires, journalistes, élus, choisis sur critères ethniques ou religieux ? Que diraient les États-Unis si le Canada ou le Mexique se livraient contre eux à des attaques semblables ?

Qui est tué en Syrie ? La moitié des morts estimées entre 17 et 20.000 par les occidentaux appartiennent aux forces gouvernementales, dites de « répression ».

Le seul correspondant accepté par nos journalistes et les médias en France, leur source unique concernant la situation en Syrie est une officine partisane (une seule personne en réalité) pilotée par les services secrets britanniques, l'autoproclamé « Observatoire Syrien des Droits de l'Homme ».

Comment qualifiait-on chez nous pendant l'Occupation la radio et les journaux inféodés à l'ennemi du peuple et de la nation ? « Radio Paris est allemand ».

Même si, et beaucoup d'entre nous ont conscience que ce n'est pas le cas, Bachar Al Assad était bien le dictateur affirmé par les médias du système, les Syriens qui refusent l'agression de leur pays souverain par des hordes étrangères seraient-ils pour autant des suppôts de cette prétendue dictature ?

La France et l'Angleterre sont entrées en guerre pour défendre la Pologne de Pilsudski, qui coopérait juste avant avec Hitler ; les millions de personnes qui ont dénoncé les guerres US contre l'Irak soutenaient le peuple irakien agressé et pas nécessairement Saddam Hussein.

Comment ose-t-on parler de « la communauté internationale », comme si elle était unie ou majoritaire, alors que les réunions organisées par l'OTAN et les émirats et rassemblant de pseudo « amis de la Syrie », concernent moins de population que la dernière réunion de Téhéran, le jeudi 9 août 2012, où plus de la moitié de la population mondiale était représentée ? Cette majorité des peuples, n'en déplaît aux pseudos « humanitaires » ou aux « bobos de gauche ou de droite », dénonce l'alliance agressive de l'OTAN, des euro occidentalistes, du Japon avec des émirs et les salafistes et djihadistes du Proche-Orient. Les peuples prennent conscience du risque grandissant de guerre mondiale qui ne pourrait être que nucléaire. Ils n'acceptent plus les guerres d'agression déclenchées sous des prétextes aussi divers que mensongers comme en Irak, Afghanistan (il n'y eut aucun ultimatum ni déclaration de guerre), Yougoslavie, Côte d'Ivoire, Libye, et qui aujourd'hui avec la Syrie servirait de détonateur à une conflagration généralisée.

Si la France officielle installée dans une logique de guerre et qui déjà soutient de différentes manières l'agression extérieure, notamment en fournissant des armements et des spécialistes aux extrémistes salafistes aux origines diverses, franchissait le pas de la guerre ouverte que certains réclament dans ses rangs, alors nous nous trouverions du mauvais côté, celui des fauteurs de guerre que nous imposent les politiques, les journalistes et les « élites » autoproclamées qui monopolisent le pouvoir au détriment de la souveraineté populaire.

Nous, organisations et citoyens d'horizons divers, de sensibilités différentes, estimons avoir le devoir d'alerter sur le péril imminent qui menace non seulement l'honneur et les valeurs de la France, les principes de notre République, mais également, au-delà, notre sécurité, notre vie et celle de nos enfants. Au nom de la paix et du respect de ces valeurs, nous demandons que cesse cette agression contre la Syrie, afin de briser l'engrenage d'une nouvelle guerre mondiale, que seuls les peuples peuvent empêcher.

Comité Valmy

Cet appel ouvert à la signature des citoyens qui souhaitent contribuer à cette initiative, est initié par le Bureau national du Comité Valmy ainsi que par des personnalités et des militants d'organisations et de sensibilités diverses.

La liste des premiers signataires sera publiée ultérieurement.

Contact et signatures : Claude Beaulieu, Comité Valmy :
<http://www.voltairenet.org/email125512.html?lang=fr>

Un article du Réseau Voltaire du 21 août 2012

La France, victime de son allégeance aux USA. (22.08)

par Thierry Meyssan.

Les Français pensent souvent que l'économie est leur priorité et que les questions internationales ne les concernent pas directement. Ils déplorent donc le suivisme de leurs dirigeants derrière les États-Unis, mais s'en accommodent. Pourtant, comme le montre Thierry Meyssan, ce sont bien des choix de politique étrangère qui déterminent l'actuelle mauvaise santé de l'économie française.

François Hollande avait fait campagne en dénonçant à la fois la gestion catastrophique de son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, et son style vulgaire et matuvu. Il avait annoncé un changement immédiat. 100 jours après son investiture, il a certes changé de style, mais pas de politique. La France continue à s'enfoncer obstinément dans la crise.

Les principaux sujets débattus par la presse française —et surtout la manière dont elle les aborde— illustrent la soumission de la classe dirigeante à la domination états-unienne et justifient l'immobilisme actuel.

- Les Français craignaient qu'une fois les élections passées, plusieurs grandes entreprises annoncent des plans de licenciement. Aussi la diffusion d'une note interne de PSA Peugeot Citroën envisageant la fermeture des usines d'Aulnay-sous-Bois et de Sevelnord, impliquant la suppression de plus de 8 000 emplois sans compter les sous-traitants affectés, a fait l'effet d'une bombe. Le gouvernement s'est alors livré à une gesticulation impuissante, convoquant le patron de PSA et mettant en cause sa compétence, puis agitant le stéréotype du grand patronat exploitant la classe ouvrière.

En réalité, PSA Peugeot Citroën est engagé dans un processus d'alliance avec Général Motors. Relayant les pressions du lobby sioniste états-unien United Against Nuclear Iran (UANI), GM a exigé de son partenaire français qu'il cesse son travail en Iran, ce qu'il a fait sans contrepartie. Or, PSA Peugeot Citroën réalisait un quart de ses activités dans la République islamique.

Dans cette affaire, le patronat français s'est couché devant le diktat US, et le gouvernement n'a pas osé le dénoncer. Tous deux ont préféré se donner la réplique sur de faux problèmes économiques plutôt que d'avouer à leur opinion publique qu'ils sacrifient leur économie aux exigences de Washington.

- Une autre polémique s'est déclenchée à propos des gaz de schistes. Le sous-sol français en aurait les plus importantes réserves européennes après la Pologne. Nicolas Sarkozy a fait délivrer 64 permis d'exploration. Le candidat François Hollande s'est engagé à faire marche arrière au vu des effets désastreux des techniques de fracturation sur l'environnement. Mais en définitive, son gouvernement a multiplié les déclarations contradictoires pour finalement laisser l'exploration se poursuivre.

Là encore, la classe dirigeante anime un faux débat pour ne pas avoir à étaler au grand jour sa servitude volontaire. La presse explique que les faibles coûts des gaz de schistes amélioreraient la compétitivité de l'industrie. Il conviendrait donc de mettre en balance la relance économique et les problèmes écologiques.

Plus prosaïquement, l'exploitation des gaz de schistes est une directive de la Maison-Blanche, formulée dans le plan Cheney de 2000 et poursuivie par l'administration Obama. Il s'agit d'empêcher par tous les moyens Paris de s'approvisionner en gaz russe, ce qui le conduirait inévitablement à s'éloigner de Washington pour se rapprocher de Moscou.

Il est à noter que, soumis au même dilemme, la classe dirigeante allemande a refusé les pressions états-uniennes. Le patronat a choisi d'approvisionner son industrie en gaz russe. L'ex-chancelier social-démocrate Gerhard Schröder est lui-même devenu président du directoire du gazoduc North Stream qui approvisionnera son pays à la fin de l'année. Et le maintien en fonction de la chancelière atlantiste Angela Merkel ne s'explique que par la volonté du patronat de temporiser avec Washington durant cette période charnière.

- Autre grand sujet traité par la presse : le débat opposant Nicolas Sarkozy à son successeur à propos de la Syrie. Le président sortant souligne que François Hollande n'est pas capable de faire là-bas ce que lui a réussi en Libye. Avec la finesse qui le caractérise, le lobbyiste Bernard Henry-Lévy accuse Vladimir Poutine de tuer les enfants d'Alep et demande des avions pour bombarder les soudards du tyran el-Assad.

M. Hollande est pris au piège de sa lâcheté. Il avait accepté que le mandat du Conseil de sécurité pour protéger la population libyenne soit utilisé pour renverser Mouammar el-Khadafi. Loin de poursuivre en justice M. Sarkozy pour cette guerre illégale qui fit 160 000 victimes, il s'excuse aujourd'hui de ne pouvoir en faire autant en Syrie. Avec une candeur feinte, son ministre des Affaires étrangères explique que l'on ne peut violer ouvertement le droit international en bombardant Damas, mais qu'on peut toujours le violer avec discrétion, en armant des terroristes par exemple.

Cette dérive n'est pas nouvelle. Trois ministres successifs, Bernard Kouchner (indépendant), Alain Juppé (droite) puis Laurent Fabius (gauche), se sont appliqués à détruire la politique étrangère qu'ils avaient reçue en héritage. De défenseur des Nations, la France est devenue exécutante obéissante de la doctrine Blair d'«*ingérence humanitaire* ». Ils n'ont pas même l'excuse cynique de l'exploitation coloniale : ce sont les Anglo-Saxons qui ont tiré le plus gros profit des combats livrés par la France contre le peuple libyen et, à coup sûr, ce sont encore les Anglo-Saxons qui se tailleront la part du lion du gaz libanais, si la France continue d'alimenter la guerre secrète contre le peuple syrien et de se faire haïr au Proche-Orient.

Soigneusement divertis par leurs médias, les Français ne semblent toujours pas faire le lien entre la trahison de leurs élites et leurs problèmes économiques.

Un article de Reuters du 23 août 2012

En Afrique du Sud, la misère cerne les mines de platine. (24.08)

MARIKANA, Afrique du Sud (Reuters) - Des enfants jouent tandis que chiens et poules fourragent près des eaux usées qui s'écoulent des latrines creusées à même le sol à l'ombre de la mine de Marikana, à une centaine de km au nord-ouest de Johannesburg, d'où est extrait le platine utilisé en bijouterie et dans le secteur automobile.

Des habitations délabrées entourent cette mine exploitée par le troisième producteur de platine au monde, Lonmin, mais également d'autres gisements dans la province du Nord-Ouest, première région minière de platine au monde.

"On ne peut pas vivre décemment ou élever des enfants. Cinquante personnes partagent un WC. Nous n'avons pas l'eau", explique une femme prénommée Pinky, épouse d'un foreur en grève à Marikana. Elle partage avec son mari et ses deux enfants un baraquement en tôle d'une seule pièce.

La mine et ses habitations sordides ont été le théâtre des violences sociales qui ont tué 40 mineurs, deux policiers et deux agents de sécurité la semaine dernière, dans l'incident de sécurité le plus meurtrier depuis la fin de l'apartheid en Afrique du Sud il y a 18 ans.

Un rapport de la fondation Bench Marks, organisation liée à l'Eglise qui enquête sur les conditions sociales, estime que les conditions de vie des mineurs noirs d'Afrique du Sud de la "ceinture de platine" étaient les pires du pays.

"Les conditions (de vie) dans la commune construite par Lonmin sont consternantes. Les systèmes d'évacuation en panne font que les eaux se déversent directement dans la rivière en trois points différents", détaille le directeur exécutif de Bench Marks, John Capel, ajoutant que la situation a été laissée sans surveillance ces cinq dernières années.

Ces circonstances, ajoutées à un coût de la vie en forte augmentation et une demande de meilleurs salaires, ont conduit à la grève violente des travailleurs de Marikana, qui a culminé jeudi avec la mort, le 16 août, de 34 mineurs tués par balle par la police.

Et pourtant, le Congrès national africain (ANC) au pouvoir, à l'avant-garde de la lutte contre l'apartheid, est né aussi du rejet de l'exploitation de la main d'oeuvre noire et pauvre qui travaillait dur dans les mines du pays.

L'ANC de Nelson Mandela avait promis une vie meilleure pour tous quand il est arrivé au pouvoir à la fin de l'apartheid en 1994.

RETOUR AUX PIRES HEURES DE L'APARTHEID

"Tout d'un coup, notre pays a basculé dans les années noires de son passé et nous avons vu la 'nation arc-en-ciel' disparaître rapidement dans le sillage d'une telle brutalité", a déclaré Mathole Motshekga, chef du groupe parlementaire de l'ANC au cours d'un débat mardi.

Mais malgré des milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures, les logements, les services de santé et l'éducation, les disparités de revenus et le chômage ont proliféré dans la première économie du continent africain, les demandeurs d'emploi chroniques contribuant à implanter un sous-prolétariat massif.

Alors que les mineurs ont vu leurs salaires augmenter progressivement avec le temps et les compagnies minières construire des écoles, des hôpitaux et des routes pour aider les communautés vivant autour des gisements, beaucoup parmi les 500.000 personnes travaillant dans le secteur ont encore du mal à joindre les deux bouts.

Lonmin fournit aux travailleurs qui vivent seuls des logements communs faits de dortoirs en briques avec eau courante et électricité.

Ceux qui souhaitent vivre avec leurs conjoints et leurs enfants se voient accorder une allocation pour les aider à trouver un logement, soit dans le bidonville attenant, Wonderkop, soit ailleurs.

Le salaire de base des mineurs s'élève à environ un demi-millier de dollars par mois mais en ajoutant les primes de production et les avantages sociaux, le salaire brut est presque doublé, selon les données de la profession et des pouvoirs publics.

Mais l'argent est vite dépensé, la plupart des mineurs entretenant deux foyers, l'un sur la mine ou à proximité, et l'autre pour la famille élargie qui vit séparément au village. Selon les chiffres de la profession, un mineur subvient en moyenne aux besoins de huit à dix personnes.

Commentaire.

J'ai écrit dans une causerie précédente que l'on devait absolument tout aux mineurs. J'y ai réfléchi encore par la suite et je confirme, je dis bien absolument tout, même le pétrole ne pourrait pas être extrait sans les machines qui servent à creuser la roche, les pipelines pour l'acheminer, les réservoirs pour le stocker, etc. car ils ont été réalisés à partir des métaux ou matériaux que les mineurs ont extraits du sous-sol. Quant à l'agriculteur, sans le travail du mineur, pas de matières premières pour fabriquer des tracteurs, des pelles ou des tuyaux d'arrosage, pas d'engrais, pas de pesticides (pour nous empoisonner), etc.

Quand vous mangez une tomate, vous avez le droit de penser aux mineurs, quand vous passez un coup de fil, vous avez le droit d'y penser aussi, quand vous allez passer une radio aussi, et quand vous montez dans votre bagnole, c'est l'image du mineur qui apparaît dans le rétroviseur.

Les gueules noires, le développement du capitalisme leur doit tout et plus encore. Sans les mineurs, la civilisation humaine disparaîtrait ou retournerait à l'Age de pierre.

Dans cette société pourrie, quand certains tentent de justifier que l'ouvrier ou l'employé est pauvre et doit affronter les pires difficultés pour survivre, pendant que les nantis baignent dans la luxure et s'empiffrent comme des porcs, il y a encore du boulot pour vaincre la crasse ignorance, inhumaine, immorale, de nos contemporains, des petits-bourgeois et des couches moyennes en particulier, laissons les bourgeois où ils sont avant qu'on leur fasse payer tous leurs crimes.

Un article du figaro.fr du 24 août 2012

Le président péruvien trébuche sur une mine d'or. (25.08)

Durant 48 heures, cette semaine, la région de Cajamarca, au nord du Pérou, a encore vécu au rythme des grèves et des manifestations contre le projet minier porté par l'Américain Newmont. Dans la capitale, Cajamarca, les habitants sont descendus dans la rue alors que les écoles et les commerces fermaient leurs portes. À Bambamarca, ils sont montés jusqu'aux lagunes menacées de disparition, à 4.000 mètres d'altitude, pour y passer une nuit glaciale: *«Il faut défendre l'eau que nous consommons et que nous utilisons pour nos cultures»*, affirme l'un des leaders, engoncé dans deux anoraks et un poncho.

Depuis l'arrivée de Newmont et de sa future mine d'or et de cuivre baptisée Conga, l'investissement le plus important du pays (4,9 milliards de dollars), rien ne va plus à Cajamarca. Au dire des partisans du projet, c'est une opportunité *«attendue depuis plus de 20 ans»*, qui générera des milliers d'emplois. Selon les opposants, menés par le président de la région Gregorio Santos, lié à l'extrême gauche péruvienne, cette nouvelle mine, qui s'étendra sur plus de 3 000 hectares et entraînera l'assèchement de quatre lagunes, va compromettre l'approvisionnement en eau de 40 000 personnes.

L'indécision d'Humala

Un sondage publié mercredi dans le quotidien Peru21 affirme que 78 % de la population locale sont contre la mine. Mobilisés depuis neuf mois, ces *«anti»* ont su mener cette semaine leur mobilisation dans le calme. Mais cela n'a pas été toujours le cas. Le 3 juillet, après l'occupation des bureaux du maire de Celendin, favorable au projet Conga, l'armée a tué cinq personnes en tirant dans la foule.

Un drame qui symbolise les relations ambivalentes qu'entretient le Pérou avec l'industrie minière. Premier producteur mondial d'argent, deuxième pour le cuivre et le zinc, sans oublier l'étain (3e), le plomb (4e) ou l'or (6e), ce pays va attirer en 2012 un investissement minier record de 10 milliards de dollars, et 50 autres milliards sont prévus pour les cinq prochaines années. Mais la mine, et l'inégale répartition de ses bénéfices, est aussi à l'origine de la plupart des 152 conflits sociaux qui déchirent le pays, selon l'office du Défenseur des droits. *«Ce sont des bombes à retardement qui peuvent exploser à tout moment et générer des réactions en chaîne dans le pays, analyse le politologue Luis Benavente, de l'université catholique de Lima. Ils sont le principal obstacle à la gouvernabilité, aux investissements.»*

Emblématique par sa taille, le projet Conga est aussi exemplaire de l'indécision du président péruvien, Ollanta Humala. Cet officier nationaliste, arrivé au pouvoir en juillet 2011 sur un programme de gauche, avait réussi à mobiliser les Péruviens sous le slogan *«oui à l'eau, non à l'or»*. Conga, adopté en 2010 par son prédécesseur libéral Alan García, a ainsi été stoppé en attendant que Newmont propose des solutions aux paysans de Cajamarca. Le 23 juin, coup de théâtre. Dans un discours à la nation, Ollanta Humala donne le feu vert à Newmont, qui promet de construire des réservoirs capables de stocker dix fois le volume des lagunes.

Dossier enlisé

Depuis, rien n'a calmé les populations locales: ni l'instauration de l'état d'urgence ni la désignation de représentants de l'Église catholique pour tenter une médiation. Ollanta Humala a dû changer deux fois de gouvernement et le dossier Conga est toujours enlisé. Ou peut-être même enterré. Le 17 août, Richard O'Brien, PDG de Newmont, déclarait que *«les conditions n'étaient pas réunies»* pour l'exploitation de la mine. Dans les journaux péruviens, les éditorialistes ont aussitôt prophétisé *«la mort de Conga»*. Une perspective qui fait trembler Jorge Merino, le ministre de l'Énergie et des Mines: *«Les autres investisseurs attendent de voir ce que va devenir le dossier Conga avant de se décider... Nous ne sommes pas l'unique pays minier du monde.»*

Un article de lexpress.fr du 25 août 2012

Tunisie: le patron de la chaîne des Guignols locaux va en prison. (26.08)

L'émission satirique de Guignols tunisiens diffusée sur Ettounissiya TV a été arrêtée brusquement la semaine dernière. "Je vais en prison dignement", a déclaré Sami Fehri.

Le patron de la chaîne qui diffusait l'émission satirique de Guignols tunisiens, Ettounissiya TV a indiqué samedi être sur le point d'être placé en détention, accusant le pouvoir de chercher à faire taire une chaîne critique du pouvoir.

L'émission avait été arrêtée brusquement la semaine dernière.

"*Je vais en prison dignement*", a déclaré Sami Fehri à l'antenne de la radio Express FM, au lendemain de la décision d'un tribunal de Tunis ordonnant son placement en détention. "*Tout cela m'arrive à cause de quatre Guignols*", a-t-il ajouté en référence à l'émission de marionnettes satiriques.

Pression des autorités

Selon l'agence de presse officielle TAP, il est accusé de "*d'usage illicite des ressources de l'Etablissement de la télévision tunisienne*" à l'époque du régime du président déchu Zine el-Abidine Ben Ali. Dans la semaine, Sami Fehri avait déclaré avoir décidé d'arrêter la diffusion des Guignols à la suite de pressions des autorités. Il n'avait alors pas souhaité être cité afin de protéger sa chaîne, mais le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) avait relayé l'information.

Samedi, Sami Fehri a précisé à Express FM avoir subi les pressions de Lotfi Zitoune, un influent conseiller du chef du gouvernement, Hamadi Jebali, issu du parti islamiste au pouvoir, Ennahda. "*Lotfi Zitoune m'a contacté et m'a dit qu'il y avait un grand mécontentement et que ce que la chaîne diffusait était inacceptable*", a-t-il déclaré.

Emission satirique

L'émission de marionnettes, lancée en mars dans une version hebdomadaire avant de devenir quotidienne il y a moins d'un mois, a été brusquement arrêtée la semaine dernière, alors qu'elle traitait de manière satirique la vie politique, raillant particulièrement les dirigeants du pays et d'Ennahda. Sami Fehri a fondé Ettounissiya TV en mars 2011, quelques mois après la révolution tunisienne. Il était auparavant associé au sein d'une société de production, Cactus, à la famille de l'épouse du chef de l'Etat déchu, les Trabelsi.

Cette affaire intervient alors que le climat entre les médias et le gouvernement est délétère. De nombreux organes de presse et des représentants de la société civile accusent les islamistes de chercher à contrôler les médias jugés trop critiques à l'égard de la politique du gouvernement. Vendredi, le Syndicat national des journalistes tunisiens a annoncé une grève générale du secteur en signe de protestation, dont la date doit être fixée dans deux semaines.

Un article de Liesi du 23 août 2012

Quand les escrocs en col blanc gouvernent impitoyablement, sans foi ni loi. (27.08)

Pourquoi des personnages comme Timothy Geithner, le secrétaire au Trésor US, poursuivent-ils leur mission de représentant des Etats-Unis alors qu'ils devraient être entre quatre murs ? Plus on creuse sur les scandales liés à la manipulation du Libor, plus on s'aperçoit qu'il s'agit de l'un des grands crimes du siècle.

Quand il s'exprime pour commenter les silences complices de Timothy Geithner sur les manipulations du Libor, l'ancien gouverneur de l'Etat de New York, Eliot Spitzer, n'hésite pas à comparer son crime à celui des pires pédophiles lourdement condamnés pour crime.

« Le rôle de Geithner a été dévoilé lors de la déposition de l'ancien directeur de la Barclays, Robert Diamond, devant une commission d'enquête du Parlement britannique. En effet, il a révélé que Barclays avait été en contact avec la Réserve fédérale de New York à l'époque où Geithner la dirigeait, au sujet du Libor. La Fed de New York, censée garder Wall Street dans le collimateur, joue un rôle de régulation tout spécial. A la suite des propos de Diamond, une série de courriels rendus publics a confirmé que les autorités de la Fed, y compris Geithner, n'ont rien fait pour arrêter les menées des banques qui fixaient le Libor, dont ils étaient au courant. Pire, ils ont accordé à ces mêmes banques des milliers de milliards de dollars de fonds et de crédits. Barclays à elle seule a obtenu 868 milliards de dollars de prêts, au loyer de 0 % ! Geithner a personnellement envoyé un email aux autorités britanniques le 1er juin 2008, leur suggérant de renforcer la gouvernance et d'établir une procédure crédible de déclaration des taux, et d'éliminer l'incitation à faire de fausses déclarations. Il savait donc bel et bien que la procédure comportait de sérieux défauts. Pourquoi n'a-t-il pas intenté de poursuites contre ceux qui trichaient ? » (Source Strategic Alert)

Chose incroyable, malgré ces magouilles honteuses, la marionnette préférée de Wall Street qui a su rouler dans la farine des millions d'électeurs, un certain Barack Obama, à qui Wall Street devrait ériger une statue pour le remercier d'avoir ridiculisé le peuple américain durant cinq longues années, a récompensé Geithner en faisant de lui LE secrétaire au Trésor du pays !

Pour l'heure, des enquêtes se multiplient contre les banques qui furent renflouées après avoir spolié leurs clients. Des actions sont même intentées par des gouvernements locaux et d'Etat, ainsi que les fonds publics de retraite, et d'autres qui ont été victimes de la manipulation des taux. Ces entités ont perdu des milliards de dollars, du fait que le guichet investissement des banques universelles leur ont vendu des swaps sur taux d'intérêt et d'autres formes d'assurance contre le risque, alors que le guichet banque des mêmes institutions truquaient les taux, obligeant leurs clients à payer beaucoup plus.

Des responsables de Baltimore font valoir que la ville a dû payer la différence à cause de la manipulation des taux sur des centaines de millions de dollars empruntés par la ville. Et de Californie, la ville d'Oakland a renvoyé Goldman Sachs en raison de l'assurance frauduleuse qu'elle lui a vendue. 75 % des grandes villes américaines ont des contrats de swaps liés au Libor. En 2010, des municipalités ont versé 4 milliards de dollars de sanctions pour avoir annulé de tels contrats.

Entre-temps, pour verser les honoraires aux escrocs, les gouvernements sont obligés de couper les budgets de santé, d'éducation et de sécurité, de fermer des postes de police, des services de pompiers, des hôpitaux etc., pour équilibrer le budget.

Non seulement le secrétaire d'Etat au Trésor n'est pas en prison, mais il ose jouer au conseiller des Etats européens, que ses amis banquiers ont torpillé par des manipulations incessantes sur les taux. Il faut bien comprendre Timothy Geithner : comme il semble pouvoir transgresser sans limite les lois des hommes, pourquoi s'arrêter en si bon chemin. D'autres pensaient jouir de certains passe-droits, même à la tête d'institutions supranationales. Mais il arrive (parfois) un moment où certaines factions oligarchiques décident de s'offrir une victime qui, du jour au lendemain, se retrouve nue comme un ver. De cela, Timothy Geithner devrait réfléchir à deux fois.

Un article de Liesi du 21 août 2012

Le scandale de l'Euribor – Complicités entre banquiers et gouvernements sur l'art de ruiner les citoyens. (27.08)

Le cadavre de l'Euribor trouve toute sa place à côté de celui du Libor. L'Euribor est l'acronyme du European Interbank Offered Rate, établi lors de la création de l'euro en 1999, qui détermine sur une base quotidienne le coût des dépôts interbancaires à court terme dans l'Eurozone. Si 43 banques de la zone euro constituent le cœur de la commission d'Euribor, d'autres banques étrangères à la zone, comme Barclays ou JP Morgan, en font partie aussi.

Barclays a déjà avoué aux autorités américaines avoir également faussé ses déclarations concernant l'Euribor. Et les autres ? Est-il pensable que l'Euribor soit resté « *propre* », alors que tout le monde savait que son concurrent, le Libor, était truqué ? A noter que l'Euribor est appliqué à un volume de 220 000 milliards d'euros de contrats dérivés.

La manipulation du taux interbancaire a des conséquences non seulement pour les millions de personnes ayant contracté un prêt hypothécaire et obligées de payer des intérêts plus élevés, mais aussi pour des centaines de municipalités en Europe ayant acheté des swaps sur taux d'intérêt, notamment en France, en Italie et en Allemagne. En Italie, plus de 400 administrations municipales et régionales ont une exposition de 66 milliards, et le gouvernement italien détient quelque 100 milliards de swaps sur taux d'intérêt. En France, le ministère de l'Economie estimait, en novembre 2008, que sur les 135 milliards d'euros de dettes des collectivités territoriales françaises, 15 à 20% d'entre elles étaient constituées de produits structurés, dont les taux fluctuaient selon des formules complexes en fonction de certaines devises comme le Franc suisse, mais aussi du Libor et de l'Euribor.

Le plus grand vendeur de tels swaps en Europe n'est autre que la banque franco-belge Dexia, qui a été renflouée à hauteur de 162 milliards d'euros par les contribuables. Par ailleurs, Dexia est intimement liée à Barclays, qui a fait fonction d'agent pour la vente des actifs de la franco-belge. (Source: EIR)

Un article de 20minutes.fr du 27 août 2012

Unilever se prépare à un «retour de la pauvreté» en Europe. (28.08)

Le responsable pour l'Europe du géant anglo-néerlandais de l'agroalimentaire et des cosmétiques Unilever affirme dans un entretien paru lundi voir «la pauvreté revenir» sur le continent, et veut adapter en conséquence sa stratégie.

«*La pauvreté revient en Europe*», a déclaré Jan Zijderveld au quotidien allemand Financial Times Deutschland, ajoutant: «*Si un Espagnol ne dépense plus en moyenne que 17 euros quand il fait les courses, je ne vais pas lui proposer un paquet de lessive qui coûte la moitié de son budget*».

Jan Zijderveld dit vouloir s'inspirer désormais en Europe des méthodes utilisées par Unilever dans les pays asiatiques en développement, en vendant des produits meilleur marché car en plus petit conditionnement.

«Celui qui s'en sort ici y arrivera partout»

«*En Indonésie nous vendons des échantillons individuels de shampoing pour 2 à 3 centimes pièce et pourtant nous gagnons de l'argent*», dit le responsable en Europe d'un groupe chapeautant des marques telles que Dove (savon), Magnum (crème glacée), Knorr (épicerie) ou Cajoline (adouçissant).

Le Financial Times Deutschland rapporte qu'Unilever a par exemple commencé à vendre en Espagne de petits paquets de lessive ne permettant de faire que cinq machines.

«*Les marchés en Europe sont un peu les Jeux olympiques de la distribution: le plus difficile! Celui qui s'en sort ici y arrivera partout*», a déclaré Jan Zijderveld.

Commentaire d'un internaute

- *"Il se trompe de discours ce mec, il aura du dire UNILEVER participe à l'appauvrissement du monde en fermant des unités de production comme FRALIB à GEMENOS, pour s'installer ailleurs ou il peut sous-payer les salariés pour faire plus de fric. Où est Montebourg ? Que l'Europe devienne un continent de pays en voie de développement, il s'en fout complètement."*

Commentaire.

En Inde, tout est également vendu à l'unité ou en sachet représentant une dose, le thé ou le shampoing ou encore les médicaments par exemple.

Ce qui est en train de se produire en Espagne, Italie, Portugal, Grèce, etc. la paupérisation généralisée en Europe, je l'avais évoquée en 2005...

Un article du Monde du 27août 2012

Il faut renforcer la mobilité des travailleurs européens. (28.08)

Par László Andor, commissaire européen chargé de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion.

Il est facile d'oublier combien une liberté est importante une fois qu'on s'y est habitué. Cependant, la liberté de circulation des travailleurs est un principe fondamental de l'intégration européenne.

La décision du gouvernement français de faciliter l'accès des travailleurs bulgares et roumains à certaines professions constitue un pas dans la bonne direction. La décision prise récemment par l'Irlande d'ouvrir son marché du travail était déjà une réponse positive à l'appel lancé par la Commission européenne à lever ces restrictions, et j'espère que d'autres Etats membres feront de même.

La liberté de circulation des travailleurs est l'un des fondements de l'Union européenne. Faire en sorte qu'il soit facile pour les citoyens de l'UE de changer de pays pour raison professionnelle renforce le potentiel économique des pays membres.

Les études sur la mobilité au sein de l'UE consécutive à l'élargissement indiquent avec constance que les travailleurs d'autres pays de l'UE ont eu un impact positif. Ils ont contribué à donner un coup de fouet aux économies des pays d'accueil ainsi qu'à la diversification des compétences, et ils ont travaillé dans des secteurs et métiers où des postes vacants demandaient à être occupés. En outre, leur mobilité est bénéfique pour leurs pays d'origine en contribuant à leur croissance grâce aux émoluments ou aux compétences acquis à l'étranger. A l'heure actuelle, la France accueille environ 87 000 citoyens bulgares et roumains, dont plus des trois quarts sont en âge de travailler. L'ouverture totale du marché du travail serait très utile pour les secteurs qui connaissent une pénurie de compétences, tels que le bâtiment, le transport, le tourisme, l'agriculture, l'hôtellerie et la restauration.

Si nous avons l'intention de nous diriger vers un véritable marché du travail européen, nous devons lever les obstacles à la mobilité professionnelle. Les énormes fossés qui séparent pays et régions en termes de taux de chômage, d'un côté, et de taux de postes vacants, de l'autre, indiquent que nous n'exploitons pas suffisamment le potentiel que représente la mobilité. Au vu de la crise de l'emploi, caractérisée par une combinaison de niveaux de chômage qui demeurent élevés dans beaucoup de domaines, et d'offres d'emploi non pourvues dans des régions ou secteurs en forte croissance, sans parler des défis démographiques auxquels l'UE va être confrontée, nous ne pouvons pas nous permettre de restreindre la libre circulation.

Par conséquent, nous devons continuer à démanteler tout obstacle légal et pratique qui subsiste. J'ai présenté des mesures dans ce sens dans le cadre du "paquet emploi", en avril. Garantir la portabilité des retraites en fait partie, tout comme les obstacles ayant trait aux compétences auxquels la Commission s'attaque par le truchement de programmes d'apprentissage et de formation tels qu'Erasmus.

D'un autre côté, du point de vue du développement économique des pays d'Europe centrale et orientale, il est crucial également de créer les conditions pour que les jeunes restent au pays, afin que tout le monde contribue à l'économie, et d'encourager ceux qui sont partis à revenir. Cela ne veut pas dire qu'il faut mettre un frein à l'épanouissement ou à la mobilité des personnes, mais plutôt qu'il faut encourager la mise en place de réformes institutionnelles et administratives qui aboutissent à ce que suffisamment de moyens soient investis dans les infrastructures et dans le capital humain.

Afin d'améliorer la compatibilité entre emplois proposés et demandeurs d'emploi par-delà les frontières, nous prévoyons de moderniser dès cet automne le portail Eures pour les demandeurs d'emploi, en le rendant plus interactif. En outre, des programmes ciblés de mobilité professionnelle vont être lancés qui pourront se focaliser sur des groupes cibles, secteurs, métiers et pays particuliers en fonction des besoins du marché. Un exemple est votre premier emploi Eures qui a été lancé par la Commission pour aider les jeunes qui cherchent un emploi à travers toute l'Europe.

Partout en Europe nous cherchons le moyen de sortir de la crise. J'estime que cela ne sera possible qu'à travers une approche européenne de l'emploi, qui nous permette de voir plus loin que nos frontières nationales. Lever les restrictions sur la circulation des travailleurs représente un pas dans la bonne direction.

Commentaire d'un internaute.

- "L'avenir que cet eurocrate féodal promet aux peuples européens, c'est celui d'une précarisation et d'une nomadisation généralisées, au service exclusif des intérêts du grand capital et de la haute finance : une forme contemporaine et rénovée de servitude. Les images dramatiques des destructions de camps de roms préfigurent le sort que les eurocrates et les financiers nous réservent."

Un article lepoint.fr du 28 août 2012

Le traité budgétaire européen exige un vrai débat démocratique. (29.08)

Hervé Gattegno, rédacteur en chef au "Point", intervient sur les ondes de RMC du lundi au vendredi à 8 h 20 pour sa chronique politique "Le parti pris".

La ratification du traité budgétaire européen - qui prévoit la fameuse "règle d'or" pour interdire les déficits - divise la gauche et sème le trouble au sein du PS. Votre parti pris : le traité budgétaire exige un vrai débat démocratique. Vous trouvez qu'il n'a pas lieu ?

Ce qui agite la gauche, c'est un trouble, un malaise face à ce qui ne peut apparaître que comme un reniement. Quoi que l'on pense du bien-fondé de ce traité, il faut se rappeler que François Hollande l'a dénoncé durant toute sa campagne. Il avait promis de "*renégocier*" ce texte, dont il disait qu'il symbolisait le renoncement des gouvernants européens (Sarkozy et Merkel en tête) face à la crise et aux marchés financiers. Or c'est ce texte au mot près qu'il demande à sa majorité de voter. Et en plus, Jean-Marc Ayrault et Martine Aubry exigent le silence dans les rangs - chez les Verts comme au PS. Ce n'est pas à proprement parler ce qu'on peut appeler faire vivre le débat.

Vous trouvez que Jean-Luc Mélenchon a raison de réclamer un référendum sur ce sujet ?

Il ne serait pas illogique de consulter les citoyens dès lors que la souveraineté budgétaire de la France est en cause - même indirectement. Or c'est bien le cas puisque le traité prévoit des sanctions automatiques en cas de manquement à la "*règle d'or*". Cela dit, le Conseil constitutionnel s'est contorsionné pour dire que la ratification du traité n'impose pas le référendum. Au grand (et lâche) soulagement de F. Hollande et de l'UMP, car tout le monde sait qu'un vote des Français se solderait très probablement par le rejet du traité. C'est bien pour cela que Mélenchon le réclame. Et c'est pour cela qu'il n'aura pas lieu. C'est tout de même un comble, en démocratie, de s'abstenir d'interroger les citoyens quand on sait qu'ils ne sont pas d'accord !

Jean-Marc Ayrault réclame l'unité de la majorité pour éviter le risque d'affaiblir le président de la République face aux partenaires européens, et notamment l'Allemagne. Est-ce que c'est un bon argument ?

Le silence n'est sûrement pas une bonne politique. Oui, une division de la majorité sur ce point fragiliserait François Hollande - mais la division existe déjà et on voit mal comment les Verts au moins pourraient voter le texte sans se renier ouvertement. Surtout, l'absence de débat affaiblit bien davantage la démocratie elle-même que le président - et elle creuse encore davantage le discrédit de l'idée européenne dans l'opinion. À chaque étape, les promoteurs de la construction européenne ont cherché à imposer leurs vues par une forme d'intimidation - cette idée qu'il n'y aurait pas d'autre politique possible. La crise a achevé de rendre insupportable cette pensée obligatoire. D'ailleurs, ce débat qu'on veut escamoter, il a lieu dans d'autres pays et notamment en Allemagne - y compris au sein du SPD, le parti social-démocrate allemand.

Est-ce que la question de fond n'est pas de savoir s'il existe - ou pas - une alternative aux politiques d'austérité qui sont menées aujourd'hui en Europe ?

Évidemment. De plus en plus d'économistes de premier plan disent que les saignées imposées aux économies européennes vont finir par tuer les malades. L'une des forces de F. Hollande pendant sa campagne a été de contester cette évidence. Qu'il s'y soit finalement rendu, c'est peut-être le choix de la raison - admettons. Mais un tel revirement en quelques mois d'exercice du pouvoir mériterait une pédagogie moins désinvolte - et moins autoritaire. Il ne faut pas confondre la discipline budgétaire, qui est une vertu du pouvoir, et la discipline politique, qui est un abus de pouvoir.

Commentaire.

Nous n'avons pas besoin que monsieur Gattegno nous rappelle que l'élection de Hollande a constitué une véritable ecoquerie que tous ceux qui ont appelé à voter pour lui ont couvert sous des prétextes divers, à commencer par les membres du PS et futurs élus.

Effectivement, l'UE est une institution illégitime qui n'a pu se construire qu'en piétinant la démocratie avec laquelle elle est incompatible, ce dont elle fait la démonstration quotidiennement depuis sa création avec le soutien notamment des médias comme Le Point, monsieur Gattegno ne nous contredira pas sur ce point.

La méthode du PS qu'il dénonce ici est exactement la même qu'avait employée Mitterrand 30 ans auparavant, et aussi loin que vous rechercherez, vous constaterez que le PS n'en connaît pas d'autres d'ailleurs, et si on devait le définir en un mot on dirait qu'il est une escroquerie permanente avec laquelle les uns et les autres dans notre camp s'accommodent depuis des lustres, toujours sous de bons prétextes évidemment, en tordant l'histoire dans tous les sens on parvient toujours par lui faire dire ce qui nous arrange.

Le parti de l'ordre officiel, l'UMP, n'agit pas autrement que le PS évidemment et n'a pas d'autre objectif non plus sur le fond, donc finalement que ce soit sur la méthode ou les objectifs l'osmose est quasiment parfaite. N'est-ce pas là l'essentiel qu'il faut retenir pour définir nos rapports avec ces partis, au lieu de divaguer sur les origines lointaines du PS avec lesquelles il a rompu il y a près d'un siècle ?

Gattegno a raison quand il affirme qu'une division au sein du PS sur la question du TSCG affaiblirait Hollande, quoiqu'il sache pouvoir compter sur l'UMP en dernier ressort, d'autant plus que l'UMP peine à se remettre de sa débâcle électorale et de la défaite de Sarkozy.

Hollande profite également jusqu'à présent de la neutralité bienveillante des agences de notation et de Washington, donc il ne faut pas faire un plat des états d'âme passagers d'une trentaine de députés tout au plus, qui rentreront sagement à la niche d'ici peu. Et puis entre eux, ils se connaissent très bien, Hollande sait qu'il n'a à faire qu'à des roquets qui donnent de la voix le temps que la caravane passe.

Montebourg et Cie n'étaient-il pas il y a peu encore des farouches opposants à Hollande, sur le nucléaire, la finance, etc., une fois devenu ministres, ils sont rentrés dans le rang. Comment croyez-vous que les choses se sont passées quand Mitterrand a brutalement changé de cap en 1982-83 ?

Exactement de la même manière, et parfois ce sont les mêmes qui nous refont le coup, peut-être parce qu'on a entretenu le mythe d'un courant de gauche au sein du PS qui n'a existé en réalité que le temps qu'un mirage se forme et disparaisse, qui selon le principe : cause toujours il en restera quelque chose divisera utilement l'avant-garde, ce sera toujours cela de gagner... pour le compte du régime en place.

Document

Articles de presse de septembre 2012

Table des matières

France

Social

- Contrat de génération: cadeaux aux patrons ! (05.09)
- Trois recrutements sur quatre sont des CDD. (06.09)
- Le gouvernement lance une vaste réforme du marché du travail. (08.09)
- Bernard Thibault : "*Nous sommes prêts à débattre de la compétitivité*". (13.09)
- Déficit de la Sécu: la Cour des comptes demande une baisse drastique des dépenses. (14.09)
- Payer l'énergie, première difficulté des Français. (20.09)
- Coup d'envoi de la négociation sur la qualité de vie au travail. (22.09)
- L'auteur d'une étude choc sur un OGM se dit "*attaqué par des lobbies*" (25.09)
- La précarité énergétique s'aggrave en France. (27.09)
- Le chômage, une réalité condamnée à être sous-évaluée par la statistique. (28.09)

Economie

- Les OGM de Monsanto soupçonnés d'effets délétères sur la santé. (20.09)

International

Politique

- Israël, "*l'Etat le plus raciste du monde développé*". (01.09)
- Portugal: l'opposition menace de rompre le consensus autour du plan d'aide. (14.09)
- La Bulgarie renonce à l'euro. (18.09)
- Les bonnes affaires de Tony Blair. (19.09)
- Pourquoi l'Allemagne copine avec l'Ouzbékistan (19.09)
- Israël et USA pas touchés par le "*geste*" arabe sur le nucléaire. (22.09)
- Scandale financier en Italie: la "*gouverneure*" part, tempête sur le parti de Berlusconi. (25.09)
- Énorme scandale en Grèce : 3 hommes politiques seraient impliqués dans le blanchiment de 10 milliards d'euros (25.09)

Social

- Affaiblis, les syndicats US craignent une victoire de Romney. (04.09)
- Chômage: le taux d'inactivité des jeunes dans le monde va encore s'aggraver. (05.09)
- Ces Espagnols qui s'expatrient et emportent avec eux leur argent. (05.09)
- L'industrie de l'automobile pourrait perdre 10 usines et 80.000 emplois en Europe. (06.09)
- Les grecs manifestent contre la rigueur. (13.09)
- Grèce: l'austérité fait chuter le coût du travail (19.09)
- Italie: Mario Monti décidé à donner un coup de fouet à la compétitivité. (25.09)
- "*CleanIT*" : le nouveau projet qui va faire bondir les internautes (27.09)

Economie

- Zone euro: les premiers détails du plan de supervision bancaire dévoilés. (01.09)
- Etats-Unis: des fonds d'investissements soupçonnés de fraude fiscale. (03.09)
- Et le Honduras créa les villes privées. (07.09)
- La Commission européenne présente son plan d'union bancaire. (13.09)
- Etats-Unis: la Fed prend le risque d'ouvrir une nouvelle porte sur l'inconnu. (15.09)

- Etats-Unis: des banques américaines visées par une enquête pour blanchiment. (17.09)
- D'où vient le traité budgétaire européen ? (19.09)
- L'Asie compte plus de riches que l'Amérique du Nord. (20.09)
- La crise a condamné un tiers des boutiques du centre d'Athènes. (25.09)

Un article du monde.fr du 31 août 2012

Israël, "l'Etat le plus raciste du monde développé". (01.09)

(Titre du Monde : *Israël secoué par le lynchage d'un Palestinien à Jérusalem.*)

Il est 22 h 30, jeudi 16 août. Une cinquantaine de jeunes Israéliens squattent la place Hahatulot, une zone animée du centre-ville de Jérusalem-Ouest. *"Chaque week-end, il y a ici une bagarre entre juifs et Arabes, dit un commerçant du quartier. C'est devenu une routine : ils viennent, crient 'mort aux Arabes' et cherchent des Arabes pour les frapper."*

Le scénario est bien rodé. Ce soir-là, une jeune fille disant avoir été violée par des Arabes crie des plaisanteries racistes et appelle à traquer et à attaquer des Palestiniens. Les jeunes gens éméchés s'engagent alors dans les rues du centre-ville, scandant *"un juif a une âme, un Arabe lui est un fils de p..."*, *"Si t'es un homme viens cogner les Arabes"* et *"Mort aux Arabes"*.

A une centaine de mètres de là, place Sion, la horde en furie tombe sur quatre Palestiniens de Jérusalem-Est, le secteur annexé de la ville, à majorité palestinienne. Djamal Joulani, 17 ans, n'a pas le temps de fuir. Il est roué de coups de poing et de pied et laissé pour mort, victime d'un arrêt cardiaque. Des centaines de passants ont observé la scène sans intervenir, selon la police.

Au chevet de la victime, le député du Likoud Reuven Rivlin a tiré la sonnette d'alarme face à ce qui n'est pas selon lui un cas isolé, mais *"le microcosme d'un problème national qui pourrait mettre en péril la démocratie israélienne"*. L'affaire a ainsi permis de souligner le racisme que peuvent vivre au quotidien des Palestiniens vivant des deux côtés de la ligne verte. *"Ce qui a eu lieu à Jérusalem a été couvert par les médias, mais des incidents surviennent chaque jour, dans des lieux où se trouvent des bars et des cafés, contre des jeunes Arabes qui veulent juste sortir et s'amuser"*, confirme ainsi Rabia Sagir, une Arabe israélienne de Haïfa, au Yedihot Aharonot.

Quelques heures avant le lynchage de Djamal Joulani, un taxi collectif palestinien avait été la cible d'une bombe incendiaire près de la ville palestinienne de Bethléem, dans le sud de la Cisjordanie. Le lynchage a toutefois davantage marqué les esprits que cette attaque. *"Des actes haineux, criminels, ont lieu en Cisjordanie en permanence. Aussi longtemps que ces actes se déroulent en Cisjordanie, le public israélien y est en général plutôt indifférent car c'est loin. Soudainement, deux ou trois actions violentes ont lieu en Israël et c'est le choc, car cela arrive près de chez soi. Cela, les gens ne peuvent pas le tolérer"*, analyse Gavriel Salomon, professeur émérite de psychologie éducative à l'université de Haïfa, en Israël.

Le choc est d'autant plus grand pour le public israélien que l'affaire met en lumière la radicalisation de la jeunesse. Quelques voix se sont élevées pour mettre ces incidents sur le compte de *"mauvaises graines"*, à l'instar de l'éditorialiste de droite du quotidien Ma'ariv, Ben Dror Yemini. Les jeunes auteurs du lynchage ont en effet le profil idéal : ils sont issus de familles religieuses, de droite voire d'extrême droite. Le principal suspect aurait été interné plusieurs fois en hôpital psychiatrique.

Mais, assure le Pr. Salomon, il y a bien une radicalisation de la jeunesse dans son ensemble et une généralisation de la violence. *"Un pourcentage croissant de jeunes pensent que les Arabes ne devraient pas avoir le droit de vote ou d'être élus à la Knesset"*, s'alarme-t-il. Le vice-premier ministre, Moshe Ya'alon, a lui-même reconnu que ces *"actes terroristes"* et ces *"crimes haineux"* étaient le résultat d'un échec moral et éducatif contraire aux valeurs juives. Un constat partagé par le ministre de l'éducation, Gideon Saar, qui a demandé aux professeurs de collège et de lycée de tout le pays de consacrer, lors de la rentrée scolaire, une heure à une discussion en classe sur ces événements. Or, estime Gavriel Salomon, il est impératif que soit mis en place rapidement un vaste programme de lutte contre le racisme et de promotion de la coexistence auprès des deux millions d'élèves du système éducatif israélien.

Pour de nombreux observateurs, le *"lynchage de Jérusalem"* est l'expression d'un mal qui ronge non seulement la jeunesse mais toute la société israélienne. *"Israël peut se targuer d'être l'Etat le plus raciste du monde développé"*, a ainsi lancé avec sarcasme l'écrivain israélien Sami Michael. *"Ne nous leurrions pas, la culture en Israël est déjà souillée depuis autant de temps que les courants extrêmes dans l'islam. Depuis le jardin d'enfants, nous transmettons à nos enfants un bagage de haine, de suspicion et de dégoût pour l'étranger, en particulier l'Arabe"*, a-t-il déclaré lors d'une conférence à l'université de Haïfa, relatée dans le

journal Haaretz (en hébreu). Ainsi, renchérit le journaliste israélien Gal Uchovsky, ces jeunes gens ne sont finalement que *"le rejeton du monstre : de la culture des colonies, de la haine des Palestiniens et de la haine juive en général"*.

"Le racisme a toujours existé, mais avant il n'était pas couplé à la violence ni considéré comme légitime. Aujourd'hui, racisme, violence et légitimité vont de pair et cela est un processus graduel qui n'est pas près de s'arrêter", alerte le Pr Gavriel Salomon. *"Le fait d'avoir légitimé le recours à la violence en Cisjordanie induit que cette violence s'étende graduellement de l'autre côté de la ligne verte, explique-t-il. C'est désormais devenu légitime d'attaquer des migrants africains, de faire de la discrimination à l'encontre des étudiants éthiopiens, d'attaquer des Arabes dans la rue"*, dit-il.

Les appels répétés du ministre des affaires étrangères, Avigdor Lieberman, à transférer les citoyens arabes d'Israël dans les Territoires palestiniens ou ceux, plus récemment, du ministre de l'intérieur, Eli Yishai, à expulser tous les migrants africains, participent, pour beaucoup, à cette légitimisation du racisme et de la violence. *"Les politiques mises en place par le gouvernement contribuent à cette situation. Leurs provocations et incitations à la haine ne sont pas prises au sérieux par la plupart des gens, mais par certains, oui, parce que cela reflète ce qu'ils pensent"*, estime Gavriel Salomon. A tel point que Gal Uchovsky tisse *"un lien direct entre cet incident et la culture de la haine envers les Arabes que la droite cultive depuis des années. Quand le premier ministre met autant de temps à condamner et que l'opposition se tait, les auteurs du lynchage ne peuvent comprendre qu'une chose : les gens sont derrière eux"*. (lemonde.fr 31.08)

Commentaire.

Gal Uchovsky, Eli Yishai et Gavriel Salomon ont bien résumé la situation, mais ils se leurrent s'ils estiment qu'un programme éducatif pourrait changer quelque chose, c'est la politique ultra réactionnaire de l'Etat sioniste envers les Palestiniens qui est l'unique cause du racisme. Ils n'ont pas compris que le racisme des sionistes était inséparable de l'existence de l'Etat d'Israël et qu'il ne disparaîtra qu'avec lui.

Un article de l'AFP du 31 août 2012

Zone euro: les premiers détails du plan de supervision bancaire dévoilés. (01.09)

Le commissaire européen chargé du Marché intérieur, Michel Barnier, a dévoilé vendredi les premiers détails d'un plan de supervision bancaire ambitieux, qui concernerait l'ensemble des banques de la zone euro avec une mise en place progressive dès janvier 2013.

Ce plan, réclamé par des dirigeants européens pour limiter les risques systémiques posés par le secteur bancaire, s'appliquerait aux quelque 6.000 banques de la zone euro à partir du 1er janvier 2014, en dépit du souhait de l'Allemagne qui voulait le limiter à des institutions de grande taille.

Toutes les banques faisant l'objet d'un soutien public via le Mécanisme européen de stabilité (MES) seront concernées à partir du 1er janvier 2013, a déclaré vendredi M. Barnier au quotidien français Les Echos.

"A cette date, théoriquement, la recapitalisation directe des banques par les fonds de secours sera donc possible", a-t-il souligné.

La supervision sera ensuite étendue aux banques considérées comme systémiques puis, à compter du 1er janvier 2014, à l'ensemble des 6.000 banques de la zone euro.

Les banques systémiques sont des établissements financiers d'une taille, d'une importance sur le marché et d'une interconnexion mondiale telles que leur mise en difficulté ou en faillite pourrait sérieusement ébranler le système financier mondial.

"Nous pensons qu'une vraie supervision intégrée doit être opérationnelle pour toutes les banques. Beaucoup de problèmes sont venus ces dernières années de banques non systémiques, comme Northern Rock, Dexia ou Bankia", a expliqué M. Barnier. Il a précisé néanmoins que "pour des tâches sans conséquences sur la stabilité financière, comme la protection des consommateurs, le superviseur national restera compétent".

Mais le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, semble ne pas partager complètement ce point de vue. Dans une tribune dans le Financial Times également publiée vendredi, il juge *"de bon sens"* que le superviseur européen ne soit pas contraint de surveiller *"directement"* tous les établissements.

Dans un autre entretien, vendredi, à la Süddeutsche Zeitung, Michel Barnier se montre sur ce point plus nuancé que dans Les Echos.

Il explique que la Banque centrale européenne, pivot du système de contrôle européen, *"aura la responsabilité finale pour toutes les décisions"*, mais qu'elle devra aussi *"organiser la coopération avec les organes nationaux de supervision"* et *"pourra déléguer des missions"*.

"Il est par ailleurs évident que nous (la Commission) ne pourrions pas fixer à l'avance tous les détails", a-t-il précisé au journal allemand.

Les banques allemandes sont divisées sur la supervision bancaire confiée à la BCE.

La fédération des banques privées, BdB, ne voit pas de mal à ce que l'institution de Francfort s'occupe de toutes les banques de la zone euro sans exception. Par contre, la fédération allemande des caisses d'épargne DSGV, qui regroupe 426 caisses, estime que seules les banques systémiques devraient faire l'objet d'une supervision européenne.

Interrogé au cours d'un point de presse à Bruxelles, le porte-parole de M. Barnier, Stefaan De Rynck, a laissé entendre que la BCE ne serait pas forcément amenée à superviser directement toutes les banques.

"Il est clair que toutes les banques doivent être couvertes par un mécanisme de supervision unique, nous pensons que c'est important pour la crédibilité du système", a-t-il dit. Mais *"les tâches de supervision au jour le jour différeront selon les banques, et ce sera au mécanisme de supervision d'en décider"*.

Selon M. Barnier, le dispositif européen de supervision est une proposition *"historique"* pour l'approfondissement du projet européen et est *"essentiel pour retrouver une stabilité financière dont l'économie réelle a besoin"*.

Pour éviter tout conflit d'intérêt avec les responsabilités de la BCE en matière de politique monétaire, la supervision relèvera d'un conseil *"distinct"* du conseil des gouverneurs, et son président *"rendra des comptes au Parlement européen, afin d'instituer un contrôle démocratique sur ce nouvel organisme"*.

M. Barnier a souligné que cette supervision était une étape vers une union bancaire, *"un système plus intégré"* qui se traduira notamment par la mise en place d'une *"autorité européenne de résolution des crises bancaires"*.

Commentaire.

BCE, lire Fed et non FMI contrairement à ce qu'on peut lire ici ou là.

Aux Etats-Unis, qui bat la monnaie, qui distribue les bons et les mauvais points aux banques, qui distribue généreusement les dollars aux différentes banques ou institutions financières, qui fixe les taux d'intérêts, etc. ? Réponse : la Fed et non le FMI. Je peux me tromper, on va encore y réfléchir. La Fed joue un rôle au sein du FMI, de la même manière que différentes banques centrales jouent un rôle dans le FESF et demain le MES, on ne confond pas pour autant la Fed et le FMI.

Ils vont donc créer un *"conseil"*, un organisme de plus non élu, dont la légitimité reposera sur le Parlement européen, dont la majorité des députés est favorable à l'Union européenne, donc à cette union bancaire et la boucle (dictature) est bouclée.

Pourquoi le Parlement européen est illégitime ? Parce qu'il est une création du capital pour servir ses intérêts. Mais encore. Dans ce cas-là tous les parlements nationaux sont illégitimes direz-vous. Oui et non à la fois, oui parce qu'ils ne peuvent (finalement) représenter que les intérêts de la classe des capitalistes, non parce qu'ils sont le produit du développement historique du capitalisme et de la lutte de classe.

Sur le plan historique, les parlements nationaux ont une certaine légitimité, ce qui n'est pas le cas du Parlement européen qui a été conçu pour instaurer une dictature de fer à l'échelle de tout un continent, qui s'ils parvenaient à leur fin, coïnciderait avec la négation de la lutte de classe, attention, pas sa fin.

Dit autrement, le Parlement européen a pour unique fonction de réduire en servitude ou esclavage la classe ouvrière, alors que les parlements nationaux sont le produit des rapports entre les classes au profit de la classe dominante.

On se posera la question du bien-fondé de la participation à l'élection des députés au Parlement européen. A mon avis il faudrait les boycotter, ce qui ne sera pas forcément le cas des élections nationales.

Un article de l'AFP du 2 septembre 2012

Etats-Unis: des fonds d'investissements soupçonnés de fraude fiscale. (03.09)

Plusieurs fonds d'investissements sont visés par une enquête des autorités de l'Etat de New York, qui les soupçonnent d'avoir mis en place une stratégie pour échapper à l'impôt, affirme samedi le *New York Times* sur son site internet, citant des personnes ayant connaissance de l'enquête.

Le journal cite parmi les fonds concernés KKR, TPG Capital, Sun Capital, Appolo Global Management, Siler Lake Partners et Bain Capital, une société fondée et dirigée pendant quinze ans par le candidat républicain à la Maison blanche Mitt Romney.

Le procureur général new-yorkais, Eric Schneiderman, a assigné au total "*plus d'une dizaine*" de fonds, afin d'obtenir des documents révélant s'ils ont transformé certains frais de gestion payés par leurs investisseurs en "*investissements*", beaucoup moins taxés, détaille le journal.

Ils auraient ainsi évité des centaines de millions de dollars d'impôts, selon le *New York Times*, qui précise que la pratique est fréquente dans le secteur, mais que les experts sont divisés sur sa légalité.

Un article de Reuters du 3 septembre 2012

Affaiblis, les syndicats US craignent une victoire de Romney. (04.09)

Affaiblis par la poussée conservatrice des dernières années, les syndicats américains joueront gros lors de l'élection présidentielle du 6 novembre, qu'ils considèrent comme la plus importante depuis 80 ans et la victoire en 1932 du démocrate Franklin Roosevelt.

Selon Richard Kahlenberg, chercheur associé à la Century Foundation, orientée à gauche, le programme adopté la semaine dernière par le Parti républicain est, de mémoire récente, le plus hostile au droit syndical jamais mis au point par le Grand Old Party.

Les républicains veulent notamment étendre à l'ensemble des Etats-Unis les lois *"right-to-work"*, déjà appliquées dans 23 Etats, qui interdisent les cotisations obligatoires au syndicat d'une entreprise choisie par une majorité d'employés.

Dans son programme, le GOP ne soutient plus le droit des travailleurs à se syndiquer comme il le faisait auparavant et déclare que les négociations collectives dans le secteur public menacent les finances des Etats.

"C'est une déclaration de guerre au travail", résume Richard Kahlenberg.

La convention démocrate, qui s'ouvre mardi, débouchera certainement sur une plate-forme plus favorable aux syndicats. Mais le bilan du président sortant Barack Obama en matière de droit social a déçu les organisations de salariés.

La réforme de l'éducation *"Race to the Top"* mise en place en 2009 par le gouvernement, qui met les écoles en concurrence pour obtenir des subventions, est dénoncée par les syndicats d'enseignants. Elle insiste sur les tests d'évaluation et donne le beau rôle aux *"charter schools"*, des écoles financées par les fonds publics mais non soumises à toutes les obligations des écoles publiques et autorisées à sélectionner leurs élèves.

"Les démocrates nous ont trahis", estime Betty Maloney, une enseignante à la retraite de Newark, dans le New Jersey.

Le choix du lieu de la convention démocrate, la ville de Charlotte en Caroline du Nord, où s'applique la loi *"right-to-work"* et où les syndicats sont parmi les plus faiblement représentés du pays, fait également grincer des dents.

Pour les syndicats, voter démocrate le 6 novembre ne sera pas un geste d'adhésion, mais bien plutôt un vote de rejet du candidat républicain Mitt Romney.

"Pour moi, Mitt Romney représente la capitulation totale face aux intérêts des grandes entreprises qui ne veulent pas de syndicats dans ce pays", juge Roberta Lynch, directrice adjointe d'un syndicat des employés des administrations locales.

"Ce qu'ils craignent en cas de victoire de Romney, c'est de se faire briser les reins. C'est ce qui préoccupe les esprits", explique Harley Shaiken, historien du droit du travail à l'université de Berkeley, en Californie.

D'autant que les syndicats sont en position de faiblesse. La représentation syndicale est aujourd'hui de 11,8% aux Etats-Unis, contre 28,3% en 1954, au plus fort du mouvement social, et plusieurs défaites politiques les ont laissés groggy.

Ainsi dans le Wisconsin, un de leurs bastions, les syndicats n'ont pas réussi, malgré seize mois de campagne, à obtenir le départ cette année du gouverneur républicain Scott Walker, qui a fortement réduit les négociations collectives dans le secteur public. Et l'Etat d'Indiana est devenu le premier Etat industriel à adopter une loi *"right-to-work"*.

Le Labor Day, ce lundi, n'est donc pas source de réjouissance pour les défenseurs des salariés même s'il marque traditionnellement le coup d'envoi de la dernière ligne droite en vue de la présidentielle. Le seul syndicat AFSCME, celui des employés administratifs, compte dépenser 100 millions de dollars pour mobiliser ses adhérents d'ici au 6 novembre.

"Un candidat, Romney, est opposé à leurs objectifs. L'autre, Obama, n'est qu'un ami des beaux jours qui demande qu'on le soutienne en disant: 'Je suis mieux que l'autre type. S'il gagne, ce sera pire.' Ce n'est pas vraiment un choix", déclare Gary Chaison, professeur de droit social à l'université Clark de Worcester, dans le Massachusetts.

Un article de l'AFP du 4 septembre 2012

Chômage: le taux d'inactivité des jeunes dans le monde va encore s'aggraver. (05.09)

L'avenir des jeunes chômeurs dans le monde, déjà durement touchés par la crise, va rester sombre, selon la dernière étude de l'OIT (organisation internationale du travail), publiée mardi à Genève.

Selon l'OIT, *"le taux de chômage parmi les jeunes va encore s'aggraver à l'échelle mondiale parce que les retombées de la crise de l'euro se propagent des économies avancées vers les économies émergentes"*, indiquent les experts de l'OIT.

Selon les prévisions de l'OIT, le taux de chômage des jeunes va s'élever en 2017 à 12,9%, en hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions de 2012 (12,7%).

Ce sont les jeunes d'Afrique du Nord et du Moyen-orient qui sont le plus touchés par le chômage, avec une prévision de taux de chômage de 27,5% en 2012 en Afrique du Nord et de 26,4% au Moyen-Orient.

A moyen-terme, d'ici 2017, le taux de chômage des jeunes dans le monde devrait s'élever à 12,9%. En Afrique du Nord, ce taux devrait s'élever à 26,7% et au Moyen-Orient à 28,4%.

"Même dans les pays qui enregistrent des signes précoces de reprise de l'emploi et où des postes vacants s'ouvrent, de nombreux jeunes chômeurs ont du mal à décrocher un emploi", relève l'OIT.

"Cela conduit au découragement et à l'augmentation du taux de ceux qui ne sont ni au travail, ni scolarisés ni en formation parmi les jeunes", a relevé Ekkehard Ernst, l'auteur principal du rapport et responsable de l'Unité des tendances de l'emploi de l'OIT.

Pour sortir les jeunes chômeurs de la précarité, l'expert préconise le recours à des systèmes de garanties d'emploi et à la priorité accordée à la formation. Cela pourrait *"contribuer à sortir les chômeurs de la rue pour les intégrer à des activités utiles, leur offrant une protection contre de nouvelles tensions économiques"*, a-t-il estimé.

Selon l'étude, ces garanties pour les jeunes n'auraient qu'un faible coût dans les pays européens, estimé à moins de 0,5% du PIB.

"En période de restrictions budgétaires, cela peut sembler une lourde charge additionnelle, mais elle sera inférieure aux coûts supplémentaires qu'engendre l'éloignement durable des jeunes chômeurs ayant perdu contact avec le marché du travail", selon l'étude de l'OIT.

Un article de l'AFP du 4 septembre 2012

Contrat de génération: cadeaux aux patrons ! (05.09)

(Titre de l'article de l'AFP : *Contrat de génération: des aides aux entreprises de moins de 300 salariés*. J'ai modifié le titre car il ne correspond pas à la réalité.)

Le ministre du Travail Michel Sapin a adressé mardi aux partenaires sociaux le document d'orientation sur le contrat de génération, qui offrira des aides financières aux entreprises de moins de 300 salariés.

Le contrat de génération - promesse emblématique de la campagne de François Hollande visant à coupler l'embauche de jeunes (16-25 ans) en CDI et le maintien des seniors (plus de 57 ans) en activité - revêtira deux visages différents en fonction de la taille de l'entreprise.

Il se présentera comme un contrat individuel dans celles de moins de 300 salariés, qui représentent 66% des emplois, selon le ministère. Ces dernières toucheront deux aides forfaitaires de 2.000 euros annuels (pendant trois ans pour le jeune, jusqu'à sa retraite pour le senior), pouvant s'ajouter aux allégements déjà existants pour les bas salaires, en deçà d'1,6 Smic.

"Pour les très petites entreprises, une modalité particulière permettant de conclure un contrat de génération en présence d'un chef d'entreprise senior et d'un jeune embauché en CDI" a été prévue, précise également le document.

Pour les entreprises de plus de 300 salariés, le contrat de génération prendra en revanche la forme d'un accord collectif qui devra être négocié dans chaque entreprise, faute de quoi elles seront soumises à sanctions.

"Ce sera alors aux partenaires sociaux de définir le contenu de cet accord", a précisé un proche de Michel Sapin. Cet accord se substituera aux plans seniors, obligatoires depuis 2009.

Pour ces grandes entreprises, aucune aide n'est prévue. Mais si l'accord n'était pas conclu avant le 30 septembre 2013, les récalcitrantes perdront une partie des allégements de cotisations sur les bas salaires et seront soumises à une pénalité égale à 1% de la masse salariale.

Le choix d'un accord collectif pourra aussi être fait dans les entreprises de moins de 300 salariés dotés de représentants du personnel.

Avec ce double dispositif, qui limite les aides financières aux entreprises de moins de 300 salariés et n'offre qu'un risque de sanction à celles de plus de 300, le gouvernement espère limiter les effets d'aubaine.

A partir de ce document qui trace l'architecture du dispositif, les partenaires sociaux sont appelés à négocier dans les prochaines semaines les *"modalités concrètes d'application"* avant la fin de l'année. Suivra un projet de loi qui sera débattu au Parlement début 2013.

L'objectif avancé par l'exécutif est de 500.000 contrats sur le quinquennat, pour un coût estimé entre 2 et 3 milliards par an.

Contrairement aux emplois d'avenir, présentés le 29 août au Conseil des ministres, ciblés sur les jeunes non qualifiés et le secteur non-marchand, ces contrats concerneront *"tous les jeunes et toutes les entreprises"*, a insisté mardi Michel Sapin devant la commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale.

"Les entreprises, les grandes comme les petites, sont prêtes à se saisir de cette belle idée pour l'adapter à la réalité des situations professionnelles ou sectorielles", avait assuré vendredi avec confiance le président François Hollande.

Un article d'Atlantico.fr du 4 septembre 2012

Ces Espagnols qui s'expatrient et emportent avec eux leur argent. (05.09)

Au mois de juillet, les Espagnols ont retiré l'équivalent de 75 milliards d'euros de leurs banques.

Les Espagnols inquiétés par la crise qui frappe leur pays, sont nombreux à extraire leurs capitaux et leurs dépôts de la péninsule ibérique. Certains font même le choix de s'expatrier. En juillet, ils ont retiré 75 milliards d'euros de leurs banques. Cette somme record correspond à 7% de la production économique du pays.

La fuite des dépôts reflète un problème plus large, celui de la fuite des capitaux. Selon une récente étude de la banque Nomura, les capitaux ayant fui le pays représente 50% du PIB sur les trois derniers mois. Il s'agit pour la plupart de capitaux étrangers mais les Espagnols commencent aussi à transférer leurs économies dans des banques étrangères.

Cette tendance a débuté milieu de l'année dernière et s'est accélérée malgré l'engagement européen d'injecter 100 milliards d'euros dans le système bancaire espagnol. Mais le plus inquiétant est ce phénomène touche désormais une partie de l'élite entrepreneuriale et éduquée, las du manque d'opportunité dans un pays où le chômage touche 25% de la population active. L'année dernière ce sont 30 000 espagnols qui se seraient enregistrés pour travailler au Royaume-Uni, des chiffres qui pourraient être plus élevé si l'on comptait les travailleurs non déclarés.

"Les plus aisés ont déjà retirer leur argent du pays. C'est désormais le tour des professionnels et des classes moyennes d'emporter leur argent en Allemagne et à Londres", estime José García Montalvo économiste à l'université de Barcelone. Et il se pourra bien que les plans de sauvetage européens n'y fassent rien. En Grèce, malgré les sauvetages successifs, un tiers des dépôts bancaires du pays a été retiré depuis 2009. Tant que l'économie sera morose, les espagnols ne seront pas rassurés.

Un article de lexpansion.com du 5 septembre 2012

Trois recrutements sur quatre sont des CDD. (06.09)

Plus de 80% des entreprises de plus de 50 salariés ont recours au CDD plutôt qu'au CDI. C'est dans le tertiaire que le taux est le plus élevé.

Les trois quarts des recrutements effectués en 2011 l'ont été en contrat à durée déterminée (CDD), selon une étude du ministère du Travail publiée mercredi. C'est dans les établissements de 50 salariés ou plus que le recours au CDD est le plus fréquent (80,8%), tandis qu'il est un peu plus faible dans ceux de 1 à 9 salariés (72,2%). Les embauches en CDD sont particulièrement fréquentes dans le tertiaire (78,9%), qui arrive en tête devant l'industrie (63,7%) et la construction (53,3%).

L'enquête de la Dares (direction des études du ministère), qui se penche sur les "*mouvements de main d'oeuvre*" au sein des établissements d'un salarié ou plus, souligne également que trois quarts des CDD d'au moins un mois arrivés à terme en 2011 ont duré six mois ou moins. En terme de sortie de l'emploi, les fins de CDD constituent le principal motif (sept sur dix), loin devant les démissions et les licenciements. A noter que trois licenciements sur quatre sont des licenciements pour des motifs autres qu'économiques.

Le taux de rotation moyen de la main d'oeuvre (ou "*turn-over*", qui constitue une moyenne des taux d'entrées et de sorties dans les établissements) est de 51,7%, tiré à la hausse par le tertiaire (64%). Dans certains secteurs, des taux très élevés sont observés. C'est notamment le cas dans les arts et spectacles, dans l'édition et l'audiovisuel ou encore dans l'hôtellerie et la restauration. A contrario, dans le secteur des activités informatiques, les mouvements de main-d'oeuvre sont bien moins nombreux: le recrutement en CDI y est la norme, avec trois embauches sur quatre. Le taux de rotation est globalement plus élevé dans les entreprises de 1 à 9 salariés.

Si on considère le profil des travailleurs, les mouvements de main d'oeuvre concernent davantage les jeunes, mais aussi les femmes et les ouvriers non qualifiés et employés. En termes géographiques, les taux de rotation les plus importants sont observés en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Bretagne et dans le Limousin. Champagne-Ardenne, la Lorraine et l'Alsace connaissent en revanche un "*turn-over*" plus faible.

Un article de l'AFP du 5 septembre 2012

L'industrie de l'automobile pourrait perdre 10 usines et 80.000 emplois en Europe. (06.09)

Entre cinq à dix usines automobiles pourraient fermer et jusqu'à 80.000 emplois disparaître dans les deux à trois ans en Europe de l'Ouest où la demande est en berne et les sites de production ne tournent pas à plein, estime mercredi le cabinet spécialisé Roland Berger.

"Depuis 2007, le marché automobile européen subit une forte baisse et tout particulièrement le segment milieu de gamme", relève Roland Berger dans cette étude réalisée en juillet.

Les ventes de voitures particulières et de véhicules utilitaires du segment *"milieu de gamme"* en Europe et en Turquie, le plus important, ont reculé de 23% sur la période à environ 12,5 millions d'unités, selon leurs calculs.

Celles de modèles à bas coûts (marques Dacia, Chery, Hyundai-Kia et Chevrolet) ont en revanche progressé de 40% et celles dans le *"premium"* et le haut de gamme (BMW, Mercedes, Audi, Lexus, Infiniti, DS) n'ont reculé que de 14%.

Par conséquent, les usines qui fabriquent des modèles de milieu de gamme ne tournent pas à plein. La situation est particulièrement vraie en Europe de l'Ouest, alors que *"la base de production européenne s'est déplacée en Europe de l'Est"* depuis les années 2000, rappelle l'étude.

La production de voitures et d'utilitaires en France dans le milieu de gamme a ainsi reculé de 28% entre 2007 et 2012.

Cette situation entraîne une *"surcapacité industrielle sur le milieu de gamme (qui) menace jusqu'à 10 usines et 80.000 emplois"* en incluant la sous-traitance la fabrication de moteurs en Europe de l'Ouest, selon l'étude.

"Le retour à un taux d'utilisation des capacités normal impliquerait la fermeture d'environ 10 usines, chez les constructeurs les plus touchés: cinq à court terme et potentiellement cinq supplémentaires si la tendance de marché perdure".

Le français PSA Peugeot Citroën a déjà annoncé la fermeture du site d'Aulnay-sous-Bois, en région parisienne. Des usines d'Opel, filiale de l'américain General Motors et de Fiat paraissent aussi menacées.

"A part Volkswagen et Ford, les autres constructeurs affichent des taux de productivité dans leurs usines qui sont insoutenables et le marché ne va pas se redresser", relève Max Blanchet, consultant senior chez Roland Berger, à l'AFP, en parlant de GM et d'Opel, de PSA Peugeot Citroën et Renault et de Fiat.

Pour lui, les fermetures devraient intervenir dans les deux à trois ans à venir.

Cette situation s'explique par la crise économique mais surtout par *"une tendance structurelle de fond": "le nombre de kilomètres parcourus a tendance à baisser à cause du prix du carburant, les gens gardent plus longtemps leurs véhicules et c'est pour ça que le parc vieillit"*, explique M. Blanchet.

Un article lepoin.fr du 6 septembre 2012

Et le Honduras créa les villes privées . (07.09)

Ces "*cités modèles*" seront régies par leurs propres lois, pour le plus grand bonheur des investisseurs... et de leurs habitants ?

Les investisseurs étrangers régneront sans partage sur les cités privées qui sont sur le point de voir le jour au Honduras (photo d'illustration). © Imaginechina / AFP ImageForum

Trois "*villes modèles*" vont voir le jour au Honduras. Des cités privées, qui selon les propres dires du président, Porfirio Lobo Sosa, ne connaîtront pas la délinquance, et seront érigées "*sur un territoire autonome doté d'un meilleur système d'éducation et de santé*". Une utopie des temps modernes ? Rien n'est moins sûr.

Depuis mardi, tout est devenu concret : un mémorandum d'accord a été signé entre le gouvernement du Honduras et des investisseurs privés pour la construction de ces trois villes privées. Ces "*régions spéciales de développement*" (RED) disposeront chacune de leurs propres lois, tribunaux, police, gouvernement, écoles et autres infrastructures médicales, tout en jouissant d'un système fiscal autonome de celui du reste du pays. Des exceptions à la Constitution approuvées par le gouvernement l'année dernière. Seules les règles qui régissent les relations extérieures subsisteront dans ces zones.

Ces dispositions, qui visent à faciliter l'installation d'entreprises nationales ou étrangères, sont censées créer des milliers d'emplois dans un environnement qui ferait abstraction du passé, dont on aurait fait table rase. Corruption, trafic de drogue, instabilité politique, criminalité et pauvreté inclus. Un bien beau tableau, en vérité !

Surexploitation

Le Honduras a suivi les recommandations d'un économiste enseignant à l'université de Stanford, Paul Romer, qui préconise la création de ce qu'il nomme des "*charters cities*". Selon lui, "*ce qui fait obstacle au développement des pays pauvres, ce sont les mauvaises normes imposées par les États aux investisseurs, ainsi découragés*". Il ne fait aucun doute que les investisseurs seront ravis de pouvoir s'installer au coeur des Amériques, en contournant les dangers des canaux de Suez et du Panama, tout en profitant du traité de libre commerce signé entre le Honduras, les États-Unis et le Canada. Selon une interview de Romer dans le quotidien *Heraldo*, ces villes devraient être un moteur de croissance pour l'ensemble du pays et une oasis de bonheur pour ses habitants. Mais s'agit-il vraiment d'un "*rêve américain [qui] frappe à la porte du Honduras*", comme le titrait en février 2011 le journal *La Prensa* ?

Au Honduras, le projet - soutenu depuis ses débuts par la Banque interaméricaine de développement - ne fait pas l'unanimité. Le président du Congrès du Honduras, Juan Orlando Hernandez, assimile ces nouvelles villes à des maquilas, ces usines de sous-traitance connues pour leur surexploitation de la main-d'oeuvre et leurs entraves à la présence des syndicats, comme le rapporte le journaliste Maurice Lemoine dans *Le Monde diplomatique*.

Nombreux sont les pays en grande difficulté économique qui, avant le Honduras, n'ont d'ailleurs pas été convaincus par Romer. Comment faire le bonheur des citoyens si ce sont leurs patrons qui dirigent en toute impunité cet État dans l'État ? Sans système fiscal contraignant, comment les gouvernements de ces villes vont-ils parvenir à dispenser l'éducation et les soins plus performants qu'ils ont promis ? Les investisseurs vont-ils d'eux-mêmes les financer dans le seul but d'améliorer la vie et le confort de leurs hôtes ? Des habitants qui ne seront d'ailleurs pas autorisés à manifester. Car les syndicats n'auront pas droit de cité : Romer prévoit dans sa théorie que les mécontents n'auront qu'à partir, sous peine d'être poursuivis par la police... privée. On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Un article de l'AFP du 7 septembre 2012

Le gouvernement lance une vaste réforme du marché du travail. (08.09)

Le gouvernement a donné vendredi le coup d'envoi de l'épineuse négociation qui devra, d'ici à mars 2013, proposer une épineuse réforme en profondeur du marché du travail et atteindre un "équilibre gagnant-gagnant" entre protection des salariés et souplesse laissée aux entreprises.

Dans un document d'orientation, le ministère du Travail demande aux syndicats (CGT, FO, CFDT, CFE-CGC et CFTC) et au patronat (Medef, CGPME, UPA) de clore la négociation *"sur la sécurisation de l'emploi"* au *"plus tard en mars 2013"* et, *"dans la mesure du possible"*, *"avant la fin de l'année 2012"*.

En préambule, il les invite à inventer une *"voie"* entre la *"déréglementation"* et *"sur-réglementation"* qui permette de *"concilier"* la *"protection et l'accompagnement des salariés"*, *"les marges d'adaptation des entreprises (...)"* et *"un haut niveau de dialogue social"* dans l'entreprise.

Le texte de quatre pages, soigneusement pesé, met sur la table tous les sujets sensibles mais évite les mots qui fâchent. Comme le gouvernement l'espérait, tous les partenaires sociaux iront donc négocier.

Le Medef a mis fin au suspense en saluant *"un schéma de négociation ouvert"* répondant aux vœux de *"simplification"* et *"de souplesse"* des entreprises. La CGPME ira aussi *"dans un esprit constructif"*, mais *"vigilant"*.

Pour le leader de FO Jean-Claude Mailly, qui avait menacé de ne pas participer si apparaissait le mot *"flexibilité"*, la négociation sera *"très difficile"*. Ce document est une *"usine à gaz"*, a-t-il dit.

La CGT prévient qu'elle restera *"attentive"* car le texte *"ne ferme pas la porte aux revendications patronales"* alors que sans surprise la CFDT a salué des thèmes *"pertinents"* et la CFTC une *"bonne base pour négocier"*.

Que le CDI redevienne la norme Le ministre Michel Sapin les appelle tous à faire preuve d'*"audace"* pour parvenir à un *"équilibre gagnant-gagnant"* dans quatre domaines: *"lutter contre la précarité"*, *"anticiper les évolutions"*, *"améliorer les dispositifs de maintien de l'emploi face aux aléas conjoncturels"* et *"améliorer les procédures de licenciements collectifs"*.

Alors que trois recrutements sur quatre s'effectuent désormais en CDD, le gouvernement souhaite que le contrat à durée indéterminée (CDI) *"redevienne la forme normale d'embauche"* et suggère d'introduire une *"modulation des taux de cotisation"* en fonction du contrat.

Sur les licenciements collectifs, la négociation devra *"clarifier et sécuriser les procédures en favorisant le traitement le plus en amont possible"*, avec notamment un rôle *"plus important"* des services de l'Etat, mais *"sans revenir à l'autorisation administrative de licenciement"*, inacceptable pour le Medef.

Les licenciements boursiers, fustigés par François Hollande durant la campagne, ne sont pas évoqués, confirmant que le gouvernement ferme la porte à une loi spécifique pour préférer *"une disposition universelle qui couvrira toutes les situations de licenciements"*, précise-t-on dans l'entourage du ministre.

L'obligation de vendre un site rentable au lieu de le fermer fera en revanche l'objet d'une loi à part, quelle que soit l'issue de la négociation.

Le document suggère aussi de renforcer le rôle des représentants du personnel dans les entreprises *"en amont"* afin de prévenir les plans sociaux. Et comme la dernière réforme, de 2008, la négociation devra mieux *"sécuriser les parcours professionnels"* des salariés.

Les accords de sauvegarde de l'emploi, que Nicolas Sarkozy voulait faciliter pour permettre aux entreprises de passer des caps difficiles, repartiront sur de nouvelles bases, avec des *"garanties juridiques pour les salariés et les entreprises"*, et en parallèle, un dispositif d'activité partielle à *"unifier"*.

Aboutir en quelques mois est "*ambitieux*", reconnaît-on dans l'entourage du ministre. Et si d'aventure la négociation échouait, "*le gouvernement aura plénitude pour légiférer*", prévient-on.

Commentaire.

Eh bien, qu'il légifère !

Un syndicat ouvrier n'a pas sa place dans ce genre de réunion qui affiche en préambule que les intérêts des capitalistes valent bien ou plutôt mieux que ceux des travailleurs, puisque ce sont eux qui détiennent le pouvoir !

Un article de Reuters du 12 septembre 2012

La Commission européenne présente son plan d'union bancaire. (13.09)

La Commission européenne a franchi un nouveau pas mercredi vers une union bancaire en proposant que la Banque centrale européenne (BCE) supervise l'ensemble des banques de la zone euro, un préalable à un renforcement de l'intégration budgétaire au sein de la zone, censé mettre un terme à la crise des dettes souveraines.

Dans son discours annuel sur l'Etat de l'Union, le président de l'exécutif communautaire, José Manuel Barroso, a proposé que la BCE supervise les quelques 6.000 banques de la zone euro et qu'elle prenne donc le pas sur les autorités prudentielles nationales existantes.

Cette réforme, qui doit être approuvée par les Etats-membres de l'UE, vise à rompre le lien entre les Etats et leur système bancaire et à éviter que des pays déjà lourdement endettés ne soient entraînés dans des difficultés plus grandes encore du fait des éventuels besoins de renflouement de leurs établissements de crédit.

"La crise a montré qu'alors que les banques étaient devenues transnationales, les réglementations et la supervision étaient restées nationales", a déclaré José Manuel Barroso devant les parlementaires européens. "Nous devons aller vers des décisions de supervision communes, à savoir au sein de la zone euro."

"Le mécanisme unique de supervision présenté aujourd'hui créera une architecture renforcée avec un rôle central pour la BCE", a-t-il dit. "Il s'agira d'une supervision pour toutes les banques de la zone euro".

Le projet de constitution d'une véritable union bancaire suppose des abandons de souverainetés de la part des Etats, une perspective qui suscite la suspicion de certains responsables politiques et économiques dans plusieurs pays.

BERLIN SCEPTIQUE, LONDRES CRITIQUE

La Grande-Bretagne a déjà annoncé qu'elle resterait à l'écart du projet, même si de nombreuses banques basées à Londres et disposant d'importantes activités dans la zone euro sont affectées par un éventuel changement des règles.

Londres s'inquiète aussi de voir la BCE, enhardie par ses nouveaux pouvoirs, favoriser une évolution de la réglementation bancaire qui affaiblirait le rôle de la City comme principal centre financier européen. Des inquiétudes partagées par d'autres pays, non membres de la zone euro, comme la Suède.

"Nous avons dit qu'une union bancaire pour la zone euro doit aussi respecter l'intégrité du marché unique pour l'ensemble de l'Union européenne", a déclaré un porte-parole du Trésor britannique. "Nous ferons en sorte que l'accord sur l'union bancaire assure cela."

Afin d'éviter que ces craintes ne compromettent le projet dès le départ, la Commission a suggéré de créer un mécanisme de vote particulier entre les régulateurs de l'ensemble de l'UE qui permettrait de contrebalancer l'influence de ceux des pays de la zone euro.

"Nous voulons absolument éviter que ne se développe le sentiment que ce que nous faisons signifie que les membres et les non-membres de la zone euro seraient confrontés à des intérêts et à un ordre du jour différents", a déclaré un responsable de l'UE.

TROIS ETAPES

Trois étapes sont prévues dans le projet de la Commission : l'octroi des pouvoirs de surveillance à la BCE pour toutes les banques de la zone euro et pour celles, dans l'Union européenne mais hors zone euro, qui le souhaitent ; l'établissement d'un fonds pour fermer les banques faillies ; la mise en place d'un mécanisme pour protéger les dépôts des citoyens dans toute la zone euro.

Le transfert de la supervision bancaire à la BCE permettrait aussi au futur Mécanisme européen de stabilité (MES) de recapitaliser directement des banques, ce qui pourrait bénéficier à l'Espagne et à son secteur financier.

Le gouvernement espagnol, auquel ses partenaires européens ont proposé d'apporter jusqu'à 100 milliards d'euros pour renflouer son système bancaire, a salué le projet de la Commission.

Son adoption donnerait à la BCE le pouvoir de réglementer, de sanctionner et éventuellement de fermer des banques au sein de la zone euro.

Les nouveaux pouvoirs de la BCE pourraient aussi lui permettre de surveiller étroitement la situation de liquidité des banques et de leur imposer des règles plus dures en matières de fonds propres pour faire face à des pertes potentielles.

Parvenir à un accord sur les modalités de mise en oeuvre du projet s'annonce toutefois difficile et le délai fixé par les dirigeants européens d'une entrée en vigueur de l'union bancaire au début de l'année prochaine risque de ne pas être tenu.

L'Allemagne a déjà fait part de son opposition à une supervision de l'ensemble des banques de la zone euro par la BCE. Pour Berlin, la banque centrale ne sera pas en mesure de surveiller les 6.000 établissements concernés. La Commission réplique que même de petites banques peuvent déclencher des crises, rappelant l'exemple de Northern Rock en Grande-Bretagne.

Le projet prévoit un étalement de la réforme de la supervision sur un an et précise que la BCE pourrait commencer à superviser la moitié des banques de la zone euro dès la mi-2013.

Un article l'expansion et AFP du 12 septembre 2012

Les grecs manifestent contre la rigueur. (13.09)

Tous sont concernés : Maires, employés municipaux, instituteurs, médecins, militaires... Quelques milliers de Grecs ont manifesté mercredi à Athènes, sur fond de grèves sectorielles et de débrayages contre les nouvelles économies prévues par un plan négocié avec l'UE et le FMI. Le plus gros cortège était celui des fonctionnaires municipaux, protestant en début d'après-midi contre une réduction des subventions publiques, s'élevant selon Christos Kortsidis, le maire d'Hellenikon, dans la banlieue d'Athènes "à plus de 65% depuis 2009".

Les mairies au bord de la cessation de paiement

Cela met les mairies qui assument de nombreuses prestations sociales "au bord de la cessation de paiement", a-t-il affirmé à l'AFP, alors que les services municipaux doivent rester fermés jeudi. "Il n'y a plus de budget pour nous payer", se plaignait Irini Kontou, 41 ans, puéricultrice, qui a déjà vu son salaire réduit de 40% au fil des deux plans d'austérité déjà administrés au pays surendetté. La réduction du financement des collectivités locales est l'une des mesures discutées entre Athènes et la troïka représentant ses bailleurs de fonds pour atteindre l'objectif de 11,5 milliards d'économies budgétaires en 2013 et 2014.

Médecins, dont les salaires sont menacés de nouvelles réductions et les patients de manque de soin, et enseignants dénonçant la grande misère de l'éducation publique, ont aussi battu le pavé mercredi pour dénoncer le nouveau tour de vis. La grève de 24H annoncée dans les écoles primaires le jour même de la rentrée semblait toutefois peu suivie, tandis que l'activité de grands hôpitaux d'Athènes était normale. Le ministre de l'Education, Constantin Arvanitopoulos, a reconnu que ni les moyens ni les salaires n'étaient "à la hauteur de la mission", mais jugé que les enseignants devaient avoir conscience de leur "devoir national".

Un pas vers l'extrême pauvreté

"Ca devient un peu obsolète ces grèves, il faudrait trouver un autre moyen de réagir", soupirait au départ du défilé Eva, 36 ans, professeure d'arts plastiques, au salaire passé de 1.200 à 900 euros. "Ils nous poussent vers l'extrême-pauvreté" proclamait une banderole, "Santé gratuite pour tous", une autre. Après les policiers, pompiers et garde-côtes la semaine dernière, des centaines de militaires, dont certains en tenue, ont également manifesté en fin d'après-midi dans le centre-ville. "Non au bradage de la patrie", proclamait leur principale banderole.

"On n'en peut plus, actuellement je gagne 19.000 euros par an après plus de 20 ans dans le service, et avec les nouvelles coupes prévues, mes revenus vont baisser à 17.000 euros", explique le capitaine Mihalios Daskalakis, 43 ans, père de deux enfants. "Avant la crise, en 2009, je gagnais 24.000", dit-il. Il s'agit de la deuxième manifestation des militaires depuis 2010, début de la crise de la dette, en dépit de l'interdiction de principe d'activité syndicale dans leur corps. Toutefois, une association pour réclamer leurs droits avait été alors créée, ce qui leur permet de descendre dans les rues.

Un article du Monde du 12 septembre 2012

Bernard Thibault : "Nous sommes prêts à débattre de la compétitivité". (13.09)

L'agenda du redressement, présenté par François Hollande le 9 septembre, est-il la marque d'une politique de rigueur ?

Ne jouons pas sur les mots. Un nouveau cap renvoie à deux ans l'aspiration au changement, au motif que le redressement, c'est maintenant. Cela génère beaucoup de déceptions, même si personne ne conteste l'ampleur de la crise. Mais c'est bien parce que celle-ci est majeure qu'elle appelle un débat sur la nature des solutions nationales et européennes pour en sortir. L'agenda du président sera très difficile à faire passer socialement. Du fait des coupes dans le budget de l'Etat, les fonctionnaires qui n'ont pas de progression indiciaire toucheront cette année un salaire inférieur à celui de 2011 ! La précarité et la pauvreté s'étendent partout.

L'efficacité supposée du schéma du président fait débat, en particulier l'objectif prioritaire des 3 % de PIB de déficit public dès 2013. Loin de résoudre la situation, il risque d'accroître le mal. Dans un tel environnement, je ne crois absolument pas à la possibilité d'inverser en un an la courbe du chômage.

Vous aviez appelé à voter pour M. Hollande. Faites-vous partie des déçus du hollandisme ?

Ce n'est pas une question de déception. La CGT a été le syndicat le plus impliqué dans les échéances politiques de 2012 sur la base du bilan très antisocial de Nicolas Sarkozy. Nous avons dit que le changement de président de la République était l'une des conditions du changement pour les salariés, sans être une assurance tous risques pour la satisfaction de nos revendications. Le débat reste entier sur la nature des réformes à engager.

On l'a vu, il y a eu deux séquences depuis l'élection de François Hollande : la séquence préparatoire à la conférence sociale des 9 et 10 juillet et la séquence actuelle, marquée par une opération de lobbying du patronat, l'omniprésence gouvernementale à l'université d'été du Medef et la tonalité de l'intervention du chef de l'Etat dimanche. Le gouvernement semble ne pas vouloir prendre de décisions qui fâchent le Medef. Je n'avais pourtant pas constaté que l'organisation patronale avait été une alliée de la gauche...

Que pensez-vous du document d'orientation sur l'emploi ?

Les feuilles de route qui encadrent les négociations sociales sont symptomatiques de cette nouvelle séquence. Il faut les apprécier à l'aune des ambitions du candidat Hollande, à savoir faire de la démocratie sociale l'un des leviers de l'action politique. Mais celle-ci ne peut pas être un refuge pour des pouvoirs publics qui renonceraient à agir ou considéreraient que seul ce qui fait consensus doit être appliqué. Or ces feuilles de route ménagent la chèvre et le chou.

Faire reculer la précarité, refaire du contrat à durée indéterminée la norme pour l'embauche, accroître les cotisations des employeurs qui recourent trop aux contrats précaires, à tout cela, nous disons banco ! Mais, en contrepartie, ce document reprend une partie de la théorie patronale qui voit dans les droits des salariés et les obligations des entreprises des pesanteurs et des rigidités. Il s'en tient à une approche qui était celle des accords de compétitivité-emploi.

Sur la sécurisation de l'emploi, êtes-vous prêt au "compromis historique" auquel appelle le président ? Ou jouez-vous un accord gagnant (syndicats)-perdant (patronat) ?

Il est toujours imprudent de qualifier un accord avant même qu'il ait été négocié. Sauf à penser qu'il serait déjà rédigé par le nouveau duo de la rentrée, le Medef et la CFDT ! Nous nous impliquerons sans réserve dans toutes les négociations. Le pacte générationnel proposé ne doit pas être uniforme.

Sur la sécurisation de l'emploi, nous récusons l'idée selon laquelle les entreprises ont besoin de plus de souplesse, alors qu'elles font des salariés une variable d'ajustement. La précarité des emplois, qui est énorme, est la première souplesse pour les employeurs. J'y mets aussi les 900 000 ruptures

conventionnelles, subies à 80 %, qui sont pour les salariés un vrai marché de dupes. Et l'on exigerait encore plus de souplesse au nom de l'emploi !

Qu'êtes-vous prêt à négocier avec le patronat ?

Nous sommes prêts à débattre de la compétitivité. Il faut s'intéresser aux choix de gestion des entreprises, à ce qu'elles font de leurs marges, à leurs efforts d'innovation et de recherche, bien inférieurs à ceux des entreprises allemandes. J'attends toujours un bilan sur l'utilisation des 183 milliards d'aides publiques annuelles... Les entreprises ne peuvent pas revendiquer plus de souplesse sans être réellement coresponsables du parcours professionnel de leurs salariés.

Nous portons la revendication d'une Sécurité sociale professionnelle négociée au niveau interprofessionnel et dans les branches, alors que le Medef ne conçoit le droit qu'entreprise par entreprise. Ces débats sont fondamentaux. C'est pourquoi nous appelons à la mobilisation le 9 octobre sur l'emploi et l'avenir de l'industrie.

Le gouvernement se résigne, sur la base du rapport Sartorius, à la fermeture du site PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Qu'en pensez-vous ?

Nous attendons le rapport commandé par le comité central d'entreprise. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on sait que des activités de PSA sont menacées. Pour l'avoir dit, la CGT a été beaucoup critiquée. Bien d'autres entités industrielles sont en danger. La gauche a opté pour le volontarisme avant d'afficher des postures dites plus raisonnables. Mais, sans volontarisme, que sera le redressement productif ? En matière industrielle, l'impuissance publique ne date pas d'hier. Face à des groupes internationaux qui vandalisent des savoir-faire parfois uniques en Europe, les salariés ne comprennent pas que les responsables politiques soient démunis. Il faut rééquilibrer les pouvoirs dans l'entreprise. Le changement, c'est aussi donner à de nouveaux acteurs – les salariés en l'occurrence – des moyens de façonner la société !

Vous avez dénoncé le traité budgétaire européen, qualifié d'"antisocial". Etes-vous prêt à demander un référendum ?

Notre objectif principal est de créer les conditions pour une non-ratification du traité par la France, quelle que soit la procédure. Nous sommes au diapason de la Confédération européenne des syndicats. La CGT participera à toutes les initiatives unitaires, sur le plan local.

Avec la CFDT, les divergences l'emportent ?

La CFDT compte sans doute sur son statut d'interlocuteur privilégié pour renforcer sa renommée. Nous n'en avons pas besoin, à la CGT, pour être sûrs de notre influence. Il faut accepter des différences d'appréciation, voire des divergences. Faire l'impasse sur elles, ce ne serait pas rendre service aux salariés sur des questions qui les concernent très directement. Nous ne nous refusons pas le dialogue avec la CFDT.

Vous avez innové sur votre succession en choisissant la transparence, mais vous n'avez pas été suivi sur le choix de votre candidate. Est-ce un échec ?

Je n'ai pas cherché à innover pour me retrouver dans la situation dans laquelle nous sommes. En ce sens, c'est un échec. La méthode n'était pas répréhensible. Ce qui l'a été, c'est la mise en compétition de plusieurs candidats, ce qui est nouveau et peut-être destructeur. La CGT n'est pas un parti politique ou une association. Elle a vocation à s'appuyer sur l'unité des salariés pour améliorer leur quotidien. Cette conception du syndicalisme est incompatible avec la mise en concurrence de candidats. On ne joue pas à "MasterChef" !

Où en est le processus engagé ?

Nous nous emploierons, dans les prochaines semaines, à créer les conditions pour que le comité confédéral national des 6 et 7 novembre puisse élire le futur secrétaire général. Ce devrait être possible, car il n'y a pas de fractures, en interne, sur la nature de notre démarche syndicale.

C'est une bataille d'ego ?

En partie.

Commentaire.

Son alignement sur le patronat figure dans le titre.

Un article de l'AFP du 13 septembre 2012

Déficit de la Sécu: la Cour des comptes demande une baisse drastique des dépenses. (14.09)

Restreindre les dépenses d'assurance maladie à +2,4% par an, mieux contrôler les arrêts maladie, durcir la fiscalité des retraités : ce sont quelques uns des remèdes prescrits par la Cour des comptes pour réduire le déficit de la Sécu qui se creuse à nouveau en 2012.

"Aucun de nos voisins européens n'accepte un tel déficit de ses comptes sociaux", a déclaré Didier Migaud, premier président de la Cour, en présentant le rapport annuel de la Cour de près de 600 pages sur l'application de la loi de financement de la Sécurité sociale.

Ce rapport, qui analyse chaque année l'application de la loi de financement de la Sécurité sociale, note que *"la trajectoire de réduction des déficits marque le pas"*. Le déficit 2012 du régime général devrait être supérieur à celui prévu il y a un an : 14,7 milliards d'euros (pour 332 milliards de dépenses) contre 13,8 milliards.

Après un record en 2010 à 23,9 milliards, le déficit du seul régime général était tombé à 17,4 milliards en 2011. Et les deux plans de rigueur successifs du gouvernement Fillon devaient le ramener sous la barre des 14 milliards.

Ce ne sera pas le cas et le budget rectificatif estival du gouvernement Ayrault n'empêchera pas le fameux *"trou de la Sécu"* de se creuser à nouveau. D'où le message appuyé de l'institution: *"l'essentiel du chemin pour parvenir à l'équilibre des comptes sociaux reste à faire"*.

"Notre protection sociale comporte (...) d'importantes marges d'efficience" ajoutent-ils.

Pas d'équilibre du régime des retraites en 2017

Parmi les mesures à prendre, la cour estime que l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam), dont la progression *"naturelle"* est d'environ 3% par an doit être drastiquement baissé à 2,4% de 2013 à 2017 pour un retour à l'équilibre.

En 2012 il avait été baissé pour la première fois à 2,5% par le gouvernement précédent - il devrait d'ailleurs être respecté, pour la troisième année consécutive - mais pour 2013, l'exécutif socialiste l'a remonté à 2,7%.

A 2,7%, pas d'équilibre des comptes avant 2019, toutes choses égales par ailleurs estime la Cour.

Pour que les dépenses baissent, il faut s'attaquer aux gisements d'économies, les fameuses *"niches"* sociales et fiscales que la Cour dénonce régulièrement.

La Cour recommande cette année de mieux réguler les remboursements par la Sécu des charges sociales des médecins, continger les transports sanitaires des patients (où les fraudes sont nombreuses), et mieux contrôler les indemnités journalières qui ont progressé de plus de 50% depuis 2000.

Pour la fiscalité, elle souhaite une rationalisation de la cinquantaine de taxes diverses, la plupart sur la consommation, qui représente maintenant 12% des recettes de la Sécu à côté de la CSG (16%), le reste provenant des cotisations patronales et salariales.

La Cour propose d'aligner le taux de CSG de 49% des pensions de retraite (6,6%) sur celui appliqué aux salaires des actifs (7,5%) et de supprimer certains abattements sur l'impôt sur le revenu des anciens.

Elle souhaite aussi la réforme de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) et le complément du mode de garde en tenant compte des revenus.

Elle préconise de faire passer la CRDS (Contribution pour la réduction de la dette sociale de 0,50% à 0,56% pour financer les 9 milliards de déficit en 2012 des branches maladie et famille. La dette sociale culminait à 147 milliards fin 2011.

Enfin la Cour prévient que sans mesures nouvelles le régime des retraites ne reviendra pas à l'équilibre en 2017, comme prévu, et qu'il lui manquera 9 milliards par an à partir de 2018.

Un article de l'AFP du 13 septembre 2012

Portugal: l'opposition menace de rompre le consensus autour du plan d'aide. (14.09)

Le chef du Parti socialiste portugais, principale formation d'opposition, a menacé jeudi de rompre le consensus politique autour des réformes et des mesures d'austérité mises en oeuvre en contrepartie de l'aide internationale accordée en mai 2011.

Le chef du PS, Antonio José Seguro, a annoncé en particulier que son parti voterait contre les nouvelles mesures d'austérité prévues dans le budget 2013.

"Je ne serai jamais complice de cette politique. J'ai décidé que le PS voterait contre le budget d'Etat" 2013, a-t-il déclaré dans une allocution diffusée à l'heure des journaux télévisés.

M. Seguro a précisé qu'il soumettrait cette proposition à la Commission nationale de son parti.

La déclaration du chef de l'opposition intervient après l'annonce par le gouvernement d'un renforcement de l'austérité pour l'année prochaine, comprenant notamment une hausse des impôts sur le revenu et une augmentation des cotisations salariales, accompagnée d'une baisse des charges patronales dans le but de favoriser l'emploi.

Le Premier ministre Pedro Passos Coelho s'est dit prêt à "moduler" ces nouvelles mesures, afin de limiter leur impact auprès des personnes à bas revenus, "au cours de négociations avec les partenaires sociaux".

"Mais ces mesures sont nécessaires pour que le Portugal puisse respecter son programme" d'assistance internationale, a-t-il expliqué dans un entretien accordé jeudi soir à la télévision publique RTP.

"Dans le cas contraire, nous risquons de nous retrouver dans la situation d'autres pays européens, contraints, dans un délai de deux ou trois mois, de négocier un nouveau programme avec la troïka (UE-FMI-BCE), assorti de conditions beaucoup plus graves", a-t-il ajouté.

Jusqu'à présent le Parti socialiste, qui était au pouvoir lorsque l'aide internationale a été demandée en avril 2011, avait soutenu les mesures d'austérité reprochant toutefois au gouvernement de centre droit, qui lui a succédé, d'aller au-delà des recommandations des bailleurs de fonds.

De leur côté, les créanciers du Portugal ont toujours estimé que le consensus politique autour du plan d'aide était un élément clé de sa réussite.

"Le gouvernement a échoué sur toute la ligne et il veut répéter l'erreur l'année prochaine aggravant davantage les sacrifices ... C'est une politique sans avenir qui va nous conduire à l'appauvrissement", a estimé M. Seguro précisant que si le gouvernement ne renonçait pas aux nouvelles mesures son parti présenterait une motion de censure.

Le chef du PS n'en a pas moins réaffirmé son intention de respecter les engagements internationaux du Portugal. *"J'ai bien conscience de la situation difficile de mon pays et des engagements extérieurs que nous avons pris. Je me suis engagé à les respecter et je les respecterai jusqu'au bout", a-t-il déclaré.*

L'année dernière, le Parti socialiste, s'était abstenu lors du vote du budget 2012 qui avait été adopté sans problème grâce à la majorité confortable dont la coalition de centre droit dispose à l'Assemblée.

Avant le responsable socialiste, le chef du patronat portugais Antonio Saraiva avait vivement critiqué les nouvelles mesures d'austérité, joignant sa voix à la vague de critiques qui a accueilli les nouvelles mesures d'austérité.

Commentaire.

Gesticulation. Quand le parti social-libéral portugais était au pouvoir il avait soutenu les mesures d'austerité préconisées par la troïka, et maintenant qu'il est minoritaire ils les condamnent, autrement dit quand cela ne lui coûte rien et ne changera rien... comme il est rappelé lors du vote du budget 2012.

Les pires opportunistes vont se jeter sur cette déclaration : voyez comme il est bien ce parti, au côté des travailleurs, un vrai parti ouvrier !

Heureusement qu'Antonio José Seguro a ajouté : *"J'ai bien conscience de la situation difficile de mon pays et des engagements extérieurs que nous avons pris. Je me suis engagé à les respecter et je les respecterai jusqu'au bout"*. Gageons qu'une fois de plus ceux qui le citeront *"oublieront"* ce rappel. C'est aussi de cette manière qu'ils manipulent les militants.

Commentaire d'un internaute.

- *"Le PS portugais a la même attitude que le français ! Il dénonce la rigueur du gouvernement en place mais en même temps promet à ses partenaires internationaux de respecter les engagements budgétaires de son pays vis à vis de la troïka !*

Cela signifie qu'il désire s'emparer du pouvoir pour ensuite faire la même politique de rigueur que l'Europe et la crise imposent !"

Vous avez presque tout compris...

Un article de l'AFP du 14 septembre 2012

Etats-Unis: la Fed prend le risque d'ouvrir une nouvelle porte sur l'inconnu. (15.09)

La banque centrale américaine (Fed) a pris le risque jeudi d'ouvrir une nouvelle porte sur l'inconnu en décidant de créer encore de la monnaie en masse pour tenter d'accélérer la baisse du chômage.

La Réserve fédérale des Etats-Unis va plus loin qu'elle n'a jamais été. En décidant de racheter des titres adossés à des créances immobilières émis par les organismes de refinancement hypothécaire parapublics (Fannie Mae et Freddie Mac), elle revient à des mesures prises à l'automne 2008 quand l'économie américaine était en chute libre.

Mais quand il y a quatre ans elle s'engageait à racheter un montant fixe de titres, elle prévoit cette fois-ci d'en racheter pour 40 milliards de dollars par mois jusqu'à ce qu'elle observe une "amélioration soutenue" du marché du travail, et d'augmenter la dose tant que ce résultat ne sera pas atteint.

La Fed estime que son action, en pesant sur les taux à long terme, contribuera à hâter la reprise du marché immobilier, mais ça n'est pas son objectif premier.

Autre différence majeure par rapport à 2008, ces nouveaux rachats viennent après deux phases d'"assouplissement quantitatif", qui l'ont vu injecter dans le circuit financier 2.300 milliards de dollars créés à partir de rien, et risquent donc de compliquer encore la normalisation future, repoussée à un horizon toujours plus lointain, de la politique monétaire américaine.

Pour les économistes du cabinet RDQ Economics, le président de la Fed, Ben "Bernanke emmène d'autorité la politique monétaire américaine toujours plus loin en terre inexplorée".

Leur confrère Michael Gapen, de Barclays Capital, qualifie d'"audacieux" le nouveau cap de la banque centrale. Par le passé, note-t-il, les investisseurs "avaient une connaissance assez concrète du montant total des achats (de la Fed) et du délai dans lequel ces rachats seraient réalisés. (...) Le nouveau programme de rachat, à durée indéterminée, leur fournit moins de renseignements à l'avance".

Fuite en avant

Par bien des aspects, le nouveau cap de la Réserve fédérale s'apparente à une fuite en avant. Les économistes de la maison de courtage Nomura, estiment que compte tenu de la conjoncture, la Fed n'aura pas de sitôt les 3,0% de croissance du PIB sur plusieurs trimestres nécessaires à la "baisse soutenue du chômage" qu'elle espère.

Par conséquent, la banque centrale devra presque inéluctablement augmenter ses rachats sur les marchés, probablement dès le mois de janvier.

La Fed a également adopté jeudi une position de principe peu conforme à l'orthodoxie des banques centrales en s'engageant à maintenir une politique monétaire ultra-accommodante "pendant un temps considérable", même "après le renforcement de la reprise".

M. Bernanke a expliqué à demi-mot que la Fed était comme contrainte de passer à l'offensive dans la mesure où elle est actuellement la seule à pouvoir agir, le Congrès étant totalement bloqué par l'incapacité des démocrates et des républicains à s'entendre sur les questions budgétaires et économiques.

"Nous essayons simplement de faire évoluer l'économie dans la bonne direction", a-t-il dit, mais la politique monétaire n'est pas "la panacée" aux problèmes du pays.

Joel Naroff, de Naroff Economic Advisors, "soupçonne que (les dirigeants de la Fed) ont décidé ces actions d'une nature très agressive par crainte de voir la modeste croissance actuelle (...) capoter à cause d'un Congrès aux abonnés absents".

Reste à en connaître les effets sur la croissance et l'emploi. Nombre d'analystes estiment aujourd'hui qu'ils risquent d'être limités.

Un article de l'AFP du 16 septembre 2012

Etats-Unis: des banques américaines visées par une enquête pour blanchiment. (17.09)<

Plusieurs banques américaines, dont JPMorgan et Bank of America, sont visées par une enquête menée aux Etats-Unis sur des circuits de blanchiment d'argent qui auraient pu financer le trafic de drogue ou des activités terroristes, affirme le New York Times samedi.

"Les autorités fédérales et locales enquêtent sur quelques-unes des plus grandes banques américaines qui auraient failli dans leur surveillance de transferts d'argent liquide (...), une faille qui pourrait avoir permis à des trafiquants de drogue et à des terroristes de blanchir de l'argent sale", indique le quotidien, citant plusieurs sources anonymes.

Selon le journal, il s'agirait d'une des *"actions anti-blanchiment les plus poussées"* depuis des dizaines d'années aux Etats-Unis.

Les autorités n'ont pas encore achevé leurs investigations mais elles sont *"tout près"* d'engager des actions contre JPMorgan et examinent les activités passées de plusieurs autres géants du secteur, dont Bank of America, soutient le New York Times.

Interrogées par le quotidien, JPMorgan comme Bank of America n'ont pas souhaité faire de commentaires.

JPMorgan a déjà été dans le collimateur des régulateurs américains en 2011 pour avoir possiblement enfreint le régime de sanctions économiques imposées par les Etats-Unis à Cuba et à l'Iran, rappelle le quotidien.

Récemment, les autorités américaines ont mis à l'index plusieurs grandes banques européennes dont certaines filiales aux Etats-Unis auraient illégalement commercé avec des pays frappés par des sanctions.

Accusée d'avoir mené des transactions illégales avec l'Iran, la banque britannique Standard Chartered a été contrainte de verser une amende de 340 millions de dollars à la mi-août pour ne pas être interdite d'exercer à Wall Street.

La Royal Bank of Scotland (RBS) serait également visée par une enquête de la Banque centrale des Etats-Unis (Fed) et du département de la Justice pour de possibles violations du régime de sanctions américaines contre l'Iran, avait déjà affirmé le New York Times à la fin août.

Commentaire.

Ignoreraient-ils que l'argent n'a pas d'odeur ? Impossible à la place qu'ils occupent... Il faut bien que le bas peuple ait l'impression de vivre dans une démocratie... avec en permanence un pistolet pointé sur la tempe.

Un article du monde.fr du 15 septembre 2012

La Bulgarie renonce à l'euro. (18.09)

"Je ne vois actuellement aucun bénéfice à entrer dans la zone euro, seulement des coûts", a expliqué le ministre des finances, Simeon Djankov, au Wall Street Journal, le 3 septembre. "A raison, le public veut savoir pour qui nous devons payer si nous entrons. C'est trop risqué pour nous et il n'est pas évident de savoir quelles sont les règles et ce qu'elles seront dans un an ou deux."

Sous l'autorité du premier ministre Boïko Borissov, la Bulgarie ne s'en sort pas si mal, en comparaison avec ses voisins du sud de l'Europe. Le pays a enregistré une croissance de 1,7 % en 2011, qui devrait être inférieure cette année. Comme l'a souligné la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), surtout, son déficit budgétaire a été réduit à 2,1 % de son PIB par le truchement d'une baisse drastique des retraites et des salaires dans le secteur public. La monnaie nationale, le lev, est très solide. Du coup, le ministre-président Borissov se permet même de faire la leçon aux autres dirigeants européens, qui n'auraient pas le courage de prendre les *"décisions difficiles"* qui s'imposent. *"C'est comme un enfant gâté qui refuse d'aller chez le dentiste pour remédier à sa mauvaise haleine"*, expliquait-il au Wall Street Journal.

Sofia n'est pas la seule capitale à se replier sur sa monnaie. Tandis que l'Estonie a déjà rejoint la zone euro début 2011 (après la Slovénie en 2007 et la Slovaquie en 2009), la Lettonie et la Lituanie ne sont plus pressées de suivre son exemple. Plus question de calendrier précis : leurs dirigeants attendent de voir comment la crise va se dénouer, alors que le continent menace de plonger dans une récession longue.

Pays plutôt vertueux en matière de finances publiques, à l'économie dynamique malgré un ralentissement depuis le début 2012, la Pologne a elle aussi baissé ses aspirations de plusieurs tons. Conscient que l'opinion publique est de moins en moins favorable à l'UE et à sa monnaie unique, le gouvernement de centre droit de Donald Tusk renvoie à plus tard la perspective d'une entrée dans la zone euro.

Jacek Rostowski, le ministre des finances polonais, emploie souvent la même image à ce sujet, devant les journalistes : celle du chantier. *"Je n'aimerais pas emménager dans une maison où des éléments architecturaux, c'est-à-dire des éléments essentiels de la rénovation, n'ont pas été réalisés ; où le danger existe qu'un mur nous tombe dessus."*

Le danger cependant pour la Pologne est d'être reléguée dans une Europe bis, de subir les décisions qui auront été négociées dans la zone euro. Comme l'expliquent certains économistes polonais, la phase de croissance spectaculaire qu'a traversée la Pologne ces dernières années reposait notamment sur l'importance des fonds structurels de l'UE. Cette phase-là s'achève. La Pologne devra donc trouver une nouvelle impulsion, avec ou sans l'euro. *"Paradoxalement, expliquait l'économiste Ryszard Petru sur son blog le 14 août, la nouvelle division de l'Europe entre Nord et Sud nous est bien plus favorable que celle entre Est et Ouest. Il faut en profiter."*

Commentaire.

Attention à ne pas se méprendre sur les intentions des dirigeants bulgares, ils rejoindront la zone euro quand tous les pays les auront imités en procédant à une *"baisse drastique des retraites et des salaires dans le secteur public"*.

Un article lemonde.fr du 18 septembre 2012

Les bonnes affaires de Tony Blair. (19.09)

Finis l'époque où les anciens premiers ministres européens consacraient les six premiers mois de leur retraite à écrire leurs Mémoires avant de passer leur temps sur un terrain de golf ou de s'occuper d'organisations caritatives ! De nos jours, ils se tournent vers les affaires, avec tous les problèmes d'éthique et de conflits d'intérêts que cela pose. Tony Blair est l'exemple vivant de cette symbiose pas toujours très saine entre la politique et la finance qui ouvre la porte à toutes les compromissions.

Plus d'un million de livres (1,24 million d'euros) d'honoraires pour trois heures de travail : telle est la colossale commission perçue par Tony Blair pour avoir servi d'intermédiaire entre le géant suisse du négoce des matières premières Glencore et le Qatar. Glencore avait annoncé en février lancer une OPA (80 milliards de dollars, soit 63 milliards d'euros) sur le groupe minier helvétique Xstrata, dont l'émirat est le deuxième actionnaire. Confronté à l'hostilité du fonds souverain Qatar Holding à ce coup de Bourse, le directeur général de Glencore, Ivan Glasenberg, appelle en catastrophe l'ex-premier ministre travailliste (1997-2007). "*Par pitié, faites quelque chose pour séduire le Qatar.*" Tony Blair, qui a fondé sa très prospère société de conseil, téléphone sans plus attendre à son ami, Hamad Ben Jassim Al-Thani, premier ministre de l'émirat gazier et patron de Qatar Holding. A l'issue de cette conversation, rendez-vous est pris à Londres entre les deux parties.

Le cheikh émirati ne peut rien refuser à l'ex-locataire du 10 Downing Street qui est aussi le représentant du Quartet au Proche-Orient (Etats-Unis, Russie, Union européenne et ONU). M. Blair est également conseiller international de la banque d'affaires américaine JPMorgan avec des émoluments de 2,5 millions de livres par an. JP Morgan conseille la proie Xstrata. Dans la soirée du 7 septembre, M. Glasenberg, Cheikh Hamad et M. Blair se retrouvent dans une suite du palace londonien Claridge's protégée par une porte doublement matelassée. Rien ne filtre sur la teneur de ces entretiens.

A l'évidence, M. Blair sait monnayer son entregent considérable et son carnet d'adresses imposant, en particulier au Moyen-Orient et dans les pays de l'ex-URSS. Le succès de son intervention est aussi dû au fait que les Qataris ont besoin d'améliorer leur image de prudents investisseurs à long terme ternie par le scandale des conditions de sauvetage, à l'automne 2008, de la Barclays. Le bureau des fraudes graves vient d'ouvrir une enquête sur le versement présumé par la banque britannique de pots-de-vin à certains membres de la famille régnante qatarie.

Par ailleurs, l'ancien chef du gouvernement, qui avait oeuvré à l'instauration d'une réglementation financière peu contraignante dès son arrivée au pouvoir en 1997, s'est fait le chantre des mastodontes bancaires "*too big to fail*" ("*trop gros pour faire faillite*"). "*La solution à nos problèmes n'est pas de pendre vingt banquiers*", a déclaré Dear Tony, lançant un appel pour que cesse la chasse aux sorcières visant les seigneurs de l'argent.

Tony Blair n'est pas le seul "*ancien*" à qui la notion de conflit d'intérêts échappe totalement. L'ancien président américain démocrate Bill Clinton, que, pour simplifier, l'on pourrait cataloguer à gauche dans le sens américain du terme, fait des conférences hautement rémunérées par le monde de l'entreprise. L'ex-vice-premier ministre travailliste, architecte du New Labour, Lord Mandelson, est le missi dominici de la banque d'affaires Lazard.

Entre deux présidences du conseil italien, Romano Prodi a été engagé par Goldman Sachs. Depuis 2005, l'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder représente la société russe Gazprom au conseil de surveillance du North-European Gas Pipeline, consortium russo- allemand chargé de la construction et de l'exploitation d'un gazoduc.

Proche de la gauche chrétienne syndicale, l'ex-chef de gouvernement belge Jean-Luc Dehaene a longtemps présidé le conseil d'administration du canard boiteux Dexia. Et la liste n'est évidemment pas exhaustive des convertis de gauche au "*capitalisme d'accès*".

Au lendemain du crash financier, au Royaume-Uni, c'est la droite qui a resserré la vis de la réglementation. David Cameron est parti en guerre contre les rémunérations excessives des banquiers, la spéculation,

l'évasion fiscale. Mais cela n'empêche pas le chef de la coalition tory - libérale-démocrate d'encourager le "*revolving door*", c'est-à-dire la pratique américaine des allers et retours entre Wall Street et Washington.

En effet, lors de son remaniement ministériel, le 4 septembre, trois anciens banquiers ou apparentés sont entrés au gouvernement. Seule la presse financière spécialisée a évoqué la nomination de Paul Deighton comme secrétaire d'Etat aux finances, de Sajid Javid au Trésor et de Greg Clark au poste de secrétaire d'Etat chargé des affaires de la City. Le premier, directeur général des Jeux olympiques de Londres, a passé vingt-deux ans chez Goldman Sachs. Le deuxième a été un trader expert des produits dérivés à la Deutsche Bank. Quant au troisième, il vient du Boston Consulting Group, bureau conseil en management.

A priori, sur le plan juridique comme sur celui de la morale, il n'y a rien à redire sur ces nouveaux venus. Reste que la présence de professionnels de la finance au profil identique au sommet du ministère des finances peut poser problème.

Commentaire.

Comment vous osez en douter, Blair est un vrai "*socialiste*" puisque lorsqu'il était Premier ministre les partis ouvriers en Grande-Bretagne et en France (notamment) soutenait son parti aux élections, sans doute au nom d'un principe républicain ou de l'internationalisme prolétarien...

Un article de lexpress.fr du 18 septembre 2012

Grèce: l'austérité fait chuter le coût du travail (19.09)

Avec l'austérité imposée par ses bailleurs de fonds --comprenant coupes salariales et abaissement forcé du salaire minimum-- la Grèce est le seul pays de l'UE à avoir enregistré début 2012 une chute du coût unitaire du travail, indique Eurostat mardi. Les coûts unitaires du travail, c'est-à-dire ce qu'un employeur, entreprise ou administration, doit payer en coûts salariaux pour une heure de production, ont reculé de 11,5% au premier trimestre 2012 par rapport au même trimestre de 2011, selon des données diffusées pour la première fois par Eurostat.

Ces chiffres pourraient constituer une matérialisation du gain de productivité recherché par les créanciers du pays pour tenter de relancer une économie à bout de souffle, avec une chute attendue du PIB cumulée de 25% sur la période 2008 et 2014, selon le ministre des Finances, Yannis Stournaras. A l'inverse, on a assisté à une hausse moyenne de 1,5% des coûts unitaires du travail dans les pays de la zone euro (17 pays), et de 1,4% dans les 27 pays de l'Union européenne pour la même période.

Dans les entreprises privées, au premier trimestre, le coût unitaire du travail a régressé de 8,9% et a chuté de 15,7% dans le secteur non-marchand, ce qui reflète l'ampleur des coupes salariales opérées dans la fonction publique sous la pression des différents plans d'austérité. Dans le privé, le secteur de la construction a subi les principales ponctions salariales, avec une chute de 18,4% du coût unitaire du travail au premier trimestre par rapport à la même période de 2011. Suivent l'industrie (-11,1%) et les services (-4,4%).

Selon la presse, le ministre des Finances Yannis Stournaras, qui négocie un nouveau paquet d'austérité avec les créanciers du pays, a exposé ces chiffres lors de la réunion des ministres des Finances de la zone euro à Nicosie vendredi dernier, soulignant qu'aucune nouvelle mesure de réduction salariale supplémentaire n'était nécessaire. Le salaire minimum a été réduit de 22% en Grèce, et de 32% pour les jeunes de moins de 25 ans, début 2012.

Un article de Slate.fr du 18 septembre 2012

Pourquoi l'Allemagne copine avec l'Ouzbékistan (19.09)

À l'occasion de la visite officielle, aujourd'hui, de membres du ministère fédéral allemand de la Coopération économique à Tachkent, la capitale de l'Ouzbékistan, le quotidien berlinois Tageszeitung se penche sur les relations troubles qu'entretient l'Allemagne avec cette ancienne république soviétique.

Sous couvert d'aide au développement, le gouvernement allemand verse ainsi chaque année des millions d'euros à l'Ouzbékistan (7,5 millions d'euros en 2012), qu'il considère à la fois comme «un pays à l'importance stratégique pour la coopération allemande au développement» et comme l'«un des régimes les plus autoritaires» de la Communauté des États indépendants, qui regroupe onze anciennes républiques de l'ex-URSS. Le pays est dirigé depuis plus de 20 ans par le dictateur Islam Karimov. Le journaliste Marcus Bensmann rappelle:

«Selon les indications de l'ONU, la torture est pratiquée de façon «systématique» en Ouzbékistan, il n'y aucune liberté de presse ni les prémisses d'une société de citoyens autonome. La désobéissance civile est réprimée par la violence. En 2005, lors du massacre d'Andijan, une ville de la province ouzbèke, les panzers ont fait feu lors d'une insurrection populaire et tué des centaines de personnes.»

Mais le gouvernement allemand préfère visiblement fermer les yeux sur ces atteintes aux droits de l'Homme pour servir ses intérêts stratégiques. L'armée allemande, la Bundeswehr, ainsi que l'OTAN utilisent en effet la ville de Termez, au sud du pays, comme base pour leurs interventions en Afghanistan. C'est via l'Ouzbékistan que devraient avoir lieu l'an prochain une grande partie des retraits de troupes. L'Allemagne paye ainsi près de 16 millions d'euros de loyer annuel pour pouvoir utiliser l'aéroport de Termez.

Cette situation, dont les médias allemands parlent rarement, fait l'objet de critiques au sein de l'opposition. Interrogée par le Tageszeitung, la députée au Bundestag Viola von Cramon (Verts) dénonce l'attitude schizophrénique du gouvernement allemand:

«Au regard des atteintes massives aux droits de l'Homme, le fait que l'Ouzbékistan soit traité comme un pays de coopération par l'Allemagne n'est pas justifiable.»

Commentaire.

Mais qui aurait l'idée de demander à l'Allemagne de se justifier, puisque finalement tous les Etats entretiennent des liens "d'amitié" avec des dictatures ou des régimes tyranniques, par exemple le Qatar, l'Arabie SAoudite, Israël ou encore les Etats-Unis.

Un article lemonde.fr du 18 septembre 2012

D'où vient le traité budgétaire européen ? (19.09)

Pourquoi le pacte budgétaire, ou TSCG, pour traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'union économique et monétaire ? Il s'agissait de répondre à une double demande de l'Allemagne et de la Banque centrale européenne (BCE).

La chancelière allemande, Angela Merkel, a toujours conditionné l'aide aux pays en difficulté à de nouveaux progrès en matière de contrôle des choix budgétaires des Etats de l'euro. De son côté, Mario Draghi, le président de la BCE, avait appelé, fin 2011, à la mise en place d'un '*pacte budgétaire*', en laissant entendre qu'une telle démarche inciterait l'institut d'émission à agir davantage pour stabiliser l'union monétaire.

De manière générale, le nouveau traité vient surtout compléter les règles déjà en vigueur, un arsenal renforcé au fil de la crise des dettes souveraines. Traité ou pas, le cadre le plus contraignant reste le pacte de stabilité et de croissance, en vigueur depuis la création de l'union monétaire, en 1997. Assoupli en 2005 à l'initiative des Français et des Allemands, il a été durci en 2011, toujours à la demande de Mme Merkel.

C'est sur cette base que la Commission européenne et le conseil des ministres des finances (Ecofin) peuvent d'ores et déjà surveiller la politique budgétaire des Etats de l'Union européenne. Avec un double objectif : plafonner les déficits publics à 3 % du produit intérieur brut (PIB) et l'endettement à 60 % du PIB.

Lors de la dernière refonte de ce pacte, les sanctions pour déficit excessif persistant ont été renforcées. Un '*semestre européen*' a été mis en place, qui permet à la Commission de donner son avis sur les projets de budget avant leur adoption par les parlements nationaux. Chaque gouvernement doit présenter son projet de loi de finances avant le 15 octobre.

Commentaire.

La question qu'on devrait poser devant les travailleurs et militants n'est pas celle de ce traité en soi ou abordé sous l'angle d'une abstraction qui aggraverait ou amplifierait les dispositions déjà présentes en grande partie dans "*le pacte de stabilité et de croissance, en vigueur depuis la création de l'union monétaire, en 1997*", mais de quelle manière il faut caractériser les partis qui le soutiennent et s'apprêtent à le ratifier, puis à l'appliquer, quelle est la nature de ces partis, dans quel camp sont-ils réellement, afin que les travailleurs et plus particulièrement les militants corrompus par les idées de la classe dominante qu'incarne le PS s'en détournent ou comprennent qu'il faut rompre avec ce parti et l'idéologie (capitaliste) qu'il véhicule, avec les institutions avec lesquelles il s'identifie, au même titre que l'UMP.

Sinon, comment voulez-vous que la conscience de classe des travailleurs et des militants progressent, comment voudrez-vous qu'ils se situent sur leur propre terrain de classe en toute indépendance du PS ? Est-ce qu'un jour il y aura un parti ouvrier qui traduira ses paroles en actes ?

Un article de Reuters du 19 septembre 2012

Les OGM de Monsanto soupçonnés d'effets délétères sur la santé. (20.09)

Une étude, menée sur un échantillon significatif de 200 rats en France à l'université de Caen, suggère que la consommation de maïs OGM de la firme Monsanto provoque des effets dommageables pour la santé, comme des tumeurs mammaires et des troubles organiques des reins et du foie.

Le biologiste Gilles-Eric Seralini et ses collègues ont nourri des rats à l'aide de NK603, une variété de maïs génétiquement modifié et rendu résistant à l'herbicide Roundup, et les ont abreuvés d'eau contenant ce même herbicide à des taux autorisés aux Etats-Unis.

Les résultats, qui doivent être publiés dans le prochain numéro de la revue Food and Chemical Toxicology, montrent que les rats soumis à ce régime sont victimes d'une surmortalité par rapport à ceux exposés à un régime normal. Selon les chercheurs, le taux de mortalité prématurée est de 50% chez les rats mâles et 70% chez les femelles contre 30 et 20% dans le groupe témoin.

Les études menées jusqu'à présent sur l'éventuelle toxicité des OGM n'avaient pas permis de conclure que les organismes transgéniques constituaient une menace pour la santé.

Les nouveautés de l'expérience menée à Caen portent sur la taille de l'échantillon et sa durée de deux ans, soit le temps de vie d'un rat. Selon les biologistes français, ces paramètres donnent une image plus réaliste et plus autorisée que les précédentes études qui se résumaient à une période de 90 jours.

Monsanto avait déjà estimé que les expériences menées par les chercheurs français avaient abouti à "*des conclusions non fondées*" et qu'aucune preuve n'avait été apportée de leur dangerosité sur la santé de l'animal ou de l'homme.

La filiale française de Monsanto a dit à Reuters prendre très au sérieux toute nouvelle étude concernant ses semences mais ne pas souhaiter réagir sur le fond dans l'immédiat.

"Dans le cas présent, il est trop tôt pour faire un commentaire sérieux car nous sommes encore en train d'évaluer la publication scientifique", écrit Yann Fichet, porte-parole de la firme américaine en France, soulignant que plus de 300 études sur l'alimentation OGM des animaux sont déjà disponibles.

Plusieurs voix se sont déjà élevées pour contester les résultats.

Tom Sanders, directeur du département des sciences nutritionnelles au King's College de Londres, note que Gilles-Eric Seralini et son équipe n'ont pas fourni de données chiffrées sur la quantité de nourriture donnée aux rats, ni sur leur taux de croissance.

"Cette race de rat est particulièrement sujette aux tumeurs mammaires lorsque les ingestions de nourriture ne sont pas contrôlées", a-t-il dit.

"Les méthodes statistiques sont inhabituelles et les probabilités ne permettent pas de comparaisons multiples. Il n'existe pas de projet d'analyse de données et il semble que les auteurs n'ont retenu que les chiffres les intéressants", a-t-il ajouté.

Mark Tester, professeur à l'université d'Adelaïde en Australie, s'est étonné que les précédentes études n'aient pas soulevé les mêmes inquiétudes.

"Si les effets sont aussi importants que rapporté et que l'étude est vraiment pertinente concernant l'homme, pourquoi les Nord-Américains ne tombent-ils pas comme des mouches ?" s'est-il interrogé.

"Les OGM font partie de la chaîne alimentaire depuis une décennie là-bas et la longévité continue de s'accroître inexorablement", a-t-il poursuivi.

En France, où la mobilisation contre les organismes génétiquement modifiés est forte, les écologistes ont réagi en estimant que la France devait immédiatement saisir la Commission européenne *"pour lui demander de suspendre les autorisations de mise en culture et d'importation d'OGM"*.

José Bové, vice-président de la commission de l'Agriculture et du Développement Rural au Parlement européen, a jugé que cette étude *"montre enfin que nous avons raison et qu'il est urgent de revoir rapidement tous les processus d'évaluation des OGM."*

"Les données fournies par Monsanto et les autres multinationales sont tout simplement biaisées et ne reposent pas sur des travaux scientifiques sérieux et fiables", dit-il.

L'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) a été saisie pour avis par le gouvernement, ont fait savoir les ministères de la Santé, de l'Ecologie et de l'Agriculture.

"Cette étude semble confirmer l'insuffisance des études toxicologiques exigées par la réglementation communautaire en matière d'autorisation de mise sur le marché de produits transgéniques", dit un communiqué.

Selon l'avis de l'Anses, attendu dans trois mois environ, le gouvernement pourrait demander aux autorités européennes la suspension de l'importation du maïs NK603, ajoute le communiqué.

Le maïs OGM NK603 est autorisé à l'importation en France et en Europe, où il est notamment utilisé dans l'alimentation du bétail.

Le Haut conseil des biotechnologies (HCB) et l'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa) ont également été saisis.

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a confirmé samedi le maintien du moratoire sur la culture de semences génétiquement modifiées en France. Mais l'importation de certaines céréales génétiquement modifiées, qui entrent dans l'alimentation du bétail, est autorisée.

Un article de Reuters du 19 septembre 2012

L'Asie compte plus de riches que l'Amérique du Nord. (20.09)

Le nombre d'Asiatiques considérés comme riches a été pour la première fois l'an dernier supérieur à celui des Nord-Américains, bien que leur fortune globale ait légèrement baissé, selon un rapport publié mercredi par Pacific, Capgemini et RBC Wealth Management.

La région Asie-Océanie compte 3,37 millions de personnes disposant d'un million de dollars (765.000 euros) ou plus à investir, alors qu'on en recense 3,35 millions en Amérique du Nord et 3,17 millions en Europe, indiquent les auteurs du rapport.

Au total, les riches asiatiques - 54% d'entre eux sont au Japon, près de 17% en Chine et plus de 5% en Australie - disposent d'une fortune de 10.700 milliards de dollars (8.200 milliards d'euros) contre 10.800 milliards en 2010.

Leurs homologues d'Amérique du Nord les dépassent légèrement avec 11.400 milliards de dollars.

La crise économique n'épargne pas les riches : la richesse a baissé l'an dernier à Hong Kong (-20,1%) et en Inde (-18%). Elle a en revanche nettement progressé en Thaïlande (+9,3%) et en Indonésie (+5,3%). Au Japon, elle a crû de 2,3% et de 1,8% en Chine.

Un article de liberation.fr du 19 septembre 2012

Payer l'énergie, première difficulté des Français. (20.09)

La précarité énergétique gagne du terrain en France. Pour beaucoup de ménages, payer les factures d'électricité ou de gaz est désormais un souci quotidien. C'est même le premier motif de demandes d'aides recensées par les Centres communaux d'action sociale (CCAS), selon leur étude annuelle présentée hier. Et pour cause, à force de hausses répétées, le prix du gaz a augmenté de 31,2% entre 2008 et 2012. Plus largement, les deux tiers des CCAS observent une hausse des demandes d'aides.

Après l'énergie vient la question des loyers. Certains centres communaux s'inquiètent aussi de la «nette diminution» de la fréquentation des cantines scolaires ou des colonies de vacances pour des raisons financières. Aucun public n'est épargné par ces difficultés : les foyers avec enfants, les familles monoparentales et, surtout, les retraités sont de plus en plus fragilisés. Ainsi, plus de 60% des CCAS voient augmenter les demandes d'aides de personnes âgées isolées ou disposant de moins de 1 100 euros par mois.

Revenant sur les chiffres sur la pauvreté publiés par l'Insee début septembre, Patrick Kanner, président de l'Union nationale des CCAS (Unccas), a évoqué «une situation explosive». Le taux de pauvreté (personne vivant avec moins de 964 euros mensuels) est passé de 13,5% à 14,1% de la population. Mais le niveau de vie des 5% les plus aisés est reparti à la hausse (+ 1,3%). Pour Patrick Kanner, «on ne pourra pas longtemps tenir avec ces écarts entre riches et pauvres, qui sont indignes de la cinquième ou sixième puissance économique mondiale».

Un article de Reuters du 21 septembre 2012

Israël et USA pas touchés par le "geste" arabe sur le nucléaire. (22.09)

Les pays arabes ont présenté jeudi comme un *"geste de bonne volonté"* leur décision de ne pas soumettre à l'assemblée annuelle de l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA) une résolution pointant du doigt Israël en raison de son arsenal nucléaire présumé.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre plus large des efforts visant à débarrasser la région de toute arme nucléaire, ont dit des diplomates arabes.

Ce geste a toutefois été ignoré par Israël et les Etats-Unis, qui ont critiqué le fait qu'un débat sur *"les capacités nucléaires israéliennes"* ait été placé en tête du programme de l'assemblée annuelle de l'AIEA, qui réunit 155 pays.

Les Etats-Unis sont favorables à un Moyen-Orient sans armes de destruction massive mais *"utiliser les réunions de l'AIEA pour désigner Israël à la critique ne nous rapprochera pas de cet objectif"*, a dit le diplomate américain Robert Wood.

"En fait, cela nous fait faire un pas dans la direction opposée", a-t-il ajouté.

Ce débat sur Israël sert uniquement à *"détourner l'attention de l'agence des graves problèmes liés au non-respect permanent de leurs obligations par deux autres pays de la région"*, a-t-il ajouté en allusion à l'Iran et à la Syrie.

Les ambassadeurs israélien, Ehud Azoulay et iranien, Ali Asghar Soltanieh, ont réciproquement accusé leurs pays de constituer *"une menace pour la paix et la sécurité"* dans la région.

Israël soupçonne l'Iran de vouloir se doter clandestinement d'un arsenal nucléaire. Les dirigeants de l'Etat hébreu laissent planer la menace d'une intervention militaire contre les sites nucléaires iraniens.

Téhéran affirme que son programme est purement pacifique.

Les pays arabes ont expliqué l'absence de projet de résolution contre Israël par leur volonté de ne pas saper le projet égyptien de conférence sur un Moyen-Orient sans arme nucléaire, qui pourrait avoir lieu en décembre à Helsinki.

La Russie a salué le *"signal constructif"* envoyé par les pays arabes.

Comme lors des années précédentes, une résolution soutenue par l'Egypte a été adoptée appelant à une adhésion de tous les Etats de la région au Traité de non-prolifération (TNP). Ce texte ne mentionnait pas explicitement Israël, qui, avec les Etats-Unis, a fait partie des huit pays s'étant abstenus lors du vote, contre 111 pays qui ont voté pour.

Commentaire.

Il existe bien un axe américano-sioniste contre le reste du monde, ceux qui l'ignorent ou ne veulent pas l'admettre en ont la preuve sous les yeux.

Un article de l'AFP du 21 septembre 2012

Coup d'envoi de la négociation sur la qualité de vie au travail. (22.09)

Comme prévu lors de la grande conférence sociale de juillet, les partenaires sociaux ont engagé vendredi la négociation visant à améliorer la qualité de vie au travail et l'égalité professionnelle, avec l'objectif de parvenir à un accord avant le 8 mars, journée de la femme.

"Le but, c'est d'aller vers un accord qui ne soit pas laissé lettre-morte (...) et que les salariés voient ce qu'on a négocié, pas du blabla", a assuré Jean-Michel Cerdan (CFTC), à l'issue de cette rencontre entre les syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) et le patronat (Medef, CGPME et UPA).

"Ce matin, on s'est mis d'accord sur le calendrier, la méthode de travail", a-t-il poursuivi, précisant que les partenaires sociaux se réuniraient à peu près toutes les trois semaines avec une prochaine rencontre le 9 octobre.

Selon les syndicats, les employeurs ont soumis un document contenant six titres, et devant servir de base de travail.

Ce texte, consulté par l'AFP, stipule que l'objet de l'accord est *"d'améliorer les conditions dans lesquelles les salariés exercent leur travail et donc la performance économique de l'entreprise"*, une formule que certains syndicats désapprouvent.

Il fixe différents objectifs afin d'améliorer la qualité de vie au travail, notamment via le dialogue social, en définissant par exemple des indicateurs pour évaluer les résultats ou en encourageant un droit des salariés à l'expression directe.

Il vise également à *"atteindre l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes"* et à *"favoriser une meilleure conciliation entre vie privée et vie professionnelle"*.

Selon plusieurs syndicalistes, la question du temps partiel devrait échoir à la négociation parallèle sur la sécurisation de l'emploi.

Mais les syndicats souhaiteraient que cette question reste débattue dans le cadre de ces négociations. Certains insistent également sur la question du congé parental et de la santé au travail.

Selon Bernard Salengro (CFE-CGC), le représentant du Medef a expliqué vendredi vouloir un texte non contraignant.

Mais pour le syndicaliste, la qualité de vie au travail doit être vue comme *"autre chose qu'une cerise sur le gâteau: non seulement, ça améliore la vie des gens, mais ça améliore l'économie et le fonctionnement de l'entreprise"*.

"Tout l'enjeu, c'est de savoir si on considère que c'est un sujet qui est à la mode et on va faire quelque chose de cosmétique" ou un vrai enjeu, a-t-il lancé.

Pour la CGT, le premier objectif est de *"faire bouger les choses en entreprise, avec plus de droits pour les salariés"*. *"On ne veut pas juste des déclarations d'intention"*, a estimé Ghislaine Richard, sa représentante.

Patrick Pierron, de la CFDT, est confiant: *"il y a une convergence de vues, un diagnostic partagé"*. *"On veut principalement aboutir à ce que l'organisation du travail soit discutée entre salariés et managers de proximité. Je pense qu'aujourd'hui c'est mûr pour le patronat, ce qui est une avancée qualitative énorme"*, a-t-il fait valoir.

Un article Reuters du 24 septembre 2012

L'auteur d'une étude choc sur un OGM se dit "attaqué par des lobbies" (25.09)

Le professeur Gilles-Eric Séralini, qui a dirigé une étude choc sur la toxicité d'un OGM, en cours d'examen par les autorités sanitaires, s'est dit lundi *"attaqué de manière extrêmement malhonnête par des lobbies"* en réponse aux critiques sur son étude dévoilée mercredi.

"Je suis attaqué de manière extrêmement malhonnête par des lobbies qui se font passer pour la communauté scientifique. C'est le même lobby qui a permis l'autorisation de ces produits et qui est activé par les entreprises de biotechnologies", a estimé l'universitaire de Caen interrogé par l'AFP.

"C'est une entreprise de salissement de l'individu pour essayer de discréditer son travail parce que la conséquence, ce serait qu'on les (les entreprises de biotechnologies, ndlr) oblige à faire des études à long terme", a ajouté M. Séralini, répétant qu'il venait de publier *"l'étude la plus longue et détaillée jamais faite sur un OGM"*.

Cette étude du maïs NK 603 et du Round Up, produits par Monsanto et importés en Europe, menée sur 200 rats pendant deux ans, a été publiée dans la revue *"Food and Chemical Toxicology"*, qui a aussi publié par le passé des travaux favorables aux OGM.

Il est en particulier reproché à cette étude de porter sur un trop petit nombre de rats: des groupes de 10 rats soumis à des traitements différents, et sur une race de rats qui a tendance plus que d'autres à développer des tumeurs.

"Toutes les études du monde sont faites là-dessus (des échantillons de 10, ndlr). Le NK 603 a été autorisé sur cette base. Si on ne peut pas tirer de conclusions il faut aussi tout de suite interdire tous les OGM", répond le professeur qui ajoute que *"la pomme de terre OGM de BASF a été autorisée avec des tests sur cinq rats"*.

"Tout ceux qui ont aboyé (contre l'étude) sont à l'origine de l'autorisation de ces produits, et ils l'ont fait sur la base de tests sur la même souche rat, avec des échantillons de 10 rats pendant seulement trois mois et avec pas avec autant de tests", ajoute M. Séralini, *"c'est ridicule"*.

Le professeur se dit *"conscient"* que son étude *"a ses limites et je l'ai dit dans mon livre"* (à paraître mercredi). *"On pourrait faire (des groupes de) 50 rats mais c'est aux pouvoirs publics de financer, ça ne peut plus être un laboratoire indépendant qui finance 20 millions d'euros"*, a-t-il ajouté.

Dans son étude les groupes de rats traités *"meurent plus tôt sauf un, qui présente des problèmes rénaux graves"*, insiste le chercheur qui a observé chez les rats traités *"une explosion"* des tumeurs ou des affections des reins et du foie au 11e et 12e mois, qui correspond à l'âge de 35/40 ans chez l'homme.

"Et on ne se base pas que sur ces courbes de mortalité ou de tumeurs. C'est corroboré statistiquement par la biochimie et par l'observation d'organes et de tumeurs sur 200 rats. On sait de quoi les rats sont morts", ajoute M. Séralini qui réaffirme que son étude *"conclut clairement que la toxicité de cet OGM est prouvée"*.

L'étude a coûté plus de 3 millions d'euros, financés notamment par les fondations Ceres et la Fondation Charles Leopold Meyer pour le progrès pour l'homme. Auchan et Carrefour l'ont également aidée.

Les fonds ont été gérés par le Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique (Criigen), *"indépendant des compagnies de biotechnologies"* et dont M. Séralini préside le conseil scientifique.

Un article de l'AFP du 24 septembre 2012

Italie: Mario Monti décidé à donner un coup de fouet à la compétitivité. (25.09)

L'Italie est l'un des rares pays développés où la productivité du travail a stagné ces dernières années et le chef du gouvernement Mario Monti a fait de ce handicap l'un des chantiers majeurs de son mandat, au risque de bousculer les partenaires sociaux.

M. Monti a saisi lundi l'occasion de la présentation à Rome d'un rapport de l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE) développant ce thème pour réaffirmer son credo, selon lui vital si le pays, en pleine récession, entend s'extraire de la crise.

"Je reprends à mon compte le constat alarmant de l'OCDE", a-t-il déclaré au sujet de l'étude, qui montre l'Italie au dernier rang des pays développés en termes de gains de productivité depuis 1995, ce qui se traduit par un déclin relatif du PIB par habitant vis-à-vis des autres nations.

"Tandis qu'au cours de la décennie ayant précédé la crise, la productivité relative s'est généralement améliorée dans les pays concurrents en zone euro, en Italie, elle a stagné", a déploré M. Monti.

"Ce développement s'est généralisé et a frappé tous les secteurs. La distance entre nous et l'Allemagne, la France ou l'Espagne a progressivement augmenté", a-t-il noté.

Tandis que les autres pays méditerranéens et l'Irlande ont procédé au début de la crise à *"un ajustement radical"* du coût du travail (en abaissant les salaires, ndlr), l'Italie n'en a rien fait, a-t-il souligné.

Conséquence: la courbe de l'indicateur du coût du travail unitaire italien diverge de celle de la plupart des pays européens, dénotant *"une moindre réponse des salaires réels à la récession et suggère une rigidité à la baisse dans la formation des salaires"*, note l'OCDE.

Et ceci *"en dépit de plusieurs accords salariaux destinés à faire en sorte que les salaires évolueraient plus en ligne avec la productivité"*, relève l'étude.

Pour M. Monti, il s'agit là d'un *"point-clé"*, qui démontre que les pouvoirs publics, en dépit de toutes les réformes entreprises ces derniers mois -- que l'OCDE a saluées-- ne peuvent pas seuls hisser l'Italie hors de la récession, et que entreprises et salariés doivent impérativement faire leur part du travail.

Ces dernières semaines, les partenaires sociaux ont été *"encouragés à mettre ce thème de la productivité au centre de leurs négociations"*, a-t-il rappelé, invitant les intéressés à *"aborder ce thème de façon courageuse et sans préjugés"*.

Des contacts initiaux entre syndicats et patronat ont déjà eu lieu à ce sujet et une rencontre la semaine prochaine permettra *"d'entrer dans le vif du sujet"*, a indiqué lundi le président de l'organisation patronale Confindustria, Giorgio Napolitano.

La controverse sur l'avenir des usines Fiat en Italie, qui fait les gros titres depuis plus d'une semaine en Italie, pourrait bien resurgir à cette occasion.

M. Monti a précisé dans son discours lundi que le thème de la compétitivité avait été au coeur de sa rencontre de samedi avec le patron du constructeur Sergio Marchionne. Loin d'aider financièrement le groupe, il s'agit de créer un *"contexte permettant de préserver une présence industrielle de Fiat en Italie"*, a-t-il précisé.

Selon des sources gouvernementales citées par l'agence Ansa, M. Monti entend utiliser ce dossier emblématique comme *"bulldozer"* dans les négociations entre entreprises et syndicats sur la compétitivité et prendre le pouls de leur détermination à faire avancer le dossier.

Un article de l'AFP du 24 septembre 2012

Scandale financier en Italie: la "gouverneure" part, tempête sur le parti de Berlusconi. (25.09)

La présidente de la région de Rome, membre de pointe du Peuple de la liberté (PDL) de Silvio Berlusconi, a démissionné lundi en raison d'un vaste scandale financier frappant son groupe au parlement régional, provoquant un scrutin local anticipé à haut risque pour ce parti.

Renata Polverini, une ancienne syndicaliste élue pour cinq ans en mars 2010, a annoncé sa démission "irrévocable" devant la presse, en affirmant vouloir mettre fin à l'utilisation laxiste des financements régionaux par le groupe parlementaire local du PDL.

Une enquête a été ouverte il y a plusieurs semaines par le parquet de Rome contre une dizaine de conseillers régionaux de ce parti soupçonnés de malversations financières, allant des fausses factures au détournement de fonds.

"Je mets fin au parcours d'un conseil (régional) qui n'est plus digne de représenter le Latium (NDLR: nom de la région de Rome). Ces messieurs je les renvoie tous à la maison", a-t-elle dit en ajoutant: "je pars la tête haute, je n'ai rien à faire avec ces malfaiteurs".

Les magistrats enquêtent sur des versements issus des caisses de la région au profit de ces conseillers PDL sous l'intitulé "*fonds destinés au fonctionnement du groupe*" pour un total approchant les 6 millions d'euros sur deux ans.

Les médias ont fait leurs choux gras des dépenses somptuaires de certains conseillers: restaurants, hôtels, achats de bijoux, bals masqués où le champagne coulait à flot et où des hommes en toge romaine portant des masques en forme de tête de cochon embrassaient de jeunes vestales dénudées.

Les noms des conseillers ont été livrés à la justice par l'ex-chef du groupe parlementaire régional, Franco Fiorito, surnommé "*Batman*", soupçonné d'appropriation illicite de fonds publics pour environ un million d'euros. Le successeur de Fiorito, Francesco Battistoni, également éclaboussé par l'affaire, a démissionné la semaine passée.

"Nous étions tous arrivés ici propres et jamais je n'aurais pu imaginer qu'on puisse se lancer dans des dépenses aussi inconsidérées et luxueuses", a déploré Mme Polverini.

Franco Fiorito, qui nie tout détournement de fonds, s'est présenté la semaine passée devant le parquet avec une multitude de factures, lettres et emails reçus de divers conseillers pour lui demander de l'argent ou des pistons.

Selon la presse, M. Fiorito loue au moins trois appartements à Rome, possède une villa au bord de la mer, un yacht ainsi que plusieurs voitures de luxe et au moins un appartement en Espagne.

Après avoir menacé à plusieurs reprises de partir, au fur et à mesure que la presse révélait les détails du "*Lazlogate*", Mme Polverini a jeté l'éponge quand lundi en fin d'après-midi les conseillers régionaux centristes, alliés de sa majorité, ont annoncé qu'ils ne la soutenaient plus.

En fin de semaine dernière quand elle avait déjà mis sa démission dans la balance, Silvio Berlusconi l'en avait dissuadée pour éviter des élections anticipées et Mme Polverini s'était limitée à changer quelques têtes et à tailler dans les fonds alloués aux groupes parlementaires.

M. Berlusconi voulait à tout prix éviter un scrutin à risque dans la région de Rome avant les législatives prévues en avril 2013, redoutant un effet boule de neige sur le PDL déjà très mal en point depuis la démission du Cavaliere en novembre 2011, en pleine tourmente sur la zone euro.

Angelino Alfano, dauphin désigné de M. Berlusconi, a salué le geste de Mme Polverini, affirmant qu'elle a accompli "*un geste de grande dignité alors qu'elle n'a commis aucun acte immoral ou illégal*".

Complément lepoint.fr du 24.09

Moins baroque, le scandale milanais concerne le très puissant gouverneur de la région Lombardie, Roberto Formigoni. Gérant la santé publique, les régions financent les cliniques privées au titre du remboursement des actes conventionnés. Entre 2002 et 2011, la Lombardie a donc versé à la clinique Maugeri 196 millions d'euros. Mais les magistrats ont découvert qu'une partie - 60 millions - de ces financements, censés rembourser des soins, sont passés sur les comptes d'un homme d'affaires, Pierangelo Dacco. Or non seulement Dacco est un ami intime de Roberto Formigoni, mais les enquêteurs ont acquis la certitude qu'il a financé à hauteur de 5 millions d'euros les dépenses privées du gouverneur : vacances de Noël aux Caraïbes ou en Terre de Feu, locations d'avions privés, disponibilité exclusive d'un yacht, week-ends à Paris, restaurants de luxe... et quelques enveloppes de liquide pour les faux frais. Pour le parquet, ces 5 millions de "*cadeaux*" sont un retour d'ascenseur pour le généreux financement de la clinique Maugeri.

Un spectacle désolant qui alimente l'hostilité à la politique et le rejet de ce que les Italiens appellent avec mépris "*la caste*". Aujourd'hui, 64 % des Transalpins se disent écoeurés et déclarent ne plus vouloir voter pour les partis traditionnels.

Un article de Reuters du 24 septembre 2012

La crise a condamné un tiers des boutiques du centre d'Athènes. (25.09)

Près d'un tiers (31%) des magasins du centre d'Athènes ont fermé en raison de la crise économique en Grèce, montre lundi une étude réalisée en août par la Fédération grecque du Commerce (ESEE).

Ces difficultés des commerçants sont notamment dues à la chute du pouvoir d'achat en Grèce en raison de la cure de rigueur imposée par les gouvernements successifs depuis 2010 en échange d'une aide financière internationale.

L'étude pointe aussi du doigt la raréfaction des crédits accordés par les banques et les manifestations régulières contre la politique d'austérité, qui entravent l'accès aux boutiques de ce *"triangle commercial"* proche de la place de la Constitution (Syntagma).

"Rien n'indique que ce pourcentage va baisser et c'est très inquiétant", a déclaré Vassilis Korkidis, président de l'ESEE.

Il estime que 68.000 commerces ont définitivement baissé leurs rideaux depuis début 2011 dans l'ensemble du pays.

"L'hiver sera très difficile, peut-être le plus difficile de ces trois dernières années", a-t-il dit à Reuters. *"De nombreux commerces n'y résisteront pas."*

Dans les rues commerçantes piétonnes du centre de la capitale grecque, les vitrines de nombreuses boutiques sont obstruées par des planches. Sur d'autres s'étalent de larges bandeaux sur lesquels on peut lire *"Tout doit disparaître"*.

La proportion de magasins fermés dans les principales artères commerçantes d'Athènes a atteint des niveaux records en août, 34,7% dans la rue Panepistimiou et 42% pour la rue Akadimias.

Un article de okeanews.fr du 24 septembre 2012

Énorme scandale en Grèce : 3 hommes politiques seraient impliqués dans le blanchiment de 10 milliards d'euros (25.09)

Le scandale sismique vient de RealNews (real.gr) et risque de faire trembler un gouvernement déjà fragile.

Trois hommes politiques de premier plan, l'actuel Président du Parlement, Evangelos Meimarakis (Nouvelle Démocratie) et deux anciens ministres du gouvernement 2004 de Karamanlis (Nouvelle Démocratie) , Michalis Liapis, ancien ministre des transports et des communications et George Voulgarakis, ancien ministre de l'ordre public, seraient impliqués dans le blanchiment de 10,2 milliards d'euros, à travers le groupe de Joannis Karouzos.

Selon RealNews, les trois anciens ministres ainsi que Karouzos achetaient et vendaient des biens immobiliers de luxe. Mais le groupe aurait servi de vitrine masquant des activités beaucoup moins légales : du blanchiment d'argent issu des subventions de l'Etat .

Selon RealNews, des témoignages sous serment et des plaintes décrivent que jusqu'en 2004 le groupe de Karouzos avait une activité limitée. Selon ces mêmes témoins, à partir de 2005, Karouzos aurait obtenu des emprunts et aurait montré des signes d'une richesse dont l'origine reste inexplicée.

Selon RealNews, les trois hommes politiques sont impliqués dans une plainte venant de Joseph Livanos qui date d'octobre 2010. Livanos, agent immobilier et ancien collaborateur de Karouzos :

- " Les trois ministres ont pris part dans l'investissement de biens immobiliers, ainsi que Nicholas Tsakos [ndlr : entrepreneur] qui, avec la femme de Karouzos, a eu la tâche de faire sortir l'argent de la Grèce dans les paradis fiscaux via une banque étrangère et des sociétés offshore. "

Selon RealNews, Livanos indique dans sa plainte :

- " Avec une grande surprise, Karouzos m'a dit que les trois ministres étaient : son témoin de mariage [ndlr : Koubaros en grec] Evangelos Meimarakis, George Voulgarakis et Michalis Liapis et m'a indiqué que l'entrepreneur était Nicholas Tsakos. Il m'a dit aussi que l'argent qui sortait de Grèce représentait un montant total de 10 milliards et 270 millions d'euros. 250 millions d'euros de cette somme se trouvent dans des banques en Angleterre, et l'argent de Karouzos et de sa femme Rebecas Skartoura est une infime partie de l'argent détourné ".

Selon RealNews, les plus grosses accusations viennent d'un autre ancien collaborateur de Karouzos, George Zografaki qui est désormais le propriétaire des 19 entreprises de Karouzos. Dans une lettre destinée à SDOE, il indique que le vrai but du groupe Karouzos était de voler l'argent public et de blanchir l'argent des anciens ministres qui détournaient les subventions de l'Etat (principalement de défense) via leurs ministères. Ils avaient créé un réseau dans tous les niveaux du pouvoir ainsi que dans les instances de la justice. L'argent qu'ils prenaient des pots de vin était ensuite reversé dans le groupe de Karouzos. Ensuite, deux représentants du groupe avaient la tâche de blanchir l'argent et de l'envoyer dans les paradis fiscaux après un court passage dans un pays proche de la Grèce. Les 2 employés prenaient une commission sur le montant de l'argent qu'ils faisaient sortir. Mais les capitaux qui entraient dans le groupe Karouzos n'étaient pas utilisés dans l'achat de biens. Cet argent passait dans le groupe et une fois blanchi, partait à l'étranger, comme les commissions, et le partage se faisait également à l'étranger. Chaque fois qu'ils envoyaient de l'argent à l'étranger, ils prenaient des emprunts qui permettaient de justifier une somme d'argent légale. L'argent sale équivalait au montant de l'emprunt partait à l'étranger et l'argent des emprunt, légal, était lui ré-investi dans des biens immobiliers en Grèce.

Selon RealNews, Zografakis ne précise aucun nom d'homme politique mais indique que chacun avait son rôle au sein du réseau. Les anciens ministres avaient le pouvoir d'obliger les banques de l'Etat d'aider le groupe pour prendre ces emprunts illégaux et laver leur propre argent sale. Ces banques, à part les emprunts qu'elles donnaient au groupe, fournissaient également des alibis à une banque privée d'un pays proche en fournissant des documents qui « prouvaient » que l'argent était légal. De cette manière, la banque étrangère fermait les yeux et envoyait les capitaux via des compagnies chypriotes offshore à l'étranger.

Quand le réseau a obtenu des bénéfices immenses, le couple Karouzos et les anciens ministres ont décidé de mettre le groupe en faillite pour effacer toute trace d'illégalité. Zografaki aurait essayé d'éviter la faillite mais Karouzos lui aurait proposé de participer au blanchiment, sous condition d'arrêter de s'occuper de sauver le groupe.

- *"Il m'a dit que l'argent que les anciens ministres lui ont confié est d'un montant de plus de 10 milliards d'euro et qu'il avait le code. Il m'a proposé de prendre la part que je voulais pour que j'arrête de m'occuper du sauvetage du groupe et surtout pour arrêter de regarder les fraudes du passé. Il me disait que même si ce n'est pas ma faute, si tout cela sortait, je serai impliqué."*

Les trois hommes politiques ont bien évidemment nié leur implication dans ce scandale et attaquent le quotidien en justice. Mais la démission d'Evangelos Meimarakis serait déjà évoquée, ce qui serait un séisme politique à l'heure des discussions tendues au sein de la coalition et avec la troïka.

Cette information a été dévoilée alors que le SDOE, la brigade financière grecque, a annoncé avoir une liste d'une trentaine de noms d'hommes politiques qui seraient impliqués dans des affaires de corruption. Une liste qui n'a pas encore été dévoilée de manière officielle mais qui laisse supposer d'autres scandales à venir.

A l'heure où le gouvernement cherche à économiser 11.5 milliards d'euros en proposant des mesures d'austérité toujours plus criminelles, ces 10,2 milliards d'euros détournés, si l'information devait être confirmée, ajouteraient probablement de l'huile sur un feu déjà intense : les manifestants grecs crient depuis 2 ans « *Voleurs, Voleurs, Voleurs* » en lançant des Moutza.

Il semblerait qu'ils ont bien raison. Mais qui en doute encore ?

Dernières minutes.

Meimarakis (Nouvelle Démocratie) « *suspend* » ses fonctions de président du Parlement a cause de l'enquête de corruption et de blanchiment d'argent menée par les autorités. Il a demandé au vice-président du Parlement pour le remplacer pendant toute la durée de l'enquête.

Un article de nouvelobs.com du 26 septembre 2012

"CleanIT" : le nouveau projet qui va faire bondir les internautes (27.09)

Sous couvert de lutte contre le terrorisme, ce groupe de réflexion européen propose notamment d'interdire les pseudos et avatars sur les réseaux sociaux.

Après Hadopi, après Acta, voici venir CleanIT, le nouveau projet européen de réglementation du web qui risque de faire bondir les internautes et les défenseurs des libertés publiques sur internet.

Il y a maintenant deux ans, le Programme de Commission européenne pour la prévention et la lutte contre la criminalité avait mandaté un groupe rassemblant responsables gouvernementaux et représentants du secteur privé afin de réfléchir aux moyens de lutter contre le terrorisme sur internet. Pour ce faire, le projet, baptisé "CleanIT", et mené par le responsable néerlandais de l'anti-terrorisme But Klaasen, avait été doté d'un budget de 400.000 euros.

Depuis, ce groupe de réflexion travaille discrètement, rendant régulièrement des rapports d'étapes qui n'ont jusqu'à présent été que très peu médiatisés. Mais la semaine dernière, l'association de défense des libertés sur internet European Digital Rights (EDRI) a mis la main sur un nouveau rapport jusqu'à présent tenu secret et comportant des propositions assez étonnantes, voire "*ridicules*" ou "*effrayantes*" selon certains, qui risquent en tous cas de provoquer une levée de boucliers chez les défenseurs du web.

En effet, pour lutter contre le terrorisme, CleanIT propose ainsi tout simplement de bannir tout "*contenu terroriste*". Or, cette idée suppose tout d'abord de trouver une définition commune à tous les pays d'Europe du terrorisme et de ce que peut-être un "*contenu terroriste*", au risque dans certains cas de violer la liberté d'expression de certains groupes. En outre, le projet propose d'également rendre illégal le simple fait de faire un lien hypertexte vers de ces "*contenus terroristes*".

CleanIT entend également mettre la pression sur entreprises du web en assimilant le fait d'avoir un groupe terroriste dans ses clients à une aide financière au terrorisme. Ainsi, le fait de "*fournir des services internet*" à l'un de ces groupes serait qualifié "*d'aide économique (...)* et serait donc un acte illégal".

Parmi les autres mesures proposées risquant de déclencher un tollé figurent notamment le fait d'obliger les entreprises du web "*n'autoriser que les vrais noms*" des internautes, ce qui reviendrait à interdire tout pseudo, l'obligation de mettre sa vraie photo sur les réseaux sociaux ou encore l'obligation d'inclure dans les navigateurs un "*bouton d'alerte*"...

Autant de mesures qui semblent inapplicables à moins de mettre internet sous tutelle des Etats ainsi que sous surveillance généralisée. "CleanIT" précise que son but n'est pas d'édicter des règles contraignantes mais de proposer une série de mesures et de principes destinés à guider les Etats membres dans leur travail législatif.

Commentaire : j'ai mis en ligne ce document (en anglais).

Un article de lexpansion.com du 26 septembre 2012

La précarité énergétique s'aggrave en France. (27.09)

18% des saisines du Médiateur de l'énergie au premier semestre étaient liées à des difficultés de paiement, contre 15% l'an dernier. La dette moyenne des personnes en difficultés en paiement a bondi de 20% à 2.266 euros.

La précarité énergétique s'est encore aggravée au premier semestre, selon les chiffres publiés mercredi 26 septembre par le Médiateur national de l'énergie, qui avait déjà mis en garde au début de l'année contre la montée de ce phénomène préoccupant.

Quelque 18% des saisines du Médiateur sur les six premiers mois de l'année étaient liées à des difficultés de paiement, contre 15% l'an dernier, indique cet organisme de protection des consommateurs dans sa dernière lettre d'information parue mercredi. Par ailleurs, la dette moyenne des personnes en difficultés en paiement est passée à 2.266 euros sur le semestre, contre 1.900 euros en 2011, soit un bond d'environ 20%.

Ces chiffres confirment le diagnostic déjà dressé en mars par le Médiateur, qui avait mis en garde contre la montée de la précarité énergétique en raison de la crise économique et de la flambée des prix de l'énergie.

Pour lutter contre ce phénomène, la majorité veut étendre les tarifs sociaux de l'énergie de quelque 650.000 foyers bénéficiaires actuellement à 4 millions de ménages (soit huit millions de personnes), dans le cadre de la loi sur le "*bonus-malus*" ou "*tarif progressif*" de l'électricité et du gaz, dont l'examen par les députés doit normalement débiter ce mercredi.

Le Médiateur est une autorité administrative indépendante lancée en 2008, qui peut être saisie par les consommateurs de gaz et d'électricité en cas de litiges avec leurs fournisseurs d'énergie.

Un article de l'AFP du 27 septembre 2012

Le chômage, une réalité condamnée à être sous-évaluée par la statistique. (28.09)

Combien y a-t-il de chômeurs en France? Alors que le cap des trois millions a été franchi pour les seuls demandeurs d'emploi sans activité inscrits à Pôle emploi en métropole, associations et syndicats évoquent des chiffres bien supérieurs, que la statistique peine à évaluer.

Une seule chose est sûre: ce chiffre symbolique des demandeurs d'emploi dits de catégorie A, qui retient chaque mois l'attention, n'est qu'un plancher. Et la partie émergée de l'iceberg.

Si on considère les seules données mensuelles de Pôle emploi (qui ne recense que les chômeurs inscrits accomplissant des *"actes positifs de recherche d'emploi"*), le chiffre grimpe déjà à 3,259 millions en incluant les ultra-marins. Il culmine à 4,776 millions si on y ajoute les inscrits exerçant une activité réduite, outre-mer compris (B et C).

Restent aussi les 237.000 demandeurs d'emploi dispensés d'actes positifs de recherche (catégorie D). L'addition excède alors 5 millions.

Pourtant, ce calcul laisse encore beaucoup de chômeurs de côté: manquent ainsi à l'appel de nombreux jeunes qui n'ont droit à aucune indemnisation et ne voient pas l'intérêt de pointer, ou encore les chômeurs de longue durée et allocataires des minima sociaux découragés.

Alors qu'on dénombre plus de 2 millions de bénéficiaires du RSA, seuls quelque 680.000 figurent sur les listes du service public de l'emploi.

En outre, chaque mois, une cohorte d'inscrits sort par erreur des listes... Avant de se réinscrire le mois suivant.

La présidente du Conseil d'orientation pour l'emploi, Marie-Claire Carrère-Gée, dénonçait récemment, à l'instar de nombreux économistes et sociologues, *"les évolutions particulièrement erratiques et inexpliquées de certains chiffres concernant les sorties de Pôle emploi, cela depuis plusieurs mois"*.

En août, plus de 196.000 personnes ont ainsi disparu après n'avoir pas actualisé leur dossier. Plus de 38.000 ont en outre été radiés, tandis que 46.000 autres disparus entrent dans une mystérieuse catégorie *"autres cas"*, pour laquelle Pôle emploi ne dispose d'aucune information.

"On donne trop d'importance aux chiffres mensuels. Le trimestriel de l'Insee est sans doute plus robuste et plus comparable dans le temps, car il ne dépend pas de changements d'ordre administratif ou d'une politique", estime l'économiste Paul Champsaur, qui chapeaute l'Institut national de la statistique.

L'Insee publie chaque trimestre une projection à partir d'une enquête réalisée auprès de 100.000 personnes, selon les normes du Bureau international du travail (BIT), qui ne retient que les personnes sans aucune activité.

Pour le deuxième trimestre, en métropole, il estimait à 2,8 millions le nombre de chômeurs.

A ces derniers, il faudrait toutefois ajouter, pour 2011, 850.000 personnes évoluant, selon l'institut, dans le *"halo du chômage"*, sans remplir tous les critères du BIT.

Considérant ces indicateurs trop restrictifs, la CGT, à l'instar des associations (MNCP, AC!, APEIS), évalue de son côté les chômeurs à plus de 5 millions.

Le collectif Les autres chiffres du chômage (ACDC) préfère lui parler de *"chômage total et d'emploi inadéquat"* (bas salaires, sous-emploi...), et avance le chiffre de 12,7 millions (45% de la population active).

Pour Pierre Concialdi, économiste à l'Ires et membre d'ACDC, *"la frontière entre chômeurs et non chômeurs n'est plus pertinente pour poser la question de l'emploi, qui implique au fond d'avoir un revenu suffisant pour vivre"*.

Document

Articles de presse d'octobre 2012

Table des matières

France

Politique

- Capture et mort de Kadhafi: des officiels libyens soupçonnent les services français. (01.10)
- Les élus écologistes plaident pour la disparition des départements. (02.10)

Social

- Chérèque et Thibault : copains comme cochons. (02.10)
- Compétitivité: l'Elysée penche pour une baisse progressive du coût du travail. (04.10)
- Le point sur la « *négociation* » sur la réforme du marché du travail. (05.10)
- OGM : Séralini reçoit le soutien de chercheurs internationaux. (13.10)
- La crise à la CGT se dénoue: Thierry Lepaon adoubé pour succéder à Thibault. (17.10)
- France. L'accès aux soins se dégrade pour les populations précaires. (19.10)
- Des arrêts de production dans l'automobile en novembre. (28.10)
- Près de trois salariés sur dix travaillent le dimanche. (30.10)

Economie

- Les entreprises ont plus gelé les salaires en 2012 et devraient continuer. (01.10)
- Emprunts toxiques: les collectivités doivent honorer leurs échéances. (04.10)
- Forte hausse des défaillances de grandes entreprises. (12.10)
- Pour le Medef, "*nous sommes passés d'un avis de tempête à un avis d'ouragan*". (16.10)

International

Politique

- La liste suisse de Christine Lagarde : le secrétaire du PASOK démissionne et remet en cause l'attitude de Venizelos. (04.10)
- Les secrets inviolables d'un prix Nobel. (13.10)
- Cuba lève les restrictions de déplacement à l'étranger. (17.10)
- L'Otan plie bagage, la Turquie au bord de la crise de nerfs. (19.10)
- Etats-Unis. Avec Citizens United, Romney a le droit d'appeler les patrons à faire pression sur leurs employés. (19.10)
- USA 2012: les liens très gênants de Romney avec un fabricant de machines à voter. (22.10)
- Fusion de la droite et de l'extrême droite en Israël. (28.10)
- La Grèce doit encore mener 150 réformes, selon un rapport provisoire de la troïka. (29.10)
- Arrestation du journaliste grec qui a publié la "*Liste Lagarde*". (29.10)

Social

- Afrique du Sud: Amplats licencie 12.000 mineurs en grève sauvage. (06.10)
- 9% des salariés allemands cumulent deux emplois pour vivre. (06.10)
- Italie. Le nouveau visage de la pauvreté. (19.10)
- Afrique du Sud: des balles en caoutchouc pour disperser des mineurs grévistes. (28.10)

Economie

- Dette publique: Quand la directrice du FMI Christine Lagarde évoque les «*temps de guerre*». (13.10)

- L'austérité est la seule voie pour l'Europe, estime le ministre allemand des Finances. (13.10)
- Les banques centrales forcent à sortir du monétaire. (13.10)
- "*L'Europe sauve les banques mais refuserait d'aider les pauvres ?*" (16.10)
- Banques centrales: Lagarde craint une "*surchauffe*" dans les pays émergents. (16.10)
- Les dépenses militaires en Asie explosent. (17.10)
- L'UE d'accord pour repousser la supervision bancaire. (19.10)
- BP et Rosneft en passe de s'allier pour 25 milliards de dollars. (22.10)
- David Cameron souhaite un nouvel accord entre Londres et l'UE. (22.10)
- Où nous mènent les technocrates ? (23.10)
- En marche vers des réformes, la Chine écarte l'héritage de Mao. (24.10)
- La catastrophe qui vient et la maladresse des banquiers. (28.10)

Un article de l'AFP du 30 septembre 2012

Les entreprises ont plus gelé les salaires en 2012 et devraient continuer (01.10)

Les entreprises ont été plus nombreuses qu'attendu à geler les salaires en 2012, et ce gel devrait se poursuivre en 2013, selon un enquête du cabinet Mercer publiée lundi.

Le gel des salaires a ainsi atteint un niveau globalement deux fois supérieur aux anticipations des entreprises: 8% d'entre eux ont ainsi gelé les salaires des cadres dirigeants, 6% ceux des ouvriers et 5% n'ont pas augmenté leurs cadres supérieurs.

Les niveaux d'augmentation pratiqués se sont ainsi avérés inférieurs à ceux annoncés en juin 2011, "reflétant l'impact de la crise de la dette en Europe, déclenchée en août 2011", analyse Mercer.

Entre septembre 2011 et mars 2012, le taux d'augmentation médian (qui partage les salariés en deux groupes égaux, en deçà et au-delà de ce chiffre) atteint 2,6%, un chiffre inférieur aux 3% attendus.

Pour 2013, les prévisions de budgets d'augmentation sont plus conservatrices, *"les entreprises se révélant moins optimistes que l'an dernier à la même date"*. Les anticipation de gels de salaires en 2013 sont ainsi globalement identiques à ceux appliqués en 2012.

Le taux d'augmentation salariale médian anticipé s'établit à 2,5% pour l'année prochaine.

Le cabinet de conseil en ressources humaines parle toutefois d'un *"retour à un optimisme mesuré"* en matière d'emploi, le nombre d'entreprises prévoyant de réduire leurs effectifs passant à 7%, contre 13% en 2012.

Mais elles sont aussi moins nombreuses à prévoir d'embaucher (22%, contre 30% en 2012).

Pour 2012, les taux d'augmentation sont très resserrés autour de la médiane, *"ce qui signale une relative homogénéité des pratiques des entreprises"*, relève Mercer.

On observe aussi *"la quasi-disparition des augmentations générales pour les cadres"* et *"l'accent mis sur les augmentations individuelles"*, qui permettent *"de rétribuer les talents et la performance"*, souligne Bruno Rocquemont, responsable de l'enquête, cité dans le communiqué.

L'enquête de rémunération Mercer Total Remuneration Survey France 2012 regroupe les informations de rémunération de plus de 140.000 salariés appartenant à 372 entreprises, majoritairement des filiales françaises de multinationales, dans tous les secteurs d'activité. Les données été collectées d'avril à juillet 2012.

Un article de Slate.fr du 30 septembre 2012

Capture et mort de Kadhafi: des officiels libyens soupçonnent les services français. (01.10)

Que s'est-il vraiment passé le 20 octobre 2011, lors de la capture du colonel Mouammar Kadhafi, le dictateur libyen déchu? Alors qu'officiellement, ce sont les rebelles des brigades révolutionnaires qui ont arrêté —et tué d'une balle dans la tête dans des circonstances qui demeurent floues— l'ancien chef d'Etat en fuite près de la ville de Syrte, le quotidien italien le *Corriere della Serra* donne crédit à la théorie selon laquelle les services secrets français seraient responsables de sa mort.

Il y a quelques jours, Mahmoud Jibril, ancien Premier ministre du gouvernement de transition et président du Conseil exécutif du Conseil national de transition libyen (CNT), a affirmé sur la chaîne égyptienne Dream TV *«que beaucoup de parties avaient intérêt à ce que Kadhafi se taise à jamais, car il avait plusieurs secrets et avait noué d'étroites relations avec de nombreux régimes occidentaux et arabes.»*

Sous couvert d'anonymat, un agent diplomatique européen en poste à Tripoli poursuit dans le *Corriere*:

«Sarkozy avait toutes les raisons d'essayer de faire taire le colonel le plus rapidement possible».

Alors que son convoi était bombardé par l'OTAN, Kadhafi avait tenté avec quelques gardes du corps de se réfugier dans une canalisation en béton. Selon l'ancien responsable des relations avec les agences de renseignement étrangères du CNT, les communications par téléphone satellite entre Kadhafi et le régime syrien auraient permis à l'OTAN de le localiser très facilement.

En mars 2011, peu après que la France ait reconnu le conseil national de transition libyen, l'agence du régime encore en place avait déclaré avoir *«appris qu'un grave secret va entraîner la chute de Sarkozy, voire son jugement en lien avec le financement de sa campagne électorale»*. L'entourage du colonel menaçait alors de dévoiler ce *«secret»*.

En avril dernier, juste avant le premier tour de l'élection présidentielle, le site Médiapart révélait une *«preuve»* de la participation de Kadhafi au financement de la campagne de 2007 de Nicolas Sarkozy pour un montant de 50 millions d'euros. Des affirmations jugées à l'époque *«grotesques»* par le candidat.

Un article lemonde.fr du 2 octobre 2012

Les élus écologistes plaident pour la disparition des départements. (02.10)

Lors d'une présentation à la presse de leurs propositions en vue des Etats généraux de la démocratie territoriale des 4 et 5 octobre, les élus écologistes ont notamment plaidé pour la "*disparition progressive des départements*" et pour la mise en place d'un mode de scrutin unique (la proportionnelle) à tous les échelons.

"*Le couple intercommunalité-région doit sortir renforcé de cette nouvelle décentralisation*", a expliqué le sénateur Ronan Dantec (Loire-Atlantique) ce qui, progressivement et "*par des expérimentations*", amènera selon lui à une disparition progressive des départements.

"*Les maîtres mots sont simplicité et transparence, a renchérit David Cormand, membre du bureau exécutif d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV). Les citoyens ne savent plus ce que font les conseils généraux, les conseils régionaux... Ce manque de lisibilité ne permet pas une bonne démocratie.*" Un redécoupage des territoires en intercommunalités sera, selon eux, une solution adaptée.

La sénatrice Corinne Bouchoux (Maine-et-Loire) a également insisté sur la "*nécessaire évolution des modes de scrutin vers une proportionnelle avec fait majoritaire partout, ce qui serait un mode de scrutin respectueux de toutes les sensibilités de la vie politique française*" – la proportionnelle à toutes les élections étant une demande ancienne des écologistes.

"*Les élections locales sont devenues des élections défouloir vis à vis du gouvernement... Le scrutin binominal majoritaire à deux tours, c'est n'importe quoi !*", a appuyé Jean-Vincent Placé, président du groupe écologiste au Sénat.

L'importance de la création d'un statut de l' élu et de l'autonomie fiscale des territoires a également été soulignée sans que toutefois la question du retour de la taxe professionnelle ne soit pour le moment abordée.

Enfin, à l'heure où EELV peut apparaître divisé sur la question du traité budgétaire européen (TSCG), les élus écologistes ont cette fois tenu à rappeler que, sur les questions de décentralisation, ils étaient "*l'un des rares partis aussi clair sur la question*" et qu'il y avait une "*position commune à tous les élus*" à travers La Fève (Fédération des élus Verts et écologistes).

Un article lepoint.fr du 2 octobre 2012

Chérèque et Thibault : copains comme cochons. (02.10)

Le secrétaire général de la CFDT a expliqué que ses échanges parfois acides avec son homologue de la CGT relevaient *"plus de la plaisanterie"*.

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, a affirmé mardi qu'il n'avait *"pas de comptes à régler"* avec les autres organisations syndicales et que ses échanges parfois acides avec son homologue de la CGT, Bernard Thibault relevaient *"plus de la plaisanterie"*. *"On n'a pas de comptes à régler avec les autres organisations, c'est plus de la plaisanterie"*, a affirmé François Chérèque, interrogé lors d'une conférence de presse sur ses échanges de piques avec le numéro un de la CGT. Il a indiqué avoir rencontré Bernard Thibault *"la semaine dernière à Madrid"* et *"on n'était pas dans une relation de conflit"*. *"On se reverra bientôt à Bruxelles"*, a-t-il dit. Pour préparer les négociations sur la réforme du marché du travail qui s'ouvrent jeudi, le dirigeant de la CFDT a déjà discuté avec son homologue de FO, Jean-Claude Mailly, mais pas encore avec Bernard Thibault.

Il en discutera aussi avec la présidente du Medef, Laurence Parisot, mais *"c'est un sujet de fin de négociations"*. François Chérèque a une nouvelle fois défendu le dialogue entre patronat et syndicat avant toute loi et s'est étonné que le gouvernement soit *"critiqué parce qu'il laisse le temps à la négociation"*. *"Le rythme médiatique a besoin de shoot quotidien"* et pour lui, les négociations, *"ce n'est pas assez sexy et ne passe pas à la télé"*, a lancé François Chérèque. Il a aussi critiqué les *"politiques"* et *"députés"* qui ne supportent pas le rythme des négociations et les *"ministres qui sont sur des coups et ont besoin de montrer qu'ils décident"* en allusion à Arnaud Montebourg (Redressement productif) qui avait annoncé une prochaine loi sur les cessions d'usines rentables alors que les négociations n'ont pas débuté.

François Chérèque a lancé également une nouvelle pierre dans le jardin de Bernard Thibault en critiquant *"des organisations syndicales qui acceptent la feuille de route"* sur les négociations *"et soutiennent un ministre qui ne respecte pas cette feuille de route"*, en allusion à Arnaud Montebourg. Le leader de la CGT avait soutenu l'initiative d'Arnaud Montebourg et jugé lundi *"un peu surprenante"* la menace de François Chérèque de quitter la table des négociations si cette loi était débattue à l'Assemblée avant le terme des discussions.

Un article de l'AFP du 3 octobre 2012

Emprunts toxiques: les collectivités doivent honorer leurs échéances. (04.10)

Anne-Marie Escoffier, ministre déléguée chargée de la Décentralisation, a affirmé que les collectivités devaient s'acquitter des échéances de prêts qu'elles ont contractés, alors que certaines ont annoncé leur intention de ne pas payer la hausse d'intérêts d'emprunts dits "toxiques".

"Les parties contractantes au contrat de prêt ne peuvent décider, ni d'un côté, ni de l'autre, de s'arranger avec la loi. Les banques doivent d'un côté respecter leurs obligations. Les collectivités doivent honorer leurs échéances de prêt sauf à avoir fait constater les manquements ou fautes", a-t-elle dit.

Mme Escoffier répondait mercredi à une question du député socialiste Sébastien Pietrasanta, par ailleurs maire d'Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

La semaine passée, cette municipalité avait indiqué refuser de payer la hausse d'intérêts de l'un de ses emprunts à la banque Dexia, représentant, selon elle, *"un surplus financier de 380.000 euros"* et elle avait dit qu'elle réglerait le 1er octobre les intérêts sur la base du taux initial de 4,50%.

La municipalité avait souligné que le taux de cet emprunt, contracté par l'ancienne équipe municipale avant mars 2008, était passé à 8,34%, en raison de son adossement sur la parité entre le dollar et le yen, le billet vert flirtant actuellement avec son plus bas niveau historique.

En juin, une mairie de l'Isère, soutenue par la chambre régionale des comptes, avait déjà décidé de ne plus rembourser les quelque 636.000 euros d'intérêts d'un *"emprunt toxique"* contracté auprès de la banque Dexia.

Anne-Marie Escoffier a, en outre, assuré que le gouvernement était *"mobilisé pour apporter des réponses aux collectivités et aux établissements publics, afin de permettre de solder leurs dettes structurées"*.

"Toutes les pistes sont ouvertes", a-t-elle relevé, citant par exemple la mise en place d'*"un moratoire permettant de caper les taux pendant une période déterminée"*, c'est-à-dire de limiter leur variation.

Un article de l'AFP et Reuters du 2 octobre 2012

Compétitivité: l'Elysée penche pour une baisse progressive du coût du travail. (04.10)

(Précision : j'ai intercalé dans cet article de l'AFP quelques éléments supplémentaires fournis par Reuters.)

Face à la demande pressante du patronat et de plusieurs économistes en faveur d'un "*choc de compétitivité*", avec une baisse massive et immédiate du coût du travail, l'Elysée semble pencher pour une démarche plus progressive étalée sur "*au moins trois ans*".

A l'approche de la remise, mi-octobre, du rapport sur la compétitivité demandé par Matignon au commissaire général à l'Investissement Louis Gallois, les spéculations se multiplient.

La presse s'est récemment fait l'écho d'un probable retour de la "*TVA sociale*", ce mécanisme visant à augmenter la taxe sur la consommation pour alléger d'autant les cotisations sociales patronales et ainsi baisser le coût du travail et doper la compétitivité.

Le gouvernement, qui a abrogé la "*TVA sociale*" de la précédente majorité, a mollement démenti, entretenant le flou sur ses intentions. "*Aucune option n'est rejetée à part la TVA sociale à ce stade*", a pour sa part déclaré Fleur Pellerin.

Mercredi, Le Monde a de son côté esquissé un scénario décrit comme celui que privilégie l'Elysée: il s'agirait bien de baisser massivement, d'une quarantaine de milliards d'euros, les cotisations patronales, un allègement financé non pas par la TVA mais plutôt par une hausse de la contribution sociale généralisée (CSG).

Mais, pour préserver le pouvoir d'achat, l'Elysée souhaite étaler ce transfert sur la durée du quinquennat, à raison de 8 à 10 milliards d'euros par an, affirme le quotidien. Ce ne serait donc pas un "*choc*", mais une réforme plus graduelle.

"*Rien n'est acté*", a-t-on réagi mercredi à la présidence de la République, sans toutefois démentir ce scénario. "*Quarante milliards, c'est un ordre de grandeur qui n'est pas absurde*", a même estimé une source gouvernementale.

Selon l'Elysée, "*plutôt qu'un choc de compétitivité*", l'idée serait de définir "*une stratégie, un agenda de compétitivité sur au moins trois ans*".

Stratégie plutôt qu'un choc

La présidence confirme aussi qu'il y aura des allègements des cotisations, mais qu'ils ne seront pas mis en oeuvre "*d'un seul coup*".

"*Le mot 'choc' ne me paraît pas être un mot valable*", a cependant déclaré mercredi soir le ministre de l'Economie après une réunion interministérielle sur ce dossier autour de Jean-Marc Ayrault. "*Ce qu'il faut définir c'est autre chose. L'économie française n'a pas besoin de choc, elle a besoin d'accompagnement, elle a besoin de redressement.*"

"*Le Premier ministre, dans la réunion, a parlé d'une trajectoire de compétitivité. C'est cette trajectoire de compétitivité, sur la durée du mandat, que nous allons définir*", a ajouté Pierre Moscovici.

L'entourage du chef de l'Etat avait auparavant confirmé une partie des informations publiées par Le Monde selon lesquelles l'Elysée envisage d'étaler sur plusieurs années un transfert sur l'impôt d'environ 40 milliards d'euros de cotisations familiales payées par les employeurs, plutôt que de procéder en une fois.

"*Plutôt que d'avoir un choc de compétitivité, on veut une stratégie de compétitivité, un agenda sur la durée des trois ans qui viennent*", explique-t-on à l'Elysée. "*On ne fera pas un allègement d'un coup.*"

"On ne peut pas faire de transfert de charges massif dès cette année" compte tenu des efforts déjà demandés aux ménages et aux entreprises, a souligné la ministre déléguée aux PME, Fleur Pellerin, à la sortie du conseil des ministres.

Pour l'instant, l'exécutif se retranche derrière l'attente du rapport Gallois et d'une concertation avec les partenaires sociaux, prévue à l'automne, pour ne pas en dire plus. Mais le président François Hollande a promis des décisions d'ici la fin de l'année.

Début juillet, Louis Gallois avait appelé de ses vœux un "*choc de compétitivité*" de 30 à 40 milliards d'euros, via une hausse de la CSG. La formule avait été reprise par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, qui a toutefois estimé la semaine dernière qu'un tel choc ne pouvait pas "*se faire en une seule fois*". Mais il est important d'imprimer une "*direction*", a-t-il reconnu.

Selon un interlocuteur récent de l'ex-patron d'EADS, Louis Gallois est toujours favorable à un tel scénario. Le financement viendrait à ses yeux d'un "*mix*" de prélèvements, dont une grande part de CSG, et un peu de taxes écologiques et de hausses ciblées de la TVA.

Le transfert de 5,4 points de cotisations familiales est exactement ce à quoi était destinée l'augmentation de 1,6 point du taux normal de TVA votée à la fin du précédent quinquennat, qui devait entrer en vigueur ce 1er octobre mais qui a été abrogée par la nouvelle majorité.

Le périmètre du transfert n'est pas tout à fait le même. Selon le Monde, l'allègement envisagé par l'Elysée ciblerait les salaires entre 1,6 et 2,2 smic, pour en faire bénéficier les entreprises exposées à la concurrence internationale.

Le mécanisme voté sous la présidence de Nicolas Sarkozy prévoyait de supprimer totalement ces cotisations jusqu'à 2,1 smic, puis partiellement jusqu'à 2,4 smic.

Le retour sous une autre forme de cette "*TVA sociale*" divise à gauche et suscite des ricanements à droite.

Louis Gallois souhaite aller plus loin, rapporte son récent interlocuteur, et alléger les cotisations jusqu'à quatre fois le Smic, afin de faciliter l'embauche de jeunes ingénieurs porteurs d'innovation pour l'industrie.

Selon Pierre Moscovici, l'ex-patron de la SNCF et d'EADS rendra ses conclusions le 5 novembre.

Quoi qu'il en soit, les arbitrages peuvent encore évoluer, les ministres poussant des idées parfois divergentes.

Ainsi, le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg plaide pour un système conditionnant les baisses de cotisations au fait que les entreprises réalisent des investissements, a affirmé son entourage à l'AFP.

En outre, plusieurs poids lourds du gouvernement, dont M. Montebourg et le ministre de Budget Jérôme Cahuzac, sont hostiles à une hausse de la CSG.

Un article d'oceanews.fr du 4 octobre 2012

La liste suisse de Christine Lagarde : le secrétaire du PASOK démissionne et remet en cause l'attitude de Venizelos. (04.10)

Christine Lagarde avait envoyé aux autorités grecques, en décembre 2011, alors qu'elle était encore ministre des finances françaises, une liste de 2000 noms de citoyens grecs ayant des comptes en banque en Suisse. Depuis le début de la semaine, la liste était activement recherchée et l'actuel ministre des finances grecques a demandé une nouvelle copie aux autorités françaises. Retour sur un nouvel acte du théâtre politique grec.

La liste qui comporte des noms de clients grecs de la filiale de HSBC à Genève avait été envoyée à Yiorgos Papakonstantinou, ministre des finances des 2009 à 2011. Lundi, M. Papakonstantinou a indiqué une nouvelle fois avoir transmis cette liste à la brigade financière grecque, la SDOE.

Mais cette liste a(vait) disparu.

S'exprimant à la télévision Mega lundi, Papakonstantinou a dit qu'en 2011 il avait demandé à Kapeleris d'enquêter sur les 15 plus gros déposants de la liste. Après son remplacement en tant que chef de la SDOE en mai 2011, il a fourni une copie complète du CD à son successeur, Yannis Diotis.

« J'ai noté les montants les plus importants et envoyé les noms de SDOE pour le contrôle ... On m'a dit que les résultats préliminaires ont montré des problèmes avec les déclarations fiscales, alors j'ai laissé la liste à la SDOE » a déclaré M. Papakonstantinou au Financial Times de dimanche.

Papakonstantinou a également indiqué que les données sur les dépôts bancaires ont été obtenus illégalement par les autorités françaises, ce qui présente des problèmes juridiques concernant l'utilisation du CD.

Pour sa part, Diotis a indiqué que son service n'était pas en mesure d'utiliser le CD légalement.

Pourtant, en utilisant les données obtenues de la même manière, les autorités espagnoles ont soulevé 6 milliards d'euros et d'impôts impayés par des fraudeurs du fisc.

Le mois dernier, le vice-ministre des Finances George Mavraganis a dit aux députés que le gouvernement ne pouvait pas chercher à obtenir des données des détails de déposants étrangers auprès des banques suisses, car le gouvernement suisse déclare que les CD sont le produit d'«*espionnage industriel*» et l'objet de poursuites judiciaires.

Mais qu'est devenue cette liste ? Entre lundi et hier, tous les médias se posaient la question. Et certains invités de chaînes de télévisions qui ont eu la clef USB de la liste entre les mains de dire : «*Je n'en connais pas le contenu*».

De quoi avoir des doutes.

Mais la liste a été retrouvée : dans les mains d'Evangelos Venizelos, dernier ministre des finances du gouvernement de Papandréou et actuel patron d'un PASOK en panne. Venizelos a déclaré aux journalistes qu'il a été informé de l'existence de la liste par Diotis en Août 2011. Diotis avait alors dit à Venizelos que la liste lui avait été donnée «*officieusement*» par l'ancien ministre des Finances George Papakonstantinou.

De l'avis du chef de la SDOE, l'information contenue dans la liste était «*en aucun cas un fichier qui est entré en possession du service par le biais des procédures légitimes*» et ne pouvait donc faire l'objet d'un traitement juridique par la SDOE ni rendu public.

Selon Diotis, agir différemment aurait constitué une infraction criminelle grave.

Venizelos s'est dit d'accord avec l'opinion de Diotis sur cette question, mais a également souligné l'importance de parvenir à un accord avec la Suisse pour la taxation de l'argent déposé par les citoyens grecs dans les banques suisses. Il a dit que le tollé entourant la liste tend à exposer le pays au niveau international et à « *annuler nos efforts pour un accord bilatéral avec la Suisse sur la fiscalité des comptes bancaires des citoyens grecs.* »

Clap clap. Remercions Mr Venizelos pour cette mascarade. Il a en main une liste de noms qui permettrait sans doute de récupérer quelques milliards et la laisse dormir car elle n'est pas « *juridiquement recevable* ».

Mr Venizelos semble continuer à prendre ses citoyens pour des buses. Clap clap (x2).

D'ailleurs, un ancien ministre du PASOK et actuel secrétaire du parti, Mr Yiannis Ragousis, a annoncé son intention de démissionner, affirmant que sa décision était fondée sur la manipulation d'Evangelos Venizelos sur la « *Liste de Lagarde* ».

Ragousis a indiqué :

« *En tant que membre du gouvernement qui a subi à plusieurs reprises le fait accompli et a été obligé d'approuver des coupes dans les salaires et les retraites pour que la Grèce puisse rester sur pied, je considère que tout ce qui a été confirmé par la fameuse « Liste de Lagarde » est politiquement immoral et très injuste pour la société.* »

Ragousis ajoute que la question est caractéristique de « *la détermination – ou de son absence – pour lutter contre l'évasion fiscale avec la même rigueur que celle qui a été appliquée pour la réduction des revenus et la mise en place de nouvelles taxes* ».

Nous pouvons remercier Mr Ragousis. Enfin un peu d'honnêteté dans les débats actuels.

Ce nouvel acte de la pièce du théâtre politique grec montre encore une fois le niveau d'une partie de la classe politique en Grèce. Je ne peux m'empêcher de repenser à l'accueil réservé à Evangelos Venizelos par François Hollande.

Commentaire.

Qu'est-ce à dire, que remettre en cause des capitalistes ne serait pas « *juridiquement recevable* », parce qu'ils sont protégés par la loi, les institutions qui ont fait ces lois...

A part cela la question des institutions qui légitiment sur le plan juridique l'existence du capitalisme, qui préservent les intérêts des capitalistes, les placent hors d'atteinte de toute juridiction pour juger leurs actes délictueux ou criminels, cette question ne serait pas d'actualité, la question du pouvoir ? Qui refuse de la poser se fait le complice de l'ordre établi que nous devons renverser, en Grèce comme dans tous les pays en Europe.

Vous voyez, ce sont les faits qui nous donne raison, c'est formidable, non ? Quant à nos détracteurs ou adversaires, qu'ils révisent leur copie avant qu'il ne soit trop tard...

Trois articles de l'AFP, Reuters et Lepoint.fr du 4 octobre 2012

Le point sur la "négociation sur la réforme du marché du travail. (05.10)

(Je n'ai plus le temps aujourd'hui d'ajouter un commentaire ou une analyse, ce sera pour demain.)

Les partenaires sociaux campent sur leurs positions. (Reuters)

Les partenaires sociaux français ont campé sur leurs positions jeudi, lors de leur première session de négociation sur la réforme du marché du travail, que François Hollande souhaite voir aboutir à un "*compromis historique*" d'ici fin 2012.

Cette première séance a surtout été l'occasion pour les huit délégations - CFDT, CGT, Force ouvrière, CGC, CFTC du côté syndicats, Medef, CGPME, UPA du côté patronal -, d'exposer de nouveau leurs positions sur les quatre thèmes de la négociation.

"Chacun a exposé ses attentes et ses exigences. Il n'y a pas eu de surprise. Pour l'instant, on n'est pas entré dans le vif du sujet, on a planté le décor et parlé de méthode", a résumé le négociateur de la CFDT, Patrick Pierron. "J'espère qu'à la prochaine réunion, nous dépasserons le constat."

"On est sur un sujet hypersensible qui peut entraîner des modifications substantielles du code du travail avec toutes les peurs que cela suppose", a-t-il souligné.

La négociation porte sur quatre points : la lutte contre la précarité du travail et le recours massif aux contrats courts, une meilleure anticipation de l'évolution de l'activité pour éviter les ruptures brutales, l'amélioration des dispositifs de maintien de l'emploi en cas d'aléas économiques et l'amélioration des procédures de licenciements collectifs.

Chacun de ces points fera l'objet d'une des quatre prochaines sessions, le point quatre, sans doute un des plus délicats, étant laissé pour la fin.

L'une des clefs de la négociation réside dans la difficulté de concilier l'aspiration des entreprises à plus de flexibilité du marché du travail et la volonté des organisations syndicales d'améliorer la sécurisation de l'emploi.

"Nous souhaitons avoir des mesures qui aillent vers l'adaptation et la souplesse des entreprises", a rappelé le négociateur du Medef, pour qui il s'agit notamment de permettre aux entreprises de restaurer des marges aujourd'hui laminées par la crise et une perte de compétitivité.

"On a besoin d'un bol d'air", a ajouté Patrick Bernasconi. "Mais il faut aussi comprendre que si nous pouvons avancer sur ce sujet-là, nous sommes prêts à avancer sur d'autres sujets."

"FLEXIBILITÉ SAUVAGE"

Un plaidoyer dans lequel la CGT et FO ont surtout retenu la volonté des entrepreneurs d'obtenir plus de souplesse dans la gestion de leurs effectifs salariés.

A la sortie de la réunion, qui a duré toute la matinée au siège du Medef et débordé sur le début de l'après-midi, Agnès Le Bot, négociatrice de la CGT, a dénoncé une "*offensive*" de la principale organisation patronale pour obtenir plus de flexibilité du marché du travail.

"Ça ne doit pas être à l'ordre du jour. En tout cas, ça ne doit pas être la voie sur laquelle on s'engage", a-t-elle dit aux journalistes présents.

"Le mandat de FO, c'est de sécuriser l'emploi et non davantage de flexibilité pour les entreprises et le patronat. Il y en a déjà assez dans ce pays", a renchéri son homologue de Force ouvrière, Stéphane Lardy.

Plus conciliant, le représentant de la CFDT a estimé qu'il fallait clarifier ce que recouvrait le mot flexibilité.

"Je pense qu'on est dans la flexibilité sauvage", a déclaré Patrick Pierron. "La question est de savoir comment on sécurise les parcours et comment on réduit le côté sauvage du turn over qu'il y a dans les entreprises aujourd'hui."

Si le négociateur de FO a dit ne pas attendre de "*miracle*" de cette négociation, aucun participant n'a voulu préjuger de la suite et de l'issue des discussions, qui reprendront jeudi prochain sur le premier point de la feuille de route fixée par le gouvernement - la lutte contre la précarité de l'emploi.

"Au-delà des postures, il faut voir si on peut trouver un chemin", a déclaré le négociateur du Medef. "Il faut essayer de trouver un juste milieu."

Patrick Bernasconi a insisté, comme son homologue de la CFDT, sur la nécessité d'aboutir in fine sur un accord global couvrant l'ensemble des thèmes de la négociation.

Chérèque: le transfert de 40 milliards sur la CSG grèverait le "*pouvoir d'achat*". (AFP)

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, a estimé jeudi qu'un transfert de charges à hauteur de 40 milliards d'euros sur la CSG, pour renforcer la compétitivité des entreprises, serait "*trop élevé*" et allait "*toucher le pouvoir d'achat*" des salariés.

"Il peut y avoir dans certains secteurs un problème de coût de travail et nous sommes prêts, nous, à y travailler à condition qu'on maintienne le pouvoir d'achat des salariés", a affirmé le numéro un de la CFDT sur Canal+.

Selon lui, "*on peut toucher à la CSG, en baissant une partie des charges sociales, parce que la CSG fait payer les revenus du capital et du patrimoine et touche moins les salaires*".

"Mais, a-t-il dit, 40 milliards, ça me semble très difficile (...) Cela toucherait le pouvoir d'achat. C'est trop élevé".

"D'autant plus, a-t-il ajouté, que le transfert sur la CSG pose le problème du financement par les retraités. Est-ce qu'on fait payer plus les retraités?", a-t-il demandé en soulignant que la CFDT souhaiterait qu'une augmentation de la CSG des retraités serve à "financer la dépendance".

M. Chérèque a rappelé que "*le gouvernement a mis en place la semaine dernière le Haut-conseil du financement de la protection sociale. Nous devons travailler sur ce sujet-là. Je n'aime pas la solution avant le début du travail. C'est un élément assez désagréable*".

Il n'a pas exclu que les informations parues dans la presse sur ce sujet, soient un ballon d'essai du gouvernement: "*parfois on envoie des sondes pour voir la réaction*", a-t-il dit.

Le quotidien Le Monde a esquissé mercredi un scénario présenté comme celui que privilégie l'Elysée: baisser massivement d'une quarantaine de milliards d'euros les cotisations patronales et les compenser par une hausse de la CSG.

Par ailleurs, M. Chérèque a taclé la présidente du Medef, Laurence Parisot, qui a évoqué "*un racisme anti-entreprise*". "*Les mots ont du sens, le racisme c'est autre chose, le racisme, c'est ceux qui rejettent l'autre pour des raisons de haine. Je ne pense pas qu'on puisse parler de ce type de sentiment dans notre pays*".

Selon lui, la déclaration de Mme Parisot est peut-être destinée à "*faire monter un peu la pression*" alors que s'ouvrent de délicates négociations sur la réforme du marché du travail.

Thibault dénonce "*un chantage éhonté du patronat*" pour la flexibilité. (Lepoint.fr)

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, dénonce jeudi un "*chantage éhonté du patronat*" pour obtenir des décisions en matière de flexibilité et de coût du travail et estime urgente l'adoption d'une loi pour "*protéger*" des sites comme Aulnay ou Florange.

"Un chantage éhonté à l'emploi, aux délocalisations, voire à la mort de grands groupes est développé par le patronat qui entend obtenir, du fait de la crise, des décisions sur le terrain de la flexibilité et du coût du travail", affirme Bernard Thibault, dans une tribune publiée dans Libération jeudi. Selon lui, "le patronat cherche à faire oublier l'essentiel : les banques et les grands groupes peuvent afficher des bénéfices importants", alors que "la désintégration des filières industrielles, le chômage et la précarité se développent en Europe". "Il y a urgence à ce qu'une loi protégeant des sites

comme Aulnay (site de PSA, ndlr) ou Florange (site d'ArcelorMittal, ndlr) soit adoptée rapidement", affirme le numéro un de la CGT.

La faute au "monde de la finance"

"On nous appelle à conclure des accords dits gagnants-gagnants qui conjugueraient l'acceptation des salariés à une plus grande flexibilité tout de suite contre la promesse d'un retour à meilleure fortune lorsque cela ira mieux...un jour", souligne Bernard Thibault, alors que des négociations sur la réforme du marché du travail s'ouvrent jeudi entre patronat et syndicats. "Toute l'Europe syndicale est témoin de signatures trahies", affirme le leader de la CGT qui appelle à des manifestations mardi prochain 9 octobre pour la défense de l'emploi industriel, dans le cadre d'une mobilisation européenne. "Le gouvernement met à l'étude différents scénarios, en écho à la revendication du Medef au nom de la compétitivité" pour transférer "une partie des cotisations sociales sur la CSG ou d'autres assiettes", souligne-t-il. "20, 30, ou 40 milliards" d'euros seraient alors "à la charge des ménages consommateurs ou contribuables".

Le dirigeant de la CGT incrimine "le monde de la finance" qui "nous fait croire depuis 25 ans que l'on va pouvoir conserver les tâches les plus nobles de recherche et d'innovation et se décharger sur les pays émergents des fonctions plus frustes de fabrication". Mais "le mythe de la société sans usine fait toujours des dégâts" et "cette stratégie financière de tronçonnage des activités productives, qui se traduit par des licenciements massifs et nombreux, permet des plus-values à court terme", selon lui.

Bernard Thibault réclame "un grand pôle public de financement du développement industriel et de l'emploi". "Il ne suffit pas de créer une banque publique d'investissement. L'essentiel est de desserrer la contrainte d'exigences de rentabilité financière imposée par les marchés", selon lui.

Un article de l'AFP du 5 octobre 2012

Afrique du Sud: Amplats licencie 12.000 mineurs en grève sauvage. (06.10)

Le numéro un mondial du platine Amplats a annoncé vendredi le licenciement de 12.000 de ses 28.000 mineurs en grève sauvage du site de Rustenburg dans le nord de l'Afrique du Sud, au lendemain de la mort d'un gréviste tué par la police.

Amplats avait convoqué cette semaine tous les grévistes en conseil de discipline, et menacé de licencier ceux qui refuseraient de comparaître.

"Environ 12.000 employés ont décidé de ne pas se présenter (...) et ont donc été licenciés en leur absence", a annoncé Amplats, filiale d'Anglo American, dans un communiqué.

Un mineur de 21 ans, qui refuse de donner son nom, a montré à l'AFP le sms reçu sur son téléphone portable: *"En conséquence de votre absence à l'audience où vous deviez expliquer votre participation à une action de grève illégale, la société a pris la décision de vous licencier en votre absence. Vous avez trois jours pour faire appel"*.

L'entreprise, dont tous les puits du bassin de Rustenburg sont bloqués depuis le 12 septembre, avait déjà lancé plusieurs ultimatums à ses employés, les sommant de reprendre le travail sous peine de licenciement. Les ultimatums avaient jusqu'à présent été repoussés à chaque fois.

"Je ne ferai pas appel", a réagi le jeune mineur, en affirmant qu'il n'était pas en grève, mais qu'il avait peur des représailles s'il reprenait le travail: *"Ces gens sont en colère, et si je vais au travail, ils savent qui je suis dans le shack (bidonville) et ils vont me tuer, c'est sûr à 100%"*.

Les grévistes, dont le mouvement ne respecte pas les procédures du droit du travail sud-africain, réclament de substantielles augmentations de salaire.

Jeudi soir, un mineur a de nouveau été tué dans des affrontements entre employés d'Amplats et policiers à Rustenburg.

"Nous ne pensions pas que les choses en arriveraient là", a déploré un représentant des grévistes, Gaddhafi Mdoda, *"ils ne nous laissent pas le choix. Notre grève a été pacifique mais ils commencent à tuer des innocents"*.

La grève à Amplats avait tout de même fait cinq morts en début de semaine, dans des circonstances qui restent à élucider.

"On ne reculera pas, peu importe ce qu'ils disent ou ce qu'ils font, on se battra jusqu'à la dernière goutte de sang", a renchéri l'un des animateurs du mouvement, Mametlwe Sebei.

Depuis une semaine, les mineurs d'Amplats, relativement pacifiques jusque là, semblent s'engager dans un bras de fer sans merci.

Les menaces à peine voilées proférées vendredi aux non-grévistes n'augurent rien de bon. *"Ceux qui vont au travail sont responsables de la mort des autres"*, a lancé l'un des leaders du mouvement, promettant que *"personne ne dormirait la nuit prochaine car nous devons contrôler les gens qui vont au travail"*.

Il a ensuite donné rendez-vous à tous samedi à 07H00 (05h00 GMT) pour un nouveau meeting suivi d'une marche jusqu'au lieu du décès de la victime de jeudi pour y prier.

Tandis que l'impasse semble totale chez Amplats, une lueur d'espoir est apparue cette semaine pour les mines d'or où le mouvement a fait tâche d'huile.

La Chambre des mines a accepté, sous la pression, de tenter de débloquer la situation et de proposer sans tarder des hausses de salaires.

La crise sociale a été exacerbée par la fusillade de Marikana, où la police a abattu 34 mineurs en grève le 16 août sur un site de platine exploité par Lonmin.

Depuis deux semaines, les transporteurs routiers ont également cessé le travail pour réclamer de meilleurs salaires, ce qui porte à environ 100.000 le nombre de salariés en grève dans le pays, selon un décompte de l'AFP.

Commentaire.

A quand le même sort pour les jaunes en France, pour les Chérèque et Cie ? Encore un peu de patience, leur tour viendra. En Inde, c'est pareil, quand une grève est déclarée, gare à celui qui va travailler, un bus ou un camion qui roule et il est brûlé, c'est systématique, normal, non ?

En Afrique du Sud aussi, le premier syndicat est un syndicat jaune. On pourrait se demander pourquoi, on peut le comprendre en France parce que le prolétariat s'est embourgeoisé, donc le mouvement ouvrier aussi, mais en Afrique du Sud, cela s'explique parce que le syndicat majoritaire organise des travailleurs percevant de rémunérations supérieures encore à bien des travailleurs de ce pays, de plus il est issu de l'ANC qui est un parti bourgeois, donc qui dispose de fonds considérables pour corrompre le mouvement ouvrier. Je rappelle que la CFDT est le premier syndicat en France, il revendique plus de 800.000 adhérents.

Nos frères africains, je parle au nom des travailleurs indiens, ont tellement des conditions de vie épouvantables, qu'ils doivent être comme nous exaspérés, profondément maheureux, au bord du désespoir, c'est peu dire, sur les nerfs, notre vie est un véritable cauchemar au quotidien, on est prêt à se battre, à tuer et à se faire tuer tellement la tension est grande, flotte dans l'air en permanence, ils ont notre total soutien...

Un article de L'Expansion.com avec AFP du 5 octobre 2012

9% des salariés allemands cumulent deux emplois pour vivre. (06.10)

Le miracle économique allemand a une face cachée : de plus en plus de ménages sont obligés de cumuler deux emplois pour joindre les deux bouts.

Un seul emploi ne suffit pas toujours pour vivre. En Allemagne, le nombre de personnes cumulant deux emplois a plus que doublé en huit ans, à presque 9% des salariés, selon des chiffres diffusés vendredi par l'Agence allemande pour l'emploi. Signe que le miracle économique allemand a une face cachée.

En juin 2003, quelque 1,6 million de salariés avaient un deuxième emploi, soit 4,3%, a détaillé l'agence, confirmant une information du journal régional Saarbrücker Zeitung. Huit ans plus tard, en juin 2011, ce nombre a grimpé à 2,5 millions de personnes, soit 8,8% de l'ensemble des salariés. Un pourcentage resté à peu près stable en mars 2012, selon les données de l'Agence pour l'emploi. Cette statistique a grimpé jusqu'à 9% et presque 2,6 millions de salariés sur le deuxième semestre de 2011 avant de refluer un peu.

Aucune précision n'est donnée par l'Agence sur l'emploi sur la nature de ces jobs d'appoint ni sur les raisons qui poussent les salariés à prendre un second emploi. Selon Sabine Zimmermann, spécialiste du marché du travail du parti de gauche radicale Die Linke, citée dans le Saarbrücker Zeitung, ces chiffres "*montrent clairement, que l'argent gagné avec un emploi ne suffit plus pour vivre*". Le marché du travail allemand a été profondément réformé au début des années 2000 pour lui faire gagner en souplesse.

Selon des experts, ces réformes ainsi que la multiplication de "*mini-jobs*" précaires et mal rémunérés ont contribué à faire baisser le taux de chômage allemand ces dernières années. En septembre, le chômage touchait en Allemagne 6,5% de la population active, un taux très inférieur à la moyenne européenne.

Commentaire.

Et à qui ces travailleurs pauvres doivent-ils dire merci ? Au SPD et aux dirigeants syndicaux qui ont léché les bottes de Schröder, ainsi qu'à tous ceux qui les ont soutenus en Europe, et qui les soutiennent toujours, inutile de les citer, vous les connaissez aussi bien que moi.

Un article de Reuters du 11 octobre 2012

Forte hausse des défaillances de grandes entreprises. (12.10)

Les défaillances d'entreprises en France devraient rester stables autour de 60.000 pour la troisième année consécutive en 2012, une évolution qui masque cependant une forte hausse chez les entreprises de taille intermédiaire (ETI) et les grandes entreprises, estime la Coface.

Dans une étude publiée jeudi, l'assureur crédit fait état d'une baisse globale de 1,8% des défaillances sur les huit premiers mois de l'année, à 38.297, mais d'une hausse de 34% à fin août pour la catégorie des ETI (à partir de 250 salariés) et des grandes entreprises (plus de 5.000 salariés).

Conséquence directe de cette évolution, le coût (calculé en encours fournisseurs) de ces défaillances, qui ont touché ces derniers mois des groupes établis comme le volailler Doux ou le spécialiste des spiritueux Marie Brizard, a augmenté de 16,8% à 4,5 milliards d'euros sur les douze derniers mois à fin août.

Le nombre d'emplois menacés a progressé dans le même temps de 3,3% à 197.976, essentiellement du fait des près de 9.000 emplois supprimés lors des liquidations du transporteur Mory Team et de la société de sécurité Neo Security.

La Coface souligne que le recul global enregistré sur les huit premiers mois de 2012 est le seul fait des entreprises individuelles (-8,1%), et dans une moindre mesure des micro-entreprises (-1,9%) et des TPE (-3,9%).

L'assureur crédit n'est pas optimiste pour la fin de l'année en soulignant que la stagnation de l'activité qui se prolonge pèse sur des entreprises françaises qui n'ont globalement pu se refaire une santé financière lors de la courte reprise de fin 2009 à début 2011.

"La crise enfle progressivement et on ne voit pas de signe de résorption", a déclaré Jean-Marc Pillu, directeur général de la Coface, en s'inquiétant que le nombre de défaillances des ETI et des grandes entreprises, traditionnellement plus solides, retrouve le même rythme que lors du pic atteint en 2009.

La Coface anticipe un rythme mensuel de défaillances qui remonterait à 5.000 pour un exercice 2012 qui s'achèverait sur un total proche de la barre des 60.000 touchée ces deux dernières années.

Seul un rebond de la consommation permettrait d'enrayer la tendance, l'évolution de cet indicateur étant étroitement corrélé aux défaillances d'entreprises dans l'économie.

La Coface s'est par ailleurs livré à une comparaison France-Allemagne qui fait apparaître que les défaillances d'entreprises sont beaucoup moins nombreuses outre-Rhin, de l'ordre de 40% en 2011, mais beaucoup plus coûteuses (20 milliards d'euros contre 14,3 milliards en France).

La taille des entreprises, plus grande en Allemagne - qui compte 18% de TPE et PME contre 6% en France -, explique en partie ces différences.

L'assureur crédit y voit trois autres raisons : un cadre juridique plus favorable aux créanciers en Allemagne, qui incite sans doute les entrepreneurs à plus de prudence, des entreprises plus solides financièrement et enfin des financements externes plus stables qu'en France.

un article du **Nouvel Observateur** du 11 octobre 2012

OGM : Séralini reçoit le soutien de chercheurs internationaux. (13.10)

Des scientifiques dénoncent, dans une lettre ouverte, les obstacles dressés par les industriels et les Etats contre la recherche indépendante.

Le site d'information "*Independent Science News*" a décidé de prendre part au débat sur les OGM. Le 2 octobre, il a publié une "*lettre ouverte*" de soutien au chercheur français Gilles-Eric Séralini, auteur d'une étude sur la toxicité du maïs OGM NK 603 sur les rats, qui a déclenché une vive polémique dans la communauté scientifique et les médias.

Le texte, intitulé "*Séralini et la science*", rédigé par sept chercheurs internationaux, signé par une vingtaine d'autres et traduit en français, profite de l'affaire Séralini pour pointer les nombreux obstacles auxquels se heurtent les scientifiques qui souhaitent mener des études indépendantes, dès lors que d'importants intérêts économiques entrent en jeu. "*L'étude de Séralini et l'attention médiatique qui en résulte font ressortir des difficultés fondamentales qui se posent à la science dans un monde de plus en plus dominé par l'influence des grandes sociétés*".

Parmi les "*difficultés fondamentales*" pointées :

- Les "*attaques de longue date contre les études faisant état de risques*". Selon les auteurs, "*Séralini et ses collègues ne sont que les derniers d'une série de chercheurs dont les travaux déclenchèrent des campagnes de harcèlement bien orchestrées*". Parmi les victimes : Ignacio Chapela, le biochimiste Arpad Pusztai ou encore le professeur d'embryologie moléculaire Andres Carrasco.
- Le "*rôle des médias scientifiques*". Le texte souligne que dans leur couverture de l'étude de Séralini, "*les segments incontestablement les plus prestigieux des médias scientifiques – " Science ", le " New York Times ", " New Scientist " et le " Washington Post " – omirent tous de faire contrepoids aux critiques*".
- La "*responsabilité réglementaire*". Selon les auteurs, la plupart des organismes de contrôle (EFSA, FDA...) "*ont avalisé des protocoles prévoyant peu ou pas de moyens de détecter les effets négatifs des OGM*". Alors que la validité du protocole utilisé par l'équipe de Gilles-Eric Séralini n'a pas été validé.
- La complicité de l'Etat qui "*utilise la science seulement quand cela l'arrange*".

Ces critiques ont déjà été entendues dans le débat sur l'étude de Gilles-Eric Séralini. Mais elles proviennent cette fois de chercheurs qui se sont parfois heurtés aux mêmes obstacles, et qui en tirent l'implacable leçon suivante : "*Si, au départ, l'évaluation scientifique d'un produit est un processus d'approbation biaisé en faveur du requérant, appuyé par l'élimination systématique du travail de scientifiques indépendants oeuvrant dans l'intérêt public, cela exclut toute possibilité de tenir un débat honnête, raisonné ou scientifique.*"

Un article de Reuters du 12 octobre 2012

Les banques centrales forcent à sortir du monétaire. (13.10)

JP Morgan Asset Management estime que les politiques monétaires ultra-accommodantes des banques centrales contraignent de plus en plus d'investisseurs à réduire leur cash pour trouver du rendement sur les marchés de la dette privée d'abord et, sous certaines conditions, de la dette souveraine de pays comme l'Espagne ou l'Italie ensuite.

(Voilà à quoi a servi les milliers de milliards de dollars ou d'euros que les banquiers ont reçu des banques centrales : spéculer et s'enrichir sur les entreprises, les particuliers et les Etats obligés de s'endetter. -NdIrl)

Bob Michele, responsable de la gestion globale taux chez JP Morgan AM, a expliqué vendredi que les grandes banques centrales avaient procédé à un "*changement historique*" de leurs politiques monétaires et qu'elles privilégiaient désormais la croissance et l'emploi au détriment de la stabilité des prix par des moyens non conventionnels et des taux directeurs à zéro, ou proches de zéro.

(Traduction : Ils sont prêts à financer à nouveau l'économie à partir du moment où leurs plans de réduction du coût du travail auront mis en oeuvre, tandis que les prix augmenteront étrangement un peu plus les travailleurs... - NdIrl)

Il constate que les bilans de la Réserve fédérale, de la Banque centrale européenne (BCE), de la Banque d'Angleterre ou de la Banque du Japon ont atteint des niveaux record à la mesure de la surabondance de liquidités déversées dans l'économie et les marchés.

Selon les chiffres de JP AM, le bilan de la BCE représente plus de 30% du produit intérieur brut de la zone euro comme celui de la Banque du Japon. Celui de la Fed atteint 25% du PIB américain.

(Si on en juge par la situation aux Etats-Unis, c'est suffisant pour contrôler l'économie ainsi que le pouvoir politique de l'UE. -NdIrl)

"La nature des politiques de la Fed et de la BCE leur donnent des moyens suffisants pour compenser l'austérité budgétaire et le mouvement mondial de désendettement", a souligné Bob Michele au cours d'une conférence à Paris.

(Il a raison de citer les politiques de la Fed et de la BCE sans établir de distinctions, puisque ce sont exactement les mêmes. Il confirme ainsi que la BCE est bien la succursale européenne du cartel internationaux des banquiers de la Fed. - NdIrl)

"La perspective de taux zéro pour une période prolongée forcent les investisseurs à sortir du monétaire pour aller sur l'obligataire. Les taux vont rester bas et les écarts de taux(spreads) continuer de se resserrer", ajoute-t-il.

Il sous-pondère les emprunts d'Etat, notamment les plus sûrs, et leur préfère les obligations d'entreprises notées de la catégorie investissement (IG). Viennent ensuite le crédit de la catégorie spéculative (haut rendement, high yield), les produits titrisés, les obligations sécurisées et en dernier lieu un peu de dette émergente.

(Dans la vidéo sur la monnaie qui figure dans le site, ils disent que l'émetteur d'obligations les paient deux fois plus les intérêts, sans que je sois en mesure pour le moment d'expliquer pourquoi elles sont payées deux fois, je ne suis pas économiste de formation, j'apprends au fur et à mesure. - NdIrl)

Comme bon nombre d'intervenants de marché, Bob Michele estime que, par la "*répression financière*", c'est-à-dire des politiques visant à obtenir des taux réels négatifs (taux nominaux moins l'inflation) sur les emprunts d'Etat sans risque (Bunds allemands, Treasuries américains, etc.), les banques centrales cherchent à soutenir les cours des actifs risqués comme le crédit.

(Qu'ils continuent d'utiliser tous les outils ou mécanismes qu'ils ont créés pour spéculer, n'a rien de surprenant. Il y a là une hypocrisie, certes ils prêtent à certains Etats à des taux négatifs ou proche de zéro, mais en attendant ils continuent de s'endetter... à l'infini, c'est le but du jeu pour mieux se les soumettre, pour ensuite gouverner à leur place. - Ndlr)

Un article de lexpress.fr du 12 octobre 2012

L'austérité est la seule voie pour l'Europe, estime le ministre allemand des Finances. (13.10)

Alors que le FMI suggère de lever le pied sur la rigueur dans certains pays, Wolfgang Schäuble rappelle qu'il n'est pas question de renoncer aux objectifs budgétaires.

C'est un rappel à l'ordre, en bonne et due forme. Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a estimé vendredi qu'il n'y avait pas *"d'alternative"* à la réduction de la dette des Etats de la zone euro après que la patronne du FMI a appelé à donner plus de temps à la Grèce pour assainir ses comptes publics. *"Il n'y a pas d'alternative à la réduction à moyen terme des dettes des Etats qui sont trop élevées, notamment et bien entendu pour l'euro et la zone euro dans son ensemble"*, a déclaré à Tokyo le ministre allemand lors d'un débat avec la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, à Tokyo.

(Il a raison à sa façon, il n'y a pas d'autre *"d'alternative"* que le socialisme ! Ils ont bien manoeuvré pour en arriver à cette situation là, pour déclarer finalement qu'il faut faire avec. Cela leur permet du même coup de placer les Etats de l'UE sous leur tutelle, pour ensuite confisquer tous leurs pouvoirs politiques. - NdIrr)

"Bien entendu, avec une monnaie unique, la pression sur la compétitivité est très forte pour tous les pays", a ajouté M. Schäuble, ajoutant que le chômage est aussi une *"conséquence de politiques budgétaires qui ne sont pas solides"*. Renoncer à cet objectif ne fait que *"créer de la confusion mais pas de la confiance"*, a-t-il souligné, lors d'un débat brièvement interrompu par un séisme de magnitude 5 qui s'est produit dans le nord-est du pays et a été légèrement ressenti à Tokyo.

(Admirez le cynisme ! Il enfile des contrevérités. Ce qu'il entend par *"confusion"*, c'est la résistance ou la mobilisation des masses à ces *"politiques budgétaires"* qui peut contraindre les gouvernements à freiner leur offensive ou reculer. Quant à la *"confiance"* à laquelle il fait allusion, elle concerne les banquiers dont il est le porte-parole, et qui leur sera acquise définitivement que lorsqu'ils auront institué un gouvernement mondial une fois toute résistance des masses vaincue, ce qui nécessiteraient de leur ôter tout droit politique, de détruire leurs organisations et partis ou de les intégrer à l'Etat, c'est l'objectif final qu'ils poursuivent. - NdIrr)

Jeudi, Mme Lagarde a jugé nécessaire d'accorder à la Grèce un délai supplémentaire de deux ans pour qu'elle atteigne les objectifs de réduction des déficits publics fixés par ses bailleurs de fonds internationaux. *"Au lieu d'une réduction frontale et massive, il est parfois préférable d'avoir un peu plus de temps étant donné que beaucoup de pays sont actuellement engagés dans des politiques de réduction des déficits"*, avait expliqué la patronne du FMI. Vendredi, elle a toutefois récusé tout changement de philosophie sur les programmes d'austérité en cours en Europe. *"Nous n'avons pas du tout changé notre approche"*, a-t-elle déclaré.

(Ce qu'on a du mal à imaginer ou à admettre, c'est qu'ils sont animés par une détermination sans faille et un cynisme sans limite. C'est leur point fort. - NdIrr)

Le ministre allemand est par ailleurs revenu sur la visite mouvementée de la chancelière Angela Merkel mardi en Grèce, qui a été marquée par des manifestations. *"Je suis toujours préoccupé par les protestations mais si vous prenez des décisions en tenant compte des manifestants vous n'aurez jamais une politique viable"*, a estimé M. Schäuble. Rappelant que 15.000 personnes avaient défilé à Athènes, le ministre s'est fausement interrogé : *"Est-ce que c'est une majorité?"* *"En démocratie, c'est la majorité qui décide. Une minorité peut protester mais ce sont les dirigeants politiques qui prennent les décisions"*, a-t-il ajouté.

(Il n'aurait pas fait pâle figure comme ministre des Finances des nazis. Vous avez là leur définition de la démocratie exposée sur un ton sibyllin : la majorité appartient à ceux qui détiennent le pouvoir économique, ceux qui ne la détiennent pas appartiennent à la minorité, et par conséquent ne doivent posséder aucun pouvoir politique susceptible d'inverser le cours des choses, seules les dirigeants politiques représentant cette majorité ont le droit de prendre des décisions, de détenir le pouvoir, absolu de préférence. - NdIrr)

Un article de 20minutes.fr du 12 octobre 2012

Dettes publiques: Quand la directrice du FMI Christine Lagarde évoque les «temps de guerre». (13.10)

La dette publique accumulée par les pays riches s'approche des niveaux atteints en "*temps de guerre*", a estimé vendredi la directrice générale du FMI Christine Lagarde, estimant que cet "*obstacle*" ne pourra être surmonté qu'en empruntant "*un chemin étroit*".

(En 1939, ils les contraignirent ensuite à faire la guerre et à s'endetter auprès des banquiers de la Fed, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le taux d'endettement de la France avait bondi de plus de 530%, l'Etat dépendant financièrement entièrement des Américains, ce qui leur permettra de lui imposer le plan Marshall. Le "*chemin étroit*" figure le noeud coulant passé autour du cou de la population et des Etats. - Ndlr)

"Le plus grand obstacle (à la croissance, ndlr) sera sans doute l'immense héritage légué par la dette publique qui atteint maintenant en moyenne 110% (du produit intérieur brut, ndlr) dans les pays développés, quasiment un niveau de temps de guerre", a déclaré Mme Lagarde à Tokyo devant les représentants des 188 Etats-membres du Fonds, réunis en assemblée plénière.

(Parce que tous les Etats sont soumis à l'impérialisme américain où réside la Fed qui contrôle déjà l'économie des puissances occidentales. - Ndlr)

Selon les prévisions du FMI publiées cette semaine, la dette publique dans les pays développés devrait dépasser 110% cette année et 113% en 2013. Au Japon, ce ratio devrait s'élever à 236,6% en 2011.

D'après Mme Lagarde, s'attaquer à cette dette avec une croissance atone sera "*incroyablement difficile*" et nécessite de trouver "*le bon rythme*" de réduction des déficits. "*C'est un chemin étroit, probablement un long chemin et pour lequel il n'existe pas de raccourcis*", a-t-elle estimé.

(Le seul raccourci qui existe consisterait par commencer par raccourcir les banquiers, à les exproprier... - Ndlr)

La patronne du Fonds a par ailleurs de nouveau appelé à réformer un système financier qui "*n'est toujours pas plus sûr*" qu'au moment de la faillite de la banque américaine Lehman Brothers en 2008, qui a déclenché la crise financière.

(Affirmation qui ne sert qu'à masquer que le FMI en est le porte-parole pour rendre plus crédible son discours ou qu'on la croit sur parole, tandis que la crise financière a donné lieu à une gigantesque manipulation de ce qu'on a appelé la crise financière, qui est du même niveau que le 11 septembre 2001 sur le plan politique, son complément sur le plan économique... - Ndlr)

"Les excès continus et les scandales montrent que la culture (de la finance, ndlr) n'a pas réellement changé", a déclaré Mme Lagarde.

(Même remarque que ci-dessus. C'est une imposture manifeste pour induire en erreur la population, le FMI a été créé sur commande par les banquiers de la Fed qui sont les principaux acteurs de ces "*excès continus et (de ces) scandales*". - Ndlr)

Le système "*est encore beaucoup trop complexe, les activités sont encore trop concentrées dans de grands établissements*", a-t-elle précisé, ajoutant que le spectre de banques "*trop grandes pour faire faillite*" (+too big to fail+) continuaient à "*hanter*" le secteur.

(Pure démagogie mais pas seulement. Pure démagogie parce que le cartel des banques de la Fed contrôlent en réalité des centaines ou des milliers de banques petites ou moyennes, en additionnant leur richesse elles constituent les plus gigantesques banques du monde. Pas seulement, parce qu'ils ont entrepris de réduire le nombre de banques afin de pouvoir mieux contrôler l'ensemble du système bancaire international ou dans chaque pays. - Ndlr)

Un article lepoint.fr du 12 octobre 2012

Les secrets inavouables d'un prix Nobel. (13.10)

Est-ce que le non-état de guerre vaut un prix Nobel de la paix ? On a beau être contents, on s'interroge.

On est contents, bien sûr. Il vaut mieux recevoir le prix Nobel de la paix qu'être déclassé par Standard & Poor's, recevoir le bonnet d'âne de l'illettrisme en Europe, figurer au rang des pays dont les prisons sont une honte ou se voir décerner le pompon du chômage. On est contents. Youpi ! On est Prix Nobel, on est tous Prix Nobel parce que l'Union européenne, c'est qui, sinon nous ? Qui va recevoir la breloque en notre nom ? Sans doute Herman Van Rompuy, qu'on adore et dont nul n'ignore qu'il est président du Conseil européen.

On est les champions de la paix. Pas forcément hors de nos frontières, où nous avons deux ou trois incursions à mettre à notre actif. Mais à l'intérieur, il faut reconnaître que ça fait un bon bout de temps qu'on ne se bat plus entre nous et que la France et l'Allemagne font tous les efforts possibles pour s'entendre ou faire semblant, ce qui est encore plus méritoire.

N'oublions pas que le comité Nobel est norvégien

Est-ce que le non-état de guerre vaut un prix Nobel de la paix ? On a beau être contents, on s'interroge. Les jurés du comité Nobel ont-ils cru que l'entente européenne est à ce point fragile qu'il faille la consolider d'un prix d'encouragement ? Pensent-ils que les relations entre les gouvernements européens sont à ce point tendues qu'on doive les lubrifier avec la pommade d'un prix ?

Autrement dit, est-ce pour se moquer d'une Europe à la ramasse que le Comité nous a affublés d'un tel honneur que personne ne s'explique ? N'oublions pas que le comité Nobel est norvégien, que la Norvège n'appartient pas à l'Union européenne et qu'elle n'a aucune, mais alors aucune intention d'y entrer. On comprend mieux.

Un article Le Monde.fr avec AFP et Reuters du 14 octobre 2012

Pour le Medef, "nous sommes passés d'un avis de tempête à un avis d'ouragan". (16.10)

La présidente du Medef, Laurence Parisot, décrit l'état de l'économie française en des termes très inquiétants, dans un entretien à paraître lundi 15 octobre dans Le Figaro, et demande au gouvernement de provoquer en urgence un "*choc de compétitivité*" pour ne pas devenir "*l'homme malade de l'Europe*".

"Nous sommes passés d'un avis de tempête à un avis d'ouragan, s'écrit Mme Parisot. Certains patrons sont en état de quasi-panique", dit-elle en soulignant qu'aucun secteur d'activité "n'affiche de prévisions autres que pessimistes jusqu'à la fin de l'année." "Nous assistons à une défiance généralisée des investisseurs, résidents comme non-résidents. Lorsque, pour investir, ils ont le choix entre plusieurs pays, les grands investisseurs étrangers excluent maintenant la France d'emblée", assure-t-elle.

La France a connu récemment un recul de ses parts de marché dans le commerce mondial plus fort que certains de ses voisins. Après trois trimestres de stagnation, l'économie française est menacée de deux autres trimestres de croissance nulle, selon l'Insee.

"UN VENT DE FRONDE SE LÈVE DE PARTOUT"

Le gouvernement a chargé l'ancien président d'EADS Louis Gallois de remettre un rapport sur la compétitivité début novembre. Laurence Parisot attend de pied ferme ce document qui, dit-elle, provoquera une déception "*immense*" chez les patrons d'entreprises "*si un homme tel que Louis Gallois, qui fut un très grand chef d'entreprise et capitaine d'industrie, ne montre pas comment créer un véritable sursaut, ce que l'on appelle un choc de compétitivité*". "*Il y a dix ans, l'Allemagne était l'homme malade de l'Europe et si nous ne faisons rien, bientôt ce sera au tour de la France*", met-elle en garde. Sitôt le rapport remis, un séminaire gouvernemental fixera un agenda de réformes et le Haut conseil du financement de la protection sociale, installé le mois dernier, sera saisi.

En guise de solution, Mme Parisot préconise un choc "*court (...) sur deux ans, trois ans maximum*" et non sur l'ensemble du quinquennat car "*le décrochage de la France est trop sérieux*". Elle demande que "*choc*" passe par une baisse des dépenses publiques et une baisse des charges des entreprises, salariales et patronales, de 30 milliards d'euros, ce qui serait "*le minimum pour réduire l'écart avec l'Allemagne*". Cette baisse serait financée en augmentant "*légèrement la CSG et la TVA hors produits de première nécessité*". "*Cette hausse des impôts indirects serait compensée par les deux premières baisses de cotisations*", calcule-t-elle, estimant qu'il "*est possible de financer une telle somme sans pénaliser le pouvoir d'achat des salariés*".

LE GOUVERNEMENT PRÉFÈRE UNE "TRAJECTOIRE DE COMPÉTITIVITÉ" À UN CHOC

Mais selon une source gouvernementale, citée anonymement par Reuters, va privilégier une "*trajectoire de compétitivité*" et non pas un choc, craignant de tuer tout espoir de reprises en taxant les ménages. "*Rien n'est tabou, on regarde toutes les options. Et on regarde tous les impacts macroéconomiques : si c'est pour faire un transfert dont l'impact sera plutôt récessif, ce n'est pas ce qu'on cherche.. Dans le 'choc', il peut aussi y avoir un effet choc récessif*", explique cette source proche du premier ministre.

Une forte hausse de la TVA ou de la CSG qui compenserait une baisse des charges des entreprises est une piste vivement combattue au sein du Parti socialiste par des économistes comme Karine Berger, chargée de l'économie, et le député Pierre-Alain Muet ou par le ministre du travail, Michel Sapin

Dans son entretien, Mme Parisot est également revenue sur le mouvement des "*pigeons*", ces entrepreneurs qui ont obtenu du gouvernement qu'il amende son projet de hausse de la fiscalité sur la cession de parts d'entreprises. Elle estime que, même modifié, le projet est "*inacceptable*" sous certains aspects, parlant d'"*erreur économique fondamentale et désastreuse*". "*Aujourd'hui, un vent de fronde se lève de partout, aussi bien des TPE que du CAC 40, a martelé la patronne du Medef. Cela va bien au-delà d'une jacquerie fiscale. Si la coupe est pleine, c'est qu'aucun relais ne valorise l'entrepreneur en France*". Et chez les entrepreneurs, "*nombreux sont ceux qui se posent la question de rester ou de partir*".

Vous avez sous les yeux la confirmation de ce que j'ai exposé les derniers jours, avant la publication de cet article et ceux sur le FMI, je le précise, car c'est trop facile de commenter après coup et de prétendre ainsi comprendre l'évolution de la situation, ce que la plupart des dirigeants s'emploient à faire sans que les militants ne le relèvent.

un article de L'Expansion.com avec AFP du 14 octobre 2012

Banques centrales: Lagarde craint une "surchauffe" dans les pays émergents. (16.10)

Cette mise en garde de Christine Lagarde a clôturé l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui se tenait à Tokyo.

La patronne du FMI Christine Lagarde a mis en garde ce dimanche contre le risque de *"surchauffe"* qui menace les économies émergentes en raison de l'action des banques centrales aux Etats-Unis ou en Europe. Elle relayait ainsi l'inquiétude de plusieurs pays dont le Brésil.

"Les politiques monétaires accommodantes (dans les pays développés, ndlr) pourraient alimenter des flux de capitaux volatils vers les économies émergentes", a déclaré Christine Lagarde en clôture de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui se tenait à Tokyo.

D'après elle, cette tendance est *"clairement accentuée"* par les taux d'intérêt élevés en vigueur dans les principales puissances émergentes, synonymes de rendement élevés pour les investisseurs.

La conjugaison de ces facteurs *"pourrait restreindre la capacité de ces économies à absorber ces potentiels vastes flux de capitaux et conduire à une surchauffe, à la formation de bulles financières et à la naissance de déséquilibres financiers"*, a-t-elle déploré.

Pour lutter contre le ralentissement économique, plusieurs banques centrales - Fed aux Etats-Unis, BCE en Europe, BoJ au Japon - ont assoupli leurs politiques monétaires, en injectant massivement des liquidités dans le circuit financier et en abaissant leurs principaux taux directeurs à des niveaux proches de zéro.

Certains pays émergents estiment toutefois que ces actions déstabilisent leur économie, en alimentant des flux spéculatifs dans leur pays et en dopant artificiellement leur monnaie au détriment de leurs exportations.

Dans son discours dimanche, la directrice du Fonds a tenté un difficile exercice d'équilibriste en essayant de ménager les deux camps.

Tout en pointant ces risques de *"surchauffe"*, Christine Lagarde a ainsi tenu à rendre hommage à l'action des banques centrales, *"légitime"* et *"nécessaire"* pour relancer l'activité dans les pays riches. *"Nous avons vu de solides initiatives prises par les banques centrales que le FMI salue au plus haut point comme des contributions majeures à la stabilité"*, ainsi déclaré la patronne du Fonds, réitérant une prise de position déjà connue.

Fin septembre à Washington, elle avait estimé que le programme de rachat d'obligations publiques annoncé par la Banque centrale européenne (BCE) marquait un *"tournant"* dans la crise.

Dimanche à Tokyo, elle a toutefois reconnu que l'impact de ces politiques monétaires sur la *"crédibilité"* et *"l'indépendance"* des banques centrales restait *"incertain"*, à l'issue d'une assemblée annuelle qui a fait apparaître de profondes lignes de fracture au sein du Fonds.

Régulièrement pointée du doigt par les émergents, la Banque centrale américaine (Fed), qui a injecté plus de 2300 milliards de dollars de liquidités depuis 2008, a répondu dimanche à ses détracteurs en défendant l'inocuité de sa politique.

"Les liens de cause à effet entre la politique monétaire de pays à l'économie avancée et les flux de capitaux internationaux sont plus lâches qu'on l'affirme parfois", a affirmé le président de la Fed, Ben Bernanke, dans un discours à Tokyo. Très en pointe dans ce débat, le ministre des Finances brésilien a, lui, laissé entendre que les effets collatéraux de cette politique *"seront peut-être pires que les résultats directs"*.

"Les pays avancés ne peuvent pas espérer se débarrasser de la crise aux dépens des pays émergents", a déclaré Guido Mantega samedi dans la capitale japonaise, assurant que son pays prendrait *"toutes les mesures nécessaires"* pour se protéger contre l'afflux massif capitaux.

Un article de Nouvel Observateur du 15 octobre 2012

"L'Europe sauve les banques mais refuserait d'aider les pauvres ?" (16.10)

Les présidents de quatre associations caritatives françaises se mobilisent pour sauver l'aide alimentaire européenne.

Il ne reste plus que trois mois pour sauver l'aide alimentaire européenne. Avec la fin annoncée du programme européen aux démunis (PEAD), les associations caritatives risquent fort de perdre quelque 500 millions d'euros annuels qui leur permettent de distribuer des repas à 18 millions de personnes. Pour Julien Lauprêtre, président du Secours populaire, cet abandon symbolise *"l'odieux qui se mêle au ridicule. L'odieux d'une Europe où grandit le chacun pour soi. Le ridicule de ce que coûte le PEAD : 1 euro par an et par Européen, ce qui est dérisoire"*.

En France, le PEAD représente en moyenne un tiers de l'aide alimentaire pour des organisations comme les Restos du Cœur, le Secours populaire ou la Croix Rouge. Le compromis obtenu par la France l'an dernier arrive à son terme et un nouveau programme doit être voté avant décembre 2012. Et sept pays, Allemagne en tête, renâclent manifestement.

Certains pays européens souhaitent que le nouveau dispositif s'appuie sur le fonds de cohésion sociale, actuellement doté de 360 millions d'euros, ouvert aux 27 pays membres de l'Union européenne. Encore faut-il que l'enveloppe budgétaire soit à la hauteur des enjeux. En l'état actuel, ce basculement représente une baisse considérable qui se double d'un risque majeur : la décision doit être prise à l'unanimité des 27.

Il s'agit désormais de convaincre : *"Ce n'est tout simplement pas possible de dire que, pour sauver les banques, l'Europe doit être solidaire mais que pour aider les plus pauvres, ce n'est pas la peine"*, estime Olivier Berthe, président des Restaurants du Cœur. Et de brandir le Nobel de la Paix attribué à l'Europe : *"Quel mérite en ont les dirigeants actuels ? On les jugera sur leurs actes !"*

Pour convaincre l'Allemagne, les associations souhaitent un engagement ferme des pouvoirs publics français : *"L'Etat doit passer à la vitesse supérieure"*. Rencontré mardi 2 octobre par le collectif associatif, Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture – dont dépend le PEAD – s'est engagé à ce que la France trouve un *"nouveau véhicule juridique"* afin de pérenniser ce programme européen.

D'ici 2020, l'Europe affiche le projet ambitieux de réduire d'un quart la pauvreté : *"C'est difficile de commencer en cassant les dispositifs qui fonctionnent"*, se désole Olivier Berthe. Le programme *"Europe Against Poverty"* serait doté de 2,5 milliards d'euros sur sept ans quand il faudrait 3,5 milliards pour simplement maintenir l'aide à son niveau actuel. Dans une Europe où la crise fait exploser la pauvreté, les besoins sont estimés à 4,5 milliards d'euros.

Commentaire.

Les intentions des présidents de ces associations sont certes généreuses, mais lorsqu'il s'agit de remettre en cause les origines de la pauvreté, l'existence du capitalisme, ils répondent à leur tour aux abonnés absents, à croire que la pauvreté serait leur fond de commerce et qu'ils n'auraient pas envie de s'en séparer.

Les auteurs de l'appel à l'unité contre le TSCG sont sur la même ligne si vous prenez le temps de lire attentivement et d'y réfléchir, leur stratégie s'inscrit dans la même perspective qui n'a rien à voir avec le combat pour en finir avec le capitalisme ou pour le socialisme.

Un article lefigaro.fr du 16 octobre 2012

Les dépenses militaires en Asie explosent. (17.10)

Les équilibres stratégiques sont en passe d'être durement bousculés. Pour la première fois en 2012, les dépenses de défense des pays d'Asie devraient dépasser celles de l'Europe. Dans la région, elles ont doublé au cours de la dernière décennie, et même quadruplé en Chine, selon une étude du Center for Strategic and International Studies (CSIS) américain.

Le total des budgets militaires des cinq premiers pays de la région en ce domaine - Chine, Inde, Japon, Corée du Sud et Taïwan - a atteint 224 milliards de dollars en 2011, selon le CSIS. Soit presque le double des dépenses de 2000. À eux cinq, ils totalisent 87 % des budgets de la zone. Cela en fait les plus gros acteurs pour l'effort de défense au monde. Cette croissance n'est pas linéaire sur la décennie, puisqu'elle s'est nettement accélérée depuis 2005. La crise financière débutée en 2008 n'a pas freiné les ardeurs.

La Chine est centrale

Au sein de cet effort de défense régional, la part de la Chine ne cesse d'augmenter, passant de 20 % en 2000 à 40 % en 2011. En 2005, la Chine a dépassé le Japon comme premier budget militaire d'Asie, et occupe désormais le deuxième rang mondial, derrière les États-Unis. Sur la décennie, en moyenne, le budget de défense chinois a augmenté de 13,4 %, un rythme au moins trois fois supérieur à celui de ses voisins. En 2011, Pékin a ainsi consacré près de 26 milliards de dollars aux dépenses d'investissement (achat de matériels, recherche et développement...), contre 7 milliards dix ans auparavant. L'effort chinois doit être relativisé, à l'aune du rattrapage nécessaire. Le rapport note ainsi que la Chine est passée de 5 000 dollars dépensés par soldat en 2000 à plus de 23 000 l'an passé, ce qui reste inférieur à tous les autres pays.

Dans ce mouvement, la Chine est donc centrale. Nombre de budgets de défense asiatiques enflent en réaction à cette émergence militaire.

Redéploiement américain

On l'a vu récemment avec le Japon, qui se pose la question de relever son effort militaire, sur fond de tensions avec Pékin autour des îles Senkaku-Diaoyu. Et avec l'Inde, «*inquiète*» des délais de livraison d'un porte-avions par la Russie alors que la marine chinoise vient de se voir remettre le sien. Le budget indien a progressé de 47,6 % sur l'ensemble de la période.

Pour le think-tank américain, face à cette bascule de l'acquisition de puissance militaire de l'Europe vers l'Asie, «*la stratégie des États-Unis de rééquilibrage vers la région Asie-Pacifique devrait se poursuivre*». En juin, les États-Unis ont annoncé leur intention de redéployer la plus grande partie de leurs forces navales dans l'océan Pacifique d'ici à 2020. Il ne s'agit que de la traduction militaire de la nouvelle stratégie dite du «*pivot*», présentée par Barack Obama en novembre dernier, et qui consiste à tourner les États-Unis vers l'Asie et la région Pacifique.

Un article de Reuters du 16 octobre 2012

Cuba lève les restrictions de déplacement à l'étranger. (17.10)

Le régime communiste au pouvoir à La Havane lèvera en janvier les restrictions de déplacement imposées depuis plus d'un demi-siècle aux Cubains désireux de se rendre à l'étranger. Cette initiative historique, dévoilée mardi par le journal Granma, organe du Parti communiste cubain, s'inscrit dans le cadre de la première grande réforme de l'immigration de l'île par le président Raul Castro, au pouvoir depuis février 2008.

Les autorités cubaines ont imposé ces restrictions de déplacement à l'étranger en 1961 pour tenter d'enrayer un exil provoqué par l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro deux ans plus tôt.

A partir du 14 janvier, les Cubains n'auront plus à franchir les nombreux obstacles administratifs ni à présenter de lettre d'invitation pour aller à l'étranger. Il leur suffira de présenter un passeport et un visa du pays de destination.

La durée de séjour à l'étranger sans perte de droits ni de propriété passe de 11 à 24 mois, avec possibilité de reconduction, précise Granma.

Cela permet en théorie aux Cubains d'aller travailler hors de l'île et de rentrer au pays lorsqu'ils le souhaitent, mais ils devront toutefois encore obtenir des visas pour se rendre dans la plupart des pays étrangers.

"ça fait des années qu'on attend une loi sur les voyages à l'étranger. C'est un grand pas en avant qui nous permettra d'économiser de l'argent et simplifiera les démarches", estime Rafael Pena, employé de bureau à La Havane.

Ces mesures ne s'appliquent toutefois pas aux catégories professionnelles considérées comme sensibles, par exemple les médecins. *"Les mesures destinées à protéger le capital humain créé par la révolution du vol des talents pratiqué par les puissantes nations resteront en vigueur"*, souligne Granma.

Certains analystes pensent néanmoins que cette législation est un énorme pas en avant. *"C'est vraiment important pour l'avenir de la révolution cubaine"*, résume Hal Klepak, spécialiste de Cuba et professeur d'histoire et de questions militaires au Collège militaire royal du Canada.

Julia Sweig, experte des relations entre les Etats-Unis et l'Amérique latine au Council on Foreign Relations, un groupe de réflexion basé à Washington, juge aussi cette mesure positive.

"Les mesures si attendues sur les déplacements à l'étranger apportent un minimum de rationalité à ce qui a longtemps été une source profonde de mécontentement politique" à Cuba, dit-elle.

Pour Sarah Stephens, directrice du Centre pour la démocratie aux Amériques, un groupe de pression opposé à l'embargo des Etats-Unis sur Cuba, cette réforme *"répond aux plus fortes attentes de la population cubaine, à savoir pouvoir quitter l'île et y retourner en toute liberté"*.

"Non seulement cela donne aux Cubains une plus grande autonomie mais c'est aussi une promesse d'une économie plus dynamique en augmentant les flux d'argent de l'étranger et le nombre de Cubains qui feront des allers et retours", dit-elle.

"Comme la décision de légaliser l'achat et la vente de maisons et de voitures pour les particuliers, il s'agit là d'une étape vers la levée des restrictions et l'ouverture de la société cubaine", ajoute-t-elle.

Un article de l'AFP du 16 octobre 2012

La crise à la CGT se dénoue: Thierry Lepaon adoubé pour succéder à Thibault. (17.10)

La crise de succession de Bernard Thibault s'est dénouée mardi : Thierry Lepaon a été adoubé par la direction, sur proposition du secrétaire général, pour lui succéder en mars, avec pour lourde tâche de rassembler un syndicat meurtri par des mois de querelles.

Devant la Commission exécutive (direction), M. Thibault a proposé la candidature de Thierry Lepaon, 52 ans, chef de file de la CGT au Conseil économique, social et environnemental (Cese).

M. Lepaon, qui a commencé à travailler à 17 ans comme soudeur, s'est fait un nom comme défenseur des salariés de Moulinex en 2001.

Ce choix a été acquis *"par 42 voix en faveur de Thierry Lepaon, sept abstentions et aucune voix contre"*, a précisé M. Thibault à l'AFP.

Certes l'avis de la commission exécutive n'est qu'*"une étape dans le processus"*, a-t-il reconnu, puisque c'est le Comité confédéral national (CCN, parlement du syndicat) qui aura le dernier mot les 6 et 7 novembre.

C'est cette instance qui avait infligé un camouflet en mai au secrétaire général en rejetant sa candidate Nadine Prigent, plusieurs fédérations préférant Eric Aubin, monsieur retraite de la centrale.

Mais cette fois, M. Thibault est confiant: *"Il est probable"* que le CCN *"reprenne à son compte"* le choix de M. Lepaon. *"Il me semble qu'avec un avis aussi massif, favorable de la commission exécutive, le cap est fixé"*, a-t-il fait valoir.

M. Lepaon apparaît comme une bouée de sauvetage alors que cadres et dirigeants souhaitent mettre un terme à la crise qui affaiblit le premier syndicat français au moment où le gouvernement socialiste a lancé le dialogue social. C'est au Congrès de Toulouse, du 18 au 22 mars, que Thierry Lepaon sera intronisé à la tête de la CGT.

Mais des proches de M. Aubin, qui se sont abstenus, estiment que M. Lepaon n'a apporté mardi *"aucune clarification"* sur son projet. *"Il n'y a eu aucune réponse sur la question de la réorganisation de la direction et la façon dont il voit la CGT de demain"*, indique un dirigeant à l'AFP.

"Lui donner un blanc-seing, sans aucune garantie, ça pose un gros problème", ajoute-t-il.

"J'espère qu'avant le CCN, il sera amené à clarifier sa position, sinon on aura un CCN compliqué", prévoit-il.

M. Lepaon, qui apparaît comme le candidat par défaut, devra faire preuve de talent pour rassembler.

Pour M. Thibault, il a les qualités requises : *"c'est quelqu'un qui sait faire travailler un collectif"*. *"Il fait partie de ceux qui ont cette capacité de réunir l'organisation même lorsqu'elle est traversée de débats"*.

L'ex-chaudronnier est attendu en particulier sur une réforme de l'organisation de la direction, sujet qui a été abordé lors la Commission exécutive.

Pour ce qui est de la stratégie, M. Lepaon a déjà indiqué qu'il n'y aurait pas de rupture avec celle de M. Thibault, artisan de la modernisation de la CGT et de sa prise de distance vis-à-vis du PCF. *"Il n'y aura pas de rupture entre ce qu'il a fait et ce que je ferai"*, a-t-il dit à l'AFP.

Bernard Thibault dirige la CGT depuis 1999. Depuis l'annonce en janvier par l'ex-cheminot qu'il ne briguerait pas à Toulouse un cinquième mandat, la course à sa succession s'est transformée en crise ouverte.

Désireux de voir une femme lui succéder, M. Thibault avait mis en avant l'ex-infirmière Nadine Prigent. Mais une grande partie des fédérations soutenait Eric Aubin, candidature récusée par M. Thibault. De son côté, Agnès Naton, directrice de NVO, le magazine de la CGT, s'était mise sur les rangs sans succès.

M. Thibault a conclu qu'aucun des trois n'était en mesure de rassembler le syndicat. Faisant son deuil de voir une femme lui succéder, il a mis en avant M. Lepaon.

Commentaire.

Les syndicats et les partis ouvriers fonctionnent comme des monarchies héréditaires où le secrétaire nationale ou le secrétaire général en poste désigne son successeur que la cour constituée de déléguée adoube lors de la cérémonie du congrès.

Un article du Réseau Voltaire du 17 octobre 2012

L'Otan plie bagage, la Turquie au bord de la crise de nerfs. (19.10)

par Thierry Meyssan.

L'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) a débuté au Kazakhstan, le 8 octobre, des manœuvres intitulées « *Fraternité inviolable* ». Le scénario est celui du déploiement d'une force de paix dans un pays imaginaire où œuvrent des jihadistes internationaux et des organisations terroristes sur fond de divisions ethno-confessionnelles. Le corps diplomatique accrédité, qui a été invité à assister à l'exercice, a écouté avec attention le discours d'ouverture du secrétaire général adjoint de l'Organisation. Il a clairement indiqué que l'OTSC se prépare à intervenir éventuellement au Grand Moyen-Orient. Et pour ceux qui font la sourde oreille, Nikolai Bordyuzha a précisé que son adjoint ne parlait pas de l'Afghanistan.

La Déclaration de Genève, négociée par Kofi Annan le 30 juin, prévoit le déploiement d'une force de paix si le gouvernement syrien et l'opposition en font l'un et l'autre la demande. L'Armée « *syrienne libre* » a rejeté cet accord. Le terme « opposition » désigne donc uniquement les partis politiques qui ont été réunis depuis, à Damas, sous la houlette des ambassadeurs russe et chinois. L'accord de Genève ayant été validé par le Conseil de sécurité, le déploiement de « *chapkas bleues* » peut être mis en œuvre sans résolution ad hoc. Valery Semerikov a précisé que 4 000 hommes sont d'ores et déjà affectés à cette force de paix, tandis que 46 000 autres sont formés et peuvent être mobilisés rapidement en renforts.

Dans ce contexte, les signes du retrait occidental de Syrie se multiplient. Le flux d'armes et de combattants occidentaux s'est interrompu, seuls continuent les transferts financés par l'Arabie saoudite et le Qatar.

Beaucoup plus surprenant : six fois de suite, le commandement Otan d'Incirlik a donné aux jihadistes des instructions de regroupement dans des zones particulières pour se préparer à de vastes offensives. Or, si l'Armée arabe syrienne, conçue pour affronter l'Armée israélienne, est inadaptée à la guérilla, elle est au contraire très efficace dans les combats classiques. Elle a donc, chaque fois, encerclé et anéanti les éléments rassemblés de l'Armée « *syrienne libre* ». On pouvait penser la première fois à une erreur tactique, la seconde à l'entêtement d'un général incompetent, mais à la sixième fois, on doit envisager une autre hypothèse : l'Otan envoie volontairement ces combattants à la mort.

Contrairement à la perception commune, la motivation des jihadistes n'est pas à proprement parler idéologique ou religieuse, mais esthétique. Ils n'entendent pas mourir pour une cause et se désintéressent d'ailleurs du sort de Jérusalem. Ils épousent une posture romantique et cherchent à exacerber leurs sensations que ce soit par des drogues ou dans la mort. Leur comportement les rend facilement manipulables : ils cherchent des situations extrêmes, on les y place et on guide leur bras. Au cours des dernières années, le prince Bandar bin Sultan était devenu le grand architecte de ces groupuscules, incluant Al-Qaeda. Il les encadrait avec des prédicateurs leur promettant un paradis où 70 vierges leur offriraient des plaisirs paroxystiques, non pas s'ils atteignaient un objectif militaire particulier ou un but politique, mais uniquement s'ils mouraient en martyrs là où Bandar avait besoin d'eux.

Or, le prince Bandar a disparu de la scène depuis l'attentat dont il a été victime le 26 juillet. Il est probablement mort. Du Maroc au Xinjiang, les jihadistes sont livrés à eux-mêmes, sans aucune coordination véritable. Ils peuvent se mettre au service de n'importe qui, comme l'a montré la récente affaire de l'assassinat de l'ambassadeur états-unien en Libye. Par conséquent, Washington veut désormais se débarrasser de cette piétaille devenue encombrante et dangereuse, ou tout au moins en restreindre le nombre. L'Otan donne des ordres aux jihadistes pour les exposer au feu de l'Armée arabe syrienne qui les élimine en masse.

Par ailleurs, la police française a abattu le 6 octobre un salafiste français qui avait commis un attentat contre un commerce juif. Les perquisitions qui ont suivi ont montré qu'il appartenait à un réseau incluant des individus partis faire le jihad en Syrie. La police britannique a fait une découverte similaire quatre jours plus tard.

Le message de Paris et de Londres, c'est que les Français et les Britanniques morts en Syrie n'étaient pas des agents en mission secrète, mais des fanatiques agissant de leur propre initiative. C'est évidemment faux puisque certains de ces jihadistes disposaient de matériels de communication aux normes Otan, fournis par

la France et le Royaume-Uni. Quoi qu'il en soit, ces mises en scène marquent la fin de l'implication franco-britannique aux côtés de l'Armée syrienne libre, tandis que Damas restitue discrètement des prisonniers. Une page est tournée.

Dès lors, on comprend la frustration de la Turquie et des monarchies wahhabites qui, à la demande de l'Alliance, se sont investies sans réserve dans la guerre secrète, mais devront assumer seules l'échec de l'opération. Jouant le tout pour le tout, Ankara s'est lancé dans une série de provocations visant à empêcher l'Otan de se dérober. Tout y passe, depuis le positionnement de pièces d'artilleries turques en territoire syrien jusqu'à la piraterie d'un avion civil. Mais ces gesticulations sont contre-productives.

Ainsi, l'avion de Syrian Air en provenance de Moscou qui a été détourné par les chasseurs turcs ne contenait aucune arme, mais des engins électroniques de protection civile destinés à détecter la présence de fortes charges explosives. A vrai dire, la Turquie n'a pas voulu empêcher la Russie de livrer un matériel destiné à protéger les civils syriens du terrorisme, mais a tenté d'accroître la tension en maltraitant des passagers russes et en empêchant leur ambassadeur de leur porter assistance. Peine perdue : l'Otan n'a pas réagit aux accusations imaginaires proférées par Recep Tayyip Erdogan. Pour seule conséquence, le président Poutine a annulé sine die sa visite prévue à Ankara le 15 octobre.

Le chemin vers la paix est encore long. Mais, même si la Turquie aujourd'hui, ou les monarchies wahhabites demain, essayent de prolonger la guerre, le processus est enclenché. L'Otan plie bagage et les médias tournent progressivement leurs regards vers d'autres cieux.

Un article de Slate.fr du 18 octobre 2012

Etats-Unis. Avec Citizens United, Romney a le droit d'appeler les patrons à faire pression sur leurs employés. (19.10)

Les patrons doivent convaincre leurs employés de voter comme eux. C'est ce que Mitt Romney a expliqué le 6 juin dernier lors d'une téléconférence pour la National Federation of Independent Business, rapporte In These Times.

S'adressant à un mouvement antisyndicats qui se présente comme un «*groupe de chefs de petites entreprises*», Mitt Romney lâche:

«J'espère que vous direz clairement à vos employés ce que vous pensez être le mieux pour votre entreprise et par conséquent pour leur travail et leur futur dans les élections à venir. Que vous soyez d'accord avec moi ou avec le Président Obama, ou quelles que soient vos idées politiques, j'espère, j'espère que vous les transmettez à vos employés.»

Ces déclarations font suite à plusieurs cas de pressions manifestes dans des grandes entreprises qui soutiennent Romney, rapporte In These Times. Le procédé est toujours le même: les entreprises envoient une lettre à tous leurs employés dans laquelle ils expliquent que la réélection d'Obama aurait de graves conséquences sur l'économie et sur les finances de l'entreprise, ce qui les forcerait à licencier, certaines soutenant même ouvertement Mitt Romney dans ces lettres ou d'autres comme le magnat du tourisme David Siegel allant jusqu'à joindre des articles anti-Démocrates aux fiches de paie de leurs employés.

Ce genre de pratiques qui peut paraître d'un autre âge d'un point de vue européen est autorisé depuis 2010 par une décision de la Cour suprême appelée Citizens United.

Le New York Times rappelle en quoi consiste Citizens United:

«Le terme est un raccourci désignant une décision de la Cour suprême qui a donné aux entreprises la même liberté d'expression politique que les individus, supprimant en pratique les restrictions concernant l'argent des entreprises en politique.(...) Citizens United a provoqué un déferlement d'argent provenant des entreprises et des multimillionnaires qui les dirigent, par conséquent nous assistons en ce moment une prise de contrôle de la politique américaine par l'entreprise.»

Par conséquent les chefs d'entreprise ont tout à fait le droit de faire campagne au sein de leur entreprise pour le candidat de leur choix. Un avocat opposé à Citizens United va plus loin et déclare à In These Times:

«Il est concevable, avec l'actuelle législation, qu'un employeur tel que Koch [les frères Koch, Charles et David, sont des milliardaires anti-Obama] puisse impunément forcer ses employés à faire campagne pour un candidat ou un parti donné sous peine de licenciement.»

Commentaire.

Dans nos rangs, il y en a pour qui les Etats-Unis seraient une démocratie...

un article du nouvelobs.com du 18 octobre 2012

Italie. Le nouveau visage de la pauvreté (19.10)

Le rapport annuel du Secours catholique italien met en évidence l'appauvrissement d'une population aux prises avec la crise économique.

Ce n'est pas un hasard si "*L'Avvenire*", le quotidien des évêques italiens, en a fait sa une avec ce titre : "*La pauvre Italie des paquets de vivres*". Le quotidien se réfère au rapport catastrophique que la Caritas a rendu public mercredi 17 octobre. Cette confédération catholique, équivalent du Secours catholique français, assure la promotion de la charité dans la Péninsule. A travers ses 220 antennes diocésaines et ses 10.000 bénévoles, elle quadrille le territoire, écoute des déshérités et prend tous les ans le pouls du pays.

Cette année, la Caritas a adopté un ton grave pour expliquer que la part d'Italiens qui s'adressent à ses antennes a grimpé à 33,3% en 2011 par rapport à 2010 - les 67% restants étant constitués plus classiquement de demandes des populations immigrées. L'année précédente, la part des nationaux dans les demandeurs d'aide s'élevait 23,1%. Il y a donc eu un accroissement vertigineux en 12 mois.

Qui sont ces nouveaux pauvres ? Surtout des retraités, des personnes âgées, des femmes au foyer et des chômeurs. Parfois des familles entières, père, mère et enfants, qui font la queue tous les jours devant les 449 restaurants de l'organisation. Parfois des travailleurs précaires, payés irrégulièrement ou sous payés. "*Ce sont les gens 'normaux' qui commencent à venir chez nous en masse, la petite bourgeoisie de la porte d'à côté*", a expliqué le directeur de la Caritas, Francesco Soddu.

Des gens normaux

Et que demandent-ils, ces gens "*normaux*" ? Des denrées alimentaires et des produits pour les nouveaux nés, du matériel sanitaire, des produits d'hygiène personnelle, des tickets de bus, des vêtements, des vivres en général. Même les pâtes sont devenues un luxe. Six millions de repas ont été servis depuis le début de l'année par la Caritas. Une autre organisation caritative, la Communauté de Sant'Egidio, observe dans son restaurant de Rome la même mutation des habitués : moins de SDF, plus de gens banals qu'on croisait autrefois faisant leurs courses au marché et qui attendent patiemment les paquets de vivres, généralement des pâtes, des boîtes de sauce tomate, du thon, des confitures, des biscottes, que les bénévoles leur donneront. L'explosion de la pauvreté a surpris plus d'un observateur.

Le rapport de la Caritas est significatif en tout cas de la situation italienne. Mario Monti a reconnu hier qu'il avait dû aller de l'avant "*à coups de bistouri*", mais que c'était la seule façon de ne pas "*finir comme la Grèce*". Conséquence inévitable : de plus en plus de gens, une fois payés les frais fixes, n'ont plus un sou pour se nourrir. Il arrive qu'on rencontre dans les supermarchés des petites vieilles qui s'affairent en catimini à vider des étuis de spaghetti dans leurs manches en cherchant à ne pas se faire arrêter à la sortie. La crise est en train de frapper fort un pays dont on disait il y a à peine deux ans qu'il vivait "*au dessus de ses moyens*".

Un article lepoint.fr du 17 octobre 2012

France. L'accès aux soins se dégrade pour les populations précaires. (19.10)

Des files d'attente devant leurs portes, des hôtesse d'accueil surmenées : du "jamais-vu" pour l'ONG. À sa conférence annuelle mardi à Paris, veille de la journée du refus de la misère, Médecins du monde (MdM) dresse un constat très inquiétant sur l'accès aux soins des populations fragiles. Les découragés du système de santé sont toujours plus nombreux et toujours plus jeunes. Méconnaissance de leurs droits

Sur le lot de patients qui franchissent les portes de l'association, 20 % ont renoncé à se faire soigner dans les 12 derniers mois et un sur trois subit un retard de soins. Le parcours de santé est en fait un "parcours du combattant" pour ces patients fragiles qui ne connaissent pas ou peu leurs droits, et qui ignorent complètement comment les faire valoir.

Beaucoup de ces personnes ont droit à des aides, mais ne les demandent pas. Il existe, par exemple, une aide pour obtenir la CMUc (Couverture médicale universelle complémentaire), mais "75 % des gens qui pourraient en bénéficier n'en profitent pas", précise le docteur Thierry Brigaud, président de MdM. Pourquoi ? "Parce que c'est une aide méconnue et compliquée à obtenir" répond le docteur.

MdM demande alors une simplification des mesures pour les rendre plus accessibles. "Nous voudrions que l'AME (aide médicale de l'État) soit intégrée à la CMU, cela rendrait les démarches plus simples pour les populations qui en ont besoin, et leur permettrait de se faire soigner plus tôt", explique Jean-François Corty, directeur des missions de MdM France. Parmi les femmes enceintes qui se rendent dans les centres de soins de l'ONG, presque la moitié accuse un retard dans le suivi de leur grossesse.

Un enjeu de santé publique

Des délais trop longs, auxquels les administrations ne sont apparemment pas étrangères. Trop complexes et mal organisées, elles favoriseraient l'errance des patients. Thierry Brigaud raconte ainsi l'histoire d'un Tunisien, dont la demande d'AME a été refusée alors qu'il résidait en France depuis plus de trois mois et que son dossier était complet. De tels dysfonctionnements sont assez courants et impliquent une augmentation importante des délais, selon MdM.

Pour l'association, ces retards ne sont pas seulement indignes, ils sont coûteux : "Plus la maladie évolue, plus il est compliqué de la soigner. Il faut que le patient soit traité rapidement, car, plus on attend, plus le risque de transmissibilité est fort. Pallier les retards, c'est un véritable enjeu de santé publique." MdM donne l'exemple de la tuberculose, une maladie très contagieuse qui se transmet par la salive, donc potentiellement à chaque fois que le malade tousse.

L'association dénonce aussi un seuil d'accès à la complémentaire santé universelle inadapté. Aujourd'hui, la CMUc peut bénéficier aux personnes gagnant moins de 660 euros par mois. Or, "le seuil de pauvreté est à 950 euros en France". Trop de personnes en sont exclues, qui doivent renoncer à se soigner.

Les ratés de l'hôpital

Plus fondamentalement, l'ONG n'en revient pas de devoir pallier les insuffisances du système de soins. "Je trouve ça scandaleux de voir des enfants isolés franchir les portes de nos centres", s'indigne par exemple Thierry Brigaud. En cause, l'insuffisance de moyens des PASS, ces permanences d'accès aux soins de santé qui se trouvent dans l'enceinte de l'hôpital. Pour y accéder, les patients doivent être éligibles à l'AME ou l'assurance-maladie. Sur son site Internet, Médecins du monde constate : "Seules 8 PASS reçoivent tous les publics en situation de précarité. L'accès aux soins des mineurs n'est pas systématiquement garanti et il est parfois difficile de savoir où se situe la PASS au sein de l'hôpital."

Le docteur prend l'exemple de la ville de Rouen : "Notre centre accueille là bas 4 000 personnes, la PASS, 400 : il y a bien un manque criant de moyens et de suivi." Le gouvernement Hollande a supprimé il y a trois mois la franchise de 30 euros sur l'AME : "C'est bien, mais pas suffisant, la situation en l'état ne respecte pas le droit universel et élémentaire de se soigner", affirme le président de MdM.

Un article de 20minutes.fr et Reuters du 19 octobre 2012

L'UE d'accord pour repousser la supervision bancaire. (19.10)

ZONE EURO - Le 1er janvier 2013, défendu par la France, a été jugé irréaliste...

Les dirigeants européens ont décidé jeudi de laisser plus de temps à la Banque centrale européenne pour mettre en oeuvre un mécanisme unique de supervision bancaire dans la zone euro mais ils ont maintenu l'objectif d'une supervision totale au 1er janvier 2014, a-t-on appris de source gouvernementale française. La chancelière allemande Angela Merkel a déclaré vendredi qu'un mécanisme de supervision unique des banques de la zone euro serait mis en place dans le courant de l'année prochaine mais qu'une recapitalisation directe des banques ne pourrait intervenir qu'une fois celui-ci opérationnel.

Les pays européens, dont l'Allemagne, qui jugeaient irréaliste l'objectif fixé par la Commission européenne et soutenu par la France d'un mécanisme opérationnel dès le 1er janvier 2013, ont ainsi obtenu en partie satisfaction. Mais Berlin a finalement accepté de soumettre à ce mécanisme de supervision ses banques régionales et ses caisses d'épargne, ce à quoi elle se refusait jusqu'à présent.

«Ce qui a été agréé à ce stade, c'est que le cadre légal de la supervision bancaire sera adopté d'ici la fin de l'année», a précisé la source française.

La BCE pourra ainsi commencer début 2013 à *«travailler concrètement»* à la mise en oeuvre du mécanisme - recrutement des équipes, organisation pratique - en commençant vraisemblablement par les banques bénéficiant d'ores et déjà d'aides d'Etat.

6.000 banques concernées

«La totalité du mécanisme de supervision bancaire, c'est-à-dire une supervision effective des 6.000 banques, sera une réalité au 1er janvier 2014», a ajouté la même source, selon laquelle la chancelière allemande, Angela Merkel, s'est *«engagée clairement»* sur ce point.

Cela ne veut pas dire que la BCE supervisera au quotidien la totalité de ces 6.000 banques, souligne-t-on de même source. Elle délèguera aux superviseurs nationaux la surveillance au jour le jour de nombre d'entre elles mais en se réservant la possibilité de reprendre la main quand elle le jugera utile.

Cet embryon d'union bancaire, dont la création a été décidée en juin, est la condition préalable à une recapitalisation éventuelle de banques en difficulté, à commencer par les banques espagnoles, par le Mécanisme européen de stabilité (MES) - un des fonds mis en place pour faire face à la crise de la dette.

Selon la source française, ce mécanisme de recapitalisation directe des banques par le MES pourra être activé dès 2013 mais sans doute pas avant le deuxième trimestre, ce que l'on confirme du côté allemand.

Entretien Hollande-Merkel

En tout état de cause, estime-t-on du côté français, il faudra négocier un effet rétroactif pour rassurer les marchés et faire en sorte que l'Espagne, pour laquelle ce mécanisme a initialement été conçu, ne soit pas lésée.

Parallèlement, la Commission travaillera sur deux autres volets très délicats de la future union bancaire: la mise en place d'un mécanisme de résolution des crises et d'une garantie pour les déposants.

Angela Merkel et François Hollande avaient eu un tête-à-tête d'une trentaine de minutes pour tenter d'accorder leurs violons, avant de rejoindre les autres chefs d'Etats et de gouvernement, au milieu de l'après-midi. Selon une source gouvernementale française, cet entretien a permis à la chancelière allemande et au président français de «vérifier» qu'un accord sur des objectifs et un calendrier était possible, d'abord entre eux mais, surtout, à 27, pour que ce sommet intermédiaire soit un *«sommet utile»*.

Avant leur entretien, Angela Merkel et François Hollande avaient poursuivi leur duel à distance et donné du coup une tonalité plus tendue que prévu à ce qui ne devait être qu'un sommet d'étape avant ceux, décisifs, de novembre et décembre.

A son arrivée au Conseil, François Hollande, qui a aussi eu un tête-à-tête avec le chef du gouvernement italien, Mario Monti, a réaffirmé que la priorité était à ses yeux la mise en oeuvre des décisions du sommet de juin. *«Avant de discuter des prochaines étapes, il faut finir l'étape de l'union bancaire»*, a déclaré le président français. *«Nous devons mettre en cohérence nos décisions d'aujourd'hui avec les orientations d'hier.»*

Il a notamment reçu le soutien du Premier ministre belge, Elio di Rupo, qui a lui aussi insisté sur la mise en oeuvre rapide des décisions prises en juin dernier.

"Nous devons tous travailler à rendre confiance aux investisseurs et aux citoyens", a-t-il déclaré. "L'optimisme peut exister à condition qu'on réalise ce qu'on a dit." (On ne retiendra évidemment que les investisseurs, car ils se foutent des intérêts des citoyens, ils les nomment pour mieux bernier les ignorants et faire en sorte que leurs complices au sein du mouvement ouvrier prennent le relais. - NdIrlr)

Complément avec un autre article de Reuters paru un peu plus tôt

L'Union européenne doit avoir des pouvoirs d'intervention clairement définis pour réagir lorsqu'un Etat membre viole les règles budgétaires communes, a déclaré jeudi la chancelière Angela Merkel, à quelques heures du sommet européen à Bruxelles.

Dans un discours au Bundestag, la chambre des députés allemande, elle a aussi écarté la possibilité de mettre rapidement en place une union bancaire.

Angela Merkel s'est ouvertement positionnée contre le président François Hollande et d'autres dirigeants européens qui sont réticents à céder à l'Europe un droit de regard sur leur politique budgétaire et veulent voir la Banque centrale européenne devenir d'ici la fin de l'année le superviseur bancaire.

Devant le Bundestag, Angela Merkel a jugé que l'Europe avait beaucoup progressé dans le renforcement de la discipline grâce au pacte budgétaire. *"Mais nous pensons - nous, c'est-à-dire l'ensemble du gouvernement allemand - qu'il faudrait aller plus loin en conférant à l'Europe de réels droits d'intervention dans les budgets nationaux"*, a-t-elle ajouté.

Dans cette optique, elle a jugé envisageable la proposition du ministre des Finances Wolfgang Schäuble de créer un poste de commissaire aux Affaires monétaires disposant de vastes pouvoirs sur les budgets nationaux.

Cette idée a également reçu le soutien dans la matinée du ministre français du Budget, à condition, a précisé Jérôme Cahuzac, qu'il ne s'agisse pas d'un transfert de souveraineté.

Un article de Reuters du 20 octobre 2012

David Cameron souhaite un nouvel accord entre Londres et l'UE. (22.10)

Le Premier ministre britannique, David Cameron, s'est défendu vendredi de dire "bye-bye" à l'Europe tout en souhaitant un accord avec l'Union européenne plus avantageux pour Londres.

Interrogé à la fin du Conseil européen de Bruxelles, pendant lequel le ministre finlandais des Affaires européennes a confié avoir le sentiment que la Grande-Bretagne s'éloignait lentement de l'UE, David Cameron a seulement souhaité établir une nouvelle relation avec le continent.

"Suis-je content de ce statu quo? Non, je ne le suis pas. Je pense que nous avons besoin de changements. Il y a des occasions à saisir sur ce que j'ai appelé un nouvel accord entre la Grande-Bretagne et l'Europe", a déclaré le dirigeant conservateur.

David Cameron a assuré qu'il ne souhaitait pas quitter l'UE, que Londres a rejointe en 1973, mais il a réclamé un changement de dynamique avec Bruxelles.

Le gouvernement britannique s'inquiète en particulier du projet d'union bancaire dans la zone euro, qui pourrait avoir des répercussions sur l'industrie financière britannique, ainsi que de l'idée d'un budget commun aux dix-sept pays de l'eurozone.

La taxe sur les transactions financières, désormais sur les rails, est une autre source de préoccupation.

"Le budget européen et cette idée que la zone euro pourrait avoir besoin d'un budget séparé, c'est maintenant sur la table. C'est un changement énorme, c'est un nouvel accord", a déclaré David Cameron.

"Toute cette question de l'union bancaire et de la manière de sauvegarder proprement le marché unique si les pays de la zone euro mettent en place une union bancaire, c'est encore un changement majeur", a ajouté le Premier ministre.

"La bonne chose à faire pour la Grande-Bretagne est de faire valoir ce qui est dans son intérêt national", a-t-il poursuivi.

Le budget pluriannuel de l'Union européenne pour les années 2014 à 2020, d'un montant de 1.000 milliards d'euros, sera l'objet du prochain sommet européen en novembre.

"Le public britannique attend une approche sévère, une approche rigoureuse, et c'est exactement ce que nous obtiendrons", a prévenu David Cameron.

La Grande-Bretagne est un contributeur net au budget de l'UE, c'est-à-dire qu'elle verse plus qu'elle ne reçoit, mais bénéficie également d'un système compensatoire.

Commentaire.

La Banque et d'Angleterre et la Fed sont la propriété du même cartel de banquiers.

Ils ont décidé que l'Union européenne devait avoir vocation à prendre le contrôle de tous les pays Européens, c'est la raison pour laquelle elle a été créée au détriment des Etats dépouillés de leur souveraineté. Donc l'idée que *"Le budget européen et (...) la zone euro pourrait avoir besoin d'un budget séparé"* est inacceptable pour les mentors de Cameron, tous sans exception doivent être placés sous la tutelle d'une seule autorité : la BCE. A suivre.

Un article de Reuters du 20 octobre 2012

BP et Rosneft en passe de s'allier pour 25 milliards de dollars. (22.10)

BP et Rosneft s'apprêtent à annoncer une alliance de plus de 25 milliards de dollars (19,2 milliards d'euros) qui pourrait permettre à BP de prendre entre 16% et 20% du capital du groupe pétrolier public russe, a-t-on appris de sources proches du dossier.

L'accord, qui pourrait être annoncé lundi ou mardi, devrait conduire BP à apporter à Rosneft la moitié du capital de TNK-BP, troisième compagnie pétrolière de Russie, en échange d'actions Rosneft et de plusieurs milliards en numéraire.

Il permettra surtout au britannique de mettre un terme à ses relations houleuses avec les autres actionnaires de TNK-BP, quatre oligarques milliardaires russes regroupés au sein de la holding AAR, tout en resserrant ses liens avec le pouvoir russe, qui a considérablement accru son influence sur le secteur pétrolier ces vingt dernières années.

TNK-BP est très rentable et assure à elle seule un quart de la production totale de BP mais ses gisements sont arrivés à maturité et surtout, les actionnaires d'AAR ont entravé la stratégie du britannique visant, pour trouver des relais de croissance, à s'allier à Rosneft et à son puissant PDG, Igor Setchine.

Ce proche de Vladimir Poutine, dont il fut le très influent directeur de cabinet adjoint au Kremlin au milieu des années 2000, ce qui lui valut le surnom de "*Dark Vador*" dans la presse russe, a piloté ces dernières années la stratégie de reprise en main par l'Etat des actifs pétroliers privatisés à la hâte après la chute de l'URSS.

Un processus que l'actuel président russe avait qualifié de "*catastrophe géopolitique*" et dont il s'emploie depuis des années à réparer les dégâts afin d'utiliser les ressources naturelles de la Russie pour défendre ses intérêts à l'international.

UNE PRODUCTION SUPÉRIEURE À CELLE D'EXXON MOBIL

Ce processus a notamment conduit Rosneft à absorber une autre compagnie, loukos, après l'éviction de son PDG, Mikhaïl Khodorkovski, envoyé en prison pour fraude fiscale. Un processus piloté par Igor Setchine depuis son bureau du Kremlin avant même de prendre officiellement la tête de Rosneft.

Le nouvel homme fort du pétrole russe, originaire de Saint-Petersbourg comme Vladimir Poutine et âgé de 52 ans, était à Londres la semaine dernière pour participer directement aux discussions avec BP, dont le directeur général, Robert Dudley, est lui-même un ancien dirigeant des activités russes du groupe britannique.

Rosneft est déjà le premier producteur de pétrole de Russie. Si, comme cela semble probable il rachète les parts d'AAR dans TNK-BP, il contrôlera plus de la moitié de la production russe et pourra se targuer d'extraire plus de quatre millions de barils de pétrole et de gaz par jour, davantage que l'américain Exxon Mobil, la plus importante "*major*" pétrolière privée au monde.

Ainsi renforcé, le groupe pourrait plus facilement financer l'exploration des vastes réserves russes, en Sibérie et dans l'Arctique entre autres, pour remplacer les gisements actuels, qui commencent à décliner.

Rosneft disposerait en outre avec BP d'un expert mondial du secteur et de l'actionnaire privé "*de qualité*" que Vladimir Poutine recherche depuis longtemps pour prouver que son programme de privatisation n'est pas une simple promesse.

Pour BP, l'aboutissement de l'accord BP-Rosneft - qui suppose de longs mois de procédures d'homologation en Russie - se solderait par une réduction de son exposition globale au marché russe mais aussi par un poids certain au conseil d'administration de Rosneft.

Rosneft, AAR et BP ont refusé de commenter ces informations.

Commentaire.

BP est britannique, Poutine est-il naïf, est-il en train de perdre le contrôle de la Russie au profit de l'oligarchie financière ou lui a-t-il vendu la Russie ? A suivre.

Un article de Slate.fr du 21 octobre 2012

USA 2012: les liens très gênants de Romney avec un fabricant de machines à voter. (22.10)

Vous vous souvenez des machines à voter et de la (non)-élection d'Al Gore en 2000? 2012 pourrait nous réserver un scénario encore plus dingue, selon Forbes. A la lecture de l'article de Rick Ungar, on ne peut s'empêcher de s'exclamer «*QUOI?*» à peu près tous les deux paragraphes.

Qu'y apprend-on? Tout simplement que Mitt Romney et sa famille ont investi dans un fonds détenant une entreprise de machines à voter dont les dirigeants ont eux-même très largement contribué au financement de la campagne de Romney.

Le scénario digne d'une bonne série américaine (allez, disons *The West Wing*) imaginé par Rick Ungar pour que l'on perçoive bien le problème est le suivant.

On est le 7 novembre. Le décompte des voix est tendu, particulièrement en Ohio (l'Ohio est un des fameux swing states dans lesquels peut se jouer l'élection américaine). Un bruit commence à se répandre: il y a peut-être eu un problème avec les machines électroniques de Cincinnati. Rapidement, les médias, qui ne peuvent donner le résultat du scrutin, se renseignent sur ces machines: elles sont fournies par Hart Intercivic, un fournisseur national de systèmes de vote utilisés un peu partout au Texas, en l'Oklahoma, à Hawaii, au Colorado et dans l'Ohio. Hart Intercivic est l'une des entreprises mises en cause dans un article du New York Times de 2007: ses machines faisaient parties de celles qui n'étaient pas sûres.

Et c'est là que tout devient beaucoup plus compliqué pour Mitt Romney. Hart Intercivic appartient en large partie au fonds d'investissement HIG Capital.

Tony Tamer, le fondateur de HIG, et trois autres directeurs de HIG sont de gros collecteurs de fonds pour la campagne de Romney. Deux de ses directeurs étaient présent lors de la désormais fameuse réunion des «47%» à Boca Raton.

Plus embêtant encore. Toujours selon Rick Ungar, deux membres du conseil d'administration de Hart Intercivic ont donné directement et personnellement de l'argent pour la campagne de Romney.

Encore? La famille de Mitt Romney partage des intérêts commerciaux avec HIG au travers de Solamere Capital, la société d'investissement d'un des fils de Romney, Tagg.

Rick Ungar conclut en regrettant que de tels liens puissent exister, rappelant qu'il existe de très nombreux investissements possibles, tant pour les Romney, que pour HIG.

«Je ne veux pas parler de complot ou suggérer que quiconque ici a pu tricher, tout particulièrement le candidat républicain à la présidence. Mais comment est-il possible que tellement de gens aient pu exercer un si mauvais jugement?»

Un article de Liesi du 22 octobre 2012

Où nous mènent les technocrates ? (23.10)

La promesse de la Réserve fédérale d'injecter 80 à 85 milliards de dollars par mois dans le système financier, ainsi que l'annonce par la Banque centrale européenne du rachat « *illimité* » aux banques d'obligations souveraines, conjuguées au feu vert accordé par la Cour constitutionnelle allemande au mécanisme européen de stabilité, créent les conditions d'une explosion hyperinflationniste du système qui peut être raisonnablement envisagé. Nous savons que le sujet est actuellement un débat entre économistes mais il est évident que la destruction de monnaie se paie déjà par des biens tangibles dont les prix sont plus élevés qu'hier. Demain ne changera pas cette évidence.

Le fossé entre l'économie financière et l'économie physique ne cesse de grandir. Les banques centrales augmentent les agrégats financiers, et par là même la dette globale, alors que la politique d'austérité imposée aux nations plombe l'économie physique. Ainsi, on accélère l'effondrement de cette même dette qui repose en définitive sur la production physique.

Les données concernant la production industrielle et la consommation des ménages dans les économies transatlantiques le démontrent clairement. L'effondrement est dramatique en particulier dans la « périphérie sud » du système de l'euro.

La production industrielle en Italie a chuté de 7,5% par rapport à l'an passé, en Espagne de 5,4%, en Grèce de 5,3% (et même de 7,8% en juillet). Pour la France et l'Allemagne, les chiffres respectifs sont de 3,3% et 1,7%. Par ailleurs, la consommation de biens durables par les ménages en Italie a chuté de 10%. La raison principale en est une taxe foncière introduite par le gouvernement Monti, mais le taux qui sera réclamé à la fin de cette année n'a pas encore été annoncé. Par conséquent, les ménages sont amenés à suspendre leurs achats de voitures, appareils ménagers, matériel audio-visuel, etc.

Lors d'un discours à Milan le 11 septembre, le Premier ministre Mario Monti a prétendu que cette destruction était nécessaire. Nos décisions, a-t-il dit, « *ont partiellement contribué à aggraver la conjoncture économique: seul un idiot peut penser changer un mal en cours depuis des décennies, sans aggraver la situation à court terme.* »

Un article de Reuters du 23 octobre 2012

En marche vers des réformes, la Chine écarte l'héritage de Mao. (24.10)

Le Parti communiste chinois (PCC), dont la direction sera renouvelée début novembre, pourrait s'engager dans la voie des réformes, si l'on en croit la disparition de la référence consacrée à la pensée de Mao Zedong dans deux récents communiqués.

Le subtil abandon de la formulation consacrée faisant référence à l'ancien "*Grand Timonier*" et à sa pensée dans deux communiqués politiques publiés ces dernières semaines pourrait marquer une volonté de réforme de la part de la nouvelle direction du Parti, estiment certains analystes.

L'agence Chine nouvelle a par ailleurs annoncé lundi qu'un projet d'amendement des statuts du PCC serait débattu lors du XVIII^e congrès, prévu à partir du 8 novembre.

De tels amendements ont été adoptés par le passé pour fixer le cadre de décisions politiques majeures comme la transition vers l'économie de marché.

Mao Zedong a toujours été considéré comme une référence idéologique clé dans tous les communiqués du parti, qui mentionnent aussi traditionnellement Marx, Lénine, les anciens présidents Deng Xiaoping et Jiang Zemin ainsi que l'actuel président, Hu Jintao.

ÉTAPE IMPORTANTE?

Chaque communiqué du Politburo, le puissant organe de décision du PCC qui compte une vingtaine de membres, se termine traditionnellement par la formule "*tenir haut la bannière de la pensée de Mao Zedong et du marxisme-léninisme*" en mettant en oeuvre le travail du parti.

Mais les deux derniers communiqués soulignent uniquement que le parti doit suivre "*la théorie de Deng Xiaoping*", celle des "*Trois représentations*" ainsi que le "*concept de développement scientifique*".

"*C'est très important*", estime Zheng Yongnian, directeur de l'Institut de l'Asie de l'Est à l'Université nationale de Singapour. "*Avant la chute de Bo Xilai, cette direction n'était pas très claire. Mais ça devient à présent presque limpide. Je veux dire, moins de maoïsme mais plus de dengisme.*"

En faisant disparaître la référence à la pensée de Mao, les dirigeants du PCC signalent leur volonté de réformer, analyse Zheng, qui dresse une comparaison avec l'introduction par Deng Xiaoping d'une dose de capitalisme dans l'économie planifiée de la Chine à la fin des années 1970.

Bo, l'ancienne étoile montante du PCC dont la politique néo-maoïste avait reçu l'appui de l'aile gauche du Parti, a été démis de ses fonctions de chef du Parti de la municipalité de Chongqing et pourrait être exclu du parlement après le retentissant scandale qui l'a mis en cause, lui et son épouse.

Deng Xiaoping, qui dirigea la République populaire de 1978 à 1992, a introduit l'idée que la Chine pouvait à la fois rester communiste et mettre en place des réformes fondées sur la loi du marché. Les "*trois représentations*" renvoient à l'ancien président Jiang Zemin, qui autorisa les capitalistes à rejoindre le Parti, tandis que la théorie de développement scientifique, qui désigne un développement économique plus rationnel et respectueux de l'environnement, doit sa paternité à Hu Jintao.

APPELS AUX RÉFORMES

Les divergences doctrinales entre les réformistes et l'aile gauche reflètent la vivacité des débats à l'oeuvre au sein du PCC pour déterminer la direction à prendre par les nouveaux dirigeants, qui seront investis officiellement le 8 novembre.

Le XVIII^e Congrès du PCC arrive de surcroît à un moment où le pays pourrait enregistrer son plus faible taux de croissance annuelle en près de 13 ans, tandis que les tensions sociales liées à la corruption, aux confiscations de terres et aux besoins non satisfaits en matière d'aide sociale restent fortes.

Les médias officiels ainsi que des experts proches du gouvernement lancent régulièrement des appels véhéments à mener des réformes audacieuses, seules capables selon eux d'éviter la crise, même si personne ne s'attend sérieusement à voir la Chine s'engager sur la voie de la démocratie.

Le *Study Times*, un journal édité par l'Ecole centrale du Parti qui forme les cadres du PCC, a ainsi salué cette semaine le système singapourien d'une démocratie sous étroit contrôle.

Malgré ses campagnes politiques sans égard pour l'humain, qui ont vu périr des dizaines de millions de personnes, Mao Zedong, dont le portrait se dresse encore place Tiananmen, a toujours été vénéré comme dirigeant charismatique, pour avoir tenu tête aux puissances étrangères et unifié le pays.

La direction du PCC reste déterminée à préserver sa mémoire pour consolider sa propre légitimité, qu'elle ne tire pas, contrairement à lui, de la guerre.

Certains observateurs mettent ainsi en garde contre un abandon trop rapide de l'héritage de Mao.

"*Ce n'est simplement pas possible*", estime Wang Zhengxu, chercheur à l'Université de Nottingham, en Angleterre, à propos de l'éventuel abandon de la référence à la pensée de Mao dans les statuts du parti.

"*La pensée de Mao Zedong est l'âme de la République populaire de Chine (...) et c'est une lumière qui guide le peuple vers la justice*", écrit un usager d'un site de micro-blogging.

Mais pour Zheng Yongnian, de l'Université nationale de Singapour, la vision de Mao n'est plus pertinente à mesure que beaucoup de Chinois n'éprouvent plus que de l'indifférence envers lui. "*Seule l'aile gauche y prête attention, dit-il. La plupart des gens, la jeune génération, n'en ont cure. Le souvenir s'efface.*"

Un article d'Atlantico.fr du 26 octobre 2012

La catastrophe qui vient et la maladresse des banquiers. (28.10)

Alors que les mauvaises nouvelles semblent s'accumuler pour l'économie française, les banques continuent de refuser leur part de responsabilité. Dans le même temps, le ralentissement économique complique l'assainissement des finances publiques qui, en s'exerçant à défaut par des hausses d'impôt, risque d'exaspérer les contribuables.

Il y a deux façons de faire de l'économie politique. La première, réservée aux intellectuels et aux diplômés de haut vol, consiste à compulser des statistiques, des tableaux de bord et des rapports pour savoir quel est l'état de la conjoncture. La seconde, en usage dans le reste de la population, repose plutôt sur les intuitions : le bruit du moteur, le climat général, l'intelligence des choses sensibles, en quelque sorte.

L'une et l'autre n'apportent curieusement pas les mêmes résultats. L'économie des intellectuels aborde les sujets avec sérieux, mais avec un temps de retard. Tant que les statistiques ne font apparaître aucun phénomène, les pilotes sont aveugles. La manière "paysanne" de faire de l'économie produit un résultat exactement inverse : elle ne donne une représentation de la réalité qu'à gros traits, mais elle est immédiate et permet un pilotage à vue.

Les statistiques permettent aujourd'hui de savoir que notre situation n'est pas bonne.

Le chômage prend des proportions cataclysmiques, qui rappellent les mauvais jours des années 1980. Il est plus que jamais une source d'angoisse pour le pays. Selon l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS), l'effectif salarié diminue dans l'ensemble des entreprises mensualisées. En août, les heures supplémentaires ont diminué de 3%. Le montant moyen des délais accordés aux entreprises par les Urssaf a augmenté de près de 30% en 3 mois. Selon l'INSEE, la demande de logements neufs s'effondre. Le climat des affaires dans l'industrie s'est replié de 5 points.

Tous ces indicateurs sont mauvais. Mais ils sont parcourus d'informations qui les tempèrent et qui, au fond, donnent le sentiment mitigé d'une situation morose mais encore gérable. Par exemple, l'INSEE nous apprend que les commandes industrielles ont progressé de 0,8% en août. Dans le commerce de détail, il paraît que le climat s'améliore. Au fond, c'est quand même mieux que si c'était pire. La France traverse une mauvaise passe, mais elle s'en remettra.

François Hollande n'a-t-il pas déclaré que la crise de l'euro était en passe d'être résolue?

Et puis, il y a le bruit du moteur, celui qu'écotent les culs-terreux plongés dans l'ignorance économique, qui regardent la société française avec les yeux d'un vieux paysan à la recherche de signes météorologiques avant-coureurs dans le ciel crépusculaire. Il faut bien le dire aujourd'hui : ce bruit inquiète, car il annonce une panne prochaine.

De toutes parts, les rumeurs les plus amères et les plus tendues circulent sur la situation véritable des entreprises, et d'abord sur la situation des plus vulnérables d'entre elles : les petites et moyennes. Les affaires ne se font plus. Les carnets de commande souffrent de disette. Les problèmes de trésorerie s'accumulent. Ceux qui faisaient face jusqu'ici ne font plus face. Ou de moins en moins.

Dans ce malström pénible où chacun s'accroche comme il peut à la moindre aspérité pour se redonner de l'air, les anecdotes sur l'attitude des banquiers sont affligeantes.

Certes, l'introduction des normes de Bâle 3 complique singulièrement la donne du prêt bancaire, ou même de la facilité de trésorerie. Les banques, après leurs dangereux écarts de gestion des années 2000, ont maintenant la vis serrée et doivent prouver leur sérieux financier.

Il n'en reste pas moins le remède est pire que le mal. En refusant tout accommodement, en exigeant des garanties grandissantes, en perpétuant une culture du frais bancaire qui assèche les maigres marges des entreprises, les banques acculent de plus en plus leurs clients à la défaillance. Là où, pour redonner de l'air à l'activité, il faudrait s'assouplir, la banque se raidit et aggrave les affres d'une conjoncture anxiogène.

Le pire est évidemment la leçon de bonne gestion infligée par le banquier à son client en difficulté. Beaucoup de patrons français sont exaspérés par les considérations philosophiques que leurs banquiers leur infligent sur leur façon de diriger leur entreprise, alors que l'essentiel des difficultés qu'ils traversent proviennent d'une crise financière largement alimentée par ces banquiers moralisateurs.

Il faudrait ici faire la somme des milliers de milliards de dollars engloutis en 2008 et 2009 par des placements hasardeux, par une course au risque, par une cupidité sans limite, qui cherche aujourd'hui à s'abriter derrière des faux prétextes. N'a-t-on pas entendu récemment un patron d'agence de notation soutenir que les difficultés rencontrées par les banques dans la crise financière résultaient de législations qui les avaient incitées à prendre des risques?

Une fois de plus, le principe de responsabilité qui veut que l'on assume ses propres fautes est bien loin d'être admis dans l'industrie financière.

En attendant, ce n'est pas trahir un secret que de confirmer aux Français la dangerosité de la situation que vit l'économie de notre pays. La croissance est en panne, la récession frappe durement et aucun signe positif ne vient rassurer. Espérons que cette estimation au bruit du moteur soit suffisamment fruste pour ne pas être juste.

Elle pose néanmoins deux problèmes de fond.

Premier problème : comment ferons-nous pour franchir le gué du choc fiscal auquel nous sommes soumis. 25 milliards de recettes prélevées sur l'activité n'étaient pas en soi une bagatelle. Dans l'état de la conjoncture, cette politique semble à la fois irréaliste et contra-cyclique, comme disent les économistes savants. Autrement dit, au lieu de ramener de l'ordre dans nos finances, elle risque de créer une grave perturbation qui devrait être prise très au sérieux.

Deuxième problème : la lutte relativement symbolique contre les dépenses publiques excessives nous coûtera cher. L'an prochain, l'Etat devra recourir au même remède fiscal de cheval pour financer des charges qui ne semblent pas faire écho aux difficultés du pays. Ce sentiment d'une grande injustice entre des contribuables pressurisés et des dépenses publiques somme toute épargnées constitue un défi à la fois économique et social difficile à négocier pour le gouvernement. Car un contribuable qui pense son impôt injuste et mal réparti est un contribuable imaginaire : les astuces ne lui manquent jamais pour échapper à ses obligations. Ou pour refuser d'y obéir : les pigeons en ont donné un premier aperçu.

Un article de Reuters du 26 octobre 2012

Des arrêts de production dans l'automobile en novembre(28.10)

Des arrêts de production sont prévus en novembre dans plusieurs usines automobiles en France, y compris pour la première fois de l'année chez Toyota à Valenciennes, la demande continuant de chuter en Europe.

Les deux constructeurs français PSA Peugeot Citroën et Renault ont fait état cette semaine d'une accentuation de la détérioration du marché européen.

PSA a prévenu notamment qu'il lui faudrait continuer de réduire sa production au quatrième trimestre pour éviter un gonflement de ses stocks.

Le groupe, qui a engagé un plan de restructuration passant par 8.000 suppressions d'emplois en France, a annoncé vendredi aux syndicats de son usine de Sochaux (Doubs) que les cinq vendredis de novembre seraient chômés. L'usine produit les Peugeot 308, 3008 et 5008 et la Citroën DS5.

Anne-Laure Turk, représentante du syndicat CFE-CGC du site, a ajouté que huit jours de fermeture supplémentaires étaient d'ores et déjà programmés pour la fin de l'année.

Toyota, qui produit la Yaris à Valenciennes (Nord), va lui aussi suspendre la production la semaine prochaine ainsi que la dernière semaine de novembre. C'est la première fois de l'année que le constructeur japonais prend une telle décision en France.

"La demande pour la version hybride de la Yaris reste assez soutenue, mais il faut faire face à un infléchissement global de la demande", a expliqué un porte-parole de l'usine.

Renault, qui rencontrera le 6 novembre les syndicats pour discuter de la compétitivité de ses usines françaises, avait annoncé en septembre que le site de Douai (Nord) cesserait le travail 30 jours répartis sur le second semestre à cause de la baisse de la demande pour le Scenic, un modèle vendu pour l'essentiel en Europe.

Le site Renault de Maubeuge (Nord) fonctionne, lui, avec une équipe et demie jusqu'à la mi-novembre, contre deux en rythme normal, pour faire face à un ralentissement des ventes de la camionnette Kangoo. La fabrication sur place d'une version pour Mercedes, nommée Citan et dont le lancement commercial a eu lieu jeudi, devrait toutefois aider à regarnir le planning de production du site.

Plusieurs jours non travaillés sont également programmés fin octobre-début novembre à l'usine de Batilly (Moselle), spécialisée dans les grands utilitaires.

"Notre site avait été jusqu'à présent relativement épargné, mais nous ressentons un infléchissement de la demande depuis septembre", a déclaré Pascal Felten, directeur du site.

A l'usine PSA de Mulhouse (Doubs), où de nouvelles mesures de chômage partiel ont été annoncées fin septembre, l'équipe de nuit sera démontée fin novembre, a indiqué Ricardo Madeira, représentant CFDT. Le site, qui produit les Citroën C4 et DS4, fermera aussi ses portes une semaine avant les fêtes de fin d'année.

"La dernière fois qu'on nous a demandé de rester chez nous une semaine avant la semaine de Noël, c'était pendant la crise de 2008. C'est préoccupant", a ajouté Ricardo Madeira.

L'Allemagne est touchée à son tour par le marasme du marché automobile européen. Le leader européen Volkswagen a vu son bénéfice opérationnel chuter de 19% au troisième trimestre, ses ventes de voitures sur le continent ayant accusé en septembre leur plus forte baisse en un an. Daimler, maison mère de Mercedes, a lancé pour sa part un avertissement sur ses résultats de 2012 et 2013.

Quant à Ford Europe, il a annoncé cette semaine son intention de supprimer 6.200 emplois en Europe et de fermer deux usines d'assemblage, une en Belgique et une en Grande-Bretagne, pour réduire ses capacités de production de 18%.

Un article de l'AFP du 27 octobre 2012

Afrique du Sud: des balles en caoutchouc pour disperser des mineurs grévistes. (28.10)

La police sud-africaine a tiré samedi des balles en caoutchouc à Rustenburg (nord-ouest) pour disperser des mineurs grévistes qui manifestaient leur colère contre le Syndicat national des mineurs (NUM) accusé de trahir leurs intérêts.

Les policiers ont aussi fait usage de grenades assourdissantes et de gaz lacrymogènes contre les mineurs qui protestaient, tandis qu'un hélicoptère effectuait des rondes au-dessus du stade de Rustenburg (110 km de Pretoria).

"La police a dû utiliser des grenades assourdissantes et des balles en caoutchouc au stade pour disperser la foule", a déclaré à l'AFP le colonel Emelda Setlhako, en précisant qu'environ 400 manifestants avaient tenté d'empêcher le rassemblement syndical dans le stade.

Une personne, *"battue"* dans les affrontements, *"a été légèrement blessée et sept ont été arrêtées pour rassemblement illégal"*, a-t-elle ajouté.

Un photographe de l'AFP a vu un homme - vêtu de rouge, couleur syndicale - ensanglanté après avoir été frappé.

Les mineurs impliqués dans une série de grèves illégales se disaient mécontents de la façon dont le NUM les représentait. Ils s'étaient mobilisés pour tenter d'empêcher la tenue, dans le stade, d'une réunion du Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu) auquel le NUM est affilié.

"Ils prennent leurs propres décisions de leur côté, ils ne consultent pas les travailleurs. Alors qu'ils sont là pour nous représenter, nous, les mineurs", déclarait un gréviste de la firme Anglo American Platinum (Amplats), Simon Mothlabi, ajoutant: "Ils gagnent beaucoup d'argent (...) et nous, trois fois rien."

Le rassemblement syndical a finalement eu lieu dans le stade, rassemblant environ 1.500 personnes.

Le Cosatu est un allié-clef du parti au pouvoir, l'ANC (African National Congress), et certains de ses anciens dirigeants détiennent maintenant des postes importants dans les affaires ou au gouvernement.

Le Cosatu accuse de son côté les organisateurs des grèves sauvages - durant lesquelles la police a tué 34 personnes en août - d'avoir des visées politiques et d'être responsable d'une vague massive de licenciements.

"L'Afrique du Sud est assise sur une bombe à retardement en ce qui concerne le chômage", a déclaré à la presse le secrétaire général du Cosatu, Zwelinzima Vavi après le meeting.

"Nous ne faisons que réparer leurs dégâts tout le temps. Ce sont presque 30.000 travailleurs qui ont été renvoyés. Ce rassemblement syndical (ce samedi) vise à rassembler tous les travailleurs en Afrique du Sud", a déclaré Zwelinzima Vavi durant la réunion.

"Nous avons besoin d'une fédération unie et forte pour tous les travailleurs dans l'industrie minière", a-t-il insisté.

Un mémorandum demandant la réembauche des salariés licenciés et l'ouverture de négociations salariales a été remis à des responsables du gouvernement au cours du rassemblement.

"Nous sommes ici pour manifester (...) Nous, les mineurs grévistes, nous sommes fatigués du NUM", expliquait à l'AFP un employé d'Amplats, Reuben Lerebolo, alors que des mineurs en colère avaient mis le feu à des tee-shirts syndicaux.

Ces protestations avaient lieu au lendemain de l'annonce par le NUM d'un accord avec le premier producteur mondial de platine, Amplats, pour réembaucher 12.000 grévistes licenciés, après six semaines d'arrêt de travail dans les mines.

Selon cet accord, les travailleurs ont jusqu'à mardi pour reprendre le travail et se verront alors offrir 231 euros (179 dollars) de prime.

Mais Amplats abrite le dernier carré de grévistes irréductibles. Ils assurent qu'ils n'ont pas été avertis de la conclusion de cet accord, ce qui pourrait signifier une reprise des grèves sauvages qui ont paralysé les mines d'or et de platine depuis le mois d'août.

"Nous ne savons rien de cela (l'accord). Nous n'avons pas été consultés, nous l'avons simplement appris par la radio", a indiqué M. Lerebolo, qui portait une affiche proclamant "NUM, on en a marre de toi". "Nous ne pouvons pas retourner travailler tant que nos demandes ne sont pas satisfaites", a-t-il ajouté.

En revanche, dans les mines d'or, les grèves touchent apparemment à leur fin.

Avec ces grèves sauvages, l'industrie minière estime avoir perdu 900 millions d'euros, selon la Chambre des mines.

Rustenburg est le chef-lieu du bassin minier où a démarré la crise, à la mine de platine de Marikana. Ces conflits ont fait une soixantaine de morts depuis août, dont près de la moitié dans des règlements de compte entre mineurs, très remontés contre le NUM. Chez Amplats, les violences ont fait 4 à 9 morts.

Commentaire.

Mais c'est devenu quoi le syndicalisme dans le monde y compris en France ? Exactement ce contre quoi se battent les mineurs d'Afrique du Sud.

Chez nous aussi, les bureaucrates corrompus des syndicats soutenus par tous les partis dits ouvriers, négocient avec le patronat des miettes ou la remise en cause de nos acquis sociaux en violant ouvertement le mandat d'un véritable dirigeant syndical, ils se comportent comme des syndicalistes patronaux. Au nom de l'indépendance syndicale, s'il vous plaît, une imposture évidemment, le cynisme en prime.

Un article de Reuters du 26 octobre 2012

Fusion de la droite et de l'extrême droite en Israël. (28.10)

(Titre de Reuters : *Le mariage Netanyahu-Lieberman pas forcément payant en Israël.*, j'ai changé le titre car j'ai estimé insupportable que Reuters regrette que cette pourriture ne tire pas forcément profit de cette fusion.)

La fusion du Likoud, le parti conservateur du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu et d'Israel Beitenou, la formation ultranationaliste du ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, ne sera pas nécessairement payante électoralement, révèle un sondage publié vendredi.

Le chef du gouvernement a pris la classe politique israélienne de court jeudi en annonçant la fusion des deux formations en une seule, à l'approche des élections législatives anticipées du 22 janvier.

Ce mariage a pour objectif d'assurer à la droite et ses alliés une confortable majorité dans la prochaine Knesset, mais une étude publiée par la deuxième chaîne de télévision israélienne montre que le bénéfice d'une telle opération n'est pas garanti.

Selon ce sondage, le futur parti, qui pourrait s'appeler "*Likoud Beitenou*" ("*Le Likoud notre maison*"), obtiendrait 33 des 120 sièges à la Knesset lors du prochain scrutin.

Cela en ferait la première formation du pays, mais un sondage publié lundi, avant la fusion, donnait un total cumulé de 39 sièges pour les deux partis actuels.

Elu en 2009, le chef du gouvernement se trouve à la tête d'une coalition de cinq formations qui disposent de 66 sièges.

L'étude publiée vendredi montre également que l'opposition, cantonnée dans un rôle secondaire ces dernières années sous le double effet d'une économie stable et de l'impasse dans le dialogue israélo-palestinien, pourrait retrouver quelque vitalité grâce à la droitisation de Benjamin Netanyahu.

"*La fusion de plusieurs listes entraîne généralement leur amoindrissement*", fait remarquer Nahum Barnea, journaliste au quotidien Yedioth Ahronoth.

"*Un électeur qui a voté Netanyahu mais ne supporte pas Lieberman y réfléchira à deux fois, et le raisonnement vaut à l'inverse pour ceux qui ne tolèrent pas Netanyahu et qui ont voté pour Lieberman*", souligne-t-il également.

L'enquête de la 2e chaîne crédite le Parti travailliste et la nouvelle formation centriste et laïque Yesh Atid respectivement de 27 et 18 sièges, contre 19 et 15 lundi.

Les politologues attribuent ce retour en grâce de l'opposition à la crainte, dans une partie de l'électorat, de voir Avigdor Lieberman jouer un rôle de plus en plus important au sein du gouvernement.

Le chef de la diplomatie israélienne choque parfois par des propos fort peu diplomatiques. Il est en outre sous la menace d'une inculpation pour corruption, une accusation qu'il réfute.

Sa formation est en lutte ouverte avec la communauté arabe israélienne et prône une série de réformes législatives dénoncées comme antidémocratiques par certains opposants, comme la taxation à 45% des dons faits par des étrangers à des associations de défense des droits de l'homme.

Channel Two prévoit une Knesset avec égalité parfaite entre droite et centre gauche (60-60), mais la plupart des commentateurs soulignent les divisions de l'opposition, qui ne lui permettraient pas d'exploiter un repli de la droite.

"Il n'y a pas (dans l'opposition) de leader accepté par tous, pas de consensus et une union semble presque impossible", écrit Shalom Yerushalmi, du quotidien Maariv.

Les partis d'opposition ont critiqué la fusion entre les deux formations de droite.

Pour Zehava Gal-On, du parti de gauche Meretz, une telle initiative risque d'isoler Israël au plan international.

"Le Premier ministre a choisi la droite extrémiste, favorable à la colonisation, il a choisi de faire du surplace, de ne pas avancer dans le processus diplomatique (avec les Palestiniens)", a-t-elle dit à la radio de l'armée.

La négociatrice palestinienne Hanane Achraoui n'a pas caché son inquiétude.

"Ce spectaculaire virage à droite va nous coûter très cher, à nous et aux Israéliens, et détruire les chances de paix. La justice, les droits des Palestiniens, ces questions feront encore moins partie de la vie politique israélienne", a-t-elle dit à Reuters.

Un article de Reuters du 28 octobre 2012

Arrestation du journaliste grec qui a publié la "*Liste Lagarde*". (29.10)

La police grecque a arrêté le rédacteur en chef d'un hebdomadaire qui a publié samedi une liste de noms de plus de 2.000 Grecs fortunés ayant placé de l'argent sur des comptes bancaires en Suisse, a déclaré dimanche la police grecque.

Cette liste appelée '*Liste Lagarde*', du nom de l'ancienne ministre française de l'Economie, défraye la chronique dans les médias grecs depuis plusieurs semaines. Remise à la Grèce en 2010 par les autorités françaises, elle comporte les noms de personnes soupçonnées d'évasion fiscale et devant faire l'objet d'une enquête.

Le magazine "*Hot Doc*" a publié samedi une liste de 2.059 noms, dont certains de personnes connues, en expliquant que la liste lui avait été remise de façon anonyme.

Les autorités grecques n'ont pas confirmé s'il s'agissait de la '*Liste Lagarde*'.

Le parquet a ordonné l'arrestation du rédacteur en chef de la publication, Costas Vaxevanis, l'accusant d'avoir enfreint la loi sur la publication de données privées.

"Aucune preuve ne montre que les personnes ou les entreprises figurant sur cette liste ont enfreint la loi. Il n'y a aucune preuve qu'elles aient violé la loi sur l'évasion fiscale ou le blanchiment d'argent", a déclaré un responsable de la police.

Dans une vidéo envoyée par le magazine à Reuters, le rédacteur en chef défend sa décision.

"Je n'ai rien fait d'autres que mon travail de journaliste, explique-t-il. Si quelqu'un doit s'expliquer devant la justice, ce sont les ministres qui ont tenté de dissimuler cette liste".

"Demain, le Parlement votera une baisse de 100 à 200 euros des salaires des fonctionnaires, alors que pendant ce temps, la plupart de ces 2.000 personnes figurant sur la liste semblent frauder les impôts en envoyant secrètement de l'argent en Suisse", ajoute-t-il dans cette vidéo.

Commentaire.

Nous soutenons, monsieur Costas Vaxevanis, rédacteur en chef du magazine "*Hot Doc*" qui a eu le courage de publier cette liste, il doit être libéré sans condition. Les nantis auraient planqué dans des banques à l'étranger ou sur des comptes dans des paradis fiscaux plus de 300 milliards d'euros.

Un article lemonde.fr du 28 octobre 2012

La Grèce doit encore mener 150 réformes, selon un rapport provisoire de la troïka. (29.10)

La Grèce va devoir encore mener à bien 150 nouvelles réformes de son économie, selon les recommandations du rapport provisoire des auditeurs mandatés par la troïka, rapporte dimanche 28 octobre l'hebdomadaire allemand Der Spiegel. Citant une version non définitive de ce rapport des experts de la troïka (Union européenne, Fonds monétaire international et Banque centrale européenne), le Spiegel précise qu'Athènes aurait deux ans de délai supplémentaire pour mener à bien les réformes exigées, mais que ce retard coûterait de 30 à 38 milliards d'euros.

La Grèce a mené à bien 60 % des réformes qui lui avait demandées, selon le rapport cité par l'hebdomadaire. Quelque 20 % sont encore en discussion au sein du gouvernement, et les autres restent à programmer. Parmi les réformes supplémentaires figurent notamment un assouplissement des lois sur le licenciement, un changement des règles sur le salaire minimum, et la suppression de certains privilèges professionnels, ajoute le Spiegel.

Le rapport suggère également que les créanciers de la Grèce, y compris les autres pays européens, acceptent d'abandonner une partie de leur créance, ce qui reviendrait à faire financer le sauvetage de la Grèce par les contribuables de ces pays. En revanche, la BCE ne peut pas renoncer à ses créances sur la Grèce, car cela reviendrait à un financement de ce pays par la BCE, ce qui est interdit par les traités européens, mais elle s'est dit prête à renoncer à tout bénéfice sur cette dette. (Vous êtes trop bons, admirez le cynisme! - Ndlr)

Dans un entretien dimanche à la radio allemand Deutschlandfunk, le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble a totalement rejeté l'idée d'abandonner les créances grecques, même de la part des pays. *"C'est une discussion qui a peu à voir avec la réalité des pays de la zone euro"*, a-t-il dit, interrogé sur un possible abandon d'une partie des créances, soulignant que d'un point de vu légal, ce n'était pas possible.

Il n'a en revanche pas manifesté une opposition catégorique à l'idée de voir la Grèce racheter sa dette à moindre prix aux détenteurs d'obligations. *"C'est une réflexion que l'on peut plus sérieusement mettre en oeuvre"*, a-t-il dit. Le rapport, cité par Der Spiegel, envisagerait également d'autres mesures, comme par exemple une augmentation automatique des impôts si les réformes ne sont pas appliquées dans les temps.

Sans se référer aux mesures détaillées par Der Spiegel, M. Schäuble a déclaré qu'un mécanisme de contrôle pourrait *"peut-être apporter la crédibilité que nous n'avons pas eu jusqu'ici dans les programmes de la Grèce"*. Cette version provisoire du rapport a été présentée jeudi à Bruxelles aux responsables qui préparent la prochaine réunion des ministres des finances de la zone euro, qui se tiendra mercredi par téléconférence. Le rapport final de la troïka devrait être publié au plus tard le 12 novembre, selon le Spiegel.

Dans le même temps, le président grec, Carolos Papoulias, a déclaré dimanche à Salonique que le pays devait sortir bientôt de la crise parce que les Grecs ont donné tout ce qu'ils possédaient. M. Papoulias a expliqué au cours d'une parade militaire que le redressement face à la crise économique, qui a rendu le pays surendetté dépendant de l'aide internationale ces deux dernières années, devait intervenir *"bientôt, parce que vous ne pouvez pas demander plus à ces gens qui ont tout donné."* Le président a exprimé son optimisme, en disant que *"malgré les difficultés, le peuple grec sortira de la crise"*.

Un article lemonde.fr du 28 octobre 2012

La Grèce doit encore mener 150 réformes, selon un rapport provisoire de la troïka. (29.10)

La Grèce va devoir encore mener à bien 150 nouvelles réformes de son économie, selon les recommandations du rapport provisoire des auditeurs mandatés par la troïka, rapporte dimanche 28 octobre l'hebdomadaire allemand Der Spiegel. Citant une version non définitive de ce rapport des experts de la troïka (Union européenne, Fonds monétaire international et Banque centrale européenne), le Spiegel précise qu'Athènes aurait deux ans de délai supplémentaire pour mener à bien les réformes exigées, mais que ce retard ôterait de 30 à 38 milliards d'euros.

La Grèce a mené à bien 60 % des réformes qui lui avait demandées, selon le rapport cité par l'hebdomadaire. Quelque 20 % sont encore en discussion au sein du gouvernement, et les autres restent à programmer. Parmi les réformes supplémentaires figurent notamment un assouplissement des lois sur le licenciement, un changement des règles sur le salaire minimum, et la suppression de certains privilèges professionnels, ajoute le Spiegel.

Le rapport suggère également que les créanciers de la Grèce, y compris les autres pays européens, acceptent d'abandonner une partie de leur créance, ce qui reviendrait à faire financer le sauvetage de la Grèce par les contribuables de ces pays. En revanche, la BCE ne peut pas renoncer à ses créances sur la Grèce, car cela reviendrait à un financement de ce pays par la BCE, ce qui est interdit par les traités européens, mais elle s'est dit prête à renoncer à tout bénéfice sur cette dette. (Vous êtes trop bons, admirez le cynisme! - Ndlr)

Dans un entretien dimanche à la radio allemand Deutschlandfunk, le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble a totalement rejeté l'idée d'abandonner les créances grecques, même de la part des pays. *"C'est une discussion qui a peu à voir avec la réalité des pays de la zone euro"*, a-t-il dit, interrogé sur un possible abandon d'une partie des créances, soulignant que d'un point de vu légal, ce n'était pas possible.

Il n'a en revanche pas manifesté une opposition catégorique à l'idée de voir la Grèce racheter sa dette à moindre prix aux détenteurs d'obligations. *"C'est une réflexion que l'on peut plus sérieusement mettre en oeuvre"*, a-t-il dit. Le rapport, cité par Der Spiegel, envisagerait également d'autres mesures, comme par exemple une augmentation automatique des impôts si les réformes ne sont pas appliquées dans les temps.

Sans se référer aux mesures détaillées par Der Spiegel, M. Schäuble a déclaré qu'un mécanisme de contrôle pourrait *"peut-être apporter la crédibilité que nous n'avons pas eu jusqu'ici dans les programmes de la Grèce"*. Cette version provisoire du rapport a été présentée jeudi à Bruxelles aux responsables qui préparent la prochaine réunion des ministres des finances de la zone euro, qui se tiendra mercredi par téléconférence. Le rapport final de la troïka devrait être publié au plus tard le 12 novembre, selon le Spiegel.

Dans le même temps, le président grec, Carolos Papoulias, a déclaré dimanche à Salonique que le pays devait sortir bientôt de la crise parce que les Grecs ont donné tout ce qu'ils possédaient. M. Papoulias a expliqué au cours d'une parade militaire que le redressement face à la crise économique, qui a rendu le pays surendetté dépendant de l'aide internationale ces deux dernières années, devait intervenir *"bientôt, parce que vous ne pouvez pas demander plus à ces gens qui ont tout donné."* Le président a exprimé son optimisme, en disant que *"malgré les difficultés, le peuple grec sortira de la crise"*.

Un article de lexpress.fr du 29 octobre 2012

Près de trois salariés sur dix travaillent le dimanche. (30.10)

En 2011, 6,5 millions de salariés français exerçaient le dimanche, régulièrement ou occasionnellement, d'après une étude du ministère du Travail.

Alors que la Cour d'appel de Versailles doit rendre mercredi son jugement dans une affaire opposant l'enseigne de bricolage Bricorama au syndicat FO sur la question du travail dominical, une nouvelle étude vient éclairer le débat: en 2011, 29% des salariés ont travaillé le dimanche, d'après la Dares, le service des statistiques du ministère du Travail. Soit 6,5 millions de personnes, dont 3,5 millions de façon occasionnelle (16%) et 3 millions de manière habituelle (13%).

Le travail du dimanche a progressé régulièrement depuis 1990, époque à laquelle il ne concernait que 20% des salariés. Selon l'enquête, il touche en outre 1,6 million de non-salariés, soit 54% d'entre eux. La moitié travaillent ce jour-là de façon habituelle. Au total, 8,2 millions de personnes exercent donc le dimanche régulièrement ou occasionnellement.

Chez les salariés, le travail dominical concerne environ un tiers des cadres, des professions intermédiaires et des employés, ainsi que 19% des ouvriers. Plus de 80% de ceux chargés de la protection et de la sécurité -gendarmes, pompiers, gardiens de prison, etc.- sont concernés, contre 42% habituellement.

Viennent ensuite 60% des salariés des professions de santé -médecins, infirmiers, ambulanciers, etc.. Dans un troisième ensemble de professions assez hétérogène, regroupant hôtellerie et restauration, transport ou encore commerce, près de la moitié des salariés travaillent aussi le dimanche pour assurer une "*continuité de la vie sociale*", selon la Dares.

Dans le commerce, les boulangers sont les plus sollicités (63%), ainsi que les vendeurs de produits alimentaires (38%). Dans le commerce non-alimentaire, 33,8% des salariés travaillent le dimanche, 25% de façon occasionnelle et 8,8% de manière habituelle.

Le Code du travail indique que le repos hebdomadaire d'un salarié doit durer 24 heures consécutives, en général le dimanche, mais de nombreuses dérogations sont prévues par la loi. Un sondage publié lundi, montre que l'ouverture des grandes surfaces et centres commerciaux le dimanche, que combattent certains syndicats, suscite l'adhésion de 53% des Français.

Document

Articles de presse de novembre 2012

Table des matières

France

Politique

- Le libanais Georges Ibrahim Abdallah obtient sa libération, mais le parquet fait appel. (22.11)

Social

- L'hypertension artérielle moins remboursée. (01.11)
- Les bénéficiaires du Secours catholique se sont ancrés dans la pauvreté. (08.11)
- La compétitivité apaise les relations entre patronat et gouvernement. (13.11)
- Plus de 300.000 salariés à prix cassés en France ? (14.11)
- Réductions d'effectifs: les grands groupes misent sur le volontariat. (22.11)
- Le patronat propose de rogner les retraites complémentaires. (24.11)
- 10 chiffres sur les inégalités de la société française. (29.11)
- Quand se chauffer devient un luxe. (29.11)

Economie

- OGM: Séralini publie une liste de soutien de 193 scientifiques internationaux. (17.11)
- La fondation Bertelsmann présente "sa" notation de la France. (22.11)

International

Politique

- Quand le Qatar se mêle du programme des lycées français. (02.11)
- Les Britanniques ont envahi 90% des pays du monde. (06.11)
- Les motifs de plaintes électorales se multiplient aux Etats-Unis. (07.11)
- L'ex-général croate Ante Gotovina acquitté en appel à La Haye. (17.11)
- Hongrie: quand l'Etat transfère les écoles à l'Eglise. (19.11)
- Un lobbyiste de Shell à la tête de la Coalition nationale syrienne. (22.11)

Social

- Chine: le miracle économique rattrapé par la question sociale. (02.11)
- Renault et les syndicats signent un accord sur la compétitivité en Espagne. (15.11)
- Boisson énergisante : 13 décès suspects aux Etats-Unis. (17.11)
- Volkswagen, symbole de l'efficacité de la rigueur allemande. (19.11)
- L'homme, plus bête qu'hier, moins que demain ? (19.11)
- L'Indonésie, nouvel atelier du monde. (23.11)
- Espagne: à Madrid, la santé en grève contre l'austérité. (27.11)
- Allemagne: la faible hausse des salaires renforce les déséquilibres en zone euro. (27.11)
- Afrique du Sud: un quart de la population a faim, la moitié est pauvre. (28.11)

Economie

- Qui sont les 200 hommes les plus riches du monde ? (05.11)
- A propos du pétrole. (13.11)
- Similitudes, par Etienne Haug (Chroniques d'un hiver européen). (13.11)
- Comment la finance de l'ombre menace l'économie mondiale. (20.11)

- Délit d'initiés record aux Etats-Unis chez une filiale du fonds SAC Capital. (21.11)
- Des rémunérations annuelles en dizaines de milliards de dollars. (21.11)
- Commerce: les Etats-Unis 1re destination des exportations chinoises, devant l'UE. (21.11)
- Aide à la Grèce : l'Europe divisée après l'échec des négociations. (22.11)
- La France dans le top 5 des ventes d'armes dans le monde. (23.11)
- Argentine: le spectre d'un défaut de paiement plane de nouveau. (24.11)
- Union européenne: échec du sommet sur le budget, nouveau rendez-vous début 2013. (24.11)
- Pétrole du Nigeria: un rapport dénonçant des milliards de perte fait polémique. (26.11)

Un article lepoint.fr et AFP du 31 octobre 2012

L'hypertension artérielle moins remboursée. (01.11)

L'hypertension artérielle sévère ne sera plus prise en charge à 100% par la Sécurité sociale alors que 15 millions de Français souffrent de cette affection.

L'hypertension artérielle sévère va être définitivement retirée de la liste des "*affections longue durée*" (ALD) qui permet la prise en charge à 100% par la Sécurité sociale, après une décision du Conseil d'Etat, a-t-on appris mercredi auprès d'associations.

Le Conseil d'Etat "*vient de rejeter le recours contre le décret du 24 juin 2011 supprimant l'hypertension artérielle (HTA) sévère de la liste des ALD*", déplorent dans un communiqué la fédération française de cardiologie, la société française de cardiologie et l'alliance du Coeur. Le décret du 24 juin 2011 avait supprimé l'hypertension artérielle de la liste des ALD au prétexte que cette maladie était "*la seule ALD à constituer un facteur de risque et non une pathologie avérée*".

Les associations de patients en colère

Cette disposition, contestée par les associations de patients, était prévue dans le Budget de la Sécu 2011 et devait permettre d'économiser 20 millions d'euros, selon le précédent gouvernement. Le CISS (collectif de patients), la FNATH, association des accidentés de la vie et l'Alliance du cœur avaient déposé un recours devant le Conseil d'Etat. "*Compte tenu des caractéristiques de l'hypertension artérielle, du nombre de personnes concernées, de l'évolution et du coût des traitements de cette affection, le Premier ministre a pu légalement prendre la mesure de suppression*", estime le Conseil d'Etat dans sa décision du 26 octobre consultée par l'AFP.

"L'hypertension artérielle sévère compliquée d'affections cardio-vasculaires et rénales très handicapantes n'est plus reconnue pour des raisons purement économiques comme elle doit l'être: une maladie chronique très grave!", soulignent les trois associations.

15 millions de Français souffrent d'hypertension

Selon elles, cette décision concerne 4,2 millions de personnes sur les 15 millions de Français hypertendus recensés chaque année en France.

Ces patients "*verront donc dès à présent les frais médicaux restant à leur charge augmenter de plus 30%*", précisent-elles, redoutant des "*conséquences préjudiciables*". Enfin, cette décision est "*en parfaite incohérence avec les recommandations du Plan de lutte contre les AVC 2010-2014, priorité de santé publique et avec une nouvelle politique privilégiant la démocratie sanitaire*", écrivent-elles.

Commentaire.

Ponctionner les patients pour mieux soulager les banquiers, tel est la politique de ce gouvernement antisocial, réactionnaire. A bas l'UMP-UDI-FN, à bas le PS !

Un article de l'AFP du 1er novembre 2012

Chine: le miracle économique rattrapé par la question sociale. (02.11)

Dans la tentaculaire usine Foxconn de Shenzhen, où un demi-million de salariés fabriquent toutes sortes de composants électroniques, l'angoisse monte devant le ralentissement de l'économie chinoise: ici, c'est l'emploi qui sera le défi majeur des nouveaux maîtres du pays, attendus la semaine prochaine à Pékin.

Moteur du miracle chinois, les usines de Shenzhen et de la province voisine du Guangdong (sud), entièrement vouées à l'exportation vers l'Europe et les Etats-Unis, sont durement frappées par le fléchissement de la demande occidentale. Et l'agitation ouvrière y est désormais quasi-quotidienne.

Ce retournement de conjoncture ne pouvait tomber plus mal pour le Parti communiste (PCC), qui a rebâti sa légitimité en permettant à des centaines de millions de Chinois de s'arracher à la pauvreté avec chaque année des nouveaux emplois par millions.

En 10 ans, sous la présidence de Hu Jintao, qui quittera le pouvoir lors du XVIIIe congrès du PC qui s'ouvre jeudi prochain, la Chine s'est propulsée de la sixième à la deuxième place de l'économie mondiale, au rythme moyen de 10% de croissance.

Mais 2012 sera l'année de la chute: 7,5% attendus à la fin de l'année, le chiffre le plus faible depuis 1999.

"En ce moment, on a vraiment beaucoup de problèmes. Les entreprises le long de la côte arrêtent progressivement la production. Alors on attend des dirigeants une politique", raconte à l'AFP Wu Yuanguang, un ouvrier de Foxconn, âgé de 30 ans.

Wu est célibataire et travaille sur les chaînes de production de l'usine géante, propriété d'un magnat de Taïwan, qui fournit Apple, Sony, Nokia et bien d'autres encore. Comme des dizaines de milliers d'autres, il vit dans le dortoir bondé d'une tour dans une zone industrielle miteuse de Shenzhen.

L'usine Foxconn a souvent fait parler d'elle: suicides de ses employés qui se jetaient du haut des tours-dortoirs et, dernièrement, emploi illégal de mineurs.

Ses ouvriers sont pourtant parmi les mieux payés de Chine, gagnant jusqu'à 3.000 yuan (480 dollars) par mois pour 10 heures de travail quotidien, six jours sur sept, en roulement.

Wu, *"travailleur migrant"*, fait partie de ceux à qui le modèle chinois de croissance tournée vers l'exportation a bénéficié.

En Chine, le revenu annuel net par habitant a quasiment doublé en 10 ans, pour atteindre 21.810 yuan (3.460 dollars) dans les zones urbaines l'an dernier.

Mais la plupart des 253 millions de travailleurs migrants qui bâtissent la prospérité des villes constituent une population *"flottante"*, des *"citoyens de deuxième ordre"*, privés de l'indispensable *"hukou"*, le permis de résidence qui ouvre l'accès à la protection sociale et aux écoles pour leurs enfants.

Et la grogne monte. Car les attentes des salariés ont changé et le défi sera de taille pour le prochain président chinois, Xi Jinping, 59 ans.

"Il nous faut une meilleure politique pour les zones rurales et les travailleurs migrants comme nous", averti Wu, qui relève que *"la différence de revenus est énorme: ceux qui ont de l'argent deviennent de plus en plus riches, et les pauvres de plus en plus pauvres. C'est injuste"*, dit-il.

De fait, l'agitation ouvrière n'a cessé de se développer et les manifestations, arrêts de travail - le mot *"grève"* est prohibé - et incidents divers ne cessent de se multiplier, notamment dans la province voisine du Guangdong, malgré l'absence de syndicats indépendants, interdits, relève le China Labour Bulletin, un observatoire des mouvements sociaux basé à Hong Kong.

"Salaires, conditions de travail décentes et protection sociale sont les préoccupations fondamentales de la plupart des ouvriers", a déclaré à l'AFP Geoffrey Crothall, un expert de cet observatoire.

"Mais pour la majorité en Chine, le chemin reste long pour y parvenir. Les salaires ont augmenté, mais ils partaient de très bas", dit-il.

Pour les prochains dirigeants communistes, la santé des marchés européen et américain sera vitale, tant elle permettra de répondre, ou non, à la demande populaire.

Un nouveau programme de relance serait à l'étude. Il puiserait dans les recettes fiscales et l'énorme surplus commercial accumulé en 10 ans: trois mille milliards de dollars, 10 fois son montant de 2002.

Objectif: réduire la dépendance chinoise à l'égard de ses exportations et stimuler la consommation intérieure.

Pour cela, il faudra augmenter les salaires, au risque d'accélérer la tendance des entrepreneurs occidentaux à relocaliser le travail ailleurs, voire à le rapatrier chez eux.

"Le leadership sortant a beaucoup parlé ces dix dernières années de rééquilibrer l'économie en réduisant l'investissement. La nécessité d'agir est maintenant pressante", estimaient les analystes de Capital Economics, Mark Williams et Wang Qinwei dans leur rapport d'octobre.

Un article Le Nouvel Observateur du 1er novembre 2012

Quand le Qatar se mêle du programme des lycées français. (02.11)

Le Qatar, pourtant pas francophone pour un sou, est entré il y a 15 jours dans l'Organisation internationale de la Francophonie comme membre associé. Et la nouvelle a légitimement créé la surprise. Pour la Mission laïque française, c'est même un comble. Car cette association, qui prodigue un enseignement français aux étrangers dans une centaine d'établissements disséminés à travers le monde, a fait les frais de la manière bien particulière dont le Qatar entend, comme le dit son ambassadeur à Paris, "*aider à la sauvegarde et à l'expansion de la langue française*".

Sa passion pour la langue de Molière a poussé l'émirat wahhabite à s'intéresser de très près au programme du lycée Voltaire de Doha, géré par la Mission : il a notamment interdit un livre d'histoire religieuse qui parlait de la chrétienté au Moyen Age et remplacé un manuel d'enseignement de l'arabe par un ouvrage mêlant apprentissage de la langue et de la religion. Pour s'être plainte de cette censure auprès des autorités françaises, la Mission va être contrainte de plier bagage fin décembre.

Le Qatar ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Il veut "*financer des établissements du type du lycée Voltaire dans le Golfe et en Afrique*" avec l'ambition de "*devenir le pôle de la francophonie régionale*" en concurrence avec la France, alerte un connaisseur du dossier. Avant d'accuser : "*Notre diplomatie, qui devrait s'interroger sur cette stratégie d'influence, est prise de court car elle n'a qu'une vision à court terme.*"

Commentaire.

Au contraire, cette initiative s'inscrit dans une vision à long terme qui consiste à effacer toute trace du passé, de tout repère historique ou culturel, ce qui ne peut échapper à personne...

Un article leparisien.fr du 2 novembre 2012

Qui sont les 200 hommes les plus riches du monde ? (05.11)

Carlos Slim, Bill Gates et Amancio Ortega sont les trois hommes les plus riches du monde, selon le dernier classement des 200 personnalités les plus riches du monde établi par Bloomberg.

Comme tous les ans, l'agence d'informations financières Bloomberg (propriété du maire de New York, Michael Bloomberg) a publié jeudi sa liste des 200 personnalités les plus riches du monde.

C'est toujours le magnat mexicain des télécoms, Carlos Slim, qui trône en tête de ce classement avec une fortune de plus de 60 milliards d'euros.

Bill Gates (Microsoft) et Warren Buffett ont beau régulièrement donner d'énormes portions de leur fortune, ils sont toujours dans le top 5, en deuxième position pour Bill Gates (50 milliards d'euros) et en quatrième position pour le fondateur de l'empire financier Berkshire Hathaway (37.6 milliards d'euros).

La principale nouveauté cette année, c'est la très forte percée des empereurs du secteur de la distribution, plus particulièrement dans le textile. Neuf des vingt-cinq personnalités les plus riches du monde sont des géants de la distribution. Comme l'explique Bloomberg, les entreprises du secteur ont bénéficié d'une baisse des prix du coton et du coût des crédits ainsi que d'une hausse de la demande pour des produits aux prix abordables.

Heureux comme un magnat de la distribution

Ainsi, l'Espagnol Amancio Ortega, patron du groupe Inditex (connu notamment pour sa franchise Zara), a vu sa fortune progresser de plus de 50% entre le 1er janvier et le 5 octobre, l'ibère encaissant l'équivalent de 51 millions d'euros par jour ! Le patron et fondateur d'Inditex se hisse ainsi à la troisième place du classement, avec 41,7 milliards d'euros. Il est le plus riche d'Europe.

Son dauphin sur le Vieux continent est le roi de l'ameublement, le Suédois Ingvar Kamprad, qui contrôle Ikea. Avec 32,5 milliards d'euros, il est le cinquième homme le plus riche du monde. La bonne santé du secteur de la distribution fait aussi les affaires de quatre des membres de la famille possédant le titan Wal-Mart. Christy, Jim, Rob et Alice Walton occupent de la 9e à la 12e place du classement.

Bettencourt, Arnault, Pinault...

Du côté des Français, peu d'évolution. Liliane Bettencourt est la première fortune de France et la quinzième au niveau mondial avec 19,2 milliards d'euros. Elle est la troisième femme la plus riche du monde, coiffée au poteau par Christy et Alice Walton, les soeurs à la tête de Wal-Mart.

Le patron du groupe LVMH, Bernard Arnault, n'est pas à plaindre en 18e position. Sa fortune a progressé de 16,4% cette année pour atteindre 18,8 milliards d'euros.

Il faut descendre de 70 places dans le tableau pour y retrouver un Français, François Pinault (8,5 milliards, 86e). Serge Dassault n'est pas très loin (89e), juste derrière le fondateur et patron de Facebook, Mark Zuckerberg, dont l'entrée en Bourse totalement ratée de son entreprise a fait fondre sa fortune de 5,3 milliards d'euros. En revanche, celle de Serge Dassault a fait un bond de 33% cette année et atteint désormais 8,3 milliards.

Un article Slate.fr du 4 novembre 2012

Les Britanniques ont envahi 90% des pays du monde. (06.11)

Les Britanniques viennent d'être sacrés champions toutes catégories de l'impérialisme. Les Romains, les Ottomans ou l'URSS font pâle figure à côté du bilan de l'Empire britannique: les Anglais auraient envahi 90% des pays du monde au cours de l'Histoire, rapporte *The Telegraph*.

Ce constat vient d'un nouveau livre écrit par un certain Stuart Laycock. Ce Britannique est allé dans tous les pays du monde, dans l'ordre alphabétique, afin d'y chercher des traces d'une présence militaire anglaise au cours de l'Histoire. Les résultats sont édifiants.

Seulement 22 pays, dont la plupart sont de petites puissances telles que le Luxembourg, la Suède, le Vatican ou encore Monaco, n'ont jamais eu de contacts militaires avec les armées de Sa Majesté. Même si la plupart des pays n'étaient pas des colonies britanniques officielles, elles sont tombées sous influence britannique de différentes manières, explique *The Telegraph*:

«Le reste (des pays considérés comme envahis) a été inclus car les Britanniques y ont eu une forme de présence militaire –même passagère– soit par la force, la menace de la force, la négociation ou le paiement.»

The Telegraph remarque que les invasions de certains pays sont peu connues du grand public telles que celle de l'Islande en 1940 après que l'île (d'une grande importance stratégique car située entre les Etats-Unis et l'Europe) décide de rester neutre dans le conflit entre Alliés et Axe. Le Vietnam, traditionnellement associé aux Etats-Unis et dans une moindre mesure à la France, a également subi plusieurs incursions britanniques depuis le XVII^e siècle.

Devinez quelle nation à l'honneur d'avoir été la plus envahie par les Anglais? La France bien sûr. La France qui est d'ailleurs la seule autre nation selon Stuart Laycock qui pourrait arriver à un bilan impérial comparable.

La seule? Pas pour *The Atlantic Wire* qui, non sans une pointe de jalousie, remet en cause la méthode de l'auteur:

«L'auteur a pris quelques libertés avec la définition d'une invasion. Ou au moins, il la définit de manière très large (...) Les incursions de pirates britanniques, de corsaires ou d'explorateurs armés ont également été incluses, à condition qu'ils aient opéré avec l'accord de leur gouvernement.»

Le site américain tient à rappeler l'envergure de la présence américaine dans le monde, surtout si l'on utilise la même méthode que l'auteur:

«Dans ce cas, nous avons un bon candidat pour la deuxième place du prix de l'empire le plus important: les Etats-Unis (...) Mais si l'on colle au plus près à la méthode de Laycock, les données du Département de la Défense montrent que les Etats-Unis ont une présence militaire dans 153 pays dans le monde.»

Et de conclure:

«Les Britanniques ont donc envahi 90% des pays du monde et nous en avons envahi 80% (...) Nous allons juste laisser les Britanniques profiter de leur prix du plus gros empire. C'était marrant tant que ça durait, pas vrai?»

Un article de Reuters du 6 novembre 2012

Les motifs de plaintes électorales se multiplient aux Etats-Unis. (07.11)

Le vote des électeurs américains ne se déroulait pas sans accrocs mardi, des plaintes concernant des procédures ou des files d'attente interminables entachant le scrutin de la Pennsylvanie à la Floride.

En Pennsylvanie, où Barack Obama devrait l'emporter et où Mitt Romney s'est rendu ces derniers jours dans une ultime tentative de séduction des électeurs, la confusion régnait.

"Les employés des bureaux de vote ont été peu et mal formés", dénonce Barbara Arnwine, directrice du Comité des avocats pour les droits civils, expliquant que ceux-ci renvoient les électeurs chez eux lorsqu'ils ne présentent pas de pièce d'identité. *"L'Etat de Pennsylvanie devrait avoir honte."*

Un juge de Pennsylvanie avait bloqué le mois dernier une loi obligeant les électeurs à fournir une pièce d'identité avec photographie, loi soutenue par les républicains et qui a été instaurée dans différents Etats depuis 2011.

Les républicains ont également leurs motifs de mécontentement dans cet Etat du nord-est des Etats-Unis, 75 de leurs responsables électoraux n'ayant pu avoir accès, affirment-ils, à des bureaux de vote à Philadelphie.

D'interminables files d'attente, notamment en Floride, en Virginie et dans l'Ohio, trois *"Swing States"* ou *"Etats bascules"*, ont également entraîné des plaintes.

"Les files d'attente qui se sont formées dans des Etats comme l'Ohio sont plus longues qu'à Bagdad ou à Kaboul", déplore Wade Henderson, du groupe Leadership Conference on Civil and Human Rights.

Dans la région de Miami, l'attente allait de 15 minutes à trois heures pour glisser dans l'urne un très long bulletin de vote - il pouvait atteindre douze pages.

Une action en justice a déjà été lancée dimanche, des électeurs ayant pu attendre jusqu'à sept heures pour voter par anticipation et s'en trouver découragés.

BULLETINS PROVISOIRES

A l'University of Central Florida, à Orlando, qui compte 58.000 étudiants, beaucoup d'entre eux ont dû utiliser des bulletins provisoires, une nouvelle loi les ayant empêchés de modifier l'adresse figurant sur leur carte d'électeur.

"Je suis vraiment agacée", pestait Kristen Wiley, étudiante de 20 ans de Boca Raton, qui dit n'avoir jamais reçu le matériel de vote par correspondance du Palm Beach County.

Elle attendait de glisser un bulletin provisoire dans l'urne, sachant que son vote ne serait pas comptabilisé à moins que les résultats ne soient très serrés.

Dans l'Ohio, où les bulletins provisoires pourraient peser dans la balance, ils ne pourront être comptabilisés avant dix jours.

De nombreux électeurs de Floride ont par ailleurs reçu des appels téléphoniques leur assurant qu'ils avaient jusqu'à *"demain"* (mercredi) pour voter.

De nombreux problèmes techniques ont également compliqué le vote des habitants du New Jersey, une semaine après le passage de l'ouragan Sandy.

"Il y a un mot pour décrire ce qui se passe dans le New Jersey : c'est une catastrophe", a déclaré Barbara Arnwine, énumérant de nombreux dysfonctionnements - serveurs cessant de fonctionner, électeurs se voyant réclamer une pièce d'identité qui n'était pas obligatoire, bureaux manquant de bulletins de vote...

Enfin, alors que le président sortant devrait l'emporter aisément dans les Etats de New York, du New Jersey et du Connecticut, une faible participation dans ces Etats touchés par Sandy pourrait souligner les imperfections du système électoral américain.

Le président élu grâce aux voix des grands électeurs pourrait en effet ne pas être celui qui aura reçu le plus de suffrages de la part des citoyens américains.

Commentaire.

Le plus pitoyable, c'est surtout qu'ils aient été voter. Mais j'ai lu dans un article de presse que dans certains endroits, l'abstention se serait élevée à 50%... A vérifier.

Complément du monde.fr du 6 novembre

Un électeur a filmé son vote dans un bureau de Pennsylvanie. Sur la machine électronique, il choisit une première fois Obama, mais la machine comptabilise Romney. Avant qu'il confirme le vote, il essaie à nouveau. Même résultat.

L'homme met alors la vidéo sur le site Reddit, et elle est immédiatement partagée et circule sur la Toile. Dans la description de la vidéo, il explique en détail les événements. Il précise qu'il est lui-même *"un développeur informatique"*, et qu'il a vite compris que la machine était *"mal calibrée"*, car quand il choisissait un autre candidat, comme l'écologiste Jill Stein, ça fonctionnait correctement. Il dit être prêt *"à donner les rush originaux pour vérification sur demande"*.

La chaîne NBC a confirmé par la suite que la machine était bien défectueuse et a été retirée du bureau de vote. Dans un deuxième temps, Mathew Keeler, porte-parole de l'Etat de Pennsylvanie, a reconnu avoir reçu *"une seule plainte"* à propos d'une machine défectueuse. *"Elle a été recalibrée et remise en circulation"*, a-t-il confié au magazine Mother Jones. Mais il n'était pas en mesure de dire s'il s'agissait de la machine filmée. *"Nous pensons qu'elles sont probablement liées"*, a-t-il dit.

Avant les élections, démocrates et républicains ont demandé à de nombreux Etats de retirer certaines machines à voter par peur qu'elles soient mal calibrées. Les Etats en question, dont la Pennsylvanie, la Caroline du Nord, l'Ohio, le Nevada, et le Colorado, avaient refusé, estimant que le risque était quasi inexistant.

Il s'agit du seul incident concernant une machine à voter confirmé jusqu'ici. Aux Etats-Unis, le vote électronique est assez commun. Selon le site Verified Voting, 25 % des électeurs l'utiliseront cette année. Mais il n'est pas du goût de tous. Mardi, le maire de New York, Michael Bloomberg, a parlé d'un système *"digne d'un pays du tiers monde"*.

Commentaire.

Une seule machine défectueuse sur des dizaines ou centaines de milliers, puisqu'on vous le dit, ben voyons!

Un article de l'AFP du 7 novembre 2012

Les bénéficiaires du Secours catholique se sont ancrés dans la pauvreté. (08.11)

Depuis dix ans, la précarité s'est installée parmi les bénéficiaires du Secours catholique, les pauvres sont plus nombreux et dans une situation plus difficile qu'en 2001, souligne l'ONG dans son rapport annuel 2011 rendu public jeudi.

Dans ce document intitulé *"Regards sur 10 ans de pauvreté"*, l'ONG indique avoir accueilli 1.422.000 personnes en 2011, dont 668.000 enfants. La part des familles est passée de 47% à 53%, notamment du fait de la crise.

Parmi les bénéficiaires, 94% vivaient sous le seuil de pauvreté (60% du niveau de vie médian, soit 964 euros en 2010) et 68% sous le seuil de très grande pauvreté (644 euros en 2010).

Depuis 2001, le Secours Catholique accueille chaque année près d'un million de personnes vivant en dessous du seuil de très grande pauvreté.

"On constate un durcissement et un ancrage de la pauvreté", explique Bernard Schricke, directeur Actions et Plaidoyer France Europe. *"Il n'est pas rare que les personnes fréquentent nos structures pendant 3, 4 ou 5 ans."*

Un tiers des personnes accueillies en 2001 comme en 2011 avaient déjà fait appel à l'ONG l'année précédente. Et pour 68% d'entre eux, la pauvreté n'est pas liée à un événement familial particulier, mais est une *"situation installée"*, note le rapport.

"On envoie parfois en vacances des enfants dont les parents eux-mêmes sont partis en vacances grâce au Secours catholique. La pauvreté s'est transmise d'une génération à l'autre", souligne M. Schricke.

L'ONG reçoit de plus en plus d'étrangers en situation de pauvreté (30% contre 23% en 2001, dont 6% en situation irrégulière), et de plus en plus de femmes (57% des adultes en 2011, contre 50% en 2001), notamment en raison d'une hausse des familles monoparentales (+ 6 points), qui représente 58% des familles accueillies.

Pauline, 47 ans, élève seule sa fille de 13 ans, en Savoie, avec 440 euros du RSA, auxquels s'ajoutent 160 euros de pension alimentaire. Outre le loyer (120 euros par mois), l'eau et l'électricité, elle explique sous couvert d'anonymat, avoir été confrontée à une grosse facture *"à cause d'un problème de voiture"* et a dû faire appel au Secours catholique.

Chaque semaine elle se rend dans une épicerie sociale, pour recevoir une aide alimentaire temporaire *"équivalente à 30 euros"*. *"J'ai essayé de serrer, serrer au maximum le budget, mais quand il y a un problème, on se retrouve plus qu'à découvert"*, dit-elle.

Environ 60% des ménages rencontrés par l'ONG ont des impayés. Dans 40% des cas, ils concernent le loyer ou l'énergie.

Pour Bernard Schricke, si *"l'aide alimentaire est un bon outil dans l'urgence, ce n'est pas un moyen de solvabiliser les familles"*. Il plaide pour *"renforcer les minima sociaux"* et *"baisser les charges contraintes"*, notamment de loyer, d'énergie ou de transport, *"sur-représentées dans les dépenses des plus pauvres"*.

Il rappelle que *"la difficulté d'accéder à un emploi"* est le principal facteur de pauvreté. 66% des bénéficiaires du Secours catholique étaient au chômage en 2011.

Avec sa fille souvent hospitalisée, Pauline a *"eu beaucoup de soucis au niveau de l'emploi"* et plusieurs CDD ne lui ont pas été renouvelés du fait de ses absences. Malgré des formations et diplômes dans le secrétariat et la restauration, elle n'a pas retrouvé d'emploi depuis deux ans. *"Aujourd'hui, le problème, c'est mon âge, on me l'a clairement dit en entretien."*

Elle vient de terminer une nouvelle formation d'assistante maternelle. Les emplois à temps partiel, à faible rémunération et à horaires décalés, sont majoritairement occupés par les mères célibataires, rappelle le Secours catholique.

Un article de l'AFP du 12 novembre 2012

La compétitivité apaise les relations entre patronat et gouvernement. (13.11)

Loin des accusations de *"racisme anti-entreprise"* en France et des éclats qui avaient marqué la révolte des *"pigeons"*, patronat et gouvernement affichent l'unité derrière le projet de relance de la compétitivité de la France, à quelques dissensions près.

Le ministre de l'Economie et des Finances Pierre Moscovici et la présidente de la plus grande organisation patronale française Medef, Laurence Parisot, ont rivalisé lundi d'amabilités au cours de leur premier débat public, organisé à l'occasion de la cinquième Journée annuelle de l'entrepreneur.

Madame Parisot, qui en septembre accusait l'exécutif de préparer dans son projet de budget 2013 un *"choc de non-compétitivité"*, de faire des choix *"dangereux"*, a crédité sans ambiguïté le tout nouveau gouvernement socialiste de faire enfin prendre à la France un tournant attendu depuis plusieurs années.

Le gouvernement a annoncé le 6 novembre une série de mesures pour doper la compétitivité des entreprises françaises, dont un crédit d'impôt devant atteindre au bout de la troisième année 20 milliards d'euros par an.

"Oui, nous saluons le fait que votre gouvernement ait clairement mis la question de la compétitivité au centre du débat", a déclaré lundi Mme Parisot dans les massifs bâtiments du ministère de l'Economie, rue de Bercy, qu'elle a qualifiés de *"cœur de l'économie française"*.

"C'est quelque chose que nous Medef, nous tous les entrepreneurs quelle que soit l'association à laquelle nous adhérons, nous essayons de faire depuis quelques années", a-t-elle ajouté.

Début octobre elle avait parlé de *"racisme anti-entreprise"* pour qualifier l'ambiance régnant selon elle en France, dans un entretien à L'Express. Elle s'exprimait en pleine fronde des jeunes entrepreneurs, autoproclamés *"pigeons"*, contre des dispositions fiscales du projet de budget.

Lundi, le ton était tout autre. *"Je ne sais pas encore si c'est une révolution copernicienne"*, a dit Mme Parisot, reprenant des mots de M. Moscovici, à qui elle a dit au passage: *"j'ai bien aimé que vous utilisiez cette expression"*. *"Mais je voudrais vous dire que nous l'espérons fondamentalement"*, a-t-elle poursuivi.

"Ce qui nous a manqué en France depuis des années c'est de définir des stratégies économiques et des politiques économiques en mettant au cœur de ces politiques et de ces stratégies, l'entreprise", a-t-elle enchaîné, n'épargnant pas les précédents gouvernements.

"Je vais répondre à Laurence Parisot", a dit M. Moscovici. *"D'abord, je voudrais être un peu plus modeste qu'elle sur Bercy: ce n'est sûrement pas le cœur de l'économie française, le cœur de l'économie française c'est vous!"*, a-t-il lancé à l'adresse des entreprises.

"C'est vrai que s'il y a un changement de climat, un changement de ton, je m'en réjouis, il faut savoir tourner ce genre de page", a-t-il déclaré.

M. Moscovici et Mme Parisot ont cependant évoqué leurs dissensions sur les *"contreparties"* attendues des entreprises.

"Je vais être très franche", a averti la patronne des patrons, *"je n'aime pas du tout ce débat autour du concept de contrepartie"*.

Certaines de ces contreparties notamment sur la gouvernance ou l'usage fait du crédit d'impôt *"seront de nature législative, d'autres de nature contractuelle"*, a déclaré à la presse M. Moscovici.

"Formuler d'une manière juridique ou contraignante des contreparties serait une erreur" en particulier pour "la lisibilité du dispositif par les investisseurs étrangers", a estimé Mme Parisot, appelant à faire "confiance" aux entreprises.

"Si on compare avec l'amour, on aime bien dire +il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour+", a répondu le ministre. "Je ne dirai pas (...) qu'il n'y a que des preuves de confiance, mais essayons aussi de faire les gestes qui permettent d'avoir encore plus confiance", a-t-il dit.

Deux articles d'AFP et Reuters du 12 novembre 2012

A propos du pétrole. (13.11)

La soif de pétrole de la planète va continuer à augmenter - AFP

La demande pétrolière mondiale et les prix de l'or noir vont continuer à grimper dans les décennies qui viennent, portés par la consommation liée aux transports, a prédit lundi l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

La demande de brut va augmenter de 14% d'ici 2035 pour atteindre 99,7 millions de barils par jour (mbj), indique l'AIE dans son World Energy Outlook, sa grande étude prospective annuelle. Cela dépasse de 700.000 barils ce qu'elle anticipait un an plus tôt.

L'AIE, qui défend les intérêts des pays consommateurs, table aussi sur un prix moyen du baril de brut autour de 125 dollars le baril en 2035 (en dollars constants), contre environ 107 dollars cette année, alors qu'elle prédisait l'an dernier un prix du baril de 120 dollars à cet horizon.

"La croissance de la consommation de pétrole dans les pays émergents, particulièrement celle liée aux transports en Chine, en Inde et au Moyen-Orient, va plus que compenser la réduction de la demande dans l'OCDE, faisant monter nettement l'usage du pétrole", justifie l'AIE, bras énergétique de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Le transport *"représente déjà plus de la moitié de la consommation pétrolière mondiale, et cette part va s'accroître alors que le parc automobile doublera à 1,7 milliard de voitures, et que la demande liée au fret (transport de marchandise) routier augmente rapidement"*, ajoute-t-elle.

Le fret routier représentera à lui seul 40% de la hausse de la demande d'ici 2035, car la consommation de carburants liée aux camions (essentiellement du gazole) augmente bien plus rapidement que celle liée aux voitures, notamment parce qu'ils sont moins soumis à des mesures d'économie d'énergie.

Du côté de la production d'or noir, l'AIE estime que la part des pays hors Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) va aller en augmentant durant la décennie en cours, mais prévient que le poids du cartel se renforcera ensuite à nouveau.

La production non-Opep devrait atteindre un plateau autour de 53 mbj après 2015 (contre moins de 49 mbj en 2011), sous l'effet de l'essor de la production de pétrole non conventionnel en Amérique du Nord (pétrole *"compact"* aux Etats-Unis, sables bitumineux canadiens), un bond des condensats (pétrole associé au gaz naturel), et la montée en puissance de la production au large du Brésil.

Ce plateau (phase de stagnation de la production) durera jusque vers 2025, après quoi elle retombera autour de 50 mbj. Parallèlement, le poids de l'Opep dans la production mondiale, actuellement autour de 42%, remontera autour de 50% vers 2035, prévoit l'AIE.

L'AIE dit prévoir une augmentation de la demande de gaz *"quels que soient les scénarios utilisés"*, mais son usage variera fortement selon les régions. En Amérique du Nord, l'extraction du gaz de schiste a fait chuter les prix du gaz naturel. Résultat, il se substitue au charbon dans la production d'électricité, et pourrait devenir la première source d'énergie aux , devant le pétrole, vers 2030.

L'avenir du charbon est très incertain, car il dépendra des choix énergétiques en Asie, et de sa compétitivité par rapport aux autres sources d'énergies dans la production d'électricité.

Les énergies renouvelables (surtout le solaire) devraient de leur côté se développer à un rythme soutenu et assurer près du tiers de la production d'électricité en 2035, tandis que l'agence a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l'énergie nucléaire, freinée par la catastrophe de Fukushima.

Enfin, l'AIE reste inquiète concernant l'impact de l'énergie sur le climat, répétant que *"l'objectif de limiter le réchauffement de la planète à 2°C devient plus difficile et coûteux à atteindre année après année"*, mais que des mesures rapides permettraient de retarder de quelques années le point de non-retour.

Les USA seront le premier producteur de pétrole d'ici 2017 - Reuters

Les Etats-Unis seront le premier pays producteur de pétrole mondial en 2017, dépassant l'Arabie saoudite, déclare lundi l'Agence internationale de l'énergie (AIE), dans son rapport annuel sur les perspectives à long terme.

La forte croissance de la production du pétrole et du gaz de schiste conduira à l'autosuffisance énergétique du pays, premier consommateur mondial de brut.

La conclusion de l'AIE est aux antipodes de son rapport de 2011, qui affirmait que l'Arabie saoudite resterait le premier pays producteur de pétrole jusqu'en 2035.

"Les développements de l'énergie aux Etats-Unis sont de grande ampleur et leurs effets pourraient être ressentis par delà l'Amérique du Nord et le secteur énergétique", a déclaré l'AIE.

"Le récent rebond de la production gazière et pétrolière des Etats-Unis, tirée par des technologies innovantes qui permettent de débloquent les ressources de pétrole et gaz de schiste, stimule l'activité économique, avec des prix du gaz et de l'électricité inférieurs (...)", ajoute l'AIE.

L'AIE prévoit une baisse continue des importations américaines de pétrole jusqu'à ce que l'Amérique du Nord devienne un exportateur net aux alentours de 2030.

Le chef économiste de l'AIE a déclaré lors d'une conférence de presse à Londres, qu'il pensait que les Etats-Unis détrôneraient largement la Russie comme premier pays producteur de gaz d'ici 2015. Deux ans plus tard, les Etats-Unis deviendraient le premier pays producteur de pétrole, a-t-il ajouté.

Commentaire.

L'extraction du pétrole et du gaz de schiste ainsi que le sable bitumineux cause de gigantesques dégâts, soit au niveau des nappes phréatiques, soit de l'environnement pollué sur des surfaces énormes au Canada. Ils sont en train de détruire la planète et de compromettre à terme toute forme de vie sur terre, il paraît que c'est le progrès. Que dans un premier temps l'environnement de peuples entiers soit compromis pour toujours et les force à s'expatrier dans leur propre pays, la survie du capitalisme est à ce prix-là.

On reviendra plus tard sur ce sujet.

Un article d'okeanews.fr du 12 novembre 2012

Similitudes, par Etienne Haug (Chroniques d'un hiver européen). (13.11)

La Grèce n'est pas seule...

Imaginons un pays.

Une crise financière sans précédent provenant de Wall Street va déstabiliser son économie. En moins d'un an, le pays plonge en récession et la baisse de la production combinée à l'augmentation du chômage de 9 à 14% de la population active vont gravement détériorer les finances de l'état. Ces finances étaient déjà fragiles à cause d'une dette importante contractée de manière plutôt contestable. Mais la nouvelle montée en flèche de l'endettement due à la crise économique inquiète les autorités qui procèdent à un changement de gouvernement et mettent au pouvoir un conservateur issu de la bourgeoisie, économiste formé à la London School of Economics.

Le gouvernement formé par ce dernier a alors un objectif prioritaire : faire baisser la dette du pays et relancer l'économie. La solution leur semble très simple : l'état va devoir économiser en coupant dans les dépenses et en augmentant les impôts. La souffrance engendrée sur les classes les plus pauvres est vue comme un mal nécessaire pour rétablir des finances « saines ».

Mais la situation politique est très instable, et passer de telles mesures au parlement n'est pas évident. C'est donc par une suite de décrets-loi exceptionnels que quatre plans d'austérité vont être successivement appliqués au pays au cours des deux années suivantes.

La liste des mesures prises est sans fin : baisse de 25% des salaires dans le secteur public, baisses à répétition de toutes les allocations sociales (chômage, famille, assurance maladie), augmentations à répétition de l'impôt sur le revenu, de la TVA, et des taxes sur des produits de consommation comme la cigarette et l'alcool.

Cette cure d'amaigrissement très violente du budget de l'état a des conséquences catastrophiques : l'économie s'écroule et le chômage explose de 14% à 22% en un an alors que la production économique (PIB) chute de 7,7%. La société est en état de choc et les orientations politiques se polarisent vers l'extrême gauche et le parti nazi, ce dernier connaissant subitement un succès fulgurant.

Malgré cette évolution, le gouvernement décide d'intensifier l'austérité, étant convaincu que son échec est dû à l'insuffisance des mesures prises. Un nouveau paquet d'austérité est adopté par décret alors que le chômage est à 22%. Dans une déclaration officielle, le gouvernement annonce « *qu'il reste maintenant moins de 100 mètres jusqu'à la cible.* »

La suite de l'histoire est connue : un an plus tard, le PIB chute à nouveau de 7,5% et le chômage passe à 28%. La radicalisation politique de la population s'intensifie, menant à l'arrivée au pouvoir en 1933 du parti nazi et d'Adolf Hitler, ce dernier s'étant servi de l'effondrement économique et social du pays comme levier pour sa campagne de propagande.

Car en effet, il n'est pas question ici de la Grèce. Cette description factuelle est celle des dernières années de la république de Weimar entre 1929 et 1933, les années sombres qui ont mené au nazisme et à la deuxième guerre mondiale. Le gouvernement dont il est question ici est celui du chancelier Heinrich Brüning, nommé à cette fonction en 1930 par le président fédéral Paul von Hindenburg. Son entêtement à mener une politique d'austérité extrême a fait implorer l'économie et la société allemande en l'espace de deux ans.

Cette expérience de cure d'austérité et ses conséquences, l'accession du parti nazi au pouvoir menant quelques années plus tard à la deuxième guerre mondiale, ne semble en fin de compte pas avoir été aussi traumatisante que cela. Il faut chercher très profond dans les archives internationales des trois dernières années pour trouver des journalistes ou des personnalités médiatiques faisant référence à ce précédent historique pour aborder la problématique actuelle.

Sous l'effet de l'austérité, le taux de chômage en Grèce est passé de 9,5% en juillet 2009 à 12,5% en juillet 2010, 17,8% en juillet 2011 et 25,1% en juillet 2012.

Simultanément, on sait que le parti néo-nazi grec « *aube dorée* » est passé de 0,46% des votes aux élections européennes de 2009 à 5,3% aux élections municipales d'Athènes en 2010, puis 6,92% aux élections législatives de Juin 2012, et que 12% des personnes sondées approuvaient l'attitude du parti en mai 2012, part qui atteint les 22% en Septembre 2012.

L'accumulation de ces faits ne cherche en aucun cas à prédire une accession, peu probable, d'un parti néo-nazi au pouvoir d'un pays subissant l'austérité européenne. Les mêmes causes ne peuvent avoir les mêmes effets dans le domaine si aléatoire des comportements sociaux. Ce qui est démontré par contre, c'est que la situation économique et sociale atteinte à l'automne 2012 en Grèce est du même ordre que celle de l'Allemagne en 1933.

Il est alors sidérant et inquiétant de constater que le niveau de préoccupation atteint par les institutions et les politiciens européens ne dépasse pas une sporadique phrase de compassion, pommade cynique servant à faire passer les nouveaux plans d'austérité et de privatisation.

Fin 2010, on a pu s'inquiéter des risques économiques que pourraient amener l'austérité.

Fin 2011, les conséquences dramatiques de ces mesures laissaient espérer une prise de conscience et un virage politique.

Fin 2012, le potentiel destructeur avéré et abouti de cette politique combiné à un aveuglement proportionnel des grands décideurs européens ne laisse plus beaucoup de place à l'optimisme pour les temps à venir.

Le grand traumatisme fondateur qui régit aujourd'hui la politique économique allemande et européenne est la peur de l'inflation et de l'instabilité monétaire. Pourtant, la grande crise d'hyperinflation a eu lieu en Allemagne en 1922-1923, une décennie avant la grande dépression et la montée du nazisme. Dans la conscience collective des décideurs, il semble que l'annulation par l'inflation de toutes les fortunes personnelles d'Allemagne ait un impact bien plus important que la destruction de l'économie et de la société allemande par les politiques d'austérité en 1930-1933.

Quelle explication trouver au fait qu'une erreur si grossière et dramatique soit reproduite 80 ans plus tard exactement à l'identique par l'élite du même pays? La seule différence, de taille, est que cette erreur est aujourd'hui infligée à un autre peuple et non au sien...

On pourra remarquer que le mot « *Schuld* » en allemand signifie aussi bien « *dette* » que « *faute* » ou « *culpabilité* ». Pour les élites conservatrices germanophones, le fait que les pays surendettés aient « *fauté* » n'est même plus un rapprochement facile : le concept linguistique est tout simplement équivalent. On peut alors se demander si ce n'est pas un excès d'antique morale religieuse qui pousserait la classe dirigeante allemande à assimiler le « *mal nécessaire* » de l'austérité à une « *punition* ».

La question de la responsabilité de ce drame restera probablement longtemps ouverte, mais il y a maintenant urgence à éviter le pire.

Un article de Reuters du 13 novembre 2012

Plus de 300.000 salariés à prix cassés en France ? (14.11)

Le ministère du Travail a démenti mardi l'existence d'une note confidentielle selon laquelle plus de 300.000 ressortissants de l'Union européenne travailleraient en France "à prix cassés".

Dans un communiqué, le ministère indique que 145.000 salariés ont été détachés légalement en France en 2011 -l'équivalent de 21.000 temps plein - mais que l'administration n'est pas à même d'évaluer les prestations effectuées en dehors de la loi. Le chiffre officiel des salariés européens détachés en France aurait officiellement été de 110.000 en 2010, soit trois fois plus qu'en 2006, mais se situerait réellement entre 220.00 et 330.000, selon Le Parisien de mardi, qui dit s'appuyer sur une *"note confidentielle du ministère du Travail"*.

Aux ressortissants d'Europe de l'Est se seraient ajoutés ces deux dernières années des Espagnols et des Portugais fuyant la crise dans leurs pays, d'après le quotidien.

"Une telle estimation avait été avancée dans les rapports pour 2009 et 2010 à titre purement indicatif", explique le ministère du Travail dans un communiqué. *"Sans méconnaître l'existence de sous-déclarations, cette estimation a paru insuffisamment fondée et n'a pas été reprise dans le rapport 2011"*, ajoute-t-il.

Le ministère précise par ailleurs que le document mentionné par Le Parisien est une analyse des déclarations de détachement des entreprises de services en France, un document diffusé à tous les membres de la commission nationale de lutte contre le travail illégal et ne constituant pas une *"note confidentielle"*.

Il sera s'ailleurs discuté *"prochainement"* lors de la réunion de cette commission sous la présidence du Premier ministre, indique le ministère.

Depuis un décret de 2007, le recours à des entreprises étrangères prestataires de services installées dans d'autres pays de l'Union européenne est légal en France. Mais celles-ci doivent respecter le droit du travail français, en matière notamment de rémunérations, ce qui est loin d'être le cas selon les syndicats.

Interrogé dans la matinée sur le sujet, Michel Sapin a estimé qu'il s'agissait d'un *"phénomène connu."*

"C'est un phénomène qui est connu, qui est extrêmement présent, notamment dans le bâtiment (...) et c'est un phénomène qui est illégal", a-t-il dit sur France 2.

Un article lepress.fr du 14 novembre 2012

Renault et les syndicats signent un accord sur la compétitivité en Espagne. (15.11)

Pour améliorer la compétitivité de ses sites espagnols, le groupe a signé hier avec les syndicats un "*pacte social*" qui prévoit flexibilité du travail et ajustements salariaux. En France, les négociations se poursuivront jusqu'en janvier.

La direction de Renault a signé mardi un accord avec les syndicats espagnols UGT, CCOO et CCP portant sur les conditions de travail des salariés du groupe en Espagne (au nombre de 10 000). Ce "*pacte social*", qui prévoit flexibilité du travail et ajustement des salaires, doit permettre d'améliorer la compétitivité des usines sur la période 2014-2016. Les mêmes négociations vont se poursuivre en France jusqu'au début de l'année prochaine.

Augmentation du temps de travail annuel

L'accord porte sur les coûts du travail, la flexibilité, l'emploi et les avantages sociaux, "*des domaines fondamentaux pour améliorer la compétitivité de l'entreprise*", a expliqué Renault dans un communiqué. Il inclut notamment une augmentation de 50% de l'indice des prix chaque année, avec la possibilité d'un paiement lié aux objectifs. Le temps de travail annuel sera lui augmenté d'une journée obligatoire à partir de 2014 et de deux journées "négociables" par an.

Produire sept jours sur sept

L'accord crée également une nouvelle catégorie de contrat d'une durée de 18 mois et avec "*un salaire équivalent à 72,5% de celui d'un agent de production qualifié*". Parmi les mesures de flexibilité adoptées, le groupe "*pourra mettre en place un roulement permettant la production pendant les sept jours de la semaine*": "*il pourra être mis en place dans n'importe quel site de production de Renault en Espagne et les salariés seront libres d'y participer*".

Création de 800 CDI

Enfin, 800 intérimaires seront transformés en contrats à durée indéterminée entre 2014 et 2016, tandis que certains avantages sociaux sont améliorés (création d'un chèque garderie, augmentation de l'aide aux salariés dont les enfants sont handicapés, doublement du congé pour la naissance d'un enfant...).

Cet accord survient alors qu'en France, la direction de Renault et les syndicats ont mené mardi la deuxième séance de négociations sur la compétitivité ; compétitivité qui pâtit d'un coût du travail trop élevé et d'une productivité moindre que celle des autres sites européens du groupe, selon la direction. Cette dernière a assuré que si un accord était signé par les syndicats, elle "*pourrait s'engager à ne pas fermer d'usines en France*". Pour Ali Kaya, délégué syndical CGT à l'usine de Flins, cette proposition, tout comme l'accord signé mardi en Espagne, n'est ni plus ni moins qu'un "*chantage*", du "*banditisme*", visant à "*courber l'échine du travailleur*".

Le prochain round des négociations se tiendra le 29 novembre, avec pour objectif la signature d'un accord d'ici fin janvier.

Commentaire.

Hier, Fernando Toxo, qui dirige les Commissions ouvrières (CCOO), la principale centrale syndicale espagnole a dit : "*Nous vivons un moment historique du mouvement de construction de l'Union européenne*", cet accord scélérat que son syndicat a signé en est la preuve ! AFP 14.11

Un article du nouvelobs.com du 16 novembre 2012

Boisson énergisante : 13 décès suspects aux Etats-Unis. (17.11)

La FDA a ouvert une enquête des effets néfastes de la boisson 5-Hour Energy, après avoir ouvert une première investigation, fin octobre, sur la boisson Monster Energy.

L'Agence américaine des produits alimentaires et des médicaments (FDA) enquête sur 13 décès qui seraient liés à la consommation de la boisson énergisante 5-Hour Energy, vendue par la société Living Essentials, a indiqué jeudi 16 novembre une porte-parole de la FDA Shelly Burgess : *"La Food and Drug Administration poursuit une enquête après avoir été informé de problèmes de santé ou de décès de personnes qui ont consommé des boissons énergisantes de la marque 5-Hour Energy"*, a-t-elle expliqué.

"Nous avons été informés de 92 cas de personnes au total rendues malades après avoir consommé cette boisson, dont 33 ont été hospitalisées et 13 sont décédées", a-t-elle précisé. Le problème ? *"Ces produits sont vendus comme des boissons énergisantes et considérés comme des compléments alimentaires"*, a noté la porte-parole, en mettant en garde contre le fait que ces boissons, riches en excitants comme la caféine, ne peuvent pas se substituer au repos ou au sommeil.

L'agence conseille, avant d'en consommer, de consulter un médecin pour s'assurer que leur consommation n'aggrave pas un problème de santé non-diagnostiqué.

Monster Energy également dans le collimateur

Il s'agit de la deuxième enquête menée par la FDA sur des effets néfastes signalés après la consommation de boissons énergisantes. Le 23 octobre, l'agence avait déjà annoncé enquêter sur cinq décès et une crise cardiaque non-mortelle apparemment liés à la consommation d'une boisson énergisante de la société Monster Beverage.

Monster Beverage fait aussi l'objet d'une plainte en Californie (ouest), lancée par la famille d'Anaïs Fournier, une adolescente décédée d'arythmie cardiaque en décembre 2011 après avoir consommé en 24 heures deux cannettes de Monster Energy, vendues par Monster Beverage.

Jeudi deux sénateurs, les démocrates Dick Durbin (Illinois, nord) et Richard Blumenthal (Connecticut, nord-est) ont demandé à rencontrer la directrice de la FDA, le Dr Margaret Hamburg, *"pour discuter les mesures que l'agence prend pour s'assurer de l'innocuité de ces produits"*, selon un communiqué.

Living Essentials a indiqué dans un communiqué prendre très au sérieux ces informations tout en affirmant n'avoir jamais été informé de décès à la suite de la consommation de sa boisson 5-hour Energy. Monster Beverage avait déclaré la même chose en octobre.

Un article de l'AFP du 16 novembre 2012

OGM: Séralini publie une liste de soutien de 193 scientifiques internationaux. (17.11)

L'organisme de recherche sur les OGM dont le professeur Gilles-Eric Séralini est un membre-clé, le Criigen, a publié vendredi dans un communiqué une liste d'environ 190 noms de "scientifiques internationaux" de "33 pays" qui "apportent leur soutien" à l'étude controversée du chercheur.

Ces personnes ont "témoigné de leur soutien à l'étude en envoyant une lettre souvent très argumentée, soit au Criigen, soit directement à la revue scientifique qui a publié l'étude" sur le maïs NK603 et le RoundUp, affirme l'organisme, dont l'eurodéputée Corinne Lepage est présidente d'honneur.

En pièce jointe du communiqué envoyé par mail, le Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique (Criigen) publie un document intitulé "soutien au Pr Séralini: 193 signataires de 33 pays" suivi d'une liste de noms et de centres de recherche.

Ces "soutiens" s'ajoutent, écrit le Criigen dans son communiqué, à celui de 140 scientifiques de France, en faisant allusion au texte publié par lemonde.fr intitulé "Science et conscience". L'AFP a relevé trois noms en commun.

"Les signataires du texte" publié par lemonde.fr "dont j'ai été l'initiateur mais dont plusieurs paragraphes ne sont pas de moi, désavouent une certaine manière de traiter Séralini. Une minorité de signataires pense que l'étude prouve la toxicité du NK603. Mais tous pensent que la non toxicité des OGM n'est pas prouvée et que les méthodes d'autorisation de mise sur le marché doivent être changées", a nuancé Pierre-Henri Gouyon, professeur au Muséum national d'histoire naturelle à Paris, interrogé par l'AFP.

"Il y a aussi des gens qui ont participé à la rédaction mais n'ont pas signé par crainte de conséquence pour leur carrière. J'ai moi-même conseillé à des gens qui attendait un poste de ne pas signer", a ajouté M. Gouyon.

Commentaire.

Dans cette page deux articles sur la manière dont la théorie de l'eugénisme est mise en oeuvre, et dire qu'il y en a qui ont cru et qui croit encore que ceux qui affament le monde voudraient le sauver en produisant des OGM, à ce demander ce qu'ils ont dans la tête, s'ils sont vraiment capables de penser librement, apparemment non. On se demande parfois jusqu'où vont se nicher les idées de la classe dominante...

Les OGM, tout comme les substances chimiques de synthèse devraient être prohibées de l'alimentation humaine et animale, point barre. Ce n'est pas négociable.

Un article de Reuters du 16 novembre 2012

L'ex-général croate Ante Gotovina acquitté en appel à La Haye. (17.11)

L'ancien général croate Ante Gotovina, condamné en première instance à 24 ans de prison pour crimes de guerre, a été acquitté vendredi en appel par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY).

Le TPIY a ordonné en outre la libération immédiate du commandant des forces croates dans la région de Split durant la guerre des Balkans et considéré comme un héros dans son pays.

Le tribunal a aussi relaxé un chef de la police croate, Mladen Markac, condamné dans un premier temps à 18 ans de prison.

Il s'agit de la plus importante annulation prononcée par ce tribunal depuis sa création il y a une vingtaine d'années. Les deux hommes avaient été reconnus l'an dernier coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité pour leur rôle dans la guerre.

La nouvelle a été accueillie avec consternation en Serbie.

"Il est désormais évident que le tribunal a pris une décision politique et non juridique. Le verdict prononcé aujourd'hui ne contribuera pas à la stabilisation de la situation dans la région et rouvrira de vieilles blessures", a déclaré le président serbe dans un communiqué.

Le vice-Premier ministre serbe Rasim Ljajic a estimé que le TPIY avait perdu *"toute crédibilité"* avec cet arrêt.

"Ce qui est arrivé aujourd'hui témoigne d'une justice sélective, qui est pire que toute injustice", a dit Rasim Ljajic, qui est aussi le principal interlocuteur de la Serbie auprès du tribunal des Nations unies.

L'annonce de ces acquittements a été accueillie avec joie dans la capitale croate et le Premier ministre a annoncé l'envoi d'un avion aux deux hommes, ajoutant qu'il serait *"tout simplement juste de les ramener chez eux"*.

Zoran Milanovic a cependant réaffirmé que la Croatie, qui intégrera l'Union européenne l'an prochain, remplirait son obligation de juger les crimes de guerre.

Le parquet accusait les deux hommes d'avoir illégalement visé des institutions civiles dans les villes de Krajina afin de pousser les Serbes à fuir la région, lors de l'Opération tempête en 1995.

La défense soutenait qu'ils ne faisaient pas partie d'une entreprise criminelle concertée visant à chasser définitivement tous les Serbes de la région croate de Krajina, entité serbe autoproclamée durant le conflit.

L'accusation estimait que les bombardements de Knin et de trois autres villes faisaient partie d'un plan ayant pour objectif le départ forcé de tous les Serbes.

Mais le TPIY a considéré que ces institutions n'avaient pas été délibérément ciblées, et qu'elle ne pouvait conclure à des attaques juridiquement condamnables.

Ante Gotovina s'était prononcé de sa prison en faveur du *"oui"* lors du référendum en janvier dernier sur l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne, approuvée par une large majorité des électeurs.

Le TPIY a condamné des responsables de toutes les communautés depuis sa création. La majorité d'entre eux étaient toutefois des Serbes, ce qui a conduit de nombreux Serbes à parler d'un *"tribunal de l'Otan."*

Commentaire.

C'est ce qu'il est, de l'armée de l'ONU, du gouvernement mondial...

Un article de lexpress.fr du 17 novembre 2012

Hongrie: quand l'Etat tranfère les écoles à l'Eglise. (19.11)

Sous couvert de bonne gestion, le Premier ministre ultraconservateur favorise le transfert des établissements scolaires aux institutions religieuses. Ce qui lui permet de remettre au goût du jour une morale traditionaliste.

Les vacances d'été se sont envolées, les résidences secondaires sont fermées. Avec l'automne, la petite commune d'Alsoörs a retrouvé son calme. Ce village cossu aux toits de tuiles, niché sur la rive nord du lac Balaton, au coeur de la Hongrie, ne compte que 1 850 habitants permanents. Et une seule école. Jusqu'à l'an dernier, elle relevait de l'enseignement public. A la rentrée de septembre, elle a été transférée à l'Eglise réformée qui la gère désormais aux frais de l'Etat. Chants religieux obligatoires, prière commune le lundi matin... Le catéchisme est facultatif mais il est remplacé, pour les enfants qui ne veulent ni de l'enseignement du pasteur ni de celui du curé, par des cours de morale.

"Au printemps dernier, raconte Monika Titscher, 37 ans, présidente de l'association des parents d'élèves, le maire et le proviseur ont convoqué toutes les familles. Ils nous ont expliqué qu'à partir du 1er janvier 2013, avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'éducation, nous ne pourrions pas garder notre école, faute d'un nombre suffisant d'élèves par classe, à moins de l'offrir à une institution religieuse." La nouvelle législation impose, en effet, le regroupement des petites écoles, mais cette contrainte ne concerne pas les établissements scolaires gérés par les Eglises qui conservent leurs subventions quel que soit le nombre d'élèves. A Alsoörs, seules deux familles, sur 96, ont voté contre le transfert proposé par le maire. La mairie a contacté le curé et le pasteur. Le premier, après en avoir référé à sa hiérarchie, a décliné l'offre, le second l'a acceptée. *"Nous n'avions pas le choix, c'était la seule solution pour sauver l'école"*, souligne Monika Titscher, catholique non pratiquante.

Le pasteur, Miklos Rasky, habite une grande bâtisse à quelques mètres de son église, tout en haut du village. Il a une vue splendide sur le lac qui scintille au soleil de l'automne. Lui ne cache pas sa satisfaction: *"Le gouvernement actuel est attaché aux valeurs chrétiennes. Cela nous permet de renouer avec notre rôle traditionnel dans le domaine de l'éducation."* Catholiques pour la plupart, les enseignants sont restés dans l'établissement, mais Miklos Rasky ne cache pas qu'ils seront remplacés, au fur et à mesure des départs, par des membres de son Eglise. En attendant, ils ont dû accepter ce que le proviseur, Karoly Meszaros, appelle pudiquement les *"nouvelles règles du jeu"*. A commencer par ce serment par lequel ils s'engagent à *"servir la gloire de Dieu"* et disent *"connaître les lois de l'Eglise réformée hongroise, qu'ils acceptent et respectent"*. Un enseignant évoque un *"chantage à l'emploi"*. Le proviseur n'est pas loin de partager cet avis. Mais il était impensable, pour cet ancien professeur d'éducation physique, de laisser mourir l'école qui s'enorgueillit d'avoir le meilleur club scolaire de handball du pays.

Alsoörs n'est pas un cas isolé. Depuis deux ans, près de 200 établissements scolaires sont passés sous la houlette des Eglises, catholique ou protestantes. Amorcé au milieu des années 1990 à la suite d'un accord avec le Vatican, obligeant l'Etat à financer intégralement les écoles confessionnelles, le mouvement s'est accéléré en 2011. Quelque 80 établissements ont été cédés cette année-là, le plus souvent par des municipalités endettées trop heureuses de se débarrasser d'un fardeau financier. Cette année, la nouvelle loi sur l'éducation a encore amplifié le phénomène. Le texte prévoit la disparition des petites écoles et la nationalisation de tous les établissements gérés jusqu'ici par les municipalités. Si, à Alsoörs, l'école a été cédée pour ne pas fermer, ailleurs, le maire et ses administrés ont préféré, à tout prendre, la tutelle d'une Eglise à celle de l'Etat... Résultat: une centaine d'établissements sont passés sous administration religieuse à la rentrée de septembre. Dans plusieurs dizaines de cas, l'école confessionnelle est désormais la seule de la commune.

"Un enseignement fondé sur le bourrage de crâne"

Au-delà du cas des écoles transférées à des institutions religieuses, les syndicats d'enseignants et les partis d'opposition (gauche et libéraux) s'insurgent contre l'approche idéologique qui imprègne la nouvelle loi concoctée par Rozsa Hoffmann, secrétaire d'Etat à l'Education nationale et membre du Parti chrétien-démocrate, allié du Fidesz (droite populiste) du Premier ministre Viktor Orban. La loi prévoit d'imposer, à partir de la rentrée de septembre 2013, un programme national et, pour chaque matière, un manuel unique, agréé par le ministère. A l'instar de ce qui se fait déjà dans les écoles confessionnelles, les cours de

catéchisme seront intégrés au cursus, et les élèves qui n'en voudront pas seront tenus de suivre des cours de morale, dont le matériel pédagogique sera lui aussi contrôlé par le ministère. Une oeuvre salubre, si l'on en croit Rozsa Hoffmann.

"Il n'y a pas assez de solidarité dans notre société et trop d'égoïsme. Les valeurs morales sont en berne. Nous voulons les réhabiliter, qu'il s'agisse de la protection de la vie humaine, du travail, du respect des lois, de l'honnêteté ou de l'amour de la patrie. L'école n'a pas seulement pour but l'acquisition des connaissances, elle doit aussi transmettre des valeurs", justifie la ministre. Au passage, en littérature, le programme officiel réhabilite un quatuor d'auteurs ultranationalistes et notoirement antisémites, dont Albert Wass (1908-1998) chantre de la *"magyarité"*, et Jozsef Nyirö (1889-1953), partisan du parti pro-nazi des Croix fléchées. Il y a bien eu quelques protestations, mais la secrétaire d'Etat juge que ce sont de *"très bons écrivains"* et que la *"controverse est exagérée"*. Universitaire, spécialiste des questions d'éducation, Peter Rado estime cependant que ces tentatives d'endoctrinement idéologique sont *"vouées à l'échec"*. Il prédit plutôt, chez les professeurs, une résurgence de cette forme de résistance que fut, dans la Hongrie communiste, le double langage! Vent debout contre la réforme, les syndicats d'enseignants ont le sentiment d'avancer à reculons. *"On renoue avec une approche idéologique et avec un enseignement fondé sur le bourrage de crâne, à contre-courant de ce qui se fait partout en Europe"*, déplore Laszlo Mendrey, le président de l'Union démocratique des enseignants de Hongrie.

La loi sur l'éducation s'inscrit dans le droit fil d'une dérive autoritaire tous azimuts tandis que la nouvelle Constitution, promulguée en janvier 2012, exalte les valeurs chrétiennes et réhabilite la "Sainte Couronne" des rois catholiques, symbole de la *"Grande Hongrie"*. Depuis les élections législatives d'avril 2010, le gouvernement ultraconservateur et ultranationaliste de Viktor Orban dispose au Parlement de la majorité des deux tiers, ce qui lui permet de remodeler à sa guise le pays sans sortir de la légalité. *"Avec une telle majorité, il peut toucher à tout et il ne s'en prive pas!"* souligne le politologue Robert Laszlo. Y compris sur le terrain des valeurs. A Alsoörs, Peter, 11 ans, le fils aîné de Monika Titscher, a ouvert un nouveau cahier pour ses cours de morale. Ceux-ci sont empreints de traditionalisme. On peut y lire qu'une maman se doit d'être *"compréhensive"* et qu'un bon père est *"sévère et travailleur"*... Sur la page qui précède, le petit garçon a recopié un poème d'Albert Wass. Il y est question des montagnes de la Transylvanie. La région faisait partie de la *"Grande Hongrie"* avant son rattachement à la Roumanie, en juin 1920, par le traité de Trianon.

Verrouillage généralisé

La loi sur les médias (janvier 2011) crée un conseil des médias qui peut infliger des amendes et gère les fréquences. Klubradio, seule radio d'opposition, a été privée d'antenne.

La nouvelle Constitution allonge, entre autres dispositions, de neuf à douze ans le mandat des responsables nommés par le gouvernement.

La loi sur la justice (juillet 2012) permet à une instance nommée par le gouvernement de confier une affaire au tribunal de son choix. L'âge de départ à la retraite des juges est subitement passé de 70 à 62 ans. Une purge qui ne dit pas son nom.

La toute nouvelle loi électorale obligera les électeurs à se réinscrire tous les quatre ans sur les listes. Ce qui ne sera possible que par Internet ou dans les villes d'une certaine taille. Ce qui devrait dissuader, notamment, les Roms...

Un article slate.fr 17 novembre 2012

Volkswagen, symbole de l'efficacité de la rigueur allemande. (19.11)

Dans toute l'Europe, les ventes des constructeurs automobiles sont en berne. Sauf chez Volkswagen, qui depuis le début de la crise, est en train de s'imposer sur le marché européen, explique le quotidien berlinois Die Welt:

«Tandis que les ventes de voitures s'effondrent chez les poids-lourds de la construction comme Fiat, Opel ou PSA Peugeot Citroën, VW profite de la crise pour développer sensiblement ses parts de marché sur le continent. Son arme surprenante: des crédits auto bon marché, qui sont en grande partie une conséquence du fossé économique qui sépare une Allemagne robuste sur le plan financier de ses voisins vacillants en Europe du Sud. Avec des offres de financements agressives, VW a réussi à faire passer ses parts de marché en Europe de l'Ouest de 20% à 25% depuis que la crise a fait irruption il y a trois ans – un signe clair de la façon dont la crise est en train de changer le paysage entrepreneurial sur le continent.»

Alors que ses concurrents proposent des crédits auto avec des taux compris entre 5 et 11% aux particuliers, la stratégie de VW est de proposer des plans de financements très bas voire même parfois à taux zéro, assortis de baisses de prix – de 12% en moyenne pour le marché français ces derniers mois – et d'offres spéciales à côté desquelles celles de ses concurrents ne font pas le poids. En Angleterre, le constructeur allemand proposait par exemple il y a peu aux acheteurs de Polo à crédit une remise de 1.000 pounds (soit près de 1.247 euros) ainsi qu'une assurance auto gratuite.

Une stratégie commerciale agressive qui a conduit selon le chef de Fiat Sergio Marchionne à un «bain de sang», comme le rapportait le FT Deutschland. Il y a dix ans, VW était pourtant l'une des entreprises du secteur automobile les plus en difficulté d'Europe, comme le rappelle Die Welt:

«L'entreprise était autrefois connue pour ses lignes de production inefficaces, qui rendaient les modèles VW plus chers et permettaient aux concurrents italiens et français de tenir le groupe de Wolfsburg à distance du marché intérieur dans son propre pays.»

C'est en mettant en place une ferme politique de réduction des coûts ces dernières années, avec gel des salaires et allongement du temps de travail, que VW est parvenue à remonter la pente. Mais le constructeur profite bien sûr aussi du rayonnement de l'Allemagne sur le marché européen et de sa compétitivité record face à ses voisins. Selon Die Welt, c'est la preuve de l'échec de l'UE:

«Cet écart violent est la preuve que le système financier européen s'oriente toujours par rapport aux frontières – c'est le contraire qui devait en fait être atteint avec l'euro. Pour les pays du Sud de l'Europe, cela rend encore plus difficile la tâche de reprendre appui et de renforcer leur compétitivité face au Nord.»

Un article du monde.fr 15 novembre 2012

L'homme, plus bête qu'hier, moins que demain ? (19.11)

L'humanité marche-t-elle, lentement mais sûrement, vers l'abêtissement ? Cette thèse iconoclaste, défendue par Gerald Crabtree, professeur de biologie du développement à l'université de Stanford (Californie), suscite des réactions contrastées dans le milieu scientifique. Dans un article en deux parties, intitulé *"Notre intellect fragile"*, publié le 12 novembre dans la revue *Trends in Genetics*, le chercheur suggère que les performances de notre cerveau ont atteint leur apogée il y a quelques millénaires et sont désormais sur le déclin.

"Je parie que si un citoyen moyen de l'Athènes de 1000 avant JC apparaissait soudainement parmi nous, il ou elle serait parmi les plus brillants et les plus intelligents, avec une bonne mémoire, un large éventail d'idées et une vision claire sur les questions importantes", écrit le chercheur dans son introduction. *"De plus, je serais tenté de penser qu'il ou elle serait parmi les plus stables émotionnellement de nos amis et collègues."* Il ajoute: *"Je ferais le même pari pour les anciens habitants d'Afrique, d'Asie, d'Inde ou des Amériques d'il y a 2000 à 6000 ans"*, expliquant qu'il fonde son raisonnement sur les dernières données de génétique, anthropologie et neurobiologie qui prédisent que nos capacités intellectuelles et émotionnelles sont *"surprenamment fragiles"*.

A l'appui de sa théorie, M. Crabtree met en exergue le nombre important de gènes (de 2000 à 5000) impliqués dans les facultés intellectuelles, et leur fragilité. En tenant compte de la fréquence des mutations délétères dans le génome, il calcule qu'en *"trois mille ans (120 générations), nous avons tous subi au moins deux mutations délétères pour notre stabilité intellectuelle ou émotionnelle"*. Mais alors, comment l'homme a-t-il acquis ses capacités cognitives uniques, et quand ce déclin a-t-il commencé ? Pour lui, *"le développement de nos capacités intellectuelles et l'optimisation des milliers de gènes impliqués dans l'intelligence ont probablement eu lieu au sein de divers groupes, avant la sortie d'Afrique de nos ancêtres"*. A cette période, poursuit-il, l'intelligence était un facteur critique pour la survie, ce qui a entraîné une intense pression de sélection. La donne a commencé à changer quand la population s'est densifiée, lors de l'invention de l'agriculture. La sélection s'est alors focalisée, selon M. Crabtree, sur la résistance aux maladies engendrées par l'urbanisation, et plus sur l'intelligence. "C'est un article bien fait, et j'adhère complètement à ses conclusions, réagit le docteur Laurent Alexandre, président de DNAVision et contributeur du supplément *"Science & techno"*. Je suis même encore plus inquiet, car il ne prend en compte que les gènes, alors que les portions non codantes de l'ADN ont aussi un rôle majeur dans le câblage neuronal et donc les fonctions cognitives." Dans son ouvrage *La Mort de la mort* (JC Lattès, 2011), le médecin consacre un chapitre au cerveau, *"première victime de la dégradation de notre génome"*, où il invite à réfléchir au recours à des techniques d'ingénierie génétique pour pallier la future *"détérioration"* de l'espèce.

Pour Lionel Naccache, neurologue et chercheur à l'Institut du cerveau et de la moelle épinière, le déclin cérébral humain reste de l'ordre de l'hypothèse. Il insiste sur le rôle de facteurs non génétiques (culture, éducation...) qui stimulent nos performances et nos capacités intellectuelles. *"Ces facteurs épigénétiques ont un poids non seulement considérable mais pas homogène au cours du temps, probablement beaucoup plus fort aujourd'hui qu'il y a 100 000 ans"*, estime-t-il.

Les spécialistes de l'évolution insistent aussi sur le rôle primordial des interactions sociales, négligé par l'Américain. Pour Evelyne Heyer et Frédéric Austerlitz, du laboratoire éco-anthropologie et ethnobiologie (MNHN, CNRS, Paris-VII), cet article, pourtant publié dans une revue de haut niveau, est truffé d'erreurs, et son auteur n'est pas spécialiste en matière d'évolution. Michel Raymond, chercheur CNRS en biologie évolutive à l'Institut des sciences de l'évolution de Montpellier, est sur la même ligne, dénonçant des *"spéculations fantaisistes"*. *"Ce n'est pas parce que de nombreux gènes interviennent dans les fonctions cérébrales que le système est fragile. Il existe entre eux de nombreuses redondances et interactions, qui permettent au cerveau de résister aux effets de mutations"*, relèvent Evelyne Heyer et Frédéric Austerlitz. En outre, selon eux, il n'y a aucune preuve sérieuse d'une baisse de la pression de sélection sur ces gènes au cours de l'évolution.

Commentaire.

Et pendant ce temps-là, le département américain de la Défense et la CIA travaillent d'arrache-pied à mettre au point des méthodes pour modifier le génome humain, agir sur le comportement psychologique des populations, affaiblir leurs résistances et réduire leur capacité à produire des anti-corps, les empoisonner, les rendre stériles ou débiles, en douceur...

Un article de lexpress.fr 19 novembre 2012

Comment la finance de l'ombre menace l'économie mondiale. (20.11)

Le "*shadow banking*" a atteint le niveau record de 70.000 milliards de dollars en 2011, selon le FSB. Or les activités de ce secteur, très développé en Europe, sont peu contrôlées. Explications.

Dans son dernier rapport, le Conseil de stabilité financière (FSB) s'alarme du développement de la finance de l'ombre. Celle-ci représenterait 67.000 milliards de dollars, soit 33,5 fois le PIB de la France. Quels sont les acteurs de ce système bancaire parallèle, capable de déstabiliser l'économie mondiale? L'Europe est-elle concernée par le problème? L'Expansion fait le point.

Le "*shadow banking*", c'est quoi?

Le "*shadow banking*" recouvre toutes les sortes de placements qui concurrencent les dépôts bancaires. La plupart du temps, ils sont effectués par des fonds de titrisation, des hedge funds, des banques d'affaires ou des fonds monétaires, c'est-à-dire des entités qui ne sont pas soumises à la réglementation bancaire, car elles ne reçoivent pas de dépôts. Les investissements réalisés par ce système bancaire parallèle offrent souvent des rémunérations attractives, mais ils présentent aussi des risques plus élevés pour les investisseurs.

Cela n'empêche pourtant pas leur développement. Même la crise financière ne parvient pas à stopper la tendance. Depuis 2009, les investissements réalisés par les hedge funds et autres entités non bancaires sont repartis de plus belle. Le FSB estime ainsi la taille des activités de la finance de l'ombre à environ 67.000 milliards de dollars en 2011, soit entre 5.000 à 6.000 milliards de plus qu'en 2010.

En théorie, ce développement d'une finance parallèle pose un problème de concurrence pour les banques traditionnelles. Cependant, il faut le souligner, celles-ci sont très impliquées dans le shadow banking. Nombre d'entités de l'ombre bénéficient d'un soutien implicite des banques. Celui-ci peut prendre plusieurs formes: utilisation d'une marque, d'un réseau de distribution, apport de liquidités... De fait, une partie importante du shadow banking est liée aux banques. Et c'est bien ce qui pose problème pour le régulateur.

Le shadow banking, c'est bien ou pas?

"*Shadow banking*" et finance de l'ombre ont souvent une connotation négative. Ces activités permettent pourtant de financer l'économie. On a longtemps dit, par exemple, que la titrisation avait permis d'apporter énormément de liquidités sur les marchés. Cependant, il y a eu des excès. Pendant des années, les banques et les hedge funds se sont amusés à découper les crédits immobiliers en tranches et à les incorporer à d'autres produits financiers complexes, dotés d'une rentabilité supposée imbattable. Ces produits "*titrisés*" ont été vendus un peu partout et se sont largement diffusés sur la planète finance, mais quand leurs détenteurs se sont aperçus qu'ils étaient pourris, cela a entraîné un mouvement de panique. Tout le monde a voulu vendre, mais il n'y avait pas d'acheteur. Résultat, une perte de confiance, un assèchement brutal de la liquidité et le gel du marché interbancaire, poussé au paroxysme dans les semaines qui suivent la chute de Lehman Brothers. Cette expérience montre qu'il faut encadrer la finance de l'ombre. Aujourd'hui, l'un des enjeux est d'être sûr que dans le bilan des banques, tous les engagements sont comptabilisés. Il y a déjà du chemin de fait : le G20 a décidé d'obliger les entités qui "*titrisent*" à garder 5% de cette activité dans leur bilan. Mais il reste encore à faire appliquer cette mesure. Et puis d'autres mesures de contrôle seront sans doute nécessaires pour limiter, par exemple, la concentration du portefeuille d'actifs illiquides.

Le "*shadow banking*" est-il surtout un problème américain ?

Absolument pas. Certes, les Etats-Unis disposent toujours du système bancaire parallèle le plus important au monde, avec 23.000 milliards d'actifs en 2011 et ils sont à l'origine de la crise financière que nous traversons. Cependant, la finance de l'ombre pèse 22.000 milliards de dollars dans la zone euro et 9000 milliards de dollars rien que pour le Royaume-Uni. De fait, sur le Vieux continent, les actifs qui échappent aux régulateurs atteignent un montant supérieur à 30.000 milliards de dollars. A elle seule, l'Europe est donc à l'origine de presque la moitié (46%) du "*shadow banking*" mondial.

Pis: ses parts de marchés en la matière ont même tendance à augmenter, alors que celle des Etats-Unis diminuent. En 2005, la zone euro et le Royaume-Uni représentait 40% de la finance de l'ombre. Aujourd'hui, leur part est de 46%. A l'opposé, les Etats-Unis sont passés de 44% à 35% sur la même période.

Le Royaume-Uni et la Suisse sont responsables en grande partie de cette montée en puissance. Ce sont les pays industrialisés où la finance de l'ombre progresse le plus depuis la crise. Selon les travaux du FSB, elle a augmenté de 10% au Royaume-Uni sur la période 2007-2011, et de 6% en Suisse, alors qu'en France et aux Etats-Unis, l'activité déclinait sur la même période.

Aujourd'hui, la part du "*shadow banking*" représente 370% du PIB outre Manche. Seuls Hong-Kong (520%) et les Pays-Bas (490%) font pire. On comprend mieux pourquoi le Royaume-Uni ne veut pas que le reste de l'Europe lui dicte ses règles en matière bancaire.

Commentaire.

Cet article fait l'impasse sur les produits dérivés qui représentent dix fois la somme du "*shadow banking*" dans le monde, soit au bas mot 700.000 milliards de dollars, comparativement au PIB mondial qui est d'environ 60.000 milliards de dollars.

Un article de l'AFP du 20 novembre 2012

Délit d'initiés record aux Etats-Unis chez une filiale du fonds SAC Capital. (21.11)

Les Etats-Unis ont porté plainte contre une filiale du fonds spéculatif SAC Capital, accusant l'un de ses conseillers d'être à l'origine du plus gros délit d'initiés jamais connu aux Etats-Unis et d'avoir généré 276 millions de dollars de bénéfices illicites.

"Les accusations révélées ce jour décrivent des tricheries du début à la fin" autour des actions de deux laboratoires pharmaceutiques, Elan et Wyeth, *"d'une ampleur sans précédent dans l'histoire"*, affirme le procureur fédéral de Manhattan, Preet Bharara, dans un communiqué.

Le fonds CR Intrinsic Investors, filiale du fonds spéculatif SAC Capital Advisors, un conseiller financier de ce fonds, Mathew Martoma, 38 ans, un autre conseiller non identifié ainsi qu'un professeur de neurologie, Sidney Gilman, 80 ans, sont tous poursuivis par la Commission des opérations de Bourse (SEC) et par le gouvernement américain.

Selon la plainte, des opérations boursières réalisées en bénéficiant d'informations confidentielles *"négatives sur des essais cliniques d'un traitement contre la maladie d'Alzheimer"*, avant leur diffusion officielle le 29 juillet 2008, ont permis de générer des bénéfices illicites et d'éviter des pertes boursières qui totalisent 276 millions de dollars.

Ce médicament contre la maladie d'Alzheimer, trouble neurologique très répandu, était conçu conjointement par les laboratoires Elan et Wyeth (groupe Pfizer) et présentait un potentiel financier énorme.

Selon le Wall Street Journal, qui cite des sources proches du dossier, c'est le fondateur même du fonds SAC Capital, Steven Cohen, une star de Wall Street et un averse collectionneur d'art contemporain, qui est le conseiller financier non identifié visé par ces poursuites

Les montants concernés placent ce délit nettement au-dessus de l'affaire Galleon, qui était jusque là la plus grosse affaire de délit d'initiés jamais découverte aux Etats-Unis.

Le fondateur du fonds Galleon, Raj Rajaratnam, 54 ans, a été condamné l'an dernier à une peine record de 11 ans de prison pour avoir mis en place un réseau d'informateurs qui avait rapporté 72 millions de dollars de profits illicites en Bourse.

Le bureau du procureur de New York a indiqué mardi que ses services avaient passé un accord avec le professeur Gilman qui a fait des aveux complets, va restituer 186.781 dollars de gains correspondant aux *"gains perçus lors de consultations"* liées au médicament contre la maladie d'Alzheimer, le bapineuzumab, dont il supervisait les essais cliniques. Il ne sera pas poursuivi.

M. Martoma et M. Gilman s'étaient rencontrés lors de réunions entre 2006 et 2008 qui avaient été organisées par une firme d'analystes.

Ces sociétés, qui organisent des rencontres monnayées entre des investisseurs et des experts, sont au centre d'une série de procès et d'arrestations aux Etats-Unis depuis deux ans.

Elles sont soupçonnées d'être devenues de vraies machines à délit d'initiés et la plainte des autorités américaines affirme que c'est au cours de telles réunions que M. Gilman a communiqué à M. Martoma des informations confidentielles.

Ces informations ont permis à M. Martoma et à l'investisseur non identifié de vendre 700 millions de dollars de positions sur Wyeth et Elan avant que les mauvaises nouvelles sur les essais cliniques ne fassent chuter les actions des deux groupes.

Les fraudeurs ont en plus vendu à découvert des titres sur ces laboratoires, c'est-à-dire qu'ils ont parié sur la baisse du titre, ce qui leur a permis non seulement d'éviter des pertes mais de faire des bénéfices. Au total, ils ont vendu pour près d'un milliard de dollars de titres d'Elan et Wyeth en une semaine.

M. Martoma a reçu un bonus de 9,3 millions de dollars fin 2008 grâce aux profits générés sur ces opérations.

Commentaire.

Quand on dit que leur cynisme est sans fond, est-ce qu'on exagère ou sommes-nous encore en dessous de la réalité ? Comme Goldman Sachs ou JP Morgan ils vont régler une amende dérisoire et on n'en parlera plus, à moins qu'ils aient moins de bol et soient condamnés pour l'exemple, comme Madoff.

Un article de l'AFP du 20 novembre 2012

Des rémunérations annuelles en dizaines de milliards de dollars. (21.11)

(Titre de l'AFP : *Tim Cook, patron d'Apple, patron le mieux payé des Etats-Unis*)

Tim Cook, le patron d'Apple, reste en tête des patrons les mieux payés des Etats-Unis aux côtés de Larry Ellison, fondateur et président d'Oracle, d'après un classement publié mardi par la chaîne financière CNBC.

La rémunération de Tim Cook, 52 ans, s'élève à 95 millions de dollars en moyenne sur les cinq dernières années grâce à un bonus d'un million d'options d'achats de titres du groupe perçu en 2011 et qui valait alors quelque 300 millions de dollars.

Le classement de CNBC place en deuxième position le patron et fondateur du groupe de logiciels Oracle Larry Ellison, 68 ans, comme celui publié en mai par le Wall Street Journal. Il a touché une rémunération moyenne de 70 millions de dollars par an sur les cinq dernières années.

En troisième place, Ron Johnson, directeur général de la chaîne de grands magasins JC Penney, a détrôné celui de CBS Leslie Mooves par rapport au classement du Wall Street Journal, rappelant que les patrons les mieux payés ne sont pas toujours les plus performants puisque l'action JC Penney a fondu de plus de 52% depuis le début de l'année.

Parmi les patrons très bien payés malgré des entreprises en déroute, on note aussi Aubrey McClendon, fondateur du groupe gazier Chesapeake, qui a touché 39 millions de dollars en moyenne sur les cinq dernières années alors que l'action de son groupe a plongé de 24% cette année, ou Michael Jeffries, dirigeant du groupe de textile prisé des adolescents Abercrombie & Fitch, qui a touché 29 millions de dollars par an en moyenne depuis 2007 alors que l'action du groupe a chuté de 14% depuis début 2012.

Les médias sont sur-représentés dans le club des dirigeants les mieux payés, avec en tête le magnat américano-australien Rupert Murdoch, qui a gagné 28 millions de dollars par an en moyenne.

Le créateur de mode Ralph Lauren a pour sa part touché 27 millions de dollars par an ces dernières années.

CNBC rappelle que l'ex-patron de Citigroup, Vikram Pandit, qui figurait en bonne place dans le classement de Wall Street Journal, a vu le projet de rémunération pour l'année 2011 retoqué par les actionnaires de la banque lors de l'assemblée générale en avril. Il a démissionné en octobre.

Un article de l'AFP du 20 novembre 2012

Commerce: les Etats-Unis 1re destination des exportations chinoises, devant l'UE. (21.11)

La Chine a annoncé mardi que les Etats-Unis avaient dépassé l'Union européenne comme première destination de ses exportations, en raison de la récession dans la zone euro, tandis que les investissements européens dans le pays ont aussi reculé.

"L'Union européenne était en tête, maintenant ce sont les Etats-Unis", a déclaré le porte-parole du ministère du Commerce, Shen Danyang, lors d'une conférence de presse mensuelle. Il a ajouté que les pays d'Asie du Sud-Est (l'Asean) étaient passés devant le Japon, relégué à la quatrième place.

Le porte-parole n'a pas fourni de chiffres mais, selon les douanes chinoises, les exportations de la Chine vers les Etats-Unis se sont élevées à 289,3 milliards de dollars entre janvier et octobre, tandis que celles à destination de l'Union européenne n'ont atteint que 276,8 milliards de dollars sur la même période.

Le volume total des échanges entre la Chine et l'UE reste lui plus élevé que celui avec les Etats-Unis, Pékin important davantage de produits européens que de produits américains.

Mais ces échanges ont reculé de 3% au cours des dix premiers mois de l'année, tandis qu'ils ont progressé de 9,1% avec les Etats-Unis.

"La situation économique internationale cette année est grave et compliquée. Il y a beaucoup d'incertitudes, la plus grave étant la faiblesse de la demande étrangère", a ajouté M. Shen.

La croissance du commerce extérieur chinois, l'un des principaux moteurs de la deuxième économie mondiale, s'est considérablement ralentie. Celle des exportations est passée de 20,3% en 2011 à 7,8% pour les dix premiers mois de cette année.

"Arriver à atteindre notre objectif d'une croissance d'environ 10% du commerce extérieur cette année sera certainement très difficile", a reconnu le porte-parole, alors que le volume des échanges commerciaux de la Chine n'a progressé que de 6,3% entre janvier et octobre.

"La zone euro est tombée dans une deuxième récession", a ajouté M. Shen, après avoir constaté que la croissance y avait été négative cet été pour le deuxième trimestre d'affilée.

Les difficultés de l'Europe se reflètent également au niveau des investissements.

Alors que la Chine a investi, hors secteur financier, 25,4% de plus à l'étranger au cours des dix premiers mois de l'année qu'au cours de la même période de l'an dernier, ses investissements en Europe ont chuté durant la même période de 20,9%.

Dans le sens inverse, les Européens ont également investi 5% de moins en Chine durant les dix premiers mois de l'année, qu'entre janvier et octobre de l'an passé.

Si les investissements en provenance des Etats-Unis ont à l'inverse progressé de 5,3% sur la période, leur volume reste toutefois nettement inférieur, à 2,7 milliards de dollars, contre 5,24 milliards de USD pour ceux venant de l'UE.

Enfin, le porte-parole chinois n'a pas fourni d'explications sur le recul de la place du Japon dans les échanges extérieurs chinois, dans un contexte de tensions diplomatiques autour de la souveraineté sur des îlots en mer de Chine orientale qui pèsent lourdement sur les liens économiques entre les deux géants asiatiques.

Sur les dix premiers mois de 2012, les échanges avec le Japon ont diminué de 2,1% tandis que ceux avec les dix pays de l'Asean ont augmenté de 9,4%.

Un article du parsien.fr du 21 novembre 2012

Aide à la Grèce : l'Europe divisée après l'échec des négociations. (22.11)

Dans la nuit de mardi à mercredi, après onze heures de négociations, la zone euro a échoué à trouver un accord sur les moyens à mettre en œuvre pour réduire la dette grecque à un niveau soutenable de 120% du produit intérieur brut (PIB).

Quelques heures plus tard, l'Europe reste divisée sur la vision de cet échec.

Athènes : entre colère et déception. Le Premier ministre grec Antonis Samaras a haussé le ton après l'échec des ministres des Finances de la zone euro et du FMI à s'entendre à Bruxelles sur les modalités de la reprise du soutien financier à la Grèce, gelé depuis juin. *«Les éventuelles difficultés techniques ne sont pas une excuse»* pour retarder un accord, s'est-il emporté, soulignant que la Grèce a, de son côté, *«fait ce qu'elle devait et à quoi elle s'était engagée»*. *«Nos partenaires et le FMI ont le devoir de faire ce qu'ils ont promis, ce n'est pas seulement l'avenir de notre pays mais la stabilité de toute la zone euro qui dépend du succès de la conclusion de cet effort ces prochains jours»*, a-t-il prévenu.

Moscovici : l'Europe «à un cheveu» de l'accord. Interrogé par Europe 1 mercredi, le ministre de l'Economie a assuré être *«très confiant dans le fait que nous parviendrons à cela lundi»*. *«La Grèce serait menacée si nous n'y parvenions pas mais encore une fois nous avons constaté que, un, la Grèce avait fait des efforts considérables, deux, nous avons mis en place des mécanismes de contrôle des engagements de la Grèce»*, a-t-il ajouté. Parmi les efforts à fournir encore, il conviendra de réfléchir à *«comment faire en sorte d'abaisser les taux d'intérêt sur les prêts que les bailleurs internationaux ont consenti à la Grèce ou comment faire en sorte de réduire les profits que les banques centrales tirent des titres grecs»*.

Le FMI pas encore satisfait. A l'issue des négociations, Christine Lagarde, directrice du Fonds monétaire international (FMI), a constaté que *«des progrès ont été faits, mais il en faut encore un peu plus»*. Moins optimiste, un responsable du FMI a quand a lui assuré qu' *«on n'est vraiment pas près d'un accord»*.

Hollande demande un compromis. Au cours d'une conférence de presse conjointe avec le président de la République italienne Giorgio Napolitano, le chef de l'Etat a accusé implicitement Berlin de bloquer les négociations. Pour François Hollande, dont le *«devoir»* est *«de chercher et trouver»* un accord, ce dernier ne sera signé que *«si la France et l'Allemagne parviennent à un accord»*. *«Chacun a ses questions de politique intérieure, je les respecte, mais il y a un intérêt supérieur»*, c'est l'Europe, a-t-il conclu.

Merkel pense que l'accord sera signé lundi. Devant le Parlement allemand, la chancelière s'est montrée rassurante : *«Il y a des chances, on ne sait pas, mais il y a des chances qu'une solution soit trouvée lundi»* sur la Grèce, a-t-elle déclaré, soulignant : *«C'est un processus, et ce qui n'a pas été résolu pendant des années et des décennies ne peut pas être résolu en une nuit, et c'est pourquoi nous devons progresser pas à pas»*. Selon son porte-parole, la rencontre de la veille a été *«très féconde»*, même s'il reste *«des détails techniques»* mais *«importants»* à régler. La zizanie européenne divise le pays lui-même. Dès mercredi matin, le principal rival d'Angela Merkel aux législatives de 2013, le social-démocrate Peer Steinbrück, a reproché à la chancelière ne de pas dire la vérité sur la Grèce, martelant son opposition à tout nouvel effacement partiel de la dette grecque qui coûterait cher aux pays créanciers, Allemagne en tête.

Lundi prochain, la zone euro, la Banque centrale européenne et le FMI, réunis depuis 2010 au sein d'une «troïka» de prêteurs, devraient annoncer leur décision sur la reprise des prêts. Ou encore la repousser.

Un article de l'AFP du 21 novembre 2012

Le libanais Georges Ibrahim Abdallah obtient sa libération, mais le parquet fait appel. (22.11)

Le Libanais Georges Ibrahim Abdallah, incarcéré depuis 28 ans en France pour complicité d'assassinat de deux diplomates, a obtenu sa libération conditionnelle mais reste en prison car le parquet, qui craint de le voir reprendre son combat, a fait appel. Le tribunal d'application des peines (TAP) de Paris, seul à statuer sur la détention dans les dossiers de terrorisme, a jugé mercredi que le détenu de 61 ans présentait toutes les garanties permettant de le remettre en liberté.

Ce n'est pas l'avis du parquet qui, comme il l'avait fait lors de l'audience à huis-clos du 23 octobre, s'est opposé à la libération conditionnelle de l'ancien chef des FARL (Fractions armées révolutionnaires libanaises) en interjetant aussitôt appel de la décision.

Ce sera donc à la juridiction d'appel de trancher lors d'une audience qui n'interviendra pas avant plusieurs semaines. En attendant Georges Ibrahim Abdallah reste en prison à Lannemezan (Hautes-Pyrénées).

Ce scénario s'était déjà produit en 2003, lorsque la juridiction régionale de Pau, compétente à l'époque, avait accordé au détenu libanais une libération conditionnelle annulée en appel en janvier 2004.

Libérable depuis 1999, Georges Ibrahim Abdallah a fait valoir aux juges parisiens qu'il souhaitait retourner au Liban et reprendre son métier d'enseignant, a expliqué à l'AFP son avocat Jacques Vergès.

Le TAP a d'ailleurs assorti son autorisation de remise en liberté de l'expulsion du territoire français de ce condamné encombrant, en donnant au ministère de l'Intérieur jusqu'au 14 janvier 2013 pour prendre un arrêté en ce sens.

"Les psychiatres assurent qu'il ne présente pas de danger de réitération, que c'est un détenu modèle, qui ne fait pas de prosélytisme", a souligné Me Vergès.

Le parquet de Paris fait une analyse différente, expliquant que *"le projet incertain que présente M. Abdallah ne permet de garantir tout risque de récidive"* et de reprise d'un combat révolutionnaire au Liban. Par ailleurs, il n'a jamais commencé à indemniser les parties civiles et continue de revendiquer ses actes, ajoute-t-on de même source.

Le comité de soutien à Georges Ibrahim Abdallah célébrait d'ailleurs mercredi *"le militant révolutionnaire"* qui a gardé *"intactes ses convictions politiques et son engagement solidaire aux côtés des peuples en lutte, et tout particulièrement aux côtés du peuple palestinien"*.

Engagé auprès du mouvement palestinien radical FPLP (Front populaire de libération de la Palestine), Georges Ibrahim Abdallah avait été arrêté le 24 octobre 1984 et condamné à perpétuité en 1987 pour complicité dans les assassinats en 1982 à Paris de deux diplomates, l'Américain Charles Robert Ray et l'Israélien Yacov Barsimantov.

Jacques Vergès n'hésite pas à s'interroger sur le rôle des Etats-Unis, partie civile dans ce dossier, dans le maintien en détention d'Abdallah, suggérant que ce pays fait pression sur la France.

"La question est de savoir si la décision du parquet de faire appel est une décision politique. Le parquet a-t-il agi sur ordre d'un gouvernement de gauche?", questionne l'avocat.

En visite officielle en France en février, le Premier ministre libanais Najib Mikati avait demandé aux autorités la libération de ce compatriote qualifié de *"prisonnier politique"*, y voyant *"une question humanitaire"*.

Un mois plus tôt, l'ancien patron de la DST (contre-espionnage intérieur) Yves Bonnet avait jugé dans la presse que Georges Ibrahim Abdallah *"plus mal traité qu'un serial killer"* méritait d'être remis en liberté jugeant *"le refus de Paris"* motivé par ses relations avec *"ses alliés"*.

A Beyrouth, le comité de soutien au prisonnier libanais a salué sa libération conditionnelle, dénonçant toutefois l'appel interjeté par le parquet, dans un communiqué.

Par la voix de leur ambassadeur à Paris, les Etats-Unis ont regretté la décision de la justice française. *"Chef d'un groupe terroriste libanais", Abdallah "n'a jamais exprimé le moindre remords concernant l'assassinat du diplomate américain Charles Ray en 1982 à Paris, et la tentative d'assassinat du consul général des Etats-Unis à Strasbourg, Robert Homme, en 1984"*, a notamment déclaré l'ambassadeur Charles Rivkin.

Commentaire.

Aux Etats-Unis mais aussi en France et ce n'est pas une première, quand vous avez purgé votre peine, vous pouvez rester en prison suite à une décision arbitraire de leur justice. Ils appellent cela la démocratie.

Un article du Réseau Voltaire du 19 novembre 2012

Un lobbyiste de Shell à la tête de la Coalition nationale syrienne. (22.11)

Les multiples visages de cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib par Thierry Meyssan.

Totalement inconnu du public international, il y a une semaine encore, cheikh Moaz al-Khatib a été propulsé président de la Coalition nationale syrienne, représentant l'opposition pro-occidentale au gouvernement de Damas. Décrit par une intense campagne de relations publiques comme une haute personnalité morale sans attaches partisans ou économiques, il est en réalité membre des Frères musulmans et cadre de la compagnie pétrolière Shell.

L'émiettement de l'opposition syrienne armée reflète les conflits entre les États qui tentent de « changer le régime » de Damas.

On retiendra surtout le Conseil national (CNS), dit aussi Conseil d'Istanbul parce qu'il fut constitué là-bas. Il est tenu d'une main de fer par la DGSE française et financé par le Qatar. Ses membres, qui ont obtenu le droit de séjour en France et diverses facilités, sont en permanence sous la pression des services secrets qui leur dictent leur moindre prise de parole.

Les Comité locaux de coordination (CLC) représentent sur place les civils soutenant la lutte armée. Enfin l'Armée syrienne libre (ASL), principalement encadrée par la Turquie, regroupe la plupart des combattants, y compris les brigades d'Al-Qaida. 80 % de ses unités reconnaissent comme chef spirituel le cheikh takfiriste Adnan Al-Arour, basé en Arabie saoudite.

Cherchant à reprendre le leadership et à remettre de l'ordre dans cette cacophonie, Washington a enjoint la Ligue arabe de convoquer une réunion à Doha, a coulé le CNS, et a contraint le plus grand nombre de groupuscules possibles à intégrer une structure unique : la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la Révolution. En coulisses, l'ambassadeur Robert S. Ford a lui-même distribué les places et les prébendes. En définitive, il a imposé comme président de la Coalition une personnalité qui n'avait jamais été citée jusqu'ici par la presse : le cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib.

Robert S. Ford est considéré comme le principal spécialiste du Moyen-Orient au département d'État. Il fut l'assistant de John Negroponte, de 2004 à 2006, lorsque le maître espion appliqua en Irak la méthode qu'il avait élaborée au Honduras : l'usage intensif d'escadrons de la mort et de Contras. Peu avant le début des événements en Syrie, il fut nommé par le président Obama ambassadeur à Damas et prit ses fonctions malgré l'opposition du Sénat. Il appliqua immédiatement la méthode Negroponte à la Syrie avec les résultats que l'on connaît.

Si la création de la Coalition nationale acte la reprise en main de l'opposition armée par Washington, elle ne règle pas la question de la représentativité. Rapidement, diverses composantes de l'ASL s'en sont désolidarisées. Surtout, la Coalition exclut l'opposition hostile à la lutte armée, notamment la Coordination nationale pour le changement démocratique d'Haytham al-Manna.

Le choix du cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib répond à une nécessité apparente : pour être reconnu par les combattants, il fallait que le président de la Coalition fut un religieux, mais pour être admis par les Occidentaux, il devait paraître modéré. Surtout, en cette période d'intenses négociations, il fallait que ce président puisse s'appuyer sur de solides compétences pour discuter de l'avenir du gaz syrien, mais de cela il ne faut pas parler en public.

Les spin doctors US ont rapidement relooké le cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib en costume sans cravate. Certains médias en font déjà un leader « modèle ». Ainsi, un grand quotidien US le présente comme « un produit unique de sa culture, comme Aung San Suu Kyi en Birmanie » [1] .

Voici le portrait qu'en dresse l'Agence France Presse (AFP) :

« *Cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib, l'homme du consensus*

Né en 1960, cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib, est un religieux modéré qui a été un temps imam de la mosquée des Omeyyades de Damas et n'appartient à aucun parti politique.

C'est cette indépendance, et sa proximité avec Riad Seif à l'origine de l'initiative d'une coalition élargie, qui a fait de lui un candidat de consensus pour la direction de l'opposition.

Issu de l'islam soufi, ce dignitaire religieux qui a étudié les relations internationales et la diplomatie n'est lié ni aux Frères musulmans, ni à aucune force d'opposition islamiste.

Arrêté à plusieurs reprises en 2012 pour avoir publiquement appelé à la chute du régime de Damas, il a été interdit de parole dans les mosquées syriennes par ordre des autorités et a trouvé refuge au Qatar.

Originaire de Damas même, il a joué un rôle décisif dans la mobilisation de la banlieue de la capitale, notamment Douma, très active dès le début de la mobilisation pacifique en mars 2011.

"Cheikh al-Khatib est une figure de consensus qui bénéficie d'un véritable soutien populaire sur le terrain", souligne Khaled al-Zeini, membre du Conseil national syrien (CNS). » [2].

La vérité est toute autre.

En réalité, il n'y a aucune trace que cheikh Ahmad Moaz Al-Khatib ait jamais étudié les relations internationales et la diplomatie, mais il a une formation d'ingénieur en géophysique et a travaillé six ans pour la al-Furat Petroleum Company (1985-91). Cette société est une joint-venture entre la compagnie nationale et des compagnies étrangères, dont l'anglo-hollandaise Shell avec laquelle il a maintenu des liens.

En 1992, il hérite de son père cheikh Mohammed Abu al-Faraj al-Khatib la prestigieuse charge de prêcheur de la Mosquée des Omeyyades. Il est rapidement relevé de ses fonctions et interdit de prêcher dans toute la Syrie. Cependant, cet épisode ne se situe pas en 2012 et n'a rien à voir avec l'actuelle contestation, mais il y a vingt ans, sous Hafez el-Assad. La Syrie soutenait alors l'intervention internationale pour libérer le Koweït, tout à la fois par respect du droit international, pour en finir avec le rival irakien, et pour se rapprocher de l'Occident. Le cheikh, quant à lui, était opposé à « *Tempête du désert* » pour des motifs religieux qui étaient ceux énoncés par Oussama Ben Laden —dont il se réclamait alors—, notamment le refus de la présence occidentale sur la terre d'Arabie considérée comme un sacrilège. Cela l'avait conduit à proférer des harangues antisémites et anti-occidentales.

Par la suite, le cheikh poursuit une activité d'enseignement religieux, notamment à l'Institut néerlandais de Damas. Il entreprend de nombreux voyages à l'étranger, principalement aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Finalement, il se fixe au Qatar.

En 2003-04, il revient en Syrie comme lobbyiste du groupe Shell lors de l'attribution des concessions pétrolières et gazières.

Il revient à nouveau en Syrie début 2012 où il enflamme le quartier de Douma (banlieue de Damas). Arrêté, puis amnistié, il quitte le pays en juillet et s'installe au Caire.

Sa famille est bien de tradition soufie, mais contrairement aux imputations de l'AFP, il est membre de la confrérie des Frères musulmans et l'a d'ailleurs montré à la fin de son discours d'investiture à Doha. Selon la technique habituelle de la Confrérie, il adapte non seulement la forme, mais aussi le fond de ses discours à ses auditoires. Parfois favorable à une société multi-religieuse, parfois au rétablissement de la charia. Dans ses écrits, il qualifie les personnes de religion juive d'« *ennemis de Dieu* » et les musulmans chiites d'« *hérétiques réjectionnistes* », autant d'épithètes qui valent condamnation à mort.

En définitive, l'ambassadeur Robert S. Ford a bien joué. Une fois de plus Washington roule ses alliés dans la farine. Comme en Libye, la France aura pris tout les risques, mais dans le grand compromis qui s'annonce, Total ne bénéficiera d'aucune concession avantageuse.

Notes.

[1] “*A model leader for Syria ?*”, éditorial du Christian Science Monitor, 14 novembre 2012.

[2] « *Un religieux, un ex-député et une femme à la tête de l'opposition syrienne* », AFP, 12 novembre 2012.

Un article de l'AFP du 21 novembre 2012

Réductions d'effectifs: les grands groupes misent sur le volontariat. (22.11)

Air France, Sanofi, Carrefour, Bouygues Télécom ou dernièrement Veolia: de plus en plus d'entreprises ont recours aux plans de départs volontaires pour réduire leurs effectifs, une procédure moins brutale que les licenciements, mais à manier avec précaution, selon les juristes.

Le processus est *"beaucoup moins traumatisant pour les salariés que de partir dans le cadre d'un licenciement"*, explique à l'AFP Me Déborah David, du cabinet Jeant et Associés, qui y voit également un avantage pour les entreprises en termes d'image.

Pour la juriste, la montée en puissance de ces plans est également liée au fait que les plans de sauvegarde de l'emploi (plans sociaux) deviennent *"très difficiles à mettre en oeuvre"*, leur motif économique étant souvent contesté.

Le plan de départs volontaires (PDV) est *"plus souple"* et ne s'accompagne pas nécessairement d'obligations de reclassement lorsqu'il n'implique aucun licenciement.

Dans le cadre d'un PDV, l'entreprise ouvre un guichet pour les salariés prêts à rompre leur contrat à l'amiable.

Les modalités d'un tel plan ne sont pas inscrites dans le code du travail, mais sont *"une construction de la jurisprudence"*, selon Me Sylvain Niel, du cabinet Fidal.

Il existe deux types de PDV: les plans *"autonomes"* ne prévoyant pas de licenciements, quel que soit le nombre des volontaires, et ceux inscrits dans le cadre d'un plan social, couvrant tout ou partie des suppressions de postes.

Dans le second cas, le PDV peut se conclure par des licenciements si les objectifs ne sont pas atteints.

Selon le ministère du Travail, *"entre 11 et 15%"* des plans sociaux *"sont exclusivement des plans de départ volontaires"* et beaucoup d'autres contiennent une part de volontariat.

Risque d'effets pervers La grande différence entre volontariat et licenciement réside dans le fait que les partants ne sont pas désignés selon des *"critères d'ordre"* (âge, situation familiale, ancienneté, etc.), *"ce qu'il y a de plus violent"*, selon Me Niel.

Les PDV sont souvent assortis de *"mesures financières extrêmement généreuses"* et *"beaucoup plus faciles à négocier"* avec les représentants du personnel. Le caractère amiable du départ rend aussi les contestations plus difficiles, selon le juriste.

Judith Krivine, avocate au cabinet Dellien (*"côté salariés"*), identifie une troisième forme de PDV, dans laquelle les entreprises proposent au salarié un *"choix"* entre une mobilité ou un départ.

Dans ce cas, l'entreprise fait *"semblant de faire du volontariat parce que c'est plus joli"* et omet de dire qu'en réalité elle supprime des postes.

L'employeur tente d'échapper au PSE et en particulier au plan de reclassement et cela peut entraîner *"des réaffectations forcées"* aux conséquences *"catastrophiques"* pour les salariés, dit-elle.

Un PDV mal ficelé peut aussi aboutir au départ de salariés non souhaités ou à un trop-plein de candidats.

Estelle Sauvat, du cabinet Sodie, souligne que *"trop inciter conduit certains salariés à regretter de ne pas être dedans"* et relève que certains plans entraînent le départ de *"toute la compétence"*.

Pour Me David, le PDV est "*à double-tranchant*" sur le plan de l'image si le nombre des candidatures excède celui des postes proposés.

A la Société générale, un plan portant sur 880 postes a suscité l'intérêt de quelque 2.000 personnes.

Depuis la fin de ce PDV, un élu CGT dit avoir "*observé une augmentation des démissions*" et relève que "*la direction a perdu pas mal de crédibilité*".

Chez Bouygues Télécom (plan jusqu'au 31 janvier visant 556 postes), il y a aussi déjà un excès de dossiers pour certaines catégories de personnel.

Les juristes soulignent par ailleurs la nécessité de bien préparer le plan pour veiller à ce que ceux qui restent conservent des conditions de travail décentes.

Un article du Monde.fr du 20 novembre 2012

La fondation Bertelsmann présente "sa" notation de la France. (22.11)

Hasard du calendrier, douze heures après l'annonce de la dégradation de la France par l'agence Moody's, la fondation Bertelsmann présentait, à Berlin, mardi 20 novembre, "sa" notation de la France. Cette fondation privée, considérée comme la plus influente du pays, avait dévoilé son projet en avril en marge de l'Assemblée générale du Fonds monétaire international à New York.

Pour répondre aux critiques visant les agences de notation – un oligopole dont les membres ne sont pas indépendants et se contentent de données macro-économiques — Bertelsmann souhaite créer une fondation indépendante dont les indicateurs seraient à la fois macroéconomiques mais aussi prospectifs. Pour ce faire, Bertelsmann estime avoir besoin d'un capital de départ d'environ 310 millions d'euros (400 millions de dollars) qu'elle aimerait recueillir auprès des membres du G20 et des grandes institutions internationales.

A quoi ressembleraient ces notations ? La fondation a présenté mardi cinq pays-pilotes : l'Allemagne, le Brésil, la France, l'Italie et le Japon. Chacun a été jugé selon treize critères (eux-mêmes résultant de l'agrégat de sous-critères) : cinq critères macro-économiques et huit prospectifs.

Les fondamentaux économiques, la politique budgétaire, la politique monétaire, le risque financier, la dépendance vis-à-vis de l'étranger constituent les cinq critères classiques. Les critères prospectifs sont le respect de la loi par le gouvernement et l'administration, la transparence et la prévention de la corruption, la cohésion sociale, la qualité du système d'enseignement, la capacité du gouvernement à définir des priorités stratégiques, la mise en place des réformes annoncées, la flexibilité du gouvernement et sa capacité à innover, la capacité des gouvernements à gérer des crises.

Les critères macro-économiques représentent 40 % de la note finale dans les pays développés et 50 % chez les émergents. Les pays sont notés de 1 à 10. Ceux obtenant plus de 8 bénéficient d'un AAA, ceux ayant entre 7,70 et 7,99 d'un AA+, ceux entre 7,30 et 7,69 d'un AA, etc. La France, avec une note de 7,9 (8,2 pour la macro-économie et 7,7 pour les critères qualitatifs) obtient un solide AA+.

L'Allemagne, avec son 8,1 (8,8 pour le quantitatif et 7,6 pour le qualitatif) jouit d'un AAA mais avec *"perspective négative"*. Par ailleurs, l'Italie obtient 7,2 (AA-), le Brésil 6,8 (A+) et le Japon 6,0 (A-). *"Ces notes sont des opinions qui peuvent et devraient être discutées. (...) La seule et unique question à laquelle elles répondent est : quelle est la capacité et la volonté de l'Etat à rembourser ses dettes ?"* expliquent les dirigeants de la fondation.

L'expert qui a travaillé en août et en septembre sur la France est Henrik Uterwedde, un économiste allemand parfaitement francophone travaillant à l'institut franco-allemand de Ludwigsburg. Celui-ci a travaillé seul – ce qu'il déplore — mais ses appréciations ont été discutées par les permanents de la fondation Bertelsmann qui le jugeaient *"un peu sévère"* par rapport à ses collègues chargés de noter d'autres pays puis soumis à l'avis d'une demi-douzaine d'experts connaissant bien la France.

"Ma note est totalement dans le ton de la conférence de presse de François Hollande. Je trouve que Moody's arrive trop tard. Le gouvernement français a établi le même constat. Je ne suis pas trop pessimiste car la France a montré, notamment en 1983, qu'elle est capable de changer de cap si le pouvoir exécutif le décide", explique M. Uterwedde qui porte sur la France un avis moins sévère que nombre de ses compatriotes.

Un article de L'Expansion.com avec AFP 22 novembre 2012

La France dans le top 5 des ventes d'armes dans le monde. (23.11)

Les exportations d'armes de la France ont bondi de 27% en 2011 à 6,5 milliards d'euros. Et ce grâce à un bond des commandes en provenance de l'Asie.

Si la France a un problème de compétitivité, il ne se ressent pas dans le domaine du matériel militaire. Les industries de l'armement ont en effet enregistré en 2011 une hausse de 27% de leurs prises de commandes, à 6,5 milliards d'euros, a annoncé le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian en présentant le document devant les Commissions de la Défense et des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Selon le rapport, ce résultat situe la France *"parmi les cinq premiers exportateurs mondiaux"* alors qu'elle était quatrième l'année dernière.

Sur la période 2006-2011, la France a maintenu cette quatrième place, derrière les Etats-Unis qui avaient 44% de parts de marché, la Russie avec 14%, le Royaume-Uni 11%, et devant Israël, 5,5%. Les autres gros exportateurs européens sont l'Allemagne (3,9%) et l'Italie (3,6%).

La région Asie Pacifique a absorbé l'année dernière 42% des exportations françaises. L'Inde notamment a passé une commande de modernisation de ses 51 avions de combat Mirage 2000 et la Malaisie a commandé des équipements pour blindés. Sur la période de cinq ans, le Moyen-Orient -Arabie saoudite et Emirats Arabes Unis en tête- a été la première destination des armes françaises, représentant 26% des commandes.

Mais le ministre constate que de nombreux pays émergents se profilent en futurs concurrents. *"La Chine, le Brésil, l'Afrique du sud ou bien encore l'Inde aspirent à entrer dans le cercle des grands exportateurs ou prétendent à une autonomie industrielle, note le rapport. La Corée du sud, par exemple (affiche) un objectif de trois milliards d'euros (de prise de commandes) en 2012, ce qui lui permettrait de se positionner au sixième rang mondial"*.

La défense: 165.000 emplois en France

Le ministre a souligné l'importance des exportations d'armements pour l'industrie française. Ainsi, le secteur de la défense représente 165.000 emplois en France et réalise chaque année un chiffre d'affaires de 16 milliards d'euros. Et, en raison de la baisse du budget de la défense nationale, *"les exportations contribuent à maintenir en France une base industrielle et technologique de défense dynamique, qui est une condition de son autonomie stratégique"*.

M. Le Drian a rappelé qu'il travaillait à *"l'élaboration d'un plan de soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) du secteur défense, avec un objectif de mise en oeuvre fin 2012"*.

Il prévoit notamment de simplifier les autorisations d'exportation d'armes pour les PME, ce qui répond à une demande des industriels.

Si les exportations d'armes constituent un volet important de la politique de défense et de sécurité française, le gouvernement dit insister sur un contrôle rigoureux du commerce des armes.

Le ministre annonce notamment la présentation d'ici la fin de l'année d'un projet de loi instaurant un régime d'autorisation préalable pour le courtage en matériel de guerre.

Un article de Lexpress.fr du 22 novembre 2012

L'Indonésie, nouvel atelier du monde. (23.11)

Le soleil est de la partie. La mer, d'un bleu émeraude, agrémentée de reflets dorés. Une légère brise rafraîchit opportunément l'atmosphère. Rien ne manque aux occupants du Nikko Resort, hôtel luxueux de la côte sud de Bali, réunis en ce vendredi 9 novembre pour l'Euro-Indonesia Business Dialogue, un rendez-vous annuel voué à rapprocher les points de vue des investisseurs européens et des autorités locales. Rien ne manque... ou presque : José Manuel Barroso, invité d'honneur, pourtant attendu tant par la brochette d'officiels indonésiens que par les patrons locaux des multinationales européennes (Shell, Sanofi, Siemens, L'Oréal, Ikea...), a dû renoncer, à la dernière minute, à quitter la grisaille bruxelloise. Explication : des négociations *"plus ardues que prévu"* sur le budget communautaire. *"S'il annule ses déplacements chaque fois qu'il y a un problème en Europe, on n'est pas près de le voir"*, commente, mi-acerbe, mi-blasé, un participant, en croquant dans une tranche de pastèque. Cette absence de marque n'empêchera pas les participants d'échanger longuement sur les multiples avantages de l'investissement en Indonésie. Ni de finir la journée à la plage...

Si les grands noms de l'industrie européenne - et, plus largement, mondiale - se ruent vers le pays, ce n'est pas seulement pour la beauté des paysages et l'exceptionnel sens de l'hospitalité de ses habitants. Aujourd'hui, l'Indonésie fait de plus en plus figure de nouvel atelier du monde. Depuis son arrivée au pouvoir en 2004, le président de la jeune démocratie - la transition a été entamée après la chute de Suharto, en 1998 -, Susilo Bambang Yudhoyono, déroule le tapis rouge aux nouveaux venus. En 2006, le gouvernement a lancé un grand plan incluant une réduction des délais pour la création d'une entreprise, la rationalisation des procédures douanières, la mise en place de sept *"îles d'excellence"*, zones franches constituées sur le modèle des zones économiques spéciales chinoises.

"Dans certains secteurs, des exonérations fiscales supplémentaires sont également accordées, comme le raffinage, la pétrochimie ou encore l'équipement en télécommunications", détaille un bon connaisseur du pays. Résultat : les grandes entreprises sont venues en nombre dans l'archipel, qu'elles soient asiatiques (les firmes singapouriennes et chinoises, dans le domaine de l'énergie notamment, ou encore japonaises, dans l'automobile en particulier), américaines (Mattel, Nike, 3M, Exxon Mobil) ou, à un moindre degré, européennes (Britanniques et Hollandais sont historiquement les plus présents).

Au cours des derniers mois, le mouvement s'est même accéléré, au point de faire de l'Indonésie la destination en vogue auprès du big business mondial, attiré par la stabilité politique, encore précaire mais réelle, et le boom économique (plus de 6 % de croissance par an depuis 2007), tiré par l'abondance des ressources naturelles et le développement de la consommation intérieure. *"L'Indonésie a démontré sa résistance durant la crise mondiale, se félicite Muhamad Chatib Basri, patron de l'agence indonésienne chargée d'attirer les investissements étrangers. Et, aujourd'hui, nous accueillons de plus en plus d'entreprises."* Ces investissements étrangers devraient atteindre 25 milliards de dollars en 2012 (environ 19,5 milliards d'euros, en hausse de 24 % par rapport à l'année précédente), puis 33 milliards en 2014.

Ni les autorités locales ni les investisseurs internationaux n'aiment le reconnaître, mais l'un des principaux facteurs d'attractivité du pays demeure les bas salaires, malgré un embryon de droit du travail et un revenu minimum, de l'ordre de 110 euros par mois. Ainsi, selon le cabinet Werner International, dans le secteur du textile, le coût horaire du travail est de 1,08 dollar, soit environ deux fois moins qu'en Chine, et... 30 fois moins qu'en France !

Cela n'est pas tout, mais ce n'est pas rien non plus, comme le démontre l'exemple de la société Foxconn, fabricant des iPhone et iPad d'Apple. Mise à mal, dans ses usines chinoises du delta des Perles, par une série de scandales (grèves pour obtenir de meilleurs salaires, suicides liés à des conditions de travail indignes), la firme taïwanaise a été contrainte d'augmenter les salaires de 70 %, pour les porter à environ 240 euros par mois. Qu'à cela ne tienne : à l'été 2012, Terry Gou, l'autocratique patron de la firme, annonçait l'ouverture en Indonésie d'une usine géante, capable d'accueillir 1 million d'employés, dans la province de Banten, dans l'Ouest de Java. Il a promis d'investir près de 8 milliards d'euros, sur dix ans, dans ce site, qui produira principalement des téléphones mobiles et des tablettes de l'entreprise à la pomme.

La classe moyenne locale, marché d'avenir

Mais, pour beaucoup de grandes firmes, l'objectif n'est plus seulement d'inonder le marché mondial, mais aussi de toucher la fameuse classe moyenne locale (plus de 3 000 dollars de revenus annuels), avide de bien-être et de consommation. *"D'ici à 2030, cette nouvelle frange de foyers plus aisés pourrait représenter un tiers de la population, soit environ 130 millions de consommateurs"*, s'émerveille Phillia Wibowo, associée au cabinet de conseil McKinsey. L'échéance, située dans presque vingt ans, paraît bien lointaine pour pouvoir formuler des prévisions aussi précises. Pourtant, cet horizon aimante les multinationales, en quête de nouvelles sources de croissance.

Tel est le cas de L'Oréal. Le n° 1 des cosmétiques inaugurerait, le 7 novembre dernier, dans la zone industrielle de Jababeka (Samsung, Mattel), à une cinquantaine de kilomètres de la capitale, Jakarta, sa plus grande usine au monde, qui emploiera 450 personnes sur 66 000 mètres carrés. Tout était prévu pour complaire aux autorités locales - dont le ministre de l'Industrie, présent sur les lieux : dirigeants du groupe en costume traditionnel, concert pour clore l'événement. Entre-temps, un dignitaire religieux priait même pour que le dieu des musulmans accorde sa bénédiction à la nouvelle usine... Objectif de cette javanaise bien orchestrée : séduire le consommateur local et, au-delà, la vague de consommateurs qui émerge en Asie du Sud-Est, marché auquel 70 % de la production de l'usine sera destinée.

Prudence : le souvenir de la crise de 1997 est là

Dans cette ruée vers l'or, c'est à qui arrivera le premier, et l'on ne compte plus les groupes internationaux plus ou moins fraîchement installés, comme Mercedes, Siemens ou encore Glaxo Smith Kline. Ikea devrait aussi bientôt ouvrir ses portes à l'ouest de Jakarta. *"Le concept sera le même que celui des magasins occidentaux, témoigne Mark Magee, responsable du groupe suédois dans l'archipel. On mise sur le fait que les Indonésiens seront sensibles à ce qu'un groupe comme le nôtre leur propose ses produits : cela signifie qu'ils sont en première division au niveau mondial."* La semaine dernière encore, le japonais Toyota annonçait un investissement de 1 milliard d'euros sur cinq ans, la création de 9 000 emplois et l'acquisition de 150 hectares de terrains, pour construire une nouvelle usine de moteurs.

Gare, cependant, à ce que le miracle ne se transforme pas en mirage. Le souvenir de la crise asiatique de 1997, qui avait violemment frappé l'archipel aux 17 000 îles, est encore là, cuisant. Nombre d'entreprises étrangères avaient alors plié bagage, aussi rapidement qu'elles s'étaient installées. Aujourd'hui encore, les handicaps qui pénalisent cet Etat, membre du G 20, ne manquent pas. *"Un niveau de corruption élevé, une administration peu fiable, une décentralisation pas toujours bien menée, et, surtout, des infrastructures indignes d'un pays parvenu à ce stade de développement"*, liste Kevin O'Rourke, patron d'origine britannique de Reformasi Information Services, société basée à Jakarta, spécialisée dans l'analyse des politiques menées par le pouvoir local. La multiplication des conflits sociaux au cours des derniers mois (292 entreprises ont été touchées) est aussi révélatrice de nouvelles tensions. Et le signe, manifeste, que les Indonésiens réclameront certainement à leur tour davantage. Tôt ou tard.

Les Français aussi débarquent L'Indonésie, nouvel atelier du monde

Hormis quelques multinationales, présentes depuis plusieurs années (Accor, Carrefour, Total), les entreprises hexagonales ont longtemps boudé l'archipel. Trop loin, trop compliqué. *"Les Français ont été un peu lents à démarrer, reconnaît Alain-Pierre Mignon, président de la chambre de commerce franco-indonésienne. Mais ils ont désormais bien compris tout le potentiel du pays."* D'ici à la fin de l'année, 50 sociétés, petites ou grandes, devraient ainsi y ouvrir un bureau ou une unité de production. Beaucoup, comme L'Oréal ou Danone, visent la fameuse classe moyenne indonésienne - et, plus largement, les nouveaux consommateurs du Sud-Est asiatique. Le géant agroalimentaire a ainsi décidé d'ouvrir sept nouveaux sites de production pour son eau minérale Aqua, en plus des 16 usines déjà en activité. Michelin est également présent, dans un pays où pas moins de 6 millions de nouveaux deux-roues se lancent chaque année, à tombeau ouvert, sur les routes sinueuses de l'archipel.

Dans le domaine de l'énergie, GDF Suez place ses pions : déjà active localement dans le secteur de la géothermie, la firme vient de signer un contrat de trente ans avec le fournisseur d'énergie public indonésien, à qui elle fournira l'électricité produite par une centrale située dans la province de Sumatra du Sud. Quant au groupe minier Eramet, il achève la construction d'une usine de transformation du nickel et du cobalt à Weda Bay, dans l'est du pays. Enfin, quelques entreprises de plus petite taille tentent également de s'implanter, comme CLS, société d'observation des océans par satellite, à l'origine de la fameuse balise Argos.

Un article de l'AFP du 23 novembre 2012

Argentine: le spectre d'un défaut de paiement plane de nouveau. (24.11)

Après la décision d'un juge de New York ordonnant le versement de 1,33 milliard de dollars à des fonds spéculatifs, l'Argentine est dans une situation délicate qui pourrait la précipiter vers un nouveau défaut de paiement mi-décembre onze ans après la crise de 2001.

Le juge Thomas Griesa a sommé mercredi l'Argentine, à l'issue de dix ans de procès avec des fonds spéculatifs, de payer ceux-ci *"en même temps ou avant"* de rembourser les créanciers ayant accepté une décote de leurs créances lors d'échanges de dette.

M. Griesa a aussi ordonné à la Bank of New York Mellon, qui réalise les paiements au nom du gouvernement argentin, de payer les fonds spéculatifs si Buenos Aires ne s'exécutait pas.

Buenos Aires a annoncé son intention de faire appel.

L'Argentine a toujours refusé de payer un centime à ces fonds qu'elle qualifie de *"vautours, charognards et usuriers"*, parce qu'ils cherchent à être remboursés à 100% plus les intérêts, alors que la plupart des créanciers (banques, assureurs...) ont accepté de perdre jusqu'à 75% de la valeur de leurs titres de la dette argentine.

Le pays a ainsi refinancé environ 93% de sa dette après son gigantesque défaut de 2001, portant sur 100 milliards de dollars. Les fonds récalcitrants comme NML ou Aurelius ont refusé à deux reprises, en 2005 et en 2010, les offres d'échanges de titres.

Onze ans après, l'intransigeance de Buenos Aires envers eux place de nouveau le pays au bord du défaut de paiement: s'il ne paie que les détenteurs de la dette restructurée comme il n'a eu de cesse de répéter, il risque de se retrouver en banqueroute.

"L'arrêt peut avoir des conséquences très négatives pas seulement pour l'Argentine, mais aussi pour tout pays en crise économique ou financière", a prévenu le dirigeant de l'opposition Ricardo Alfonsín, résumant la crainte générale.

Pour Buenos Aires, le moment de vérité viendra le 15 décembre. Ce jour-là, l'Argentine doit faire face à une échéance de la dette renégociée pour 3,1 milliards de dollars, auxquels s'ajoute maintenant le 1,33 milliard devant être versé aux créanciers récalcitrants.

Si l'Argentine choisit de ne payer que les détenteurs de la dette renégociée, elle irait à l'encontre de la décision judiciaire. Le pays s'exposerait alors à une saisie de ses actifs à l'étranger, comme c'est le cas de la frégate argentine retenue au Ghana depuis le 2 octobre, à la demande des fonds spéculatifs.

L'Argentine pourrait aussi choisir une solution intermédiaire.

"Une option pourrait être de déposer le 1,3 milliard de garantie pour ne pas être déclarée en défaut, tout en faisant appel devant la Cour Suprême" américaine, a déclaré à l'AFP l'économiste Fausto Spotorno, de chez OJF.

Quel que soit le scénario retenu, Buenos Aires est dans une position difficile.

"Que va-t-il se passer avec les détenteurs de titres de dette qui auront participé à un accord de restructuration?", s'interroge Jonathan Sabbach, expert financier du cabinet de conseil Maxinver. *"Vont-ils pouvoir bénéficier du même traitement que les fonds spéculatifs?"*, a-t-il ajouté.

"Si ceux qui n'ont pas participé à l'échange de dette bénéficient d'un traitement préférentiel, tout le monde doit en bénéficier", selon une clause des accords de restructuration de la dette argentine, a-t-il expliqué.

La décision du juge américain pourrait rendre difficiles les restructurations de dette publique dans l'avenir, avertissent les analystes.

"Pour des échanges de dette dans le cadre d'une juridiction étrangère c'est un précédent très négatif", estime Marina del Poggetto, analyste au cabinet Bain & Company. "Cela n'encourage pas les porteurs de titres à accepter les décotes et les délais" réclamés par des Etats en difficulté.

Un article de l'AFP du 23 novembre 2012

Union européenne: échec du sommet sur le budget, nouveau rendez-vous début 2013. (24.11)

Les dirigeants européens ont échoué vendredi à s'entendre sur le budget de l'UE 2014-2020, car leurs exigences étaient impossibles à concilier, et ils devront faire beaucoup de concessions pour parvenir à un accord lors d'un prochain sommet au début de l'année prochaine.

Alors que cet échec ternit un peu plus l'image de l'Europe, les chefs d'Etat et de gouvernement ont tous cherché à minimiser ses conséquences. Mais sous couvert de l'anonymat, les membres des délégations se cachaient pas leur inquiétude, tant les divergences sont grandes.

Le président du Conseil européen Herman Van Rompuy a déclaré avoir reçu mandat de continuer le *"travail"* pour rechercher un *"consensus"*. *"Un accord est possible en début d'année prochaine"*, a-t-il soutenu lors d'une conférence de presse, faisant état d'un *"degré suffisant de convergences"* entre les dirigeants des 27.

Il a annoncé qu'il *"commencerait des consultations dès la semaine prochaine"*.

"Je suis très pessimiste sur un changement dans les positions d'ici le prochain sommet", a toutefois confié à l'AFP un diplomate impliqué dans les négociations.

"Aucune date n'a encore été arrêtée pour ce nouveau sommet", a-t-il précisé. Il pourrait être organisé entre la fin du mois de janvier et le début du mois de février.

"Ce sommet a montré une absence totale d'esprit européen", a-t-il lancé, cinglant. *"Toutes les positions ont montré des replis nationaux et tout ce qui a été proposé, ce sont des coupes dans les politiques pour l'avenir afin de financer des politiques du passé"*, a-t-il déploré.

Le chef du gouvernement italien Mario Monti, d'ordinaire très posé, a fustigé les prises de position de certains de ses homologues. *"Je vois de la démagogie dans les attaques contre le budget européen, et elles me semblent incohérentes"*, a-t-il lâché au cours de sa conférence de presse.

M. Monti n'a nommé personne, mais la cible de cette pique était le Premier ministre David Cameron, dont l'intransigeance est une des causes de l'échec.

La position de la chancelière allemande Angela Merkel a également suscité beaucoup de perplexité. Elle a été une des plus dures, réclamant plus de 20 milliards de réductions supplémentaires par rapport à la proposition soumise par M. Van Rompuy, a confié un diplomate.

Le président du Conseil européen a annoncé qu'il faudrait de *"nouvelles coupes"*, et a pour la première fois parlé de toucher au budget de 62,6 milliards alloué pour le fonctionnement des institutions et les salaires de leurs personnels.

Dans son dernier projet, il maintenait sa proposition initiale d'un budget de 973 milliards d'euros, soit 1,01% du PIB européen, et redistribuait des financements prélevés sur certains postes pour les réallouer à l'agriculture et aux fonds de cohésion destinés aux régions les plus pauvres.

David Cameron n'a pas apprécié la méthode. *"Ce n'est pas le moment de faire du bricolage, il ne s'agit pas de déplacer de l'argent d'un poste budgétaire à l'autre. Nous avons besoin de tailler dans les dépenses"*, a-t-il soutenu.

M. Van Rompuy peut aller un peu plus loin. *"Il va taper dans les politiques pour la compétitivité et la croissance, et grappiller sur les institutions. Tout cela ne permet pas de faire une politique européenne"*, a déploré un membre de la Commission européenne.

Toutes ces concessions n'ont pas suffi pour débloquer un accord vendredi. En fait, *"tout le monde est mécontent"*, a commenté un négociateur.

"Personnellement, je ne peux pas souscrire à une telle proposition", a averti Mario Monti.

Le président français François Hollande s'est en revanche voulu positif. *"Ce Conseil a été utile et a correspondu à une étape souhaitable pour chercher un accord"*, a-t-il affirmé.

Mais cet affichage ne convainc pas. *"La France ne va pas pouvoir préserver l'enveloppe pour la politique agricole"*, a averti un négociateur.

Chacun va désormais tenter de justifier l'échec du sommet. Pour David Cameron, c'est une victoire. Il n'a cédé sur rien, conservé le mythique rabais sur la contribution britannique, obtenu que la négociation se fasse sur un budget en réduction et, *"cerise sur le gâteau"*, mis sur la table les rémunérations des fonctionnaires européens.

François Hollande, en revanche, n'est pas parvenu à une position de négociation commune avec l'Allemagne, et n'a obtenu *"aucun soutien"* d'Angela Merkel pour ses demandes sur la PAC. Seulement de *"la compréhension"*, a reconnu un négociateur français.

Complément à partir d'un autre article de l'AFP. Hollande s'est encore distingué, il a pris le relais de Sarkozy, on a le droit d'en rire.

Le président français François Hollande a estimé vendredi lors d'une conférence de presse, que le sommet européen sur le budget 2014-2020 de l'UE avait été *"utile"* et *"avait constitué une étape souhaitable"* vers un accord.

M. Hollande a contesté que le sommet ait été un échec, se refusant même à employer le mot. *"Il n'y a pas eu, comme il avait été un moment prétendu, des menaces, des ultimatums et chacun a eu à cœur de dire sa position et en même temps de ne rien empêcher"*, a-t-il assuré.

Pour autant, *"la France et l'Allemagne ont joué parfaitement leur rôle pour faire avancer l'Europe"*.

Un article du figaro.fr du 23 novembre 2012

Le patronat propose de rogner les retraites complémentaires. (24.11)

Les partenaires sociaux se donnent jusqu'en mars pour renflouer les comptes des régimes Arrco et Agirc. Le patronat suggère de geler les pensions pendant quelques années ou de les amputer de 10% en cas de départ avant 65 ou 67 ans.

Syndicats et patronat se sont donné cinq mois pour sauver les retraites complémentaires. Ils se sont retrouvés jeudi autour de la table des négociations pour le premier des cinq rounds de négociation, qui les emmèneront jusqu'en mars. *«Les discussions seront très difficiles, a prévenu Jean-Louis Malys, de la CFDT. Les comptes des régimes de retraites complémentaires sont dans une situation catastrophique.»*

À cause du chômage, qui érode les rentrées de cotisations, et du vieillissement de la population, les régimes Agirc (pour les cadres) et Arrco (tous salariés du privé) affichent chacun un lourd déficit: 1,77 milliard d'euros pour le premier en 2011 et 1,69 pour le second. À ce rythme, les deux devraient avoir épuisé leurs réserves d'ici à 2015-2017 pour l'Agirc et entre 2020 et 2023 pour l'Arrco. *«Tout le monde a conscience de la gravité de la situation»*, reconnaît d'ailleurs Philippe Pihet, de FO.

Dans l'immédiat, les partenaires sociaux doivent trouver des solutions d'urgence. Ces mesures, que certains qualifient déjà de *«rustines»*, devront toutefois s'accompagner de mesures plus structurelles. *«Il faut des mesures de court terme pour dépasser l'effet négatif dû à la crise, et en trouver d'autres à moyen terme, équitables, pour équilibrer les comptes»*, a résumé Patrick Poizat (CFTC). Différentes solutions élaborées par l'Agirc et l'Arrco ont été soumises aux partenaires sociaux. *«Aucune ne se suffit à elle-même ou est facile à adopter»*, observe Jean-Louis Malys.

Les partenaires sociaux vont devoir jouer sur les trois leviers classiques disponibles pour redresser le système: le niveau des prestations, les cotisations et enfin la durée d'assurance et l'âge de la retraite. Une dernière piste que la CFTC rejette déjà *«catégoriquement»* pour préserver la cohérence avec le régime général.

Le Medef suggère de regarder du côté des dépenses. Le patronat propose, entre autres, de geler, à partir du 1er avril et sur trois ans, les prestations versées aux retraités. Cette proposition permettrait d'économiser 4,2 milliards sur trois ans. Une alternative consisterait à les revaloriser légèrement, mais moins que l'inflation, pendant cinq ans. Dans les deux cas, les syndicats grincent des dents. *«Nous ne pouvons pas accepter les mesures patronales qui auront pour conséquence un effondrement du taux de remplacement»*, a condamné Éric Aubin, le représentant de la CGT. Il a claqué la porte au bout de deux heures de débat.

Pour les veufs et veuves, les pensions de réversion Arrco pourraient aussi être moins généreuses. Mais c'est une autre proposition patronale qui a le plus fait bondir les représentants des salariés: amputer de 10% des pensions des futurs retraités qui partiront avant l'âge du taux plein automatique, jusqu'à ce qu'ils aient atteint cet âge. Actuellement fixé à 65 ans, l'âge du taux plein doit progressivement atteindre 67 ans en 2022.

En échange d'éventuelles mesures sur les pensions, FO réclame une hausse des cotisations employeurs. Le Medef ne veut pas en entendre parler à court terme. *«La question des ressources est pertinente dès lors qu'elles sont affectées à une réforme durable»*, avait justifié Jean-François Pilliard, le chef de file de la délégation patronale, il y a un mois.

Un article de l'AFP du 25 novembre 2012

Pétrole du Nigeria: un rapport dénonçant des milliards de perte fait polémique. (26.11)

Un rapport accusant le Nigeria d'avoir perdu des dizaines de milliards de dollars récemment à cause de pratiques douteuses au sein de l'industrie pétrolière, la plus importante du continent africain, est fermement démenti parmi les grands acteurs du secteur.

Commandé par le gouvernement, il n'a pas encore été rendu public, mais des copies qui circulent ont provoqué de vives critiques de la part des autorités, de la compagnie pétrolière nationale et des sociétés privées du secteur.

Les militants anti-corruption, qui réclament des changements dans ce secteur opaque et considéré comme rongé par la corruption, font, eux, pression sur le gouvernement pour qu'il s'attaque aux problèmes qui y sont mentionnés.

Le document de 136 pages, dont l'AFP a obtenu une copie, donne un aperçu inédit des pratiques internes d'un secteur qui représente plus des deux tiers des revenus de l'État nigérian et la quasi-totalité de ses exportations.

Il remet en cause le processus d'appel d'offre nigérian pour l'attribution de licences d'exploitation et le recours à des courtiers privés en tant qu'intermédiaires à plusieurs niveaux, ce qui crée un terrain propice à la corruption.

Parmi les très nombreux exemples cités, le Nigeria aurait notamment perdu:

-29 milliards de dollars à cause de prix inférieurs à ceux du marché dans la vente de gaz à la compagnie NLNG, dont Shell, Total, ENI et la société nationale de pétrole NNPC sont actionnaires

- Plus de 6 milliards de dollars de revenus par an à cause de vols de pétrole à grande échelle

- 4,6 milliards de dollars à cause d'écarts de prix dans la vente de brut pour le marché national

- 3,03 milliards de dollars de royalties pétrolières non versées

- 947 millions de dollars de gaz provenant d'un champs offshore de Shell

L'étude se concentre sur la période 2005-2011, mais certaines données datent de 2002.

La compagnie pétrolière nationale NNPC conteste une grande partie du rapport, invoquant des erreurs de calcul notamment.

Dans un communiqué détaillant chacune de ses objections, la NNPC dit avoir présenté ses propres analyses aux auteurs du rapport et se demande pourquoi elles ont été ignorées, alors que cela *"les aurait aidés à parvenir à des conclusions et des recommandations fiables sans méprendre le public tel que le fait le rapport"*.

Shell dément devoir au Nigeria une énorme somme pour le gaz qu'elle produit sur l'exploitation offshore Bonga.

"Cette accusation est incorrecte mais nous ne pouvons faire plus de commentaires parce que nous ne connaissons pas la base du calcul qui leur a permis de parvenir à ce chiffre de 947 millions", a déclaré la compagnie pétrolière anglo-hollandaise dans un communiqué, en réponse aux questions de l'AFP.

Total a refusé de commenter

Concernant le gaz vendu à NLNG, la société de liquéfaction de gaz naturel a considéré dans un communiqué que *"c'est une erreur de comparer le prix d'une matière brute (le gaz naturel d'alimentation) et celui d'un produit fini (le gaz naturel liquéfié puis regazéifié)"*, puisqu'on ne prend pas en compte les différents coûts, notamment de transformation et de transport, qui entrent en jeu entre les deux produits.

Un avis partagé par Shell et la compagnie italienne ENI.

Le français Total a refusé de commenter un rapport qui, pour l'instant, *"n'a pas été adopté par le gouvernement fédéral nigérian"* a-t-elle déclaré.

Le rapport a été présenté au président Goodluck Jonathan qui a réuni un comité afin de l'étudier.

Au lieu d'utiliser ces conclusions *"pour combattre l'impunité face à la corruption dans le secteur pétrolier, le gouvernement s'est lancé dans une grande campagne de dénigrement du rapport écrit par un comité qu'il a lui-même mandaté"*, estime l'association anti-corruption SERAP dans un communiqué.

Le comité de réflexion qui a écrit le rapport a été nommé en février après une grève nationale et des manifestations qui ont réuni des dizaines de milliers de gens dans la rue.

Celles-ci avaient éclaté lors d'une tentative du gouvernement de supprimer les subventions sur l'essence, qui permettaient aux Nigériens de bénéficier de prix bas à la pompe.

Les revendications des manifestants s'étaient ensuite étendues à d'autres sujets dont la corruption dans un pays souvent considéré comme un des plus corrompus au monde.

Le gouvernement, au pied du mur, a du reculer sur les subventions sur l'essence et a mis en place le comité de réflexion qui a rédigé ce rapport.

Le comité était dirigé par Nuhu Ribadu, l'ancien patron de l'agence nigériane anti-corruption.

Un article de l'AFP 26 novembre 2012

Espagne: à Madrid, la santé en grève contre l'austérité. (27.11)

Infirmières et médecins de la région de Madrid ont commencé lundi une grève de quatre jours à l'appel des syndicats, pour protester contre les coupes budgétaires qui frappent la santé.

Devant les centres de santé, portes closes, et les hôpitaux de la capitale, dont une vingtaine sont occupés depuis plusieurs semaines, les blouses blanches ont organisé des rassemblements, affichant des pancartes avec les mots *"Hôpital fermé, services minimum seulement"*, *"La santé publique n'est pas à vendre, mais à défendre"*.

"Nous allons manifester jusqu'à ce que le gouvernement régional retire son plan", lance Cristina Diez, une jeune spécialiste de médecine interne de 29 ans de l'hôpital Gregorio Marañón, l'un des plus grands de Madrid.

"Le gouvernement central a déjà réduit les dépenses. Si en plus ils privatisent, c'est pour essayer de rendre la santé plus rentable. Nous sommes contre cela", ajoute-t-elle.

Les 75.000 salariés de la santé publique de Madrid et sa région sont appelés à la grève par leurs syndicats, lundi et mardi, puis à nouveau les 4 et 5 décembre. Les spécialistes ont eux appelé à une grève illimitée.

Ce mouvement sera ponctué de plusieurs manifestations, notamment mardi soir dans le centre de Madrid.

Les chiffres de participation variaient lundi, aux alentours de 80% selon les syndicats et de 26% selon la préfecture de Madrid.

Dans un secteur déjà éprouvé par la politique de rigueur menée par le gouvernement espagnol de droite, la colère est montée depuis l'annonce du budget 2013 de la région de Madrid, dirigée elle aussi par la droite, qui prévoit notamment des économies dans la santé publique et la privatisation de plusieurs hôpitaux.

Dans le cadre de sa réforme sanitaire annoncée au printemps, le gouvernement de Mariano Rajoy entend économiser sept milliards d'euros par an, un effort qui se répercute sur les finances des régions, en charge des lourds budgets de l'éducation et de la santé.

Déjà, la population est sévèrement mise à contribution: les retraités, qui jusque là bénéficiaient d'un système de santé totalement gratuit, doivent désormais régler 10% de leurs factures de pharmacie, tandis que la note s'est alourdie aussi pour les actifs.

Un article de l'AFP du 26 novembre 2012

Allemagne: la faible hausse des salaires renforce les déséquilibres en zone euro. (27.11)

La faible hausse des salaires en Allemagne depuis 2000 a soutenu les exportations allemandes, mais a renforcé les déséquilibres et la pression commerciale sur ses partenaires en zone euro, affirme une étude de la fondation allemande Hans-Böckler présentée lundi.

En 2011, le coût d'une heure de travail dans le privé en Allemagne s'est affiché à 30,10 euros, d'après les calculs de la fondation Hans-Böckler, proche des syndicats allemands.

Un chiffre qui place le pays derrière ses principaux partenaires en zone euro tels que les Pays-Bas (31 euros), la France (34,2), la Suède (39,1) et la Belgique (39,3), mais au-dessus de la moyenne de la zone euro (27,6).

"L'Allemagne est dotée d'une excellente compétitivité internationale. (...) Depuis des années, nous exportons bien plus que nous n'importons", a commenté Gustav Horn, membre de la fondation et directeur de ce rapport.

Pour autant, *"les excédents commerciaux de l'Allemagne sont si grands, qu'ils mettent nos partenaires en zone euro et en dehors (les autres pays de l'UE, NDLR) sous forte pression, et rendent très difficile de surmonter la crise de l'euro"*, a-t-il souligné.

Entre 2000 et 2008, le coût d'une heure travaillée en Allemagne a progressé de 1,8% en moyenne, contre 3% en zone euro et 3,6% au sein de l'Union européenne, en raison d'une croissance *"relativement faible"* des salaires et de la demande intérieure, relève le rapport.

Toutefois, le coût du travail en Allemagne a augmenté de 3% en 2011, un rythme plus rapide que celui de la zone euro (2,7%) pour la première fois depuis 2000. Au premier semestre 2012, cette tendance s'est poursuivie: le coût de l'heure de travail allemande a cru de 2,2%, contre 1,8% en zone euro.

Deux raisons à cela. L'application en Allemagne d'un certain nombre de hausses de salaires, maintes fois reportées au plus fort de la crise de 2008 et jusqu'en 2010, et une baisse drastique du coût du travail dans les pays de la zone euro malmenés par la crise: Grèce, Italie et Portugal.

Pour 2012 et 2013, la fondation mise sur une hausse du coût du travail en Allemagne d'environ 2,5%, ce qui serait *"dans la moyenne de la zone euro, ni particulièrement au-dessus, ni particulièrement en dessous"*, a précisé à l'AFP M. Horn.

Un article de l'AFP du 27 novembre 2012

Afrique du Sud: un quart de la population a faim, la moitié est pauvre. (28.11)

Pays le plus riche du continent africain, l'Afrique du Sud compte plus d'un quart d'habitants trop pauvres pour manger à leur faim (26,3%) et plus de la moitié vivant sous le seuil de pauvreté (52,3%) dix-huit ans après la fin de l'apartheid et l'instauration de la démocratie.

Être pauvre en Afrique du Sud n'exclut pas que l'on possède un réfrigérateur (57,2%), une radio (55,4%), un téléviseur (62,6%) et surtout un téléphone portable (80,1%, soit presque autant que les ménages non pauvres 89,1%), selon l'enquête sur les conditions de vie publiée mardi par l'agence nationale statistique.

Et contrairement à de nombreux autres pays africains, les ménages pauvres ont majoritairement accès à l'électricité (70,1%), à l'eau courante (51,8%) et à l'aide sociale pour au moins un membre de la famille (70,6%), selon l'enquête.

En revanche, les chiffres de Statistic South African démontrent sans appel que le visage de la pauvreté reste encore largement marqué par la politique d'exclusion économique systématique menée sous l'apartheid au détriment de la majorité noire.

La pauvreté est le lot de 25,5 millions de Sud-Africains, soit 61,9% des familles noires et 32,9% des métis, tandis qu'elle touche 7,3% des familles indiennes et 1,2% des familles blanches.

Un tiers des Sud-Africains noirs (32%) ne mange pas à sa faim.

Le seuil de pauvreté alimentaire est défini comme la somme en dessous de laquelle il est impossible de se nourrir pendant un mois, soit 305 rands (26 euros) par personne en mars 2009, à la date de l'enquête.

Le seuil de pauvreté est lui défini comme le minimum indispensable pour manger mais aussi subvenir à d'autres besoins vitaux (se loger, se vêtir, se soigner, scolariser ses enfants), soit 577 rands mensuels (50 euros) pour tenir un mois par personne.

Le fardeau est aussi très inégalement réparti et se concentre surtout dans les zones traditionnelles, rurales ou dans les bidonvilles.

Au Limpopo (nord), province rurale frontalière du Zimbabwe, près de la moitié des habitants (48,5%) vit en dessous du seuil de pauvreté alimentaire et les trois-quarts sous le seuil de pauvreté (74,3%).

Autres provinces très pauvres: le Cap oriental (sud), région natale de Nelson Mandela qui fournit des bataillons de travailleurs migrants dans les mines; le Mpumalanga et le Kwazulu-Natal, province la plus peuplée et fief du président Jacob Zuma. Un quart des ménages pauvres d'Afrique du Sud vivent en pays zoulou.

A l'opposé, les deux-tiers des ménages au Cap et de son arrière-pays, échappent à la pauvreté.

La pauvreté va aussi souvent de pair avec la maladie, un très faible niveau scolaire (14,4% de bacheliers contre 46,1% parmi les non pauvres), plus de difficultés à lire ou écrire que les autres, une absence d'emploi stable et l'obligation de travailler dans le secteur informel ou chez des particuliers.

Le confort de la vie moderne est un luxe.

La plupart des ménages pauvres ont au moins un lit (87,9%) mais très peu ont une voiture (8,9% contre 44,2% parmi les ménages non pauvres), un abonnement internet (4,2% contre 17%) ou un lave-linge (12% contre 44,9%).

Lorsque, comme ces derniers mois, les prix de l'alimentation s'envolent, c'est un drame pour les familles qui crée un climat de contestation sociale dure, comme on l'a vu durant les récentes grandes grèves de mineurs.

De fait, près de la moitié des dépenses des ménages pauvres part en nourriture (42,3% contre 16,1% pour le poste alimentation chez les ménages non pauvres) selon l'enquête.

La politique d'allocations familiales ou vieillesse mise en place par l'ANC est la seule soupape de sécurité pour éviter l'explosion. Les aides sociales sont la principale source de revenu pour 54,7% des ménages sud-africains pauvres.

Commentaire.

Au pays des mines d'or, etc...

Un article de l'AFP du 23 novembre 2012

10 chiffres sur les inégalités de la société française. (29.11)

Salaires, diplômes, espérance de vie, taux d'emploi, patrimoine, niveau de vie... Le point en chiffres sur les inégalités qui caractérisent la société française à l'occasion de la publication par l'Insee de l'édition 2012 de son "portrait social de la France".

L'Insee publie ce mercredi 28 novembre l'édition 2012 de son "portrait social de la France", ouvrage de référence sur les conditions de vie des Français, l'éducation, les salaires, les niveaux de vie, la population, etc. L'occasion de mettre en lumière les inégalités qui caractérisent la société française.

6 ans et demi: c'est le nombre d'année supplémentaires que peut espérer vivre un cadre de 35 ans par rapport à un ouvrier. Pour les femmes, l'écart d'espérance de vie entre une cadre et une ouvrière de 35 ans se réduit à 3 ans. Le taux de mortalité avant 60 ans des ouvriers est de 13%, deux fois plus que celui des cadres (6%). En dépit d'une hausse d'environ un an tous les cinq de l'espérance de vie depuis 25 ans, les inégalités sociales face à la mort ne se sont pas réduites.

85% des parents isolés sont des femmes. Entre 1990 et 2009, le nombre de familles monoparentales a été multiplié par 1,7 en France. Cette hausse a particulièrement touché les femmes les moins favorisés: 14% des femmes les moins diplômées sont des mères de famille monoparentale contre 10% des femmes diplômées du supérieur. Cet écart est encore plus marqué lorsque le plus jeune des enfants a moins de trois ans: 19% des mères ayant au plus le brevet sont des mères de famille monoparentale contre 5% des mères diplômées du supérieur.

20% des enfants d'ouvriers non qualifiés sont diplômés du supérieur. C'est quatre fois moins que les enfants de cadres ou d'enseignants (76%). Ces inégalités d'accès aux hautes études se jouent en fait bien avant le bac. Les chances d'avoir le bac diffèrent déjà nettement selon le milieu social: 90% des enfants de cadres ou d'enseignants entrés en 6e en 1995 l'ont eu, contre 40% des enfants d'ouvriers non qualifiés. Plus en amont encore: 77% des enfants de cadres ont bien réussi les épreuves d'évaluation à l'entrée en 6e contre 32% des enfants d'ouvrier non qualifiés.

29,9% et 44%: c'est le taux d'emploi des jeunes (15-24 ans) et des seniors (plus de 55 ans) en France en 2011. C'est moins que la moyenne européenne - respectivement 33,6% et 51%). Le marché du travail français se caractérise par un fort taux d'emploi (81,6%) aux âges intermédiaires (25-49 ans), au-dessus de la moyenne européenne (78%), mais par des difficultés persistantes d'insertion aux extrémités de la pyramide des âges. Résultat, le taux d'emploi des 15-64 ans en France (64%) est légèrement inférieur à celui de l'UE (64,3%) et bien en dessous de nos voisins allemands (73%).

39.290 euros: c'est le revenu salarial moyen des 25% de salariés les mieux payés en France en 2010. C'est dix fois plus que les 25% de salariés les moins bien payés (3859 euros par an). Le revenu salarial moyen des salariés s'établit à 19.505 euros en 2010. Les employés ont perçu en moyenne 13.420 euros, les ouvriers 14.380 euros, les professions intermédiaires 22.060 euros et les cadres 39.310 euros.

20%: c'est l'écart de salaire persistant entre hommes et femmes. En 2010, un homme travaillant dans le privé à temps plein a gagné en moyenne 26.740 euros contre 21.320 euros pour une femme. Cet écart s'explique en partie par des différences de secteur d'activité et de niveau de diplôme, mais pas seulement. Autre inégalité: le taux d'emploi des femmes est inférieur à celui des hommes (66% contre 75%) et leur taux de chômage est supérieur (9,7% contre 8,8%). Ces inégalités sur le marché du travail sont à rapprocher de celles liées au partage des tâches domestiques: une femme active consacre y 4h01 par jour contre 2h13 pour un homme. 64% du travail domestique est aujourd'hui encore assumé par les femmes.

40% des caissiers et agents d'entretien veulent travailler plus. C'est 2,5 fois plus que l'ensemble des salariés (16% soit 3,3 millions de personnes). En 2011, 30% des salariés à temps partiel et 10% des salariés à temps plein déclarent vouloir travailler davantage. Ce souhait est plus répandu chez les jeunes, les ouvriers, les employés et les salariés peu rémunérés. Les métiers les plus concernés sont les professions de l'action culturelle, sportive et surveillants, les aides à domicile, les caissiers, les agents de maîtrise de l'hôtellerie et de la restauration, les agents d'entretien et les vendeurs.

Les 10% de ménages les plus aisés possèdent 35 fois plus de patrimoine que les 50% de ménages les moins bien dotés. Ce rapport était de 30 en 1997. Cet accroissement des inégalités de patrimoine illustre le fossé entre les ménages propriétaires, qui ont bénéficié d'une envolée des prix de l'immobilier, et les ménages locataires. Patrimoine et niveau de vie sont fortement liés. En 2009, les 10% de ménages les plus aisés en termes de niveau de vie détiennent en moyenne 913.900 euros de patrimoine, soit 6 fois plus que le patrimoine médian et 10 fois plus que le patrimoine des 10% des ménages les plus modestes.

3,9: c'est le rapport entre le niveau de vie moyen des 20% de Français les plus aisés et des 20% les plus modestes, après redistribution. Avant redistribution, ce rapport est de 7,4. Les prestations sociales et prélèvement obligatoires divisent ainsi par deux les écarts de niveaux de vie: celui des plus modestes augmente de 50%, celui des plus riches diminue de 20%. Les prestations sociales réduisent davantage (66%) les inégalités de niveau de vie que les prélèvements obligatoires (34%).

1 heure 40 minutes: c'est le temps de sommeil en moins des personnes qui travaillent de nuit, par rapport aux autres travailleurs. Et leurs plages de sommeil sont plus hachées (14% dorment en plusieurs fois). Globalement, les Français dorment en moyenne 7 heures et 47 minutes. C'est 18 minutes de moins qu'il y a 25 ans. La baisse est de 50 minutes pour les adolescents, qui passent ½ heure par nuit sur l'ordinateur.

Un article de 20minutes.fr du 28 novembre 2012

Quand se chauffer devient un luxe. (29.11)

De plus en plus de ménages ne parviennent plus à payer leur facture d'énergie. Sur les dix premiers mois de l'année, le Secours catholique de Lille a enregistré une hausse de 88% des demandes d'aide pour ce motif, par rapport à la même période 2010.

En France, 8 millions de personnes, soit 3,8 millions de foyers, sont en situation de précarité énergétique. *«Cela signifie qu'ils consacrent plus de 10% de leurs revenus à régler leur facture d'énergie. Ce sont surtout des personnes âgées qui vivent dans des maisons mal isolées, souvent en zone rurale»*, explique Anne Dujin, du Crédoc, centre spécialisé dans l'observation des conditions de vie. *«Mais ce chiffre ne tient pas compte de tous ceux qui se restreignent, justement pour ne pas dépenser autant. Ces personnes sont plus jeunes et vivent souvent en milieu urbain, dans des logements collectifs mal isolés.»*

Explosion des prix

Alors que la température conseillée est de 19°C, *«des familles vivent dans des logements où il fait 10°C»*, assure Nicolas Mochnino, de l'UFC-Que Choisir. Du coup, *«certains foyers adoptent des comportements dangereux pour gagner un peu de chaleur, comme laisser leur gazinière allumée»*, alerte Delphine Borne, juriste à Familles de France.

Si la précarité énergétique gagne du terrain en France, c'est à cause de la hausse des coûts de l'énergie. *«Le gaz a augmenté de 70% depuis 2004, l'électricité de 30% depuis 2005, et le fioul a doublé depuis 2008»*, avance Thierry Saniez, délégué général de l'association CLCV. Ce n'est pas la seule raison: *«Les familles sont attentives: elles voient de nouvelles lignes sur leurs factures et nous demandent pourquoi. Eh bien, il y a aussi de nouvelles taxes de l'Etat»*, assure Delphine Borne.

La priorité: rénover les logements

Se chauffer serait-il devenu un luxe? *«C'est le cas pour ceux qui vivent dans la précarité»*, répond Nicolas Mochnino. Pour cet expert, *«élargir les tarifs de première nécessité peut répondre à l'urgence, mais cela revient à traiter les symptômes et pas la maladie, qui est le logement. Si celui-ci est bien isolé, la facture est de 500 euros par an, dans le cas contraire, elle peut dépasser 2.000 euros. Et ce sont souvent les plus précaires qui vivent dans ces habitations... Les pouvoirs publics doivent trouver les moyens d'aider ces ménages à rénover leurs logements.»*

Thierry Saniez voudrait également que le mode d'indexation du gaz soit revu: *«Alors qu'il est de moins en moins cher sur le marché mondial, c'est le contraire en France, parce qu'il est indexé sur le pétrole.»* Les associations de consommateurs comptent bien défendre ces positions à l'occasion du débat national sur la transition énergétique qui s'ouvre ce jeudi.

Document

Articles de presse de décembre 2012

Table des matières

France

Politique

- The Economist toujours fan de Manuel Valls, «le Sarkozy socialiste». (22.12)
- Les grands partis financés à 38% par l'aide publique. (28.12)

Social

- Les Français passent plus de temps à jouer aux jeux vidéos. (06.12)
- Les 10 chiffres chocs sur la pauvreté en France. (11.12)
- Palmarès: le salaire des patrons du CAC 40 ne connaît pas la crise. (12.12)
- 580.000 foyers privés d'électricité et de gaz pour impayés en 2012. (19.12)
- Plus de 12 millions d'heures de chômage partiel consommées en France en 2012. (21.12)

Economie

- Loi bancaire : en quoi elle est un flagrant délit de connivence avec les banquiers ? (21.12)

International

Politique

- Syrie. Voilà à qui Hollande-Faibius veulent livrer des armes. (01.12)
- Angela Merkel s'assume en "*marchande de canons*". (04.12)
- 40% des Israéliens prêts à partir! (18.12)
- Ces huit familles qui contrôlent la Chine. (28.12)

Social

- Avec la crise, les hôpitaux grecs soignent au rabais. (06.12)
- Salaires - Ils ont augmenté dans les pays émergents.... (08.12)
- Grand écart salarial entre les économies asiatiques et occidentales. (08.12)
- Etats-Unis : une loi limitant le pouvoir des syndicats dans le coeur ouvrier du Michigan. (12.12)
- Espagne : chaos dans les hôpitaux publics madrilènes (19.12)
- Etranglés par le chômage, des millions d'Européens basculent dans la pauvreté. (25.12)

Economie

- Les limites du gouvernement Sachs. (01.12)
- Espagne: l'ex-chef du patronat en prison. (06.12)
- EDF, GDF Suez, Eon... : le temps se gâte pour les énergéticiens européens. (07.12)
- Dette et recentrage d'activités poussent aux cessions. (08.12)
- Les Chinois contrôlent le transport aérien planétaire. (11.12)
- L'évasion fiscale dans les Bermudes profite bien à Google. (11.12)
- Les Etats-Unis "*premiers entre les puissants*" en 2030, malgré la Chine. (11.12)
- Fraude fiscale: information judiciaire contre l'un des deux patrons de Deutsche Bank. (13.12)
- Energies: le charbon en passe de ravir au pétrole sa place de n°1 mondial. (19.12)

- Quatre banques condamnées en Italie pour la vente de dérivés (21.12)
- UBS condamnée à 1,1 milliard d'euros d'amende pour avoir manipulé le Libor. (21.12)
- ICE achète Nyse Euronext pour 8,2 milliards de dollars (21.12)
- UE: 1.600 milliards d'euros d'aides d'Etat versées aux banques de 2008 à 2011. (22.12)
- Les actionnaires de Bankia vont subir de grosses pertes. (28.12)
- Vers un record mondial de ventes de voitures en 2013. (28.12)

Un article de lemonde.fr du 30 novembre 2012

Les limites du gouvernement Sachs. (01.12)

La nomination de Mark Carney, le patron de la Banque du Canada, au poste de gouverneur de la Banque d'Angleterre, a relancé la polémique sur la puissance de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs.

En effet, à l'instar de Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne (BCE), d'Antonio Borges, chargé des privatisations au Portugal ou de Mario Monti, président du conseil italien, le futur responsable de *"la vieille dame de Threadneedle Street"* est un ancien de Goldman Sachs.

Les détracteurs du célèbre établissement financier new-yorkais ont beau jeu de souligner dans la foulée que ledit Mark Carney a succédé à Mario Draghi à la tête du Conseil de stabilité financière créé par le G20 en vue de surveiller les institutions financières.

Par ailleurs, le banquier central canadien qui a travaillé treize ans chez Goldman Sachs vient d'être remplacé par un autre alumnus (*"ancien élève"*), William Dudley, à la tête de l'organe de supervision des marchés de la Banque des règlements internationaux.

Voilà donc Goldman Sachs qui occupe de nouveau le devant de la scène. En cause, la puissance de son réseau d'influence unique, à la fois souterrain et public, actif des deux côtés de l'Atlantique. On reparle du *"gouvernement Sachs"*, ce maillage serré sédimenté depuis des lustres.

Les partisans de la théorie du complot peuvent à nouveau s'en donner à coeur joie en dénonçant une pieuvre aux multiples tentacules qui poursuivrait un sinistre dessein de domination mondiale.

La réalité du pouvoir de ce cercle magique constitué d'anciens de Goldman Sachs passés avec armes et bagages au plus haut niveau de la fonction publique ou de la politique, est bien sûr plus nuancée.

Certes, par le truchement du *"revolving door"*, c'est-à-dire les allers et retours entre la banque et la haute administration, le quartier général du 200 West Street, à Manhattan, est en mesure d'influencer la gouvernance mondiale. *"Vous êtes diplômé de l'université Goldman, et vous n'oubliez jamais la culture maison dans vos fonctions à l'extérieur"*, souligne Richard Sylla, professeur d'histoire financière à la Stern Business School de New York, au sujet d'un mode opératoire très spécifique à la banque.

De surcroît, incontournable dans les coulisses du pouvoir, Goldman Sachs, pure banque d'affaires entourée de mystère, est invisible aux yeux du public, ce qui alimente tous les fantasmes.

En outre, à l'inverse de ses consoeurs, la banque fait appel en priorité à d'anciens banquiers centraux, hauts fonctionnaires de la Commission européenne ou directeurs du Trésor. En revanche, dans les couloirs, vous ne croisez jamais d'ex-premiers ministres ou d'ambassadeurs retraités considérés comme d'aimables potiches.

Par le truchement de sa confrérie d'anciens associés, Goldman sait cultiver les accointances, de droite comme de gauche. L'enseigne est tout simplement imbattable dans le registre de l'entrisme économico-politique.

Enfin, le *"gouvernement Sachs"* ouvreur de portes permet de recueillir, en toute légalité, des informations qui circulent ensuite dans les différents départements de la banque, à commencer par la salle des marchés.

Pourtant, au-delà de ces compagnons, maîtres et grands maîtres amenés à *"répandre dans l'univers la vérité acquise en loge"*, le pouvoir de Goldman a perdu de son efficacité depuis la tourmente financière de 2008.

Les *"ex"* se révèlent moins utiles face à des gouvernements et des régulateurs sensibles à l'impopularité des professionnels de la finance, tenus pour responsables de la crise.

Le carnet d'adresses ne suffit plus sur une planète financière complexe et technique face à une nouvelle génération d'industriels moins impressionnés par le savoir-faire des petits génies de l'argent. Les clients exigent le respect de l'éthique.

Jamais l'orgueilleux mastodonte n'a pris autant de coups (scandale Abacus, maquillage des comptes grecs, révélations de l'ex-trader Greg Smith...).

Les maladresses de son PDG, Lloyd Blankfein, qui affirme "*faire le travail de Dieu*", ont écorné son image. De plus, le président Barack Obama a mis en route la réforme financière la plus ambitieuse depuis la Grande Dépression et qui devrait contraindre Goldman à limiter les activités spéculatives à l'origine même de son succès.

Si la clientèle lui est restée fidèle, et si les diplômés les plus brillants se bousculent toujours au portillon, l'aura de la prestigieuse compagnie s'est ternie.

Dans ce contexte, aux Etats-Unis par exemple, l'âge d'or d'anciens dirigeants de la banque implantés dans les hautes sphères de Washington - Sidney Weinberg, conseiller occulte de Roosevelt, ou Robert Rubin et Henry Paulson, respectivement secrétaire au Trésor de Bill Clinton et de G.W. Bush - est bel et bien révolu.

Au contraire, des anciens de Goldman sont souvent à la pointe du combat contre les excès de la finance casino. C'est le cas de Gary Gensler, dirigeant de la Commodities Futures Trading Commission, qui combat l'opacité des marchés à terme.

Ou de Mark Carney, régulateur impitoyable, qui a déclaré "*comprendre*" la démarche des anticapitalistes.

Goldman Sachs reste une compagnie extraordinaire dotée de tous les atouts lui permettant de conserver une part de puissance et de gloire. Mais, dans le nouvel environnement financier, l'institution n'est plus ce qu'elle était.

Commentaire.

Le Monde se leurre sur la capacité de Goldman Sachs qui demeure intacte. Qu'il soit en extase devant ce monstre, n'a rien d'étonnant, sans le soutien de la banque et de l'oligarchie financière il y a belle lurette que *Le Monde* aurait sans doute disparu. En réalité, les "*anciens de Goldman*" réclament leur part du gâteau de la spéculation financière que s'accapare presque entièrement les Goldman, J.P Morgan et Cie.

Aussi il lui faut manier le vrai et le faux. Le faux on vient de l'évoquer car Goldman Sachs fait partie du cartel des banquiers de la Fed... et de la Banque d'Angleterre, il a des ramifications au sein de milliers de grandes entreprises et des plus puissantes multinationales.

Rappelons que le pouvoir n'appartient pas à celui qui exerce un contrôle sur la monnaie ou l'économie, mais celui qui possède le privilège exorbitant de la création monétaire. On peut encore préciser que la Fed et la Banque d'Angleterre sont des banques commerciales privées et non des banques centrales d'Etat.

Ce journaliste écrit que "*l'âge d'or d'anciens dirigeants de la banque implantés dans les hautes sphères de Washington (...) est bel et bien révolu.*", faux, si la campagne présidentielle d'Obama n'a pas été financée directement par les banquiers de la Fed, elle a été financée par les grandes universités et les multinationales détenues en grande partie... par ces mêmes banquiers, dont par exemple Rockefeller qui est actionnaire de Monsanto.

Il est vrai par contre que l'établissement d'un Nouvel ordre mondial s'avère chaotique, que les difficultés ou obstacles s'amoncellent dans cette voie, ce que les théoriciens du complot oublient de signaler ou feignent d'ignorer.

D'un côté les conséquences sociales des contradictions dues à la survie du capitalisme frappent de plus en plus de couches de la population qui ne le supportent pas tout en ignorant les causes réelles, la petite-bourgeoisie ou les couches moyennes, elles se sentent trahies par le capitalisme qu'elles soutiennent après avoir rejeté le socialisme dont elles ignorent tout ou identifient au stalinisme. De leur côté les travailleurs se

mobilisent contre une régression sociale continue qu'on leur annonce inévitable tandis que les Etats renflouent les banques à coup de centaines de milliards d'euros ou dollars. De plus ces contradictions prennent un contenu de plus en plus violentes et barbares, aveugles, ce qui va à l'encontre de tous les discours officiels sur la démocratie.

D'autre part, au fil du temps les décennies passant, avec l'explosion démographique depuis le début ou le milieu du XXe siècle, il devient de plus en plus improbable, voire impossible de contrôler l'ensemble de la population, dont les couches les plus éduquées et les plus critiques envers le capitalisme qui ne cessent de se développer de par le monde, la population aspirant de plus en plus à participer à la gestion de la société, rejetant partis et institutions qui ne prennent pas en compte leurs intérêts, on peut ajouter les médias institutionnels, cherchant la voie pour prendre son destin en mains.

Un article du figaro.fr 30 novembre 2012

Syrie. Voilà à qui Hollande-Faibus veulent livrer des armes. (01.12)

(Le titre du Figaro : *Des enfants seraient enrôlés par les rebelles syriens*. J'ai estimé que le conditionnel était de trop.)

Âgés de 14 à 17 ans, des adolescents syriens seraient envoyés au combat par l'Armée syrienne libre, selon le dernier rapport de Human Rights Watch. Des recrutements qui, s'ils étaient avérés, constituent un crime de guerre.

«J'avais une kalachnikov... J'ouvrais le feu sur aux postes de contrôle... pour les capturer et leur prendre leurs armes.» Originaire de Homs, Majid, 16 ans, est un enfant soldat. Interrogé avec quatre autres adolescents syriens par l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW), il affirme avoir participé aux combats contre l'armée de Bachar el-Assad.

Recrutés par l'Armée syrienne libre (ASL) pour effectuer des missions diverses comme de la reconnaissance ou du transport de matériel militaire, certains adolescents auraient également mené l'assaut armes à la main. «*Nous aidions l'ASL en leur apportant des approvisionnements de Turquie, des armes. Nous apportions des balles et des kalachnikovs. Tous les enfants les aidaient de cette manière. Nous étions dix au total, entre 14 et 18 ans. Je connais les soldats de l'ASL, c'est eux qui m'ont demandé de les aider comme ça. C'est ce que j'ai fait pendant quatre ou cinq mois*», témoigne Raed, 14 ans. En juin dernier, lors d'une mission à la frontière turque, le garçon a été touché par un tir de l'armée gouvernementale. «*La balle a touché les nerfs, affirme-t-il. Je sens ma jambe, mais je ne peux pas la bouger. J'ai déjà subi quatre interventions chirurgicales, et il m'en reste encore trois... Je ne sais pas si je remarquerai un jour.*»

L'engagement des recrues ne prend pas en compte le critère de l'âge mais privilégie les compétences individuelles. «*Les tâches qui te sont attribuées dépendent de toi, explique Majid. Si tu es courageux, ils t'envoient combattre aux postes de contrôle. Ils nous ont appris à tirer, à démonter une arme et à la remonter, à viser une cible.*» Après avoir passé plusieurs mois à se battre, il a finalement été écarté de sa brigade. D'après le Centre de documentation des violations en Syrie, une ONG syrienne qui recense les morts et les détenus, sans précision de repère de date, au moins 17 enfants seraient morts au combat, .

D'après HRW, les garçons interrogés sont «*issus de segments particulièrement vulnérables de la population syrienne*». Certains ne savent pas lire et n'étaient pas scolarisés au moment de leur enrôlement. Parmi ces mineurs, quelques-uns ont déclaré s'être enrôlés de plein gré dans des brigades combattantes. Mais «*même dans le cas où les enfants se portent volontaires pour combattre, il en va de la responsabilité des commandants de les protéger en refusant leur adhésion*», déclare Priyanka Motaparthy, de la division Droits de l'enfant à HRW.

Selon le droit international, l'enrôlement de mineurs par des groupes armés est considéré comme un crime de guerre. De fait, le statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) interdit «*de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées nationales ou de les faire participer activement à des hostilités*». En 2003, la Syrie avait adhéré au protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, qui condamne l'engagement dans un conflit de personnes de moins de 18 ans, rapporte HRW.

En août, une commission de l'ONU avait déjà alerté sur ce phénomène d'enfants soldats. Dans un rapport, elle assurait avoir rassemblé des preuves du non-respect d'un engagement pris par Riyad al-Asaad, chef de l'ASL, de ne pas utiliser des enfants à des fins militaires.

Commentaire.

Mais alors, ce sont aussi ceux qui arment et financent l'ASL qu'il faut traduire devant un tribunal populaire révolutionnaire pour crime de guerre, des pétromonarques dégénérés du Golfe à Obama, Hollande, Cameron, Merkel, Monti... Sans oublier l'élite intellectuel qui soutient l'ASL, les Kouchner, Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann, etc. toute cette pourriture ultra réactionnaire.

Un article de lexpress.fr du 26 novembre 2012

Angela Merkel s'assume en "marchande de canons". (04.12)

L'Allemagne ne pouvant envoyer des soldats sur tous les fronts, la Chancelière a annoncé son intention d'utiliser plus souvent les livraisons d'armes à des fins diplomatiques, pour soutenir " ses partenaires dignes de confiance ". L'Arabie saoudite négocie ainsi l'achat de centaines de chars de combat et de véhicules blindés allemands.

Le redéploiement d'une Allemagne " *décomplexée* " sur le plan militaire et diplomatique se poursuit. Après avoir participé, pour la première fois depuis 1945, à une guerre offensive contre la Serbie en 1999, puis s'être engagé avec un contingent de près de 5000 hommes en Afghanistan à partir de 2001, Berlin semble avoir jeté aux orties ses réticences en ce qui concerne les ventes d'armes à destination de pays non-membres de l'OTAN. Dans sa dernière édition, le magazine *Der Spiegel* révèle ainsi que l'Arabie saoudite, qui est déjà sur les rangs pour acheter 270 chars de combats Leopard 2, a déposé une nouvelle demande auprès du Conseil fédéral de sécurité allemand afin de d'importer plusieurs centaines de blindés de type GTK Boxer, un transport de troupes monté sur pneus et équipé au choix d'un lance-grenade ou d'une mitrailleuse lourde, idéal en rase campagne... comme pour la répression de manifestations.

Cette révélation, non commentée par le gouvernement allemand puisque les réunions et les décisions du Conseil de sécurité sont soumises au secret le plus total, a déclenché de violentes réactions de la part des partis écologistes et de gauche, mais pas seulement. L'ancien ministre des Affaires étrangères d'Helmut Kohl Hans-Dietrich Genscher a également protesté: "*Avec le recul, on constate que la retenue allemande dans sa politique d'exportations d'armes s'est révélée exacte et l'on devrait s'y tenir*", a déclaré cette figure emblématique et respectée du parti libéral. Merkel assume sa diplomatie des ventes d'armes

Le "*deal*" saoudien n'est pourtant pas isolé. Ces derniers temps, l'Allemagne a vendu deux corvettes porte-hélicoptères à l'Algérie qui se prépare à passer une commande de 1200 véhicules blindés, mais aussi 130 Léopards 2 d'occasion à l'Indonésie, deux sous-marins à l'Egypte et quelques milliers de fusils d'assaut livrés aux quatre coins de la planète. Entre autres. De même, alors que Berlin proteste fermement contre la relance de la politique de colonisation des territoires occupés par Israël, *Der Spiegel* nous apprend aussi que le Conseil de sécurité a donné son feu vert pour la vente de lance-roquettes à l'armée israélienne. Le leader écologiste Jürgen Trittin est catégorique : "*On ne peut pas vendre des armes dans ces pays!*".

La Chancelière n'est pas de cet avis. Lors d'un discours prononcé fin octobre au congrès annuel de l'armée allemande, Mme Merkel a expliqué qu'à l'avenir, son pays comptait intégrer plus fortement les exportations d'armements dans sa doctrine de sécurité : "*Il est dans notre intérêt d'aider nos partenaires à établir ou à maintenir de manière efficace la sécurité et la paix dans leurs régions*", a-t-elle expliqué. Pour elle, les livraisons d'armes font clairement partie de cette aide: "*Ceux qui se sentent responsables du maintien de la paix mais ne peuvent pas jouer un rôle actif dans toutes les régions du monde, sont appelés à aider leurs partenaires dignes de confiance à prendre cette tâche à leur compte*", a ajouté la chancelière. Et d'après Angela Merkel, ces partenaires dignes de confiance sont nombreux. Il s'agit des pays de la Ligue arabe, et ceux de l'Union africaine et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Pas moins !

Face à cette perspective, les "*marchands de canons*" allemands, confrontés à un fort rétrécissement des budgets européens de défense, peuvent se frotter les mains. Pour Mme Merkel, l'exercice est cependant périlleux à l'aube de l'année électorale qui s'annonce : "*Angela Merkel sait que la grande majorité des Allemands est hostile aux exportations d'armes*", rappelle le député de gauche Jan van Aaken (Die Linke) : "*Il semble donc qu'elle justifie ses décisions par anticipation, comme pour construire une sorte de mur pare-feu avant la campagne*", explique-t-il.

Un article de Reuters du 5 décembre 2012

Avec la crise, les hôpitaux grecs soignent au rabais. (06.12)

Les hôpitaux en Grèce sont dans une situation si catastrophique que certains n'ont plus les moyens d'acheter des médicaments ni même du matériel standard pour éviter la contagion, comme les gants ou les blouses jetables.

Avec de moins en moins de médecins et d'infirmières, de plus en plus de patients et une trésorerie insuffisante, les hôpitaux en sont à prendre des risques, même avec l'hygiène de base, souligne Marc Sprenger, directeur du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC).

"J'ai vu des endroits (...) où la situation financière ne permettait même pas de pourvoir aux besoins fondamentaux, comme les gants, les blouses et les lingettes désinfectantes", dit Marc Sprenger qui vient de passer deux jours à Athènes où il s'est rendu dans des hôpitaux et des dispensaires.

"Nous savions déjà que la Grèce était déjà dans une situation très mauvaise en ce qui concerne les infections résistantes aux antibiotiques. Après avoir inspecté les hôpitaux, je suis maintenant totalement convaincu qu'il est plus que temps de s'attaquer au problème", ajoute-t-il.

Des patients souffrant de maladies particulièrement infectieuses comme la tuberculose pourraient ne pas obtenir le traitement dont ils ont besoin, explique-t-il.

Les dépenses pour le système de santé se montent à 11 milliards d'euros par an, soit 5% du produit intérieur brut. Selon le gouvernement le système est endetté à hauteur de deux milliards d'euros et il faut fortement réduire les dépenses.

De nombreux emplois ont été supprimés dans le secteur de la santé. En outre, certains salaires ne sont plus versés régulièrement. Devant l'hôpital Evangelismos d'Athènes, les médecins ont suspendu une banderole qui dit simplement : *"Le système de santé perd son sang"*.

Les médecins épuisés des 133 hôpitaux publics grecs évoquent le manque de personnel, la pénurie de matériel de base comme le coton, les cathéters, les gants ou encore le papier utilisé pour recouvrir les lits de consultation.

Selon Panos Papanicolaou, membre d'un syndicat de médecins et neurochirurgien au centre hospitalier Nikea d'Athènes, les réductions d'effectifs signifient que 90 à 100 patients par jour attendent dans les couloirs et que nombre d'entre eux ne pourront se faire prescrire un traitement.

Il n'est pas rare que des infirmières surmenées soignent deux fois plus de patients que par le passé, souligne-t-il. Et souvent sans le matériel de protection indispensable.

"Si une infirmière doit voir dix patients au lieu de cinq sans gants jetables, il est certain que la transmission des infections va rapidement augmenter", dit le neurochirurgien.

En outre, les problèmes risquent de continuer à s'aggraver si l'argent venait à manquer pour l'achat de médicaments.

Un responsable de santé ayant requis l'anonymat rapporte qu'il lui a été dit que dans un hôpital d'Athènes il n'y avait plus de budget pour les achats de médicaments qui se faisaient désormais à crédit.

Le laboratoire pharmaceutique allemand Merck a annoncé le mois dernier l'arrêt des livraisons de son anticancéreux Erbitux aux hôpitaux grecs pour cause de factures impayées.

Un autre allemand, Biotest, qui fabrique des produits à partir de plasma sanguin pour le traitement de l'hémophilie et du tétanos, a cessé ses livraisons en juin pour les mêmes raisons.

La Grèce, qui faisait déjà partie des pays d'Europe où l'on contracte le plus de maladies nosocomiales, a vu sa situation s'aggraver avec les réductions d'effectifs et la baisse du niveau des soins due à la crise.

Le représentant de l'Organisation mondiale de la santé auprès de l'Union européenne, Roberto Bertolini, se dit préoccupé par le niveau des maladies nosocomiales en Grèce. Il souligne que la diminution des ressources et du personnel rendra plus difficile le respect des normes d'hygiène.

Toutefois, le problème des infections résistantes aux traitements médicamenteux est antérieur à la crise économique. La Grèce est le premier utilisateur européen d'antibiotiques dont l'usage immodéré est l'une des causes principales des maladies résistantes aux médicaments, selon les spécialistes.

Un article de l'AFP du 5 décembre 2012

Les Français passent plus de temps à jouer aux jeux vidéos. (06.12)

Les Français passent beaucoup de temps à regarder la télévision ou à surfer sur internet et ils se consacrent de plus en plus aux jeux vidéos, selon l'étude REC+ de l'institut GfK diffusée mardi en exclusivité par l'AFP.

Ils allouent aux jeux vidéos 12 heures et 17 minutes chaque semaine, soit 1H45 de plus que l'année précédente à la même époque, selon ce sondage réalisé en ligne du 17 septembre au 7 octobre auprès de 2.311 personnes représentatives de la population française.

Les sondés indiquent que 40% du temps consacré aux jeux vidéo le sont depuis l'ordinateur, 21% depuis une console de jeu de salon, 15% depuis une tablette et 9% depuis un smartphone (9%).

Les tablettes et smartphones font en outre la part belle aux jeux gratuits, "*tendance qui s'accroît nettement cette année*", selon l'étude qui indique que près de 70% des joueurs sur tablettes n'ont pas payé leur jeu, soit une hausse de 16 points, et 83% des joueurs sur smartphone l'ont également téléchargé gratuitement, soit une hausse de 20 points.

La télévision et internet restent toutefois les activités les plus chronophages (plus ou moins 22 heures par semaine soit plus de 3 heures par jour en moyenne).

C'est presque deux fois plus que le temps moyen alloué aux jeux vidéos ou à la radio (10H59), et quatre fois plus que celui alloué à la lecture des livres (5H27).

Les Français ont d'ailleurs passé 25 minutes de moins par semaine à écouter la radio et 21 minutes de moins à lire des livres, sur un an.

Concernant les livres, la majorité des sondés restent attachés au papier et concentrent leurs dépenses sur le format physique, alors que 81% des personnes qui lisent des livres numériques ne les achètent pas.

La préférence pour le livre physique reste prépondérante, et il en est de même pour la musique où 79% du budget des personnes interrogées vont à l'achat de CD audio contre 13% au téléchargement et 8% à l'écoute en "*streaming*" (écoute en direct), ce qui montre que "*les offres de musique dématérialisées peinent toujours à monétiser leur modèle*", souligne GfK.

Pour le visionnage de la vidéo, le support physique, le DVD, ne représente que 41% devant la vidéo en streaming (28%, en hausse de 4 points sur un an), et la vidéo téléchargée (16%).

Commentaires.

"*Ils allouent aux jeux vidéos 12 heures et 17 minutes chaque semaine, soit 1H45 de plus que l'année précédente à la même époque*", à ce rythme-là ils vont finir complètement abrutis, surtout si on ajoute "*plus de 3 heures par jour en moyenne*" passées à regarder la télévision ou aller sur internet. Vous vous demandiez à quoi tout cela rimait, vous avez la réponse : une civilisation de zombies décérébrés, lobotomisés, manipulables à souhait. On remerciera au passage ceux qui font l'impasse sur les véritables intentions de ceux qui gouvernent le monde.

Les maîtres du monde qui ont pour objectif d'instaurer un Nouvel ordre mondial composé d'esclaves sans droit et incapable de combattre contre cet état, peuvent savourer l'avancée que constitue ce processus de conditionnement des consciences à l'échelle planétaire.

Un article de l'AFP du 5 décembre 2012

Espagne: l'ex-chef du patronat en prison. (06.12)

Le monde des affaires en Espagne est plongé dans un nouveau scandale avec le placement en détention du fondateur du groupe de voyage Marsans et ex-président de la principale organisation patronale du pays, Gerardo Diaz Ferran.

L'arrestation lundi et le placement derrière les barreaux de cette figure du monde des affaires espagnol pour détournement de fonds et blanchiment d'argent ont fait l'effet d'une bombe dans un pays étranglé par la crise et secoué par des affaires de justice qui font régulièrement la Une des journaux.

Signe de gravité de l'affaire baptisée "*opération croisière*", la caution de 30 millions d'euros fixée pour la remise en liberté de Gerardo Diaz Ferran est l'une des plus élevées fixées par la justice espagnole, selon une source judiciaire.

Son complice présumé, Angel de Cabo, a également été placé en détention assortie d'une caution de 50 millions d'euros, la plus élevée de l'histoire judiciaire espagnole, selon cette source, alors que le procureur avait demandé la remise en liberté.

Gerardo Diaz Ferran est soupçonné de détournement de fonds et blanchiment lors de la vente du groupe Marsans en 2010 dont il était co-proprétaire avec Gonzalo Pascual, décédé il y a quelques mois, selon cette source.

Le juge estime qu'il aurait également bénéficié de la complicité de l'actuel propriétaire du groupe Possibilitum Business, Angel de Cabo, un homme d'affaires de Valence (est) qui avait racheté le groupe Marsans en 2010, selon cette source.

Angel de Cabo, qui a refusé de témoigner, aurait aidé Gerardo Diaz Ferran à occulter une partie du patrimoine pour éviter de devoir éponger les 45 millions de dettes réclamés par les créanciers au groupe Marsans, déclaré en cessation de paiement en 2010.

Diaz Ferran, a lui nié en bloc lors de son audition mercredi, affirmant qu'il ne disposait d'aucun compte dans les paradis fiscaux. Il a uniquement reconnu être propriétaire d'un appartement à New York, toujours selon la source judiciaire.

L'affaire a éclaté après la plainte en janvier de plusieurs créanciers du groupe Marsans, dont AC Hoteles, Melia, Pullmantur, pour détournement de fonds et blanchiment d'argent.

Le juge a bloqué les comptes de plus de 20 entreprises et lancé plusieurs commissions rogatoires à l'étranger où il soupçonne Angel de Cabo d'avoir organisé une évasion de capitaux.

Le groupe de voyage avait alors été repris pour 600 millions d'euros par la société espagnole Possibilitum Business, spécialisée dans le rachat d'entreprises en difficulté, qui avait licencié la grande majorité des quelque 2.000 salariés.

Deux des filiales du groupe Marsans avaient auparavant fait faillite: la compagnie aérienne Air Comet, à la fin 2009, ce qui avait laissé sans emploi quelque 700 salariés et lésé des milliers de clients, et la compagnie d'assurance spécialisée Seguros Mercurio à la mi-mars 2010.

Cette affaire intervient alors que la justice est sous pression d'une opinion publique qui souffre de la cure d'austérité imposée par le gouvernement et scandalisée par plusieurs affaires qui ont terni l'image des monde politiques et des affaires, touchant jusqu'à la famille royale.

Le gendre du roi d'Espagne, Inaki Urdangarin, est poursuivi dans une vaste affaire de corruption dite de "*Palma Arena*" dans laquelle l'ancien chef du gouvernement régional des Baléares a été condamné à six ans de prison en mars.

Par ailleurs, la quasi-faillite de Bankia, la plus grande caisse d'épargne d'Espagne repêchée par plus de 20 milliards d'aides publiques, a également donné lieu à une procédure judiciaire. Son ex-président Rodrigo Rato, poursuivi pour "*escroquerie*" et "*détournement de fonds*", doit être entendu dans ce cadre le 20 décembre.

Un article de l'AFP du 6 décembre 2012

EDF, GDF Suez, Eon... : le temps se gâte pour les énergéticiens européens. (07.12)

Le temps se gâte fortement pour les géants européens de l'électricité et du gaz, à commencer par les français EDF et GDF Suez et l'allemand EON, qui ont tous les trois dû revoir leurs ambitions à la baisse, rattrapés par la crise et des entraves réglementaires grandissantes.

GDF Suez a vu son cours de Bourse plonger de plus de 15% jeudi, tombant à des profondeurs jamais sondées depuis la création du groupe en juillet 2008.

A l'origine de cette tempête : le groupe a abandonné jeudi ses objectifs à moyen terme, en raison d'une série de facteurs, dont la crise économique qui pèse sur la demande d'électricité et de gaz en Europe, et un fardeau réglementaire de plus en plus pesant.

Le groupe a cité notamment une fiscalité accrue et des tarifs du gaz limités en France, la taxe sur le nucléaire récemment alourdie et le gel de tarifs en Belgique, sans oublier l'arrêt prochain de l'attribution gratuite de quotas de CO2 au secteur.

"Nous vivons dans un monde de l'énergie à deux vitesses avec d'un côté un monde émergent qui a soif d'énergie", et, au sein des pays matures, un "marché européen de l'énergie qui est en crise, avec une demande faible et des pressions constantes à la baisse du fait de surcapacités de production, un ralentissement du taux d'utilisation des centrales à gaz, et un cadre réglementaire de plus en plus strict", a souligné jeudi son PDG Gérard Mestrallet.

EDF est quant à lui plongé depuis fin septembre dans une descente aux enfers boursière après avoir sabré ses propres perspectives et pâti de divers déboires (flambée du prix de l'EPR...). Et son cours a touché jeudi un nouveau plus bas depuis son entrée en Bourse en 2005, dans le sillage de GDF Suez.

Enfin, leur rival allemand EON s'était effondré de 11,5% en une seule séance à la mi-novembre, après avoir prévenu que ses objectifs pour 2013 et 2015 étaient désormais *"hors de portée"*, à cause de *"grandes incertitudes"* sur la conjoncture et du *"changement de contexte"* dans le secteur de l'énergie en Allemagne, avec la sortie de l'atome.

Le groupe français de conseil CapGemini avait lui-même tiré la sonnette d'alarme le mois dernier, en soulignant que les énergéticiens étaient pris en tenaille entre la dégradation de la conjoncture et des gouvernements qui leur mettent de plus en plus de bâtons dans les roues.

"D'un côté, on handicape les énergéticiens, et de l'autre côté, ces entreprises doivent investir d'énormes montants. Elles se retrouvent donc prises dans un étau, ce qui se voit d'ailleurs sur leurs cours de Bourse", avait confié à l'AFP Colette Lewiner, grande spécialiste du secteur au sein du cabinet.

Selon elle, les gouvernements doivent veiller à *"ne pas tuer ce qu'ils pensent être une source aisée de recettes"*.

"Depuis deux-trois ans, les entreprises du secteur se retrouvent prises dans un faisceau de nouvelles défavorables, dont les effets commencent véritablement à peser sur leurs comptes. Cela a été exacerbé par la crise économique en Europe", renchérit Arnaud Leroi, associé en charge du secteur chez Bain & Company.

La régulation joue un rôle d'autant plus crucial selon lui, car *"c'est elle qui fait la pluie et le beau temps dans le secteur, et bien souvent décide qu'une entreprise dégage des bénéfices, ou au contraire subit des pertes"*.

"A cela s'ajoute la transition énergétique. Or, qui dit transition dit coût, comme les Allemands en font l'expérience, et à moins que cela ne soit répercuté sur les tarifs, cela crée un effet de ciseau" pour les entreprises, qui se retrouvent avec d'énormes investissements à leur charge, prévient-il.

Dans ce contexte plus difficile, *"les opérateurs historiques doivent prendre leur destin en main pour ne pas perdre leurs clients au profit de nouveaux entrants, et, au-delà de la question du prix qui n'est pas nécessairement décisive, un élément majeur pour y arriver est de leur offrir un service irréprochable"*, estime M. Leroi.

Commentaire.

On a compris qu'il ne faut pas *"handicaper"* les malheureux actionnaires des énergéticiens qui voudraient bien se débarrasser d'*"un fardeau réglementaire de plus en plus pesant"* pour pouvoir augmenter leurs tarifs et leurs profits comme ils l'entendent au détriment de la population la plus pauvre et des classes moyennes...

Un seul mot d'ordre : Expropriation sans indemnité !

Un article de Reuters du 7 décembre 2012

Dettes et recentrage d'activités poussent aux cessions. (08.12)

Après les Etats et les banques, les entreprises aussi sont passées à l'heure des cures d'austérité et d'amaigrissement. Les grands groupes français sont de plus en plus contraints de céder des actifs pour recentrer leurs activités et réduire leur endettement.

L'annonce, mercredi soir, par GDF Suez d'un nouveau programme de cessions et de déconsolidations de 11 milliards d'euros sur deux ans est venue confirmer une tendance constatée chez d'autres poids lourds, comme Veolia Environnement qui vise 5 milliards d'euros de cessions en 2012-2013.

Avec un ratio de dette long terme sur fonds propres de 236% selon les données Thomson Reuters, Veolia est de loin la plus endettée des sociétés du CAC 40. Elle est rejointe dans sa politique de désendettement par Carrefour, EDF, France Télécom ou encore Lafarge, pour lesquelles le ratio atteint respectivement 143%, 137%, 123% et 76%, à comparer à un niveau de 68% pour GDF Suez.

"Tout le monde partage le sentiment qu'il faut aujourd'hui des bilans assainis parce que les entreprises peuvent vivre des chocs en termes d'accès au crédit", souligne Fabrice Théveneau, responsable de la recherche actions à la Société générale. "Ce qui veut dire qu'il faut allonger la durée de sa dette et avoir des niveaux d'endettement maîtrisés."

Si les grandes entreprises françaises ont globalement des situations financières plus saines qu'au début des années 2000, les investisseurs sont de plus en plus vigilants dans une conjoncture économique dégradée.

Cet effort d'assainissement des bilans des entreprises est d'autant plus important que les banques, elles-mêmes soumises à de nouvelles contraintes prudentielles, sont de plus en plus prudentes quand il s'agit d'accorder des prêts ou de renouveler des lignes de financement.

"Les groupes qui ont beaucoup d'activités en Europe et qui ont été les plus exposés à la crise n'ont pas d'autre choix que de restructurer leur portefeuille et de faire des cessions, que ce soit pour alléger le poids d'une dette devenue insupportable ou pour recentrer des activités trop disparates", explique de son côté un banquier d'affaires parisien, qui n'a pas souhaité être nommé.

"Pendant les premières années de la crise, les entreprises se sont concentrées sur l'opérationnel et sur la réduction des coûts pour compenser une moindre croissance de la top line (chiffre d'affaires, NDLR)", souligne Gaël Kessler, analyste financier chez Natixis.

"Une fois cette réduction des coûts faite, les entreprises n'ont plus beaucoup de marges de manoeuvre et commencent à regarder du côté du bilan pour voir quels actifs elles peuvent céder."

Le contexte de crise est aussi l'occasion pour les industriels de lancer des revues de leurs activités pour identifier les segments et marchés jugés stratégiques.

Parfois ces revues se font dans la douleur, à l'image de Vivendi dont la filiale SFR subit de plein fouet le choc de l'irruption de Free sur le marché de la téléphonie mobile en France et le ralentissement de la consommation de produits télécoms en Europe.

Avec les discussions en cours sur un désengagement de Maroc Telecom et de la filiale brésilienne GVT, les spéculations vont bon train sur une sortie de Vivendi des télécoms, qui permettrait un recentrage sur les médias. Qu'il s'agisse d'un mariage de SFR avec Numericable ou d'un rapprochement avec Bouygues Telecom, voire Iliad, tous les scénarios ont été évoqués par les observateurs.

A l'autre bout de la chaîne des télécoms, l'équipementier Alcatel-Lucent, confronté à la chute des investissements des opérateurs, doit en plus affronter la concurrence redoutable des asiatiques Huawei et ZTE.

Et avec une situation financière fragilisée, les spéculations sur des cessions vont bon train pour Alcatel-Lucent aussi, qui pourrait notamment vendre ses câbles sous-marins.

"Les télécoms sont dans l'oeil du cyclone. Ils sont dans la période la plus difficile avec des baisses de prix et de volume", souligne Fabrice Théveneau, à la Société générale.

"On le voit sur leurs résultats, ils sont obligés de couper dans leur dividende", dit-il, faisant allusion à la décision de France Télécom d'abaisser sa prévision de dividende pour 2012 et 2013.

Un article dumonde.fr du 7 décembre 2012

Grand écart salarial entre les économies asiatiques et occidentales. (08.12)

Deux vitesses. C'est, grosso modo, ce qui ressort de l'analyse de la progression des salaires dans le monde réalisée par l'Organisation internationale du travail (OIT), présentée vendredi 7 décembre. Dans un environnement marqué, depuis le début de la crise, dans les années 2007-2008, par un ralentissement global de l'évolution des rémunérations, il y a d'un côté les pays d'Europe de l'Ouest et les économies développées qui ont connu une augmentation de quelque 5 % depuis 2000, et, de l'autre côté, les pays d'Asie centrale et d'Europe orientale qui ont vu les salaires moyens presque tripler sur la même période.

En Chine, *"les salaires, dans les unités urbaines, ont enregistré une augmentation annuelle à deux chiffres en moyenne durant toute une décennie"*, explique Sangheon Lee, coauteur du rapport. Pour autant, lorsque l'on regarde les niveaux de salaires, les différences restent considérables. Là où, en 2010 aux Philippines, un salarié du secteur manufacturier gagnait 0,77 euro pour une heure travaillée, au Brésil il touchait 4,2 euros, aux Etats-Unis 17,9 euros et au Danemark 26,8 euros.

Au-delà, le rapport de l'OIT relève que la part des salaires dans le revenu national est de plus en plus faible. *"Davantage du gâteau national est allé aux profits et moins aux salariés"*, disent les auteurs du rapport.

Dans les économies occidentales, le recul est frappant. La part moyenne des revenus du travail est tombée de 75 % du revenu total au milieu des années 1970 à 65 % dans les années précédant la crise.

Après une pause, la diminution a repris en 2009, constate l'OIT reprenant des chiffres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Dans seize économies émergentes, la part des salaires dans le revenu national est passée en dessous de la barre des 60 %, atteignant 58 %.

"Cela provoque un mécontentement populaire et augmente le risque de troubles sociaux, surtout compte tenu des rémunérations exorbitantes que touchent certains dirigeants d'entreprise", relève l'OIT.

Il aurait pu y avoir néanmoins une note positive dans ce rapport. *"Les écarts salariaux entre hommes et femmes reculent"*, avance l'OIT. Mais c'est pour préciser aussitôt que *"ce n'est pas pour de bonnes raisons"*. *"La situation des hommes sur le marché du travail s'est détériorée tandis que celle des femmes restait inchangée ou s'améliorait"*, explique Kristen Sobeck, coauteure du rapport.

Un article de 20minutes.fr avec AFP du 7 décembre 2012

Salaires - Ils ont augmenté dans les pays émergents.... (08.12)

Les salaires ont baissé dans les pays développés l'an dernier, année de crise économique, alors qu'ils ont continué à grimper fortement dans les pays émergents, selon l'Organisation internationale du travail, qui dénonce le fait que le travail soit de moins en moins rémunérateur.

Les salariés reçoivent une plus petite part du gâteau

Les salaires ont baissé de 0,5% en 2011 dans les pays développés, alors qu'ils ont augmenté dans les pays émergents, comme en Asie (+5%), selon le rapport 2012/2013 de l'évolution des salaires dans le monde publié vendredi par l'OIT.

Globalement, tous pays confondus, les salaires ont augmenté de 1,2% en 2011, à comparer avec +2,2% en 2010 et +3% en 2007. Parallèlement à cette croissance ralentie, l'OIT dénonce aussi le fait que *«les salariés reçoivent une plus petite part du gâteau»*, en stigmatisant le fait que la part des salaires dans la richesse nationale ne cesse de diminuer, partout dans le monde.

«Pour le dire simplement, davantage du gâteau national est allé aux profits et moins aux salariés», ajoutent les auteurs de ce rapport, publié tous les deux ans. Même en Chine, où les salaires ont été multipliés par trois en dix ans, la part du PIB qui revient aux salariés a baissé.

Dans les pays développés, la part des salaires dans le revenu national est tombée de 75% dans les années 70 à 65% ces dernières années. Dans un groupe de 16 pays émergents et en développement, cette part a aussi diminué, passant de 62% du PIB au début des années 1990 à 58% dans les dernières années.

La productivité du travail a augmenté deux fois plus vite que les salaires

En conséquence, l'OIT relève que le risque de troubles sociaux augmente, du fait du mécontentement populaire. Pour l'OIT, il est essentiel que les salaires augmentent sur le même rythme que la productivité. *«C'est une question d'équité et de croissance économique durable»*. Or, les derniers chiffres montrent que la productivité a augmenté beaucoup plus vite que les salaires dans le monde.

Dans les pays développés, la productivité du travail a augmenté deux fois plus vite que les salaires depuis 1999. Exception notable, la Grèce, où les salaires augmentaient plus vite que la productivité avant la crise. Depuis, la crise de 2009, les salaires ont chuté de 15% durant les années 2010 et en 2011, dans ce pays.

Aux Etats-Unis, la productivité horaire du travail a augmenté de 85% depuis 1980, alors que les salaires n'ont augmenté que de 35%. En Allemagne, la productivité a augmenté de 25% environ depuis 20 ans, alors que les salaires sont restés stables.

«Sur le plan social et politique, on ne peut qu'en déduire que les salariés et leurs familles ne reçoivent pas la juste part qu'ils méritent», a déclaré Guy Ryder. Enfin, l'OIT lance un appel dans ce rapport à la fixation de salaires minima, une mesure indispensable pour enrayer la pauvreté au travail.

«Les salaires minimaux contribuent à protéger les salariés faiblement rémunérés et à prévenir une chute de leur pouvoir d'achat», a déclaré Guy Ryder. Selon ce rapport, *«des centaines de millions de salariés dans les pays en développement gagnent moins de 2 dollars par jour»*. Aux Etats-Unis, les travailleurs pauvres représentent 7% de la population salariée, et en Europe, 8%.

Le rapport rappelle encore les différences *«considérables»* de niveaux de salaire d'un pays à l'autre. Aux Philippines, un ouvrier touche 1,40 dollar de l'heure, contre environ 5,50 dollars au Brésil, 13 dollars en Grèce, 23,30 dollars aux Etats-Unis et presque 35 dollars au Danemark.

En Grèce, le salaire minimum a été amputé de 22%, à la demande des créanciers publics pour débloquer les fonds de sauvetage.

Commentaire.

Ces chiffres consistent des moyennes qui camouflent d'énormes disparités dans tous les pays, dernièrement des salariés des fast food américains se sont mis en grève pour exiger de meilleurs salaires, certains étant rémunérés moins de 8 dollars de l'heure, on est donc très loin des 23,30 dollars évoqués dans cet article.

Un article de lexpress.fr du 10 décembre 2012

Les 10 chiffres chocs sur la pauvreté en France. (11.12)

La conférence nationale de lutte contre la pauvreté et les exclusions sociales s'ouvre ce lundi 10 décembre. Elle dure deux jours et doit aboutir à un "*plan quinquennal*" de lutte contre les exclusions. Un Français sur deux se considère aujourd'hui comme pauvre ou en passe de le devenir, selon un sondage publié la semaine dernière. Dix chiffres qui illustrent l'ampleur du phénomène.

8,6 millions de Français vivent avec moins de 964 euros par mois

Le taux de pauvreté en France en 2010 a atteint 14,1% de la population, son plus haut niveau depuis 1997. 8,6 millions de personnes vivaient ainsi en 2010 en dessous du seuil de pauvreté monétaire (964 euros par mois), la moitié d'entre elles vivant avec moins de 781 euros par mois. Le niveau de vie médian (la moitié de la population est au-dessus, l'autre en dessous) en France métropolitaine atteignait 1.610 euros par mois en 2010.

Un enfant sur cinq est pauvre

Les moins de 18 ans sont plus particulièrement touchés: leur taux de pauvreté a progressé de 1,9 point en 2010, atteignant 19,6%. Les jeunes ne sont pas mieux lotis: la part des 18-24 ans vivant sous le seuil de pauvreté a atteint 22,5%. 19,4% des étudiants vivent sous ce seuil. Dans les Zones urbaines sensibles (ZUS), le taux dépasse même 40%. Plus d'un million de jeunes sont ainsi confrontés à des situations de grande précarité.

Plus de 2 millions de travailleurs pauvres

Ils seraient entre 1,9 et 3,3 millions en France, une fourchette large car les experts peinent à cerner le phénomène croissant des travailleurs pauvres, qu'ils imputent notamment au temps partiel, dans les services à la personne ou la restauration. Selon l'économiste Denis Clerc, "*la pauvreté laborieuse concerne plus de 2 millions de personnes*". Pour Pierre Concialdi, de l'Ires, la vérité s'établit entre 2 et 3,3 millions.

3,6 millions le nombre de personnes mal logées

En 2012, la Fondation Abbé Pierre évalue à plus de 3,6 millions le nombre de personnes mal logées ou sans abri. Elle recense notamment plus de 685.000 personnes "*privées de domicile personnel*" (dont 133.000 sans domicile, 38.000 en chambre d'hôtel, 85.000 dans des "*habitations de fortune*" et 411.000 chez des tiers) et plus de 2,7 millions vivant dans des conditions de logement "*très difficiles*", sans confort ou dans des logements surpeuplés.

Plus d'un ménage sur cinq souffre du froid

3,8 millions de ménages en France ont un taux d'effort énergétique supérieur à 10% de leur revenu tandis que 3,5 millions déclarent souffrir du froid dans leur logement. Soit 14,8% des ménages. Cette proportion atteint 22 % chez les ménages modestes. Les ménages modestes sont surtout exposés au froid car ils cumulent des contraintes financières et un habitat peu performant. 621 000 ménages souffrent des deux formes de précarité.

Un français sur cinq renonce à se soigner

20% des Français ont renoncé au cours des deux dernières années à des soins, ou les ont retardés, selon une enquête du Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique (CECOP) et l'Institut CSA. Expliquant pourquoi ils ont renoncé à se faire soigner ou ont différé des soins, 57% ont répondu "par manque d'argent", 41% "*parce que le remboursement aurait été insuffisant*". Selon Médecins du Monde, l'accès aux soins pour les plus pauvres s'est dégradé en 2011 et leur santé s'est détériorée: les 21 centres de soins de l'ONG en France ont accueilli 29.466 personnes et effectué 40.627 consultations (+ 5,2% depuis 2010 et + 22% depuis 2008). Parmi ces patients, 38% (24% en 2010) se sont fait soigner trop tardivement, et plus de 20% ont renoncé à des soins au cours des 12 derniers mois.

6,3 millions de personnes couvertes par les minima sociaux

Pour aider les plus démunis, il existe au total une dizaine de minima sociaux afin d'assurer un revenu minimal à une personne (ou à sa famille) en situation de précarité. Ce sont des prestations sociales non contributives, c'est-à-dire qu'elles sont versées sans contrepartie de cotisations, selon la définition de l'Insee. 3,6 millions de personnes en sont allocataires, 6,3 millions si l'on inclut enfants et conjoints. Soit environ 10% de la population française.

Des milliards d'euros de prestations sociales non réclamés

Chaque année, ce sont 5,3 milliards d'euros de Revenu de solidarité active (RSA), 700 millions de couverture maladie universelle complémentaire (CMU C) et 378 millions d'euros d'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS), qui, selon les estimations, ne sont pas versés à leurs ayants droit. Le non-recours aux droits sociaux est bien plus massif que son pendant, la fraude sociale, estimée à 4 milliards d'euros par an, selon le livre *"L'envers de la fraude sociale"*, écrit par les chercheurs de l'Observatoire des non-recours aux droits et services (Odenore), rattaché au CNRS, et publié début novembre. Ainsi, 33% des personnes éligibles au RSA socle (ex-RMI) ne le touchent pas, faute d'en avoir fait la demande. Le taux de non-recours atteint 68% pour le RSA activité.

293 millions de repas distribués

En 2011, les Restos du coeur ont distribué 115 millions de repas à 870.000 personnes. Les banques alimentaires ont quant à elles distribué l'équivalent de 178 millions de repas à environ 750.000 personnes. Les mères seules avec enfants représentent 40% des personnes accueillies, devant les personnes âgées et les jeunes.

765.000 ménages surendettés

Le surendettement ne cesse de progresser: 207.700 dossiers ont été déposés en moyenne chaque année au cours des cinq dernières années. Au total, le nombre de ménages en cours de désendettement, c'est-à-dire ayant bénéficié ou étant sur le point de bénéficier de mesures destinées à remédier à leur état de surendettement, est d'environ 765.000 en septembre 2012. Entre 5 et 6 millions de personnes sont en situation d'exclusion bancaire, selon des estimations produites en décembre 2011 par la Croix rouge française notamment.

Un article lepoint.fr du 10 décembre 2012

Les Chinois contrôlent le transport aérien planétaire. (11.12)

Deux avions de ligne sur trois ne sont pas (ou plus) la propriété des compagnies aériennes, mais sont loués à des sociétés spécialisées. Celles-ci (ILFC, Gecas, ALC, Alafco...) ont acheté des appareils par centaines à Airbus, Boeing, Bombardier ou Embraer, bénéficiant ainsi de tarifs très favorables. Ainsi l'américain ILFC, propriétaire d'un millier d'avions, est vite devenu le premier client d'Airbus. Tous confondus, les loueurs représentent 22 % du carnet de commandes. Mais ce monstre capitalistique - un long-courrier coûte 250 millions de dollars en moyenne - repose sur des pieds d'argile. Sa maison mère, la société d'assurances AIG, a été très malmenée par la crise financière des subprimes et cherche à réaliser des actifs. ILFC est estimée à 5,28 milliards de dollars. Aussi, l'offre d'un pool d'investisseurs chinois d'en prendre 80,1 % est-elle bienvenue ?

Du jour au lendemain, des centaines d'avions vont devenir propriété financière chinoise, notamment en France chez Air France, mais aussi Corsair, Air Austral, Air Caraïbes, Air Méditerranée, XL Airways... Chez Aigle Azur, 48 % du capital est contrôlé par le groupe HNA de Hainan... À Air France-KLM et ses filiales, 36 % des 586 avions sont loués, dont une cinquantaine chez ILFC. Les loyers vont-ils augmenter ? Voilà, bien sûr, la première question que se posent les directeurs financiers des compagnies aériennes, qui sont toutefois protégés par des contrats souvent signés pour cinq ans. Lors des reconductions, les tarifs de location risquent d'être plus liés à l'offre et la demande. Et comme la desserte de la Chine représente 30 % du marché du transport aérien mondial, des tensions haussières ne sont pas exclues, tôt ou tard répercutées sur le tarif des billets des passagers.

Les transporteurs usent largement de la location pour plusieurs raisons. Les petites compagnies ne disposent pas des centaines de millions de dollars nécessaires à l'achat d'avions en pleine propriété. Elles trouvent auprès des loueurs des tarifs plus intéressants que ceux des prêts obtenus individuellement auprès des banques. Les grandes compagnies en difficulté, comme Air France, revendent leurs avions à des loueurs puis les relouent, ce qui diminue leur dette. Enfin, la location permet d'ajuster rapidement la taille de la flotte à la demande de trafic, que ce soit à la baisse ou à la hausse. Le leasing permet, par exemple, de remplacer un Airbus A319 de 150 sièges par un A321 de 210 sièges pour desservir une destination en forte croissance. Le portefeuille mondial du loueur offre cette souplesse. 10 % du prix du billet

Dans le prix du billet d'avion, le loyer payé représente en moyenne 10 %, le carburant et les frais de personnel représentant chacun 40 %. Les sommes en jeu sont considérables. Un Boeing 737 ou un Airbus A320 ancien se loue environ 100 000 dollars par mois, ce qui est considéré comme pas cher. Compter 500 000 dollars pour un long-courrier A330, bien négocié en période de baisse de trafic. Aujourd'hui, le même avion sorti d'usine (230 millions de dollars au tarif catalogue d'Airbus) se loue 900 000 dollars par mois. Pour un Boeing 777-300ER de 315 millions de dollars, il faut sortir à la fin du mois un chèque de 1,3 million de dollars. Même l'armée française vole chinois

L'aviation civile n'est pas la seule touchée par le raz-de-marée chinois. Remporté par Cassidian, une filiale d'EADS, le récent contrat de mise à disposition de monomoteurs SR22 et SR20 pour la formation initiale des pilotes de l'armée de l'air et de la marine ne s'attarde pas sur la nationalité financière chinoise du constructeur Cirrus. Courant 2011, CAIGA (China Aviation Industry General Aircraft Co) a pris, en effet, le contrôle de la firme américaine, leader de l'aviation légère.

En attendant d'être "*made in China*", les Cirrus en composite sont assemblés dans le Minnesota et dans le Dakota du Nord. Les futurs pilotes français abandonnent ainsi les Mousquetaire des années soixante en bois et toile, équipés d'instruments archaïques pour les écrans numériques des SR20 et SR22, proches de ceux des cockpits de Mirage et de Rafale. Ces derniers sont loin d'être chinois.

Un article de 20minutes.fr du 10 décembre 2012

L'évasion fiscale dans les Bermudes profite bien à Google. (11.12)

Rien d'illégal mais Google économise plus de 2 milliards de dollars en impôts grâce à d'astucieux montages financiers, selon un rapport de Bloomberg...

Voilà qui ne va pas apaiser les gouvernements européens. On savait déjà que Google, comme la plupart des grands acteurs internationaux, profitait des paradis fiscaux. Lundi, Bloomberg a chiffré la combine: l'entreprise, qui a payé 1,5 milliard de dollars d'impôts sur les sociétés dans le monde en 2011, économise environ 2 milliards de dollars en redirigeant 80% de ses revenus vers les Bermudes.

Bloomberg a passé au crible une publication financière de Google aux Pays-Bas, l'un des deux pays, avec l'Irlande, utilisés dans le montage. Les paiements effectués à une filiale domiciliée dans les Bermudes ont presque doublé depuis 2008, de 5,4 milliards à 9,8 milliards de dollars, alors que les bénéfices de Google ont grimpé au même rythme à l'étranger. Ceci a permis de faire baisser le taux d'imposition global de l'entreprise de 28% à 21%.

«*Double Irlandais*» et «*sandwich hollandais*»

Le montage se fait en quatre temps. Google achemine ses bénéfices européens dans une filiale basée en Irlande. L'entreprise tire ensuite parti d'un mécanisme de l'UE et redirige les fonds vers une société fille basée aux Pays-Bas, qui les renvoie vers une seconde filiale irlandaise dont le centre de management est installé aux Bermudes, un paradis fiscal où l'imposition des entreprises est minimale. C'est le principe du «*double irlandais*» combiné au «*sandwich hollandais*». Les bénéfices sont enfin rapatriés aux Etats-Unis, où ils ne sont que faiblement taxés car ils proviennent de l'étranger.

Google, Amazon, Facebook, Microsoft, Apple... Tous les géants américains sont dans le collimateur de l'UE. Selon le président UMP de la commission des finances du Sénat, Philippe Marini, ils ne paient en France que 4 millions d'euros d'impôts alors qu'ils devraient normalement s'acquitter d'au moins 500 millions d'euros.

Combien de temps pourront-ils profiter des paradis fiscaux aux Bermudes ou aux Iles Caïmans? François Hollande a reçu le président de Google, Eric Schmidt, fin octobre, et menace de faire voter une loi «*si nécessaire*». Le Royaume-Uni et l'Italie y songent également. Aux Etats-Unis, Barack Obama a averti pendant sa campagne que les Etats-Unis allaient arrêter de récompenser les entreprises qui profitent des combines offshore. Mais l'été dernier, un vote du Sénat a prolongé de deux ans le faible taux d'imposition sur les revenus étrangers.

Un article de l'AFP et Reuters du 10 décembre 2012

Les Etats-Unis "*premiers entre les puissants*" en 2030, malgré la Chine. (11.12)

Les Etats-Unis resteront "*premiers entre les puissants*" en 2030 grâce à leur leadership dans de nombreux domaines malgré l'avènement de la Chine au rang de première puissance économique dans un monde marqué par l'explosion de la demande en ressources naturelles, selon une étude.

Pour sa première publication depuis quatre ans, le Conseil national du renseignement américain (CNRE), auteur de cette étude, estime que la Chine dépassera les Etats-Unis au niveau économique dans les années 2020, rejoignant l'analyse avancée par plusieurs autres études indépendantes.

Cependant, les Etats-Unis devraient rester incontournables d'ici deux décennies grâce à leurs interventions dans les conflits internationaux, leurs prouesses technologiques ou à leur pouvoir d'attraction.

"Les Etats-Unis resteront vraisemblablement +premiers entre les puissants+ en 2030 grâce à leur prééminence dans de nombreux domaines, à l'héritage de leur rôle de leader", indique le rapport de 137 pages rédigé par le CNRE, l'organe du renseignement américain chargé d'effectuer des études stratégiques à moyen et long terme.

Malgré tout, note le rapport, l'ascendance américaine sur la politique internationale mondiale, qui avait débuté en 1945, est en nette perte de vitesse avec l'avènement rapide d'autres pays. Selon cette analyse, la santé de l'économie mondiale dépendra de plus en plus des progrès des pays émergents et non plus seulement de l'évolution du monde occidental. "En tant que première économie mondiale, la Chine devrait maintenir son rang devant l'Inde mais son avance sur ce pays devrait commencer à se réduire d'ici 2030", précise le rapport. "Le taux de croissance de l'Inde devrait augmenter et celui de la Chine ralentir. En 2030, l'Inde pourrait être le moteur économique qu'est aujourd'hui la Chine." Dans les prochaines quinze ou vingt années, la croissance économique des marchés émergents - Chine, Inde, Brésil notamment - devrait favoriser les innovations technologiques et ces marchés attireront de plus en plus de sociétés, d'idées et de capitaux.

Le rapport met aussi en avant le fait que les économies asiatiques surpasseront les économies d'Amérique du Nord et d'Europe combinées en 2030.

Des doutes subsistent malgré tout concernant la Chine: "*Si Pékin ne parvient à pas à effectuer une transition vers un modèle économique plus durable et basé sur des innovations, la Chine restera un acteur majeur en Asie mais ce qui a été une ascendance remarquable dans la région se dissipera*", note le rapport.

La Chine devrait continuer à monter en puissance, mais moins vite, un phénomène de ralentissement de la croissance qui rend souvent les pays "*plus craintifs et moins sûrs d'eux*", souligne le CNRE en se référant à plusieurs exemples du même type observés par le passé.

"Pendant cette période, les économies de l'Europe, du Japon et de la Russie devraient poursuivre leur lent déclin relatif", tandis que plusieurs pays devraient s'affirmer, comme la Colombie, l'Egypte, l'Indonésie, l'Iran, le Mexique, l'Afrique du Sud ou la Turquie, précise le rapport "*Global Trends 2030: Alternative Worlds*" rédigé par le Conseil de renseignement national (National Intelligence Council), une branche spécialisée de la direction du renseignement.

Le CNRE s'attend à d'importantes avancées grâce aux évolutions technologiques mais son rapport souligne aussi que le changement climatique posera de sérieux problèmes dans le monde et aggravera la demande de ressources vitales.

"Le niveau technologique continuera d'être le grand niveleur. Les futurs 'géants' de l'internet - comme aujourd'hui Google ou Facebook - disposeront d'une montagne de données et de bien plus d'informations en temps réel que la plupart des gouvernements", ce qui accroîtra encore l'influence des grandes compagnies privées.

L'essor des technologies de communication et des réseaux sociaux sur internet facilitera de plus en plus les contacts entre les citoyens, comme cela s'est vu pendant le "*Printemps arabe*" de 2011, mais donnera aussi aux gouvernements de plus puissants outils de contrôle de la population.

Au Proche-Orient, les économies devront se diversifier mais l'évolution de la région dépendra surtout du paysage politique.

"D'un côté, si l'Iran demeure une République islamique et parvient à se doter de l'arme nucléaire, l'avenir du Proche-Orient s'annonce très incertain. D'un autre côté, l'émergence de gouvernements modérés et démocratiques ou un accord entre Palestiniens et Israéliens auraient d'énormes conséquences positives."

Le terrorisme islamiste pourrait disparaître d'ici 2030 mais pas le phénomène terroriste lui-même, parfois instrumentalisé par certains Etats.

Ainsi, avec une population et des revenus en augmentation, les demandes planétaires en eau, nourriture et énergie augmenteront respectivement de 35%, 40% et 50%.

La Chine et l'Inde par exemple s'appuieront certainement davantage sur des importations de nourriture, ce qui devrait faire augmenter les prix au niveau mondial. Les habitants des pays aux plus bas revenus seront les principaux pénalisés.

Le monde comptera environ 8,3 milliards d'habitants en 2030, contre 7,1 milliards à l'heure actuelle, mais l'âge moyen sera plus important, ce qui aura aussi d'importantes conséquences.

Un article de lexpress.fr du 11 décembre 2012

Palmarès: le salaire des patrons du CAC 40 ne connaît pas la crise. (12.12)

Malgré la crise, la rémunération moyenne des patrons du CAC 40 s'est élevée à 4,2 millions en 2011, en hausse de 4% sur un an, selon le cabinet Proxinvest. Maurice Lévy a été cette année là le mieux payé des patrons français.

2011 aura encore été une année florissante pour les patrons du CAC 40. Malgré la crise, et la chute des cours de bourse, la rémunération des grands patrons a continué de progresser légèrement en 2011, de 4%, se maintenant à un niveau élevé par rapport aux autres pays européens, a indiqué mardi le cabinet Proxinvest, spécialisé dans la gouvernance d'entreprises.

Cette rémunération a atteint en moyenne 4,2 millions d'euros l'année dernière en hausse de 4% par rapport à 2010, année où les rémunérations avaient déjà flambé de 34%. Dans le détail la rémunération moyenne d'un patron du CAC 40 se décompose comme suit: 24% en rémunération fixe, 32% en variable annuel, 16% d'autres avantages, 16% en actions gratuites et 12% en options.

Retraite des indemnités de départ, la rémunération moyenne totale des présidents exécutifs du CAC 40 baisse de 3%, note cependant Proxinvest.

Le CAC 40 a chuté de 17% sur la période

Dans le même temps, les cours de Bourse, eux, ont pourtant eu tendance à fléchir, attestant une nouvelle fois de la décorrélation entre les performances de l'entreprise et la rémunération des grands patrons. En 2011, l'indice vedette a ainsi perdu 17% de sa valeur, relève Proxinvest. Cette année là, la rémunération moyenne des patrons du CAC est toutefois restée loin de son niveau d'avant crise: 5,7 millions en moyenne en 2006.

19,6 millions d'euros: la plus forte rémunération

Maurice Levy (Publicis) a été l'année dernière le mieux payé des patrons français (19,6 millions d'euros) grâce notamment au versement anticipé de plusieurs bonus, suivi par Carlos Ghosn (Renault, 13,3 millions d'euros), et de Bernard Charlès (Dassault Systèmes, 10,9 millions). Mais ces rémunérations ne prennent pas en compte les régimes de retraite supplémentaire, dont bénéficient certains dirigeants.

A titre de comparaison en 2010, le patron le mieux payé selon Proxinvest était Jean-Paul Agon (L'Oréal), suivi de Bernard Arnault (LVMH), et de Carlos Ghosn (Renault).

14 dirigeants au dessus de 240 SMIC

Quatorze dirigeants français ont dépassé en 2011 un plafond établi par Proxinvest de 240 Smic annuel soit actuellement 4,6 millions d'euros. Certains bonus non mérités?

Dans le détail, les bonus annuels ont baissé de 8,6%, mais ils se maintiennent à un niveau élevé (124% du salaire fixe en moyenne).

Comme le souligne l'étude, certains bonus comme ceux versés par Carrefour, GDF Suez, SCOR, Peugeot, Dexia, montrent que la part variable n'est pas toujours en ligne avec la performance perçue par l'actionnaire. De manière générale, *"la politique de rémunération des grandes sociétés françaises manque de transparence et est beaucoup trop court-termiste. Il faut absolument étudier la performance d'un dirigeant sur au moins trois années pleines"*, estime Proxinvest.

Moins de stock-options

Sur la structure de la rémunération, Proxinvest note que la part des stock-options dans le salaire type du CAC 40 a été divisée par 4,5 (de 51,5% à 11,5%) en 5 ans, au profit notamment des attributions d'actions

(avec conditions de performance), et d'une progression de la partie fixe de la rémunération: *"Pour la première fois, la part fixe moyenne de la rémunération dépasse 1 million d'euros pour le CAC 40, ce qui fait mécaniquement monter la part variable et plus tard les retraites, qui sont calculées en pourcentage de la part fixe"*, signale Loïc Dessaint, directeur associé de Proxinvest.

Sixième place en Europe

A comparer au reste de l'Europe, la France se situe à la sixième place derrière le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne, la Suisse et l'Italie. La baisse des rémunérations des sociétés cotées a été plus importante en Europe qu'en Hexagone, avec une chute de 5% en 2011.

2,06 millions d'euros: le salaire moyen d'un dirigeant du SBF 80

En moyenne un dirigeant du SBF 80 (peloton des 80 entreprises qui suit les 40 plus grandes capitalisations boursières) est deux fois moins rémunéré qu'un dirigeant du CAC 40 avec 2,06 millions d'euros (contre 2,1 en 2010).

Un article de l'AFP du 11 décembre 2012

Etats-Unis : une loi limitant le pouvoir des syndicats dans le coeur ouvrier du Michigan. (12.12)

La longue bataille pour affaiblir les syndicats aux Etats-Unis a pris un nouveau tournant et touche à présent le coeur du mouvement ouvrier, dans le Michigan, où le gouverneur républicain s'apprête à signer une loi controversée.

La Chambre des représentants de l'Etat a approuvé mardi un texte vivement critiqué par les syndicats, qui ne rendra désormais plus obligatoire le fait de payer des cotisations syndicales pour les ouvriers d'une entreprise publique ou privée.

Seuls les membres syndiqués devront s'acquitter de ces frais, ce qui, notent les détracteurs de la loi, poussera les travailleurs à ne pas rejoindre les syndicats pour économiser de l'argent en des temps difficiles.

Le Sénat du Michigan, dans le Nord des Etats-Unis, avait déjà voté en faveur du texte la semaine dernière -- les deux chambres sont dominées par les républicains-- et le gouverneur Rick Snyder a annoncé qu'il promulguerait la loi dès cette semaine.

En signe de protestation, des milliers de personnes ont manifesté mardi devant le Congrès du Michigan, dans la capitale Lansing. Après des échauffourées avec la police, au moins deux personnes ont été arrêtées, selon les forces de l'ordre, qui ont utilisé des bombes lacrymogènes contre la foule.

"Il va y avoir du sang, il va y avoir des répercussions" à cette loi, a lancé devant la Chambre l' élu démocrate Douglas Geiss.

Pour justifier cette législation, dite du *"droit au travail"*, le gouverneur Rick Snyder assure que le texte est nécessaire pour *"maintenir notre avantage compétitif"* et attirer de nouveaux emplois, surtout après que l'Indiana voisin est devenu cette année le 23e Etat sur 50 à promulguer une telle loi.

Lors d'un déplacement lundi dans une usine automobile du Michigan, le président démocrate Barack Obama a fermement condamné ces nouvelles mesures: *"Vous savez, ces lois sur le soi-disant +droit au travail+, elles n'ont rien à voir avec l'économie. Elles ont tout à voir avec la politique"*.

"Attaque directe contre le monde ouvrier"

Ces lois avaient jusqu'à présent été limitées aux Etats avec une faible présence syndicale, notamment dans le Sud et l'Ouest du pays.

Leur extension au coeur même des régions traditionnellement industrielles de l'Indiana et du Michigan --lieu de naissance du United Auto Workers Union, l'un des plus importants syndicats d'Amérique du Nord-- marque un tournant.

Elle intervient après des tentatives d'élus républicains locaux arrivés au pouvoir en 2010 de réduire les droits de négocier des syndicats dans la *"Rust Belt"* (*"ceinture de rouille"*), zone de développement historique des industries lourdes s'étendant de Chicago au Nord-Est des Etats-Unis.

C'est le cas du Wisconsin et de l'Ohio, dont les assemblées ont fait adopter des lois limitant les conventions collectives des salariés du secteur public.

Si dans l'Ohio, les syndicats sont parvenus à renverser ce genre de législations, dans le Wisconsin les restrictions demeurent.

Pour Harley Shaiken, professeur à l'Université Berkeley de Californie, le gouverneur Snyder et ceux qui l'imitent ou l'ont imité vont *"payer un coût politique élevé"*: *"Ils ont déclenché une guerre qui n'existait pas (...)* c'est une attaque directe contre le monde ouvrier".

Les syndicats restent puissants sur le plan économique et politique aux Etats-Unis, même si les adhésions sont tombées de 20,1% des travailleurs en 1983 à 11,8% en 2011.

Roland Zullo, de l'Université du Michigan, explique que si les entreprises vont profiter de ce genre de lois, les vraies motivations des élus restent politiques, *"car les syndicats dans le Michigan ont été des acteurs très importants pour la victoire des démocrates aux dernières élections"*.

Un article de l'AFP du 12 décembre 2012

Fraude fiscale: information judiciaire contre l'un des deux patrons de Deutsche Bank (13.12)

Deutsche Bank a annoncé mercredi que l'un de ses deux patrons, Jürgen Fitschen, ainsi que le directeur financier Stefan Krause faisaient l'objet d'une information judiciaire du parquet de Francfort (ouest) dans le cadre d'une affaire de fraude fiscale.

Les deux dirigeants sont concernés par l'enquête *"parce qu'ils ont signé la déclaration d'impôt sur le chiffre d'affaires de 2009 de la banque"*, explique la première banque allemande dans un communiqué.

"La banque a corrigé cette déclaration depuis longtemps et contrairement au parquet estime que cela a été fait à temps", a-t-elle précisé.

"Deutsche Bank continue de coopérer totalement avec les autorités", a-t-elle ajouté.

Cette déclaration intervient quelques heures après que le groupe eut annoncé des perquisitions dans ses bureaux par la police allemande, dans une affaire de fraude fiscale liée au marché des droits à polluer.

Le parquet général de Francfort a confirmé que les locaux d'*"une grande banque"* à Francfort, mais aussi à Berlin ou encore Düsseldorf (nord-ouest), ont été perquisitionnés mercredi, ainsi que des domiciles de salariés de la banque.

Au total *"25 salariés de l'entreprise"* sont soupçonnés de *"fraude fiscale aggravée, blanchiment d'argent et tentative de recel de malfaiteur"*, selon le parquet, qui précise avoir lancé des mandats d'arrêt contre cinq d'entre eux.

Les enquêteurs soupçonnent depuis 2010 plusieurs salariés de la banque d'avoir servi d'intermédiaires financiers à des entrepreneurs ayant triché sur l'imposition liée au marché des droits d'émission de CO2 en profitant de failles juridiques, entre septembre 2009 et avril 2010.

Le fisc allemand avait chiffré son dommage à plus de 200 millions d'euros.

Deutsche Bank s'est déjà séparé de certains des salariés concernés et en a suspendu d'autres. Ses bureaux avaient déjà fait l'objet de perquisitions en 2010 dans le cadre de cette même enquête.

En décembre 2011 six entrepreneurs européens dont trois Britanniques, deux Allemands et un Français avaient été condamnés à Francfort à des peines allant de trois à sept ans de prison ferme pour n'avoir jamais payé d'impôts sur des transactions portant sur des droits d'émission de CO2. Des enquêtes sont toujours en cours sur une centaine de personnes.

Le parquet de Francfort avait déclaré que les personnes condamnées avaient été aidées par des salariés de Deutsche Bank, mais n'avait pas lancé de poursuites à leur encontre.

Les nouveaux rebondissements dans cette affaire ancienne risque de plonger la direction de Deutsche Bank dans l'embarras, alors qu'elle avait promis en septembre une nouvelle culture d'entreprise, plus responsable, pour tenter de redorer son image ternie par une série d'affaires judiciaires.

L'autre patron de Deutsche Bank, Anshu Jain, est lui déjà empêtré dans le scandale des taux de prêts interbancaires Libor car il dirigeait la division de banque d'investissement du groupe au moment des faits.

Fin juillet, la banque avait reconnu que quelques-uns de ses employés avaient participé à la vaste manipulation du Libor, mais selon une enquête menée en interne *"aucun membre du directoire, ancien ou actuellement en poste"*, n'était impliqué.

La semaine dernière enfin, plusieurs anciens employés du groupe l'ont accusé dans la presse d'avoir délibérément mal évalué la valeur de certains actifs aux Etats-Unis durant la crise financière, afin d'éviter de subir des pertes en milliards de dollars. Deutsche Bank a rejeté avec véhémence ces accusations.

Un article de Al Manar et Mondialisation.ca du 17 décembre 2012

40% des Israéliens prêts à partir! (18.12)

Un sondage publié ce vendredi par le quotidien israélien Haaretz a révélé que 40% des Israéliens réfléchissent de quitter « Israël » et de vivre ailleurs lorsque l'occasion s'offre à eux. Les résultats de ce sondage sont « *surprenants* », estime le quotidien, au moment où le département des statistiques central affirme que la balance de l'immigration est positif pour Israël !

Selon ce sondage, 37% des Israéliens étudient l'option de vivre dans un autre pays dans l'avenir. 2% parmi eux sont en train de plier bagage pour quitter la Palestine occupée.

Ce sont surtout les Israéliens âgés entre 30 et 39 ans, les laïcs et les travailleurs, mais aussi les habitants du Sud et de la région centrale en Israël qui réfléchissent de plus en plus à cette idée. *Haaretz* a souligné que le sondage en question a été effectué avant la guerre israélienne contre la bande de Gaza.

Les responsables israéliens concernés du dossier de l'immigration déplorent que la majorité des immigrants soient des jeunes professionnels et des universitaires diplômés qui ne sont plus attachés à leur « pays », expliquant que leur volonté d'y rester dépend surtout du niveau et de la qualité de vie.

Selon un rapport israélien publié en 2011 et effectué par le centre de recherches sociales et économiques TAB, le niveau de vie et les chances de travail pour jeunes ont diminué ces cinq dernières années. Les résultats de ce rapport sont en harmonie avec les données de l'organisation de la coopération et du développement économique OCED, qui place Israël dans la 25ème position sur une liste de 36 pays.

Par ailleurs, une recherche effectuée par l'Université de Tel Aviv – département des sciences sociologiques a montré que plus de 100 mille Israéliens détenaient en 2007 un passeport à destination des pays de l'Europe centrale, soit une hausse de 100% par rapport aux détenteurs de passeports en 2000.

Toutefois, le Haaretz prétend que le facteur essentiel qui pousse les Israéliens à l'immigration est purement économique, alors que le facteur sécuritaire est secondaire. Selon une étude effectuée par l'université hébraïque à AlQods, 14000 Israéliens ont quitté à jamais la Palestine occupée en 2012 !

Un article Le Point.fr du 18 décembre 2012

Espagne : chaos dans les hôpitaux publics madrilènes (19.12)

Une grève illimitée contre le plan de privatisations décidé par le gouvernement paralyse le système de santé de la région de Madrid.

Mieux vaut ne pas être gravement malade et avoir besoin de se rendre à l'hôpital public ces jours-ci à Madrid. Près de 70 % du personnel de santé, selon les organisateurs (20 % selon le gouvernement régional), est en grève illimitée. L'Association des spécialistes de Madrid, ainsi que les syndicats protestent contre le vaste plan de privatisation présenté fin octobre par l'exécutif de la communauté madrilène. Les conservateurs au pouvoir ont l'intention de privatiser la gestion de 6 hôpitaux sur les 18 de la région et de 27 autres centres de santé.

La crise économique et les coupes budgétaires imposées par le gouvernement central (sept milliards pour le secteur de la santé) obligent à une réforme du système sanitaire. À l'instar des autres régions du pays, endettées par une santé trop coûteuse, Madrid cherche à réduire les frais. Son objectif est d'économiser près de 533 millions d'euros. Outre le projet de privatisation qui devrait réduire le coût journalier per capita de 600 euros à 440 euros, il est prévu de mettre en place le système du co-paiement pour les produits pharmaceutiques. Comme en Catalogne, les patients devront participer à l'achat de leurs médicaments en payant une taxe. Il est question de verser entre un et cinq euros par prescription médicale. On parle aussi de faire payer le lit d'hôpital 10 euros par nuit.

"Certes, le système sanitaire doit être réformé", assure Julián Esquerra, secrétaire général des Syndicats de médecins de Madrid, avant de nuancer toutefois : "Or, là, il est question d'en finir avec tout le régime sanitaire social." Les syndicats ont déjà accepté à contrecoeur certaines réformes telles que la suppression du paiement des heures supplémentaires, la retraite forcée à 65 ans ou encore la concentration de certaines spécialités, mais ils refusent la gestion privée pour les hôpitaux grand public. "Ces hôpitaux vont devenir des centres de santé de luxe où seront réalisées les opérations les plus rentables et où le patient ne restera alité que peu de temps. Les chirurgies thoracique ou vasculaire par exemple, qui sont onéreuses, ne seront pas prises en compte par ces nouveaux centres de santé", fulmine le syndicaliste, qui appelle à poursuivre la grève et à manifester dans les rues de la capitale.

Depuis trois semaines, médecins et infirmiers descendent sans répit dans les rues de Madrid vêtus de leur blouse blanche. Ces *"marées blanches"* bloquent également l'accès des hôpitaux avec des pancartes sur lesquelles on peut lire *"La santé n'est pas à vendre, elle se défend"* ou encore *"Nous n'avons ni parti politique, ni drapeaux, mais des patients à soigner."*

Les patients, eux, sont actuellement les plus touchés par la situation. Depuis le début des contestations, près de 4 000 opérations chirurgicales ont dû être annulées. Tout ce qui n'est pas vital est repoussé à plus tard. *"Nous n'avons pas de lits libres pour recevoir les malades"*, assure une infirmière de l'hôpital El Tajo, un des six centres visés par la privatisation et où les consultations journalières ont été réduites de 60 %.

Le gouvernement a annoncé avant Noël plusieurs autres réunions avec les collectifs en grève afin de débloquer le conflit. Car la situation pourrait s'aggraver avec les fêtes de fin d'année, durant lesquelles le personnel est habituellement en effectif réduit. *"Nous irons jusqu'au bout, il est question de la survie de nos postes, mais aussi et surtout de maintenir un modèle social juste pour que toute personne ait accès aux soins indépendamment de ses revenus"*, conclut Julián Esquerra. Le ton est donné.

Un article Le Nouvel Observateur avec AFP du 18 décembre 2012

580.000 foyers privés d'électricité et de gaz pour impayés en 2012. (19.12)

Près de 580.000 foyers ont été l'objet de coupures ou de restrictions d'électricité et de coupures de gaz pour impayés en 2012, selon des estimations dévoilées ce mardi 18 décembre. A l'origine de cette publication, le Médiateur national de l'Energie réclame l'instauration d'une trêve hivernale générale.

Selon l'autorité administrative indépendante, en charge de la protection des consommateurs d'électricité et de gaz, environ 400.000 foyers, cette année, ont été l'objet soit de coupures d'électricité, soit de résiliations de contrats par leur fournisseur, soit de réduction de puissance à seulement 1.000 watts.

"Or avec 1.000 watts, vous pouvez juste avoir quelques lampes et un frigidaire. Dès que vous mettez une plaque de cuisson, une machine à laver ou même un fer à repasser, ça saute", souligne le délégué général du Médiateur.

Pour le gaz, l'autorité estime à 180.000 le nombre des coupures cette année.

L'an passé, le Médiateur avait estimé le nombre total des coupures et restrictions dans l'électricité et le gaz à environ 500.000, ce qui suggère un bond. Mais les estimations plus précises cette année rendent la comparaison annuelle difficile, selon le délégué général : *"Il n'y a pas forcément une augmentation du nombre de coupures. Ce qui est certain, c'est que rien que sur les 10 premiers mois de 2012, il y a eu plus de résiliations que sur l'ensemble de l'année dernière".*

Pour une trêve générale l'hiver

Il propose la mise en place d'un *"fournisseur de dernier recours"*, des clients résiliés ayant des difficultés à trouver un autre fournisseur. Le Médiateur soutient également la mise en place d'une trêve hivernale généralisée pour les coupures d'électricité et de gaz, semblable à celle en vigueur pour les expulsions de logements.

"La trêve hivernale devrait concerner tous les consommateurs. Aujourd'hui, elle n'existe que pour les gens qui sont éligibles au fonds de solidarité logement, c'est-à-dire quelques centaines de milliers de personnes", explique le délégué. Sans y être légalement contraints, les fournisseurs s'engagent aussi à ne pas couper les bénéficiaires des tarifs sociaux durant l'hiver, mais ces promesses ne sont pas toujours respectées, selon lui.

La généralisation de la trêve hivernale figure dans la proposition de loi du député PS François Brottes sur la tarification progressive de l'énergie. Mais cette proposition ayant été bloquée par le Sénat, elle ne pourra pas entrer en vigueur cet hiver.

Un article de l'AFP du 18 décembre 2012

Energies: le charbon en passe de ravir au pétrole sa place de n°1 mondial. (19.12)

Le charbon polluant et ses "*gueules noires*", rois du XXI^e siècle ? Tiré par l'immense appétit de la Chine, "*King Coal*" devrait d'ici 5 à 10 ans détrôner le pétrole comme première source d'énergie mondiale, a averti mardi l'Agence internationale de l'Energie (AIE).

"Grâce à des ressources abondantes et une demande insatiable d'électricité des marchés émergents, le charbon a représenté près de la moitié de l'augmentation de la demande mondiale d'énergie lors de la première décennie du XXI^e siècle", souligne l'AIE (agence autonome de l'OCDE).

Dans un long rapport, l'AIE se penche sur l'évolution du marché du charbon pour les cinq ans à venir. Conclusion: en 2017, la consommation de charbon devrait représenter 4,32 milliards de tonnes équivalent pétrole, tout près des 4,4 milliards de l'or noir.

"La part du charbon dans le bouquet énergétique mondial continue de progresser chaque année, et si aucun changement n'est fait aux politiques actuelles, le charbon rattrapera le pétrole d'ici une décennie", avertit la patronne de l'organisation basée à Paris, Maria van der Hoeven.

Comme le résume l'AIE, "*le charbon c'est la Chine. La Chine c'est le charbon*". A lui seul, le géant asiatique, qui inaugure les centrales électriques à charbon à tour de bras, a représenté l'an dernier 46,2% de la consommation mondiale.

Le cap des 50% devrait être franchi dès 2014, ce qui signifie que la Chine consommera à ce moment-là davantage de charbon que tous les autres pays réunis.

Mais la tendance est générale: l'AIE s'attend "*à ce que la demande de charbon augmente dans toutes les régions du monde*", à l'exception notable des Etats-Unis. L'Inde devrait ainsi ravir la place de deuxième consommateur mondial aux Américains d'ici 2017.

Gaz de schiste, meilleure arme contre le charbon ?

Dans son tableau très noir, seuls les Etats-Unis font exception: le boom des gaz de schiste (eux-même controversés pour leurs risques environnementaux pour les sous-sols) y a entraîné une chute des prix du gaz qui a rendu le charbon beaucoup moins intéressant.

En l'absence d'un prix élevé du carbone qui pénaliserait les énergies polluantes, "*seule une concurrence féroce d'un gaz à bas prix permet effectivement de réduire la demande de charbon*", fait valoir l'AIE. "*L'Europe, la Chine et d'autres devraient en prendre note*", estime Mme van der Hoeven.

Reste que le déclin du charbon aux Etats-Unis a entraîné un bond des exportations américaines, notamment vers l'Europe, note l'AIE. Conséquence: les prix du charbon en Europe ont chuté de 130 dollars la tonne en mars 2011 à 85 dollars en mai 2012.

Même dans le Vieux Continent aux objectifs environnementaux plus ambitieux, certains pays se tournent davantage vers le charbon.

Ainsi, lors du premier semestre 2011, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne ont tous les trois produit significativement moins d'électricité à partir de gaz (moins générateur de gaz à effet de serre), et notablement plus à partir du charbon, souligne l'AIE.

Aujourd'hui, le charbon représente déjà près de 28% de l'énergie consommée dans le monde et constitue la première source d'électricité, selon l'AIE.

Le constat de la percée du combustible sonne comme un avertissement au moment où les objectifs de lutte contre le réchauffement climatique passent au second plan.

D'autant que la principale piste d'un charbon plus "*propre*", le captage et stockage de CO2 émis lors de sa combustion, "*n'a pas décollé comme prévu*", déplore l'AIE.

"Le résultat, c'est que sans restriction à la consommation de charbon avec des politiques climatiques, la demande et le CO2 continueront à augmenter", s'alarme-t-elle.

Commentaire.

En attendant que la centrale nucléaire de l'extrême sud du Tamil Nadu soit mise en service, c'est grâce au charbon que mon ordinateur fonctionne et que je peux bosser. Est-ce que cela me pose un problème ? Pas du tout, mon problème ce sont les écologistes qui auraient fait la paire avec mahatma Gandhi qui voulait maintenir l'Inde à l'ère du rouet et du char à boeuf.

En France, vous profitez des progrès qui ont vu le jour à l'époque du charbon, grâce au charbon, aux mineurs, alors pourquoi devrions-nous nous en passer en Inde (ou en Chine), dites-nous ? Seuls certains pays auraient le droit de se développer et pas d'autres, c'est bien cela ? On pourrait développer une argumentation sur des pages et des pages dans ce sens-là et pilonner les écologistes. Trop facile et sans appel.

Le recours de nos jours aux énergies fossiles et nucléaires est dû essentiellement à la survie du capitalisme, s'ils veulent s'en passer tout en permettant à tous les peuples d'accéder à un niveau de vie supérieur ou bien-être social, ils n'ont qu'à combattre pour qu'il disparaisse.

Cela vaut pour toutes les revendications partielles ou sectorielles, pour toutes les couches des masses exploitées, dans le cas contraire cela revient à les opposer les unes aux autres ou à profiter de la faiblesse économique de certains Etats dominés, à revendiquer le maintien de notre niveau de vie au détriment d'autres travailleurs dans le monde, ce qui est pour nous inacceptable, exactement comme cela fut le cas pendant la période de la colonisation qui d'une certaine manière n'est pas encore terminée. En un mot, soyez socialistes ou communistes et internationalistes, car il n'existe pas d'autre alternative au capitalisme.

Un article de Reuters du 20 décembre 2012

ICE achète Nyse Euronext pour 8,2 milliards de dollars (21.12)

Le groupe américain IntercontinentalExchange (ICE) a annoncé jeudi le rachat de Nyse Euronext, une opération de 8,2 milliards de dollars (6,2 milliards d'euros) motivée avant tout par les perspectives du marché des produits dérivés financiers.

ICE a d'emblée déclaré qu'il chercherait à se séparer d'Euronext, la branche européenne de Nyse Euronext, en l'introduisant en Bourse une fois l'acquisition achevée au second semestre de l'an prochain.

"Notre opération vise à répondre à l'évolution actuelle des infrastructures de marché et présente toute une série d'opportunités de croissance", déclaré le PDG du groupe, Jeff Sprecher, cité dans un communiqué.

ICE déboursa 33,12 dollars en numéraire et en titres par action Nyse Euronext, soit une prime de plus de 37% par rapport au cours de clôture de mercredi.

Vers 20h GMT, le titre Nyse Euronext s'envolait de 33,85% à Wall Street, tandis que l'action ICE gagnait 0,61% après avoir pris près de 2% à l'ouverture.

En réaction à cette annonce, Standard & Poor's a placé les notes 'A+/A-1' de Nyse Euronext sous surveillance, avec implication négative, soulignant que la nouvelle entité aurait un endettement significatif.

ICE, jusqu'à présent implanté principalement sur les marchés à terme de l'énergie, s'apprête à prendre le contrôle du New York Stock Exchange, l'emblématique et bicentenaire marché actions de Wall Street, ainsi que sur les Bourses de Paris, Bruxelles, Amsterdam et Lisbonne.

L'opération permettra surtout à ICE de mettre la main sur le marché de produits dérivés Liffe, le deuxième d'Europe, ce qui le renforcera considérablement face à son principal concurrent, CME Group, l'opérateur du Chicago Board of Trade.

"L'ICE veut le Liffe, c'est le joyau de la couronne de Nyse Euronext", souligne Peter Lenardos, analyste de RBC Capital Markets. *"Sur un plan stratégique, l'entrée d'ICE sur le segment des dérivés en Europe a du sens."*

Fondé en 2000, ICE était initialement un opérateur de transactions électroniques spécialisé dans les matières premières. Un rapprochement de ces activités avec celles du Liffe lui permettrait donc de renforcer son offre sur des produits comme le sucre et d'augmenter sa rentabilité.

Le nouveau groupe issu du rapprochement ICE-Nyse Euronext deviendra le numéro trois mondial, en valeur boursière, des opérateurs de marchés financiers, dépassant l'allemand Deutsche Börse avec une capitalisation globale de 15,2 milliards de dollars.

CME Group affiche pour sa part une valeur de marché de 17,5 milliards selon les données Thomson Reuters, contre 19,5 milliards pour Hong Kong Exchanges and Clearing, le numéro un.

A la différence de Nyse Euronext, ICE était jusqu'à présent resté à l'écart des actions et des options sur actions. Les activités des deux groupes ne se recoupent donc que très peu, ce qui devrait faciliter la validation de leur rapprochement par les autorités de la concurrence, estiment des analystes.

L'an dernier, la justice américaine s'était opposée à une offre d'achat hostile de 11 milliards de dollars d'ICE et Nasdaq OMX Group sur Nyse Euronext, en arguant du risque de concentration excessive sur le marché actions américain.

Si le projet avait abouti, ICE aurait repris les activités de dérivés de Nyse Euronext tandis que Nasdaq OMX aurait pris le contrôle des Bourses.

Une offre concurrente de 9,3 milliards de dollars de Deutsche Börse avait elle aussi échoué, là encore pour des raisons de concurrence.

"La motivation de l'opération reste la même qu'avec Deutsche Börse: faire migrer la compensation des dérivés du Liffe vers les services d'ICE à Londres et monter en puissance pour attirer la compensation des dérivés OTC (de gré à gré)", note Richard Perrott, analyste de Berenberg Bank.

Le rachat de Nyse Euronext confirme le déclin progressif du New York Stock Exchange, le *"Big Board"* longtemps symbole du capitalisme américain triomphant, qui a vu son étoile pâlir avec l'essor des transactions électroniques et des plates-formes privées alternatives créées par des banques de Wall Street.

ICE, lui, s'est construit au fil d'acquisitions successives, allant du marché pétrolier londonien IPE (International Petroleum Exchange) à une plate-forme d'échanges de droits à polluer et une participation dans une chambre de compensation au Brésil.

Commentaire.

Spéculer davantage sur les marchés des dérivés en Europe et s'en mettre davantage dans les poches, comment, en ponctionnant toujours plus de capitaux de l'économie réelle vers l'économie financière ou spéculative. La City de Londres qui fait office de paradis fiscal était le lieu rêvé en Europe pour réaliser cette opération qui s'annonce fort juteuse sur fond d'austérité généralisée. A suivre.

Un article de l'AFP du 20 décembre 2012

UBS condamnée à 1,1 milliard d'euros d'amende pour avoir manipulé le Libor. (21.12)

La banque suisse UBS va payer une amende de 1,1 milliard d'euros pour avoir manipulé le taux interbancaire Libor, trois fois plus que la britannique Barclays, mais le scandale n'est pas clos pour autant alors que près de 20 d'établissements sont dans le collimateur des autorités.

Ce montant global de 1,4 milliard de francs suisses (environ 1,1 milliard d'euros) inclut des amendes à hauteur de 160 millions de livres qui seront versées aux autorités britanniques et de 1,2 milliard de dollars au département de la Justice américain.

La banque reversera également 59 millions de francs suisses à la Finma, l'autorité suisse de surveillance des marchés, qui a ordonné la confiscation de bénéfices indûment réalisés.

"Au cours de ces enquêtes, nous avons découvert que certains collaborateurs avaient eu un comportement inacceptable. Leur comportement illicite ne reflète pas les valeurs d'UBS, ni les normes éthiques élevées que nous attendons de chaque collaborateur", a déclaré Sergio Ermotti, le directeur général de la banque.

Sous le poids notamment de ces amendes, UBS s'attend à essuyer une perte de l'ordre de 2 à 2,5 milliards de francs suisses au quatrième trimestre.

C'est un nouveau coup dur pour la banque suisse, après l'affaire des fraudes du trader londonien Kweku Adoboli, des soupçons de blanchiment de fraude fiscale en France et l'annonce fin octobre de près de 10.000 suppressions de postes dans le cadre d'une réorganisation en profondeur de son activité de banque d'affaires.

Son amende est la deuxième plus importante pénalité jamais infligée à une banque après celle de la britannique HSBC, qui a accepté de payer 1,92 milliard de dollars pour mettre fin à des poursuites aux Etats-Unis, où elle était accusée de complicité de blanchiment d'argent.

Le montant est également trois fois plus élevé que l'amende imposée à Barclays. Le scandale du Libor a éclaté fin juin, lorsque cette banque britannique a révélé qu'elle allait payer 290 millions de livres pour mettre fin à des enquêtes des régulateurs britannique et américain sur la manipulation des taux interbancaires britannique Libor et européen Euribor entre 2005 et 2009.

Taux central dans le monde de la finance, le Libor, qui est fixé sur la base de taux communiqués par un panel de banques internationales, conditionne plus de 300.000 milliards de dollars de produits financiers et a une incidence sur les prêts aux ménages et aux entreprises.

Au moins 45 collaborateurs d'UBS étaient impliqués ou conscients des pratiques visant à influencer les taux, et au moins 2.000 soumissions inappropriées ont été répertoriées, selon l'Autorité des services financiers (FSA) britannique.

La FSA, qui a infligé à UBS la plus grosse amende de son histoire, prévient qu'elle *"continue à mener d'autres enquêtes internationales en relation avec le Libor et l'Euribor"*, son équivalent européen.

Des investigations ont en effet été ouvertes dans plusieurs pays, dont la France, où le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire après la plainte d'une actionnaire de la Société générale.

Aux Etats-Unis, une quinzaine d'établissements de divers pays ont été assignés à comparaître, dont JPMorgan, Citigroup, Barclays, UBS ou Deutsche Bank.

Au Royaume-Uni, Royal Bank of Scotland (RBS) a déjà reconnu qu'elle s'attendait à payer une amende importante, qui pourrait, selon la presse, s'élever à 350 millions de livres. L'affaire connaît également un volet pénal dans le pays, où pour la première fois trois personnes ont été arrêtées le 11 décembre.

Commentaire.

Au regard des sommes en jeux, des dizaines ou centaines de milliers de milliards de dollars une amende de 1,1 milliard d'euros, une goutte d'eau dans un océan de profits.

C'est marrant, les avez-vous entendu parler de rembourser les consommateurs de crédits spoliés par ces gangsters ? Non. Donc l'amende qu'ils vont payer sera juste soustraite des profits supplémentaires qu'ils avaient frauduleusement soutirés aux consommateurs et ils pourront garder le reste.

Bref, encore un jugement qui pue l'impunité en somme, mais qu'on nous présente comme un acte de justice, un mot à la mode pour présenter l'oligarchie financière et le capitalisme sous un angle avantageux, propre pour ainsi dire, comme les guerres de nos jours, quoi !

Un article de Reuters du 19 décembre 2012

Quatre banques condamnées en Italie pour la vente de dérivés (21.12)

Reconnues coupables de fraude après la vente de produits financiers complexes à la municipalité de Milan, quatre banques ont été condamnées mercredi par la justice italienne au terme d'un procès qui pourrait inspirer des centaines d'autres collectivités locales de la péninsule.

Deutsche Bank, Depfa Bank, JP Morgan et UBS devront chacune s'acquitter d'une amende d'un million d'euros et subiront une saisie d'un montant global de 90 millions. Neuf employés ont par ailleurs écopé de peines de prison avec sursis allant jusqu'à huit mois.

Le procès portait sur un contrat de swaps signé par le conseil municipal de Milan à l'occasion de l'émission, en 2005, d'un emprunt de 1,68 milliard d'euros avec une maturité de 30 ans. Le contrat souscrit offrait au premier abord un taux d'intérêt attractif mais il a fini par entraîner des coûts prohibitifs, à la charge des contribuables milanais.

Les quatre banques étaient accusées d'avoir menti sur les risques liés à l'opération et d'avoir empoché pour 100 millions d'euros de profits illicites.

"Cette sentence est historique car elle reconnaît le principe que les banques doivent traiter en toute transparence avec l'administration publique", a affirmé le procureur Alfredo Robledo à la presse après la lecture du verdict.

Deutsche Bank, JP Morgan et UBS ont annoncé leur intention de faire appel.

"Les preuves apportées au procès ont démontré de façon claire que les individus s'étaient comportés de manière honnête et appropriée tout au long du processus et que les transactions étaient conformes au droit", a affirmé JP Morgan.

Pour UBS, c'est un coup supplémentaire après l'annonce, dans la matinée, d'une amende de 1,4 milliard de francs suisses (1,16 milliard d'euros) pour manipulation du taux interbancaire Libor.

En Italie, ce procès, le premier du genre, était suivi de près par des centaines de collectivités locales confrontées elles aussi à de lourdes pertes découlant de la souscription de produits financiers complexes.

Selon des données de la Banque d'Italie, les pertes potentielles de contrats dérivés souscrits par les villes italiennes se montent à près de quatre milliards d'euros.

Au total, quelque 600 collectivités locales ont investi dans des produits dérivés pour un montant total de 36 milliards d'euros.

"Ce procès pourrait déclencher une réaction en chaîne pour d'autres administrations locales qui estiment avoir été trompées", juge Fabio Amatucci, un expert en finances locales à l'université Bocconi.

Au cours du procès, le trésorier de la Ville de Milan, Elfo Butti, a expliqué n'être *"certainement pas un expert en produits dérivés"* et n'avoir qu'une connaissance rudimentaire de l'anglais, langue dans laquelle le contrat a été signé.

Commentaire.

Qu'attendent ces *"braves"* élus du PS pour leur emboîter le pas ? Le feu vert de l'Elysée, de Macron ?

Un article d'Atlantico.fr paru dans L'Expansion du 19décembre 2012

Loi bancaire : en quoi elle est un flagrant délit de connivence avec les banquiers ? (21.12)

Pierre Moscovici a présenté le projet de loi imposant notamment aux banques de loger leurs activités spéculatives dans une filiale spécifique, "*pour protéger les dépôts des épargnants*", mais passé le vocabulaire technique, les banques s'en sortent bien.

Pierre Moscovici a présenté ce mercredi en Conseil des ministres un projet de loi visant à rendre les banques plus sûres. Le ministre défend ce texte face aux élus qui pourraient juger la réforme trop influencée par le lobby bancaire. Pourquoi ?

Le trading haute fréquence, dont l'interdiction a été vantée encore ce week-end par le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, sera possible.

Selon le projet de loi bancaire, les filiales des banques d'affaires ne pourront plus à l'avenir réaliser "*les opérations de négoce à haute fréquence taxables au titre de l'article 235 ter ZD bis du code général des impôts*". Un texte technique qui renvoie lui-même à un décret d'application pris très discrètement pendant l'été par le gouvernement Ayrault pour définir les opérations soumises à la taxe sur les transactions financières. De la conjonction de ces deux textes, il ressort qu'un donneur d'ordre peut éviter cette taxe, et bientôt contourner l'interdiction, en réalisant des opérations toutes les 0,51 secondes - presque une éternité sur les marchés boursiers - et/ou en s'assurant que 20% des ordres passés dans une journée ne sont pas annulés ou modifiés, puisque sont assujetties à la fameuse taxe les opérations annulant ou modifiant les ordres passés dans un délai de moins d'une demi-seconde, et outrepassant 80% des ordres passés dans une même journée.

La tenue de marché préservée par la réforme. Sont exclues de la taxe sur les transactions financières, toutes les "*activités de tenue de marché*", dont la mission est de fournir une cotation continue, indépendamment de l'état du marché. A priori, c'est plutôt logique puisque les teneurs de marché sont obligés de modifier leurs ordres en permanence. Il faut savoir qu'aujourd'hui, les activités de haute fréquence sont majoritairement enregistrées comme des activités de... tenue de marché! Depuis le milieu des années 2000, la plupart des obligations relatives à la tenue de marché (comme la fermeté des ordres, par exemple) ont été assouplies ou supprimées par la réglementation. Résultat, les traders se sont inscrits auprès des places boursières comme des teneurs de marché. Donc, si le gouvernement ne modifie pas son texte, 80 à 90% du trading haute fréquence ne sera pas concerné par l'interdiction, rapporte L'Expansion.

De plus, après un intense lobby des banques, les activités de tenue de marché vont également échapper à la filialisation des activités à risques. En plus de ne pas être supprimées, le trading haute fréquence pourrait donc rester cantonné dans la banque de détail. Un comble pour une pratique jugée hautement spéculative !

Commentaire.

On aura relevé comme chaque fois, qu'une nouvelle loi devant servir soi-disant à réguler la finance à peine dévoilée était déjà contourner. Normal, non ?

Un article de L'Expansion.com avec AFP du 20 décembre 2012

Plus de 12 millions d'heures de chômage partiel consommées en France en 2012. (21.12)

Chaque mois, en moyenne, près de 34.000 salariés sont concernés par le chômage partiel en France, un dispositif qui vise à éviter les licenciements lorsque les entreprises connaissent des difficultés passagères, selon une étude du ministère du Travail (Dares) publiée jeudi 20 décembre. Le chômage partiel, encore sous-utilisé en France, permet aux entreprises de réduire ou suspendre temporairement l'activité de leurs salariés. Le salarié concerné perçoit alors une rémunération - inférieure à celle qu'il touche habituellement -, financée par l'Etat, l'entreprise et dans certains cas l'organisme gérant l'Assurance chômage (Unedic).

Après avoir enregistré un pic en 2009, avec 229.000 salariés concernés en moyenne chaque mois, le recours au chômage partiel a chuté pour se stabiliser en 2011, note la Dares, le niveau de 34.000 salariés en moyenne concernés restant toutefois supérieur à celui enregistré avant le début de la crise. Pendant cette année, un peu plus de 12 millions d'heures de chômage partiel ont été consommées en France et les salariés concernés ont connu en moyenne une réduction mensuelle d'activité de 30 heures, indique l'étude. La majorité des entreprises (56%) qui ont eu recours au chômage partiel entre fin 2008 et fin 2011 ont réduit leur activité pendant un à trois mois (8% pendant plus de 12 mois).

Le dispositif est utilisé en grande majorité dans l'industrie (75% des heures consommées en 2011) où le secteur automobile représente à lui seul le tiers des heures consommées. Depuis mai 2009, un dispositif complémentaire "*activité partielle de longue durée*" ou APLD permet de mieux indemniser les salariés en chômage partiel pendant une période prolongée. Dans ce cas, les entreprises signent une convention avec l'Etat pour une période minimale de trois mois.

Celle-ci garantit aux salariés le versement d'une indemnisation au moins égale à 75% de la rémunération brute par le biais d'une allocation complémentaire qui vient s'ajouter à l'allocation de chômage partiel. L'établissement s'engage alors à maintenir dans l'emploi les salariés concernés pendant au moins deux fois la période de la convention. En 2011, l'Etat a dépensé 49 millions pour l'indemnisation du chômage partiel, dont 5,1 millions au titre des conventions d'APLD.

Un article de l'AFP du 21 décembre 2012

UE: 1.600 milliards d'euros d'aides d'Etat versées aux banques de 2008 à 2011. (22.12)

Les aides d'Etat accordées au secteur financier dans l'Union européenne se sont élevées au total à 1.600 milliards d'euros entre le début de la crise en octobre 2008 et fin décembre 2011 selon un document publié vendredi par la Commission européenne.

Cette somme représente 13% du PIB de l'UE, selon le tableau de bord des aides d'Etat portant sur 2011. La grande majorité, soit 67%, était constituée de garanties publiques sur le financement des banques.

L'année 2011 a également été la dernière où la Commission a appliqué des règles temporaires en matière d'aides d'Etat pour aider l'économie réelle en période de crise. Ce type d'aide, accordé à l'ensemble de l'économie, a représenté 48 milliards d'euros en 2011, soit 0,037% du PIB de l'UE et une diminution de plus de 50% par rapport à l'année précédente.

Cela reflète, selon la Commission, à la fois un faible recours à ces aides par les entreprises et les contraintes budgétaires qui pèsent sur la plupart des Etats.

Le total des aides non liées à la crise a diminué, atteignant 64,3 milliards d'euros en 2011, soit 0,5% du PIB européen. Il s'agit "d'une tendance à la baisse sur le long terme", a indiqué Antoine Colombani, porte-parole du commissaire européen à la Concurrence, Joaquín Almunia, soulignant que ces aides représentaient encore 2% du PIB de l'UE dans les années 1980.

Enfin, selon le tableau de bord, fin juin 2012, environ 85% du montant total des aides illégales, car contraires aux règles européennes de la concurrence, avait été reversé par leurs bénéficiaires aux autorités. Cela représente plus de 13,5 milliards d'euros.

Un article de Slate.fr 21 décembre 2012

***The Economist* toujours fan de Manuel Valls, «le Sarkozy socialiste». (22.12)**

A l'été 2011, l'hebdomadaire libéral britannique *The Economist* avait soutenu Manuel Valls dans sa course à l'investiture socialiste en vue de l'élection présidentielle, estimant qu'il était le seul héritier de Dominique Strauss-Kahn et saluant sa «vision moderne et rafraîchissante de la gauche».

Un an et demi plus tard, le statut de Manuel Valls a bien changé: après avoir obtenu moins de 6% lors de la primaire socialiste, il s'est rapproché de François Hollande pour devenir un élément central dans sa campagne présidentielle au poste de directeur de la communication. Après la victoire du 6 mai, il est nommé ministre de l'Intérieur.

Aujourd'hui, il est le membre du gouvernement le plus populaire dans les sondages, alors que le Président Hollande et le Premier ministre Jean-Marc Ayrault sont au plus bas, tout en étant resté fidèle à sa ligne de conduite. Mais une chose n'a pas changé: *The Economist* est toujours fan de Manuel Valls, et lui consacre un article dans son édition datée du 22 décembre. Le journal voit dans son ascension la marque d'un changement d'attitude de la gauche française:

«Dans beaucoup de domaines, il a été aussi ferme que ses prédécesseurs de droite. Il n'a pas hésité à démanteler des campements illégaux de Roms, expulser un imam pour antisémitisme, durcir les lois de contre-terrorisme pour resserrer l'étau autour des djihadistes et mettre plus de policiers dans les rues. Quand Nicolas Sarkozy prenait les mêmes décisions, les socialistes montaient au créneau. Aujourd'hui aux affaires, ils semblent plutôt contents de leur ministre-policier inflexible.»

The Economist voit d'ailleurs dans «son ambition personnelle, son parcours d'outsider [...], son appétit pour prendre les croyances populaires à contre-pied avec énergie» autant de points communs avec Nicolas Sarkozy quand il occupait le même poste. Quand on se souvient que l'hebdomadaire a soutenu Nicolas Sarkozy en 2007 (avec enthousiasme) et en 2012 (par défaut), nul doute qu'il s'agit ici d'un compliment.

Et comme quand le journal lui avait donné sa préférence en 2011, Manuel Valls ne rejette pas la bénédiction de l'institution qui symbolise le libre-échangeisme anglo-saxon. *The Economist* écrit:

«Monsieur Valls s'irrite de la comparaison [avec Sarkozy], mais avoue que "si vous voulez dire qu'il était énergique, qu'il dérangeait les vieilles habitudes et prenait les dossiers de sécurité à bras le corps, alors cela ne me dérange pas."»

Un article de l'AFP du 24 décembre 2012

Etranglés par le chômage, des millions d'Européens basculent dans la pauvreté. (25.12)

Etranglés par le chômage et la rigueur, des millions d'Européens ont basculé cette année dans la pauvreté qui frappe les classes moyennes, ébranle la cohésion sociale et atteint des groupes jusque-là préservés comme les femmes et les enfants.

"Le trou noir est de plus en plus grand", s'inquiète Mercedes Gonzalez, une Espagnole de 52 ans qui, avec moins de 800 euros par mois, se bat pour assurer le quotidien d'une famille au chômage à Fuenlabrada, en banlieue de Madrid.

En juillet, elle touchait encore, comme son mari, une aide gouvernementale de 426 euros, aujourd'hui réduite à 360 euros. *"Pendant ce temps, la nourriture et les factures augmentent avec la hausse de la TVA"* depuis septembre, raconte-t-elle.

"Les choses vont de mal en pis, nous sommes asphyxiés": la lassitude perce dans la voix de cette petite femme bourrée d'énergie, vendeuse au chômage dont le mari, charpentier, et deux des trois fils adultes sont eux aussi sans emploi.

L'Espagne, quatrième économie de la zone euro, affiche les ingrédients d'une crise sociale majeure: un quart des actifs au chômage, une politique d'austérité historique, des coupes implacables dans l'éducation et la santé, des milliers de familles surendettées jetées à la rue.

Dans ce pays, où deux petits propriétaires menacés d'expulsion se sont suicidés récemment, comme en Grèce ou en Italie, deux autres pays du sud de l'Europe minés par la récession, la crise parfois vire à la tragédie.

Fin mars, l'Italie toute entière s'était émue du geste désespéré de Giuseppe Campaniello, un maçon au chômage de Bologne, poursuivi pour ne pas avoir payé ses impôts, qui s'était immolé par le feu.

"Giuseppe a été victime d'un système qui fonctionne contre les citoyens", accuse sa veuve âgée de 48 ans, Tiziana Marrone.

"Giuseppe n'a reçu aucune aide. Il a senti qu'il était le dos au mur", ajoute-t-elle, avec des mots très durs: *"Ce n'est pas un suicide lié à la crise, c'est un crime cautionné par l'Etat"*.

Mais c'est sans doute la Grèce, avec son économie sous tutelle et un chômage record (26%), qui subit l'impact social le plus dramatique de la crise: 31% de ses habitants étaient en 2011 en danger de pauvreté ou d'exclusion, selon Eurostat, contre une moyenne européenne de 24,2%.

George Tsouvalakis, charpentier sans travail de 31 ans, et sa femme Lia, 30 ans, font partie de cette *"génération perdue"*.

Avec leur petite fille de deux ans, ils cherchent à quitter le pays mais ne peuvent se payer un billet d'avion. Leurs revenus, plus de 2.500 euros avant la crise, ont fondu à entre 0 et 400 euros par mois.

"Nous n'avons pas les moyens de partir. Nous sommes prisonniers de nos maisons", confie Lia.

Nilce Carvalho, une étudiante portugaise de 29 ans qui a terminé une maîtrise en Arts du spectacle dans la prestigieuse université de Coimbra, a imaginé un autre moyen de s'en sortir: lancer un appel sur Facebook pour effacer la dette qui l'empêche d'empocher son diplôme.

Car sous l'effet de l'austérité gouvernementale, sa bourse a été réduite de 400 à 98 euros et elle doit ainsi mille euros de frais de scolarité. *"C'était très difficile. Ce n'est pas évident d'exposer comme ça ses difficultés"*, raconte-t-elle.

Dans ces pays, les organisations humanitaires tournent à plein face à une pauvreté qui prend de nouveaux visages.

"Ce sont des familles dont tous les membres en âge de travailler sont au chômage, des gens qui perdent leur logement parce qu'ils sont expulsés, qui ne sont pas habitués à recourir aux réseaux de protection sociale", souligne Fernando Cuevas, porte-parole de la Croix-Rouge espagnole.

Les ONG s'inquiètent particulièrement du sort des femmes et des enfants, jusque-là préservés par des mécanismes de solidarité familiale qui vacillent.

"Où est aujourd'hui la classe moyenne en Espagne?", s'interroge David Polo, qui s'occupe des sans-abri pour Caritas à Burgos, une ville du nord du pays. *"Elle se fracture. Nous commençons à voir une polarisation de cette classe".*

L'Unicef a recensé 2.200.000 enfants vivant sous le seuil de pauvreté en Espagne. Au Portugal, le ministère de l'Education a révélé fin novembre qu'en moins de vingt jours, le nombre d'élèves souffrant de carence alimentaire était passé de 10.000 à près de 13.000.

Même les retraités, dont certains assument la charge de familles entières, ne sont plus épargnés: le gouvernement de droite espagnol vient d'annoncer que la revalorisation des pensions serait moindre que prévu en 2013, brisant le tabou d'une promesse électorale sur un sujet ultra-sensible.

Un article de Al Manar et Mondialisation.ca du 17 décembre 2012

40% des Israéliens prêts à partir! (18.12)

Un sondage publié ce vendredi par le quotidien israélien Haaretz a révélé que 40% des Israéliens réfléchissent de quitter « Israël » et de vivre ailleurs lorsque l'occasion s'offre à eux. Les résultats de ce sondage sont « *surprenants* », estime le quotidien, au moment où le département des statistiques central affirme que la balance de l'immigration est positif pour Israël !

Selon ce sondage, 37% des Israéliens étudient l'option de vivre dans un autre pays dans l'avenir. 2% parmi eux sont en train de plier bagage pour quitter la Palestine occupée.

Ce sont surtout les Israéliens âgés entre 30 et 39 ans, les laïcs et les travailleurs, mais aussi les habitants du Sud et de la région centrale en Israël qui réfléchissent de plus en plus à cette idée. *Haaretz* a souligné que le sondage en question a été effectué avant la guerre israélienne contre la bande de Gaza.

Les responsables israéliens concernés du dossier de l'immigration déplorent que la majorité des immigrants soient des jeunes professionnels et des universitaires diplômés qui ne sont plus attachés à leur « pays », expliquant que leur volonté d'y rester dépend surtout du niveau et de la qualité de vie.

Selon un rapport israélien publié en 2011 et effectué par le centre de recherches sociales et économiques TAB, le niveau de vie et les chances de travail pour jeunes ont diminué ces cinq dernières années. Les résultats de ce rapport sont en harmonie avec les données de l'organisation de la coopération et du développement économique OCED, qui place Israël dans la 25ème position sur une liste de 36 pays.

Par ailleurs, une recherche effectuée par l'Université de Tel Aviv – département des sciences sociologiques a montré que plus de 100 mille Israéliens détenaient en 2007 un passeport à destination des pays de l'Europe centrale, soit une hausse de 100% par rapport aux détenteurs de passeports en 2000.

Toutefois, le Haaretz prétend que le facteur essentiel qui pousse les Israéliens à l'immigration est purement économique, alors que le facteur sécuritaire est secondaire. Selon une étude effectuée par l'université hébraïque à AlQods, 14000 Israéliens ont quitté à jamais la Palestine occupée en 2012 !

Un article Le Point.fr du 18 décembre 2012

Espagne : chaos dans les hôpitaux publics madrilènes (19.12)

Une grève illimitée contre le plan de privatisations décidé par le gouvernement paralyse le système de santé de la région de Madrid.

Mieux vaut ne pas être gravement malade et avoir besoin de se rendre à l'hôpital public ces jours-ci à Madrid. Près de 70 % du personnel de santé, selon les organisateurs (20 % selon le gouvernement régional), est en grève illimitée. L'Association des spécialistes de Madrid, ainsi que les syndicats protestent contre le vaste plan de privatisation présenté fin octobre par l'exécutif de la communauté madrilène. Les conservateurs au pouvoir ont l'intention de privatiser la gestion de 6 hôpitaux sur les 18 de la région et de 27 autres centres de santé.

La crise économique et les coupes budgétaires imposées par le gouvernement central (sept milliards pour le secteur de la santé) obligent à une réforme du système sanitaire. À l'instar des autres régions du pays, endettées par une santé trop coûteuse, Madrid cherche à réduire les frais. Son objectif est d'économiser près de 533 millions d'euros. Outre le projet de privatisation qui devrait réduire le coût journalier per capita de 600 euros à 440 euros, il est prévu de mettre en place le système du co-paiement pour les produits pharmaceutiques. Comme en Catalogne, les patients devront participer à l'achat de leurs médicaments en payant une taxe. Il est question de verser entre un et cinq euros par prescription médicale. On parle aussi de faire payer le lit d'hôpital 10 euros par nuit.

"Certes, le système sanitaire doit être réformé", assure Julián Esquerra, secrétaire général des Syndicats de médecins de Madrid, avant de nuancer toutefois : "Or, là, il est question d'en finir avec tout le régime sanitaire social." Les syndicats ont déjà accepté à contrecœur certaines réformes telles que la suppression du paiement des heures supplémentaires, la retraite forcée à 65 ans ou encore la concentration de certaines spécialités, mais ils refusent la gestion privée pour les hôpitaux grand public. "Ces hôpitaux vont devenir des centres de santé de luxe où seront réalisées les opérations les plus rentables et où le patient ne restera alité que peu de temps. Les chirurgies thoracique ou vasculaire par exemple, qui sont onéreuses, ne seront pas prises en compte par ces nouveaux centres de santé", fulmine le syndicaliste, qui appelle à poursuivre la grève et à manifester dans les rues de la capitale.

Depuis trois semaines, médecins et infirmiers descendent sans répit dans les rues de Madrid vêtus de leur blouse blanche. Ces *"marées blanches"* bloquent également l'accès des hôpitaux avec des pancartes sur lesquelles on peut lire *"La santé n'est pas à vendre, elle se défend"* ou encore *"Nous n'avons ni parti politique, ni drapeaux, mais des patients à soigner."*

Les patients, eux, sont actuellement les plus touchés par la situation. Depuis le début des contestations, près de 4 000 opérations chirurgicales ont dû être annulées. Tout ce qui n'est pas vital est repoussé à plus tard. *"Nous n'avons pas de lits libres pour recevoir les malades"*, assure une infirmière de l'hôpital El Tajo, un des six centres visés par la privatisation et où les consultations journalières ont été réduites de 60 %.

Le gouvernement a annoncé avant Noël plusieurs autres réunions avec les collectifs en grève afin de débloquer le conflit. Car la situation pourrait s'aggraver avec les fêtes de fin d'année, durant lesquelles le personnel est habituellement en effectif réduit. *"Nous irons jusqu'au bout, il est question de la survie de nos postes, mais aussi et surtout de maintenir un modèle social juste pour que toute personne ait accès aux soins indépendamment de ses revenus"*, conclut Julián Esquerra. Le ton est donné.

Un article Le Nouvel Observateur avec AFP du 18 décembre 2012

580.000 foyers privés d'électricité et de gaz pour impayés en 2012. (19.12)

Près de 580.000 foyers ont été l'objet de coupures ou de restrictions d'électricité et de coupures de gaz pour impayés en 2012, selon des estimations dévoilées ce mardi 18 décembre. A l'origine de cette publication, le Médiateur national de l'Energie réclame l'instauration d'une trêve hivernale générale.

Selon l'autorité administrative indépendante, en charge de la protection des consommateurs d'électricité et de gaz, environ 400.000 foyers, cette année, ont été l'objet soit de coupures d'électricité, soit de résiliations de contrats par leur fournisseur, soit de réduction de puissance à seulement 1.000 watts.

"Or avec 1.000 watts, vous pouvez juste avoir quelques lampes et un frigidaire. Dès que vous mettez une plaque de cuisson, une machine à laver ou même un fer à repasser, ça saute", souligne le délégué général du Médiateur.

Pour le gaz, l'autorité estime à 180.000 le nombre des coupures cette année.

L'an passé, le Médiateur avait estimé le nombre total des coupures et restrictions dans l'électricité et le gaz à environ 500.000, ce qui suggère un bond. Mais les estimations plus précises cette année rendent la comparaison annuelle difficile, selon le délégué général : *"Il n'y a pas forcément une augmentation du nombre de coupures. Ce qui est certain, c'est que rien que sur les 10 premiers mois de 2012, il y a eu plus de résiliations que sur l'ensemble de l'année dernière".*

Pour une trêve générale l'hiver

Il propose la mise en place d'un *"fournisseur de dernier recours"*, des clients résiliés ayant des difficultés à trouver un autre fournisseur. Le Médiateur soutient également la mise en place d'une trêve hivernale généralisée pour les coupures d'électricité et de gaz, semblable à celle en vigueur pour les expulsions de logements.

"La trêve hivernale devrait concerner tous les consommateurs. Aujourd'hui, elle n'existe que pour les gens qui sont éligibles au fonds de solidarité logement, c'est-à-dire quelques centaines de milliers de personnes", explique le délégué. Sans y être légalement contraints, les fournisseurs s'engagent aussi à ne pas couper les bénéficiaires des tarifs sociaux durant l'hiver, mais ces promesses ne sont pas toujours respectées, selon lui.

La généralisation de la trêve hivernale figure dans la proposition de loi du député PS François Brottes sur la tarification progressive de l'énergie. Mais cette proposition ayant été bloquée par le Sénat, elle ne pourra pas entrer en vigueur cet hiver.

Un article de l'AFP du 18 décembre 2012

Energies: le charbon en passe de ravir au pétrole sa place de n°1 mondial. (19.12)

Le charbon polluant et ses "*gueules noires*", rois du XXI^e siècle ? Tiré par l'immense appétit de la Chine, "*King Coal*" devrait d'ici 5 à 10 ans détrôner le pétrole comme première source d'énergie mondiale, a averti mardi l'Agence internationale de l'Energie (AIE).

"Grâce à des ressources abondantes et une demande insatiable d'électricité des marchés émergents, le charbon a représenté près de la moitié de l'augmentation de la demande mondiale d'énergie lors de la première décennie du XXI^e siècle", souligne l'AIE (agence autonome de l'OCDE).

Dans un long rapport, l'AIE se penche sur l'évolution du marché du charbon pour les cinq ans à venir. Conclusion: en 2017, la consommation de charbon devrait représenter 4,32 milliards de tonnes équivalent pétrole, tout près des 4,4 milliards de l'or noir.

"La part du charbon dans le bouquet énergétique mondial continue de progresser chaque année, et si aucun changement n'est fait aux politiques actuelles, le charbon rattrapera le pétrole d'ici une décennie", avertit la patronne de l'organisation basée à Paris, Maria van der Hoeven.

Comme le résume l'AIE, "*le charbon c'est la Chine. La Chine c'est le charbon*". A lui seul, le géant asiatique, qui inaugure les centrales électriques à charbon à tour de bras, a représenté l'an dernier 46,2% de la consommation mondiale.

Le cap des 50% devrait être franchi dès 2014, ce qui signifie que la Chine consommera à ce moment-là davantage de charbon que tous les autres pays réunis.

Mais la tendance est générale: l'AIE s'attend "*à ce que la demande de charbon augmente dans toutes les régions du monde*", à l'exception notable des Etats-Unis. L'Inde devrait ainsi ravir la place de deuxième consommateur mondial aux Américains d'ici 2017.

Gaz de schiste, meilleure arme contre le charbon ?

Dans son tableau très noir, seuls les Etats-Unis font exception: le boom des gaz de schiste (eux-même controversés pour leurs risques environnementaux pour les sous-sols) y a entraîné une chute des prix du gaz qui a rendu le charbon beaucoup moins intéressant.

En l'absence d'un prix élevé du carbone qui pénaliserait les énergies polluantes, "*seule une concurrence féroce d'un gaz à bas prix permet effectivement de réduire la demande de charbon*", fait valoir l'AIE. "*L'Europe, la Chine et d'autres devraient en prendre note*", estime Mme van der Hoeven.

Reste que le déclin du charbon aux Etats-Unis a entraîné un bond des exportations américaines, notamment vers l'Europe, note l'AIE. Conséquence: les prix du charbon en Europe ont chuté de 130 dollars la tonne en mars 2011 à 85 dollars en mai 2012.

Même dans le Vieux Continent aux objectifs environnementaux plus ambitieux, certains pays se tournent davantage vers le charbon.

Ainsi, lors du premier semestre 2011, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne ont tous les trois produit significativement moins d'électricité à partir de gaz (moins générateur de gaz à effet de serre), et notablement plus à partir du charbon, souligne l'AIE.

Aujourd'hui, le charbon représente déjà près de 28% de l'énergie consommée dans le monde et constitue la première source d'électricité, selon l'AIE.

Le constat de la percée du combustible sonne comme un avertissement au moment où les objectifs de lutte contre le réchauffement climatique passent au second plan.

D'autant que la principale piste d'un charbon plus "*propre*", le captage et stockage de CO2 émis lors de sa combustion, "*n'a pas décollé comme prévu*", déplore l'AIE.

"Le résultat, c'est que sans restriction à la consommation de charbon avec des politiques climatiques, la demande et le CO2 continueront à augmenter", s'alarme-t-elle.

Commentaire.

En attendant que la centrale nucléaire de l'extrême sud du Tamil Nadu soit mise en service, c'est grâce au charbon que mon ordinateur fonctionne et que je peux bosser. Est-ce que cela me pose un problème ? Pas du tout, mon problème ce sont les écologistes qui auraient fait la paire avec mahatma Gandhi qui voulait maintenir l'Inde à l'ère du rouet et du char à boeuf.

En France, vous profitez des progrès qui ont vu le jour à l'époque du charbon, grâce au charbon, aux mineurs, alors pourquoi devrions-nous nous en passer en Inde (ou en Chine), dites-nous ? Seuls certains pays auraient le droit de se développer et pas d'autres, c'est bien cela ? On pourrait développer une argumentation sur des pages et des pages dans ce sens-là et pilonner les écologistes. Trop facile et sans appel.

Le recours de nos jours aux énergies fossiles et nucléaires est dû essentiellement à la survie du capitalisme, s'ils veulent s'en passer tout en permettant à tous les peuples d'accéder à un niveau de vie supérieur ou bien-être social, ils n'ont qu'à combattre pour qu'il disparaisse.

Cela vaut pour toutes les revendications partielles ou sectorielles, pour toutes les couches des masses exploitées, dans le cas contraire cela revient à les opposer les unes aux autres ou à profiter de la faiblesse économique de certains Etats dominés, à revendiquer le maintien de notre niveau de vie au détriment d'autres travailleurs dans le monde, ce qui est pour nous inacceptable, exactement comme cela fut le cas pendant la période de la colonisation qui d'une certaine manière n'est pas encore terminée. En un mot, soyez socialistes ou communistes et internationalistes, car il n'existe pas d'autre alternative au capitalisme.

Un article de Reuters du 20 décembre 2012

ICE achète Nyse Euronext pour 8,2 milliards de dollars (21.12)

Le groupe américain IntercontinentalExchange (ICE) a annoncé jeudi le rachat de Nyse Euronext, une opération de 8,2 milliards de dollars (6,2 milliards d'euros) motivée avant tout par les perspectives du marché des produits dérivés financiers.

ICE a d'emblée déclaré qu'il chercherait à se séparer d'Euronext, la branche européenne de Nyse Euronext, en l'introduisant en Bourse une fois l'acquisition achevée au second semestre de l'an prochain.

"Notre opération vise à répondre à l'évolution actuelle des infrastructures de marché et présente toute une série d'opportunités de croissance", déclaré le PDG du groupe, Jeff Sprecher, cité dans un communiqué.

ICE déboursa 33,12 dollars en numéraire et en titres par action Nyse Euronext, soit une prime de plus de 37% par rapport au cours de clôture de mercredi.

Vers 20h GMT, le titre Nyse Euronext s'envolait de 33,85% à Wall Street, tandis que l'action ICE gagnait 0,61% après avoir pris près de 2% à l'ouverture.

En réaction à cette annonce, Standard & Poor's a placé les notes 'A+/A-1' de Nyse Euronext sous surveillance, avec implication négative, soulignant que la nouvelle entité aurait un endettement significatif.

ICE, jusqu'à présent implanté principalement sur les marchés à terme de l'énergie, s'apprête à prendre le contrôle du New York Stock Exchange, l'emblématique et bicentenaire marché actions de Wall Street, ainsi que sur les Bourses de Paris, Bruxelles, Amsterdam et Lisbonne.

L'opération permettra surtout à ICE de mettre la main sur le marché de produits dérivés Liffe, le deuxième d'Europe, ce qui le renforcera considérablement face à son principal concurrent, CME Group, l'opérateur du Chicago Board of Trade.

"L'ICE veut le Liffe, c'est le joyau de la couronne de Nyse Euronext", souligne Peter Lenardos, analyste de RBC Capital Markets. *"Sur un plan stratégique, l'entrée d'ICE sur le segment des dérivés en Europe a du sens."*

Fondé en 2000, ICE était initialement un opérateur de transactions électroniques spécialisé dans les matières premières. Un rapprochement de ces activités avec celles du Liffe lui permettrait donc de renforcer son offre sur des produits comme le sucre et d'augmenter sa rentabilité.

Le nouveau groupe issu du rapprochement ICE-Nyse Euronext deviendra le numéro trois mondial, en valeur boursière, des opérateurs de marchés financiers, dépassant l'allemand Deutsche Börse avec une capitalisation globale de 15,2 milliards de dollars.

CME Group affiche pour sa part une valeur de marché de 17,5 milliards selon les données Thomson Reuters, contre 19,5 milliards pour Hong Kong Exchanges and Clearing, le numéro un.

A la différence de Nyse Euronext, ICE était jusqu'à présent resté à l'écart des actions et des options sur actions. Les activités des deux groupes ne se recoupent donc que très peu, ce qui devrait faciliter la validation de leur rapprochement par les autorités de la concurrence, estiment des analystes.

L'an dernier, la justice américaine s'était opposée à une offre d'achat hostile de 11 milliards de dollars d'ICE et Nasdaq OMX Group sur Nyse Euronext, en arguant du risque de concentration excessive sur le marché actions américain.

Si le projet avait abouti, ICE aurait repris les activités de dérivés de Nyse Euronext tandis que Nasdaq OMX aurait pris le contrôle des Bourses.

Une offre concurrente de 9,3 milliards de dollars de Deutsche Börse avait elle aussi échoué, là encore pour des raisons de concurrence.

"La motivation de l'opération reste la même qu'avec Deutsche Börse: faire migrer la compensation des dérivés du Liffe vers les services d'ICE à Londres et monter en puissance pour attirer la compensation des dérivés OTC (de gré à gré)", note Richard Perrott, analyste de Berenberg Bank.

Le rachat de Nyse Euronext confirme le déclin progressif du New York Stock Exchange, le *"Big Board"* longtemps symbole du capitalisme américain triomphant, qui a vu son étoile pâlir avec l'essor des transactions électroniques et des plates-formes privées alternatives créées par des banques de Wall Street.

ICE, lui, s'est construit au fil d'acquisitions successives, allant du marché pétrolier londonien IPE (International Petroleum Exchange) à une plate-forme d'échanges de droits à polluer et une participation dans une chambre de compensation au Brésil.

Commentaire.

Spéculer davantage sur les marchés des dérivés en Europe et s'en mettre davantage dans les poches, comment, en ponctionnant toujours plus de capitaux de l'économie réelle vers l'économie financière ou spéculative. La City de Londres qui fait office de paradis fiscal était le lieu rêvé en Europe pour réaliser cette opération qui s'annonce fort juteuse sur fond d'austérité généralisée. A suivre.

Un article de l'AFP du 20 décembre 2012

UBS condamnée à 1,1 milliard d'euros d'amende pour avoir manipulé le Libor. (21.12)

La banque suisse UBS va payer une amende de 1,1 milliard d'euros pour avoir manipulé le taux interbancaire Libor, trois fois plus que la britannique Barclays, mais le scandale n'est pas clos pour autant alors que près de 20 d'établissements sont dans le collimateur des autorités.

Ce montant global de 1,4 milliard de francs suisses (environ 1,1 milliard d'euros) inclut des amendes à hauteur de 160 millions de livres qui seront versées aux autorités britanniques et de 1,2 milliard de dollars au département de la Justice américain.

La banque reversera également 59 millions de francs suisses à la Finma, l'autorité suisse de surveillance des marchés, qui a ordonné la confiscation de bénéfices indûment réalisés.

"Au cours de ces enquêtes, nous avons découvert que certains collaborateurs avaient eu un comportement inacceptable. Leur comportement illicite ne reflète pas les valeurs d'UBS, ni les normes éthiques élevées que nous attendons de chaque collaborateur", a déclaré Sergio Ermotti, le directeur général de la banque.

Sous le poids notamment de ces amendes, UBS s'attend à essuyer une perte de l'ordre de 2 à 2,5 milliards de francs suisses au quatrième trimestre.

C'est un nouveau coup dur pour la banque suisse, après l'affaire des fraudes du trader londonien Kweku Adoboli, des soupçons de blanchiment de fraude fiscale en France et l'annonce fin octobre de près de 10.000 suppressions de postes dans le cadre d'une réorganisation en profondeur de son activité de banque d'affaires.

Son amende est la deuxième plus importante pénalité jamais infligée à une banque après celle de la britannique HSBC, qui a accepté de payer 1,92 milliard de dollars pour mettre fin à des poursuites aux Etats-Unis, où elle était accusée de complicité de blanchiment d'argent.

Le montant est également trois fois plus élevé que l'amende imposée à Barclays. Le scandale du Libor a éclaté fin juin, lorsque cette banque britannique a révélé qu'elle allait payer 290 millions de livres pour mettre fin à des enquêtes des régulateurs britannique et américain sur la manipulation des taux interbancaires britannique Libor et européen Euribor entre 2005 et 2009.

Taux central dans le monde de la finance, le Libor, qui est fixé sur la base de taux communiqués par un panel de banques internationales, conditionne plus de 300.000 milliards de dollars de produits financiers et a une incidence sur les prêts aux ménages et aux entreprises.

Au moins 45 collaborateurs d'UBS étaient impliqués ou conscients des pratiques visant à influencer les taux, et au moins 2.000 soumissions inappropriées ont été répertoriées, selon l'Autorité des services financiers (FSA) britannique.

La FSA, qui a infligé à UBS la plus grosse amende de son histoire, prévient qu'elle *"continue à mener d'autres enquêtes internationales en relation avec le Libor et l'Euribor"*, son équivalent européen.

Des investigations ont en effet été ouvertes dans plusieurs pays, dont la France, où le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire après la plainte d'une actionnaire de la Société générale.

Aux Etats-Unis, une quinzaine d'établissements de divers pays ont été assignés à comparaître, dont JPMorgan, Citigroup, Barclays, UBS ou Deutsche Bank.

Au Royaume-uni, Royal Bank of Scotland (RBS) a déjà reconnu qu'elle s'attendait à payer une amende importante, qui pourrait, selon la presse, s'élever à 350 millions de livres. L'affaire connaît également un volet pénal dans le pays, où pour la première fois trois personnes ont été arrêtées le 11 décembre.

Commentaire.

Au regard des sommes en jeux, des dizaines ou centaines de milliers de milliards de dollars une amende de 1,1 milliard d'euros, une goutte d'eau dans un océan de profits.

C'est marrant, les avez-vous entendu parler de rembourser les consommateurs de crédits spoliés par ces gangsters ? Non. Donc l'amende qu'ils vont payer sera juste soustraite des profits supplémentaires qu'ils avaient frauduleusement soutirés aux consommateurs et ils pourront garder le reste.

Bref, encore un jugement qui pue l'impunité en somme, mais qu'on nous présente comme un acte de justice, un mot à la mode pour présenter l'oligarchie financière et le capitalisme sous un angle avantageux, propre pour ainsi dire, comme les guerres de nos jours, quoi !

Un article de Reuters du 19 décembre 2012

Quatre banques condamnées en Italie pour la vente de dérivés (21.12)

Reconnues coupables de fraude après la vente de produits financiers complexes à la municipalité de Milan, quatre banques ont été condamnées mercredi par la justice italienne au terme d'un procès qui pourrait inspirer des centaines d'autres collectivités locales de la péninsule.

Deutsche Bank, Depfa Bank, JP Morgan et UBS devront chacune s'acquitter d'une amende d'un million d'euros et subiront une saisie d'un montant global de 90 millions. Neuf employés ont par ailleurs écopé de peines de prison avec sursis allant jusqu'à huit mois.

Le procès portait sur un contrat de swaps signé par le conseil municipal de Milan à l'occasion de l'émission, en 2005, d'un emprunt de 1,68 milliard d'euros avec une maturité de 30 ans. Le contrat souscrit offrait au premier abord un taux d'intérêt attractif mais il a fini par entraîner des coûts prohibitifs, à la charge des contribuables milanais.

Les quatre banques étaient accusées d'avoir menti sur les risques liés à l'opération et d'avoir empoché pour 100 millions d'euros de profits illicites.

"Cette sentence est historique car elle reconnaît le principe que les banques doivent traiter en toute transparence avec l'administration publique", a affirmé le procureur Alfredo Robledo à la presse après la lecture du verdict.

Deutsche Bank, JP Morgan et UBS ont annoncé leur intention de faire appel.

"Les preuves apportées au procès ont démontré de façon claire que les individus s'étaient comportés de manière honnête et appropriée tout au long du processus et que les transactions étaient conformes au droit", a affirmé JP Morgan.

Pour UBS, c'est un coup supplémentaire après l'annonce, dans la matinée, d'une amende de 1,4 milliard de francs suisses (1,16 milliard d'euros) pour manipulation du taux interbancaire Libor.

En Italie, ce procès, le premier du genre, était suivi de près par des centaines de collectivités locales confrontées elles aussi à de lourdes pertes découlant de la souscription de produits financiers complexes.

Selon des données de la Banque d'Italie, les pertes potentielles de contrats dérivés souscrits par les villes italiennes se montent à près de quatre milliards d'euros.

Au total, quelque 600 collectivités locales ont investi dans des produits dérivés pour un montant total de 36 milliards d'euros.

"Ce procès pourrait déclencher une réaction en chaîne pour d'autres administrations locales qui estiment avoir été trompées", juge Fabio Amatucci, un expert en finances locales à l'université Bocconi.

Au cours du procès, le trésorier de la Ville de Milan, Elfo Butti, a expliqué n'être *"certainement pas un expert en produits dérivés"* et n'avoir qu'une connaissance rudimentaire de l'anglais, langue dans laquelle le contrat a été signé.

Commentaire.

Qu'attendent ces *"braves"* élus du PS pour leur emboîter le pas ? Le feu vert de l'Elysée, de Macron ?

Un article d'Atlantico.fr paru dans L'Expansion du 19décembre 2012

Loi bancaire : en quoi elle est un flagrant délit de connivence avec les banquiers ? (21.12)

Pierre Moscovici a présenté le projet de loi imposant notamment aux banques de loger leurs activités spéculatives dans une filiale spécifique, "*pour protéger les dépôts des épargnants*", mais passé le vocabulaire technique, les banques s'en sortent bien.

Pierre Moscovici a présenté ce mercredi en Conseil des ministres un projet de loi visant à rendre les banques plus sûres. Le ministre défend ce texte face aux élus qui pourraient juger la réforme trop influencée par le lobby bancaire. Pourquoi ?

Le trading haute fréquence, dont l'interdiction a été vantée encore ce week-end par le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, sera possible.

Selon le projet de loi bancaire, les filiales des banques d'affaires ne pourront plus à l'avenir réaliser "*les opérations de négoce à haute fréquence taxables au titre de l'article 235 ter ZD bis du code général des impôts*". Un texte technique qui renvoie lui-même à un décret d'application pris très discrètement pendant l'été par le gouvernement Ayrault pour définir les opérations soumises à la taxe sur les transactions financières. De la conjonction de ces deux textes, il ressort qu'un donneur d'ordre peut éviter cette taxe, et bientôt contourner l'interdiction, en réalisant des opérations toutes les 0,51 secondes - presque une éternité sur les marchés boursiers - et/ou en s'assurant que 20% des ordres passés dans une journée ne sont pas annulés ou modifiés, puisque sont assujetties à la fameuse taxe les opérations annulant ou modifiant les ordres passés dans un délai de moins d'une demi-seconde, et outrepassant 80% des ordres passés dans une même journée.

La tenue de marché préservée par la réforme. Sont exclues de la taxe sur les transactions financières, toutes les "*activités de tenue de marché*", dont la mission est de fournir une cotation continue, indépendamment de l'état du marché. A priori, c'est plutôt logique puisque les teneurs de marché sont obligés de modifier leurs ordres en permanence. Il faut savoir qu'aujourd'hui, les activités de haute fréquence sont majoritairement enregistrées comme des activités de... tenue de marché! Depuis le milieu des années 2000, la plupart des obligations relatives à la tenue de marché (comme la fermeté des ordres, par exemple) ont été assouplies ou supprimées par la réglementation. Résultat, les traders se sont inscrits auprès des places boursières comme des teneurs de marché. Donc, si le gouvernement ne modifie pas son texte, 80 à 90% du trading haute fréquence ne sera pas concerné par l'interdiction, rapporte L'Expansion.

De plus, après un intense lobby des banques, les activités de tenue de marché vont également échapper à la filialisation des activités à risques. En plus de ne pas être supprimées, le trading haute fréquence pourrait donc rester cantonné dans la banque de détail. Un comble pour une pratique jugée hautement spéculative !

Commentaire.

On aura relevé comme chaque fois, qu'une nouvelle loi devant servir soi-disant à réguler la finance à peine dévoilée était déjà contourner. Normal, non ?

Un article de L'Expansion.com avec AFP du 20 décembre 2012

Plus de 12 millions d'heures de chômage partiel consommées en France en 2012. (21.12)

Chaque mois, en moyenne, près de 34.000 salariés sont concernés par le chômage partiel en France, un dispositif qui vise à éviter les licenciements lorsque les entreprises connaissent des difficultés passagères, selon une étude du ministère du Travail (Dares) publiée jeudi 20 décembre. Le chômage partiel, encore sous-utilisé en France, permet aux entreprises de réduire ou suspendre temporairement l'activité de leurs salariés. Le salarié concerné perçoit alors une rémunération - inférieure à celle qu'il touche habituellement -, financée par l'Etat, l'entreprise et dans certains cas l'organisme gérant l'Assurance chômage (Unedic).

Après avoir enregistré un pic en 2009, avec 229.000 salariés concernés en moyenne chaque mois, le recours au chômage partiel a chuté pour se stabiliser en 2011, note la Dares, le niveau de 34.000 salariés en moyenne concernés restant toutefois supérieur à celui enregistré avant le début de la crise. Pendant cette année, un peu plus de 12 millions d'heures de chômage partiel ont été consommées en France et les salariés concernés ont connu en moyenne une réduction mensuelle d'activité de 30 heures, indique l'étude. La majorité des entreprises (56%) qui ont eu recours au chômage partiel entre fin 2008 et fin 2011 ont réduit leur activité pendant un à trois mois (8% pendant plus de 12 mois).

Le dispositif est utilisé en grande majorité dans l'industrie (75% des heures consommées en 2011) où le secteur automobile représente à lui seul le tiers des heures consommées. Depuis mai 2009, un dispositif complémentaire "*activité partielle de longue durée*" ou APLD permet de mieux indemniser les salariés en chômage partiel pendant une période prolongée. Dans ce cas, les entreprises signent une convention avec l'Etat pour une période minimale de trois mois.

Celle-ci garantit aux salariés le versement d'une indemnisation au moins égale à 75% de la rémunération brute par le biais d'une allocation complémentaire qui vient s'ajouter à l'allocation de chômage partiel. L'établissement s'engage alors à maintenir dans l'emploi les salariés concernés pendant au moins deux fois la période de la convention. En 2011, l'Etat a dépensé 49 millions pour l'indemnisation du chômage partiel, dont 5,1 millions au titre des conventions d'APLD.

Un article de l'AFP du 21 décembre 2012

UE: 1.600 milliards d'euros d'aides d'Etat versées aux banques de 2008 à 2011. (22.12)

Les aides d'Etat accordées au secteur financier dans l'Union européenne se sont élevées au total à 1.600 milliards d'euros entre le début de la crise en octobre 2008 et fin décembre 2011 selon un document publié vendredi par la Commission européenne.

Cette somme représente 13% du PIB de l'UE, selon le tableau de bord des aides d'Etat portant sur 2011. La grande majorité, soit 67%, était constituée de garanties publiques sur le financement des banques.

L'année 2011 a également été la dernière où la Commission a appliqué des règles temporaires en matière d'aides d'Etat pour aider l'économie réelle en période de crise. Ce type d'aide, accordé à l'ensemble de l'économie, a représenté 48 milliards d'euros en 2011, soit 0,037% du PIB de l'UE et une diminution de plus de 50% par rapport à l'année précédente.

Cela reflète, selon la Commission, à la fois un faible recours à ces aides par les entreprises et les contraintes budgétaires qui pèsent sur la plupart des Etats.

Le total des aides non liées à la crise a diminué, atteignant 64,3 milliards d'euros en 2011, soit 0,5% du PIB européen. Il s'agit "d'une tendance à la baisse sur le long terme", a indiqué Antoine Colombani, porte-parole du commissaire européen à la Concurrence, Joaquín Almunia, soulignant que ces aides représentaient encore 2% du PIB de l'UE dans les années 1980.

Enfin, selon le tableau de bord, fin juin 2012, environ 85% du montant total des aides illégales, car contraires aux règles européennes de la concurrence, avait été reversé par leurs bénéficiaires aux autorités. Cela représente plus de 13,5 milliards d'euros.

Un article de Slate.fr 21 décembre 2012

The Economist toujours fan de Manuel Valls, «le Sarkozy socialiste». (22.12)

A l'été 2011, l'hebdomadaire libéral britannique *The Economist* avait soutenu Manuel Valls dans sa course à l'investiture socialiste en vue de l'élection présidentielle, estimant qu'il était le seul héritier de Dominique Strauss-Kahn et saluant sa «*vision moderne et rafraîchissante de la gauche*».

Un an et demi plus tard, le statut de Manuel Valls a bien changé: après avoir obtenu moins de 6% lors de la primaire socialiste, il s'est rapproché de François Hollande pour devenir un élément central dans sa campagne présidentielle au poste de directeur de la communication. Après la victoire du 6 mai, il est nommé ministre de l'Intérieur.

Aujourd'hui, il est le membre du gouvernement le plus populaire dans les sondages, alors que le Président Hollande et le Premier ministre Jean-Marc Ayrault sont au plus bas, tout en étant resté fidèle à sa ligne de conduite. Mais une chose n'a pas changé: *The Economist* est toujours fan de Manuel Valls, et lui consacre un article dans son édition datée du 22 décembre. Le journal voit dans son ascension la marque d'un changement d'attitude de la gauche française:

«Dans beaucoup de domaines, il a été aussi ferme que ses prédécesseurs de droite. Il n'a pas hésité à démanteler des campements illégaux de Roms, expulser un imam pour antisémitisme, durcir les lois de contre-terrorisme pour resserrer l'étau autour des djihadistes et mettre plus de policiers dans les rues. Quand Nicolas Sarkozy prenait les mêmes décisions, les socialistes montaient au créneau. Aujourd'hui aux affaires, ils semblent plutôt contents de leur ministre-policier inflexible.»

The Economist voit d'ailleurs dans «son ambition personnelle, son parcours d'outsider [...], son appétit pour prendre les croyances populaires à contre-pied avec énergie» autant de points communs avec Nicolas Sarkozy quand il occupait le même poste. Quand on se souvient que l'hebdomadaire a soutenu Nicolas Sarkozy en 2007 (avec enthousiasme) et en 2012 (par défaut), nul doute qu'il s'agit ici d'un compliment.

Et comme quand le journal lui avait donné sa préférence en 2011, Manuel Valls ne rejette pas la bénédiction de l'institution qui symbolise le libre-échangeisme anglo-saxon. *The Economist* écrit:

«Monsieur Valls s'irrite de la comparaison [avec Sarkozy], mais avoue que "si vous voulez dire qu'il était énergique, qu'il dérangeait les vieilles habitudes et prenait les dossiers de sécurité à bras le corps, alors cela ne me dérange pas."»

Un article de l'AFP du 24 décembre 2012

Etranglés par le chômage, des millions d'Européens basculent dans la pauvreté. (25.12)

Etranglés par le chômage et la rigueur, des millions d'Européens ont basculé cette année dans la pauvreté qui frappe les classes moyennes, ébranle la cohésion sociale et atteint des groupes jusque-là préservés comme les femmes et les enfants.

"Le trou noir est de plus en plus grand", s'inquiète Mercedes Gonzalez, une Espagnole de 52 ans qui, avec moins de 800 euros par mois, se bat pour assurer le quotidien d'une famille au chômage à Fuenlabrada, en banlieue de Madrid.

En juillet, elle touchait encore, comme son mari, une aide gouvernementale de 426 euros, aujourd'hui réduite à 360 euros. *"Pendant ce temps, la nourriture et les factures augmentent avec la hausse de la TVA"* depuis septembre, raconte-t-elle.

"Les choses vont de mal en pis, nous sommes asphyxiés": la lassitude perce dans la voix de cette petite femme bourrée d'énergie, vendeuse au chômage dont le mari, charpentier, et deux des trois fils adultes sont eux aussi sans emploi.

L'Espagne, quatrième économie de la zone euro, affiche les ingrédients d'une crise sociale majeure: un quart des actifs au chômage, une politique d'austérité historique, des coupes implacables dans l'éducation et la santé, des milliers de familles surendettées jetées à la rue.

Dans ce pays, où deux petits propriétaires menacés d'expulsion se sont suicidés récemment, comme en Grèce ou en Italie, deux autres pays du sud de l'Europe minés par la récession, la crise parfois vire à la tragédie.

Fin mars, l'Italie toute entière s'était émue du geste désespéré de Giuseppe Campaniello, un maçon au chômage de Bologne, poursuivi pour ne pas avoir payé ses impôts, qui s'était immolé par le feu.

"Giuseppe a été victime d'un système qui fonctionne contre les citoyens", accuse sa veuve âgée de 48 ans, Tiziana Marrone.

"Giuseppe n'a reçu aucune aide. Il a senti qu'il était le dos au mur", ajoute-t-elle, avec des mots très durs: *"Ce n'est pas un suicide lié à la crise, c'est un crime cautionné par l'Etat"*.

Mais c'est sans doute la Grèce, avec son économie sous tutelle et un chômage record (26%), qui subit l'impact social le plus dramatique de la crise: 31% de ses habitants étaient en 2011 en danger de pauvreté ou d'exclusion, selon Eurostat, contre une moyenne européenne de 24,2%.

George Tsouvalakis, charpentier sans travail de 31 ans, et sa femme Lia, 30 ans, font partie de cette *"génération perdue"*.

Avec leur petite fille de deux ans, ils cherchent à quitter le pays mais ne peuvent se payer un billet d'avion. Leurs revenus, plus de 2.500 euros avant la crise, ont fondu à entre 0 et 400 euros par mois.

"Nous n'avons pas les moyens de partir. Nous sommes prisonniers de nos maisons", confie Lia.

Nilce Carvalho, une étudiante portugaise de 29 ans qui a terminé une maîtrise en Arts du spectacle dans la prestigieuse université de Coimbra, a imaginé un autre moyen de s'en sortir: lancer un appel sur Facebook pour effacer la dette qui l'empêche d'empocher son diplôme.

Car sous l'effet de l'austérité gouvernementale, sa bourse a été réduite de 400 à 98 euros et elle doit ainsi mille euros de frais de scolarité. *"C'était très difficile. Ce n'est pas évident d'exposer comme ça ses difficultés"*, raconte-t-elle.

Dans ces pays, les organisations humanitaires tournent à plein face à une pauvreté qui prend de nouveaux visages.

"Ce sont des familles dont tous les membres en âge de travailler sont au chômage, des gens qui perdent leur logement parce qu'ils sont expulsés, qui ne sont pas habitués à recourir aux réseaux de protection sociale", souligne Fernando Cuevas, porte-parole de la Croix-Rouge espagnole.

Les ONG s'inquiètent particulièrement du sort des femmes et des enfants, jusque-là préservés par des mécanismes de solidarité familiale qui vacillent.

"Où est aujourd'hui la classe moyenne en Espagne?", s'interroge David Polo, qui s'occupe des sans-abri pour Caritas à Burgos, une ville du nord du pays. *"Elle se fracture. Nous commençons à voir une polarisation de cette classe".*

L'Unicef a recensé 2.200.000 enfants vivant sous le seuil de pauvreté en Espagne. Au Portugal, le ministère de l'Education a révélé fin novembre qu'en moins de vingt jours, le nombre d'élèves souffrant de carence alimentaire était passé de 10.000 à près de 13.000.

Même les retraités, dont certains assument la charge de familles entières, ne sont plus épargnés: le gouvernement de droite espagnol vient d'annoncer que la revalorisation des pensions serait moindre que prévu en 2013, brisant le tabou d'une promesse électorale sur un sujet ultra-sensible.

Un article Lepoint.fr du 27 décembre 2012

Ces huit familles qui contrôlent la Chine. (28.12)

L'essentiel du pouvoir et de la richesse chinoise est aux mains de ces "*princes rouges*", descendants de l'ère Deng Xiaoping.

Dans une impressionnante infographie publiée le 26 décembre, le site économique Bloomberg nous livre un arbre généalogique et biographique ultra détaillé des "*huit grandes familles qui contrôlent la Chine*". 103 héritiers des huit "*Immortels*" (référence aux huit dieux du taoïsme), cette aristocratie mise en place dans les années 1980 derrière Deng Xiaoping pour réformer l'économie et apporter une stabilité au parti : la dynastie Deng, les Peng, les Li, les Wang, les Chen, les Yang, les Bo et les Sang.

D'après Bloomberg, trois héritiers cumuleraient à eux seuls une fortune de 1,6 trillion de dollars en 2011 (1 600 milliards -Ndlr), soit un cinquième de la production annuelle chinoise. Parmi eux, le gendre de Deng Xiaoping, He Ping, et le fils d'un des conseillers de Mao, Chen Yuan.

Par ailleurs, quatre des sept membres actuels du bureau politique du PCC - dont le nouveau secrétaire général Xi Jinping -, descendent également des Immortels.

En plaçant leurs fils, ces "*princes rouges*" à la tête des nouveaux conglomerats publics dans les années 1980, les grandes familles chinoises auraient sorti près de 600 millions de personnes de la pauvreté, créé une classe moyenne et placé l'économie chinoise au deuxième rang mondial. Mais ils ont également creusé les inégalités : "*Ils sont en train de perdre la main, car ils n'ont pas été capables de contrôler leur égoïsme et leur avidité*", analyse pour Bloomberg Barry Naughton, professeur d'économie chinoise à l'université de Californie de San Diego.

Commentaire.

Et dire qu'ils existent encore des maoïstes !

La version chinoise du stalinisme aboutit au rétablissement du capitalisme. On aura beau nous expliquer en long et en large et en travers que cela n'était pas écrit d'avance, reste que l'analyse qui consistait à faire croire le contraire s'est avérée une des plus pathétiquement foireuse de la seconde moitié du XXe siècle, et à mettre au compte de dirigeants dont l'incurie politique n'est plus à démontrer, on n'ose même plus dire de dirigeants de l'avant-garde tant leurs analyses semblent d'un autre âge.

Non, il ne pouvait pas en être autrement sous des régimes dictatoriaux interdisant toute expression politique à la classe ouvrière, de la même manière qu'aujourd'hui les succès rencontrés par l'offensive de l'oligarchie financière contre le prolétariat mondiale s'explique et s'appuie sur la faiblesse organisationnelle et le niveau de conscience médiocre des travailleurs en Europe et dans les vieux pays capitalistes.

On ne peut pas produire des analyses erronées sur la situation mondiale et le développement de la lutte des classes pendant des décennies qui reposent et expriment, entretiennent des illusions, et en même temps s'attendre à ce que le niveau de conscience politique des masses progressent, qu'elles s'organisent ou contruire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire ou communiste, les faits n'ont fait que le démontrer, hélas !

Non, dans le domaine de la lutte de classe comme partout ailleurs les miracles n'existent pas ! Dites-le à vos dirigeants... Sclérosés ou de mauvaise foi je sais d'avance ce qu'ils vont vous répondre : cela n'a rien à voir, en réalité le capitalisme a développé de nouveaux moyens ou il s'en est sorti par lui-même, etc. ne répondant pas à l'argument que j'ai avancé, à savoir que bien que des millions de travailleurs soient demeurés dans la pauvreté et la précarité depuis la fin des années 40, puis soient soumis au chômage depuis plus de 30 ans, ils ont été incapables de les organiser, de construire le parti, ne parlons même pas de l'Internationale.

A les entendre il n'aurait jamais existé en France matière à construire le parti, les conditions auraient toujours été défavorables, sérieusement, qui peut encore croire pareille baliverne ? On se demandera au

passage si ces conditions n'existaient pas, comment alors se fait-il que des dizaines de milliers de travailleurs aient rejoint leurs partis au cours des 70 dernières années pour finalement leur tourner le dos ?

On comprend immédiatement que leur explication est insoutenable, qu'elle ne correspond pas à la réalité. Ils ne veulent pas le reconnaître parce que leur responsabilité est engagée, voilà où se situe le problème. Ils se sont identifiés aux idées qu'ils défendaient au point d'être incapables de porter un regard critique sur leurs propres idées ou d'en changer si elles s'avéraient erronées, au lieu que les idées qu'ils défendaient appartiennent à l'ensemble de la classe ouvrière, ils en ont fait leur propriété privée, de même que leur parti. Finalement, ils ont servi leurs propres intérêts et non ceux de notre classe. Le résultat est sans appel et quelque part dramatique.

Un article de l'AFP du 27 décembre 2012

Vers un record mondial de ventes de voitures en 2013. (28.12)

Les ventes automobiles dans le monde devraient battre en 2013 un record pour une quatrième année d'affilée, s'élevant à plus de 64 millions d'unités, en raison surtout de la demande en Chine, a prédit jeudi la banque canadienne Scotia dans une étude.

La banque prévoit une hausse de 4% des ventes mondiales en 2013, après une augmentation moyenne de 7% par an au cours des trois années précédentes.

"Les ventes mondiales seront soutenues par une forte augmentation du nombre d'emplois dans les pays en développement, des taux d'intérêt très bas et la récente accélération de l'expansion monétaire à l'échelle mondiale", selon Carlos Gomes, économiste de la banque spécialisé dans le secteur automobile.

L'Asie demeurera le principal marché mondial, avec des ventes prévues de 25,7 millions de voitures. La Chine, qui représente maintenant près de 20% des ventes mondiales, devrait afficher une croissance de plus de 10%, à plus de 11,8 millions d'unités. La hausse devrait cependant être plus modeste en Inde, qui a connu cette année sa plus faible croissance économique depuis 2002, en plus d'une inflation en hausse.

En tenant compte des ventes de camions légers, l'Amérique du Nord devrait connaître une croissance de 4,4% à plus de 17,7 millions d'unités, dont 15 millions pour les seuls Etats-Unis.

"Le bilan des ménages américains s'est sensiblement amélioré et n'a jamais été aussi équilibré au cours des 10 dernières années (...), ce qui leur permettra de remplacer bon nombre des vieux tacots encore en circulation. En effet, l'âge moyen du parc automobile américain est aujourd'hui, pour la première fois, supérieur à 11 ans", a noté M. Gomes.

En Europe de l'Ouest, où les ventes ont chuté en 2012 au plus bas depuis 19 ans en raison de la baisse dans les pays méditerranéens -- rongés par la crise de la dette --, elles devraient rester stables à 11,65 millions, estime la banque.

Elles seront en légère hausse en Europe de l'Est, notamment en Russie, à 4,63 millions, ainsi qu'en Amérique latine, où elles totaliseront 5 millions de voitures, grâce à l'accélération de la croissance économique au Brésil liée à la construction d'infrastructures en prévision de la coupe du monde de la FIFA en 2014 et des Jeux Olympiques d'été en 2016.

Un article de Reuters du 27 décembre 2012

Les actionnaires de Bankia vont subir de grosses pertes. (28.12)

Bankia va lessiver 350.000 actionnaires, dont beaucoup de petits porteurs sans grande connaissance des arcanes de la finance, après qu'il a été rendu public que la banque avait une valorisation négative de 4,2 milliards d'euros.

Ce nettoyage apparaît primordial si l'établissement nationalisé doit être remis à flot.

Une source proche de la Banque d'Espagne a dit que Bankia recevrait 18 milliards d'euros d'aide européenne d'ici vendredi et pratiquerait une augmentation de capital durant la première quinzaine de janvier.

Suivant le plan de l'Union européenne de recapitalisation du secteur bancaire espagnol, les actionnaires doivent être les premiers à assumer les pertes. Ce fut déjà le cas avec l'Irlande où les actionnaires d'Anglo Irish Bank sont à sec.

"Envisage-t-on de laisser quelque chose aux actionnaires? Oui. Combien? C'est trop tôt pour le dire. Ce sera très peu? Certainement", a dit la source. "Ce sera purement symbolique. Je peux vous dire qu'ils y laisseront leur chemise".

La source a ajouté que la question était discutée avec les autorités européennes et que le montant final serait connu lors de l'augmentation de capital.

Des centaines de milliers d'Espagnols ont souscrit des actions Bankia lorsque la banque a été introduite en Bourse en juillet 2011. Depuis lors, l'action a chuté de plus de 80%.

Certains petits épargnants, séduits par des campagnes publicitaires agressives, ont également acheté des instruments à risque élevé comme des actions préférentielles ou de la dette subordonnée, sur lesquels ils subiront aussi de grosses pertes.

L'action Bankia perdait plus de 13% jeudi vers 13h10 GMT.

Commentaire.

Tout est dit ici : *"Ce nettoyage apparaît primordial si l'établissement nationalisé doit être remis à flot."* Mais alors à qui vont profiter ces 18 milliards d'euros, devinez ? Aux banquiers ! Mieux encore, et qui va payer ces 18 milliards d'euros à ces parasites : ceux qui y auront laissé *"leur chemise"*.

Un article de l'AFP du 27 décembre 2012

Les grands partis financés à 38% par l'aide publique. (28.12)

Les grands partis politiques ont été financés en 2011 à près de 38% grâce à l'aide publique, soit plus de 69,4 millions d'euros, en légère baisse par rapport à 2010, selon les chiffres publiés jeudi par la Commission nationale des comptes de campagnes et de financements politiques (CNCCFP)

Au total, l'aide publique directe aux partis, petits et grands a atteint 74,8 millions d'euros en 2011 (42 partis en ont bénéficié), souligne la CNCCFP dans un rapport publié comme chaque fin d'année au Journal officiel.

De plus, relève-t-elle, l'Etat finance indirectement la vie politique en accordant aux donateurs et cotisants un avantage fiscal de 66% pour les versements qu'ils effectuent au mandataire d'un parti.

D'après ce rapport de 578 pages, sur les 318 partis politiques pour lesquels la commission a vérifié les comptes déposés au plus tard le 2 juillet 2012, 241 ont respecté leurs obligations, 22 ont déposé des comptes non conformes et 55 n'ont déposé aucun compte.

Seuls les partis politiques ayant déposé leurs comptes certifiés par deux commissaires aux comptes peuvent bénéficier de l'aide publique calculée en fonction de leurs résultats aux dernières législatives. Ils sont également habilités à financer des campagnes électorales et d'autres partis.

Les comptes de l'exercice 2011 présentent des dépenses totales en hausse (204,6 millions d'euros, +8,4%) par rapport à l'exercice précédent mais la moyenne des dépenses reste stable en raison du nombre important de partis créés en 2010. Le total des recettes est lui aussi en augmentation (206,3 M EUR, +9,3%).

A la lecture du rapport, le PS demeure le parti aux plus fortes recettes avec 59,8 M EUR, devant l'UMP (53,1), le PCF (30,8), le Front national (11,8), EELV (8,6) et le MoDem (5,1).

L'étude comparée des recettes confirme le poids du financement public qui représente 38,9% des recettes du PS, 62,3% de l'UMP mais seulement 11,8% pour le PCF dont les principales ressources proviennent de la contribution de ses élus (46,4%).

A noter, au chapitre des dépenses, que l'UMP a dépensé 11 M EUR en propagande et communication contre 7,2 M EUR pour le PS.